COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1898

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

1er VOLUME

COMPTES GÉNÉRAUX

COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS

LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

Cor folio 16

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1899

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES

comprises dans le Compte général de l'Administration des finances rendu pour l'année 1898.

1er VOLUME.

			PAGES.
NOTE PRÉLIMINAIRE			5 à 11
COMPTES GÉNÉRAUX	Compte des opérations de l'année 1898		17 à 71
	Compte des contributions et revenus publics		75 à 160
	Compte des dépenses publiques		162 à 284
	Compte de trésorerie		287 à 386
	Comptes des budgets.	Note générale sur les comptes des budgets	389 et 390
		Compte définitif du budget de l'exercice 1897	393 à 421
		Compte provisoire du budget de l'exercice 1898	425 à 581
		Opérations relatives au budget de l'exercice 1899	584 à 586
		Résultats généraux sur les budgets de 1887 à 1897	589 à 645
	Bilan et situation générale de l'Administration des finances au 1er janvier 1899		649 à 781
	Résumé de la situation des finances, du 1er janvier 1871 au 1er janvier 1899		783 à 799
COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS.	Garantie d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer et aux entreprises d'hydraulique agricole		804 à 837
	Apurement des dépenses des exercices clos et de l'expédition de Madagascar		841 à 871
	Services financiers en Algérie		874 à 909
	Ancien domaine extraordinaire		912 à 916
	Portion de l'emprunt grec garantie par la France		918 à 926
	Débets et créances litigieuses		928 à 933
	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public		937 à 939
Répertoire alphabétique et chronologique des documents spéciaux insérés dans les comptes de l'Administration des finances antérieurs à 1898			942 à 960
Table détaillée des matières			961 à 972

NOTE PRÉLIMINAIRE.

Le *Compte général de l'Administration des finances* est établi dans les formes prescrites par les ordonnances des 10 décembre 1823 et 1er septembre 1827, dont les dispositions ont été résumées et complétées par celle du 31 mai 1838 et par le décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.

Dispositions qui ont réglé la forme du Compte général des finances; éléments d'après lesquels il est établi; justifications et contrôles qui garantissent l'exactitude de ses résultats.

Il est extrait du Journal général et du Grand-Livre tenus à la Direction générale de la Comptabilité publique, pour centraliser toutes les opérations relatives aux différents services financiers dont les mouvements et la situation doivent être annuellement mis sous les yeux du Sénat et de la Chambre des députés.

Ces écritures officielles s'appuient, d'une part, sur la comptabilité des agents préposés à l'assiette des impôts ou à la liquidation des dépenses publiques, et, d'autre part, sur les comptes individuels des comptables chargés d'effectuer les recettes et les payements, ainsi que sur les arrêts judiciaires qui en fixent définitivement les résultats. Toutes ces garanties sont complétées par les vérifications d'une commission spéciale, nommée chaque année, en exécution de l'ordonnance du 10 décembre 1823, pour examiner le Compte général des finances, ainsi que tous les documents qui lui servent d'éléments ou de contrôle, et par la publication du procès-verbal des travaux de cette commission, à la suite duquel se trouvent imprimés la balance des comptes du Grand-Livre et un résumé analytique du Journal général. Enfin l'ordonnance du 9 juillet 1826 a placé ce système d'écritures contradictoires et de vérifications administratives sous le contrôle de la Cour des comptes, qui est appelée à déclarer solennellement la conformité de ses arrêts avec les comptes d'exercice et d'année publiés par les Ministres à l'appui des lois de finances.

Division du Compte général des finances.

Le Compte général de l'Administration des finances retrace les mouvements annuels et la situation, au commencement et à la fin de l'année, de tous les services financiers de l'État. Chacune de ses principales divisions est précédée d'une note explicative qui en résume les résultats et qui rappelle les dispositions législatives ou réglementaires applicables à chaque matière spéciale. Ces explications sont destinées

surtout à faciliter l'intelligence des tableaux en séparant distinctement leurs différentes séries.

Les documents dont se compose le Compte de l'Administration des finances se divisent en trois catégories principales : *Comptes généraux, Comptes de la Dette publique* et *Comptes de divers services publics.* Les comptes généraux ont pour objet de retracer la série des opérations concernant les budgets, le service de trésorerie et l'ensemble de la situation des finances. Les comptes de la dette publique en indiquent les mouvements, accroissements, décroissements ou fluctuations, avec tous les détails qu'ils comportent. Enfin les comptes de divers services publics se rapportent soit à des opérations de comptabilité pour lesquelles des développements spéciaux ont paru nécessaires, soit à des créances de l'État dont il était utile de présenter annuellement la situation.

1° COMPTES GÉNÉRAUX.

Les *Comptes généraux*, au nombre de six, sont ceux qui suivent :

Compte des opérations de l'année.

Le *Compte des opérations de l'année* forme la première section des comptes généraux. Il constate les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez tous les comptables des finances au commencement de l'année, les recettes et les dépenses qu'ils ont effectuées pendant la gestion annuelle, et les soldes matériels restés entre leurs mains au 31 décembre. Les opérations de l'année y sont récapitulées, en ce qui concerne les budgets, par branches principales de revenus et par départements ministériels; pour les mouvements de trésorerie et les services spéciaux du Trésor, par nature principale de service. Cet exposé est accompagné d'un développement, par classe de comptables, des faits qui s'y trouvent exprimés, destiné à servir de base aux Déclarations générales que rend annuellement la Cour des comptes pour constater la conformité de ses arrêts, sur les comptes individuels soumis à son jugement, avec les comptes généraux qui sont produits par les Ministres.

Compte des contributions et revenus publics.

La section suivante, intitulée *Compte des contributions et revenus publics*, développe, par nature de recettes, les produits des budgets énoncés sommairement dans le compte des opérations de l'année. La série de tableaux dont elle se compose indique les droits liquidés à la charge des redevables de l'État, les recouvrements effectués pendant chacune des deux années des exercices en cours d'exécution, et les restes à recouvrer sur les droits constatés. Cette section du compte des finances a ainsi pour destination de présenter, sous le point de vue distinct de la réalisation des impôts, l'ensemble des ressources applicables tant à l'exercice qui est parvenu au terme de sa clôture qu'à l'exercice courant. Celles de ces ressources qui se rapportent à l'exercice expiré sont, en outre, l'objet d'un compte que le Ministre des finances publie séparément, à l'appui de la loi proposée pour le règlement définitif de cet exercice, et dans lequel des développements administratifs font

connaître, pour chaque branche de revenus, les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs et qui ont déterminé le montant des droits perçus par le Trésor public.

Compte des dépenses publiques.

Il est procédé de la même manière à l'égard des dépenses publiques. Après avoir été inscrites, mais seulement par nature de budget et par ministère, dans le compte des opérations de l'année, elles sont développées par chapitre dans la section intitulée *Compte des dépenses publiques,* dont les tableaux exposent les droits constatés au profit des créanciers de l'État, les payements effectués soit pendant l'année, soit antérieurement, d'après les ordonnances des Ministres, et enfin les restes à payer sur les liquidations opérées. Cette section du Compte des finances donne, par conséquent, la récapitulation des dépenses que chaque département ministériel est tenu de justifier dans son compte particulier, et qui forment les éléments soit du règlement de l'exercice expiré, soit de la situation provisoire de l'exercice courant. Les détails par articles de dépenses, accompagnés de toutes les justifications administratives qui s'y rattachent, ne se trouvent et ne peuvent être en effet produits que dans les comptes rendus par les divers départements ministériels, lesquels complètent ainsi, pour les dépenses, l'ensemble des documents nécessaires au contrôle législatif.

Compte de trésorerie.

Les informations relatives aux recettes et aux dépenses publiques sont suivies du *Compte de trésorerie,* dans lequel on explique les opérations qui, pendant l'année, ont affecté les créances actives, ainsi que les effets à payer, les comptes courants et autres créances passives de l'Administration des finances; les mouvements de fonds qui ont eu lieu entre les comptables du Trésor; les moyens de crédits réalisés en vertu d'autorisations législatives; l'excédent au profit ou à la charge du service de trésorerie, qui, d'après les sections précédentes du compte des finances, ressort du recouvrement de l'impôt et de l'acquittement des dépenses publiques; enfin les variations qu'ont éprouvées les encaisses matérielles formant, pour la période annuelle, les termes extrêmes qui garantissent l'exactitude de l'exposé de ces différents résultats.

On voit par ces explications que les trois premières sections du Compte général des finances présentent l'ensemble des opérations de recette et de dépense effectuées par tous les agents ou comptables préposés à la liquidation et à la réalisation des droits constatés au profit ou à la charge de l'État. Il reste à rapprocher entre elles ces opérations, à les comparer aux prévisions ou autorisations législatives, et à les combiner avec les soldes des gestions précédentes, de manière à déterminer la situation des différents services financiers à la fin de l'année dont le compte est rendu. Tel est l'objet des sections suivantes.

Comptes des budgets.

Les *Comptes des budgets* contiennent d'abord la série des tableaux établissant la situation définitive du dernier exercice qui a atteint l'époque de sa clôture et dont la loi de règlement est proposée. Ces tableaux, dans lesquels on explique les modifications législativement apportées aux prévisions du budget primitif, sont appuyés de plusieurs documents administratifs; ils comparent: en recette, les évaluations avec les produits réalisés; en dépense, les crédits accordés avec les dépenses faites; fixent les droits restés à recouvrer et les sommes restant à payer, et déterminent enfin l'excédent ou l'insuffisance des ressources qui constitue la situation finale du budget. D'autres tableaux, offrant les mêmes rapprochements, font ensuite connaître la situation provisoire de l'exercice courant. Les opérations effectuées pour les services urgents dont l'exercice s'ouvrira au 1er janvier suivant sont également retracées dans le présent compte.

Enfin cette partie du Compte général des finances comprend aussi des tableaux analytiques présentant la situation financière des budgets depuis 1886, telle qu'elle est résultée de leurs propres ressources et besoins, ou que le règlement législatif l'a définitivement arrêtée en la combinant avec les résultats des budgets antérieurs. Des développements, par branches de service, permettent de comparer entre eux les termes correspondants des exercices, et font ressortir, par la comparaison des budgets *votés* avec les budgets *réglés définitivement*, les résultats de l'exécution des services, tant en recette qu'en dépense.

Situation générale des finances.

La *Situation générale de l'Administration des finances* à la fin de l'année se compose : 1° d'un bilan ou balance résumée des comptes ouverts sur le Grand-Livre de la Direction de la Comptabilité publique, dans lequel les recettes et les dépenses de l'année sont rattachées aux résultats de la situation au commencement de ladite année, pour déterminer celle qui ressort à l'époque où s'arrête le compte; 2° d'un exposé de l'actif et du passif de l'Administration des finances à cette dernière époque, comprenant les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez tous les comptables, les avances à recouvrer, les effets à payer, les créances passives, les excédents de recettes et de dépenses produits par le service des budgets courants et des fonds spéciaux, et enfin les déficits que les anciens budgets ont laissés à la charge du Trésor, lesquels sont couverts par l'excédent du passif de l'Administration des finances sur les articles constituant son actif réel.

Cette partie du présent compte est accompagnée d'un travail d'ensemble qui résume d'abord et développe ensuite, afin qu'on puisse apprécier leur importance corrélative, les quatre principaux termes de la *Situation générale des finances* publiée à la fin de chacune des années précédentes, en partant du 1er janvier 1871.

Les comptes de la Dette publique font, à partir de l'année 1898, l'objet d'un volume spécial dans lequel est publié également le tableau général de la dette publique dont l'article 88 de la loi du 13 avril 1898 ordonne la communication annuelle au Parlement. Ils comprennent les comptes de la dette consolidée, de la dette remboursable à terme ou par annuités, des annuités de toute nature, des cautionnements en numéraire, des rentes viagères, des pensions inscrites au Trésor et des allocations supplémentaires. 2° Comptes de la Dette publique.

Le *Compte de la dette consolidée* se rapporte aux rentes 3 1/2 et 3 p. 0/0. Il fait connaître l'origine de ces différentes natures de rentes; la situation des crédits qui en ont autorisé la création; l'emploi qui a été fait par le Trésor de leur produit, selon qu'elles ont été négociées, remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation des fonds de réserve de l'amortissement, attribuées à divers services publics ou annulées en vertu d'actes législatifs; leurs mouvements par périodes politiques depuis 1814, et leur classement actuel par catégories de propriétaires. Il comprend aussi, depuis 1862, le résultat de la conversion des rentes en vertu du décret du 12 février 1862 et, depuis 1887, celui de la conversion des rentes en exécution de la loi du 7 novembre 1887. Enfin, on y a joint le *Compte des rentes 3 p. 0/0 amortissables* et celui des *annuités de conversion de l'emprunt de 250 millions, le Compte des Emprunts sardes et des notes sur diverses annuités.* Compte de la dette consolidée.

Le *Compte des annuités aux compagnies de chemins de fer* fait connaître le montant des dépenses de cette nature qui ont été liquidées au profit des compagnies, les payements faits chaque année en atténuation de ces dépenses et les sommes restant à payer. Compte des annuités aux compagnies de chemins de fer.

Le *Compte des annuités de rachat des canaux* contient le tableau des emprunts de cette nature dont le Trésor s'est engagé à rembourser matériellement le capital, les payements qu'il a successivement faits en atténuation de sa dette et les sommes restant à amortir à la fin de l'année. Compte des annuités de rachat des canaux.

Le *Compte des cautionnements en numéraire* indique les mouvements des capitaux de cautionnements pendant l'année et les sommes qui restent dues par l'État à chaque classe de titulaires des emplois, avec la destination qu'ont reçue les fonds de cette origine primitivement versés au Trésor. Compte des cautionnements en numéraire.

Le *Compte des rentes viagères* présente la situation, au commencement et à la fin de l'année, ainsi que le mouvement, pendant cette période, de chaque classe de rentes viagères, suivant qu'elles ont été constituées sur une ou plusieurs têtes. Compte des rentes viagères.

Compte des pensions liquidées au Trésor.

Le *Compte des pensions* énonce d'abord les différentes natures de pensions dont les arrérages sont payés sur les fonds généraux du budget; les lois qui en ont autorisé l'inscription, les crédits que ces lois ont accordés, et leur situation; les nouvelles pensions liquidées et inscrites, celles qui ont été éteintes pour cause de décès, et enfin la somme à laquelle s'élève, à la fin de l'année, cette partie de la dette publique.

3° Comptes de divers services publics

Les Comptes de divers services publics se divisent ainsi qu'il suit : Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer, apurement des dépenses des exercices clos, Services financiers en Algérie, Ancien domaine extraordinaire, Opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garanti par la France, Ancien domaine extraordinaire, Débets, Créances litigieuses et prêts effectués au commerce en 1830 et à l'industrie en 1860, et enfin Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Compte de la garantie d'intérêt aux compagnies de chemins de fer.

Le *Compte de la garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer* présente le montant des avances faites aux compagnies, les reversements ou remboursements effectués sur ces avances, et la situation de la dette des compagnies à la fin de l'année.

Compte d'apurement des dépenses des exercices clos.

Le *Compte d'apurement des dépenses des exercices clos* rappelle les créances restées à payer sur ceux des exercices réglés législativement qui n'ont pas encore atteint le terme de leur prescription finale, oppose à ce premier résultat les créances dont le payement a été depuis ordonnancé dans les formes déterminées par la loi sur les budgets des exercices courants, et dégage les créances qui restent encore à solder. Il donne ainsi la preuve que la dette arriérée du Trésor sur les budgets se réduit successivement des payements dont les exercices courants ont eu à supporter la charge.

Compte des services financiers en Algérie.

Le *Compte des services financiers en Algérie* a pour destination d'exposer, par nature de recettes et de dépenses et par classe de comptables, les opérations effectuées en Algérie pendant l'année, tant pour le compte de l'État que pour les services départementaux, et d'en résumer les résultats de manière à déterminer les besoins de trésorerie auxquels l'Administration des finances a eu à pourvoir.

Compte de l'ancien domaine extraordinaire.

Le *Compte de l'ancien domaine extraordinaire,* dont la publication est prescrite par diverses lois, indique les créances de l'espèce recouvrées pendant l'année et la destination donnée aux produits de ces recettes spéciales.

Compte des opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France.

Le *Compte des opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France* a pour but de permettre de continuer à suivre la situation de cette créance du Trésor remontant à l'année 1833 et dont le solde restant à rembourser à la fin de l'exercice 1886 a été inscrit définitivement parmi les découverts du Trésor, en exécution de la loi du 26 février 1887. Il présente, à son débit, l'ensemble et les mouvements de la dette

hellénique depuis son origine, et à son crédit, l'intégralité des versements annuels effectués successivement par le Gouvernement grec, de sorte que le solde de ce compte fait connaître la somme restant due à la France au 31 décembre de chaque année.

Le *Compte des débets et créances litigieuses* présente, par catégorie, les mouvements annuels et la situation des débets et créances dont le recouvrement est poursuivi par les soins de l'agence judiciaire du Trésor, et contient des développements particuliers sur la situation des prêts effectués, en 1860, au commerce et à l'industrie.

Compte des créances litigieuses et des prêts au commerce.

Enfin, le *Compte des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public* retrace, par ministère, les engagements souscrits au profit du Trésor par les parties intéressées, le montant des sommes mises en recouvrement sur ces engagements, les recettes effectuées à ce titre et les restes à recouvrer au 31 décembre de chaque année.

Compte des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Le *Compte général des finances*, qui résume à la fois les comptes des Ministres et les comptes individuels des comptables, forme la base authentique et invariable sur laquelle repose le règlement législatif des budgets. C'est ce compte, ainsi que ses nombreux développements, qui garantit l'exactitude matérielle de tous les résultats soumis, chaque année, au contrôle législatif, dont tous les éléments se trouvent dans l'ensemble des documents ci-après :

Documents de finances qui servent de base au contrôle législatif.

Compte définitif des recettes de l'exercice expiré, rendu par le Ministre des finances ;

Comptes définitifs des dépenses du même exercice, rendus par les Ministres ordonnateurs;

Rapport et Déclaration générale de la Cour des comptes; Éclaircissements fournis par les Ministres en réponse aux observations de la Cour;

Rapport et procès-verbal de la Commission de vérification des comptes ministériels.

On a placé à la fin du 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, à titre de renseignement, un *Répertoire alphabétique et chronologique* destiné à faciliter la recherche des documents spéciaux publiés dans les comptes antérieurs et qui ne se trouvent pas reproduits dans celui de la présente année.

Répertoire des documents spéciaux publiés dans les comptes antérieurs.

COMPTES GÉNÉRAUX.

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

COMPTE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS. (Exercices 1897, 1898 et 1899.)

COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES. (Exercices 1897, 1898 et 1899.)

COMPTE DE TRÉSORERIE.

COMPTES DES BUDGETS.

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

COMPTE

DES

OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898

NOTE

SUR

LE COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

La première section du Compte général de l'Administration des finances est consacrée au *Compte des opérations de l'année.* On y récapitule les liquidations de droits au profit ou à la charge des budgets, ainsi que les recettes et les payements qui ont eu lieu, dans la période annuelle, sur tous les services publics; des développements en sont donnés, par ordre d'opérations, dans les sections suivantes.

Les faits constatés pour l'année 1898 sont ceux que l'on va exposer.

BIBLIOTHÈQUE

RÉSUMÉ DES RECETTES ET DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1898.

Les valeurs de caisse et de portefeuille qui formaient le solde du compte de l'année précédente montaient à. 1,880,961,089f 54

Les recettes de toute nature faites par l'Administration des finances pendant l'année 1898 se sont élevées à 34,331,869,476 fr. 58, savoir :

Recettes sur les produits des budgets			3,636,821,590f 44	
Recettes des services de Trésorerie.	Recettes sur les services spéciaux.	845,673,406f 08c	30,695,047,886 14	
	Recettes provenant du mouvement des créances passives de l'Administration des finances.	20,528,308,948 80		
	Idem de ses créances actives.	512,714,434 27		
	Mouvements de fonds entre les comptables des finances.	8,808,351,096 99		
TOTAL de la recette.			34,331,869,476 58	34,331,869,476 58

Le Compte des finances a ainsi à faire connaître l'emploi d'une somme totale de. 36,212,830,566 12

Suite de la *Note sur le compte des opérations de l'année 1898.*

Suite du RÉSUMÉ DES RECETTES ET DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1898.

Les dépenses faites par l'Administration des finances s'élèvent à 34,330,964,965 fr. 10, savoir :

Dépenses des budgets	3,540,223,714f 35c	3,544,785,073f 12c	
Budget de l'exercice 1897. — Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1897 à attribuer au remboursement de dettes du Trésor à l'égard de villes ou services. (Loi du 13 avril 1898.)	4,561,358 77		
Dépenses des services de Trésorerie. — Dépenses sur les services spéciaux.	754,364,170f 50	30,786,179,891 98	
Payements provenant du mouvement des créances passives de l'Administration des finances	20,660,916,364 66		
Idem de ses créances actives	568,723,604 06		
Mouvements de fonds entre les comptables des finances	8,802,175,752 76		
TOTAL de la dépense		34,330,964,965 10	34,330,964,965f 10
En y ajoutant le solde en caisse et en portefeuille existant, le 31 décembre 1898, à la Caisse centrale du Trésor à Paris et chez les agents extérieurs			1,881,865,601 02
on retrouve la somme ci-dessus, dont le Compte des finances doit faire connaître l'emploi			36,212,830,566 12

OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LE SERVICE DES BUDGETS.

Recettes.

EXERCICE 1897.

	BUDGET GÉNÉRAL.		
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Les droits qui restaient à recouvrer au 1er janvier 1898 s'élevaient à	97,948,334f 66c	9,089,692f 21c	107,038,026f 87c
Pendant l'année 1898, de nouvelles liquidations de droits ont eu lieu à la charge des redevables de l'État pour	14,425,204 61	4,872,034 34	19,297,238 95
TOTAUX	112,373,539 27	13,961,726 55	126,335,265 82
Mais les non-valeurs constatées, les décharges et les annulations de droits s'étant élevées à	11,780,869 62	2,945,542 84	14,726,412 46
il en résulte que les droits à recouvrer s'élevaient à	100,592,669 65	11,016,183 71	111,608,853 36
Les recouvrements effectués pendant l'année 1898 ayant été de	74,790,551 46	9,017,935 85	83,808,487 31
le budget de 1897 a présenté, à l'époque de sa clôture, un reste à recouvrer de	25,802,118 19	1,998,247 86	27,800,366 05

Suite de la *Note sur le compte des opérations de l'année 1898*

Suite des OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LE SERVICE DES BUDGETS.

EXERCICE 1898.

D'après les documents adressés périodiquement à la Direction générale de la Comptabilité publique, par les agents administratifs chargés de la liquidation des diverses natures d'impôts, les droits à recouvrer sur l'exercice 1898 et les recettes effectuées pendant l'année 1898 ont été inscrits dans les écritures ainsi qu'il suit :

		DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES à recouvrer au 31 décembre 1898
Budget général	France	3,590,793,030f 58c	3,497,175,210f 79c	93,617,819 79
	Algérie	61,239,213 89	55,807,923 43	5,431,290 46
	TOTAUX	3,652,032,244 47	3,552,983,134 22	99,049,110 25

EXERCICE 1899.

Quelques recettes ont été faites, en 1898, sur les produits du budget général de l'exercice 1899, pour des ressources dont la réalisation devance l'ouverture de l'exercice auquel elles sont attribuées. Ces recettes s'élèvent à la somme de :

France	29,968f 91c	29,968f 91c
Algérie	"	

RÉCAPITULATION.

En résumé, les produits recouvrés pendant l'année 1898 s'élèvent ensemble à une somme de 3,636,821,590 fr. 44, savoir :

Exercice 1897	83,808,487f 31c
Exercice 1898	3,552,983,134 22
Exercice 1899	29,968 91
TOTAL des recettes effectuées sur les budgets pendant l'année 1898. (Voir pages 38 et 160.)	3,636,821,590 44

Suite de la *Note sur le compte des opérations de l'année 1898.*

Suite des OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LE SERVICE DES BUDGETS.

Dépenses.

EXERCICE 1897.

	BUDGET GÉNÉRAL.		
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Sur les droits précédemment liquidés ou présumés par les ministères à la charge du budget de l'exercice 1897, il restait à payer au 1er janvier 1898, d'après le compte de l'année précédente.....	432,134,245f 67c	13,094,152f 04c	445,228,397f 71c
Ces liquidations et prévisions de dépenses ont éprouvé, en 1898, des modifications dont l'ensemble constitue une diminution de 21,508,846 fr. 60 et dont les restes à payer ci-dessus se sont trouvés atténués, ci.....	21,331,697 05	177,149 55	21,508,846 60
Les dépenses de l'exercice 1897 qui étaient à solder par le Trésor pendant l'année 1898 ne s'élevaient, en conséquence, qu'à la somme de.....	410,802,548 62	12,917,002 49	423,719,551 11
Les payements ont eu lieu pour.....	394,444,543 75	12,634,482 98	407,079,026 73
Et les dépenses restées à payer à la clôture de l'exercice 1897 montaient à.....	16,358,004 87	282,519 51	16,640,524 38

EXERCICE 1898.

Les dépenses liquidées pendant l'année 1898, celles que l'on a présumé devoir encore être effectuées à la charge de l'exercice 1898, et les payements faits par les comptables des finances pendant ladite année, ont été constatés ainsi qu'il suit dans les écritures des différents ministères ordonnateurs de ces dépenses :

		DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES À PAYER au 31 décembre 1898.
Budget général....	France.....	3,484,815,028f 12c	3,067,837,223f 85c	416,977,804f 27c
	Algérie.....	77,768,724 73	65,307,423 87	12,461,300 86
	TOTAUX.....	3,562,583,752 85	3,133,144,647 72	429,439,105 13

Suite de la *Note sur le compte des opérations de l'année 1898.*

Suite des OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LE SERVICE DES BUDGETS.

EXERCICE 1899.

Les dépenses des pensions ont motivé, pendant l'année 1898, des payements par anticipation imputables sur les crédits de l'exercice 1899. Ces payements s'élèvent pour le budget général (France) à..... 39f 90c

RÉCAPITULATION.

La réunion des payements effectués sur ces divers exercices fait ressortir, pour l'année 1898, un total de 3,540,223,714 fr. 35, savoir :

Exercice 1897.....	407,079,026f 73c
Exercice 1898.....	3,133,144,647 72
Exercice 1899.....	39 90
TOTAL des payements effectués pendant l'année 1898. (Voir pages 39 et 284.).....	3,540,223,714 35

Résultat du service des budgets pour l'année 1898.

Considéré dans son ensemble, le service des budgets a présenté, pendant l'année 1898 un excédent de recettes qui résulte du rapprochement des termes ci-après :

Recettes.....	3,636,821,590f 44c
Dépenses.....	3,540,223,714 35
EXCÉDENT de recettes.....	96,597,876 09

BUDGET DE L'EXERCICE 1897. — PRÉLÈVEMENT DE L'EXCÉDENT DE RECETTES DE L'EXERCICE 1897 À ATTRIBUER AU REMBOURSEMENT DE DETTES DU TRÉSOR À L'ÉGARD DE VILLES OU SERVICES. (LOI DU 13 AVRIL 1898.)

L'article 93 de la loi du 13 avril 1898, a autorisé le Ministre des finances à procéder sur l'excédent des recettes du budget de l'exercice 1897, au remboursement, avec les intérêts courus au jour du payement et les frais accessoires, des capitaux compris dans les annuités visées à l'article 13 de la loi du 29 juin 1897 et qui n'ont pu être remboursés sur les excédents budgétaires de l'exercice 1896. Le projet de loi de règlement de l'exercice 1897 en a fixé le montant à la somme de 4,561,358 fr. 77 qui figure au débit du compte ouvert à cet effet sous le titre mentionné ci-dessus.

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Les opérations de trésorerie de l'Administration des finances ont présenté, pendant l'année 1898 les mouvements ci-après :

1° OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Les opérations de différents services dont les recettes et les dépenses ne sont pas comprises dans les budgets, soit qu'elles ne doivent y être rattachées qu'ultérieurement, soit qu'elles ne puissent être soumises à la limite des exercices, forment au Compte des finances une catégorie distincte dans les opérations de trésorerie, intitulée : *Services spéciaux du Trésor.* Des notes insérées à la situa-

Suite de la *Note sur le compte des opérations de l'annee 1898*

tion générale des finances font connaître la nature de chacun de ces services et le montant des opérations qui en ont modifié la situation pendant l'année.

Considérés dans leur ensemble, les mouvements des différents *Services spéciaux du Trésor* résultant des opérations des comptables que l'on vient d'analyser ont présenté pour l'année 1898 :

En recette (voir page 34) une somme de	845,673,406f 08c
En dépense (voir page 35) une somme de	754,364,170 50
Il en est, par conséquent, résulté un excédent de recette de	91,309,235 58

2° OPÉRATIONS RELATIVES AUX CRÉANCES PASSIVES.

Les créances passives de l'Administration des finances se sont accrues de recettes s'élevant dans leur ensemble à	20,528,308,948f 80c
Elles ont été atténuées de remboursements montant à la somme de	20,660,916,364 66
Leur solde, au commencement de l'année, se trouve ainsi diminué de la différence de	132,607,415 86

3° OPÉRATIONS RELATIVES AUX CRÉANCES ACTIVES.

Les recettes faites en atténuation des créances actives à recouvrer par le Trésor ont été de	512,714,434f 27c
Et les payements faits en accroissement de ces créances s'étant élevés à	568,723,604 06
le résultat des opérations de l'année les a ainsi augmentées de	56,009,169 79

4° OPÉRATIONS RELATIVES AUX MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Pendant l'année 1898, les divers comptables ont reçu du Trésor ou de leurs collègues, en fonds et valeurs, une somme de	8,808,351,096f 99c
et ils ont envoyé, pendant la même période, celle de	8,802,175,752 76
D'où résulte un excédent de fonds reçus de	6,175,344 23

qui représente des recettes dont la contre-partie en dépense ne figurera que dans le compte de l'année 1899

5° VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE.

Les valeurs de caisse et de portefeuille que les comptables conservent habituellement entre leurs mains pour les besoins du service s'élevaient, au 1er janvier 1898, à	1,880,961,089f 54c
Le solde en caisse au 1er janvier 1899 est de	1,881,865,601 02
L'encaisse des comptables a, par conséquent, éprouvé, pendant l'année 1898, une augmentation de	904,511 48

Suite de la *Note sur le compte des opérations de l'année 1898.*

RÉSULTAT GÉNÉRAL DU SERVICE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

PENDANT L'ANNÉE 1898.

Le rapprochement entre eux des différents termes que l'on vient d'exposer détermine, pour l'ensemble des services de l'Administration des finances pendant l'année 1898, les résultats généraux qui suivent :

	RÉSULTATS GÉNÉRAUX	
	EN RECETTE.	EN DÉPENSE.
Excédent de recette sur le service des budgets	96,597,876f 09c	"
Budget de l'exercice 1897. — Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1897 à attribuer au remboursement de dettes du Trésor à l'égard de villes ou services. (Loi du 13 avril 1898.)	"	4,561,358f 77c
Excédent de recette sur les services spéciaux du Trésor	91,309,235 58	"
Diminution des créances passives de l'Administration des finances	"	132,607,415 86
Augmentation des créances actives	"	56,009,169 79
Résultat des opérations de mouvements de fonds en excédent de recette	6,175,344 23	"
Augmentation de l'encaisse des comptables	"	904,511 48
TOTAUX	194,082,455 90	194,082,455 90

Le tableau placé à la suite de la présente Note est accompagné d'un développement, par classe de comptables, des recettes et des payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1898. Ce développement sert de base au contrôle attribué à la Cour des comptes par l'ordonnance du 9 juillet 1826 et à la déclaration générale qu'elle rend annuellement pour certifier l'exactitude de tous les résultats du Compte général de l'Administration des finances.

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1898.

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE AU 1er JANVIER 1898.

Numéraire	439,807f 493f 12c	1,880,961f 089f 54c
Effets à recevoir	1,441,153f 596 42	

RECETTE.

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1897.	DROITS qui restaient à recouvrer au 1er janv. 1898.	DROITS constatés pendant l'année 1898.	ANNULATIONS sur les droits constatés antér. à 1898.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES à recouvrer à la clôture de l'exercice.
BUDGET GÉNÉRAL.					
FRANCE.					
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.					
Contributions directes et centimes d'État	16,751,145f 92c	"	"	16,751,145f 92c	"
Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	2,901,154 87	"	"	2,901,154 87	"
Enregistrement	2,756,225 38	"	2,134,873f 41c	91,630 41	529,721f 56c
Timbre	435 27	1,008,937f 69c	"	1,009,344 54	28 42
Impôt sur les opérations de bourse	"	"	"	"	"
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières	18,122 03	"	57 00	17,560 03	505 00
Douanes	7,152,851 94	"	714,298 11	341,106 73	6,097,447 10
Contributions indirectes	15,012,147 63	4,703,338 31	"	7,680,064 89	12,035,421 05
Sucres	4,456,763 21	1,662,873 13	"	5,557,752 58	561,883 76
TOTAL des impôts et revenus	49,048,846 25	7,375,149 13	2,849,228 52	34,349,759 97	19,225,006 89
		4,525,920f 61c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.					
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	443,195f 62c	306,481f 08c	"	666,920f 80c	82,755f 90c
Postes	86,896 53	229,150 97	"	301,542 15	14,505 35
Télégraphes	1,244,340 29	1,044,379 48	"	1,526,840 46	761,879 31
Téléphones	16,760 11	12,670 68	"	28,980 79	450 00
Produits de diverses exploitations	13,084,514 60	1,393,255 31	"	14,477,769 91	"
	14,875,707 15	2,985,937 52	"	17,002,054 11	859,590 56
Colonies.					
Produits de diverses exploitations	126,248 66	101,781 93	"	138,822 84	89,207 75
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	15,001,955 81	3,087,719 45	"	17,140,876 95	948,798 31
		3,087,719f 45c			
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.					
Produits du domaine autre que le domaine forestier	4,866,292f 44c	381,438f 66c	"	1,588,486f 72c	3,659,244f 38c
Produits des forêts	667,809 33	"	1,031 31	362,467 32	304,310 70
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	5,534,101 77	381,438 66	1,031 31	1,950,954 04	3,963,555 08
		380,407f 35c			
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.					
Produits divers	8,914,802f 56c	"	3,121,352f 87c	5,724,037f 28c	69,412f 41c
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.					
Diverses ressources exceptionnelles	"	931,778f 99c	"	931,778 99c	"
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.					
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	16,637,058f 50c	2,649,118f 38c	"	17,921,403f 88c	1,364,773f 00
Recettes d'ordre proprement dites	2,811,569 77	"	5,809,256 92	*A déd.* 3,228,259 65	230,572 50
TOTAL des recettes d'ordre	19,448,628 27	2,649,118 38	5,809,256 92	14,693,144 23	1,595,345 50
		3,160,138f 54c			
TOTAL du budget général (France) à reporter	97,948,334f 66c	14,425,204f 61c	11,780,869f 62c	74,790,551f 46c	25,802,118f 19
		2,644,334f 99c			

DÉPENSE.

DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1897.	DROITS qui restaient à payer au 1er janv. 1898.	DROITS constatés pendant l'année 1898.	ANNULATIONS sur les droits constatés antér. à 1898.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.
BUDGET GÉNÉRAL.					
FRANCE.					
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.					
Ministère des finances. — Dette consolidée	51,029,825f 16c	"	139f 75c	41,436,697f 08c	9,592,988f 33c
Ministère des finances. — Dette remboursable à terme ou par annuités	15,466,275 72	"	1,059,739 58	13,410,548 51	995,987 63
Ministère des finances. — Dette viagère	10,061,895 67	"	3,324,189 60	7,337,706 07	"
TOTAL de la 1re partie	77,157,996 55	"	4,384,068 93	62,184,951 66	10,588,975 96
		4,384,068f 93c			
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.					
Ministère des finances. — Présidence de la République	"	"	"	"	"
Ministère des finances. — Sénat et Chambre des députés	33,720f 00c	"	"	33,720f 00c	"
TOTAL de la 2e partie	33,720 00	"	"	33,720 00	"
		"			
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.					
Ministère des finances	2,777,332f 56c	1,185f 91c	"	2,767,666f 73c	10,851f 74c
Ministère de la justice et des cultes. — 1re Section. — Service de la justice	1,473,135 13	"	35,833f 05c	1,421,950 75	15,351 33
Ministère de la justice et des cultes. — 2e Section. — Service des cultes	11,576,805 02	29,885 12	"	11,383,762 87	222,927 27
Ministère des affaires étrangères	3,786,906 92	192,164 98	"	3,066,545 97	912,525 93
Ministère de l'intérieur	16,871,153 37	"	4,184,688 88	12,564,288 01	122 176 48
Ministère de la guerre. — 1re Section. — Service ordinaire	42,558,505 73	"	2,632,800 82	39,326,935 32	598,769 59
Ministère de la guerre. — 2e Section. — Dépenses extraordinaires	21,982,785 64	"	1,572 806 79	19,690,960 99	719,017 86
Ministère de la marine	57,118,807 10	"	948,113 58	55,761,434 71	409,258 81
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re Section. — Service de l'instruction publique	22,766,752 08	"	1,072,752 03	21,475,815 48	218,184 57
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e Section. — Service des beaux-arts	5,692,059 41	"	361,711 96	4,316,245 29	1,014,102 16
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re Section. — Service du commerce et de l'industrie	14,671,028 24	"	1,293,817 31	13,134,993 60	242,817 33
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Service des postes et des télégraphes	262,932 25	"	0 07	262,573 13	359 05
Ministère des colonies	47,887,210 68	786,616 65	"	48,442,672 90	231,154 43
Ministère de l'agriculture	11,939,637 76	136,584 11	"	12,029,770 53	46,451 34
Ministère des travaux publics. — 1re Section. — Dépenses ordinaires	11,587,156 38	10,468 36	"	11,558,950 11	38,674 63
Ministère des travaux publics. — 2e Section. — Dépenses extraordinaires	45,072,910 42	"	5,941,029 28	38,931,954 29	199,926 85
TOTAL de la 3e partie	318,025,718 69	1,156,905 13	18,043,553 77	296,136,520 68	5,002,549 37
		16,886,648f 64c			
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.					
Ministère des finances	10,709,359f 76c	136,842f 60c	"	10,831,272f 76c	14,929f 60c
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	"	59,239 00	761 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Service des postes et des télégraphes	10,419,452 94	338,752 48	"	10,208,950 76	549,254 66
Ministère de l'agriculture	2,605,101 91	"	42,874f 19c	2,360,693 44	201,534 28
TOTAL de la 4e partie	29,793,914 61	475,595 08	42,874 19	29,460,155 96	766,479 54
		432,720f 89c			
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.					
Ministère des finances	5,956,305f 48c	"	296,895f 36c	5,659,410f 12c	"
Ministère de l'intérieur	386,474 12	"	196,796 45	189,677 67	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Service des postes et des télégraphes	778,688 69	"	"	778,688 69	"
Ministère de l'agriculture	1,427 53	"	8 56	1,418 97	"
TOTAL de la 5e partie	7,122,895 82	"	493,700 37	6,629,195 45	"
		493,700f 37c			
TOTAL du budget général (France). A reporter	432,134,245f 67c	1,632,500f 21c	22,964,197f 26c	394,444,543f 75c	16,358,004f 87c
		21,331,697f 05c			

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1898.

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite de l'EXERCICE 1897.	DROITS qui restaient à recouvrer au 1er janv. 1898	DROITS constatés pendant l'année 1898.	ANNULATIONS sur les droits constatés antér. à 1898.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES à recouvrer à la clôture de l'exercice.
BUDGET GENERAL.					
Report du budget général. (France.)	97,948,334f66c	14,425,204f61c	11,780,869f62c	74,790,551f46c	25,802,118f19c
ALGÉRIE.					
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.					
Contributions directes	728,173f24c	"	"	728,173f24c	"
Taxes assimilées aux contributions directes	34,482 53	"	"	34,482 53	"
Contributions arabes (principal) et centimes d'État	1,070,738 30	"	418,230f06c	547,021 39	105,486f85c
Enregistrement	59,291 32	"	38,324 85	1,660 08	19,306 39
Timbre	"	2,412f40c	"	2,412 40	"
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières	"	"	"	"	"
Douanes	1,565 00	"	1,490 00	75 00	"
Contributions diverses	830,222 67	"	27,705 72	305,388 83	497,128 12
TOTAL des impôts et revenus	2,724,473 06	2,412 40	485,750 63	1,619,213 47	621,921 36
		483,338f 23c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.					
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	"	"	"	"	"
Postes	887f15c	20,923f32c	"	21,010f47c	800f00c
Télégraphes	975 89	4,998 90	"	5,974 79	"
Téléphones	22 72	"	"	22 72	"
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	1,885 76	25,922 22	"	27,007 98	800 00
		25,922f 22c			
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.					
Produits du domaine autre que le domaine forestier	3,596,054f15c	4,807,513f19c	"	7,135,221f39c	1,268,345f95c
Produits des forêts	2,366,419 43	"	2,196,623f57c	62,615 31	107,180 55
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	5,962,473 58	4,807,513 19	2,196,623 57	7,197,836 70	1,375,526 50
		2,610,889f 62c			
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.					
Produits divers	206,175f37c	"	16,090f88c	190,084f49c	"
		16,090f88c			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.					
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	194,684f44c	36,186f53c	"	A 230,870f97c	"
Recettes d'ordre proprement dites	"	"	247,077f76c	déd. 247,077 76	"
TOTAL des recettes d'ordre	194,684 44	36,186 53	247,077 76	A déd. 16,206 79	"
		210,891f 23c			
TOTAL du budget général (Algérie)	9,089,692f21c	4,872,034f34c	2,945,542f84c	9,017,935f85c	1,998,247f86c
		1,926,491f 50c			
TOTAL des recettes de l'exercice 1897	107,038,026f87	19,297,238f95c	14,726,412f46c	83,808,487f31c	27,800,366f05c
		4,570,826f 49c			

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'EXERCICE 1897.	DROITS qui restaient à payer au 1er janv. 1898.	DROITS constatés pendant l'année 1898.	ANNULATIONS sur les droits constatés antér. à 1898.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.
Report du budget général (France)	432,134,245f67c	1,632,500f21c	22,964,197f26c	394,444,543f75c	16,358,004f87c
ALGÉRIE.					
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.					
Ministère des finances	52,416f38c	"	19f40c	52,396f98c	"
Ministère de la justice et des cultes. — 1re section. — Service de la justice	94,809 13	"	4,454 79	88,468 84	1,885f50c
Ministère de la justice et des cultes. — 2e section. — Service des cultes	306,869 85	"	7,048 84	298,806 01	1,015 00
Ministère de l'intérieur. — 1re section. — Service centralisés à Paris	227,224 34	24,851f 91c	"	251,329 70	746 55
Ministère de l'intérieur. — 2e section. — Service du Gouvernement général de l'Algérie	2,463,754 20	"	133,106 80	2,224,023 42	106,623 98
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Service de l'instruction publique	859,128 69	"	161,949 53	658,313 44	38,865 72
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e section. — Service des beaux-arts	125,767 97	"	1,480 74	123,674 69	612 54
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Service du commerce et de l'industrie	31,237 04	"	3,685 23	27,551 81	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	"	"	"	"	"
Ministère de l'agriculture	811,961 57	193,521 71	"	902,772 87	102,710 41
Ministère des travaux publics. — 1re section. — Dépenses ordinaires	1,032,722 81	"	49,002 02	976,293 34	7,427 45
Ministère des travaux publics. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	4,798,902 09	"	12,875 29	4,783,980 64	2,046 16
TOTAL de la 3e partie	10,804,794 07	218,373 62	373,622 64	10,387,611 74	261,933 31
		155,249f 02c			
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.					
Ministère des finances	1,245,160f31c	10,563f59c	"	1,244,758f64c	10,965f26c
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	518,516 06	"	2,213f57c	512,651 05	3,651 44
Ministère de l'agriculture (Forêts)	369,321 84	24,699 89	"	388,052 23	5,969 50
TOTAL de la 4e partie	2,132,998 21	35,263 48	2,213 57	2,145,461 92	20,586 20
		33,049f 91c			
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.					
Ministère des finances	58,444f01c	"	8,458f27c	49,985f74c	"
Ministère de l'intérieur	97,915 75	"	46,492 17	51,423 58	"
TOTAL de la 5e partie	156,359 76	"	54,950 44	101,409 32	"
		A déd.: 54,950f 44c			
TOTAL du budget général (Algérie)	13,094,152f04c	253,637f10c	430,786f65c	12,634,482f98c	282,519f51c
		A déd.: 177,149f 55c			
TOTAL du budget général	445,228,397f71c	1,886,137f31c	23,394,983f91c	407,079,026f73c	16,640,524f38c
		A déd.: 21,508,846f 60c			

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1898. — BUDGET GÉNÉRAL. — FRANCE.	DROITS constatés pendant l'année 1898.	ANNULATIONS de droits constatés antérieurement à 1898.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1899 sur les droits constatés.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.				
Contributions directes et centimes d'État	467,376,083f 81c	"	456,690,907f 44c	10,685,776f 37c
Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	38,018,024 03	"	34,778,421 81	3,239,602 22
Enregistrement	535,711,587 01	"	532,939,011 10	2,772,575 91
Timbre	191,393,986 37	"	191,393,046 72	939 65
Impôt sur les opérations de bourse	7,887,505 41	"	5,101,144 80	2,786,360 64
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc	70,186,676 19	"	70,186,011 19	665 00
Douanes	498,718,396 17	"	492,231,270 71	6,487,125 46
Contributions indirectes	647,963,143 21	"	635,178,590 58	12,784,552 63
Sucres	181,486,018 03	"	177,878,909 88	3,607,108 15
TOTAL des impôts et revenus	2,638,742,020 26	"	2,596,377,314 23	42,364,706 03
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.				
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	446,233,758f 40c	"	445,783,299f 66c	450,458f 74c
Postes	193,208,961 73	"	193,134,517 93	74,443 80
Télégraphes	39,074,778 39	"	37,543,576 85	1,531,201 54
Téléphones	12,522,621 08	"	12,502,942 26	19,678 82
Produits de diverses exploitations	18,517,659 24	"	870,321 53	17,647,337 71
	709,557,778 84	"	689,834,658 23	19,723,120 61
Produits de diverses exploitations (colonies)	245,075 63	"	107,113 20	137,962 43
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	709,802,854 47	"	689,941,771 43	19,861,083 04
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.				
Produits du domaine autre que le domaine forestier	24,039,853f 14c	"	21,485,601f 11c	2,554,252f 03c
Produits des forêts	31,041,026 45	"	30,509,983 70	531,042 75
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	55,080,879 59	"	51,995,584 81	3,085,294 78
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.				
Produits divers	62,669,242f 31c	"	52,890,238f 34c	9,779,003f 97c
§ 5 — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.				
Diverses ressources exceptionnelles	7,274,730f 00c	"	6,774,730f 00c	500,000f 00c
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.				
Recettes en atténuation de dépenses	62,019,312f 44c	"	46,395,335f 58c	15,623,976f 86c
Recettes d'ordre proprement dites	55,203,991 51	"	52,800,236 40	2,403,755 11
TOTAL des recettes d'ordre	117,223,303 95	"	99,195,571 98	18,027,731 97
TOTAL du budget général (France) à reporter	3,590,793,030 58	"	3,497,175,210 79	93,617,819 79
	3,590,793,030f 58c			

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1898. — BUDGET GÉNÉRAL. — FRANCE.	DROITS constatés pendant l'année 1898.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1899 sur les droits constatés.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.			
Ministère des finances — Dette consolidée	693,680,314f 00c	645,172,930f 50c	48,507,383f 50c
Ministère des finances — Dette remboursable à terme ou par annuités	326,404,160 05	309,864,780 18	16,539,379 87
Ministère des finances — Dette viagère	234,281,348 25	223,879,017 07	10,402,331 18
TOTAL de la 1re partie	1,254,365,822 30	1,178,916,727 75	75,449,094 55
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.			
Ministère des finances — Présidence de la République	1,200,000 00	1,200,000 00	"
Ministère des finances — Sénat et Chambre des députés	12,665,764 00	12,380,000 00	285,764 00
TOTAL de la 2e partie	13,865,764 00	13,580,000 00	285,764 00
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère des finances	29,104,767 56	26,433,548 23	2,671,219 33
Ministère de la justice	35,291,651 93	33,898,878 81	1,392,773 12
Ministère des affaires étrangères	17,487,951 46	13,699,006 23	3,788,945 23
Ministère de l'intérieur et des cultes — Service de l'intérieur	77,901,045 54	61,608,803 60	16,292,242 94
Ministère de l'intérieur et des cultes — Service des cultes	42,980,547 19	31,406,017 75	11,574,529 44
Ministère de la guerre — Dépenses ordinaires	633,019,647 33	590,859,602 58	42,160,044 75
Ministère de la guerre — Dépenses extraordinaires	29,296,922 13	18,862,981 27	10,433,940 86
Ministère de la marine	289,970,512 00	221,919,654 11	68,050,857 89
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 1re section. — Service de l'instruction publique	200,195,791 92	179,719,752 92	20,476,039 00
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 2e section. — Service des beaux-arts	17,478,579 40	10,797,354 98	6,681,224 42
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — 1re section. — Service du commerce et de l'industrie	48,933,312 48	34,088,335 11	14,844,977 37
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	2,573,237 55	2,302,187 72	271,049 83
Ministère des colonies	117,478,163 72	67,270,837 74	50,207,325 98
Ministère de l'agriculture	31,368,306 40	20,391,571 22	10,976,735 18
Ministère des travaux publics — 1re section. — Dépenses ordinaires	79,295,918 80	68,154,238 14	11,141,680 66
Ministère des travaux publics — 2e section. — Dépenses extraordinaires	137,752,281 28	102,637,178 60	35,115,102 68
TOTAL de la 3e partie	1,790,128,637 69	1,484,049,949 01	306,078,688 68
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
Ministère des finances	196,328,716 74	185,474,434 39	10,854,282 35
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	60,000 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	175,842,703 18	158,629,575 79	17,213,127 39
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	13,713,789 22	10,871,485 67	2,842,303 55
TOTAL de la 4e partie	385,945,209 14	354,975,495 85	30,969,713 29
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.			
Ministère des finances	31,849,992 34	29,055,434 18	2,794,558 16
Ministère de l'intérieur	1,438,000 00	967,475 46	470,524 54
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	7,210,342 65	6,282,206 09	928,136 56
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	11,260 00	9,935 51	1,324 49
TOTAL de la 5e partie	40,509,594 99	36,315,051 24	4,194,543 75
TOTAL général (France) à reporter	3,484,815,028 12	3,067,837,223 85	416,977,804 27

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1898.	DROITS constatés pendant l'année 1898.	ANNULATIONS de droits constatés antérieurement à 1898.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1899 sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.				
Report	3,590,793,030f 58c	"	3,497,175,210f 79c	93,617,819f 79c
ALGÉRIE.				
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.				
Contributions directes	3,724,605f 88c	"	3,133,746f 81c	590,859f 07c
Taxes assimilées aux contributions directes	196,706 08	"	170,763 66	25,942 42
Contributions arabes (principal et centimes d'État)	8,301,914 61	"	7,494,794 43	807,120 18
Enregistrement	4,005,839 68	"	3,942,409 62	63,430 06
Timbre	4,244,759 45	"	4,244,759 45	"
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc	205,365 46	"	205,365 46	"
Douanes	13,366,525 76	"	13,361,975 76	4,550 00
Contributions diverses	7,388,493 99	"	6,560,170 16	828,323 83
TOTAL des impôts et revenus	41,434,210 91	"	39,113,985 35	2,320,225 56
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.				
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	797,892f 37c	"	797,892f 37c	"
Postes	3,130,237 58	"	3,129,553 87	683f 71c
Télégraphes	1,462,851 86	"	1,458,140 23	4,711 63
Téléphones	108,671 56	"	108,664 13	7 43
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,499,653 37	"	5,494,250 60	5,402 77
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.				
Produits du domaine autre que le domaine forestier	4,518,156f 58c	"	2,080,891f 70c	2,437,264f 88c
Produits des forêts	1,906,122 86	"	1,676,632 28	229,490 58
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	6,424,279 44	"	3,757,523 98	2,666,755 46
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.				
Produits divers	943,073f 97c	"	759,583f 97c	183,490f 00c
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.				
Recettes en atténuation de dépenses	3,600,485f 70c	"	3,345,069f 03c	255,416f 67c
Recettes d'ordre proprement dites	3,337,510 50	"	3,337,510 50	"
TOTAL des recettes d'ordre	6,937,996 20	"	6,682,579 53	255,416 67
TOTAL général (Algérie)	61,239,213 89	"	55,807,923 43	5,431,290 46
	61,239,213f 89c			
TOTAL des recettes de l'exercice 1898	3,652,032,244f 47c	"	3,552,983,134f 22c	99,049,110f 25c

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1898.	DROITS constatés pendant l'année 1898.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1899 sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Report	3,484,815,028f 12c	3,067,837,223f 85c	416,977,804f 27c
ALGÉRIE.			
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère des finances	584,361 91	525,164 18	59,197 73
Ministère de la justice	2,712,763 12	2,610,960 26	101,802 86
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Service de l'intérieur — Justice musulmane	126,300 00	111,175 59	15,124 41
Culte musulman	298,730 00	240,511 93	58,218 07
Intérieur	13,047,726 03	10,728,224 61	2,319,501 42
Instruction publique indigène	102,970 00	91,112 67	11,857 33
Beaux-arts	240,707 20	151,719 44	88,987 76
Commerce et industrie	88,512 10	83,260 32	5,251 78
Agriculture	3,160,118 35	2,316,371 46	843,746 89
Travaux publics	10,138,135 54	7,103,922 58	3,034,212 96
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e section. — Service des cultes	890,466 75	654,024 27	236,442 48
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Service de l'instruction publique	6,310,305 93	5,157,526 47	1,152,779 46
2e section. — Service des beaux-arts	106,199 82	77,139 97	29,059 85
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Service du commerce et de l'industrie	120,117 10	102,178 37	17,938 73
2e section. — Service des postes et des télégraphes	523 32	523 32	"
Ministère de l'agriculture	6,487 49	6,487 49	"
Ministère des travaux publics	22,000,000 00	21,293,702 45	706,297 55
TOTAL de la 3e partie	59,934,424 66	51,254,005 38	8,680,419 28
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
Ministère des finances	6,612,647 58	5,172,325 91	1,440,321 67
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	5,476,618 24	5,166,644 30	309,973 94
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	3,108,590 00	2,638,964 26	469,625 74
TOTAL de la 4e partie	15,197,855 82	12,977,934 47	2,219,921 35
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.			
Ministère des finances	2,396,444 25	898,242 97	1,498,201 28
Ministère de l'intérieur	240,000 00	177,241 05	62,758 95
TOTAL de la 5e partie	2,636,444 25	1,075,484 02	1,560,960 23
TOTAL du budget général (Algérie)	77,768,724 73	65,307,423 87	12,461,300 86
TOTAL des dépenses de l'exercice 1898	3,562,583,752 85	3,133,144,647 72	429,439,105 13

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1899 — BUDGET GÉNÉRAL.	DROITS constatés pendant l'année 1898.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1899 sur les droits constatés.
FRANCE.			
§ 6. — *Recettes d'ordre.*			
Recettes en atténuation de dépenses	29,968f 91c	29,968f 91c	"
TOTAL des recettes de l'exercice 1899 (France)	29,968 91	29,968 91	"
ALGÉRIE.			
§ 6. — *Recettes d'ordre.*			
Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"
TOTAL GÉNÉRAL	29,968 91	29,968 91	"

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1899. — BUDGET GÉNÉRAL.	DROITS constatés pendant l'année 1898.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1899 sur les droits constatés.
FRANCE.			
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.			
Dette viagère.			
Ministère des finances	39f 90c	39f 90c	"
ALGÉRIE.			
Néant	"	"	"
TOTAL GÉNÉRAL	39 90	39 90	"

Budget de l'exercice 1897. — Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1897 à attribuer au remboursement de dettes du Trésor à l'égard de villes ou services (Loi du 13 avril 1898) 4,561,358f 77c

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

Suite de la RECETTE.

SERVICES DE TRÉSORERIE.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

§ 1er.

NUMÉROS des comptes.			
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	21,099,982f 27c	
2	Services départementaux de l'Algérie	28,364,828 63	
3	Service local des colonies	113,526,980 94	
4	Avances faites par l'État au service local des colonies	50,000 00	
5	Caisse de réserve du service local des colonies	2,629,169 71	
8	Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)	52,965 44	
9	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. (Arrêté du Ministre des finances du 6 juin 1863.)	21,012,866 10	
12	Réorganisation des défenses de Calais	53,267 56	
14	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* d'avances pour les suppléments de pensions	9,441,729 60	
16	Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garanties d'intérêts	30,018,430 31	
17	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	354,204 68	
20	Produits de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	245,995 23	708,161,267f 4[illegible]
21	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	500,000 00	
24	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	388,110,318 83	
25	Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	2,353,530 82	
27	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,216,681 04	
29	Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	9,036,757 11	
30	Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes de distances accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897	14,793,528 66	
32	Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)	4,237,221 52	
33	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires	142,808 97	
34	Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	59,920,000 00	
	§ 2.		
36	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	15,792,405 76	
37	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale algérienne. (Lois des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	77,306,867 50	
38	Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. 0/0 amortissables	24,914,500 00	137,512,138 [illegible]
39	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Loi des 26 juillet 1893, art. 56 et 28 décembre 1895, art. 47.)	9,348,365 40	
40	Trésor public, *s/c* d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	10,150,000 00	
	TOTAL		845,673,406 [illegible]

Suite de la DEPENSE.

SERVICES DE TRÉSORERIE.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

§ 1er.

NUMÉROS des comptes.			
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	34,105,992f 22c	
2	Services départementaux de l'Algérie	28,128,842 10	
3	Service local des colonies	115,216,388 85	
5	Caisse de réserve du service local des colonies	2,289,947 46	
6	Avances au budget local de la Guadeloupe pour réparer les dégâts causés par le tremblement de terre du 29 avril 1897	1,000,000 00	
7	Avances au budget local de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone du 27-28 février 1898	107,622 08	
9	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. (Arrêté du Ministre des finances du 6 juin 1863.)	23,997,101 51	
14	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* d'avances pour les suppléments de pensions	8,842,000 00	
17	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	697,551 27	694,444,170f 50c
20	Produit de l'aliénation d'immeubles affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	581,468 42	
21	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	6,907,381 27	
24	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	390,719,709 71	
27	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,214,669 89	
29	Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	8,103,708 18	
30	Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes de distance accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897	17,704,614 90	
33	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation des services militaires	53,827,172 64	
	§ 2.		
41	Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)		59,920,000 00
	TOTAL		754,364,170 50

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

Suite de la RECETTE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.

RECETTES EN ATTÉNUATION DES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

Néant			"

RECETTES EN AUGMENTATION DES CRÉANCES PASSIVES.

Effets à payer.	Bons du Trésor remis à divers particuliers	204,242,985f 15c	629,488,593f 63c	
	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	59,920,000 00		
	Traites et mandats émis	365,325,608 48		
Correspondants du Trésor.	Divers services publics, *t/c* courant avec le Trésor	4,427,675,363 87	8,301,302,951 70	
	Établissements particuliers, *t/c* de fonds déposés au Trésor	953,847 03		
	Fonds à rembourser à divers	378,911,356 71		
	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	2,175,987,795 08		
	Divers correspondants	1,317,774,589 01		20,528,308,948f
Correspondants des comptables.	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	7,648,889,772 54	10,784,935,233 12	
	Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public	2,051,281,655 46		
	Correspondants des payeurs des armées	421,337 48		
	Correspondants des agents comptables du Trésor	36,570,809 88		
	Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	247,531,053 63		
	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	800,240,604 13		
Fonds particuliers des comptables des finances			812,582,170 35	

RECETTES EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES ACTIVES.

Avances pour divers services	512,653,329 59	512,714,434
Créances administratives	"	
Comptables en débet	61,104 68	
Créances litigieuses	"	

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Fonds reçus	8,808,351,096
TOTAL GÉNÉRAL des créances passives, des créances actives et des mouvements de fonds. (Recette.)	29,849,374,480

Suite de la DÉPENSE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.

PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

Néant		"

PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.

Effets à payer.	Bons du Trésor remis à divers particuliers	223,715,871f 20c		
	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. — Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895	15,792,405 76	792,027,362f 99c	
	Lois des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895	77,306,867 50		
	Lois des 26 juillet 1893, art. 56 et 28 décembre 1895, art. 47	9,348,365 40		
	Obligations du Trésor public à court terme. (Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer. Renouvellement.)	64,320,000 00		
	Obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	10,150,000 00		
	Rentes 3 p. o/o amortissables	24,800,000 00		
	Remboursements de traites et mandats	366,503,853 13		
Correspondants du Trésor.	Divers services publics, *t/c* courant avec le Trésor	4,389,006,815 48	8,238,644,484 19	20,660,916,364f 66c
	Établissements particuliers, *t/c* de fonds déposés au Trésor	3,734,093 75		
	Fonds à rembourser à divers	378,821,438 39		
	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	2,174,603,036 68		
	Divers correspondants	1,292,479,099 89		
Correspondants des comptables.	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	7,653,259,463 04	10,818,093,414 94	
	Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public	2,073,846,538 45		
	Correspondants des payeurs des armées	81,952 50		
	Correspondants des agents comptables du Trésor	36,612,689 18		
	Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	249,161,967 55		
	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	805,130,804 22		
Fonds particuliers des comptables des finances			812,151,102 54	

PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES CRÉANCES ACTIVES.

Avances pour divers services	568,662,661 80	568,723,604 06
Créances administratives	"	
Comptables en débet	60,942 26	
Créances litigieuses	"	

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Fonds envoyés	8,802,175,752 76
TOTAL GÉNÉRAL des créances passives, des créances actives et des mouvements de fonds. (Dépense.)	30,031,815,721 48

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE AU 1er JANVIER 1899.

Numéraire	423,710,743f 45c	1,881,865,601f 02c
Effets à recevoir	1,458,154,857 57	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

Suite de la RECETTE.

RÉCAPITULATION DES RECETTES ET DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1898.

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.					
Exercice 1897.....	Budget général.	France	74,790,551f 46c	83,808,487f 31c	3,636,821,590f 4[illegible]
		Algérie	9,017,935 85		
Exercice 1898.....	Budget général.	France	3,497,175,210 79	3,552,983,134 22	
		Algérie	55,807,923 43		
Exercice 1899.....	Budget général.	France	29,968 91	29,968 91	
		Algérie	"		
SERVICES DE TRÉSORERIE.					
Services spéciaux du Trésor				845,673,406 08	30,695,047,886 1[illegible]
Recettes en atténuation des découverts et avances du Trésor				"	
Recettes en augmentation des créances passives			20,528,308,948f 80c	29,849,374,480 06	
Recettes en atténuation des créances actives			512,714,434 27		
Mouvements de fonds entre les comptables des finances. (Fonds reçus.)			8,808,351,096 99		
TOTAL de la recette					34,331,869,476 [illegible]
Report des valeurs de caisse et de portefeuille au 1er janvier 1898		Numéraire		439,807,493f 12c	1,880,961,089 [illegible]
		Portefeuille		1,441,153,596 42	
TOTAL GÉNÉRAL					36,212,830,566 [illegible]

Suite de la DÉPENSE.

DÉPENSES PUBLIQUES.					
Exercice 1897.....	Budget général	France	394,444,543f 75c	407,079,026f 73c	3,540,223,714f 35c
		Algérie	12,634,482 98		
Exercice 1898.....	Budget général	France	3,067,837,223 85	3,133,144,647 72	
		Algérie	65,307,423 87		
Exercice 1899.....	Budget général	France	39 90	39 90	
		Algérie	"		
Budget de l'exercice 1897. — Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1897 à attribuer au remboursement de dettes du Trésor à l'égard de villes ou services (Loi du 13 avril 1898)					4,561,358 77
SERVICES DE TRÉSORERIE.					
Services spéciaux du Trésor				754,364,170f 50c	30,786,179,891 98
Payements en atténuation des créances passives			20,660,916,364f 66c	30,031,815,721 48	
Payements en augmentation des créances actives			568,723,604 06		
Mouvements de fonds entre les comptables des finances. (Fonds envoyés.)			8,802,175,752 76		
TOTAL de la dépense					34,330,964,965 10
Report des valeurs de caisse et de portefeuille au 1er janvier 1899		Numéraire		423,710,743f 45c	1,881,865,601 02
		Portefeuille		1,458,154,857 57	
TOTAL GÉNÉRAL					36,212,830,566 12

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Développement, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des recettes.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des recettes faites par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Recettes.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Annulations de recettes.	Total des recettes.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.															
	EXERCICE 1897.															
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	FRANCE.															
	§ 1er. — *Impôts et revenus.*															
1	Contributions directes et centimes d'État	"	"	"	"	"	16,751,145	"	"	"	"	16,751,145 92	"	"	16,751,145 92	1
2	Taxes assimilées aux contributions directes	"	"	"	"	"	2,901,154	"	"	"	"	2,901,154 87	1,064,975 25	1,064,975 25	2,901,154 87	2
3	Produits de l'enregistrement	91,630 41	"	"	"	"	"	"	"	"	"	91,630 41	"	"	91,630 41	3
4	Produits du timbre	1,009,344 54	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,009,344 54	"	"	1,009,344 54	4
5	Impôt sur les opérations de bourse	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5
6	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	17,560 03	"	"	"	"	"	"	"	"	"	17,560 03	"	"	17,560 03	6
7	Produits des Douanes	"	341,106 73	"	"	"	"	"	"	"	"	341,106 73	"	"	341,106 73	7
8	Produits des Contributions indirectes	"	"	7,680,064 89	"	"	"	"	"	"	"	7,680,064 89	"	"	7,680,064 89	8
9	Sucres	"	695,600 42	4,862,152 16	"	"	"	"	"	"	"	5,557,752 58	"	"	5,557,752 58	9
	Total du § 1er	1,118,534 98	1,036,707 15	12,542,217 05	"	"	19,652,300	"	"	"	"	34,349,759 97	1,064 975 25	1,064,975 25	34,349,759 97	
	§ 2. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*															
10	Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	"	"	666,920 80	"	"	"	"	"	"	"	666,920 80	"	"	666,920 80	10
11	Produits des Postes	"	"	"	87,150 97	"	"	"	"	"	"	87,150 97	214,391 18	"	301,542 15	11
12	Produits des Télégraphes	"	"	"	1,244,347 19	"	"	"	"	"	"	1,244,347 19	311,079 07	28,585 80	1,526,840 46	12
13	Produits des Téléphones	"	"	"	16,750 58	"	"	"	"	"	"	16,750 58	12,230 21	"	28,980 79	13
14	Produits de diverses exploitations	"	"	"	"	"	83,510	"	"	"	"	83,510 89	14,394,259 02	"	14,477,769 91	14
		"	"	666,920 80	1,348,248 74	"	83,510	"	"	"	"	2,098,680 43	14,931,959 48	28,585 80	17,002,054 11	
	COLONIES.															
15	Produits de diverses exploitations	"	"	"	"	"	"	"	"	"	110,237 04	110,237 04	28,585 80	"	138,822 84	15
	Total du § 2	"	"	666,920 80	1,348,248 74	"	83,510	"	"	"	110,237 04	2,208,917 47	14,960 545 28	28,585 80	17,140,876 95	
	§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*															
16	Produits du domaine autre que le domaine forestier	1,000,663 58	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,000,663 58	588,620 14	797 00	1,588,486 72	16
17	Produits des forêts	349,075 37	"	"	"	"	4,700	"	"	"	"	353,775 37	8,691 95	"	362,467 32	17
	Total du § 3	1,349,738 95	"	"	"	"	4,700	"	"	"	"	1,354,438 95	597,312 09	797 00	1,950,954 04	
	§ 4. — *Produits divers du budget.*															
18	Produits divers	97 29	"	"	"	"	889,210	6,425,513 46	99,166 87	"	3,117,649 28	10,531,637 08	352,534 30	5,160,134 10	5,724,037 28	18
	§ 5. — *Ressources exceptionnelles.*															
19	Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	931,778 99	"	931,778 99	19
	§ 6. — *Recettes d'ordre.*															
20	Recettes en atténuation de dépenses	4,178 87	205 10	8,934 37	65,197 35	"	3,963,032	2,078,355 99	1,066 07	11 90	6,410,244 82	12,531,226 82	5,609,959 12	219,782 06	17,921,403 88	20
21	Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"	"	"	475,850	1,352,043 45	631,688 14	"	"	2,459,581 78	6,636,442 30	12,324,283 73	*A déd. 3,228,259 65*	21
	Total du § 6	4,178 87	205 10	8,934 37	65,197 35	"	4,438,882	3,430,399 44	632,754 21	11 90	6,410,244 82	14,990,808 60	12,246,401 42	12,544,065 79	14,693,144 23	
	Total du budget général (France) A reporter	2,472,550 09	1,036,912 25	13,218,072 22	1,413,446 09	"	25,068,600	9,855,912 90	731,921 08	11 90	9,638,131 14	63,435,562 07	30,153,547 33	18,798,557 94	74,790,551 46	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES RECETTES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS DES POSTES et des télégraphes.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES RECETTES faites par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Recettes.	Annulations de recettes.	TOTAL des RECETTES.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr c.	
	Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.															
	EXERCICE 1897. (Suite.)															
	BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)															
	Report du budget général (France)..	2,472,550 09	1,036,912 25	13,218,072 22	1,413,446 09	"	25,068,604	9,855,912 90	731,921 08	11 90	9,638,131 14	63,435,562 07	30,153,547 33	18,798,557 94	74 790,551 46	
	ALGÉRIE.															
	§ 1er. — *Impôts et revenus.*															
1	Contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes	"	"	"	"	"	"	"	"	1,309,677 16	"	1,309,677 16	"	"	1,309,677 16	1
2	Produits de l'enregistrement	"	"	"	"	"	"	"	"	1,660 08	"	1,660 08	"	"	1,660 08	2
3	Produits du timbre	"	"	"	"	"	"	"	"	2,412 40	"	2,412 40	"	"	2,412 40	3
4	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc..	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4
5	Produits des douanes	"	"	"	"	"	"	"	"	75 00	"	75 00	"	"	75 00	5
6	Produits des contributions diverses	"	"	"	"	"	"	"	"	305,388 83	"	305,388 83	"	"	305,388 83	6
	TOTAL du § 1er	"	"	"	"	"	"	"	"	1,619,213 47	"	1,619,213 47	"	"	1,619,213 47	
	§ 2. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*															
7	Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7
8	Produits des postes	"	"	"	"	"	"	"	"	1,387 15	"	1,387 15	19,623 32	"	21,010 47	8
9	Produits des télégraphes	"	"	"	"	"	"	"	"	5,071 41	"	5,071 41	903 38	"	5,974 79	9
10	Produits des téléphones	"	"	"	"	"	"	"	"	22 72	"	22 72	"	"	22 72	10
	TOTAL du § 2	"	"	"	"	"	"	"	"	6,481 28	"	6,481 28	20,526 70	"	27,007 98	
	§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*															
11	Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	"	"	"	"	"	"	"	234,991 84	"	234,991 84	6,900,229 55	"	7,135,221 39	11
12	Produits des forêts	"	"	"	"	"	"	"	"	62,615 31	"	62,615 31	"	"	62,615 31	12
	TOTAL du § 3	"	"	"	"	"	"	"	"	297,607 15	"	297,607 15	6,900,229 55	"	7,197,836 70	
	§ 4. — *Produits divers du budget.*															
13	Produits divers	"	"	"	"	"	"	"	"	190,084 49	"	190,084 49	"	"	190,084 49	13
	§ 5. — *Ressources exceptionnelles.*															
14	Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14
	§ 6. — *Recettes d'ordre.*															
15	Recettes en atténuation de dépenses	"	"	"	"	"	"	"	"	250,494 29	"	250,494 29	"	19,623 32	230,870 97	15
16	Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	18,384 97	265,462 73	*Adéd. 247,077 76*	16
	TOTAL du § 6	"	"	"	"	"	"	"	"	250,494 29	"	250,494 29	18,384 97	285,086 05	*Adéd. 16,206 79*	
	TOTAL du budget général (Algérie)	"	"	"	"	"	"	"	"	2,363,880 68	"	2,363,880 68	6,939,141 22	285,086 05	9,017,935 85	
	TOTAL des recettes de l'exercice 1897 à reporter.	2,472,550 09	1,036,912 25	13,218,072 22	1,413,446 09	"	25,068,604	9,855,912 90	731,921 08	2,363,892 58	9,638,131 14	65,799,442 75	37,092,688 55	19,083,643 99	83,808,487 31	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des recettes.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers payeurs des colonies.	Total des recettes faites par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Recettes.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Annulations de recettes.	Total des recettes.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1897...	2,472,550 09	1,036,912 25	13,218,072 22	1,413,446 09	"	25,068,604 4	9,855,912 90	731,921 08	2,363,892 58	9,638,131 14	65,799,442 75	37,092,688 55	19,083,643 99	83,808,487 31	
	Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.															
	EXERCICE 1898.															
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	FRANCE.															
	§ 1er. — *Impôts et revenus.*															
1	Contributions directes et centimes d'État....	"	"	"	"	"	456,690,907 4	"	"	"	"	456,690,907 44	"	"	456,690,907 44	1
2	Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.).....	"	"	"	"	"	34,778,421 8	"	"	"	"	34,778,421 81	16,691,668 27	16,691,668 27	34,778,421 81	2
3	Produits de l'enregistrement.....	532,939,011 10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	532,939,011 10	"	"	532,939,011 10	3
4	Produits du timbre.....	191,393,046 72	"	"	"	"	"	"	"	"	"	191,393,046 72	"	"	191,393,046 72	4
5	Impôt sur les opérations de Bourse.....	5,101,144 80	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5,101,144 80	"	"	5,101,144 80	5
6	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	70,186,011 19	"	"	"	"	"	"	"	"	"	70,186,011 19	"	"	70,186,011 19	6
7	Produits des douanes.....	"	492,544,826 65	"	"	"	"	"	"	"	"	492,544,826 65	"	313,555 94	492,231,270 71	7
8	Produits des contributions indirectes.....	"	"	634,865,034 64	"	"	"	"	"	"	"	634,865,034 64	313,555 94	"	635,178,590 58	8
9	Sucres.....	"	27,342,782 06	150,536,127 82	"	"	"	"	"	"	"	177,878,909 88	676,377 18	676,377 18	177,878,909 88	9
	Total du § 1er.....	799,619,213 81	519,887,608 71	785,401,162 46	"	"	491,469,329 3	"	"	"	"	2,596,377,314 23	17,681,601 39	17,681,601 39	2 596,377,314 23	
	§ 2. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*															
10	Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes.....	"	"	445,783,299 66	"	"	"	"	"	"	"	445,783,299 66	"	"	445,783,299 66	10
11	Produits des postes.....	"	"	"	193,182,184 18	"	"	"	"	"	"	193,182,184 18	26,823 33	74,489 58	193,134,517 93	11
12	Produits des télégraphes.....	"	"	"	37,464,473 96	"	"	"	"	"	"	37,464,473 96	79,102 89	"	37,543,576 85	12
13	Produits des téléphones.....	"	"	"	13,826,528 03	"	"	"	"	"	"	13,825,528 03	3,690 42	1,327,276 19	12,502,942 26	13
14	Produits de diverses exploitations.....	"	"	"	"	"	744,935	14,393,814 22	"	"	"	15,138,750 09	125,385 66	14,393,814 22	870,321 53	14
	Colonies.	"	"	445,783,299 66	244,473,186 17	"	744,935	14,393,814 22	"	"	"	705,395,235 92	235,002 30	15,795,579 99	689,834,658 23	
15	Produits de diverses exploitations.....	"	"	"	"	"	"	34,988 87	"	"	46,067 26	81,056 13	26,057 07	"	107,113 20	15
	Total du § 2.....	"	"	445,783,299 66	244,473,186 17	"	744,935	14,428,803 09	"	"	46,067 26	705,476,292 05	261,059 37	15,795,579 99	689,941,771 43	
	§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*															
16	Produits du domaine autre que le domaine forestier.....	21,483,201 11	"	"	"	"	"	"	"	"	"	21,483,201 11	2,400 00	"	21,485,601 11	16
17	Produits des forêts.....	6,722,280 16	"	"	"	"	23,786,569	"	"	"	"	30,508,849 70	1,134 00	"	30,509,983 70	17
	Total du § 3.....	28,205,481 27	"	"	"	"	23,786,569	"	"	"	"	51,992,050 81	3,534 00	"	51,995,584 81	
	§ 4. — *Produits divers du budget.*															
18	Produits divers.....	184,692 83	"	320 00	"	"	25,499,572	42,848,544 97	1,917,283 12	2,873,242 78	780,741 28	74,104,397 31	753,338 89	21,967,497 86	52,890,238 34	18
	§ 5. — *Ressources exceptionnelles.*															
19	Diverses ressources exceptionnelles.....	"	"	"	"	"	"	6,774,730 00	"	"	"	6,774,730 00	"	"	6,774,730 00	19
	§ 6. — *Recettes d'ordre.*															
20	Recettes en atténuation de dépenses.....	913,846 91	2,012,630 46	2,168,401 90	4,656,226 15	"	26,618,286	6,683,634 21	27,889 56	40,171 35	3,325,413 71	46,446,500 27	13,320 10	64,484 79	46,395,335 58	20
21	Recettes d'ordre proprement dites.....	"	"	"	"	"	13,922,192	2,170,143 79	154 35	"	"	16,092,490 64	37,118,787 19	411,041 43	52,800,236 40	21
	Total du § 6.....	913,846 91	2,012,630 46	2,168,401 90	4,656,226 15	"	40,540,478	8,853,778 00	28,043 91	40,171 35	3,325,413 71	62,538,990 91	37,132,107 29	475,526 22	99,195,571 98	
	Total du budget général (France) à reporter.	828,923,234 82	521,900,239 17	1,233,353,184 02	249,129,412 32	"	582,040,885	72,905,856 06	1,945,327 03	2,913,414 13	4,152,222 25	3,497,263,775 31	55,831,640 94	55,920,205 46	3,497,175,210 79	
	A reporter (Exercice 1897).....	2,472,550 09	1,036,912 25	13,218,072 22	1,413,446 09	"	25 068 604	9,855,912 90	731,921 08	2,363,892 58	9,638,131 14	65,799,442 75	37,092,688 55	19,083,643 99	83,808,487 31	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Développement, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des recettes.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des recettes faites par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Recettes.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Annulations de recettes.	Total des recettes.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1897	2,472,550 09	1,036,912 25	13,218,072 22	1,413,446 09	"	25,068,604	9,855,912 90	731,921 08	2,363,892 58	9,638,131 14	65,799,442 75	37,092,688 55	19,083,643 99	83,808,487 31	
	Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.															
	EXERCICE 1898. (Suite.)															
	BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)															
	Report de l'exercice 1898 (France)	828,923,234 82	521,900,239 17	1 233,353,184 02	249,129,412 32	"	582,040,885	72,905,856 06	1,945,327 03	2,913,414 13	4,152,222 25	3,497,263,775 31	55,831,640 94	55,920,205 46	3,497,175,210 79	
	ALGÉRIE.															
	§ 1er. — *Impôts et revenus.*															
1	Contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes	"	"	"	"	"	"	"	"	10,799,304 90	"	10,799,304 90	"	"	10,799,304 90	1
2	Produits de l'enregistrement	"	"	"	"	"	"	"	"	3,942,409 62	"	3,942,409 62	"	"	3,942,409 62	2
3	Produits du timbre	"	"	"	"	"	"	"	"	4,244,759 45	"	4,244,759 45	"	"	4,244,759 45	3
4	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	"	"	"	"	"	"	"	"	205,365 46	"	205,365 46	"	"	205,365 46	4
5	Produits des douanes	"	"	"	"	"	"	"	"	13,361,975 76	"	13,361,975 76	"	"	13,361,975 76	5
6	Produits des contributions diverses	"	"	"	"	"	"	"	"	6,560,170 16	"	6,560,170 16	"	"	6,560,170 16	6
	Total du § 1er	"	"	"	"	"	"	"	"	39,113,985 35	"	39,113,985 35	"	"	39,113,985 35	
	§ 2. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*															
7	Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	"	"	"	"	"	"	"	"	797,892 37	"	797,892 37	"	"	797,892 37	7
8	Produits des postes	"	"	"	"	"	"	"	"	3,134,686 03	"	3,134,686 03	"	5,132 16	3,129,553 87	8
9	Produits des télégraphes	"	"	"	"	"	"	"	"	1,458,140 23	"	1,458,140 23	"	"	1,458,140 23	9
10	Produits des téléphones	"	"	"	"	"	"	"	"	125,103 43	"	125,103 43	"	16,439 30	108,664 13	10
	Total du § 2	"	"	"	"	"	"	"	"	5,515,822 06	"	5,515,822 06	"	21,571 46	5,494,250 60	
	§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*															
11	Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	"	"	"	"	"	"	"	2,080,891 70	"	2,080,891 70	"	"	2,080,891 70	11
12	Produits des forêts	"	"	"	"	"	"	"	"	1,676,632 28	"	1,676,632 28	"	"	1,676,632 28	12
	Total du § 3	"	"	"	"	"	"	"	"	3,757,523 98	"	3,757,523 98	"	"	3,757,523 98	
	§ 4. — *Produits divers du budget.*															
13	Produits divers	"	"	"	"	"	"	"	"	759,583 97	"	759,583 97	"	"	759,583 97	13
	§ 5. — *Ressources exceptionnelles.*															
14	Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14
	§ 6. — *Recettes d'ordre.*															
15	Recettes en atténuation de dépenses	"	"	"	"	"	"	"	"	3,345,069 03	"	3,345,069 03	"	"	3,345,069 03	15
16	Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,337,510 50	"	3,337,510 50	16
	Total du § 6	"	"	"	"	"	"	"	"	3,345,069 03	"	3,345,069 03	3,337,510 50	"	6,682,579 53	
	Total du budget général. (Algérie.)	"	"	"	"	"	"	"	"	52,491,984 39	"	52,491,984 39	3,337,510 50	21,571 46	55,807,923 43	
	Total des recettes de l'exercice 1898	828,923,234 82	521,900,239 17	1,233,353,184 02	249,129,412 32	"	582,040,885	72,905,856 06	1,945,327 03	55,405,398 52	4,152,222 25	3,549,755,759 70	59,169,151 44	55,941,776 92	3,552,983,134 22	
	EXERCICE 1899.															
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	FRANCE.															
	RECETTES D'ORDRE.															
	Recettes en atténuation de dépenses.															
1	Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	"	"	"	"	"	29,96	"	"	"	"	29,968 91	"	"	29,968 91	1
	Total des recettes sur les contributions et revenus publics (à reporter)	831,395,784 91	522,937,151 42	1,246,571,256 24	250,542,858 41	"	607,139,45	82,761,768 96	2,677,248 11	57,769,291 10	13,790,353 39	3,615,585,171 36	96,261,839 99	75,025,420 91	3,636,821,590 44	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES RECETTES.	RECEVEURS de l'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES RECETTES faites par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Recettes.	Annulations de recettes.	TOTAL des RECETTES.	NUMÉROS D'ORDRE DES COMPTES.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report. (Budgets.)	831,395,784 91	522,937,151 42	1,246,571,256 24	250,542,858 41	"	607,139,458	82,761,768 96	2,677,248 11	57,769,291 10	13,790,353 39	3,615,585,171 36	96,261,839 99	75,025,420 91	3,636,821,590 44	
	SERVICES DE TRÉSORERIE.															
	SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.															
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	"	"	"	"	"	3,593,902	7,093,474 27	2,500 00	290,800 00	119,306 00	21,099,982 27	"	"	21,099,982 27	1
2	Services départementaux de l'Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	28,364,828 63	"	28,364,828 63	"	"	28,364,828 63	2
3	Service local des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	113,526,980 94	113,526,980 94	"	"	113,526,980 94	3
4	Avances faites par l'État au service local des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	50,000 00	50,000 00	"	"	50,000 00	4
5	Caisse de réserve du service local des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,629,169 71	2,629,169 71	"	"	2,629,169 71	5
8	Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)	"	"	"	"	"	17,314,176	"	190,000 00	3,663,203 32	3,000 00	21,170,379 71	52,965 44	"	52,965 44	8
9	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	53,267 56	105 00	157,678 61	21,012,866 10	9
12	Réorganisation des défenses de Calais	53,267 56	"	"	"	"	"	"	"	"	"	9,441,729 60	"	"	53,267 56	12
14	Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions	"	"	"	"	"	"	9,441,729 60	"	"	"	30,018,430 31	"	"	9,441,729 60	14
16	Avances aux Compagnies de chemins de fer français pour garanties d'intérêts	"	"	"	"	"	"	30,018,430 31	"	"	"	354,204 68	"	"	30,018,430 31	16
17	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	354,204 68	"	245,995 23	"	"	354,204 68	17
20	Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux exécutés par les soins du ministère de la Guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	128,280 19	"	"	"	"		"	"	117,715 04	"	500,000 00	"	"	245,995 23	20
21	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	"	"	"	"	"		"	"	500,000 00	"	388,110,318 83	"	"	500,000 00	21
24	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	"	"	"	"	"	388,110,318	"	"	"	"	2,353,530 82	"	"	388,110,318 83	24
25	Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	"	"	"	"	"		2,353,530 82	"	"	"	2,216,681 04	"	"	2,353,530 82	25
27	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	"	"	"	"	"	2,213,98	"	"	2,699 00	"	9,036,757 11	"	"	2,216,681 04	27
29	Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	"	"	"	"	"		"	"	"	"	14,793,528 66	"	"	9,036,757 11	29
30	Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et de détaxes de distance accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897	"	"	"	"	"	9,036,75	"	"	20 17	"	4,237,221 52	"	"	14,793,528 66	30
32	Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)	"	"	"	"	"		4,237,221 52	"	"	"	129,110 19	"	"	4,237,221 52	32
33	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires	"	"	"	"	"	13,69	129,110 19	"	"	"	59,920,000 00	"	"	142,808 97	33
34	Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	"	300,351 00	14,493,157 49	"	"		59,920,000 00	"	"	"	708,265,815 59	53,070 44	157,618 61	59,920,000 00	34
	TOTAL	181,547 75	300,351 00	14,493,157 49	"	"	430,282,83	113,193,496 71	192,500 00	33,293,470 84	116,328,456 65				708,161,267 42	
36	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.) [Conversion de l'emprunt Morgan.]	"	"	"	"	"		15,792,405 76	"	"	"	15,792,405 76	"	"	15,792,405 76	36
37	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement de sommes dues à la Société générale algérienne. (Lois des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	"	"	"	"	"		77,306,867 50	"	"	"	77,306,867 50	"	"	77,306,867 50	37
38	Trésor public, s/c de rentes 3 p. 0/0 amortissables	"	"	"	"	"		24,914,500 00	"	"	"	24,914,500 00	"	"	24,914,500 00	38
39	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Lois des 26 juillet 1893, art. 56, et 28 décembre 1895, art. 47.)	"	"	"	"	"		9,348,365 40	"	"	"	9,348,365 40	"	"	9,348,365 40	39
40	Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	"	"	"	"	"		10,150,000 00	"	"	"	10,150,000 00	"	"	10,150,000 00	40
	TOTAL	"	"	"	"	"		137,512,138 66	"	"	"	137,512,138 66	"	"	137,512,138 66	
	TOTAL des recettes sur les services spéciaux	181,547 75	300,351 00	14,493,157 49	"	"	430,282,8	250,705,635 37	192,500 00	33,293,470 84	116,328,456 65	845,777,954 25	53,070 44	157,618 61	845,673,406 08	
	A reporter (Budgets et services spéciaux)	831,577,332 66	523,237,502 42	1,261,064,413 73	250,542,858 41	"	1,037,422,9	333,467,404 33	2,869,748 11	91,062,761 94	130,118,810 04	4,461,363,125 61	96,314,910 43	75,183,039 52	4,482,494,996 52	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Recettes par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES RECETTES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS PAYEURS des colonies.	TOTAL DES RECETTES faites par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Recettes.	Annulations de recettes.	TOTAL des RECETTES.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report. (Budgets et services spéciaux.)	831,577,332 66	523,237,502 42	1,261,064,413 73	250,542,858 41	»	1,037,422,2	333,467,404 33	2,869,748 11	91,062,761 94	130,118,810 04	4,461,363,125 61	96,314,910 43	75,183,039 52	4,482,494,996 52	
	Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.															
	RECETTES EN AUGMENTATION DES CRÉANCES PASSIVES.															
	Effets à payer.															
1	Bons du Trésor public remis à divers	»	»	»	»	»		204,242,985 15	»	»	»	204,242,985 15	»	»	204,242,985 15	1
2	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	»	»	»	»	»		59,920,000 00	»	»	»	59,920,000 00	»	»	59,920,000 00	2
3	Émission de traites et de mandats	»	»	»	»	»	213,280,6	29,476,712 93	2,388,196 44	46,879,406 11	73,300,785 00	365,325,708 48	»	100 00	365,325,608 48	3
	TOTAL	»	»	»	»	»	213,280,6	293,639,698 08	2,388,196 44	46,879,406 11	73,300,785 00	629,488,693 63	»	100 00	629,488,593 63	
	Correspondants du Trésor.															
4	Divers services publics, L/C courant avec le Trésor	»	»	»	966,708,862 16	102,336,688 21	1,336,866,9	916,719,471 05	10,544,439 00	74,908,817 43	19,028,611 97	3,427,113,850 90	1,000,561,482 97	»	4,427,675,363 87	4
5	Établissements particuliers, L/C de fonds déposés au Trésor	»	»	»	»	»		819,061 54	»	»	»	819,061 54	134,785 49	»	953,847 03	5
6	Fonds à rembourser à divers	»	»	»	»	»		377,887,550 82	»	»	»	377,887,550 82	1,023,805 89	»	378,911,356 71	6
7	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	4,492,202 86	270,755,802 31	1,102,636,042 94	688,065,939 56	»		»	»	108,683,350 39	»	2,174,633,338 06	1,354,457 02	»	2,175,987,795 08	7
8	Divers correspondants	»	»	»	»	1,129,579,470 60	58,747,0	128,652,839 37	»	794,967 52	»	1,317,774,286 38	302 63	»	1,317,774,589 01	8
	TOTAL	4,492,202 86	270,755,802 31	1,102,636,042 94	1,654,774,801 72	1,231,916,158 81	1,395,613,7	1,424,078,922 78	10,544,439 00	184,387,135 34	19,028,611 97	7,298,228,117 70	1,003,074,834 00	»	8,301,302,951 70	
	Correspondants des comptables des finances.															
9	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	»	»	»	»	»	7,648,889,7	»	»	»	»	7,648,889,772 54	»	»	7,648,889,772 54	9
10	Corresp. du caissier-payeur central du Trésor public	»	»	»	»	»		2,051,281,655 46	»	»	»	2,051,281,655 46	»	»	2,051,281,655 46	10
11	Correspondants des payeurs des armées	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	421,337 48	»	421,337 48	11
12	Correspondants des agents comptables du Trésor	»	»	»	»	»		»	36,489,643 58	»	»	36,489,643 58	81,166 30	»	36,570,809 88	12
13	Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	»	»	»	»	»		»	»	247,531,053 63	»	247,531,053 63	»	»	247,531,053 63	13
14	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	»	»	»	»	»		»	»	»	800,081,992 97	800,081,992 97	158,611 16	»	800,240,604 13	14
	TOTAL	»	»	»	»	»	7,648,889,7	2,051,281,655 46	36,489,643 58	247,531,053 63	800,081,992 97	10,784,274,118 18	661,114 94	»	10,784,935,233 12	
15	Fonds particuliers des comptables des finances	12,930 69	»	413,293 81	»	»	812,063,2	»	»	4,305 62	88,175 15	812,582,020 39	149 96	»	812,582,170 35	15
	TOTAL des créances passives	4,505,133 55	270,755,802 31	1,103,049,336 75	1,654,774,801 72	1,231,916,158 81	10,069,847,4	4,769,000,276 32	49,422,279 02	478,801,900 70	892,499,565 09	19,524,572,949 90	1,003,736,098 90	100 00	20,528,308,948 80	
	RECETTES EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES ACTIVES.															
16	Avances pour divers services des ministères	502,629 22	22,523,742 87	10,593,254 02	4,697,324 54	»	8,856,0	431,430,789 74	12,724,463 95	4,931,963 11	10,250,862 79	506,511,434 40	6,141,895 19	»	512,653,329 59	16
17	Comptables en débet	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	148,899 39	87,794 71	61,104 68	17
17	Créances litigieuses	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	18
	TOTAL des créances actives	502,629 22	22,523,742 87	10,593,254 02	4,697,324 54	»	8,856,0	431,430,789 74	12,724,463 95	4,931,963 11	10,250,862 79	506,511,434 40	6,290,794 58	87,794 71	512,714,434 27	
	MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.															
19	Fonds reçus	3,641,363 60	8,870,298 41	19,987,245 19	761,222,365 13	401,074,097 14	3,647,371,4	616,255,968 38	24,873,909 99	256,744,665 26	67,380,597 94	8,807,422,007 71	929,089 28	»	8,808,351,096 99	19
	TOTAL des recettes sur les services de trésorerie (Non compris les services spéciaux.)	8,649,126 37	302,149,843 59	1,133,629,835 96	2,420,694,491 39	1,632,990,255 95	13,726,075,4	816,687,034 44	87,020,652 96	740,478,529 07	970,131,025 82	28,838,506,392 01	1,010,955,982 76	87,894 71	29,849,374,480 06	
	TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES	840,226,459 03	825,387,346 01	2,394,694,249 69	2,671,237,349 80	1,632,990,255 95	14,763,497,7	4,150,154,438 77	89,890,401 07	831,541,291 01	1,100,249,835 86	33,299,869,517 62	1,107,270,893 19	75,270,934 23	34,331,869,476 58	
													1,031,999,958 96			

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRESORIERS PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	DÉPENSES PUBLIQUES.															
	EXERCICE 1897.															
	BUDGET GÉNÉRAL. FRANCE.															
	1re PARTIE. — *Dette publique.*															
1	Ministère des finances. Dette consolidée	"	"	"	"	"	3,468,1	37,871,200 56	2,664 75	13,006 25	88,460 25	41,443,454 33	1,869 75	8,627 00	41,436,697 08	1
2	Ministère des finances. Dette remboursable à terme ou par annuités	"	"	"	"	"	7,232,0	6,074,445 35	737 99	103,071 13	633 47	13,410,973 67	"	425 16	13,410,548 51	2
3	Ministère des finances. Dette viagère	"	"	"	"	"	2,661,0	3,892,173 35	4,231 37	110,080 96	670,505 87	7,338,007 73	1,691,035 21	1,691,336 87	7,337,706 07	3
	TOTAL de la 1re partie	"	"	"	"	"	13,361,2	47,837,819 26	7,634 11	226,158 34	759,599 59	62,192,435 73	1,692,904 96	1,700,389 03	62,184,951 66	
	2e PARTIE. — *Pouvoirs publics.*															
4	Ministère des finances. Présidence de la République	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	4
5	Ministère des finances. Sénat et Chambre des députés	"	"	"	"	"		33,720 00	"	"	"	33,720 00	"	"	33,720 00	5
	TOTAL de la 2e partie	"	"	"	"	"		33,720 00	"	"	"	33,720 00	"	"	33,720 00	
	3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères*															
6	Ministère des finances	"	"	"	"	"	393,2	2,314,948 12	"	570 00	14,038 61	2,722,822 07	170,594 14	125,749 48	2,767,666 73	6
7	Ministère de la justice et des cultes. Service de la justice	"	"	"	"	"	1,289,5	105,943 65	23,498 31	100 00	"	1,419,113 26	3,754 15	916 66	1,421,950 75	7
8	Ministère de la justice et des cultes. Service des cultes	"	"	"	"	"	11,186,4	197,356 05	"	"	"	11,383,840 87	247 53	325 53	11,383,762 87	8
9	Ministère des affaires étrangères	"	"	"	"	"	20,7	2,934,841 56	"	2,740 00	"	2,958,321 00	186,338 08	78,113 11	3,066,545 97	9
10	Ministère de l'intérieur	"	"	"	"	"	10,568,7	2,643,380 13	"	620 00	"	13,212,734 13	24,162 54	672,608 66	12,564,288 01	10
11	Ministère de la guerre. Dépenses ordinaires	"	"	"	"	"	23,443,0	9,928,738 29	642,556 97	4,125,160 82	11,705 00	38,151,246 47	45,721,739 42	44,546,050 57	39,326,935 32	11
12	Ministère de la guerre. Dépenses extraordinaires	"	"	"	"	"	15,986,9	3,860,256 11	32,454 54	69,543 37	"	19,949,193 85	1,598,762 29	1,856,995 15	19,690,960 99	12
13	Ministère de la marine	"	"	"	"	"	25,647,7	19,044,480 92	9,962,287 89	81,728 22	2,464 00	54,738,720 95	8,009,066 97	6,986,353 21	55,761,434 71	13
14	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. Instruction publique	"	"	"	"	"	18,405,0	3,382,085 43	1,081 39	4,134 95	4,000 00	21,796,392 27	4,962 49	325,539 28	21,475,815 48	14
15	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. Beaux-arts	"	"	"	"	"	1,379,1	2,934,557 95	"	475 00	7,400 00	4,321,539 95	39,069 76	44,364 42	4,316,245 29	15
16	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Commerce	"	"	"	"	"	8,640,5	5,822,040 00	"	1,717 71	95,821 01	14,559,912 18	10,590 17	1,435,508 75	13,134,993 60	16
17	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Postes et télégraphes	"	"	"	12 40	"	2,2	269,195 74	"	"	"	271,473 68	"	8,900 55	262,573 13	17
18	Ministère des colonies	"	"	"	"	"	5,111,1	5,043,769 81	"	3,435 81	47,405,991 60	57,564,336 22	3,177,899 61	12,299,562 93	48,442,672 90	18
19	Ministère de l'agriculture	"	"	"	"	"	11,214,4	818,538 73	300 00	1,049 75	"	12,034,326 83	28,560 32	33,116 62	12,029,770 53	19
20	Ministère des travaux publics. Dépenses ordinaires	"	"	"	"	"	9,657,0	1,728,220 40	"	1,475 00	200 00	11,386,991 36	201,805 41	29,846 66	11,558,950 11	20
21	Ministère des travaux publics. Dépenses extraordinaires	"	"	"	"	"	11,463,7	33,738,564 40	"	"	"	45,202,319 90	333,210 92	6,603,576 53	38,931,954 29	21
	TOTAL de la 3e partie	"	"	"	12 40	"	154,409,8	94,766,917 29	10,662,179 10	4,292,750 63	47,541,620 22	311,673,284 99	59,510,763 80	75,047,528 11	296,136,520 68	
	TOTAL (à reporter)	"	"	"	12 40	"	167,771,0	142,638,456 55	10,669,813 21	4,518,908 97	48,301,219 81	373,899,440 72	61,203,668 76	76,747,917 14	358,355,192 34	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.															
	EXERCICE 1897.															
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	FRANCE.															
	Report du budget général.....	"	"	"	12 40	"	167,771,029 78	142,638,456 5	10,669,813 21	4,518,908 97	48,301,219 81	373,899,440 72	61,203,668 76	76,747,917 14	358,355,192 34	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*															
22	Ministère des finances.....	207,054 31	306,567 56	4,153,696 87	"	"	4,064,245 43	2,095,967 6	"	9,935 16	150 00	10,837,617 02	24,594 47	30,938 73	10,831,272 76	22
23	Ministère des affaires étrangères	"	"	"	"	"	112 18	59,126 8	"	"	"	59,239 00	"	"	59,239 00	23
24	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	"	"	4,498,328 71	"	1,749,979 17	11,077,028 6	"	3,355 00	"	17,328,691 54	2,057,564 41	3,177,305 19	16,208,950 76	24
25	Ministère de l'agriculture	"	"	"	"	"	2,326,687 07	35,422 2	"	"	"	2,362,109 34	2,442 48	3,858 38	2,360,693 44	25
	TOTAL de la 4e partie.....	207,054 31	306,567 56	4,153,696 87	4,498,328 71	"	8,141,023 85	13,267,545 6	"	13,290 16	150 00	30,587,656 90	2,084,601 36	3,212,102 30	29,460,155 96	
	5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*															
26	Ministère des finances	574,771 53	57,800 73	66,633 58	"	"	4,921,043 91	23,361 6	27 73	8 60	18,304 30	5,661,951 40	80,000 00	82,541 28	5,659,410 12	26
27	Ministère de l'intérieur	"	"	"	"	"	189,677 67	"	"	"	"	189,677 67	"	"	189,677 67	27
28	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.... — Service des postes et des télégraphes.....	"	"	"	56,495 50	"	"	722,193 1	"	"	"	778,688 69	"	"	778,688 69	28
29	Ministère de l'agriculture.....	"	"	"	"	"	1,418 97	"	"	"	"	1,418 97	"	"	1,418 97	29
	TOTAL de la 5e partie.....	574,771 53	57,800 73	66,633 58	56,495 50	"	5,112,140 55	745,554 3	27 73	8 60	18,304 30	6,631,736 73	80,000 00	82,541 28	6,629,195 45	
	TOTAL du budget général (France) [à reporter].....	781,825 84	364,368 29	4,220,330 45	4,554,836 61	"	181,024,194 18	156,651,556 2	10,669,840 94	4,532,207 73	48,319,674 11	411,118,834 35	63,368,270 12	80,042,560 72	394,444,543 75	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des dépenses.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des payements faits par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Payements.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Annulations de payements.	Total des payements.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.															
	EXERCICE 1897.															
	Report du budget général. (France.)..	781,825 84	364,368 29	4,220,330 45	4,554,836 61	"	181,024,194 18	156,651,556	10,669,840 94	4,532,207 73	48,319,674 11	411,118,834 35	63,368,270 12	80,042,560 72	394,444,543 75	
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	ALGÉRIE.															
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères.*															
1	Ministère des finances	"	"	"	"	"	681 80	300	"	51,424 90	"	52,406 70	"	9 72	52,396 98	1
2	Ministère de la justice et des cultes. — Service de la justice	"	"	"	"	"	"	2,529	"	85,619 68	"	88,148 44	320 40	"	88,468 84	2
3	Ministère de la justice et des cultes. — Service des cultes	"	"	"	"	"	"	29	375 00	298,324 01	"	298,728 01	78 00	"	298,806 01	3
4	Ministère de l'intérieur. — Services centralisés à Paris.	"	"	"	"	"	"	5,279	"	244,679 94	"	249,959 19	5,868 46	4,497 95	251,329 70	4
5	Ministère de l'intérieur. — Gouvernement général de l'Algérie	"	"	"	"	"	"	125	"	2,229,413 72	"	2,229,538 72	"	5,515 30	2,224,023 42	5
6	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	"	"	"	"	"	1,275 54	10,715	"	646,821 58	"	658,809 18	"	495 74	658,313 44	6
7	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service des beaux-arts	"	"	"	"	"	"	875	"	133,615 97	"	134,490 97	"	10,816 28	123,674 69	7
8	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	26 73	1	"	27,511 08	"	27,551 81	"	"	27,551 81	8
9	Ministère de l'agriculture	"	"	"	"	"	"		"	911,244 26	"	911,244 26	"	8,471 39	902,772 87	9
10	Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	"	"	"	"	"	"	8,43	"	968,757 40	"	977,193 34	"	900 00	976,293 34	10
11	Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	"	"	"	"	"	"	2,757,52	"	2,026,460 79	"	4,783,985 44	"	4 80	4,783,980 64	11
	TOTAL de la 3e partie	"	"	"	"	"	1,984 07	2,785,82	375 00	7,623,873 33	"	10,412,056 06	6,266 86	30,711 18	10,387,611 74	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*															
12	Ministère des finances	"	"	"	"	"	"		"	1,244 811 09	"	1,244,811 09	1,862 85	1,915 30	1,244,758 64	12
13	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et télégraphes	"	"	"	4,128 66	"	"	41,99	"	326,296 42	"	372,415 34	150,775 60	10,539 89	512,651 05	13
14	Ministère de l'agriculture, (Forêts.)	"	"	"	"	"	"		"	389,595 08	"	389,595 08	"	1,542 85	388,052 23	14
	TOTAL de la 4e partie	"	"	"	4,128 66	"	"	41,99	"	1,960,702 59	"	2,006,821 51	152,638 45	13,998 04	2,145,461 92	
	5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*															
15	Ministère des finances	"	"	"	"	"	"		"	51,489 53	"	51,489 53	"	1,503 79	49,985 74	15
16	Ministère de l'intérieur	"	"	"	"	"	"		"	51,423 58	"	51,423 58	"	"	51,423 58	16
	TOTAL de la 5e partie	"	"	"	"	"	"		"	102,913 11	"	102,913 11	"	1,503 79	101,409 32	
	TOTAL du budget général (Algérie)	"	"	"	4,128 66	"	1,984 07	2,827,81	375 00	9,687,489 03	"	12,521,790 68	158,905 31	46,213 01	12,634,482 98	
	TOTAL des payements de l'exercice 1897, à reporter	781,825 84	364,368 29	4,220,330 45	4,558,965 27	"	181,026,178 25	159,479,37	10,670,215 94	14,219,696 76	48,319,674 11	423,640,625 03	63,527,175 43	80,088,773 73	407,079,026 73	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des dépenses.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des payements faits par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	Total des payements.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1897....	781,825 84	364,368 29	4,220,330 45	4,558,965 27	"	181,026,178 25	159,479,370	10,670,215 94	14,219,696 76	48,319,674 11	423,640,625 03	63,527,175 43	80,088,773 73	407,079,026 73	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.															
	EXERCICE 1898.															
	BUDGET GÉNÉRAL. FRANCE.															
	1re PARTIE. — *Dette publique.*															
1	Ministère des finances. Dette consolidée.....	"	"	"	"	"	147,572,423 54	497,116,657	35,552 50	380 276 50	68,020 50	645,172.930 50	"	"	645,172,930 50	1
2	Dette remboursable à terme ou par annuités.....	"	"	"	"	"	320,572 84	297,947,447	134 72	3,765 03	74 63	298,271,995 18	11,640,793 75	48,008 75	309,864,780 18	2
3	Dette viagère.....	"	"	"	"	"	166·013,199 72	50,254,821	352,692 53	6,733,740 49	524,714 37	223,879,168 57	"	151 50	223,879.017 07	3
	Total de la 1re partie...	"	"	"	"	"	313,906,196 10	845,318,926	388,379 75	7,117,782 02	592,809 50	1,167,324,094 25	11,640,793 75	48,160 25	1,178,916,727 75	
	2e PARTIE. — *Pouvoirs publics.*															
4	Ministère des finances. Présidence de la République.	"	"	"	"	"	"	1,200,000	"	"	"	1,200,000 00	"	"	1,200,000 00	4
5	Sénat et Chambre des députés	"	"	"	"	"	"	12,380,000	"	"	"	12,380,000 00	"	"	12,380,000 00	5
	Total de la 2e partie...	"	"	"	"	"	"	13,580,000	"	"	"	13,580,000 00	"	"	13,580,000 00	
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères.*															
6	Ministère des finances.....	2,490 30	502 96	3,112 96	"	"	10,700,073 83	15,763,38	2,402 00	16,339 18	53,088 45	26,541,395 30	18,050 91	125,897 98	26,433,548 23	6
7	Ministère de la justice.....	5,297,928 79	"	"	"	"	22,589,658 94	5,623,30	383,306 49	1,977 77	"	33,896,174 44	3,464 78	760 41	33,898,878 81	7
8	Ministère des affaires étrangères.....	"	"	"	"	"	68,143 04	13,556,64	"	11,425 00	"	13,636,214 04	94,910 51	32,118 32	13,699,006 23	8
9	Ministère de l'intérieur et des cultes. Service de l'intérieur.....	"	"	"	"	"	37,966,394 28	23,777,48	"	3,898 33	"	61,747,773 41	20,369 21	159,339 02	61,608,803 60	9
10	Service des cultes.....	"	"	"	"	"	30,588,165 46	816,95	1,125 00	"	"	31,406,242 85	"	225 10	31,406,017 75	10
11	Ministère de la guerre. Service ordinaire.....	"	"	"	"	"	479,851.059 66	71,952,78	8,912,958 67	49,563,518 51	3,850 00	610,284,169 90	57,398,145 82	76,822,713 14	590,859,602 58	11
12	Dépenses extraordinaires...	"	"	"	"	"	16,932,547 69	3,627,27	723,730 27	110,394 58	"	21,393,944 34	274,392 66	2,805,355 73	18,862,981 27	12
13	Ministère de la marine.....	"	"	"	"	"	152,667,500 71	61,619,85	2,634,389 54	966,626 74	629 09	217,888,997 92	10,338,491 78	6,307,835 59	221,919,654 11	13
14	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. Service de l'instruction publique.....	"	"	"	"	"	158,957,161 00	20,809,96	150 00	26,929 59	"	179,794,209 46	4,900 65	79,357 19	179,719,752 92	14
15	Service des beaux-arts.....	"	"	"	"	"	2,871,567 46	7,916,95	"	12,325 00	"	10,800,849 11	25,338 43	28,832 56	10,797,354 98	15
16	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service du commerce et de l'industrie.....	"	"	"	"	"	14,538,983 13	19,743,86	"	1,811 77	1,000 00	34,285,660 51	22,731 72	220,057 12	34,088,335 11	16
17	Service des postes et des télégraphes.....	"	"	"	23,920 92	"	2,755 55	2,286,82	"	"	"	2,313,503 37	"	11,315 65	2,302,187 72	17
18	Ministère des colonies.....	"	"	"	"	"	11,931,587 72	13,647,13	"	12,938 16	30,022,840 91	55,614,500 05	13,448,832 50	1,792,494 81	67,270,837 74	18
19	Ministère de l'agriculture.....	"	"	"	"	"	16,448,744 87	3,959,91	600 00	5,318 38	"	20,414,575 18	5,473 17	28,477 13	20,391,571 22	19
20	Ministère des travaux publics. Dépenses ordinaires.....	"	"	"	"	"	58,382,112 60	9,763,88	"	30,449 05	"	68,176,449 19	14,405 30	36,616 35	68,154,238 14	20
21	Dépenses extraordinaires...	"	"	"	"	"	43,062,736 73	59,284,61	"	"	"	102,347,348 34	312,934 59	23,104 33	102,637,178 60	21
	Total de la 3e partie...	5,300,419 09	502 96	3,112 96	23,920 92	"	1,057,559,192 67	334,150,83	12,658,661 97	50,763,952 06	30,081,408 45	1,490,542,007 41	81,982,442 03	88,474,500 43	1,484,049,949 01	
	Total du budget général (France) (à reporter).....	5,300,419 09	502 96	3,112 96	23,920 92	"	1,371,465,388 77	1,193,049,76	13,047,041 72	57,881,734 08	30,674,217 95	2,671,446,101 66	93,623,235 78	88,522,660 68	2,676,546,676 76	
	À reporter (Exercice 1897).....	781,825 84	364,368 29	4,220,330 45	4,558,965 27	"	181,026,178 25	159,479,37	10,670,215 94	14.219,696 76	48,319,674 11	423,640,625 03	63,527,175 43	80,088,773 73	407.079,026 73	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1897....	781,825 84	364,368 29	4,220,330 45	4,558,965 27	"	181,026,178 25	159,479,37[illegible]	10,670,215 94	14,219,696 76	48,319,674 11	423,640,625 03	63,527,175 43	80,088,773 73	407,079,026 73	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.															
	EXERCICE 1898.															
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	FRANCE.															
	Report du budget général....	5,300,419 09	502 96	3,112 96	23,920 92	"	1,371,465,388 77	1,193,649,76[illegible]	13,047,041 72	57,881,734 08	30,674,217 95	2,671,446,101 66	93,623,235 78	88,522,660 68	2,676,546,676 76	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*															
22	Ministère des finances.....	17,361,000 75	31,875,365 00	93,288,334 73	"	"	17,061,430 96	24,109,40[illegible]	"	1,821,250 77	"	185,516,782 76	35,291 25	77,639 62	185,474,434 39	22
23	Ministère des affaires étrangères....	"	"	"	"	"	"	[illegible]	"	"	"	"	"	"	"	23
24	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (Service des postes et des télégraphes)	"	"	"	123,653,934 39	"	1,571,567 12	33,842,67[illegible]	"	"	"	159,068,178 33	281,912 76	720,515 30	158,629,575 79	24
25	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)..	"	"	"	"	"	10,755,101 43	130,35[illegible]	"	"	"	10,885,458 95	8,875 12	22,848 40	10,871,485 67	25
	TOTAL de la 4e partie.....	17 361,000 75	31,875,365 00	93,288,334 73	123,653,934 39	"	29,388,099 51	58,082,43[illegible]	"	1,821,250 77	"	355,470,420 04	326,079 13	821,003 32	354,975,495 85	
	5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*															
26	Ministère des finances.....	3,938,510 93	1,933,701 24	2,633,906 62	"	"	20,170,178 27	210,73[illegible]	4,340 26	8,432 58	6,674 46	28,906,481 87	148,972 90	20 59	29,055,434 18	26
27	Ministère de l'intérieur.....	"	"	"	"	"	967,475 46	[illegible]	"	"	"	967,475 46	"	"	967,475 46	27
28	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (Service des postes et des télégraphes)	"	"	"	1,216,265 00	"	"	5,065,94	"	"	"	6,282,206 09	"	"	6,282,206 09	28
29	Ministère de l'agriculture. (Forêts.).	"	"	"	"	"	9,935 51	[illegible]	"	"	"	9,935 51	"	"	9,935 51	29
	TOTAL de la 5e partie.....	3,938,510 93	1,933,701 24	2,633,906 62	1,216,265 00	"	21,147,589 24	5,276,67[illegible]	4,340 26	8,432 58	6,674 46	36,166,098 93	148,972 90	20 59	36,315,051 24	
	TOTAL du budget général (France) [à reporter].....	26,599,930 77	33,809,569 20	95,925,354 31	124,894,120 31	"	1,422,001,077 52	1,256,408,8[illegible]	13,051,381 98	59,711,417 43	30,680,892 41	3,063,082,620 63	94,098,287 81	89,343,684 59	3,067,837,223 85	
	A reporter. (Exercice 1897.)....	781,825 84	364,368 29	4,220,330 45	4,558,965 27	"	181,026,178 25	159,479,3[illegible]	10,670,215 94	14,219,696 76	48,319,674 11	423,640,625 03	63,527,175 43	80,088,773 73	407,079,026 73	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des dépenses.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésorier-payeur généraux des finances	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des payements faits par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	Total des payements.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1897	781,825 84	364,368 29	4,220,330 45	4,558,965 27	"	181,026,178	159,479,370 12	10,670,215 94	14,219,696 76	48,319,674 11	423,640,625 03	63,527,175 43	80,088,773 73	407,079,026 73	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.															
	EXERCICE 1898.															
	Report du budget général (France)	26,599,930 77	33,809,569 20	95,925,354 31	124,894,120 31	"	1,422,001,077	1,256,408,876 70	13,051,381 98	59,711,417 43	30,680,892 41	3,063,082,620 63	94,098,287 81	89,343,684 59	3,067,837,223 85	
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	ALGÉRIE.															
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères.*															
1	Ministère des finances	"	"	"	"	"	2,117	1,281 06	38,172 39	483,593 68	"	525,164 18	"	"	525,164 18	1
2	Ministère de la justice	"	"	"	"	"	805	2,053 93	"	2,607,866 13	"	2,610,722 76	237 50	"	2,610,960 26	2
3	Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur. — 1re Section. Justice musulmane	"	"	"	"	"	"	"	"	111,193 14	"	111,193 14	"	17 55	111,175 59	3
4	2e Section. Culte musulman	"	"	"	"	"	"	"	"	240,511 93	"	240,511 93	"	"	240,511 93	4
5	3e Section. Intérieur	"	"	"	"	"	"	"	"	10,751,120 24	"	10,751,120 24	100 00	22,995 63	10,728,224 61	5
6	4e Section. Instruction publique indigène	"	"	"	"	"	"	"	"	91,112 67	"	91,112 67	"	"	91,112 67	6
7	5e Section. Beaux-Arts	"	"	"	"	"	"	"	"	151,719 44	"	151,719 44	"	"	151,719 44	7
8	6e Section. Commerce et Industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	83,260 32	"	83,260 32	"	"	83,260 32	8
9	7e Section. Agriculture	"	"	"	"	"	"	"	"	928,897 45	"	928,897 45	1,390,124 11	2,650 10	2,316,371 46	9
10	8e Section. Travaux publics	"	"	"	"	"	"	"	"	7,103,950 58	"	7,103,950 58	"	28 00	7,103,922 58	10
11	Service des cultes	"	"	"	"	"	137	531 80	"	653,304 47	"	653,974 17	50 10	"	654,024 27	11
12	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Instruction publique	"	"	"	"	"	9,639	5,312 43	"	5,138,686 16	"	5,153,637 52	3,946 10	57 15	5,157,526 47	12
13	Beaux-arts	"	"	"	"	"	"	2,362 00	"	74,777 97	"	77,139 97	"	"	77,139 97	13
14	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Commerce et industrie	"	"	"	"	"	8	13 95	"	102,084 32	"	102,178 37	"	"	102,178 37	14
15	Postes et télégraphes	"	"	"	"	"	"	"	"	523 32	"	523 32	"	"	523 32	15
16	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	"	"	"	"	"	"	"	"	6,487 49	"	6,487 49	"	"	6,487 49	16
17	Ministère des travaux publics	"	"	"	"	"	"	21,293,702 45	"	"	"	21,293,702 45	"	"	21,293,702 45	17
	Total de la 3e partie	"	"	"	"	"	12,77	21,305,257 62	38,172 39	28,529,089 31	"	49,885,296 00	1,394,457 81	25,748 43	51,254,005 38	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*															
18	Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	5,172,373 41	"	5,172,373 41	2,111 44	2,158 94	5,172,325 91	18
19	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. (Service des postes et des télégraphes)	"	"	"	"	"	"	11,928 66	"	5,088,330 28	"	5,100 258 94	146,665 14	80,279 78	5,166,644 30	19
20	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	"	"	"	"	"	"	"	"	2,631,526 56	"	2,631,526 56	8,000 00	562 30	2,638,964 26	20
	Total de la 4e partie	"	"	"	"	"	"	11,928 66	"	12,892,230 25	"	12,904,158 91	156,776 58	83,001 02	12,977,934 47	
	5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*															
21	Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	898,242 97	"	898,242 97	"	"	898,242 97	21
22	Ministère de l'intérieur	"	"	"	"	"	"	"	"	177,241 05	"	177,241 05	"	"	177,241 05	22
	Total de la 5e partie	"	"	"	"	"	"	"	"	1,075,484 02	"	1,075,484 02	"	"	1,075,484 02	
	Total du budget général (Algérie)	"	"	"	"	"	12,77	21,317,186 28	38,172 39	42,496,803 58	"	63,864,938 93	1,551,234 39	108,749 45	65,307,423 87	
	Total des payements de l'exercice 1898	26,599,930 77	33,809,569 20	95,925,354 31	124 894,120 31	"	1,422,013,83	277,726,062 98	13,089,554 37	102,208,221 01	30,680,892 41	3,126,947,559 56	95,649,522 20	89,452,434 04	3,133,144,647 72	
	EXERCICE 1899.															
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	FRANCE.															
	1re PARTIE. — *Dette publique.*															
1	Ministère des finances. (Dette viagère.)	"	"	"	"	"	3	"	"	"	"	39 90	"	"	39 90	1
	Total des payements sur les dépenses publiques (à reporter)	27,381,756 61	34,173,937 49	100,145,684 76	129,453,085 58	"	1,603,040,07	437,205,433 10	23,759,770 31	116,427,917 77	79,000,566 52	3,550,588,224 49	159,176,697 63	169,541,207 77	3,540,223,714 35	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de l'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES DÉPENSES faites par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report (Budgets).....	27,381,756 61	34,173,937 49	100,145,684 76	129,453,085 58	"	1,603,040,072	1,437,205,433 10	23,759,770 31	116,427,917 77	79,000,566 52	3,550,588,224 49	159,176,697 63	169,541,207 77	3,540,223,714 35	
"	Budget de l'exercice 1897. — Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1897 à attribuer au remboursement de dettes du Trésor à l'égard de villes ou services. (Loi du 13 avril 1898.).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,561,358 77	"	4,561,358 77	"
	SERVICES DE TRÉSORERIE.															
	SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.															
1	Capitaux de cautionnements en numéraire.....	"	"	"	"	"	19,556,995	14,255,136 68	6,900 00	251,228 33	35,732 00	34,105,992 22	"	"	34,105,992 22	1
2	Services départementaux de l'Algérie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	28,128,842 10	"	28,128,842 10	"	"	28,128,842 10	2
3	Service local des colonies.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	115,216,388 85	115,216,388 85	"	"	115,216,388 85	3
5	Caisse de réserve du service local des colonies....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,289,947 46	2,289,947 46	"	"	2,289,947 46	5
6	Avances au budget local de la Guadeloupe pour réparer les dégâts causés par le tremblement de terre du 29 avril 1897.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,000,000 00	1,000,000 00	"	"	1,000,000 00	6
7	Avances au budget local de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone du 27-28 fév. 1898.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	107,622 08	107,622 08	"	"	107,622 08	7
9	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	23,997,101 51	"	23,997,101 51	9
14	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* d'avances pour suppléments de pensions.....	"	"	"	"	"	"	8,842,000 00	"	"	"	8,842,000 00	"	"	8,842,000 00	14
17	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	697,551 27	"	697,551 27	"	"	697,551 27	17
20	Produit de l'aliénation d'immeubles affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Loi des 2 et 14 janvier 1890.).	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	581,468 42	"	581,468 42	20
21	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications de places déclassées.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	6,907,381 27	"	6,907,381 27	21
24	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.....	"	"	"	"	"	390,719,709	"	"	"	"	390,719,709 71	"	"	390,719,709 71	24
27	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,214,669 89	"	2,214,669 89	27
29	Fonds de de concours pour l'Exposition universelle de 1900.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	8,103,708 18	"	8,103,708 18	29
30	Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et de détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897.....	"	5,912,750 78	11,791,864 12	"	"	"	"	"	"	"	17,704,614 90	"	"	17,704,614 90	30
33	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires.....	"	"	"	"	"	41,844,10	10,232,160 36	"	"	"	52,076,261 32	1,750,911 32	"	53,827,172 64	33
	TOTAL.....	"	5,912,750 78	11,791,864 2	"	"	452,120,80	33,329,297 04	6,900 00	29,077,621 70	118,649,690 39	650,888,929 91	43,555,240 59	"	694,444,170 50	
41	Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.).....	"	"	"	"	"		59,920,000 00	"	"	"	59,920,000 00	"	"	59,920,000 00	41
	TOTAL.....	"	"	"	"	"		59,920,000 00	"	"	"	59,920,000 00	"	"	59,920,000 00	
	TOTAL des dépenses des services spéciaux....	"	5,912,750 78	11,791,864 12	"	"	452,120,80	93,249,297 04	6,900 00	29,077,621 70	118,649,690 39	710,808,929 91	43,555,240 59	"	754,364,170 50	
	A reporter (Budgets et services spéciaux)....	27,381,756 61	40,086,688 27	111,937,548 88	129,453,085 58	"	2,055,160,87	1,530,454,730 14	23,766,670 31	145,505,539 47	197,650,256 91	4,261,397,154 40	207,293,296 99	169,541,207 77	4,299,149,243 62	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la direction de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report. (Budgets et services spéciaux.)...	27,381,756 61	40,086,688 27	111,937,548 88	129,453,085 58	"	2,055,160,87	1,530,454,730 14	23,766,670 31	145,505,539 47	197,650,256 91	4,261,397,154 40	207,293,296 99	169,541,207 77	4,299,149,243 62	
	Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.															
	PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.															
	Effets à payer.															
1	Bons du Trésor remis à divers particuliers....	"	"	"	"	"		223,715,871 20	"	"	"	223,715,871 20	"	"	223,715,871 20	1
2	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations — Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895...	"	"	"	"	"		15,792,405 76	"	"	"	15,792,405 76	"	"	15,792,405 76	2
3	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations — Lois des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.....	"	"	"	"	"		77,306,867 50	"	"	"	77,306,867 50	"	"	77,306,867 50	3
4	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations — Lois des 26 juillet 1893 (art. 56) et 28 décembre 1895 (art. 47).	"	"	"	"	"		9,348,365 40	"	"	"	9,348,365 40	"	"	9,348,365 40	4
5	Obligations du Trésor à court terme. (Garanties d'intérêt. Renouvellement.).....	"	"	"	"	"		64,320,000 00	"	"	"	64,320,000 00	"	"	64,320,000 00	5
6	Obligations du Trésor amortissables par annuités terminables en 1923.....	"	"	"	"	"		10,150,000 00	"	"	"	10,150,000 00	"	"	10,150,000 00	6
7	Rentes 3 p. o/o amortissables.....	"	"	"	"	"		24,890,000 00	"	"	"	24,890,000 00	"	"	24,890,000 00	7
8	Remboursement de traites et mandats.....	"	"	"	"	"		319,429,730 56	2,348,417 43	6,125,911 96	38,599,793 18	366,503,853 13	"	"	366,503,853 13	8
	TOTAL.....	"	"	"	"	"		744,953,240 42	2,348,417 43	6,125,911 96	38,599,793 18	792,027,362 99	"	"	792,027,362 99	
	Correspondants du Trésor.															
9	Divers services publics, 1/c courant avec le Trésor	"	"	"	973,996,729 03	101,690,596 60	1,371,682,7	867,005,662 45	9,722,441 88	66,237,019 85	9,327,736 78	3,399,662,926 66	989,343,888 82	"	4,389,006,815 48	9
10	Établ^ts particuliers, 1/c de fonds déposés au Trésor	"	"	"	"	"		3,734,093 75	"	"	"	3,734,093 75	"	"	3,734,093 75	10
11	Fonds à rembourser à divers.....	"	"	"	"	"	1,140,33	377,681,102 57	"	"	"	378,821,438 39	"	"	378,821,438 39	11
12	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.....	4,480,851 08	273,103,014 70	1,100,106,594 61	690,282,595 07	"		"	"	106,619,189 09	"	2,174,592,244 55	10,792 13	"	2,174,603,036 68	12
13	Divers correspondants.....	"	"	"	"	1,094,071,257 19	58,108,4	138,924,115 32	"	443,158 93	302 63	1,291,547,320 90	952,201 65	20,422 66	1,292,479,099 89	13
	TOTAL.....	4,480,851 08	273,103,014 70	1,100,106,594 61	1,664,279,324 10	1,195,761,853 79	1,430,931,5	387,344,974 09	9,722,441 88	173,299,367 87	9,328,039 41	7,248,358,024 25	990,306,882 60	20,422 66	8,238,644,484 19	
	A reporter. (Créances passives.).....	4,480,851 08	273,103,014 70	1,100,106,594 61	1,664,279,324 10	1,195,761,853 79	1,430,931,5	132,298,214 51	12,070,859 31	179,425,279 83	47,927,832 59	8,040,385,387 24	990,306,882 60	20,422 66	9,030,671,847 18	
	A reporter. (Budgets, services spéciaux et prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1897).....	27,381,756 61	40,086,688 27	111,937,548 88	129,453,085 58	"	2,055,160,8	530,454,730 14	23,766,670 31	145,505,539 47	197,650,256 91	4,261,397,154 40	207,293,296 99	169,541,207 77	4,299,149,243 62	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la direction de la comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report (Budgets et services spéciaux.) . .	27,381,756 61	40,086,688 27	111,937,548 88	129,453,085 58	"	2,055,160,878	1,530,454,730 14	23,766,670 31	145,505,539 47	197,650,256 91	4,261,397,154 40	207,293,296 99	169,541,207 77	4,299,149,243 62	
	Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.															
	Suite des PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.															
	Report. (Créances passives.).	4,480,851 08	273,103,014 70	1,100,106,594 61	1,664,279,324 10	1,195,761,853 79	1,430,931,565	2,132,298,214 51	12,070,859 31	179,425,279 83	47,927,832 59	8,040,385,387 24	990,306,882 60	20,422 66	9,030,671,847 18	
	CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES.															
14	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	"	"	"	"	"	7,653,259,463	"	"	"	"	7,653,259,463 04	"	"	7,653,259,463 04	14
15	Correspondants du caissier payeur central du Trésor public.	"	"	"	"	"		2,073,846,538 45	"	"	"	2,073,846,538 45	"	"	2,073,846,538 45	15
16	Correspondants des payeurs des armées.	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	81,952 50	"	81,952 50	16
17	Correspondants des agents comptables du Trésor.	"	"	"	"	"		"	36,192,117 90	"	"	36,192,117 90	420,571 28	"	36,612,689 18	17
18	Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie.	"	"	"	"	"		"	"	249,161,967 55	"	249,161,967 55	"	"	249,161,967 55	18
19	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	"	"	"	"	"		"	"	"	804,971,913 24	804,971,913 24	158,890 98	"	805,130,804 22	19
	TOTAL	"	"	"	"	"	7,653,259,463	2,073,846,538 45	36,192,117 90	249,161,967 55	804,971,913 24	10,817,432,000 18	661,414 76	"	10,818,093,414 94	
20	Fonds particuliers des comptables des finances.	13,022 90	200 00	260,108 57	"	"	810,730,35	"	"	4,183 21	119,458 87	811,127,295 56	1,023,806 98	"	812,151,102 54	20
	TOTAL des créances passives.	4,493,873 98	273,103,214 70	1,100,366,703 18	1,664,279,324 10	1,195,761,853 79	9,894,921,34	4,206,144,752 96	48,262,977 21	428,591,430 59	853,019,204 70	19,668,944,682 98	991,992,104 34	20,422 66	20,660,916,364 66	
	PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES CRÉANCES ACTIVES.															
21	Avances pour divers services des ministères	571,989 27	22,604,731 11	10,709,302 18	4,680,101 03	"	8,976,66	502,595,954 68	13,190,657 54	5,159,477 94	144,552 91	568,633,367 51	29,294 29	"	568,662,661 80	21
22	Créances administratives.	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	22
23	Comptables en débet.	9,380 62	"	31,772 44	19,789 20	"		"	"	"	"	60,942 26	"	"	60,942 26	23
24	Créances litigieuses	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	24
	TOTAL des créances actives. .	581,369 89	22,604,731 11	10,741,074 62	4,699,890 23	"	8,976,66	502,595,954 68	13,190,657 54	5,159,477 94	144,552 91	568,694,309 77	29,294 29	"	568,723,604 06	
	MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.															
25	Fonds envoyés.	807,619,873 45	490,746,061 46	1,171,745,234 30	862,586,172 52	402,035,760 57	2,806,404,9	1,955,111,648 07	4,556,572 31	249,016,049 07	50,106,553 07	8,799,928,858 99	2,246,893 77	"	8,802,175,752 76	25
	TOTAL des payements sur les services de trésorerie (non compris les services spéciaux et les prélèvements). .	812,695,117 32	786,454,007 27	2,282,853,012 10	2,531,565,386 85	1 597,797,614 36	12,710,302,8	6,663,852,355 71	66,010,207 06	682,766,957 60	903,270,310 68	29,037,567,851 74	994,268,292 40	20,422 66	30,031,815,721 48	
	TOTAL GÉNÉRAL des payements. . .	840,076,873 93	826,540,695 54	2,394,790,560 98	2,661,018,472 43	1,597,797,614 36	14,765,463,7	8,194,307,085 85	89,776,877 37	828,272,497 07	1,100,920,567 59	33,298,965,006 14	1,201,561,589 39	169,561,630 43	34,330,964,965 10	
													1,031,999,958 96			

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

Résumé du développement, par classe de Comptables, des *opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	VALEURS DE CAISSE et de portefeuille au 1er janvier 1898.	RECETTES EFFECTUÉES pendant l'année 1898.	TOTAL au 31 décembre 1898.	PAYEMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1898.	VALEURS DE CAISSE et de portefeuille au 31 décembre 1898.	TOTAL au 31 décembre 1898.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	354,757 56	840,226,459	840,581,216 59	840,076,873 93	504,342 66	840,581,216 59	
Receveurs des douanes	5,918,658 52	825,387,346	831,306,004 53	826,540,695 54	4,765,308 99	831,306,004 53	
Receveurs des contributions indirectes	2,067,091 18	2,394,694,249	2,396,761,340 87	2,394,790,560 98	1,970,779 89	2,396,761,340 87	
Receveurs des postes et des télégraphes et des téléphones	54,562,049 99	2,671,237,349	2,725,799,399 79	2,661,018,472 43	64,780,927 36	2,725,799,399 79	
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	806,584,933 26	1,632,990,255	2,439,575,189 21	1,597,797,614 36	841,777,574 85	2,439,575,189 21	
Trésoriers-payeurs généraux des finances	24,456,440 21	14,763,497,890	14,787,954,330 64	14,765,463,761 02	22,490,569 62	14,787,954,330 64	
Caissier-payeur central du Trésor public	903,655,540 55	8,150,154,438	9,053,809,979 32	8,194,307,085 85	859,502,893 47	9,053,809,979 32	
Agents comptables du Trésor	226,957 55	89,890,401	90,117,358 62	89,776,877 37	340,481 25	90,117,358 62	
Comptables des finances en Algérie	25,649,977 35	831,541 291	857,191,268 36	828,272,497 07	28,918,771 29	857,191,268 36	
Trésoriers-payeurs des colonies	57,484,683 37	1,100,249,835	1,157,734,519 23	1,100,920,567 59	56,813,951 64	1,157,734,519 23	
Agent comptable des virements de comptes	"	1,031,999,958	1,031,999,958 96	1,031,999,958 96	"	1,031,999,958 96	
TOTAUX	1,880,961,089 54	34,331,869,476	36,212,830,566 12	34,330,964,965 10	1,881,865,601 02	36,212,830,566 12	

COMPTE

DES

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS

POUR L'ANNÉE 1898.

NOTE

SUR

LE COMPTE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Le compte des contributions et revenus publics a pour objet de faire connaître, pour chacune des branches principales de ressources composant le budget général des recettes de l'État, les droits liquidés à la charge des redevables du Trésor public, ceux qui ont été recouvrés et ceux qui sont restés à réaliser. Les résultats exposés dans ce compte se rapportent à l'exercice 1897, parvenu au terme de sa clôture pendant l'année 1898, et qui vient d'être réglé définitivement; à l'exercice 1898, qui a accompli sa première année d'exécution; et enfin à l'exercice 1899, sur lequel quelques recettes, d'après le régime qui leur est propre, ont été constatées avant l'ouverture de cet exercice.

Le compte se compose des documents ci-après :

Un tableau général qui récapitule l'ensemble des résultats inscrits sur ces exercices dans les écritures de la direction de la comptabilité publique jusqu'au 31 décembre 1898, en distinguant les opérations de l'année 1898 de celles qui ont eu lieu antérieurement à la publication du compte;

Une série d'états de développement, par nature de perceptions, suivant les branches de revenus et produits du budget des recettes, résumés comme suit, par grandes divisions, savoir :

Budget général.....
- *Impôts et revenus.*
- *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*
- *Produits et revenus du domaine de l'État.*
- *Produits divers du budget.*
- *Ressources exceptionnelles.*
- *Recettes d'ordre.*

Enfin un développement, par département et par classe de comptables, de l'ensemble des recouvrements qui ont été effectués pendant l'année 1898.

Les développements administratifs sur les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs et d'où sont résultés les droits perçus par le Trésor public sur l'exercice 1897 se trouvent dans le *Compte définitif des recettes* de cet exercice, qui est publié séparément par le Ministre des finances, à l'appui du règlement définitif du budget dudit exercice. C'est également à ce compte qu'il est nécessaire de se reporter pour le développement, par département et par branche de revenus, des recouvrements effectués pendant l'exercice 1897 (pages 24 à 41). Les développements de cette nature relatifs à l'exercice 1898 ne pouvant être établis qu'en clôture d'exercice, la publication n'en aura lieu, pour ledit exercice, qu'à l'époque où il sera soumis au contrôle législatif.

Suite de la *Note sur le Compte des Contributions et Revenus publics.*

Les différents résultats constatés dans la présente partie du Compte général des finances se résument de la manière suivante :

CONTRIBUTIONS ET REVENUS DE L'EXERCICE 1897.

Les droits constatés au profit de l'État, sur l'exercice 1897, se sont élevés à la somme de 3,555,878,315 fr. 17 cent.. savoir

Budget général.	France.	Impôts et revenus	2,566,610,636f 80c	3,493,617,984f 82c
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	687,661,102 46	
		Produits et revenus du domaine de l'État	62,560,381 51	
		Produits divers du budget	62,255,103 63	
		Ressources exceptionnelles	2,216,351 23	
		Recettes d'ordre	112,314,409 19	
	Algérie.	Impôts et revenus	39,558,241 40	62,260,330 35
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,448,434 91	
		Produits et revenus du domaine de l'État	11,806,053 72	
		Produits divers du budget	1,075,260 50	
		Ressources exceptionnelles	"	
		Recettes d'ordre	4,372,339 82	
		TOTAL		3,555,878,315 17

Sur cette somme, il a été reçu par le Trésor public :

	BUDGET GÉNÉRAL			
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	
Antérieurement au 1er janvier 1898	3,393,025,315f 17c	51,244,146f 64c	3,444,269,461f 81c	
Pendant l'année 1898	74,790,551 46	9,017,935 85	83,808,487 31	
TOTAL	3,467,815,866 63	60,262,082 49	3,528,077,949 12	3,528,077,949 12

Et il restait à recouvrer, à la clôture de l'exercice 1897 . . . . . 27,800,366 05

Suite de la *Note sur le Compte des Contributions et Revenus publics.*

CONTRIBUTIONS ET REVENUS DE L'EXERCICE 1898.

Les droits à recouvrer qui ont été constatés au profit de l'État, sur l'exercice 1898, jusqu'au 31 décembre 1898, s'élèvent à 3,652,058,813 fr. 94, savoir :

Budget général.	France.	Impôts et revenus	2,638,742,020f 26c	3,590,819,600f 05c
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	709,802,854 47	
		Produits et revenus du domaine de l'État	55,080,879 59	
		Produits divers du budget	62,669,242 31	
		Ressources exceptionnelles	7,274,730 00	
		Recettes d'ordre	117,249,873 42	
	Algérie.	Impôts et revenus	41,434,210 91	61,239,213 89
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	5,499,653 37	
		Produits et revenus du domaine de l'État	6,424,279 44	
		Produits divers du budget	943,073 97	
		Recettes d'ordre	6,937,996 20	
		TOTAL (à reporter)		3,652,058,813 94

Suite de la *Note sur le Compte des Contributions et Revenus publics.*

Report..... 3.652,058,813f 94c

Les recettes faites par le Trésor public, sur l'exercice 1898, jusqu'au 1er janvier 1899 sont les suivantes:

	BUDGET GÉNÉRAL.			
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	
Recettes antérieures au 1er janvier 1898.	26,569f 47c	"	26,569f 47c	
Recettes de l'année 1898.....	3,497,175,210 79	55,807,923f 43c	3,552,983,134 22	
TOTAL.....	3,497,201,780 26	55,807,923 43	3,553,009,703 69	3,553,009,703 69

Et, au 1er janvier 1899, il restait à recouvrer, savoir :

Budget général.	France.....	93,617,819f 79c	99,049,110 25
	Algérie.....	5,431,290 46	

CONTRIBUTIONS ET REVENUS DE L'EXERCICE 1899.

Les recouvrements effectués, pendant l'année 1898, sur les droits et produits constatés du budget général de l'exercice 1899 ont été de :

France.....	29,968f 91c	29,968f 91c
Algérie.....	"	

Suite de la *Note sur le Compte des Contributions et Revenus publics.*

RÉCAPITULATION DES RECOUVREMENTS DE L'ANNÉE 1898.

D'après les résultats qui précèdent, les recouvrements de toute nature effectués pendant l'année 1898 se sont élevés à 3,636,821,590 fr. 44 et se résument ainsi qu'il suit :

			EXERCICE 1897.	EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.
Budget général.	France.	Impôts et revenus	34,349,759f 97	2,596,377,314f 23	"
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	17,140,876 95	689,941,771 43	"
		Produits et revenus du domaine de l'État	1,950,954 04	51,995,584 81	"
		Produits divers du budget	5,724,037 28	52,890,238 34	"
		Ressources exceptionnelles	931,778 99	6,774,730 00	"
		Recettes d'ordre	14,693,144 23	99,195,571 98	29,968f 91c
			74,790,551 46	3,497,175,210 79	29,968 91
	Algérie.	Impôts et revenus	1,619,213 47	39,113,985 35	"
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	27,007 98	5,494,250 60	"
		Produits et revenus du domaine de l'État	7,197,836 70	3,757,523 98	"
		Produits divers du budget	190,084 49	759,583 97	"
		Recettes d'ordre	*A déd.: 16,206 79*	6,682,579 53	"
			9,017,935 85	55,807,923 43	"
			83,808,487 31	3,552,983,134 22	29,968 91
				3,636,821,590 44	

Cette somme est celle qui se trouve portée en recette dans le tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1898 (page 38).

État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1897, 1898 et 1899, au 1er janvier 1899.

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT. antérieurement au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Droits constatés.	Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	PENDANT l'année 1898.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1899 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	FRANCE.									
					EXERCICE 18 BUDGET GÉNÉRAL.					
	§ 1er. Impôts et revenus.									
90	Contributions directes et centimes d'État	478,403,491f 28c	"	"	478,403,491f 28c	461,652,345f 36c	16,751,145f 92c	478,403,491f 28c	"	
96	Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	39,332,789 43	"	"	39,332,789 43	36,431,634 56	2,901 154 87	39,332,789 43	"	
98	Enregistrement	524,736,993 61	"	2,134,87	522,602,120 20	521,980,768 23	91,630 41	522,072,398 64	529,721f 56c	
	Timbre	174,752,584 90	1,008,937f 69c	"	175,761,522 59	174,752,149 63	1,009,344 54	175,761,494 17	28 42	
100	Impôt sur les opérations de bourse	5,526,253 62	"	"	5,526,253 62	5,526,253 62	"	5,526,253 62	"	
	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc	68,497,159 91	"	5	68,497,102 91	68,479,037 88	17,560 03	68,496,597 91	505 00	
102	Douanes	456,710,022 01	"	714,29	455,995,723 90	449,557,170 07	341,106 73	449,898,276 80	6,097,447 10	
104	Contributions indirectes	629,705,933 98	4,703,338 31	"	634,409,272 29	614,693,786 35	7,680,064 89	622,373,851 24	12,035,421 05	
106	Sucres	184,419,487 45	1,662,873 13	"	186,082,360 58	179,962,724 24	5,557,752 58	185,520 476 82	561,883 76	
	Total des impôts et revenus	2,562,084,716 19	7,375,149 13	2,849,22	2,566,610,636 80	2,513,035,869 94	34,349,759 97	2,547,385,629 91	19,225,006 89	
	§ 2. Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.									
110	Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	436,413,599 68	306,481 08	"	436,720,080 76	435,970,404 06	666,920 80	436,637,324 86	82,755 90	
	Postes	185,570,760 13	229,150 97	"	185,799,911 10	185,483,863 60	301,542 15	185,785,405 75	14,505 35	
112	Télégraphes	37,396,095 46	1,044,379 48	"	38,440,474 94	36,151,755 17	1,526,840 46	37,678,595 63	761,879 31	
	Téléphones	11,062,258 86	12,670 68	"	11,074,929 54	11,045,498 75	28,980 79	11,074,479 54	450 00	
114	Produits de diverses exploitations	13,945,074 20	1,393,255 31	"	15,338,329 51	860,559 60	14,477,769 91	15,338,329 51	"	
		684,387,788 33	2,985,937 52	"	687,373,725 85	669,512,081 18	17,002,054 11	686,514,135 29	859,590 56	
	COLONIES.									
114	Produits de diverses exploitations	185,594 68	101,781 93	"	287,376 61	59,346 02	138,822 84	198,168 86	89,207 75	
	Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	684,573,383 01	3,087,719 45	"	687,661,102 46	669,571,427 20	17,140,876 95	686,712,304 15	948,798 31	
	§ 3. Produits et revenus du domaine de l'État.									
116	Produits du domaine autre que le domaine forestier	31,192,750 90	381,438 66	"	31,574,189 56	26,326,458 46	1,588,486 72	27,914,945 18	3,659,244 38	
120	Produits des forêts	30,987,223 26	"	1,03	30,986,191 95	30,319,413 93	362,467 32	30,681,881 25	304,310 70	
	Total des produits et revenus du domaine de l'État	62,179,974 16	381,438 66	1,03	62,560,381 51	56,645,872 39	1,950,954 04	58,596,826 43	3,963,555 08	
	§ 4. Produits divers du budget.									
122	Produits divers	65,376,436 50	"	3,121,35	62,255,103 63	56,461,653 94	5,724,037 28	62,185,691 22	69,412 41	
	§ 5. Ressources exceptionnelles.									
128	Diverses ressources exceptionnelles	1,284,572 24	931,778 99	"	2,216,351 23	1,284,572 24	931,778 99	2,216,351 23	"	
	§ 6. Recettes d'ordre.									
130	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	62,624,384 32	2,649,118 38	"	65,273,502 70	45,987,325 82	17,921,403 88	63,908,729 70	1,364,773 00	
132	Recettes d'ordre proprement dites	52,850,163 41	"	5,809,25	47,040,906 49	50,038,593 64	A déd.: *3,228,259 65*	46,810,333 99	230,572 50	
	Total des Recettes d'ordre	115,474,547 73	2,649,118 38	5,809,25	112,314,409 19	96,025,919 46	14,693,144 23	110,719,063 69	1,595,345 50	
	Total du budget général	3,490,973,649 83	14,425,204 61	11,780,86	3,493,617,984 82	3,393,025,315 17	74,790,551 46	3,467,815,866 63	25,802,118 19	
			2,644,334f 99c							

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1897, 1898 et 1899, au 1er janvier 1899.

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DU				RECOUVREMENTS EFFECTUÉS			RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1899 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
		antérieurement au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 18 Droits constatés.	Opérations de l'année 18 Annulations de droits con	TOTAL.	antérieurement au 1er janvier 1898.	pendant l'année 1898.	TOTAL.		
	ALGÉRIE.				**EXERCICE 189 UDGET GÉNÉRAL.**					
	§ 1er. Impôts et revenus.									
	Contributions directes	3,690,319f 29c	"	"	3,690,319f 29c	2,962,146f 05c	728,173f 24c	3,690,319f 29c	"	
134	Taxes assimilées aux contributions directes	237,969 80	"	"	237,969 80	203,487 27	34,482 53	237,969 80	"	
	Contributions arabes, principal et centimes d'État	7,851,468 09	"	418,23	7,433,238 03	6,780,729 79	547,021 39	7,327,751 18	105,486f 85c	
136	Enregistrement	3,740,946 09	"	38,32	3,702,621 24	3,681,654 77	1,660 08	3,683,314 85	19,306 39	
138	Timbre	4,225,973 32	2,412f 40c	"	4,228,385 72	4,225,973 32	2,412 40	4,228,385 72	"	
	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	162,551 24	"	"	162,551 24	162,551 24	"	162,551 24	"	
140	Douanes	12,589,003 73	"	1,49	12,587,513 73	12,587,438 73	75 00	12,587,513 73	"	
142	Contributions diverses	7,543,348 07	"	27,70	7,515,642 35	6,713,125 40	305,388 83	7,018,514 23	497,128 12	
	Total des impôts et revenus	40,041,579 63	2,412 40	485,75	39,558,241 40	37,317,106 57	1,619,213 47	38,936,320 04	621,921 36	
	§ 2. Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.									
144	Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	866,615 73	"	"	866,615 73	866,615 73	"	866,615 73	"	
	Postes	3,118,059 02	20,923 32	"	3,138,982 34	3,117,171 87	21,010 47	3,138,182 34	800 00	
147	Télégraphes	1,344,768 56	4,998 90	"	1,349,767 46	1,343,792 67	5,974 79	1,349,767 46	"	
	Téléphones	93,069 38	"	"	93,069 38	93,046 66	22 72	93,069 38	"	
	Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,422,512 69	25,922 22	"	5,448,434 91	5,420,626 93	27,007 98	5,447,634 91	800 00	
	§ 3. Produits et revenus du domaine de l'État.									
149	Produits du domaine autre que le domaine forestier	5,502,422 03	4,807,513 19	"	10,309 935 22	1,906,367 88	7,135,221 39	9,041,589 27	1,268,345 95	
151	Produits des forêts	3,692,742 07	"	2,196,62	1,496,118 50	1,326,322 64	62,615 31	1,388,937 95	107,180 55	
	Total des produits et revenus du domaine de l'État	9,195,164 10	4,807,513 19	2,196,62	11,806,053 72	3,232,690 52	7,197,836 70	10,430,527 22	1,375,526 50	
	§ 4. Produits divers du budget.									
153	Produits divers	1,091,351 38	"	16,09	1,075,260 50	885,176 01	190,084 49	1,075,260 50	"	
	§ 6. Recettes d'ordre.									
155	Recettes en atténuation de dépenses	3,430,285 26	36,186 53	"	3,466,471 79	3,235,600 82	230,870 97	3,466,471 79	"	
	Recettes d'ordre proprement dites	1,152,945 79	"	247,07	905,868 03	1,152,945 79	A déd. *247,077 76*	905,868 03	"	
	Total des recettes d'ordre	4,583,231 05	36,186 53	247,07	4,372,339 82	4,388,546 61	A déd. *16,206 79*	4,372,339 82	"	
	Total général	60,333,838 85	4,872,034 34	2,945,51	62,260,330 35	51,244 146 64	9,017,935 85	60,262,082 49	1,998,247 86	
			1,926,491f 50c							
	RÉCAPITULATION				**EXERCICE 1897.**					
	France	3,490,973,649f 83c	14,425,204f 61c	11,780,8	3,493,617,984f 82c	3,393,025,315f 17c	74,790,551f 46c	3,467,815,866f 63c	25,802,118f 19c	
	Algérie	60,333,838 85	4,872,034 34	2,945 5	62,260,330 35	51,244,146 64	9,017,935 85	60,262,082 49	1,998,247 86	
	Total	3,551,307,488 68	19,297,238 95	14,726,4	3,555,878,315 17	3,444,269,461 81	83,808,487 31	3,528,077,949 12	27,800,366 05	
			4,570,826f 49c							

Suite de *l'État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et Restes à recouvrer sur les exercices 1897, 1898 et 1899, au 1er janvier 1899.*

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT — antérieurement au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898 — Droits constatés.	Opérations de l'année 1898 — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1898.	pendant l'année 1898.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1899 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	EXERCICE 1898 — BUDGET GÉNÉRAL.									
	FRANCE.									
	§ 1er. Impôts et revenus.									
91	Contributions directes et centimes d'État	"	467,376,683f 81c	"	467,376,683f 81c	"	456,690,907f 44c	456,690,907f 44c	10,685,776f 37c	
97	Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	"	38,018,024 03	"	38,018,024 03	"	34,778,421 81	34,778,421 81	3,239,602 22	
99	Enregistrement	"	535,711,587 01	"	535,711,587 01	"	532,939,011 10	532,939,011 10	2,772,575 91	
101	Timbre	"	191,393,986 37	"	191,393,986 37	"	191,393,046 72	191,393,046 72	939 65	
	Impôt sur les opérations de bourse	"	7,887,505 44	"	7,887,505 44	"	5,101,144 80	5,101,144 80	2,786,360 64	
	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	"	70,186,676 19	"	70,186,676 19	"	70,186,011 19	70,186,011 19	665 00	
103	Douanes	"	498,718,396 17	"	498,718,396 17	"	492,231,270 71	492,231,270 71	6,487,125 46	
105	Contributions indirectes	"	647,963,143 21	"	647,963,143 21	"	635,178,590 58	635,178,590 58	12,784,552 63	
107	Sucres	"	181,486,018 03	"	181,486,018 03	"	177,878,909 88	177,878,909 88	3,607,108 15	
	Total des impôts et revenus	"	2,638,742,020 26	"	2,638,742,020 26	"	2,596,377,314 23	2,596,377,314 23	42,364,706 03	
	§ 2. Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.									
111	Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	"	446,233,758 40	"	446,233,758 40	"	445,783,299 66	445,783,299 66	450,458 74	
113	Postes	"	193,208,961 73	"	193,208,961 73	"	193,134,517 93	193,134,517 93	74,443 80	
	Télégraphes	"	39,074,778 39	"	39,074,778 39	"	37,543,576 85	37,543,576 85	1,531,201 54	
	Téléphones	"	12,522,621 08	"	12,522,621 08	"	12,502,942 26	12,502,942 26	19,678 82	
115	Produits de diverses exploitations	"	18,517,659 24	"	18,517,659 24	"	870,321 53	870,321 53	17,647,337 71	
		"	709,557,778 84	"	709,557,778 84	"	689,834,658 23	689,834,658 23	19,723,120 61	
	Colonies.									
115	Produits de diverses exploitations	"	245,075 63	"	245,075 63	"	107,113 20	107,113 20	137,962 43	
	Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	"	709,802,854 47	"	709,802,854 47	"	689,941,771 43	689,941,771 43	19,861,083 04	
	§ 3. Produits et revenus du domaine de l'État.									
117	Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	24,039,853 14	"	24,039,853 14	"	21,485,601 11	21,485,601 11	2,554,252 03	
121	Produits des forêts	"	31,041,026 45	"	31,041,026 45	"	30,509,983 70	30,509,983 70	531,042 75	
	Total des produits et revenus du domaine de l'État	"	55,080,879 59	"	55,080,879 59	"	51,995,584 81	51,995,584 81	3,085,294 78	
	§ 4. Produits divers du budget.									
123	Produits divers	"	62,669,242 31	"	62,669,242 31	"	52,890,238 34	52,890,238 34	9,779,003 97	
	§ 5. Ressources exceptionnelles.									
129	Diverses ressources exceptionnelles	"	7,274,730 00	"	7,274,730 00	"	6,774,730 00	6,774,730 00	500,000 00	
	§ 6. Recettes d'ordre.									
131	Recettes en atténuation de dépenses	26,569f 47c	62,019,312 44	"	62,045,881 91	26,569f 47c	46,395,335 58	46,421,905 05	15,623,976 86	
133	Recettes d'ordre proprement dites	"	55,203,991 51	"	55,203,991 51	"	52,800,236 40	52,800,236 40	2,403,755 11	
	Total des recettes d'ordre	26,569 47	117,223,303 95	"	117,249,873 42	26,569 47	99,195,571 98	99,222,141 45	18,027,731 97	
	Total général	26,569 47	3,590,793,030 58	"	3,590,819,600 05	26,569 47	3,497,175,210 79	3,497,201,780 26	93,617,819 79	
			3,590,793,030f 58c							

Suite de *l'État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et Restes à recouvrer sur les exercices 1897, 1898 et 1899, au 1er janvier 1899.*

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT — antérieurement au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1898.	pendant l'année 1898.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1899 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	EXERCICE 1898. BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)									
	ALGÉRIE.									
	§ 1er. Impôts et revenus.									
	Contributions directes	"	3,724,605f 88c	"	3,724,605f 88c	"	3,133,746 81	3,133,746f 81c	590,859f 07c	
135	Taxes assimilées aux contributions directes	"	196,706 08	"	196,706 08	"	170,763 66	170,763 66	25,942 42	
	Contributions arabes, principal et centimes d'État	"	8,301,914 61	"	8,301,914 61	"	7,494,794 43	7,494,794 43	807,120 18	
137	Enregistrement	"	4,005,839 68	"	4,005,839 68	"	3,942,409 62	3,942,409 62	63,430 06	
139	Timbre	"	4,244,759 45	"	4,244,759 45	"	4,244,759 45	4,244,759 45	"	
	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc	"	205,365 46	"	205,365 46	"	205,365 46	205,365 46	"	
141	Douanes	"	13,366,525 76	"	13,366,525 76	"	13,361,975 76	13,361,975 76	4,550 00	
143	Contributions diverses	"	7,388,493 99	"	7,388,493 99	"	6,560,170 16	6,560,170 16	828,323 83	
	Total des impôts et revenus	"	41,434,210 91	"	41,434,210 91	"	39,113,985 35	39,113,985 35	2,320,225 56	
	§ 2. Produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État.									
145	Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	"	797,892 37	"	797,892 37	"	797,892 37	797,892 37	"	
	Postes	"	3,130,237 58	"	3,130,237 58	"	3,129,553 87	3,129,553 87	683 71	
147	Télégraphes	"	1,462,851 86	"	1,462,851 86	"	1,458,140 23	1,458,140 23	4,711 63	
	Téléphones	"	108,671 56	"	108,671 56	"	108,664 13	108,664 13	7 43	
	Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	"	5,499,653 37	"	5,499,653 37	"	5,494 250 60	5,494,250 60	5.402 77	
	§ 3. Produits et revenus du domaine de l'État.									
149	Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	4,518,156 58	"	4,518,156 58	"	2,080,891 70	2,080,891 70	2,437,264 88	
151	Produits des forêts	"	1,906,122 86	"	1,906,122 86	"	1,676,632 28	1,676,632 28	229,490 58	
	Total des produits et revenus du domaine de l'État	"	6,424,279 44	"	6,424,279 44	"	3,757,523 98	3,757,523 98	2,666,755 46	
	§ 4. Produits divers du budget.									
153	Produits divers	"	943,073 97	"	943,073 97	"	759,583 97	759,583 97	183,490 00	
	§ 6. Recettes d'ordre.									
155	Recettes en atténuation de dépenses	"	3,600,485 70	"	3,600,485 70	"	3,345,069 03	3,345,069 03	255,416 67	
	Recettes d'ordre proprement dites	"	3,337,510 50	"	3,337,510 50	"	3,337,510 50	3,337,510 50	"	
	Total des recettes d'ordre	"	6,937,996 20	"	6,937,996 20	"	6,682,579 53	6,682,579 53	255,416 67	
	Total général	"	61,239,213 89	"	61,239,213 89	"	55,807,923 43	55,807,923 43	5,431,290 46	
			61,239,213 89							
	RÉCAPITULATION DE L'EXERCICE 1898.									
	France	26,569 47	3,590,793,030 58	"	3,590,819,600 05	26,569 47	3,497,175,210 79	3,497,201,780 26	93,617,819 79	
	Algérie	"	61,239,213 89	"	61,239,213 89	"	55,807,923 43	55,807,923 43	5,431,290 46	
	Total	26,569 47	3,652,032,244 47	"	3,652,058,813 94	26,569 47	3,552,983,134 22	3,553,009,703 69	99,049,110 25	
			3,652,032,244 47							

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite de l'*État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et Restes à recouvrer sur les exercices 1897, 1898 et 1899, au 1er janvier 1899.*

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT — antérieurement au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1898.	pendant l'année 1898.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1899 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	EXERCICE 1899.									
	BUDGET GÉNÉRAL — FRANCE.									
	§ 6. — RECETTES D'ORDRE.									
156	Recettes en atténuation de dépenses	"	29,968f 91	"	29,968f 91	"	29,968f 91c	29,968f 91c	"	
			29,968 91							
	BUDGET GÉNÉRAL — ALGÉRIE.									
	§ 6. — RECETTES D'ORDRE.									
156	Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"	"	"	"	"	"	
			"							
	TOTAL de l'exercice 1899 (France et Algérie)	"	29,968f 91	"	29,968f 91	"	29,968f 91c	29,968f 91c	"	
			29,968 91							
	RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.									
	EXERCICE 1897	3,551,307,488f 68	19,297,238f 95	14,726,412f 46c	3,555,878,318f 17c	3,444,269,461f 81c	83,808,487 31c	3,528,077,949f 12c	27,800,366f 05c	
	EXERCICE 1898	26,569 47	3,652,032,244 47	"	3,652,058,813 94	26,569 47	3,552,983,134 22	3,553,009,703 69	99,049,110 25	
	EXERCICE 1899	"	29,968 91	"	29,968 91	"	29,968 91	29,968 91	"	
	TOTAUX GÉNÉRAUX	3,551,334,058 15	3,671,359,452 33	14,726,412 46	7,207,967,092 94	3,454,296,031 28	3,636,821,590 44	7,081,117,621 72	126,849,476 30	
			3,656,633,039 87							

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.

Contributions directes et centimes d'État. (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (FONDS GÉNÉRAUX.)					
Contribution foncière — Propriétés non bâties. 118,679,208f 59c	199,903,250f 62c				
Contribution foncière — Propriétés bâties.... 81,224,042 03					
Contribution personnelle mobilière	91,917,009 13				
Contribution des portes et fenêtres	59,075,599 86	461,652,345f 36c	16,751,145f 92c	478,403,491f 28c	"
Contribution des patentes	126,449,129 17				
Frais d'avertissement	1,058,502 50				
TOTAL	478,403,491 28	461,652,345 36	16,751,145 92	478,403,491 28	"

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Contribution foncière — Propriétés non bâties 102,101,228f 57c	184,213,271f 33c				
Contribution foncière — Propriétés bâties... 82,112,042 76					
Contribution personnelle mobilière	93,325,773 52				
Contribution des portes et fenêtres	60,059,927 32	"	456,690,907f 44c	456,690,907f 44c	10,685,776f 37c
Contribution des patentes	128,716,337 69				
Frais d'avertissement	1,061,373 95				
TOTAL	467,376,683 81	"	456,690,907 44	456,690,907 44	10,685,776 37

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 1er. — INDIRECTS.

Contributions directes. (France.)

(Voir pour les développements par article le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

BUDGET GÉNÉRAL.

Contribution foncière.	Principal	Propriétés non bâties	103,227,428f 98c	173,539 686f 58c
		Propriétés bâties	70,312,257 60	
	Centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			13,883,174 97
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			208,247 47
	Fonds pour secours à la disposition du Ministre de l'agriculture			1,735,396 84
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes. (Décharges et réductions non susceptibles de réimposition, remises et modérations.)		4,690,053 54
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		375,204 23
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		5,628 01
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		2,787,764 98
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		2,669,910 07
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			3,047 06
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)			5,136 87
Contribution personnelle et mobilière.	Principal			69,811,796 51
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale		11,868,009 61
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		5,584,945 62
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)			81,363 67
	Fonds pour secours à la disposition du Ministre de l'agriculture			698,118 17
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)		698,118 19
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		55,849 43
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		813 60
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		381,254 81
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		355,289 21
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			2,380,013 73
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)			1,436 58

Contribution foncière.	199,903,2[illegible]	
Contribution personnelle et mobilière.	91,917,00[illegible]	
A reporter	291,820,25[illegible]	

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

BUDGET GÉNÉRAL

Contribution foncière.	Principal	Propriétés non bâties	86,616,848f 45c	157,683,403f 85c
		Propriétés bâties	71,066,555 40	
	Centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			13,943,032 90
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			209,145 44
	Fonds pour secours à la disposition du Ministre de l'agriculture			1,742,879 13
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)		4,712,530 67
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		377,002 34
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		5,654 88
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		2,818,183 44
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		2,714,777 69
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			2,322 07
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)			4,338 92
Contribution personnelle mobilière.	Principal			70,723,217 22
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale		12,022,946 69
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		5,657,857 27
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)			84,867 80
	Fonds pour secours à la disposition du Ministre de l'agriculture			707,232 17
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)		707,232 18
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		56,578 52
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		848 72
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		388,525 01
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		364,340 16
	Réimpositions (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			2,610,898 69
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)			1,220 09

Contribution foncière.	184,213,271f 33c	
Contribution personnelle mobilière.	93,325,773 52	
A reporter	277,539,044 85	

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.

Contributions directes. (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

Suite du DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

Report				291,820,259
Contributions des portes et fenêtres.	Principal		45,598,533f 43c	59,075,599
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale	7,204,568 33	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	3,647,882 65	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)		54,718 19	
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)	1,367,955 89	
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)	109,436 39	
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	1,641 56	
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)	404,884 18	
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)	619,450 60	
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)		65,739 88	
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)		788 76	
Contribution des patentes.	Principal (réduit de 8 centimes par franc attribués aux communes.)		81,214,891 59	126,449,129
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale	12,888,450 14	
		extraordinaires avec maintien des exceptions déterminées par la loi du 24 juillet 1873.	17,492,797 54	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	7,062,164 47	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)		105,932 26	
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)	4,413,852 78	
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	353,108 24	
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	5,296 57	
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)	1,262,078 35	
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)	1,649,829 99	
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)		727 24	
Frais d'avertissement. (Loi du 15 mai 1818.)				1,058,502
TOTAL GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898				478,403,491

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898

Suite du DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

BUDGET GÉNÉRAL (Suite.)

Report				277,539,044f 85
Contributions des portes et fenêtres.	Principal		46,352,687f 09c	60,059,927 32
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale	7,323,724 45	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	3,708,214 92	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)		55,623 18	
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)	1,390,580 61	
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)	111,246 44	
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	1,668 67	
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)	416,510 56	
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)	637,774 91	
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal, an X, art. 22.)		61,164 64	
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)		731 85	
Contribution des patentes.	Principal (réduit de 8 centimes par franc attribués aux communes)		82,642,380 99	128,716,337 69
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale	13,114,986 43	
		extraordinaires avec maintien des exceptions déterminées par la loi du 24 juillet 1873	17,806,370 51	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889)	7,186,293 90	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889)		107,794 25	
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations	4,491,433 77	
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889)	359,314 65	
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	5,389 57	
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)	1,296,339 17	
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)	1,705,270 99	
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)		763 46	
Frais d'avertissement. (Loi du 15 mai 1818.)				1,061,373 95
TOTAL GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898				467,376,683 81

Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.

Taxes spéciales assimilées aux Contributions directes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	PENDANT L'ANNÉE 1898. — Recettes.	ANNULATIONS de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Taxe des biens de mainmorte	6,959,034f 25	6,677,997f 13c	281,037f 12c	"	6,959,034f 25c	"
Redevances des mines	2,448,996 50	2,384,315 81	64,680 69	"	2,448,996 50	"
Droit de vérification des poids et mesures	5,239,696 20	4,658,146 76	581,549 44	"	5,239,696 20	"
Droit de vérification des alcoomètres et des densimètres	28,271 75	27,565 00	706 75	"	28,271 75	"
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries	323,094 00	113,643 55	209,450 45	"	323,094 00	"
Droit d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales	57,197 00	36,172 00	21,025 00	"	57,197 00	"
Taxe sur les billards, chevaux, voitures et vélocipèdes	"	"	1,049,434 62	1,049,434 62	"	"
Frais d'avertissement des trois taxes : chevaux, vélocipèdes et billards	"	"	15,540 63	15,540 63	"	"
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets (19/20es revenant à l'État)	12,842,190 26	12,048,945 03	793,245 23	"	12,842,190 26	"
Taxe sur les vélocipèdes (3/4 revenant à l'État)	3,140,797 42	2,934,923 39	205,874 03	"	3,140,797 42	"
Taxe sur les billards publics et privés	1,098,163 90	1,032,307 91	65,855 99	"	1,098,163 90	"
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion	1,350,346 31	1,311,134 41	39,211 90	"	1,350,346 31	"
Taxe militaire	5,432,677 28	4,906,029 08	526,648 20	"	5,432,677 28	"
Redevances pour la rétribution des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	197,332 56	151,663 26	45,669 30	"	197,332 56	"
Droits d'épreuve des appareils à vapeur	214,992 00	148,791 23	66,200 77	"	214,992 00	"
TOTAL	39,332,789 43	36,431,634 56	3,966,130 12	1,064,975 25	39,332,789 43	"
			2,901,154f 87c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — RECETTES.	ANNULATIONS de recettes.	TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Taxe des biens de mainmorte	6,983,545f 50c	6,718,630f 97c	"	6,718,630 97	264,914f 53c
Redevances des mines	2,608,177 14	2,572,116 55	"	2,572,116 55	36,060 59
Droit de vérification des poids et mesures	5,278,030 55	4,710,944 33	"	4,710,944 33	567,086 22
Droits de vérification des alcoomètres et des densimètres	26,614 75	25,775 00	"	25,775 00	839 75
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries	357,978 00	149,111 25	"	149,111 25	208,866 75
Droit d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales	54,272 00	33,375 00	"	33,375 00	20,897 00
Taxe sur les billards, chevaux, voitures et vélocipèdes	"	16,691,668 27	16,691,668 27	"	"
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets (19/20 revenant à l'État)	12,970,957 58	12,510,164 00	"	12,510,164 00	460,793 58
Taxe sur les vélocipèdes (3/4 revenant à l'État)	3,735,754 59	3,380,523 27	"	3,380,523 27	355,231 32
Taxe sur les billards publics et privés	1,100,981 00	800,981 00	"	800,981 00	300,000 00
Frais d'avertissement relatifs aux rôles de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets, de la taxe sur les vélocipèdes et de la taxe sur les billards publics et privés	90,869 80	74,042 70	"	74,042 70	16,827 10
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion	1,383,548 76	1,362,781 12	"	1,362,781 12	20,767 64
Taxe militaire	2,923,017 30	2,068,274 49	"	2,068,274 49	854,742 81
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs	200,477 68	155,969 61	"	155,969 61	44,508 07
Droits d'épreuve des appareils à vapeur	232,821 07	161,237 45	"	161,237 45	71,583 62
Redevances pour frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	42,561 27	26,078 03	"	26,078 03	16,483 24
Redevances pour frais de surveillance et de contrôle des primes à la filature de la soie	28,417 04	28,417 04	"	28,417 04	"
TOTAL	38,018,024 03	51,470,090 08	16,691,668 27	34,778,421 81	3,239,602 22
		34,778,421 81			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 1. — IMPÔTS REVENUS.

Enregistrement.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	PENDANT L'ANNÉE 1898. — Recettes.	PENDANT L'ANNÉE 1898. — Annulation de recettes.	TOTAL.	RESTE à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Valeurs mobilières	44,454,860f 96c	44,454,740f 96c	120f 00c	"	44,454,860f 96c	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Créances, rentes, prix d'offices	4,426,008 09	4,426,008 09	"	"	4,426,008 09	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Fonds de commerce	6,931,167 12	6,929,013 37	2,103 75	"	6,931,117 12	50
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Meubles corporels	8,149,778 50	8,149,778 50	"	"	8,149,778 50	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Immeubles et droits immobiliers	141,081,431 40	140,869,510 02	20,445 44	"	140,889,955 46	191,475
Droits sur les mutations. — Mutations à titre gratuit. — Entre-vifs. — Donations	21,532,535 49	21,529,207 29	2,451 97	"	21,531,659 26	876
Droits sur les mutations. — Mutations à titre gratuit. — Par décès. — Successions	185,987,177 86	185,955,379 12	18,532 68	"	185,973,911 80	13,266
Taxe représentative du droit d'accroissement	505,933 37	500,880 56	"	"	500,880 56	5,052
Droits sur les autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil	76,766,350 33	76,765,979 17	39 03	"	76,766,018 20	332
Droits sur les actes judiciaires et extrajudiciaires	23,596,888 75	23,596,863 75	25 00	"	23,596,888 75	"
Droits d'hypothèques	3,481,242 15	3,481,242 15	"	"	3,481,242 15	"
Pénalités	3,850,098 13	3,800,323 97	15,244 09	"	3,815,568 06	34,530
Recettes diverses	1,838,648 05	1,521,841 28	32,668 45	"	1,554,509 73	284,138
TOTAL de l'enregistrement	522,602,120 20	521,980,768 23	91,630 41	"	522,072,398 64	529,721
			91,630 41			

Enregistrement.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Valeurs mobilières	46,191,925f 77c	46,191,925f 77c	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Créances, rentes, prix d'offices	4,360,082 42	4,360,082 42	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Fonds de commerce	7,639,732 32	7,636,913 44	2,818f 88c
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Meubles corporels	8,015,934 43	8,014,551 93	1,382 50
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Immeubles et droits immobiliers	142,558,017 61	142,362,654 45	195,363 16
Droits sur les mutations. — Mutations à titre gratuit. — Entre-vifs. — Donations	21,625,278 95	21,617,206 94	8,072 01
Droits sur les mutations. — Mutations à titre gratuit. — Par décès. — Successions	190,327,059 50	190,273,965 45	53,094 05
Taxe représentative du droit d'accroissement	732,654 26	726,184 28	6,469 98
Droits sur les autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil	79,111,187 55	79,074,909 06	36,278 49
Droits sur les actes judiciaires et extrajudiciaires	24,013,842 96	24,012,818 96	1,024 00
Droits d'hypothèques	3,334,073 24	3,334,073 24	"
Pénalités	3,629,014 57	3,453,910 85	175,103 72
Recettes diverses	4,172,783 43	1,879,814 31	2,292,969 12
TOTAL de l'enregistrement	535,711,587 01	532,939,011 10	2,772,575 91

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.

Timbre, Impôt sur les opérations de bourse et Impôt sur le revenu des valeurs mobilières, etc.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — RECETTES.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — ANNULATION de recettes.	TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
TIMBRE.						
Timbre non proportionnel. (Dimension et fixe.)						
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	50,738,039f 85c	50,738,037f 45c	"	"	50,738,037f 45c	2
Affiches.... Affiches sur papier	3,347,910 37	3,347,909 35	"	"	3,347,909 35	1
Affiches.... Affiches peintes	120,453 05	120,453 05	"	"	120,453 05	"
Bordereaux des courtiers et agents de change	11,646 00	11,646 00	"	"	11,646 00	"
Contrats d'assurances	7,992,305 64	7,992,305 64	"	"	7,992,305 64	"
Contrats de transports	39,106,512 25	38,097,167 71	1,009,344 54	"	39,106,512 25	"
Contrôle des marques de fabrique	17,031 50	17,031 50	"	"	17,031 50	"
Passeports	7,186 80	7,186 80	"	"	7,186 80	"
Permis de chasse	7,844,076 00	7,844,076 00	"	"	7,844,076 00	"
Quittances et chèques	20,158,012 37	20,158,012 37	"	"	20,158,012 37	"
Timbre proportionnel.						
Effets négociables ou non négociables, warrants, billets de banque	15,439,266 39	15,439,266 39	"	"	15,439,266 39	"
Valeurs mobilières	30,293,489 10	30,293,489 10	"	"	30,293,489 10	"
Pénalités.						
Amendes de contravention	681,789 82	681,764 82	"	"	681,764 82	25
Recettes diverses.						
Droits de toute nature à d'anciens tarifs	3,803 45	3,803 45	"	"	3,803 45	"
TOTAL des droits de timbre	175,761,522 59	174,752,149 63	1,009,344 54	"	175,761,494 17	28
			1,009,344 54			
PRODUITS DE L'IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.						
Impôt sur les opérations de bourse	5,526,253 62	5,526,253 62	"	"	5,526,253 62	"
			"			
PRODUITS DE LA TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.						
Revenus des valeurs mobilières	67,384,504 66	67,368,694 63	15,810 03	"	67,384,504 66	"
Revenu de certaines associations	1,073,525 30	1,073,525 30	"	"	1,073,525 30	"
Penalités	27,886 56	25,684 06	1,750 00	"	27,434 06	452
Recettes diverses	11,186 39	11,133 89	"	"	11,133 89	52
TOTAL de la taxe sur le revenu	68,497,102 91	68,479,037 88	17,560 03	"	68,496,597 91	505
			17,560 03			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1898.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
TIMBRE.			
Timbre non proportionnel. (Dimension et fixe.)			
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	51,041,495f 43c	51,041,487f 03c	8f 40c
Affiches sur papier	3,433,366 98	3,433,366 98	"
Affiches peintes	93,966 69	93,966 69	"
Bordereaux des courtiers et agents de change	10,911 60	10,911 60	"
Contrats d'assurances	8,764,261 06	8,764,261 06	"
Contrats de transports	36,540,422 95	36,540,422 95	"
Contrôle des marques de fabrique	11,692 20	11,692 20	"
Passeports	6,915 60	6,915 60	"
Permis de chasse	7,581,348 00	7,581,348 00	"
Quittances et chèques	20,527,402 29	20,527,402 29	"
Timbre proportionnel.			
Effets négociables ou non négociables, warrants, billets de banque	16,240,692 79	16,240,692 79	"
Valeurs mobilières	46,464,529 52	46,464,529 52	"
Pénalités.			
Amendes de contravention	674,933 88	674,002 63	931 25
Recettes diverses.			
Droits de toute nature à d'anciens tarifs	2,047 38	2,047 38	"
TOTAL des droits de timbre	191,393,986 37	191,393,046 72	939 65
PRODUITS DE L'IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.			
Impôt sur les opérations de bourse	7,887,505 44	5,101,144 80	2,786,360 64
PRODUITS DE LA TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.			
Revenus des valeurs mobilières	69,134,381 86	69,134,381 86	"
Revenus de certaines associations	1,019,294 68	1,019,134 68	160 00
Pénalités	27,284 23	26,831 73	452 50
Recettes diverses	5,715 42	5,662 92	52 50
TOTAL de la taxe sur le revenu	70,186,676 19	70,186,011 19	665 00

Douanes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RES[illegible] À REC[illegible] sur les [illegible] cons[illegible]
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits de douanes — à l'importation (marchandises diverses, sucres non compris)	405,292,099f 28c	405,292,099f 28c	"	"	405,292,099f 28c	
Droits de douanes — Droit de statistique	7,163,473 30	7,163,473 30	"	"	7,163,473 30	
Total des droits de douanes	412,455,572 58	412,455,572 58	"	"	412,455,572 58	
Droits de navigation — Francisation des navires	7,842 58	7,842 58	"	"	7,842 58	
Droits de navigation — Droits de quai	7,434,489 52	7,434,489 52	"	"	7,434,489 52	
Droits de navigation — Sortie des navires — Congés des bâtiments français	36,890 40	36,890 40	"	"	36,890 40	
Droits de navigation — Sortie des navires — Passeports des bâtiments étrangers	27,446 40	27,446 40	"	"	27,446 40	
Droits de navigation — Droits d'acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires	250,981 80	250,981 80	"	"	250,981 80	
Total des droits de navigation	7,757,650 70	7,757,650 70	"	"	7,757,650 70	
Droits et produits accessoires — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	601,367 75	601,367 75	"	"	601,367 75	
Droits et produits accessoires — Recouvrements du prix des brevets de francisation des navires	1,406 50	1,406 50	"	"	1,406 50	
Droits et produits accessoires — Fonds reçus des communes pour subvenir aux frais d'exercice des entrepôts	262,868 04	262,868 04	"	"	262,868 04	
Droits et produits accessoires — Indemnités reçues des fabricants de soude pour frais d'exercice	1,092,564 47	777,722 83	314,841f 64c	"	1,092,564 47	
Droits et produits accessoires — Droits de magasinage et de garde	1,898 76	1,898 76	"	"	1,898 76	
Droits et produits accessoires — Intérêts pour crédits de droits	381,287 31	381,287 31	"	"	381,287 31	
Droits et produits accessoires — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement	90,376 50	90,376 50	"	"	90,376 50	
Droits et produits accessoires — Recettes accidentelles	158,818 35	158,818 35	"	"	158,818 35	
Droits et produits accessoires — Produits des taxes de plombage et d'estampillage	342,100 17	342,100 17	"	"	342,100 17	
Droits et produits accessoires — Revenus des lazarets et établissements sanitaires	1,347,894 43	1,347,894 43	"	"	1,347,894 43	
Droits et produits accessoires — Droits de visite du bétail importé	214,453 40	214,453 40	"	"	214,453 40	
Droits et produits accessoires — Droit d'inspection des viandes à la frontière	78,635 43	78,635 43	"	"	78,635 43	
Total des droits et produits accessoires	4,573,671 11	4,258,829 47	314,841 64	"	4,573,671 11	
Produit des amendes et confiscations	7,159,780 40	1,036,068 21	26,265 09	"	1,062,333 30	6,097
Total des droits et produits	431,946,674 79	425,508,120 96	341,106 73	"	425,849,227 69	6,097
Taxe de consommation des sels	24,049,049 11	24,049,049 11	"	"	24,049,049 11	
Total des Douanes	455,995,723 90	449,557,170 07	341,106 73	"	449,898,276 80	6,097
			341,106f 73c			

Douanes.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Droits de douanes — à l'importation (marchandises diverses, sucres non compris)	449,026,931f 07c	449,340,487f 01c	313,555f 94c	449,026,931f 07c	"
Droits de douanes — Droit de statistique	7,209,121 00	7,209,121 00	"	7,209,121 00	"
Total des droits de douanes	456,236,052 07	456,549,608 01	313,555 94	456,236,052 07	"
Droits de navigation — Francisation des navires	6,145 12	6,145 12	"	6,145 12	"
Droits de navigation — Droits de quai	7,572,936 64	7,752,936 64	"	7,572,936 64	"
Droits de navigation — Sortie des navires — Congés des bâtiments français	37,209 60	37,209 60	"	37,209 60	"
Droits de navigation — Sortie des navires — Passeports des bâtiments étrangers	28,374 00	28,374 00	"	28,374 00	"
Droits de navigation — Droits d'acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires	252,397 80	252,397 80	"	252,397 80	"
Total des droits de navigation	7,897,063 16	7,897,063 16	"	7,897,063 16	"
Droits et produits accessoires — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	612,455 00	612,455 00	"	612,455 00	"
Droits et produits accessoires — Recouvrements du prix des brevets de francisation des navires	1,284 25	1,284 25	"	1,284 25	"
Droits et produits accessoires — Fonds reçus des communes pour subvenir aux frais d'exercice des entrepôts	257,167 93	257,167 93	"	257,167 93	"
Droits et produits accessoires — Indemnités reçues des fabricants de soude pour frais d'exercice	754,130 14	754,130 14	"	754,130 14	"
Droits et produits accessoires — Droits de magasinage et de garde	3,122 78	3,122 78	"	3,122 78	"
Droits et produits accessoires — Intérêts pour crédits de droits	378,149 74	378,149 74	"	378,149 74	"
Droits et produits accessoires — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement	93,753 67	93,753 67	"	93,753 67	"
Droits et produits accessoires — Recettes accidentelles	186,202 19	186,202 19	"	186,202 19	"
Droits et produits accessoires — Produit des taxes de plombage et d'estampillage	341,610 11	341,610 11	"	341,610 11	"
Droits et produits accessoires — Revenus des lazarets et établissements sanitaires	1,476,337 33	1,476,337 33	"	1,476,337 33	"
Droits et produits accessoires — Droits de visite du bétail importé	208,910 45	208,910 45	"	208,910 45	"
Droits et produits accessoires — Droit d'inspection sanitaire des viandes	127,982 50	127,982 50	"	127,982 50	"
Total des droits et produits accessoires	4,441,106 09	4,441,106 09	"	4,441,106 09	"
Produit des amendes et confiscations	7,703,853 83	1,216,728 37	"	1,216,728 37	6,487,125 46
Total des droits et produits	476,278,075 15	470,104,505 63	313,555 94	469,790,949 69	6,487,125 46
Taxe de consommation des sels	22,440,321 02	22,440,321 02	"	22,440,321 02	"
Total des Douanes	498,718,396 17	492,544,826 65	313,555 94	492,231,270 71	6,487,125 46
		492,231,270f 71c			

Suite du § 1er. — INDIRECTS ET REVENUS.

Contributions indirectes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS de l'année 1898. Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1898. Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produit de l'impôt sur les vins, cidres, poirés et hydromels (droit de circulation, droit de détail, droit d'entrée et taxe unique)	174,150,373f 70c	173,813,180f 01c	213,814f 88c	"	174,026,994f 89c	123
Produit de l'impôt sur les alcools, eaux-de-vie, absinthes et liqueurs (droit de détail, droit de consommation et droit d'entrée)	280,066,423 17	272,591,791 10	319,078 02	"	272,010,869 12	7,155
Produit de la surtaxe sur les vins alcoolisés (doubles droits de consommation, doubles droits d'entrée)	2,847,861 46	2,844,704 39	2,663 13	"	2,847,367 52	
Droits de fabrication sur les bières	24,415,296 03	24,325,824 27	45,145 08	"	24,370 969 35	44
Droit de 40 centimes par expédition (boissons et alcools, sels, sucres, allumettes, papier, huile, bougies et vinaigre)	5,737,964 40	5,737,964 40	"	"	5,737,964 40	
Taxe de consommation des sels perçue en dehors du rayon des douanes	10,756,345 22	10,748,085 82	"	"	10,748,085 82	8
Droit d'entrée des huiles végétales et animales	1,869,935 63	1,869,647 74	287 89	"	1,869,935 63	
Droit de fabrication des stéarines et bougies	8,361,183 93	8,353,791 82	7,392 11	"	8,361,183 93	
Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques	2,938,942 32	2,933,872 59	2,617 83	"	2,936,490 42	2
Droit de transport par chemins de fer	56,790,764 96	50,828,094 32	4,925,619 45	"	55,753,713 77	1,037
Droit de transport par autres voitures que les chemins de fer	5,298,104 25	5,269,878 40	26,685 18	"	5,296,563 58	1
TOTAL (à reporter)	573,233,195 07	559,316,834 86	5,543,303 57	"	564,860,138 43	8,373

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	MONTANT NET des RECETTES.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Produit de l'impôt sur les vins, cidres, poirés et hydromels (droit de circulation, droit de détail, droit d'entrée et taxe unique)	167,787,817f 38c	167,311,736f 77c	"	167,311,736f 77c	476,080f 61c
Droits de fabrication sur les bières	25,186,138 90	25,080,606 63	"	25,080,606 63	105,532 27
Produit de l'impôt sur les alcools, eaux-de-vie, absinthes et liqueurs (droit de détail, droit de consommation et droit d'entrée)	309,532,988 28	303,756,199 02	"	303,756,199 02	5,776,789 26
Produit de la surtaxe sur les vins alcoolisés (doubles droits de consommation, doubles droits d'entrée)	1,009,556 56	1,009,082 99	"	1,009,082 99	473 57
Taxe de consommation sur les alcools, perçue par la douane en Corse	313,555 94	313,555 94	"	313,555 94	"
Droit de 40 centimes par expédition (boissons et alcools, sels, sucres, allumettes, papier, huile, bougies et vinaigre)	5,959,780 40	5,959,780 40	"	5,959,780 40	"
Taxe de consommation des sels perçue en dehors du rayon des douanes	11,227,150 59	11,218,841 19	"	11,218,841 19	8,309 40
Droit d'entrée des huiles végétales et animales	1,787,598 80	1,787,331 10	"	1,787,331 10	267 70
Droit de fabrication des stéarines et bougies	8,284,018 49	8,271,428 90	"	8,271,428 90	12,589 59
Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques	2,858,321 92	2,853,789 79	"	2,853,789 79	4,532 13
Droit de transport par chemins de fer	53,295,975 14	52,135,198 06	"	52,135,198 06	1,160,777 08
Droit de transport par autres voitures que les chemins de fer	5,235,149 84	5,208,177 88	"	5,208,177 88	26,971 96
TOTAL (à reporter)	592,478,052 24	584,905,728 67	"	584,905,728 67	7,572,323 57

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	573,233,195f 07c	559,316,834f 86c	5,543,303f 57c	"	564,860,138f 43c	8,373,05[illegible]
Licences aux débitants de boissons, distillateurs, brasseurs, etc	13,887,408 45	13,872,838 05	9,628 75	"	13,882,466 80	4,941 [illegible]
Licences aux entrepreneurs de voitures publiques	234,630 00	234,630 00	"	"	234,630 00	"
Bacs, passages d'eau, pêche, chasse, francs-bords, droits de touage et recettes accessoires de la navigation	3,410,056 82	2,601,197 78	209,774 67	"	2,810,972 45	599,08[illegible]
Garantie des matières d'or et d'argent	5,529,431 12	5,529,402 87	"	"	5,529,402 87	29 [illegible]
Droit de dénaturation sur l'alcool	5,514,109 34	5,359,620 38	135,207 08	"	5,494,827 46	19,281 [illegible]
Timbres de toute espèce	11,485,850 70	11,485,850 70	"	"	11,485,850 70	"
Cartes à jouer	2,820,065 00	2,645 044 75	175,020 25	"	2,820,065 00	"
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	5,522,301 28	3,844,659 24	709,321 82	"	4,553,981 06	968,32[illegible]
Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis	5,716,232 85	3,766,275 68	8,084 63	"	3,774,360 31	1,941,87[illegible]
Indemnités pour frais d'exercice dans l'intérieur des villes (*service des octrois*)	557,294 89	460,574 93	67,701 91	"	528,276 84	29,01[illegible]
Recouvrements d'avances — sur les communes. — Abonnements aux traitements des employés d'octroi	576,838 63	552,307 29	24,531 34	"	576,838 63	"
Recouvrements d'avances — sur les communes. — Pour frais d'impressions, transports, etc	327,378 45	172,913 70	135,583 35	"	308,497 05	18,88[illegible]
Recouvrements d'avances — sur les fabricants de cartes pour papier filigrané et moulages de carte	87,778 80	87,778 80	"	"	87,778 80	"
Recouvrements d'avances — sur les employés, pour prix d'instruments et autres objets consignés	8,042 75	8,042 75	"	"	8,042 75	"
Recouvrements d'avances — Retenue d'un centime par kilogramme pour le payement des experts	255,060 18	255,041 88	18 30	"	255,060 18	"
Prix des plombs apposés pour les sels et les sucres	249,168 01	249,168 01	"	"	249,168 01	"
Redevance de 30 centimes par 1,000 kil. de betteraves	2,013,488 87	1,415,207 59	598,281 28	"	2,013,488 87	"
Redevance de 4 centimes par 100 kil. de sucre en poudre introduit dans les raffineries	115,857 43	107,059 17	8,798 26	"	115,857 43	"
Indemnité pour frais de surveillance des entrepôts de sucre et des fabriques de soude et autres	252,450 19	250,077 91	1,408 98	"	251,486 89	96[illegible]
Redevance de 1 franc par 100 kil. de sucre employé au sucrage des vins	219,418 29	219,404 21	14 08	"	219,418 29	"
Intérêts pour crédits de droits	667,966 05	667,730 79	235 26	"	667,966 05	"
Recettes accidentelles	641,153 22	561,173 91	6 56	"	561,180 47	79,97[illegible]
Droit de fabrication de la dynamite et de la nitroglycérine	1,084,095 90	1,030,951 10	53,144 80	"	1,084,095 90	"
TOTAL des contributions indirectes	634,409,272 29	614,693,786 35	7,680,064 89	"	622,373,851 24	12,035,42[illegible]
			7,680,064f 89c			
Sucres.						
Sucres coloniaux (Douanes)	27,261,480f 08c	26,565,879f 66c	695,600f 42c	"	27,261,480f 08c	"
Sucres étrangers (Douanes)	221,266 82	221,266 82	"	"	221,266 82	"
Sucres indigènes (Contributions indirectes)	158,491,864 01	153,067,828 09	4,862,152 16	"	157,929,980 25	561,88[illegible]
Solde du compte : Taxes de raffinage et de fabrication affectées au payement des primes d'exportation	107,749 67	107,749 67	"	"	107,749 67	"
TOTAL des sucres	186,082,360 58	179,962,724 24	5,557,752 58	"	185,520,476 82	561,88[illegible]
			5,557,752f 58c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — ANNULATIONS de recettes.	MONTANT NET des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.					
Report	592,478,052f 24c	584,905,728f 67c	"	584,905,728f 67c	7,572,323f 57c
Licences aux débitants de boissons, distillateurs, brasseurs, etc.	14,032,702 90	14,011,838 50	"	14,011,838 50	20,864 40
Licences aux entrepreneurs de voitures publiques	243,671 25	243,671 25	"	243,671 25	"
Bacs, passages d'eau, pêche, chasse, francs-bords, droits de touage et recettes accessoires de la navigation	3,418,265 80	2,681,132 67	"	2,681,132 67	737,133 13
Garantie des matières d'or et d'argent	5,730,322 04	5,730,552 45	"	5,730,552 45	5,769 59
Droit de dénaturation sur l'alcool	540,414 80	500,734 07	"	500,734 07	39,680 73
Timbres de toute espèce	12,032,443 70	12,032,443 70	"	12,032,443 70	"
Cartes à jouer	2,944,026 75	2,698,940 75	"	2,698,940 75	245,086 00
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	2,964,981 43	2,004,376 14	"	2,004,376 14	960,605 29
Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis	5,674,077 12	3,316,100 10	"	3,316,100 10	2,357,977 02
Indemnités pour frais d'exercice dans l'intérieur des villes (*service des octrois*)	600,882 29	509,551 31	"	509,551 31	91,330 98
Recouvrements d'avances — sur les communes. — Abonnements au traitement des employés d'octroi	602,114 15	578,874 27	"	578,874 27	23,239 88
Recouvrements d'avances — sur les communes. — Pour frais d'impressions, transports, etc	372,697 71	260,003 31	"	260,003 31	112,694 40
Recouvrements d'avances — sur les fabricants de cartes pour papiers filigranés et moulages de carte	116,168 53	116,168 53	"	116,168 53	"
Recouvrements d'avances — sur les employés, pour prix d'instruments et autres objets consignés	6,415 10	6,413 10	"	6,413 10	2 00
Recouvrements d'avances — Retenue d'un centime par kilogramme pour le payement des experts	266,161 33	266,161 33	"	266,161 33	"
Prix des plombs apposés pour les sels et les sucres	229,897 44	229,897 44	"	229,897 44	"
Redevance de 30 centimes par 1,000 kilogr. de betteraves	1,820,388 96	1,325,706 26	"	1,325,706 26	494,682 70
Redevance de 4 centimes par 100 kilogr. de sucre en poudre introduit dans les raffineries	120,824 33	120,217 64	"	120,217 64	606 69
Indemnités pour frais de surveillance des entrepôts de sucre et des fabriques de soude et autres	305,998 67	295,200 02	"	295,200 02	10,798 65
Redevance de 1 franc par 100 kilogr. de sucre employé au sucrage des vins	369,440 86	369,431 21	"	369,431 21	9 65
Intérêts pour crédits de droits	540,788 21	540,641 21	"	540,641 21	147 00
Recettes accidentelles	1,197,515 43	1,117,633 37	"	1,117,633 37	79,882 06
Droit de fabrication de la dynamite et de la nitro-glycérine	1,348,892 17	1,317,173 28	"	1,317,173 28	31,718 89
TOTAL des contributions indirectes	647,963,143 21	635,178,590 58	"	635,178,590 58	12,784,552 63
		635,178,590f 58c			
Sucres.					
Sucres coloniaux. (Douanes.)	26,328,655f 41c	26,857,634f 07c	528,978f 66c	26,328,655f 41c	"
Sucres étrangers. (Douanes.)	447,563 99	447,563 99	"	447,563 99	"
Sucres indigènes. (Contributions indirectes.)	154,709,798 63	151,102,690 48	"	151,102,690 48	3,607,108f 15c
Sucres raffinés dans les établissements libres et déclarés pour le sucrage des vins en vue de l'apurement des admissions temporaires et de fabrication	"	147,398 52	147,398 52	"	"
TOTAL des sucres	181,486,018 03	178,555,287 06	676,377 18	177,878,909 88	3,607,108 15
		177,878,909f 88c			

Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.

Suite des *Contributions indirectes. — Sucres.*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GENERAL.					
RÉCAPITULATION.					
Contributions indirectes	634,409,272f 29c	614,693,786f 35c	7,680,064f 89c	622,373,851f 24c	12,035,42[illegible]
Sucres (Douanes et contributions indirectes)	186,082,360 58	179,962,724 24	5,557,752 58	185,520,476 82	561,88[illegible]
TOTAL	820,491,632 87	794,656,510 59	13,237,817 47	807,894,328 06	12,597,30[illegible]

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1898.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GENERAL.			
RÉCAPITULATION.			
Contributions indirectes	647,963,143f 21c	635,178,590f 58c	12,784,552f 63c
Sucres. (Douanes et contributions indirectes.)	181,486,018 03	177,878,909 88	3,607,108 15
TOTAL	829,449,161 24	813,057,500 46	16,391,660 78

§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES, EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1898. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1898. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
PRODUITS DES MONOPOLES RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.						
Produit de la vente des allumettes chimiques.....	29,327,465f 26c	28,605,680f 47c	647,682f 79c	"	29,253,363f 26c	74,10
Produit de la vente des tabacs.....	395,514,210 38	395,495,374 47	14,818 01	"	395,510,192 48	4,01
Produit de la vente des poudres à feu.....	11,878,405 12	11,869,349 12	4,420 00	"	11,873,769 12	4,63
	436,720,080 76	435,970,404 06	666,920 80	"	436,637,324 86	82,75
			666,920f 80c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1898.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
PRODUITS RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.			
Produit de la vente des allumettes chimiques.....	29,605,897f 00c	29,185,833f 50c	420,063f 50c
Produit de la vente des tabacs.....	405,100,584 19	405,097,182 40	3,401 79
Produit de la vente des poudres à feu.....	11,527,277 21	11,500,283 76	26,993 45
	446,233,758 40	445,783,299 66	450,458 74

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits des Postes, des Télégraphes et des Téléphones.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
POSTES.						
Produit net des taxes des correspondances postales et Solde des comptes avec les Offices étrangers	177,164,882f 77c	176,950,491f 59c	214,391f 18c	"	177,164,882f 77c	"
Droits perçus sur les envois d'argent	7,954,208 65	7,939,264 57	8,838 49	"	7,948,103 06	6,105 59
Droits perçus sur les bons de poste	277,672 75	277,672 75	"	"	277,672 75	"
Recettes diverses et accidentelles	403,146 93	316,434 69	78,312 48	"	394,747 17	8,399 76
TOTAL	185,799,911 10	185,483,863 60	301,542 15	"	185,785,405 75	14,505 35
			301,542f 15c			
TÉLÉGRAPHES.						
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques. — Soldes des comptes avec les offices étrangers	35,290,664f 41c	34,343,147f 17c	497,343 69	28,585f 80c	34,811,905f 06c	478,759 35
Remboursement par divers traitements d'agents du service postal et télégraphique et de frais de surveillance	632,809 56	115,988 37	516,821 19	"	632,809 56	"
Contributions pour droit d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	968,961 60	964,451 17	3,909 40	"	968,360 57	601 03
Recettes diverses et accidentelles	1,548,039 37	728,168 46	537,351 98	"	1,265,520 44	282,518 93
TOTAL	38,440,474 94	36,151,755 17	1,555,426 26	28,585 80	37,678,595 63	761,879 31
			1,526,840f 46c			
TÉLÉPHONES.						
Produit de la taxe des conversations téléphoniques. — Soldes des comptes avec les offices étrangers	1,498,983f 30c	1,498,326f 70c	656f 60c	"	1,498,983f 30c	"
Produit des abonnements téléphoniques urbains et interurbains	9,482,830 12	9,471,474 74	11,355 38	"	9,482,830 12	"
Abonnement supplémentaire pour transmission de télégramme par téléphone	19,399 68	19,399 68	"	"	19,399 68	"
Recettes diverses et accidentelles	73,716 44	56,297 63	16,968 81	"	73,266 44	450 00
TOTAL	11,074,929 54	11,045,498 75	28,980 79	"	11,074,479 54	450 00
			28,980f 79c			
TOTAL GÉNÉRAL	235,315,315 58	232,681,117 52	1,885,949 20	28,585 80	234,538,480 92	776,834 66
			1,857,363f 40c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
POSTES.					
Produit net des taxes des correspondances postales. — Solde des comptes avec les Offices étrangers	184,492,865f 46c	184,567,355f 04c	74,489f 58c	184,492,865f 46c	"
Droits perçus sur les mandats français et internationaux	8,000,128 89	7,991,672 50	"	7,991,672 50	8,456 39
Droits perçus sur les bons de poste	341,916 50	341,916 50	"	341,916 50	"
Recettes diverses et accidentelles	374,050 88	308,063 47	"	308,063 47	65,987 41
TOTAL	193,208,961 73	193,209,007 51	74,489 58	193,134,517 93	74,443 80
		193,134,517f 93c			
TÉLÉGRAPHES.					
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques. — Solde des comptes avec les offices étrangers	36,373,932f 83c	35,695,761f 24c	"	35,695,761f 24c	678,171f 59c
Remboursement par divers de traitements d'agents du service postal et télégraphique et de frais de surveillance	651,563 74	116,380 34	"	116,380 34	535,183 40
Contributions pour droit d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	1,039,585 45	1,015,933 77	"	1,015,933 77	23,651 68
Recettes diverses et accidentelles	1,009,696 37	715,501 50	"	715,501 50	294,194 87
TOTAL	39,074,778 39	37,543,576 85	"	37,543,576 85	1,531,201 54
		37,543,576f 85c			
TÉLÉPHONES.					
Produit des conversations téléphoniques. — Solde des comptes avec les offices étrangers	1,659,329f 77c	2,986,605f 96c	1,327,276f 19	1,659,329f 77c	"
Produit des abonnements urbains et interurbains	10,766,409 70	10,766,409 70	"	10,766,409 70	"
Produit des abonnements supplémentaires pour la transmission de télégrammes par téléphone	14,693 74	14,693 74	"	14,693 74	"
Recettes diverses et accidentelles	82,187 87	62,509 05	"	62,509 05	19,678f 82c
TOTAL	12,522,621 08	13,830,218 45	1,327,276 19	12,502,942 26	19,678 82
		12,502,942f 26c			
TOTAL GÉNÉRAL	244,806,361 20	244,582,802 81	1,401,765 77	243,181,037 04	1,625,324 16
		243,181,037f 04c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits de diverses exploitations. (France et Colonies.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (FRANCE.)						
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et de l'émission des monnaies de bronze	1,571,095f 29c	"	1,571,095f 29c	"	1,571,095f 29c	"
Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale	543,409 88	"	543,409 88	"	543,409 88	"
Bénéfice de l'exploitation des chemins de fer de l'État	12,279,309 05	"	12,279,309 05	"	12,279,309 05	"
Produits bruts de l'exploitation en régie des *Journaux officiels*	944,515 29	860,559f 60c	83,955 69	"	944,515 29	"
TOTAL. (France.)	15,338,329 51	860,559 60	14,477,769 91	"	15,338,329 51	"
			14,477,769f 91c			
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (COLONIES.)						
Produit des télégraphes. (Câble du Tonkin.)	155,640f 23c	45,403f 18c	110,237f 04c	"	155,640f 22c	0f 01c
Produit de l'exploitation du câble télégraphique sous-marin de Mozambique à Majunga	131,736 38	13,942 84	28,585 80	"	42,528 64	89,207 74
TOTAL. (Colonies.)	287,376 61	59,346 02	138,822 84	"	198,168 86	89,207 75
			138,822f 84c			
TOTAL des produits de diverses exploitations	15,625,706f 12c	919,905f 62c	14,616,592f 75c	"	15,536,498f 37c	89,207f 75c
			14,616,392f 75c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (FRANCE.)					
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et de l'émission des monnaies de bronze	3,154,378f 22c	1,571,095f 29c	1,571,095f 29c	"	3,154,378f 22c
Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale	545,000 00	543,409 88	543,409 88	"	545,000 00
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'État	13,867,959 49	12,279,309 05	12,279,309 05	"	13,867,959 49
Produits bruts de l'exploitation en régie des *Journaux officiels*	950,321 53	870,321 53	"	870,321f 53c	80,000 00
TOTAL. (France.)	18,517,659 24	15,264,135 75	14,393,814 22	870,321 53	17,647,337 71
		870,321f 53c			
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (COLONIES.)					
Produit des télégraphes. (Câble du Tonkin.)	166,067f 26c	46,067f 26c	"	46,067f 26c	120,000f 00c
Produits de l'exploitation du câble télégraphique sous-marin de Mozambique à Majunga	79,008 37	61,045 94	"	61,045 94	17,962 43
TOTAL. (Colonies.)	245,075 63	107,113 20	"	107,113 20	137,962 43
		107,113f 20c			
TOTAL des produits de diverses exploitations	18,762,734f 87c	15,371,248f 95c	14,393,814f 22c	977,434f 73c	17,785,300f 14c
		977,434f 73c			

§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

Produits du Domaine autre que le Domaine forestier.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Revenus du domaine autre que les forêts	2,987,789f 65c	2,782,956f 57c	52,584f 93c	"	2,835,541f 50c	152,248f 15c
Recouvrements de rentes et créances	103,298 10	90,390 44	21 81	"	90,412 25	12,885 85
Produit de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	2,174,797 98	1,894,757 88	272,707 27	"	2,167,465 15	7,332 83
Redevances pour frais d'analyses et d'essais dans les laboratoires de l'État	3,284 00	3,284 00	"	"	3,284 00	"
Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres	59,622 05	51,218 30	8,403 75	"	59,622 05	"
Aliénations d'objets mobiliers. (Voir le développement ci-dessous.)	9,798,080 20	9,689,038 80	36,107 37	"	9,725,146 17	72,934 03
A reporter	15,126,871 98	14,511,645 99	369,825 13	"	14,881,471 12	245,400 86
ALIÉNATIONS DES OBJETS MOBILIERS.						
Ministère des Finances et administrations financières	93,824 84	93,662 66	162 18	"	93,824 84	"
Ministère de la Justice et des Cultes. — Service de la Justice	13,648 52	13,648 52	"	"	13,648 52	"
Ministère de la Justice et des Cultes. — Service des Cultes	2,706 10	2,706 10	"	"	2,706 10	"
Ministère des Affaires étrangères	"	"	"	"	"	"
Ministère de l'Intérieur	27,417 46	27,417 46	"	"	27,417 46	"
Ministère de la Guerre	5,227,150 98	5,152,044 84	9,214 26	"	5,161,259 10	65,891 88
Ministère de la Marine	2,536,121 88	2,534,329 70	1,792 18	"	2,536,121 88	"
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Service de l'Instruction publique	1,186 29	1,186 29	"	"	1,186 29	"
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Service des Beaux-Arts	62,462 70	59,635 70	665 40	"	60,301 10	2,161 00
Ministère du Commerce et de l'Industrie. — Commerce	256,704 49	256,684 49	20 00	"	256,704 49	"
Ministère du Commerce et de l'Industrie. — Service des Postes et Télégraphes	80,530 23	80,496 58	33 65	"	80,530 23	"
Ministère des Colonies	206,188 21	206,044 21	"	"	206,044 21	144 00
Ministère de l'Agriculture	2,207 67	2,207 67	"	"	2,207 67	"
Ministère des Travaux publics	636,125 61	609,775 56	23,650 30	"	633,425 86	2,699 75
Domaine de Versailles. — Concession d'eau	445,307 36	444,452 46	"	"	444,452 46	854 90
Objets de toute autre origine	206,498 46	204,746 56	569 40	"	205,315 96	1,182 50
TOTAL des aliénations des objets mobiliers	9,798,080 20	9,689,038 80	36,107 37	"	9,725,146 17	72,934 03
			36,107f 37c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Revenus du domaine autre que les forêts	2,853,854f 13c	2,660,051f 00c	"	2,660,051f 00c	193,803f 13c
Recouvrement de rentes et créances	255,686 00	243,386 02	"	243,386 02	12,299 98
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	1,913,080 76	1,899,643 90	"	1,899,643 90	13,436 86
Redevances pour frais d'analyses et d'essais dans les laboratoires de l'État	5,989 50	5,989 50	"	5,989 50	"
Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres	54,405 25	42,406 00	"	42,406 00	11,999 25
Aliénations d'objets mobiliers (Voir le développement ci-dessous.)	8,322,081 88	(A) 8,228,579 53	"	8,228,579 53	93,502 35
A reporter	13,405,097 52	13,080,055 95	"	13,080,055 95	325,041 57
OBJETS MOBILIERS.					
Ministère des Finances et administrations financières	148,306 14	147,611 40	"	147,611 40	694 74
Ministère de la Justice	20,464 36	20,464 36	"	20,464 36	"
Ministère des Affaires étrangères	"	"	"	"	"
Ministère de l'Intérieur — Service de l'Intérieur	34,720 21	34,720 21	"	34,720 21	"
Ministère de l'Intérieur — Service des Cultes	1,329 00	1,329 00	"	1,329 00	"
Ministère de la Guerre — Armes	190,489 79	178,424 10	"	178,424 10	12,065 69
Ministère de la Guerre — Autres objets	4,033,560 36	(A) 3,967,589 41	"	3,967,589 41	65,970 95
Ministère de la Marine — Vieilles matières	1,766,118 52	1,766,118 52	"	1,766,118 52	"
Ministère de la Marine — Autres objets	659,605 89	659,605 89	"	659,605 89	"
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Service de l'Instruction publique	1,213 33	1,213 33	"	1,213 33	"
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Service des Beaux-Arts	54,369 42	51,652 62	"	51,652 62	2,716 80
Ministère du Commerce et de l'Industrie. — Commerce	5,027 03	5,027 03	"	5,027 03	"
Ministère du Commerce et de l'Industrie. — Service des Postes et Télégraphes	70,502 22	70,306 18	"	70,306 18	196 04
Ministère des Colonies	57,405 11	57,405 11	"	57,405 11	"
Ministère de l'Agriculture	4,067 49	4,067 49	"	4,067 49	"
Ministère des Travaux publics	567,986 95	564,316 65	"	564,316 65	3,670 30
Domaine de Versailles. — Concession d'eau	454,638 66	450,422 68	"	450,422 68	4,215 98
Objets de toute autre origine	252,277 40	248,305 55	"	248,305 55	3,971 85
TOTAL des aliénations des objets mobiliers	8,322,081 88	8,228,579 53	"	8,228,579 53	93,502 35
		8,228,579f 53c			

(A) Y compris une somme de 2,400 francs par virement de comptes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	15,126,871 98	14,511,645 99	369,825 13	"	14,881,471 12	245,400 86
Aliénations d'immeubles	12,807,848 74	9,819,777 37	239 095 76	(A) 797 00	10,058,076 13	2,749,772 61
Successions en déshérence, épaves et biens vacants	2,369,900 34	1,614,086 74	91,742 69	"	1,705,829 43	664,070 91
Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Lyon	309,609 87	309,609 87	"	"	309,609 87	"
Produit de l'ancien pénitencier de Casabianda	71,338 49	71,338 49	"	"	71,338 49	"
Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place	"	"	"	"	"	"
Versement effectué par la ville de Douai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place (Loi du 19 janvier 1891)	"	"	"	"	"	"
Versement effectué par la ville de Cambrai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place	26,150 96	"	(A) 26,150 96	"	26,150 96	"
Versement-effectué par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place d'Aire-sur-la-Lys	30,000 00	"	(A) 30,000 00	"	30,000 00	"
Versement effectué par la ville d'Auxonne en exécution de la convention du 15 novembre 1895. (Loi du 31 juillet 1896.)	51,000 00	"	(A) 51,000 00	"	51,000 00	"
Versement effectué par la ville d'Antibes en exécution de la convention du 23 octobre 1895)	30,000 00	"	(A) 30,000 00	"	30,000 00	"
Versement par la ville de Belfort du prix de terrains cédé en vertu de la convention du 9 octobre 1897	300,000 00	"	300,000 00	"	300,000 00	"
Produit de l'aliénation d'immeubles remis au domaine par le Département de la guerre. (L. du 2 janv. 1890)	451,469 18	"	(A) 451469 18	"	451,469 18	"
TOTAL des produits des domaines	31,574,189 56	26,326,458 46	1,589,283 72	797 00	27,914,945 18	3,659,244 38
			1,588,486f 72c			

(A) Par virements de comptes.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Report	13,405,097 52	13,080,055 95	"	13,080,055 95	325,041 57
Aliénations d'immeubles	7,149,956 19	6,064,037 36	"	6,064,037 36	1,085,918 83
Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications de Lyon	42,570 00	42,570 00	"	42,570 00	"
Produit de l'ancien pénitencier de Casabianda	80,015 38	80,015 38	"	80,015 38	"
Successions en déshérence	2,364,305 93	1,712,523 25	"	1,712,523 25	651,782 68
Épaves et biens vacants	203,308 61	202,982 49	"	202,982 49	326 12
Produit de l'aliénation d'immeubles remis au Domaine par le Département de la Guerre	60,000 00	"	"	"	60,000 00
Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Loi du 26 août 1890)	10,500 00	"	"	"	10,500 00
Versement effectué par la ville de Douai et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Loi du 19 janvier 1891.)	44,055 01	"	"	"	44,055 01
Versement effectué par la ville de Cambrai et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Loi du 3 août 1893)	27,627 82	"	"	"	27,627 82
Versement par la ville de Belfort du prix de terrains cédés en vertu de la convention du 9 octobre 1897	603,416 68	303,416 68	"	303,416 68	300,000 00
Versements effectués par la ville d'Auxonne en exécution de la convention du 15 novembre 1895 (approuvé par la loi du 31 juillet 1896.	49,000 00	"	"	"	49,000 00
Produit de l'aliénation d'immeubles remis au Domaine par le Département de la guerre. (Loi du 2 janvier 1890.)	"	"	"	"	"
TOTAL	24,039,853 14	21,485,601 11	"	21,485,601 11	2,554,252 03
		21,485,601f 11c			

Suite des CONTRIBUTIONS

Suite du § 3. — PRODUITS ET REVENUS

Produits

(Voir pour les développements par article le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produits des coupes de bois.						
Prix principal	23,432,963f 95c	23,428,263f 95c	4,700f 00c	"	23,432,963f 95c	"
Recouvrement de frais d'adjudication des coupes de bois de l'État, à raison de 1 1/2 p. o/o du prix principal	442,221 78	439,902 34	2,314 61	"	442,216 95	4f 83
Produits de coupes de bois vendues par unité de marchandises ou après façonnage	2,480,084 16	2,383,007 60	75,053 78	"	2,458,061 38	22,022 78
	26,355,269 89	26,251,173 89	82,068 39	"	26,333,242 28	22,027 61
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la marine et au service du génie militaire	17,586 01	10,021 89	7,564 12	"	(A) 17,586 01	"
Produits accessoires.						
Recouvrement de frais de toutes adjudications concernant les forêts, autres que les adjudications de coupes	4,992 91	4,984 81	8 10	"	4,992 91	"
Prix de vente de bois provenant des exploitations accidentelles	1,020,026 38	679,666 99	188,627 60	"	868,294 59	151,731 79
Menus produits des forêts... Fermage du droit de chasse dans les forêts de l'État.	1,823,957 26	1,812,322 26	1,625 00	"	1,813,947 26	10,010 00
Menus produits des forêts... Autres menus produits...	690,234 65	(B) 618,215 30	(C) 11,785 79	"	630,001 09	60,233 56
Salaires des gardes recouvrés sur les acquéreurs de bois de l'État et sur les copropriétaires, les usagers, etc	19,672 37	8,185 24	"	"	8,185 24	11,487 13
Dommages-intérêts et restitutions pour délits dans les bois de l'État	3,481 94	3,481 94	"	"	3,481 94	"
Recouvrement de frais de poursuites et d'instances concernant les forêts	7,656 46	5,346 18	264 57	"	5,610 75	2,045 71
Prix de cessions de terrains effectuées aux compagnies de chemins de fer, aux départements, aux communes, pour cause d'utilité publique	"	"	"	"	"	"
Recettes accidentelles imprévues	189 55	145 00	44 55	"	189 55	"
	3,570,211 52	3,132,347 72	202,355 61	"	3,334,703 33	235,508 19
Contribution des communes et des établissements publics.	1,043,124 53	925,870 43	70,479 20	"	996,349 63	46,774 90
TOTAL des produits des forêts	30,986,191 95	30,319,413 93	362,467 32	"	30,681,881 25	304,310 70
			362,467f 32c			

(A) Par virement de comptes.
(B) Y compris 1,620 fr. 59 c. par virements de comptes.
(C) Y compris 1,127 fr. 83 par virements de comptes.

ET REVENUS PUBLICS.

DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

des Forêts.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1898. — Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1898. — Annulations de recettes.	MONTANT net DES RECETTES.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Produits des coupes de bois	26,637,716f 96c	26,491,097f 64c	"	26,491,097f 64c	146,619f 32c
Produits accessoires	3,340,899 30	(A) 3,096,095 61	"	3,096,095 61	244,803 69
Contribution des communes et des établissements publics pour frais de régie de leurs bois	1,062,410 19	922,790 45	"	922,790 45	139,619 74
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la guerre et de la marine	"	"	"	"	"
TOTAL des produits des forêts	31,041,026 45	30,509,983 70	"	30,509,983 70	531,042 75
		30,509,983f 70c			

(A) Y compris 1,134 francs par virement de comptes.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,213,886f 15c	1,114,719f 28c	99,166f 87c	"	1,213,886f 15c	"
Taxe des brevets d'invention	3,192,080 00	3,191,335 00	745 00	"	3,192,080 00	"
Produit de la rente de l'Inde	672,730 59	166,855 59	505,875 00	"	672,730 59	"
Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations	5,498,517 18	"	5,498,517 18	"	5,498,517 18	"
Sommes acquises à l'État en exécution de l'article 43 de la loi du 16 avril 1895	516,196 28	"	516,196 28	"	516,196 28	"
Produit de la vente des publications du Gouvernement	273,810 83	217,853 87	56,059 76	102f 80c	273,810 83	"
Produit du concours général d'animaux de boucherie	75,197 70	75,197 70	"	"	75,197 70	"
Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome	4,265 32	"	4,265 32	"	4,265 32	"
Produit des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies	49,892 74	15,916 15	33,976 59	"	49,892 74	"
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires	309,803 28	288,169 13	21,634 15	"	309,803 28	"
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés	3,644,967 81	2,864,401 32	780,566 49	"	3,644,967 81	"
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie	602,533 44	146,812 74	455,720 70	"	602,533 44	"
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan	250,000 00	125,000 00	125,000 00	"	250,000 00	"
Restitutions au Trésor	18,780 76	18,780 76	"	"	18,780 76	"
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes	296,918 00	296,918 00	"	"	296,918 00	"
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans	212,227 54	196,231 92	15,995 62	"	212,227 54	"
Versement au Trésor du boni des écoles normales primaires	736,000 00	719,900 00	16,100 00	"	736,000 00	"
Redevance de la vallée d'Andorre	960 00	960 00	"	"	960 00	"
Reversements de fonds sur les dépenses des Ministères	3,544,891 29	6,763,772 11	1,940,511 87	5,159,392 69	3,544,891 29	"
A reporter	21,113,658 91	16,202,823 57	10,070,330 83	5,159,495 49	21,113,658 91	"

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,639,099f 96c	"	1,540,099f 96c	"	1,540,099f 96c	99,000f 00c
Taxe des brevets d'invention	3,390,210 00	"	3,389,510 00	"	3,389,510 00	700 00
Produit de la rente de l'Inde	709,290 00	"	176,790 00	302f 63c	176,487 37	532,802 63
Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations	6,307,568 10	"	"	"	"	6,307,568 10
Sommes acquises à l'État en exécution de l'article 43 de la loi du 16 avril 1895	544,112 00	"	"	"	"	544,112 00
Produit de la vente des publications du Gouvernement	219,743 84	"	163,788 84	45 00	163,743 84	56,000 00
Produit du concours général d'animaux de boucherie	99,490 85	"	99,490 85	"	99,490 85	"
Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome	4,260 00	"	4,265 32	4,265 32	"	4,260 00
Produit des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies	49,871 57	"	9,871 57	"	9,871 57	40,000 00
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires	255 652 93	"	220,652 93	"	220,652 93	35,000 00
Produit du travail des sections d'exclus	"	"	"	"	"	"
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés	3,487,694 02	"	2,737,713 48	19 46	2,737,694 02	750,000 00
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie	602,552 26	"	70,052 26	"	70,052 26	532,500 00
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan	250,000 00	"	125,000 00	"	125,000 00	125,000 00
Restitutions au Trésor	10,124 07	"	10,124 07	"	10,124 07	"
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des Postes	289,265 52	"	289,265 52	"	289,265 52	"
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans	255,396 68	"	243,396 68	"	243,396 68	12,000 00
Versement au Trésor du boni des écoles normales primaires	80,000 00	"	64,000 00	"	64,000 00	16,000 00
Redevance de la vallée d'Andorre	960 00	"	"	"	"	960 00
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères	4,189,500 01	"	25,787,319 32	21,597,819 31	4,189,500 01	"
A reporter	22,384,791 81	"	34,931,340 80	21,602,431 72	13,328,889 08	9,055,902 73

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(Voir pour les développements par article le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	21,113,658f91c	16,202,823f57c	10,070,330f83c	5,159,495f49c	21,113,658f91c	"
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances — Recettes sur débets de comptables et créances litigieuses	30,178 10	30,178 10	"	"	30,178 10	"
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances — Recettes sur divers débets	328,179 53	326,060 92	2,118 61	"	328,179 53	"
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Intérêts et frais provenant de prêts faits à l'industrie	9,835 75	9,835 75	"	"	9,835 75	"
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recouvrements sur les prêts à l'industrie	5,840 66	5,840 66	"	"	5,840 66	"
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Remboursements de prêts aux associations ouvrières	499 75	499 75	"	"	499 75	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Retenues sur traitements et pensions	43,035 17	43,035 17	"	"	43,035 17	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Recettes sur exercices clos	182,647 36	175,292 89	7,354 47	"	182,647 36	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Bénéfices des intérims des perceptions	48,281 39	48,281 39	"	"	48,281 39	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Renouvellement du cadastre	"	"	"	"	"	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Frais d'administration et de perception	"	"	"	"	"	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Recettes d'origines diverses	1,401,786 11	1,118,645 50	283,779 22	638 61	1,401,786 11	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Conséquence de la régularisation d'opérations faites en 1893, 1894 et 1895 par le trésorier-payeur du Dahomey	2,743,578 28	2,743,578 28	"	"	2,743,578 28	"
Produit des expéditions des archives de la République	916 35	916 35	"	"	916 35	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France	4,399,355 00	4,395,480 00	3,875 00	"	4,399,355 00	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer aux colonies	39,600 00	26,400 00	13,200 00	"	39,600 00	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways	1,666 67	1,666 67	"	"	1,666 67	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'intérieur	10,400 00	9,200 00	1,200 00	"	10,400 00	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de la guerre	13,309 25	11,525 99	1,783 26	"	13,309 25	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	32,789 05	25,000 00	7,789 05	"	32,789 05	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'agriculture	16,450 00	16,450 00	"	"	16,450 00	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — des travaux publics	16,510 95	14,500 00	2,010 95	"	16,510 95	"
Prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole	3,675 00	3,675 00	"	"	3,675 00	"
A reporter	30,442,193 28	25,208,885 99	10,393,441 39	5,160,134 10	30,442,193 28	"

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	22,384,791f81c	"	34,931,340f80c	21,602,451f72c	13,328,889f08c	9,055,902f73c
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances — Recettes sur débets de comptables et créances litigieuses	87,794 71	"	87,794 71	"	87,794 71	"
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances — Recettes sur divers débets	486,889 41	"	484,789 41	"	484,789 41	2,100 00
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes applicables aux comptes du service de Trésorerie	"	"	116,465 90	116,465 90	"	"
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Intérêts et frais provenant de prêts faits à l'industrie	8,991 77	"	76,083 79	67,092 02	8,991 77	"
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recouvrements sur les prêts à l'industrie	19,227 14	"	19,227 14	"	19,227 14	"
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Remboursements de prêts aux associations ouvrières	1,346 00	"	1,346 00	"	1,346 00	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Retenues sur traitements et pensions	61,385 82	"	61,385 82	"	61,385 82	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Recettes sur exercices clos	479,600 79	"	472,300 79	"	472,300 79	7,300 00
Recettes accidentelles à différents titres. — Bénéfices des intérims des perceptions	54,287 65	"	54,287 65	"	54,287 65	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Renouvellement du cadastre	"	"	"	"	"	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Produit des expéditions des archives de la République	"	"	"	"	"	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Recettes d'origines diverses	3,999,142 82	"	3,734,740 17	197 35	3,734,542 82	264,600 00
Produit des expéditions des archives de la République	1,531 10	"	1,531 10	"	1,531 10	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France	4,433,590 83	"	4,429,790 83	"	4,429,790 83	3,800 00
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer aux colonies	26,400 00	"	13,200 00	"	13,200 00	13,200 00
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways	1,670 00	"	"	"	"	1,670 00
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'intérieur	10,400 00	"	9,200 00	"	9,200 00	1,200 00
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de la guerre	13,276 10	"	10,426 10	"	10,426 10	2,850 00
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	32,710 95	"	22,010 95	"	22,010 95	10,700 00
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'agriculture	16,500 00	"	16,500 00	"	16,500 00	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — des travaux publics	16,500 00	"	8,300 00	2,010 95	6,289 05	10,210 95
Prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole	3,810 00	"	3,810 00	"	3,810 00	"
A reporter	32,139,846 90	"	44,554,531 16	21,788,217 94	22,766,313 22	9,373,533 68

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	30,442,193f28c	25,208,885f99c	10,393,441f39c	5,160,134f10c	30,442,193f28c	"
Valeur des fers confectionnés à l'école de maréchalerie de Saumur	18,857 20	17,500 00	1,357 20	"	18,857 20	"
Produits de locations et d'aliénations de domaines de l'État à la Nouvelle-Calédonie	45,452 81	11,076 04	34,376 77	"	45,452 81	"
Droit d'inscription des courtiers de commerce	30,000 00	30,000 00	"	"	30,000 00	"
Annuité payée par le Gouvernement grec pour le remboursement de la portion garantie par la France dans l'emprunt de 1833	200,000 00	200,000 00	"	"	200,000 00	"
Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	675,143 55	402,543 55	272,600 00	"	675,143 55	"
Remboursement par les départements et les communes des avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction et l'amélioration des établissements scolaires	30,495,625 67	30,426,213 26	"	"	30,426,213 26	69,412 41
Redevance pour certificats généalogiques d'animaux (loi du 25 novembre 1887)	315 00	315 00	"	"	315 00	"
Droits de protection à l'étranger des marques de fabrique et de commerce	9,358 60	6,375 00	2,983 60	"	9,358 60	"
Produit de la rétribution facultative perçue pour le dépôt des cannes et parapluies au musée de Cluny	2,976 30	2,976 30	"	"	2,976 30	"
Excédent de recettes revenant à l'État pour l'exploitation du chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure	126,399 62	126,399 62	"	"	126,399 62	"
Part revenant à l'État dans les bénéfices des chemins de fer d'intérêt local	29,369 18	29,369 18	"	"	29,369 18	"
Produit net des prises sur l'ennemi	132 50	"	132 50	"	132 50	"
Versements par la Caisse des dépôts et consignations de la portion reconstituée d'un capital de trois cent soixante-quinze mille francs (375,000 fr.) payé en 1863 pour indemnité de cession du bail de l'hôtel de l'ambassade à Londres	179,279 92	"	179,279 92	"	179,279 92	"
TOTAL	62,255,103 63	56,461,653 94	10,884,171 38	5,160,134 10	62,185,691 22	69,412 41
			5,724,037f 28c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	32,139,846f90c	"	44,554,531f16c	21,788,217f94c	22,766,313f22c	9,373,533f68c
Valeur des fers confectionnés à l'école de maréchalerie de Saumur	18,684 94	"	17,334 94	"	17,334 94	1,350 00
Produits de locations et d'aliénations de domaines de l'État à la Nouvelle-Calédonie	40,000 00	"	6,757 15	"	6,757 15	33,242 85
Droit d'inscription des courtiers de commerce	22,500 00	"	22,500 00	"	22,500 00	"
Annuité payée par le gouvernement grec pour les remboursements de la portion garantie par la France dans l'emprunt de 1833	200,000 00	"	200,000 00	"	200,000 00	"
Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	675,000 00	"	381,154 35	"	381,154 35	293,845 65
Remboursement par les départements et les communes des avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction et l'amélioration des établissements scolaires	29,366,619 20	"	29,292,537 41	"	29,292,537 41	74,081 79
Redevance pour certificats généalogiques d'animaux. (Loi du 25 novembre 1887.)	435 00	"	435 00	"	435 00	"
Droits de protection à l'étranger des marques de fabrique et de commerce et part de la France dans le produit de l'émolument stipulé par l'article 8 de l'arrangement de Madrid relatif à l'enregistrement international des marques	9,800 00	"	6,850 00	"	6,850 00	2,950 00
Produit de la rétribution facultative perçue pour le dépôt des cannes et parapluies au musée de Cluny	2,620 30	"	2,620 30	"	2,620 30	"
Excédent des recettes revenant à l'État pour l'exploitation du chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure	154,571 30	"	154,571 30	"	154,571 30	"
Part revenant à l'État dans les bénéfices des chemins de fer d'intérêt local	39,164 67	"	39,164 67	"	39,164 67	"
Versements par la Caisse des dépôts et consignations de la portion reconstituée d'un capital de trois cent soixante-quinze mille francs (375,000 fr.) payé en 1863 pour indemnité de cession du bail de l'hôtel de l'ambassade à Londres	"	"	179,279 92	179,279 92	"	"
TOTAL	62,669,242 31	"	74,857,736 20	21,967,497 86	52,890,238 34	9,779,003 97
			52,890,238f 34c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.

(Voir pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Versements des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	931,778f 99c	"	931,778f 99c	"	931,778f 99c	"
Excédent des recettes sur les dépenses du compte spécial de l'expédition de Madagascar	1,284,572f 24c	1,284,572f 24c	"	"	1,284,572 24	"
TOTAL	2,216,351 23	1,284,572 24	931,778 99	"	2,216,351 23	"
			931,778f 99c			

(Les développements par article seront publiés dans compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Versement au Trésor de la valeur des billets à impression noire de la Banque de France	6,774,730f 00c	"	6,774,730f 00c	"	6,774,730f 00c	"
Versement de West African Company	500,000 00	"	"	"	"	500,000f 00c
Produit de la vente des cotons azotiques afférents aux exercices antérieures à 1898	"	"	"	"	"	"
TOTAL	7,274,730 00	"	6,774,730 00	"	"	500,000 00
			6,774,730f 00c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 6. — RECETTES D'ORDRE.

Recettes en atténuation de dépenses.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.						
Produits universitaires	7,369,299f 12c	6,478,289f 70c	761,906f 92c	232f 50c	7,239,964f 12c	129,335f 00c
Taxe sur les diplômes délivrés par les écoles supérieures de commerce reconnues par l'État	33,500 00	33,500 00	"	"	33,500 00	"
Produits des amendes et condamnations pécuniaires	6,648,571 10	5,796,576 46	1,065,385 82	213,391 18	6,648,571 10	"
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	28,094,514 28	25,492,406 15	2,606,044 57	3,936 44	28,094,514 28	"
Retenues sur la solde des officiers de l'armée de terre	5,376,796 05	500 04	5,376,296 01	"	5,376,796 05	"
Retenues sur la solde des officiers de sapeurs-pompiers de la ville de Paris	8,616 17	"	8,616 17	"	8,616 17	"
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	2,550,091 05	1,059,128 30	1,490,962 75	"	2,550,091 05	"
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	1,352,849 37	643,690 24	709,382 46	223 33	1,352,849 37	"
Contingents coloniaux (art. 6 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866)	764,580 00	84,262 50	603,827 50	"	688,090 00	76,490 00
Part de la Cochinchine dans les dépenses du câble du Tonkin	56,053 20	"	56,053 20	"	56,053 20	"
Contingent de la Cochinchine	5,622,500 00	"	4,510,000 00	"	4,510,000 00	1,112,500 00
Contribution des colonies aux dépenses civiles et militaires qu'elles occasionnent à l'État et aux charges générales de l'État	568,537 00	25,486 00	496,603 00	"	522,089 00	46,448 00
Bénéfices provenant des gestions intérimaires des trésoreries générales et des recettes des Finances	20,617 35	17,631 62	2,985 73	"	20,617 35	"
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — Écoles militaires — polytechnique	259,519 68	251,089 08	8,430 60	"	259,519 68	"
Écoles militaires — de Saint-Cyr	631,255 68	612,413 95	18,841 73	"	631,255 68	"
Écoles militaires — de la Flèche	110,994 18	94,790 77	16,203 41	"	110,994 18	"
École navale de Brest	49,437 50	49,262 50	175 00	"	49,437 50	"
Écoles d'arts et métiers	284,273 73	181,395 80	102,877 93	"	284,273 73	"
Écoles vétérinaires	306,745 25	262,710 75	44,034 50	"	306,745 25	"
École des haras du Pin	2,500 00	2,500 00	"	"	2,500 00	"
Écoles d'agriculture	175,135 65	144,419 15	30,716 50	"	175,135 65	"
École nationale des industries agricoles de Douai	7,800 00	6,750 00	1,050 00	"	7,800 00	"
Institut agronomique	55,050 00	33,000 00	22,050 00	"	55,050 00	"
École de santé militaire	64,093 73	56,160 74	9,931 60	1,998 61	64,093 73	"
École de santé de la marine	20,212 50	20,125 00	87 50	"	20,212 50	"
Remboursement des frais de pension des élèves des écoles normales primaires qui ont rompu leur engagement décennal	300 00	300 00	"	"	300 00	"
Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés	82,575 04	81,075 04	1,500 00	"	82,575 04	"
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	3,842,138 01	3,706,858 22	135,279 79	"	3,842,138 01	"
Excédent des recettes sur les dépenses de la Légion d'honneur	61,943 25	"	61,943 25	"	61,943 25	"
Versements des officiers remontés à titre onéreux	853,003 81	853,003 81	"	"	853,003 81	"
TOTAL des recettes en atténuation de dépenses (à reporter)	65,273,502 70	45,987,325 82	18,141,185 94	219,782 06	63,908,729 70	1,364,773 00
			17,921,403f 88c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.						
Produits universitaires	5,365,454f 79c	"	4,800,454f 79c	"	4,800,454f 79c	565,000f 00
Taxe sur les diplômes délivrés par les écoles supérieures de commerce reconnues par l'État	41,400 00	"	41,400 00	"	41,400 00	"
Produits des amendes et condamnations pécuniaires	6,511,941 93	"	5,661,941 93	"	5,661,941 93	850,000 00
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	28,094,514 06	"	25,162,367 60	2,541f 54c	25,159,826 06	2,934,688 00
Retenues sur la solde des officiers de l'armée de terre	5,376,796 73	"	416 73	"	416 73	5,376,380 00
Retenues sur la solde des officiers de sapeurs-pompiers de la ville de Paris	8,870 00	"	"	"	"	8,870 00
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	3,009,029 01	"	1,529,029 01	"	1,529,029 01	1,480,000 00
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	1,352,424 84	"	369,424 84	"	369,424 84	983,000 00
Contingents coloniaux (art. 6 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866)	688,090 00	"	244,912 50	"	244,912 50	443,177 50
Part de la Cochinchine dans les dép. du câble du Tonkin	50,888 03	"	50,888 03	"	50,888 03	"
Contingent de la Cochinchine	4,450,000 00	"	2,225,000 00	"	2,225,000 00	2,225,000 00
Contrib. des colonies aux dép. civiles et milit. qu'elles occasionnent à l'État et auxcharges génér. de l'État	469,572 00	"	67,395 25	"	67,395 25	402,176 75
Bénéfices provenant des gestions intérimaires des trésoreries générales et des recettes des finances	28,043 72	"	26,043 72	"	26,043 72	2,000 00
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — Écoles militaires — polytechnique	249,654 30	3,451f 67c	237,802 63	"	241,254 30	8,400 00
Écoles militaires — de Saint-Cyr	625,444 90	13,828 12	593,616 78	"	607,444 90	18,000 00
Écoles militaires — de la Flèche	111,000 00	1,998 03	92,367 36	"	94,365 39	16,634 61
École navale de Brest	50,775 00	4,872 50	45,702 50	"	50,575 00	200 00
Écoles d'arts et métiers	304,820 41	"	252,820 41	"	252,820 41	52,000 00
Écoles vétérinaires	311,685 65	306 65	267,379 00	"	267,685 65	44,000 00
École des haras du Pin	4,750 00	750 00	4,000 00	"	4,750 00	"
Écoles d'agriculture	175,261 25	750 00	149,511 25	"	150,261 25	25,000 00
École nationale des industries agricoles de Douai	7,800 00	"	5,150 00	"	5,150 00	2,650 00
Institut agronomique	55,050 00	"	29,750 00	"	29,750 00	25,300 00
École de santé militaire	63,111 90	"	53,111 90	"	53,111 90	10,000 00
École de santé de la marine	16,800 00	612 50	16,187 50	"	16,800 00	"
Remboursement des frais de scolarité par les officiers qui se retirent prématurément du service	"	"	"	"	"	"
Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé démisionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires	"	"	"	"	"	"
Remb. des frais de pension des élèves des écoles norm. prim. qui ont rompu leur engagement décennal	4,555 58	"	4,555 58	"	4,555 58	"
Remb. des frais de trait. dans les hôpit. des colonies	139,380 87	"	139,380 87	"	139,380,87	"
Retenues de 3 p. 100 sur le trait. des anciens employés de la Cie du canal du Midi (L. du 27 nov. 1897)	1,196 91	"	1,196 91	"	1,196 91	"
Retenues pour cause de cumul des fonctionn. députés	83,150 03	"	81,650 03	"	81,650 03	1,500 00
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	3,501,336 04	"	3,351,336 04	"	3,351,336 04	150,000 00
Pensions des marins du commerce admis à l'hôtel des Invalides de la guerre	"	"	"	"	"	"
Excédent des recettes sur les dép. de la Légion d'honneur	"	"	61,943 25	61,943 25	"	"
Versements des officiers remontés à titre onéreux	893,083 96	"	893,083 96	"	893,083 96	"
TOTAL des recettes en atténuation de dép. (à reporter)	62,045,881 91	26,569 47	46,459,820 37	64,484 79	46,421,905 05	15,623,976 86
			46,395,335f 58c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 6. — RECETTES D'ORDRE.

Recettes d'ordre proprement dites.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Report des recettes en atténuation de dépenses	65,273,502f 70c	45,987,325f 82c	18,141,185f 94c	219,782f 06c	63,908,729f 70c	1,364,773f 00c
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.						
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris	2,606,792f 32c	1,172,660f 02c	1,208,633f 90c	"	2,381,293f 92c	225,498f 40c
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise	440,779 74	"	440,779 74	"	440,779 74	"
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale	988,814 00	953,873 00	34,941 00	"	988,814 00	"
Remboursement par le Gouvernement beylical des frais du personnel et des frais de justice criminelle de la justice française en Tunisie	339,593 70	754 96	333,764 64	"	334,519 60	5,074 10
Remboursement par le Gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie	297,923 50	"	297,923 50	"	297,923 50	"
Remboursement par le Gouvernement khédivial et par le Gouvernement beylical des frais de confection et d'expédition des papiers timbrés égyptiens et tunisiens	3,229 32	3,099 87	129 45	"	3,229 32	"
Prélèvement sur les fonds de réserve des caisses d'épargne pour frais de contrôle des caisses d'épargne privées	300,000 00	"	300,000 00	"	300,000 00	"
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	20,474,609 13	21,819,431 93	6,224,711 72	7,569,534f 52c	20,474,609 13	"
Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition de 1900)	"	"	"	"	"	"
Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	5,319,837 01	5,216,128 83	103,708 18	"	5,319,837 01	"
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,133,417 21	2,294,862 61	8,022 40	169,467 80	2,133,417 21	"
Remboursement de la garantie d'intérêts et fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883	13,535,000 00	18,035,000 00	"	4,500,000 00	13,535,000 00	"
Produits accessoires du service de trésorerie	110 36	110 36	"	"	110 36	"
Reversements par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garanties d'intérêt	1,651 73	1,651 73	"	"	1,651 73	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités payées par l'État	16,895 67	16,895 67	"	"	16,895 67	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer de provisions perçues en trop pour pose de doubles voies	9,839 06	9,839 06	"	"	9,839 06	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités dues par l'Etat en exécution de la convention du 8 mars 1886 ; (suppression du passage à niveau du chemin de fer de ceinture de Paris). [Rive droite.]	295 67	295 67	"	"	295 67	"
Reversement par la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis sur les sommes payées au titre de la garantie d'intérêt	302,795 60	302,795 60	"	"	302,795 60	"
TOTAL	46,771,584 02	49,827,399 31	8,952,614 53	12,239,002 32	46,541,011 52	230,572 50
Recettes en atténuation des frais de trésorerie	269,322 47	211,194 33	143,409 55	85,281 41	269,322 47	"
TOTAL des recettes d'ordre proprement dites	47,040,906 49	50,038,593 64	9,096,024 08	12,324,283 73	46,810,333 99	230,572 50
			A déd. : 3,228,259f 65c			
TOTAL GÉNÉRAL du § 6	112,314,409f 19c	96,025,919f 46c	27,237,210f 02c	12,544,065f 79c	110,719,063f 69c	1,595,345f 50c
			14,693,144f 23c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Report des recettes en atténuation de dépenses	62,045,881f 91c	26,569f 47c	46,459,820f 37c	64,484f 79c	46,421,905f 05c	15,623,976f 86c
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.						
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris	2,381,717f 68c	"	1,171,717f 68c	"	1,171,717f 68	1,210,000f 00c
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise	440,779 74	"	"	"	"	440,779 74
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale	1,007,504 00	"	977,504 00	"	977,504 00	30,000 00
Remboursement par le Gouvernement beylical des frais du personnel et des frais de justice criminelle de la justice française en Tunisie	383,306 49	"	154 35	"	154 35	383,152 14
Remboursement par le Gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie	299,823 23	"	"	"	"	299,823 23
Remboursement par le Gouvernement khédivial et par le Gouvernement beylical des frais de confection et d'expédition des papiers timbrés égyptiens et tunisiens	4,688 50	"	4,688 50	"	4,688 50	"
Prélèvement sur les fonds de réserve des caisses d'épargne pour frais de contrôle des caisses d'épargne privées	200,000 00	"	500,000 00	300,000f 00c	200,000 00	"
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	22,244,890 95	"	22,244,890 95	"	22,244,890 95	"
Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition de 1900)	"	"	"	"	"	"
Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	8,000,000 00	"	8,000,000 00	"	8,000,000 00	"
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,373,896 24	"	2,373,896 24	"	2,373,896 24	"
Remboursement de la garantie d'intérêt et fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des Conventions de 1883	17,440,000 00	"	17,440,000 00	"	17,440,000 00	"
Produits accessoires du service de trésorerie	110 36	"	110 36	"	110 36	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garanties d'intérêt	"	"	"	"	"	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités payées par l'État	171,148 14	"	171,148 14	"	171,148 14	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer de provisions perçues en trop pour pose de doubles voies	"	"	"	"	"	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités dues par l'État en exécution de la convention du 8 mars 1886 ; (suppression du passage à niveau du Chemin de fer de ceinture de Paris). [Rive droite]	1,100 25	"	1,100 25	"	1,100 25	"
Reversement par la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis sur les sommes payées au titre de la garantie d'intérêts	"	"	"	"	"	"
TOTAL	54,948,965 58	"	52,885,210 47	300,000 00	52,585,210 47	2,363,755 11
Recettes en atténuation des frais de trésorerie	255,025 93	"	326,067 36	111,041 43	215,025 93	40,000 00
TOTAL des recettes d'ordre proprement dites	55,203,991 51	"	53,211,277 83	411,041 43	52,800,236 40	2,403,755 11
			52,800,236f 40c			
TOTAL GÉNÉRAL du § 6	117,249,873f 42c	26,569f 47c	99,609,154f 95c	413,582f 97c	99,222,141f 45c	18,027,731f 97c
			99,195,571f 98c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ I. — IMPÔTS ET REVENUS.

Contributions directes, taxes y assimilées et Contributions arabes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	PENDANT L'ANNÉE 1898. Recettes.	PENDANT L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
IMPÔTS ET REVENUS.						
CONTRIBUTIONS DIRECTES.						
Contribution foncière sur les propriétés bâties	1,870,737f 27c	1,551,635f 06c	319,102f 21c	"	1,870,737f 27c	"
Contribution des patentes	1,819,582 02	1,410,510 99	409,071 03	"	1,819,582 02	"
TOTAL des contributions directes	3,690,319 29	2,962,146 05	728,173 24	"	3,690,319 29	"
TAXES ASSIMILÉES.						
Redevances des mines	21,706 17	9,236 62	12,469 55	"	21,706 17	"
Droit de vérification des poids et mesures	165,298 00	164,893 18	404 82	"	165,298 00	"
Droit de visite des pharmacies et magasins de droguerie	18,593 00	13,451 38	5,141 62	"	18,593 00	"
Taxe militaire	32,372 63	15,906 09	16,466 54	"	32,372 63	"
TOTAL des taxes assimilées	237,969 80	203,487 27	34,482 53	"	237,969 80	"
CONTRIBUTIONS ARABES (PRINCIPAL ET CENTIMES D'ÉTAT).						
Hockor	403,356 27	392,207 97	8,769 74	"	400,977 71	2,378f 56c
Achour	1,697,654 08	1,616,689 54	58,832 29	"	1,675,521 83	22,132 25
Zekkat	2,518,063 89	2,394,376 31	104,379 46	"	2,498,755 77	19,308 12
Lezma	926,465 02	714,189 66	178,660 26	"	892,849 92	33,615 10
Centimes additionnels généraux	668,572 33	611,637 16	48,340 79	"	659,947 95	8,624 38
Dixième du principal attribué aux chefs collecteurs	1,219,126 44	1,051,629 15	148,068 85	"	1,199,698 00	19,428 44
TOTAL des contributions arabes	7,433,238 03	6,780,729 79	547,021 39	"	7,327,751 18	105,486 85
TOTAL GÉNÉRAL	11,361,527 12	9,946,363 11	1,309,677 16	"	11,256,040 27	105,486 85
			1,309,677f 16c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
IMPÔTS ET REVENUS.			
CONTRIBUTIONS DIRECTES.			
Contribution foncière sur les propriétés bâties	1,903,844f 69c	1,679,345f 40c	224,499f 29c
Contribution des patentes	1,820,761 19	1,454,401 41	366,359 78
TOTAL des contributions directes	3,724,605 88	3,133,746 81	590,859 07
TAXES ASSIMILÉES.			
Redevances des mines	37,557 54	18,317 09	19,220 45
Droit de vérification des poids et mesures	138,174 10	137,110 80	1 063 30
Droit de visite des pharmacies et magasins de droguerie	19,664 00	14,504 12	5,159 88
Taxe militaire	1,330 44	831 65	498 79
TOTAL des taxes assimilées	196,706 08	170,763 66	25,942 42
CONTRIBUTIONS ARABES (PRINCIPAL ET CENTIMES D'ÉTAT).			
Hockor	412,021 03	367,887 76	44,133 27
Achour	2,376,584 80	2,213,573 58	163,011 22
Zekkat	2,472,965 76	2,329,540 61	143,425 15
Lezma	985,397 97	770,917 45	214,480 52
Centimes d'État	723,928 33	665,871 01	58,057 32
Dixième du principal attribué aux chefs collecteurs	1,331,016 72	1,147,004 02	184,012 70
TOTAL des contributions arabes	8,301,914 61	7,494,794 43	807,120 18
TOTAL GÉNÉRAL	12,223,226 57	10,799,304 90	1,423,921 67

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.

Enregistrement.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1898. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1898. Annulation de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Valeurs mobilières....	56,859f 22c	56,859f 22c	"	"	56,859f 22c	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Créances, rentes, prix d'offices.....	36,699 50	36,699 50	"	"	36,699 50	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Fonds de commerce...	45,885 41	45,885 41	"	"	45,885 41	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Meubles corporels....	114,280 20	114,280 20	"	"	114,280 20	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Immeubles et droits immobiliers..	1,870,567 44	1,870,426 47	97f 41c	"	1,870,523 88	43f 56c
Droits sur les mutations. — Mutations à titre gratuit. — Entre vifs. — Donations.....	61,331 66	61,331 66	"	"	61,331 66	"
Droit sur les autres conventions, et actes civils, administratifs et de l'état civil.....	795,341 88	795,341 88	"	"	795,341 88	"
Droits sur les actes judiciaires et extra-judiciaires.....	554,632 53	554,632 53	"	"	554,632 53	"
Droits d'hypothèques.....	53,725 33	53,725 33	"	"	53,725 33	"
Pénalités. (Droits et demi-droits en sus, amendes.)....	53,537 62	52,373 60	197 13	"	52,570 73	966 89
Recettes diverses.....	59,760 45	40,098 97	1,365 54	"	41,464 51	18,295 94
Total de l'enregistrement.....	3,702,621 24	3,681,654 77	1,660 08	"	3,683,314 85	19,306 39
			1,660f 08c			

Enregistrement.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Droit sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Valeurs mobilières.....	52,029f 93c	52,029f 93c	"
Droit sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Créances, rentes, prix d'offices.....	42,090 31	42,090 31	"
Droit sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Fonds de commerce.....	45,068 31	45,068 31	"
Droit sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Meubles corporels.....	103,090 51	103,090 51	"
Droit sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Immeubles et droits immobiliers.....	2,015,822 74	2,015,641 84	180f 90c
Droit sur les mutations. — Mutations à titre gratuit. — Entre vifs. — Donations.....	88,730 22	87,807 32	922 90
Droits sur les autres conventions, et actes civils, administratifs et de l'état civil.....	920,403 65	920,403 65	"
Droits sur les actes judiciaires et extrajudiciaires.....	522,702 27	522,702 27	"
Droits d'hypothèques.....	59,100 34	59,100 34	"
Pénalités. (Droits et demi-droits en sus, amendes).....	64,026 60	56,736 91	7,289 69
Recettes diverses.....	92,774 80	37,738 23	55,036 57
Total de l'enregistrement.....	4,005,839 68	3,942,409 62	63,430 06

Suite des CONTRIBUTIONS

Suite du § 1er. — IMPÔTS

Timbre et Taxe sur le

(Voir pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janv. 1898.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — Recettes.	Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
TIMBRE.						
TIMBRE NON PROPORTIONNEL. (Dimension et fixe.)						
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	2,311,711f 46c	2,311,711f 46c	"		2,311,711f 46c	"
Affiches sur papier	40,658 16	40,658 16	"	"	40,658 16	"
Affiches peintes	3,061 13	3,061 13	"	"	3,061 13	"
Bordereaux des courtiers et agents de change	"	"	"	"	"	"
Contrats d'assurances	3,355 63	3,355 63	"	"	3,355 63	"
Contrats de transports	572,403 35	569,990 95	2,412f 40c	"	572,403 35	"
Contrôles de marques de fabrique	"	"	"	"	"	"
Passeports	364 80	364 80	"	"	364 80	"
Permis de chasse	154,476 00	154,476 00	"	"	154,476 00	"
Quittances et chèques	508,796 16	508,796 16	"	"	508,796 16	"
TIMBRE PROPORTIONNEL.						
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc	534,620 60	534,620 60	"	"	534,620 60	"
Valeurs mobilières	73,301 48	73,301 48	"	"	73,301 48	"
Pénalités (amendes de contravention)	25,615 20	25,615 20	"	"	25,615 20	"
Recettes diverses	21 75	21 75	"	"	21 75	"
TOTAL du timbre	4,228,385 72	4,225,973 32	2,412 40	"	4,228,385 72	"
			2,412f 40c			
TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.						
Revenus des valeurs mobilières	148,184f 23c	148,184f 23c	"	"	148,184f 23c	"
Revenus de certaines associations	13,123 99	13,123 99	"	"	13,123 99	"
Pénalités	295 70	295 70	"	"	295 70	"
Recettes diverses	947 32	947 32	"	"	947 32	"
TOTAL de la taxe sur le revenu	162,551 24	162,551 24	"	"	162,551 24	"
			"			

ET REVENUS PUBLICS.

ET REVENUS.

revenu des valeurs mobilières.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1898.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
TIMBRE.			
TIMBRE NON PROPORTIONNEL. (Dimension et fixe.)			
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	2,316,334f 53c	2,316,334f 53c	"
Affiches sur papier	39,864 54	39,864 54	"
Affiches peintes	2,341 85	2,341 85	"
Bordereaux des courtiers et agents de change	"	"	"
Contrats d'assurances	3,713 35	3,713 35	"
Contrats de transports	562,909 59	562,909 59	"
Contrôles des marques de fabrique	"	"	"
Passeports	522 00	522 00	"
Permis de chasse	169,326 00	169,326 00	"
Quittances et chèques	523,034 72	523,034 72	"
TIMBRE PROPORTIONNEL.			
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc	517,331 44	517,331 44	"
Valeurs mobilières	85,534 30	85,534 30	"
Pénalités (amendes de contravention)	23,837 52	23,837 52	"
Recettes diverses	9 61	9 61	"
TOTAL du timbre	4,244,759 45	4,244,759 45	"
TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES, ETC.			
Revenus des valeurs mobilières	189,158f 74c	189,158f 74c	"
Revenus de certaines associations	14,320 89	14,320 89	"
Pénalités	1,420 39	1,420 39	"
Recettes diverses	465 44	465 44	"
TOTAL de la taxe sur le revenu	205,365 46	205,365 46	"

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.

Douanes.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1898. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1898. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits de douanes. — Marchandises diverses	6,066,381f 39c	6,066,381f 39c	"	"	6,066,381f 39c	"
Droits de douanes. — Sucres de toute origine	5,550,737 61	5,550,737 61	"	"	5,550,737 61	"
Droits de douanes. — Droit de statistique	169,015 50	169,015 50	"	"	169,015 50	"
TOTAL des droits de douanes	11,786,134 50	11,786,134 50	"	"	11,786,134 50	"
Droits de navigation. — Droits de quai	321,025 88	321,025 88	"	"	321,025 88	"
Droits de navigation. — Congés des bâtiments français (pêcheurs ou allèges.)	3,114 00	3,114 00	"	"	3,114 00	"
Droits de navigation. — Passeports des bâtiments étrangers	1,592 00	1,592 00	"	"	1,592 00	"
Droits de navigation. — Passeports des bateaux étrangers (pêcheurs ou allèges)	265 00	265 00	"	"	265 50	"
Droits de navigation. — Droits de patente des bateaux corailleurs	"	"	"	"	"	"
TOTAL des droits de navigation	325,996 88	325,996 88	"	"	325,996 88	"
Autres droits et recettes accessoires. — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	21,953 95	21,953 95	"	"	21,953 95	"
Autres droits et recettes accessoires. — Recouvrements du prix des brevets de francisation des navires	43 50	43 50	"	"	43 50	"
Autres droits et recettes accessoires. — Fonds reçus des communes et de divers pour frais d'exercice dans les entrepôts	2,125 00	2,125 00	"	"	2,125 00	"
Autres droits et recettes accessoires. — Droit de magasinage et de garde	677 65	677 65	"	"	677 65	"
Autres droits et recettes accessoires. — 5 p. o/o du produit brut de l'octroi de mer revenant au Trésor pour frais de perception	262,446 45	262,446 45	"	"	262,446 45	"
Autres droits et recettes accessoires. — Intérêts pour crédits de droits	17,034 70	17,034 70	"	"	17,034 70	"
Autres droits et recettes accessoires. — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement	2,624 47	2,624 47	"	"	2,624 47	"
Autres droits et recettes accessoires. — Recettes accidentelles	24,491 61	24,491 61	"	"	24,491 61	"
Autres droits et recettes accessoires. — Taxe de plombage et d'estampillage	2,573 51	2,573 51	"	"	2,573 51	"
Autres droits et recettes accessoires. — Droits sanitaires et de port	103,548 20	103,548 20	"	"	103,548 20	"
TOTAL des droits et produits accessoires	437,519 04	437,519 04	"	"	437,519 04	"
Produit des amendes et confiscations	37,863 31	37,788 31	75f 00c	"	37,863 31	"
TOTAL des douanes (Algérie)	12,587,513 73	12,587,438 73	75 00	"	12,587,513 73	"
			75f 00c			

Douanes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Droits de douanes. — Marchandises diverses. (Droits à l'importation.)	6,668,601f 55c	6,668,601f 55c	"
Droits de douanes. — Sucres de toute origine	5,751,024 93	5,751,024 93	"
Droits de douanes. — Droit de statistique	184,063 70	184,063 70	"
TOTAL des droits de douanes	12,603,690 18	12,603,690 18	"
Droits de navigation. — Droits de quai	225,359 69	225,359 69	"
Droits de navigation. — Congés des bâtiments français (pêcheurs ou allèges)	3,121 00	3,121 00	"
Droits de navigation. — Passeports des bâtiments étrangers	1,521 70	1,521 70	"
Droits de navigation. — Passeports des bateaux étrangers (pêcheurs ou allèges)	250 00	250 00	"
Droits de navigation. — Droits de patente des bateaux corailleurs	"	"	"
TOTAL des droits de navigation	230,252 39	230,252 39	"
Autres droits et recettes accessoires. — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	20,871 80	20,871 80	"
Autres droits et recettes accessoires. — Recouvrements du prix des brevets de francisation des navires	57 00	57 00	"
Autres droits et recettes accessoires. — Fonds reçus des communes et de divers pour frais d'exercice dans les entrepôts	3,875 00	3,875 00	"
Autres droits et recettes accessoires. — Droit de magasinage et de garde	622 89	622 89	"
Autres droits et recettes accessoires. — 5 p. o/o du produit brut de l'octroi de mer revenant au Trésor pour frais de perception	257,451 29	257,451 29	"
Autres droits et recettes accessoires. — Intérêts pour crédits de droits	19,917 24	19,917 24	"
Autres droits et recettes accessoires. — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement	2,712 98	2,712 98	"
Autres droits et recettes accessoires. — Recettes accidentelles	24,937 02	24,937 02	"
Autres droits et recettes accessoires. — Produit des taxes de plombage et d'estampillage	3,081 82	3,081 82	"
Autres droits et recettes accessoires. — Droits sanitaires et de port	124,926 11	124,926 11	"
TOTAL des droits et produits accessoires	458,453 15	458,453 15	"
Produit des amendes et confiscations	74,130 04	69,580 04	4,550f 00c
TOTAL des Douanes (Algérie)	13,366,525 76	13,361,975 76	4,550 00

Contributions diverses.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits sur les alcools	5,547,762f 05c	4,805,110f 20c	249,500f 25c	"	5,054,610f 45c	493,151f [illegible]
Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons	1,501,010 00	1,479,710 00	21,280 00	"	1,500,990 00	20 [illegible]
Droits de licence sur la fabrication et la vente des tabacs	226,865 00	224,680 00	2,185 00	"	226,865 00	"
DROITS DIVERS ET RECETTES À DIFFÉRENTS TITRES.						
Droits de garantie des matières d'or et d'argent	96,986 84	96,986 84	"	"	96,986 84	"
Timbres des expéditions et quittances	13,527 40	13,527 40	"	"	13,527 40	"
Frais de poursuites	51,802 73	40,052 21	7,794 00	"	47,846 21	3,956 [illegible]
Prélèvement pour remboursement des frais de perception des taxes intérieures de l'octroi de mer	24,629 58	"	24,629 58	"	24,629 58	"
Intérêts pour crédit de droits	18,527 41	18,527 41	"	"	18,527 41	"
Amendes et confiscations. (Produits à répartir.)	34,238 64	34,238 64	"	"	34,238 64	"
Recettes diverses non dénommées ci-dessus	292 70	292 70	"	"	292 70	"
TOTAL des contributions diverses de l'Algérie	7,515,642 35	6,713,125 40	305,388 83	"	7,018,514 23	497,128 [illegible]

Contributions diverses.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1898.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Droits sur les alcools	5,368,016f 82c	4,589,595f 82c	778,421f 00c
Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons	1,475,445 00	1,444,277 50	31,167 50
Droits de licence sur la fabrication et la vente des tabacs	227,362 50	224,135 00	3,227 50
DROITS DIVERS ET RECETTES À DIFFÉRENTS TITRES.			
Droits de garantie des matières d'or et d'argent	80,537 66	80,537 66	"
Timbres des expéditions et quittances	21,262 60	21,262 60	"
Frais de poursuites	59,265 57	44,109 36	15,156 21
Prélèvement pour remboursement des frais de perception des taxes intérieures de l'octroi de mer	56,812 46	56,812 46	"
Intérêts pour crédit de droits	27,574 91	27,574 91	"
Amendes et confiscations. (Produits à répartir.)	71,687 62	71,379 20	308 42
Redevance de 0 fr. 80 par hectolitre sur les alcools dénaturés	166 15	122 95	43 20
Recettes diverses non dénommées ci-dessus	362 70	362 70	"
TOTAL des contributions diverses de l'Algérie	7,388,493 99	6,560,170 16	828,323 83

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1898. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1898. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GENERAL.						
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France.	258,127f 22c	258,127f 22c	"	"	258,127f 22c	"
Produit de la vente des poudres à feu.....	608,488 51	608,488 51	"	"	608,488 51	"
	866,615 73	866,615 73	"	"	866,615 73	"
			"			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1898.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GENERAL.			
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France.....	255,623f 87c	255,623f 87c	"
Produit de la vente des poudres à feu.....	542,268 50	542,268 50	"
	797,892 37	797,892 37	"

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits des Postes, des Télégraphes et des Téléphones.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1898. — Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
POSTES.						
Produit net de la taxe des lettres, journaux et imprimés, etc., et solde des comptes avec les Offices étrangers	2,774,978f 40c	2,755,355f 08c	19,623f 32c	"	2,774,978f 40c	"
Droits perçus sur les envois d'argent	355,833 61	355,833 61	"	"	355,833 61	"
Droits perçus sur les bons de poste	2,116 25	2,116 25	"	"	2,116 25	"
Recettes diverses et accidentelles	6,054 08	3,866 93	1,387 15	"	5,254 08	800
TOTAL	3,138,982 34	3,117,171 87	21,010 47	"	3,138,182 34	800
			21,010f 47c			
TÉLÉGRAPHES.						
Produit net des taxes de la télégraphie privée	1,305,773f 70c	1,305,773f 70c	"	"	1,305,773f 70c	"
Remboursement par divers de traitements d'agents du service postal et télégraphique et de frais de surveillance	"	"	"	"	"	"
Contributions pour frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	14,795 32	14,596 92	198f 40c	"	14,795 32	"
Recettes diverses et accidentelles	29,198 44	23,422 05	5,776 39	"	29,198 44	"
TOTAL	1,349,767 46	1,343,792 67	5,974 79	"	1,349,767 46	"
			5,974f 79c			
TÉLÉPHONES.						
Produit des conversations téléphoniques	1,918f 49c	1,918f 49c	"	"	1,918f 49c	"
Produit des abonnements urbains et interurbains	90,540 51	90,540 51	"	"	90,540 51	"
Produit des abonnements pour la transmission des télégrammes par téléphone	"	"	"	"	"	"
Recettes diverses et accidentelles	610 38	587 66	22f 72c	"	610 38	"
	93,069 38	93,046 66	22 72		93,069 38	"
TOTAL GÉNÉRAL	4,581,819 18	4,554,011 20	27,007f 98c	"	4 581,019 18	800f 00c
			27,007f 98c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Annulations de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
POSTES.					
Produit net des taxes des correspondances postales	2,773,956f 67c	2,779,088f 83c	5,132f 16c	2,773,956f 67c	"
Droits perçus sur les mandats français et internationaux	348,857 15	348,857 15	"	348,857 15	"
Droits perçus sur les bons de poste	3,392 50	3,392 50	"	3,392 50	"
Recettes diverses et accidentelles	4,031 26	3,347 55	"	3,347 55	683f 71
TOTAL	3,130,237 58	3,134,686 03	5,132 16	3,129,553 87	683 71
		3,129,553f 87c			
TÉLÉGRAPHES.					
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques	1,407,357f 45c	1,407,357f 45c	"	1,407,357f 45c	"
Remboursement par divers établissements du traitement d'agents du service postal et télégraphique et de frais de surveillance	"	"	"	"	"
Contributions pour droits d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	15,571 91	15,106 12	"	15,106 12	465f 79c
Recettes diverses et accidentelles	39,922 50	35,676 66	"	35,676 66	4,245 84
TOTAL	1,462,851 86	1,458,140 23	"	1,458,140 23	4,711 63
		1,458,140f 23c			
TÉLÉPHONES.					
Produit des conversations téléphoniques	7,480f 03c	23,919f 33c	16,439f 30c	7,480 03	"
Produit des abonnements urbains et interurbains	100,545 75	100,545 75	"	100,545 75	"
Produit des abonnements pour la transmission des télégrammes par le téléphone	"	"	"	"	"
Recettes diverses et accidentelles	645 78	638 35	"	638 35	7f 43c
TOTAL	108,671f 56c	125,103 43	16,439 30	108,664 13	7 43
		108,664f 13c			
TOTAL GÉNÉRAL	4,701,761 00	4,717,929f 69c	21,571f 46c	4,696,358 23	5,402 77
		4,696,358f 23c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

Produits du Domaine autre que le Domaine forestier.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produits des domaines autres que les forêts et vente d'objets mobiliers. — Produits du domaine autre que le domaine forestier	1,183,057f 09c	915,157f 87c	72,894f 92c	"	988,052f 79c	195,004f 30c
Produits des biens des corporations	3,936 50	2,966 99	969 51	"	3,936 50	"
Recouvrements de rentes et de créances	86,273 21	75,762 81	4,031 64	"	79,794 45	6,478 76
Produit de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	23,384 33	6,075 65	16,856 71	"	22,932 36	451 97
Redevances pour concessions de chutes d'eau	40,902 73	29,606 16	1,102 19	"	30,708 35	10,194 38
Aliénations — d'objets mobiliers. (Voir le développement ci-dessous.)	223,406 53	221,525 75	1,255 23	"	222,780 98	625 55
Aliénations — d'immeubles	1,767,504 50	574,489 25	137,878 31	"	712,367 56	1,055,136 94
Successions en déshérence	57,520 04	57,270 04	"	"	57,270 04	250 00
Épaves et biens vacants	23,720 74	23,513 36	3 33	"	23,516 69	204 05
Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891 approuvée par la loi du 23 mars 1893	6,770,230 31	"	6,770,230 31	"	6,770,230 31	"
Produit de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires, etc. Algérie. (Loi du 2 janvier 1890.)	129,999 24	"	129,999 24	"	129,999 24	"
TOTAL des produits du domaine	10,309,935 22	1,906,367 88	7,135,221 39	"	9,041,589 27	1,268,345 95
			7,135,221f 39c			
DÉVELOPPEMENT DES ALIÉNATIONS D'OBJETS MOBILIERS.						
Ministère de la justice et des cultes. — Justice	167f 55c	167f 55c	"	"	167f 55c	"
Ministère de la justice et des cultes. — Cultes	109 38	109 38	"	"	109 38	"
Ministère de l'intérieur	2,004 08	2,002 98	1f 10c	"	2,004 08	"
Ministère des finances et administrations financières	11,077 10	11,077 10	"	"	11,077 10	"
Ministère de la guerre	199,942 04	198,122 36	1,254 13	"	199,376 49	565f 55c
Ministère de la marine	954 04	954 04	"	"	954 04	"
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	"	"	"	"	"	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Commerce	"	"	"	"	"	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Postes et télégraphes	4,897 39	4,897 39	"	"	4,897 39	"
Ministère de l'agriculture	14 00	14 00	"	"	14 00	"
Ministère des travaux publics	2,114 26	2,054 26	"	"	2,054 26	60 00
Gouvernement général de l'Algérie	"	"	"	"	"	"
Objets de toute autre origine	2,126 69	2,126 69	"	"	2,126 69	"
TOTAL des aliénations des objets mobiliers	223,406 53	221,525 75	1,255 23	"	222,780 98	625 55
			1,255f 23c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — ANNULATIONS de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Produits du domaine autre que le domaine forestier. — Produits du domaine autre que les forêts	1,124,920f 82c	874,966f 55c	"	874,966f 55c	249,954f 27c
Produits des biens des corporations	6,334 00	4,761 75	"	4,761 75	1,572 25
Recouvrements de rentes et de créances	68,544 19	60,972 23	"	60,972 23	7,571 96
Produit de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	6,023 75	5,271 78	"	5,271 78	751 97
Redevances pour concessions de chutes d'eau	43,613 98	31,829 31	"	31,829 31	11,784 67
Aliénations — d'objets mobiliers. (Voir le développement ci-dessous.)	252,612 61	251,502 27	"	251,502 27	1,110 34
Aliénations — d'immeubles	1,797,812 32	728,648 86	"	728,648 86	1,069,163 46
Successions en déshérence	86,925 83	86,908 33	"	86,908 33	17 50
Épaves et biens vacants	36,051 12	36,030 62	"	36,030 62	20 50
Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 nov. 1891 approuvée par la loi du 23 mars 1893	755,317 96	"		"	755,317 96
Produits de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des sections militaires en Algérie	340,000 00	"	"	"	340,000 00
Prix du rachat de sequestre	"	"	"	"	"
TOTAL des produits du domaine	4,518,156 58	2,080,891 70	"	2,080,891 70	2,437,264 88
		2,080,891f 70c			
DÉVELOPPEMENT DES ALIÉNATIONS D'OBJETS MOBILIERS.					
Ministère de la justice et des cultes. — Justice	309f 49c	309f 49c	"	309f 49c	"
Ministère de l'intérieur — Service de l'intérieur	602 92	602 92	"	602 92	"
Ministère de l'intérieur — Service des Cultes	72 65	72 65	"	72 65	"
Ministère des finances et administrations financières	9,206 93	9,206 93	"	9,206 93	"
Ministère de la guerre — Armes	28 87	28 87	"	28 87	"
Ministère de la guerre — Autres objets	219,564 21	218,967 02	"	218,967 02	597f 19c
Ministère de la marine — Vieilles matières	2,236 01	2,236 01	"	2,236 01	"
Ministère de la marine — Autres objets	366 02	366 02	"	366 02	"
Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts. — Instruction publique	"	"	"	"	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Commerce	"	"	"	"	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Postes et télégraphes	9,886 01	9,886 01	"	9,886 01	"
Ministère de l'agriculture	1,118 24	1,118 24	"	1,118 24	"
Ministère des travaux publics	5,051 90	4,538 75	"	4,538 75	513 15
Gouvernement général de l'Algérie	"	"	"	"	"
Objets de toute autre origine	4,169 36	4,169 36	"	4,169 36	"
TOTAL des aliénations d'objets mobiliers	252,612 61	251,502 27	"	251,502 27	1,110 34
		251,502f 27c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

Produits des Forêts.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produits des coupes de bois.						
Prix principal	"	"	"	"	"	"
Recouvrement de frais d'adjudication des coupes de bois de l'État, à raison de 1 fr. 60 p. o/o du prix principal	21,531f 96c	21,164f 21c	158f 04c	"	21,322f 25c	209f 71
Produits de coupes de bois vendues par unité de marchandises ou après façonnage	1,260,284 21	1,157,181 92	48,083 71	"	1,205,265 63	61,018 58
	1,287,816 17	1,178,346 13	48,241 75	"	1,226,587 88	61,228 29
Valeur de bois cédés aux arsenaux de la Guerre	"	"	"	"	"	"
Produits accessoires.						
Recouvrements de frais de toutes adjudications concernant les forêts, autres que les adjudications de coupes	107 04	107 04	"	"	107 04	"
Prix de ventes de bois provenant des exploitations accidentelles	17,487 21	12,132 40	891 12	"	13,023 52	4,463 69
Menus produits des forêts. — Fermage du droit de chasse dans les forêts de l'État	13,367 94	9,964 44	1,537 50	"	11,501 94	1,866 00
Menus produits des forêts. — Autres menus produits	136,947 37	105,578 23	10,024 47	"	115,602 70	21,344 67
Salaires des gardes recouvrés sur les acquéreurs de bois de l'État et sur les copropriétaires, les usagers, etc	20 00	20 00	"	"	20 00	"
Recouvrements de prix de cession de terrains	1 00	1 00	"	"	1 00	"
Dommages-intérêts et restitutions pour délits dans les bois de l'État	872 41	58 66	"	"	58 66	813 75
Recouvrements de frais de poursuites et d'instances concernant les forêts	82 65	82 65	"	"	82 65	"
Produit des amendes et condamnations pécuniaires concernant les forêts	"	"	"	"	"	"
Recettes imprévues	7 00	7 00	"	"	7 00	"
Prix des bois vendus — aux enchères	9,319 17	4,035 77	1,448 60	"	5,484 37	3,834 80
Prix des bois vendus — de gré à gré	2,204 73	1,887 28	317 45	"	2,204 73	"
Fermage des terres labourables	6,887 65	6,887 65	"	"	6,887 65	"
	187,304 17	140,762 12	14,219 14	"	154,981 26	32,322 91
Valeurs de concessions de chênes-liège	17,778 88	4,237 20	"	"	4,237 20	13,541 68
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois	3,219 28	2,977 19	154 42	"	3,131 61	87 67
TOTAL des produits des forêts	1,496,118 50	1,326,322 64	62,615 31	"	1,388,937 95	107,180 55
			62,615f 31c			

Produits des Forêts.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1898. — Recettes.	Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Produits de coupes de bois	1,536,739f 32c	1,455,204f 96c	"	1,455,204f 96c	81,534f 36c
Produits accessoires	352,111 49	218,271 78	"	218,271 78	133,839 71
Valeurs des anciennes concessions de chênes-liège (annuité à recouvrer en 1898.)	13,993 01	"	"	"	13,993 01
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois	3,279 04	3,155 54	"	3,155 54	123 50
TOTAL des produits des forêts	1,906,122 86	1,676,632 28	"	1,676,632 28	229,490 58
		1,676,632f 28c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
PRODUITS DIVERS DU BUDGET.						
Produit de la taxe des brevets d'invention en Algérie	6,220f 00c	6,220f 00c	"	"	6,220f 00c	"
Revenus et produits accidentels spéciaux à l'Algérie	92,152 72	90,592 96	1,559f 76c	"	92,152 72	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie	(A) 288,380 00	246,985 00	41,395 00	"	288,380 00	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways en Algérie	1,095 00	"	1,095 00	"	1,095 00	"
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie	245,585 95	232,733 72	12,852 23	"	245,585 95	"
Produit des maisons centrales de force et de correction en Algérie	331,517 98	198,335 48	133,182 50	"	331,517 98	"
Droit d'extraction des phosphates	110,308 85	110,308 85	"	"	110,308 85	"
TOTAL	1,075,260 50	885,176 01	190,084 49	"	1,075,260 50	"
			190,084f 49c			

(A) Y compris une somme de 136,120 francs qui restait à recouvrer à la clôture de l'exercice 1896.

DU BUDGET.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
PRODUITS DIVERS DU BUDGET.						
Produit de la taxe des brevets d'invention en Algérie	5,740f 00c	"	5,740f 00c	"	5,740f 00c	"
Revenus et produits accidentels spéciaux à l'Algérie	69,256 06	"	65,256 06	"	65,256 06	4,000f 00c
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie	189,780 00	"	148,385 00	"	148,385 00	41,395 00
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways en Algérie	1,095 00	"	"	"	"	1,095 00
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie	178,464 81	"	163,464 81	"	163,464 81	15,000 00
Produit des maisons centrales de force et de correction en Algérie	372,307 33	"	250,307 33	"	250,307 33	122,000 00
Droit d'extraction des phosphates	126,430 77	"	126,430 77	"	126,430 77	"
TOTAL	943,073 97	"	759,583 97	"	759,583 97	183,490 00
			759,583f 97c			

Suite des **CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.**

§ 6. RECETTES D'ORDRE.

Recettes en atténuation de dépenses. — Recettes d'ordre proprement dites.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1897.)

EXERCICE 1897.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
1° RECETTES D'ORDRE EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.						
Produits universitaires en Algérie	132,745f 00c	132,745f 00c	"	"	132,745f 00c	"
Produits des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	690,784 57	650,946 60	59,461f 29c	19,623f 32c	690,784 57	"
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles en Algérie	1,054,600 65	994,921 50	59,679 15	"	1,054,600 65	"
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — École d'arts et métiers de Dellys	4,325 00	2,550 00	1,775 00	"	4,325 00	"
Prélèvement du sixième du produit de l'octroi de mer en Algérie	1,119,992 84	1,041,861 13	78,131 71	"	1,119,992 84	"
Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation	68,400 19	63,226 75	5,173 44	"	68,400 19	"
Remboursement par les communes des frais de traitement des malades dans les hôpitaux militaires	324,827 86	283,445 78	41,382 08	"	324,827 86	"
Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux en Algérie	50,295 68	45,404 06	4,891 62	"	50,295 68	"
Remboursements d'avances par les hospices civils	20,500 00	20,500 00	"	"	20,500 00	"
TOTAL	3,466,471 79	3,235,600 82	250,494 29	19,623 32	3,466,471 79	"
			230,870f 97c			
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.						
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	903,648f 98c	1,152,945f 79c	16,165f 92c	265,462f 73c	903,648f 98c	"
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,219 05	"	2,219 05	"	2,219 05	"
TOTAL	905,868 03	1,152,945 79	18,384 97	265,462 73	905,868 03	"
			A déd. : 247,077f 76			
TOTAL GÉNÉRAL du § 6	4,372,339f 82c	4,388,546f 61c	268,879f 26c	285,086f 05c	4,372,339f 82c	"
			A déd. : 16,206f 79c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
1° RECETTES D'ORDRE EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.						
Produits universitaires en Algérie	133,330f 00c	"	133,330f 00c	"	133,330f 00c	"
Produits des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	606,547 10	"	546,547 10	"	546,547 10	60,000f 00c
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles en Algérie	1,084,631 16	"	1,026,631 16	"	1,026,631 16	58,000 00
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — École d'arts et métiers de Dellys	4,325 00	"	1,708 33	"	1,708 33	2,616 67
Prélèvement du sixième du produit de l'octroi de mer en Algérie	1,080,202 88	"	995,202 88	"	995,202 88	85,000 00
Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation	68,629 28	"	63,629 28	"	63,629 28	5,000 00
Remboursement par les communes des frais de traitement des malades dans les hôpitaux militaires	560,364 89	"	520,364 89	"	520,364 89	40,000 00
Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux en Algérie	53,955 39	"	49,155 39	"	49,155 39	4,800 00
Remboursements d'avances par les hospices civils	8,500 00	"	8,500 00	"	8,500 00	"
TOTAL	3,600,485 70	"	3,345,069 03	"	3,345,069 03	255,416 67
			3,345,069f 03c			
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.						
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	3,337,510f 50c	"	3,337,510f 50c	"	3,337,510f 50c	"
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	"	"	"	"	"	"
TOTAL	3,337,510 50	"	3,337,510 50	"	3,337,510 50	"
			3,337,510f 50c			
TOTAL GÉNÉRAL du § 6	6,937,996f 20c	"	6,682,579f 53c	"	6,682,579f 53c	255,416f 67c
			6,682,579f 53c			

Suite des **CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS**

État des Recettes faites, en 1898, sur les Droits et Produits constatés de l'Exercice 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1898.	RESTES À RECOUVRER.
FRANCE.			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.			
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.			
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — Écoles d'arts et métiers	112f 50c	112f 50c	"
Écoles militaires — polytechnique	3,979 00	3,979 00	"
Écoles militaires — de Saint-Cyr	15,173 58	15,173 58	"
Écoles militaires — de la Flèche	3,748 83	3,748 83	"
École navale de Brest	3,500 00	3,500 00	"
Écoles vétérinaires	610 00	610 00	"
École des haras du Pin	1,000 00	1,000 00	"
Ecoles d'agriculture	1,670 00	1,670 00	"
École du service de santé de la marine	175 00	175 00	"
TOTAL de l'exercice 1899 (France.)	29,968 91	29,968 91	"

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1898.

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Ain	3,751,523f 20c	2,855,320f 08c	5,790,243f 87c	1,113,286f 26c	3,442,564f 12c	16,952,937f 53c
Aisne	9,633,285 49	"	19,603,854 95	2,722,378 16	8,870,075 39	40,829,593 99
Allier	5,021,754 38	"	7,545,203 37	1,685,594 40	5,274,083 70	19,526,635 85
Alpes (Basses-)	930,747 07	"	2,072,078 89	383,537 85	1,091,045 73	4,477,409 54
Alpes (Hautes-)	759,182 76	"	1,640,971 04	314,260 33	999,852 45	3,714,266 58
Alpes-Maritimes	6,707,105 54	4,027,203 04	8,658,828 69	3,345,028 30	4,524,915 20	27,263,080 77
Ardèche	2,543,109 98	"	4,671,029 01	913,826 59	2,333,542 88	10,461,508 46
Ardennes	4,684,727 12	3,038,131 28	8,672,101 30	1,713,795 29	4,903,243 67	23,011,998 66
Ariège	1,234,196 27	"	2,649,662 09	468,314 25	1,495,057 66	5,847,230 27
Aube	4,056,263 07	"	6,046,692 78	1,326,855 51	4,441,603 11	15,871,414 47
Aude	3,961,505 21	"	7,282,899 26	1,717,175 69	4,502,786 35	17,464,366 51
Aveyron	2,994,716 89	"	4,241,539 55	922,748 17	3,053,863 37	11,212,867 98
Bouches-du-Rhône	14,623,033 57	68,420,550 57	31,882,250 36	8,212,378 29	13,316,904 52	136,455,117 31
Calvados	8,640,778 48	5,657,982 87	13,810,250 02	2,534,970 12	8,661,600 03	39,305,581 52
Cantal	2,400,673 56	"	2,927,933 73	628,076 80	1,950,735 97	7,907,420 06
Charente	3,873,747 63	"	5,518,718 23	1,489,035 07	4,220,957 00	15,102,457 93
Charente-Inférieure	5,392,999 81	8,780,629 45	7,219,977 98	1,967,051 38	5,653,979 68	29,014,638 30
Cher	3,405,672 18	"	6,493,941 30	1,164,372 93	3,609,101 35	14,673,087 76
Corrèze	2,107,306 82	"	3,509,112 02	705,667 61	1,838,438 54	8,160,524 99
Corse	846,179 44	2,450,830 75	"	558,768 30	1,484,808 71	5,340,587 20
Côte-d'Or	5,532,997 00	"	10,319,416 03	2,179,423 98	6,767,389 87	24,799,226 88
Côtes-du-Nord	5,220,320 58	"	12,532,230 72	1,207,334 59	3,778,759 50	22,738,645 39
Creuse	2,153,796 74	"	3,327,801 35	605,180 34	1,718,295 41	7,805,073 84
Dordogne	3,778,088 05	"	5,491,888 97	1,290,854 02	3,795,615 53	14,356,446 57
Doubs	3,673,291 15	1,310,150 81	8,647,483 11	1,663,064 87	4,585,032 26	19,879,022 20
Drôme	3,041,733 13	"	6,146,368 96	1,235,007 20	3,258,949 21	13,682,058 50
Eure	6,843,991 15	"	13,249,567 07	1,754,018 24	9,236,543 12	31,084,119 58
Eure-et-Loir	5,378,090 11	"	9,085,252 37	1,161,435 88	4,747,304 30	20,372,082 66
Finistère	6,141,454 88	2,670,669 41	17,465,854 50	1,644,863 56	5,537,823 14	33,460,665 49
Gard	4,299,488 96	"	11,558,765 85	2,558,354 69	5,814,614 36	24,231,223 86
A reporter	133,631,760 22	99,211,468 26	248,061,917 37	49 186,658 67	134,909,486 13	665,001,290 65

Suite des CONTRIBUTIONS

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1898.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	133,631,760f 22c	99,211,468f 26c	248,061,917f 37c	49,186,658f 67c	134,909,486f 13c	665,001,290f 65c
Garonne (Haute-)	6,252,756 56	1,420,983 95	10,661,563 90	2,648,848 95	7,820,070 97	28,804,224 33
Gers	2,286,167 86	"	3,338,450 39	672,808 18	3,089,507 28	9,386,933 71
Gironde	18,365,622 51	47,548,668 93	28,004,830 69	7,457,602 48	14,888,433 88	116,265,158 49
Hérault	7,991,923 80	23,878,956 85	15,337,699 39	3,385,705 49	8,080,052 43	58,674,337 96
Ille-et-Vilaine	6,692,253 48	2,239,366 54	15,794,647 11	1,899,668 20	6,301,324 50	32,927,259 83
Indre	2,868,537 35	"	5,242,205 84	954,783 91	3,035,508 69	12,101,035 79
Indre-et-Loire	5,846,696 97	"	7,171,155 99	1,806,644 03	5,104,535 43	19,929,032 42
Isère	7,170,712 89	"	12,649,877 32	2,463,725 68	6,921,529 26	29,205,845 15
Jura	2,972,210 31	"	6,715,431 03	1,082,762 33	3,864,270 10	14,634,673 77
Landes	1,907,986 07	"	4,100,011 80	753,170 96	2,256,398 28	9,017,567 11
Loir-et-Cher	4,238,371 16	"	4,925,028 54	1,022,862 25	3,529,105 95	13,715,367 90
Loire	7,262 808 51	"	16,569,304 48	2,642,526 90	7,599,190 60	34,073,830 49
Loire (Haute-)	2,335,377 47	"	4,187,189 80	616,039 96	2,243,060 15	9,381,667 38
Loire-Inférieure	8,156,763 94	27,964,035 76	13,913,597 74	2,639,392 03	6,748,049 81	59,421,839 28
Loiret	6,365,853 78	"	9,343,611 36	1,686,491 26	5,824,933 43	23,220,889 83
Lot	1,588,402 08	"	2,553,961 62	486,898 28	1,941,077 74	6,570,339 72
Lot-et-Garonne	2,823,086 72	"	4,847,590 54	1,070,299 05	4,023,437 40	12,764,413 71
Lozère	835,019 33	"	1,187,677 55	272,624 82	957,540 67	3,252,862 37
Maine-et-Loire	7,094,201 25	"	11,378,091 66	2,086,127 13	7,339,608 07	27,898,028 11
Manche	7,429,029 73	1,887,445 55	12,871,458 87	1,655,912 79	6,887,319 45	30,731,166 39
Marne	8,425,374 10	"	17,762,323 29	2,865,059 58	8,547,055 58	37,599,812 55
Marne (Haute-)	2,664,204 81	"	5,025,015 97	1,061,039 78	3,269,114 44	12,019,375 00
Mayenne	3,679,815 55	"	7,595,029 24	915,059 70	3,643,818 69	15,833,723 18
A reporter	258,884,936 45	204,150,925 84	469,237,671 49	91,332,712 41	258,824,428 93	1,282,430,675 12

ET REVENUS PUBLICS.

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1898.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	258,884,936f 45c	204,150,925f 84c	469,237,671f 49c	91,332,712f 41c	258,824,428f 93c	1,282,430,675f 12c
Meurthe-et-Moselle	8,316,550 79	16,881,989 25	20,654,433 93	2,677,426 48	7,979,558 50	56,509,958 95
Meuse	4,072,177 63	"	7,144,030 83	1,276,886 58	4,700,563 21	17,193,658 25
Morbihan	4,088,382 08	843,414 51	10,947,188 16	995,818 42	3,649,209 92	20,524,013 09
Nièvre	3,902,515 86	"	5,731,950 92	1,192,051 64	3,912,149 41	14,738,667 83
Nord	26,539,345 70	54,397,587 81	60,074,040 34	9,949,061 63	27,888,297 51	178,848,332 99
Oise	8,866,547 41	"	17,972,881 04	2,255,904 47	7,722,158 38	36,817,491 30
Orne	5,734,819 71	"	7,609,893 88	1,439,277 62	5,280,695 01	20,064,686 22
Pas-de-Calais	12,101,913 09	13,070,640 66	29,848,367 50	3,447,963 87	11,513,826 34	69,982,711 46
Puy-de-Dôme	5,424,310 80	"	11,929,233 92	1,833,651 82	5,833,105 64	25,020,302 18
Pyrénées (Basses-)	4,444,338 81	6,674,239 62	6,550,876 14	1,781,400 68	3,770,045 11	23,220,900 36
Pyrénées (Hautes-)	2,076,440 11	"	3,609,859 18	766,377 58	1,941,222 43	8,393,899 30
Pyrénées-Orientales	2,260,559 44	5,887,379 82	5,253,860 09	1,025,336 91	2,047,915 88	16,475,052 14
Territoire de Belfort	"	7,389,190 86	2,391,925 28	"	1,111,196 75	10,892,312 89
Rhône	23,696,752 15	8,713,347 30	28,694,195 59	7,812,671 13	16,197,916 71	85,114,882 88
Saône (Haute-)	4,699,526 70	"	5,231,558 22	1,488,970 04	3 236,225 22	14,656,280 18
Saône-et-Loire	6,686,476 28	"	14,713,281 81	2,295,200 81	7,326,027 64	31,020,986 54
Sarthe	6,327,383 79	"	10,414,329 11	1,606,830 66	5,830,375 34	24,178,918 90
Savoie	2,511,414 18	1,876,300 47	3,939,445 03	1,623,809 71	2,029,669 54	11,980,638 93
Savoie (Haute-)	2,464,451 23	"	2,778,731 24	816,602 29	1,511,451 39	7,571,236 15
Seine	343,979,139 74	66,713,557 32	354,286,323 84	86,137,905 45	135,754,013 97	986,870,940 32
A reporter	737,077,981 95	386,598,573 46	1,079,014,077 54	221,755,860 20	518,060,052 83	2,942,506,545 98

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1898.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	737,077,981f 95c	386,598,573f 46c	1,079,014,077f 54c	221,755,860f 20c	518,060,052f 83c	2,942,506,545f 98
Seine-Inférieure	19,737,551 37	133,838,622 14	46,364,284 84	7,242,588 09	16,708,099 10	223,891,145 54
Seine-et-Marne	8,166,598 73	"	14,617,067 61	2,073,836 11	7,494,714 96	32,352,217 41
Seine-et-Oise	19,675,022 03	"	23,075,150 70	4,680,603 27	15,369,790 45	62,800,566 45
Sèvres (Deux-)	3,828,035 87	"	5,350,487 31	971,523 65	3,548,675 59	13,698,722 42
Somme	8,885,904 44	"	20,945,101 88	2,558,084 62	8,292,278 88	40,681,369 82
Tarn	3,060,040 73	"	4,848,111 97	1,015,289 08	3,557,438 88	12,480,880 66
Tarn-et-Garonne	1,958,798 35	"	3,205,977 82	579,850 39	2,788,873 22	8,533,499 78
Var	4,761,142 80	"	9,859,983 28	1,652,511 66	4,539,379 74	20,813,017 48
Vaucluse	2,941,506 58	"	6,497,327 68	1,254,318 19	2,965,074 85	13,658,227 30
Vendée	4,092,271 02	1,659,570 87	5,249,181 59	948,367 41	3,675,976 94	15,625,367 83
Vienne	4,079,954 62	"	5,229,633 48	1,213,154 72	4,015,315 90	14,538,058 72
Vienne (Haute-)	3,624,248 50	"	6,088,923 29	1,294,201 46	3,175,809 46	14,183,182 71
Vosges	5,042,102 56	840,384 95	10,025,148 98	1,818,139 64	8,062,985 20	25,788,761 33
Yonne	4,464,625 36	"	6,200,798 27	1,484,529 92	4,884,992 82	17,034,946 37
	831,395,784 91	522,937,151 42	1,246,571,256 24	250,542,858 41	607,139,458 82	3,458,586,509 80
Caissier-payeur central du Trésor public						82,761,768 96
Agents comptables du Trésor						2,677,248 11
Comptables des finances en Algérie						57,769,291 10
Trésoriers-payeurs des colonies						13,790,353 39
Agent comptable des virements de comptes						21,236,419 08
TOTAL GÉNÉRAL des recouvrements effectués pendant l'année 1898						3,636,821,590 44

COMPTE

DES DÉPENSES PUBLIQUES

POUR L'ANNÉE 1898

NOTE

SUR

LE COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

Dans le compte des contributions et revenus publics qui précède, on a détaillé, par branche principale de revenus, les différentes ressources dont se compose le budget des recettes. Dans le compte des dépenses publiques, on fait connaître, par division principale de services, les diverses natures de dépenses représentant les besoins généraux de l'État. Ces deux comptes servent ainsi de base au compte des budgets, qui a pour destination de retracer l'exécution des lois annuelles de finances, en opposant les recettes réalisées aux évaluations qui les ont prévues et les dépenses effectuées aux crédits qui les ont autorisées.

Les dépenses de chaque exercice sont classées, dans le compte des dépenses publiques, par ministère et par chapitre.

Pour les détails par article, ainsi que pour les développements administratifs que comporte chaque service, il est nécessaire de se reporter aux comptes particuliers que les Ministres ordonnateurs publient pour justifier l'emploi des fonds mis à leur disposition par la loi de finances.

Chacun de ces tableaux fait connaître :

Les dépenses résultant des services faits, c'est-à-dire les droits constatés à la charge de l'État et au profit de ses créanciers;

Les payements effectués sur les ordonnances des Ministres, avec la distinction de l'année pendant laquelle ils ont eu lieu;

Les annulations de payement constatées pour fonds reversés dans les caisses du Trésor public d'après les ordres des Ministres, pour remboursements d'avances concernant d'autres ministères, et pour changements d'imputation dont la Cour des comptes est appelée à reconnaître la régularité;

Enfin les dépenses qui sont restées à payer soit à la clôture de l'exercice expiré, soit à la fin de la première année de l'exercice courant.

Le compte des dépenses publiques est précédé d'un tableau général qui récapitule les développements placés à la suite, pour chaque branche de service, et dont on va résumer les résultats par exercice.

Il contient, en outre, le développement, par département et par classe de comptables, des payements effectués pendant la gestion sur les divers exercices en cours d'exécution. Les détails, par lieu d'ordonnancement des dépenses de chaque ministère, selon les circonscriptions spéciales des services, se trouvent dans les comptes définitifs que les départements ministériels publient en clôture d'exercice.

Note sur le Compte des Dépenses publiques.

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1897.

Les dépenses constatées par les Ministres, à la charge de l'exercice 1897, se sont élevées à 3,540,157,114 fr. 73 cent.

SAVOIR :

Budget général.	France.	Dette publique	1,247,955,058f 58c	3,467,367,621f 18c
		Pouvoirs publics	13,183,720 00	
		Services généraux des ministères	1,783,260,964 35	
		Frais de régie, de perception, etc.	378,710,130 83	
		Remboursements et restitutions, etc.	44,257,747 42	
	Algérie.	Services généraux des ministères	57,047,199 16	72,789,493 55
		Frais de régie, de perception, etc.	14,870,825 57	
		Remboursements et restitutions, etc.	871,468 82	
		TOTAL GÉNÉRAL		3,540,157,114 73

Sur ces dépenses il a été payé par le Trésor public, jusqu'à l'époque de la clôture dudit exercice, une somme de 3,523,516,590 fr. 35 cent., appliquée ainsi qu'il suit :

	BUDGET GÉNÉRAL.			
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Payements antérieurs au 1er janvier 1898	3,056,565,072 56	59,872,491 06	3,116,437,563 62	
Payements de l'année 1898	474,487,104 47	12,680,695 99	487,167,800 46	
A déduire : Annulations résultant de remboursements d'avances, de reversements de fonds et de changements d'imputation	*80,042,560 72*	*46,213 01*	*80,088,773 73*	
TOTAL NET des payements de l'année 1898	394,444,543 75	12,634,482 98	407,079,026 73	
TOTAL des payements de l'exercice 1897	3,451,009,616 31	72,506,974 04	3,523,516,590 35	3,523,516,590 35

Les dépenses restant à payer sur le budget général à la clôture de l'exercice 1897, et qui seront ordonnancées par les Ministres sur le chapitre spécial des exercices clos, s'élèvent à 16,640,524 38

Note sur le Compte des Dépenses publiques.

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1898.

Les dépenses liquidées par les ministères ordonnateurs jusqu'au 1er janvier 1899, et celles que l'on présume devoir encore être constatées à la charge de l'exercice 1898, montent à 3,562,583,798 fr. 97,

SAVOIR :

Budget général.	France.	Dette publique	1,254,365,868f 42c	3,484,815,074f 24c
		Pouvoirs publics	13,865,764 00	
		Services généraux des ministères	1,790,128,637 69	
		Frais de régie, de perception, etc.	385,945,209 14	
		Remboursements et restitutions, etc.	40,509,594 99	
	Algérie.	Services généraux des ministères	59,934,424 66	77,768,724 73
		Frais de régie, de perception, etc.	15,197,855 82	
		Remboursements et restitutions, etc.	2,636,444 25	
		TOTAL		3,562,583,798 97

Les payements faits par le Trésor public jusqu'au 1er janvier 1899 s'élèvent à la somme de 3,133,144,693 fr. 84, savoir :

	BUDGET GÉNÉRAL.			
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Payements antérieurs au 1er janvier 1898	46 12	"	46 12	
Payements de l'année 1898	3,157,180,908 44	65,416,173 32	3,222,597,081 76	
A déduire : Annulations résultant de remboursements d'avances, de reversements de fonds, et de changements d'imputation	*89,343,684 59*	*108,749 45*	*89,452,434 04*	
TOTAL NET des payements de l'année 1898	3,067,837,223 85	65,307,423 87	3,133,144,647 72	
TOTAL des payements de l'exercice 1898	3,067,837,269 97	65,307,423 87	3,133,144,693 84	3,133,144,693 84

Il restait, par conséquent, à payer au 1er janvier 1899, savoir :

Budget général	France	416,977,804f 27c	429,439,105f 13c
	Algérie	12,461,300 86	

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1899.

Les payements faits par anticipation sur cet exercice concernent les dépenses de la dette viagère. Ils s'élèvent à 39 fr. 90.

Note sur le Compte des Dépenses publiques.

RÉCAPITULATION DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1898.

D'après les résultats qui viennent d'être exposés, les payements de toute nature effectués sur les dépenses publiques, pendant l'année 1898, s'élèvent à une somme totale de 3,540,223,714 fr. 35,

SAVOIR :

			EXERCICE 1897.	EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
Budget général.	France.	Dette publique, dotations, etc.	62,184,951 66	1,178,916,727 75	39 90
		Pouvoirs publics	33,720 00	13,580,000 00	"
		Services généraux des ministères	296,136,520 68	1,484,049,949 01	"
		Frais de régie, de perception, etc.	29,460,155 96	354,975,495 85	"
		Remboursements et restitutions, etc.	6,629,195 45	36,315,051 24	"
			394,444,543 75	3,067,837,223 85	39 90
	Algérie.	Services généraux des ministères	10,387,611 74	51,254,005 38	"
		Frais de régie, de perception, etc.	2,145,461 92	12,977,934 47	"
		Remboursements et restitutions, etc.	101,409 32	1,075,484 02	"
			12,634,482 98	65,307,423 87	"
		TOTAL GÉNÉRAL	407,079,026 73	3,133,144,647 72	39 90
			3,540,223,714 fr 35		

Ces payements sont portés en dépense dans le tableau général des opérations de l'administration des finances de l'année 1898. (Voir page 39.)

DÉPENSES PUBLIQUES.

État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1897, 1898 et 1899, au 1er janvier 1899.

Pages de renvoi aux états de développement.	Nature des dépenses.	Droits constatés au profit des créanciers de l'État et dépenses présumées — antérieurement au 1er janvier 1898.	Droits constatés — Opérations de l'année 1898. Droits constatés.	Droits constatés — Opérations de l'année 1898. Annulations de droits constatés.	Droits constatés — Total.	Payements effectués — antérieurement au 1er janvier 1898.	Payements effectués — pendant l'année 1898.	Payements effectués — Total.	Restes à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.	Observations.
	FRANCE.									
					EXERCICE 1897.					
					BUDGET GÉNÉRAL.					
	1re Partie. — Dette publique.									
176	Ministère des finances. Dette consolidée	693,680,335f 00c	"	139f 75c	693,680,195f 25c	642,650,509f 84c	41,436,697f 08c	684,087,206f 92c	9,592,988f 33c	
176	Ministère des finances. Dette remboursable à terme ou par annuités	328,379,124 77	"	1,059,739 58	327,319,385 19	312,912,849 05	13,410,548 51	326,323,397 56	995,987 63	
178	Ministère des finances. Dette viagère	230,279,667 74	"	3,324,189 60	226,955,478 14	219,617,772 07	7,337,706 07	226,955,478 14	"	
		1,252,339,127 51	"	4,384,068 93	1,247,955,058 58	1,175,181,130 96	62,184,951 66	1,237,366,082 62	10,588,975 96	
	2e Partie. — Pouvoirs publics.									
180	Ministère des finances. Présidence de la République	1,200,000 00	"	"	1,200,000 00	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"	
180	Ministère des finances. Sénat et Chambre des députés	11,983,720 00	"	"	11,983,720 00	11,950,000 00	33,720 00	11,983,720 00	"	
		13,183,720 00	"	"	13,183,720 00	13,150,000 00	33,720 00	13,183,720 00	"	
	3e Partie. — Services généraux des ministères.									
180	Ministère des finances	29,773,562 38	1,185 91	"	29,774,748 29	26,996,229 82	2,767,666 73	29,763,896 55	10,851 74	
182	Ministère de la justice et des cultes. Service de la justice	34,968,049 89	"	35,833 05	34,932,216 84	33,494,914 76	1,421,950 75	34,916,865 51	15,351 33	
184	Ministère de la justice et des cultes. Service des cultes	42,813,464 79	29,885 12	"	42,843,349 91	31,236,659 77	11,383,762 87	42,620,422 64	222,927 27	
186	Ministère des affaires étrangères	17,530,895 34	192,164 98	"	17,723,060 32	13,743,988 42	3,066,545 97	16,810,534 39	912,525 93	
188	Ministère de l'intérieur	77,894,355 15	"	4,184,688 88	73,709,666 27	61,023,201 78	12,564,288 01	73,587,489 79	122,176 48	
196	Ministère de la guerre. Service ordinaire	632,345,888 15	"	2,632,800 82	629,713,087 33	589,787,382 42	39,326,935 32	629,114,317 74	598,769 59	
200	Ministère de la guerre. Dépenses extraordinaires	56,792,646 24	"	1,572,806 79	55,219,839 45	34,809,860 60	19,690,960 99	54,500,821 59	719,017 86	
204	Ministère de la marine	262,133,205 88	"	948,113 58	261,185,092 30	205,014,398 78	55,761,434 71	260,775,833 49	409,258 81	
208	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. Service de l'instruction publique	202,695,948 85	"	1,072,752 03	201,623,196 82	179,929,196 77	21,475,815 48	201,405,012 25	218,184 57	
212	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. Service des beaux-arts	16,809,812 55	"	361,711 96	16,448,100 59	11,117,753 14	4,316,245 29	15,433,998 43	1,014,102 16	
216	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service du commerce et de l'industrie	42,447,578 43	"	1,293,817 31	41,153,761 12	27,775,950 19	13,134,993 60	40,910,943 79	242,817 33	
218	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes	2,452,786 65	"	0 07	2,452,786 58	2,189,854 40	262,573 13	2,452,427 53	359 05	
220	Ministère des colonies	106,226,163 08	786,616 65	"	107,012,779 73	58,338,952 40	48,442,672 90	106,781,625 30	231,154 43	
224	Ministère de l'agriculture	36,170,590 98	136,584 11	"	36,307,175 09	24,230,953 22	12,029,770 53	36,260,723 75	46,451 34	
228	Ministère des travaux publics. Dépenses ordinaires	79,670,713 42	10,468 36	"	79,681,181 78	68,083,557 04	11,558,950 11	79,642,507 15	38,674 63	
232	Ministère des travaux publics. Dépenses extraordinaires	159 421,951 21	"	5,941,029 28	153,480,921 93	114,349,040 79	38,931,954 29	153,280,995 08	199,926 85	
		1,800,147,612 99	1,156,905 13	18,043,553 77	1,783,260,964 35	1,482,121,894 30	296,136,520 68	1,778,258,414 98	5,002,549 37	
	4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.									
236	Ministère des finances	192,811,294 51	136,842 60	"	192,948,137 11	182,101,934 75	10,831,272 76	192,933,207 51	14,929 60	
238	Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	"	60,000 00	"	59,239 00	59,239 00	761 00	
240	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes	171,951,467 69	338,752 48	"	172,290,220 17	155,532,014 75	16,208,950 76	171,740,965 51	549,254 66	
242	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	13,454,647 74	"	42,874 19	13,411,773 55	10,849,545 83	2,360,693 44	13,210,239 27	201,534 28	
		378,277,409 94	475,595 08	42,874 19	378,710,130 83	348,483,495 33	29,460,155 96	377,943,651 29	766,479 54	
	5e Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.									
	Ministère des finances	36,104,525 03	"	296,895 36	35,807,629 67	30,148,219 55	5,659,410 12	35,807,629 67	"	
	Ministère de l'intérieur	1,748,000 00	"	196,796 45	1,551,203 55	1,361,525 88	189,677 67	1,551,203 55	"	
244	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes	6,886,912 76	"	"	6,886,912 76	6,108,224 07	778,688 69	6,886,912 76	"	
	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	12,010 00	"	8 56	12,001 44	10,582 47	1,418 97	12,001 44	"	
		44,751,447 79	"	493,700 37	44,257,747 42	37,628,551 97	6,629,195 45	44,257,747 42	"	
	Total général	3,488,699,318 23	1,632,500 21	22,964,197 26	3,467,367,621 18	3,056,565,072 56	394,444,543 75	3,451,009,616 31	16,358,004 87	
			A déd. 21,331,697f 05c							

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'*État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1897, 1898 et 1899 au 1er janvier 1899.*

Pages de renvoi aux états de développement.	Nature des dépenses.	Droits constatés au profit des créanciers de l'État et dépenses présumées — Antérieurement au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898 — Droits constatés.	Opérations de l'année 1898 — Annulations de droits constatés.	Total.	Payements effectués — Antérieurement au 1er janvier 1898.	Payements effectués — Pendant l'année 1898.	Payements effectués — Total.	Restes à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.	Observations.
	ALGÉRIE.									
					EXERCICE 1897.					
					BUDGET GÉNÉRAL.					
	3e Partie. — Services généraux des ministères.									
248	Ministère des finances	544,692f 88c	"	19f 40c	544,673f 48c	492,276f 50c	52,396f 98c	544,673f 48c	"	
248	Ministère de la justice et des cultes. — Service de la justice	2,774,736 84	"	4,454 79	2,770,282 05	2,679,927 71	88,468 84	2,768,396 55	1,885f 50c	
248	Ministère de la justice et des cultes. — Service des cultes	1,232,000 25	"	7,048 84	1,224,951 41	925 130 40	298,806 01	1,223,936 41	1,015 00	
250	Ministère de l'intérieur. — Services centralisés à Paris	2,045,356 23	24,851f 91c	"	2,070,208 14	1,818,131 89	251,329 70	2,069,461 59	746 55	
250	Ministère de l'intérieur. — Service du gouvernement général de l'Algérie.	9,515,551 75	"	133,106 80	9,382,444 95	7,051,797 55	2,224,023 42	9,275,820 97	106,623 98	
260	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	6,244,653 66	"	161,949 53	6,082,704 13	5,385,524 97	658,313 44	6,043,838 41	38,865 72	
262	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service des beaux-arts	357,512 19	"	1,480 74	356,031 45	231,744 22	123,674 69	355,418 91	612 54	
264	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	193,828 00	"	3,685 23	190,142 77	162,590 96	27,551 81	190,142 77	"	
264	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	4,460 97	"	"	4,460 97	4,460 97	"	4,460 97	"	
264	Ministère de l'agriculture	2,393,490 78	193,521 71	"	2,587,012 49	1,581,529 21	902,772 87	2,484,302 08	102,710 41	
266	Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	5,692,640 86	"	49,002 02	5,643,638 84	4,659,918 05	976,293 34	5,636,211 39	7,427 45	
266	Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	26,203,523 77	"	12,875 29	26,190,648 48	21,404,621 08	4,783,980 64	26,188,602 32	2,046 16	
		57,202,448 18	218,373 62	373,622 64	57,047,199 16	46,397,654 11	10,387,611 74	56,785,265 85	261,933 31	
	4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.									
268	Ministère des finances	6,492,670 33	10,563 59	"	6,503,233 92	5,247,510 02	1,244,758 64	6,492,268 66	10,965 26	
279	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	5,563,519 95	"	2,213 57	5,561,306 38	5,045,003 89	512,651 05	5,557,654 94	3,651 44	
270	Ministère de l'agriculture (Forêts)	2,781,585 38	24,699 89	"	2,806,285 27	2,412,263 54	388,052 23	2,800,315 77	5,969 50	
		14,837,775 66	35,263 48	2,213 57	14,870,825 57	12,704,777 45	2,145,461 92	14,850,239 37	20,586 20	
	5e Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.									
272	Ministère des finances	686,419 26	"	8,458 27	677,960 99	627,975 25	49,985 74	677,960 99	"	
272	Ministère de l'intérieur	240,000 00	"	46,492 17	193,507 83	142,084 25	51,423 58	193,507 83	"	
		926,419 26	"	54,950 44	871,468 82	770,059 50	101,409 32	871,468 82	"	
	Total général	72,966,643 10	253,637 10	430,786 65	72,789,493 55	59,872,491 06	12,634,482 98	72,506,974 04	282,519 51	
			A déd. 177,149f 55c							

RÉCAPITULATION DE L'EXERCICE 1897.

France	3,488,699,318f 23	1,632,500f 21c	22,964,197f 26c	3,467,367,621f 18	3,056,565,072f 56c	394,444,543f 75c	3,451,009,616f 31c	16,358,004f 87c
Algérie	72,966,643 10	253,637 10	430,786 65	72,789,493 55	59,872,491 06	12,634,482 98	72,506,974 04	282,519 51
Total	3,561,665,961 33	1,886,137 31	23,394,983 91	3,540,157,114 73	3,116,437,563 62	407,079,026 73	3,523,516,590 35	16,640,524 38
		A déd. 21,508,846f 60c						

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite de l'*État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1897, 1898 et 1899, au 1er janvier 1899.*

Pages de renvoi aux états de développement.	Nature des dépenses.		Droits constatés au profit des créanciers de l'État et dépenses présumées — antérieurement au 1er janvier 1898.	Droits constatés — Opérations de l'année 1898. Droits constatés.	Droits constatés — Opérations de l'année 1898. Annulations de droits constatés.	Droits constatés — Total.	Payements effectués — antérieurement au 1er janvier 1898.	Payements effectués — pendant l'année 1898.	Payements effectués — Total.	Restes à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.	Observations.
	FRANCE.					EXERCICE 1898. BUDGET GÉNÉRAL.					
	1re Partie. — Dette publique.										
177	Ministère des finances.	Dette consolidée	"	693,680,314f 00c	"	693,680,314f 00c	"	645,172,930f 50c	645,172,930f 50c	48,507,383f 50c	
177		Dette remboursable à terme ou par annuités	"	326,404,160 05	"	326,404,160 05	"	309,864,780 18	309,864,780 18	16,539,379 87	
179		Dette viagère	46 12	234,281,348 25	"	234,281,394 37	46 12	223,879,017 07	223,879,063 19	10,402,331 18	
			46 12	1,254,365,822 30	"	1,254,365,868 42	46 12	1,178,916,727 75	1,178,916,773 87	75,449,094 55	
	2e Partie. — Pouvoirs publics.										
181	Ministère des finances.	Présidence de la République	"	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"	1,200,000 00	1,200,000 00	"	
181		Sénat et Chambre des députés	"	12,665,764 00	"	12,665,764 00	"	12,380,000 00	12,380,000 00	285,764 00	
			"	13,865,764 00	"	13,865,764 00	"	13,580,000 00	13,580,000 00	285,764 00	
	3e Partie. — Services généraux des ministères.										
181	Ministère des finances		"	29,104,767 56	"	29,104,767 56	"	26,433,548 23	26,433,548 23	2,671,219 33	
183	Ministère de la justice		"	35,291,651 93	"	35,291,651 93	"	33,898,878 81	33,898,878 81	1,392,773 12	
187	Ministère des affaires étrangères		"	17,487,951 46	"	17,487,951 46	"	13,699,006 23	13,699,006 23	3,788,945 23	
189	Ministère de l'intérieur et des cultes.	Service de l'intérieur	"	77,901,046 54	"	77,901,046 54	"	61,608,803 60	61,608,803 60	16,292,242 94	
195		Service des cultes	"	42,980,547 19	"	42,980,547 19	"	31,406,017 75	31,406,017 75	11,574,529 44	
197	Ministère de la guerre	Service ordinaire	"	633,019,647 33	"	633,019,647 33	"	590,859,602 58	590,859,602 58	42,160,044 75	
201		Dépenses extraordinaires	"	29,296,922 13	"	29,296,922 13	"	18,862,981 27	18,862,981 27	10,433,940 86	
205	Ministère de la marine		"	289,970,512 00	"	289,970,512 00	"	221,919,654 11	221,919,654 11	68,050,857 89	
209	Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts	Service de l'instruction publique	"	200,195,791 92	"	200,195,791 92	"	179,719,752 92	179,719,752 92	20,476,039 00	
213		Service des beaux-arts	"	17,478,579 40	"	17,478,579 40	"	10,797,354 98	10,797,354 98	6,681,224 42	
217	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	Service du commerce et de l'industrie	"	48,933,312 48	"	48,933,312 48	"	34,088,335 11	34,088,335 11	14,844,977 37	
218		Service des postes et des télégraphes	"	2,573,237 55	"	2,573,237 55	"	2,302,187 72	2,302,187 72	271,049 83	
221	Ministère des colonies		"	117,478,163 72	"	117,478,163 72	"	67,270,837 74	67,270,837 74	50,207,325 98	
225	Ministère de l'agriculture		"	31,368,306 40	"	31,368,306 40	"	20,391,571 22	20,391,571 22	10,976,735 18	
229	Ministère des travaux publics.	Dépenses ordinaires	"	79,295,918 80	"	79,295,918 80	"	68,154,238 14	68,154,238 14	11,141,680 66	
233		Dépenses extraordinaires	"	137,752,281 28	"	137,752,281 28	"	102,637,178 60	102,637,178 60	35,115,102 68	
			"	1,790,128,637 69	"	1,790,128,637 69	"	1,484,049,949 01	1,484,049,949 01	306,078,688 68	
	4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.										
237	Ministère des finances		"	196,328,716 74	"	196,328,716 74	"	185,474,434 39	185,474,434 39	10,854,282 35	
239	Ministère des affaires étrangères		"	60,000 00	"	60,000 00	"	"	"	60,000 00	
241	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes		"	175,842,703 18	"	175,842,703 18	"	158,629,575 79	158,629,575 79	17,213,127 39	
243	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)		"	13,713,789 22	"	13,713,789 22	"	10,871,485 67	10,871,485 67	2,842,303 55	
			"	385,945,209 14	"	385,945,209 14	"	354,975,495 85	354,975,495 85	30,969,713 29	
	5e Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.										
245	Ministère des finances		"	31,849,992 34	"	31,849,992 34	"	29,055,434 18	29,055,434 18	2,794,558 16	
	Ministère de l'intérieur		"	1,438,000 00	"	1,438,000 00	"	967,475 46	967,475 46	470,524 54	
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes		"	7,210,342 65	"	7,210,342 65	"	6,282,206 09	6,282,206 09	928,136 56	
	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)		"	11,260 00	"	11,260 00	"	9,935 51	9,935 51	1,324 49	
			"	40,509,594 99	"	40,509,594 99	"	36,315,051 24	36,315,051 24	4,194,543 75	
	Total général		46 12	3,484,815,028 12	"	3,484,815,074 24	46 12	3,067,837,223 85	3,067,837,269 97	416,977,804 27	
				3,484,815,028f 12c							

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'*État général des droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1897, 1898 et 1899, au 1er janvier 1899.*

Pages de renvoi aux états de développement.	Nature des dépenses.	Droits constatés — antérieurement au 1er janvier 1898.	Droits constatés — Opérations de l'année 1898. Droits constatés.	Droits constatés — Opérations de l'année 1898. Annulations de droits constatés.	Droits constatés — Total.	Payements effectués — antérieurement au 1er janvier 1898.	Payements effectués — pendant l'année 1898.	Payements effectués — Total.	Restes à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.	Observations.
	EXERCICE 1898.									
	ALGÉRIE. — BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)									
	3e Partie. — Services généraux des ministères.									
249	Ministère des finances	"	584,361f 91c	"	584,361f 91c	"	525,164f 18c	525,164f 18c	59,197f 73c	
249	Ministère de la justice	"	2,712,763 12	"	2,712,763 12	"	2,610,960 26	2,610,960 26	101,802 86	
251	Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur. — Justice musulmane	"	126,300 00	"	126,300 00	"	111,175 59	111,175 59	15,124 41	
251	Culte musulman	"	298,730 00	"	298,730 00	"	240,511 93	240,511 93	58,218 07	
251	Intérieur	"	13,047,726 03	"	13,047,726 03	"	10,728,224 61	10,728,224 61	2,319,501 42	
253	Instruction publique indigène	"	102,970 00	"	102,970 00	"	91,112 67	91,112 67	11,857 33	
253	Beaux-Arts	"	240,707 20	"	240,707 20	"	151,719 44	151,719 44	88,987 76	
255	Commerce et industrie	"	88,512 10	"	88,512 10	"	83,260 32	83,260 32	5,251 78	
255	Agriculture	"	3,160,118 35	"	3,160,118 35	"	2,316,371 46	2,316,371 46	843,746 89	
257	Travaux publics	"	10,138,135 54	"	10,138,135 54	"	7,103,922 58	7,103,922 58	3,034,212 96	
259	Service des cultes	"	890,466 75	"	890,466 75	"	654,024 27	654,024 27	236,442 48	
261	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	"	6,310,305 93	"	6,310,305 93	"	5,157,526 47	5,157,526 47	1,152,779 46	
263	Service des beaux-arts	"	106,199 82	"	106,199 82	"	77,139 97	77,139 97	29,059 85	
265	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	120,117 10	"	120,117 10	"	102,178 37	102,178 37	17,938 73	
265	Service des postes et des télégraphes	"	523 32	"	523 32	"	523 32	523 32	"	
265	Ministère de l'agriculture	"	6,487 49	"	6,487 49	"	6,487 49	6,487 49	"	
267	Ministère des travaux publics	"	22,000,000 00	"	22,000,000 00	"	21,293,702 45	21,293,702 45	706,297 55	
		"	59,934,424 66	"	59,934,424 66	"	51,254,005 38	51,254,005 38	8,680,419 28	
	4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.									
269	Ministère des finances	"	6,612,647 58	"	6,612,647 58	"	5,172,325 91	5,172,325 91	1,440,321 67	
271	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes	"	5,476,618 24	"	5,476,618 24	"	5,166,644 30	5,166,644 30	309,973 94	
271	Ministère de l'agriculture (Forêts)	"	3,108,590 00	"	3,108,590 00	"	2,638,964 26	2,638,964 26	469,625 74	
		"	15,197,855 82	"	15,197,855 82	"	12,977,934 47	12,977,934 47	2,219,921 35	
	5e Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.									
273	Ministère des finances	"	2,396,444 25	"	2,396,444 25	"	898,242 97	898,242 97	1,498,201 28	
273	Ministère de l'intérieur	"	240,000 00	"	240,000 00	"	177,241 05	177,241 05	62,758 95	
		"	2,636,444 25	"	2,636,444 25	"	1,075,484 02	1,075,484 02	1,560,960 23	
	Total général	"	77,768,724 73	"	77,768,724 73	"	65,307,423 87	65,307,423 87	12,461,300 86	
			77,768,724f 73c							
	RÉCAPITULATION DE L'EXERCICE 1898.									
	France	46 12	3,484,815,028f 12	"	3,484,815,074 24	46 12	3,067,837,223f 85c	3,067,837,269f 97c	416,977,804f 27c	
	Algérie	"	77,768,724 73	"	77,768,724 73	"	65,307,423 87	65,307,423 87	12,461,300 86	
	Total	46 12	3,562,583,752 85	"	3,562,583,798 97	46 12	3,133,144,647 72	3,133,144,693 84	429,439,105 13	
			3,562,583,752f 85c							

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'*État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1897, 1898 et 1899, au 1er janvier 1899.*

PAGES de renvoi aux états de développement.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT — antérieurement au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1898.	pendant l'année 1898.	TOTAL.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1899.	OBSERVATIONS.
	EXERCICE 1899.									
	BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)									
	1re PARTIE.									
274	Dette publique. — Dette viagère	"	39f 90c	"	39f 90c	"	39f 90c	39f 90c	"	
		"	39 90	"	39 90	"	39 90	39 90	"	
			39f 90c							
	RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.									
	Exercice 1897	3,561,665,961f 33	1.886,137f 31c	23,394,983f 91c	3,540,157,114f 73c	3,116,437,563f 62c	407,079,026f 73c	3,523,516,590f 35c	16,640,524f 38c	
	Exercice 1898	46 12	3,562,583,752 85	"	3,562,583 798 97	46 12	3,133,144,647 72	3,133,144,693 84	429,439,105 13	
	Exercice 1899	"	39 90	"	39 90	"	39 90	39 90	"	
		3,561,666,007 45	3,564,469,930 06	23,394,983 91	7,102,740,953 60	3,116,437,609 74	3,540,223,714 35	6,656,661,324 09	446,079,629 51	
			3,541,074,946f 15c							

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Développement du Budget général. (FRANCE.)

(Voir pour les développements par article le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
						1re PARTIE. — MINISTÈRE
DETTE CONSOLIDÉE.						
Rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi et décret du 17 janv. 1894.)	237,638,398f25c	201,740,599f83c	31,849,599f50c	1,870 75	233,588,328 58	4,050,069f67
Rentes 3 p. o/o. (Loi et ordonnance du 1er mai 1825.)	456,041,797 00	440,909,910 01	9,595,724 58	6,756 25	450,498.878 34	5,542,918 66
TOTAL	693,680,195 25	642,650,509 84	41,445,324 08	8,627 00	684,087,206 92	9,592,988 33
			41,436,697 08			
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.						
Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités. (Loi du 11 juin 1878, décret du 16 juillet 1878.)	141,888,077 50	139,631,256 25	1,781,966 25	"	141,413,222f50c	474,855 00
Annuité de conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, loi des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	15,792,405 76	15,792,405 76	"	"	15,792,405 76	"
Remboursement de partie des obligations sexennaires échéant en 1897	27,900,000 00	27,900,000 00	"	"	27,900,000 00	"
Intérêts des obligations du Trésor à court terme émises pour garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer	5,283,389 11	5,283,389 11	"	"	5,283,389 11	"
Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garantie d'intérêts de 1871 et 1872	2,482,302 73	2,482,302 73	"	"	2,482,302 73	"
Annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	20,500,000 00	20,500,000 00	"	"	20,500,000 00	"
Annuité à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (Loi du 28 février 1898.)	2,546,000 00	"	2,546,000 00	"	2,546,000 00	"
Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires	31,312,097 70	31,312,097 70	"	"	31,312,097 70	"
Remboursement par annuités des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Soudan	5,291,977 50	5,291,977 50	"	"	5,291,977 50	"
Intérêts et amortissement du capital affecté au remboursement de l'avance de la Société générale algérienne. (Loi des 26 déc. 1892 et 28 déc. 1895.)	4,069,117 03	4,067,420 07	"	"	4,067,420 07	1,696 96
Remboursement par annuités aux hospices civils. (Dépenses des hôpitaux militaires.)	24,275 27	20,866 27	3,409 00	"	24,275 27	"
Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	24,250 00	12,125 00	12,125 00	"	24,250 00	"
Annuités pour chemins stratégiques	462,840 74	462,840 74	"	"	462,840 74	"
Remboursement par annuités, aux villes, pour construction d'hôtels des postes et des télégraphes	212,253 94	203,592 71	2,354 36	"	205,947 07	6,306 87
Redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées	16,127 45	"	16,127 45	"	16,127 45	"
Remboursement par annuités, à la Caisse des dépôts et consignations, des avances faites par elle en vertu de la loi du 2 oct. 1888. (Reboisement des montagnes)	614,036 72	614,036 72	"	"	614,036 72	"
Annuités aux compagnies de chemins de fer	41,139,245 54	41,139,245 54	"	"	41,139,245 54	"
Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	320,007 57	243,104 24	16,535 98	"	259,640 22	60,367 35
Annuité à la ville de Roubaix pour la construction de l'école des arts industriels	87,000 00	87,000 00	"	"	87,000 00	"
Annuités aux villes d'Aix et de Marmande pour construction d'une manufactured'allumettes et de magasins	53,424 24	53,424 24	"	"	53,424 24	"
Intérêts de la dette flottante du Trésor	18,138,556 39	17,560,543 29	578,013 10	"	18,138,556 39	"
Intérêts de capitaux de cautionnements. (Loi du 4 août 1844, art. 7.)	9,162,000 00	255,221 18	8,454 442 53	425 16	8,709,238 55	452,761 45
TOTAL	327,319,385 19	312,912,849 05	13,410,973 67	425 16	326,323,397 56	995,987 63
			13,410,548f51c			
A reporter	1,020,999,580 44	955,563,358 89	54,856,297 75	9,052 16	1,010,410,604 48	10,588,975 96

Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
DETTE PUBLIQUE.						
DES FINANCES.						
DETTE CONSOLIDÉE.						
Rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.)	237,638,399f00c	"	203,899,446f50c	"	203,899,446f50c	33,738,952 50
Rentes 3 p. o/o. (Loi et ordonnance du 1er mai 1825.)	456,041,915 00	"	441,273,484 00	"	441,273,484 00	14,768,431 00
TOTAL	693,680,314 00	"	645,172,930 50	"	645,172,930 50	48,507,383 50
			645,172,930f 50c			
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.						
Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités. (Loi du 11 juin 1878, décret du 16 juillet 1878.)	141,140,643 00	"	139,069,052 50	"	139,069,052 50	2,071,590 50
Annuités de conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, loi du 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	15,792,405 76	"	15,792,405 76	"	15,792,405 76	"
Remboursement de partie des obligations sexennaires échéant en 1898	30,000,000 00	"	30,000,000 00	"	30,000,000 00	"
Intérêts des obligations du Trésor à court terme émises pour garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer	4,729,536 61	"	4,777,545 36	48,008 75	4,729,536 61	"
Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garantie d'intérêt de 1871 et 1872	2,482,302 73	"	2,482,302 73	"	2,482,302 73	"
Annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	20,500,000 00	"	20,500,000 00	"	20,500,000 00	"
Annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (Loi du 18 février 1898)	2,546,000 00	"	"	"	"	2,546,000 00
Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires	31,386,347 70	"	31,386,347 70	"	31,386,347 70	"
Remboursement par annuités des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Soudan	5,191,290 00	"	5,191,290 00	"	5,191,290 00	"
Intérêts et amortissement du capital affecté au remboursement de l'avance de la Société générale algérienne. (Loi des 26 déc. 1892 et 28 décembre 1895)	4,069,520 47	"	4,069,520 47	"	4,069,520 47	"
Remboursement par annuités aux hospices civils. (Dépenses des hôpitaux militaires.)	3,409 00	"	"	"	"	3,409,00
Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	24,250 00	"	12,125 00	"	12,125 00	12,125,00
Redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées	16,407 24	"	"	"	"	16,407 24
Annuités aux compagnies de chemins de fer	41,139,245 54	"	41,139,245 54	"	41,139,245 54	"
Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	321,977 00	"	234,205 88	"	234,205 88	87,771 12
Intérêts de la dette flottante du Trésor	19,060,560 00	"	14,906,156 59	"	14,906,156 59	4,160,403 41
Intérêts de capitaux de cautionnements. (Loi du 4 août 1844, art. 7.)	7,994,265 00	"	352,591 40	"	352,591 40	7,641,673 60
TOTAL	326,404,160 05	"	309,912,788 93	48,008 75	309,864,780 18	16,539,379 87
			309,864,780f 18c			
A reporter	1,020,084,474 05	"	955,085,719 43	48,008 75	955,037,710 68	65,046,763 37

Suite du *Développement du Budget général.* (FRANCE.)

Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
						Suite de la 1re PARTIE. — MINISTÈRE DES
Report	1,020,999,580f 41c	955,563,358 89c	54,856,297f 75c	9,052f 16c	1,010,410,604f 48c	10,588,975f 96c
DETTE VIAGÈRE.						
Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, etc.)	673,697 39	640,420 32	44,589 20	11,312 13	673,697 39	»
Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.)	»	»	»	»	»	»
Pensions de la pairie et de l'ancien Sénat. (Loi du 4 juin 1814.)	12,000 00	12,000 00	»	»	12,000 00	»
Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	222,285 54	213,804 65	19,947 80	11,466 91	222,285 54	»
Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855, 25 juin 1861, 18 juillet 1874, 13 mars 1875, 22 juin 1878, 5-18 août 1879, décret du 8 mai 1880, lois des 23 juillet 1881 et 16 mars 1882.)	91,921,992 44	90,220,373 94	2,252,977 20	551,358 70	91,921,992 44	»
Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, ordonnance du 5 octobre 1844, lois des 24 novembre 1848 et 26 avril 1855, décret du 4 août 1855, lois des 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861, 26 juin 1862 et 18 avril 1869, décret du 8 novembre 1872, loi des 21 juin 1878, 5 et 8 août 1879 et 22 mars 1885, art. 9.)	34,737,232 08	33,808,145 73	1,126,362 64	197,276 29	34,737,232 08	»
Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.)	3,700 00	3,700 00	»	»	3,700 00	»
Pensions et indemnités viagères de retraites aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1855 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.)	7,813 77	7,106 96	909 56	202 75	7,813 77	»
Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 17 juin 1850.)	56,979 14	55,976 64	1,797 50	795 00	56,979 14	»
Traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires	11,015,820 00	11,015,820 00	»	»	11,015,820 00	»
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	68,761,039 12	66,747,729 47	2,821,998 36	808,688 71	68,761,039 12	»
Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	93,000 00	91,500 00	1,500 00	»	93,000 00	»
Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	10,026 63	10,205 22	266 02	444 61	10,026 63	»
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)	192,739 42	189,746 47	10,982 50	7,989 55	192,739 42	»
Annuités à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments des pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.)	8,700,000 00	8,700,000 00	»	»	8,700,000 00	»
Indemnités viagères aux victimes du coup d'Etat du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	4,384,446 83	4,294,441 68	148,025 27	58,020 12	4,384,446 83	»
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	855,185 29	817,913 91	52,682 35	15,410 97	855,185 29	»
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1855.)	37,961 41	36,172 16	2,289 25	500 00	37,961 41	»
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	114,663 04	108,192 93	8,025 94	1,555 83	114,663 04	»
Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police, en raison des services militaires des anciens sous-officiers. (Décret du 11 juin 1881.)	783 75	»	783 75	»	783 75	»
Allocations supplémentaires : 1° aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881, et août 1883 ; 2° aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887 ; 3° aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi	3,463,228 58	2,644,521 99	845,021 89	26,315 30	3,463,228 58	»
Rappel d'arrérages... Rentes	»	»	»	»	»	»
Rappel d'arrérages... Pensions	1,690,883 71	»	1,690,883 71	»	1,690,883 71	»
TOTAL de la dette viagère	226,955,478 14	219,617,772 07	9,029,042 94	1,691,336 87	226,955,478 14	»
			7,337,706f 07c			
TOTAL de la dette publique	1,247,955,058 58	1,175,181,130 96	63,885,340 69	1,700,389 03	1,237,366,082 62	10,588,975 96
			62,184,951f 66c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
DETTE PUBLIQUE.						
FINANCES. (Suite.)						
Report	1,020,084,474f 05c	»	955,085,719f 43c	48,008f 75c	955,037,710f 68c	65,046,763f 37c
RENTE VIAGÈRE.						
Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, etc.)	682,499 00	»	612,039 03	»	612,039 03	70,459 97
Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.)	990 00	»	»	»	»	990 00
Pensions de la pairie et de l'ancien Sénat. (Loi du 4 juin 1814.)	4,266 66	»	4,266 66	»	4,266 66	»
Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	254,632 00	»	206,033 23	»	206,033 23	48,598 77
Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, etc.)	94,332,000 00	8 62	91,093,991 43	151 50	91,093,848 55	3,238,151 45
Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, etc.)	36,068,200 00	»	34,461,240 58	»	34,461,240 58	1,606,959 42
Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.)	2,150 00	»	2,150 00	»	2,150 00	»
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1855 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.)	9,817 00	»	5,775 29	»	5,775 29	4,041 71
Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 17 juin 1850.)	58,070 00	»	51,331 51	»	51,331 51	6,738 49
Traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires	10,998,820 00	»	10,998,820 00	»	10,998,820 00	»
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	73,021,250 00	37 50	69,413,459 68	»	69,413,477 18	3,607,772 82
Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	89,850 00	»	86,700 00	»	86,700 00	3,150 00
Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	10,323 00	»	9,342 89	»	9,342 89	980 11
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)	207,131 00	»	153,129 54	»	153,129 54	54,001 56
Annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.)	8,842,000 00	»	8,842,000 00	»	8,842,000 00	»
Indemnités viagères aux victimes du coup d'Etat du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	4,388,975 00	»	4,076,411 61	»	4,076,411 61	312,563 39
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	860,964 00	»	768,236 12	»	768,236 12	92,727 88
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885.)	37,233 00	»	34,914 79	»	34,914 79	2,318 21
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	124,260 00	»	102,596 76	»	102,596 76	21,663 24
Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police, en raison des services militaires des anciens sous-officiers. (Décret du 11 juin 1881.)	1,423 71	»	125 92	»	125 92	1,297 79
Allocations supplémentaires : 1° aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883, 2° aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887 ; 3° aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi ; 4° aux gardes d'artillerie contrôleurs d'armes, adjoints du génie, chefs et sous-chefs ouvriers d'État, archivistes d'état-major, retraités sous les régimes antérieurs à la loi du 10 novembre 1890	4,286,540 00	»	2,956,623 53	»	2,956,623 53	1,329,916 47
Rappels d'arrérages... Rentes	»	»	»	»	»	»
Rappels d'arrérages... Pensions	»	»	»	»	»	»
TOTAL de la dette viagère	234,281,394 37	46 12	223,879,168 57	151 50	223,879,063 19	10,402,331 18
			223,879,017f 07c			
TOTAL de la dette publique	1,254,365,868 42	46 12	1,178,964,888 00	48,160 25	1,178,916,773 87	75,449,094 55
			1,178,916,727f 75c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ces ministères.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
						2e PARTIE. — MINISTÈRE
Dotation du Président de la République	600,000f 00c	600,000f 00c	"	"	600,000f 00c	"
Frais de maison du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	"	300,000 00	"
Frais de voyage, de déplacement, et de représentation du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	"	300,000 00	"
Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs	4,600,000 00	4,600,000 00	"	"	4,600,000 00	"
Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés	7,383,720 00	7,350,000 00	33,720f 00c	"	7,383,720 00	"
TOTAL des Pouvoirs publics	13,183,720 00	13,150,000 00	33,720 00	"	13,183,720 00	"
			33,720f 00c			
						3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. — MINISTÈRE DES FINANCES.
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale du Ministère	3,494,199f 91c	3,405,032 10	88,553 81	8f 00c	3,493,577f 91c	622 00
Inspection générale des finances	818,733 96	732,769 50	84,429 51	"	817,199 01	1,534 95
Personnel central des administrations financières	1,565,185 71	1,553,450 03	11,815 68	80 00	1,565,185 71	"
Indemnités diverses	47,149 00	40,008 25	7,140 75	"	47,149 00	"
Matériel de l'Administration centrale	625,400 32	439,920 91	179,791 48	546 01	619,166 38	6,233 94
Impressions	2,156,430 95	535,503 97	1,644,624 90	25,715 76	2,154,413 11	2,017 81
Impressions extraordinaires pour l'application de l'article 1er de la loi du 21 juillet 1897. (Remises sur la contribution foncière des propriétés non bâties)	118,987 70	"	118,987 70	"	118,987 70	"
Dépenses diverses de l'Administration centrale	200,752 39	77,423 63	123,322 41	"	200,746 04	6 35
Frais de trésorerie	"	"	85,281 41	85,281 41	"	"
Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine	1,391,805 46	1,388,305 46	3,500 00	"	1,391,805 46	"
Fonds d'abonnement alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine pour les frais de personnel et de matériel à leur charge	4,039,999 92	4,030,366 48	9,633 44	"	4,039,999 92	"
Traitements fixes des receveurs particuliers des finances	616,600 00	597,319 97	19,280 03	"	616,600 00	"
Commissions aux receveurs particuliers des finances à valoir sur les frais de personnel et de matériel à leur charge	2,393,357 38	2,022,116 60	371,240 78	"	2,393,357 38	"
Personnel de la Cour des comptes	1,511 055 17	1,415,918 51	94,700 00	"	1,510,618 51	436 66
Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes	53,433 98	35,201 06	18,232 92	"	53,433 98	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	151,081 00	132,317 91	18,806 84	43 75	151,081 00	"
	19,184,172 85	16,405,654 38	2,879,341 66	111,674 93	19,173,321 11	10,851 74
Dépenses des exercices clos	10,590,575 44	10,590,575 44	14,074 55	14,074 55	10,590,575 44	"
TOTAL	29,774,748 29	26,996,229 82	2,893,416 21	125,749 48	29,763,896 55	10,851 74
			2,767,666f 73c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
POUVOIRS PUBLICS.						
Dotation du Président de la République	600,000f 00c	"	600,000f 00c	"	600,000f 00c	"
Frais de maison du Président de la République	300,000 00	"	300,000 00	"	300,000 00	"
Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République	300,000 00	"	300,000 00	"	300,000 00	"
Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs	4,600,000 00	"	4,600,000 00	"	4,600,000 00	"
Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés	7,565,764 00	"	7,350,000 00	"	7,350,000 00	215,764f 00c
Installation de l'électricité au Palais-Bourbon	350,000 00	"	350,000 00	"	350,000 00	"
Dépenses de reconstruction et d'aménagement de la salle des séances de la Chambre des députés	150,000 00	"	80,000 00	"	80,000 00	70,000 00
TOTAL des Pouvoirs publics	13,865,764 00	"	13,580,000 00	"	13,580,000 00	285,764 00
			13,580,000f 00c			
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. — MINISTÈRE DES FINANCES.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale du ministère	3,489,462f 53c	"	3,350,383f 90c	273f 47c	3,350,110f 43c	139,352f 10c
Inspection générale des finances	839,827 78	"	759,703 84	"	759,703 84	80,123 94
Personnel central des administrations financières	1,572,236 80	"	1,560,526 25	"	1,560,526 25	11,710 55
Indemnités diverses	47,150 00	"	44,167 01	"	44,167 01	2,982 99
Matériel de l'Administration centrale	610,531 25	"	454,447 19	2,424 47	452,022 72	158,508 53
Frais de déménagement et de réinstallation du magasin central des impressions et du dépôt du mobilier	208,377 56	"	150,404 52	"	150,404 52	57,973 04
Impressions	2,114,484 80	"	543,153 34	11,492 86	531,660 48	1,582,824 32
Impressions extraordinaires pour l'application de l'article 1er de la loi du 21 juillet 1897. (Remises sur la contribution foncière des propriétés non bâties)	37,685 33	"	6,362 21	"	6,362 21	31,323 12
Dépenses diverses de l'Administration centrale	194,269 08	"	70,779 92	"	70,779 92	123,489 16
Frais de trésorerie	38,000 00	"	111,041 43	111,041 43	"	38,000 00
Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine	1,404,999 96	"	1,403,545 62	"	1,403,545 62	1,451 34
Fonds d'abonnement alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine pour les frais de personnel et de matériel à leur charge	3,989,999 88	"	3,986,166 62	"	3,986,166 62	3,833 26
Traitements fixes des receveurs particuliers des finances	640,866 65	"	624,726 65	"	624,726 65	16,140 00
Commissions aux receveurs particuliers des finances à valoir sur les frais de personnel et de matériel à leur charge	2,250,135 92	"	2,056,046 50	"	2,056,046 50	194,089 42
Personnel de la Cour des comptes	1,515,089 39	"	1,416,439 39	"	1,416,439 39	98,650 00
Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes	52,109 13	"	25,876 30	"	25,876 30	26,232 83
Laboratoires. — Personnel	343,853 92	"	323,921 66	"	323,921 66	19,932 26
Laboratoires. — Matériel et dépenses diverses	162,840 87	"	97,735 65	560 00	97,175 65	65,665 22
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	203,343 26	"	184,409 01	"	184,409 01	18,934 25
	19,715,264 11	"	17,169,837 01	125,792 23	17,044,044 78	2,671,219 33
Dépenses des exercices clos	9,389,503 45	"	9,389,609 20	105 75	9,389,503 45	"
TOTAL	29,104,767 56	"	26,559,446 21	125,897 98	26,433,548 23	2,671,219 33
			26,433,548f 23c			

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.						
1re SECTION. — SERVICE DE LA JUSTICE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	516,993f 24c	516,044f 37c	1,032f 21c	100f 00c	516,976f 58c	16f 66c
Matériel de l'Administration centrale	79,979 56	43,278 59	36,432 02	"	79,710 61	268 95
Personnel du Conseil d'État	1,031,999 93	1,030,941 61	1,080 54	666 66	1,031,355 49	644 44
Matériel du Conseil d'État	63,999 24	49,796 19	14,203 05	"	63,999 24	"
Personnel de la Cour de cassation	1,146,748 92	1,145,998 92	760 00	150 00	1,146,608 92	140 00
Menues dépenses de la Cour de cassation	32,299 92	32,299 92	"	"	32,299 92	"
Cours d'appel	6,147,996 49	6,087,291 13	59,610 93	"	6,146,902 06	1,094 43
Cours d'assises	34,160 00	28,940 00	5,220 00	"	34,160 00	"
Tribunaux de première instance	11,533,332 46	11,132,834 32	399,207 33	"	11,532,041 65	1,290 81
Tribunaux de commerce	184,119 16	165,390 36	18,728 80	"	184,119 16	"
Tribunaux de police	93,275 42	86,277 35	6,939 74	"	93,217 09	58 33
Justices de paix	8,398,493 16	7,588,484 11	799,785 72	"	8,388,269 83	10,223 33
Juge des appellations d'Andorre	3,000 00	2,750 00	250 00	"	3,000 00	"
Frais de justice criminelle en France	5,061,669 84	5,058,333 97	3,331 87	"	5,061,665 84	4 00
Frais des statistiques et impression des bulletins officiels	128,499 71	97,027 21	31,472 50	"	128,499 71	"
Secours et dépenses imprévues	74,900 00	68,875 00	6,025 00	"	74,900 00	"
Collection des lois étrangères. — Personnel	4,999 92	4,833 26	166 66	"	4,999 92	"
Collection des lois étrangères. — Matériel	15,000 00	550 55	14,449 45	"	15,000 00	"
Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements	2,389 63	779 25	"	"	779 25	1,610 38
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	77 91	"	77 91	"	77 91	"
Personnel de la justice civile en Tunisie	267,929 01	243,835 33	24,093 68	"	267,929 01	"
Frais de justice criminelle en Tunisie	71,664 69	71,664 69	"	"	71,664 69	"
	34,893,528 21	33,456,226 13	1,422,867 41	916 66	34,878,176 88	15,351 33
Dépenses des exercices clos	38,688 63	38,688 63	"	"	38,688 63	"
TOTAL	34,932,216 84	33,494,914 76	1,422,867 41	916 66	34,916,865 51	15,351 33
			1,421,950f 75c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	516,952f 71c	"	516,156f 88c	"	516,156f 88c	795f 83c
Matériel de l'Administration centrale	79,992 81	"	35,669 65	"	35,669 65	44,323 16
Personnel du Conseil d'État	1,040,355 50	"	1,033,027 00	"	1,033,027 00	7,328 50
Matériel du Conseil d'État	63,999 09	"	47,500 23	"	47,500 23	16,498 86
Personnel de la Cour de cassation	1,137,956 58	"	1,137,095 33	118f 75c	1,136,976 58	980 00
Menues dépenses de la Cour de cassation	32,299 92	"	32,299 92	"	32,299 92	"
Cours d'appel	6,159,307 53	"	6,105,306 26	336 11	6,104,970 15	54,337 38
Cours d'assises	34,020 00	"	28,460 00	"	28,460 00	5,560 00
Tribunaux de première instance	11,544,097 48	"	11,227,664 41	305 55	11,227,358 86	316,738 62
Tribunaux de commerce	184,600 00	"	164,587 44	"	164,587 44	20,012 56
Tribunaux de police	93,299 80	"	86,398 03	"	86,398 03	6,901 77
Justices de paix	8,408,044 60	"	7,597,265 29	"	7,597,265 29	810,779 31
Juge des appellations d'Andorre	3,000 00	"	2,750 00	"	2,750 00	250 00
Frais de justice criminelle en France	5,302,792 30	"	5,300,614 40	"	5,300,614 40	2,177 90
Frais des statistiques et impression des bulletins officiels	128,500 00	"	94,867 89	"	94,867 89	33,632 11
Secours et dépenses imprévues	75,000 00	"	72,525 00	"	72,525 00	2,475 00
Bonifications de pensions de retraites des employés du secrétariat de la Présidence et du Parquet du Tribunal de 1re instance de la Seine	1,898 75	"	1,898 75	"	1,898 75	"
Collection des lois étrangères. — Personnel	6,999 95	"	6,749 95	"	6,749 95	250 00
Collection des lois étrangères. — Matériel	13,000 00	"	1,807 10	"	1,807 10	11,192 90
Reconstitution des actes de l'état civil	2,252 26	"	"	"	"	2,252 26
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,221 69	"	"	"	"	1,221 69
DÉPENSES REMBOURSABLES PAR LE GOUVERNEMENT BEYLICAL.						
Personnel de la justice française en Tunisie	348,259 27	"	293,194 00	"	293,194 00	55,065 27
Frais de justice criminelle en Tunisie	90,623 81	"	90,623 81	"	90,623 81	"
....	35,268,474 05	"	33,876,461 34	760 41	33,875,700 93	1,392,773 12
Dépenses des exercices clos	23,177 88	"	23,177 88	"	23,177 88	"
TOTAL	35,291,651 93	"	33,899,639 22	760 41	33,898,878 81	1,392,773 12
			33,898,878f 81c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.						
2e SECTION. — SERVICE DES CULTES.						
Personnel des bureaux des cultes	219,999f 51c	218,789f 18c	877f 00c	"	219,666f 18c	333 33
Matériel des bureaux des cultes	24,999 97	16,308 63	8,691 34	"	24,999 97	"
Impressions	12,000 00	6,140 71	5,859 29	"	12,000 00	"
Secours et dépenses diverses	3,997 79	3,632 39	365 40	"	3,997 79	"
Traitements des archevêques et évêques	891,236 10	687,819 44	203,416 66	"	891,236 10	"
Traitements des curés	4,405,959 71	3,284,046 81	1,115,364 31	"	4,399,411 12	6,548 59
Allocations aux vicaires généraux	466,812 47	356,152 77	110,555 53	"	466,708 30	104 17
Allocations aux chanoines	348,653 19	265,613 24	82,115 55	"	347,728 79	924 40
Allocations aux desservants et vicaires. — Binage	30,275,674 84	22,548,546 49	7,687,039 83	166 66	30,235,419 66	40,255 18
Pensions et secours ecclésiastiques	671,980 00	600,359 17	70,420 83	"	670,780 00	1,200 00
Mobilier des archevêchés et évêchés	18,890 89	8,094 25	10,796 64	"	18,890 89	"
Loyer et rentes pour évêchés	11,023 00	10,583 00	440 00	"	11,023 00	"
Entretien des édifices diocésains	529,276 51	4,570 70	521,451 99	"	526,022 69	3,253 82
Grosses réparations des édifices diocésains	953,716 80	58,444 08	747,895 83	80 87	806,259 04	147,457 76
Crédits spéciaux pour diverses cathédrales	295,461 88	86,020 90	198,100 85	78 00	284,043 75	11,418 13
Inspection et direction des travaux diocésains	78,589 95	50,396 75	27,961 31	"	78,358 06	231 89
Secours pour églises et presbytères	1,741,700 00	1,652,890 00	87,610 00	"	1,740,500 00	1,200 00
Personnel des cultes protestants	1,273,439 12	955,645 86	316,968 26	"	1,272,614 12	825 00
Indemnités et secours aux deux Églises protestantes	186,455 00	89,195 40	96,834 60	"	186,030 00	425 00
Dépenses des séminaires protestants	26,500 00	18,439 22	8,060 78	"	26,500 00	"
Personnel du culte israélite	133,355 69	97,593 19	35,612 50	"	133,205 69	150 00
Dépenses du séminaire israélite	21,999 90	8,750 00	13,249 90	"	21,999 90	"
Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	51,000 00	8,000 00	34,400 00	"	42,400 00	8,600 00
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	42,642,722 32	31,036,032 18	11,384,088 40	325 53	42,419,795 05	222,927 27
Dépenses des exercices clos	200,627 59	200,627 59	"	"	200,627 59	"
TOTAL	42,843,349 91	31,236,659 77	11,384,088 40	325 53	42,620,422 64	222,927 27
			11,383,762f 87c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de la justice	34,932,216f 84c	33,494,914f 76c	1,422,867f 41c	916 66	34,916,865 51	15,351 33
2e SECTION. — Service des cultes	42,843,349 91	31,236,659 77	11,384,088 40	325 53	42,620,422 64	222,927 27
TOTAL GÉNÉRAL	77,775,566 75	64,731,574 53	12,806,955 81	1,242 19	77,537,288 15	238,278 60
			12,805,713f 62c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.

Pour l'exercice 1898, le service des Cultes dépend du Ministère de l'Intérieur.

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DES						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	807,618f27c	787,993f27c	19,425f 00c	"	807,418f27c	200f 00c
Matériel de l'Administration centrale	197,999 54	155,221 06	42,060 01	"	197,281 07	718 47
Archives, bibliothèque, publication de documents diplomatiques	36,987 18	30,555 36	6,431 82	"	36,987 18	"
Traitements des agents diplomatiques et consulaires	6,721,928 73	6,068,550 83	668,755 48	31,852f 56c	6,705,453 75	16,474 98
Traitements des élèves chanceliers et commis, indemnités du personnel auxiliaire	657,992 47	589,562 90	67,441 81	2,917 23	654,087 48	3,904 99
Traitements des agents à la disposition du Ministre et des agents en disponibilité	116,585 79	101,396 63	23,599 39	10,096 89	114,899 13	1,686 66
Frais de représentation des agents diplomatiques	1,638,842 35	1,515,344 22	126,107 84	2,609 71	1,638,842 35	"
Entretien des hôtels appartenant à la France. — Achat de mobilier	248,045 74	42,192 29	138,493 94	501 00	180,185 23	67,860 51
Allocations aux établissements français en Orient; secours aux écoles; frais divers de culte	739,766 20	121,766 20	618,000 00	"	739,766 20	"
Frais de correspondance télégraphique	572,999 90	177,412 20	394,372 30	13 81	571,770 69	1,229 21
Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement	1,149,472 49	1,004,514 99	139,149 61	116 66	1,143,547 94	5,924 55
Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires	481,739 41	216,040 31	274,226 88	8,527 78	481,739 41	"
Frais de voyages et de courriers	830,000 00	388,449 52	257,793 46	878 36	645,364 62	184,635 38
Primes d'ancienneté de séjour	80,000 00	59,875 00	20,000 00	"	79,875 00	125 00
Présents diplomatiques	34,982 00	17,238 45	17,743 55	"	34,982 00	"
Missions	99,721 95	86,024 81	13,558 26	"	99,583 07	138 88
Frais de réception de personnages étrangers et de représentation de la France au jubilé de S. M. la Reine Victoria	195,973 23	"	195,766 79	"	195,766 79	206 44
Secours	179,957 98	129,740 71	46,917 27	"	176,657 98	3,300 00
Dépenses secrètes	800,000 00	798,791 13	1,208 87	"	800,000 00	"
Frais de location et charges accessoires de l'hôtel appartenant à la Résidence de l'ambassade ottomane	63,439 47	50,146 10	13,288 23	"	63,434 33	5 14
Allocations à la famille d'Abd-el-Kader	59,999 88	50,674 88	9,325 00	"	59,999 88	"
Construction et grosses réparations d'hôtels à l'étranger	100,000 00	11,147 94	50,524 74	"	61,672 68	38,327 32
Frais de voyage en Russie du Président de la République	483,997 72	500,000 00	308 43	20,599 11	479,709 32	4,288 40
Frais d'acquisition d'un hôtel d'ambassade à Londres	583,500 00	"	"	"	"	583,500 00
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	990 00	829 60	160 40	"	990 00	"
	16,882,540 30	12,903,468 40	3,144,659 08	78,113 11	15,970,014 37	912,525 93
Dépenses des exercices clos	840,520 02	840,520 02	"	"	840,520 02	"
TOTAL de la 3e partie	17,723,060 32	13,743,988 42	3,144,659 08	78,113 11	16,810,534 39	912,525 93
			3,066,545f 97c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	808.000f00c	"	784.756f95c	"	784,756f95c	23 243f 05c
Matériel de l'Administration centrale	198,000 00	"	132,317 88	"	132,317 88	65,682 12
Installation de l'électricité	70.000 00	"	"	"	"	70,000 00
Archives, bibliothèque, publication de documents diplomatiques	37,000 00	"	31,557 08	"	31,557 08	5,442 92
Traitements des agents diplomatiques et consulaires	5,441,400 00	"	4,935,499 11	7,091f 65c	4,928,407 46	512,992 54
Traitements des chanceliers, drogmans, interprètes, élèves chanceliers, commis et auxiliaires	1,933,900 00	"	1,733,917 45	1,509 70	1,732,407 75	201,492 25
Traitements des agents à la disposition du Ministre et des agents en disponibilité	150,000 00	"	141,394 17	11,089 94	130,304 23	19,695 77
Frais de représentation des agents diplomatiques	1,645,000 00	"	1,504,812 16	"	1,504,812 16	140,187 84
Entretien des hôtels appartenant à la France. — Achat de mobilier	250,000 00	"	78,320 09	"	78,320 09	171,679 91
Allocations aux établissements français en Orient; en Extrême-Orient, secours aux écoles; frais divers de culte	800,000 00	"	138,083 20	"	138,083 20	661,916 80
Frais de correspondance télégraphique	743.000 00	"	155,228 32	"	155.228 32	587,771 68
Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement	1,150,000 00	"	1,023,908 86	1,737 50	1,022,171 36	127,828 64
Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires	345,000 00	"	236,537 54	"	236.537 54	108,462 46
Frais de voyages et de courriers	830,000 00	"	459,149 57	"	459,149 57	370,850 43
Primes d'ancienneté de séjour	80,000 00	"	59,625 00	"	59,625 00	20,375 00
Présents diplomatiques	35,000 00	"	24,272 74	"	24,272 74	10,727 26
Missions	100,000 00	"	83,984 90	158 33	83,826 57	16,173 43
Dépenses afférentes à l'exécution de la convention franco-brésilienne d'arbitrage du 10 avril 1897 et du protocole en date du même jour	282,432 00	"	17,403 81	"	17,403 81	265,028 19
Frais de réception de personnages étrangers et d'ambassades extraordinaires auprès de divers souverains	180,000 00	"	7,990 05	"	7,990 05	172,009 95
Secours	180,000 00	"	134,687 79	"	134,687 79	45,312 21
Dépenses secrètes	1,000,000 00	"	1,010,531 20	10,531 20	1,000,000 00	"
Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la résidence de l'ambassade ottomane	63,500 00	"	48,254 68	"	48,254 68	15,245 32
Allocation à la famille d'Abd-el-Kader	60,000 00	"	52,109 88	"	52,109 88	7,890 12
Construction et grosses réparations d'hôtels à l'étranger	150,000 00	"	30,458 25	"	30,458 25	119,541 75
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	17,627 27	"	11,886 43	"	11,886 43	5,740 84
Assistance à des indigents victimes de la guerre et de la famine; indemnités aux agents consulaires	100,000 00	"	56,345 25	"	56,345 25	43,654 75
	16,649,859 27	"	12,893,032 36	32,118 32	12,860,914 04	3,788,945 23
Dépenses des exercices clos	838,092 19	"	838,092 19	"	838,092 19	"
TOTAL	17,487,951 46	"	13,731,124 55	32,118 32	13,699,006 23	3,788,945 23
			13,699,006f 23c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
Traitement du Ministre, traitements et indemnités du personnel de l'Administration centrale	1,432,481f 40c	1,407,791f 66c	24,893f 07c	203f 33c	1,432,481f 40c	"
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	279,829 09	218,287 09	61,464 74	93 03	279,658 80	170f 29c
Distinctions honorifiques décernées à l'occasion de l'incendie du Bazar de la charité	3,579 83	3,579 83	"	"	3,579 83	"
Dépenses occasionnées par la cérémonie célébrée à Notre-Dame pour les victimes du Bazar de la charité	14,842 94	14,842 94	"	"	14,842 94	"
Inspections générales administratives	198,998 71	176,657 12	22,041 59	"	198,698 71	300 00
Secours personnels à divers titres	428,731 45	363,410 00	65,321 45	"	428,731 45	"
Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements	5,025,953 35	4,942,639 70	84,695 36	1,381 92	5,025,953 14	0 21
Frais des élections sénatoriales	873,162 75	864,539 00	4,307 50	5 00	868,841 50	4,321 25
Dépenses fixes du personnel d'administration des *Journaux officiels*	79,941 38	75,541 38	4,400 00	"	79,941 38	"
Dépenses variables du personnel d'exploitation et d'administration des *Journaux officiels*	644,286 00	616,569 10	28,945 10	1,228 20	644,286 00	"
Dépenses du matériel des *Journaux officiels*	317,998 73	215,591 41	102,252 87	"	317,844 28	154 45
Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)	19,247 63	11,213 50	7,660 13	"	18,873 63	374 00
Subventions aux sociétés de secours mutuels	810,000 00	810,000 00	"	"	810,000 00	"
Majoration des pensions de retraites des membres des sociétés de secours mutuels	373,403 00	900,000 00	"	526,597 00	373,403 00	"
Personnel des bureaux des préfectures	3,813,596 80	3,749,013 08	64,661 06	134 00	3,813,540 14	56 66
Personnel des bureaux des sous-préfectures	1,067,968 45	1,031,543 81	36,424 64	"	1,067,968 45	"
Frais matériels d'administration des préfectures	770,892 54	765,107 61	5,784 93	"	770,892 54	"
Frais matériels d'administration des sous-préfectures	582,409 05	564,990 03	17,419 02	"	582,409 05	"
Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français	5,000 00	5,000 00	"	"	5,000 00	"
Matériel des cours d'appel	401,128 52	227,906 99	173,380 53	500 00	400,787 52	341 00
Reconstruction de la cour d'appel de Paris	224,964 08	97,366 58	127,597 50	"	224,964 08	"
Travaux du palais de justice de Besançon	50,000 00	21,000 00	29,000 00	"	50,000 00	"
Subvention pour l'organisation et l'entretien des corps de sapeurs-pompiers	9,671 13	7,948 94	1,722 19	"	9,671 13	"
Subvention aux sociétés de tir et de gymnastique	39,997 65	28,830 00	11,017 65	"	39,847 65	150 00
Délimitation des frontières	2,089 87	146 95	1,669 92	"	1,816 87	273 00
Célébration de la Fête nationale du 14 juillet	129,718 76	101,273 61	28,233 78	0 30	129,507 09	211 67
Frais du dénombrement quinquennal de la population	5,900 21	5,900 21	"	"	5,900 21	"
Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880.)	70,000 00	57,088 43	12,911 57	"	70,000 00	"
Subvention aux départements. (Loi du 10 août 1871.)	3,693,962 42	3,689,487 87	4,474 55	"	3,693,962 42	"
Annuité à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887	133,153 12	133,153 12	"	"	133,153 12	"
Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.)	150,000 00	111,773 00	38,227 00	"	150,000 00	"
Subvention aux départemts pr l'achèvemt des chemins vicinaux.	7,399,634 42	3,558,222 25	3,842,502 17	1,099 00	7,399,625 42	9 00
Médailles aux cantonniers employés sur les routes départementales et sur les chemins vicinaux comptant plus de 30 ans de services ou s'étant distingués d'une manière exceptionnelle	2,999 80	"	2,999 80	"	2,999 80	"
Carte de France au 1/100,000e	100,000 00	86,214 86	13,785 14	"	100,000 00	"
Dépenses du Conseil supérieur de l'Assistance publique	9,951 22	5,267 02	4,684 20	"	9,951 22	"
A reporter	29,165,494 30	24,867,897 09	4,822,477 46	531,241 78	29,159,132 77	6,361 53

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
1re SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.						
Traitement du Ministre, traitements et indemnités du personnel de l'Administration centrale	1,443,535f 00c	"	1,419,343f 97c	1,262 20	1,418,081f 77c	25,453f 23c
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	290,000 00	"	247,312 31	20 00	247,292 31	42,707 69
Inspections générales administratives	225,000 00	"	187,981 88	"	187,981 88	37,018 12
Secours personnels à divers titres	429,220 00	"	325,200 00	"	325,200 00	104,020 00
Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements	5,026,000 00	"	4,939,319 87	201 38	4,939,118 49	86,881 51
Frais des élections sénatoriales	320,000 00	"	273,447 01	"	273,447 01	46,552 99
Dépenses fixes du personnel d'administration des *Journaux officiels*	80,000 00	"	76,658 03	"	76,658 03	3,341 97
Dépenses variables du personnel d'exploitation et d'administration des *Journaux officiels*	727,300 00	"	619,263 00	"	619,263 00	108,037 00
Dépenses du matériel des *Journaux officiels*	403,000 00	"	305,347 24	"	305,347 24	97,652 76
Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)	21,523 26	"	4,534 40	"	4,534 40	16,988 86
Subventions aux sociétés de secours mutuels	810,000 00	"	810,000 00	"	810,000 00	"
Majoration des pensions de retraites des membres des sociétés de secours mutuels	900,000 00	"	900,000 00	"	900,000 00	"
Bonification d'intérêts aux sociétés de secours mutuels. (Loi du 1er avril 1898.)	900,000 00	"	900,000 00	"	900,000 00	"
Personnel des bureaux des préfectures	3,808,600 00	"	3,749,792 08	"	3,749,792 08	58,807 92
Personnel des bureaux des sous-préfectures	1,073,000 00	"	1,035,689 98	"	1,035,689 98	37,310 02
Frais matériels d'administration des préfectures	770,900 00	"	764,770 48	"	764,770 48	6,129 52
Frais matériels d'administration des sous-préfectures	582,900 00	"	563,680 52	185 92	563,494 60	19,405 40
Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français	5,000 00	"	4,250 00	"	4,250 00	750 00
Matériel des cours d'appel	430,000 00	"	229,015 80	"	229,015 80	200,984 20
Reconstruction de la cour d'appel de Paris	225,000 00	"	163,410 68	"	163,410 68	61,589 32
Reconstruction du palais de justice de Besançon	38,000 00	"	"	"	"	38,000 00
Subventions pour l'organisation et l'entretien des corps des sapeurs-pompiers	10,000 00	"	7,337 46	"	7,337 46	2,662 54
Subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie	800,000 00	"	"	"	"	800,000 00
Subvention aux sociétés de tir et de gymnastique	90,000 00	"	84,483 97	"	84,483 97	5,516 03
Délimitation des frontières	5,000 00	"	1,414 45	"	1,414 45	3,585 55
Célébration de la Fête nationale du 14 juillet	130,000 00	"	95,544 82	"	95,544 82	34,455 18
Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880.)	70,000 00	"	23,921 49	"	23,921 49	46,078 51
Subvention aux départements. (Loi du 10 août 1871.)	3,695,000 00	"	3,689,610 55	"	3,689,610 55	5,389 45
Annuité à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887	163,454 42	"	162,694 31	"	162,694 31	760 11
Frais de consultation relative à l'exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887	300 00	"	300 00	"	300 00	"
Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux (Loi du 30 juillet 1880.)	150,000 00	"	48,321 00	"	48,321 00	101,679 00
Subvention aux départements pour l'achèvement des chemins vicinaux	7,400,000 00	"	4,315,264 89	"	4,315,264 89	3,084,735 11
Carte de France au 1/100,000e	86,000 00	"	77,292 25	111 11	77,181 14	8,818 86
Dépenses du Conseil supérieur de l'Assistance publique	10,000 00	"	6,654 98	"	6,654 98	3,345 02
A reporter	31,118,732 68	"	26,031,857 42	1,780 61	26,030,076 81	5,088,655 87

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
Report	29,165,494f30c	24,867,897f09c	4,822,477f46c	531,241f78c	29,159,132f77c	6,361f53c
Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts	325,000 00	325,000 00	"	"	325,000 00	"
Subvention à la maison nationale de Charenton	50,000 00	50,000 00	"	"	50,000 00	"
Subvention aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet	80,000 00	80,000 00	"	"	80,000 00	"
Subvention à l'Institution nationale des jeunes aveugles	196,000 00	179,674 00	16,326 00	"	196,000 00	"
Subvention à l'Institution nationale des sourds-muets de Paris	235,000 00	215,424 00	19,576 00	"	235,000 00	"
Subvention à l'Institution nationale des sourds-muets de Chambéry	71,000 00	65,083 32	5,916 68	"	71,000 00	"
Subvention à l'Institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux	95,000 00	87,084 00	7,916 00	"	95,000 00	"
Remboursement des frais d'assistance occasionnés par des individus sans domicile de secours autres que ceux qui bénéficient de la loi du 15 juillet 1893	149,163 88	58,567 14	88,440 03	"	147,007 17	2,156 71
Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	4,655,500 00	2,558,500 00	2,097,000 00	"	4,655,500 00	"
Frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	977,047 82	865,223 27	111,959 55	250 00	976,932 82	115 00
Frais de protection des enfants du premier âge	839,083 92	5,006 80	833,844 50	"	838,851 30	232 62
Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches	156,000 00	1,300 00	150,400 00	"	151,700 00	4,300 00
Contribution de l'État aux pensions constituées par les départements ou par les communes en faveur des vieillards ou des incurables	14,314 78	"	10,646 62	"	10,646 62	3,668 16
Subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail, et secours d'extrême urgence	952,523 17	248,580 40	697,788 40	51 80	946,317 00	6,206 17
Assistance médicale gratuite	425,450 00	"	402,750 00	"	402,750 00	22,700 00
Frais d'administration relatifs à la loi sur l'Assistance médicale gratuite	24,952 38	21,383 33	3,569 05	"	24,952 38	"
Académie de médecine et institut Pasteur	105,862 88	100,027 15	5,535 73	"	105,562 88	300 00
Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	69,943 42	68,921 20	1,022 22	"	69,943 42	"
Matériel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	43,998 08	33,143 08	10,855 00	"	43,998 08	
Établissement thermal d'Aix-les-Bains. — Travaux d'agrandissement et améliorations	299,999 36	"	299,999 36	"	299,999 36	"
Personnel des établissements thermaux affermés	14,699 96	13,516 63	1,183 33	"	14,699 96	"
Matériel des établissements thermaux affermés	8,939 19	4,150 20	4,060 44	699 19	7,511 45	1,427 74
Personnel du service sanitaire; Comité consultatif d'hygiène publique de France	293,466 25	264,542 65	28,873 60	"	293,416 25	50 00
Matériel et dépenses diverses du service sanitaire	114,822 28	58,315 94	56,431 79	"	114,747 73	74 55
Épidémie de peste	212,370 84	100,197 09	111,272 90	"	211,469 99	900 85
Secours à allouer dans différents ports à la suite de l'épidémie de peste aux Indes	150,000 00	150,000 00	"	"	150,000 00	"
Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries, fabriques et dépôts d'eaux minérales	246,923 98	7,875 00	236,334 34	"	244,209 34	2,714 64
Traitements des commissaires de police et indemnités de déplacement et autres	3,325,896 58	2,972,827 02	354,778 83	2,584 07	3,325,021 78	874 60
Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	10,489,950 00	10,489,950 00	"	"	10,489,950 00	"
Frais de police de l'agglomération lyonnaise	1,469,265 27	1,386,796 54	61,968 73	"	1,448,765 27	20,500 00
Agents secrets de sûreté générale	1,200,000 00	1,200,000 00	"	"	1,200,000 00	"
Secours aux étrangers réfugiés	117,126 10	58,643 30	58,482 80	"	117,126 10	"
Secours aux anciens commissaires de police	222,327 50	169,115 00	53,067 50	"	222,182 50	145 00
Dépenses du service de l'émigration	7,999 92	7,241 59	758 33	"	7,999 92	"
A reporter	56,805,121 66	46,713,985 74	10,553,235 19	534,826 84	56,732,394 09	72,727 57

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
MINISTERE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite).						
1re SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
Report	31,118,732f68c	"	26,031,857f42c	1,780f61c	26,030,076f81c	5,088,655f87c
Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts	335,000 00	"	335,000 00	"	335,000 00	"
Subvention à la maison nationale de Charenton	50,000 00	"	50,000 00	"	50,000 00	"
Subvention aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet	30,000 00	"	30,000 00	"	30,000 00	"
Subvention à l'Institution nationale des jeunes aveugles	196,000 00	"	179,674 00	"	179,674 00	16,326 00
Subvention à l'Institution nationale des sourds-muets de Paris	226,000 00	"	207,174 00	"	207,174 00	18,826 00
Subvention à l'Institution nationale des sourds-muets de Chambéry	71,000 00	"	65,083 26	"	65,083 26	5,916 74
Subvention à l'Institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux	95,000 00	"	87,084 00	"	87,084 00	7,916 00
Remboursement des frais d'assistance occasionnés par des individus sans domicile de secours autres que ceux qui bénéficient de la loi du 15 juillet 1893	150,000 00	"	60,150 96	"	60,150 96	89,849 04
Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	4,900,000 00	"	2,532,500 00	"	2,532,500 00	2,367,500 00
Frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	985,000 00	"	862,697 37	"	862,697 37	122,302 63
Frais de protection des enfants du premier âge	840,000 00	"	2,465 20	"	2,465 20	837,534 80
Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches	156,000 00	"	2,000 00	"	2,000 00	154,000 00
Contribution de l'État aux pensions constituées par les départements ou par les communes en faveur des vieillards ou des incurables	590,955 00	"	178 32	"	178 32	590,776 68
Subvention à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail, et secours d'extrême urgence	210,000 00	"	68,676 15	"	68,676 15	141,323 85
Assistance médicale gratuite	1,450,000 00	"	"	"	"	1,450,000 00
Académie de médecine et institut Pasteur	106,800 00	"	100,094 65	"	100,094 65	6,705 35
Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	70,000 00	"	67,122 10	"	67,122 10	2,877 90
Matériel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	44,000 00	"	34,288 89	"	34,288 89	9,711 11
Travaux d'agrandissement et améliorations de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	200,000 00	"	164,606 43	"	164,606 43	35,393 57
Personnel des établissements thermaux affermés	14,700 00	"	13,516 63	"	13,516 63	1,183 37
Matériel des établissements thermaux affermés	8,200 00	"	4,819 69	"	4,819 69	3,380 31
Personnel du service sanitaire; Comité consultatif d'hygiène publique en France	297,000 00	"	263,845 61	"	263,845 61	33,154 39
Matériel et dépenses diverses du service sanitaire	159,490 00	"	60,914 60	"	60,914 60	98,575 40
Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries, fabriques et dépôts d'eaux minérales	250,000 00	"	25,172 38	"	25,172 38	224,827 62
Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres	3,275,990 00	"	2,847,985 53	6,290 01	2,841,695 52	434,294 48
Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	10,523,378 00	"	9,615,787 00	"	9,615,787 00	907,591 00
Frais de police de l'agglomération lyonnaise	1,469,266 00	"	1,387,051 53	"	1,387,051 53	82,214 47
Construction d'un hôtel de police à Lyon	451,000 00	"	250,000 00	"	250,000 00	201,000 00
Agents secrets de sûreté générale	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"
Secours aux étrangers réfugiés	117,600 00	"	57,495 70	"	57,495 70	60,104 30
Secours aux anciens commissaires de police	216,780 00	"	158,382 50	"	158,382 50	58,397 50
Dépenses du service de l'émigration	8,000 00	"	7,153 25	"	7,153 25	846 75
A reporter	59,815,891 68	"	46,772,777 17	8,070 62	46,764,706 55	13,051,185 13

Suite des **DÉPENSES**

Suite du *Développement*

(Voir pour les développements par article le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
Report	56,805,121f 66c	46,713,985 74	10,553,235f 19c	534,826f 84c	56,732,394f 09c	72,727f 57c
Frais de rapatriement	93,555 00	31,651 89	65,905 88	13,997 30	83,560 47	9,994 53
Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	4,850 00	"	"	"	"	4,850 00
Personnel du service pénitentiaire	4,926,634 89	4,520,583 94	405,190 84	557 72	4,925,217 06	1,417 83
Entretien des détenus	9,033,240 72	7,742,712 05	1,367,228 35	95,503 75	9,014,436 65	18,804 07
Substitution éventuelle de la régie à l'entreprise dans les maisons de longues et courtes peines. — Frais supplémentaires d'entretien des détenus et du matériel. — Règlement d'inventaire industriel et organisation du travail direct. — Traitement provisoire du personnel des régies jusqu'à l'ouverture de crédits au prochain exercice	101,153 82	4,776 70	96,832 32	455 20	101,153 82	"
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires	31,733 23	17,842 73	7,893 25	"	25,735 98	5,997 25
Transport des détenus et des libérés	314,709 23	308,698 81	30,822 35	27,090 45	312,430 71	2,278 52
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (service à l'entreprise)	60,338 74	19,453 21	40,517 53	"	59,970 74	368 00
Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise)	21,715 88	16,047 23	5,586 70	"	21,633 93	81 95
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier (services en régie)	508,071 70	295,984 07	210,858 37	"	506,842 44	1,229 26
Exploitations agricoles	184,932 57	133,703 06	51,184 66	"	184,887 72	44 85
Dépenses accessoires du service pénitentiaire	77,112 87	34,975 24	40,459 98	"	75,435 22	1,677 65
Subvention aux institutions de patronage	132,924 00	78,640 00	51,579 00	"	130,219 00	2,705 00
Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire	53,262 45	23,938 90	29,323 55	"	53,262 45	"
Subvention aux départements pour l'exécution des lois des 5 juin 1875 et 4 février 1893	83,752 63	21,755 93	61,996 70	"	83,752 63	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	640 00	240 00	400 00	"	640 00	"
Catastrophe de Voiron	699,822 60	482,118 00	217,882 00	177 40	699,822 60	"
	73,133,571 99	60,447,107 50	13,236,896 67	672,608 66	73,011,395 51	122,176 48
Dépenses des exercices clos	576,094 28	576,094 28	"	"	576,094 28	"
TOTAL	73,709,666 27	61,023,201 78	13,236,896 67	672,608 66	73,587,489 79	122,176 48
			12,564,288f 01c			

PUBLIQUES.

du Budget général. (France.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES (Suite.)						
1re SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
Report	59,815,891f 68c	"	46,772,777f 17c	8,070f 62c	46,764,706f 55c	13,051,185f 13c
Frais de rapatriement	150,000 00	"	40,718 26	1,970 02	38,748 24	111,251 76
Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	5,750 00	"	"	"	"	5,750 00
Personnel du service pénitentiaire	4,953,824 00	"	4,598,900 79	105 69	4,598,795 10	355,028 90
Entretien des détenus	9,933,000 00	"	8,185,522 92	146,988 33	8,038,534 59	1,894,465 41
Substitution de la régie à l'entreprise dans les maisons pénitentiaires	110,000 00	"	10,640 82	"	10,640 82	99,359 18
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires	32,000 00	"	13,028 99	"	13,028 99	18,971 01
Transport des détenus et des libérés	360,000 00	"	305,215 61	2,199 35	303,016 26	56,983 74
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (services à l'entreprise)	6,000 00	"	66 00	"	66 00	5,934 00
Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise)	37,500 00	"	16,788 85	"	16,788 85	20,711 15
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier (services en régie.)	561,500 00	"	297,531 45	"	297,531 45	263,968 55
Exploitations agricoles	201,800 00	"	143,793 11	"	143,793 11	58,006 89
Dépenses accessoires du service pénitentiaire	86,600 00	"	32,861 54	"	32,861 54	53,738 46
Subventions aux institutions de patronage	140,000 00	"	82,000 00	"	82,000 00	58,000 00
Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire	75,000 00	"	25,467 23	"	25,467 23	49,532 77
Participation de l'État aux dépenses de construction et d'aménagement des prisons cellulaires dans les conditions déterminées par les lois des 5 juin 1875 et 4 février 1893	523,500 00	"	340,579 01	"	340,579 01	182,920 99
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	6,934 50	"	499 50	"	499 50	6,435 00
	76,999,300 18	"	60,866,391 25	159,334 01	60,707,057 24	16,292,242 94
Dépenses des exercices clos	901,746 36	"	901,751 37	5 01	901,746 36	"
TOTAL	77,901,046 54	"	61,768,142 62	159,339 02	61,608,803 60	16,292,242 94
			61,608,803f 60c			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Pour l'exercice 1897, le service des Cultes dépend du ministère de la Justice.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite.)

2e SECTION. — SERVICE DES CULTES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
Personnel des bureaux des cultes	219,996f 67c	"	219,468f 34c	175f 00c	219,293f 34c	703f 33c
Matériel des bureaux des cultes	24,999 58	"	20,329 96	"	20,329 96	4,669 62
Impressions	7,997 59	"	3,974 22	"	3,974 22	4,023 37
Secours et dépenses diverses	4,000 00	"	3,855 00	"	3,855 00	145 00
Traitements des archevêques et évêques	872,944 41	"	662,388 86	"	662,388 86	210,555 55
Traitements des curés	4,415,853 87	"	3,284,183 20	"	3,284,183 20	1,131,670 67
Allocations aux vicaires généraux	467,444 24	"	344,415 06	"	344,415 06	123,029 18
Allocations aux chanoines	311,759 95	"	229,921 58	"	229,921 58	81,838 37
Allocations aux desservants et vicaires. — Binage	30,409,800 00	"	22,574,636 99	"	22,574,636 99	7,835,163 01
Pensions et secours ecclésiastiques	674,857 49	"	638,757 50	"	638,757 50	36,099 99
Mobilier des archevêchés et évêchés	18,998 11	"	9,550 35	"	9,550 35	9,447 76
Loyer et rentes pour évêchés	11,023 00	"	9,543 00	"	9,543 00	1,480 00
Entretien des édifices diocésains	517,029 41	"	8,104 93	50 10	8,054 83	508,974 58
Grosses réparations des édifices diocésains	885,774 58	"	68,882 67	"	68,882 67	816,891 91
Crédits spéciaux pour diverses cathédrales	312,909 98	"	98,446 59	"	98,446 59	214,463 39
Inspection et direction des travaux diocésains	83,681 95	"	54,154 42	"	54,154 42	29,527 53
Secours pour églises et presbytères	1,741,998 00	"	1,697,728 00	"	1,697,728 00	44,270 00
Personnel des cultes protestants	1,284,619 79	"	958,867 74	"	958,867 74	325,752 05
Indemnités et secours aux deux Églises protestantes	187,975 00	"	93,775 00	"	93,775 00	94,200 00
Dépenses des séminaires protestants	26,500 00	"	19,561 42	"	19,561 42	6,938 58
Personnel du culte israélite	133,525 00	"	98,850 00	"	98,850 00	34,675 00
Dépense du séminaire israélite	22,000 00	"	8,750 00	"	8,750 00	13,250 00
Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	51,000 00	"	10,235 00	"	10,235 00	40,765 00
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	6,009 15	"	13 60	"	13 60	5,995 55
	42,692,697 77	"	31,118,393 43	225 10	31,118,168 33	11,574,529 44
Dépenses des exercices clos	287,849 42	"	287,849 42	"	287,849 42	"
TOTAL	42,980,547 19	"	31,406,242 85	225 10	31,406,017 75	11,574,529 44
			31,406,017f 75c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'Intérieur	77,901,046f 54c	"	61,768,142f 62c	159,339f 02c	61,608,803f 60c	16,292,242f 94c
2e SECTION. — Service des Cultes	42,980,547 19	"	31,406,242 85	225 10	31,406,017 75	11,574,529 44
TOTAL	120,881,593 73	"	93,174,385 47	159,564 12	93,014,821 35	27,866,772 38
			93,014,821f 35c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA GUERRE.						
1re SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale et salaire des hommes de peine et ouvriers employés à l'Administration centrale.	2,434,757f 72c	2,411,288f 20c	26,370f 92c	3,250f 00c	2,434,409f 12c	348f 00c
Officiers détachés à l'Administration centrale	1,179,086 76	1,095,540 88	114,064 48	30,518 60	1,179,086 76	"
Matériel de l'Administration centrale	270,491 95	210,832 83	62,760 49	4,485 52	269,107 80	1,384 15
Médaille coloniale	91,425 79	89,947 04	1,478 75	"	91,425 79	"
Frais généraux d'impressions	559,494 23	321,145 58	238,286 15	"	559,431 73	62 50
Service géographique. (Personnel.)	902,955 26	613,597 10	299,380 28	10,022 12	902,955 26	"
Service géographique. (Matériel.)	251,742 07	192,328 33	88,351 57	30,932 83	249,747 07	1,995 00
État-major de l'armée. — Archives et bibliothèques	118,580 19	97,839 37	20,209 57	"	118,048 94	531 25
Solde de la télégraphie militaire	145,865 87	127,326 04	19,704 17	1,257 85	145,772 36	93 51
Télégraphie militaire. (Matériel.)	321,641 37	205,181 06	119,281 06	2,857 11	321,605 01	36 36
Service des chemins de fer. (Matériel.)	105,495 45	7,009 37	98,412 08	26 00	105,395 45	100 00
État-major général et service d'état-major	11,590,686 49	11,094,039 32	821,581 43	324,934 26	11,590,686 49	"
Contrôle. — Intendance militaire. — États-majors particuliers	14,355,090 53	13,426,553 71	956,755 17	28,218 35	14,355,090 53	"
Écoles militaires. (Personnel.)	8,445,470 27	8,768,443 32	392,139 87	715,189 74	8,445,393 45	76 82
Écoles militaires. (Matériel.)	3,220,540 31	2,499,829 54	758,066 43	37,707 87	3,220,188 10	352 21
Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupe	10,573,990 78	10,007,461 22	691,423 23	124,893 67	10,573,990 78	"
Solde de l'infanterie	114,608,531 58	124,277,207 89	4,821,619 65	14,490,295 96	114,608,531 58	"
Solde des troupes d'administration	3,623,762 66	3,877,101 38	117,696 47	371,360 04	3,623,437 81	324 85
Solde de la cavalerie	30,308,065 38	30,918,274 22	1,325,596 38	1,935,805 22	30,308,065 38	"
Solde de l'artillerie	29,217,715 79	29,876,596 27	1,138,951 17	1,797,831 65	29,217,715 79	"
Solde du génie	4,335,422 31	4,533,292 35	260,608 12	458,478 16	4,335,422 31	"
Solde du train des équipages militaires	3,892,166 27	4,090,293 58	232,073 17	430,200 48	3,892,166 27	"
Gendarmerie départemtle et gendarmerie d'Afrique	35,371,602 45	38,551,925 90	532,810 82	3,713,134 27	35,371,602 45	"
Garde républicaine	4,779,658 01	4,762,065 85	19,486 50	1,894 34	4,779,658 01	"
Vivres. (Personnel.)	155,848 26	151,675 46	7,709 89	3,537 09	155,848 26	"
Vivres. (Matériel)	44,627,756 89	31,319,536 57	17,205,059 95	3,896,839 63	44,627,756 89	"
Viande fraîche	65,022,568 76	62,503,080 79	5,458,042 14	2,938,554 17	65,022,568 76	"
Fourrages	70,021,362 53	55,904,952 93	10,347,806 73	2,380,392 76	69,872,366 90	148,995 63
Service de santé. (Personnel d'exploitation.)	357,538 45	405,502 99	*Adéd.:* 45,738 38	2,532 20	357,232 41	306 04
Service de santé. (Matériel d'exploitation.)	8,455,225 76	6,848,223 52	2,009,687 51	418,893 60	8,439,017 43	16,208 33
Service des convois militaires	3,010,760 10	2,096,054 95	1,792,329 28	895,367 32	2,993,016 91	17,743 19
Service de l'indemnité de route	9,610,813 34	11,145,642 73	55,210 20	1,590,039 59	9,610,813 34	"
Service des indemnités extraordinaires de voyages et de missions extraordinaires	884,901 15	760,325 27	137,529 79	18,421 21	879,433 85	5,467 30
Habillement et campement. (Personnel d'exploitcn.)	1,462,830 17	1,362,109 58	114,967 80	14,247 21	1,462,830 17	"
Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.)	52,344,621 92	49,942,444 46	6,520,079 98	4,288,334 71	52,174,189 73	170,432 19
Lits militaires	11,146,530 78	9,010,652 01	2,176,960 73	44,759 66	11,142,853 08	3,677 70
Transports spéciaux	1,112,049 99	493,916 86	683,991 32	65,883 86	1,112,024 32	25 67
Recrutement	643,878 23	367,524 57	276,658 66	314 00	643,869 23	9 00
Réserve et armée territoriale	247,852 51	167,784 19	79,746 05	0 38	247,529 86	322 65
Justice militaire (frais généraux) et prisons	1,246,764 43	894,381 16	408,941 27	58,793 53	1,244,528 90	2,235 53
Ateliers et pénitenciers militaires	117,082 74	105,647 36	18,269 38	6,834 00	117,082 74	"
Remonte générale	16,143,079 68	15,494,582 88	798,372 51	149,875 71	16,143,079 68	"
A reporter	567,315,705 18	541,029,158 63	67,202,732 74	41,286,914 67	566,944,976 70	370,728 48

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
SERVICE ORDINAIRE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale et salaire des hommes de peine et ouvriers employés à l'Administration centrale.	2,430,000f 00c	"	2,415,906f 36c	474f 52c	2,415,431f 84c	14,568f 16c
Officiers détachés à l'Administration centrale	1,179,779 00	"	1,096,675 16	"	1,096,675 16	83,103 84
Matériel de l'Administration centrale	261,620 00	"	202,949 08	8,253 80	194,695 28	66,924 72
Médaille coloniale	10,500 00	"	"	"	"	10,500 00
Frais généraux d'impressions	538,852 00	"	215,531 50	"	215,531 50	323,320 50
Service géographique. (Personnel.)	744,200 00	"	662,321 07	77,941 03	584,380 04	159,819 96
Service géographique. (Matériel.)	229,100 00	"	167,781 88	14,947 61	152,834 27	76,265 73
État-major de l'armée. — Archives et bibliothèques.	129,400 00	"	99,100 43	"	99,100 43	30,299 57
Télégraphie militaire. (Personnel.)	158,950 00	"	125,512 27	"	125,512 27	33,437 73
Télégraphie militaire. (Matériel.)	310,950 00	"	226,692 38	3,146 17	223,546 21	87,403 79
Service des chemins de fer. (Matériel.)	66,500 00	"	9,698 95	"	9,698 95	56,801 05
État-major général et service d'état-major	11,643,027 00	"	11,125,668 81	"	11,125,668 81	517,358 19
Services divers et États-majors particuliers	14,603,594 00	"	13,539,475 95	247 50	13,539,228 45	1,064,365 55
Écoles militaires. (Personnel.)	8,398,762 41	"	8,426,242 46	27,480 05	8,398,762 41	"
Écoles militaires. (Matériel.)	3,164,322 00	"	2,513,734 11	72,270 79	2,441,463 32	722,858 68
Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupes	10,777,247 00	"	10,132,031 42	4,381 17	10,127,650 25	649,596 75
Solde de l'infanterie	125,481,378 05	"	152,391,654 37	26,910,276 32	125,481,378 05	"
Solde des troupes d'administration	3,567,223 92	"	4,805,275 31	1,238,051 39	3,567,223 92	"
Solde de la cavalerie	29,758,883 00	"	35,659,741 77	6,168,936 74	29,490,805 03	268,077 97
Solde de l'artillerie	29,329,324 03	"	36,513,973 31	7,184,649 28	29,329,324 03	"
Solde du génie	4,498,590 06	"	5,519,184 26	1,020,594 20	4,498,590 06	"
Solde du train des équipages militaires	3,780,775 36	"	4,622,489 64	841,714 28	3,780,775 36	"
Gendarmerie départementale et gendarmerie d'Afrique	39,079,433 87	"	39,249,346 44	169,912 57	39,079,433 87	"
Garde républicaine	4,772,460 00	"	4,742,255 29	592 93	4,741,662 36	30,797 64
Vivres. (Personnel.)	226,010 00	"	164,727 14	28 67	164,698 47	61,311 53
Vivres. (Matériel.)	40,442,712 00	"	46,738,001 24	9,481,953 98	37,256,047 26	3,186,664 74
Viande fraîche, conserves et salaisons	55,575,970 00	"	55,132,377 39	24,444 44	55,107,932 95	468,037 05
Fourrages	70,174,054 00	"	73,147,876 06	10,843,908 62	62,303,967 44	7,870,086 56
Service de santé. (Personnel d'exploitation.)	370,489 00	"	346,489 36	"	346,489 36	23,999 64
Service de santé. (Matériel d'exploitation.)	8,743,631 00	"	8,015,605 86	965,286 42	7,050,319 44	1,693,311 56
Service des convois militaires	3,263,000 00	"	2,224,824 76	706 36	2,224,118 40	1,038,881 60
Service de l'indemnité de route	12,133,026 58	"	12,253,796 06	120,769 48	12,133,026 58	"
Service des indemnités extraordinaires de voyages et de missions extraordinaires	800,900 00	"	682,689 78	3,402,45	679,287 33	121,612 67
Habillement et campement. (Personnel d'exploitcn.)	1,490,590 00	"	1,328,127 12	11,535 49	1,316,591 63	173,998 37
Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.)	53,210,911 00	"	50,109,710 95	2,860,739 80	47,248,971 15	5,961,939 85
Lits militaires	11,258,471 00	"	9,551,773 96	17,217 43	9,534,556 53	1,723,914 47
Transports spéciaux	1,170,400 00	"	606,095 00	20,708 48	585,386 52	585,013 48
Recrutement	395,910 00	"	368,482 10	"	368,482 10	27,427 90
Réserve et armée territoriale	276,300 00	"	139,268 22	"	139,268 22	137,031 78
Justice militaire (frais généraux) et prisons	1,088,770 00	"	916,106 82	84,880 51	831,226 31	257,543 69
Ateliers et pénitenciers militaires	112,770 00	"	90,832 43	"	90,832 43	21,937 57
Remonte générale	15,980,051 90	"	15,932,302 71	578,607 56	15,353,695 15	626,356 75
A reporter	571,628,838 18	"	612,212,329 18	68,758,060 04	543,454,269 14	28,174,569 04

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)

1re SECTION. — SERVICE ORDINAIRE. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	567,315,705f18c	541,029,158f63c	67,202,732f74c	41,286,914f67c	566,944,976f70c	370,728f48
Recensement des chevaux et mulets	572,996 65	34,977 69	538,018 96	"	572,996 65	"
Masse du harnachement	4,002,677 55	3,297,586 25	838,501 50	201,088 95	3,934,998 80	67,678 75
Établissements de l'artillerie. (Personnel d'exploitation.)	1,383,194 37	1,102,794 58	385,463 75	105,132 49	1,383,125 84	68 53
Établissements de l'artillerie. (Matériel d'exploitation.)	18,340,636 84	14,615,331 15	5,409,584 71	1,835,536 61	18,189,379 25	151,257 59
Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation)	954,370 31	878,038 88	76,331 43	"	954,370 31	"
Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.)	3,059,027 14	2,423,286 77	1,423,693 58	788,960 21	3,058,020 14	1,007 00
Établissements du génie. (Personnel.)	1,048,786 82	888,852 74	159,943 64	52 26	1,048,744 12	42 70
Établissements du génie. (Matériel.)	14,653,612 48	9,911,633 91	4,915,061 05	179,974 68	14,646,720 28	6,892 20
Chauffage et éclairage	345,534 29	214,071 83	213,126 57	82,564 45	344,633 95	900 34
Invalides de la guerre. (Personnel.)	101,484 42	93,536 98	7,947 44	"	101,484 42	"
Invalides de la guerre. (Matériel.)	207,493 73	153,052 73	58,090 34	3,649 34	207,493 73	"
Solde de non-activité, solde et gratifications de réforme	826,164 50	769,010 83	93,065 32	35,911 65	826,164 50	"
Secours	5,306,722 43	5,057,569 27	268,100 32	18,947 16	5,306,722 43	"
Secours aux anciens militaires ayant accompli quatorze années de service antérieurement à la loi du 23 juillet 1881	350,000 00	280,770 00	69,230 00	"	350,000 00	"
Dépenses secrètes	530,000 00	530,000 00	"	"	530,000 00	"
Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve	2,286,713 04	2,089,356 22	202,051 88	4,695 06	2,286,713 04	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	14,901 37	14,326 32	575 05	"	14,901 37	"
Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles	209,898 29	59,098 69	150,799 60	"	209,898 29	"
Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.)	265,685 54	267,161 52	827 06	2,303 04	265,685 54	"
Gendarmerie de Tunisie. (Matériel.)	31,630 51	"	31,630 51	"	31,630 51	"
Dérasement partiel des fortifications d'Alger	1,770,230 31	966,057 63	803,978 68	"	1,770,036 31	194 00
Démantèlement de la place de Valenciennes	"	"	"	"	"	"
Démantèlement de la place de Douai	"	"	"	"	"	"
Démantèlement de la place de Cambrai	26,150 96	19,015 22	7,135 74	"	26,150 96	"
Démantèlement de la place d'Aire-sur-la-Lys	30,000 00	13,438 70	16,561 30	"	30,000 00	"
Démantèlement de la place d'Auxonne	51,000 00	35,230 00	15,770 00	"	51,000 00	"
Réorganisation des établissements militaires en Algérie	129,999 24	11,700 00	118,299 24	"	129,999 24	"
	623,814,615 97	584,755,056 54	83,006,520 41	44,545,730 57	623,215,846 38	598,769 59
Dépenses des exercices clos	5,031,872 69	5,031,872 69	320 00	320 00	5,031,872 69	"
Dépenses de l'expédition de Madagascar restant à payer à la clôture du compte spécial institué par la loi du 7 décembre 1894	453 19	453 19	"	"	453 19	"
Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1896 et non frappées de déchéance	866,145 48	"	866,145 48	"	866,145 48	"
TOTAL de la 1re section	629,713,087 33	589,787,382 42	83,872,985 89	44,546,050 57	629,114,317 74	598,769 59
			39,326,935f 32c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
Report	571,628,838f18c	"	612,212,329f18c	68,758,060f04c	543,454,269f14c	28,174,569f04c
Recensement des chevaux et mulets	93,500 00	"	34,329 04	"	34,329 04	59,170 96
Masse du harnachement	4,042,929 00	"	3,637,505 74	101,868 26	3,535,637 48	507,291 52
Établissements de l'artillerie. (Personnel d'exploitation.)	1,834,500 00	"	1,632,302 43	"	1,632,302 43	202,197 57
Établissements de l'artillerie. (Matériel d'exploitation.)	19,327,382 63	"	18,053,562 72	4,538,104 71	13,515,458 01	5,811,924 62
Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation.)	964,075 00	"	881,375 55	"	881,375 55	82,699 45
Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.)	2,865,249 00	"	5,204,341 90	3,154,085 42	2,050,256 48	814,992 52
Établissements du génie. (Personnel.)	1,182,333 00	"	1,014,596 86	1,742 40	1,012,854 46	169,478 54
Établissements du génie. (Matériel.)	14,399,295 18	"	9,536,264 54	40,661 79	9,495,602 75	4,903,692 43
Chauffage et éclairage	340,400 00	"	321,707 28	144,683 69	177,023 59	163,376 41
Invalides de la guerre. (Personnel.)	107,341 00	"	92,538 85	"	92,538 85	14,802 15
Invalides de la guerre. (Matériel.)	219,404 00	"	166,187 59	1,577 75	164,609 84	54,794 16
Solde de non-activité, solde et gratifications de réforme	839,458 00	"	749,963 76	"	749,963 76	89,494 24
Secours	5,505,500 00	"	5,343,875 86	18,530 00	5,325,345 86	180,154 14
Secours aux anciens militaires ayant accompli 14 années de service antérieurement à la loi du 23 juillet 1881	550,000 00	"	447,395 00	"	447,395 00	102,605 00
Dépenses secrètes	530,000 00	"	554,000 00	24,000 00	530,000 00	"
Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve	2,445,403 56	"	2,452,869 00	7,465 44	2,445,403 56	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	17,000 87	"	15,359 93	"	15,359 93	1,640 94
Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles	60,000 00	"	"	"	"	60,000 00
Réinstallation du service des lits militaires à Angoulême	109,137 50	"	660 70	"	660 70	108,476 80
Réorganisation des établissements militaires en Algérie	340,000 00	"	177,246 88	"	177,246 88	162,753 12
Acquisition d'un nouveau champ de manœuvres à Dieppe	80,000 00	"	"	"	"	80,000 00
Dérasement partiel des fortifications d'Alger	755,317 96	"	494,290 38	30,837 24	463,453 14	291,864 82
Démantèlement de la place de Valenciennes	10,500 00	"	"	"	"	10,500 00
Démantèlement de la place de Douai	44,055 01	"	"	"	"	44,055 01
Démantèlement de la place de Cambrai	27,627 82	"	13,899 20	"	13,899 20	13,728 62
Démantèlement de la place d'Auxonne	49,000 00	"	31,610 00	"	31,610 00	17,390 00
Déplacement des arsenaux de Grenoble	35,326 75	"	34,685 06	"	34,685 06	641 69
DÉPENSES REMBOURSABLES.						
Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.)	263,091 47	"	263,456 37	364 90	263,091 47	"
Gendarmerie de Tunisie. (Matériel.)	37,751 00	"	"	"	"	37,751 00
	628,704,416 93	"	663,366,353 82	76,821,981 64	586,544,372 18	42,160,044 75
Dépenses des exercices clos	4,100,256 56	"	4,100,988 06	731 50	4,100,256 56	"
Dépenses de l'expédition de Madagascar restant à payer à la clôture du compte spécial institué par la loi du 7 décembre 1894	214,973 84	"	214,973 84	"	214,973 84	"
TOTAL de la 1re Section	633,019,647 33	"	667,682,315 72	76,822,713 14	590,859,602 58	42,160,044 75
			590,859,602f 58c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DE						
2e SECTION. —						
Équipages de campagne	"	"	"	"	"	"
Armement des places	"	"	"	"	"	"
Armement des côtes	"	"	"	"	"	"
Équipages de siège	3,047,622f 37c	2,312,950f 97c	736,767f 06c	2,102f 21c	3,047,615f 82c	6 55
Armes portatives	5,774,502 86	4,881,157 52	1,274,239 54	381,024 30	5,774,372 76	130 10
Munitions	8,660,261 63	4,949,280 48	3,892,674 24	398,614 03	8,443,340 69	216,920 94
Dépenses diverses	"	"	"	"	"	"
Frontière de l'Est	"	"	"	"	"	"
Places de la frontière du Sud-Est	"	"	"	"	"	"
Magasins à poudre	48,606 94	45,502 67	3,104 27	"	48,606 94	"
Bâtiments militaires	"	"	"	"	"	"
Chemins de fer	"	"	"	"	"	"
Équipages de campagne	8,963,290 24	5,116,971 94	3,985,816 65	232,060 53	8,870,728 06	92,562 18
Armement des places	7,352,008 25	4,499,063 67	2,782,288 18	192,165 42	7,089,186 43	262,821 82
Armement des côtes	4,377,634 09	2,691,387 93	1,682,996 11	26 60	4,374,357 44	3,276 65
Expériences (Artillerie)	2,655,727 35	1,241,808 83	1,574,798 30	162,359 78	2,654,247 35	1,480 00
Bâtiments et machines (Artillerie)	3,570,283 94	2,095,185 40	1,641,507 07	283,482 71	3,453,209 76	117,074 18
Places du Nord	"	"	"	"	"	"
Défenses de Cherbourg	799,999 77	554,959 19	293,288 29	48,247 71	799,999 77	"
Casernements	2,707,340 42	2,249,380 87	474,813 05	17,068 60	2,707,125 32	215 10
Champs de manœuvre, de tir, stands et manèges	1,265,801 47	675,246 64	591,594 37	1,397 69	1,265,443 32	358 15
A reporter	49,223,079 33	31,312,896 11	18,933,887 13	1,718,549 58	48,528,233 66	694,845 67

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
LA GUERRE. (Suite.)						
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.						
Équipages de siège	491,700f 00c	"	234,580f 04c	"	234,580f 04c	* 257,119f 96c
Armes portatives	5,772,400 00	"	5,457,445 60	682,365f 73c	4,775,079 87	997,320 13
Munitions	746,650 00	"	798,931 35	200,362 08	598,569 27	148,080 73
Magasins à poudre	50,000 00	"	33,153 04	"	33,153 04	16,846 96
Bâtiments militaires	72,423 65	"	"	"	"	72,423 65
Équipages de campagne	2,299,500 00	"	1,608,700 06	"	1,608,700 06	690,799 94
Armement des places	422,000 00	"	311,571 36	"	311,571 36	110,428 64
Armement des côtes	1,300,000 00	"	1,142,182 96	101,087 33	1,041,095 63	258,904 37
Munitions	3,080,000 00	"	3,798,533 47	1,741,337 72	2,057,195 75	1,022,804 25
Expériences (Artillerie)	346,000 00	"	157,889 14	"	157,889 14	188,110 86
Bâtiments et machines (Artillerie)	997,446 50	"	548,595 68	1,798 70	546,796 98	450,649 52
Défenses de Cherbourg	700,000 00	"	605,677 92	50,000 00	555 677 92	144,322 08
Casernements	1,796,070 03	"	1,142,860 52	"	1,142,860 52	653,209 51
Champs de manœuvre de tir, stands et manèges	2.341,491 61	"	706,187 12	0 10	706,187 02	1,635,304 59
A reporter	20,415,681 79	"	16.546,308 26	2.776,951 66	13,769,356 60	6,646,325 19

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. (DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.)	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DE						
2e SECTION. — DÉPENSES						
Report	49,223,079f 33c	31,312,896f 11c	18,933,887f 13c	1,718,549f 58c	48,528,233f 66c	694,845 07
Construction de tourelles cuirassées dans les forts	"	"	"	"	"	"
Construction de chemins de fer stratégiques	199,994 29	191,604 56	7,600 72	2 00	199,203 28	791 01
Améliorations aux forts isolés	997,336 32	509,966 02	487,370 30	37,352 26	997,336 32	"
Télégraphie et aérostation militaires	199,120 70	169,196 03	67,276 93	64,494 43	199,120 70	"
Fortifications. (Frontières et côtes.)	1,076,432 44	610,536 22	529,761 66	"	1,075,803 45	628 99
Réserve. (Procès, transport, etc.) Génie	533,606 22	243,754 76	273,445 38	401 22	516,798 92	16,807 30
Subsistances	150,000 00	49,834 00	100,166 00	"	150,000 00	"
Habillement	79,512 86	45,163 92	33,856 69	321 20	78,699 41	813 45
Service de santé	174,999 35	49,595 32	125,404 03	"	174,999 35	"
Améliorations aux hospices civils des départements	374,121 89	201,362 52	172,759 37	"	374,121 89	"
Harnachement	39,275 48	7,478 04	65,797 44	34,000 00	39,275 48	"
Chemins de fer	943,412 93	190,454 99	749,700 96	1,874 46	938,281 49	5,131 44
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	34,434 46	33,504 93	929 53	"	34,434 46	"
	54,025,326 27	33,615,347 42	21,547,956 14	1,856,995 15	53,306,308 41	719,017 86
Dépenses des exercices clos	1,194,513 18	1,194,513 18	"	"	1,194,513 18	"
TOTAL de la 2e Section	55,219,839 45	34,809,860 60	21,547,956 14	1,856,995 15	54,500,821 59	719,017 86
			19,690,960f 99c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service ordinaire	629,713,087f 33c	589,787,382f 42c	83,872,985f 89c	44,546,050f 57c	629,114,317f 74c	598,769f 59c
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	55 219,839 45	34,809,860 60	21,547,956 14	1,856,995 15	54,500,821 59	719,017 86
TOTAL	684,932,926 78	624,597,243 02	105,420,942 03	46,403,045 72	683,615,139 33	1,317,787 45
			59,017,896f 31c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
LA GUERRE. (Suite.)						
EXTRAORDINAIRES. (Suite.)						
Report	20,415,681f 79c	"	16,546,308f 26c	2,776,951f 66c	13,769,356f 60c	6,646,325f 19c
Construction de chemins de fer stratégiques	150,000 00	"	139,626 74	"	139,626 74	10,373 26
Améliorations aux forts isolés	700,000 00	"	455,155 11	"	455,155 11	244,844 89
Télégraphie et aérostation militaires	400,000 00	"	220,153 15	28,288 55	191,864 60	208,135 40
Fortifications. (Frontières et côtes.)	2,026,000 00	"	1,089,498 02	"	1,089,498 02	936,501 98
Réserve. (Procès, transport, etc.) Génie	1,440,000 00	"	957,646 72	"	957,646 72	482,353 28
Subsistances	150,000 00	"	39 00	"	39 00	149,961 00
Habillement	242,000 00	"	33,550 61	"	33,550 61	208,449 39
Service de santé	100,000 00	"	22,175 00	"	22,175 00	77,825 00
Améliorations aux hospices civils des départements	470,600 00	"	352,634 11	"	352,634 11	117,965 89
Harnachement	39,000 00	"	6,974 30	"	6,974 30	32,025 70
Chemins de fer	998,500 00	"	311,848 01	115 52	311,732 49	686,767 51
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	49,387 55	"	40,156 84	"	40,156 84	9,230 71
Réorganisation des défenses de Bizerte	1,310,000 00	"	686,818 34	"	686,818 34	623,181 66
	28,491,169 34	"	20,862,584 21	2,805,355 73	18,057,228 48	10,433,940 86
Dépenses des exercices clos	805,752 79	"	805,752 79	"	805,752 79	"
TOTAL de la 2e Section	29,296,922 13	"	21,668,337 00	2,805,355 73	18,862,981 27	10,433,940 86
			18,862,981f 27c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service ordinaire	633,019,647f 33c	"	667,682,315f 72c	76,822,713f 14c	590,859,602f 58c	42,160,044f 75c
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	29,296,922 13	"	21,668,337 00	2,805,355 73	18,862,981 27	10,433,940 86
TOTAL	662,316,569 46	"	689,350,652 72	79,628,068 87	609,722,583 85	52,593,985 61
			609,722,583f 85c			

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA MARINE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,087,651f 95c	1,084,869f 58c	2,782f 37c	"	1,087,651f 95c	"
Officiers et agents des divers corps de la marine en service à l'Administration centrale	435,476 49	427,231 53	9,114 96	870f 00c	435,476 49	"
Officiers et agents des divers corps de la marine en service à Paris	1,513,050 75	1,470,323 39	47,311 66	4,584 30	1,513,050 75	"
Personnel du service hydrographique	107,227 39	105,962 76	1,264 63	"	107,227 39	"
Officiers de marine et officiers mécaniciens	9,835,742 80	8,946,386 26	1,436,810 81	547,454 27	9,835,742 80	"
Équipages de la flotte	33,556,305 92	29,607,852 63	4,635,037 70	747,406 12	33,495,484 21	60,821f 71c
Troupes de la marine	12,323,939 52	10,449,166 98	2,180,974 33	306,235 59	12,323,905 72	33 80
Gendarmerie maritime	723,090 61	719,512 48	3,578 13	"	723,090 61	"
Inspection des services administratifs	245,969 90	233,999 24	12,012 16	41 50	245,969 90	"
Personnel technique	1,730,699 10	1,644,404 37	87,019 47	1,077 95	1,730,345 89	353 21
Commissariat de la marine	1,547,973 10	1,371,773 85	178,920 35	4,995 49	1,545,698 71	2,274 39
Personnel administratif. (Corps secondaires.)	3,225,125 04	3,087,857 64	177,676 38	40,408 98	3,225,125 04	"
Personnel et agents divers. (Écoles, justice, police, surveillance.)	1,694,571 03	1,586,832 89	116,261 53	9,021 03	1,694,073 39	497 64
Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes	2,184,460 08	1,932,816 44	262,295 98	13,365 58	2,181,746 84	2,713 24
Surveillance des pêches et police de la navigon. — Personnel	623,040 94	540,970 12	84,541 87	3,230 81	622,281 18	759 76
Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	12,188,627 60	11,691,710 94	509,837 89	12,921 23	12,188,627 60	"
Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte	7,173,167 08	6,785,948 46	387,787 43	568 81	7,173,167 08	"
Artillerie. — Salaires pour le premier établissement et la reconstitution	1,189,416 70	1,160,031 65	56,455 41	27,070 36	1,189,416 70	"
Artillerie. — Salaires pour l'entretien et le service courant.	1,525,954 37	1,480,397 55	65,013 46	19,456 64	1,525,954 37	"
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires	950,238 76	901,880 37	50,100 47	1,742 08	950,238 76	"
Vivres. — Salaires	494,521 22	472,355 16	22,166 69	0 63	494,521 22	"
Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins — Salaires. — Constructions navales	4,449,687 89	4,448,140 59	267,082 66	265,535 36	4,449,687 89	"
Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Artillerie	829,647 30	776,238 65	58,034 28	4,625 63	829,647 30	"
Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Vivres	367,573 69	349,508 10	18,118 89	53 30	367,573 69	"
Dépenses diverses de main-d'œuvre. (Hôpitaux.)	346,914 49	341,406 33	12,279 72	6,771 56	346,914 49	"
Matériel de l'Administration centrale	255,598 82	197,709 42	57,796 85	17 50	255,488 77	110 05
Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	34,812,363 51	22,363,265 87	12,452,170 51	171,647 28	34,643,789 10	168,574 41
Constructions navales. — Achat de bâtiments neufs à l'industrie	28,111,896 78	16,456,548 90	11,655,347 88	"	28,111,896 78	"
Constructions navales. — Approvisionnement de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service courant.	8,232,744 82	5,634,668 19	3,998,002 18	1,421,749 47	8,210,920 90	21,823 92
Constructions navales. — Réparat^ons des navires de la flotte	5,152,087 49	3,175,239 36	2,422,133 91	446,304 50	5,151,068 77	1,018 72
Constructions navales. — Modifications et réparations des bâtiments de la flotte par l'industrie	784,303 94	748,068 92	36,235 02	"	784,303 94	"
Constructions navales et service général des ports. — Achats et construction des bâtiments de servitude.	730,660 78	502,850 41	249,071 89	21,261 52	730,660 78	"
Constructions navales et service général des ports. — Achats pour l'entretien et le service courant des bâtiments de servitude	1,368,897 84	861,726 05	614,354 36	112,437 22	1,363,643 19	5,254 65
Artillerie. — Armes. — Établissement et reconstitution.	7,376,583 64	6,367,588 53	1,216,617 45	208,222 62	7,375,983 36	600 28
A reporter	187,175,211 34	147,925,243 61	43,384,209 28	4,399,077 33	185,910,375 56	264,835 78

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
TITRE Ier. — DÉPENSES DU PERSONNEL. — TRAITEMENT ET SOLDE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,169,097f 80c	"	1,164,979f 15c	116f 66c	1,164,862f 49c	4,235f 31c
Officiers et agents en service à Paris	2,097,615 23	"	2,008,873 33	4,380 15	2,004,493 18	93,122 05
Officiers de marine et officiers mécaniciens	9,942,453 94	"	8,447,781 33	3,762 00	8,444,019 33	1,498,434 61
Équipages de la flotte	35,371,501 61	"	31,070,257 97	26,169 54	31,044,088 43	4,327,413 18
Troupes de la marine	13,353,866 44	"	11,275,129 08	3,562 11	11,271,566 97	2,082,299 47
Gendarmerie maritime	753,536 00	"	749,891 37	10 00	749,881 37	3,654 63
Inspection des services administratifs	250,090 09	"	235,961 50	"	235,961 50	14,128 59
Personnel technique	1,842,119 33	"	1,708,721 18	"	1,708,721 18	133,398 15
Commissariat de la marine	1,626,624 04	"	1,433,600 73	"	1,433,600 73	193,023 31
Personnel administratif. (Corps secondaires.)	3,291,427 01	"	3,077,571 09	6 67	3,077,564 42	213,862 59
Personnel et agents divers. (Écoles, justice, police, surveillance.)	1,697,895 60	"	1,555,028 25	135 58	1,554,892 67	143,002 93
Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes	2,200,162 01	"	1,943,407 15	740 90	1,942,666 25	257,495 76
Surveillance des pêches et de la navigation	701,510 64	"	571,369 10	"	571,369 10	130,141 54
TITRE II. — DÉPENSES DE MAINS-D'ŒUVRE. — SALAIRES.						
Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	14,132,029 44	"	13,402,349 19	"	13,402,349 19	729,680 25
Constructions navales. — Salaires pour l'approvisionnement, l'entretien et les réparations de la flotte	8,143,946 44	"	7,670,104 36	"	7,670,104 36	473,842 08
Artillerie. — Salaires. — Constructions neuves. — Réfections. — Transformations	2,987,502 11	"	3,027,848 17	40,346 06	2,987,502 11	"
Artillerie. — Salaires. — Entretien et tirs annuels.	651,390 30	"	478,562 46	4,085 25	474,477 21	176,913 09
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires	949,825 19	"	902,731 65	369 99	902,361 66	47,463 53
Vivres. — Salaires	863,835 04	"	824,229 73	19 23	824,210 50	39,624 54
Service général. — Salaires. — Constructions navales	4,703,063 90	"	4,659,414 67	53,376 28	4,606,038 39	97,625 51
Service général. — Salaires. — Artillerie	988,377 32	"	949,570 40	527 49	949,042 91	39,334 41
Hôpitaux. — Dépenses diverses de main-d'œuvre	366,666 56	"	358,086 70	2,357 69	355,729 01	10,937 55
TITRE III. — DÉPENSES DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURES.						
Matériel de l'Administration centrale	236,999 88	"	168,367 56	1,536 14	166,831 42	70,168 46
Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	38,230,454 09	"	28,435,491 82	216,909 13	28,218,582 69	10,011,871 40
Constructions navales. — Achat de bâtiments neufs à l'industrie	27,640,747 99	"	13,052,175 20	"	13,052,175 20	14,588,572 79
Constructions navales. — Achat et constructions des bâtiments de servitude	2,564,385 11	"	728,362 21	3 82	728,358 39	1,836,026 72
Constructions navales. — Réparations des navires de la flotte	8,514,516 21	"	7,686,900 63	1,567,712 80	6,119,187 83	2,395,328 38
Constructions navales. — Modifications et réparations des bâtiments de la flotte par l'industrie.	251,713 67	"	14,954 08	2,771 24	12,182 84	239,530 83
Approvisionnement de la flotte. — Achats pour l'entretien de la flotte et le service courant	7,858,323 40	"	5,843,045 05	1,481,377 73	4,361,667 32	3,496,656 08
A reporter	193,382,276 39	"	153,444,765 11	3,410,276 46	150,034,488 65	43,347,787 74

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1897.	Opérations de l'année 1897. Payements.	Opérations de l'année 1897. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DE						
Report	187,175 211f 34c	147,925,243f 61c	43,384,209f 28c	4,399,077f 33c	186,910,375f 56c	264,835f 78c
Artillerie. — Poudres et munitions	8,844,158 71	6,739,762 95	2,443,273 41	338,897 15	8,844,139 21	19 50
Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant	495,421 05	406,412 19	137,897 60	51,811 76	492,498 03	2,923 02
Matériel de torpillerie	2,166,336 85	1,447,479 93	741,303 37	22,808 69	2,165,974 61	362 24
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations	5,290,935 20	3,506,702 71	1,788,193 45	7,187 99	5,287,708 17	3,227 03
Travaux d'approfondissement de la Charente	370,831 43	160,343 93	210,487 50	"	370,831 43	"
Travaux extraordinaires de défense des ports militaires	1,815,300 18	1,670,718 70	157,567 39	12,985 91	1,815,300 18	"
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant	1,375,960 36	1,035,980 90	396,582 22	57,397 02	1,375,166 10	794 26
Habillement. (Achats directs et indemnités représentatives.)	4,445,642 05	4,413,895 94	982,574 52	954,701 94	4,441,768 52	3,873 53
Médaille coloniale	10,125 80	10,052 75	73 05	"	10,125 80	"
Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.)	21,170,564 99	14,930,286 94	6,525,215 51	286,116 22	21,169,386 23	1,178 76
Casernement	610,055 82	539,551 69	206,255 85	135,785 86	610,021 68	34 14
Matériel de médecine, de science, d'art et de religion	1,687,476 49	996,069 74	719,097 78	28,022 56	1,687,144 96	331 53
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Constructions navales	2,992,432 45	2,061,195 32	1,454,083 27	523,048 40	2,992,230 19	202 26
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Artillerie	1,010,280 99	743,191 80	322,239 80	55,352 79	1,010,078 81	202 18
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Torpilles	225,577 54	167,949 72	65,644 33	8,656 29	224,937 76	639 78
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Travaux hydrauliques	137,377 76	106,310 14	51,859 47	20,791 85	137,377 76	"
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Vivres	53,431 74	34,677 79	18,803 35	49 90	53,431 24	0 50
Chauffage et éclairage. (Achats directs et indemnités représentatives.)	793,747 61	624,792 07	184,478 20	16,331 75	792,938 52	809 09
Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives.) — Impressions. — Livres et reliures	995,571 70	820,463 34	187,599 68	12,848 87	995,214 15	357 55
Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires	2,070,863 15	1,468,446 96	611,279 84	27,875 21	2,051,851 59	19,011 56
Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et frais accessoires	3,874,786 86	2,852,189 06	943 910 27	12 292 43	3,783,806 90	90,979 96
Gratifications, secours et subventions	1,115,626 87	879,072 26	224,152 53	5,371 82	1,097,852 97	17,773 90
Pêches et navigation commerciale. (Matériel de surveillance — Subvention. — Encouragements. — Récompenses)	154,259 84	98,965 69	60,344 65	5,732 80	153,577 54	682 30
Subvention à la caisse des Invalides de la marine	11,012,033 18	11,012,033 18	"	"	11,012,033 18	"
Dépenses secrètes	20,000 00	20,000 00	"	"	20,000 00	"
Dépenses diverses	179,461 97	67,445 61	111,741 09	744 67	178,442 03	1,019 94
Reconstruction du magasin du montage et du magasin des machines à Toulon	36,637 71	16,028 13	20,609 58	"	36,637 71	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	742 97	"	742 97	"	742 97	"
	260,130,852 61	204,755,263 05	61,950,219 96	6,983,889 21	259,721,593 80	409,258 81
Dépenses des exercices clos	259,135 73	259,135 73	2,464 00	2,464 00	259,135 73	"
Dépenses de l'expédition de Madagascar restant à payer à la clôture du compte spécial institué par la loi du 7 décembre 1894	"	"	"	"	"	"
Rappel de dépenses payables sur revues antérieures à 1897	795,103 96	"	795,103 96	"	795,103 96	"
TOTAL	261,185,092 30	205,014,398 78	62,747,787 92	6,986,353 21	260,775,833 49	409,258 81
			55,761,434f 71c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
LA MARINE. (Suite.)						
Report	193,382,276f 39c	"	153.444,765f 11c	3,410,276f 46c	150,034,488f 65c	43,347,787f 74c
TITRE III. (Suite.)						
DÉPENSES DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURE.						
Service général. — Achats pour l'entretien et le service courant des bâtiments de servitude	1,301,137 65	"	670,418 71	135,371 08	535,047 63	766,090 02
Artillerie. — Constructions neuves. — Réfections. — Transformations. — Armement des troupes	23,481,437 36	"	17,103,705 90	572,104 05	16,531,601 85	6,949,835 51
Artillerie. — Entretien et tirs annuels	675,628 89	"	516,154 93	17,777 86	498,377 07	177,251 82
Matériel de torpillerie	3,426,846 33	"	1,823,143 43	29,970 91	1,793,172 52	1,633,673 81
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations	7,104,896 13	"	4,826,518 64	7,401 64	4,819,117 00	2,285,779 13
Travaux d'approfondissement de la Charente	512,553 98	"	412,429 65	150 00	412,279 65	100,274 33
Travaux extraordinaires de défense des ports militaires	1,248,445 77	"	1,029,017 44	5,981 96	1,023,035 48	225,410 29
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant	1,432,694 13	"	1,086,852 39	49,387 68	1,037,464 71	395,229 42
Habillement	4,622,059 62	"	5,092,453 35	1,066,916 31	4,025,537 04	596,522 58
Casernement	779,480 36	"	750,150 97	206,143 58	544,007 39	235,472 97
Vivres	22,156,838 63	"	16,773,110 27	293,495 08	16,479,615 19	5,677,223 44
Hôpitaux	2,656,305 75	"	1,776,449 95	95.357 83	1,671,092 12	985,213 63
Outillage et service général. — Constructions navales	3,326,167 24	"	2,603,997 77	323,365 09	2,280,632 68	1,045,534 56
Outillage et service général. — Artillerie	1,350,281 08	"	1,010,421 32	3,903 81	1,006,517 51	343,763 57
Outillage et service général. — Torpilles	243,128 00	"	174,939 30	2.960 88	171,978 42	71,149 58
Outillage et service général — Travaux hydrauliques	141,218 48	"	134,198 65	17,922 72	116,275 93	24,942 55
Outillage et service général. — Vivres	85,821 14	"	56,017 91	882 96	55,134 95	30,686 19
Chauffage. — Éclairage. — Fournitures et mobilier d'administration	771,979 40	"	633,719 35	52,952 40	580,766 95	191,212 45
Impressions. — Livres et reliures. — Matériel et frais du service hydrographique	1,124,787 85	"	601,252 97	3,412 39	597,840 58	526,947 27
TITRE IV.						
DÉPENSES DIVERSES.						
Transports de personnel. — Frais de route et de séjour. — Frais de mission	4,103,572 46	"	2,995,700 16	8,881 29	2,986,818 87	1,116,753 59
Transports de matériel. — Affrètements et frais accessoires	2,373,245 26	"	1,671,974 33	1,423 24	1,670,551 09	702,694 17
Gratifications, secours et subventions	1,406,424 03	"	994,679 38	1,796 37	992,883 01	413,541 02
Pêches et navigation commerciale. (Matériel et frais divers.)	196,159 49	"	134,868 77	"	134.868 77	61,290 72
Subvention à la caisse des invalides de la marine	11,019 388 00	"	11,019,388 00	"	11,019,388 00	"
Dépenses secrètes	80,000 00	"	80,000 00	"	80,000 00	"
Reconstruction du magasin du montage et du magasin des machines à Toulon	257,383 01	"	124,582 16	"	124,582 16	132,800 85
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	16.475 79	"	2,699 11	"	2,699 11	13,776 68
	289,276,632 22	"	227,533,609 92	6,307,835 59	221,225,774 33	68,050.857 89
Dépenses des exercices clos	366,495 07	"	366,495 07	"	366.495 07	"
Dépenses de l'expédition de Madagascar restant à payer à la clôture du compte spécial institué par la loi du 7 décembre 1894	327,384 71	"	327,384 71	"	327,384 71	"
TOTAL	289,970,512 00	"	228,227,489 70	6,307,835 59	221,919,654 11	68,050.857 89
			221,919,654f 11c			

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

1re Section. — Service de l'instruction publique.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	968,556f 40c	958,640f 31c	9,841f 09c	"	968,481f 40c	75 00
Matériel de l'Administration centrale	270,486 17	219,127 09	48,904 90	"	268,031 99	2,454 18
Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique	286,481 92	280,453 12	6,961 75	932f 95c	286,481 92	"
Services généraux de l'instruction publique	370,832 87	306,645 63	61,955 87	27 22	368,574 28	2,258 59
Administration académique. — Personnel	1,697,497 32	1,672,026 88	25,732 52	403 74	1,697,355 66	141 66
Administration académique. — Matériel	158,956 70	92,541 08	66,415 62	"	158,956 70	"
Facultés. — Personnel	9,361,623 37	9,263,932 25	97,516 81	2,461 51	9,358,987 55	2,635 82
Facultés. — Matériel	2,737,117 60	2,573,359 28	162,979 26	2 00	2,736,336 54	781 06
Bourses de l'enseignement supérieur	533,941 49	518,583 16	15,641 66	283 33	533,941 49	"
Facultés dont les dépenses donnent lieu à comptes avec les villes	292,850 00	253,299 06	39,487 84	"	292,786 90	63 10
École des hautes études	314,932 46	273,191 72	41,630 74	"	314,822 46	110 00
École normale supérieure	513,454 54	491,011 95	22,209 59	"	513,221 54	233 00
Collège de France	513,397 05	476,962 23	36,134 82	"	513,097 05	300 00
École des langues orientales vivantes	149,996 91	132,200 77	17,378 06	"	149,578 83	418 08
École des chartes	71,949 75	66,596 56	5,250 99	"	71,847 55	102 20
École française d'Athènes	94,497 18	66,675 55	27,821 63	"	94,497 18	"
École française de Rome	71,995 20	64,074 86	7,920 34	"	71,995 20	"
Muséum d'histoire naturelle. — Personnel	395,997 14	389,997 14	6,000 00	"	395,997 14	"
Muséum d'histoire naturelle. — Matériel	609,777 62	441,390 90	171,242 62	3,051 40	609,582 12	195 50
Observatoire de Paris	253,499 99	209,555 77	43,875 34	"	253,431 11	68 88
Bureau central météorologique	182,799 93	153,403 09	28,224 64	"	181,627 73	1,172 20
Observatoire d'astronomie physique de Meudon	70,996 23	51,857 69	18,540 29	"	70,397 98	598 25
Observatoires des départements	232,577 89	194,426 70	38,100 69	"	232,527 39	50 50
Subvention d'entretien à l'Observatoire du Mont-Blanc	12,000 00	6,000 00	6,000 00	"	12,000 00	"
Bureau des longitudes	150,963 27	135,756 09	16,761 23	1,554 05	150,963 27	"
Institut national de France	687,000 00	595,850 93	91,132 41	"	686,983 34	16 66
Académie de médecine	75,491 42	53,873 13	21,588 29	"	75,461 42	30 00
Bibliothèque nationale. — Personnel	428,000 00	423,930 34	3,895 50	"	427,825 84	174 16
Bibliothèque nationale. — Matériel	272,000 00	172,965 22	99,009 28	"	271,974 50	25 50
Bibliothèque nationale. — Catalogues	79,989 62	60,816 86	19,172 76	"	79,989 62	"
Bibliothèques publiques	217,585 91	171,646 88	45,716 93	"	217,363 81	222 10
Catalogue des manuscrits et incunables	19,994 99	10,964 50	9,030 49	"	19,994 99	"
Archives nationales	208,998 74	193,235 24	15,660 90	"	208,896 14	102 60
Services généraux des bibliothèques	38,999 11	36,365 34	2,633 77	"	38,999 11	"
Sociétés savantes	95,000 00	70,273 05	24,726 95	"	95,000 00	"
Souscriptions scientifiques et littéraires. — Impressions gratuites d'ouvrages de haute érudition. — Bibliothèques municipales et populaires. — Échanges internationaux	196,993 95	102,956 05	93,597 90	"	196,553 95	440 00
Encouragements aux savants et gens de lettres	174,990 00	135,110 00	39,780 00	"	174,890 00	100 00
Voyages et missions scientifiques et littéraires	248,457 57	192,734 81	55,196 76	"	247,931 57	526 00
Musée ethnographique. — Musée Guimet	66,999 05	59,812 00	7,015 02	"	66,827 02	172 03
Institut français d'archéologie orientale au Caire	196,860 00	183,360 14	13,499 86	"	196,860 00	"
A reporter	23,324,539 36	21,755,603 37	1,564,185 12	8,716 20	23,311,072 29	13,467 07

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	968,560f 00c	"	953,955f 03c	333f 33c	953,621f 70c	14,938f 30c
Matériel de l'Administration centrale	270,500 00	"	200,786 91	"	200,786 91	69,713 09
Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique	290,500 00	"	281,853 55	6,006 40	275,847 15	14,652 85
Services généraux de l'instruction publique	115,650 00	"	86,511 87	"	86,511 87	29,138 13
Administration académique. — Personnel	1,698,200 00	"	1,660,437 81	"	1,660,437 81	37,762 19
Administration académique. — Matériel	163,870 00	"	92,080 23	"	92,080 23	71,789 77
Facultés. — Personnel	9,465,178 00	"	9,387,081 31	2,308 42	9,384,772 89	80,405 11
Facultés. — Matériel	2,320,000 00	"	2,189,742 52	"	2,189,742 52	130,257 48
Bourses de l'enseignement supérieur	484,000 00	"	478,499 87	600 00	477,899 87	6,100 13
Facultés dont les dépenses donnent lieu à comptes avec les villes	293,300 00	"	250,413 12	"	250,413 12	42,886 88
École des hautes études	318,000 00	"	262,697 98	"	262,697 98	55,302 02
École normale supérieure	515,600 00	"	481,763 73	"	481,763 73	33,836 27
Collège de France	523,000 00	"	491,270 10	"	491,270 10	31,729 90
Enseignement des langues orientales vivantes	159,000 00	"	134,870 93	"	134,870 93	24,129 07
École des chartes	74,950 00	"	73,559 61	31 00	73,528 61	1,421 39
École française d'Athènes	108,000 00	"	66,895 35	"	66,895 35	41,104 65
École française de Rome	72,000 00	"	65,597 41	"	65,597 41	6,402 59
Muséum d'histoire naturelle. — Personnel	398,600 00	"	394,690 21	"	394,690 21	3,909 79
Muséum d'histoire naturelle. — Matériel	568,900 00	"	453,681 46	4,478 50	449,202 96	119,697 04
Observatoire de Paris	253,500 00	"	211,046 78	"	211,046 78	42,453 22
Bureau central météorologique	182,800 00	"	160,348 72	"	160,348 72	22,451 28
Observatoire d'astronomie physique de Meudon	71,000 00	"	51,572 80	"	51,572 80	19,427 20
Observatoires des départements	237,200 00	"	190,194 95	"	190,194 95	47,005 05
Subvention d'entretien à l'Observatoire du Mont-Blanc	12,000 00	"	6,000 00	"	6,000 00	6,000 00
Bureau des longitudes	151,000 00	"	136,214 08	2,194 75	134,019 33	16,980 67
Institut national de France	687,000 00	"	613,288 44	"	613,288 44	73,711 56
Académie de médecine	75,500 00	"	50,216 88	"	50,216 88	25,283 12
Bibliothèque nationale. — Personnel	436,000 00	"	434,169 40	"	434,169 40	1,830 60
Bibliothèque nationale. — Matériel	272,000 00	"	216,637 57	"	216,637 57	55,362 43
Bibliothèque nationale. — Catalogues	80,000 00	"	52,635 05	"	52,635 05	27,364 95
Bibliothèques publiques	217,600 00	"	176,805 20	"	176,805 20	40,794 80
Catalogues des manuscrits et incunables	20,000 00	"	7,402 50	"	7,402 50	12,597 50
Archives nationales	212,000 00	"	196,512 39	"	196,512 39	15,487 61
Services généraux des bibliothèques	39,000 00	"	35,330 52	"	35,330 52	3,669 48
Sociétés savantes	95,000 00	"	65,663 01	"	65,663 01	29,336 99
Souscriptions scientifiques et littéraires. — Impressions gratuites d'ouvrages de haute érudition. — Bibliothèques municipales et populaires. — Échanges internationaux	186,000 00	"	62,651 35	"	62,651 35	123,348 65
Encouragements aux savants et gens de lettres	175,000 00	"	130,680 00	"	130,680 00	44,320 00
Voyages et missions scientifiques et littéraires	328,460 00	"	279,450 30	180 00	279,270 30	49,189 70
Musée ethnographique. — Musée Guimet	72,000 00	"	65,127 53	"	65,127 53	6,872 47
Institut français d'archéologie orientale au Caire	222,860 00	"	223,351 04	491 04	222,860 00	"
A reporter	22,833,728 00	"	21,371,687 51	16,623 44	21,355,064 07	1,478,663 93

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.						
1re SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.						
Report	23,324,539f 36c	21,755,603f 37c	1,564,185f 12c	8,716f 20c	23,311,072f 29c	13,467f 07c
Publications diverses. — *Journal des Savants*	219,000 00	99,303 07	119,696 93	"	219,000 00	"
Frais généraux de l'instruction secondaire	140,489 24	130,776 83	9,662 41	"	140,439 24	50 00
Lycées nationaux	11,785,749 54	10,451,902 07	1,333,358 49	"	11,785,260 56	488 98
Collèges communaux de garçons	3,708,688 76	3,675,559 11	57,512 63	24,976 31	3,708,095 43	593 33
Enseignement secondaire des jeunes filles	2,029,481 38	1,934,202 12	97,199 82	2,240 00	2,029,161 94	319 44
Bourses nationales, exemptions et dégrèvements dans les lycées et collèges	3,315,022 84	2,273,273 02	1,035,817 07	300 00	3,308,790 09	6,232 75
Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles	2,316,366 51	2,106,624 82	209,808 02	206 33	2,316,226 51	140 00
Écoles normales primaires. — Écoles normales supérieures d'enseignement primaire	8,199,494 97	7,901,471 38	342,406 64	44,395 82	8,199,482 20	12 77
Écoles nationales professionnelles de Vierzon, Voiron et Armentières	284,895 17	110,000 00	174,895 17	"	284,895 17	"
Enseignement primaire supérieur	2,299,615 04	2,082,850 05	216,380 29	2 00	2,299,228 34	386 70
Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur	763,187 08	561,662 71	202,228 12	1,125 00	762,765 83	421 25
Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de 150,000 âmes	118,924,352 30	108,045,280 77	10,849,844 12	2,106 92	118,893,017 97	31,334 33
Créations d'écoles et d'emplois	166,332 62	102,911 09	63,032 34	"	165,943 43	389,19
Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire, élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes	4,448,333 93	4,215,913 00	232,420 93	"	4,448,333 93	"
Allocations diverses	616,563 29	467,616 33	148,134 19	33 34	615,717 18	846 11
Enseignement primaire. — Caisse des écoles. — Inspection médicale. — Subventions facultatives	149,742 00	141,298 50	8,314 06	100 56	149,512 00	230 00
Enseignement primaire. — Examens. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires. — Annuaire des instituteurs	824,907 71	672,491 81	149,529 22	"	822,021 03	2,886 68
Enseignement primaire et enseignement primaire supérieur. — Secours et allocations	2,056,641 19	1,761,712 66	286,817 35	15 00	2,048,515 01	8,126 18
Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de parties des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	5,573,784 77	3,545,754 05	2,241,119 14	237,227 28	5,549,645 91	24,138 86
Services des constructions scolaires. (Enseignement primaire.)	3,499,998 00	1,855,003 00	1,644,995 00	"	3,499,998 00	"
Service des constructions scolaires. (Enseignem^t secondaire.)	2,009,897 99	1,720,301 60	289,575 59	"	2,009,877 19	20 80
Service des constructions scolaires. (Enseignement supérieur.)	652,073 88	390,336 60	145,704 95	3,994 52	532,047 03	120,026 85
Matériel scientifique des établissements d'enseignement supérieur	383,102 77	44,324 70	334,278 07	"	378,602 77	4,500 00
Création de deux lycées de jeunes filles	588,078 49	574,016 80	14,061 69	"	588,078 49	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	2,541 66	2,541 66	"	"	2,541 66	"
Acquisition des bâtiments du collège Sainte-Barbe à Paris	2,500,000 00	2,500,000 00	"	"	2,500,000 00	"
Impositions résultant de l'acquisition du collège Sainte-Barbe	3,725 12	"	151 84	"	151 84	3,573 28
Acquisition de la collection des monnaies grecques formée par M. Waddington	421,000 00	421,000 00	"	"	421,000 00	"
Travaux d'appropriation à l'École normale supérieure d'enseignement primaire de Fontenay-aux Roses	23,217 76	20 00	23,197 76	"	23,217 76	"
Travaux de construction de l'école nationale professionnelle de Voiron	6,927 80	"	6,927 80	"	6,927 80	"
	201,237,751 17	179,543,751 12	21,801,254 76	325,439 28	201,019,566 60	218,184 57
Dépenses des exercices clos	385,445 65	385,445 65	100 00	100 00	385,445 65	"
TOTAL	201,623,196 82	179,929,196 77	21,801,354 76	325,539 28	201,405,012 25	218,184 57
			21,475,815f 48c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)						
L'INSTRUCTION PUBLIQUE. (Suite.)						
Report	22,833,728f 00c	"	21,371,687f 51c	16,623f 44c	21,355,064f 07c	1,478,663f 93
Publications diverses. — *Journal des Savants*	169,000 00	"	86,157 73	1,300 00	84,857 73	84,142 27
Frais généraux de l'instruction secondaire	140,800 00	"	128,603 03	"	128,603 03	12,196 97
Lycées nationaux	11,441,760 00	"	10,823,684 88	"	10,823,684 88	618,075 12
Collèges communaux de garçons	3,759,184 00	"	3,641,720 22	"	3,641,720 22	117,463 78
Enseignement secondaire des jeunes filles	2,049,202 00	"	1,953,050 65	"	1,953,050 65	96,151 35
Bourses nationales, exemptions et dégrèvements dans les lycées et collèges	3,300,000 00	"	2,210,989 48	"	2,210,989 48	1,089,010 52
Services généraux de l'enseignement secondaire	370,900 00	"	264,091 85	"	264,091 85	106,808 15
Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles	2,325,275 00	"	2,113,598 67	75 00	2,113,523 67	211,751 33
Écoles normales supérieures d'enseignement primaire. — Écoles normales primaires	8,110,000 00	"	7,872,724 79	"	7,872,724 79	237,275 21
Écoles nationales d'enseignement primaire supérieur et professionnel	394,700 00	"	128,000 00	"	128,000 00	266,700 00
Acquisition de l'institution Livet, à Nantes	440,390 00	"	435,869 35	"	435,869 35	4,520 65
Enseignement primaire supérieur	2,364,834 33	"	2,117,203 27	8,825 00	2,108,378 27	256,456 06
Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur	773,200 00	"	551,872 68	"	551,872 68	221,327 32
Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes	120,673,847 48	"	109,682,739 11	"	109,682,739 11	10,991,108 37
Créations d'écoles et d'emplois	452,000 00	"	168,956 81	"	168,956 81	283,043 19
Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire, élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes	4,404,219 00	"	4,404,219 00	"	4,404,219 00	"
Allocations diverses	754,800 00	"	478,283 34	"	478,283 34	276,516 66
Enseignement primaire — Caisse des écoles. — Inspection médicale. — Subventions facultatives	145,000 00	"	124,796 33	"	124,796 33	20,203 67
Enseignement primaire. — Examens. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires. Annuaire des instituteurs	845,000 00	"	678,266 25	"	678,266 25	166,733 75
Services généraux de l'enseignement primaire. — Secours et allocations	2,032,700 00	"	1,678,638 84	"	1,678,638 84	354,061 16
Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de parties des annuités dues par eux et nécessaires aux remboursements des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	5,793,519 00	"	3,971,102 22	48,587 65	3,922,514 57	1,871,004 43
Services des constructions scolaires. (Enseignement primaire)	3,500,000 00	"	2,228,070 00	"	2,228,070 00	1,271,930 00
Services des constructions scolaires. (Enseignement secondaire)	1,806,000 00	"	1,589,162 63	"	1,589,162 63	216,837 37
Création de deux lycées de jeunes filles	350,000 00	"	152,571 46	"	152,571 46	197,428 54
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,183 26	"	1,183 26	"	1,183 26	"
Réinstallation de l'Académie de médecine. — Acquisition d'un immeuble	663,500 00	"	663,500 00	"	663,500 00	"
Impositions et charges résultant de l'acquisition du collège Sainte-Barbe	7,460 01	"	7,460 01	"	7,460 01	"
Célébration du centenaire de Michelet	30,000 00	"	3,370 80	"	3,370 80	26,629 20
Exposition de 1900	"	"	"	"	"	"
	199,932,202 08	"	179,531,574 17	75,411 09	179,456,163 08	20,476,039 00
Dépenses des exercices clos	263,589 84	"	267,535 94	3,946 10	263,589 84	"
TOTAL	200,195,791 92	"	179,799,110 11	79,357 19	179,719,752 92	20,476,039 00
			179,719,752f 92c			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (*France.*)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)						
2e SECTION. — SERVICES DES BEAUX-ARTS.						
Personnel de l'Administration centrale des beaux-arts	314,970f 83c	312,970f 83c	2,000f 00c	"	314,970f 83c	"
Matériel de l'Administration centrale des beaux-arts.	52,000 00	32,640 84	19,332 16	"	51,973 00	27f 00c
Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts	113,899 86	106,149 86	7,000 00	"	113,149 86	750 00
Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des musées	42,000 00	32,125 00	9,875 00	"	42,000 00	"
Frais divers des inspections et frais de mission	28,991 18	28,178 28	812 90	"	28,991 18	"
Académie de France à Rome. (Personnel.)	12,900 00	12,900 00	"	"	12,900 00	"
Académie de France à Rome. (Materiel.)	136,300 00	133,828 35	11,671 65	10,000f 00c	135,500 00	800 00
École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris — Personnel.	278,280 26	276,729 16	1,551 10	"	278,280 26	"
École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris — Matériel	125,498 98	59,796 82	58,968 76	"	118,765 58	6,733 40
École nationale des arts décoratifs à Paris — Personnel.	114,562 34	113,344 54	909 50	125 00	114,129 04	433 30
École nationale des arts décoratifs à Paris — Matériel	33,624 75	16,120 10	11,504 65	"	27,624 75	6,000 00
Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris.	15,000 00	11,250 00	3,750 00	"	15,000 00	"
Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	302,712 36	236,697 46	65,731 80	"	302,429 26	283 10
Écoles départementales et municipales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel	181,444 54	137,962 06	43,482 48	"	181 444 54	"
Conservatoire national de musique et de déclamation — Personnel.	193,158 16	192,079 00	1,016 66	"	193,095 66	62 50
Conservatoire national de musique et de déclamation — Matériel	63,466 14	35,444 18	27,808 41	"	63,252 59	213 55
Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements	197,499 30	154,190 85	43,308 45	"	197,499 30	"
Théâtres nationaux	1,475,998 25	1,306,166 50	169,831 75	"	1,475,998 25	"
Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements	59,970 00	45,170 00	14,750 00	"	59,920 00	50 00
Palais du Trocadéro	12,999 72	12,077 27	898 95	"	12,976 22	23 50
Indemnités et secours. (Théâtres.)	95,000 00	76,125 00	18,875 00	"	95,000 00	"
Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	834,890 83	814,403 94	20,459 93	"	834,863 87	26 96
Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Prix national et bourses de voyages.	246,000 00	236,950 00	9,300 00	250 00	246,000 00	"
Indemnités et secours. (Beaux-Arts.)	110,000 00	92,650 00	17,250 00	"	109,900 00	100 00
Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	462,441 03	392,609 76	69,990 27	159 00	462,441 03	"
Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	121,987 52	97,694 51	24,758 33	465 32	121,987 52	"
Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	197,192 65	196,713 75	478 90	"	197,192 65	"
Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.)	28,314 44	24,834 37	3,480 07	"	20,314 44	"
Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)	102,228 33	101,693 33	535 00	"	102,228 33	"
Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	11,607 03	9,041 95	2,588 48	39 60	11,590 83	16 20
Musées nationaux. (Personnel.)	611,734 95	600,267 45	11,415 00	"	611,682 45	52 50
Subventions de l'État aux musées nationaux pour acquisition d'objets ayant une valeur artistique, archéologique ou historique	168,000 00	168,000 00	"	"	168,000 00	"
Musées nationaux. (Matériel.)	150,134 97	130,346 14	19,443 83	"	149,789 97	345 00
Musées départementaux et municipaux	14,998 21	12,043 05	2,955 16	"	14,998 21	"
Publications et souscriptions aux ouvrages d'art	64,996 46	40,231 97	23,774 49	"	64,006 46	990 00
Expositions à Paris et dans les départements	12,495 71	9,664 55	2,831 16	"	12,495 71	"
Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée	1,084,169 42	705,028 20	375,160 91	"	1,080,189 11	3,980 31
A reporter	8,071,468 22	6,964,119 07	1,097,500 75	11,038 92	8,050,580 90	20,887 32

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
Personnel de l'Administration centrale des beaux-arts	314,999f 99c	"	314,074f 99c	"	314,074f 99c	925f 00
Matériel de l'Administration centrale des beaux-arts.	52,000 00	"	31,890 63	"	31,890 63	20 109 37
Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts	113,893 21	"	103,851 54	"	103,851 54	10,041 67
Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des musées	42,000 00	"	33,150 00	"	33,150 00	8,850 00
Frais divers des inspections et frais de mission	28,905 90	"	26,235 50	138f 05c	26,097 45	2,808 45
Académie de France à Rome. (Personnel.)	12,900 00	"	12,900 00	"	12,900 00	"
Académie de France à Rome. (Matériel.)	138,300 00	"	129,000 00	"	129,000 00	9,300 00
École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris — Personnel.	280,756 63	"	279,527 87	256 24	279,271 63	1,485 00
École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris — Matériel	125,499 98	"	74,922 69	"	74,922 69	50,577 29
École nationale des arts décoratifs à Paris — Personnel.	114,574 25	"	114,558 25	150 00	114,408 25	166 00
École nationale des arts décoratifs à Paris — Matériel	33,624 96	"	21,229 75	"	21,229 75	12,395 21
Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris.	15,000 00	"	15,000 00	"	15,000 00	"
Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	299,772 37	"	224,409 55	220 00	224,189 55	75,582 82
Écoles départementales et municipales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel	181,446 35	"	130,764 35	"	130,764 35	50,682 00
Conservatoire national de musique et de déclamation — Personnel.	193,116 66	"	187,280 00	"	187,280 00	5,836 66
Conservatoire national de musique et de déclamation — Matériel	63,446 81	"	38,364 05	"	38,364 05	25,082 76
Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements	197,488 64	"	153,998 64	"	153,998 64	43,490 00
Théâtres nationaux	1,470,998 79	"	1,281,133 19	"	1,281,133 19	189,865 60
Concerts populaire et sociétés musicales dans les départements	60,000 00	"	43,670 00	"	43,670 00	16,330 00
Palais du Trocadéro	12,999 58	"	11,410 43	116 67	11,293 76	1,705 82
Indemnités et secours. (Théâtres)	95,000 00	"	76,770 00	"	76,770 00	18,230 00
Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	783,699 83	"	717,128 27	"	717,128 27	66,571 56
Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Prix national et bourses de voyages	246,000 00	"	233,550 00	"	233,550 00	12,450 00
Indemnités et secours. (Beaux-Arts.)	109,996 09	"	91,731 09	"	91,731 09	18,265 00
Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	462,440 80	"	410,337 06	5,000 00	405,337 06	57,103 74
Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	121,985 60	"	85,583 06	3,000 00	82,583 06	39,402 54
Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	197,185 89	"	191,007 89	"	191,007 89	6,178 00
Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.)	28,317 30	"	25,874 73	"	25,874 73	2,442 57
Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)	103,728 33	"	99,626 66	"	99,626 66	4,101 67
Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	11,619 40	"	7,315 73	"	7,315 73	4,303 67
Musées nationaux. (Personnel.)	614,139 85	"	605,902 21	376 00	605,526 21	8,613 64
Subventions de l'État aux musées nationaux pour acquisition d'objets ayant une valeur artistique, archéologique ou historique	160,000 00	"	160,000 00	"	160,000 00	"
Musées nationaux. (Matériel.)	155,734 54	"	133,354 10	"	133,354 10	22,380 44
Musées départementaux et municipaux	14,991 45	"	9,599 00	89 00	9,510 00	5,481 45
Publications et souscriptions aux ouvrages d'art.	64,989 56	"	44,952 32	"	44,952 32	20,037 24
Expositions à Paris et dans les départements	12,497 36	"	11,833 11	"	11,833 11	664 25
Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée	1,083,300 00	"	743,700 63	"	743,700 63	339,599 37
Musée de Cluny	60,200 00	"	50,577 03	"	50,577 03	9,622 97
Musée de sculpture comparée du Trocadéro	49,000 00	"	33,720 36	"	33,720 36	15,279 64
Location d'une salle pour l'Opéra-Comique	40,000 00	"	40,000 00	"	40,000 00	"
Personnel des bâtiments civils	104,000 00	"	100,035 60	100 00	99,935 60	4,064 40
Entretien des bâtiments civils	798,800 00	"	165,693 88	2,498 30	163,195 58	635,604 42
A reporter	9,069,350 12	"	7,265,664 16	11,944 26	7,253,719 90	1,815,630 22

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE						
2e SECTION. — SERVICES						
Report	8,071,468f 22c	6,964,119f 07c	1,097,500f 75c	11,038f 92	8,050,580f 90c	20,887f 32
Musée de Cluny	57,181 65	51,649 85	5,383 60	"	57,033 45	148 20
Musée de sculpture comparée du Trocadéro	48,905 92	34,361 45	14,544 47	"	48,905 92	"
Location d'une salle pour l'Opéra-Comique	80,000 00	80,000 00	"	"	80,000 00	"
Personnel des bâtiments civils	103,403 30	100,667 30	2,836 00	100 00	103,403 30	"
Entretien des bâtiments civils	767,429 40	176,691 73	542,873 46	14,423 87	705,141 32	62,288 08
Grosses réparations des bâtiments civils	546,611 86	36,937 19	465,249 17	391 96	501,794 40	44,817 46
Personnel des palais nationaux	129,840 30	124,255 33	5,244 97	250 00	129,250 30	590 00
Entretien des palais nationaux	699,835 31	323,050 45	359,702 83	12,274 49	670,478 79	29,356 52
Grosses réparations des palais nationaux	309,444 40	18,591 15	264,593 53	"	283,184 68	26,259 72
Loyer du terrain du palais de l'Industrie	15,000 00	7,500 00	7,500 00	"	15,000 00	"
Service des eaux de Versailles et de Marly	426,424 52	230,950 89	182,199 84	4,792 08	408,358 65	18,065 87
Personnel des régies des palais nationaux	280,963 43	263,897 17	17,000 43	9 17	280,888 43	75 00
Matériel des régies des palais nationaux	257,308 27	141,514 00	115,264 67	560 43	256,218 24	1,090 03
Conservation du garde-meuble	246,954 07	191,239 83	56,222 02	523 50	246,938 35	15 72
École des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction	499,159 26	164,927 84	70,585 23	"	235,513 07	263,646 19
Conservatoire des arts et métiers. — Continuation des travaux	99,933 24	40,074 77	58,964 48	"	99,039 25	893 99
Palais de Versailles et de Trianon. — Continuation des travaux de restauration	149,974 33	63,227 21	85,383 69	"	148,610 90	1,363 43
Réparation et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles	99,640 27	18,304 20	77,246 22	"	95,550 42	4,089 85
Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection	197,388 08	11,566 29	148,953 16	"	160,519 45	36,868 63
Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparation	49,859 87	19,619 83	30,240 04	"	49,859 87	"
Reconstruction de l'École nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien-Dubouché	212,771 88	107,494 67	68,696 84	"	176,191 51	36,580 37
Arc de Triomphe de l'Étoile. — Travaux de restauration	197,420 69	45,786 44	151,634 25	"	197,420 69	"
École nationale d'agriculture de Grignon	73,787 78	25,289 87	48,497 91	"	73,787 78	"
Ecole vétérinaire de Lyon. — Construction d'un bâtiment pour les services de la médecine opératoire	56,937 84	"	56,937 84	"	56,937 84	"
École vétérinaire d'Alfort. — Couverture de la cour des hôpitaux	49,935 36	67 82	25,267 00	"	25,334 82	24,600 54
Construction d'une nouvelle salle des séances pour la Chambre des députés	"	"	"	"	"	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,094 30	"	1,094 30	"	1,094 30	"
Exposition internationale de Bruxelles	55,491 44	44,899 08	10,592 36	"	55,491 44	"
Domaine de Versailles. — Curage de la pièce d'eau des Suisses	109,991 49	62,747 55	31,066 97	"	93,814 52	16,176 97
Frais de procès et d'instances	2,000 00	2,000 00	"	"	2,000 00	"
Reconstruction de l'Opéra-Comique	934,278 99	239,382 30	281,363 01	"	520,745 31	413,533 68
Travaux d'agrandissement dans divers haras	18,938 82	"	18,850 32	"	18,850 32	88 50
Reconstruction du palais de la Cour des comptes	"	"	"	"	"	"
Réinstallation des services du double du Grand-Livre	3,193 71	"	3,193 71	"	3,193 71	"
Travaux de défense contre l'incendie au Théâtre-Français	1,855 62	"	1,855 62	"	1,855 62	"
Travaux de défense contre l'incendie au théâtre national de l'Opéra	17,919 94	"	5,253 85	"	5,253 85	12,666 09
Travaux de défense contre l'incendie au théâtre national de l'Odéon	47,847 62	"	47,847 62	"	47,847 62	"
Frais d'octroi et d'instance	969 55	"	969 55	"	969 55	"
	14,921,160 73	9,590,813 28	4,360,609 71	44,364 42	13,907,058 57	1,014,102 16
Dépenses des exercices clos	1,526,939 86	1,526,939 86	"	"	1,526,939 86	"
TOTAL	16,448,100 59	11,117,753 14	4,360,609 71	44,364 42	15,433,998 43	1,014,102 16
			4,316,245f 29c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'instruction publique	201,623,196 82	179,929,196 77	21,801,354 76	325,539 28	201,405,012 25	218,184 57
2e SECTION. — Service des beaux-arts	16,448,100 59	11,117,753 14	4,360,609 71	44,364 42	15,433,998 43	1,014,102 16
TOTAL	218,071,297 41	191,046,949 91	26,161,964 47	369,903 70	216,839,010 68	1,232,286 73
			25,792,060f 77c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
ET DES BEAUX-ARTS (Suite.).						
DES BEAUX-ARTS. (Suite.)						
Report	9,069,350f 12c	"	7,265,664f 16c	11,944f 26c	7,253,719f 90c	1,815,630f 22c
Grosses réparations des bâtiments civils	593,000 00	"	140,856 27	"	140,856 27	452,143 73
Personnel des palais nationaux	130,000 00	"	123,140 58	"	123,140 58	6,859 42
Entretien des palais nationaux	700,667 90	"	346,163 38	13,807 99	332,355 39	368,312 51
Grosses réparations des palais nationaux	300,000 00	"	50,654 30	"	50,654 30	249,345 70
Loyer du terrain du palais de l'Industrie	15,000 00	"	"	"	"	15,000 00
Service des eaux de Versailles et de Marly	469,192 78	"	297,452 00	383 33	297,068 67	172,124 11
Personnel des régies des palais nationaux	280,987 93	"	264,617 83	216 68	264,401 15	16,586 78
Matériel des régies des palais nationaux	261,321 94	"	165,512 30	836 90	164,675 40	96,646 54
Conservation du garde-meuble	246,996 06	"	172,286 47	1,643 40	170,643 07	76,352 99
Ecole des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction	500,000 00	"	306,741 09	"	306,741 09	193,258 91
Conservatoire des arts et métiers. Continuation des travaux	62,425 00	"	1,800 00	"	1,800 00	60,625 00
Palais de Versailles et de Trianon. — Continuation des travaux de restauration	150,000 00	"	27,919 61	"	27,919 61	122,080 39
Réparation et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles	100,000 00	"	17,698 76	"	17,698 76	82,301 24
Palais du Louvre et des Tuileries. Travaux de réfection	200,000 00	"	3,387 50	"	3,387 50	196,612 50
Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparation	50,000 00	"	13,117 56	"	13,117 56	36,882 44
Reconstruction de l'École nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien-Dubouché	150,000 00	"	95,593 21	"	95,593 21	54,406 79
Arc de Triomphe de l'Étoile (travaux de restauration)	53,000 00	"	3,233 12	"	3,233 12	49,766 88
École vétérinaire de Lyon. — Construction d'un bâtiment pour les services de la médecine opératoire	60,000 00	"	"	"	"	60,000 00
Construction d'un laboratoire d'électricité et des salles d'étude à l'École nationale des mines de Saint-Étienne	2,619 72	"	30 00	"	30 00	2,589 72
Reconstruction de l'Opéra-Comique	2,089,249 06	"	460,523 38	"	460,523 38	1,628,725 68
Bibliothèque nationale. — Travaux d'agrandissement et d'isolement	90,000 00	"	5,947 45	"	5,947 45	84,052 55
Travaux d'agrandissement dans divers haras	230,852 64	"	109,756 03	"	109,756 03	121,096 61
Reconstruction du palais de la Cour des Comptes	5,073 83	"	3,037 35	"	3,037 35	2,036 48
Dégagement des musées de Cluny et de la Sorbonne	600,000 00	"	"	"	"	600,000 00
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
Réinstallation des services du double du Grand-Livre	140,525 00	"	119,791 25	"	119,791 25	20,733 75
Travaux de défense contre l'incendie au théâtre national de l'Opéra	57,924 14	"	1,008 98	"	1,008 98	56,915 16
Muséum d'histoire naturelle — Achèvement des nouvelles galeries	32,904 11	"	4,257 00	"	4,257 00	28,647 11
Domaine de Versailles. Curage de la pièce des Suisses	10,000 00	"	9,917 46	"	9,917 46	82 54
Réinstallation de l'académie de médecine. Travaux	675 00	"	675 00	"	675 00	"
Remboursement au département de la Seine. — Palais de justice de Paris	"	"	"	"	"	"
Aménagement du pavillon de Marsan. — Directions départementales de l'Enregistrement et des domaines	"	"	"	"	"	"
Restauration des façades du Ministère de la marine	1,408 67	"	"	"	"	1,408 67
Reconstruction des bâtiments de l'Instruction publique	"	"	"	"	"	"
Exposition	"	"	"	"	"	"
Souscription au monument à élever à la mémoire de Puvis de Chavannes	10,000 00	"	"	"	"	10,000 00
	16,663,173 90	"	10,010,782 04	28,832 56	9,981,949 48	6,681,224 42
Dépenses des exercices clos	815,405 50	"	815,405 50	"	815,405 50	"
TOTAL	17,478,579 40	"	10,826,187 54	28,832 56	10,797,354 98	6,681,224 42
			10,797,354f 98c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'instruction publique	200,195,791 92	"	179,799,110 11	79,357 19	179,719,752 92	20,476,039 00
2e SECTION. — Service des beaux-arts	17,478,579 40	"	10,826,187 54	28,832 56	10,797,354 98	6,681,224 42
TOTAL	217,674,371 32	"	190,625,297 65	108,189 75	190,517,107 90	27,157,263 42
			190,517,107 90			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE						
1re SECTION. — SERVICES						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	584,971f 80c	583,366f 40c	1,505f 40c	"	584,871f 80c	100f 00c
Personnel du service de l'Administration centrale	72,381 58	67,927 44	3,887 50	"	71,814 94	566 64
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	88,378 57	67,670 45	20,136 64	"	87,807 09	571 48
Achat de livres. — Abonnements aux revues et journaux	17,996 93	12,447 60	5,536 46	"	17,984 06	12 87
Impressions	33,484 49	23,829 73	9,654 76	"	33,484 49	"
Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel	297,845 93	297,318 16	527 77	"	297,845 93	"
Conservatoire national des arts et métiers. — Matériel	179,993 81	102,757 81	77,537 72	345f 47c	179,950 06	43 75
Écoles nationales d'arts et métiers. — Personnel	581,982 23	557,815 53	24,166 70	"	581,982 23	"
Écoles nationales d'arts et métiers. — Matériel	704,512 33	582,500 09	121,934 59	"	704,434 68	77 65
Écoles nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Personnel	122,173 88	114,420 92	7,752 96	"	122,173 88	"
École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Matériel	174,108 45	128,130 30	45,978 15	"	174,108 45	"
École nationale d'horlogerie de Cluses	63,802 94	52,562 41	11,240 53	"	63,802 94	"
Bourses aux élèves des écoles nationales d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement	30,000 00	22,425 00	7,575 00	"	30,000 00	"
Bourses à l'Ecole centrale des arts et manufactures	50,000 00	37,080 55	12,919 45	"	50,000 00	"
Écoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel	459,977 72	412,826 69	47,014 64	"	459,841 33	136 39
Encouragements à l'enseignement industriel	334,647 74	130,267 00	204,304 74	"	334,571 74	76 00
Encouragements à l'enseignement commercial	174,333 00	90,170 26	83,647 74	"	173,818 00	515 00
Enseignement industriel et commercial. — Inspection, conseils et commissions	44,101 06	35,322 41	8,793 65	15 00	44,101 06	"
Comité consultatif des arts et manufactures	29,629 00	25,800 00	3,589 00	"	29,389 00	240 00
Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers	40,911 92	17,806 33	22,905 59	"	40,711 92	200 00
Conseil supérieur du travail	10,535 46	5,778 68	4,756 78	"	10,535 46	"
Inspection du travail des enfants dans l'industrie	627,151 08	541,112 62	85,740 31	291 66	626,561 27	589 81
Personnel des poids et mesures	1,081,470 52	1,019,195 47	61,821 78	142 56	1,080,874 69	595 83
Matériel et dépenses diverses des poids et mesures	95,823 95	71,573 86	22,211 42	126 38	93,658 90	2,165 05
Dépenses de la Commission internationale du mètre et du Bureau international des poids et mesures. — Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international des poids et mesures	10,324 44	8,856 00	1,468 44	"	10,324 44	"
Personnel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	19,369 80	16,803 15	2,566 65	"	19,369 80	"
Matériel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	6,499 34	4,816 60	1,641 44	"	6,458 04	41 30
Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et du Bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale	29,746 92	19,602 12	10,144 80	"	29,746 92	"
Frais d'impression du recueil des brevets d'invention et du Bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale	102,133 02	49,999 24	52,133 78	"	102,133 02	"
Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international institué à Berne, pour la protection de la propriété industrielle	3,390 00	"	3,390 00	"	3,390 00	"
Syndicats professionnels	14,732 40	5,325 85	9,406 55	"	14,732 40	"
Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit	120,550 21	59,289 71	61,260 50	"	120,550 21	"
A reporter	6,206,960 52	5,164,798 38	1,037,151 44	921 07	6,201,028 75	5,931 77

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	584,863f 75c	"	581,300f 65c	1,112f 22c	580,188f 43c	4,675f 32c
Personnel du service de l'Administration centrale	72,393 72	"	66,121 74	"	66,121 74	6,271 98
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	88,222 63	"	65,412 84	"	65,412 84	22,809 79
Achat de livres. — Abonnements aux revues et journaux	17,969 17	"	12,158 33	"	12,158 33	5,810 84
Impressions	33,480 48	"	22,652 80	"	22,652 80	10,827 68
Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel	290,125 66	"	284,507 47	41 26	284,466 21	5,659 45
Conservatoire national des arts et métiers. — Matériel	179,993 30	"	131,967 32	"	131,967 32	48,025 98
Écoles nationales d'arts et métiers. — Personnel	590,866 93	"	580,315 35	"	580,315 35	10,551 58
Écoles nationales d'arts et métiers. — Matériel	704,308 27	"	546,590 59	"	546,590 59	157,717 68
École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Personnel	127,953 25	"	125,566 25	"	125,566 25	2,387 00
École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Matériel	171,395 30	"	139,606 36	"	139,606 36	31,788 94
École nationale d'horlogerie de Cluses	75,795 00	"	63,869 78	"	63,869 78	11,925 22
Bourses aux élèves des écoles nationales d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement	29,931 25	"	22,500 00	"	22,500 00	7,431 25
Bourses à l'Ecole centrale des arts et manufactures	50,000 00	"	37,200 00	"	37,200 00	12,800 00
Écoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel	501,658 07	"	467,671 96	11,520 00	456,151 96	45,506 11
Encouragements à l'enseignement industriel	348,176 30	"	269,091 41	"	269,091 41	79,084 89
Encouragements à l'enseignement commercial	189,951 76	"	129,264 05	"	129,264 05	60,687 71
Enseignement industriel et commercial. — Inspection, conseils et commissions	44,880 04	"	35,417 90	"	35,417 90	9,462 14
Comité consultatif des arts et manufactures	27,930 00	"	24,060 00	"	24,060 00	3,900 00
Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers	40,869 11	"	22,380 11	"	22,380 11	18,489 00
Conseil supérieur du travail	11,484 19	"	10,299 79	"	10,299 79	1,184 40
Inspection du travail dans l'industrie	639,137 74	"	552,847 53	"	552,847 53	86,290 21
Personnel des poids et mesures	1,080,833 12	"	1,018,440 15	502 71	1,017,937 44	62,895 68
Matériel et dépenses diverses des poids et mesures	95,932 75	"	73,622 80	275 00	73,347 80	22,584 95
Dépenses de la Commission internationale du mètre et du Bureau national des poids et mesures. — Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international des poids et mesures	10,881 68	"	9,638 75	"	9,638 75	1,242 93
Personnel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	19,393 80	"	17,695 80	"	17,695 80	1,698 00
Matériel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	6,554 81	"	4,135 68	"	4,135 68	2,419 13
Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et du Bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale. — Bibliothèque publique de la propriété industrielle	20,629 65	"	7,972 24	"	7,972 24	12,657 41
Frais d'impression du recueil des brevets d'invention et du Bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale	54,397 45	"	15,633 85	"	15,633 85	38,763 60
Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international institué à Berne, pour la protection de la propriété industrielle	"	"	"	"	"	"
Encouragements aux syndicats professionnels	14,735 15	"	10,100 10	"	10,100 10	4,635 05
Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit	112,800 00	"	34,050 00	"	34,050 00	78,750 00
A reporter	6,237,574 33	"	5,382,091 60	13,451 19	5,368,640 41	868,933 92

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,						
1re SECTION. — SERVICES						
Report	6,206,960f52c	5,164,798f38c	1,037,151f44c	921f 07c	6,201,028f75c	5,931f 77c
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	15,000 00	15,000 00	"	"	15,000 00	"
Bonifi^ons aux pensi^ons de retr^es. — Alloca^ons à la vieillesse.	572,477 35	2,000,000 00	"	1,427,522 65	572,477 35	"
Frais de surveillance de sociétés et établissements divers	33,239 74	30,451 15	2,788 59	"	33,239 74	"
Direction du Moniteur officiel du commerce et impressions du commerce extérieur	61,357 08	28,315 22	33,041 86	"	61,357 08	"
Expertise, valeurs de douanes, etc	38,466 97	28,061 21	10,405 76	"	38,466 97	"
Encouragements aux manufactures et au commerce. — Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers.	90,818 04	1,907 32	88,410 72	"	90,318 04	500 00
Part contributive de la France dans l'entretien du bureau internat^al institué à Bruxelles, pour la publication des tarifs douaniers et dépenses d'abonn^t au Bulletin international des douanes	6,833 00	6,833 00	"	"	6,833 00	"
Encouragements aux pêches maritimes	5,546,358 56	3,378,152 35	2,152,051 92	289 80	5,529,914 47	16,444 09
Subventions à la marine marchande	17,159,598 28	10,246,780 62	6,773,044 66	0 02	17,019,825 26	139,773 02
Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande.	9,753 45	6,642 08	3,111 37	"	9,753 45	"
Primes à la filature de la soie	4,723,437 94	2,275,438 00	2,440,006 40	282 74	4,715,161 66	8,276 28
Subventions à l'industrie des huiles de schiste. (Loi du 30 décembre 1893.)	300,000 00	"	300,000 00	"	300,000 00	"
Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre-et-Miquelon et du Canada	6,230 42	5,003 42	1,195 00	"	6,198 42	32 00
Office du travail et statistique générale	90,580 85	46,709 43	43,871 42	"	90,580 85	"
Recensement quinquennal des professions	170,157 27	82,439 96	87,717 31	"	170,157 27	"
Exposition universelle de 1900	5,419,837 01	3,975,886 60	1,437,960 24	144 70	5,413,702 14	6,134 87
Dép^ses des exercices périmés non frappées de déchéance.	21 80	21 80	"	"	21 80	"
Exposition inter^le de Bruxelles : Commissariat génér^l et installation générale de la section française	359,187 12	319,928 31	45,305 57	6,046 76	359,187 12	"
Exposition internationale de Bruxelles : Envoi de délégations ouvrières	48,085 45	48,085 45	"	"	48,085 45	"
Organisation de l'enseignement de l'électricité dans les écoles nationales d'arts et métiers	179,864 38	"	114,139 08	"	114,139 08	65,725 30
	41,038,265 23	27,660,454 30	14,570,201 34	1,435,207 74	40,795,447 90	242,817 33
Dépenses des exercices clos	115,495 89	115,495 89	301 01	301 01	115,495 89	"
TOTAL de la 1re Section	41,153,761 12	27,775,950 19	14,570,502 35	1,435,508 75	40,910,943 79	242,817 33
			13,134,993f 60c			
2e SECTION. — SERVICES						
Traitement du personnel de l'Administration centrale.	1,900,421f08c	1,704,361f17c	196,856f93c	927f 62c	1,900,290f 48c	130f 60c
Matériel de l'Administration centrale	264,974 01	198,114 14	74,604 35	7 972 93	264,745 56	228 45
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	67 40	55 00	12 40	"	67 40	"
	2,165,462 49	1,902,530 31	271,473 68	8,900 55	2,165,103 44	359 05
Dépenses des exercices clos	287,324 09	287,324 09	"	"	287,324 09	"
TOTAL de la 2e Section	2,452,786 58	2,189,854 40	271,473 68	8,900 55	2,452,427 53	359 05
			262,573f 13c			
RÉCAPITULATION.						
1re SECTION. — Service du Commerce et de l'Industrie.	41,153,761f12c	27,775,950f19c	14,570,502f35c	1,435,508f75c	40,910,943f79c	242,817f 33c
2e SECTION. — Service des Postes et des Télégraphes	2,452,786 58	2,189,854 40	271,473 68	8,900 55	2,452,427 53	359 05
TOTAL	43,606,547 70	29,965,804 59	14,841,976 03	1,444,409 30	43,363,371 32	243,176 38
			13,397,566f 73c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)						
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. (Suite.)						
Report	6,237,574f33c	"	5,382,091f60c	13,451f19c	5,368,640f41c	868,933f92c
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	15,000 00	"	13,374 58	"	13,374 58	1,625 42
Bonification aux pensions de retraites	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"
Frais de surveillance de sociétés et établissements divers	33,964 84	"	31,756 24	333 33	31,422 91	2,541 93
Rédaction du Moniteur officiel du commerce et impressions du commerce extérieur	37,744 10	"	23,478 11	5,000 00	18,478 11	19,265 99
Expertise, valeurs de douanes, etc	39,575 94	"	27,228 23	"	27,228 23	12,347 71
Encouragements aux manufactures et au commerce. — Subventions. — Missions commerciales. — Office commerce	179,050 34	"	84,581 13	"	84,581 13	94,469 21
Part contrib^ve de la France dans l'entret^n du bureau internat^l institué à Bruxelles pour la publication des tarifs douaniers et dépenses d'abonnement au Bulletin international des douanes	6,833 00	"	6,833 00	"	6,833 00	"
Encouragements aux pêches maritimes	4,734,123 10	"	3,004,589 15	"	3,004,589 15	1,729,533 95
Subvention à la marine marchande	17,014,996 96	"	10,867,630 19	488 60	10,867,141 59	6,147,855 37
Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande	9,961 07	"	1,085 37	"	1,085 37	8,875 70
Primes à la filature de la soie	4,469,243 34	"	2,277,807 14	"	2,277,807 14	2,191,436 20
Subvention à l'industrie des huiles de schiste	300,000 00	"	"	"	"	300,000 00
Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada	5,337 00	"	4,352 00	"	4,352 00	985 00
Office du travail et Statistique générale	94,971 23	"	61,274 15	"	61,274 15	33,697 08
Recensement quinquennal des professions	150,000 00	"	133,986 15	"	133,986 15	16,013 85
Exposition universelle de 1900	13,716,117 45	"	10,549,774 22	200,784 00	10,348,990 22	3,367,127 23
Construction d'une infirmerie et de salles d'isolement à l'École nationale des arts et métiers d'Aix	50.000 00	"	3,976 06	"	3,976 06	46,023 94
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	6,000 00	"	6,000 00	"	6,000 00	"
Exposition internationa^le de Bruxelles : Commissariat général et installation générale de la section française	21,857 50	"	21,505 10	"	21,505 10	352 40
Exposition internationale de Bruxelles : Envoi de délégations ouvrières	542 27	"	542 27	"	542 27	"
Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 2 avril 1898 sur les primes à la filature de la soie	8,919 92	"	5,027 45	"	5,027 45	3,892 47
	48,331,812 39	"	33,706,892 14	220,057 12	33,486,835 02	14,844,977 37
Dépenses des exercices clos	601,500 09	"	601,500 09	"	601,500 09	"
TOTAL de la 1re section	48,933,312 48	"	34,308,392 23	220,057 12	34,088,335 11	14,844,977 37
			34,088,335f 11c			
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Traitement du Directeur général et personnel de l'Administration centrale	1,899,148f21c	"	1,696,977f44c	"	1,696,977f44c	202,170f77c
Matériel de l'Administration centrale	264,851 94	"	208,743 08	11,315f65c	197,427 43	67,424 51
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	2,482 48	"	1,027 93	"	1,027 93	1,454 55
	2,166,482 63	"	1 906,748 45	11,315 65	1,895,432 80	271,049 83
Dépenses des exercices clos	406,754 92	"	406,754 92	"	406,754 92	"
TOTAL de la 2e section	2,573,237 55	"	2,313,503 37	11,315 65	2,302,187 72	271,049 83
			2,302,187f 72c			
RÉCAPITULATION.						
1re SECTION. — Service du Commerce et de l'Industrie	48,933,312f48c	"	34,308,392f23c	220,057f12c	34,088,335f11c	14,844,977f37c
2e SECTION. — Service des Postes et des Télégraphes	2,573,237 55	"	2,313,503 37	11,315 65	2,302,187 72	271,049 83
TOTAL	51,506,550 03	"	36,621,895 60	231,372 77	36,390,522 83	15,116,027 20
			36,390,522f 83c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DES COLONIES.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	639,375f 31c	631,651f 55c	9,123f 78c	1,400f 02c	639,375f 31c	"
Traitements et indemnités aux fonctionnaires et agents détachés temporairement à l'Administration centrale.	135,152 58	131,723 11	3,429 47	"	135,152 58	"
Matériel de l'Administration centrale	173,065 48	132,765 34	56,673 70	17,657 58	171,781 46	1,284f 02c
Frais de dépêches télégraphiques	114,154 39	57,069 07	59,738 35	2,353 03	114,154 39	"
Service central des marchés	128,926 40	112,685 11	16,185 51	"	128,870 62	55 78
Service administratif dans les ports de commerce de la métropole	164,937 11	159,516 20	7,407 81	1,986 90	164,937 11	"
Inspection des colonies	303,136 59	237,389 67	66,736 46	1,005 44	303,120 69	15 90
Secours et subventions	43,533 94	31,520 70	11,953 24	"	43,473 94	60 00
Subventions à diverses compagnies pour les câbles sous-marins	587,185 10	306,680 95	280,504 15	"	587,185 10	"
Frais d'impression pour les services de l'État aux colonies	59,387 20	53,800 38	9,980 22	5,919 80	57,860 80	1,526 40
Personnel des services civils	439,574 47	265,851 99	173,636 64	4,104 16	435,384 47	4,190 00
Personnel de la justice	1,432,241 67	677,551 64	757,445 88	3,881 27	1,431,116 25	1,125 42
Personnel des cultes	573,707 88	228,181 87	343,196 58	"	571,378 45	2,329 43
Service des travaux publics	47,505 08	43,475 08	4,030 00	"	47,505 08	"
Matériel des services civils	17,094 95	1,356 00	15,703 95	"	17,059 95	35 00
Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires. — Dépenses accessoires (Dépenses civiles.)	324,230 58	149,581 88	174,712 26	6,533 71	317,760 43	6,470 15
Exposition permanente des colonies et renseignements commerciaux. Service géographique	58,844 98	40,402 67	18,442 31	"	58,844 98	"
Participation à l'exposition universelle de 1900	7,325 27	4,650 00	2,675 27	"	7,325 27	"
Missions dans les colonies	180,613 07	94,222 54	71,832 20	"	166,054 74	14,558 33
Bourses coloniales	23,243 00	29,521 00	422 75	6,700 75	23,243 00	"
Études coloniales	10,662 22	8,332 50	2,329 72	"	10,662 22	"
Émigration des travailleurs aux colonies	77,710 59	47,681 33	46,496 16	17,566 75	76,610 74	1,099 85
Troisième des quatorze annuités à payer à des exploitations agricoles pour la mise en valeur d'établissements français	360,000 00	360,000 00	"	"	360,000 00	"
Subvention au budget local du Congo français	3,753,000 00	2,353,000 00	2,800,000 00	1,400,000 00	3,753,000 00	"
Subvention au budget local de Madagascar	2,000,000 00	500,000 00	1,500,000 00	"	2,000,000 00	"
Subvention au service local de certaines colonies	738,307 00	721,857 00	16,450 00	"	738,307 00	"
Subvention à la colonie de la Guadeloupe pour secours aux victimes du tremblement de terre du 29 avril 1897	100,000 00	"	100,000 00	"	100,000 00	"
Subvention à la colonie de la Guadeloupe pour secours aux victimes de l'incendie de la commune du Moule du 13 juillet 1897	50,000 00	"	50,000 00	"	50,000 00	"
A reporter	12,542,914 86	7,380,467 58	6,598,806 41	1,469,109 41	12,510,164 58	32,750 28

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
1° DÉPENSES COMMUNES.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	695,000f 00c	"	683,710f 31c	273f 66c	683,436 65	11,563f 35c
Matériel de l'Administration centrale	137,000 00	"	121,856 60	"	121,856 60	15,143 40
Frais d'impression, publication de documents et abonnements	113,000 00	"	48,203 88	"	48,203 88	64,796 12
Frais de dépêches télégraphiques	161,000 00	"	84,152 85	"	84,152 85	76,847 15
Service central des marchés	120,000 00	"	104,502 62	"	104,502 62	15,497 38
Service administratif dans les ports de commerce de la métropole	182,100 00	"	169,121 15	"	169,121 15	12,978 85
Inspection des colonies	311,000 00	"	209,364 27	"	209,364 27	101,635 73
Secours et subventions	44,500 00	"	29,859 46	1,200 00	28,659 46	15,840 54
Subventions à diverses compagnies pour les câbles sous-marins	707,500 00	"	460,672 22	151,754 15	308,918 07	398,581 93
2° DÉPENSES CIVILES.						
Personnel des services civils	489,561 00	"	242,094 69	"	242,094 69	247,466 31
Personnel de la justice	1,470,000 00	"	684,122 53	"	684,122 53	785,877 47
Personnel des cultes	602,000 00	"	229,942 56	"	229,942 56	372,057 44
Service des travaux publics	57,000 00	"	55,096 62	"	55,096 62	1,903 38
Matériel des services civils	17,100 00	"	408 63	"	408 63	16,691 37
Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires	325,000 00	"	121,951 42	"	121,951 42	203,048 58
Exposition permanente des colonies et renseignements commerciaux. Service géographique	43,400 00	"	17,759 60	"	17,759 60	25,640 40
Participation à l'Exposition universelle de 1900	16,153 30	"	14,655 45	"	14,655 45	1,497 85
Missions dans les colonies	210,000 00	"	154,908 35	"	154,908 35	55,091 65
Bourses coloniales	28,000 00	"	28,450 85	2,200 00	26,250 85	1,749 15
Études coloniales	10,000 00	"	5,033 00	"	5,033 00	4,967 00
Émigration de travailleurs aux colonies	100,000 00	"	31,837 40	"	31,837 40	68,162 60
Quatrième des quatorze annuités à payer à des exploitations agricoles pour la mise en valeur d'établissements français	360,000 00	"	360,000 00	"	360,000 00	"
Subvention au budget local du Congo français	2,953,000 00	"	1,176,500 00	"	1,176,500 00	1,776,500 00
Subvention au budget local de Madagascar	1,800,000 00	"	1,800,000 00	"	1,800,000 00	"
Subvention au service local de certaines colonies	1,555,307 00	"	53,000 00	"	53,000 00	1,502,307 00
Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion	2,508,500 00	"	2,508,500 00	"	2,508,500 00	"
Subvention au budget annexe du chemin de fer du Soudan français	1,013,000 00	"	1,013,000 00	"	1,013,000 00	"
Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis	1,270,000 00	"	1,544,962 62	373,000 00	1,171,962 62	98,037 38
A reporter	17,299,121 30	"	11,953,667 08	528,427 81	11,425,239 27	5,873,882 03

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES MINISTÉRIEL						
Report	12,542,914f86c	7,380,467 58	6,598,806f41c	1,469,109f41c	12,510,164 58c	32,750f28c
Subvention au budget annexe du chemin de fer du port de la Réunion	3,584,645 57	2,508,500 00	1,076,145 57	"	3,584,645 57	"
Subvention au budget annexe du chemin de fer du Soudan	768,000 00	949,000 00	*A déd. :* *1,000 00*	180,000 00	768,000 00	"
Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis	1,634,310 91	1,257,923 90	376,387 01	"	1,634,310 91	"
Obsèques de M. Armand Rousseau, sénateur, gouverneur général de l'Indo-Chine	13,250 25	13,250 25	"	"	13,250 25	"
Secours aux victimes d'incendie survenus à Saint-Louis-du-Sénégal les 10 et 11 février 1897	50,000 00	"	50,000 00	"	50,000 00	"
Troupes aux colonies et comité technique	5,426,091 30	2,689,878 93	2,940,934 78	205,740 16	5,425,073 55	1,017 75
Gendarmerie coloniale	1,539,038 84	695,064 27	856,467 89	12,493 32	1,539,038 84	"
Commissariat colonial	783,109 70	428,554 32	355,018 01	462 63	783,109 70	"
Inscription maritime	59,968 45	27,010 85	33,206 48	258 24	59,959 09	9 36
Agents des vivres et du matériel	320,589 66	156,385 93	163,884 52	376 34	319,894 11	695 55
Hôpitaux. (Personnel)	1,045,581 46	618,316 57	432,629 93	5,367 04	1,045,579 46	2 00
Hôpitaux. (Matériel.)	640,976 80	406,773 42	320,906 35	87,734 45	639,945 32	1,031 48
Vivres et fourrages	2,967,731 74	1,998,520 86	1,114,629 48	148,645 36	2,964,504 98	3,226 76
Frais de voyages par terre et par mer et dépenses accessoires. (Dépenses militaires.)	1,789,705 30	1,006,567 66	732,879 99	10,502 11	1,728,945 54	60,759 76
Matériel de casernement, de campement et de couchage.	298,009 47	100,195 84	202,755 95	5,070 28	297,881 51	127 96
Matériel des services militaires	1,571,106 66	784,714 57	829,497 48	62,676 80	1,551,535 25	19,571 41
Défense des colonies	809,219 28	542,653 64	309,774 49	43,231 70	809,196 43	22 85
Frais d'occupation du Soudan français	6,696,332 30	4,423,510 30	2,410,333 27	142,941 04	6,690,902 53	5,429 77
Frais d'occupation de la Guinée française	296,142 28	156,895 26	139,332 35	85 33	296,142 28	"
Dépenses en Annam et au Tonkin	22,432,173 60	10,813,185 46	12,196,035 49	632,571 94	22,376,649 01	55,524 59
Dépenses militaires à Madagascar	29,405,983 64	13,073,912 74	16,830,843 05	498,772 15	29,405,983 64	"
Administration pénitentiaire. (Personnel.)	2,593,722 98	1,164,895 22	1,429,510 85	1,065 94	2,593,340 13	382 85
Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.)	4,129,871 72	2,632,429 10	1,575,328 61	110,211 19	4,097,546 52	32,325 20
Administration pénitentiaire. (Frais de transport.)	1,195,319 33	865,729 19	322,665 19	5,189 61	1,183,204 77	12,114 56
Administration pénitentiaire. (Matériel.)	1,182,508 51	486,005 49	706,635 95	16,295 23	1,176,346 21	6,162 30
Règlement d'anciennes avances pour les pénitenciers de la Guyane	28,276 12	"	28,276 12	"	28,276 12	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	11,157 74	1,166 88	9,990 86	"	11,157 74	"
	103,815,738 47	55,181,508 23	52,041,876 08	3,638,800 27	103,584,584 04	231,154 43
Dépenses des exercices clos	3,157,444 17	3,157,444 17	8,660,762 66	8,660,762 66	3,157,444 17	"
Rappel de dépenses payables sur revues antérieures à 1897	39,597 09	"	39,597 09	"	39,597 09	"
TOTAL	107,012,779 73	58,338,952 40	60,742,235 83	12,299,562 93	106,781,625 30	231,154 43
			48,442,672f 90c			

(Les développements par article, seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES COLONIES. (Suite.)						
Report	17,299,121f 30c	"	11,953,667f08c	528,427f 81c	11,425,239f 27c	5,873,882f03c
3e DÉPENSES MILITAIRES.						
Troupes aux colonies et comité technique	6,060,463 32	"	2,827,789 28	5,951 31	2,821,837 97	3,238,625 35
Gendarmerie coloniale	1,643,000 00	"	770,490 54	99 10	770,391 44	872,608 56
Commissariat colonial	871,500 00	"	477,538 95	"	477,538 95	393,961 05
Inscriptions maritimes	60,000 00	"	25,797 25	"	25,797 25	34,202 75
Comptables coloniaux	346,000 00	"	163,412 13	"	163,412 13	182,587 87
Service de santé. (Personnel.)	1,092,000 00	"	547,466 98	"	547,466 98	544,533 02
Service de santé. (Matériel.)	1,606,000 00	"	843,406 22	"	843,406 22	762,593 78
Vivres et fourrages	4,010,000 00	"	2,407,649 64	"	2,407,649 64	1,602,350 36
Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires	1,770,000 00	"	719,681 27	"	719,681 27	1,050,318 73
Matériel de campement, de casernement et de couchage.	369,000 00	"	216,389 74	"	216,389 74	152,610 26
Matériel des services militaires	1,448,000 00	"	635,629 73	"	635,629 73	812,370 27
Défense des colonies	3,366,000 00	"	1,671,031 77	"	1,671,031 77	1,694,968 23
Frais d'occupation du Soudan français	8,340,000 00	"	5,332,555 09	36,130 00	5,296,425 09	3,043,574 91
Route de Konakry au Niger	100,000 00	"	95,630 00	475 00	95,155 00	4,845 00
Dépenses des services militaires et maritimes en Annam et au Tonkin	23,249,662 20	"	11,717,849 23	582,888 47	11,134,960 76	12,114,701 44
Dépenses militaires à Madagascar	25,713,186 48	"	12,926,395 60	637,825 61	12,288,569 99	13,424,616 49
4e DÉPENSES PÉNITENTIAIRES.						
Administration pénitentiaire. (Personnel.)	2,649,500 00	"	1,172,930 47	360 01	1,172,570 46	1,476,929 54
Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.)	4,129,900 00	"	2,563,212 31	337 50	2,562,874 81	1,567,025 19
Administration pénitentiaire. (Frais de transport.)	1,170,000 00	"	642,578 14	"	642,578 14	527,421 86
Administration pénitentiaire. (Matériel.)	1,439,900 00	"	608,131 91	"	608,131 91	831,768 09
Remboursement au budget local de la Nouvelle-Calédonie des frais de transports effectués pour le compte de l'État	453,014 57	"	453,014 57	"	453,014 57	"
Part contributive de la métropole dans les dépenses de la mission technique chargée de l'étude des voies de communication entre le Tonkin et la Chine	125,000 00	"	125,000 00	"	125,000 00	"
5e DÉPENSES DES EXERCICES CLOS ET PÉRIMÉS.						
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	9,016 70	"	8,185 50	"	8,185 50	831 20
	107,320,264 57	"	58,905,433 40	1,792,494 81	57,112,938 59	50,207,325 98
Dépenses des exercices clos	10,157,899 15	"	10,157,899 15	"	10,157,899 15	"
Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1898	"	"	"	"	"	"
TOTAL	117,478,163 72	"	69,063,332 55	1,792,494 81	67,270,837 74	50,207,325 98
			67,270,837f 74c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* [France.]

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	776,398f 27c	775,120f 30c	1,621f 97c	350f 00c	776,398f 27c	"
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	99,968 51	94,320 59	7,657 38	2,235 00	99,742 97	225f 54c
Impressions, souscriptions aux publications, abonnements, autographies, entretien des machines, etc.	206,108 64	189,053 10	18,761 04	2,035 50	205,778 64	330 00
Mérite agricole et médailles agricoles	16,894 94	16,117 54	777 40	"	16,894 94	"
Inspection de l'agriculture	82,449 63	82,449 63	"	"	82,449 63	"
Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	1,239,709 89	1,161,620 78	78,089 11	"	1,239,709 89	"
Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	657,619 66	510,453 93	148,605 21	1,500 00	657,559 14	60 52
Subventions à diverses institutions agricoles	1,827,012 93	1,483,403 84	332,483 64	162 22	1,815,725 26	11,287 67
Encouragements à l'agriculture et au drainage. — Délégués à l'étranger et bourses de voyage. — Dépenses diverses	2,032,579 59	1,950,665 29	98,094 35	17,315 25	2,031,444 39	1,135 20
Primes à la sériciculture	3,920,164 38	2,069,729 18	1,850,242 65	"	3,919,971 83	192 55
Primes à la culture du lin et du chanvre	2,495,864 70	46,794 60	2,448,597 02	7 96	2,495,383 66	481 04
Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles en France	562,416 75	327,125 40	233,909 36	1,098 05	559,936 71	2,480 04
Vérification des beurres et engrais. (Lois des 14 mars 1887 et 4 février 1888.)	6,284 80	4,321 30	1,963 50	"	6,284 80	"
Primes pour la destruction des loups	9,960 00	9,560 00	400 00	"	9,960 00	"
Statistique agricole décennale de 1892	48,927 78	22,184 00	26,743 78	"	48,927 78	"
Personnel des écoles vétérinaires	465,640 65	437,870 00	27,770 65	"	465,640 65	"
Matériel des écoles vétérinaires	489,244 31	366,296 61	122,947 70	"	489,244 31	"
Service des hôpitaux et de la clinique dans les écoles vétérinaires	69,850 15	52,705 06	19,323 17	2,178 08	69,850 15	"
Service des épizooties	228,081 16	192,955 40	34,964 90	"	227,920 30	160 86
Consommations en nature. (Établissements agricoles.)	201,772 79	"	201,772 79	"	201,772 79	"
Indemnités pour abatage d'animaux	114,953 79	43,767 32	68,996 47	"	112,763 79	2,190 00
Traitements du personnel des haras	346,749 40	318,391 12	28,358 28	"	346,749 40	"
Frais de tournées du personnel des haras	139,856 25	118,609 95	20,767 90	0 10	139,377 75	478 50
Gages des sous-agents des haras	1,131,575 86	1,089,338 06	42,237 80	"	1,131,575 86	"
Secours et gratifications de monte. — Médicaments aux hommes	87,938 75	51,826 04	36,072 71	"	87,898 75	40 00
A reporter	17,258,023 58	11,414,685 04	5,851,158 78	26,882 16	17,238,961 66	19,061 92

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	780,377f 01c	"	783,061f 01c	6,384f 00c	776,677f 01c	3,700f 00c
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	99,960 66	"	93,517 27	"	93,517 27	6,443 39
Impressions, souscriptions aux publications, abonnements, autographies, entretien des machines, etc.	206,035 48	"	191,445 20	4,700 00	186,745 20	19,290 28
Mérite agricole et médailles agricoles	16,991 73	"	13,033 35	"	13,033 35	3,958 38
Inspection de l'agriculture	83,499 60	"	83,499 60	"	83,499 60	"
Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	1,249,932 04	"	1,173,750 15	200 00	1,173,550 15	76,381 89
Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	664,119 04	"	527,146 43	1,000 00	526,146 43	137,972 61
Subventions à diverses institutions agricoles	1,908,007 18	"	1,590,872 37	558 33	1,590,314 04	317,693 14
Encouragements à l'agriculture et au drainage. — Délégués à l'étranger et bourses de voyage. — Dépenses diverses	2,039,386 22	"	1,898,381 42	4,383 77	1,893,997 65	145,388 57
Primes à la sériciculture	4,190,212 85	"	2,013,725 49	5 00	2,013 720 49	2,176,492 36
Primes à la culture du lin et du chanvre	2,480,979 83	"	41,503 11	"	41,503 11	2,439,476 72
Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles de France	568,713 94	"	332,858 02	50 00	332,808 02	235,905 92
Vérification des beurres et des engrais. (Lois des 14 mars 1887 et 4 février 1888.)	10,225 00	"	5,351 15	"	5,351 15	4,873 85
Frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	45,500 00	"	"	"	"	45,500 00
Personnel des écoles vétérinaires	472,885 43	"	450,787 36	"	450,787 36	22,098 07
Matériel des écoles vétérinaires	494,389 74	"	404,444 61	"	404,444 61	89,945 13
Service des hôpitaux et de la clinique dans les écoles vétérinaires	89,000 00	"	65,851 65	"	65,851 65	23,148 35
Service des épizooties	338,342 31	"	229,017 70	"	229,017 70	109,324 61
Consommations en nature. (Établissements agricoles.)	"	"	"	"	"	"
Indemnités pour abatage d'animaux	77,736 06	"	35,014 50	"	35,014 50	42,721 56
Traitement du personnel des haras	342,998 64	"	318,282 84	"	318,282 84	24,715 80
Frais de tournées du personnel des haras	144,983 63	"	124,370 15	"	124,370 15	20,613 48
Gages des sous-agents des haras	1,151,245 95	"	1,099,227 95	100 00	1,099,127 95	52,118 00
Secours, indemnités de monte, gratifications de monte. — Soins, etc.	90,685 98	"	53,561 97	"	53,561 97	37,124 01
A reporter	17,546,208 32	"	11,528,703 30	17,381 10	11,511,322 20	6,034,886 12

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	17,258,023f 58c	11,414,685f 04c	5,851,158f 78	26,882f 16c	17,238,961f 66c	19,061f 92c
Habillement des gagistes des haras	127,100 05	108,599 30	18,500 75	"	127,100 05	"
Bâtiments, constructions, réparations, etc., dépenses diverses des haras	203,569 74	169,944 28	33,625 46	"	203,569 74	"
Frais de conduite, frais de monte, salaires	292,386 59	238,418 80	53,967 79	"	292,386 59	"
Ferrure, soins aux chevaux, sellerie, carrosserie, etc.	203,699 61	142,643 14	61,056 47	"	203,699 61	"
Nourriture des chevaux et juments et de leurs produits	1,910,773 23	1,726,642 01	184,131 22	"	1,910,773 23	"
Consommation en nature dans les établissements des haras	60,927 26	"	60,927 26	"	60,927 26	"
Remonte des haras	2,712,117 21	1,169,187 21	1,542,930 00	"	2,712,117 21	"
Encouragements à l'industrie chevaline en France	2,203,329 70	1,468,644 28	730,856 42	2,400 00	2,197,100 70	6,229 00
Personnel de l'hydraulique agricole	370,272 01	329,967 02	42,961 37	2,940 63	369,987 76	284 25
Police et surveillance de l'aménagement des eaux	227,559 64	179,556 22	47,941 12	"	227,497 34	62 30
Études et travaux exécutés par l'État	1,490,001 85	1,296,854 34	192,071 26	"	1,488,925 60	1,076 25
Subventions pour travaux de l'hydraulique agricole	507,604 29	403,515 44	104,088 85	"	507,604 29	"
Garantie d'intérêts aux compagnies concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole	1,099,738 54	915,738 54	184,000 00	"	1,099,738 54	"
Surveillance de sociétés et établissements divers	15,900 00	9,965 32	5,934 68	"	15,900 00	"
Assainissement des marais communaux	"	"	"	"	"	"
Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses	23,987 38	21,345 38	2,642 00	"	23,987 38	"
Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux	7,321,823 82	4,371,775 25	2,934,144 78	893 83	7,305,026 20	16,797 62
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	541 31	430 51	110 80	"	541 31	"
Exposition internationale de Bruxelles	19,222 64	4,444 50	11,838 14	"	16,282 64	2,940 00
	36,048,578 45	23,972,356 58	12,062,887 15	33,116 62	36,002,127 11	46,451 34
Dépenses des exercices clos	258,596 64	258,596 64	"	"	258,596 64	"
TOTAL	36,307,175 09	24,230,953 22	12,062,887 15	33,116 62	36,260,723 75	46,451 34
			12,029,770f 53c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
Report	17,546,208f 32c	"	11,528,703f 30c	17,381f 10c	11,511,322f 20c	6,034,886f 12c
Habillement des sous-agents des haras	130,051 00	"	118,138 75	"	118,138 75	11,912 25
Frais de bureau, bâtiments, réparations, etc.	210,331 10	"	176,925 33	"	176,925 33	33,405 77
Frais de conduite, frais de monte, salaires	295,788 92	"	231,162 41	"	231,162 41	64,626 51
Ferrure, soins aux chevaux, etc	202,182 64	"	138,706 29	"	138,706 29	63,476 35
Nourriture des animaux	1,977,867 23	"	1,791,483 93	"	1,791,483 93	186,383 30
Consommation en nature (établissements des haras)	"	"	"	"	"	"
Remonte des haras	2,828,607 50	"	1,043,828 30	2,951 70	1,040,876 60	1,787,730 90
Encouragements à l'industrie chevaline en France	2,291,229 96	"	1,519,530 41	3,725 00	1,515,805 41	775,424 55
Personnel de l'hydraulique agricole	371,971 63	"	326,834 78	"	326,834 78	45,136 85
Police et surveillance de l'aménagement des eaux	259,659 16	"	178,672 96	"	178,672 96	80,986 20
Études et travaux exécutés par l'État	1,042,483 48	"	608,956 90	3,420 00	605,536 90	436,946 58
Subventions pour travaux de l'hydraulique agricole	535,558 69	"	500,509 84	"	500,509 84	35,048 85
Garantie d'intérêts aux compagnies ou syndicats concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole	1,086,000 00	"	831,047 30	"	831,047 30	254,952 70
Contrôle et surveillance des compagnies ou syndicats, etc	17,000 00	"	11,192 50	"	11,192 50	5,807 50
Assainissement des marais communaux	"	"	"	"	"	"
Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses	29,577 03	"	27,150 03	"	27,150 03	2,427 00
Secours aux agriculteurs pour pertes matérielles et événements malheureux, et subventions aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle et la mortalité du bétail	2,302,885 95	"	1,145,302 20	"	1,145,302 20	1,157,583 75
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	422 00	"	422 00	"	422 00	"
	31,127,824 61	"	20,178,567 23	27,477 80	20,151,089 43	10,976,735 18
Dépenses des exercices clos	240,481 79	"	241,481 12	999 33	240,481 79	"
TOTAL	31,368,306 40	"	20,420,048 35	28,477 13	20,391,571 22	10,976,735 18
			20,391,571f 22c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.						
1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,234,998f 36c	1,219,791f 69c	15,206f 67c	"	1,234,998f 36c	"
Frais de voyage et de mission	9,999 15	5,361 65	4,637 50	"	9,999 15	"
Personnel du corps des ponts et chaussées	3,918,107 38	3,794,551 64	122,982 82	"	3,917,534 46	572f 92c
Enseignement et École des ponts et chaussées	229,360 83	226,056 25	3,304 58	"	229,360 83	"
Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées	271,844 68	258,675 74	13,168 94	"	271,844 68	"
Personnel des conducteurs des ponts et chaussées	7,828,942 97	7,409,405 92	419,283 43	76f 40c	7,828,612 95	330 02
Personnel du corps des mines	678,983 10	660,946 38	18,036 72	"	678,983 10	"
Enseignement et École des mines	250,105 15	242,933 81	7,171 34	"	250 105 15	"
Personnel des contrôleurs des mines	466,218 38	435,712 44	31,462 49	1,106 55	466,068 38	150 00
Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées et des mines	3,695,592 20	3,592,509 03	103,046 82	321 27	3,695,234 58	357 62
Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime	326,931 15	299,063 09	28,291 96	800 00	326,555 05	376 10
Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce	2,286,963 27	2,027,747 08	258,455 75	"	2,286,202 83	760 44
Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux	496,190 42	445,720 40	50,154 98	"	495,875 38	315 04
Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale	56,836 60	51,988 20	4,829 35	4 50	56,813 05	23 55
Personnel des contrôleurs généraux, inspecteurs principaux et inspecteurs particuliers de l'exploitation commerciale des chemins de fer	230,342 85	221,333 37	9,009 48	"	230,342 85	"
Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer	860,463 73	791,665 77	68,902 96	150 00	860,418 73	45 00
Personnel de contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail	258,667 76	247,984 43	10,329 23	"	258,313 66	354 10
Frais de tournées des contrôleurs comptables et des contrôleurs du travail	50,730 90	43,361 75	7,369 15	"	50,730 90	"
Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer et canaux concédés et participation de la France au Congrès international des chemins de fer	423,464 19	336,597 01	84,580 15	1,100 00	420,077 16	3,387 03
A reporter	23,574,743 07	22,311,405 65	1,260,224 32	3,558 72	23,568,071 25	6,671 82

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1899.
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,234,827f 95c	"	1,219,883f 98c	"	1,219,883f 98c	14,943f 97c
Frais de voyage et de mission	8,112 24	"	4,551 49	"	4,551 49	3,560 75
Personnel du corps des ponts et chaussées	3,871,882 98	"	3,771,018 57	138f 54c	3,770,880 03	101,002 95
Enseignement et École des ponts et chaussées	226,031 89	"	221,221 16	"	221,221 16	4,810 73
Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées	256,030 14	"	242,555 13	"	242,555 13	13,475 01
Personnel des conducteurs des ponts et chaussées faisant fonctions d'ingénieurs	103,412 15	"	97,933 51	"	97,933 51	5,478 64
Personnel des conducteurs des ponts et chaussées	7,877,296 48	"	7,266,718 77	0 35	7,266,718 42	610,578 06
Personnel du corps des mines	692,491 05	"	673,602 11	792 56	672,809 55	19,681 50
Enseignement et École des mines	252,219 97	"	244,044 66	895 83	243,148 83	9,071 14
Personnel des contrôleurs des mines	464,733 80	"	437,032 69	1,113 10	435,919 59	28,814 21
Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées et des mines	3,750,233 96	"	3,655,472 95	531 66	3,654,941 29	95,292 67
Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime	327,111 15	"	299,746 26	66 67	299,679 59	27,431 56
Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce	2,284,024 91	"	2,032,953 92	"	2,032,953 92	251,070 99
Indemnités aux inspecteurs et gardes-port du bassin de la Seine, sortis de fonctions	"	"	"	"	"	"
Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux	492,215 02	"	440,248 59	"	440,248 59	51,966 43
Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale	52,268 32	"	47,286 65	"	47,286 65	4,981 67
Personnel des contrôleurs généraux, inspecteurs principaux et inspecteurs de l'exploitation commerciale des chemins de fer	247,278 86	"	237,737 14	"	237,737 14	9,541 72
Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer	850,441 24	"	781,095 88	"	781,095 88	69,345 36
Personnel des contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail	273,295 86	"	260,565 84	"	260,565 84	12,730 02
Frais de tournées des contrôleurs comptables et des contrôleurs du travail	52,295 10	"	45,044 00	"	45,044 00	7,251 10
Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer et canaux concédés et participation de la France au Congrès international des chemins de fer	421,270 26	"	345,236 17	"	345,236 17	76,034 09
A reporter	23,737,473 33	"	22,323,949 47	3,538 71	22,320,410 76	1,417,062 57

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.
Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DES						
1re SECTION. — DÉPENSES						
Report	23,574,743f 07c	22,311,405f 65c	1,260,224f 32c	3,558f 72c	23,568,071f 25c	6,671f 82c
Personnel des inspecteurs des tramways des départements de la Seine et de Seine-et-Oise	1,666 67	1,666 67	"	"	1,666 67	"
Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur	312,524 68	262,675 83	49,929 50	150 10	312,455 23	69 45
Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	183,948 13	157,254 11	26,551 68	"	183,805 79	142 34
Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et aux règlements des travaux	63,858 24	49,119 33	13,517 64	"	62,636 97	1,221 27
Secours	503,075 00	496,735 00	6,340 00	"	503,075 00	"
Bonifications des pensions de retraites des cantonniers de l'État	499,885 21	499,649 77	3,980 14	3,744 70	499,885 21	"
Médailles aux cantonniers comptant plus de 30 ans de services ou s'étant distingués d'une manière exceptionnelle	2,979 96	2,729 96	250 00	"	2,979 96	"
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale, des conseils généraux, des ponts et chaussées et des mines, de comités et concessions, des écoles des ponts et chaussées et des mines et des services annexes de ces écoles	364,735 01	169,521 60	196,956 17	1,996 49	364,481 28	253 73
Publications de l'Administration des Travaux publics. — Annales des ponts et chaussées. — Annales des mines. — Documents financiers. — Comptes rendus. — Statistique et publications diverses. — Abonnements. — Achats d'ouvrages et de cartes	203,261 28	60,055 90	142,205 38	"	202,261 28	1,000 00
Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires.	28,081,486 54	23,224,371 75	4,853,885 21	8,787 21	28,069,469 75	12,016 79
Entretien des chaussées de Paris	3,000,000 00	2,250,000 00	750,000 00	"	3,000,000 00	"
Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	6,099,724 77	4,660,801 05	1,439,981 71	3,287 71	6,097,495 05	2,229 72
Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	5,717,316 02	4,630,437 52	1,085,887 66	3,085 01	5,713,240 17	4,075 85
Ports maritimes. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	7,081,676 87	5,694,308 51	1,382,317 99	4,849 72	7,071,776 78	9,900 09
Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.)	1,803,981 48	1,462,234 51	341,112 65	387 00	1,802,960 16	1,021 32
Matériel des mines	24,111 39	10,586 92	13,452 22	"	24,039 14	72 25
Participation de la France dans les dépenses de l'office central des transports internationaux par chemins de fer	19,544 20	"	19,544 20	"	19,544 20	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	214,370 61	211,710 31	2,660 30	"	214,370 61	"
	77,752,889 13	66,155,264 39	11,588,796 77	29,846 66	77,714,214 50	38,674 63
Dépenses des exercices clos	1,928,292 65	1,928,292 65	"	"	1,928,292 65	"
TOTAL de la 1re section	79,681,181 78	68,083,557 04	11,588,796 77	29,846 66	79,642,507 15	38,674 63
			11,558,950f 11c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)						
ORDINAIRES. (Suite.)						
Report	23,737,473f 33c	"	22,323,949f 47c	3,538f 71c	22,320,410f 76c	1,417,062f 57c
Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur	292,612 26	"	244,721 95	"	244,721 95	47,890 31
Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	185,296 38	"	158,569 53	"	158,569 53	26,726 85
Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et aux règlements des travaux	60,638 82	"	45,821 69	"	45,821 69	14,817 13
Secours	503,290 00	"	494,185 00	"	494,185 00	9,105 00
Bonifications des pensions de retraites des cantonniers de l'État	498,252 60	"	472,242 04	6,674 18	465,567 86	32,684 74
Médailles aux cantonniers comptant plus de 30 ans de services ou s'étant distingués d'une manière exceptionnelle	2,998 75	"	2,720 00	"	2,720 00	278 75
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale, des conseils généraux, des ponts et chaussées et des mines, de comités et concessions, des écoles des ponts et chaussées et des mines et des services annexes de ces écoles	197,123 09	"	127,345 76	23,278 73	104,067 03	93,056 06
Matériel et dépenses diverses des Écoles des ponts et chaussées et des mines	167,000 00	"	96,177 31	"	96,177 31	70,822 69
Reconstruction et réinstallation des laboratoires des ponts et chaussées	"	"	"	"	"	"
Publications de l'Administration des Travaux publics. — Annales des ponts et chaussées. — Annales des mines. — Documents financiers. — Comptes rendus. — Statistique et publications diverses. — Abonnements. — Achats d'ouvrages et de cartes	187,203 09	"	49,535 81	93 75	49,442 06	137,761 03
Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires.	28,585,281 78	"	24,050,679 80	166 85	24,050,512 95	4,534,768 83
Entretien des chaussées de Paris	3,000,000 00	"	2,250,000 00	"	2,250,000 00	750,000 00
Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	5,898,586 87	"	4,679,385 48	785 19	4,678,600 29	1,219,986 58
Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	6,081,279 70	"	4,932,386 98	736 25	4,931,650 73	1,149,628 97
Ports maritimes. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	7,075,393 35	"	5,852,080 39	670 43	5,851,409 96	1,223,983 39
Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.)	1,804,943 77	"	1,434,203 40	672 16	1,433,531 24	371,412 53
Matériel des mines	31,250 94	"	11,874 71	"	11,874 71	19,376 23
Participation de la France dans les dépenses de l'office central des transports internationaux par chemins de fer	18,094 90	"	"	"	"	18,094 90
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	304,000 82	"	299,776 72	"	299,776 72	4,224 10
	78,630,720 45	"	67,525,656 04	36,616 25	67,489,039 79	11,141,680 66
Dépenses des exercices clos	665,198 35	"	665,198 45	0 10	665,198 35	"
TOTAL de la 1re section	79,295,918 80	"	68,190,854 49	36,616 35	68,154,238 14	11,141,680 66
			68,154,238f 14c			

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)						
2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.						
Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France..	5,169,756f 00c	4,905,166f 59c	264,589f 41c	"	5,169,756f 00c	"
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	7,425,411 90	5,028,121 50	2,397,290 40	"	7,425,411 90	"
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	24,500,000 00	27,329,162 82	3,170,837 18	6,000,000f 00c	24,500,000 00	"
Annuités à la compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État. (Art. 5 de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.)	2,000,000 00	2,000,000 00	"	"	2,000,000 00	"
Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État, des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives. — Dépenses diverses relatives aux lignes dont la déchéance a été prononcée..	673,292 22	674,852 25	2,980 80	4,540 83	673,292 22	"
Subventions pour chemins de fer d'intérêt local	220,900 00	50,400 00	170,500 00	"	220,900 00	"
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français	52,703,985 56	28,287,326 16	24,416,659 40	"	52,703,985 56	"
Garanties d'intérêts aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local	2,939,100 00	2,352,666 20	586,433 80	"	2,939,100 00	"
Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways	897,773 17	665,832 63	231,940 54	"	897,773 17	"
Garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer tunisiens	2,100,000 00	1,852,352 84	247,647 16	"	2,100,000 00	"
Lacunes et rectifications des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales	289,284 16	226,467 92	61,816 24	"	288,284 16	1,000f 00c
Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés	907,396 78	657,642 54	239,832 89	"	897,475 43	9,921 35
Routes nationales. — Réparations et travaux neufs	1,764,080 68	1,275,233 84	517,525 38	38,479 26	1,754,279 96	9,800 72
Réparations des avaries causées aux routes nationales par les pluies torrentielles des 3 et 4 juillet 1897	150,000 00	"	149,991 53	"	149,991 53	8 47
Constructions des routes forestières de la Corse	85,803 38	75,416 98	9,930 55	"	85,347 53	455 85
Construction de ponts	698,458 72	541,639 11	163,979 61	7,160 00	698,458 72	"
Amélioration des rivières	6,146,701 28	4,662,598 26	1,463,635 81	5,647 22	6,120,586 85	26,114 43
Établissement et amélioration des canaux de navigation	6,531,399 46	4,809,599 20	1,717,059 55	"	6,526,658 75	4,740 71
Travaux de défense contre les inondations	319,466 10	257,242 93	62,171 72	"	319,414 65	51 45
A reporter	115,522,809 41	85,651,721 77	35,874,821 97	6,055,827 31	115,470,716 43	52,092 98

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
§ 1er. — *Dépenses obligatoires et assimilables à des dettes d'État.*						
Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France.	5,095,441f 04c	"	4,825,617f 04c	"	4,825,617f 04	269,824f 00c
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	7,600,000 00	"	5,213,330 01	"	5,213,330 01	2,386,669 99
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	37,000,000 00	"	27,300,389 92	"	27,300,389 92	9,699,610 08
Annuités à la Compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État. (Art. 5 de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.)	2,000,000 00	"	2,000,000 00	"	2,000,000 00	"
Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État, des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives. — Dépenses diverses relatives aux lignes dont la déchéance a été prononcée..	644,399 72	"	640,676 47	"	640,676 47	3,723 25
Subventions pour chemins de fer d'intérêt local	19,899 75	"	19,899 75	"	19,899 75	"
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français	23,314,764 31	"	17,276,525 84	"	17,276,525 84	6,038,238 47
Garanties d'intérêts aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local	3,270,000 00	"	2,596,682 94	"	2,596,682 94	673,317 06
Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways	1,100,000 00	"	772,008 90	"	772,008 90	327,991 10
Garanties d'intérêts aux compagnies des chemins de fer tunisiens	2,200,000 00	"	1,981,625 07	"	1,981,625 07	218,374 93
§ 2. — *Travaux.*						
Lacunes et rectifications des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales	614,524 92	"	481,865 36	"	481,865 36	132,659 56
Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés	420,442 50	"	349,988 12	"	349,988 12	70,454 38
Routes nationales. — Réparations et travaux neufs	1,728,847 46	"	1,191,869 41	"	1,191,869 41	536,978 05
Constructions de routes forestières de la Corse	99,411 00	"	75,281 16	"	75,281 16	24,129 84
Construction de ponts	638,405 46	"	288,148 60	"	288,148 60	350,256 86
Participation du Ministère des Travaux publics à la dépense de la construction du pont Alexandre III	200,000 00	"	200,000 00	"	200,000 00	"
Amélioration des rivières	5,684,078 59	"	4,029,329 71	3,814f 57c	4,025,515 14	1,658,563 45
Établissement et amélioration des canaux de navigation	7,017,968 38	"	4,804,747 35	1,928 96	4,802,818 39	2,215,149 99
Travaux de défense contre les inondations	202,558 29	"	135,782 14	"	135,782 14	66,776 15
A reporter	98,850,741 42	"	74,183,767 79	5,743 53	74,178,024 26	24,672,717 16

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général* (France).

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)						
2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES. (Suite.)						
Report	115,522,809f 41c	85,651,721f 77c	35,874,821f 97	6,055,827f 31c	115,470,716f 43c	52,092f 98
Amélioration et extension des ports maritimes	14,767,530 97	11,877,025 58	2,899,597 71	25,574 01	14,751,049 28	16,481 69
Phares, éclairage électrique et installation de signaux divers	149,859 52	139,295 95	10,546 64	"	149,842 59	16 93
Nivellement général de la France. (Opérations et représentation graphique.)	76,760 77	64,589 23	12,171 54	"	76,760 77	"
Carte géologique détaillée de la France	92,988 84	47,741 98	46,389 06	1,257 20	92,873 84	115 00
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	18,245,967 24	13,687,263 54	4,538,200 13	98,465 35	18,126,998 32	118,968 92
Réseau de l'État. — Dépenses d'établissement sur les lignes en exploitation et acquisition de matériel roulant	4,625,005 18	2,881,402 74	2,153,803 77	422,452 66	4,612,753 85	12,251 33
TOTAL de la 2e section	153,480,921 93	114,349,040 79	45,535,530 82	6,603,576 53	153,280,995 08	199,926 85
			38,931,954f 29c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Dépenses ordinaires	79,681,181 78	68,083,557 04	11,588,796 77	29,846 66	79,642,507 15	38,674 63
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	153,480,921 93	114,349,040 79	45,535,530 82	6,603,576 53	153,280,995 08	199,926 85
TOTAL du budget général (France)	233,162,103 71	182,432,597 83	57,124,327 59	6,633,423 19	232,923,502 23	238,601 48
			50,490,904f 40c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)						
EXTRAORDINAIRES. (Suite.)						
Report	98,850,741f 42c	"	74,183,767f 79c	5,743 53	74,178,024f 26c	24,672,717f 16c
Amélioration et extension des ports maritimes	13,560,195 37	"	11,565,379 01	13,652 96	11,551,726 05	2,008,469 32
Phares, éclairage électrique et installation de signaux divers	145,321 23	"	139,679 41	59 34	139,620 07	5,701 16
Nivellement général de la France. (Opérations et représentation graphique.)	70,474 84	"	58,546 44	"	58,546 44	11,928 40
Carte géologique détaillée de la France	92,997 97	"	52,849 96	"	52,849 96	40,148 01
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	20,415,383 72	"	14,112,318 18	3,648 50	14,108,669 68	6,306,714 04
Réseau de l'État. — Dépenses d'établissement sur les lignes en exploitation et acquisition de matériel roulant	4,617,166 73	"	2,547,742 14	"	2,547,742 14	2,069,424 59
TOTAL de la 2e section	137,752,281 28	"	102,660,282 93	23,104 33	102,637,178 60	35,115,102 68
			102,637,178f 60c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Dépenses ordinaires	79,295,918 80	"	68,190,854 49	36,616 35	68,154,238 14	11,141,680 66
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	137,752,281 28	"	102,660,282 93	23,104 33	102,637,178 60	35,115,102 68
TOTAL du budget général (France)	217,048,200 08	"	170,851,137 42	59,720 68	170,791,416 74	46,256,783 34
			170,791,416f 74c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Personnel de l'Administration des contribut. directes	4,010 395f 90c	3,754,308f 06c	255,376f 74c	105f 56c	4,009,579f 24c	816f 66c
Dépenses diverses de l'Administration des contributions directes	1,625,240 31	1,450,596 00	172,844 45	44 44	1,623,396 01	1,844 30
Frais relatifs aux rôles des contributions directes	1,305,735 51	367,592 35	938,171 57	91 05	1,305,672 87	62 64
Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	886,999 85	834,255 60	52,288 74	6 28	886,538 06	461 79
Frais de distribution des avertissements	474,815 34	413,949 59	61,114 05	258 16	474,805 48	9 86
Frais d'arpentage et d'expertise (cadastre primitif)	262,171 21	230,510 20	31,811 01	150 00	262,171 21	"
Frais d'arpentage et d'expertise (renouvellement du cadastre)	19,922 40	5,896 78	13,992 87	"	19,889 65	32 75
Mutations cadastrales	595,862 08	594,660 74	961 33	"	592,622 07	240 01
Dépenses relatives à l'évaluation des propriétés non bâties	28,215 87	"	28,233 87	18 00	28,215 87	"
Part contributive de l'État dans la revision et la conservation du cadastre	5,200 00	"	5,200 00	"	5,200 00	"
Remises proportionnelles des percepteurs, indemnités aux percepteurs surnuméraires et frais divers	11,279,837 00	9,019,218 66	2,257,866 56	417 48	11,276,667 74	3,169 26
Indemnités et secours aux porteurs de contraintes	434,184 21	340,165 50	93,953 71	50 00	434,069 21	115 00
Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France	258,999 43	36,400 23	222,599 88	1 88	258,998 23	1 20
Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs	198,700 00	166,900 00	31,650 00	"	198,550 00	150 00
Personnel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	15,601,076 72	15,487,697 06	112,625 82	1,092 17	15,599,230 71	1,846 01
Personnel de l'atelier général du timbre	259,225 67	235,468 98	24,106 51	349 82	259,225 67	"
Matériel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	112,561 45	85,302 28	26,028 17	"	111,330 45	1,231 00
Matériel de l'atelier général du timbre	626,164 05	563,431 00	63,768 92	1,059 87	626,140 05	24 00
Dépenses diverses de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,878,025 06	1,795,269 51	81,872 82	156 37	1,876,985 96	1,039 10
Personnel de l'Administration des douanes	30,371,667 39	30,256,976 05	127,740 63	13,525 91	30,371,190 77	476 62
Laboratoire de l'Administration des douanes	291,746 97	256,987 41	35,684 16	960 00	291,711 57	35 40
Matériel de l'Administration des douanes	406,340 11	335,425 61	71,159 31	250 20	406,334 72	5 39
Dépenses diverses de l'Administration des douanes	1,375,682 86	1,263,365 90	123,670 88	11,662 79	1,375,373 99	308 87
Personnel de l'Administration des contribut. indirectes	32,028,823 24	31,046,454 95	982,368 56	22 02	32,028,801 49	21 75
Matériel de l'Administration des contribut. indirectes	400,600 45	355,994 40	44,572 80	"	400,567 20	33 25
Frais de loyer et indemnités de l'Administration des contributions indirectes	5,762,516 75	5,475,749 56	285,981 23	4 00	5,761,726 79	789 96
Frais de déménagements et de réinstallation du laboratoire des contributions indirectes et de l'entrepôt spécial des tabacs de la rue Cambon	21,691 93	"	21,691 93	"	21 691 93	"
Dépenses diverses de l'Administration des contributions indirectes	984,022 60	926,411 15	58,010 96	450 51	983,971 60	51 00
Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports de l'Admin. des contributions indirectes	1,195,620 99	1,157,118 93	38,471 79	"	1,195,590 72	30 27
Avances recouvrables par l'Administration des contributions indirectes	578,382 05	378,735 84	199,646 21	"	578,382 05	"
A reporter	113.280,427 40	106,834,842 34	6,463,465 48	30,676 51	113,267,631 31	12,796 09

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Personnel de l'Administration des contrib. directes	4,071,682f 67c	"	3,827,932f 75c	490f 88c	3,827,441f 87c	244,240f 80
Dépenses diverses de l'Administr. des contr. directes	1,517,983 24	"	1,386,079 16	66 66	1,386,012 50	131,970 74
Frais relatifs aux rôles des contributions directes	1,306,136 28	"	281,247 23	"	281,247 23	1,024,889 05
Frais relatifs à l'application de l'article 1er de la loi du 21 juillet 1897. (Remises sur la contribution foncière des propriétés non bâties)	851,438 59	"	616,172 04	"	616,172 04	235,266 55
Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	786,968 73	"	735,857 49	"	735,857 49	51,111 24
Frais de distribution des avertissements	459,599 55	"	414,076 15	193 50	413,882 65	45,716 90
Frais de triangulation. (Renouvellement du cadastre)	483,485 39	"	243,535 08	"	243,535 08	239,950 31
Frais d'arpentage et d'expertise (cadastre primitif)	49,956 26	"	"	"	"	49,956 26
Frais d'arpentage et d'expertise (renouvellement du cadastre)	13,839 62	"	10,047 67	"	10,047 67	3,791 95
Mutations cadastrales	584,018 53	"	582,932 72	"	582,932 72	1,085 81
Dépenses relatives à l'évaluation des propriétés non bâties	105 75	"	105 75	"	105 75	"
Part contributive de l'État dans la revision et la conservation du cadastre	19,553 54	"	6,416 64	"	6,416 64	13,136 90
Remises proportionnelles des percepteurs, indemnités aux percepteurs surnuméraires et frais divers	10,822,910 58	"	8,973,202 22	"	8,973,202 22	1,849,708 36
Indemnités et secours aux porteurs de contraintes	434,323 41	"	342,207 37	"	342,207 37	92,116 04
Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France	196,213 48	"	29,726 99	"	29,726 99	166,486 49
Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs	197,950 00	"	168,650 00	"	168,650 00	29,300 00
Personnel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	15,701,221 41	"	15,592,647 65	"	15,592,647 65	108,573 76
Personnel de l'atelier général du timbre	250,584 13	"	236,940 70	16,412 24	220,528 46	30,055 67
Matériel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	108,758 80	"	90,686 17	7,225 69	83,460 48	25,298 32
Matériel de l'atelier général du timbre	636,006 63	"	623,423 86	38,595 78	584,828 08	51,178 55
Dépenses diverses de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,787,110 74	"	1,704,248 38	"	1,704,248 38	82,862 36
Personnel de l'Administration des douanes	30,423,411 91	"	30,299,072 69	9,104 79	30,289,967 90	133,444 01
Matériel de l'Administration des douanes	443,034 87	"	363,810 79	"	363,810 79	79,224 08
Dépenses diverses de l'Administration des douanes	1,344,347 59	"	1,227,963 77	5,354 39	1,222,609 38	121,738 21
Personnel de l'Administration des contr. indirectes	32,088,945 06	"	31,011,538 97	"	31,011,538 97	1,077,406 09
Matériel de l'Administration des contr. indirectes	412,594 97	"	369,429 12	"	369,429 12	43,165 85
Frais de loyer et indemnités de l'Administration des contributions indirectes	5,661,641 35	"	5,407,051 57	"	5,407,051 57	254,589 78
Frais de déménagement et de réinstallation de l'entrepôt spécial des tabacs de la rue Cambon	3,199 87	"	499 36	"	499 36	2,700 51
Dépenses diverses de l'Administr. des contrib. indir.	555,442 13	"	529,868 51	30 09	529,838 42	25,603 71
Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports de l'Administr. des contrib. indir.	1,175,287 98	"	1,149,149 64	"	1,149,149 64	26,138 34
Avances recouvrables par l'Admin. des contrib. indir.	611,247 87	"	397,130 27	"	397,130 27	214,117 60
A reporter	112,999,000 93	"	106,621,650 71	77,474 02	106,544,176 69	6,454,824 24

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ces ministères.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)						
Report	113,280,427f 40c	106,834,842f 34	6,463,465f 48c	30,676f 51c	113,267,631f 31c	12,796f 09c
Personnel de l'Administration des manufactures de l'État	2,216,673 70	2,181,732 09	34,941 61	"	2,216,673 70	"
Gages et salaires de l'Administration des manufactures de l'État	18,358,374 21	18,206,237 79	152,136 42	"	18,358,374 21	"
Pensions de retraite des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État	1,265,770 04	755,982 17	508,608 13	"	1,264,590 30	1,179 74
Institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État	581,936 40	480,492 83	101,443 57	"	581,936 40	"
Matériel de l'Administration des manufactures de l'État	5,098,538 57	4,207,932 32	890,772 86	262 22	5,098,442 96	95 61
Bâtiments des manufactures de l'État	385,116 49	279,733 33	105,383 16	"	385,116 49	"
Constructions nouvelles des manufactures de l'État	248,191 99	223,753 68	24,438 31	"	248,191 99	"
Dépenses diverses de l'Administration des manufactures de l'État	355,682 59	296,071 52	59,611 07	"	355,682 59	"
Avances recouvrables par l'Administration des manufactures de l'Etat	224,202 45	208,989 60	15,212 85	"	224,202 45	"
Achats et transports	50,933,223 27	48,426,167 08	2,506,198 03	"	50,932,365 11	858 16
TOTAL	192,948,137 11	182,101,934 75	10,862,211 49	30,938 73	192,933,207 51	14,929 60
			10,831,272f 76c			
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.						
Remise de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	60,000f 00c	"	59,239f 00c	"	59,239f 00c	761f 00c
			59,239f 00c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)						
Report	12,999,000f 93c	"	106,621,650f 71c	77,474f 02c	106,544,176f 69c	6,454,824f 24c
Personnel de l'Administration des manufactures de l'État	2,192,012 66	"	2,160,655 00	"	2,160,655 00	31,357 66
Gages et salaires de l'Administration des manufactures de l'État	19,037,283 27	"	18,791,913 34	0 75	18,791,912 59	245,370 68
Pensions de retraite des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État	1,318,144 86	"	779,056 14	107 00	778,949 14	539,195 72
Institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État	572,660 47	"	478,173 59	"	478,173 59	94,486 88
Matériel de l'Administration des manufactures de l'État	4,288,912 90	"	3,453,745 36	"	3,453,745 36	835,167 54
Bâtiments des manufactures de l'État	360,839 70	"	279,446 51	"	279,446 51	81,393 19
Payement à la ville de Paris du prix d'achat de terrains au Gros-Caillou	283,412 15	"	"	"	"	283,412 15
Constructions nouvelles des manufactures de l'État	163,469 46	"	147,827 62	"	147,827 62	15,641 84
Dépenses diverses de l'Administration des manufactures de l'État	45,000 00	"	"	"	"	45,000 00
Entrepôt des tabacs de Reuilly	366,246 13	"	319,661 44	27 85	319,583 59	46,662 54
Avances recouvrables par l'Administration des manufactures de l'État	254,306 35	"	238,192 32	30 00	238,162 32	16,144 03
Achats et transports	54,447,427 86	"	52,281,801 98	"	52,281,801 98	2,165,625 88
TOTAL	196,328,716 74	"	185,552,074 01	77,639 62	185,474,434 39	10,854,282 35
			185,474,434f 39c			
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.						
Remise de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	60,000 00	"	"	"	"	60,000 00
			"			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général* (France).

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE.						
2e SECTION. — SERVICE						
Personnel des postes et des télégraphes. (Agents.)	48,349,376f 40c	47,691,918f 75c	662,196f 54c	7,361f 70c	48,346,753f 59c	2,622f 81c
Personnel des postes et des télégraphes. (Sous-agents.)	40,939,188 06	40,539,858 40	400,617 63	2,774 48	40,937,701 55	1,486 51
Remises au personnel des postes et des télégraphes.	2,116,983 33	1,946,619 96	171,838 41	1,495 80	2,116,962 57	20 76
Indemnités diverses et secours	10,295,195 25	9,538,125 62	764,110 31	10,674 77	10,291,561 16	3,634 09
Chaussure et habillement	3,394,637 73	3,093,474 43	306,474 67	5,701 89	3,394,247 21	390 52
Matériel des bureaux	8,395,663 89	6,577,796 67	1,781,852 36	18,302 15	8,341,346 88	54,317 01
Impressions et publications	2,276,617 85	1,141,776 23	1,192,250 74	59,753 39	2,274,273 58	2,344 27
Transport des dépêches postales	10,868,678 55	9,113,489 30	1,770,458 68	20,298 95	10,863,649 03	5,029 52
Appareils et matériel technique d'exploitation	1,665,261 53	953,164 39	918,666 91	217,441 74	1,654,389 56	10,871 97
Construction des lignes télégraphiques et entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques	6,811,754 35	6,229,509 06	3,191,241 42	2,609,736 80	6,811,013 68	740 67
Construction de réseaux et de lignes interurbaines téléphoniques. — Dépenses de premier établissement	6,913,946 60	3,515,382 14	3,496,836 97	212,720 30	6,799,498 81	114,447 79
Transformation du réseau téléphonique de Paris.	829,461 70	597,167 74	195,246 52	9,126 30	783,287 96	46,173 74
Annuité à la Caisse des dépôts et consignations	1,146,829 00	1,146,829 00	"	"	1,146,829 00	"
Dépenses diverses	1,987,254 34	1,913,946 37	74,849 89	1,916 92	1,986,879 34	375 00
Subvention au service maritime entre la France et la Corse	354,999 96	325,416 63	29,583 33	"	354,999 96	"
Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée	1,351,665 00	1,239,026 25	112,638 75	"	1,351,665 00	"
Subvention au service maritime entre Calais et Douvres	249,315 04	208,333 30	40,981 74	"	249,315 04	"
Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse						
Subvention au service maritime de l'Indo-Chine et du Japon	11,553,999 84	9,128,166 52	2,425,833 32	"	11,553,999 84	"
Rémunération du service maritime postal entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et allocations de primes de vitesse	6,083,688 00	5,576,714 00	506,974 00	"	6,083,688 00	"
Subvention au service maritime de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie	879,999 99	23,460 00	856,539 99	"	879,999 99	"
Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'océan Indien	3,107,935 92	2,848,941 26	258,994 66	"	3,107,935 92	"
Subvention aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique	1,924,639 92	1,764,253 26	160,386 66	"	1,924,639 92	"
Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant à Saint-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunez, Grand-Bassam, Porto-Novo et le Gabon	493,127 92	418,645 47	67,682 45	"	486,327 92	6,800 00
	300,000 00	"	"	"	"	300,000 00
TOTAL	172,290,220 17	155,532,014 75	19,386,255 95	3,177,305 19	171,740,965 51	549,254 66
			16,208,950f 76c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Personnel des postes et des télégraphes. (Agents.)	49,807,301f 70c	"	49,246,260f 41c	3,722f 07c	49,242,538f 34c	564,763f 36c
Personnel des postes et des télégraphes. (Sous-Agents.)	41,867,348 62	"	41,459,292 37	145 82	41,459,146 55	408,202 07
Remises au personnel des postes et des télégraphes.	2,269,303 04	"	1,864,309 05	517 30	1,863,791 75	405,511 29
Indemnités diverses et secours	11,579,167 79	"	10,071,696 74	4,337 22	10,067,359 52	1,511,808 27
Chaussure et habillement	3,436,467 38	"	3,100,874 36	999 62	3,099,874 74	336,592 64
Matériel des bureaux	8,508,020 03	"	6,632,054 74	29,026 24	6,603,028 50	1,904,991 53
Impressions et publications	2,115,006 69	"	1,008,141 88	31,292 34	976,849 54	1,138,157 15
Transport des dépêches postales	10,873,474 00	"	8,955,059 20	29,784 17	8,925,275 03	1,948,198 97
Appareils et materiel technique d'exploitation	1,915,696 51	"	1,528,335 68	91,038 23	1,437,297 45	478,399 06
Construction des lignes télégraphiques et entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques	8,459,944 50	"	6,766,474 54	479,776 04	6,286,698 50	2,173,246 00
Construction de réseaux et de lignes interurbaines téléphoniques.—Dépenses de premier établissem'	5,362,018 12	"	3,049,532 41	49,876 25	2,999,656 16	2,362,361 96
Annuité à la caisse des dépôts et consignations	1,146,829 00	"	1,146,829 00	"	1,146,829 00	"
Dépenses diverses	2,199,523 29	"	1,962,404 31	"	1,962,404 31	237,118 98
Subvention au service maritime entre la France et la Corse	354,999 96	"	325,416 63	"	325,416 63	29,583 33
Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée	1,351,665 00	"	1,239,026 25	"	1,239,026 25	112,638 75
Subvention au service maritime entre Calais et Douvres	249,552 94	"	186,986 28	"	186,986 28	62,566 66
Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse	11,055,064 92	"	9,121,566 52	"	9,121,566 52	1,933,498 40
Subvention au service maritime de l'Indo-Chine et du Japon	6,083,688 00	"	5,576,714 00	"	5,576,714 00	506,974 00
Rémunération du service maritime postal entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et allocations de primes de vitesse	1,381,446 68	"	1,074,541 24	"	1,074,541 24	306,905 44
Subvention au service maritime de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie	3,107,935 92	"	2,848,941 26	"	2,848,941 26	258,994 66
Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'océan Indien	1,924,639 92	"	1,764,253 26	"	1,764,253 26	160,386 66
Subventions aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique	493,609 17	"	421,380 96	"	421,380 96	72,228 21
Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant à Saint-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunez, Grand-Bassam, Porto-Novo et le Gabon	300,000 00	"	"	"	"	300,000 00
Subvention à la Compagnie française concessionnaire du câble reliant la France à l'Amérique et aux Antilles	"	"	"	"	"	"
Dépenses de construction d'hôtels des Postes et Télégraphes à Orléans et à Trévoux	"	"	"	"	"	"
Construction et aménagement d'un bureau téléphonique dans la région sud-ouest de Paris	"	"	"	"	"	"
TOTAL	175,842,703 18	"	159,350,091 09	720,515 30	158,629,575 79	17,213,127 39
			158,629,575f 79c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Personnel des agents des forêts dans les départements	2,502,585f 61c	2,306,329f 10c	196,256f 51c	"	2,502,585f 61c	"
Personnel des préposés dans les départements	2,819,164 68	2,499,172 73	319,677 39	5f 55c	2,818,844 57	320f 11c
Bonification des pensions de retraites des brigadiers et gardes forestiers communaux	111,831 00	55,172 00	56,659 00	"	111,831 00	"
Indemnités et secours au personnel	725,873 67	564,315 39	160,842 78	"	725,158 17	715 50
Personnel de l'enseignement forestier	144,383 30	134,691 40	9,691 90	"	144,383 30	"
Matériel de l'enseignement forestier	29,999 85	24,000 51	5,999 34	"	29,999 85	"
Amélioration et entretien des forêts et entretien des dunes et cours d'eau	1,292,920 23	956,636 35	337,296 65	1,244 00	1,292,689 00	231 23
Restauration et conservation des terrains en montagne	3,276,188 10	1,991,683 38	1,085,663 92	242 31	3,077,104 99	199,083 11
Aménagements et exploitations	398,435 10	288,023 68	111,534 43	1,648 52	397,909 59	525 51
Chasses. — Entretien des chasses non affermées	49,999 89	38,326 13	11,673 76	"	49,999 89	"
Impositions sur les forêts domaniales	1,824,750 35	1,809,484 62	15,303 52	148 26	1,824,639 88	110 47
Droits d'usage. — Frais d'instance. — Matériel et dépenses diverses du service des forêts	235,641 77	181,710 54	53,952 62	569 74	235,093 42	548 35
TOTAL	13,411,773 55	10,849,545 83	2,364,551 82	3,858 38	13,210,239 27	201,534 28
			2,360,693f 44c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
Personnel des agents des forêts dans les départements	2,501,956f 71c	"	2,310,553f 45c	"	2,310,553f 45c	191,403f 26c
Personnel des préposés dans les départements	2,818,802 00	"	2,505,428 98	"	2,505,428 98	313,373 02
Bonification des pensions de retraite des brigadiers et gardes forestiers communaux et secours	199,818 00	"	56,616 00	"	56,616 00	143,202 00
Indemnités et secours au personnel	733,749 26	"	570,543 73	2f 92c	570,540 81	163,208 45
Personnel de l'enseignement forestier	144,999 67	"	136,884 95	83 33	136,801 62	8,198 05
Matériel de l'enseignement forestier	30,000 00	"	22,945 73	"	22,945 73	7,054 27
Amélioration et entretien des forêts et entretien des dunes et cours d'eau	1,354,345 71	"	904,784 02	871 50	903,912 52	450,433 19
Restauration et conservation des terrains en montagne	3,384,778 96	"	2,023,605 42	410 00	2,023,195 42	1,361,583 54
Aménagements et exploitations	387,712 89	"	290,817 22	20,600 00	270,217 22	117,495 67
Entretien des chasses non affermées	50,000 00	"	36,718 47	"	36,718 47	13,281 53
Primes pour la destruction des loups	14,960 00	"	9,800 00	"	9,800 00	5,160 00
Impositions sur les forêts domaniales	1,839,913 00	"	1,837,666 93	"	1,837,666 93	2,246 07
Droits d'usage. — Frais d'instance. — Matériel et dépenses diverses du service des forêts	252,753 02	"	187,969 17	880 65	187,088 52	65,664 50
TOTAL	13,713,789 22	"	10,894,334 07	22,848 40	10,871,485 67	2,842,303 55
			10,871,485f 67c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. (Droits constatés au profit des créanciers de l'État.)	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.						
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées	23,572,532f 84c	18,675,834f 89c	4,896,984f 85c	286f 90c	23,572,532f 84c	"
Remboursements sur produits indirects et divers en France. — Enregistrement et domaines	5,158,055 31	4,664,686 30	574,099 87	80,730 86	5,158,055 31	"
Douanes	187,538 38	180,082 37	7,456 01	"	187,538 38	"
Contributions indirectes	365,216 56	298,583 84	66,633 58	0 86	365,216 56	"
Manufactures de l'État	"	"	"	"	"	"
Produits divers	522,625 50	398,066 46	124,559 04	"	522,625 50	"
	6,233,435 75	5,541,418 97	772,748 50	80,731 72	6,233,435 75	"
Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie	28,032 10	28,032 10	"	"	28,032 10	"
Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France. — Enregistrement et domaines	8,922 78	8,251 12	671 66	"	8,922 78	"
Douanes	1,117,915 98	1,116,688 71	1,227 27	"	1,117,915 98	"
Contributions indirectes	2,264,313 42	2,264,340 08	"	26 66	2,264,313 42	"
Manufactures de l'État	6,920 25	6,920 25	"	"	6,920 25	"
Produits divers	2,053,679 48	2,033,973 81	21,201 67	1,496 00	2,053,679 48	"
	5,451,751 91	5,430 173 97	23,100 60	1,522 66	5,451,751 91	"
Primes à l'exportation des marchandises	74,594 60	67,047 42	7,547 18	"	74,594 60	"
Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	447,282 47	405,712 20	41,570 27	"	447,282 47	"
TOTAL	35,807,629 67	30,148,219 55	5,741,951 40	82,541 28	35,807,629 67	"
			5,659,410f 12c			
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
Remboursements sur le produit du travail des détenus	1,551,203f 55c	1,361,525f 88c	189,677f 67c	"	1,551,203f 55c	"
			189,677f 67c			
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Remboursement sur produits des postes et des télégraphes	6,886,798f 76c	6,108,128f 07c	778,670f 69c	"	6,886,798f 76c	"
Répartition de produits d'amendes	114 00	96 00	18 00	"	114 00	"
TOTAL	6,886,912 76	6,108,224 07	778,688 69	"	6,886,912 76	"
			778,688f 69c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Remboursements sur produits divers des forêts	12,001f 44c	10,582f 47c	1,418f 97c	"	12,001f 44c	"
			1,418f 97c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.						
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées	19,901,375f 20c	"	18,132,511f 22c	"	18,132,511f 22c	1,768,863f 98c
Remboursements sur produits indirects et divers en France. — Enregistrement et domaines	4,459,599 67	"	3,925,696 34	20 59	3,925,675 75	533,923 92
Douanes	187,789 05	"	175,035 43	"	175,035 43	12,753 62
Contributions indirectes	367,008 67	"	323,865 46	"	323,865 46	43,143 21
Manufactures de l'État	76 60	"	76 60	"	76 60	"
Produits divers	407,176 27	"	340,363 60	"	340,363 60	66,812 67
	5,421,650 26	"	4,765,037 43	20 59	4,765,016 84	656,633 42
Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie	41,652 59	"	41,652 59	"	41,652 59	"
Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France. — Enregistrement et domaines	13,372 99	"	12,814 59	"	12,814 59	558 40
Douanes	1,292,068 58	"	1,157,783 51	"	1,157,783 51	134,285 07
Contributions indirectes	2,312,747 14	"	2,302,747 14	"	2,302,747 14	10,000 00
Manufactures de l'État	7,217 42	"	7,217 42	"	7,217 42	"
Produits divers	2,048,957 55	"	2,034,808 57	"	2,034,808 57	14,148 98
	5,674,363 68	"	5,515,371 23	"	5,515,371 23	158,992 45
Primes à l'exportation des marchandises	65,601 42	"	60,821 72	"	60,821 72	4,779 70
Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	745,349 19	"	540,060 58	"	540,060 58	205,288 61
TOTAL	31,849,992 34	"	29,055,454 77	20 59	29,055,434 18	2,794,558 16
			29,055,434f 18c			
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
Remboursements sur le produit du travail des détenus	1,438,000f 00c	"	967,475f 46c	"	967,475f 46c	470,524f 54c
			967,475f 46c			
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Remboursements sur produits des postes et des télégraphes	7,210,269f 33c	"	6,282,136f 77c	"	6,282,136f 77c	928,132f 56c
Répartition de produits d'amendes	73 32	"	69 32	"	69 32	4 00
TOTAL	7,210,342 65	"	6,282,206 09	"	6,282,206 09	928,136 56
			6,282,206f 09c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Remboursements sur produits divers des forêts	11,260f 00c	"	9,935f 51c	"	9,935f 51c	1,324f 49c
			9,935f 51c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
RÉCAPITULATION DU						
1re partie. — Dette publique. (Voir page 178.)	1,247,955,058f58c	1,175,181,130f96c	63,885,340f69c	1,700,389f03c	1,237,366,082f62c	10,588,975f96c
2e partie. — Pouvoirs publics. (Voir page 180.)	13,183,720 00	13,150 000 00	33,720 00	"	13,183,720 00	"
3e partie. — Service général. (Voir page 180.)	29,774,748 29	26,996,229 82	2,893,416 21	125,749 48	29,763,896 55	10,851 74
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 238.)	192,948,137 11	182,101,934 75	10,862,211 49	30,938 73	192,933,207 51	14,929 60
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 244.)	35,807,629 67	30,148,219 55	5,741,951 40	82,541 28	35,807,629 67	"
TOTAL	1,519,669,293 65	1,427,577,515 08	83,416,639 79	1,939,618 52	1,509,054,536 35	10,614 757 30
			81,477,021f 27c			
RÉCAPITULATION DU						
3e partie. — Service général. (Voir page 186.)	17,723,060f32c	13,743,988f42c	3,144,659f08c	78,113f11c	16,810,534f39c	912,525f93c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 238.)	60,000 00	"	59,239 00	"	59,239 00	761 00
TOTAL	17,783,060 32	13,743,988 42	3,203,898 08	78,113 11	16,869,773 39	913,286 93
			3,125,784f 97c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
3e partie. — Service général. (Voir page 188.)	73,709,666f27c	61,023,201f78c	13,236,896f67c	672,608f66c	73,587,489f79c	122,176f48c
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 244.)	1,551,203 55	1,361,525 88	189,677 67	"	1,551,203 55	"
TOTAL	75,260,869 82	62,384,727 66	13,426,574 34	672,608 66	75,138,693 34	122,176 48
			12,753,965f 68c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DU COMMERCE						
3e partie. — Service général. (Voir page 216.)	43,606,547f70c	29,965,804f59c	14,841,976f03c	1,444,409f30c	43,363,371f32c	243,176f38c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 240.)	172,290,220 17	155,532,014 75	19,386,255 95	3,177,305 19	171,740,965 51	549,254 66
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 244.)	6,886,912 76	6,108,224 07	778,688 69	"	6,886,912 76	"
TOTAL	222,783,680 63	191,606,043 41	35,006,920 67	4,621,714 49	221,991,249 59	792,431 04
			30,385,206f 18c			
RÉCAPITULATION DU						
3e partie. — Service général. (Voir page 224.)	36,307,175f09c	24,230,953f22c	12,062,887f15c	33,116f62c	36,260,723f75c	46,451f34c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 242.)	13,411,773 55	10,849,545 83	2,364,551 82	3,858 38	13,210,239 27	201,534 28
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 244.)	12,001 44	10,582 47	1,418 97	"	12,001 44	"
TOTAL	49,730,950 08	35,091,081 52	14,428,857 94	36,975 00	49,482,964 46	247,985 62
			14,391,882f 94c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
MINISTÈRE DES FINANCES.						
1re partie. — Dette publique. (Voir page 179.)	1,254,365,868f42c	46f12c	1,178,964,888f00c	48,160f25c	1,178,916,773f87c	75,449 094f55c
2e partie. — Pouvoirs publics. (Voir page 181.)	13,865,764 00	"	13,580,000 00	"	13,580,000 00	285 764 00
3e partie. — Service général. (Voir page 181.)	29,104,767 56	"	26,559,446 21	125,897 98	26,433,548 23	2,671,219 33
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 239.)	196,328,716 74	"	185,552,074 01	77,639 62	185,474,434 39	10,854,282 35
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 245.)	31,849,992 34	"	29,055,454 77	20 59	29,055,434 18	2,794,558 16
TOTAL	1,525,515,109 06	46 12	1,433,711,862 99	251,718 44	1,433,460,190 67	92,054,918 39
			1,433,460,144f 55c			
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.						
3e partie. — Service général. (Voir page 187.)	17,487,951f46c	"	13,731,124f55c	32,118f 32c	13,699,006f23c	3,788,945f23c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 239.)	60,000 00	"	"	"	"	60,000 00
TOTAL	17,547,951 46	"	13,731,124 55	32,118 32	13,699,006 23	3,848,945 23
			13,699,006f 23c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
3e partie. — Service général. (Voir page 189.)	120,881,593f73c	"	93,174,385f47c	159,564f12c	93,014,821f35c	27,866,772f38c
5e partie. Remboursements et restitutions. (Voir page 245.)	1,438,000 00	"	967,475 46	"	967,475 46	470,524 54
TOTAL	122,319,593 73	"	94,141,860 93	159,564 12	93,982,296 81	28,337,296 92
			93,982,296f 81c			
DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
3e partie. — Service général. (Voir page 217.)	51,506,550f03c	"	36,621,895f60c	231,372f77c	36,390,522f83c	15,116,027f20c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 241.)	175,842,703 18	"	159,350,091 09	720,515 30	158,629,575 79	17,213,127 39
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 245.)	7,210,342 65	"	6,282,206 09	"	6,282,206 09	928,136 56
TOTAL	234,559,595 86	"	202,254,192 78	951,888 07	201,302,304 71	33,257,291 15
			201,302,304f 71c			
MINISTERE DE L'AGRICULTURE.						
3e partie. — Service général. (Voir page 225.)	31,368,306f40c	"	20,420,048f35c	28,477f13c	20,391,571f22c	10,976,735f18c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 243.)	13,713,789 22	"	10,894,334 07	22,848 40	10,871,485 67	2,842,303 55
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 245.)	11,260 00	"	9,935 51	"	9,935 51	1,324 49
TOTAL	45,093,355 62	"	31,324,317 93	51,325 53	31,272,992 40	13,820,363 22
			31,272,992f 40c			

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendues par ces ministères.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE						
Frais de la trésorerie d'Algérie	496,717 93	444,320f 95c	52,406f 70c	9f 72c	496,717f 93c	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	496,717 93	444,320 95	52,406 70	9 72	496,717 93	"
Dépenses des exercices clos	47,955 55	47,955 55	"	"	47,955 55	"
TOTAL	544,673 48	492,276 50	52,406 70	9 72	544,673 48	"
			52,396f 98c			
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.						
1re SECTION. — *Service de la Justice.*						
Personnel de la justice française en Algérie	1,902,087f 54c	1,827,963f 92c	72,303f 62c	"	1,900,267f 54c	1,820f 00c
Matériel et menues dépenses de la Cour d'appel d'Alger et frais de passage gratuit	18,427 77	14,654 06	3,708 21	"	18,362 27	65 50
Frais de justice criminelle en Algérie	723,338 82	723,018 42	320 40	"	723,338 82	"
Personnel de la justice musulmane en Algérie	91,074 80	81,270 65	9,804 15	"	91,074 80	"
Matériel de la justice musulmane en Algérie	7,998 74	7,823 74	175 00	"	7,998 74	"
Constitution de l'état civil des indigènes musulmans en Algérie	24,781 38	22,623 92	2,157 46	"	24,781 38	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	148 00	148 00	"	"	148 00	"
	2,767,857 05	2,677,502 71	88,468 84	"	2,765,971 55	1,885 50
Dépenses des exercices clos	2,425 00	2,425 00	"	"	2,425 00	"
TOTAL	2,770,282 05	2,679,927 71	88,468 84	"	2,768,396 55	1,885 50
			88,468f 84c			
2e SECTION. — *Service des Cultes.*						
Traitement des archevêque et évêques	33,055 56	30,138f 88c	2,916 68	"	33,055 56	"
Allocations aux vicaires généraux	22,250 00	15,950 00	6,300 00	"	22,250 00	"
Allocations aux chanoines	16,800 00	13,800 00	3,000 00	"	16,800 00	"
Allocations aux desservants	661,388 01	500,445 86	160,927 15	"	661,373 01	15 00
Secours ecclésiastiques	3,900 00	3,525 00	375 00	"	3,900 00	"
Mobilier des archevêché et évêchés	"	"	"	"	"	"
Entretien des édifices diocésains	9,001 92	1,239 62	7,762 30	"	9,001 92	"
Grosses réparations des édifices diocésains	9,498 86	541 80	8,957 06	"	9,498 86	"
Secours pour églises et presbytères	20,320 00	"	20,320 00	"	20,320 00	"
Personnel des cultes protestants	93,447 19	73,038 83	20,408 36	"	93,447 19	"
Personnel du culte israélite	25,050 00	20,050 00	5,000 00	"	25,050 00	"
Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	"	"	"	"	"	"
Personnel du culte musulman	222,346 16	201,237 75	21,108 41	"	222,346 16	"
Matériel du culte musulman	74,322 97	33,154 62	40,168 35	"	73,322 97	1,000 00
Frais de passage	8,933 80	7,371 10	1,562 70	"	8,933 80	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	1,200,314 47	900,493 46	298,806 01	"	1,199,299 47	1,015 00
Dépenses des exercices clos	24,636 94	24,636 94	"	"	24,636 94	"
TOTAL	1,224,951 41	925,130 40	298,806 01	"	1,223,936 41	1,015 00
			298,806f 01c			
RÉCAPITULATION.						
1re SECTION. — Service de la justice	2,770,282 05	2,679,927 71	88,468 84	"	2,768,396 55	1,885 50
2e SECTION. — Service des cultes	1,224,951 41	925,130 40	298,806 01	"	1,223,936 41	1,015 00
TOTAL	3,995,233 46	3,605,058 11	387,274 85	"	3,992,332 96	2,900 50
			387,274f 85c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES FINANCES.						
Frais de la trésorerie d'Algérie	541,404f 81c	"	485,386f 15c	"	485,386f 15c	56,018f 66c
Laboratoires en Algérie	10,037 89	"	7,196 83	"	7,196 83	2 841 06
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	338 01	"	"	"	"	338 01
	551,780 71	"	492,582 98	"	492,582 98	59,197 73
Dépenses des exercices clos	32,581 20	"	32,581 20	"	32,581 20	"
TOTAL	584,361 91	"	525,164 18	"	525,164 18	59,197 73
			525,164f 18c			
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.						
Personnel de la justice française en Algérie	1,899,653f 15c	"	1,806,881f 44c	"	1,806,881f 44c	92,771f 71c
Matériel et menues dépenses de la Cour d'appel d'Alger et frais de passage gratuit	19,146 68	"	10,115 53	"	10,115 53	9,031 15
Frais de justice criminelle en Algérie	793,725 79	"	793,725 79	"	793,725 79	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	2,712,525 62	"	2,610,722 76	"	2,610,722 76	101,802 86
Dépenses des exercices clos	237 50	"	237 50	"	237 50	"
TOTAL	2,712,763 12	"	2,610,960 26	"	2,610,960 26	101,802 86
			2,610,960f 26c			

Pour l'exercice 1898 le service des cultes dépend du Ministère de l'Intérieur.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
1re SECTION. — SERVICES CENTRALISÉS À PARIS.						
Personnel de l'administration centrale à Paris	22,099f 80c	22,099f 80c	"	"	22,099f 80c	"
Entretien des services pénitentiaires en Algérie	668,667 45	614,555 84	54,166f 31c	60 70c	668,661 45	6f 00c
Entretien des détenus en Algérie	1,262,558 39	1,120,955 95	143,432 14	2,048 90	1,262,339 19	219 20
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires (Algérie)	1,466 00	1,884 00	1,442 90	2,353 65	973 25	492 75
Transport des détenus et des libérés (Algérie)	46,054 36	17,636 25	28,412 86	"	46,049 11	5 25
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise)	7,433 17	477 00	6,956 17	"	7,433 17	"
Mobilier des services pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.)	3,249 45	249 05	3,029 10	28 70	3,249 45	"
Travaux ordinaires aux bâtiments et mobiliers pénitentiaires en Algérie. (Services en régie.)	21,255 42	14,271 60	6,983 82	"	21,255 42	"
Exploitations agricoles en Algérie	27,037 50	17,000 00	10,037 50	"	27,037 50	"
Dépenses accessoires du service pénitentiaire en Algérie	2,697 37	1,313 17	1,366 85	6 00	2,674 02	23 35
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	819 30	819 30	"	"	819 30	"
	2,063,538 21	1,811,261 96	255,827 65	4,497 95	2,062,591 66	746 55
Dépenses des exercices clos	6,869 93	6,869 93	"	"	6,869 93	"
TOTAL de la 1re Section	2,070,208 14	1,818,131 89	255,827 65	4,497 95	2,069,461 59	746 55
			251,329f 70c			
2e SECTION. — SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.						
Personnel de l'administration centrale en Algérie	543,271f 27c	539,107f 94c	3,763f 33c	"	542,871f 27c	400f 00c
Matériel de l'administration centrale en Algérie	39,991 47	32,692 99	7,298 48	"	39,991 47	"
Publications et impressions diverses en Algérie	51,996 86	38,240 65	13,756 21	"	51,996 86	"
Subsides, secours et récompenses en Algérie	173,440 89	141,176 08	32,194 81	"	173,370 89	70 00
Personnel de l'administration civile en Algérie	1,541,647 84	1,462,069 87	79,315 20	"	1,541,385 07	262 77
Matériel de l'administration civile en Algérie	469,163 63	435,298 46	33,759 47	"	469,057 93	105 70
Personnel du service de la sûreté générale et force publique en Algérie	649,850 15	513,291 28	140,258 87	3,700f 00c	649,850 15	"
Matériel du service de la sûreté en Algérie	22,981 14	17,789 84	5,174 70	"	22,964 54	16 60
Assistance publique en Algérie	2,673,396 19	1,762,841 73	830,625 85	1,815 30	2,591,652 28	81,743 91
Personnel de l'administration militaire en Algérie	320,136 19	270,612 42	49,352 11	"	319,964 53	171 66
Matériel de l'administration militaire en Algérie	62,335 41	49,942 90	12,317 51	"	62,260 41	75 00
Dépenses de colonisation en Algérie	2,227,589 49	1,209,695 34	994,420 55	"	2,204,115 89	23,473 60
Dépenses secrètes en Algérie	119,999 40	119,999 40	"	"	119,999 40	"
Service sanitaire en Algérie	57,714 96	41,559 00	15,868 47	"	57,427 47	287 49
Visite des pharmacies en Algérie	11,308 55	"	11,291 30	"	11,291 30	17 25
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (Algérie)	2,025 21	1,883 35	141 86	"	2,025 21	"
	8,966,848 65	6,636,201 25	2,229,538 72	5,515 30	8,860,224 67	106,623 98
Dépenses des exercices clos. (Algérie.)	415,596 30	415,596 30	"	"	415,596 30	"
TOTAL de la 2e Section	9,382,444 95	7,051,797 55	2,229,538 72	5,515 30	9,275,820 97	106,623 98
			2,224,023f 42c			
RÉCAPITULATION.						
1re SECTION. — Service de l'Intérieur	2,070,208f 14c	1,818,131f 89	255,827f 65c	4,497f 95c	2,069,461 59c	746f 55
2e SECTION. — Service du Gouvernement général de l'Algérie	9,382,444 95	7,051,797 55	2,229,538 72	5,515 30	9,275,820 97	106,623 98
TOTAL GÉNÉRAL	11,452,653 09	8,869,929 44	2,485,366 37	10,013 25	11,345,282 56	107,370 53
			2,475,353f 12c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
1° SERVICE DE L'INTÉRIEUR.						
1re SECTION. — SERVICE DE LA JUSTICE MUSULMANE.						
Personnel de la justice musulmane en Algérie	93,000f 00c	"	83,520f 69c	"	83,520f 69c	9,479f 31c
Matériel de la justice musulmane en Algérie	8,050 00	"	7,050 50	"	7,050 50	999 50
Constitution de l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie	25,000 00	"	20,371 95	17f 55c	20,354 40	4,645 60
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	126,050 00	"	110,943 14	17 55	110,925 59	15,124 41
Dépenses des exercices clos	250 00	"	250 00	"	250 00	"
TOTAL de la 1re Section	126,300 00	"	111,193 14	17 55	111,175 59	15,124 41
			111,175f 59c			
2e SECTION. — SERVICE DU CULTE MUSULMAN.						
Personnel du culte musulman	222,430 00	"	198,622f 82c	"	198,622f 82c	23,807 18
Matériel du culte musulman	75,000 00	"	40,589 11	"	40,589 11	34,410 89
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	297,430 00	"	239,211 93	"	239,211 93	58,218 07
Dépenses des exercice clos	1,300 00	"	1,300 00	"	1,300 00	"
TOTAL de la 2e section	298,730 00	"	240,511 93	"	240,511 93	58,218 07
			240,511f 93c			
3e SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.						
Personnel de l'administration centrale en Algérie	553,275f 00c	"	549,560f 78c	7f 50c	549,553f 28c	3,721f 72
Matériel de l'administration centrale en Algérie	40,000 00	"	31,677 89	1,500 00	30,177 89	9,822 11
Publications et impressions diverses en Algérie	52,000 00	"	39,828 36	"	39,828 36	12,171 64
Subsides, secours et récompenses en Algérie	175,000 00	"	138,976 23	225 00	138,751 23	36,248 77
Personnel de l'administration civile en Algérie	1,544,500 00	"	1,458,191 04	"	1,458,191 04	86,308 96
Matériel de l'administration civile en Algérie	475,300 00	"	439,715 25	"	439,715 25	35,584 75
Personnel du service de la sûreté générale et force publique en Algérie	650,737 00	"	529,221 70	12,000 00	517,221 70	133,515 30
Matériel du service de la sûreté en Algérie	24,100 00	"	19,080 95	"	19,080 95	5,019 05
Assistance publique en Algérie	2,781,900 00	"	2,045,489 04	1,617 50	2,043,871 54	738,028 46
Secours aux victimes de la disette en Algérie	1,200,000 00	"	1,189,780 15	"	1,189,780 15	10,219 85
Personnel de l'administration militaire en Algérie	323,508 00	"	275,144 18	100 00	275,044 18	48,463 82
Matériel de l'administration militaire en Algérie	62,470 00	"	45,826 02	"	45,826 02	16,643 98
Dépenses de colonisation en Algérie	2,327,565 84	"	1,511,640 68	"	1,511,640 68	815,925 16
Dépenses secrètes en Algérie	120,000 00	"	127,451 00	7,451 30	119,999 70	0 30
Service sanitaire en Algérie	111,040 00	"	47,307 50	"	47,307 50	63,732 50
Visite des pharmacies en Algérie	11,500 00	"	1,044 80	"	1,044 80	10,455 20
A reporter	10,452,895 84	"	8,449,935 57	22,901 30	8,427,034 27	2,025,861 57

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie).

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite.)

1e Service de l'Intérieur. (Suite.)

3e section. — service de l'intérieur. (Suite.)						
Report	10,452,895 84	"	8,449,935f 57c	22,901f 30c	8,427,034f 27c	2,025,861f 57
Personnel du service pénitentiaire en Algérie	671,375 00	"	610,562 14	"	610,562 14	60,812 86
Entretien des détenus en Algérie	1,204,564 00	"	1,094,983 93	94 33	1,094,889 60	109,674 40
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires. (Algérie.)	5,000 00	"	244 35	"	244 35	4,755 65
Transport des détenus et des libérés (Algérie)	62,000 00	"	9,755 84	"	9,755 84	52,244 16
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie (Services à l'entreprise)	10,000 00	"	1,675 09	"	1,675 09	8,324 91
Mobilier des services pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise)	5,500 00	"	1,460 85	"	1,460 85	4,039 15
Travaux ordinaires aux bâtiments et mobiliers pénitentiaires en Algérie. (Services en régie.)	21,500 00	"	14,224 97	"	14,224 97	7,275 03
Exploitations agricoles en Algérie	30,000 00	"	12,842 00	"	12,842 00	17,158 00
Dépenses accessoires du service pénitentiaire en Algérie	5,600 00	"	1,124 78	"	1,124 78	4,475 22
Colonie publique de jeunes détenus de Birkadem	35,360 00	"	10,479 53	"	10,479 53	24,880 47
	12,503,794 84	"	10,207,289 05	22,995 63	10,184,293 42	2,319,501 42
Dépenses des exercices clos (Algérie)	543,931 19	"	543,931 19	"	543,931 19	"
Total de la 3e Section	13,047,726 03	"	10,751,220 24	22,995 63	10,728,224 61	2,319,501 42
			10,728,224f 61c			
4e Section. — service de l'instruction publique indigène.						
Instruction publique musulmane	102,970 00	"	91,112 67	"	91,112 67	11,857 33
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	102,970 00	"	91,112 67	"	91,112 67	11,857 33
Dépenses des exercices clos	"	"	"	"	"	"
Total de la 4e Section	102,970 00	"	91,112 67	"	91,112 67	11,857 33
			91,112f 67c			
5e Section. — service des beaux-ares.						
			82,033 53			
Travaux ordinaires en Algérie (Bâtiments civils et palais nationaux)	135,000 00	"	64,978 71	"	82,033 53	52,966 47
Travaux ordinaires en Algérie (Construction et entretien des édifices du culte musulman)	101,000 00	"	"	"	64,978 71	36,021 29
	236,000 00	"	147,012 24	"	147,012 24	88,987 76
Dépenses des exercices clos	4,707 20	"	4,707 20	"	4,707 20	"
Total de la 5e Section	240,707 20	"	151,719 44	"	151,719 44	88,987 76
			151,719f 44c			

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ce ministère).

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES

(Les développements par articles seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite).						
1° SERVICE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
6e SECTION. — SERVICE DU COMMERCE.						
Personnel des poids et mesures	42,650f 00c	"	39,495f 01c	"	39,495f 01c	3,154f 99c
Matériel des poids et mesures	27,125 00	"	25,228 21	"	25,228 21	1,896 79
Enseignement technique	18,000 00	"	17,800 00	"	17,800 00	200 00
....	87,775 00	"	82,523 22	"	82,523 22	5,251 78
Dépenses des exercices clos	737 10	"	737 10	"	737 10	"
TOTAL de la 6e Section	88,512 10	"	83,260 32	"	83,260 32	5,251 78
			83,260f 32c			
7e SECTION. — SERVICE DE L'AGRICULTURE.						
Inspection de l'agriculture	10,250f 00c	"	9,208f 20c	"	9,208f 20c	1,041 80
Personnel de l'enseignement agricole et de l'inspection des bergeries communales	25,000 00	"	21,249 89	"	21,249 89	3,750 11
Encouragements à l'amélioration des troupeaux et aux bergeries communales	30,000 00	"	21,860 00	"	21,860 00	8,140 00
Subventions à diverses institutions agricoles	56,500 00	"	23,774 73	"	23,774 73	32,725 27
Concours en Algérie et en Tunisie	45,000 00	"	34,846 09	437 70	34,408 39	10,591 61
Défenses contre le phylloxéra et contre les invasions de sauterelles	718,000 00	"	195,315 61	2,212 40	193,103 21	524,896 79
Encouragements à l'agriculture	130,000 00	"	110,466 29	"	110,466 29	19,533 71
Encouragements à l'industrie chevaline	50,000 00	"	39,700 00	"	39,700 00	10,300 00
Travaux hydrauliques	690,400 00	"	457,632 40	"	457,632 40	232,767 60
Liquidation de l'instance Lavie	1,390,124 11	"	1,390,124 11	"	1,390,124 11	"
....	3,145,274 11	"	2,304,177 32	2,650 10	2,301,527 22	843,746 89
Dépenses des exercices clos	14,844 24	"	14,844 24	"	14,844 24	"
TOTAL de la 7e Section	3,160,118 35	"	2,319,021 56	2,650 10	2,316,371 46	843,746 89
			2,316,371f 46c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.

Suite de la 3e Partie. — SERVICES

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR DES CULTES. (Suite.)						
1e SERVICE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
8e SECTION. — SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS.						
§ 1er. *Dépenses ordinaires.*						
Personnel des travaux publics en Algérie	1,483,021f 70c	"	1,369,703f 05c	"	1,369,703f 05c	113,318f 65c
Entretien des routes en Algérie	3,533,990 75	"	2,744,299 96	"	2,744,299 96	789,690 79
Travaux ordinaires en Algérie (ports maritimes, phares, fanaux et balises)	560,000 00	"	401,761 74	"	401,761 74	158,238 26
Travaux ordinaires en Algérie (études et dépenses relatives aux Ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer)	44,000 00	"	31,085 29	"	31,085 29	12,914 71
Travaux ordinaires en Algérie (mines et forages, matériel et travaux)	210,898 96	"	118,296 18	28f 00c	118,268 18	92,630 78
§ 2. *Dépenses extraordinaires.*						
Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie	117,000 00	"	58,333 34	"	58,333 34	58,666 66
Travaux neufs de routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie	1,093,000 00	"	626,469 61	"	626,469 61	466,530 39
Amélioration des ports en Algérie	1,893,184 04	"	1,126,744 69	"	1,126,744 69	766,439 35
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État en Algérie	1,200,000 00	"	624,216 63	"	624,216 63	575,783 37
§ 3.						
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
.....	10,135,095 45	"	7,100,910 49	28 00	7,100,882 49	3,034,212 96
Dépenses des exercices clos	3,040 09	"	3,040 09	"	3,040 09	"
TOTAL de la 8e Section	10,138,135 54	"	7,103,950 58	28 00	7,103,922 58	3,034,212 96
			7,103,922f 58c			
RÉCAPITULATION.						
1re SECTION. — Service de la justice musulmane	126,300f 00c	"	111,193f 14c	17f 55c	111,175f 59c	15,124f 41c
2e SECTION. — Service du culte musulman	298,730 00	"	240,511 93	"	240,511 93	58,218 07
3e SECTION. — Service de l'intérieur	13,047,726 03	"	10,751,220 24	22,995 63	10,728,224 61	2,319,501 42
4e SECTION. — Service de l'instruction publique indigène	102,970 00	"	91,112 67	"	91,112 67	11,857 33
5e SECTION. — Service des beaux-arts	240,707 20	"	151,719 44	"	151,719 44	88,987 76
6e SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	88,512 10	"	83,260 32	"	83,260 32	5,251 78
7e SECTION. — Service de l'agriculture	3,160,118 35	"	2,319,021 56	2,650 10	2,316,371 46	843,746 89
8e SECTION. — Service des travaux publics	10,138,135 54	"	7,103,950 58	28 00	7,103,922 58	3,034,212 96
TOTAL du service général (Algérie)	27,203,199 22	"	20,851,989 88	25,691 28	20,826,298 60	6,376,900 62
			20,826,298f 60c			

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES

Pour l'exercice 1897, le Service des cultes est rattaché au Ministère de la Justice.

(Les développements par articles seront publiés dans le compte définitif de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
2e SERVICE DES CULTES.						
Traitement des archevêque et évêques	20,000f 00	"	18,333f 32c	"	18,333f 32c	1,666f 68c
Allocations aux vicaires généraux	25,200 00	"	18,900 00	"	18,900 00	6,300 00
Allocations aux chanoines	13,460 00	"	9,920 00	"	9,920 00	3,540 00
Allocations aux desservants	670,384 00	"	493,187 18	"	493,187 18	177,196 82
Secours ecclésiastiques	2,600 00	"	2,600 00	"	2,600 00	"
Mobilier des archevêché et évêchés	1,000 00	"	"	"	"	1,000 00
Entretien des édifices diocésains	9,196 00	"	1,975 00	"	1,975 00	7,221 00
Grosses réparations des édifices diocésains	9,137 55	"	531 80	"	531 80	8,605 75
Secours pour églises et presbytères	9,950 00	"	8,800 00	"	8,800 00	1,150 00
Personnel des cultes protestants	91,657 00	"	71,540 23	"	71,540 23	20,116 77
Personnel du culte israélite	25,970 00	"	20,083 34	"	20,083 34	5,886 66
Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	"	"	"	"	"	"
Frais de passage	9,877 20	"	6,118 40	"	6,118 40	3,758 80
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
Dépenses des exercices clos	888,431 75 2,035 00	" "	651,989 27 2,035 00	" "	651,989 27 2,035 00	236,442 48 "
TOTAL	890,466 75	"	654,024 27	"	654,024 27	236,442 48
			654,024f 27c			
RÉCAPITULATION.						
1e Service de l'Intérieur	27,203,199 22	"	20,851,989 88	25,691 28	20,826,298 60	6,376,900 62
2e Service des Cultes	890,466 75	"	654,024 27	"	654,024 27	236,442 48
TOTAL	28,093,665 97	"	21,506,014 15	25,691 28	21,480,322 87	6,613,343 10
			21,480,322f 87c			

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.						
1re SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.						
Frais de passage	37,136f 79c	31,593f 38c	5,543f 41c	"	37,136f 79c	"
Administration académique. — Personnel	83,833 20	83,833 20	"	"	83,833 20	"
Administration académique. — Matériel	8,217 30	4,691 25	3,526 05	"	8,217 30	"
École d'enseignement supérieur à Alger. — Personnel.	488,378 04	487,274 19	1,103 85	"	488,378 04	"
École d'enseignement supérieur à Alger. — Matériel	91,158 64	81,483 42	9,675 12	"	91,158 54	0f 10c
Bibliothèque nationale d'Alger. — Musée des antiquités algériennes	22,974 16	18,282 36	4,691 80	"	22,974 16	"
Lycées nationaux	435,528 01	375,827 98	59,700 03	"	435,528 01	"
Remises et exemptions dans les lycées de garçons. — Bourses nationales et dégrèvements	97,284 63	64,647 00	32,442 63	"	97,089 63	195 00
Collèges communaux de garçons	103,693 03	86,863 63	17,046 50	217f 10c	103,693 03	"
Enseignement secondaire de jeunes filles	30,147 37	22,135 71	8,011 66	"	30,147 37	"
Enseignement primaire. — Inspecteurs	72,761 13	66,334 69	6,475 54	49 10	72,761 13	"
Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel	311,972 98	305,838 15	5,981 58	"	311,819 73	153 25
Enseignement primaire. — Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes	2,947,085 06	2,741,494 28	204,707 83	"	2,946,202 11	882 95
Enseignement primaire des indigènes	718,697 52	620,137 00	84,665 64	229 54	704,573 10	14,124 42
Instruction publique musulmane	87,229 34	76,520 70	10,658 64	"	87,179 34	50 00
Subventions aux départements, villes ou communes de l'Algérie, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	63,881 84	43,382 41	20,499 43	"	63,881 84	"
Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement primaire	85,320 00	19,330 00	42,530 00	"	61,860 00	23,460 00
Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement secondaire	83,495 00	55,310 00	28,185 00	"	83,495 00	"
Subventions aux communes algériennes pour construction d'écoles ou de classes destinées aux indigènes	264,749 43	151,384 96	113,364 47	"	264,749 43	"
	6,033,543 47	5,336,364 31	658,809 18	495 74	5,994,677 75	38,865 72
Dépenses des exercices clos	49,160 66	49,160 66	"	"	49,160 66	"
TOTAL	6,082,704 13	5,385,524 97	658,809 18	495 74	6,043,838 41	38,865 72
			658,313f 44c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
Frais de passage	65,000f 00c	"	11,462f 26c	"	11,462f 26c	53,337f 74c
Administration académique. (Personnel.)	87,625 00	"	85,368 49	"	85,368 49	2,256 51
Administration académique. (Matériel.)	8,430 00	"	4,565 05	"	4,565 05	3,864 95
École d'enseignement supérieur à Alger. (Personnel.)	497,200 00	"	483,676 90	"	483,676 90	13,523 10
Écoles d'enseignement supérieur à Alger. (Matériel.)	91,163 00	"	82,240 27	"	82,240 27	8,922 73
Bibliothèque nationale d'Alger. — Musée des antiquités algériennes	22,975 00	"	19,424 42	"	19,424 42	3,550 58
Lycées nationaux	433,625 00	"	411,173 00	"	411,173 00	22,452 00
Remises et exemptions dans les lycées de garçons. — Bourses nationales et dégrèvements	98,521 00	"	61,817 10	"	61,817 10	36,703 90
Collèges communaux de garçons	110,077 00	"	87,233 16	"	87,233 16	22,843 84
Enseignement secondaire des jeunes filles	41,600 00	"	31,042 10	"	31,042 10	10,557 90
Enseignement primaire. — Inspecteurs	77,075 00	"	70,135 38	57 15	70,078 23	6,996 77
Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel	342,740 00	"	268,552 40	"	268,552 40	74,187 60
Enseignement primaire. — Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes. — Secours et allocations	2,974,900 00	"	2,751,903 62	"	2,751,903 62	222,996 38
Création d'écoles et d'emplois	62,000 00	"	6,399 32	"	6,399 32	55,600 08
Subventions aux départements, villes ou communes de l'Algérie, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	70,137 00	"	49,804 45	"	49,804 45	20,332 55
Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement primaire	150,000 00	"	"	"	"	150,000 00
Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement secondaire	95,000 00	"	4,000 00	"	4,000 00	91,000 00
Enseignement primaire des indigènes	807,420 00	"	674,097 77	"	674,097 77	133,322 23
Subventions aux communes algériennes pour construcion d'écoles ou de classes destinées aux indigènes	265,000 00	"	44,870 00	"	44,870 00	220,130 00
	6,300,488 00	"	5,147,765 69	57 15	5,147,708 54	1,152,779 46
Dépenses des exercices clos	9,817 93	"	9,817 93	"	9,817 93	"
TOTAL	6,310,305 93	"	5,157,583 62	57 15	5,157,526 47	1,152,779 46
			5,157,526f 47c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e Partie — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.						
2e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.						
Subvention à l'École nationale des Beaux-Arts d'Alger	31,199f 98c	31,199f 98c	"	"	31,199f 98c	"
Monuments historiques en Algérie	74,568 27	67,383 87	18,000f 68c	10,816f 28c	74 568 27	"
Travaux ordinaires en Algérie. — Bâtiments civils et palais nationaux	134,498 40	61,862 59	72,023 27	"	133,885 86	612f 54c
Travaux ordinaires en Algérie. — Construction et entretien des édifices du culte musulman	99,452 61	54,985 59	44,467 02	"	99,452 61	"
	339,719 26	215,432 03	134,490 97	10,816 28	339,106 72	612 54
Dépenses des exercices clos	16,312 19	16,312 19	"	"	16,312 19	"
TOTAL	356,031 45	231,744 22	134,490 97	10,816 28	355,418 91	612 54
			123,674f 69c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'Instruction publique	6,082,704f 13c	5,385,524f 97c	658,809f 18c	495f 74c	6,043,838f 41c	38,865f 72c
2e SECTION. — Service des Beaux-Arts	356,031 45	231,744 22	134,490 97	10,816 28	355,418 91	612 54
TOTAL	6,438,735 58	5,617,269 19	793,300 15	11,312 02	6,399,257 32	39,478 26
			781,988f 13c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. — Payements.	Opérations de l'année 1898. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)						
DES BEAUX-ARTS.						
Subvention à l'école des Beaux-Arts d'Alger	31,200f 00c	"	29,019f 76	"	29,019f 76c	2,180f 24
Monuments historiques en Algérie	74,999 82	"	48,120 21c	"	48,120 21	26,879 61
	106,199 82	"	77,139 97	"	77,139 97	29,059 85
Dépenses des exercices clos	"	"	"	"	"	"
TOTAL	106,199 82	"	77,139 97	"	77,139 97	29,059 85
			77,139f 97c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'Instruction publique	6,310,305f 93c	"	5,157,583f 62c	57f 15c	5,157,526f 47c	1,152,779f 46c
2e SECTION. — Service des Beaux-Arts	106,199 82	"	77,139 97	"	77,139 97	29,059 85
TOTAL	6,416,505 75	"	5,234,723 59	57 15	5,234,666 44	1,181,839 31
			5,234,666f 44c			

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1897.

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROIT CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
1re SECTION. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.						
Personnel des poids et mesures	39,300f 69c	37,521f 12c	1,779f 57c	"	39,300f 69c	"
Matériel des poids et mesures	26,842 12	25,853 42	988 70	"	26,842 12	"
École nationale d'apprentissage de Dellys	119,999 96	98,216 42	21,783 54	"	119,999 96	"
Enseignement technique	4,000 00	1,000 00	3,000 00	"	4,000 00	"
Dép. des exerc. périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	190,142 77	162,590 96	27,551 81	"	190,142 77	"
Dépenses des exercices clos	"	"	"	"	"	"
TOTAL de la 1re section	190,142 77	162,590 96	27,551 81	"	190,142 77	"
			27,551f 81c			
2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES.						
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
Dépenses des exercices clos	4,460f 97f	4,460f 97c	"	"	4,460 97	"
TOTAL de la 2e section	4,460 97	4,460 97	"	"	4,460 97	"
			"			
RÉCAPITULATION.						
1re Section. — Service du commerce et de l'industrie	190,142 77	162,590f 96c	27,551 81	"	190,142 77	"
2e Section. — Service des postes et des télégraphes	4,460 97	4,460 97	"	"	4,460 97	"
				"		
TOTAL	194,603 74	167,051 93	27,551 81	"	194,603 74	"
			27,551f 81c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Inspection de l'agriculture	10,249f 84c	9,729f 02c	520f 82c	"	10,249f 84c	"
Personnel de l'enseignement agricole et de l'inspection des bergeries communales	23,508 21	21,966 55	1,541 66	"	23,508 21	"
Encouragements à l'amélioration des troupeaux et aux bergeries communales	38,143 29	16,981 33	21,161 96	"	38,143 29	"
Subventions à diverses institutions agricoles	33,940 79	25,982 51	7,958 28	"	33,940 79	"
Concours en Algérie et en Tunisie	13,107 95	5,721 28	7,386 67	"	13,107 95	"
Défenses contre le phylloxera et contre les invasions de sauterelles	408,704 51	378,611 77	33,354 97	3,271f 73c	408,695 01	9f 50c
Secours aux victimes de la sécheresse et des invasions de sauterelles	899,780 14	615,403 20	284,376 94	"	899,780 14	"
Allocation extraordinaire pour la défense contre le phylloxera	294,545 45	29,166 40	263,836 02	3,500 31	289,502 11	5,043 34
Encouragements à l'agriculture	97,464 73	76,671 03	18,906 33	742 20	94,835 16	2,629 57
Encouragements à l'industrie chevaline	48,674 60	39,400 00	10,231 75	957 15	48,674 60	"
Travaux hydrauliques	655,842 00	298,845 14	261,968 86	"	560,814 00	95,028 00
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	2,523,961 51	1,518,478 23	911,244 26	8,471 39	2,421,251 10	102,710 41
Dépenses des exercices clos	63,050 98	63,050 98	"	"	63,050 98	"
TOTAL	2,587,012 49	1,581,529 21	911,244 26	8,471 39	2,484,302 08	102,710 41
			902,772f 87c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.						
Ecole nationale d'apprentissage de Dellys	120,000f 00c	"	102,178f 37c	"	102,178f 37c	17,821f 63c
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	117 10	"	"	"	"	117 10
	120,117 10	"	102,178 37	"	102,178 37	17,938 73
Dépenses des exercices clos	"	"	"	"	"	"
TOTAL des services généraux de l'Algérie	120,117 10	"	102,178 37	"	102,178 37	17,938 73
			102,178f 37c			
POSTES ET TÉLÉGRAPHES.						
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
Dépenses des exercices clos	523f 32c	"	523f 32c	"	523f 32c	"
TOTAL	523 32	"	523 32	"	523 32	"
			523f 32c			
RÉCAPITULATION.						
1re Section. — Service du commerce et de l'industrie	120,117f 10c	"	102,178f 37c	"	102,178 37	17,938 73c
2e Section. — Service des postes et des télégraphes	523 32	"	523 32	"	523 32	"
TOTAL	120,640 42	"	102,701 69	"	102,701 69	17,938 73
			102,701f 69c			
L'AGRICULTURE.						
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
Dépenses des exercices clos	6,487f 49c	"	6,487f 49c	"	6,487f 49c	"
TOTAL	6,487 49	"	6,487 49	"	6,487 49	"
			6,487f 49c			

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.						
1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.						
Personnel des travaux publics en Algérie	1,432,121f 12c	1,312,646f 01c	120,230f 11c	900f 00c	1,431,976f 12c	145f 00c
Entretien des routes en Algérie	3,366,736 77	2,684,027 85	676,610 83	"	3,360,638 68	6,098 09
Travaux ordinaires en Algérie (ports maritimes, phares, fanaux et balises)	563,810 82	438,907 53	124,329 18	"	563,236 71	574 11
Travaux ordinaires en Algérie (études et dépenses relatives aux ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer)	42,963 33	30,600 59	11,752 49	"	42,353 08	610 25
Travaux ordinaires en Algérie (mines et forages, matériel et travaux)	177,274 73	133,004 00	44,270 73	"	177,274 73	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	5,582,906 77	4,599,185 98	977,193 34	900 00	5,575,479 32	7,427 45
Dépenses des exercices clos	60,732 07	60,732 07	"	"	60,732 07	"
	5,643,638 84	4,659,918 05	977,193 34	900 00	5,636,211 39	7,427 45
			976,293f 34c			
2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.						
Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie	491,666f 67c	491,666f 67c	"	"	491,666f 67c	"
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens	22,000,000 00	19,242,475 35	2,757,524f 65c	"	22,000,000 00	"
Avances pour garanties d'intérêts aux entreprises de tramways	5,838 86	5,838 86	"	"	5,838 86	"
Travaux neufs des routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie	1,092,457 54	539,827 00	551,428 60	"	1,091,255 60	1,201f 94c
Amélioration des ports en Algérie	1,590,871 58	786,872 43	803,159 73	4 80	1,590,027 36	844 22
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État en Algérie	1,009,813 83	337,941 37	671,872 46	"	1,009,813 83	"
TOTAL de la 2e section	26,190,648 48	21,404,621 68	4,783,985 44	4 80	26,188,602 32	2,046 16
			4,783,980f 64c			
RÉCAPITULATION.						
1re SECTION. — Dépenses ordinaires	5,643,638f 84c	4,659,918f 05c	977,193f 34c	900f 00c	5,636,211f 39c	7,427f 45c
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	26,190,648 48	21,404,621 68	4,783,985 44	4 80	26,188,602 32	2,046 16
TOTAL du budget général. (Algérie.)	31,834,287 32	26,064,539 73	5,761,178 78	904 80	31,824,813 71	9,473 61
			5,760,273f 98c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
DÉPENSES ORDINAIRES.						
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens	22,000,000f 00c	"	21,293,702f 45c	"	21,293,702f 45	706,297f 55c
Garanties d'intérêt aux entreprises de tramways	"	"	"	"	"	"
TOTAL de l'Algérie	22,000,000 00	"	21,293,702f 45c	"	21,293,702 45	706f297 55
			21,293,702f 45c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie	367,631f 13c	347,731f 94c	19,899f 19c	"	367,631f 13c	"
Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie	406,296 56	371,170 04	35,027 11	"	406,197 15	99f 41c
Personnel de la topographie en Algérie	349,999 31	331,049 32	18,949 99	"	349,999 31	"
Matériel de la topographie en Algérie	125,124 51	105,986 47	19,138 04	"	125,124 51	"
Liquidation des suites de l'apposition des séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie	468 00	468 00	"	"	468 00	"
Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie	1,269 70	"	1,269 70	"	1,269 70	"
Allocation pour le recouvrement des droits universitaires	3,000 00	2,750 00	250 00	"	3,000 00	"
Part des chefs collecteurs sur le principal des impôts arabes	1,192,081 08	386,636 73	795,503 61	"	1,182,140 34	9,940 74
Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	23,618 61	2,929 63	20,688 98	"	23,618 61	"
Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	703,218 01	673,899 08	29,099 64	"	702,998 72	219 29
Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	402,526 63	355,567 80	46,864 87	52f 45c	402,380 22	146 41
Personnel des douanes en Algérie	1,335,939 93	1,300,145 74	37,405 38	1,862 85	1,335,688 27	251 66
Laboratoire des douanes en Algérie	8,251 78	8,057 63	164 15	"	8,221 78	30 00
Matériel des douanes en Algérie	69,097 27	49,147 73	19,697 79	"	68,845 52	251 75
Dépenses diverses des douanes en Algérie	89,943 37	84,873 89	5,069 48	"	89,943 37	"
Personnel des contributions diverses en Algérie	1,092,494 58	1,001,535 88	90,958 70	"	1,092,494 58	"
Matériel des contributions diverses en Algérie	332,273 45	225,560 14	106,687 31	"	332,247 45	26 00
TOTAL	6,503,233 92	5,247,510 02	1,246,673 94	1,915 30	6,492,268 66	10,965 26
			1,244,758f 64c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie	382,779f 59c	"	358,177f 88c	"	358,177f 88c	24,601f 71c
Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie	329,043 27	"	293,884 67	"	293,884 67	35,158 60
Personnel de la topographie en Algérie	349,478 51	"	330,579 35	"	330,579 35	18,899 16
Matériel de la topographie en Algérie	125,802 52	"	108,626 77	"	108,626 77	17,175 75
Liquidation des suites de l'apposition des séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie	5,218 40	"	4,944 06	"	4,944 06	274 34
Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie	28,906 13	"	28,594 64	"	28,594 64	311 49
Allocation pour le recouvrement des droits universitaires	3,000 00	"	3,000 00	"	3,000 00	"
Part des chefs collecteurs sur le principal des impôts arabes	1,279,098 15	"	311,633 85	"	311,633 85	967,464 30
Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	19,795 23	"	2,109 79	"	2,109 79	17,685 44
Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	714,813 52	"	685,211 99	125 00	685,086 99	29,726 53
Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	401,723 58	"	358,879 97	"	358,879 97	42,843 61
Dépenses à la charge du domaine de l'État pour le service de la propriété individuelle indigène en Algérie	5,986 13	"	"	"	"	5,986 13
Personnel des douanes en Algérie	1,340,266 28	"	1,307,553 37	1,986 44	1,305,566 93	34,699 35
Matériel des douanes en Algérie	82,925 30	"	41,081 73	"	41,081 73	41,843 57
Dépenses diverses des douanes en Algérie	94,824 09	"	91,294 34	"	91,294 34	3,529 75
Personnel des contributions diverses en Algérie	1,116,504 17	"	1,025,220 53	47 50	1 025,173 03	91,331 14
Matériel des contributions diverses en Algérie	332,482 71	"	223,691 91	"	223,691 91	108,790 80
TOTAL	6,612,647 58	"	5,174,484 85	2,158 94	5,172,325 91	1,440,321 67
			5,172,325f 91c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie).

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ces ministères.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Personnel de l'Algérie	3,535,071f 43c	3,406,535f 34c	129,514f 08c	996f 10c	3,535,053f 32c	618f 11c
Matériel de l'Algérie	1,975,994 31	1,592,850 05	389,629 72	9,518 79	1,972,960 98	3,033 33
Dépenses diverses de l'Algérie	49,640 64	45,618 50	4,047 14	25 00	49,640 64	"
TOTAL	5,561,306 38	5,045,003 89	523,190 94	10,539 89	5,557,654 94	3,651 44
			512,651f 05c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Personnel des agents des forêts et des préposés	1,102,383f 61c	983,852f 04c	118,399f 03c	"	1,102,251f 07c	132f 54c
Personnel des préposés indigènes et chaouchs	108,154 74	97,088 35	11,066 39	"	108,154 74	"
Indemnités au personnel des forêts	685,992 49	614,626 03	71,314 54	"	685,940 57	51 92
Travaux des forêts	821,981 05	647,945 46	170,060 00	90f 85c	817,914 61	4,066 44
Dépenses diverses du service des forêts	87,773 38	68,751 66	18,755 12	1,452 00	86,054 78	1,718 60
TOTAL	2,806,285 27	2,412,263 54	389,595 08	1,542 85	2,800,315 77	5,969 50
			388,052f 23c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Personnel	3,670,955f 94c	"	3,620,074f 42c	4,331f 11c	3,615,743f 31c	55,212f 63c
Matériel	1,749,751 75	"	1,573,307 46	75,748 67	1,497,558 79	252,192 96
Dépenses diverses	55,910 55	"	53,542 20	200 00	53,342 20	2,568 35
TOTAL	5,476,618 24	"	5,246,924 08	80,279 78	5,166,644 30	309,973 94
			5,166,644f 30c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Personnel des agents des forêts et des préposés	1,087,031f 00c	"	991,148f 01c	"	991,148f 01c	95,882f 99c
Personnel des préposés indigènes et chaouchs	108,600 00	"	99,483 79	"	99,483 79	9,116 21
Indemnités au personnel des forêts	710,959 00	"	627,771 15	"	627,771 15	83,187 85
Travaux des forêts	1,111,000 00	"	841,827 04	562f 30c	841,264 74	269,735 26
Dépenses diverses du service des forêts	91,000 00	"	79,296 57	"	79,296 57	11,703 43
TOTAL	3,108,590 00	"	2,639,526 56	562 30	2,638,964 26	469,625 74
			2,638,964f 26c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.						
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Remboursements sur produits des douanes	12,193f 71c	12,133f 71c	60f 00c	"	12,193f 71c	"
Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie	80,631 21	51,593 27	30,541 69	1,503f 75c	80,631 21	"
Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes	35,053 71	35,053 71	"	"	35,053 71	"
Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers	245,704 36	245,704 36	"	"	245,704 36	"
Dégrèvements, non-valeurs et secours	304,378 00	283,490 20	20,887 84	0 04	304,378 00	"
TOTAL	677,960 99	627,975 25	51,489 53	1,503 79	677,960 99	"
			49,985f 74c			
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie	195,507f 83c	142,084f 25c	51,423f 58c	"	193,507f 83c	"
			51,423f 58c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Remboursements sur produits des douanes	10,935f 45c	"	10,935f 45c	"	10,935f 45c	"
Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie	98,477 60	"	75,275 37	"	75,275 37	23,202f 23c
Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes	38,517 93	"	38,517 93	"	38,517 93	"
Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers	308,921 49	"	301,408 40	"	301,408 40	7,513 09
Dégrèvements, non-valeurs et secours	221,330 69	"	187,914 08	"	187,914 08	33,416 61
Payement des indemnités aux victimes des incendies de forêts de 1881, en Algérie	1,718,261 09	"	284,191 74	"	284,191 74	1,434,069 35
TOTAL	2,396,444 25	"	898,242 97	"	898,242 97	1,498,201 28
			898,242f 97c			
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie	240,000f 00c	"	177,241f 05c	"	177,241f 05c	62,758f 95c
			177,241f 05c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1897.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
RÉCAPITULATION DU						
3e PARTIE. — Service général. (Voir page 248.)	544,673f 48c	492,276f 50c	52,406f 70c	9f 72c	544,673f 48c	"
4e PARTIE. — Frais de régie, de perception, etc. (Voir page 268.)	6,503,233 92	5,247,510 02	1,246,673 94	1,915 30	6,492,208 66	10,965f 26c
5e PARTIE. — Remboursements, etc. (Voir page 272)	677,960 99	627,975 25	51,489 53	1,503 79	677,960 99	"
TOTAL	7,725,868 39	6,367,761 77	1,350,570 17	3,428 81	7,714,903 13	10,965 26
			1,347,141f 36c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
3e PARTIE. — Service général. (Voir page 250.)	11,452,653f 09c	8,869,929f 44c	2,485,366f 37c	10,013f 25c	11,345,282f 56c	107,370f 53c
5e PARTIE. — Remboursements et restitutions. (Voir p. 272.)	193,507 83	142,[illegible]84 25	51,423 58	"	193,507 83	"
TOTAL	11,646,160 92	9,012,013 69	2,536,789 95	10,013 25	11,538,790 39	107,370 53
			2,526,776f 70c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DU COMMERCE.						
3e PARTIE. — Service général. (Voir page 264.)	194,603f 74c	167,051f 93c	27,551f 81c	"	194,603f 74c	"
4e PARTIE. — Frais de régie, de perception, etc. (Voir page 270.)	5,561,306 38	5,045,003 89	523,190 94	10,539f 89c	5,557,654 94	3,651f 44c
TOTAL	5,755,910 12	5,212,055 82	550,742 75	10,539 89	5,752,258 68	3,651 44
			540,202f 86c			
RÉCAPITULATION DU						
3e PARTIE. — Service général. (Voir page 264.)	2,587,012f 49c	1,581,529f 21c	911,244f 26c	8,471f 39c	2,484,302f 08c	102,710f 41c
4e PARTIE. — Frais de régie, etc. (Voir page 270.)	2,806,285 27	2,412,263 54	389,595 08	1,542 85	2,800,315 77	5,969 50
TOTAL	5,393,297 76	3,993,792 75	1,300,839 34	10,014 24	5,284,617 85	108,679 91
			1,290,825f 10c			

(Les développements par article seront publiés dans les comptes définitifs des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1898.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1899.
MINISTÈRE DES FINANCES.						
3e PARTIE. — Service général (voir p. 249)	584,361f 91c	"	525,164f 18c	"	525,164f 18c	59,197f 73c
4e PARTIE. — Frais de régie, de perception, etc. (voir p. 269)	6,612,647 58	"	5,174,484 85	2,158f 94c	5,172,325 91	1,440,321 67
5e PARTIE. — Remboursements, etc. (voir p. 273)	2,396,444 25	"	898,242 97	"	898,242 97	1,498,201 28
TOTAL	9,593,453 74	"	6,597,892 00	2,158 94	6,595,733 06	2,997,720 68
			6,595,733f 06c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
3e PARTIE. — Service général (voir p. 257 et 259)	28,093,665f 97c	"	21,506,014f 15c	25,691f 28c	21,480,322f 87c	6,613,343f 10c
5e PARTIE. — Remboursements et restitutions (voir p. 273)	240,000 00	"	177,241 05	"	177,241 05	62,758 95
TOTAL	28,333,665 97	"	21,683,255 20	25,691 28	21,657,563 92	6,676,102 05
			21,657,563f 92c			
DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
3e PARTIE. — Service général (voir p. 265)	120,640f 42c	"	102,701f 69c	"	102,701f 69c	17,938f 73c
4e PARTIE. — Frais de régie, de perception, etc. (voir p. 271)	5,476,618 24	"	5,246,924 08	80,279f 78c	5,166,644 30	309,973 94
TOTAL	5,597,258 66	"	5,349,625 77	80,279 78	5,269,345 99	327,912 67
			5,269,345f 99c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
3e PARTIE. — Service général (voir page 265)	6,487f 49c	"	6,487f 49c	"	6,487f 49c	"
4e PARTIE. — Frais de régie, etc. (voir page 271)	3,108,590 00	"	2,639,526 56	562f 30c	2,638,964 26	469,625f 74c
TOTAL	3,115,077 49	"	2,646,014 05	562 30	2,645,451 75	469,625 74
			2,645,451f 75c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Développement des Annulations de payements constatées sur les dépenses des Ministères. (France.)

EXERCICE 1897.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1898. — FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Ministères pour le compte d'autres Ministères.	CHANGEMENTS d'imputation.	RECETTES formant annulation de payement.	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1897.
							1° BUDGET
1re PARTIE. — *Dette publique.*							
Ministère des finances	7,156f 25c	7,635f 57c	"	1,692,753f 46c	"	1,700,389f 03c	1,707,545f 28c
2e PARTIE. — *Pouvoirs publics.*							
Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"
3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères*							
Ministère des finances	231,595 42	26,534 52	"	13,933 55	85,281f 41c	125,749 48	357,344 90
Ministère de la justice et des cultes. — Service de la justice	1,068 05	916 66	"	"	"	916 66	1,984 71
Ministère de la justice et des cultes. — Service des cultes	336 03	"	"	325 53	"	325 53	661 56
Ministère des affaires étrangères	1,883 29	77,613 11	"	500 00	"	78,113 11	79,996 40
Ministère de l'intérieur	75,898 64	617,061 19	54,484f 39c	1,063 08	"	672,608 66	748,507 30
Ministère de la guerre. — Service ordinaire	80,289,961 35	5,732,058 95	4,347,694 23	34,466,297 39	"	44,546,050 57	124,836,011 92
Ministère de la guerre. — Dépenses extraordinaires	2,914,878 19	19,262 58	447,233 08	1,390,499 49	"	1,856,995 15	4,771,873 34
Ministère de la marine	2,399,562 79	1,380,647 81	1,465,826 55	4,139,878 85	"	6,986,353 21	9,385,916 00
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	53,044 08	320,009 22	"	5,530 06	"	325,539 28	378,583 36
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service des beaux-arts	27,457 26	29,252 63	13,884 35	1,227 44	"	44,364 42	71,821 68
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	11,241 97	1,435,207 74	"	301 01	"	1,435,508 75	1,446,750 72
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	17,787 26	8,900 55	"	"	"	8,900 55	26,687 81
Ministère des colonies	1,345,916 52	1,392,773 88	682,156 49	10,224,632 56	"	12,299,562 93	13,645,479 45
Ministère de l'agriculture	69,195 26	7,280 74	1,500 00	24,335 88	"	33,116 62	102,311 88
Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	39,441 76	17,886 40	11,295 98	664 28	"	29,846 66	69,288 42
Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	484,116 02	6,341,727 42	62,042 39	199,806 72	"	6,603,576 53	7,087,692 55
4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*							
Ministère des finances	62,390 04	29,819 68	610 00	509 05	"	30,938 73	93,328 77
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	920,103 82	575,822 88	417,461 94	2,184,020 37	"	3,177,305 19	4,097,409 01
Ministère de l'agriculture	23,620 79	521 74	3,336 64	"	"	3,858 38	27,479 17
5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*							
Ministère des finances	1 00	2,541 28	"	80,000 00	"	82,541 28	82,542 28
TOTAUX	88,976,655 79	18,023,474 55	7,507,526 04	54,426,278 72	85,281 41	80,042,560 72	169,019,216 51

EXERCICE 1898.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1898. — FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Ministères pour le compte d'autres Ministères.	CHANGEMENTS d'imputation.	RECETTES formant annulation de payement.	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1898.
GÉNÉRAL. (France.)							
1re PARTIE. — *Dette publique.*							
Ministère des finances	"	48,008f 75c	"	151f 50c	"	48,160f 25c	48,160f 25c
3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères*							
Ministère des finances	"	14,296 55	560f 00	"	111,041f 43c	125,897 98	125,897 98
Ministère de la justice	"	760 41	"	"	"	760 41	760 41
Ministère des affaires étrangères	"	32,118 32	"	"	"	32,118 32	32,118 32
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur	"	24,599 18	134,739 84	"	"	159,339 02	159,339 02
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service des cultes	"	175 00	"	50 10	"	225 10	225 10
Ministère de la guerre. — Service ordinaire	"	7,351,675 19	8,220,212 17	61,250,825 78	"	76,822,713 14	76,822,713 14
Ministère de la guerre. — Dépenses extraordinaires	"	232,279 41	656,503 44	1,916,572 88	"	2,805,355 73	2,805,355 73
Ministère de la marine	"	425,036 69	1,669,696 52	4,213,102 38	"	6,307,835 59	6,307,835 59
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	"	66,586 09	"	12,771 10	"	79,357 19	79,357 19
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service des beaux-arts	"	19,189 16	8,000 00	1,643 40	"	28,832 56	28,832 56
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	3,537 12	205,000 00	11,520 00	"	220,057 12	220,057 12
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	11,165 65	150 00	"	"	11,315 65	11,315 65
Ministère des colonies	"	247,948 66	613,186 86	931,359 29	"	1,792,494 81	1,792,494 81
Ministère de l'agriculture	"	23,554 11	1,000 00	3,923 02	"	28,477 13	28,477 13
Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	"	33,834 24	2,782 11	"	"	36,616 35	36,616 35
Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	"	3,648 50	3,814 57	15,641 26	"	23,104 33	23,104 33
4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*							
Ministère des finances	"	77,639 62	"	"	"	77,639 62	77,639 62
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	175,270 91	287,023 47	258,220 92	"	720,515 30	720,515 30
Ministère de l'agriculture	"	1,088 40	21,760 00	"	"	22,848 40	22,848 40
5e PARTIE. — *Remboursements, restitutions, non-valeurs et primes.*							
Ministère des finances	"	20 59	"	"	"	20 59	20 59
TOTAUX	"	8,792,432 55	11,824,428 98	68,615,781 63	111,041 43	89,343,684 59	89,343,684 59

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Développement des annulations de payements constatées sur les dépenses des ministères. (Algérie.)

EXERCICE 1897.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1898. — FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Ministères pour le compte d'autres Ministères.	CHANGEMENTS d'imputation	RECETTES formant annulation de payement.	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1897.
BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)							
3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères.*							
Ministère des finances	"	9f 72c	"	"	"	9 72	9f 72c
Ministère de l'intérieur. — Services centralisés à Paris	166 75	2,444 60	174f 30c	1,879f 05c	"	4,497 95	4,664 70
Ministère de l'intérieur. — Service du gouvernement général de l'Algérie	15,268 73	5,015 30	500 00	"	"	5,515 30	20,784 03
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Service de l'Instruction publique	"	495 74	"	"	"	495 74	495 74
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Service des Beaux-Arts.	"	10,816 28	"	"	"	10,816 28	10,816 28
Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	17 00	"	"	"	"	"	17 00
Ministère de l'agriculture	9,284 61	8,454 64	"	16 75	"	8,471 39	17,756 00
Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	100 50	"	900 00	"	"	900 00	1,000 50
Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	"	4 80	"	"		4 80	4 80
4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*							
Ministère des finances	4,139 75	1,915 30	"	"	"	1,915 30	6,055 05
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	5,848 51	10,242 74	297 15	"	"	10,539 89	16,388 40
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	421 04	90 85	"	1,452 00	"	1,542 85	1,963 89
5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs, etc.*							
Ministère des finances	"	1,503 79	"	"	"	1,503 79	1,503 79
TOTAL	35,246 89	40,993 76	1,871 45	3,347 80	"	46,213 01	81,459 90

RÉCAPITULATION.

France	88,976,655f 79c	18,023,474f 55c	7,507,526f 04c	54,426,278f 72c	85,281f 41c	80,042,560f 72c	169,019,216f 51c
Algérie	35,246 89	40,993 76	1,871 45	3,347 80	"	46,213 01	81,459 90
TOTAL	89,011,902 68	18,064,468 31	7,509,397 49	54,429,626 52	85,281 41	80,088,773 73	169,100,676 41

EXERCICE 1898.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1898.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1898. — FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Ministères pour le compte d'autres Ministères.	CHANGEMENTS d'imputation.	RECETTES formant annulation de payement.	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1898.
BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)							
3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères.*							
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de la justice musulmane.	"	17 55	"	"	"	17f 55c	17f 55c
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur	"	21,301 30	1,594f 33c	100f 00c	"	22,995 63	22,995 63
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'agriculture	"	2,650 10	"	"	"	2,650 10	2,650 10
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service des travaux publics	"	28 00	"	"	"	28 00	28 00
Ministère de l'Instruction publique	"	57 15	"	"	"	57 15	57 15
4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*							
Ministère des finances	"	2,033 94	"	125 00	"	2,158 94	2,158 94
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	80,260 18	19 60	"	"	80,279 78	80,279 78
Ministère de l'agriculture (Forêts)	"	562 30	"	"	"	562 30	562 30
TOTAL	"	106,910 52	1,613 93	225 00	"	108,749 45	108,749 45

RÉCAPITULATION.

France	"	8,792,432f 55c	11,824,428f 98c	68,615,781f 63c	111,041f 43c	89,343,684f 59c	89,343,684f 59c
Algérie	"	106,910 52	1,613 93	225 00	"	108,749 45	108,749 45
TOTAL	"	8,899,343 07	11,826,042 91	68,616,006 63	111,041 43	89,452,434 04	89,452,434 04

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Dépenses constatées et payements effectués, pendant l'année 1898, sur l'Exercice 1899.

MINISTÈRES ET SERVICES.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. PAYEMENTS.	ANNULATIONS de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses constatées.
BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)					
1re PARTIE. — *Dette publique.*					
MINISTÈRE DES FINANCES.					
DETTE VIAGÈRE.					
Pensions militaires de la guerre	36 29	36 29	"	36 29	"
Pensions civiles (Loi du 9 juin 1853.)	3 61	3 61	"	3 61	"
TOTAL	39 90	39 90	"	39 90	"

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1898.

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Ain	210,632f 36c	972,207f 12c	295,480f 88c	838,042f 83c	9,012,765f 20c	11,329,128f 39c
Aisne	430,922 58	"	1,313,299 45	1,563,394 45	20,512,332 39	23,819,948 87
Allier	232,649 35	"	327,080 61	1,126,169 65	9,911,379 49	11,597,279 10
Alpes (Basses-)	121,808 05	"	133,440 80	513,326 65	7,313,186 62	8,081,762 12
Alpes (Hautes-)	102,589 03	"	112,433 55	389,600 48	9,974,284 40	10,578,907 46
Alpes-Maritimes	257,375 35	779,793 65	1,270,707 87	1,450,854 10	16,940,417 58	20,699,148 55
Ardèche	169,184 14	"	249,950 92	751,733 24	9,194,652 90	10,365,521 20
Ardennes	241,918 75	1,040,465 13	435,062 36	902,328 47	15,894,404 06	18,514,178 77
Ariège	117,026 05	"	149,115 23	446,620 40	8,867,943 60	9,580,705 28
Aube	195,747 28	"	321,630 08	785,466 52	9,467,251 28	10,770,095 16
Aude	177,812 47	"	412,694 96	1,069,089 88	12,532,568 17	14,192,165 48
Aveyron	206,600 13	"	316,959 83	943,746 14	10,670,102 86	12,137,408 96
Bouches-du-Rhône	614,736 08	2,668,170 26	3,543,100 37	4,316,584 44	56,642,197 10	67,784,788 25
Calvados	408,101 74	441,666 26	551,743 03	1,405,740 35	18,838,207 23	21,645,458 61
Cantal	151,714 83	"	203,723 44	642,479 63	6,617,768 22	7,615,686 12
Charente	211,593 75	"	465,482 29	879,586 13	17,217,909 20	18,774,571 37
Charente-Inférieure	283,771 16	742,208 89	552,540 87	1,297,212 28	30,853,615 82	33,729,349 02
Cher	176,105 30	"	274,721 93	813,152 34	23,608,693 20	24,872,672 77
Corrèze	153,066 58	"	286,970 71	661,232 22	9,792,911 54	10,894,181 05
Corse	265,234 39	439,279 26	"	749,321 64	13,001,066 48	14,454,901 77
Côte-d'Or	289,685 93	"	1,433,131 88	1,302,122 34	19,863,233 31	22,888,173 46
Côtes-du-Nord	266,871 14	"	420,725 38	991,000 99	13,486,244 41	15,164,841 92
Creuse	129,023 45	"	191,506 83	594,628 97	5,538,701 28	6,453,860 53
Dordogne	281,821 75	"	4,418,695 41	1,109,746 63	11,414,268 27	17,224,532 06
Doubs	236,025 33	1,249,369 22	428,023 66	920,381 54	17,813,466 84	20,647,266 59
Drôme	182,255 85	"	279,647 20	970,753 69	13,646,480 90	15,079,137 64
À reporter	6,114,272 82	8,333,159 79	18,387,869 54	27,434,316 00	398,626,052 35	458,895,670 50

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1898.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et DES TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	6,114,272f 82c	8,333,159f 79c	18,387,869f 54c	27,434,316f 00c	398,626,052f 35c	458,895,670f 50c
Eure	322,050 81	"	478,658 09	1,046,971 40	12,747,305 76	14,594,986 06
Eure-et-Loir	228,366 03	"	337,808 02	796,028 39	10,593,104 90	11,955,307 34
Finistère	329,854 85	763,680 80	1,629,953 71	1,180,825 51	54,228,377 31	58,132,692 18
Gard	256,487 32	"	558,908 70	1,411,677 84	17,436,216 90	19,363,290 76
Garonne (Haute-)	326,061 74	322,853 51	1,671,172 55	1,642,303 39	23,106,267 32	27,068,658 51
Gers	156,946 34	"	234,229 70	733,262 55	8,094,755 41	9,219,194 00
Gironde	624,465 83	1,591,113 12	5,274,367 07	3,965,412 99	49,885,672 45	61,342,031 46
Hérault	367,849 82	854,007 95	1,062,407 41	1,652,323 77	22,155,807 92	26,092,396 87
Ille-et-Vilaine	321,577 18	780,784 35	1,567,228 15	1,201,811 43	23,175,667 19	27,047,168 30
Indre	176,026 78	"	1,823,419 33	710,071 64	8,994,539 79	11,704,057 54
Indre-et-Loire	223,467 07	"	288,241 99	1,144,799 94	14,504,115 76	16,160,624 76
Isère	340,048 07	"	4,383,119 35	1,325,687 06	23,259,878 36	29,308,732 84
Jura	187,714 74	"	375,191 13	784,904 23	10,393,503 87	11,741,313 97
Landes	150,422 56	"	253,441 22	722,124 63	7,017,097 88	8,143,086 29
Loir-et-Cher	190,668 84	"	235,897 33	763,358 50	8,429,514 24	9,619,438 91
Loire	325,179 78	"	572,868 32	1,257,321 24	29,947,437 39	32,102,806 73
Loire (Haute-)	172,401 49	"	210,783 39	589,916 43	5,792,899 36	6,766,000 67
Loire-Inférieure	328,955 60	1,465,750 18	1,866,584 35	1,511,707 44	31,575,297 68	36,778,295 25
Loiret	267,865 00	"	782,474 52	1,111,878 65	17,839,625 42	20,001,843 59
Lot	155 099 15	"	2,979,637 21	572,509 61	6,397,730 45	10,104,976 42
Lot-et-Garonne	208,169 56	"	5,382,419 18	860,271 34	9,313,597 01	15,764,457 09
Lozère	114,418 15	"	106,617 93	427,259 81	5,972,789 75	6,621,085 64
Maine-et-Loire	276,499 07	"	1,668,354 12	1,063,920 40	18,212,011 55	21,220,785 14
A reporter	12,164,938 60	14,111,349 70	52,131 652 31	53,641 664 19	817,699,266 02	949,748,900 82

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1898.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS DES POSTES et DES TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	12,164,968f 60c	14 111,349f 70c	52,131,652f 31c	53,641,664f 19c	817,699,266f 02c	949,748,900f 82c
Manche	356,004 40	902,288 41	460,608 22	1,149,862 21	39,581,264 38	42,450,027 62
Marne	335,405 73	"	641,242 50	1,444,415 29	29,427,470 81	31,848,534 33
Marne (Haute-)	182,533 09	"	254,255 97	718,927 07	10,925,705 03	12,081,421 16
Mayenne	243,527 75	"	276,676 17	647,003 40	7,094,543 00	8,261,750 32
Meurthe-et-Moselle	277,685 02	1,866,621 64	2,111,102 61	1,295,028 39	38 006,815 50	43,557,253 16
Meuse	209,751 32	"	368,783 47	760,980 58	28,779,437 37	30,118,952 74
Morbihan	314,889 76	652,032 75	422,561 10	794,529 32	30,808,703 68	32,992,716 61
Nièvre	196,088 24	"	295,074 77	812,240 29	11,748,363 14	13,051,766 44
Nord	859,251 33	5,449,033 99	5,566,068 14	3,556,405 84	56,146,054 83	71,576,814 13
Oise	332,886 70	"	1,433,536 96	1,211,136 11	17,100,829 27	20,078,389 04
Orne	287,550 21	"	323,896 93	979,302 73	10,549,395 57	12,140,145 44
Pas-de-Calais	488,455 26	1,295,654 62	3,838,621 60	1,776,356 48	24,057,917 59	31,457,005 55
Puy-de-Dôme	305,424 75	"	1,134,241 13	1,280,550 56	20,309,050 20	23,029,266 64
Pyrénées (Basses-)	225,896 74	1,185,440 76	431,561 68	1,166,941 88	15,253,318 46	18,263,159 52
Pyrénées (Hautes-)	148,142 75	"	436,476 19	650,784 09	14,003,840 94	15,239,243 97
Pyrénées-Orientales	126,493 31	750,064 02	230,390 85	617,156 36	9,149,631 96	10,873,736 50
Territoire de Belfort	"	736,045 37	105,689 33	"	8,367,646 81	9,209,381 51
Rhône	680,566 57	412,025 75	1,682,070 39	3,170,635 36	34,656,641 92	40,601,939 99
Saône (Haute-)	240,955 95	"	1,560,093 95	932,536 59	11,081,002 30	13,814,588 79
Saône-et-Loire	336,978 65	"	634,500 25	1,332,094 26	15,689,337 40	17,992,910 56
Sarthe	253,387 99	"	1,076,157 39	977,342 55	17,974,666 23	20,281,554 16
Savoie	193,057 09	1,424,625 17	636,894 60	762,436 86	13,253,510 63	16,270,524 35
Savoie (Haute-)	171,767 10	"	1,216,525 89	597,402 96	8,286,386 94	10,272,082 89
Seine	4,459,668 53	1 690,733 17	13,201,508 49	33,318 756 00	5,781,600 46	58,452,266 65
A reporter	23,391,336 84	30 475,915 35	90,470,190 89	113,594,489 37	1,295,732,400 44	1,553,664 332 89

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1898.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et DES TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report.....	23,391,336f 84c	30,475,915f 35c	90,470,190f 89c	113,594,489f 37c	1,295,732,400f 44c	1,553,664,332f 89c
Seine-Inférieure.....	742,133 10	2,712,678 69	2,898,108 49	2,882,500 52	49,771,773 59	59,007,194 39
Seine-et-Marne.....	295,695 11	"	695,851 82	1,283,384 61	21,780,688 59	24,055,620 13
Seine-et-Oise.....	590,108 82	"	972,722 02	2,075,135 49	40,062,378 48	43,700,344 81
Sèvres (Deux-).....	178,270 15	"	286,570 35	717,015 05	8,848,263 79	10,030,119 34
Somme.....	365,299 31	"	1,091,445 61	1,314,910 54	19,390,480 34	22,162,135 80
Tarn.....	182,321 21	"	268,556 15	736,106 65	11,487,001 96	12,673,985 97
Tarn-et-Garonne.....	147,455 42	"	158,233 29	519,907 36	8,602,189 00	9,427,785 07
Var.....	259,977 24	"	308,282 04	1,166,560 03	66,817,617 87	68,552,437 18
Vaucluse.....	153,183 36	"	392,123 44	747,618 13	9,565,049 66	10,857,974 59
Vendée.....	192,473 11	295,696 52	256,364 98	757,883 15	9,983,273 55	11,485,691 31
Vienne.....	204,164 43	"	265,046 39	788,130 25	16,212,416 54	17,469,757 61
Vienne (Haute-).....	189,095 31	"	1,280,489 85	854,160 18	11,938,821 13	14,262,566 47
Vosges.....	236,119 38	689,646 93	458,391 49	980,280 65	20,201,695 42	22,566,133 87
Yonne.....	254,123 82	"	343,307 95	1,035,003 60	12,646,021 99	14,278,457 36
TOTAUX.....	27,381,756 61	34,173,937 49	100,145,684 76	129,453,085 58	1,603,040,072 35	1,894,194,536 79

Caissier-payeur central du Trésor public.....	1,437,205,433 10
Agents comptables du Trésor.....	23,759,770 31
Comptables des finances en Algérie.....	116,427,917 77
Trésoriers-payeurs des colonies.....	79,000,566 52
Agent comptable des virements de comptes..... (*à déduire*)	10,364,510 14
TOTAL GÉNÉRAL des payements effectués pendant l'année 1898.....	3,540,223,714 35

COMPTE DE TRÉSORERIE

POUR L'ANNÉE 1898

NOTE

SUR LE COMPTE DE TRÉSORERIE.

Ainsi que l'a indiqué la note sur le compte des *opérations de l'année*, les recettes et les payements qui ont eu lieu sur tous les services pendant l'année 1898, après avoir été d'abord récapitulés dans cette première partie pour être rapprochés par la Cour des comptes des résultats de ses arrêts sur les comptes individuels des comptables, doivent être ensuite détaillés, par ordre d'opérations, dans les sections suivantes. En conséquence, les développements des contributions et revenus publics et des dépenses publiques qui précèdent sont suivis de celui des opérations de trésorerie pour compléter l'ensemble de la gestion.

Cette partie du compte général de l'Administration des finances a pour objet d'exposer, dans tous leurs détails, les émissions et les remboursements d'effets à payer, les recettes et les dépenses en compte courant, ainsi que les mouvements de fonds qui ont eu lieu, tant pour maintenir l'équilibre entre les ressources et les besoins de l'État, pendant le cours de l'année, et pour assurer dans toutes les localités l'acquittement ponctuel des dépenses publiques, que pour régulariser, en recette et en dépense, les opérations faites par les comptables pour le compte de leurs correspondants. En outre, elle résume le mouvement du service financier de l'année, en faisant connaître, pour chaque branche d'opérations, les excédents de recettes à l'aide desquels ce service a été effectué ou les excédents de dépenses auxquels il a pourvu, enfin cet ensemble de résultats se trouve justifié par la différence en augmentation ou en diminution qu'ont éprouvée les encaisses des comptables.

Indépendamment de la description détaillée de toutes les recettes et de toutes les dépenses de trésorerie pendant l'année, ainsi que des excédents qui en sont la conséquence, le présent compte comprend la situation de chaque service, c'est-à-dire les excédents de recette et de dépense au 1er janvier de l'année, lesquels, combinés avec ceux de l'année courante, justifient les soldes au 31 décembre 1898. De cette manière on a sous les yeux un tout complet qui dispense de recourir à la *Situation générale du Trésor* lorsqu'on veut connaître le résultat définitif de chaque service et qui permet de n'y relater que le résumé sommaire des opérations qui influent sur elle.

RÉSULTATS DU COMPTE DE TRÉSORERIE PENDANT L'ANNÉE 1898.

Le compte de trésorerie faisait ressortir au 1er janvier 1898, sur l'ensemble des services, un solde en excédent de recettes, représenté par les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables à la même époque, montant à		1,880,961,089f 54
Les opérations de l'année 1898 se sont élevées, en recettes, à	34,331,869,476f 58	
et en dépenses à	34,330,964,965 10	
Elles font donc ressortir un excédent de recettes de ...	904,511 48	904,511 48
En rapprochant ces deux termes, on obtient, pour résultat final, au 1er janvier 1899, un solde en excédent de recettes de		1,881,865,601 02

représenté par les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables au 31 décembre 1898.

Ce résultat est développé à la situation générale de l'Administration des finances, pages 656 à 659.

L'état général placé à la suite de la présente note résume, en recette et en dépense, le mouvement des opérations de trésorerie pendant l'année 1898.

On a cru devoir annexer au compte de trésorerie : 1° le relevé, par département, de l'ensemble des recettes et des dépenses que tous les comptables des finances ont effectuées sur le service des budgets et les services de trésorerie (services spéciaux) pendant l'année 1898, faisant ressortir l'excédent qui en est résulté, dans chaque département, pour le compte de trésorerie (autres services), soit à son avantage, soit à sa charge, et expliquant son effet sur les opérations de trésorerie ; 2° le développement, pour l'année 1898, des bons du Trésor et de divers effets à payer.

COMPTE DE TRÉSORERIE.

État général présentant le mouvement des opérations de recettes et de payements pendant l'année 1898.

PAGES de RENVOI aux développements.	DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
290 et 291	SERVICE DES BUDGETS	334,052,213f 97c	142,736,060f 99c	3,636,821,590f 44c	3,544,785,073f 12c	92,036,517f 32c	"	426,088,731f 29c	142,736,060f 99c	
		191,316,152f 98c		92,036,517f 32c		92,036,517f 32c		283,352,670f 30c		
	SERVICES DE TRÉSORERIE.									
292 à 294	Services spéciaux du Trésor	587,292,551f 55c	5,256,028,856f 16c	845,673,406f 08c	754,364,170f 50c	91,309,235f 58c	"	626,527,872f 92c	5,203,954,941f 95c	
294 et 295	Découverts et avances du Trésor	"	837,179,279 81	"	"	"	"	"	837,179,279 81	
296 et 297	Effets à payer	5,358,925,947 76	"	629,488,593 63	792,027,362 99	"	162,538,769f 36c	5,196,387,178 40	"	
298 à 317	Correspondants du Trésor	1,907,697,092 10	137,067,633 22	8,301,302,951 70	8,238,644,484 19	62,658,467 51	"	1,975,464,890 54	142,176,954 15	
318 à 345	Correspondants des comptables des finances	607,987,219 15	159,756,445 39	10,784,935,233 12	10,818,093,414 94	"	33,158,181 82	582,179,333 99	167,106,742 05	
346 et 347	Fonds particuliers des comptables des finances	61,178,173 10	35,559 17	812,582,170 35	812,151,102 54	431,067 81	"	61,640,375 76	66,694 02	
348 à 357	Avances pour divers services	"	424,801,522 05	512,653,329 59	568,662,661 80	"	56,009,332 21	"	480,810,854 26	
358 et 359	Débets de comptables	"	917,208 30	61,104 68	60,942 26	162 42	"	"	917,045 88	
358 et 359	Créances litigieuses	"	9,857 53	"	"	"	"	"	9,857 53	
362 à 377	Mouvements de fonds entre les comptables des finances	15,674,973 06	33,314,658 53	8,808,351,096 99	8,802,175,752 76	6,175,344 23	"	14,987,964 00	26,452,305 24	
	TOTAUX des services de trésorerie	8,538,755,956 72	6,849,111,020 16	30,695,047,886 14	30,786,179,891 98	160,574,277 55	251,706,283 39	8,457,187,615 61	6,858,674,684 89	
		1,689,644,936f 56c		91,132,005f 84c		91,132,005f 84c		1,598,512,930f 72c		
	TOTAUX GÉNÉRAUX	8,872,808,170f 69c	6,991,847,081f 15c	34,331,869,476f 58c	34,330,964,965f 10c	252,610,794f 87c	251,706,283f 39c	8,883,276,346f 90c	7,001,410,745f 88c	
		1,880,961,089f 54c		904,511f 48c		904,511f 48c		1,881,865,601f 02c		
	VALEURS de caisse et de portefeuille	"	1,880,961,089 54	Augmentation des valeurs de caisse et de portefeuille			904,511f 48c	"	1,881,865,601f 02c	
		8,872,808,170 69	8,872,808,170 69					8,883,276,346 90	8,883,276,346 90	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

État présentant le mouvement des budgets pendant l'année 1898.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Excédents de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Excédents de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.
SERVICE DES BUDGETS.								
Budget de l'exercice 1889	6,193,792f 43c	"	"	"	"	"	(A) 6,193,792f 43c	"
Budget de l'exercice 1892	"	9,939,759 11	"	"	"	"	"	(A) 9,939,759f 11c
Budget de l'exercice 1893	"	84,511,095 82	"	"	"	"	"	(A) 84,511,095 82
Budget de l'exercice 1894	"	21,654,615 90	"	"	"	"	"	(A) 21,654,615 90
Budget de l'exercice 1895	"	17,903,459 50	"	"	"	"	"	(A) 17,903,459 50
Budget de l'exercice 1896	"	8,727,130 66	"	"	"	"	"	(A) 8,727,130 66
Budget de l'exercice 1897	323,270,539 42	"	83,808,487f 31c	407,079,026f 73c	"	(B) 323,270,539f 42c	"	"
Budget de l'exercice 1897 : Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1897 à attribuer au remboursement des dettes du Trésor à l'égard de villes ou services. (*Loi du 13 avril 1898.*)	4,561,358 77	"	"	4,561,358 77	"	(B) 4,561,358 77	"	"
Budget de l'exercice 1898	26,523 35	"	3,552,983,134 22	3,133,144,647 72	419,838,486f 50c	"	(C) 419,865,009 85	"
Budget de l'exercice 1899	"	"	29,968 91	39 90	29,929 01	"	29,929 01	"
	334,052,213 97	142,736,060 99	3,636,821,590 44	3,544,785,073 12	419,868,415 51	327,831,898 19	426,088,731 29	142,736,060 99
	191,316,152f 98c		92,036,517f 32c		92,036,517f 32c		283,352,670f 30c	

OBSERVATIONS.

(A). On continue à laisser figurer aux divers budgets où ils ressortent les excédents de recettes et de dépenses dont l'application aux découverts, quoique proposée dans les projets de loi de règlement, ne peut être effectuée définitivement par l'Administration des finances qu'après le vote par le Parlement des lois des comptes de ces budgets.

(B) Exercice 1897. — Cet exercice qui présentait au 1er janvier 1898, un excédent des recettes sur les dépenses de 327,931,898f 19c fait ressortir un excédent final de recette de..... 4,561,358f 77

La loi du 13 avril 1898 (art. 99) a autorisé le Ministre des finances à employer cet excédent au remboursement, avec les intérêts et les frais, des capitaux compris dans les annuités visées à l'article 13 de la loi du 19 juin 1897.

On a, en conséquence, doté de pareille somme le compte d'avances pour divers services, *caissier-payeur central s/c de paiements à régulariser*, qui avait supporté provisoirement ces dépenses..... 4,561,358 77

(C) Exercice 1898. — Au 31 décembre 1897 cet exercice présentait un excédent de recettes de..... 26,523f35c qu'il y a lieu d'ajouter à l'excédent des recettes sur les payements de l'année 1898. 419,838,486 50

Excédent de recettes au 31 décembre 1898..... 419,865,009 85

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pendant l'année 1898.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. EXCÉDENTS de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
	§ 1er.									
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	316,644,720f 55c	"	21,099,982f 27c	34,105,992f 22c	"	13,006,009f 95c	301,638,710f 60c	"	
2	Services départementaux de l'Algérie	4,904,447 78	"	28,364,828 63	28,128,842 10	235,986f 53c	"	5,140,434 31	"	
3	Service local des colonies	19,582,935 77	"	113,526,980 94	115,216,388 85	"	1,689,407 91	17,893,527 86	"	
4	Avances faites par l'État au service local des colonies	"	159,907f 33c	50,000 00	"	50,000 00	"	"	100,907f 33c	
5	Caisse de réserve du service local des colonies	4,106,763 52	"	2,629,169 71	2,289,947 46	339,222 25	"	4,445,985 77	"	
6	Avance au budget de la Guadeloupe pour réparer les dégâts du tremblement de terre du 29 avril 1897	"	"	"	1,000,000 00	"	1,000,000 00	"	1,000,000 00	
7	Avance au budget local de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone du 27-28 février 1898	"	"	"	107,622 08	"	107,622 08	"	107,622 08	
8	Prêts faits à l'industrie	"	1,635,702 56	52,965 44	"	52,965 44	"	"	1,582,737 12	
9	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	10,858,711 99	"	21,012,866 10	23,997,101 51	"	2,984,235 41	7,874,476 58	"	
10	Liquidation de la dernière liste civile et du domaine privé, s/c provisoire	"	134,756 00	"	"	"	"	"	134,756 00	
11	Trésor public, s/c d'opérations faites par la liste civile impériale pour le compte de l'État	"	843,684 88	"	"	"	"	"	843,684 88	
12	Réorganisation des défenses de Calais	"	7,615,989 16	53,267 56	"	53,267 56	"	"	7,562,721 60	
13	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	16,493 69	"	"	"	"	"	16,493 69	"	
14	Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions	84,959,304 07	"	9,441,729 60	8,842,000 00	599,729 60	"	85,559,033 67	"	
15	Avances faites au Trésor par la Banque de France	5,388 03	"	"	"	"	"	5,388 03	"	
16	Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts	"	280,801,080 66	30,018,430 31	"	30,018,430 31	"	"	250,782,650 35	
17	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	"	2,297,599 11	354,204 68	697,551 27	"	343,346 59	"	2,640,945 70	
18	Fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï	669 05	"	"	"	"	"	669 05	"	
19	Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	80,371,086 00	"	"	"	"	"	80,371,086 00	"	
20	Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Loi des 2 et 14 janvier 1890.)	927,613 09	"	245,995 23	581,468 42	"	335,473 19	592,139 90	"	
21	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	8,001,040 07	"	500,000 00	6,907,381 27	"	6,407,381 27	1,593,658 80	"	
22	Produit de la vente des matières remises par le service de la marine	63,942 30	"	"	"	"	"	63,942 30	"	
23	Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o (1891)	88,348 30	"	"	"	"	"	88,348 30	"	
24	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	18,183,183 08	"	388,110,318 83	390,719,709 71	"	2,609,390 88	15,573,792 20	"	
25	Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	"	94,260,301 59	2,353,530 82	"	2,353,530 82	"	"	91,906,770 77	
26	Remboursement des rentes 4 1/2 p. o/o non converties	447 10	"	"	"	"	"	447 10	"	
27	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	576,530 20	"	2,216,681 04	2,214,669 89	2,011 15	"	578,541 35	"	
28	Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition de 1900)	"	"	"	"	"	"	"	"	
29	Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	926 96	"	9,036,757 11	8,103,708 18	933,048 93	"	933,975 89	"	
30	Taxe de raffinage et de fabrication des sucres affectée au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897	"	"	14,793,528 66	17,704,614 90	"	2,911,086 24	"	2,911,086 24	
31	Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France	40,000,000 00	"	"	"	"	"	40,000,000 00	"	
32	Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897)	"	"	4,237,221 52	"	4,237,221 52	"	4,237,221 52	"	
33	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires	"	"	142,808 97	53,827,172 64	"	53,684,363 67	"	53,684,363 67	
34	Produits de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	"	"	59,920,000 00	"	59,920,000 00	"	59,920,000 00	"	
	TOTAUX du § 1er. (A reporter.)	587,292,551 55	387,740,021 29	708,161,267 42	694,444,170 50	98,795,414 11	85,078,317 19	626,527,872 92	413,258,245 74	
		199,552,530f 26c		13,717,096f 92c		13,717,096f 92c		213,269,627f 18c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de *l'État de développement des SERVICES SPÉCIAUX DU Trésor pendant l'année 1898.*

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
	REPORTS du § 1er	587,292,551f 55c	387,740,021f 20c	708,161,267f 42c	694,444,170f 50c	98,795,414f 11c	85,078,317f 19c	626,527,872f 92c	413,258,245f 74c	
	§ 2.									
35	Trésor public, s/c de bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire	"	891,569 05	"	"	"	"	"	891,569f 05c	
36	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	"	268,470,897 92	15,792,405 76	"	15,792,405 76	"	"	252,678,492 16	
37	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale algérienne. (Lois des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	"	77,306,867 50	77,306,867 50	"	77,306,867 50	"	"	"	
38	Trésor public, s/c de rentes 3 p. o/o amortissables	"	3,886,662,000 00	24,914,500 00	"	24,914,500 00	"	"	3,861,747,500 00	
39	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Lois des 26 juillet 1893, art. 56 et 28 décembre 1895, art. 47.)	"	243,057,500 40	9,348,365 40	"	9,348,365 40	"	"	233,709,135 00	
40	Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	"	391,900,000 00	10,150,000 00	"	10,150,000 00	"	"	381,750,000 00	
41	Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	"	"	"	59,920,000 00	"	59,920,000 00	"	59,920,000 00	
	TOTAUX du § 2	"	4,868,288,834 87	137,512,138 66	59,920,000 00	137,512,138 66	59,920,000 00	"	4,790,696,696 21	
		4,868,288,834f 87c		77,592,138f 66c		77,592,138f 66c		4,790,696,696f 21c		
	TOTAL des services spéciaux	587,292,551 55	5,256,028,856 16	845,673,406 08	754,364,170 50	236,307,552 77	144,998,317 19	626,527,872 92	5,203,954,941 95	
		4,668,736,304f 61c		91,309,235f 58c		91,309,235f 58c		4,577,427,069f 03c		

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR, d'après les écritures des comptables, pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. EXCÉDENTS de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. EXCÉDENTS de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	OBSERVATIONS.
Découverts et avances du Trésor	"	837,179,279f 81c	"	"	"	"	"	837,179,279f 81c	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des EFFETS À PAYER pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° BONS DU TRÉSOR.									
Bons du Trésor remis à la Banque de France	180,000,000f 00c	"	"	"	"	"	180,000,000f 00c	"	
Bons du Trésor remis à divers particuliers. — Bons ordinaires	98,886,416 25	"	204,242,985f 15c	223,715,871f 20c	"	19,472,886f 05c	79,413,530 20	"	
TOTAUX	278,886,416 25	"	204,242,985 15	223,715,871 20	"	19,472,886 05	259,413,530 20	"	
	278,886,416f 25c		19,472,886f 05c		19,472,886f 05c		259,413,530f 20c		
2° ANNUITÉS, BONS ET OBLIGATIONS.									
Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	"	"	59,920,000f 00c		59,920,000f 00c	"	59,920,000f 00c	"	
Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	268,470,897f 92c	"	"	15,792,405f 76c	"	15,792,405f 76c	252,678,492 16	"	
Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	77,306,867 50	"	"	77,306,867 50	"	77,306,867 50	"	"	
Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 26 juillet 1893, art. 56, et 28 décembre 1895, art. 47.)	243,057,500 40	"	"	9,348,365 40	"	9,348,365 40	233,709,135 00	"	
Obligations du Trésor public à court terme. (Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.) Renouvellement.	177,410,904 78	"	"	64,320,000 00	"	64,320,000 00	113,090,904 78	"	
Obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	391,900,000 00	"	"	10,150,000 00	"	10,150,000 00	381,750,000 00	"	
Rentes 3 p. 0/0 amortissables	3,886,997,500 00	"	"	24,890,000 00	"	24,890,000 00	3,862,107,500 00	"	
TOTAUX	5,045,143,670 60	"	59,920,000 00	201,807,638 66	59,920,000 00	201,807,638 66	4,903,256,031 94	"	
	5,045,143,670f 60c		141,887,638f 66c		141,887,638f 66c		4,903,256,031f 94c		
3° TRAITES.									
Traites du caissier-payeur central du Trésor sur lui-même	18,188,800f 00c	"	23,150,000f 00c	22,116,400f 00c	1,033,600f 00c	"	19,222,400f 00c	"	
Traites tirées sur le Trésor par le Ministre des affaires étrangères pour le service des chancelleries diplomatiques et consulaires	744,890 69	"	4,006,573 11	4,078,716 21	"	72,143f 10c	672,747 59	"	
TOTAUX	18,933,690 69	"	27,156,573 11	26,195,116 21	1,033,600 00	72,143 10	19,895,147 59	"	
	18,933,690f 69c		961,456f 90c		961,456f 90c		19,895,147f 59c		
4° MANDATS.									
Mandats du Trésor sur les comptables	"	"	1,062,500f 00c	989,000f 00c	73,500f 00c	"	73,500f 00c	"	
Mandats tirés sur le Trésor par les trésoriers-payeurs généraux et autres comptables	11,963,519f 80c	"	287,893,996 24	290,982,085 84	"	3,088,089f 60c	8,875,430 20	"	
Mandats du Trésor sur les trésoriers-payeurs généraux	16,551 75	"	1,257,639 82	1,247,199 57	10,440 25	"	26,992 00	"	
Mandats des trésoriers-payeurs en Algérie sur leurs préposés	134,642 68	"	2,190,592 43	2,202,510 32	"	11,917 89	122,724 79	"	
Mandats des trésoriers-payeurs en Algérie sur leurs collègues	6,942 78	"	210,321 59	205,259 23	5,062 36	"	12,005 14	"	
Mandats des préposés des trésoriers-payeurs en Algérie	60,894 38	"	3,747,340 54	3,718,142 41	29,198 13	"	90,092 51	"	
Mandats du payeur général des armées sur ses préposés	38,373 22	"	"	38,373 22	"	38,373 22	"	"	
Mandats des préposés sur le payeur général des armées	513,733 87	"	"	513,703 87	"	513,703 87	30 00	"	
Mandats des trésoriers-payeurs des colonies sur les trésoriers particuliers et les préposés	1,599,039 16	"	17,067,292 97	16,606,693 85	460,599 12	"	2,059,638 28	"	
Mandats des trésoriers particuliers et préposés sur les trésoriers-payeurs des colonies	1,612,143 64	"	22,812,934 81	21,993,099 33	819,835 48	"	2,431,979 12	"	
Divers corps de troupes. L/c de transmission de fonds	"	"	1,926,416 97	1,796,340 34	130,076 63	"	130,076 63	"	
Mandats du payeur du Tonkin sur les préposés	2,653 76	"	"	2,653 76	"	2,653 76	"	"	
Mandats des préposés sur le payeur du Tonkin	13,675 18	"	"	13,675 18	"	13,675 18	"	"	
TOTAUX	15,962,170 22	"	338,169,035 37	340,308,736 92	1,528,711 97	3,668,413 52	13,822,468 67	"	
	15,962,170f 22c		2,139,701f 55c		2,139,701f 55c		13,822,468f 67c		
RÉCAPITULATION DES EFFETS À PAYER.									
1° Bons du Trésor	278,886,416f 25c	"	204,242,985f 15c	223,715,871f 20c	"	19,472,886f 05c	259,413,530f 20c	"	
2° Annuités, bons et obligations	5,045,143,670 60	"	59,920,000 00	201,807,638 66	59,920,000f 00c	201,807,638 66	4,903,256,031 94	"	
3° Traites	18,933,690 69	"	27,156,573 11	26,195,116 21	1,033,600 00	72,143 10	19,895,147 59	"	
4° Mandats	15,962,170 22	"	338,169,035 37	340,308,736 92	1,528,711 97	3,668,413 52	13,822,468 67	"	
TOTAUX	5,358,925,947 76	"	629,488,593 63	792,027,362 99	62,482,311 97	225,021,081 33	5,196,387,178 40	"	
TOTAUX GÉNÉRAUX	5,358,925,947f 76c		162,538,769f 36c		162,538,769f 36c		5,196,387,178f 40c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 1er. — DIVERS SERVICES PUBLICS.									
Communes et établissements publics, *t/c* de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Ville de Paris	56,043,851f 23c	"	56,207,777f 56c	87,781,302f 72c	"	31,573,525f 16c	24,470,326f 07c	"	
Communes et établissements publics, *t/c* de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Départements	305,525,119 66	"	347,557,935 53	351,173,329 45	"	3,615,393 92	301,909,725 74	"	
Divers établissements *t/c* de fonds placés au Trésor sans intérêts	939,380 00	"	3,013,336 99	3,018,758 88	"	5,421 89	933,958 11	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* courant avec le Trésor	163,457,227 19	"	1,266,018,408 86	1,216,467,369 53	49,551,039f 33c	"	213,008,266 52	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés des caisses d'épargne	84,111,312 15	"	314,934,805 69	301,997,858 54	12,936,947 15	"	97,048,259 30	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés de la caisse nationale d'épargne	48,768,822 83	"	98,645,714 42	99,291,806 03	"	646,091 61	48,122,731 22	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse	49,053,554 15	"	87,383,823 13	88,486,814 52	"	1,102,991 39	47,950,562 76	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* des caisses d'assurances chez les receveurs des postes et des télégraphes	721 05	"	10,612 14	11,333 19	"	721 05	"	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse chez les receveurs des postes et des télégraphes — Versements en numéraire	173,639 00	"	1,339,001 80	1,306,684 80	32,317 00	"	205,956 00	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse chez les receveurs des postes et des télégraphes — Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	"	137f 00c	718 00	677 00	41 00	"	"	96f 00c	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de la dotation de la caisse nationale d'épargne	"	7,357,980 76	"	3,044,882 18	"	3,044,882 18	"	10,402,862 94	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez l'agent comptable de la caisse nationale d'épargne	"	41,410,842 07	102,336,688 21	98,645,714 42	3,690,973 79	"	"	37,719,868 28	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez les trésoriers-payeurs généraux	674,227 81	"	601,468,439 26	601,960,339 43	"	491,900 17	182,327 64	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez les trésoriers-payeurs en Algérie	38,330 35	"	18,078,935 87	17,958,345 85	120,590 02	"	158,920 37	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez les payeurs des armées	3,351 84	"	"	3,351 84	"	3,351 84	"	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez l'agent comptable du Trésor à Tunis	"	"	831,213 39	823,780 97	7,432 42	"	7,432 42	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez les trésoriers-payeurs des colonies	35,949 32	"	7,019,296 00	6,931,629 25	87,666 75	"	123,616 07	"	
Gouvernement beylical, *s/c* de fonds déposés au Trésor	1,976,051 63	"	22,898,711 50	20,722,790 17	2,175,921 33	"	4,151,972 96	"	
Imprimerie nationale	900,000 00	"	2,200,000 00	2,750,000 00	"	550,000 00	350,000 00	"	
Divers corps de troupes de la guerre et de la marine, *t/c* de fonds déposés au Trésor	14,867,604 48	"	13,950,200 00	14,711,211 48	"	761,011 48	14,106,593 00	"	
Colis postaux	"	"	4,730 61	4,730 61	"	"	"	"	
Solde des comptes avec les offices étrangers	"	2,390,041 10	20,077,619 60	17,447,204 73	2,630,414 87	"	240,373 69	"	
Bons de poste. (Loi du 28 juin 1882.)	17,022,380 00	"	48,163,660 00	39,612,572 00	8,551,088 00	"	25,573,468 00	"	
Taxe de change sur les mandats de poste de 200 francs et au-dessus émis en Algérie à destination de la France ou de ses colonies	"	"	3,784 80	1,005 05	2,779 75	"	2,779 75	"	
Divers, *t/c* de dépôts de valeurs à rembourser par les receveurs des postes et des télégraphes (mandats français)	14,639,533 40	"	867,219,793 47	864,220,816 75	2,998,976 72	"	17,638,510 12	"	
Divers, *t/c* de dépôts de valeurs payables à l'étranger	17,600,007 82	"	43,042,730 09	39,998,357 82	3,044,372 27	"	20,644,380 09	"	
Divers offices étrangers, *t/c* de valeurs payées par les receveurs des postes et des télégraphes	"	16,387,722 99	40,643,237 05	46,703,103 40	"	6,059,866 35	"	22,447,589 34	
Service départemental (budget de l'exercice 1897)	76,321,224 11	"	49,212,255 23	125,533,479 34	"	76,321,224 11	"	"	
Service départemental (budget de l'exercice 1898)	"	"	351,352,862 11	274,678,491 82	76,674,370 29	"	76,674,370 29	"	
Service départemental (opérations hors budget)	99,609 63	"	18,812,540 76	18,233,202 72	579,338 04	"	678,947 67	"	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* courant avec le Trésor	8,080,502 56	"	16,211,281 70	16,299,677 03	"	88,395 33	7,992,107 23	"	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* courant avec le Trésor	4,666,442 62	"	28,112,444 89	28,117,087 66	"	4,642 77	4,661,799 85	"	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* chez les trésoriers-payeurs en Algérie	"	134,270 75	347,007 53	291,196 50	55,811 03	"	"	78,459 72	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* chez les trésoriers-payeurs des colonies	102,271 04	"	575,797 68	777,909 80	"	202,112 12	"	99,841 98	
Totaux du § 1er	365,101,113 87	67,680,999 73	4,427,675,363 87	4,389,006,815 48	163,140,079 76	124,471,531 37	906,837,384 87	70,748,717 36	
	797,420,119f 12c		38,668,548f 39c		38,668,548f 39c		836,088,667f 51c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 2. — ÉTABLISSEMENTS PARTICULIERS. (Fonds déposés au Trésor.)									
Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations anglaises	24,291f 00c	"	55,199f 02c	71,274f 79c	"	16,075f 77c	8,215f 23c	"	
Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations écossaises	11,202 68	"	59,340 04	50,157 59	9,182f 45c	"	20,385 13	"	
Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations irlandaises	116,211 85	"	116,724 30	102,661 37	14,062 93	"	130,274 78	"	
Service des pompes funèbres	1,219,782 31	"	611,347 01	510,000 00	101 347 01	"	1,321,129 32	"	
Crédit foncier, *s/c* courant n° 2	8,174,110 62	"	111,236 66	3,000,000 00	"	2,888,763 34	5,285,347 28	"	
TOTAUX du § 2	9,545,598 46	"	953,847 03	3,734,093 75	124,592 39	2,904,839 11	6,765,351 74	"	
	9,545,598f 46c		2,780,246f 72c		2,780,246f 72c		6,765,351f 74c		
§ 3. — FONDS À REMBOURSER À DIVERS.									
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de recettes à lui verser pour divers services spéciaux	69,307f 45c	"	258,048f 24c	285,997f 53c	"	27,949f 29c	41,358f 16c		
Divers, *s/c* de dépôts de valeurs à recouvrer dans les départements et les colonies	804,732 29	"	53,845,107 41	53,677,258 24	167,849f 17c	"	972.581 46	"	
Ex-trésoriers-payeurs généraux, *s/c* d'avances à leur rembourser	271,288 49	"	1,023,805 89	1,140,335 82	"	116,529 93	154,758 56	"	
Divers, *s/c* d'arrérages de rentes départementales à payer à Paris	35,230 00	"	1,715,516 62	1,712,239 37	3,277 25	"	38,507 25	"	
Divers, *s/c* d'arrérages de valeurs du Trésor (certificats nominatifs)	"	"	12,148,575 00	12,082,200 00	66,375 00	"	66,375 00	"	
Divers, *s/c* de réalisation d'arrérages de valeurs déposées au Trésor	"	"	"	"	"	"	"	"	
Divers, *s/c* d'arrérages de rentes déposées	"	"	309,920,303 55	309,920,303 55	"	"	"	"	
Divers, *s/c* de quittances de rentes visées par la Dette inscrite	5,935 88	"	"	2,082 00	"	2,082 00	3,853 88	"	
Divers, *s/c* d'arrérages de rentes payables dans les départements	3 38	"	"	3 38	"	3 38	"	"	
Divers, *s/c* de coupons indûment détachés — sur obligations départementales	81 00	"	"	36 00	"	36 00	45 00	"	
Divers, *s/c* de coupons indûment détachés — sur obligations du Trésor	1,280 00	"	"	70 00	"	70 00	1,210 00	"	
Divers, *s/c* de coupons indûment détachés — sur bons de liquidation	1,175 00	"	"	912 50	"	912 50	262 50	"	
TOTAUX du § 3	1,189,033 49	"	378,911,356 71	378,821,438 39	237,501 42	147,583 10	1,278,951 81	"	
	1,189,033f 49c		89,918f 32c		89,918f 32c		1,278 951f 81c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 4. — COMPTES DE DIVERS AVEC LES RECEVEURS DES REVENUS INDIRECTS.									
1° *Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France.*									
Budget de l'artillerie, *s/c* de recouvrements	62f 06c	"	"	"	"	"	62f 06c	"	
Legs Giffard, *s/c* d'emploi de fonds	4,873 83	"	82,807f 44c	75,069f 49c	7,737f 95c	"	12,611 78	"	
Administration des postes et des télégraphes, *s/c* avec les receveurs de l'enregistrement	0 60	"	12 60	12 60	"	"	0 60	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* intermédiaire avec les receveurs de l'enregistrement	687 50	"	3,535,697 92	3,536,307 22	"	609f 30c	78 20	"	
Divers, *t/c* de frais d'assistance judiciaire	50,345 53	"	599,445 86	602,924 48	"	3,478 62	46,866 91	"	
Établissements d'aliénés, *t/c* de recouvrements de pensions	2,310 25	"	105,572 46	106,242 71	"	670 25	1,640 00	"	
Légion d'honneur, *s/c* avec les receveurs de l'enregistrement	"	"	9,302 00	930 00	8,372 00	"	8,372 00	"	
Retenues au profit des asiles nationaux	"	"	141 12	141 12	"	"	"	"	
Produit de l'aliénation d'immeubles militaires à classer	"	"	128,477 65	128,477 65	"	"	"	"	
Produit des passages à cheval et en voiture dans le parc de Saint-Cloud	"	"	15,686 50	15,686 50	"	"	"	"	
Caisse nationale d'épargne. — Versement du produit des ventes	"	"	687 11	687 11	"	"	"	"	
Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation des services militaires	"	"	14,171 67	14,171 67	"	"	"	"	
Vente du matériel du service local des colonies	"	"	57 68	57 68	"	"	"	"	
Exposition universelle de 1900	"	"	142 85	142 85	"	"	"	"	
TOTAUX du 1°	58,279 77	"	4,492,202 86	4,480,851 08	16,109 95	4,758 17	69,631 55	"	
	58,279f 77c		11,351f 78c		11,351f 78c		69,631f 55c		
2° *Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie.*									
Règlement des indemnités accordées aux victimes des incendies de forêts de 1881	"	"	510,738f 31c	210,738f 31c	"	"		"	
Droits perçus à titre de dépôts en exécution du décret du 30 novembre 1897. (Propriété indigène.)	"	"	49 60	2 80	46f 80c	"	46f 80c	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* intermédiaire avec les receveurs de l'enregistrement en Algérie	177f 13c	"	275,620 93	275,730 51	"	109f 58c	67 55	"	
Divers, *t/c* de frais d'assistance judiciaire	8,389 66	"	19,539 43	20,497 77	"	958 34	7,431 32	"	
Agence judiciaire du Trésor	1,232 00	"	2,000 19	3,232 19	"	1,232 00	"	"	
Fonds versés par divers à titre de dépôt	137,755 31	"	734,437 27	663,095 29	71,341 98	"	209,097 29	"	
Fonds provenant du Beit-el-Mal	697,066 49	"	75,704 62	141,006 17	"	65,301 55	631,764 94	"	
Certificats de propriété pour l'immatriculation des rentes françaises. (Droit complémentaire de 2 fr. 25)	4 20	"	96 60	87 15	9 45	"	13 65	"	
Produit de l'aliénation d'immeubles militaires à classer	"	"	581,507 79	579,707 79	1,800 00	"	1,800 00	"	
Prix de vente des forêts de chênes-liège	183,082 79	"	1,605,034 53	1,696,434 81	"	91,400 28	91,682 51	"	
Établissements d'aliénés, *t/c* de recouvrements de pensions	"	"	258 50	258 50	"	"	"	"	
Produits de bois en litige	"	"	24 00	24 00	"	"	"	"	
TOTAUX du 2°	1,027,707 58	"	3,805,011 77	3,890,815 29	73,198 23	159,001 75	941,904 06	"	
	1,027,707f 58c		85,803f 52c		85,803f 52c		941,904f 06c		
A reporter	1,085,987f 35c	"	8,297,214f 63c	8,371,666f 37c	89,308f 18c	163,759f 92c	1,011,535f 61c	"	

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Correspondants du Trésor pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 4. — Suite des Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.									
Report	1,085,987f 35c	"	8,297,214f 63c	8,371,666f 37c	89,308f 18c	163,759f 92c	1,011,535f 61c	"	
3° *Receveurs des douanes en France.*									
Fonds de retenues pour l'habillement, le service de santé et le casernement des préposés de brigade	2,123,677f 55c	"	3,015,687f 77c	2,983,961f 64c	31,726f 13c	"	2,155,403f 68c	"	
Primes de captures (saisies de tabacs et arrestations de fraudeurs et de déserteurs)	3,797 33	"	42,963 11	43,191 21	"	228f 10c	3,569 23	"	
Sommes afférentes aux préposés des douanes dans les saisies faites à la requête des autres administrations	5,845 20	"	10,226 98	10,707 89	"	480 91	5,364 29	"	
Consignations en garantie de droits de douane ou pour tenir lieu des cautionnements	6,851,609 17	"	102,595,791 47	105,184,725 59	"	2,588,934 12	4,262,675 05	"	
Recouvrements faits pour des tiers	244,212 66	"	7,957,186 21	7,921,591 88	35,594 33	"	279,806 99	"	
Fonds particuliers de divers et recettes à classer	530,782 55	"	157,133,946 77	156,958,836 49	175,110 28	"	705,892 83	"	
Totaux du 3°	9,759,924 46	"	270,755,802 31	273,103,014 70	242,430 74	2,589,643 13	7,412,712 07	"	
	9,759,924f 46c		2,347,212f 39c		2,347,212f 39c		7,412,712f 07c		
4° *Receveurs des douanes en Algérie.*									
Fonds de retenues pour l'habillement, le service de santé et le casernement des préposés de brigade	149,500f 04c	"	152,759f 92c	177,384f 83c	"	24,624f 91c	124,875f 13c	"	
Primes de captures (saisies de tabacs et arrestations de fraudeurs et de déserteurs)	26 66	"	480 00	405 00	75f 00c	"	101 66	"	
Sommes afférentes aux préposés des douanes dans les saisies faites à la requête des autres administrations	14 80	"	324 91	309 06	15 85	"	30 65	"	
Consignations en garantie des droits de douane ou pour tenir lieu de cautionnements	80,832 63	"	2,549,177 48	2,517,303 81	31,873 67	"	112,706 30	"	
Recouvrements faits pour des tiers	1,529,592 72	"	7,235,756 76	7,008,726 22	227,030 54	"	1,756,623 26	"	
Fonds particuliers de divers et recettes à classer	5,374 53	"	3,399,662 83	3,397,783 23	1,879 60	"	7,254 13	"	
Totaux du 4°	1,765,341 38	"	13,338,161 90	13,101,912 15	260,874 66	24,624 91	2,001,591 13	"	
	1,765,341f 38c		236,249f 75c		236,249f 75c		2,001,591f 13c		
5° *Receveurs des contributions indirectes.*									
Consignations	118,238f 22c	"	852,173f 49c	825,696f 91c	26,476f 58c	"	144,714f 80c	"	
Fonds à rembourser à divers et recettes à classer	10,113,157 91	"	1,088,225,295 61	1,085,738,775 02	2,486,520 59	"	12,599,678 50	"	
Recouvrements pour des tiers	220,056 86	"	13,558 573 84	13,542,122 68	16,451 16	"	236,508 02	"	
Totaux du 5°	10,451,452 99	"	1,102,636,042 94	1,100,106,594 61	2,529,448 33	"	12,980,901 32	"	
	10,451,452f 99c		2,529,448f 33c		2,529,448f 33c		12,980,901f 32c		
6° *Receveurs des contributions diverses en Algérie.*									
Cautionnements des assujettis à la licence (Boissons et tabacs)	815,460f 00c	"	396,585f 00c	385,530f 00	11,055f 00c	"	826,515f 00c	"	
Amendes et confiscations pour contraventions aux droits du Trésor	"	"	"	"	"	"	"	"	
Fonds particuliers reçus de divers	12,940,429 54	"	49,140,150 34	47,517,971 55	1,622,178 79	"	14,562,608 33	"	
Contribution foncière sur les propriétés bâties à répartir	"	"	3,944,319 90	3,944,319 90	"	"	"	"	
Contributions arabes à répartir	"	"	16,271,769 63	16,271,769 63	"	"	"	"	
Contribution des patentes à répartir	"	"	2,376,975 74	2,376,975 74	"	"	"	"	
Excédents de versements sur contributions directes	5,545 18	"	67,222 10	61,529 87	5,692 23	"	11,237 41	"	
Taxe pour la constitution de la propriété individuelle indigène	302,937 08	"	774,215 77	741,218 62	32,997 15	"	335,934 23	"	
Consignations concernant le service de la propriété individuelle indigène	33,475 61	"	64,484 61	25,060 13	39,424 48	"	72,900 09	"	
Mandats du Trésor remis à divers	9,027 00	"	346,035 00	355,062 00	"	9,027f 00c	"	"	
Totaux du 6°	14,106,874 41	"	73,381,758 09	71,679,437 44	1,711,347 65	9,027 00	15,809,195 06	"	
	14,106,874f 41c		1,702,320f 65c		1,702,320f 65c		15,809,195f 06c		
A reporter	37,169,580f 59c	"	1,468,408,979f 87c	1,466,362,625f 27c	4,833,409f 56c	2,787,054f 96c	39,215,935f 19c	"	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 4. — Suite des COMPTES DE DIVERS AVEC LES RECEVEURS DES REVENUS INDIRECTS.									
Report	37,169,580f 59c	"	1,468,408,979f 87c	1,466,362,625f 27c	4,833,409f 56c	2,787,054f 96c	39,215,935f 19c	"	
7° Receveurs des postes et des télégraphes en France.									
Recouvrements effectués pour le compte de l'administration des douanes	"	"	849f 99c	849f 99c	"	"	"	"	
Remises sur opérations effectuées pour le compte de l'administration des douanes	"	"	31 70	31 70	"	"	"	"	
Remises aux agents sur les recouvrements de valeurs	"	"	1,555,308 95	1,555,308 95	"	"	"	"	
Articles d'argent indûment payés	235f 67c	"	32 00	122 00	"	90f 00c	145f 67c	"	
Abonnements au *Bulletin mensuel des postes et des télégraphes*	3,246 75	"	3,792 55	3,251 25	541f 30c	"	3,788 05	"	
Abonnements au *Bulletin des lois*, au *Moniteur des communes* et au *Bulletin des arrêts de la Cour de cassation*	690 10	"	1,018 80	1,152 85	"	134 05	556 05	"	
Provisions en garantie du remboursement de travaux	150,609 37	"	222,824 32	143,565 71	79,258 61	"	229,867 98	"	
Consignations pour protêts, payements, remises et remboursements	4,671 35	"	88,164 10	88,482 16	"	318 06	4,353 29	"	
Contributions diverses à titre de fonds de concours pour concessions de lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	734 00	"	118,566 32	118,943 30	"	376 98	357 02	"	
Caisse nationale d'épargne. — Versements	30,206,959 04	"	349,036,928 73	348,103,542 60	933,386 13	"	31,140,345 17	"	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements français	"	27,820,946f 96c	333,693,445 23	335,768,542 04	"	2,075,096 81	"	29,896,043f 77c	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements internationaux	"	10,592 65	316,057 25	328,132 39	"	12,075 14	"	22,667 79	
Caisse nationale d'épargne. — Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	"	7,069 00	75,138 00	74,449 00	689 00	"	"	6,380 00	
Caisse nationale d'épargne. — Solde des comptes internationaux	"	"	7,049 47	7,049 47	"	"	"	"	
Service des téléphones. — Diverses communes, *l/c* de surtaxes téléphoniques	16,822 63	"	11,131 75	10,171 70	960 05	"	17,782 68	"	
Service des téléphones. — Diverses villes, *l/c* pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques	"	6,628,251 25	1,612,050 00	1,662,819 10	"	50,769 10	"	6,679,020 35	
Service des téléphones. — Avances faites par les villes pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques et des lignes interurbaines	7,024,749 94	"	1,666,810 00	1,431,710 13	235,099 87	"	7,259,849 81	"	
Service des téléphones. — Part contributive des abonnés aux frais de premier établissement de leurs lignes	1,053 96	"	994,181 04	994,685 28	"	504 24	549 72	"	
TOTAUX du 7°	37,409,772 81	34,466,859 86	689,403,380 20	690,292,809 62	1,249,934 96	2,139,364 38	38,657,595 44	36,604,111 91	
	2,942,912f 95c		889,429 42		889,429f 42c		2,053,483f 53c		
8° Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie.									
Remises aux agents sur les recouvrements de valeurs	"	"	79,638f 60c	79,638f 60c	"	"	"	"	
Abonnements au *Bulletin mensuel des postes et des télégraphes*	7f 20c	"	66 60	7 20	59f 40c	"	66f 60c	"	
Abonnements au *Bulletin des lois*, au *Moniteur des communes* et au *Bulletin des arrêts de la Cour de cassation*	90 60	"	40 10	92 20	"	52f 10c	38 50	"	
Provisions en garantie du remboursement de travaux	19,000 00	"	57,000 00	76,000 00	"	19,000 00	"	"	
Articles d'argent indûment payés	10 00	"	"	"	"	"	10 00	"	
Consignations pour protêts, payements, remises et remboursements	72 00	"	1,482 10	1,469 10	13 00	"	85 00	"	
Contributions diverses à titre de fonds de concours pour la concession de lignes télégraphiques d'intérêt privé	"	"	760 00	760 00	"	"	"	"	
Caisse nationale d'épargne. — Versements	647,134 67	"	9,834,622 18	9,680,957 38	153,664 80	"	800,799 47	"	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements français	"	725,143f 79c	8,140,220 50	8,049,768 90	90,451 60	"	"	634,692f 15c	
Caisse nationale d'épargne. — Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	"	198 00	4,977 00	5,158 00	"	181 00	"	379 00	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements internationaux	"	"	1,831 65	1,831 65	"	"	"	"	
Service des téléphones. — Diverses communes, *l/c* de surtaxes téléphoniques	572 25	"	251 00	577 08	"	326 08	246 17	"	
Service des téléphones. — Avances faites par les villes pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques et des lignes interurbaines	83,302 20	"	17,300 00	15,728 18	1,571 82	"	84,874 02	"	
Service des téléphones. — Diverses villes, *l/c* pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques	"	80,127 95c	18,931 78	17,300 00	1,631 78	"	"	78,496 17	
Service des téléphones. — Part contributive des abonnés aux frais de premier établissement de leurs lignes	"	"	18,313 50	18,313 50	"	"	"	"	
TOTAUX du 8°	750,188 92	805,469 70	18,175,435 01	17,947,601 79	247,392 40	19,559 18	886,119 76	713,567 32	
	55,280f 78c		227,833f 22c		227,833f 22c		172,552f 44c		
TOTAUX du § 4	75,329,542f 32c	35,272,329f 56c	2,175,987,795f 08c	2,174,603,036f 68c	6,330,736f 92c	4,945,978f 52c	78,759,650f 39c	37,317,679f 23c	
	40,057,212f 76c		1,384,758f 40c		1,384,758f 40c		41,441,971f 16c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — DIVERS CORRESPONDANTS.									
1° *Trésoriers-payeurs généraux.*									
Recouvrements de contributions directes en vertu de contraintes	361,659f 96c	"	10,877,876f 33c	10,827,517f 13c	50,359f 20c	"	412,019f 16c	"	
Excédents de versements sur contributions directes	1,349,030 30	"	3,916,200 89	4,122,773 76	"	206,572f 87c	1,142,457 43	"	
Droits de permis de chasse	59,022 00	"	7,583,616 00	7,586,874 00	"	3,258 00	55,764 00	"	
Cotisations municipales et particulières	7,860 049 48	"	25,047,667 38	24,217,073 04	830,594 34	"	8,690,643 82	"	
Reliquats provenant de divers services	818,123 34	"	601,650 83	610,327 56	"	8,676 73	809,446 61	"	
Bénéfices et frais de gestions intérimaires de recettes des finances	41,310 83	"	120,484 84	114,602 94	5,881 90	"	47,192 73	"	
Dépôts en numéraire des soumissionnaires de fournitures et travaux	92,848 00	"	4,200,012 16	4,229,429 86	"	29,417 70	63,430 30	"	
Consignations diverses	"	"	16 93	16 93	"	"	"	"	
Droits perçus sur déclarations de locations verbales	15,956 31	"	103,961 48	102,174 69	1,786 79	"	17,743 10	"	
Consignations de frais et amendes en matière de police de roulage et de navigation	3,560 29	"	4,417 30	5,389 57	"	972 27	2,588 02	"	
Consignations de droits d'examen	596,065 00	"	5,826,850 00	5,831,670 00	"	4,820 00	591,245 00	"	
Reversements de frais de justice à restituer aux condamnés	507 25	"	484 92	520 02	"	35 10	472 15	"	
Droits universitaires acquis aux villes	155 00	"	458,435 83	454,453 33	3,982 50	"	4,137 50	"	
Souscription à l'emprunt de l'Annam et du Tonkin	330 00	"	"	330 00	"	330 00	"	"	
Termes versés sur titres provisoires de l'emprunt de l'Annam et du Tonkin	"	"	5,334 00	5,334 00	"	"	"	"	
TOTAUX DU 1° (à reporter)	11,198,617 76	"	58,747,008 89	58,108,486 83	892,604 73	254,082 67	11,837,139 82	"	
	11,198,617f 76c		638,522f 06c		638,522f 06c		11,837,139f 82c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1898*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Suite des DIVERS CORRESPONDANTS.									
Report	11,198,617f 76c	"	58,747,008f 89c	58,108,486f 83c	892,604f 73c	254,082f 67c	11,837,139f 82c	"	
2° *Caissier-payeur central du Trésor public.*									
Agent comptable de la caisse des musées nationaux, s/c courant	4.382f 52c	"	484,355f 65c	476,450f 20c	7,905f 45c	"	12,287f 97c	"	
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires, s/c concernant l'hôpital de Tanger	"	"	5,235 00	5,235 00	"	"	"	"	
Avances en compte courant à divers caissiers et agents des ministères	"	235,000f 00c	20,000 00	20,000 00	"	"	"	235,000f 00c	
Banque d'Alsace-Lorraine, s/c courant	3,496 97	"	1,492,511 22	1,492,799 25	"	288f 03c	3,208 94	"	
Banque internationale de Luxembourg, s/c courant	3,427 41	"	790,350 75	789,560 50	790 25	"	4,217 66	"	
Banque de Mulhouse, s/c courant	3,479 74	"	947,919 08	948,014 36	"	95 28	3,384 46	"	
Bons de liquidation provisoires, r/c d'opérations à régulariser	61,473 00	"	"	545 55	"	545 55	60,927 45	"	
Budgets, r/c de recouvrements à faire ultérieurement	9,857 53	"	"	"	"	"	9,857 53	"	
Caissier agent comptable de la Monnaie, s/c courant	1,661,517 29	"	5,541,649 83	4,690,822 93	850,826 90	"	2,512,344 19	"	
Caissier du chemin de fer de Lagny à Villeneuve-le-Comte, s/c courant	23,000 00	"	11,000 00	9,000 00	2,000 00	"	25,000 00	"	
Caissier du port et du chemin de fer de la Réunion	37,052 08	"	3,191,268 87	3,004,675 17	186,593 70	"	223,645 78	"	
Caissier général des chemins de fer de l'État, s/c courant	17,514,992 96	"	37,808,132 67	36,610,908 20	1,197,224 47	"	18,712,217 43	"	
Caissier-payeur central, s/c intermédiaire de sommes indûment reçues	5,363 02	"	1,998,069 36	1,993,198 79	4 870 57	"	10,233 59	"	
Caissier-payeur central, s/c de recettes à vérifier	8,335,448 79	"	13,718,773 65	18,176,295 32	"	4,457,521 67	3,877,927 12	"	
Dépôts de soumissionnaires de fournitures et travaux (Tonkin)	6,600 00	"	"	6,600 00	"	6,600 00	"	"	
Divers, r/c d'achats de rentes et valeurs du Trésor	49,487 22	"	5,315,560 19	5,342,596 44	"	27,036 25	22,450 97	"	
Divers, r/c de ventes de rentes et valeurs du Trésor	"	"	85,856 41	82,460 26	3,396 15	"	3,396 15	"	
Divers, r/c de retenues à classer	3,337 15	"	8,118 85	8,568 76	"	449 91	2,887 24	"	
Divers, r/c de versements pour cessions de valeurs postales spéciales aux offices coloniaux	80,419 90	"	49,921 59	66,894 57	"	16,972 98	63,446 92	"	
Divers, r/c de promesses de rentes restant à liquider	6.128 95	"	"	483 90	"	483 90	5,645 05	"	
Frais d'adjudication, r/c de versements et de remboursements	69 85	"	3,614 90	3,611 80	3 10	"	72 95	"	
Intérêts des obligations du Trésor à court terme. (Renouvellement.)	157 80	"	"	157 80	"	157 80	"	"	
Intérêts des obligations du Trésor à court terme. (Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.)	20,264 86	"	"	20,264 86	"	20,264 86	"	"	
Intérêts des obligations du Trésor à court terme	27,586 09	"	"	27,586 09	"	27,586 09	"	"	
Lingots d'or et d'argent et diverses monnaies annamites déposées à la Monnaie	"	111,841 82	"	"	"	"	"	111,841 82	
M. Cauvain, payeur général	251,508 17	"	8,113 15	260,150 00	"	252,036 85	"	528 68	
M. Bony de Lavergne, payeur principal	"	2,947 51	2,947 51	"	2,947 51	"	"	"	
M. Oudet, payeur particulier	0 02	"	"	0 02	"	0 02	"	"	
M. Protche, payeur particulier	10 00	"	"	10 00	"	10 00	"	"	
M. Jacquet, payeur d'armée	"	"	422,839 04	422,840 00	"	0 96	"	0 96	
M. Robert-Bérard, payeur d'armée	"	"	120,041 96	120,050 00	"	8 04	"	8 04	
M. Prudot, payeur d'armée	"	"	1,192,968 43	1,200,000 00	"	7,031 57	"	7,031 57	
M. Legrand, payeur d'armée	"	"	140,038 25	140·050 00	"	11 75	"	11 75	
M. Giraux, payeur d'armée	"	"	140,045 83	140,050 00	"	4 17	"	4 17	
M. Gaillet, payeur d'armée	"	"	120,043 25	120,050 00	"	6 75	"	6 75	
M. Desmaze, payeur d'armée	"	"	1,900,000 00	1,900,000 00	"	"	"	"	
Caissier agent comptable de l'Exposition universelle de 1900	"	15,000 00	"	5,000 00	"	5,000 00	"	20,000 00	
Divers, r/c de coupons indûment détachés d'inscriptions de rentes à transférer ou à reconvertir	694 25	"	279 00	265 50	13 50	"	707 75	"	
A reporter	28,109,755 57	364,789 33	75,519,654 44	78,085,195 27	2,256,571 60	4,822,112 43	25,553,859 15	374,433 74	
A reporter	11,198,617 76	"	58,747,008 89	58,108,486 83	892,604 73	254,082 67	11,837,139 82	"	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Suite des DIVERS CORRESPONDANTS.									
Report	11,198,617f 76c	"	58,747,008f 89c	58,108,486f 83c	892,604f 73c	254,082f 67c	11,837,139f 82c	"	
2° *Caissier-payeur central du Trésor public.* (Suite.)									
Report	28,109,755f 57c	364,789f 3[illegible]	75,519,654 44	78,085,195 27	2,256,571 60	4,822,112 43	25,553,859f 15c	374,433f 74c	
Porteurs d'obligations amortissables par annuités, terminables en 1923, *l/c* d'arrérages à leur payer	"	"	11,681,250 00	11,681,250 00	"	"	"	"	
Porteurs de rentes 3 p. o/o amortissables, *l/c* de coupons absents	1,391 25	"	641 25	798 75	"	157 50	1,233 75	"	
Porteurs de rentes 4 1/2 p. o/o remboursées ou converties, *l/c* de coupons absents	1,514 10	"	33 81	"	33 81	"	1,547 91	"	
Porteurs d'obligations du Trésor à court terme, *l/c* d'arrérages. — Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer. (Renouvellement.)	"	"	4,777,545 36	4,765,045 36	12,500 00	"	12,500 00	"	
Porteurs d'obligations du Trésor à court terme, *l/c* d'arrérages. — Loi du 25 juillet 1894	"	"	"	"	"	"	"	"	
Primes d'émission des obligations du Trésor à court terme	"	"	"	"	"	"	"	"	
Produits de prises à répartir (Tonkin)	34,492 70	"	"	34,492 70	"	34,492 70	"	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. — *s/c* de provisions	1,562,031 29	"	4,055,271 61	4,877,568 33	"	822,296 72	739,734 57	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. — *s/c* de recettes	1,703 33	"	8,671,148 31	8,672,095 81	"	947 50	755 83	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. — *s/c* de dépenses	"	704,967 32	4,877,568 33	4,352,390 08	525,178 25	"	"	179,789 07	
Recettes à régulariser (Tonkin)	3,891 10	"	"	3,891 10	"	3,891 10	"	"	
Recettes réalisées à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	932,615 75	"	"	931,778 99	"	931,778 99	836 76	"	
Reliquat du budget sur ressources spéciales revenant à divers	39,283 56	"	"	"	"	"	39,283 56	"	
Rente de la dotation de l'armée, *s/c* de liquidation	130,211 05	"	"	"	"	"	130,211 05	"	
Retenues pour droits d'investiture sur les arrérages des dotations	1,206 97	"	16,754 67	1,206 97	15,547 70	"	16,754 67	"	
Service de la remonte, *s/c* d'avances déposées en compte courant	"	91,085 00	1,294,245 00	1,224,010 00	70,235 00	"	"	21,450 00	
Service médical de l'Exposition universelle de 1900	"	7,881 83	88,593 86	107,338 59	"	18,744 73	"	26,626 56	
Souscriptions aux emprunts liquidées par suite de déchéance	119,651 10	"	"	9,194 10	"	9,194 10	110,457 00	"	
Souscriptions non libérées à l'emprunt de 350 millions (1884)	80 00	"	"	"	"	"	80 00	"	
Souscription nationale des Femmes françaises pour la fondation d'une œuvre philanthropique en souvenir du Président Carnot	"	"	"	"	"	"	"	"	
Souscription à l'émission de rentes 3 p. o/o (1891)	95 75	"	"	"	"	"	95 75	"	
Trésoriers-payeurs généraux, *l/c* d'envois de valeurs à vérifier	87,003 75	"	2,936,500 00	2,939,000 00	"	2,500 00	84,503 75	"	
Trésoriers-payeurs généraux, *l/c* de recouvrements sur leurs avances	"	153 43	49,773 20	49,619 77	153 43	"	"	"	
Ville de Nouméa, *s/c* courant	10,875 29	"	144,983 81	143,061 77	1,922 04	"	12,797 33	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin, *s/c* de l'emprunt de 80 millions	29,474,181 08	"	32,289 00	7,800,000 00	"	7,767,711 00	21,706,470 08	"	
Recettes à classer sur l'emprunt de 80 millions, Annam et Tonkin (Paris)	"	"	"	"	"	"	"	"	
Recettes à classer sur l'emprunt de 80 millions Annam et Tonkin (Départements)	"	"	5,334 00	5,334 00	"	"	"	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin; *s/c* de fonds restant à employer sur les provisions constituées pour le service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt de 80 millions	"	"	253,307 98	98,218 75	155,089 23	"	155,089 23	"	
Porteurs d'obligations provisoires de l'Annam et du Tonkin, *l/c* de capital et d'intérêts à leur payer	1,058 15	"	"	749 60	"	749 60	308 55	"	
Souscriptions à l'emprunt de 80 millions du protectorat de l'Annam et du Tonkin	166 00	"	"	98 00	"	98 00	68 00	"	
Chemin de fer du Soudan, *s/c* courant	27,584 23	"	1,873,645 00	1,448,198 29	425,446 71	"	453,030 94	"	
Souscription en faveur du patronage des élèves de la Légion d'honneur	7,531 65	"	1,242 00	8,773 65	"	7,531 65	"	"	
Fonds réservés sur le produit de la conversion de l'emprunt de Madagascar	854,477 95	"	"	854,477 95	"	854,477 95	"	"	
Colonie de Madagascar *s/c* de fonds restant à employer sur les provisions constituées pour le service de l'emprunt de 1897	"	"	31,412 50	"	31,412 50	"	31,412 50	"	
Trésoriers-payeurs généraux, *l/c* de versements anticipés	"	"	66,700 00	66,700 00	"	"	"	"	
Divers, *l/c* de transformation de cautionnements, achats de rentes	"	"	12,274,945 24	11,695,406 48	579,538 76	"	579,538 76	"	
TOTAUX du 2°	61,400,801 62	1,169,476 91	128,652,839 37	139,855,894 31	4,073,629 03	15,276,683 97	49,630,569 14	602,299 37	
	60,231,324f 71c		11,203,054f 94c		11,203,054f 94c		49,028,269f 77c		
A reporter	72,599,419f 38c	1,169,476f 91c	187,399,848f 26c	197,964,381f 14c	4,966,233f 76c	15,530,766f 64c	61,467,708f 96c	602,299f 37c	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Suite des DIVERS CORRESPONDANTS.									
Report	72,599,419f 38c	1,169,476f 91c	187,399,848f 26c	197,964,381f 14c	4,966,233f 76c	15,530,766f 64c	61,467,708f 96c	602,299f 37c	
3° *Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.*									
Compte général des déposants	844,207,699f 93c	"	383,042,057f 58c	352,228,370f 10c	30,813,687f 48c	"	875,021,387f 41c	"	
Compte général des déposants à régulariser	2,824 35	"	132 79	53 93	78 86	"	2,903 21	"	
Compte de la dotation	8,787,515 82	"	3,044,882 18	"	3,044,882 18	"	11,832,398 00	"	
Caisse générale d'épargne et de retraites de Belgique	4,408 72	"	332,801 33	353,537 80	"	20,736 47	"	16,327f 75c	
Receveurs des postes et des télégraphes, *L/C* de versements	"	28,808,364f 76c	357,510,144 97	358,088,222 62	"	578,077 65	"	29,386,442 41	
Receveurs des postes et des télégraphes, *L/C* de remboursements français	26,486,545 03	"	343,202,761 66	341,720,801 95	1,481,959 71	"	27,968,504 74	"	
Receveurs des postes et des télégraphes, *L/C* de remboursements internationaux	10,592 65	"	329,964 04	317,888 90	12,075 14	"	22,667 79	"	
Receveurs des postes et des télégraphes, *L/C* de timbres-épargne en excédent	"	"	"	"	"	"	"	"	
Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	"	6,431 00	80,506 00	80,115 00	391 00	"	"	6,040 00	
Débets pour déficit de caisse — Exercice 1897	"	603 75	31,068 68	30,464 93	603 75	"	"	"	
Débets pour déficit de caisse — Exercice 1898	"	"	480 60	7,692 80	"	7,212 80	"	7,212 80	
Frais d'administration — Exercice 1897	"	2,553,141 66	3,406,867 22	853,725 56	2,553,141 66	"	"	"	
Frais d'administration — Exercice 1898	"	"	2,406 61	2,563,797 66	"	2,561,391 05	"	2,561,391 05	
Intérêts en compte courant — Exercice 1897	1,984,939 30	"	4,432,305 11	6,417,244 41	"	1,984,939 30	"	"	
Intérêts en compte courant — Exercice 1898	"	"	23,314,245 40	21,082,587 60	2,231,657 80	"	2,231,657 80	"	
Intérêts courus et non échus	"	29,799 89	117,595 31	91,470 42	26,124 89	"	"	3,675 00	
Opérations à régulariser	"	2,824 35	53 93	132 79	"	78 86	"	2,903 21	
Primes sur achats de valeurs	"	"	7,715 84	7,715 84	"	"	"	"	
Prélèvement sur les excédents de recette pour construction et aménagement de l'hôtel	"	"	"	"	"	"	"	"	
Retenues exercées en vertu de la loi sur les pensions civiles	7,209 40	"	93,084 57	91,926 73	1,157 84	"	8,367 24	"	
Traites en portefeuille	"	15,784 89	468,275 66	472,924 27	"	4,648 61	"	20,433 50	
Divers, *L/C* de dépôts en inscriptions de rentes	2,317,166 60	"	6,093,960 58	5,621,864 25	472,096 33	"	2,789,262 93	"	
Propriétés immobilières appartenant à la Caisse nationale d'épargne	"	1,429,535 06	"	"	"	"	"	1,429,535 06	
Office tunisien	"	4,889 50	1,985,044 82	1,999,774 17	"	14,729 35	"	19,618 85	
Succursales étrangères	4,126 67	"	899,594 35	896,192 07	3,402 28	"	7,528 95	"	
Succursales navales	"	93,457 14	934,505 10	895,736 52	38,768 58	"	"	54,688 56	
Virements d'ordre	"	"	249,016 87	249,016 87	"	"	"	"	
TOTAUX du 3°	883,813,028 47	32,944,832 00	1,129,579,470 60	1,094,071,257 19	40,680,027 50	5,171,814 09	919,884,678 07	33,508,268 19	
	850,868,196f 47c		35,508,213f 41c		35,508,213f 41c		886,376,409f 88c		
A reporter	956,412,447f 85c	34,114,308f 91c	1,316,979,318f 86c	1,292,035,638f 33c	45,646,261f 26c	20,702,580f 73c	981,352,387f 03c	34,110,567f 56c	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Suite des DIVERS CORRESPONDANTS.									
Report	956,412,447f 85c	34,114,308f 91c	1,316,979,318f 86c	1,292,035,638f 33c	45,646,261f 26c	20,702,580f 73c	981,352,387f 03c	34,110,567f 56c	
4° *Trésoriers-payeurs en Algérie.*									
Cotisations municipales et particulières	1,212f 63c	"	8,020f 00c	7,971f 56c	48f 44c	"	1,261f 07c	"	
Droits de permis de chasse	5,580 00	"	167,112 00	169,920 00	"	2,808f 00c	2,772 00	"	
Reliquats provenant de divers services	110,233 48	"	491,695 52	137,007 37	354,688 15	"	464,921 63	"	
Consignations de droits d'examen	255 00	"	104,730 00	104,985 00	"	255 00	"	"	
Excédents de versements sur produits universitaires	2,075 00	"	23,410 00	23,275 00	135 00	"	2,210 00	"	
Excédents de versements sur contributions	"	"	"	"	"	"	"	"	
TOTAUX du 4°	119,356 11	"	794,967 52	443,158 93	354,871 59	3,063 00	471,164 70	"	
	119,353f 11c		351,808f 59c		351,808f 59c		471,164f 70c		
5° *Compte commun à divers comptables.*									
Frais de recouvrement prélevés sur le produit de la rente de l'Inde. (Trésoriers-payeurs des colonies.)	"	"	302f 63c	302f 63c	"	"	"	"	
	"		"		"		"		
TOTAUX du § 5	956,531,803f 96c	34,114,308f 91c	1,317,774,589f 01c	1,292,479,099f 89c	46,001,132f 85c	20,705,643f 73c	981,823,551f 73c	34,110,567f 56c	
	922,417,495f 05c		25,295,489f 12c		25,295,489f 12c		947,712,984f 17c		
RÉCAPITULATION DES CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.									
§ 1. — Divers services publics	865,101,113f 87c	67,680,994f 73c	4,427,675,363f 87c	4,389,006,815f 48c	163,140,079f 76c	124,471,531f 37c	906,837,384f 87c	70,748,717f 36c	
§ 2. — Établissements particuliers	9,545,598 46	"	953,847 03	3,734,093 75	124,592 39	2,904,839 11	6,765,351 74	"	
§ 3. — Fonds à rembourser à divers	1,189,033 49	"	378,911,356 71	378,821,438 39	237,501 42	147,583 10	1,278,951 81	"	
§ 4. — Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	75,329,542 32	35,272,329 56	2,175,987,795 08	2,174,603,036 68	6,330,736 92	4,945,978 52	78,759,650 39	37,317,679 23	
§ 5. — Divers correspondants	956,531,803 96	34,114,308 91	1,317,774,589 01	1,292,479,099 89	46,001,132 85	20,705,643 73	981,823,551 73	34,110,567 56	
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,907,697,092 10	137,067,633 22	8,301,302,951 70	8,238,644,484 19	215,834,043 34	153,175,575 83	1,975,464,890 54	142,176,964 15	
EXCÉDENT de recettes	1,770,629,458f 88c		62,658,467f 51c		62,658,467f 51c		1,833,287,926f 39c		

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENT de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENT de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
§ 1. — COMPTES DONT LES OPÉRATIONS SONT JUSTIFIÉES PAR DES PIÈCES.									
Percepteurs, *r/c* de droits de passeports à l'étranger. (Exercice 1897.)	75f 00c	"	9f 00c	84f 00c	"	75f 00c	"	"	
Percepteurs, *r/c* de droits de passeports à l'étranger. (Exercice 1898.)	"	"	773 40	715 20	58f 20c	"	58f 20c	"	
Percepteurs, *r/c* de restes à recouvrer sur les contributions. (Exercice 1893.)	"	6,002f 32c	6,002 32	"	6,002 32	"	"	"	
_____ (Exercice 1894.)	"	21,381 71	21,381 71	"	21,381 71	"	"	"	
_____ (Exercice 1895.)	"	26,325 37	25,186 71	221 53	24,965 18	"	"	1,360f 19c	
_____ (Exercice 1896.)	"	186,294 19	422,764 82	245,013 72	177,751 10	"	"	8,543 09	
_____ (Exercice 1897.)	"	"	165,705 33	412,045 03	"	246,339 70	"	246,339 70	
Percepteurs, *r/c* d'envois de fonds pour le service du Trésor	"	7,457,180 64	176,698,362 39	177,167,368 01	"	469,005 62	"	7,926,186 26	
Divers, *r/c* de restitutions au Trésor	2 10	"	7,738 17	7,715 27	22 90	"	25 00	"	
Divers, *r/c* de fournitures de l'Imprimerie nationale	"	13,641 36	150,079 20	150,605 24	"	526 04	"	14,167 34	
Receveurs des communes et établissements publics, *r/c* d'obligations de coupes ordinaires de bois en dépôt	4,792,733 45	"	5,313,559 03	5,259,071 18	54,487 85	"	4,847,221 30	"	
Communes et établissements publics, *r/c* de produits de coupes extraordinaires de bois	6,776,393 26	"	6,925,403 25	6,838,997 16	86,406 09	"	6,862,799 35	"	
Receveurs d'hospices et d'établissements de bienfaisance, *r/c* d'intérêts de cautionnements	3,193 01	"	157,274 26	155,557 10	1,717 16	"	4,910 17	"	
Divers, *r/c* de versements pour le service des Enfants assistés	1,309,301 26	"	18,821,998 44	18,404,243 43	417,755 01	"	1,727,056 27	"	
Receveurs d'établissements de bienfaisance, *r/c* de recouvrement de rentes et créances	67,417 04	"	704,221 47	722,715 38	"	18,493 91	48,923 13	"	
Caisse des retraites pour la vieillesse, *s/c* de versements des intermédiaires	300 00	"	6,005,833 38	6,006,033 38	"	200 00	100 00	"	
Divers, *r/c* de retenues pour la Caisse des retraites de la vieillesse	315 68	"	4,829 25	4,819 00	10 25	"	325 93	"	
Écoles du gouvernement, *r/c* de produits à classer	10,141 99	"	1,542,449 64	1,547,118 59	"	4,668 95	5,473 04	"	
Divers, *r/c* de retenues à classer	29,129 18	"	1,989,257 22	1,986,096 15	3,161 07	"	32,290 25	"	
Divers, *r/c* de recettes à classer	1,159,369 86	"	2,814,138 15	2,752,401 08	61,737 07	"	1,221,106 93	"	
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	"	"	21,743 74	21,652 74	91 00	"	91 00	"	
Divers, *r/c* de valeurs remises à l'encaissement	544,034 40	"	23,940,293 60	23,365,500 91	574,792 69	"	1,118,827 09	"	
Divers comptables, *r/c* de fonds en dépôt	589,366 00	"	1,641,536 25	1,548,785 25	92,751 00	"	682,117 00	"	
Caisses d'épargne privées, *r/c* de recouvrements	97,378 00	"	11,762,436 90	11,765,828 90	"	3,392 00	93,986 00	"	
Divers, *r/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	6,515 00	"	2,670,085 00	2,673,600 00	"	3,515 00	3,000 00	"	
Administration de l'assistance publique, *s/c* de remboursements d'avances	115,240 14	"	1,522,662 23	1,538,720 88	"	16,058 65	99,181 49	"	
Facultés *r/c* de produits à classer	1,490 00	"	2,705,498 00	2,705,665 50	"	167 50	1,322 50	"	
Divers agents, *r/c* de retenues pour pensions civiles encaissées pour le compte du receveur central de la Seine	17,552 59	"	182,892 36	189,967 18	"	7,074 82	10,477 77	"	
Service de la remonte, *s/c* d'avances déposées en compte courant	298,950 00	"	12,679,944 50	12,452,170 00	227,774 50	"	526,724 50	"	
Service des subsistances, *s/c* d'avances déposées en compte courant	"	"	823,540 18	796,562 55	26,977 63	"	26,977 63	"	
Divers, *r/c* d'inscriptions nominatives déposées pour échange	1,183,236 00	"	20,405,212 00	19,968,529 00	436,683 00	"	1,619,919 00	"	
Caisse centrale, *s/c* d'obligations provisoires de l'emprunt de l'Annam et du Tonkin	10 00	"	"	10 00	"	10 00	"	"	
Souscripteurs à l'emprunt de l'Annam et du Tonkin, *r/c* d'intérêts de retard	2 41	"	460 42	462 83	"	2 41	"	"	
Percepteurs de villes, *r/c* de recouvrements	"	"	12,622,312 39	12,622,312 39	"	"	"	"	
Droits perçus pour le *c/* des villes, chefs-lieux d'arrondissement	"	"	73,920 00	73,920 00	"	"	"	"	
Divers, *r/c* d'abonnements au *Journal officiel*	"	"	29,193 57	29,193 57	"	"	"	"	
A reporter	17,002,146 37	7,710,825 53	312,858,698 28	311,413,702 15	2,214,525 73	769,529 60	18,932,913 55	8,196,596 58	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
§ 1. — COMPTES DONT LES OPÉRATIONS SONT JUSTIFIÉES PAR DES PIÈCES. (Suite.)									
Report	17,002,146f 37c	7,710,825f 55c	312,858,698f 28c	311,413,702f 15c	2,214,525f 73c	769,529f 60c	18,932,913f 55c	8,196,596f 58c	
Agent comptable des reconversions et renouvellements, s/c de titres de rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	3,911 78	3,911 78	"	"	"	"	
Divers, l/c d'achats de rentes sur l'État	11,250,552 46	"	248,651,767 97	248,759,493 90	"	107,725 93	11,142,826 53	"	
Divers, l/c de ventes de rentes sur l'État	1,833,511 05	"	108 740,102 25	108,652,368 46	87,733 79	"	1,921,244 84	"	
Divers, l/c de quittances de rentes à encaisser	16,486 00	"	363,154 26	363,871 76	"	717 50	15,768 50	"	
Divers, l/c de rentes au porteur et mixtes déposées pour échange	394,116 00	"	14,991,753 58	14,944,818 11	46,935 47	"	441,051 47	"	
Divers comptables du département, l/c de mandats du trésorier général	2,528,737 85	"	104,737,348 62	104,420,986 35	316,362 27	"	2,845,100 12	"	
Divers, l/c de placements en bons du Trésor	325,500 00	"	23,723,700 00	23,616,500 00	107,200 00	"	432,700 00	"	
Divers, l/c de bons du Trésor à rembourser	"	"	109,785 00	109,785 00	"	"	"	"	
Divers, l/c d'arrérages de rentes italiennes	3,013 31	"	198,491 06	197,770 37	720 69	"	3,734 00	"	
Divers, l/c de rentes 4 1/2 p. o/o à convertir	"	"	5,001 00	5,001 00	"	"	"	"	
Divers, l/c de versements sur taxes de brevets d'invention	100 00	"	425,170 00	418,785 00	6,385 00	"	6,485 00	"	
Porteurs de rentes 4 1/2 p. o/o remboursées ou converties, l/c de coupons absents	167 34	"	157 70	107 32	50 38	"	217 72	"	
Divers, l/c d'obligations provisoires libérées de l'emprunt de l'Annam et du Tonkin en dépôt	2 50	"	312 50	315 00	"	2 50	"	"	
TOTAUX du § 1er	33,354,332 88	7,710,825 55	814,809,354 00	812,907,416 20	2,779,913 33	877,975 53	35,742,041 73	8,196,596 58	
	25,643,507f 35c		1,901,937f 80c		1,901,937f 80c		27,545,445f 15c		
§ 2. — COMPTES DONNANT LIEU À DÉLIVRANCE DE RÉCÉPISSÉS À TALON, SANS JUSTIFICATIONS POUR LES DÉPENSES.									
Adjudicataires de coupes de bois, l/c de traites payées par anticipation	"	"	11,292 00	11,292 00	"	"	"	"	
Caissier du Trésor, s/c de payements à divers correspondants	889,494 47	"	105,707,924 81	106,041,943 62	"	334,018 81	555,475 66	"	
Employés des recettes des finances, l/c de fonds de pensions et secours	515 82	"	47,623 57	45,084 20	2,539 37	"	3,055 19	"	
Société nationale d'assistance pour les aveugles travailleurs	24 00	"	296 00	320 00	"	24 00	"	"	
Percepteurs de la Seine, l/c de fonds pour le payement des rentes	"	401,492 [illegible]	8,889,891 04	8,864,821 51	25,069 53	"	"	376,422 72	
Percepteurs, l/c de recouvrements opérés pour le compte des caisses d'épargne privées	"	121,228 00	11,798,506 40	11,788,580 90	9,925 50	"	"	111,302 50	
Caissier général des chemins de fer de l'État, s/c de recouvrements	210,000 00	"	30,319,447 12	30,374,447 12	"	55,000 00	155,000 00	"	
Percepteurs, l/c de produits divers du budget recouvrés pour le compte des receveurs des finances	"	"	232,029 77	232,029 77	"	"	"	"	
Divers établissements publics, l/c de recouvrements autorisés	278,226 30	"	1,771,146 50	1,976,498 71	"	205,352 21	72,874 09	"	
Souscription en faveur du patronage de la Légion d'honneur	70 00	"	230 00	300 00	"	70 00	"	"	
Caissier du chemin de fer de Saint-Georges-du-Commiers à la Mure, s/c courant	"	"	195,000 00	"	195,000 00	"	195,000 00	"	
Percepteurs de la Corse, l/c de recouvrements pour le compte de leurs prédécesseurs sur les contributions des exercices clos	"	"	8,925 83	8,925 83	"	"	"	"	
TOTAUX du § 2	1,378,330 59	522,720 [illegible]	158,982,313 04	159,344,243 66	232,534 40	594,465 02	981,404 94	487,725 22	
	855,610f 34c		361,930f 62c		361,930f 62c		493,679f 72c		

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

DESIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
§ 3. — COMPTES DONT LES OPÉRATIONS NE SONT PAS SUSCEPTIBLES DE JUSTIFICATIONS.									
Receveurs particuliers, *l/c* courants	"	27,818,611f 87c	2,383,382,803f 21c	2,385,188,434f 56c	"	1,805,631f 35c	"	29,624,243f 20c	
Receveurs particuliers, *l/c* de restes à recouvrer sur contributions directes. (Exercice 1893.)	5,941f 54c	"	"	5,941 54	"	5,941 54	"	"	
Receveurs particuliers, *l/c* de restes à recouvrer sur contributions directes (Exercice 1894)	20,938 65	"	"	20,938 65	"	20,938 65	"	"	
Receveurs particuliers, *l/c* de restes à recouvrer sur contributions directes. (Exercice 1895.)	24,435 34	"	"	23,075 15	"	23,075 15	1,360f 19c	"	
Receveurs particuliers, *l/c* de restes à recouvrer sur contributions directes. (Exercice 1896.)	90,592 11	"	189,561 97	264,105 09	"	74,543 12	16,048 99	"	
Receveurs particuliers, *l/c* de restes à recouvrer sur contributions directes. (Exercice 1897.)	"	"	177,142 49	71,051 33	106,091f 16c	"	106,091 16	"	
Receveurs particuliers, *l/c* d'envois de fonds aux percepteurs	4,003,712 98	"	117,392,544 78	116,959,403 39	433,141 39	"	4,436,854 37	"	
Receveurs particuliers, *l/c* de recouvrements pour les caisses d'épargne effectués par les percepteurs	43,253 00	"	6,997,369 29	6,984,040 29	13,329 00	"	56,582 00	"	
Receveurs particuliers, *l/c* d'intérêts et frais de service à régulariser	"	896 85	1,911,829 83	1,911,153 08	676 75	"	"	220 10	
Receveurs-percepteurs de la ville de Paris, *l/c* d'allocations provisoires	"	841,404 04	1,129,171 55	1,155,837 78	"	26,666 23	"	868,070 27	
Caisses d'épargne privées, *l/c* de remboursements	"	78,275 28	5,348,093 76	5,348,327 62	"	233 86	"	78,509 14	
Trésorier général des Invalides, *s/c* de payements à vérifier	"	3,072,304 17	26,303,933 69	26,754,233 00	"	450,299 31	"	3,522,603 48	
Trésorier général des Invalides, *s/c* de provisions	"	"	100,763 90	100,763 90	"	"	"	"	
Banque de France, *s/c* de prélèvements autorisés	28,424,000 00	"	1,149,314,490 00	1,150,537,290 00	"	1,222,800 00	27,201,200 00	"	
Caisse centrale du Trésor public, *s/c* d'envois à vérifier	"	30,042,105 65	2,087,907,887 74	2,086,476,206 16	1,431,681 58	"	"	28,610,424 07	
Caisse centrale du Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	"	6,515 00	2,673,600 00	2,670,085 00	3,515 00	"	"	3,000 00	
Divers, *l/c* de payements à régulariser	"	18,957,926 93	52,173,572 77	52,278,390 03	"	104,817 26	"	19,062,744 19	
Trésoriers coloniaux, *l/c* de payements divers	"	4,197,232 14	3,602,026 47	4,665,465 60	"	1,063,439 13	"	5,260,671 27	
Trésoriers coloniaux, *l/c* de payements antérieurs à l'exercice 1893 restant à régulariser	"	110,456 95	28,410 98	"	28,410 98	"	"	82,045 97	
Hospice des Quinze-Vingts, *s/c* de pensions	"	168 75	213,875 04	213,856 29	18 75	"	"	150 00	
Divers, *l/c* de payements à présentation	"	852,128 58	49,780,336 40	49,716,072 69	64,263 71	"	"	787,864 87	
Enfants assistés, *l/c* d'avances	"	1,258,590 08	18,389,213 42	18,781,841 31	"	392,627 89	"	1,651,217 97	
Divers condamnés, *l/c* de remboursement de sommes indûment versées	"	363 17	832 95	898 43	"	65 48	"	428 65	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	"	5,400,860 90	11,801,599 05	11,739,496 57	62,102 48	"	"	5,338,758 42	
Trésor public, *s/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	"	278,013 00	14,948,152 11	14,991,937 58	"	43,785 47	"	321,798 47	
Receveurs particuliers, *l/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	"	51,495 00	6,319,079 00	6,312,829 00	6,250 00	"	"	45,245 00	
Inscriptions nominatives de rentes à échanger	"	1,183,236 00	19,968,529 00	20,405,212 00	"	436,683 00	"	1,619,919 00	
Receveurs particuliers, *l/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o provenant de la conversion	"	"	562 97	562 97	"	"	"	"	
Percepteurs, *l/c* de titres mixtes de rentes sur l'État à renouveler	"	"	15,732 00	16,104 00	"	372 00	"	372 00	
Receveurs particuliers, *l/c* de titres du Crédit foncier et autres valeurs françaises	"	2,423,694 50	136,152,866 47	136,511,630 38	"	358,763 91	"	2,782,458 41	
Bordereaux d'achats de rentes remis par la Caisse centrale	"	5,064,412 58	247,077,639 00	247,196,686 34	"	119,047 34	"	5,183,459 72	
Receveurs particuliers, *l/c* de titres de rentes achetés	"	1,873,682 85	127,761,105 35	128,151,128 21	"	390,022 86	"	2,263,705 71	
Divers, *l/c* d'arbitrages de rentes	"	76,136 64	5,427,296 23	5,718,994 95	"	291,698 72	"	307,835 36	
Rentes de la vieillesse payées à Paris	"	729,226 85	2,847,886 44	2,927,664 64	"	79,778 20	"	809,005 03	
Receveur central de la Seine, *s/c* de mandats sur le Trésor à classer	44,815 10	"	1,743,869 94	1,791,208 63	"	47,338 69	"	2,523 59	
Allocations supplémentaires et suppléments de pensions militaires à régulariser	"	411,816 48	9,112,424 92	9,063,711 23	48,713 69	"	"	363,102 79	
Quittances d'arrérages de rentes 4 1/2 p. o/o (nouveau fonds) à régulariser	"	"	1 25	1 25	"	"	"	"	
Quittances d'arrérages de rentes 3 1/2 p. o/o à régulariser	"	109,534 50	46,645,172 08	46,672,156 83	"	26,984 75	"	136,519 25	
Quittances de rentes 3 p. o/o	"	799 00	123,604,761 09	123 605,261 09	"	500 00	"	1,299 00	
Ex-trésoriers généraux, *l/c* courants	"	25,696 28	571,296 72	552,874 97	18,421 75	"	"	7,274 53	
Divers, *l/c* de soldes de gestion	1,139,418 13	"	14,077,355 64	15,216,773 77	"	1,139,418 13	"	"	
Association syndicale pour la défense des vignes de la Marne contre le phylloxéra, *s/c* de fonds et valeurs	844 38	"	"	844 38	"	844 38	"	"	
Obligations provisoires de l'emprunt de l'Annam et du Tonkin à convertir en obligations définitives	"	2 50	315 00	312 50	2 50	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion	"	"	5,001 00	5,001 00	"	"	"	"	
TOTAUX du § 3	33,797,951 23	104,865,586 30	6,675,098,105 50	6,681,007,803 18	2,216,618 74	8,126,316 42	31,818,136 71	108,795,469 46	
	71,067,635f 07c		5,909,697f 68c		5,909,697f 68c		76,977,332f 75c		
RÉCAPITULATION.									
§ 1. Comptes dont les opérations sont justifiées par des pièces	33,354,332f 88c	7,710,825f 53c	814,809,354f 00c	812,907,416f 20c	2,779,913f 33c	877,975f 53c	35,742,041f 73c	8,196,596f 58c	
§ 2. Comptes donnant lieu à la délivrance de récépissés à talon sans justifications pour les dépenses	1,378,330 59	522,720 25	158,982,313 04	159,344,243 66	232,534 40	594,465 02	981,404 94	487,725 22	
§ 3. Comptes dont les opérations ne sont pas susceptibles de justifications	33,797,951 23	104,865,586 30	6,675,098,105 50	6,681,007,803 18	2,216,618 74	8,126,316 42	31,818,136 71	108,795,469 46	
TOTAUX du 1°	68,530,614 70	113,099,132 08	7,648,889,772 54	7,653,259,463 04	5,229,066 47	9,598,756 97	68,541,583 38	117,479,791 26	
	44,568,517f 38c		4,369,690f 50c		4,369,690f 50c		48,938,207f 88c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
2° CORRESPONDANTS DU CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC.									
§ 1. — COMPTES RELATIFS AUX VALEURS INACTIVES.									
Divers, *t/c* d'inscriptions de rentes provenant de la transformation des cautionnements (1898.) (Achats)	"	"	347,827f 00c	337,615f 00c	10,212f 00c	"	10,212f 00c	"	
Divers, *t/c* d'inscriptions de rentes à délivrer. Transformation des cautionnements (1898)	"	"	45 00	45 00	"	"	"	"	
Divers, *t/c* de cautionnements en rentes nominatives	1,185,545f 00c	"	155,960 00	157,825 00	"	1,865f 00c	1,183,680 00	"	
Divers, *t/c* d'inscriptions de rentes sur l'État au porteur. (Achats.)	39,289 00	"	6,164,521 00	6,175,246 00	"	10,725 00	28,564 00	"	
Divers, *t/c* d'inscriptions de rentes sur l'État au porteur. (Ventes.)	"	"	9,185 00	9,185 00	"	"	"	"	
Divers, *t/c* de valeurs déposées pour différents motifs. (Inscriptions de rentes.)	5,208,490 44	"	83,738 11	412,763 00	"	329,024 89	4,879,465 55	"	
Divers, *t/c* de valeurs déposées pour différents motifs. (Titres et effets divers.)	19,472,160 01	"	948,999,192 69	949,287,950 17	"	288,757 48	19,183,402 53	"	
Divers, *t/c* de valeurs affectées à des cautionnements. (Rentes au porteur.)	149 00	"	"	45 00	"	45 00	104 00	"	
Divers, *t/c* de valeurs affectées à des cautionnements. (Titres et effets divers.)	13,228 15	"	"	12,828 15	"	12,828 15	400 00	"	
Divers, *t/c* de valeurs au porteur de diverses origines. (Inscriptions de rentes.)	94,864 24	"	7,556 00	8,314 85	"	758 85	94,105 39	"	
Divers, *t/c* de valeurs au porteur de diverses origines. (Titres et effets divers.)	14,838,704 44	"	778,393 00	11,148,359 44	"	10,369,966 44	4,468,738 00	"	
Divers, *t/c* de valeurs du Trésor déposées contre certificats nominatifs	405,450,000 00	"	778,500,000 00	790,750,000 00	"	12,250,000 00	393,200,000 00	"	
Divers, *t/c* d'obligations départementales déposées en échange de certificats nominatifs	3,094,500 00	"	1,683,500 00	1,623,000 00	60,500 00	"	3,155,000 00	"	
Divers, *t/c* de certificats de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o à émettre	117 00	"	"	"	"	"	117 00	"	
Divers, *t/c* d'inscriptions de rentes sur l'État, 3 p. o/o, provenant de la conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o 1887.	4 00	"	"	"	"	"	4 00	"	
Divers, *t/c* de rentes 3 p. o/o amortissables à émettre. (Émission de 1881.)	30 00	"	"	"	"	"	30 00	"	
Divers, *t/c* de rentes 3 p. oo amortissables à émettre. (Émission de 1884.)	90 00	"	"	"	"	"	90 00	"	
Divers, *t/c* de rentes 3 p. o/o à émettre. (Exercice 1886.)	134 00	"	"	"	"	"	134 00	"	
Divers, *t/c* de rentes 3 p. o/o à émettre (Exercice 1887.) (Conversion)	273 00	"	"	"	"	"	273 00	"	
Divers, *t/c* de certificats de l'émission de rentes 3 p. o/o 1891 (à émettre)	111 00	"	"	"	"	"	111 00	"	
Divers, *t/c* de certificats de l'emprunt d'un milliard en rentes 3 p. o/o amortissables liquidés et non échangés	285 00	"	"	"	"	"	285 00	"	
Divers, *t/c* de rentes 3 p. o/o à émettre. (Émission de 1891.)	64 00	"	"	"	"	"	64 00	"	
Legs Giffard, *s/c* d'inscriptions de rentes	44,755 00	"	4,005 00	6,255 00	"	2,250 00	42,505 00	"	
Inscriptions de rentes (achats) déposées pour réunion	"	"	79,941 00	79,941 00	"	"	"	"	
Obligations provisoires du protectorat de l'Annam et du Tonkin à émettre	4,500 00	"	"	3,500 00	"	3,500 00	1,000 00	"	
Obligations définitives du protectorat de l'Annam et du Tonkin à émettre	97,700 00	"	"	69,800 00	"	69,800 00	27,900 00	"	
Obligations de l'emprunt de l'Annam et du Tonkin déposées pour échange contre certificats nominatifs	"	"	"	"	"	"	"	"	
Obligations provisoires du protectorat de l'Annam et du Tonkin déposées pour versements	"	"	12,600 00	12,600 00	"	"	"	"	
Divers, *t/c* d'inscriptions de rentes en dépôt	36,694,481 25	"	310,966,919 25	310,238,696 00	728,223 25	"	37,422,704 50	"	
TOTAUX du § 1er	486,239,474 53	"	2,047,793,383 05	2,070,333,968 61	798,935 25	23,339,520 81	463,698,888 97	"	
	486,239,474f 53c		22,540,585f 56c		22,540,585f 56c		463,698,888f 97c		
§ 2. — COMPTES EN DEHORS DES VALEURS INACTIVES.									
Hospices civils de la Martinique, *t/c* de provisions	64,064f 03c	"	"	37,679f 58c	"	37,679f 58c	26,384f 45c	"	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	"	1,054,116 00	3,452,617f 65c	3,474,890 26	"	22,272 61	"	1,076,388f 61c	
Trésoriers coloniaux, *t/c* de dépenses antérieures à l'exercice 1893 restant à régulariser	"	149,444 20	35,654 76	"	35,654f 76c	"	"	113,789 44	
TOTAUX du § 2	64,064 03	1,203,560 20	3,488,272 41	3,512,569 84	35,654 76	59,952 19	26,384 45	1,190,178 05	
	1,139,496f 17c		24,297f 43c		24,297f 43c		1,163,793f 60c		
TOTAUX du 2°	486,303,538 56	1,203,560 20	2,051,281,655 46	2,073,846,538 45	834,590 01	23,399,473 00	463,725,273 42	1,190,178 05	
	485,099,978f 36c		22,564,882f 99c		22,564,882f 99c		462,535,095f 37c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
3° CORRESPONDANTS DES PAYEURS DES ARMÉES.									
Dépôts provisoires de soumissionnaires de fournitures et travaux	2,150f 00c	"	"	2,150f 00c	"	2,150f 00c	"	"	
Divers, *L/C* de recettes à classer	44,453 86	"	"	44,453 86	"	44,453 86	"	"	
Divers, *L/C* de retenues à classer	101 35	"	"	101 35	"	101 35	"	"	
Divers, *L/C* de titres de rentes déposés pour échange	191 00	"	"	191 00	"	191 00	"	"	
Frais de service de la Trésorerie et des Postes à régulariser	"	16,428f 94c	16,428f 94c	"	16,428f 94c	"	"	"	
Trésorier général des invalides de la marine, *S/C* de payements à vérifier	"	127 32	127 32	"	127 32	"	"	"	
Caisse centrale du Trésor, *S/C* d'envois à vérifier	"	215,182 97	215,182 97	"	215,182 97	"	"	"	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *S/C* de payements à vérifier	"	34,196 90	34,196 90	"	34,196 90	"	"	"	
Divers, *L/C* de payements à régulariser	"	151,265 80	151,265 80	"	151,265 80	"	"	"	
Suppléments de pensions militaires et allocations supplémentaires à régulariser	"	1,935 82	1,935 82	"	1,935 82	"	"	"	
Service des amendes en Tunisie, *S/C* d'opérations à classer (1896)	17,416 35	"	"	17,416 35	"	17,416 35	"	"	
Service des amendes en Tunisie, *S/C* d'opérations à classer (1895)	13,443 04	"	"	13,443 04	"	13,443 04	"	"	
Trésoriers coloniaux, *L/C* de payements divers	"	190 00	190 00	"	190 00	"	"	"	
Trésor, *S/C* de titres de rentes au porteur et mixtes	"	191 00	191 00	"	191 00	"	"	"	
Divers, *L/C* de ventes de rentes sur l'État	3,410 70	"	"	3,410 70	"	3,410 70	"	"	
Dépôts de fonds de corps de troupe	786 20	"	"	786 20	"	786 20	"	"	
Divers, *L/C* de payements à présentation	"	1,032 53	1,032 53	"	1,032 53	"	"	"	
Bons de poste et mandats internationaux payés	"	786 20	786 20	"	786 20	"	"	"	
TOTAUX du 3°	81,952 50	421,337 48	421,337 48	81,952 50	421,337 48	81,952 50	"	"	
	339,384f 98c		339,484f 98c		339,384f 98c		"		
4° CORRESPONDANTS DES AGENTS COMPTABLES DU TRÉSOR.									
Dépôts provisoires de soumissionnaires de fournitures et travaux	"	"	131,690f 00c	129,540f 00c	2,150f 00c	"	2,150f 00c	"	
Divers, *L/C* de retenues à classer	"	"	2,640 17	2,538 82	101 35	"	101 35	"	
Divers, *L/C* de retenues sur traitements exercées à divers titres	"	"	6,533 09	6,533 09	"	"	"	"	
Divers, *L/C* de recettes à classer	"	"	558,728 27	524,366 46	34,361 81	"	34,361 81	"	
Divers, *L/C* d'achats de rentes sur l'État	"	"	9,740 00	9,740 00	"	"	"	"	
A reporter	"	"	709,331 53	672,718 37	36,613 16	"	36,613 16	"	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Correspondants des Comptables des Finances pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
4° CORRESPONDANTS DES AGENTS COMPTABLES DU TRÉSOR. (Suite.)									
Report	"	"	709,331f 53c	672,718f 37c	36,613f 16c	"	36,613f 16c	"	
Divers, *l/c* de ventes de rentes sur l'État	"	"	47,594 12	47,594 12	"	"	"	"	
Divers, *l/c* de titres au porteur et mixtes déposés pour échange	"	"	1,370 00	1,336 00	34 00	"	34 00	"	
Écoles du gouvernement, *l/c* de produits à classer	"	"	300 55	300 55	"	"	"	"	
Facultés, *l/c* de produits à classer	"	"	4,307 50	4,307 50	"	"	"	"	
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, *s/c* de versements des intermédiaires	"	"	1,697 00	1,697 00	"	"	"	"	
Agents en service détaché, *l/c* de retenues pour pensions civiles	"	"	41,394 73	41,394 73	"	"	"	"	
Service des amendes en Tunisie, *s/c* d'opérations à classer (1896)	"	"	17,416 35	17,416 35	"	"	"	"	
Service des amendes en Tunisie, *s/c* d'opérations à classer (1897)	"	"	13,443 04	13,443 04	"	"	"	"	
Recouvrements en vertu de contraintes	"	"	2,461 06	2,461 06	"	"	"	"	
Souscription en faveur du patronage de la Légion d'honneur	"	"	40 00	40 00	"	"	"	"	
Caisse centrale du Trésor, *s/c* d'envois à vérifier	"	"	825,960 32	851,017 73	"	25,057 41	"	25,057 41	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	"	"	73,161 23	107,278 57	"	34,117 34	"	34,117 34	
Trésoriers coloniaux, *l/c* de payements divers	"	"	"	808 56	"	808 56	"	808 56	
Divers, *l/c* de payements à régulariser	"	"	253,150 07	342,976 83	"	89,826 76	"	89,826 76	
Divers, *l/c* de payements à présentation	"	"	48,734 57	59,026 51	"	10,291 94	"	10,291 94	
Suppléments de pensions militaires et allocations supplémentaires à régulariser	"	"	8,420 32	10,657 67	"	2,237 35	"	2,237 35	
Bordereaux d'achats de rentes remis par le caissier central	"	"	9,622 95	9,622 95	"	"	"	"	
Trésor, *s/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	"	"	1,370 00	1,370 00	"	"	"	"	
Frais de service de la Trésorerie et des postes à régulariser	"	"	16,428 94	16,428 94	"	"	"	"	
Avances aux greffiers pour le payement des frais urgents de justice criminelle en Tunisie	"	"	546 00	1,796 00	"	1,250 00	"	1,250 00	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* de payements à vérifier	"	"	13,737 30	13,750 19	"	12 89	"	12 89	
Opérations concernant la Caisse des dépôts et consignations	"	761,498f [illegible]	359,059 30	321,891 01	37,167 69	"	"	724,331 23	
Opérations concernant la Caisse des Invalides de la marine	"	242,661 [illegible]	183,188 31	187,134 26	"	3,945 95	"	246,607 60	
Recette centrale de la Seine, *s/c* d'amendes	1,032f 52c	"	859 75	728 50	131 25	"	1,163 77	"	
Divers ministères, *l/c* courants	76,009 19	"	199,061 42	156,762 21	42,299 21	"	118,308 40	"	
Divers particuliers, *l/c* de recouvrements à l'étranger	"	194,167 [illegible]	152,085 22	241,746 62	"	89,661 40	"	283,829 39	
Fonds particuliers des chefs de poste	212,107 73	"	5,774 63	217,882 36	"	212,107 73	"	"	
Divers, *l/c* de provisions versées à Paris	162,385 57	"	1,645,431 74	1,631,266 15	14,165 59	"	176,551 16	"	
Dépôts en numéraire	393,970 74	"	642,450 01	661,649 72	"	19,199 71	374,771 03	"	
Compte spécial des naufragés	"	"	8,405 59	8,405 59	"	"	"	"	
A reporter	845,505 75	1,198,328 [illegible]	5,286,803 55	5,644,909 69	130,410 90	488,517 04	707,441 52	1,418,370 47	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Correspondants des Comptables des Finances pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
4° CORRESPONDANTS DES AGENTS COMPTABLES DU TRÉSOR. (Suite.)									
Report	845,505f 75c	1,198,328f 30c	5,286,803f 55c	5,644,909f 69c	130,410f 90c	488,517f 04c	707,441f 52c	1,418,370f 47c	
Agents percepteurs, *r/c* courant	"	702,128 29	3,267,202 66	3,231,496 85	35,705 81	"	"	666,422 77	
Recettes à vérifier	2,952,292 87	"	2,311,859 07	2,596,201 56	"	284,342 49	2,667,950 38	"	
Établissements français	70,994 06	"	8,544 10	7,465 51	1,078 59	"	72,072 65	"	
Traites de la marine visées	1,464,358 78	"	13,109,001 53	12,545,216 60	563,784 93	"	2,028,143 71	"	
Traites de la marine payées	"	"	12,545,216 60	12,545,216 60	"	"	"	"	
Reversements de trop-perçus sur traites de la marine	"	"	34,473 50	34,473 50	"	"	"	"	
Divers tireurs de traites, *r/c* de retenues	"	"	7,708 87	7,708 87	"	"	"	"	
Totaux du 4°	5,333,151 46	1,900,457 14	36,570,809 88	36,612,689 18	730,980 23	772,859 53	5,475,608 26	2,084,793 24	
	3,432,694f 32c		41,879f 30c		41,879f 30c		3,390,815f 02c		
5° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE.									
Divers, *r/c* de retenues pour coupons absents (obligations départementales)	"	"	168f 64c	168f 64c	"	"	"	"	
Chambres de commerce	36,496f 01c	"	123,179 14	125,956 77	"	2,777f 63c	33,718f 38c	"	
Dépôts en numéraire des soumissionnaires de fournitures et travaux	3,425 00	"	6,860 00	10,235 00	"	3,375 00	50 00	"	
Divers, *r/c* de retenues à verser à la Caisse des retraites pour la vieillesse	18 42	"	860 18	873 85	"	13 67	4 75	"	
Divers, *r/c* de retenues sur traitements exercées à divers titres	484 46	"	130,631 85	130,328 51	303f 34c	"	787 80	"	
Divers, *r/c* de retenues à classer	6,521 01	"	8,932 76	9,470 56	"	537 80	5,983 21	"	
Divers, *r/c* de fournitures de l'Imprimerie nationale	"	12 92	12,085 54	12,072 62	12 92	"	"	"	
Écoles du Gouvernement, *r/c* de produits à classer	"	"	20,130 41	20,130 41	"	"	"	"	
Divers, *r/c* de recettes à classer	101,932 69	"	86,564 60	173,636 05	"	87,071 45	14,861 24	"	
Divers, *r/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	"	"	7,500 00	7,500 00	"	"	"	"	
Divers, *r/c* d'achats de rentes sur l'État	91,110 00	"	5,344,713 41	5,000,996 57	343,716 84	"	434,826 84	"	
Divers, *r/c* de ventes de rentes sur l'État	21,366 45	"	794,900 35	795,155 43	"	255 08	21,111 37	"	
Divers, *r/c* de titres de rentes sur l'État mixtes et au porteur déposés pour échange	296 00	"	19,681 00	18,447 00	1,234 00	"	1,530 00	"	
Divers, *r/c* de versements en échange de mandats sur le Trésor	"	"	1,528,714 10	1,528,714 10	"	"	"	"	
Facultés, *r/c* de produits à classer	"	"	63,822 50	63,822 50	"	"	"	"	
Divers, *r/c* d'inscriptions nominatives déposées pour échange	568 00	"	36,228 00	35,659 00	569 00	"	1,137 00	"	
Divers, fonctionnaires, *r/c* d'abonnement d'office au *Journal officiel*	"	"	1,100 00	1,100 00	"	"	"	"	
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	"	"	1,638 30	1,638 30	"	"	"	"	
Caisse des retraites pour la vieillesse, *s/c* de versements par intermédiaire	168 00	"	8,427 00	8,427 00	"	"	168 00	"	
Divers, *r/c* de rentes 4 1/2 p. o/o à convertir	"	"	223 00	223 00	"	"	"	"	
Souscriptions en faveur des populations arabes éprouvées par la famine	245,674 49	"	"	245,674 49	"	245,674 49	"	"	
Agent comptable des reconversions et renouvellements, *s/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	173 44	173 44	"	"	"	"	
Commissions au profit du Trésor sur mandats payables à la Caisse centrale	"	"	81,672 25	81,672 25	"	"	"	"	
Agents en service détaché, *r/c* de retenues pour pensions civiles encaissées pour le *c/* du receveur central de la Seine	"	"	2,710 04	2,710 04	"	"	"	"	
Agent comptable des écoles supérieures, *s/c* courant	1,736 36	"	125,668 22	126,912 80	"	1,244 58	491 78	"	
A reporter	509,796 89	12 92	8,406,584 73	8,401,698 33	345,836 10	340,949 70	514,670 37	"	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Correspondants des Comptables des Finances pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
5° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE.									
Report	509,796f 89c	12f 92	8,406,584f 73c	8,401,698f 33c	345,836f 10c	340,949f 70c	514,670f 37c	"	
Payeurs particuliers, *t/c* de titres 3 1/2 p. o/o provenant de la conversion	"	"	3 11	3 11	"	"	"	"	
Bénéfices de change sur les mandats d'articles d'argent	"	"	1,005 05	478 30	526 75	"	526 75	"	
Caisse centrale du Trésor, *s/c* d'envois à vérifier	"	2,469,953 90	53,001,852 30	53,055,885 08	"	54,032 78	"	2,523,986f 68c	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	"	322,486 25	675,523 30	675,549 05	"	25 75	"	322,512 00	
Trésoriers-payeurs de l'Algérie, *t/c* de payements divers	"	119,634 86	2,044,834 46	1,963,939 91	80,894 55	"	"	38,740 31	
Trésoriers coloniaux, *t/c* de payements divers	"	73,802 21	62,439 93	91,958 62	"	29,518 69	"	103,320 90	
Divers, *t/c* de payements à régulariser	"	1,072,334 09	3,009,487 42	4,164,826 88	"	1,155,339 46	"	2,227,673 55	
Divers, *t/c* de payements à présentation	"	7,319 37	99,233 77	94,924 38	4,309 39	"	"	3,009 98	
Allocations supplémentaires et suppléments de pensions militaires à régulariser	"	51,172 47	268,586 62	268,077 68	508 94	"	"	50,663 53	
Hospice des Quinze-Vingts, *s/c* de pensions	"	"	975 00	975 00	"	"	"	"	
Ville de Paris, *s/c* de payements divers	7,777 18	"	46,071 04	53,304 36	"	7,223 32	543 86	"	
Recettes pour le compte de la Caisse des dépôts à régulariser	487 00	"	176 68	487 00	"	310 32	176 68	"	
Dépenses pour le compte de la Caisse des dépôts à régulariser	"	39,244 66	55,527 03	176,444 64	"	120,917 61	"	160,162 27	
Caisse centrale, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	"	"	7,500 00	7,500 00	"	"	"	"	
Bordereaux d'achats de rentes remis par le Caissier central	"	83,492 33	4,977,385 26	5,322,866 06	"	345,480 80	"	428,973 13	
Trésor, *s/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	"	203 00	18,354 00	19,681 00	"	1,327 00	"	1,530 00	
Payeurs particuliers, *t/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	"	"	3,617 00	3,617 00	"	"	"	"	
Divers, *t/c* d'arrérages des obligations départementales	"	"	217,629 70	217,629 70	"	"	"	"	
Divers, *t/c* de remboursements d'obligations départementales	"	"	79,994 50	79,994 50	"	"	"	"	
Receveurs des contributions diverses, *t/c* de demandes de mandats sur le Trésor	"	"	355,062 00	355,062 00	"	"	"	"	
Inscriptions nominatives de rentes à échanger	"	568 00	35,659 00	36,228 00	"	569 00	"	1,137 00	
Payeurs particuliers, *t/c* de titres de rentes achetés	"	"	524,624 39	524,624 39	"	"	"	"	
Frais de service de la Trésorerie à régulariser	"	7,533 12	69,608 87	68,199 17	1,409 70	"	"	6,123 42	
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion	"	"	223 00	223 00	"	"	"	"	
Quittances 3 1/2 p. o/o à régulariser	"	"	135,996 75	135,996 75	"	"	"	"	
Caissier du Trésor, *s/c* de payements à divers correspondants	"	"	61,441 64	60,158 40	1,283 24	"	1,283 24	"	
Administration de l'assistance publique, *s/c* de remboursement d'avances	10,177 04	"	113,815 96	109,584 00	4,231 96	"	14,409 00	"	
Service colonial, *s/c* de payements antérieurs au 1er janvier 1893, restant à régulariser	"	341 61	341 61	"	341 61	"	"	"	
Payeurs particuliers, *t/c* de recettes à vérifier	"	"	69,066,948 72	69,066,948 72	"	"	"	"	
Payeurs particuliers, *t/c* de dépenses à vérifier	"	"	92,302,033 08	92,302,033 08	"	"	"	"	
Allocations et suppléments de pensions militaires indûment payés	"	85 75	335 84	250 09	85 75	"	"	"	
Divers, *t/c* d'obligations départementales 3 1/2 p. o/o	"	"	5,824,000 00	5,824,000 00	"	"	"	"	
Crédit algérien, s/c de l'emprunt départemental (1891)	"	"	5,684,000 00	5,684,000 00	"	"	"	"	
Crédit algérien, s/c d'obligations départementales (emprunt de 1 million)	"	"	308,700 00	308,700 00	"	"	"	"	
Crédit algérien, s/c courant	"	"	6,567 80	6,567 80	"	"	"	"	
Avances au crédit algérien	"	15,388 17	32,205 32	46,842 80	"	14,637 48	"	29,965 65	
Coupons payés et obligations remboursées de l'emprunt départemental de 1 million	"	"	32,708 75	32,708 75	"	"	"	"	
Totaux du 5°	528,238 11	4,263,512 71	247,531,053 63	249,161,967 55	439,427 99	2,070,341 91	531,609 90	5,897,798 42	
	3,735,274f 60c		1,630,913f 92c		1,630,913f 92c		5,366,188f 52c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de *l'État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
6e CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
1° COMPTES GÉNÉRAUX.									
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	"	195,627f 03c	243,458f 31c	197,915f 25c	45,543f 06c	"	"	150,083f 97c	
Agent comptable des reconversions et renouvellements, *s/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	"	"	"	"	"	"	
Amendes attribuées à divers	9,298f 37c	"	20,414 87	19,729 22	685 65	"	9,984f 02c	"	
Arrérages de pensions civiles payés par provision	"	6,416 13	12,335 38	8,320 01	4,015 37	"	"	2,400 76	
Avances au service Marine	"	197,625 85	2,008,464 63	1,979,420 18	29,044 45	"	"	168,581 40	
Avances pour le service des pénitenciers	"	28,276 12	28,276 12	"	28,276 12	"	"	"	
Bénéfice du change sur les mandats d'articles d'argent	503 97	"	304,649 99	305,153 96	"	503f 97c	"	"	
Bons de poste et mandats tunisiens payés	"	9,161 81	15,024 57	10,237 66	4,786 91	"	"	4,374 90	
Bordereaux d'achats de rentes remis par le Caissier central du Trésor	"	"	284,875 04	590,510 42	"	305,635 38	"	305,635 38	
Caisse centrale, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	"	1,185 00	"	"	"	"	"	1,185 00	
Caisse centrale du Trésor, *s/c* d'envois à vérifier	"	946,157 33	946,157 33	"	946,157 33	"	"	"	
Caisse de l'instruction publique	"	1,274 83	32,472 50	31,195 85	1,276 65	"	1 82	"	
Dépenses à régulariser	"	1,164,331 74	8,843,527 83	10,647,241 01	"	1,803,713 18	"	2,968,044 92	
Dépenses pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations à régulariser	"	60,894 74	156,939 17	266,852 49	"	109,913 32	"	170,808 06	
Dépôts administratifs	1,246,731 38	"	413,591 14	347,870 41	65,720 73	"	1,312,452 11	"	
Dépôts de fonds des corps de troupes	2,524,447 76	"	3,125,848 35	3,058,141 44	67,706 91	"	2,592,154 67	"	
Dépôts faits par les soumissionnaires de marchés ou adjudications	77,099 90	"	2,281,349 01	2,293,622 09	"	12,273 08	64,826 82	"	
Divers comptables, *l/c* de recouvrements de contributions en vertu de contraintes	5,772 46	"	82,069 51	82,079 03	"	9 52	5,762 94	"	
Divers comptables, *l/c* de timbres-poste	"	32,915 00	36,933 00	4,018 00	32,915 00	"	"	"	
Divers détenus, *l/c* de fonds de pécule	2,505 95	"	1,585 39	1,492 50	92 89	"	2,598 84	"	
Divers, *l/c* d'achats de rentes sur l'État	64,917 56	"	585,260 91	294,767 87	290,493 04	"	355,410 60	"	
Divers, *l/c* de ventes de rentes sur l'État	"	"	112,058 39	47,994 36	64,064 03	"	64,064 03	"	
Divers, *l/c* d'avances	"	326,827 73	1,499,830 29	1,590,728 11	"	90,897 82	"	417,725 55	
Divers, *l/c* d'excédents de versements sur les contributions	4,952 07	"	11,491 80	12,421 85	"	930 05	4,022 02	"	
Divers, *l/c* d'envois d'argent dans l'intérieur de la colonie	85,877 95	"	2,283,155 79	2,327,980 03	"	44,824 24	41,053 71	"	
Divers, *l/c* de titres de rentes 4 1/2 p. o/o à convertir	"	"	"	"	"	"	"	"	
Divers, *l/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	1,185 00	"	"	"	"	"	1,185 00	"	
A reporter	4,023,292 37	2,970,693 31	23,329,769 32	24,117,691 74	1,580,778 14	2,368,700 56	4,453,516 58	4,188,839 94	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
6° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report	4,023,292f 37c	2,970,693f 30	22,329,769f 32c	24,117,691f 74c	1,580,778f 14c	2,368,700f 56c	4,453,516f 58c	4,188,839f 94c	
1° COMPTES GÉNÉRAUX. (Suite.)									
Divers, *L/C* de quittances de rentes à encaisser	"	59 00	59 00	"	59 00	"	"	"	
Divers, *L/C* de recettes à classer	4,196,921 28	"	5,248,627 73	7,559,991 02	"	2,311,363 29	1,885,557 99	"	
Divers, *L/C* de titres de rentes déposés pour échange	745 00	"	201,862 11	93,774 69	108,087 42	"	108,832 42	"	
Divers, *L/C* de versements en échange de mandats sur le Trésor	"	"	1,290,228 84	1,290,228 84	"	"	"	"	
Écoles du Gouvernement, *L/C* de produits à classer	"	"	697 93	697 93	"	"	"	"	
Émission de bons de caisse	3,706,541 00	"	678,600 00	1,277,010 50	"	598,410 50	3,108,130 50	"	
Fonds commun pour le service de l'instruction primaire	15,225 99	"	1,226,705 20	1,250,778 25	"	24,073 05	"	8,847 06	
Fonds de réserve des communes et établissements publics	726,234 47	"	450,726 60	719,212 16	"	268,485 56	457,748 91	"	
Fonds reçus à vérifier	"	"	2,990,227 60	2,990,227 60	"	"	"	"	
Frais de négociation et de change	"	39,346 66	4,305,428 44	4,126,113 67	179,314 77	"	139,968 11	"	
Immigration, *S/C* courant	7,858 52	"	"	4,264 85	"	4,264 85	3,593 67	"	
Octroi de mer	634,214 60	"	4,741,379 22	4,678,378 61	63,000 61	"	697,215 21	"	
Parts attribuées aux communes sur divers droits et produits	191,959 91	"	307,487 29	335,563 61	"	28,076 32	163,883 59	"	
Parts de taxes télégraphiques revenant à des compagnies de câbles sous-marins	67,739 36	"	95,729 96	163,469 32	"	67,739 36	"	"	
Payeur central de la dette, *S/C* d'envois à vérifier	"	432 50	432 50	"	432 50	"	"	"	
Percepteurs, *L/C* courant	"	3,160,011 37	44,414,163 98	44,440,802 68	"	26,638 70	"	3,186,650 07	
Percepteurs, *L/C* de restes à recouvrer sur contributions directes du service local	"	84,384 [illegible]	59,108 57	88,056 61	"	28,948 04	"	113,332 09	
Placements des communes	316,765 55	"	630,793 96	728,991 67	"	98,197 71	218,567 84	"	
Préposés, *L/C* de timbres-poste	"	932,129 36	932,129 36	"	932,129 36	"	"	"	
Préposés des trésoriers-payeurs des colonies, *L/C* courant	"	9,002,366 79	115,690,099 07	118,311,349 27	"	2,621,250 20	"	11,623,616 99	
Produit brut de prises sur l'ennemi, à répartir	7,356 05	"	"	717 47	"	717 47	6,638 58	"	
Produits de déshérences, épaves, etc.	1,114,226 41	"	71,727 04	78,418 61	"	6,691 57	1,107,534 84	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin, *S/C* courant	1,386,286 04	"	50,481,744 81	48,161,259 02	2,320,485 79	"	3,706,771 83	"	
Protectorat de la côte des Somalis, *S/C* courant	400,903 44	"	2,121,566 90	2,137,379 88	"	15,812 98	385,090 46	"	
Quittances d'arrérages de rentes 3 p. o/o à régulariser	"	"	1,050 00	1,050 00	"	"	"	"	
Recettes à répartir	40,069 64	"	5,703,298 84	5,404,667 00	298,631 84	"	338,701 48	"	
A reporter	16,836,339 63	16,189,423 04	264,973,644 27	267,960,095 00	5,482,919 43	8,469,370 16	16,781,752 01	19,121,286 15	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des *Services de Trésorerie*. — Suite de l'*État de développement des Correspondants des Comptables des Finances pendant l'année 1898*.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
6° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report	16,836,339f 63c	16,189,423f 06c	264,973,644f 27c	267,960,095f 00c	5,482,919f 43c	8,469,370f 16c	16,781,752f 01c	19,121,286f 15c	
1° COMPTES GÉNÉRAUX. (Suite.)									
Recettes en atténuation des dépenses du service colonial	641,140 78	"	12,080,591 66	12,119,459 31	"	38,867 65	602,273 13	"	
Recettes pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, à régulariser	1,547 01	"	31,386 76	6,538 06	24,848 70	"	26,395 71	"	
Recettes pour le compte de la Légion d'honneur à régulariser	212 50	"	17 00	192 50	"	175 50	37 00	"	
Receveurs des communes, hospices et établissements de bienfaisance, *l/c* courant	2,846,152 88	"	10,415,103 44	10,901,327 05	"	486,223 61	2,359,929 27	"	
Receveurs des postes et des télégraphes, *l/c* courant	199,624 52	"	6,235,438 10	6,380,166 14	"	144,728 04	54,896 48	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o ancien fonds et 4 p. o/o déposées pour conversion	"	"	"	"	"	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion	"	"	"	"	"	"	"	"	
Restes à recouvrer sur contributions directes	"	113,350 01	333,931 50	360,277 06	"	26,345 56	"	139,695 57	
Restes à recouvrer sur contributions indirectes et divers produits	"	15,380 59	53,150 68	64,971 82	"	11,821 14	"	27,201 73	
Retenues par suite d'oppositions	2,884 58	"	290,198 57	293,083 15	"	2,884 58	"	"	
Saisies et doubles droits de douanes à répartir	11,362 89	"	31,367 48	28,880 06	2,487 42	"	13,850 31	"	
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	578 42	"	969,240 65	969,165 57	75 08	"	653 50	"	
Service local *s/c* de provisions pour dépenses faites hors de la colonie	5,467,270 49	"	13,579,545 45	13,647,022 65	"	67,477 20	5,399,793 29	"	
Souscription en faveur des victimes du cyclone de la Nouvelle-Calédonie en 1893	960 25	"	"	960 25	"	960 25	"	"	
Souscription en faveur des victimes du cyclone de Diégo-Suarez	25 00	"	"	"	"	"	25 00	"	
Souscription en faveur des victimes de l'incendie des faubourgs de Saint-Louis	13,361 55	"	50,000 00	10,117 10	39,882 90	"	53,244 45	"	
Successions vacantes, *l/c* courant	346,911 98	"	628,405 01	625,143 75	3,261 26	"	350,173 24	"	
Timbres-poste coloniaux, *l/c* de distribution	5,408,743 75	"	524,701 16	1,696,889 10	"	1,172,187 94	4,236,555 81	"	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* de payements à vérifier	"	914 01	914 01	"	914 01	"	"	"	
Trésoriers coloniaux, *l/c* de payements divers	"	1,084,630 20	2,063,917 38	1,684,914 75	379,002 63	"	"	705,627 57	
Trésoriers particuliers, *l/c* courant	"	1,842,955 80	22,851,576 40	22,952,679 27	"	101,102 87	"	1,944,058 67	
Trésoriers particuliers, *l/c* des restes à recouvrer sur contributions directes	"	"	"	"	"	"	"	"	
Trésoriers-payeurs généraux, *l/c* de payements divers	"	1,679 60	4,677 55	3,776 50	901 05	"	"	778 55	
Trésor public, *s/c* de titres de rentes	"	745 00	93,774 69	201,862 11	"	108,087 42	"	108,832 42	
Versement du produit des taxes de dépêches télégraphiques transmises par câbles sous-marins	10,547 15	"	64,292 02	47,132 35	17,159 67	"	27,706 82	"	
Dépenses du Siam (Tonkin et Cochinchine)	"	1,981,642 08	724,901 03	"	724,901 03	"	"	1,256,741 05	
Service local, *s/c* courant (Inde et Cochinchine)	9,871,778 10	"	173,703,655 28	177,371,170 30	"	3,667,515 02	6,204,263 08	"	
Gérants de caisses d'avances en territoires militaires, *l/c* courant (Tonkin et Madagascar)	"	3,406,495 53	13,967,628 66	14,709,392 45	"	741,763 79	"	4,148,259 32	
Jetons en nickel à échanger contre des bons de caisse (Martinique et Réunion)	560,000 00	"	600,000 00	1,135,000 00	"	535,000 00	25,000 00	"	
A reporter	42,219,441 48	24,637,215 86	524,272,058 75	533,170,216 30	6,676,353 18	15,574,510 73	36,136,549 10	27,452,481 03	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
6° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report..	42,219,441f 48c	24,637,215f 86c	524,272,058f 75c	533,170,216f 30c	6,676,353f 18c	15,574,510f 73c	36,136,549f 10c	27,452,481f 03c	
2° COMPTES PARTICULIERS.									
Martinique.									
Caissier central du Trésor, s/c de provision versée par les hospices civils	"	"	"	64,064 03	"	64,064 03	"	64,064 03	
Fonds accordés à titre de primes à la pêche côtière	7 09	"	8,000 00	3,428 41	4,571 59	"	4,578 68	"	
Primes d'encouragement aux cultures secondaires	"	"	38,965 08	31,087 45	7,877 63	"	7,877 63	"	
Droits consignés à régulariser ultérieurement	50,294 39	"	967,352 53	994,832 89	"	27,480 36	22,814 03	"	
Reliquat du prêt fait à la colonie par la métropole	69,456 43	"	"	69,456 43	"	69,456 43	"	"	
Guadeloupe.									
Caisses d'épargne, *l/c* de recouvrements	"	"	56,899 00	54,374 00	2,525 00	"	2,525 00	"	
Caisses d'épargne, *l/c* de remboursements	"	5,577 47	48,178 63	43,550 27	4,628 36	"	"	949 11	
Percepteurs, *l/c* de recouvrements opérés pour le compte des caisses d'épargne	60 00	"	42,730 00	42,924 00	"	194 00	"	134 00	
Droits de sortie sur les denrées coloniales représentatifs de l'impôt	"	"	231,213 55	231,213 55	"	"	"	"	
Diverses administrations, *l/c* de titres déposés	82,600 00	"	"	"	"	"	82,600 00	"	
Droits perçus au profit des examinateurs au baccalauréat	277 50	"	4,380 00	4,147 50	232 50	"	510 00	"	
Réunion.									
École normale primaire, *s/c* de fonds en dépôt	6,000 00	"	3,000 00	9,000 00	"	6,000 00	"	"	
Succession Vergoz, *s/c* de recouvrements et payements	629 99	"	65 00	"	65 00	"	694 99	"	
Caissier du port du chemin de fer de la Réunion, *s/c* courant	186,000 00	"	2,442,651 00	1,524,651 00	918,000 00	"	1,104,000 00	"	
Bénéfices et frais de gestion intérimaire	8,351 76	"	"	8,351 76	"	8,351 76	"	"	
Fonds spécial de l'immigration	"	"	161,355 45	"	161,355 45	"	161,355 45	"	
Sénégal.									
Contingents des pays de protectorats	26,455 74	"	143,306 46	169,762 20	"	26,455 74	"	"	
Fonds provenant de l'emprunt de 5 millions, *l/c* d'affectation	221,924 36	"	870,085 45	371,318 18	498,767 27	"	720,691 63	"	
Administration de Porto-Novo et de Grand-Bassam	"	1,355 00	"	"	"	"	"	1,355 00	
Receveur central des budgets régionaux	380,000 00	"	465,000 00	295,000 00	170,000 00	"	550,000 00	"	
Produits de douanes affectés à l'amortissement de l'emprunt de 1891	180,000 00	"	335,000 00	315,000 00	20,000 00	"	200,000 00	"	
Caisse des retenues de pilotage sur la barre à Saint-Louis	14,747 50	"	842 50	720 00	122 50	"	14,870 00	"	
Budget des recettes et des dépenses communes du pays de protectorat	"	"	128,561 21	118,390 11	10,171 10	"	10,171 10	"	
Mayotte.									
Sultanat d'Aujouan, s/c courant	"	"	135,862 98	54,776 12	81,086 86	"	81,086 86	"	
Payeur du protectorat d'Aujouan, *s/c* courant	349 78	"	20,369 41	20,719 19	"	349 78	"	"	
Protectorat de la Grande Comore, *s/c* courant	8,209 80	"	5,104 03	13,313 83	"	8,209 86	"	"	
Sultanat de la Grande Comore, s/c courant	"	"	126,826 34	83,343 62	43,482 72	"	43,482 72	"	
A reporter	43,454,805 82	24,644,148 33	530,507,807 37	636,693,640 84	8,599,239 16	15,785,072 63	39,143,807 19	27,518,983 17	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de *l'État de développement des Correspondants des Comptables des Finances pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
6e Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report	43,454 805f 82c	24,644,148f 33	530,507,807f 37c	537,793,640f 84c	8,599,239f 16c	15,785,072f 63c	39,143,807f 19c	27,518,983f 17c	
2° COMPTES PARTICULIERS. (Suite.)									
Taïti.									
Annexion des îles Sous-le-Vent	"	21,378 81	45,252 09	65,978 76	"	20,726 67	"	42,105 48	
Caisse agricole, s/c courant	100,000 00	"	"	"	"	"	100,000 00	"	
Saint-Pierre et Miquelon.									
Fourneau économique	1,492 17	"	1,787 00	3,273 84	"	1,486 84	5 33	"	
Nouvelle-Calédonie.									
Colonisation, s/c courant	"	"	58,256 57	27,844 73	30,411 84	"	30,411 84	"	
Quarantaine, s/c courant	70,461 33	"	16,330 00	15,861 21	468 79	"	70,930 12	"	
Emprunt de la Nouvelle-Calédonie, s/c d'amortissement	74,646 34	"	40,499 39	102,471 28	"	61,971 89	12,674 45	"	
Caissier central, s/c avec la ville de Nouméa	"	465,611 10	177,206 66	145,046 63	32,160 03	"	"	433,451 07	
Fonds recueillis en faveur des victimes du cyclone de la Nouvelle-Calédonie	"	960 25	960 25	"	960 25	"	"	"	
Fonds recueillis en faveur des victimes du cyclone de la Nouvelle-Calédonie en 1898	"	"	48,507 20	2,180 20	46,327 00	"	46,327 00	"	
Côte-d'Ivoire.									
Trésorier-payeur, s/c de recettes à régulariser	3,824 23	"	"	"	"	"	3,824 23	"	
Trésorier-payeur, s/c de dépenses à régulariser	"	445,075 93	"	"	"	"	"	445,075 93	
Soudan.									
Budget annexe du chemin de fer du Soudan, s/c courant	25,490 93	"	1,879,665 67	1,729,096 60	150,569 07	"	176,060 00	"	
Fonds destinés à la solde des troupes détachées	359,046 78	"	488,412 31	429,933 05	58,479 26	"	417,526 04	"	
Inde.									
Fonds destinés à la construction du chemin de fer	5,999 07	"	456,151 33	447,873 78	8,277 55	"	14,276 62	"	
Payements des préposés à régulariser	"	2,830 45	"	"	"	"	"	2,830 45	
Dépôts divers. — Service local	259,533 47	"	82,043 73	78,648 30	3,395 43	"	262,928 90	"	
Recouvrements au profit du Trésor anglais	31,765 97	"	166,098 19	189,792 19	"	23,694 00	8,071 97	"	
Caisse particulière des gardes champêtres, s/c courant	633 68	"	334 92	306 67	28 25	"	661 93	"	
Léproserie, s/c courant	"	"	2,007 70	1,975 26	32 44	"	32 44	"	
Trésor, s/c courant	"	1,205,697 80	2,814,504 43	2,640,662 06	173,842 37	"	"	1,031,855 43	
Frais de négociation et de change (opérations antérieures à 1896)	"	100,000 00	"	"	"	"	"	100,000 00	
Timbres mobiles (Enregistrement), i/c de distribution	"	"	41,437 50	21,000 00	20,437 50	"	20,437 50	"	
A reporter	44,387,699 79	26,885,702 67	536,827,262 31	543,595,585 40	9,124,628 94	15,892,952 03	40,307,975 56	29,574,301 53	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
6° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report	44,387,699f 79c	26,885,702f 67	536,827,262f 31c	543,595,585f 40c	9,124,628f 94c	15,892,952f 03c	40,307,975f 56c	29,574,361f 53c	
2° COMPTES PARTICULIERS. (Suite.)									
Cochinchine.									
Dépenses communes de l'Indo-Chine à régulariser ultérieurement	"	"	"	934,582 68	"	934,582 68	"	934,582 68	
Budgets des arrondissements	1,963,027 64	"	4,786,080 24	4,205,879 32	580,200 92	"	2,543,228 56	"	
Dépenses à régulariser. — Service local	"	32,000 00	404,534 08	457,370 88	"	52,836 80	"	84,836 80	
Recettes pour le compte de la Banque d'Indo-Chine	391,993 16	"	117,933 60	489,540 64	"	371,607 04	20,386 12	"	
Payeur du Cambodge, s/c courant	"	1,634,661 92	5,798,725 40	5,765,338 76	33,386 64	"	"	1,601,275 28	
Receveur spécial du service local, s/c courant	"	8,657,128 33	174,323,996 56	170,844,043 00	3,479,953 56	"	"	5,177,174 76	
Receveur spécial du service local, s/c intermédiaire	"	"	25,175,303 70	25,175,303 70	"	"	"	"	
Trésorier-payeur, s/c d'opérations à régulariser	"	105,478 36	3,617,747 44	4,664,491 92	"	1,046,744 48	"	1,152,222 84	
Mandats du receveur spécial du service local sur les comptables de l'Indo-Chine	34,831 44	"	1,399,845 04	1,365,888 56	33,956 48	"	68,787 92	"	
Trésorier-payeur, s/c intermédiaire	"	"	41,683,946 60	41,683,946 60	"	"	"	"	
Mandats du receveur spécial du service local sur le payeur du Cambodge	3,688 36	"	89,494 36	85,388 76	4,105 60	"	7,793 96	"	
Dépenses à régulariser des protectorats	"	23,007 16	49,184 24	75,836 92	"	26,652 68	"	49,659 84	
Receveurs des postes, L/c de payements d'articles d'argent	"	"	52,398 11	52,398 11	"	"	"	"	
Mandats des préposés sur le receveur spécial	3,573 56	"	93,772 08	97,345 64	"	3,573 56	"	"	
Divers, L/c de retenues à verser au trésorier-payeur	11,967 48	"	602,497 36	538,586 08	63,911 28	"	75,878 76	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. s/c de recettes	"	"	1,251,868 91	1,251,868 91	"	"	"	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. s/c de dépenses	"	135,341 30	1,473,665 38	1,389,758 30	83,907 08	"	"	51,434 31	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. s/c de provisions	152,374 07	"	"	"	"	"	152,374 07	"	
Mandats du receveur spécial du service local sur le payeur du Bas-Laos	"	"	387 32	387 32	"	"	"	"	
Payeur du Bas-Laos, s/c courant	"	175,868 08	1,510,811 48	1,944,378 56	"	433,567 08	"	609,435 16	
Recettes à classer des protectorats	233,295 64	"	293,072 16	267,518 24	25,553 92	"	258,849 56	"	
Recettes pour le c/ des receveurs d'enregistrement	27,268 68	"	84,614 64	111,883 32	"	27,268 68	"	"	
Compte d'occupation du Laos	"	1,219,257 88	"	"	"	"	"	1,219,257 88	
Receveurs des postes, L/c d'émission et de payements d'articles d'argent	"	"	133,478 60	133,478 60	"	"	"	"	
Tonkin.									
Fonds affectés aux intérêts de l'emprunt	4 00	"	"	4 00	"	4 00	"	"	
Madagascar.									
Produits des douanes affectés au service des intérêts de l'emprunt	"	"	469,984 52	"	469,984 52	"	469,984 52	"	
TOTAUX	47,209,723 82	38,868,445 78	800,240,604 13	805,130,804 22	13,899,588 94	18,789,789 03	43,905,259 03	40,454,181 08	
	8,341,278f 04c		4,890,200f 09c		4,890,200f 09c		3,451,077f 95c		

RÉCAPITULATION DES CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES.

1° Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	68,530,614f 70c	113,099,132f 08c	7,648,889,772f 54c	7,653,259,463f 04c	5,229,066f 47c	9,598,756f 97c	68,541,583f 38c	117,479,791f 26c
2° Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public	486,303,538 56	1,203,560 20	2,051,281,655 46	2,073,846,538 45	834,590 01	23,399,473 00	463,725,273 42	1,190,178 05
3° Correspondants des payeurs des armées	81,952 50	421,337 48	421,337 48	81,952 50	421,337 48	81,952 50	"	"
4° Correspondants des agents comptables du Trésor	5,333,151 46	1,900,457 14	36,570,809 88	36,612,689 18	730,980 23	772,859 53	5,475,608 26	2,084,793 24
5° Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	528,238 11	4,263,512 71	247,531,053 63	249,161,967 55	439,427 99	2,070,341 91	531,609 90	5,897,798 42
6° Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	47,209,723 82	38,868,445 78	800,240,604 13	805,130,804 22	13,899,588 94	18,789,789 03	43,905,259 03	40,454,181 08
TOTAUX GÉNÉRAUX	607,987,219 15	159,756,445 39	10,784,935,233 12	10,818,093,414 94	21,554,991 12	54,713,172 94	582,179,333 99	167,106,742 05
	448,230,773f 76c		33,158,181f 82c		33,158,181f 82c		415,072,591f 94c	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	2,103f 87c	"	12,930f 69c	13,022f 90c	"	92f 21c	2,011f 66c	"	
Receveurs des douanes	200 00	"	"	200 00	"	200 00	"	"	
Receveurs des contributions indirectes	259,925 46	"	413,293 81	260,108 57	153,185f 24c	"	413,110 70	"	
Trésoriers-payeurs généraux	60,915,933 29	"	812,063,315 12	811,754,127 90	39,187 22	"	61,225,120 51	"	
Comptables des finances en Algérie. — Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	4 00	4 00	"	"	"	"	
Comptables des finances en Algérie. — Receveurs de l'enregistrement et des domaines en Algérie	"	"	2,753 65	2,741 52	12 13	"	12 13	"	
Comptables des finances en Algérie. — Receveurs des contributions diverses en Algérie	10 48	"	1,547 97	1,437 69	110 28	"	120 76	"	
Trésoriers-payeurs des colonies	"	35,559f 17	88,325 11	119,459 96	"	31,134 85	"	66,694 02	
TOTAUX	61,178,173 10	35,559 17	812,582,170 35	812,151,102 54	462,494 87	31,427 06	61,640,375 76	66,694 02	
EXCÉDENT de recettes	61,142,613f 93c		431,067f 81c		431,067f 81c		61,573,681f 74c		

Suite des Services de Trésorerie. — *État de développement des Avances pour divers services pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
1° AVANCES DES RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT, DU TIMBRE ET DES DOMAINES.									
Frais de justice militaire	"	2,891f 29c	25,579f 54c	27,687f 95c	"	2,108f 41c	"	4,999f 65c	
Frais de justice maritime	"	400 66	4,674 98	4,446 07	228f 91c	"	"	171 75	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration de l'enregistrement et des domaines	"	435,557 19	290,931 88	349,645 35	"	58,713 47	"	494,270 66	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration des forêts	"	27,575 94	2,981 75	7,672 74	"	4,690 99	"	32,266 93	
Frais en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique	"	2,926 75	6,567 58	6,852 83	"	285 25	"	3,212 00	
Frais de vente d'objets mobiliers appartenant à l'État et aux départements	"	29,176 43	153,106 26	146,907 25	6,199 01	"	"	22,977 42	
Frais de location de bâtiments et terrains militaires	"	139 34	861 45	1,202 55	"	341 10	"	480 44	
Frais de vente d'immeubles appartenant à l'État	"	47,597 92	17,503 38	21,058 08	"	3,554 70	"	51,152 62	
Arrérages de pensions payés par provision	"	"	390 00	390 00	"	"	"	"	
Payements à régulariser. Perfectionnement du matériel d'armement	"	"	32 40	77 10	"	44 70	"	44 70	
Payements à régulariser. Avances pour payement des remises aux receveurs	"	"	"	5,922 65	"	5,922 65	"	5,922 65	
Payements à régulariser. Frais d'extraction d'une bombarde	"	"	"	126 70	"	126 70	"	126 70	
Avances à charge de régularisation. (Succession Giffard.)	"	4,786,830 23	"	"	"	"	"	4,786,830 23	
Frais d'aliénation d'immeubles militaires à classer	"	"	"	"	"	"	"	"	
Frais de poursuites en matière de recrutement	"	"	"	"	"	"	"	"	
Totaux du 1°	"	5,333,095 70	502,629 22	571,989 27	6,427 92	75,787 97	"	5,402,455 75	
	5,333,095f 70c		69,360f 05c		69,360f 05c		5,402,455f 75c		
2° AVANCES DES RECEVEURS DES DOUANES.									
Avances sur le fonds de retenues pour l'habillement, le service de santé et le casernement des préposés de brigades	"	490f 44c	1,446f 34c	1,371f 44c	74f 90c	"	"	415f 54c	
Avances pour frais de saisies et de préemptions	"	64,053 79	115,291 93	142,013 17	"	26,721f 24c	"	90,775 03	
Avances pour frais de poursuites et d'instances	"	110,212 31	1,919 58	13,526 16	"	11,606 58	"	121,818 89	
Avances pour parts de saisies à des indicateurs ou à des saisissants	"	13,469 57	90,114 41	90,592 28	"	477 87	"	13,947 44	
Avances de primes de captures, saisies de tabacs et arrestations de fraudeurs et de déserteurs	"	"	3 87	3 87	"	"	"	"	
Fonds remis aux receveurs particuliers pour subvenir aux remboursements des consignations et au payement des dépenses	"	812,355 50	21,127,884 77	21,123,054 68	4,830 09	"	"	807,525 50	
Arrérages de pensions payés par provision aux employés, aux veuves et aux orphelins	"	117,239 79	416,021 01	457,737 15	"	41,716 14	"	158,955 93	
Avances diverses	"	12,879 40	771,060 96	776,432 36	"	5,371 40	"	18,250 80	
Totaux du 2°	"	1,130,700f 89c	22,523,742 87	22,604,731 11	4,904 99	85,893 23	"	1,211,689 13	
	1,130,700f 89c		80,988f 24c		80,988f 24c		1,211,689f 13c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des AVANCES POUR DIVERS SERVICES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
3° AVANCES DES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.									
Avances pour frais judiciaires et frais de poursuites pour le recouvrement des droits	"	548,295f 01c	574,182f 39c	568,156f 71c	6,025f 68c	"	"	542,269f 33c	
Avances pour achat de timbres et pour divers services	"	98,757 18	151,823 42	131,136 90	20,686 52	"	"	78,070 66	
Avances pour le service des contributions indirectes	"	1,779,376 65	8,425,815 93	8,445,458 42	"	19,642f 49c	"	1,799,019 14	
Avances pour le service des tabacs	"	194,987 24	1,441,432 28	1,564,550 15	"	123,117 87	"	318,105 11	
TOTAUX du 3°	"	2,621,416 08	10,593,254 02	10,709,302 18	26,712 20	142,760 36	"	2,737,464 24	
	2,621,416f 08c		116,048f 16c		116,048f 16c		2,737,464f 24c		
4° AVANCES DES RECEVEURS DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.									
Frais d'encaissement à domicile des abonnements télégraphiques	"	"	"	"	"	"	"	"	
Avances pour frais de poursuites et d'instances	"	2,224f 08c	57,835f 59c	58,029f 11c	"	193f 52c	"	2,417f 60c	
Avances pour frais d'exprès et d'affranchissement de télégrammes	"	96,207 50	673,186 70	680,466 75	"	7,280 05	"	103,487 55	
Arrérages de pensions payés par provision	"	55,369 59	131,210 85	88,245 63	42,965f 22c	"	"	12,404 37	
Avances pour le compte de la Caisse nationale d'épargne	"	312,625 33	3,312,631 56	3,224,743 83	87,887 73	"	"	224,737 60	
Avances aux agents embarqués	"	20,200 00	75,600 00	74,700 00	900 00	"	"	19,300 00	
Avances pour frais de conduite des fourgons servant au transport des correspondances des Chambres	"	"	"	"	"	"	"	"	
Allocations aux agents pour opérations de la Caisse nationale d'épargne	"	7 95	438,234 57	545,231 97	"	106,997 40	"	107,005 35	
Avances pour colis postaux réexpédiés	"	61 55	159 05	216 50	"	57 45	"	119 00	
Droits de douane et de garantie pour valeurs déclarées. — Boîtes originaires des colonies	"	4 50	8,466 22	8,467 24	"	1 02	"	5 52	
TOTAUX du 4°	"	486,700 50	4,697,324 54	4,680,101 03	131,752 95	114,529 44	"	469,476 99	
	486,700f 50c		17,223f 51c		17,223f 51c		469,476f 99c		
5° AVANCES DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
Poursuites pour le recouvrement des contributions directes	"	297,245f 17c	1,710,412f 84c	1,754,925f 93c	"	44,513f 09c	"	341,758f 26c	
Poursuites pour le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires	"	298,872 15	516,285 66	506,354 10	9,931f 56c	"	"	288,940 59	
Restes à recouvrer sur les contributions directes. (Exercice 1893.)	"	8,721 12	4,730 97	"	4,730 97	"	"	3,990 15	
Restes à recouvrer sur les contributions directes. (Exercice 1894.)	"	64,718 55	17,393 67	"	17,393 67	"	"	47,324 88	
Restes à recouvrer sur les contributions directes. (Exercice 1895.)	"	165,113 92	66,453 85	"	66,453 85	"	"	98,660 07	
Restes à recouvrer sur les contributions directes. (Exercice 1896.)	"	798,101 99	660,037 70	208 10	659,829 60	"	"	138,272 39	
Restes à recouvrer sur les contributions directes. (Exercice 1897.)	"	"	5,779,385 36	6,618,085 48	"	838,700 12	"	838,700 12	
Dégrèvements sur pensions des élèves des écoles du Gouvernement	"	55,236 14	55,236 14	49,363 40	5,872 74	"	"	49,363 40	
Remboursements de taxes de brevets d'invention	"	"	41,705 00	41,705 00	"	"	"	"	
Frais de procédure dans l'intérêt des communes et établissements publics	"	4,299 69	4,762 97	5,958 84	"	1,195 87	"	5,495 56	
TOTAUX du 5°	"	1,692,308 73	8,856,404 16	8,976,600 85	764,212 39	884,409 08	"	1,812,505 42	
	1,692,308f 73c		120,196f 69c		120,196f 69c		1,812,505f 42c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des AVANCES POUR DIVERS SERVICES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
6° AVANCES DU CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC.									
Porteurs des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o remboursées ou converties, *l/c* de reliquats d'intérêts	"	170f 34c	"	"	"	"	"	170f 34c	
Intérêts attachés aux bons du Trésor... Échéance de 1898	"	1,299,395 60	2,109,436f 70c	810,041f 10c	1,299,395f 60c	"	"	"	
Intérêts attachés aux bons du Trésor... Échéance de 1899	"	"	"	1,112,744 05	"	1,112,744f 05c	"	1,112,744 05	
Trésoriers coloniaux, *l/c* de payements divers	"	7,228,640 85	5,737,337 02	6,570,771 41	"	833,434 39	"	8,062,075 24	
Dépenses à régulariser sur ordonnances ultérieures des ministères	"	775,605 17	1,708,095 22	2,839,281 75	"	1,131,186 53	"	1,906,791 70	
Caissier-payeur central, *s/c* intermédiaire de sommes indûment payées	"	8,673 66	916,092 10	911,975 34	4,116 76	"	"	4,556 90	
Divers budgets et services, *l/c* d'emploi des avances de la Banque de France	"	180,000,000 00	"	"	"	"	"	180,000,000 00	
Trésoriers-payeurs, *l/c* de prélèvements à la Banque d'Algérie	"	4,200,000 00	63,900,000 00	63,300,000 00	600,000 00	"	"	3,600,000 00	
Administration des manufactures de l'État, *s/c* de traites de tabacs à régulariser	"	"	4,170,875 68	4,170,875 68	"	"	"	"	
Compléments de pensions payes pour le compte de la Caisse des offrandes nationales	"	19,114 96	96,003 01	96,002 12	0 89	"	"	19,114 07	
Coupons indûment payés sur titres sortis aux tirages à régulariser ultérieurement	"	24 89	"	"	"	"	"	24 89	
Divers ministères et services, *l/c* de dépenses faites à l'étranger au moyen de traites tirées sur le Trésor par les consuls	"	1,158,945 51	1,783,834 37	2,241,801 86	"	457,967 49	"	1,616,913 00	
Remboursement des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o non converties	"	80,362,221 15	"	"	"	"	"	80,362,221 15	
Caisse centrale, *s/c* de payements à régulariser	"	130,203 52	11,073,987 08	11,987,682 77	"	913,695 69	"	1,043,899 21	
Payement des intérêts au 15 janvier 1891 des bons de liquidation et obligations à long terme	"	2,241,470 70	"	"	"	"	"	2,241,470 70	
Divers, *l/c* de coupons au porteur	"	14,407,667 00	250,021,374 86	250,998,211 36	"	976,836 50	"	15,384,503 50	
Divers correspondants, *l/c* d'arrérages de rentes, pensions et valeurs du Trésor	"	14,720,137 18	87,176,887 83	82,793,689 68	4,383,198 15	"	"	10,336,939 03	
Trésor public, *s/c* de supplément de pensions aux militaires, marins et à leurs veuves	"	87,284,545 31	8,849,576 73	9,243,876 74	"	394,300 01	"	87,678,845 32	
Caissier-payeur central, *s/c* de coupons payés sur duplicata à régulariser	"	620 75	852 25	1,058 50	"	206 25	"	827 00	
Remboursements à imputer ultérieurement sur les excédents de recettes de l'exercice 1898 (Loi du 3 décembre 1898).	"	"	"	65,517,942 32	"	65,517,942 32	"	65,517,942 32	
TOTAUX du 6°	"	393,837,436 59	437,544,352 85	502,595,954 68	6,286,711 40	71,338,313 23	"	458,889,038 42	
	393,837,436f 59c		65,051,601f 83c		65,051,601f 83c		458,889,038f 42c		
7° AVANCES DES PAYEURS DES ARMÉES.									
Avances au Gouvernement tunisien	"	27,626f 70c	27,626f 70c	"	27,626f 70c	"	"	"	
	"		"		"		"		
8° AVANCES DES AGENTS COMPTABLES DU TRÉSOR.									
Avances au gouvernement tunisien	"	"	101,021f 89c	109,282f 71c	"	8,260f 82c	"	8,260f 82c	
Divers tireurs de traites de la marine, *l/c* courant	"	7,573,229f 57c	12,623,442 06	13,109,001 53	"	485,559 47	"	8,058,789 04	
TOTAUX du 8°	"	7,573,229 57	12,724,463 95	13,218,284 24	"	493,820 29	"	8,067,049 86	
	7,573,229f 57c		493,820f 29c		493,820f 29c		8,067,049f 86c		
9° AVANCES DES COMPTABLES EN ALGÉRIE. *Avances des receveurs de l'enregistrement et des domaines.*									
Frais de justice maritime	"	52f 00c	52f 00c	"	52 00c	"	"	"	
Frais de justice militaire	"	7,394 10	43,761 30	42,018f 30c	1,743 00	"	"	5,651f 10c	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration de l'enregistrement	"	36,497 64	30,033 99	30,066 28	"	32f 29c	"	36,529 93	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration des forêts	"	10,544 28	6,025 36	513 30	5,512 06	"	"	5,032 22	
Frais de vente d'objets mobiliers appartenant à l'État et aux départements	"	12,665 97	12,701 02	17,733 03	"	5,032 01	"	17,697 98	
Frais de location de bâtiments et terrains militaires	"	105 40	334 10	360 21	"	26 11	"	131 51	
Frais de location et de vente d'immeubles appartenant à l'État	"	5,688 90	23,870 93	23,974 32	"	103 39	"	5,792 29	
Frais de transport de papiers timbrés et d'impressions	"	48 60	2,888 55	2,877 45	11 10	"	"	37 50	
Allocation de 3 p. o/o aux distributeurs de papiers timbrés	"	10,404 57	34,523 30	31,345 41	3,177 89	"	"	7,226 68	
Frais des formalités remplies en exécution de la loi du 26 juillet 1873	"	"	514 10	514 10	"	"	"	"	
Frais d'expropriation pour cause d'utilité publique	"	144 87	232 05	157 80	74 25	"	"	70 62	
Menues dépenses du timbre	"	100 75	425 85	435 30	"	9 45	"	110 20	
Restitutions de droits. (Ventes judiciaires.)	"	11,580 36	14,646 83	13,265 14	1,381 69	"	"	10,198 67	
Avances imprévues concernant la contribution foncière du domaine de l'État	"	1,054 82	5,345 92	6,102 13	"	756 21	"	1,811 03	
Frais de poursuites concernant l'agence judiciaire du Trésor	"	"	9 35	9 35	"	"	"	"	
Avances diverses autorisées par l'administration supérieure	"	410 01	410 01	"	410 01	"	"	"	
Payements à régulariser	"	"	"	478 06	"	478 06	"	478 06	
A reporter	"	96,692 27	175,774 66	169,850 18	12,362 00	6,437 52	"	90,767 79	
	96,692f 27c		5,924f 48c		5,924f 48c		90,767f 79c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des AVANCES POUR DIVERS SERVICES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
9° AVANCES DES COMPTABLES EN ALGÉRIE.									
Report	"	96,692f 27c	175,774f 66c	169,850f 18c	12,362f 00c	6,437f 52c	"	90,767f 79c	
Avances des receveurs des douanes.									
Fonds de retenues pour l'habillement, le service de santé et le casernement des préposés de brigades	"	610f 00c	37,915f 00c	37,305f 00c	610f 00c	"	"	"	
Frais de saisies et de préemptions	"	975 02	2,012 02	2,836 05	"	824f 03c	"	1,799f 05c	
Fonds remis aux receveurs subordonnés pour subvenir aux remboursements de consignations et au payement des dépenses	"	19,792 29	817,259 19	830,064 06	"	12,804 87	"	32,597 16	
Arrérages de pensions payés par provision aux veuves et aux orphelins	"	456 93	2,217 53	6,571 26	"	4,353 73	"	4,810 66	
Avances diverses	"	1,711 63	764,537 46	762,938 48	1,598 98	"	"	112 65	
Remboursements de droits sur colis postaux réexpédiés	"	"	335 80	335 80	"	"	"	"	
	"	23,545 87	1,624,277 00	1,640,050 65	2,208 98	17,982 63	"	39,319 52	
	23,545f 87c		15,773f 65c		15,773f 65c		39,319f 52c		
Avances des receveurs des contributions diverses.									
Frais de poursuites pour le service des contributions diverses	"	22,465f 98c	89,195f 09c	87,823f 74c	1,371f 35c	"	"	21,094f 61c	
Frais de poursuites pour le service des amendes	"	74,408 49	139,689 91	137,839 68	1,850 23	"	"	72,558 26	
Dépenses d'urgence	"	290,889 34	459,240 36	680,865 36	"	221,625f 00c	"	512,514 34	
Parts des chefs indigènes dans les impôts arabes	"	197,607 28	449,271 02	433,638 11	15,632 91	"	"	181,974 37	
Avances pour le service des communes, canaux d'irrigation, etc.	"	2,512 58	322,186 54	325,845 85	"	3,659 31	"	6,171 89	
Contributions directes et taxes assimilées — Exercice 1895	"	2,583 79	2,583 79	"	2,583 79	"	"	"	
Contributions directes et taxes assimilées — Exercice 1896	"	78,970 35	76,297 45	"	76,297 45	"	"	2,672 90	
Contributions directes et taxes assimilées — Exercice 1897	"	123,975 69	460,099 56	465,582 05	"	5,482 49	"	129,458 18	
Contributions directes et taxes assimilées — Exercice 1898	"	"	1,030,571 98	1,111,363 79	"	80,791 81	"	80,791 81	
	"	793,413 48	3,029,135 70	3,242,958 58	97,735 73	311,558 61	"	1,007,236 36	
	793,413f 48c		213,822f 88c		213,822f 88c		1,007,236f 36c		
Avances des receveurs des postes et des télégraphes.									
Avances pour frais de poursuites et d'instances	"	39f 10c	457f 70c	467f 85c	"	10f 15c	"	49f 25c	
Avances pour frais d'exprès et d'affranchissement de télégrammes	"	984 35	7,104 05	6,713 70	390f 35c	"	"	594 00	
Avances pour le compte de la Caisse nationale d'épargne	"	8,848 26	83,075 71	84,271 54	"	1,195 83	"	10,044 09	
Allocations aux agents pour opérations de la Caisse nationale d'épargne	"	2 00	11,337 30	14,999 45	"	3,662 15	"	3,664 15	
Avances pour arrérages de pensions payés par provision	"	635 00	1,011 00	376 00	635 00	"	"	"	
	"	10,508 71	102,985 76	106,828 54	1,025 35	4,868 13	"	14,351 49	
	10,508f 71c		3,842f 78c		3,842f 78c		14,351f 49c		
Avances des trésoriers-payeurs en Algérie.									
Remboursements de taxes de brevets d'invention	"	"	200f 00c	200f 00c	"	"	"	"	
	"		"		"		"		
TOTAUX du 9°	"	924,160f 33c	4,932,373f 12c	5,159,887f 95c	113,332f 06c	340,846f 89c	"	1,151,675f 16c	
	924,160f 33c		227,514f 83c		227,514f 83c		1,151,675f 16c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite du Service de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des* AVANCES POUR DIVERS SERVICES *pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
10° AVANCES DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Dépenses à régulariser sur ordonnances ultérieures des ministères	"	10,337,292f 00c	10,250,862f 79c	144,811f 15c	10,106,051f 64c	"	"	231,240f 36c	
	10,337,292f 00c		10,106,051f 64c		10,106,051f 64c		231,240f 36c		
11° AVANCES DE L'AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES.									
Excédents de dépenses à régulariser par suite de reversements ultérieurs	"	295f 37c	295f 37c	999f 34c	"	703f 97c	"	999f 34c	
	295f 37c		703f 97c		703f 97c		999f 34c		
12° AVANCES DE DIVERS COMPTABLES.									
Faits antérieurs au 18 mars 1871	"	837,259f 59c	"	"	"	"	"	837,259f 59c	
	837,259f 59c		"		"		837,259f 59c		
RÉCAPITULATION DES AVANCES POUR DIVERS SERVICES.									
1° Avances des receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	"	5,333,095f 70c	502,629f 22c	571,989f 27c	6,427f 92c	75,787f 97c	"	5,402,455f 75c	
2° Avances des receveurs des douanes	"	1,130,700 89	22,523,742 87	22,604,731 11	4,904 99	85,893 23	"	1,211,689 13	
3° Avances des receveurs des contributions indirectes	"	2,621,416 08	10,593,254 02	10,709,302 18	26,712 20	142,760 36	"	2,737,464 24	
4° Avances des receveurs des postes et des télégraphes	"	486,700 50	4,697,324 54	4,680,101 03	131,752 95	114,529 44	"	469,476 99	
5° Avances des trésoriers-payeurs généraux	"	1,692,308 73	8,856,404 16	8,976,600 85	764,212 39	884,409 08	"	1,812,505 42	
6° Avances du caissier-payeur central du Trésor public	"	393,837,436 50	437,544,352 85	502,595,954 68	6,286,711 40	71,338,313 23	"	458,889,038 42	
7° Avances des payeurs des armées	"	27,626 70	27,626 70	"	27,626 70	"	"	"	
8° Avances des agents comptables du Trésor	"	7,573,229 57	12,724,463 95	13,218,284 24	"	493,820 29	"	8,067,049 86	
9° Avances des comptables en Algérie	"	924,160 33	4,932,373 12	5,159,887 95	113,332 06	340,846 89	"	1,151,675 16	
10° Avances des trésoriers-payeurs des colonies	"	10,337,292 00	10,250,862 79	144,811 15	10,106,051 64	"	"	231,240 36	
11° Avances de l'agent comptable des virements de comptes	"	295 37	295 37	999 34	"	703 97	"	999 34	
12° Avances de divers comptables	"	837,259 59	"	"	"	"	"	837,259 59	
TOTAUX GÉNÉRAUX	"	424,801,522 05	512,653,329 59	568,662,661 80	17,467,732 25	73,477,064 46	"	480,810,854 26	
EXCÉDENT de dépenses	424,801,522f 05c		56,009,332f 21c		56,009,332f 21c		480,810,854f 26c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des DÉBETS DE COMPTABLES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	"	167,478f 48c	17,460f 19c	9,380f 62c	8,079f 57c	"	"	159,398f 91c	
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	"	63,143 82	"	"	"	"	"	63,143 82	
Receveurs des douanes en France	"	1,311 88	"	"	"	"	"	1,311 88	
Receveurs des douanes en Algérie	"	12,158 79	1,232 00	"	1,232 00	"	"	10,926 79	
Receveurs des postes et des télégraphes en France	"	131,835 39	7,451 84	19,789 20	"	12,337f 36c	"	144,172 75	
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	"	53,086 62	1,206 34	"	1,206 34	"	"	51,880 28	
Receveurs des contributions indirectes en France	"	451,288 95	32,859 25	31,772 44	1,086 81	"	"	450,202 14	
Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	
Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	
Agents comptables des chancelleries diplomatiques et consulaires	"	36,904 37	895 06	"	895 06	"	"	36,009 31	
TOTAUX	"	917,208 30	61,104 68	60,942 26	12,499 78	12,337 36	"	917,045 88	
	917,208f 30c		162f 42c		162f 42c		917,045f 88c		

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des CRÉANCES LITIGIEUSES pendant l'année 1898.*

DESIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
Prêts faits à divers manufacturiers sur le crédit de 5 millions ouvert par la loi du 8 septembre 1830	"	9,857f 53c	"	"	"	"	"	9,857f 53c	
	9,857f 53c		"		"		9,857f 53c		

Suite du **COMPTE DE TRÉSORERIE.**

Suite des **SERVICES DE TRÉSORERIE.**

MOUVEMENTS DE FONDS

ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES

PENDANT L'ANNÉE 1898.

1° État de développement, par comptes.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *1° État présentant la situation, par comptes, des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.		SITUATION AU 1er JANVIER 1898.				OPÉRATIONS DE L'ANNEE 1898.						SITUATION AU 1er JANVIER 1899.	
		Excédents		RECETTES			DÉPENSES			EXCÉDENTS		Excédents	
COMPTABLES qui ont effectué la recette.	COMPTABLES qui ont effectué la dépense.	des recettes.	des dépenses.	par comptables.	par virements.	TOTAL des recettes.	par comptables.	par virements.	TOTAL des dépenses.	des recettes.	des dépenses.	des recettes.	des dépenses.
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	240,550f 00c	"	240,550f 00c	240,550f 00c	"	240,550f 00c	"	"	"	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	"	280,000 00	"	280,000 00	280,000 00	"	280,000 00	"	"	"	"
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	22,507f 76c	"	56,380 69	"	56,380 69	56,380 69	"	56,380 69	"	"	22,507f 76c	"
	Leurs collègues	"	"	3,064,432 91	"	3,064,432 91	3,064,432 91	"	3,064,432 91	"	"	"	"
		22,507 76	"	3,641,363 60	"	3,641,363 60	3,641,363 60	"	3,641,363 60	"	"	22,507 76	"
Receveurs des douanes en France	Receveurs des contributions indirectes en France	"	"	1,151,994 51	"	1,151,994 51	1,151,994 51	"	1,151,994 51	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	4,100,889 69	"	4,100,889 69	4,100,889 69	"	4,100,889 69	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en Algérie	"	"	5,112 29	"	5,112 29	5,112 29	"	5,112 29	"	"	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	"	3,612,301 92	"	3,612,301 92	3,612,301 92	"	3,612,301 92	"	"	"	"
		"	"	8,870,298 41	"	8,870,298 41	8,870,298 41	"	8,870,298 41	"	"	"	"
Receveurs des contributions indirectes en France	Receveurs des douanes en France	"	"	242,972 02	"	242,972 02	242,972 02	"	242,972 02	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	14,218,810 00	"	14,218,810 00	14,218,810 00	"	14,218,810 00	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en Algérie	"	"	345 00	"	345 00	345 00	"	345 00	"	"	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	3,516 34	"	3,516 34	3,516 34	"	3,516 34	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	"	5,521,601 83	"	5,521,601 83	5,521,601 83	"	5,521,601 83	"	"	"	"
		"	"	19,987,245 19	"	19,987,245 19	19,987,245 19	"	19,987,245 19	"	"	"	"
Receveurs des postes et des télégraphes en France	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	"	"	16,157,507 85	"	16,157,507 85	16,157,507 85	"	16,157,507 85	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en France	"	"	11,383,789 99	"	11,383,789 99	11,383,789 99	"	11,383,789 99	"	"	"	"
	Receveurs des contributions indirectes en France	"	"	16,122,757 13	"	16,122,757 13	16,122,757 13	"	16,122,757 13	"	"	"	"
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	9,690 06	"	348,138,744 70	"	348,138,744 70	348,148,434 76	"	348,148,434 76	"	9,690f 06c	"	"
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	123,968,890 44	"	123,968,890 44	123,968,890 44	"	123,968,890 44	"	"	"	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	"	34,593,212 89	"	34,593,212 89	34,593,212 89	"	34,593,212 89	"	"	"	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	"	121f 27c	9,063 86	"	9,063 86	8,947 65	"	8,947 65	116f 21c	"	"	5f 06c
	Leurs collègues	"	219,929 43	210,848,398 27	"	210,848,398 27	210,934,908 11	"	210,934,908 11	"	86,509 84	"	306,439 27
		9,690 06	220,050 70	761,222,365 13	"	761,222,365 13	761,318,448 82	"	761,318,448 82	116 21	96,199 90	"	306,444 33
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	Receveurs des postes et des télégraphes en France	312,117 26	"	337,316,821 05	"	337,316,821 05	337,404,321 51	"	337,404,321 51	"	87,500 46	224,616 80	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	100 00	55,525,975 40	"	55,525,975 40	55,542,744 77	"	55,542,744 77	"	16,769 37	"	16,869 37
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	8,848 26	"	8,231,300 69	"	8,231,300 69	8,230,104 86	"	8,230,104 86	1,195 83	"	10,044 09	"
		320,965 52	100 00	401,074,097 14	"	401,074,097 14	401,177,171 14	"	401,177,171 14	1,195 83	104,269 83	234,660 89	16,869 37
Trésoriers-payeurs généraux	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	"	"	443,137,635 25	"	443,137,635 25	473,137,635 25	"	443,137,635 25	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en France	"	"	360,078,655 17	"	360,078,655 17	360,078,655 17	"	360,078,655 17	"	"	"	"
	Receveurs des contributions indirectes en France	"	"	783,515,904 80	"	783,515,904 80	783,515,904 80	"	783,515,904 80	"	"	"	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en France	"	"	284,162,266 89	"	284,162,266 89	284,162,266 89	"	284,162,266 89	"	"	"	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	"	1,732,273,468 92	"	1,732,273,468 92	1,732,179,181 89	"	1,732,179,181 89	94,287 03	"	94,287 03	"
	Agent comptable des traites de la marine	168 59	"	1,238 95	"	1,238 95	223 69	"	223 69	1,015 26	"	1,183 85	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	3,000,300 00	7,000,700 00	"	7,000,700 00	4,000,400 00	"	4,000,400 00	3,000,300 00	"	"	"
	Trésoriers-payeurs des colonies	1,275,033 00	"	753,692 25	"	753,692 25	1,700,032 70	"	1,700,032 70	"	946,340 45	328,692 55	"
	Leurs collègues	"	669,696 98	36,447,934 44	"	36,447,934 44	35,907,321 42	"	35,907,321 42	540,613 02	"	"	(A) 129,083 96
		1,275,201 59	3,669,996 98	3,647,371,496 67	"	3,647,371,496 67	3,644,681,621 81	"	3,644,681,681 81	3,636,215 31	946,340 45	424,163 43	129,083 96
	A reporter	1,628,364 93	3,890,147 68	4,842,166,866 14	"	4,842,166,866 14	4,839,676,148 97	"	4,839,676,148 97	3,637,527 35	1,146,810 18	681,332 08	452,397 66

(A) Sera régularisé en 1899.

Suite du COMPTE DE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — 1° Suite de *l'État présentant la situation par comptes des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.		SITUATION au 1er JANVIER 1898.				OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.						SITUATION AU 1er JANVIER 1899.	
		Excédents		RECETTES			DÉPENSES			EXCÉDENTS		Excédents	
COMPTABLES qui ont effectué la recette.	COMPTABLES qui ont effectué la dépense.	des recettes.	des dépenses.	par comptable.	par virements.	TOTAL des recettes.	par comptables.	par virements.	TOTAL des dépenses.	des recettes.	des dépenses.	des recettes.	des dépenses.
	Report	1,628,364f 93c	3,890,147f 68c	4,842,166,866f 14c	"	4,842,166,866f 14c	4,839,676,148f 97c	"	4,839,676,148f 97c	3,637,527f 35c	1,146,810f 18c	681,332f 08c	452,397f 66c
Caissier-payeur central du Trésor public	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	"	"	345,240,598 52	"	345,240,598 52	345,254,670 15	"	345,254,670 15	"	14,071 63	"	14,071 63
	Receveurs des douanes en France. (Numéraire.)	"	3,918 00	82,197,000 87	"	82,197,000 87	82,197,000 87	"	82,197,000 87	"	"	"	3,918 00
	Receveurs des douanes en France. (Valeurs diverses)	4,014 57	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,014 57	"
	Receveurs des douanes en France. (Traites de douanes.)	36,184 26	"	33,180,455 75	"	33,180,455 75	33,180,455 75	"	33,180,455 75	"	"	36,184 26	"
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Numéraire.)	"	351 00	317,571,060 68	"	317,571,060 68	317,571,060 68	"	317,571,060 68	"	"	"	351 00
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Valeurs diverses.)	10,632 99	"	"	"	"	"	"	"	"	"	10,632 99	"
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Obligations des redevables.)	"	10,281 99	47,847,051 00	"	47,847,051 00	47,847,051 00	"	47,847,051 00	"	"	"	10,281 99
	Receveurs des postes et des télégraphes en France.	"	14,199 80	30,020,653 35	"	30,020,653 35	30,021,762 98	"	30,021,762 98	"	1,109 63	"	15,309 43
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	187 69	44,126,627 49	"	44,126,667 49	44,126,667 49	"	44,126,667 49	"	"	"	187 69
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	2,617,847,549 22	"	2,617,847,549 22	2,617,847,549 22	"	2,617,847,549 22	"	"	"	"
	Payeurs des armées	"	321,111 60	1,155,742 15	"	1,155,742 15	"	834,630f 55c	834,630 55	321,111 60	"	"	"
	Agent comptable des traites de la marine	366 00	"	23,910 06	1,250f 00c	25,160 06	23,720 46	"	23,720 46	1,439 60	"	1,805 60	"
	Agent comptable du Trésor français à Tunis	"	"	1,195,037 95	"	1,195,037 95	1,195,037 95	"	1,195,037 95	"	"	"	"
	Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	40 00	"	3,358,068 30	"	3,358,068 30	3,327,019 86	"	3,327,019 86	31,048 44	"	31,088 44	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	58,095,154 11	"	58,095,154 11	58,089,154 11	"	58,089,154 11	6,000 00	"	6,000 00	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	2,810,296 46	"	2,810,296 46	2,810,296 46	"	2,810,296 46	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites de douanes.)	"	40,515 14	1,983,249 13	"	1,983,249 13	1,983,249 13	"	1,983,249 13	"	"	"	40,515 14
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites d'octroi de mer.)	1,018 08	"	850,429 09	"	850,429 09	850,429 09	"	850,429 09	"	"	1,018 08	"
	Receveurs des douanes en Algérie. (Mandats sur la Banque.)	"	96 57	"	"	"	"	"	"	"	"	"	96 57
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites concernant les alcools.)	3,312 80	"	12,180 60	"	12,180 60	12,180 60	"	12,180 60	"	"	3,312 80	"
	Trésoriers-payeurs des colonies	6,518,432 35	"	28,740,863 65	834,888 50	29,575,752 15	24,149,870 30	1,404,731 00	25,554,601 30	4,021,150 85	"	10,539,583 20	"
		6,574,001 05	390,661 79	3,616,255,968 38	836,138 50	3,617,092,106 88	3,610,487,176 10	2,239,361 55	3,612,726,537 65	4,380,750 49	15,181 26	10,633,639 94	84,731 45
Payeur central de la dette publique	Trésoriers-payeurs des colonies	(A) 193 00	"	"	"	"	557 50	"	557 50	"	557 50	"	(A) 364 50
Payeurs des armées	Caissier-payeur central du Trésor public	199,166 70	"	"	6,730 00	6,730 00	205,896 70	"	205,896 70	"	199,166 70	"	"
	Agent comptable des traites de la marine	"	1,910 85	"	2,678 85	2,678 85	768 00	"	768 00	1,910 85	"	"	"
		199,166 70	1,910 85	"	9,408 85	9,408 85	206,664 70	"	206,664 70	1,910 85	199,166 70	"	"
Agent comptable du Trésor français à Tunis	Caissier-payeur central du Trésor public	"	"	9,645,227 74	"	9,645,227 74	9,643,345 61	"	9,643,345 61	1,882 13	"	1,882 13	"
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	650,035 30	"	650,035 30	650,035 30	"	650,035 30	"	"	"	"
		"	"	10,295,263 04	"	10,295,263 04	10,293,380 91	"	10,293,380 91	1,882 13	"	1,882 13	"
Agent comptable des traites de la marine	Caissier-payeur central du Trésor public	6,320 40	"	12,552,966 47	"	12,552,966 47	12,554,826 43	"	12,554,826 43	"	1,859 96	4,460 44	"
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	Caissier-payeur central du Trésor public	"	4,119 31	2,025,680 48	"	2,025,680 48	2,025,901 91	"	2,025,901 91	"	221 43	"	4,340 74
	A reporter	8,408,046 08	4,286,839 63	8,483,296,744 51	845,547 35	8,484,142,291 86	8,475,244,656 52	2,239,361 55	8,477,484,018 07	8,022,070 82	1,363,797 03	11,321,314 59	541,834 35

(A) Sera régularisé ultérieurement.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — 1° Suite de l'*État présentant la situation, par comptes, des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.		SITUATION AU 1er JANVIER 1898. Excédents.		RECETTES		OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.						SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents	
							DÉPENSES			EXCÉDENTS			
COMPTABLES qui ont effectué la recette.	COMPTABLES qui ont effectué la dépense.	des recettes.	des dépenses.	par comptables.	par virements.	TOTAL des recettes.	par comptables.	par virements.	TOTAL des dépenses.	des recettes.	des dépenses.	des recettes.	des dépenses.
	Report	8,408,046f 08c	4,286,839f 63c	8,483,296,744f 51c	845,547f 39c	8,484,142,291f 86c	8,475,244,656f 52c	2,239,361f 55c	8,477,484,018f 07c	8,022,070f 82c	1,363,797f 03c	11,321,314f 59c	541,834f 35c
Trésoriers-payeurs en Algérie	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	495,037 60	"	495,037 60	495,037 60	"	495,037 60	"	"	"	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	7,240,125 01	"	73,469 030 77	"	73,469,030 77	77,098,107 72	"	77,098,107 72	"	3,629,076 95	3,611,048 06	"
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	"	"	10,790,966 29	"	10,790,966 29	10,790,966 29	"	10,790,966 29	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en Algérie	"	"	15,769,366 00	"	15,769,366 00	15,769,366 00	"	15,769,366 00	"	"	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	56,678,137 23	"	56,678,137 23	56,678,137 23	"	56,678,137 23	"	"	"	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	"	"	7,499,312 94	"	7,499,312 94	7,499,312 94	"	7,499,312 94	"	"	"	"
	Leurs collègues	61 97	"	2,044,213 24	"	2,044,213 24	2,044,275 21	"	2,044,275 21	"	61 97	"	"
		7,240,186 98	"	166,746,064 07	"	166,746,064 07	170,375,202 99	"	170,375,202 99	"	3,629,138 92	3,611,048 06	"
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	2,399 89	"	5,627 29	"	5,627 29	5,627 29	"	5,627 29	"	"	2,399 89	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	1,607,380 00	"	1,607,380 00	1,607,380 00	"	1,607,380 00	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	24,907 65	2,550,488 12	"	2,550,488 12	2,550,488 12	"	2,550,488 12	"	"	"	24,907 65
		2,399 89	24,907 65	4,163,495 41	"	4,163,495 41	4,163,495 41	"	4,163,495 41	"	"	2,399 89	24,907 65
Receveurs des douanes en Algérie	Receveurs des douanes en France	"	"	50,885 74	"	50,885 74	50,885 74	"	50,885 74	"	"	"	"
	Receveurs des contributions indirectes	"	"	2,383 15	"	2,383 15	2,383 15	"	2,383 15	"	"	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	6,512,069 64	"	6,512,069 64	6,512,069 64	"	6,512,069 64	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	64,000 00	"	64,000 00	64,000 00	"	64,000 00	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	"	202,992 37	"	202,992 37	202,992 37	"	202,992 37	"	"	"	"
		"	"	6,832,330 90	"	6,832,330 90	6,832,330 90	"	6,832,330 90	"	"	"	"
Receveurs des contributions diverses en Algérie	Receveurs des contributions indirectes en France	"	"	12,481 20	"	12,481 20	12,481 20	"	12,481 20	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	13,108,062 00	"	13,108,062 00	13,108,062 00	"	13,108,062 00		"	"	"
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	"	"	3,015,679 00	"	3,015,679 00	3,015,679 00	"	3,015,679 00	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en Algérie	"	"	139,222 79	"	139,222 79	139,222 79	"	139,222 79	"	"	"	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	"	"	11,191,345 31	"	11,191,345 31	11,191,345 31	"	11,191,345 31	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	"	30,600,772 33	"	30,600,772 33	30,600,772 33	"	30,600,772 33	"	"	"	
		"	"	58,067,562 63	"	58,067,562 63	58,067,562 63	"	58,067,562 63	"	"	"	"
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	Receveurs des postes et des télégraphes en France	65 72	"	62,840 36	"	62,840 36	62,913 03	"	62,913 03	"	72 67	"	6 95
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	"	9,680,957 38	"	9,680,957 38	9,680,957 38	"	9,680,957 38	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	7,881,241 00	"	7,881,241 00	7,881,241 00	"	7,881,241 00	"	"	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	1,085,758 42	"	1,085,758 42	1,085,758 42	"	1,085,758 42	"	"	"	"
	Leurs collègues	470 57	"	2,224,415 09	"	2,224,415 09	2,224,864 20	"	2,224,864 20	"	449 11	21 46	"
		536 29	"	20,935,212 25	"	20,935,212 25	20,935,734 03	"	20,935,734 03	"	521 78	21 46	6 95
Trésoriers-payeurs des colonies	Trésoriers-payeurs généraux	"	3,917,479 30	8,276,112 10	"	8,276,112 10	8,975,850 50	"	8,975,850 50	"	699,738 40	"	4,617,217 70
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	23,538,235 76	33,260,360 32	4,731 00	33,265,091 32	30,998,430 15	6,727 00	30,995,157 15	2,269,934 17	"	"	21,268,301 59
	Payeur central de la Dette publique	"	37 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	(A) 37 00
	Agent comptable des traites de la marine	10,242 80	"	1,130 15	"	1,130 15	9,802 35	805 22	10,607 57	"	9,477 42	765 38	"
	Leurs collègues	"	1,547,159 19	25,842,995 37	"	25,842,995 37	24,256,092 57	"	24,256,092 57	1,586,902 80	"	39,743 61	"
		10,242 80	29,002,911 25	67,380,597 94	4,731 00	67,385,328 94	64,230,175 57	7,532 22	64,237,707 79	3,856,836 97	709,215 82	40,508 99	25,885,556 29
Agent comptable des virements de comptes	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	13,561 02	"	"	78,810 93	78,810 93	79,700 94	"	79,700 94	"	890 01	12,671 01	"
	TOTAUX	15,674,973 06	33,314,658 53	8,807,422,007 71	929,089 28	8,808,351,096 99	8,799,928,858 99	2,246,893 77	8,802,175,752 76	11,878,907 79	5,703,563 56	14,987,964 00	26,452,305 24
	EXCÉDENT de dépenses	17,639,685f 47c								6,175,344f 23c		11,464,341f 24c	

(A) Sera régularisé en 1899.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.

Suite des MOUVEMENTS DE FONDS

ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES

PENDANT L'ANNÉE 1898.

2° État de développement, par comptables.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — 2° *État de développement, par Comptables, des Mouvements de fonds entre les comptables des finances pendant l'année 1898.*

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

Comptables qui ont reçu les fonds.	Comptables qui ont envoyé les fonds.	Opérations de l'année 1898. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	Total des recettes.	
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	Trésoriers-payeurs généraux	240,550f 00c	"	240,550f 00c	3,641,363f 60c
	Caissier-payeur central du Trésor public	280,000 00	"	280,000 00	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	56,380 69	"	56,380 69	
	Leurs collègues	3,064,432 91	"	3,064,432 91	
		3,641,363 60	"		
Receveurs des douanes en France	Recev. des contributions indirectes en France	1,151,994 51	"	1,151,994 51	8,870,298 41
	Trésoriers-payeurs généraux	4,100,889 69	"	4,100,889 69	
	Receveurs des douanes en Algérie	5,112 29	"	5,112 29	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	"	
	Leurs collègues	3,612,301 92	"	3,612,301 92	
		8,870,298 41	"		
Receveurs des contributions indirectes en France.	Receveurs des douanes	242,972 02	"	242,972 02	19,987,245 19
	Trésoriers-payeurs généraux	14,218,810 00	"	14,218,810 00	
	Receveurs des douanes en Algérie	345 00	"	345 00	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	3,516 34	"	3,516 34	
	Leurs collègues	5,521,601 83	"	5,521,601 83	
		19,987,245 19	"		
Receveurs des postes et des télégraphes en France	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	16,157,507 85	"	16,157,507 85	761,222,365 13
	Receveurs des douanes en France	11,383,789 99	"	11,383,789 99	
	Recev. des contributions indirectes en France	16,122,757 13	"	16,122,757 13	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	348,138,744 70	"	348,138,744 70	
	Trésoriers-payeurs généraux	123,968,890 44	"	123,968,890 44	
	Caissier-payeur central du Trésor public	34,593,212 89	"	34,593,212 89	
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	9,063 86	"	9,063 86	
	Leurs collègues	210,848,398 27	"	210,848,398 27	
		761,222,365 13	"		
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Recev. des postes et des télégraphes en France	337,316,821 05	"	337,316,821 05	401,074,097 14
	Caissier-payeur central du Trésor public	55,525,975 40	"	55,525,975 40	
	Recev. des postes et des télégraphes en Algérie	8,231,300 69	"	8,231,300 69	
		401,074,097 14	"		

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

Comptables qui ont envoyé les fonds.	Comptables qui ont reçu les fonds.	Opérations de l'année 1898. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	Total des dépenses.	
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	Recev. des postes et des télégraphes en France	16,157,507f 85c	"	16,157,507f 85c	807,619,873f 45c
	Trésoriers-payeurs généraux	443,137,635 25	"	443,137,635 25	
	Caissier-payeur central du Trésor public	345,254,670 15	"	345,254,670 15	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	5,627 29	"	5,627 29	
	Leurs collègues	3,064,432 91	"	3,064,432 91	
		807,619,873 45	"		
Receveurs des douanes en France	Recev. des contributions indirectes en France	242,972 02	"	242,972 02	490,746,061 46
	Recev. des postes et des télégraphes en France	11,383,789 99	"	11,383,789 99	
	Trésoriers-payeurs généraux	360,078,655 17	"	360,078,655 17	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Numéraire.)	82,197,000 87	"	82,197 000 87	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Traites de douanes.)	33,180,455 75	"	33,180,455 75	
	Receveurs des douanes en Algérie	50,885 74	"	50,885 74	
	Leurs collègues	3,612,301 92	"	3,612,301 92	
		490,746,061 46	"		
Receveurs des contributions indirectes en France.	Receveurs des douanes en France	1,151,994 51	"	1,151,994 51	1,171,745,234 30
	Recev. des postes et des télégraphes en France	16,122,757 13	"	16,122,757 13	
	Trésoriers-payeurs généraux	783,515,904 80	"	783,515,904 80	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Numéraire.)	317,571,060 68	"	317,571,060 68	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Obligations des redevables.)	47,847,051 00	"	47,847,051 00	
	Receveurs des douanes en Algérie	2,383 15	"	2,383 15	
	Recev. des contributions diverses en Algérie	12,481 20	"	12,481 20	
	Leurs collègues	5,521,601 83	"	5,521,601 83	
		1,171,745,234 30	"		
Receveurs des postes et des télégraphes en France	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	337,404,321 51	"	337,404,321 51	862,586,172 52
	Trésoriers-payeurs généraux	284,162,266 89	"	284,162,266 89	
	Caissier-payeur central du Trésor public	30,021,762 98	"	30,021,762 98	
	Receveurs des postes et télégraphes en Algérie	62,913 03	"	62,913 03	
	Leurs collègues	210,934,908 11	"	210,934,908 11	
		862,586,172 52	"		
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Recev. des postes et des télégraphes en France	348,148,434 76	"	348,148,434 76	402,035 760 57
	Caissier-payeur central du Trésor public	44,126,667 49	"	44,126,667 49	
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	9,680,957 38	"	9,680,957 38	
	Agent comptable des virements de comptes	79,700 94	"	79,700 94	
		402,035,760 57	"		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — 2° Suite de l'*État de développement, par Comptables, des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES RECETTES.	
Trésoriers-payeurs généraux	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	443,137,635f 25c	"	443,137,635f 25c	3,647,371,496f 67c
	Receveurs des douanes en France	360,078,655 17	"	360,078,655 17	
	Recev. des contributions indirectes en France.	783,515,904 80	"	783,515,904 80	
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	284,162,266 89	"	284,162,266 89	
	Caissier-payeur central du Trésor public	1,732,273,468 92	"	1,732,273,468 92	
	Agent comptable des traites de la marine	1,238 95	"	1,238 95	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	7,000,700 00	"	7,000,700 00	
	Trésoriers-payeurs des colonies	753,692 25	"	753,692 25	
	Leurs collègues	36,447,934 44	"	36,447,934 44	
		3,647,371,496 67	"		
Caissier-payeur central du Trésor public	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	345,240,598 52	"	345,240,598 52	3,617,092,106 88
	Recev. des douanes en France. (Numéraire.)	82,197,000 87	"	82,197,000 87	
	Receveurs des douanes en France. (Valeurs diverses)	"	"	"	
	Receveurs des douanes en France. (Traites de douanes)	33,180,455 75	"	33,180,455 75	
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Numéraire.)	317,571,060 68	"	317,571,060 68	
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Valeurs diverses)	"	"	"	
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Obligations des redevables.)	47,847,051 00	"	47,847,051 00	
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	30,020,653 35	"	30,020,653 35	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	44,126,667 49	"	44,126,667 49	
	Trésoriers-payeurs généraux	2,617,847,549 22	"	2,617,847,549 22	
	Payeurs des armées	1,155,742 15	"	1,155,742 15	
	Agent comptable des traites de la marine	23,910 06	1,250 00	25,160 06	
	Agent comptable du Trésor français à Tunis.	1,195,037 95	"	1,195,037 95	
	Agents comptables des chancelleries diplomatiques et consulaires	3,358,068 30	"	3,358,068 30	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	58,095,154 11	"	58,095,154 11	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	2,810,296 46	"	2,810,296 46	
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites de douanes.)	1,983,249 13	"	1,983,249 13	
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites d'octroi de mer.)	850,429 09	"	850,429 09	
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites concernant les alcools.)	12,180 60	"	12,180 60	
	Trésoriers-payeurs des colonies	28,740,863 65	834,888 50	29,575,752 15	
		3,616,255,968 38	836,138 50		
Payeur central de la Dette publique	Trésoriers-payeurs des colonies	"	"	"	"
Payeurs des armées	Caissier payeur central du Trésor	"	6,730 00	6,730 00	9,408 85
	Agent comptable des traites de la Marine	"	2,678 85	2,678 85	
		"	9,408 85		

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui envoyé les fonds.	COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES DÉPENSES.	
Trésoriers-payeurs généraux	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	240,550f 00c	"	240,550f 00c	2,806,404,934 17
	Receveurs des douanes en France	4,100,889 69	"	4,100,889 69	
	Recev. des contributions indirectes en France.	14,218,810 00	"	14,218,810 00	
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	123,968,890 44	"	123,968,890 44	
	Caissier-payeur central du Trésor public	2,617,847,549 22	"	2,617,847,549 22	
	Agent comptable des traites de la marine	"	"	"	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	495,037 60	"	495,037 60	
	Trésoriers-payeurs des colonies	8,975,850 50	"	8,975,850 50	
	Payeurs d'armées	650,035 30	"	650,035 30	
	Leurs collègues	35,907,321 42	"	35,907,321 42	
		2,806,404,934 17	"		
Caissier-payeur central du Trésor public	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	280,000 00	"	280,000 00	1,955,118,375 07
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	34,593,212 89	"	34,593,212 89	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	55,542,744 77	"	55,542,744 77	
	Trésoriers-payeurs généraux	1,732,179,181 89	"	1,732,179,181 89	
	Payeurs des armées	205,896 70	"	205,896 70	
	Agent comptable des traites de la marine	12,554,826 43	"	12,554,826 43	
	Agents comptables du Trésor	9,643,345 61	"	9,643,345 61	
	Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	2,025,901 91	"	2,025,901 91	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	77,098,107 72	"	77,098,107 72	
	Trésoriers-payeurs des colonies	30,988,430 15	6,727f 00c	30,995,157 15	
		1,955,111,648 07	6,727 00		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — 2° Suite de l'*État de développement, par Comptables, des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES RECETTES.	
Agent comptable du Trésor français à Tunis.	Trésoriers-payeurs généraux	650,035f 30c	"	650,035f 30c	10,295,263f 04
	Caissier-payeur central du Trésor public	9,645,227 74	"	9,645,227 74	
		10,295,263 04	"		
Agent comptable des traites de la marine	Caissier-payeur central du Trésor public	12,552,966 47	"	12,552,966 47	12,552,966 47
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	Caissier-payeur central du Trésor public	2,025,680 48	"	2,025,680 48	2,025,680 48
COMPTABLES EN ALGÉRIE.					
Trésoriers-payeurs en Algérie	Trésoriers-payeurs généraux	495,037 60	"	495,037 60	166,746,064 07
	Caissier-payeur central du Trésor public	73,469,030 77	"	73,469,030 77	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	10,790,966 29	"	10,790,966 29	
	Receveurs des douanes en Algérie	15,769,366 00	"	15,769,366 00	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	56,678,137 23	"	56,678,137 23	
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	7,499,312 94	"	7,499,312 94	
	Leurs collègues	2,044,213 24	"	2,044,213 24	
		166,746,064 07	"		
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	5,627 29	"	5,627 29	4,163,495 41
	Trésoriers-payeurs en Algérie	1,607,380 00	"	1,607,380 00	
	Leurs collègues	2,550,488 12	"	2,550,488 12	
		4,163,495 41	"		
Receveurs des douanes en Algérie	Trésoriers-payeurs en Algérie	64,000 00	"	64,000 00	6,832,330 90
	Receveurs des douanes en France	50,885 74	"	50,885 74	
	Recev. des contributions indirectes en France	2,383 15	"	2,383 15	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	6,512,069 64	"	6,512,069 64	
	Leurs collègues	202,992 37	"	202,992 37	
		6,832,330 90	"		
	A reporter (comptables en Algérie)	177,741,890 38	"	.....	177,741,890 38

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES DÉPENSES.	
Payeurs des armées	Caissier payeur central du Trésor	"	834,630f 55c	834,630f 55c	834,630f 55c
Agent comptable du Trésor français à Tunis.	Caissier-payeur central du Trésor public	1,195,037f 95c	"	1,195,037 95	1,195,037 95
Agent comptable des traites de la marine	Trésoriers-payeurs généraux	223 69	"	223 69	35,319 72
	Caissier-payeur central du Trésor public	23,720 46	"	23,720 46	
	Trésoriers-payeurs des colonies	9,802 35	805 22	10,607 57	
	Payeurs des armées	768 00	"	768 00	
		34,514 50	805 22		
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	Caissier-payeur central du Trésor public	3,327,019 86	"	3,327,019 86	3,327,019 86
COMPTABLES EN ALGÉRIE.					
Trésoriers-payeurs en Algérie	Receveurs de l'enregistrement en Algérie	1,607,380 00	"	1,607,380 00	86,794,512 32
	Trésoriers-payeurs généraux	4,000,400 00	"	4,000,400 00	
	Caissier-payeur central du Trésor public	58,089,154 11	"	58,089,154 11	
	Receveurs des douanes en Algérie	64,000 00	"	64,000 00	
	Recev. des contributions diverses en Algérie	13,108,062 00	"	13,108,062 00	
	Recev. des postes et des télégraphes en Algérie	7,881,241 00	"	7,881,241 00	
	Leurs collègues	2,044,275 21	"	2,044,275 21	
		86,794,512 32	"		
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	56,380 69	"	56,380 69	16,413,514 10
	Trésoriers-payeurs en Algérie	10,790,966 29	"	10,790,966 29	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	3,015,679 00	"	3,015,679 00	
	Leurs collègues	2,550,488 12	"	2,550,488 12	
		16,413,514 10	"		
Receveurs des douanes en Algérie	Receveurs des douanes en France	5,112 29	"	5,112 29	18,962,897 27
	Receveurs des contributions indir. en France	345 00	"	345 00	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Traites de douanes.)	1,983,249 13	"	1,983,249 13	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Traites d'octroi de mer.)	850,429 09	"	850,429 09	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Traites concernant les alcools.)	12,180 60	"	12,180 60	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	15,769,366 00	"	15,769,366 00	
	Recev. des contributions diverses en Algérie	139,222 79	"	139,222 79	
	Leurs collègues	202,992 37	"	202,992 37	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Mandats sur la Banque.)	"	"	"	
		18,962,897 27	"		
	A reporter (comptables en Algérie)	122,170,923 69	"	.....	122,170,923 69

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.— 2° Suite de l'*État de développement, par Comptables, des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1898.*

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES RECETTES.	
	Report des comptables en Algérie.	177,741,890f 38c	"	.....	177,741,890f 38c
Receveurs des contributions diverses en Algérie...	Recev. des contributions indirectes en France.	12,481 20	"	12,481f 20c	58,067,562 63
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	13,108,062 00	"	13,108,062 00	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie.....	3,015,679 00	"	3,015,679 00	
	Receveurs des douanes en Algérie.....	139,222 79	"	139,222 79	
	Recev. des postes et des télégraphes en Algérie.	11,191,345 31	"	11,191,345 31	
	Leurs collègues.....	30,600,772 33	"	30,600,772 33	
		58,067,562 63	"		
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie.....	Recev. des postes et des télégraphes en France.	62,840 36	"	62,840 36	20,935,212 25
	Agent comptable de la caisse nationale d'épargne	9,680,957 38	"	9,680,957 38	
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	7,881,241 00	"	7,881,241 00	
	Receveurs des contributions diverses.....	1,085,758 42	"	1,085,758 42	
	Leurs collègues.....	2,224,415 09	"	2,224,415 09	
		20,935,212 25	"	.....	
	TOTAUX des comptables en Algérie....	256,744,665 26	"		256,744,665 26
Trésoriers-payeurs des colonies....	Payeurs des armées.....	"	"	"	67,385,328 94
	Trésoriers-payeurs généraux.....	8,276,112 10	"	8,276,112 10	
	Caissier-payeur central du Trésor public....	33,260,360 32	4,731f 00c	33,265,091 32	
	Payeur central de la dette publique.....	"	"	"	
	Agent comptable des traites de la marine...	1,130 15	"	1,130 15	
	Leurs collègues.....	25,842,995 37	"	25,842,995 37	
		67,380,597 94	4,731 00		
Agent comptable des virements de comptes.....	Agent comptable de la Caisse d'épargne....	"	78,810 93	78,810 93	78,810 93

RÉCAPITULATION DES RECETTES PAR COMPTABLES.

Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	3,641,363f 60c
Receveurs des douanes en France	8,870,298 41
Receveurs des contributions indirectes en France	19,987,245 19
Receveurs des postes et des télégraphes en France	761,222,365 13
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	401,074,097 14
Trésoriers-payeurs généraux	3,647,371,496 67
Caissier-payeur central du Trésor public	3,617,092.106 88
Payeurs des armées	9,408 85
Agent comptable du Trésor français à Tunis	10,295,263 04
Agent comptable des traites de la marine	12,552,966 47
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	2,025,680 48
Comptables en Algérie	256,744,665 26
Trésoriers-payeurs des colonies	67,385,328 94
Agent comptable des virements de comptes	78,810 93
TOTAL GÉNÉRAL	8,808,351,096 99

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES DÉPENSES.	
	Report des comptables en Algérie.	122,170,923f 69c	"	.....	122,170,923f 69c
Receveurs des contributions diverses en Algérie	Receveurs des douanes en France.....	"	"	"	97,690,550 42
	Caissier-payeur central du Trésor public....	2,810,296f 46c	"	2,810,296f 46c	
	Recev. des contributions indirectes en France.	3,516 34	"	3,516 34	
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	56,678,137 23	"	56,678,137 23	
	Receveurs des douanes en Algérie.....	6,512,069 64	"	6,512,069 64	
	Recev. des postes et des télégraphes en Algérie.	1,085,758 42	"	1,085,758 42	
	Leurs collègues.....	30,600,772 33	"	30,600,772 33	
		97,690,550 42	"		
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie.....	Receveurs des postes et des télégraphes en France.....	8,947 65	"	8,947 65	29,154,574 96
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	8,230,104 86	"	8,230,104 86	
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	7,499,312 94	"	7,499,312 94	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	11,191,345 31	"	11,191,345 31	
	Leurs collègues.....	2,224,864 20	"	2,224,864 20	
		29,154,574 96	"		
	TOTAUX des comptables en Algérie....	249,016,049 07	"	.....	249,016,049 07
Trésoriers-payeurs des colonies....	Payeurs des armées.....	"	"	"	51,511,284 07
	Trésoriers-payeurs généraux.....	1,700,032 70	"	1,700,032 70	
	Caissier-payeur central du Trésor public....	24,149,870 30	1,404,731f 00c	25,554,601 30	
	Payeur central de la dette publique.....	557 50	"	557 50	
	Leurs collègues.....	24,256,092 57	"	24,256,092 57	
		50,106,553 07	1,404,731 00		

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES PAR COMPTABLES.

Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	807,619,873f 45c
Receveurs des douanes en France	490,746,061 46
Receveurs des contributions indirectes en France	1,171,745,234 30
Receveurs des postes et des télégraphes en France	862,586,172 52
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	402,035,760 57
Trésoriers-payeurs généraux	2,806,404,934 17
Caissier-payeur central du Trésor public	1,955,118,375 07
Payeurs des armées	834,630 55
Agent comptable du Trésor français à Tunis	1,195,037 95
Agent comptable des traites de la marine	35,319 72
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	3,327,019 86
Comptables en Algérie	249,016,049 07
Trésoriers-payeurs des colonies	51,511,284 07
TOTAL GÉNÉRAL	8,802,175,752 76

TABLEAUX ANNEXES DU COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Relevé, par département, des excédents de recettes et de dépenses réalisés par les Comptables des finances, pendant l'année 1898, sur les Budgets et les Services spéciaux, et explication de leurs effets sur les opérations de Trésorerie.

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Ain	20,407,756 30	14,599,032 62	5,808,723 68	"	
Aisne	48,367,810 09	31,021,238 07	17,346,572 02	"	
Allier	23,491,732 43	15,534,625 18	7,957,107 25	"	
Alpes (Basses-)	5,470,319 69	9,035,798 81	"	3,565,479 12	
Alpes (Hautes-)	4,601,795 86	11,475,223 55	"	6,873,427 69	
Alpes-Maritimes	30,193,108 45	23,438,115 95	6,754,992 50	"	
Ardèche	12,706,733 90	12,641,238 36	65,495 54	"	
Ardennes	26,634,605 69	22,334,954 89	4,299,650 80	"	
Ariège	7,473,541 92	11,213,279 24	"	3,739,737 32	
Aube	19,295,146 96	14,200,129 93	5,095,017 03	"	
Aude	22,443,952 38	19,075,050 03	3,368,902 35	"	
Aveyron	13,454,407 09	14,261,854 96	"	807,447 87	
Bouches-du-Rhône	149,085,085 26	81,213,622 22	67,871,463 04	"	
Calvados	45,691,573 81	27,992,278 52	17,699,295 29	"	
Cantal	9,787,973 32	9,437,390 61	350,582 71	"	
Charente	18,419,745 48	22,180,730 50	"	3,760,985 02	
Charente-Inférieure	34,093,669 75	39,233,017 99	"	5,139,348 24	
Cher	17,452,847 48	40,533,653 42	"	23,080,805 94	
Corrèze	9,718,479 29	15,645,906 08	"	5,927,426 79	
Corse	6,894,656 82	16,047,362 80	"	9,152,705 98	
Côte-d'Or	28,611,705 09	26,945,973 91	1,665,731 18	"	
Côtes-du-Nord	25,364,687 14	17,676,597 57	7,688,089 57	"	
Creuse	8,977,487 79	7,651,453 48	1,326,034 31	"	
Dordogne	17,744,520 62	20,715,082 56	"	2,970,561 94	
Doubs	22,178,106 19	23,596,041 41	"	1,417,935 22	
Drôme	17,206,430 72	18,755,347 44	"	1,548,916 72	
Eure	35,383,596 30	19,000,877 52	16,382,718 78	"	
Eure-et-Loir	25,093,025 30	16,902,897 59	8,190,127 71	"	
Finistère	36,606,236 84	61,188,490 98	"	24,582,254 14	
Gard	28,528,834 02	23,764,481 73	4,764,352 29	"	
A reporter	771,379,571 98	687,311,747 92	176,634,856 05	92,567,031 99	

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report	771,379,571 98	687,311,747 92	176,634,856 05	92,567,031 99	
Garonne (Haute-)	33,593,894 95	32,656,949 77	936,945 18	"	
Gers	11,068,927 33	10,974,345 10	94,582 23	"	
Gironde	125,887,844 11	71,675,150 74	54,212,693 37	"	
Hérault	67,101,673 03	34,307,920 17	32,793,752 86	"	
Ille-et-Vilaine	37,050,620 21	31,880,515 35	5,170,104 86	"	
Indre	14,643,933 69	14,284,343 00	359,590 69	"	
Indre-et-Loire	23,609,425 97	20,036,990 33	3,572,435 64	"	
Isère	35,144,426 73	35,162,328 77	"	17,902 04	
Jura	16,974,958 16	13,753,628 51	3,221,329 65	"	
Landes	10,202,953 70	9,390,015 23	812,938 47	"	
Loir-et-Cher	16,851,930 73	12,752,236 53	4,099,694 20	"	
Loire	39,426,272 60	51,522,497 13	"	12,096,224 53	
Loire (Haute-)	11,277,107 47	8,791,966 10	2,485,141 37	"	
Loire-Inférieure	67,174,640 29	44,471,302 26	22,703,338 03	"	
Loiret	28,110,936 30	24,825,604 37	3,285,331 93	"	
Lot	8,417,553 36	12,014,360 60	"	3,596,807 24	
Lot-et-Garonne	15,250,058 70	18,187,461 50	"	2,937,402 80	
Lozère	4,188,083 01	7,548,073 73	"	3,359,990 72	
Maine-et-Loire	31,982,209 07	25,868,797 18	6,113,411 89	"	
Manche	35,682,637 26	46,971,928 04	"	11,289,290 78	
Marne	44,634,179 84	38,464,303 33	6,169,876 51	"	
Marne (Haute-)	14,000,996 59	14,086,835 41	"	85,838 82	
Mayenne	18,384,460 02	10,861,375 05	7,523,084 97	"	
A reporter	1,482,039,295 10	1,277,800,676 12	330,189,107 90	125,950,488 92	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite du *Relevé, par département, des excédents de recettes et de dépenses réalisés par les Comptables des finances, pendant l'année 1898, sur les Budgets et les services spéciaux et explication de leurs effets sur les opérations de Trésorerie.*

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report	1,482,039,295 10	1,277,800,676 12	330,189,107 90	125,950,488 92	
Meurthe-et-Moselle	59,435,538 98	47,007,308 28	12,428,230 70	"	
Meuse	19,489,401 94	32,418,602 71	"	12,929,200 77	
Morbihan	22,757,259 43	35,223,321 20	"	12,466,061 77	
Nièvre	17,745,532 63	16,194,736 27	1,550,796 36	"	
Nord	198,115,607 40	91,256,418 79	106,859,188 61	"	
Oise	43,404,560 35	26,638,150 51	16,766,409 84	"	
Orne	23,369,269 56	15,578,375 20	7,790,894 36	"	
Pas-de-Calais	78,608,016 17	40,118,855 27	38,489,160 90	"	
Puy-de-Dôme	30,019,312 90	27,765,023 44	2,254,289 46	"	
Pyrénées (Basses-)	25,668,358 56	20,437,641 94	5,230,716 62	"	
Pyrénées (Hautes-)	9,289,389 83	17,825,259 23	"	8,535,869 40	
Pyrénées-Orientales	18,340,353 28	12,642,048 51	5,698,304 77	"	
Territoire de Belfort	11,546,209 80	9,637,243 29	1,908,966 51	"	
Rhône	95,425,879 66	52,745,891 06	42,679,988 60	"	
Saône (Haute-)	16,512,958 43	15,352,628 64	1,160,329 79	"	
Saône-et-Loire	35,314,286 66	22,315,830 59	12,998,456 07	"	
Sarthe	28,231,878 33	24,382,639 22	3,849,239 11	"	
Savoie	14,483,030 83	18,713,229 01	"	4,230,198 18	
Savoie (Haute-)	9,830,304 56	12,526,615 92	"	2,696,311 36	
Seine	1,077,164,165 14	134,450,064 21	942,714,100 93	"	
A reporter	3,316,790,609 54	1,951,030,559 41	1,532,568,180 53	166,808,130 40	
Report	3,316,790,609 54	1,951,030,559 41	1,532,568,180 53	166,808,130 40	
Seine-Inférieure	238,992,699 27	70,750,386 57	168,242,312 70	"	
Seine-et-Marne	40,037,846 59	31,727,191 41	8,310,655 18	"	
Seine-et-Oise	76,153,256 10	56,499,816 45	19,653,439 65	"	
Sèvres (Deux-)	16,689,162 76	13,193,536 10	3,495,626 66	"	
Somme	47,510,454 34	29,179,704 64	18,330,749 70	"	
Tarn	14,953,005 38	15,135,088 96	"	182,083 58	
Tarn-et-Garonne	10,545,342 41	11,575,915 59	"	1,030,573 18	
Var	24,098,877 84	71,764,233 32	"	47,665,355 48	
Vaucluse	15,803,666 17	12,989,792 13	2,813,874 04	"	
Vendée	18,372,859 16	14,327,803 34	4,045,055 82	"	
Vienne	17,386,604 50	24,906,747 82	"	7,520,143 32	
Vienne (Haute-)	16,770,324 68	16,861,026 52	"	90,701 84	
Vosges	27,894,292 22	24,718,435 15	3,175,857 07	"	
Yonne	21,845,400 23	19,359,720 16	2,485,680 07	"	
Caissier-payeur central du Trésor public	333,467,404 33	1,530,454,730 14	"	1,196,987,325 81	
Agents comptables du Trésor	2,869,748 11	23,766,670 31	"	20,896,922 20	
Comptables des finances en Algérie	91,062,761 94	145,505,539 47	"	54,442,777 53	
Trésoriers-payeurs des colonies	130,118,810 04	197,650,256 91	"	67,531,446 87	
TOTAUX	4,461,363,125 61	4,261,397,154 40	1,763,121,431 42	1,563,155,460 21	
Agent comptable des virements de comptes (A)	21,131,870 91	37,752,089 22	"	16,620,218 31	
TOTAUX	4,482,494,996 52	4,299,149,243 62	1,763,121,431 42	1,579,775,678 52	
Excédent de recette pendant l'année 1898, sur les budgets, les services spéciaux et le prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1897. (Lois des 29 juin 1897 et 13 avril 1898.)			183,345,752 90		

OBSERVATIONS.

Le présent tableau a pour objet de développer, les *excédents de recettes*, pendant l'année 1898, des *budgets*, *du prélèvement de l'exercice 1897* et des *services spéciaux* qui se trouvent balancés par les *excédents de dépenses* résultant des mouvements des autres *services de trésorerie*.

Ces deux excédents, en sens inverse, se justifient l'un par l'autre, et se résument ainsi qu'il suit :

Budgets.

Recettes sur les contributions et revenus publics. (Voir le développement par département, page 160. EXCÉDENT de recette..... 3,636,821,590 44[c]
Payements sur les dépenses publiques. (Voir le développement, par département, p. 284.). 3,540,223,714[f]35
..... 96,597,876 09
Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1897 à attribuer au remboursement de dettes du Trésor etc..... 4,561,358 77
NET..... 92,036,517 32

Services spéciaux.

Recettes sur les services spéciaux qui s'exécutent en dehors des budgets.. 845,673,406[f] 08[c]
Payements sur les mêmes services. ... 754,364,170 50
EXCÉDENT de recettes. . 91,309,235 58 — 91,309,235 58
Excédent final de recettes... 183,345,752 90

Autres services de trésorerie.

Diminution des créances passives..... 132,607,415 86
Augmentation des créances actives..... 56,009,169[f]79[c]
Augmentation des valeurs de caisse et de portefeuille..... 904,511 48
56,913,681 27
189,521,097 13
Excédents des fonds reçus par les comptables des finances.. 6,175,344 23
Excédent final de dépenses... 183,345,752 90

(A) Le résultat ci-contre des opérations constatées par virements de comptes dans les budgets et les services spéciaux est présenté, comme il suit, au tableau de développement par classe de comptables, pages 49 et 65.
Recettes.... 96,314,910[f]43[c]
A déduire les annulations de recettes..... 75,183,039 52
21,131,870[f]91[c]
Dépenses... 207,293,296 99
A déduire les annulations de dépenses..... 169,541,207 77
37,752,089 22
Excédent de dépenses..... 16,620,218 31

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Développement des Bons du Trésor *pour l'année 1898.*

			BONS DU TRÉSOR remis à la Banque de France.	BONS DU TRÉSOR remis à des particuliers. — Bons ordinaires.	TOTAUX.
Solde au 31 décembre 1897			180,000,000f 00c	98,886,416f 25c	278,886,416f 25c
Émissions de l'année 1898			"	204,242,985 15	204,242,985 15
Totaux au 31 décembre 1898			180,000,000 00	303,129,401 40	483,129,401 40
Remboursements de l'année 1898			"	223,715,871 20	223,715,871 20
Solde au 31 décembre 1898			180,000,000 00	79,413,530 20	259,413,530 20
Ce dernier solde se subdivise ainsi qu'il suit :					
Montant des bons	remis à divers. — Bons ordinaires	Capital	"	78,273,100f 58	79,413,530f 20c
		Intérêts	"	1,140,429 62	
	remis à la Banque de France	Capital	180,000,000f 00c	"	180,000,900 00
Échéance des bons	Bons échus au 31 décembre 1898	Divers — Capital	"	1,133,800f 58c	1,161,486 15
		Divers — Intérêts	"	27,685 57	
	Bons à échoir en 1899	Divers — Capital	"	77,139,300 00	78,252,044 05
		Divers — Intérêts	"	1,112,744 05	
	Bons à échoir à la fin du privilège	Banque de France. — Capital	180,000,000 00	"	180,000,000 00

ANNÉE 1898.	BONS DU TRÉSOR ORDINAIRES remis à divers particuliers pendant l'année 1898.
Janvier	21,761,851f 30c
Février	26,636,764 30
Mars	15,205,239 80
Avril	30,034,218 60
Mai	37,344,212 00
Juin	17,091,533 75
Juillet	36,142,559 45
Août	6,653,730 90
Septembre	1,851,273 25
Octobre	3,757,790 65
Novembre	3,904,361 50
Décembre	3,859,449 65
Totaux	204,242,985 15

Le taux moyen des bons du Trésor remis à divers pendant l'année 1898 a été de 1 fr. 64 p. o/o.

Développement du compte : Obligations du Trésor public à court terme *pour garantie d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer.* (Renouvellement.)

			CAPITAL DES OBLIGATIONS.
Solde au 31 décembre 1897			177,410,904f 78c
Émissions de l'année 1898			"
			177,410,904 78
Remboursements de l'année 1898			64,320,000 00
Solde au 31 décembre 1898			113,090,904 78
Ce solde se subdivise ainsi qu'il suit :			
ÉCHÉANCES.	CAPITAL À REMBOURSER.	TAUX D'INTÉRÊT.	
Juillet 1899	35,814,904f 78c	2 1/4 p. o/o	
Septembre 1899	40,000,000 00	4 p. o/o	
Septembre 1900	37,276,000 00	2 1/4 p. o/o	
	113,090,904 78		

Développement du compte : Obligations du Trésor à court terme.
(Loi du 17 février 1898.)

			CAPITAL DES OBLIGATIONS.
Émissions de l'année 1898			59,920,000f 00c
Remboursement de l'année 1898			Néant.
Solde du 31 décembre 1898			59,920,000 00
Ce solde se subdivise ainsi qu'il suit :			
ÉCHÉANCES.	CAPITAL À REMBOURSER.	TAUX D'INTÉRÊT.	
1er juillet 1900	6,210,000f 00	2 25 p. o/o	
— 1901	5,910,000 00	2 50 p. o/o	
— 1900	9,690,000 00	2 25 p. o/o	
— 1901	3,790,000 00	2 50 p. o/o	
— 1900	17,160,000 00	2 25 p. o/7	
— 1901	17,160,000 00	2 50 p. o/o	
	59,920,000 00		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Développement du compte : Traites du Caissier-Payeur central sur lui-même, pour l'année 1898.

NATURE DES OPÉRATIONS.	COLONIES.	ARMÉES SUR PARIS.	FONDS DÉPOSÉS.	ALGÉRIE SUR PARIS.	ALGÉRIE SUR MARSEILLE.	TOTAUX.
Excédent de recettes au 31 décembre 1897	17,529,800f 00c	648,000f 00c	11,000f 00c	"	"	18,188,800f 00c
Émissions de l'année 1898	23,150,000 00	"	"	"	"	23,150,000 00
Totaux	40,679,800 00	648.000 00	11,000 00	"	"	41,338,800 00
Payements de l'année 1898	21,497,100 00	619,300 00	"	"	"	22,116,400 00
Excédent de recettes au 31 décembre 1898	19,182,700 00	28,700 00	11,000 00	"	"	19,222,400 00

DÉTAIL, PAR ÉCHÉANCES, DES TRAITES RESTANT À PAYER ET COMPOSANT L'EXCÉDENT DE RECETTES CI-DESSUS.

ÉMISSIONS.	COLONIES.	ARMÉES SUR PARIS.	FONDS DÉPOSÉS.	ALGÉRIE SUR PARIS.	ALGÉRIE SUR MARSEILLE.	TOTAUX.
1891 et antérieures	92,100f 00c	"	"	"	"	92,100f 00c
1892	1,729,800 00	"	"	"	"	1,729,800 00
1893	28,600 00	"	"	"	"	28,600 00
1894	665,400 00	100f 00c	"	"	"	665,500 00
1895	199,500 00	7,600 00	11,000f 00c	"	"	218,100 00
1896	1,168,200 00	20,500 00	"	"	"	1,188,700 00
1897	2,666,800 00	500 00	"	"	"	2,667,300 00
1898	12,632 300 00	"	"	"	"	12,632,300 00
Totaux	19,182,700 00	28,700 00	11,000 00	"	"	19,222,400 00

Net égal 19,222,400f 00c

Développement du compte : Mandats tirés sur le Trésor par les Trésoriers-Payeurs généraux et autres comptables, pour l'année 1898.

NATURE DES OPÉRATIONS.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux.	TRÉSORIERS-PAYEURS en Algérie.	PAYEURS DES ARMÉES.	AGENT COMPTABLE du Trésor français à Tunis.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAUX.
Excédents de recettes au 31 décembre 1897	8,205,458f 93c	7,198,487f 80c	90,150f 77c	"	4,930,563f 13c	11,963,519f 80c
Excédents de dépenses au 31 décembre 1897	"	"	"	"	8,461,140 83	
Émissions de 1898	213,280,608 00	40,731,151 55	"	461,779f 47c	(A) 33,420,457 22	287,893,996 24
Totaux	221,486,066 93	47,929,639 35	90,150 77	461,779 47	29,889,879 52	299,857,516 04
Payements de 1898	213,051,561 64	44,832,099 08	84,595 22	382,774 57	32,631,055 33	290,982,085 84
Excédents de recettes au 31 décembre 1898	8,434,505 29	3,097,540 27	5,555 55	79,004 90	9,194,314 40	8,875,430 20
Excédents de dépenses au 31 décembre 1898	"	"	"	"	11,935,490 21	

(A) Réduction faite de 100 francs par virement de comptes.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

DÉTAIL, PAR COMPTABLES, DES MANDATS RESTANT À PAYER ET COMPOSANT L'EXCÉDENT DE RECETTES DU COMPTE PRÉCÉDENT.

DÉSIGNATION DES CORRESPONDANTS.	SOLDES	
	DÉBITEURS.	CRÉDITEURS.
Mandats tirés par les trésoriers-payeurs généraux	"	8,434,505f 29c
Mandats tirés par les trésoriers-payeurs en Algérie	"	3,097,540 27
Mandats tirés par les payeurs des armées	"	5,555 55
Mandats tirés par l'agent comptable du Trésor français à Tunis	"	79,004 90
Mandats tirés par les trésoriers-payeurs des colonies	11,935,490f 21c	9,194,314 40
NET ÉGAL	11,935,490 21	20,810,920 41
	8,875,430f 20c	

COMPTES DES BUDGETS

POUR L'ANNÉE 1898.

COMPTE DÉFINITIF DU BUDGET DE L'EXERCICE 1897.

COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1898.

OPÉRATIONS CONSTATÉES SUR LE BUDGET DE L'EXERCICE 1899 AU 31 DÉCEMBRE 1898.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

NOTE GÉNÉRALE

SUR

LES COMPTES DES BUDGETS.

Documents dont se composent les comptes des budgets.

Les comptes des budgets font connaître la situation financière de l'État sur les exercices en cours d'exécution pendant l'année qui vient de s'écouler; ils comparent, à cet effet, les évaluations des produits avec les droits établis et recouvrés sur les redevables, et les crédits accordés aux Ministres avec les services faits et avec les payements effectués. Ces comptes rapprochent ainsi les prévisions législatives des opérations réalisées en recette et en dépense, et déterminent les non-valeurs sur les revenus ou les excédents de recouvrements, et les crédits sans emploi à annuler ou les compléments de crédits nécessaires pour couvrir les excédents de dépenses.

Ils se composent, pour l'année 1898, des documents qui suivent :

1° *Compte définitif du budget de l'exercice 1897 ;*

2° *Compte provisoire du budget de l'exercice 1898 ;*

3° *Opérations constatées sur le budget de l'exercice 1899 au 31 décembre 1898 .*

Les comptes des budgets trouvent le développement, la justification et le contrôle des opérations qui y sont retracées relativement aux droits liquidés au profit ou à la charge de l'État et à leur réalisation par le Trésor public, dans les autres sections du Compte général des finances désignées ci-après, où ces mêmes opérations se reproduisent, savoir :

Compte des opérations de l'année ;

Compte des contributions et revenus publics ;

Compte des dépenses publiques ;

Compte de trésorerie ;

Situation générale des finances.

Les comptes des budgets reposent, en conséquence, sur la garantie des opérations matérielles du Trésor et sur la situation générale des finances, en même temps que les résultats en sont contrôlés, conformément à l'ordonnance du 9 juillet 1826, par les *Déclarations générales* émanées chaque année de la Cour des comptes, pour attester, d'après les arrêts rendus par elle sur les comptes individuels des agents chargés des recettes et des dépenses, l'exactitude des comptes publiés par les Ministres pour chaque exercice.

Résultats généraux publiés sur les budgets de à 1887 1897

On joint aux comptes des budgets, sous le titre de *Résultats généraux sur les budgets de 1887 à 1897,* une série de tableaux dont l'objet est de résumer, par exercice et par branches principales de service, la situation financière de chacun de ces budgets, de manière à déterminer, soit qu'on les examine séparément, soit qu'on les compare entre eux, leurs ressources et leurs besoins respectifs, ainsi que leur résultat final. (Voir pages 589 à 645.)

Suite de la *Note générale sur les Comptes des Budgets.*

Budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'État.

La loi du 9 juillet 1836 (portant règlement définitif du budget de l'exercice 1833), celle du 26 avril 1855 et les lois de finances des 13 mai 1863, 29 décembre 1882, 30 décembre 1883, 17 juillet 1889 et 29 mars 1897 ont prescrit de rattacher, chaque année, *pour ordre*, au budget général de l'État les services spéciaux de la *Fabrication des monnaies et médailles*, de l'*Imprimerie nationale*, de la *Légion d'honneur*, de la *Caisse des Invalides de la marine*, du *Chemin de fer et du Port de la Réunion*, du *Chemin de fer du Soudan*, de l'*École centrale des arts et manufactures*, de la *Caisse nationale d'épargne* et des *Chemins de fer de l'État;* elles ont en même temps statué, d'une part, que ces budgets annexes seraient soumis à toutes les règles prescrites par les lois de finances pour le règlement définitif de chaque exercice, et, d'autre part, que les comptes détaillés de ces mêmes services seraient joints aux comptes généraux des départements ministériels auxquels ils ressortissent.

Conformément à ces dispositions, un titre particulier de la loi des comptes est consacré, depuis la loi précitée du 9 juillet 1836, à l'apurement législatif des budgets annexes susmentionnés, dont une ordonnance, en date du 15 février 1847, a déféré les résultats au contrôle annuel de la Cour des comptes.

Les recettes et les dépenses des services ci-dessus mentionnés ne sont pas comprises dans le Compte général de l'Administration des finances parce que, soumises à un régime particulier, elles s'effectuent en dehors de l'action du Ministre des finances par des comptables spéciaux, qui ne sont pas astreints à remettre à la Direction de la comptabilité publique des éléments périodiques d'écritures d'après lesquels elle ait à retracer les mouvements desdits services. C'est donc seulement, dans les comptes des ministères des finances, de la justice, de la marine, des colonies, du commerce (service du commerce et de l'industrie, service des postes et des télégraphes), et des travaux publics, que se trouvent les développements et les justifications des résultats contenus, à cet égard, dans les lois annuelles de règlement.

COMPTE DÉFINITIF

DU

BUDGET DE L'EXERCICE 1897.

NOTE GÉNÉRALE

SUR LES RÉSULTATS DU RÈGLEMENT DÉFINITIF

DU BUDGET DE L'EXERCICE 1897.

Le budget de l'exercice 1897 a été l'objet de deux lois distinctes portant les dates des 20 juillet 1896 et 29 mars 1897.

Celle du 20 juillet 1896 est relative aux contributions directes.

La loi du 29 mars 1897 a déterminé les besoins et les voies et moyens du budget général pour l'exercice 1897.

On va présenter la situation définitive de l'exercice 1897, en suivant l'ordre et la forme prescrits par la dernière loi de finances précitée.

BUDGET GÉNÉRAL.

Résultat du vote primitif du budget général.

La loi du 29 mars 1897 a fixé ainsi qu'il suit les ressources et les besoins du budget général de l'exercice 1897 :

Recettes	France	3,331,902,951f 00c	3,385,705,145f 00c
	Algérie	53,802,194 00	
Dépenses	France	3,314,358,756 00	3,385,367,484 00
	Algérie	71,008,728 00	
	Excédent présumé de recettes		337,661 00

Modifications que les prévisions de ce budget ont éprouvées.

Les prévisions de ce budget ont ensuite éprouvé les modifications détaillées dans des tableaux spéciaux (voir pages 402 à 411). Ces tableaux les récapitulent, par branche de revenus et par ministère, et les justifient par catégorie en citant les actes d'où elles résultent.

1° Évaluations des recettes.

Les modifications portant sur les évaluations de recettes sont, en résumé, celles qui suivent :

Les recettes de l'exercice 1897 ont été évaluées, comme on vient de le dire, à :

France	3,331,902,951f 00c	3,385,705,145f 00c
Algérie	53,802,194 00	

Elles s'augmentent :

1° Des évaluations supplémentaires égales aux recettes réalisées sur divers produits dont la nomenclature figurait seulement pour ordre au budget primitif.

France	41,544,995f 71c	42,448,644 69
Algérie	903,648 98	
A reporter		3,428,153,789 69

Report		3,428,153,789f 69c
2° De l'excédent des réalisations sur les évaluations des produits consommés en nature dans les établissements spéciaux régis par l'État et d'autres produits :		
France	334,447f 41c	351,304 12
Algérie	16,856 71	
3° Des recettes attribuées au budget, en dehors de la loi de finances, soit par des lois, soit par des décisions ministérielles :		
France	22,114,678f 76c	29,017,127 36
Algérie	6,902,448 60	
Total des évaluations de recettes rectifiées du budget général de l'exercice 1897		3,457,522,221 17

2° Crédits ouverts aux Ministres.

Les modifications relatives aux crédits se résument de la manière suivante :

Les crédits primitivement ouverts par la loi précitée du 29 mars 1897, modifiés par le décret du 15 août 1897, s'élèvent pour l'ensemble des services, ainsi qu'on l'a indiqué d'autre part, à :

France	3,314,358,756f 00c	3,385,367,484f 00c
Algérie	71,008,728 00	

Des crédits imputables sur des ressources de diverses natures les ont accrus d'une somme nette de 44,790,806 fr. 92 qui se décompose ainsi :

Les crédits qui correspondent à certains produits consommés en nature dans les établissements spéciaux ressortissant au Ministère de l'agriculture, dont la dépense se règle d'après les ressources, ont été augmentés du montant des plus-values sur les produits constatés, savoir :

France	151,800f 05c	168,656f 76c
Algérie	16,856 71	

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, qui autorise l'allocation de crédits affectés à l'emploi des fonds de concours pour travaux d'intérêt public, des crédits ont été ouverts à ce titre à divers ministères par des décrets ou par des lois pour :

France	20,674,609f 13c	21,578,258 11
Algérie	903,648 98	

En exécution de la loi du 2 juin 1891 et du décret du 7 juillet de la même année, des crédits gagés sur les versements effectués au profit de l'élevage ont été ouverts au Ministère de l'agriculture dans la forme

A reporter	21,746,914 87	3,385,367,484 00

Report.....	21,746,914f 87c	3,385,367,484f 00c
usitée en matière de fonds de concours. Ces crédits accordés par divers décrets se sont élevés à :		
FRANCE.....	2,135,636 26	
Aux crédits susmentionnés viennent encore s'ajouter : 1° Par suite de lois ou de décrets, les crédits des fonds de concours provenant des versements des compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883 :		
FRANCE.....	15,535,000 00	44,790,806 92
2° Les crédits ouverts par décrets, en exécution de la loi du 13 juin 1896, sur les avances de la Banque de France versées à titre de fonds de concours pour l'Exposition de 1900.		
FRANCE.....	"	
3° Les crédits ouverts par décrets, en exécution de la loi précitée du 13 juin 1896, sur les produits de l'Exposition universelle de 1900, versés à titre de fonds de concours.		
FRANCE.....	5,373,255 79	
Il a été ouvert des crédits supplémentaires et extraordinaires par des lois spéciales pour :		
FRANCE..... 106,853,114f 32c ALGÉRIE..... 1,638,046 94	108,491,161f 26c	
Les virements de crédits de chapitre à chapitre effectués en vertu de décrets spéciaux, pour rappels d'arrérages et de dépenses de solde, se sont élevés à la somme de 3,391,730 fr. 24. Leur résultat n'affectant pas la situation du budget, ils ne sont cités ici que pour mémoire.....	(Mémoire.)	
En outre, la loi du 23 mai 1834 qui, par ses articles 8, 9 et 10, a prescrit le régime à suivre pour l'apurement des exercices clos, autorise les Ministres à comprendre parmi les crédits législatifs le montant des payements qui auront été effectués, chaque année, pour ces dépenses, sur les fonds du budget de l'exercice courant. Les besoins primitifs de l'exercice 1897 s'accroissent, pour ce motif, d'une somme de :		135,574,381 55
FRANCE..... 26,392,019f 70c ALGÉRIE..... 691,200 59	27,083,220 29	
Les crédits additionnels ouverts par décrets spéciaux régularisés par des lois se sont élevés à :		
FRANCE..... " ALGÉRIE..... "	"	
TOTAL des crédits rectifiés du budget général de l'exercice 1897 (V. p. 399 et 401).		3,565,732,672 47

Comparaison des prévisions législatives avec les faits réalisés.

1° Situation des recettes en clôture d'exercice.

On va maintenant établir les différentes comparaisons nécessaires pour opposer ces prévisions aux faits réalisés et pour présenter ainsi la situation définitive du budget général de l'exercice 1897, telle qu'elle résulte des opérations constatées jusqu'à l'époque de sa clôture.

Les évaluations des ressources de 1897 s'élèvent, comme on l'a dit, à :

France	3,395,897,072f 88c	3,457,522,221f 17c
Algérie	61,625,148 29	

Les droits et produits liquidés à la charge des redevables de l'État s'élèvent à :

France	3,493,617,984f 82c	3,555,878,315f 17c
Algérie	62,260,330 35	

Les recouvrements effectués sont de :

France	3,467,815,866 63	3,528,077,949 12
Algérie	60,262,082 49	
et il est resté à recouvrer		27,800,366 05

Ces restes à recouvrer s'appliquent à diverses natures d'impôts directs et indirects, à des produits de monopoles, à des revenus et ventes de domaines, à des produits divers et à des recettes d'ordre pour lesquels la liquidation des droits et leur réalisation ne s'opèrent pas simultanément (voir le compte définitif des recettes de 1897), savoir :

FRANCE

§ 1. — Impôts et revenus.				
Enregistrement	529,721f 56c	19,225,006f 89c		
Timbre	28 42			
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières	505 00			
Douanes	6,097,447 10			
Contributions indirectes	12,035,421 05			
Sucres	561,883 76			
§ 2. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.				
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	82,755f 90c	948,798f 31c		
Postes	14,505 35			
Télégraphes	761,879 31			
Téléphones	450 00			
Produits de diverses exploitations (colonies)	89,207 75		25,802,118f 19c	
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'État.				
Produits du domaine autre que le domaine forestier	3,659,244f 38c	3,963,555f 08c		
Produits des forêts	304,310 70			
§ 4. Produits divers du budget.				
Produits divers		69,412 41		
§ 6. — Recettes d'ordre.				
Recettes en atténuation de dépenses	1,364,773f 00c	1,595,345 50		
Recettes d'ordre proprement dites	230,572 50			
A reporter			25,802,118 19	3,457,522,221 17

Report..... 25,802,118f 19c 3,457,522,221f 17c

ALGÉRIE.

§ 1er. — *Impôts et revenus.*

Contributions arabes. — Principal et centimes d'État.....	105,486f 85c	621,921f 36c	
Enregistrement.....	19,306 39		
Contributions diverses.....	497,128 12		
§ 2. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*			
Postes.....		800f 00c	1,998,247f 86c
§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*			
Produits du domaine autre que le domaine forestier.....	1,268,345f 95c	1,375,526 50	
Produits des forêts.....	107,180 55		
TOTAL ÉGAL.....			27,800,366 05

Le solde ci-contre représente des ressources assurées pour le Trésor; mais, à raison des délais plus ou moins longs dans lesquels les redevables pourront se libérer, la recette successive en sera portée au compte de l'exercice courant, au moment où elle aura lieu.

On ne doit, en conséquence, comparer avec les prévisions du budget que les recouvrements obtenus jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice, lesquels s'élèvent à..... 3,528,077,949 12

Les ressources ordinaires réalisées pendant l'exercice 1897 sont donc supérieures aux évaluations du budget (voir les tableaux, pages 402 à 405) de :

FRANCE.....	71,918,793f 75c	70,555,727 95
ALGÉRIE (à déduire).....	*1,363,065 80*	

Les prévisions de la loi de finances établies en général sur les recettes de la dernière année, dont les résultats sont connus, renferment nécessairement plusieurs éventualités. Les tableaux (pages 412 à 415) font connaître par branche de revenus les différences entre les prévisions modifiées du budget et les produits réalisés. Ces produits sont, en outre, comparés avec ceux de l'exercice précédent, et cette comparaison se trouve dans le projet de loi de règlement de l'exercice 1897 (page 238). Enfin le compte définitif des recettes de l'exercice 1897 développe, pour chaque branche de revenus, les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs et qui ont déterminé le montant des droits perçus par le Trésor public.

Situation des dépenses en clôture d'exercice.

Comme on l'a dit précédemment, les crédits ouverts aux Ministres par le budget général, tant par le vote du budget primitif que par des lois subséquentes, s'élèvent ensemble à :

FRANCE.....	3,491,474,191f 25c	3,565,732,672f 47c
ALGÉRIE.....	74,258,481 22	

Les dépenses liquidées à la charge de l'exercice 1897 montent à :

FRANCE.....	3,467,367,621f 18c	3,540,157,114f 73c	
ALGÉRIE.....	72,789,493 55		
A reporter.....		3,540,157,114 73	3,565,732,672 47

Report.....	3,540,157,114f 73c	3,565,732,672f 47c
Les payements effectués sur les dépenses, jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice, sont de :		
FRANCE..... 3,451,009,616f 31c	3,523,516,590 35	
ALGÉRIE..... 72,506,974 04		
Et il est resté à payer, par imputation sur les fonds des exercices suivants, selon le mode réglé par la loi du 23 mai 1834, pour l'apurement des dépenses sur exercices clos :		
FRANCE..... 16,358,004f 87c	16,640,524 38	
ALGÉRIE..... 282,519 51		
En comparant les crédits mis à la disposition des Ministres avec les dépenses payées par le Trésor public, ci.....		3,523,516,590 35
on voit que, dans leur ensemble, les payements de l'exercice 1897 ont été inférieurs aux crédits de :		
FRANCE.....	40,464,574f 94c	42,216,082 12
ALGÉRIE.....	1,751,507 18	

Ce dernier résultat se décompose ainsi qu'on va le faire connaître d'après la situation des différents services auxquels les crédits ont été attribués, savoir :

Crédits gagés par des ressources de diverses natures et non consommés par les dépenses à annuler, sauf réouverture à des exercices suivants, par des lois spéciales :

FRANCE.....	2,264,410f 40c	2,264,410f 40c
ALGÉRIE.....	"	

Crédits non consommés par les dépenses, à annuler définitivement :

FRANCE.....	37,804,909f 71c	39,273,897 38
ALGÉRIE.....	1,468,987 67	

Crédits non consommés par les payements et représentant les dépenses restant à solder à la clôture de l'exercice:

FRANCE.....	16,358,004f 87c	16,640,524 38
ALGÉRIE.....	282,519 51	
TOTAL des crédits à annuler.....		58,178,832 16

dont il faut déduire les crédits complémentaires demandés par le présent projet de loi :

FRANCE.....	15,962,750f 04c	15,962,750 04
ALGÉRIE.....	"	
Somme égale à l'excédent des crédits sur les payements....		42,216,082 12

Les comptes de chaque département ministériel, publiés par chapitre et par article à l'appui du projet de loi de règlement de l'exercice 1897, font connaître les opérations qui ont donné lieu aux excédents de crédits dont on vient de présenter l'analyse. Ce sont ces comptes qu'il faut consulter pour les détails par nature de dépense, ainsi que pour les éclaircissements administratifs que comporte l'emploi fait par les Ministres des crédits mis à leur disposition.

Mais, indépendamment de ce point de vue de contrôle législatif sous lequel les charges de l'exercice 1897 doivent être examinées, il convient encore de les comparer à celles que l'exercice précédent a eu à supporter, et cette comparaison est établie dans le projet de loi de règlement de l'exercice 1897 (pages 244 et 245).

Résultat du budget général de l'exercice 1897 à l'époque de sa clôture.

En résumé, le résultat du budget général de 1897, à la clôture de l'exercice, s'établit ainsi qu'il suit :

Les ressources réalisées applicables aux besoins du budget général de l'exercice 1897 s'élèvent, comme on l'a vu plus haut, à :

France	3,467,815,866f 63c	3,528,077,949f 12c
Algérie	60,262,082 49	

Les payements effectués sur les ordonnances des Ministres ayant été de :

France	3,451,009,616f 31c	3,523,516,590 35
Algérie	72,506,974 04	

il en résulte que l'excédent final des recettes sur les dépenses du budget général est de, savoir :

France (excédent de recette)	16,806,250f 32c	4,561,358 77
Algérie (excédent de dépense)	12,244,891 55	

Comparaison des recettes et des dépenses de 1897 avec celles de 1896. (France et Algérie.)

On a fait remarquer l'intérêt qu'il y a à apprécier comparativement les produits et les dépenses de l'exercice dont on propose le règlement avec les résultats correspondants de l'exercice précédent. Ces comparaisons font l'objet de tableaux placés aux pages 238 à 247 du projet de loi de règlement de l'exercice 1897 et sont, en outre, développées dans les états publiés au compte définitif des recettes de l'exercice 1897, où elles indiquent avec détail les causes des augmentations ou des diminutions survenues en 1897, comparativement au budget de 1896.

Des états semblables pour les dépenses sont joints aux comptes des Ministères et font également connaître, par nature de services, les causes des différences qui ressortent entre les mêmes exercices.

Le rapprochement des termes du règlement définitif des deux budgets présente le résultat suivant :

Le projet de loi de règlement définitif du budget de l'exercice 1897 fait ressortir entre les recettes et les payements un excédent final de recettes de.....	4,561,358f 77c
Le projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1896 ayant présenté un excédent de dépense de.....	8,727,130 66
il en résulte pour le budget de 1897, comparativement à l'exercice précédent, une bonification de.....	13,288,489 43

BUDGET GÉNÉRAL.

COMPTE DÉFINITIF DES RECETTES ET DES DÉPENSES

DE L'EXERCICE 1897.

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897.

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (FRANCE.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif.		MODIFICATIONS RÉSULTANT de la réalisation des ressources affectées à divers services.		MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés par des lois, des décrets ou des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1897.	
		Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.							
Contributions directes et centimes d'État	476,761,825 00	"	"	"	"	"	"
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.).	37,931,550 00	"	"	"	"	"	"
Enregistrement	529,182,700 00	"	"	"	"	"	"
Timbre	176,403,070 00	"	"	"	"	"	"
Impôts sur les opérations de bourse	8,684,500 00	"	"	"	"	"	"
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc	65,751,800 00	"	"	"	"	"	"
Douanes	409,640,880 00	"	"	"	"	"	"
Contributions indirectes	598,737,000 00	"	"	"	"	(1) 1,908,000 00	"
Sucres	194,310,000 00	"	"	"	"	"	"
TOTAL des impôts et revenus	2,497,403,325 00	"	"	"	"	1,908,000 00	"
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.							
France.							
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	420,596,000 00	"	"	"	"	"	"
Postes	177,349,100 00	"	"	"	"	"	"
Télégraphes	37,982,750 00	"	"	"	"	"	"
Téléphones	9,661,100 00	"	"	"	"	"	"
Produits de diverses exploitations	12,697,574 00	"	"	"	"	(2) 30,000 00	"
	658,286,524 00	"	"	"	"	30,000 00	"
Colonies.							
Produits de diverses exploitations	213 000 00	"	"	"	"	"	"
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	658,499,524 00	"	"	"	"	30,000 00	"
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.							
Produits du domaine autre que le domaine forestier	22,106,730 00	"	"	(3) 151,800 05	"	(4) 14,222 049 25	"
Produits des forêts	28,514,020 00	"	"	"	"	"	"
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	50,620,750 00	"	"	151,800 05	"	14,222,049 25	"
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.							
Produits divers	57,320,535 00	(5) 1,231 35	"	(6) 182,647 36	"	(7) 3,719,578 28	"
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.							
Diverses ressources exceptionnelles	265,000 00	"	"	"	"	(8) 2,216,351 23	"
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.							
Recettes en atténuation de dépenses	62,804,237 00	(9) 62,243 25	"	"	"	(10) 8,000 00	"
Recettes d'ordre proprement dites	4,989,580 00	(11) 41,481,521 11	"	"	"	(12) 34,200 00	(13) 23,500 00
TOTAL des recettes d'ordre	67,793,817 00	41,543,764 36	"	"	"	42,200 00	23,500 00
TOTAL des recettes du budget général (France.)	3,331,902,951 00	41,544,995 71	"	334,447 41	"	22,138,178 76	23,500 00
		41,544,995f 71c		334,447f 41c		22,114,678f 76c	

RÉSULTAT en augmentation..... 63,994,121f 88c

ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte définitif du budget général de l'exercice 1897.	OBSERVATIONS.		
fr. c.			
	(1) Loi du 29 juin 1897. — Droits divers et recettes à différents titres. Prélèvement sur les communes pour frais de casernement		1,908,000f 00c
	(2) Loi du 29 juin 1897. — Produits de diverses exploitations. Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et de l'émission des monnaies de bronze. — A annuler	60,000f 00c	30,000 00
	Loi du 29 juin 1898. — A ajouter	90,000 00	
	(3) Produits consommés en nature dans les établissements spéciaux régis par l'État. Ces produits se développent comme suit :		

ÉTABLISSEMENTS.	EXCÉDENTS des réalisations sur les évaluations.	EXCÉDENTS des évaluations sur les réalisations.
Écoles d'agriculture	67,239f 42c	"
Bergeries	42,157 45	"
Écoles vétérinaires	16,475 92	"
Haras et dépôts d'étalons	25,927 26	"
	151,800 05	"
PLUS-VALUE de recette	151,800f 05c	

ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte définitif du budget général de l'exercice 1897.	OBSERVATIONS.		
476,761,825 00	(4) Loi du 29 juin 1897. — Produit de l'aliénation d'immeubles remis au Domaine par le département de la Guerre :		
37,931,550 00	1° Article 18. (Report de 1895 pour 94,308 fr. 74.)	210,000f 00c	5,210,000f 00c
529,182,700 00	2° Article 34. — Évaluation nouvelle	5,000,000 00	
176,403,070 00	Projet de loi de règlement de l'exercice 1897. A annuler : ressource égale aux crédits non consommés par les dépenses		101 71
8,684,500 00			5,209,898 29
	Loi du 29 juin 1897. — Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place.		
65,751,800 00	Loi du 26 août 1897. — Partie du report de l'exercice 1896	10,500f 00c	"
409,640,880 00	Loi du 20 avril 1898. — Annulation. Report à 1898	10,500 00	
600,645,000 00	Loi du 29 juin 1897. — Versements effectués par la ville de Douai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Loi du 19 janvier 1891.) [Report de 1896.]	44,055f 01c	
194,310,000 00	Loi du 20 avril 1898. — Annulation. (Report à 1898.)	44,055 01	
2,499,311,325 00	Loi du 29 juin 1897. — Versements effectués par la ville de Cambrai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Loi du 3 août 1833.) [Report de 1896 pour 29,000 fr. 09.]	63,827f 82c	26,150 96
	Loi du 20 avril 1898. — Annulation. (Report à 1898.)	27,627f 82c	
	Projet de loi de règlement de l'exercice 1897. A annuler : Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses	10,049 04	37,676 86
	Loi du 29 juin 1897. — Versements effectués par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place d'Aire-sur-la-Lys. (Loi du 31 mars 1897.)		30,000 00
	Loi du 29 juin 1897. — Versement effectué par la ville d'Auxonne, en exécution de la convention du 15 novembre 1895, approuvée par la loi du 31 juillet 1896		51,000 00
	Loi du 29 juin 1897. — Versement de la ville d'Antibes, en exécution de la convention du 23 octobre 1895, approuvée par la loi du 31 juillet 1896		30,000 00
	Loi du 29 juin 1897. — Produits du domaine autre que les forêts. — Revenus du domaine militaire		75,000 00
	Loi du 24 décembre 1897. — Versement par la ville de Belfort du prix de terrains cédés en vertu de la convention du 9 octobre 1897		300,000 00
	Loi du 24 décembre 1897. — Aliénation d'immeubles		8,500,000 00
			14,222,049 25
420,596,000 00	(5) Produit des expéditions des archives de la République		916f 35c
177,349,100 00	Redevances pour certificats généalogiques d'animaux. (Loi du 25 novembre 1887.)		315 00
37,982,750 00			1,231 35
9,661,100 00	(6) Recettes sur exercices clos comprises dans les recettes accidentelles à différents titres		182,647f 36c
12 727,574 00	(7) Loi du 24 décembre 1897. — Versements au Trésor du boni des écoles normales primaires		800,000f 00c
658,316,524 00	Versement par la Caisse des dépôts et consignations de la portion reconstituée d'un capital de 375,000 francs, payé en 1861, pour indemnité de cession de bail à l'hôtel de l'ambassade, à Londres		176,000 00
	Conséquence de la régularisation d'opérations faites en 1893, 1894 et 1895 par le trésorier-payeur du Dahomey		2,743,578 28
213,000 00			3,719,578 28
	(8) Loi du 29 juin 1897. — Versements des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique. — Reliquat des disponibilités.	932,615f 75c	931,778f 99c
658,529,524 00	Projet de loi de règlement de l'exercice 1897. — A annuler : ressource égale aux crédits non consommés par les dépenses	836 76	1,284,572 24
	Loi du 24 décembre 1897. — Excédent des recettes sur les dépenses du compte spécial de l'expédition de Madagascar		2,216,351 23
	(9) Remboursement des frais de pension des élèves des écoles normales primaires qui ont rompu leur engagement décennal		300f 00c
	Excédent des recettes sur les dépenses de la Légion d'honneur		61,943 25
			62,243 25
	(10) Loi du 24 décembre 1897. — Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement		8,000f 00c
36,480,579 30	(11) Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public :		
28,514,020 00	Report de 1896	8,643,948f 89c	
	Crédits ouverts sur l'exercice 1897 par des décrets rendus pendant l'année 1897	13,175,483 04	
	Crédits ouverts sur l'exercice 1897 par des décrets rendus pendant l'année 1898	6,224,711 72	
	ENSEMBLE	28,044,143 65	
64,994,599 30	A annuler : Transport à l'exercice 1898	7,569,531f 52c	20,474,609f 13c
	Projet de loi de règlement de l'exercice 1897. — Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses	200,000 00	7,569,534 52
	Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900 :		
	Crédits ouverts sur l'exercice 1897 par des décrets rendus pendant l'année 1897	5,216,128 83	
61,223,991 99	Crédits ouverts sur l'exercice 1897 par des décrets rendus pendant l'année 1898	157,126 96	
	ENSEMBLE	5,373,255 79	
	A annuler : Projet de loi de règlement de l'exercice 1897. — Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses	53,418 78	5,319,837 01
	Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	91,517 51	
2,481,351 23	Report de 1896	2,203,345 10	
	Crédits ouverts sur l'exercice 1897 par des décrets rendus pendant l'année 1897	8,022 40	
	Crédits ouverts sur l'exercice 1897 par des décrets rendus pendant l'année 1898	2,302,885 01	
	ENSEMBLE	169,467 80	2,133,417 21
62,874,480 25	Annulation. — Transport à 1898		
46,481,801 11	Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883. Report de 1896. (Loi du 29 juin 1897) pour	3,000,000 00	
	Crédits ouverts sur l'exercice 1897 par les décrets rendus pendant l'année 1897	10,825,000 00	
109,356,281 36	Crédits ouverts sur l'exercice 1897 par des décrets rendus pendant l'année 1898	4,210,000 00	
	ENSEMBLE	18,035,000 00	
3,395,897,072 88	A annuler : Transport à 1898. (Loi du 20 avril 1898)	2,500,000f 00c	13,535,000 00
		2,000,000 00	4,500,000 00
	Projet de loi de règlement de l'exercice 1897. — Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses		110 36
	Produits accessoires du service de trésorerie		1,651 78
	Reversement par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garanties d'intérêts		16,895 67
	Reversement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités payées par l'État		41,481,521 11
	(12) Loi du 29 juin 1897. — Remboursement par le Gouvernement beylical des frais du personnel et des frais de justice criminelle de la Justice française en Tunisie		10,500f 00c
	Loi du 30 mars 1898. — Même compte. — A ajouter		23,700 00
			34,200 00
	(13) Loi du 30 mars 1898. — Remboursement par le Gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie. — A annuler		23,500f 00c

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897.

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (ALGÉRIE.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif.		MODIFICATIONS RÉSULTANT de la réalisation des ressources affectées à divers services.		MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés par des lois, des décrets ou des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1897.		ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte définitif du budget général de l'exercice 1897.	OBSERVATIONS.	
		Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.			
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.										
Contributions directes	3,601,034 00	"	"	"	"	"	"	3,601,034 00	(1) Produits consommés en nature dans les établissements spéciaux régis par l'État. — Bergeries de Mondjebeur. — Excédents des réalisations sur les évaluations (plus-values).	16,856f 71c
Taxes assimilées aux contributions directes	217,590 00	"	"	"	"	"	"	217,590 00		
Contributions arabes, principal et centimes d'État	8,467,465 00	"	"	"	"	"	"	8,467,465 00		
Enregistrement	3,541,800 00	"	"	"	"	"	"	3,541,800 00		
Timbre	4,219,200 00	"	"	"	"	"	"	4,219,200 00	(2) Loi du 29 juin 1897, article 19. — Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893. (Reports de l'exercice 1895 pour 26 fr. 84 et de l'exercice 1896 pour 545,894f 05c.) 1,900,000f 00c; Article 34, § 3 5,000,000 00; Ensemble 6,900,000 00; *A annuler :* Loi du 20 avril 1898. — Transport à 1898 129,766f 34c; Projet de loi de règlement de l'exercice 1897. — Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses 3 35; 129,769 69	6,770,230f 31c
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	207,600 00	"	"	"	"	"	"	207,600 00		
Douanes	13,522,025 00	"	"	"	"	"	"	13,522,025 00		
Contributions diverses	7,031,710 00	"	"	"	"	"	"	7,031,710 00		
TOTAL des impôts et revenus	40,808,424 00	"	"	"	"	"	"	40,808,424 00		
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.										
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	1,005,900 00	"	"	"	"	"	"	1,005,900 00		
Postes	3,042,410 00	"	"	"	"	"	"	3,042,410 00		
Télégraphes	1,374,800 00	"	"	"	"	"	"	1,374,800 00		
Téléphones	74,200 00	"	"	"	"	"	"	74,200 00	Loi du 29 juin 1897. — Produit de la vente d'immeubles affecté à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie : Report de l'exercice 1896, pour 6 fr. 74 100,000f 00c; Loi du 20 avril 1898. — Transport à 1898 30,000f 00c; Projet de loi de règlement de l'exercice 1897. — Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses 0 76; 30,003 76	129,999 24
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,497,310 00	"	"	"	"	"	"	5,497,310 00		
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.										
Produits du domaine autre que le domaine forestier	2,120,900 00	"	"	(1) 16,856 71	"	(2) 6,900,229 55	"	9,037,986 26		
Produits des forêts	865,800 00	"	"	"	"	"	"	865,800 00	(3) Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. Report de 1896 347,660 64; Crédits ouverts sur l'exercice 1897 par des décrets rendus pendant l'année 1898 805,285 15; Crédits ouverts sur l'exercice 1897 par des décrets rendus pendant l'année 1898 16,165 92; Ensemble 1,169,111 71; Annulation pour transport à 1898 265,462 73	903,648f 98c
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	2,986,700 00	"	"	16,856 71	"	6,900,229 55	"	9,903,786 26		
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.										
Produits divers	1,125,840 00	"	"	"	"	"	"	1,125,840 00	(4) Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage. Crédits ouverts sur l'exercice 1897 par des décrets rendus pendant l'année 1898	2,219 05
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.										
Recettes en atténuation de dépenses	3,383,920 00	"	"	"	"	"	"	3,383,920 00		
Recettes d'ordre proprement dites	"	(3) 903,648 98	"	"	"	(4) 2,219 05	"	905,868 03		905,868 03
TOTAL des recettes d'ordre	3,383,920 00	903,648 98	"	"	"	2,219 05	"	4,289,788 03		
TOTAL des recettes du budget général. (Algérie.)	53,802,194 00	903,648 98	"	16,856 71	"	6,902,448 60	"	61,625,148 29		
		903,648f 98c		16,856f 71c		6,902,448f 60c				
		Résultat en augmentation				7,822,954f 29c				

RÉCAPITULATION :

France	3,331,902,951 00	41,544,995 71	"	334,447 41	"	22 138,178 76	23,500 00	3,395,897,072 88
Algérie	53,802,194 00	903,648 98	"	16,856 71	"	6,902,448 60	"	61,625,148 29
TOTAL	3,385,705,145 00	42,448,644 69	"	351,304 12	"	29,040,627 36	23,500 00	3,457,522,221 17
		42,448,644f 69c		351,304f 12c		29,017,127f 36c		
		Résultat en augmentation				71,817,076f 17c		

15 259

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (FRANCE.)

§ 1er. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES FONDS DE CONCOURS DE DIVERSES NATURES.

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir le développement à l'appui du présent tableau, pages 213 à 228 du projet de loi de règlement de l'exercice 1897.)	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (Loi du 29 mars 1897.) (A)	MODIFICATIONS spéciales résultant de la réalisation des ressources affectées à divers services.	1° Crédits de fonds de concours ordinaires. Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1897.	Crédits reportés de l'exercice 1896 par décrets.	Crédits reportés de l'exercice 1896 par lois.	Crédits transportés à l'exercice 1898. par décrets.	Crédits transportés à l'exercice 1898. par lois	TOTAUX nets des crédits de fonds de concours ordinaires	2° Crédits de fonds de concours. (Exposition universelle de 1900.) Crédits ouverts par décrets.	3° Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition universelle de 1900.) Crédits ouverts par décrets.	4° Crédits de fonds de concours imputables sur les produits du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage. Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1897.	Crédits reportés par décrets de l'exercice 1896.	Crédits transportés par décrets à l'exercice 1898.	TOTAUX NETS DES CRÉDITS de fonds de concours. (Pari mutuel.)	5° Crédits de fonds de concours. (Versements des compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.) Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1897.	Crédits reportés par des lois de l'exercice 1896.	Crédits transportés par des lois à l'exercice 1898.	TOTAL DES CRÉDITS de fonds de concours imputables sur les versements des compagnies de chemins de fer.	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur des ressources de diverses natures. (Fonds de concours.) (Colonnes 9, 10, 11, 15 et 19 du présent tableau.)	TOTAUX DES COLONNES 2, 3 et 20 à reporter à la page suivante.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.																				
Ministère des finances	1,250,331,061 00	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,250,331,061 00
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.																				
Ministère des finances	13,183,720 00	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13,183,720 00
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.																				
Ministère des finances	19,416,710 00	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	389 63	19,416,710 00
Ministère de la justice et des cultes. — 1re sect. — Justice	34,962,533 00	»	389 63	»	»	»	»	389 63	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	107,888 42	34,962,922 63
Ministère de la justice et des cultes. — 2e sect. — Cultes	43,092,553 00	»	102,469 83	23,809 99	»	18,391 40	»	107,888 42	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	43,200,441 42
Ministère des affaires étrangères	14,989,800 00	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	22,861 48	14,989,800 00
Ministère de l'intérieur	74,881,262 00	»	22,848 85	2,035 89	»	2,023 26	»	22,861 48	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	74,904,123 48
Ministère de la guerre. — Dépenses ordinaires	598,253,897 00	»	294,000 32	249,423 92	»	168,728 55	»	374,695 69	»	»	2,219 05	»	»	2,219 05	»	»	»	»	376,914 74	598,630,811 74
Ministère de la guerre. — Dépenses extraordinaires	24,297,500 00	»	736,333 34	514,865 26	»	288,485 29	»	962,713 31	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	962,713 31	25,260,213 31
Ministère de la marine	258,167,273 00	»	238,300 00	90,716 00	»	152,684 00	»	176,332 00	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	176,332 00	258,343,605 00
Ministère de l'instruct. publique et des beaux-arts. — 1re sect. — Service de l'instruction publique	198,259,063 00	»	162,626 79	»	»	»	»	162,626 79	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	162,626 79	198,421,689 79
Ministère de l'instruct. publique et des beaux-arts. — 2e sect. — Service des beaux-arts	13,363,099 00	»	490,226 25	»	»	125,373 06	»	364,853 19	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	364,853 19	13,727,952 19
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re Sect. — Service du commerce et de l'industrie	26,677,614 00	»	13,400 00	»	»	»	»	13,400 00	5,373,255 79	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5,386,655 79	32,064,269 79
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e Sect. — Service des postes et télégraphes	2,166,253 00	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2,166,253 00
Ministère des colonies	83,874,840 00	»	7,000 00	»	»	1,674 73	»	5,325 27	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5,325 27	83,880,165 27
Ministère de l'agriculture	28,822,173 00	151,800 05	75,527 78	»	»	»	»	75,527 78	»	»	2,211,367 50	91,517 51	169,467 80	2,133,417 21	»	»	»	»	2,208,944 99	31,182,918 04
Ministère des travaux publics — Dépenses ordinaires	76,890,450 00	»	703,479 96	256,508 29	»	191,928 37	»	768,059 88	»	»	»	»	»	»	15,035,000 00	3,000,000 00	2,500,000 00	(1) 15,535,000 00	28,094,332 85	77,658,509 88
Ministère des travaux publics — Dépenses extraordinaires	137,641,800 00	»	12,909,430 30	2,473,031 06	535,779 96	2,469,718 16	289,190 31	(1) 13,159,301 [illegible]	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	39,237,898 34	166,336,132 85
	1,635,756,820 00	151,800 05	15,756,033 05	3,610,390 41	535,779 96	3,419,005 82	289,190 31	16,194,006 [illegible]	5,373,255 79	»	2,213,586 55	91,517 51	169,467 80	2,135,636 26	15,035,000 00	3,000,000 00	2,500,000 00	15,535,000 00	158,817 89	1,675,146,518 39
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, ETC.																				
Ministère des finances	192,892,316 00	»	162,207 27	570,109 95	»	573,499 33	»	158,817 89	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	193,051,133 89
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	60,000 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e Sect. — Postes et télégraphes	167,315,094 00	»	3,478,861 38	3,926,870 00	»	3,086,996 00	»	4,318,735 38	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4,318,735 38	171,633,829 38
Ministère de l'agriculture (Forêts)	13,750,583 00	»	3,093 06	798 57	»	842 06	»	3,049 57	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3,049 57	13,753,632 57
	374,017,993 00	»	3,644,161 71	4,497,778 52	»	3,661,337 39	»	4,480,602 84	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4,480,602 84	378,498,595 84
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.																				
Ministère des finances	32,824,000 00	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	32,824,000 00
Ministère de l'intérieur	1,748,000 00	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,748,000 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e Sect. — Postes et télégraphes	6,469,000 00	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6,469,000 00
Ministère de l'agriculture (Forêts)	28,162 00	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	28,162 00
	41,069,162 00	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	41,069,162 00
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,314,358,756 00	151,800 05	19,400,194 76	8,108,168 93	535,779 96	7,080,344 21	289,190 31	(1) 20,674,609 [illegible]	5,373,255 79	»	2,213,586 55	91,517 51	169,467 80	2,135,636 26	15,035,000 00	3,000,000 00	2,500,000 00	(1) 15,535,000 00	43,718,501 18	3,358,229,057 23
				8,643,948f 89c		7,369,534f 52c														

(A) Les chiffres de cette colonne ont été obtenus en tenant compte du transport suivant :
De l'Instruction publique au Commerce.
(Décret du 15 août 1897.) 53,370f 00c

(1) Y compris un crédit de 200,000 francs, réouvert sur l'exercice 1898 par la loi du 22 juillet 1898, et dont l'annulation au titre de l'exercice 1897 est proposée dans le projet de loi de règlement de l'exercice 1897.

(1) Y compris un crédit de 2,000,000 francs; réouvert sur l'exercice 1898 par la loi du 22 juillet 1898, et dont l'annulation au titre de l'exercice 1897 est proposée dans le projet de loi de règlement de l'exercice 1897.

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (FRANCE.) (Suite.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir le développement à l'appui du présent tableau pages 196 à 212 du projet de loi de règlement de l'exercice 1897.)		REPORT de la PAGE PRÉCÉDENTE. (Colonne 21.)	§ 2. CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET. VIREMENTS de chapitre à chapitre pour rappels d'arrérages et de dépenses de solde. Augmentations.	Diminutions.	CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Augmentations.	Diminutions.	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ouverts par des décrets spéciaux régularisés par la loi. Augmentations.	Diminutions.	CRÉDITS pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1897.	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur les ressources générales du budget.	CRÉDITS SERVANT DE BASE au règlement de l'exercice 1897.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.											
Ministère des finances		1,250,331,061 00	1,690,883 71	1,690,883 71	3,216,127 45	80,000 00	"	"	"	3,136,127 45	1,253,467,188 45
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.											
Ministère des finances		13,183,720 00	"	"	"	"	"	"	"	"	13,183,720 00
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.											
Ministère des finances		19,416,710 00	"	"	602,383 80	333,000 00	"	"	10,590,575 44	10,859,959 24	30,276,669 24
Ministère de la justice	1re section. — Justice	34,962,922 63	"	"	106,277 91	32,500 00	"	"	38,088 63	112,466 54	35,075,389 17
	2e section. — Cultes	43,200,441 42	"	"	7,000 00	7,000 00	"	"	200,627 59	200,627 59	43,401,069 01
Ministère des affaires étrangères		14,989,800 00	"	"	1,950,575 32	"	"	"	840,520 02	2,791,095 34	17,780,895 34
Ministère de l'intérieur		74,904,123 48	"	"	2,544,962 98	103,000 00	"	"	576,094 28	3,018,057 26	77,922,180 74
Ministère de la guerre.	Dépenses ordinaires	598,630,811 74	866,145 48	866,145 48	17,781,427 20	2,125,549 17	"	"	(1) 5,032,325 88	20,688,203 91	619,319,015 65
	Dépenses extraordinaires	25,260,213 31	"	"	31,069,434 46	940,000 00	"	"	1,194,513 18	31,323,947 64	56,584,160 95
Ministère de la marine		258,343,605 00	795,103 96	795,103 96	12,575,138 15	5,204,400 00	"	"	259,135 73	7,629,873 88	265,973,478 88
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.	1re section. — Instruction publique	198,421,689 79	"	"	4,345,377 26	444,152 92	"	"	385,445 65	4,286,669 99	202,708,359 78
	2e section. — Beaux-arts	13,727,952 19	"	"	1,894,970 76	315,061 78	"	"	1,526,939 86	3,106,848 84	16,834,801 03
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	1re section. — Commerce et industrie	32,064,269 79	"	"	10,956,015 79	1,061,754 17	"	"	115,495 89	10,009,757 51	42,074,027 30
	2e section. — Postes et télégraphes	2,166,253 00	"	"	67 40	"	"	"	287,324 09	287,391 49	2,453,644 49
Ministère des colonies		83,880,165 27	39,597 09	39,597 09	21,351,878 91	2,525,000 00	"	"	3,157,444 17	21,984,323 08	105,864,488 35
Ministère de l'agriculture		31,182,918 04	"	"	5,891,752 95	53,000 00	"	"	258,596 64	6,097,349 59	37,280,267 63
Ministère des travaux publics.	1re section. — Dépenses ordinaires	77,658,509 88	"	"	504,370 61	"	"	"	1,928,292 65	2,432,663 26	80,091,173 14
	2e section. — Dépenses extraordinaires	166,336,132 85	"	"	3,301,017 48	4,906,900 00	"	"	"	*A déd. 1,605,882 52*	164,730,250 33
		1,675,146,518 39	1,700,846 53	1,700,846 53	114,882,650 98	18,051,318 04	"	"	(1) 26,392,019 70	123,223,352 64	1,798,369,871 03
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.											
Ministère des finances		193,051,133 89	"	"	2,961,221 00	1,466,258 07	"	"	"	1,494,962 93	194,546,096 82
Ministère des affaires étrangères		60,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	60,000 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. 2e section. — Postes et télégraphes		171,633,829 38	"	"	1,328,191 00	"	"	"	"	1,328,191 00	172,962,020 38
Ministère de l'agriculture. (Forêts)		13,753,632 57	"	"	37,000 00	"	"	"	"	37,000 00	13,790,632 57
		378,498,595 84	"	"	4,326,412 00	1,466,258 07	"	"	"	2,860,153 93	381,358,749 77
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.											
Ministère des finances		32,824,000 00	"	"	3,600,000 00	"	"	"	"	3,600,000 00	36,424,000 00
Ministère de l'intérieur		1,748,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	1,748,000 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. 2e section. — Postes et télégraphes		6,469,000 00	"	"	425,500 00	"	"	"	"	425,500 00	6,894,500 00
Ministère de l'agriculture. (Forêts)		28,162 00	"	"	"	"	"	"	"	"	28,162 00
		41,069,162 00	"	"	4,025,500 00	"	"	"	"	4,025,500 00	45,094,662 00
TOTAUX GÉNÉRAUX		3,358,229,057 23	3,391,730 24	3,391,730 24	126,450,690 43	19,597,576 11	"	"	(1) 26,392,019 70	133,245,134 02	3,491,474,191 25
			"		En plus : 106,853,114f 32c		"				

(1) Dont 453 fr. 19 se référant au compte spécial de l'expédition de Madagascar.

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (ALGÉRIE.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir le développement à l'appui du présent tableau, pages 230 à 236 du projet de loi du règlement de l'exercice 1897.)	CRÉDITS ouverts par le budget primitif. (Loi du 29 mars 1897.)	MODIFICATIONS spéciales. — Consommations en nature.	§ 1er. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. Crédits de fonds de concours. Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1897.	Crédits reportés de l'exercice 1896 par décrets.	Crédits reportés de l'exercice 1896 par lois.	Crédits transportés à l'exercice 1898 par décrets.	Crédits transportés à l'exercice 1898 par lois.	TOTAL des crédits imputables sur ressources de diverses natures.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
3e PARTIE. SERVICES GÉNÉRAUX.								
Finances	502,250 00	"	"	"	"	"	"	"
Justice — 1re section. Justice	2,726,250 00	"	"	"	"	"	"	"
Justice — 2e section. Cultes	1,235,200 00	"	"	"	"	"	"	"
Intérieur — Service de l'intérieur	2,037,667 00	"	"	"	"	"	"	"
Intérieur — Gouvernement général	9,031,980 00	"	5,492 00	59,890 41	"	52,949 20	"	12,433 21
Instruction publique et Beaux-Arts — Instruction publique	6,079,793 00	"	120,400 00	"	"	"	"	120,400 00
Instruction publique et Beaux-Arts — Beaux-arts	323,400 00	"	17,800 00	"	"	"	"	17,800 00
Commerce et Industrie, Postes et Télégraphes — Service du commerce	193,828 00	"	"	"	"	"	"	"
Commerce et Industrie, Postes et Télégraphes — Service des postes et télégraphes	"	"	"	"	"	"	"	"
Agriculture	1,374,750 00	16,856 71	"	"	"	"	"	"
Travaux publics — Dépenses ordinaires	5,518,000 00	"	113,908 79	"	"	"	"	113,908 79
Travaux publics — Dépenses extraordinaires	25,625,175 00	"	530,000 00	25,000 00	"	"	"	555,000 00
	54,648,293 00	16,856 71	787,600 79	84,890 41	"	52,949 20	"	819,542 00
4e PARTIE. FRAIS DE RÉGIE.								
Finances	6,731,873 00	"	"	13,212 25	"	11,474 55	"	1,737 70
Commerce et Industrie, Postes et Télégraphes. — Service des Postes et télégraphes	5,784,672 00	"	33,850 28	234,929 00	"	186,410 00	"	82,369 28
Agriculture	2,827,590 00	"	"	"	"	"	"	"
	15,344,135 00	"	33,850 28	248,141 25	"	197,884 55	"	84,106 98
5e PARTIE. REMBOURSEMENTS.								
Ministère des finances	776,300 00	"	"	14,628 98	"	14,628 98	"	"
Ministère de l'intérieur	240,000 00	"	"	"	"	"	"	"
	1,016,300 00	"	"	14,628 98	"	14,628 98	"	"
TOTAUX GÉNÉRAUX	71,008,728 00	16,856 71	821,451 07	347,660 64	"	265,462 73	"	903,648 98
				347,660f 64c		265,462f 73c		

2. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET. CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Augmentations.	Diminutions.	CRÉDITS OUVERTS par des décrets spéciaux régularisés par la loi. Augmentations.	Diminutions.	CRÉDITS pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1897.	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur les ressources générales du budget.	CRÉDITS SERVANT DE BASE au règlement de l'exercice 1897.
10	11	12	13	14	15	16
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
19 40	"	"	"	47,955 55	47,974 95	550,224 95
53,598 00	"	"	"	2,425 00	56,023 00	2,782,273 00
"	"	"	"	24,636 94	24,636 94	1,259,836 94
63,819 30	"	"	"	6,869 93	70,689 23	2,108,356 23
2,593 04	"	"	"	415,596 30	418,189 34	9,462,602 55
36,200 00	31,000 00	"	"	49,160 66	54,360 66	6,254,553 66
"	"	"	"	16,312 19	16,312 19	357,512 19
"	"	"	"	"	"	193,828 00
"	"	"	"	4,460 97	4,460 97	4,460 97
1,200,000 00	"	"	"	63,050 98	1,263,050 98	2,654,657 69
"	"	"	"	60,732 07	60,732 07	5,692,640 86
312,817 20	"	"	"	"	312,817 20	26,492,992 20
1,669,046 94	31,000 00	"	"	691,200 59	2,329,247 53	57,813,939 24
"	"	"	"	"	"	6,733,610 70
"	"	"	"	"	"	5,867,041 28
"	"	"	"	"	"	2,827,590 00
"	"	"	"	"	"	15,428,241 98
"	"	"	"	"	"	776,300 00
"	"	"	"	"	"	240,000 00
"	"	"	"	"	"	1,016,300 00
1,669,046 94	31,000 00	"	"	691,200 59	2,329,247 53	74,258,481 22
En plus : 1,638,046f 94c						

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION DES RECETTES.				RÈGLEMENT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
	ÉVALUATIONS des produits.	PRODUITS résultant des droits constatés	RECOUVREMENTS effectués sur les droits constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	EXCÉDENT des produits recouvrés sur les évaluations.	EXCÉDENT des évaluations sur les produits recouvrés.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1897.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)								
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes et centimes d'Etat	476,761,825f 00c	478,403,491f 28c	478,403,491f 28c	"	1,641,666f 28c	"	478,403,491f 28c	
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	37,931,550 00	39,332,789 43	39,332,789 43	"	1,401,239 43	"	39,332,789 43	
Enregistrement	529,182,700 00	522,602,120 2[illegible]	522,072,398 64	529,721f 56c	"	7,110,301f 36c	522,072,398 64	
Timbre	176,403 070 00	175,761,522 5[illegible]	175,761,494 17	28 42	"	641,575 83	175,761,494 17	
Impôt sur les opérations de bourse	8,684,500 00	5,526,253 6[illegible]	5,526,253 62	"	"	3,158,246 38	5,526,253 62	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	65,751,800 00	68,497,102 9[illegible]	68,496,597 91	505 00	2,744,797 91	"	68,496,597 91	
Douanes	409,640,880 00	455,995,723 9[illegible]	449,898,276 80	6,097,447 10	40,257,396 80	"	449,898,276 80	
Contributions indirectes	600,645,000 00	634,409,272 2[illegible]	622,373,851 24	12,035,421 05	21,728,851 24	"	622,373,851 24	
Sucres	194,310,000 00	186,082,360 5[illegible]	185,520,476 82	561,883 76	"	8,789,523 18	185,520,476 82	
TOTAL des impôts et revenus	2,499,311,325 00	2,566,610,636 8[illegible]	2,547,385,629 91	19,225,006 89	67,773,951 66	19,699,646 75	2,547,385,629 91	
					48,074,304f 91c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
FRANCE.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	420,596,000f 00c	436,720,080f 7[illegible]	436,637,324f 86c	82,755f 90c	16,041,324f 86c	"	436,637,324f 86c	
Postes	177,349,100 00	185,799,911 1[illegible]	185,785,405 75	14,505 35	8,436,305 75	"	185,785,405 75	
Télégraphes	37,982,750 00	38,440 474 9[illegible]	37,678,595 63	761,879 31	"	304,154f 37c	37,678,595 63	
Téléphones	9,661,100 00	11,074,929 5[illegible]	11,074,479 54	450 00	1,413,379 54	"	11,074,479 54	
Produits de diverses exploitations	12,727,574 00	15,338,329 5[illegible]	15,338,329 51	"	2,610,755 51	"	15,338,329 51	
TOTAL	658,316,524 00	687,373,725 8[illegible]	686,514,135 29	859,590 56	28,501,765 66	304,154 37	686,514,135 29	
					28,197,611f 29c			
COLONIES.								
Produits de diverses exploitations	213,000 00	287,376 6[illegible]	198,168 86	89,207 75	"	14,831f 14c	198,168 86	
					14,831f 14c			
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	658,529,524 00	687,661,102 4[illegible]	686,712,304 15	948,798 31	28,501,765f 66c	318,985f 51c	686,712,304 15	
					28,182,780f 15c			
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	36,480,579f 30c	31,574,189f 5[illegible]	27,914,945f 18c	3,659,244f 38c	"	8,565,634f 12c	27,914,945f 18c	
Produits des forêts	28,514,020 00	30,986,191 9[illegible]	30,681 881 25	304,310 70	2,167,861f 25c	"	30,681,881 25	
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	64,994,599 30	62,560,381 5[illegible]	58,596,826 43	3,963,555 08	2,167,861 25	8,565,634 12	58,596,826 43	
					6,397,772f 87c			
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	61,223,991f 99c	62,255,103f 6[illegible]	62,185,691f 22c	69,412f 41c	961,699f 23c	"	62,185,691f 22c	
					961,699f 23c			
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	2,481,351f 23c	2,216,351f 2[illegible]	2,216,351f 23c	"	"	265,000f 00c	2,216,351f 23c	
					265,000f 00c			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	62,874,480f 25c	65,273,502f 7[illegible]	63,908,729f 70c	1,364,773f 00c	1,034,249f 45c	"	63,908,729f 70c	
Recettes d'ordre proprement dites	46,481,801 11	47,040,906 8[illegible]	46,810,333 99	230,572 50	328,532 88	"	46,810,333 99	
TOTAL des recettes d'ordre	109,356,281 36	112,314,409 1[illegible]	110,719,063 69	1,595,345 50	1,362,782 33	"	110,719,063 69	
					1,362,782f 33c			
TOTAL des recettes du Budget général (France)	3,395,897,072f 88c	3,493,617,984f 8[illegible]	3,467,815,866f 63c	25,802,118f 19c	100,768,060f 13c	28,849,266f 38c	3,467,815,866f 63c	
					71,918,793f 75c			

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION DES RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.				OBSERVATIONS.
	ÉVALUATIONS des produits.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RECOUVREMENTS effectués sur les droits constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	EXCÉDENT des produits recouvrés sur les évaluations.	EXCÉDENT des évaluations sur les produits recouvrés.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1897.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)								
§ 1er. IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes	3,601,034f 00c	3,690,319f 29c	3,690,319f 29c	"	89,285f 29c	"	3,690,319f 29c	
Taxes assimilées aux contributions directes	217,590 00	237,969 80	237,969 80	"	20,379 80	"	237,969 80	
Contributions arabes (principal et centimes d'État)	8,467,465 00	7,433,238 03	7,327,751 18	105,486f 85c	"	1,139,713f 82c	7,327,751 18	
Enregistrement	3,541,800 00	3,702,621 24	3,683,314 85	19,306 39	141,514 85	"	3,683,314 85	
Timbre	4,219,200 00	4,228,385 72	4,228,385 72	"	9,185 72	"	4,228,385 72	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc	207,600 00	162,551 24	162,551 24	"	"	45,048 76	162,551 24	
Douanes	13,522,025 00	12,587,513 73	12,587,513 73	"	"	934,511 27	12,587,513 73	
Contributions diverses	7,031,710 00	7,515,642 33	7,018,514 23	497,128 12	"	13,195 77	7,018,514 23	
TOTAL des impôts et revenus	40,808,424 00	39,558,241 40	38,936,320 04	621,921 36	260,365 66	2,132,469 62	38,936,320 04	
					1,872,103f 96c			
§ 2. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	1,005,900f 00c	866,615f 73c	866,615f 73c	"	"	139,284f 27c	866,615f 73c	
Postes	3,042,410 00	3,138,982 34	3,138,182 34	800f 00c	95,772f 34c	"	3,138,182 34	
Télégraphes	1,374,800 00	1,349,767 46	1,349,767 46	"	"	25,032 54	1,349,767 46	
Téléphones	74,200 00	93,069 38	93,069 38	"	18,869 38	"	93,069 38	
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,497,310 00	5,448,434 91	5,447,634 91	800 00	114,641 72	164,316 81	5,447,634 91	
					49,675f 09c			
§ 3. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	9,037,986f 26c	10,309,935f 22c	9,041,589f 27c	1,268,345f 95c	3,603f 01c	"	9,041,589f 27c	
Produits des forêts	865,800 00	1,496,118 50	1,388,937 95	107,180 55	523,137 95	"	1,388,937 95	
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	9,903,786 26	11,806,053 72	10,430,527 22	1,375,526 50	526,740 96	"	10,430,527 22	
					526,740f 96c			
§ 4. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	1 125,840f 00c	1,075,260f 50c	1,075,260f 50c	"	"	50,579f 50c	1,075,260f 50c	
					50,579f 50c			
§ 6. RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	3,383,920f 00c	3,466,471f 79c	3,466,471f 79c	"	82,551f 79c	"	3,466,471f 79c	
Recettes d'ordre proprement dites	905,868 03	905,868 03	905,868 03	"	"	"	905,868 03	
TOTAL des recettes d'ordre	4,289,788 03	4,372,339 82	4,372,339 82	"	82,551 79	"	4,372,339 82	
					82,551f 79c			
TOTAL des recettes du Budget général (Algérie)	61,625,148f 29c	62,260,330f 39c	60,262,082f 49c	1,998,247f 86c	984,300f 13c	2,347,365f 93c	60,262,082f 49c	
					1,363,965f 80c			
RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL.								
FRANCE	3,395,897,072f 88c	3,493,617,984f 82c	3,467,815,866f 63c	25,802,118f 19c	100,768,060f 13c	28,849,266f 38c	3,467,815,866f 63c	
ALGÉRIE	61,625,148 29	62,260,330 39	60,262,082 49	1,998,247 86	984,300 13	2,347,365 93	60,262,082 49	
TOTAL des recettes du Budget général	3,457,522,221 17	3,555,878,315 17	3,528,077,949 12	27,800,366 05	101,752,360 26	31,196,632 31	3,528,077,949 12	
					70,555,727f 95c			

Suite du **BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897.**

Règlement définitif des Dépenses à l'époque de la clôture de l'exercice.

MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES DÉPENSES.					RÈGLEMENT DES CRÉDITS.						OBSERVATIONS.
	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES ORDONNANCES DES MINISTRES — pour les dépenses propres à l'exercice 1897.	pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER à la clôture de l'exercice.	CRÉDITS complémentaires accordés pour l'excédent des dépenses sur les crédits.	CRÉDITS ANNULÉS. — Crédits gagés par des ressources de diverses natures et non consommés par les dépenses, annulés (sauf réouverture aux exercices suivants par des lois spéciales).	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	CRÉDITS définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1897.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)												
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.												
Ministère des finances	1,253,467,188f45	1,247,955,058f58	1,237,366,082f62	"	1,237,366,082f62	10,588,975f 96c	"	"	5,512,129f 87c	10,588,975f 96c	1,237,366,082f62	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.												
Ministère des finances	13,183,720 00	13,183,720 00	13,183,720 00	"	13,183,720 00	"	"	"	"	"	13,183,720 00	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.												
Ministère des finances	30,276,669 24	29,774,748 29	19,173,321 11	10,590,575f44	29,763,896 55	10,851 74	"	"	501,920 95	10,851 74	29,763,896 55	
Ministère de la justice et des cultes. — 1re SECTION. — Service de la justice	35,075,389 17	34,932,216 84	34,878,176 88	38,688 63	34,916,865 51	15,351 33	"	"	143,172 33	15,351 33	34,916,865 51	
Ministère de la justice et des cultes. — 2e SECTION. — Service des cultes	43,401,069 01	42,843,349 91	42,419,795 05	200,627 59	42,620,422 64	222,927 27	"	"	557,719 10	222,927 27	42,620,422 64	
Ministère des affaires étrangères. — 1re SECTION. — Service ordinaire	17,780,895 34	17,723,060 32	15,970,014 37	840,520 02	16,810,534 39	912,525 93	"	"	57,835 02	912,525 93	16,810,534 39	
Ministère de l'intérieur	77,922,180 74	73,709,666 27	73,011,395 51	576,094 28	73,587,489 79	122,176 48	"	"	4,212,514 47	122,176 48	73,587,489 79	
Ministère de la guerre. — 1re SECTION. — Service ordinaire	619,319,015 65	629,713,087 33	624,081,991 86	5,032,325 88	629,114,317 74	598,769 59	13,064,386f53c	10,154f86c	2,660 159 99	598,769 59	629,114,317 74	
Ministère de la guerre. — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	56,584,160 95	55,219,839 45	53,306,308 41	1,194,513 18	54,500,821 59	719,017 86	"	"	1,364,321 50	719,017 86	54,500,821 59	
Ministère de la marine	265,973,478 88	201,185,092 30	260 516,697 76	259,135 73	260,775,833 49	409,258 81	"	"	4,788,386 58	409,258 81	260,775,833 49	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re SECTION. — Service de l'instruction publique	202,708,359 78	201,623,196 82	201,019,566 60	385,445 65	201,405,012 25	218,184 57	"	"	1,085,162 96	218,184 57	201,405,012 25	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e SECTION. — Service des beaux-arts	16,834,801 03	16,448,100 59	13,907,058 57	1,526,939 86	15,433,998 43	1,014,102 16	"	836 76	385,863 68	1,014,102 16	15,433,998 43	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	42,074,027 30	41,153,761 12	40,795,447 90	115,495 89	40,910,943 79	242,817 33	"	53,418 78	866,847 40	242,817 33	40,910,943 79	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	2,453,644 49	2,452,786 58	2,165,103 44	287,324 09	2,452,427 53	359 05	"	"	857 91	359 05	2,452,427 53	
Ministère des colonies	105,864,488 35	107,012,779 73	103,624,181 13	3,157,444 17	106,781,625 30	231,154 43	2,898,363 51	"	1,750,072 13	231,154 43	106,781,625 30	
Ministère de l'agriculture	37,280,267 63	36,307,175 09	36,002,127 11	258,596 64	36,260,723 75	46,451 34	"	"	973,092 54	46,451 34	36,260,723 75	
Ministère des travaux publics. — 1re SECTION. — Dépenses ordinaires	80,091,173 14	79,681,181 78	77,714,214 50	1,928,292 65	79,642,507 15	38,674 63	"	"	409,991 36	38,674 63	79,642,507 15	
Ministère des travaux publics. — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	164,730,250 33	153,480,921 93	153,280,995 08	"	153,280,995 08	199,926 85	"	2,200,000 00	9,049,328 40	199,926 85	153,280,995 08	
	1,798,369,871 03	1,783,260,964 35	1,751,866,395 28	26,392,019 70	1,778,258,414 98	5,002,549 37	15,962,750 04	2,264,410 40	28,807,246 32	5,002,549 37	1,778,258,414 98	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.												
Ministère des finances	194,546,096 82	192,948,137 11	192,933,207 51	"	192,933,207 51	14,929 60	"	"	1,597,959 71	14,929 60	192,933,207 51	
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	60,000 00	59,239 00	"	59,239 00	761 00	"	"	"	761 00	59,239 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	172,962,020 38	172,290,220 17	171,740,965 51	"	171,740,965 51	549,254 66	"	"	671,800 21	549,254 66	171,740,965 51	
Ministère de l'agriculture	13,790,632 57	13,411,773 55	13,210,239 27	"	13,210,239 27	201,534 28	"	"	378,859 02	201,534 28	13,210,239 27	
	381,358,749 77	378,710,130 83	377,943,651 29	"	377,943,651 29	766,479 54	"	"	2,648,618 94	766,479 54	377,943,651 29	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.												
Ministère des finances	36,424,000 00	35,807,629 67	35,807,629 67	"	35,807,629 67	"	"	"	616,370 33	"	35,807,629 67	
Ministère de l'intérieur	1,748,000 00	1,551,203 55	1,551,203 55	"	1,551,203 55	"	"	"	196,796 45	"	1,551,203 55	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	6,894,500 00	6,886,912 76	6,886,912 76	"	6,886,912 76	"	"	"	7,587 24	"	6,886,912 76	
Ministère de l'agriculture	28,162 00	12,001 44	12,001 44	"	12,001 44	"	"	"	16,160 56	"	12,001 44	
	45,094,662 00	44,257,747 42	44,257,747 42	"	44,257,747 42	"	"	"	836,914 58	"	44,257,747 42	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,491,474,191 25	3,467,367,621 18	3,424,617,596 61	26,392,019 70	3,451,009,616 31	16 358,004 87	15,962,750 04	2,264,410 40	37,804,909 71	16,358,004 87	3,451,009,616 31	
								56,427,324f98c				
							40,464,574f 94c					

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897.
Règlement définitif des Dépenses à l'époque de la clôture de l'exercice.

MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES DÉPENSES. Crédits accordés pour le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres — pour les dépenses propres à l'exercice 1897.	pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL des payements.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS. Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits complémentaires accordés pour l'excédent des dépenses sur les crédits.	Crédits annulés. Crédits gagés par des ressources de diverses natures et non consommés par les dépenses, annulés (sauf réouverture aux exercices suivants par des lois spéciales).	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1897.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)												
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.												
Ministère des finances	550,224f95	544,673f48	544,673f48	"	544,673f48	"	"	"	5,551f47c	"	544,673f48	
Ministère de la justice et des cultes. — 1re SECTION. — Service de la justice	2,782,273 00	2,770,282 05	2,765,971 55	2,425f00	2,768,396 55	1,885f50c	"	"	11,990 95	1,885f50c	2,768,396 55	
Ministère de la justice et des cultes. — 2e SECTION. — Service des cultes	1,259,836 94	1,224,951 41	1,199,299 47	24,636 94	1,223,936 41	1,015 00	"	"	34,885 53	1,015 00	1,223,936 41	
Ministère de l'intérieur. — 1re SECTION. — Services centralisés à Paris	2,108,356 23	2,070,208 14	2,062 591 66	6,869 93	2,069,461 59	746 55	"	"	38,148 09	746 55	2,069,461 59	
Ministère de l'intérieur. — 2e SECTION. — Service du Gouvernement général de l'Algérie	9,462,602 55	9,382,444 95	8,860,224 67	415,596 30	9,275,820 97	106,623 98	"	"	80,157 60	106,623 98	9,275,820 97	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re SECTION. — Service de l'instruction publique	6,254,553 66	6,082,704 13	5,994,677 75	49,160 66	6,043,838 41	38,865 72	"	"	171,849 53	38,865 72	6,043,838 41	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e SECTION. — Service des beaux-arts	357,512 19	356,031 45	339,106 72	16,312 19	355,418 91	612 54	"	"	1,480 74	612 54	355,418 91	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	193,828 00	190,142 77	190,142 77	"	190,142 77	"	"	"	3,685 23	"	190,142 77	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	4,460 97	4,460 97	"	4,460 97	4,460 97	"	"	"	"	"	4,460 97	
Ministère de l'agriculture	2,654,657 69	2,587,012 49	2,421,251 10	63,050 98	2,484,302 08	102,710 41	"	"	67,645 20	102,710 41	2,484,302 08	
Ministère des travaux publics. — 1re SECTION. — Dépenses ordinaires	5,692,640 86	5,643,638 84	5,575,479 32	60,732 07	5,636,211 39	7,427 45	"	"	49,002 02	7,427 45	5,636,211 39	
Ministère des travaux publics. — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	26,492,992 20	26,190,648 48	26,188,602 32	"	26,188,602 32	2,046 16	"	"	302,343 72	2,046 16	26,188,602 32	
TOTAL de la 3e Partie	57,813,939 24	57,047,199 16	56,142,020 81	643,245 04	56,785,265 85	261,933 31	"	"	766,740 08	261,933 31	56,785,265 85	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.												
Ministère des finances	6,733,610 70	6,503,233 92	6,492,268 66	"	6,492,268 66	10,965 26	"	"	230,376 78	10,965 26	6,492,268 66	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	5,867,041 28	5,561,306 38	5,557,654 94	"	5,557,654 94	3,651 44	"	"	305,734 90	3,651 44	5,557,654 94	
Ministère de l'agriculture	2,827,590 00	2,806,285 27	2,800,315 77	"	2,800,315 77	5,969 50	"	"	21,304 73	5,969 50	2,800,315 77	
TOTAL de la 4e Partie	15,428,241 98	14,870,825 57	14,850,239 37	"	14,850,239 37	20,586 20	"	"	557,416 41	20,586 20	14,850,239 37	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.												
Ministère des finances	776,300 00	677,960 99	677,960 99	"	677,960 99	"	"	"	98,339 01	"	677,960 99	
Ministère de l'intérieur	240,000 00	193,507 83	193,507 83	"	193,507 83	"	"	"	46,492 17	"	193,507 83	
TOTAL de la 5e Partie	1,016,300 00	871,468 82	871,468 82	"	871,468 82	"	"	"	144,831 18	"	871,468 82	
TOTAL GÉNÉRAL	74,258,481 22	72,789,493 55	71,863,729 00	643,245 04	72,506,974 04	282,519 51	"	"	1,468,987 07	282,519 51	72,506,974 04	
									1,751,507f18c			
							1,751,507f18c					
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.												
FRANCE	3,491,474,191f25	3,467,367,621f18	3,424,617,596f61	26,392,019f70	3,451,009,616f31	16,358,004f87c	15,962,750f04c	2,264,410f40c	37,804,909f71c	16,358,004f87c	3,451,009,616f31	
ALGÉRIE	74,258,481 22	72,789,493 55	71,863,729 00	643,245 04	72,506,974 04	282,519 51	"	"	1,468,987 67	282,519 51	72,506,974 04	
TOTAL GÉNÉRAL	3,565,732,672 47	3,540,157,114 73	3,496,481,325 61	27,035,264 74	3,523,516,590 35	16,640,524 38	15,962,750 04	2,264,410 40	39,273,897 38	16,640,524 38	3,523,516,590 35	
								58,178,832f16c				
							42,216,082f12c					

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897.

Résultat du Budget général de l'exercice 1897.

FRANCE.

RECETTES.

Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget général de l'exercice 1897 :

§ 1er. — Impôts et revenus	2,547,385,629f 91c	3,467,815,866f 63c
§ 2. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	686,712,304 15	
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'État	58,596,826 43	
§ 4. — Produits divers du budget	62,185,691 22	
§ 5. — Ressources exceptionnelles	2,216,351 23	
§ 6. — Recettes d'ordre	110,719,063 69	

DÉPENSES.

Payements effectués sur les droits constatés à la charge du budget général de l'exercice 1897 :

1re Partie. — Dette publique	1,237,366,082f 62c	3,451,009,616 31
2e Partie. — Pouvoirs publics	13,183,720 00	
3e Partie. — Services généraux des ministères	1,778,258,414 98	
4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	377,943,651 29	
5e Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	44,257,747 42	
Excédent de recette du budget général		16,806,250 32

ALGÉRIE.

RECETTES.

Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget général de l'exercice 1897 :

§ 1er. Impôts et revenus	38,936,320f 04c	60,262,082f 49c
§ 2. Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,447,634 91	
§ 3. Produits et revenus du domaine de l'État	10,430,527 22	
§ 4. Produits divers du budget	1,075,260 50	
§ 6. Recettes d'ordre	4,372,339 82	

DÉPENSES.

Payements effectués sur les droits constatés à la charge du budget général de l'exercice 1897 :

3e Partie. Services généraux des ministères	56,785,265 85	72,506,974 04
4e Partie. Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	14,850,239 37	
5e Partie. Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	871,468 82	
Excédent de dépense du budget général		12,244,891 55

RÉSULTAT DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897.

Recette	France	3,467,815,866f 63c	
	Algérie	60,262,082 49	
	Total	3,528,077,949 12	3,528,077,949f 12c
Dépense	France	3,451,009,616 31	
	Algérie	72,506,974 04	
	Total	3,523,516,590 35	3,523,516,590 35
	Excédent de recette du budget général		4,561,358 77

COMPTE PROVISOIRE

DU

BUDGET DE L'EXERCICE 1898.

NOTE

SUR

LE COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1898.

Le budget de l'exercice 1898 a été l'objet de deux lois distinctes portant les dates des 21 juillet 1897 et 13 avril 1898.

Celle du 21 juillet 1897 est relative aux Contributions directes.

La loi du 13 avril 1898 a déterminé les besoins et les voies et moyens du budget général pour l'exercice 1898.

On va présenter la situation provisoire de l'exercice 1898 en suivant l'ordre et la forme prescrits par la deuxième loi de finances précitée.

BUDGET GÉNÉRAL.

La loi du 13 avril 1898 a fixé ainsi qu'il suit les ressources et les besoins du budget général de l'exercice 1898 : Résultat du vote primitif du budget général.

Recettes :	France	3,380,626,031f 00c	3,434,113,183f 00c
	Algérie	53,487,152 00	
Dépenses :	France	3,359,679,433 00	3,433,418,395 00
	Algérie	73,738,962 00	
	Excédent présumé de recettes		694,788 00

Les prévisions de ce budget ont ensuite éprouvé les modifications détaillées dans des tableaux spéciaux (voir pages 432 à 443). Ces tableaux les récapitulent par branche de revenus et par ministère, et les justifient par catégorie, en citant les actes d'où elles résultent. Modifications que les prévisions de ce budget ont éprouvées.

Les modifications portant sur les évaluations de recettes sont, en résumé, celles qui suivent : 1° Évaluations des recettes.

Les recettes de l'exercice 1898 ont été évaluées, comme on vient de le dire, à :

France	3,380,626,031f 00c	3,434,113,183f 00c
Algérie	53,487,152 00	

Elles s'augmentent :

1° Des évaluations supplémentaires égales aux recettes réalisées sur divers produits dont la nomenclature figurait seulement pour ordre au budget primitif,

France	47,511,567f 37c	50,849,077 87
Algérie	3,337,510 50	
A reporter		3,484,962,260 87

Suite de la *Note sur le Compte provisoire du Budget de l'exercice 1898.*

Report		3,484,962,260f 87c
2° Des recettes attribuées au budget, en dehors de la loi de finances, soit par des lois, soit par des décisions ministérielles :		
FRANCE	2,749,917f 27c	3,845,235 23
ALGÉRIE	1,095,317 96	
TOTAL des évaluations de recettes rectifiées du budget général de l'exercice 1898. (Voir page 435.)		3,488,807,496 10

2° Crédits ouverts aux Ministres.

Les modifications relatives aux crédits se résument de la manière suivante :

Les crédits primitivement ouverts par la loi précitée du 29 mars 1897 s'élèvent pour l'ensemble des services, ainsi qu'on l'a indiqué d'autre part, à :

FRANCE	3,359,679,433f 00c	3,433,418,395f 00c
ALGÉRIE	73,738,962 00	

Des crédits imputables sur des ressources de diverses natures les ont accrus d'une somme nette de 50,671,297 fr. 69, qui se décompose ainsi :

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, qui autorise l'allocation de crédits affectés à l'emploi des fonds de concours pour travaux d'intérêt public, des crédits ont été ouverts à ce titre à divers ministères par des décrets ou par des lois pour :

FRANCE	22,244,890f 95c	25,582,401f 45c
ALGÉRIE	3,337,510 50	

Conformément aux prescriptions de l'article 4 de la loi du 13 juin 1896, des crédits gagés sur des avances faites par la banque de France pour le service de l'Exposition universelle de 1900 ont été ouverts au ministère du Commerce dans la forme usitée en matière de fonds de concours. Ces crédits, accordés par décrets, se sont élevés à :

FRANCE	8,000,000 00	

En exécution de la loi du 2 juin 1891 et du décret du 7 juillet de la même année, des crédits gagés sur les versements effectués au profit de l'élevage ont été ouverts aux ministères de la guerre et de l'agriculture dans la forme usitée en matière de fonds de concours. Ces crédits accordés par divers décrets se sont élevés à :

FRANCE	2,373,896 24	
A reporter	35,956,297 69	3,433,418,395 00

Suite de la *Note sur le Compte provisoire du Budget de l'exercice 1898.*

			3,433,418,395f 00c
Report		35,956,297f 69c	
Aux crédits susmentionnés viennent encore s'ajouter, par suite de lois ou de décrets, les crédits de fonds de concours provenant des versements des compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883 :			50,671,297 69
France		14,715,000f 00c	
Les crédits du budget primitif ont, en outre, été augmentés, de la manière suivante, de 100,277,997 fr. 37 par l'ouverture d'autres crédits imputables sur des ressources générales du budget.			
Il a été ouvert des crédits supplémentaires et extraordinaires pour :			
France	67,585,083f 02c	69,116,083f 20c	
Algérie	1,531,000 18		
La loi du 23 mai 1834, qui, par les articles 8, 9 et 10, a prescrit le régime à suivre pour l'apurement des exercices clos, autorise les Ministres à comprendre parmi les crédits législatifs le montant des payements qui auront été effectués, chaque année, pour ces dépenses sur les fonds du budget de l'exercice courant. Les besoins primitifs de l'exercice 1898 s'accroissent, pour ce motif, d'une somme de, savoir :			
France	29,863,703f 36c	30,484,195 62	
Algérie	620,492 26		100,277,997 37
Des crédits spéciaux pour dépenses d'exercices clos (compte spécial de Madagascar) ont été ouverts pour :			
France		542,358f 55c	
Enfin les crédits de l'exercice 1898 ont été augmentés, en vertu des lois qui ont autorisé les services, d'une somme de :			
France	100,000 00c	135,360 00	
Algérie	35,360 00		
Total des crédits rectifiés du budget général de l'exercice 1898 (voir pages 441 et 443)			3,584,367,690 06

Suite de la *Note sur le Compte provisoire du Budget de l'exercice 1898.*

Comparaison des prévisions législatives du budget général avec les faits réalisés ou à réaliser.

1° Situation des recettes.

On va maintenant établir les différentes comparaisons nécessaires pour opposer ces prévisions aux faits réalisés ou à réaliser, et pour présenter ainsi la situation provisoire du budget général de l'exercice 1898, telle qu'elle résulte des écritures de la direction de la comptabilité publique.

Les évaluations rectifiées de 1898 s'élèvent, comme on l'a dit, à :

FRANCE	3,430,887,515f 64c	3,488,807,496f 10c
ALGÉRIE	57,919,980 46	

Les droits constatés à la charge des redevables de l'État sont fixés à :

FRANCE	3,590,819,600f 05c	3,652,058,813f 94c
ALGÉRIE	61,239,213 89	

Les recouvrements effectués sont de :

FRANCE	3,497,201,780f 26c	3,553,009,703 69
ALGÉRIE	55,807,923 43	

Au 1er janvier 1899, il restait à recouvrer :

FRANCE	93,617,819f 79c	99,049,110 25
ALGÉRIE	5,431,290 46	

Si l'on compare les évaluations précitées avec les droits constatés en recette pour l'exercice 1898 :

FRANCE	3,590,819,600f 05c	3,652,058,813 94
ALGÉRIE	61,239,213 89	

On trouve pour la France un excédent de droits constatés (voir page 475) de :

FRANCE	159,932,084f 41c	163,251,317 84
ALGÉRIE	3,319,233 43	

Cet excédent s'explique par l'éventualité que comportent nécessairement les évaluations législatives. Il convient de remarquer que ces produits ne pourront être utilement comparés qu'avec ceux de l'exercice précédent; cette comparaison, ainsi que les causes des différences qui en ressortiront, sera publiée, pour le budget de 1898, lorsqu'on en rendra le compte définitif.

Situation des dépenses.

Comme on l'a dit précédemment, les crédits accordés aux Ministres, tant par le vote primitif du budget que par les lois subséquentes, s'élèvent à :

FRANCE	3,505,104,365f 12c	3,584,367,690f 06c
ALGÉRIE	79,263,324 94	

A reporter..... 3,584,367,690 06

Suite de la *Note sur le Compte provisoire du Budget de l'exercice 1898.*

Report.....		3,584,367,690f 06c

Les dépenses constatées jusqu'au 1er janvier 1899, et celles que l'on présume devoir encore être effectuées sur l'exercice 1898, sont fixées à :

FRANCE.....	3,484,815,074f 24c	3,562,583,798f 97c
ALGÉRIE.....	77,768,724 73	

Les payements faits d'après les ordonnances des Ministres, jusqu'au 1er janvier 1899, ont été de :

FRANCE.....	3,067,837,269f 97c	3,133,144,693f 84
ALGÉRIE.....	65,307,423 87	

Il restait, par conséquent, à payer au 1er janvier 1899 :

FRANCE.....	416,977,804f 27c	429,439,105 13
ALGÉRIE.....	12,461,300 86	

Si l'on compare les crédits ouverts aux Ministres avec le montant des droits constatés en dépense, pour l'exercice 1898 :

FRANCE.....	3,484,815,074f 24c	3,562,583,798 97
ALGÉRIE.....	77,768,724 73	

On trouve un excédent des crédits de :
(Voir page 581).

FRANCE.....	20,289,290f 88c	21,783,891 09
ALGÉRIE.....	1,494,600 21	

Ce dernier résultat subira des modifications en règlement définitif de l'exercice 1898.

On doit faire observer à l'égard des dépenses, comme on l'a fait pour les recettes, qu'elles ne pourront être comparées avec celles de l'exercice précédent que lorsqu'elles auront atteint le dernier degré de leur liquidation; cette comparaison se trouvera annexée tant au projet de loi de règlement de l'exercice 1898 qu'au compte de chaque département ministériel.

Résultat général du budget général de l'exercice 1898 en situation provisoire.

Il résulte de ce qui précède que la situation du budget général de l'exercice 1898, d'après les faits connus, s'établit ainsi qu'il suit :

Les droits constatés à la charge des redevables de l'État, pour cet exercice, s'élèvent à :

FRANCE.....	3,590,819,600f 05c	3,652,058,813 94
ALGÉRIE.....	61,239,213 89	
A reporter.....		3,652,058,813 94

Suite de la *Note sur le Compte provisoire du Budget de l'exercice 1898.*

Report.....		3,652,058 813f 94c
Les dépenses résultant des services faits, d'après les indications fournies par les divers ministères, sont de :		
France..... 3,484,815,074f 24c	3,562,583,798f 97c	
Algérie..... 77,768,724 73		
Dans ce chiffre entrent pour 31,026,554 fr. 17 les dépenses des exercices antérieurs payées en 1898 au titre des exercices clos et réparties comme suit :		
France..... 30,406,061f 91c	31,026,554 17	
Algérie..... 620,492 26		
En évaluant à la même somme de 31,026,554 fr. 17 les dépenses constatées en 1898 qui ne seront payées que sur les exercices suivants, il reste comme chiffre de *dépenses probables* à la charge de l'exercice 1898 :		
France..... 3,454,409,012f 33c	3,531,557,244 80	3,531,557,244 80
Algérie..... 77,148,232 47		
Il en ressort, en situation provisoire, un excédent de recettes de :		
France. (Excédent de recette.).....	136,410,587f 72c	120,501,569 14
Algérie. (Excédent de dépense.).....	15,909,018 58	

BUDGET GÉNÉRAL.

MODIFICATIONS

AUX PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES

QUI SERVENT DE BASE

AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1898.

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif. Augmentations.	Diminutions.	MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés législativement ou par des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1898. Augmentations.	Diminutions.	ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte provisoire du budget général de l'exercice 1898.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.						
Contributions directes et centimes d'État	456,327,386 00	"	"	"	"	456,327,386 00
Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	37,066,582 00	"	"	(1) 23,250 00	"	37,089,832 00
Enregistrement	508,656,100 00	"	"	"	"	508,656,100 00
Timbre	177,905,622 00	"	"	"	"	177,905,622 00
Impôt sur les opérations de bourse	5,053,000 00	"	"	"	"	5,053,000 00
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	69,126,000 00	"	"	"	"	69,126,000 00
Douanes	460,845,600 00	"	"	(2) 1,000,000 00	"	461,845,600 00
Contributions indirectes	606,177,220 00	"	"	"	"	606,177,220 00
Sucres	192,663,500 00	"	"	"	"	192,663,500 00
TOTAL des impôts et revenus	2,513,821,010 00	"	"	1,023,250 00	"	2,514,844,260 00
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.						
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	432,926,500 00	"	"	"	"	432,926,500 00
Postes	180,748,400 00	"	"	"	"	180,748,400 00
Télégraphes	38,206,200 00	"	"	"	"	38,206,200 00
Téléphones	11,841,600 00	"	"	"	"	11,841,600 00
Produits de diverses exploitations	15,628,500 00	"	"	(3) 305,000 00	"	15,933,500 00
	679,351,200 00	"	"	305,000 00	"	679,656,200 00
Colonies.						
Produits de diverses exploitations	213,000 00	"	"	"	"	213,000 00
TOTAL des produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État	679,564,200 00	"	"	305,000 00	"	679,869,200 00
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.						
Produits du domaine autre que le domaine forestier	26,912,266 00	"	"	(4) 191,182 83	"	27,103,448 83
Produits des forêts	30,198,620 00	"	"	"	"	30,198,620 00
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	57,110,886 00	"	"	191,182 83	"	57,302,068 83
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.						
Produits divers	55,795,059 00	(5) 1,966 10	"	(6) 1,200,000 00	"	56,997,025 10
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.						
Diverses ressources exceptionnelles	7,600,000 00	"	"	"	"	7,600,000 00
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.						
Recettes en atténuation de dépenses	61,721,862 00	(7) 4,555 58	"	"	"	61,726,417 58
Recettes d'ordre proprement dites	5,013,014 00	(8) 47,505,045 69	"	(9) 30,484 44	"	52,548,544 13
TOTAL des recettes d'ordre	66,734,876 00	47,509,601 27	"	30,484 44	"	114,274,961 71
TOTAL des recettes du budget général (France)	3,380,626,031 00	47,511,567 37	"	2,749,917 27	"	3,430,887,515 64
		47,511,567f 37c		2,749,917f 27c		
		RÉSULTAT en augmentation		50,261,484f 64c		

OBSERVATIONS.	
(1) Loi du 22 juillet 1898. — Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. — *Redevances pour frais de surveillance et de contrôle des primes à la filature de la soie*	23,250f 00c
(2) Loi du 20 avril 1898. — Produit des douanes. — *Droits à l'importation (marchandises diverses)*	1,000,000 00
(3) Loi du 22 juillet 1898. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État. — *Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et de l'émission des monnaies de bronze*	280,000 00
Loi du 23 décembre 1898. — Même compte	25,000 00
	305,000 00
(4) Loi du 22 juillet 1898. — Produit du domaine autre que le domaine forestier. — *Produit de l'aliénation d'immeubles remis au domaine par le Département de la guerre* (Loi du 2 janvier 1890)	60,000 00
Loi du 20 avril 1898. — Produit du domaine autre que le domaine forestier. — *Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place (Loi du 26 août 1890).* Report de l'exercice 1897	10,500 00
Loi du 20 avril 1898. — Produits du domaine autre que le domaine forestier. — *Versements effectués par la ville de Douai et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place (Loi du 19 janvier 1891).* Report de l'exercice 1897	44,055 01
Loi du 20 avril 1898. Produits du domaine autre que le domaine forestier. — *Versements effectués par la ville de Cambrai et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place (Loi du 3 août 1893).* Report de l'exercice 1897	27,627 82
Loi du 22 juillet 1898. — Produits du domaine autre que le domaine forestier. — *Versements effectués par la ville d'Auxonne en exécution de la convention du 15 novembre 1895 approuvée par la loi du 31 juillet 1896)*	49,000 00
	191,182 83
(5) Loi du 13 avril 1898. — Produits divers du budget. — *Produit des expéditions des archives de la République*	1,531 10
Loi du 13 avril 1898. — Produits divers du budget. — *Redevances pour certificats généalogiques d'animaux*	435 00
	1,966 10
(6) Loi du 22 juillet 1898. — Premier versement par la Ville de Paris sur la part de l'État dans les dépenses de construction des lycées Voltaire et Buffon	1,200,000 00
(7) Remboursement des frais de pension des élèves des écoles normales primaires qui ont rompu leur engagement décennal	4,555 58
(8) Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. Report de 1897 (Loi de règlement pour 200,000 fr.) 7,569,334 52 — Crédits ouverts sur l'exercice 1898 par des décrets rendus pendant l'année 1898 . 14,675,356 43	22,244,890 95
Fonds de concours pour l'exposition universelle de 1900. — Crédits ouverts sur l'exercice 1898 par des décrets rendus pendant l'année 1898	8,000,000 00
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage (Report de 1897) 169,467f 80c — Crédits ouverts sur l'exercice 1898 par des décrets rendus pendant l'année 1898) 2,204,428 44	2,373,896 24
Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883. Report de 1897 { Loi du 20 avril 1898) 2,500,000f 00c ; Loi de règlement 2,000,000 00 } 4,500,000 00 — Crédits ouverts sur l'exercice 1898 par des décrets rendus pendant l'année 1898 10,215,000 00	14,715,000 00
Produits accessoires du service de trésorerie	110 36
Reversements, par les compagnies de chemins de fer, d'excédent sur annuités payées par l'État	171,148 14
	47,505,045 69
(9) Loi du 23 décembre 1898. — Remboursement, par le gouvernement beylical, des frais de personnel et des frais de justice criminelle de la justice française en Tunisie	30,484 44
	50,261,484 64

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

1. *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (Suite.) — Algérie.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif. Augmentations.	Diminutions.	MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés législativement ou par des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1898. Augmentations.	Diminutions.	ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte provisoire du budget général de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes	11,915,507 00	"	"	"	"	11,915,507 00	(1) Loi du 20 avril 1898. Produit de la vente d'immeubles affecté à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie.	
Enregistrement	3,396,100 00	"	"	"	"	3,396,100 00	Report de 1897 30,000f 00c Loi du 22 juillet 1898. Même compte 310,000 00	340,000f 00c
Timbre	4,155,100 00	"	"	"	"	4,155,100 00	Loi du 20 avril 1898. — Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893 :	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	212,600 00	"	"	"	"	212,600 00	Report de 1897 129,766f 34c Loi du 22 juillet 1898. — Même compte 625,551 62	755,317 96
Douanes	11,999,000 00	"	"	"	"	11,999,000 00		
Contributions diverses	6,897,000 00	"	"	"	"	6,897,000 00		
TOTAL des impôts et revenus	38,575,307 00	"	"	"	"	38,575,307 00		1,095,317 96
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	963,400 00	"	"	"	"	963,400 00	(2) Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. (Report de 1897.) 265,462 73 Crédits ouverts pour l'exercice 1898 par des décrets rendus pendant l'année 1898 3,072,047 77	3,337,510 50
Postes	3,021,100 00	"	"	"	"	3,021,100 00		
Télégraphes	1,338,520 00	"	"	"	"	1,338,520 00		
Téléphones	112,100 00	"	"	"	"	112,100 00		
TOTAL des produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,435,120 00	"	"	"	"	5,435,120 00		4,432,828 46
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	2,106,200 00	"	"	(1) 1,095,317 96	"	3,201,517 96		
Produits des forêts	2,046,900 00	"	"	"	"	2,046,900 00		
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	4,153,100 00	"	"	1,095,317 96	"	5,248,417 96		
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	1,625,320 00	"	"	"	"	1,625,320 00		
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	3,698,305 00	"	"	"	"	3,698,305 00		
Recettes d'ordre proprement dites	"	(2) 3,337,510 50	"	"	"	3,337,510 50		
TOTAL des recettes d'ordre	3,698,305 00	3,337,510 50	"	"	"	7,035,815 50		
TOTAL des recettes du budget général (Algérie)	53,487,152 00	3,337,510 50	"	1,095,317 96	"	57,919,980 46		
		3,337,510f 50c		1,095,317f 96c				
		RÉSULTAT en augmentation		4,432,828f 46c				

RÉCAPITULATION.

FRANCE	3,380,626,031 00	47,511,567 37	"	2,749,917 27	"	3,430,887,515 64
ALGÉRIE	53,487,152 00	3,337,510 50	"	1,095,317 96	"	57,919,980 46
TOTAL	3,434,113,183 00	50,849,077 87	"	3,845,235 23	"	3,488,807,496 10
		50,849,077f 87c		3,845,235f 23c		
		RÉSULTAT en augmentation		54,694,313f 10c		

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (France.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (A reporter à la page suivante, col. 2.) (Loi du 13 avril 1898.) (A)	CRÉDITS IMPUTABLES SUR DE RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. — 1° FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES. — Crédits ouverts par décrets sur l'exercice 1898.	1° FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES. — Crédits reportés par décrets.	ORDINAIRES. — Crédits de l'exercice 1897 par lois.	ORDINAIRES. — TOTAL net des crédits de fonds de concours ordinaires.	2° CRÉDITS de fonds de concours. (Exposition de 1900) Crédits ouverts par décrets.	TOTAUX DES CRÉDITS de fonds de concours ordinaires et des crédits de fonds de concours pour l'exposition. (A reporter à la page suivante, col. 3.)	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. .	fr. c.	
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.								
Ministère des finances	1,255,748,884 00	"	"	"	"	"	"	(A) Compte tenu des décrets suivants :
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.								Décret du 22 avril 1898, transportant des Colonies à la Marine des crédits s'élevant à.... 3,060f 00c
Ministère des finances	13,621,175 00	"	"	"	"	"	"	Décret du 25 mai 1898, transportant de la Marine aux Colonies des crédits s'élevant à..... 5,000 00
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.								Décret des 12 mai et 28 décembre 1898, transportant de l'Instruction publique au Commerce des crédits formant un total de..... 28,981 00
Ministère des finances	19,692,910 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère de la justice	35,028,033 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère des affaires étrangères	15,299,800 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur	75,314,545 00	"	2,023 26	"	2,023 26	"	2,023 26	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e section. — Cultes	43,065,553 00	"	18,391 40	"	18,391 40	"	18,391 40	
Ministère de la guerre. — 1re section. — Dépenses ordinaires	615,554,237 00	311,196 26	168,728 55	"	479,924 81	"	479,924 81	
Ministère de la guerre. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	24,433,750 00	321,946 50	288,485 29	"	610,431 79	"	610,431 79	
Ministère de la marine	286,955,006 00	169,400 00	152,684 00	"	322,084 00	"	322 084 00	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Instruction publique	198,849,098 00	256,590 00	"	"	256,590 00	"	256,590 00	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e section. — Beaux-arts	15,481,385 00	190,204 90	125,373 06	"	315,577 96	"	315,577 96	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Commerce et industrie	33,763,775 00	14,055 00	"	"	14,055 00	8,000,000 00	8,014,055 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	2,166,253 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère des colonies	91,635,480 00	36,500 00	1,674 73	"	38,174 73	"	38,174 73	
Ministère de l'agriculture	29,861,358 00	33,133 33	"	"	33,133 33	"	33,133 33	
Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	77,773,000 00	386,286 02	191,928 37	"	578,214 39	"	578,214 39	
Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	105,711,494 00	11,073,577 56	2,469,718 16	489,190 31	14,032,486 03	"	14,032,486 03	
	1,670,585,677 00	12,792,889 57	3,419,006 82	489,190 31	16,701,086 70	8,000,000 00	24,701,086 70	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.								
Ministère des finances	194,107,918 00	159,303 53	573,499 33	"	732,802 86	"	732,802 86	
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	171,452,034 00	1,712,566 71	3,086,996 00	"	4,799,562 71	"	4,799,562 71	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	13,949,583 00	10,596 62	842 06	"	11,438 68	"	11,438 68	
	379,569,535 00	1,882,466 86	3,661,337 39	"	5,543,804 25	"	5,543,804 25	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS. NON-VALEURS ET PRIMES.								
Ministère des finances	32,219,000 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur	1,438,000 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	6,469,000 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	28,162 00	"	"	"	"	"	"	
	40,154,162 00	"	"	"	"	"	"	
TOTAUX GÉNÉRAUX (France)	3,359,679,433 00	14,675,356 43	7,080,344 21	489,190 31	22,244,890 95	8,000,000 00	30,244,890 95	

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (France.) (Suite.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (Report de la page précédente, col. 2.)	CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. (Suite.) — CRÉDITS de FONDS DE CONCOURS ordinaires et crédits de fonds de concours de l'Exposition. (Report de la page précédente, col. 8.)	3° FONDS DE CONCOURS SUR LE PRÉLÈVEMENT SUR LE PARI MUTUEL. — Crédits ouverts, par décrets, sur l'exercice 1898.	Crédits reportés, par décrets, de l'exercice 1897.	TOTAL des crédits ouverts. (Prélèvement sur le Pari mutuel.)	4° FONDS DE CONCOURS IMPUTABLES SUR LES VERSEMENTS DES COMPAGNIES (CONVENTIONS DE 1883). — Crédits ouverts par décrets sur l'exercice 1898.	Crédits reportés de l'exercice 1897 par lois.	TOTAL des crédits ouverts. (Conventions de 1883.)	TOTAL GÉNÉRAL DES CRÉDITS de fonds de concours.	TOTAUX (col. 2 et 10 de la présente page). À REPORTER à la page suivante.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.											
Ministère des finances	1,255,748,884 00	"	"	"	"	"	"	"	"	1,255,748,884 00	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.											
Ministère des finances	13,621,175 00	"	"	"	"	"	"	"	"	13,621,175 00	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.											
Ministère des finances	19,692,910 00	"	"	"	"	"	"	"	"	19,692,910 00	
Ministère de la justice	35,028,033 00	"	"	"	"	"	"	"	"	35,028,033 00	
Ministère des affaires étrangères	15,299,800 00	"	"	"	"	"	"	"	"	15,299,800 00	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur	75,314,545 00	2,023 26	"	"	"	"	"	"	2,023 26	75,316,568 26	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e section. — Cultes	43,065,553 00	18,391 40	"	"	"	"	"	"	18,391 40	43,083,944 40	
Ministère de la guerre. — Dépenses ordinaires	615,554,237 00	479,924 81	1,381 90	"	1,381 90	"	"	"	481,306 71	616,035,543 71	
Ministère de la guerre. — Dépenses extraordinaires	24,433,750 00	610,431 79	"	"	"	"	"	"	610 431 79	25,044,181 79	
Ministère de la marine	286,955,006 00	322,084 00	"	"	"	"	"	"	322,684 00	287,277,090 00	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	198,849,098 00	256,590 00	"	"	"	"	"	"	256,590 00	199,105,688 00	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service des beaux arts	15,481,385 00	315,577 96	"	"	"	"	"	"	315,577 96	15,796,962 96	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Commerce et industrie	33,763,775 00	8,014,055 00	"	"	"	"	"	"	8,014,055 00	41,777,830 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	2,166,253 00	"	"	"	"	"	"	"	"	2,166,253 00	
Ministère des colonies	91,635,480 00	38,174 73	"	"	"	"	"	"	38,174 73	91,673,654 73	
Ministère de l'agriculture	29,861,358 00	33,133 33	2,203,046 54	169,467 80	2,372,514 34	"	"	"	2,405,647 67	32,267,005 67	
Ministère des travaux publics. — 1re section. — Dépenses ordinaires	77,773,000 00	578,214 39	"	"	"	"	"	"	578,214 39	78,351,214 39	
Ministère des travaux publics. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	105.711,494 00	14,032,486 03	"	"	"	10,215,000	4,500,000	14,715,000	28,747,486 03	134,458,980 03	
	1,670,585,677 00	24,701,086 70	2,204,428 44	169,467 80	2,373,896 24	10,215,000	4,500,000	14,715,000	41,789,982 94	1,712,375,659 94	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.											
Ministère des finances	194,107,918 00	732,802 86	"	"	"	"	"	"	732,802 86	194,840,720 86	
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	60,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	171,452,034 00	4,799,562 71	"	"	"	"	"	"	4,799,562 71	176,251,596 71	
Ministère de l'agriculture (Forêts.)	13,949,583 00	11,438 68	"	"	"	"	"	"	11,438 68	13,961,021 68	
	379,569,535 00	5,543,804 25	"	"	"	"	"	"	5,543,804 25	385,113,339 25	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.											
Ministère des finances	32,219,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	32,219,000 00	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re Section. — Intérieur	1,438,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	1,438,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	6,469,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	6,469,000 00	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	28,162 00	"	"	"	"	"	"	"	"	28,162 00	
	40,154,162 00	"	"	"	"	"	"	"	"	40,154,162 00	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,359,679,433 00	30,244,890 95	2,204,428 44	169,467 80	2,373,896 24	10,215,000	4,500,000	14,715,000	47,333,787 19	3,407,013,220 19	

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES

2° *Résultats généraux*

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)		REPORT de LA PAGE PRÉCÉDENTE (col. 11).	CRÉDITS IMPUTABLES — CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Augmentations.	Diminutions.
1		2	3	3
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.				
Ministère des finances		1,255,748,884 00	355,000 00	275,000 00
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.				
Ministère des finances		13,621,175 00	150,000 00	"
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.				
Ministère des finances		19,692,910 00	474,963 10	"
Ministère de la justice		35,028,033 00	58,208 47	"
Ministère des affaires étrangères		15,299,800 00	1,250,059 27	"
Ministère de l'intérieur et des cultes.	1re section. — Intérieur	75,316,568 26	1,682,731 92	"
	2e section. — Cultes	43,083,944 40	11,009 15	"
Ministère de la guerre	1re section. — Dépenses ordinaires	616,035,543 71	13,463,180 91	1,040,000 00
	2e section. — Dépenses extraordinaires	25,044,181 79	3,765,387 55	"
Ministère de la marine		287,277,090 00	12,900,675 79	5,858,700 00
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.	1re section — Instruction publique	199,105,688 00	1,094,143 27	392,000 00
	2e section. — Beaux-arts	15,796,962 96	2,687,810 84	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	1re section. — Commerce et Industrie	41,777,830 00	9,781,647 09	"
	2e section. — Postes et télégraphes	2,166,253 00	2,482 48	"
Ministère des colonies		91,673,654 73	6,571,631 27	"
Ministère de l'agriculture		32,267,005 67	654,204 02	14,000 00
Ministère des travaux publics	1re section. — Dépenses ordinaires	78,351,214 39	745,500 82	"
	2e section. — Dépenses extraordinaires	134,458,980 03	9,164,024 02	"
		1,712,375,659 94	64,307,659 97	7,304,700 00
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.				
Ministère des finances		194,840,720 86	5,771,753 27	"
Ministère des affaires étrangères		60,000 00	"	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	2e section. — Postes et télégraphes	176,251,596 71	3,200,369 78	"
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)		13,961,021 68	35,000 00	"
		385,113,339 25	9,007,123 05	"
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.				
Ministère des finances		32,219,000 00	575,000 00	"
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur		1,438,000 00	"	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	2e section. — Postes et télégraphes	6,469,000 00	770,000 00	"
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)		28,162 00	"	"
		40,154,162 00	1,345,000 00	"
TOTAUX GÉNÉRAUX		3,407,013,220 19	75,164,783 02	7,579,700 00
			67,585,083f 02c	

QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

sur l'ensemble des crédits. (France.) (Suite.)

SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET. — CRÉDITS additionnels ouverts par décrets régularisés par des lois.	CRÉDITS pour dépenses d'exercices clos (compte spécial de Madagascar).	CRÉDITS pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1898.	TOTAUX NETS des crédits imputables sur ressources générales du budget.	TOTAL GÉNÉRAL des crédits.	OBSERVATIONS.
5	6	7	8	9	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
"	"	"	80,000 00	1,255,828,884 00	
"	"	"	150,000 00	13,771,175 00	
"	"	9,389,503 45	9,864,466 55	29,557,376 55	
"	"	23,177 88	81,386 35	35,109,419 35	
100,000 00	"	838,092 19	2,188,151 46	17,487,951 46	
"	"	901,746 36	2,584,478 28	77,901,046 54	
"	"	287,849 42	298,858 57	43,382,802 97	
"	214,973 84	4,100,256 56	16,738,411 31	632,773,955 02	
"	"	805,752 79	4,571,140 34	29,615,322 13	
"	327,384 71	366,495 07	7,735,855 57	295,012,945 57	
"	"	263,589 84	965,733 11	200,071,421 11	
"	"	815,405 50	3,503,216 34	19,300,179 30	
"	"	601,500 09	10,383,147 18	52,160,977 18	
"	"	406,754 92	409,237 40	2,575,490 40	
"	"	10,157,899 15	16,729,530 42	108,403,185 15	
"	"	240,481 79	880,685 81	33,147,691 48	
"	"	665,198 35	1,410,699 17	79,761,913 56	
"	"	"	9,164,024 02	143,623,004 05	
100,000 00	542,358 55	29,863,703 36	87,509,021 88	1,799,884,681 82	
"	"	"	5,771,753 27	200,612,474 13	
"	"	"	"	60,000 00	
"	"	"	3,200,369 78	179,451,966 49	
"	"	"	35,000 00	13,996,021 68	
"	"	"	9,007,123 05	394,120,462 30	
"	"	"	575,000 00	32,794,000 00	
"	"	"	"	1,438,000 00	
"	"	"	770,000 00	7,239,000 00	
"	"	"	"	28,162 00	
"	"	"	1,345,000 00	41,499,162 00	
100,000 00	542,358 55	29,863,703 36	98,091,144 93	3,505,104,365 12	

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (Suite.) (Algérie.)

MINISTÈRES ET SERVICES (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (Loi du 13 avril 1898.)	CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. Crédits de fonds de concours. Crédits ouverts par décrets sur l'exercice 1898.	Crédits reportés par décrets de l'exercice 1897.	TOTAL des crédits de fonds de concours.	CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET. CRÉDITS ADDITIONNELS ouverts ou annulés par des lois. Augmentations.	Diminutions.	CRÉDITS ouverts par décrets régularisés par la loi.	CRÉDITS pour dépenses d'exercices clos.	TOTAL des crédits additionnels imputables sur les ressources générales du budget.	TOTAL GÉNÉRAL DES CRÉDITS.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.											
Ministère des finances	559,450f 00c	"	"	"	338f 01c	"	"	32,581f 20c	32,919f 21c	592,369f 21c	
Ministère de la justice	2,622,250 00	"	"	"	85,522 00	"	"	237 50	85,759 50	2,708,009 50	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'Intérieur. — 1re section. — Justice musulmane	126,050 00	"	"	"	"	"	"	250 00	250 00	126,300 00	
2e section. — Culte musulman	297,430 00	"	"	"	"	"	"	1,300 00	1,300 00	298,730 00	
3e section. — Intérieur	12,347,519 00	57,966f 64c	52,949f 20c	110,915f 84c	10,000 00	"	35,360f 00c	543,931 19	589,291 19	13,047,726 03	
4e section. — Instruction publique indigène	102,970 00	"	"	"	"	"	"	"	"	102,970 00	
5e section. — Beaux-arts	235,000 00	1,000 00	"	"	"	"	"	4,707 20	4,707 20	240,707 20	
6e section. — Commerce et industrie	73,775 00	"	"	1,000 00	14,000 00	"	"	737 10	14,737 10	88,512 10	
7e section. — Agriculture	1,724,750 00	30,400 00	"	"	1,390,124 11	"	"	14,844 24	1,404,968 35	3,160,118 35	
8e section. — Travaux publics	9,465,000 00	639,196 49	"	30,400 00	30,898 96	"	"	3,040 09	33,939 05	10,138,135 54	
Services des Cultes	961,070 00	"	"	639,196 49	"	"	"	2,035 00	2,035 00	963,105 00	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Instruction publique	6,200,488 00	100,000 00	"	100,000 00	"	"	"	9,817 93	9,817 93	6,310,305 93	
2e section. — Beaux-arts	88,400 00	17,800 00	"	17,800 00	"	"	"	"	"	106,200 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Commerce	120,000 00	"	"	"	117 10	"	"	"	117 10	120,117 10	
2e section. — Postes et télégraphes	"	"	"	"	"	"	"	523 32	523 32	523 32	
Ministère de l'agriculture	"	"	"	"	"	"	"	6,487 49	6,487 49	6,487 49	
Ministère des travaux publics	22,041,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	22,041,000 00	
	56,965,152 00	846,363 13	52,949 20	899,312 33	1,531,000 18	"	35,360 00	620,492 26	2,186,852 44	60,051,316 77	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.											
Ministère des finances	6,727,008 00	30,428 03	11,474 55	41,902 58		"	"	"	"	6,768,910 58	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	5,847,412 00	25,613 10	186,410 00	212,023 10	"	"	"	"	"	6,059,435 10	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	3,108,590 00	"	"	"	"	"	"	"	"	3,108,590 00	
	15,683,010 00	56,041 13	197,884 55	253,925 68	"	"	"	"	"	15,936,935 68	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.											
Ministère des finances	850,800 00	2,169,643 51	14,628 98	2,184,272 49	"	"	"	"	"	3,035,072 49	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur	240,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	240,000 00	
	1,090,800 00	2,169,643 51	14,628 98	2,184,272 49	"	"	"	"	"	3,275,072 49	
TOTAUX GÉNÉRAUX	73,738,962 00	3,072,047 77	265,462 73	3,337,510 50	1,531,000 18	"	35,360 00	620,492 26	2,186,852 44	79,263,324 94	
					1,531,000f 18c						

BUDGET GÉNÉRAL.

COMPTE PROVISOIRE DES RECETTES

DE L'EXERCICE 1898.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Compte provisoire des Recettes. (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
1° CONTRIBUTIONS DIRECTES ET CENTIMES D'ÉTAT.								
Contribution foncière... Propriétés bâties	82,005,308f 00c	82,112,042f 76c	456,690,907f 44c	10,685,776f 37c	106,734f 76c	"	82,112,042f 76c	
Contribution foncière... Propriétés non bâties	92,827,980 00	102,101,228 57			9,273,248 57	"	102,101,228 57	
Contribution personnelle-mobilière	93,273,138 00	93,325,773 52			52,635 52	"	93,325,773 52	
Contribution des portes et fenêtres	59,717,140 00	60,059,927 32			342,787 32	"	60,059,927 32	
Contribution des patentes	127,442,990 00	128,716,337 69			1,273,347 69	"	128,716,337 69	
Frais d'avertissement	1,060,830 00	1,061,373 95			543 95	"	1,061,373 95	
TOTAL	456,327,386 00	467,376,683 81	456,690,907 44	10,685,776 37	11,049,297 81	"	467,376,683 81	
					11,049,297f 81c			
2° TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.								
Taxe des biens de mainmorte	7,006,650 00	6,983,545f 50c	6,718,630f 97c	264,914f 53c	"	23,104f 50c	6,983,545f 50c	
Redevances des mines	2,275,070 00	2,608,177 14	2,572,116 55	35,060 59	333,107f 14c	"	2,608,177 14	
Droit de vérification des poids et mesures	5,154,500 00	5,278,030 55	4,710,944 33	567,086 22	123,530 55	"	5,278,030 55	
Droit de vérification des alcoomètres et des densimètres	26,000 00	26,614 75	25,775 00	839 75	614 75	"	26,614 75	
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries	339,000 00	357,978 00	149,111 25	208,866 75	18,978 00	"	357,978 00	
Droit d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales	31,000 00	54,272 00	33,375 00	20,897 00	23,272 00	"	54,272 00	
Frais d'avertissement relatifs aux rôles de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets, de la taxe sur les vélocipèdes et de la taxe sur les billards publics et privés	92,050 00	90,869 80	74,042 70	16,827 10	"	1,180 20	90,869 80	
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets	12,860,000 00	12,970,957 58	12,510,164 00	460,793 58	110,957 58	"	12,970,957 58	
Taxe sur les vélocipèdes	3,326,000 00	3,735,754 59	3,380,523 27	355,231 32	409,754 59	"	3,735,754 59	
Taxe sur les billards publics et privés	1,085,000 00	1,100,981 00	800,981 00	300,000 00	15,981 00	"	1,100,981 00	
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion	1,300,250 00	1,383,548 76	1,362,781 12	20,767 64	83,298 76	"	1,383,548 76	
Taxe militaire	3,035,540 00	2,923,017 30	2,068,274 49	854,742 81	"	112,522 70	2,923,017 30	
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs	232,722 00	200,477 68	155,969 61	44,508 07	"	32,244 32	200,477 68	
Droits d'épreuve des appareils à vapeur	216,800 00	232,821 07	161,237 45	71,583 62	16,021 07	"	232,821 07	
Redevances pour frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	86,000 00	42,561 27	26,078 03	16,483 24	"	43,438 73	42,561 27	
Redevances pour frais de surveillance et de contrôle des primes à la filature de la soie	23,250 00	28,417 04	28,417 04	"	5,167 04	"	28,417 04	
TOTAL	37,089,832 00	38,018,024 03	34,778,421 81	3,239,602 22	1,140,682 48	212,490 45	38,018,024 03	
					928,192f 03c			
3° PRODUITS DE L'ENREGISTREMENT.								
Mutations à titre onéreux. Meubles. Valeurs mobilières	44,382,500f 00c	46,191,925f 77c	46,191,925f 77c	"	1,809,425f 77c	"	46,191,925f 77c	
Mutations à titre onéreux. Meubles. Créances, rentes, prix d'offices	4,173,500 00	4,360,082 42	4,360,082 42	"	186,582 42	"	4,360,082 42	
Mutations à titre onéreux. Meubles. Fonds de commerce	5,290,000 00	7,639,732 32	7,636,913 44	2,818f 88c	2,349,732 32	"	7,639,732 32	
Mutations à titre onéreux. Meubles. Meubles corporels	7,964,700 00	8,015,934 43	8,014,551 93	1,382 50	51,234 43	"	8,015,934 43	
Mutations à titre onéreux. Immeubles et droits immobiliers	137,208,300 00	142,558,017 61	142,362,654 45	195,363 16	5,349,717 61	"	142,558,017 61	
Mutations à titre gratuit. Entre vifs (donations)	21,333,000 00	21,625,278 95	21,617,206 94	8,072 01	292,278 95	"	21,625,278 95	
Mutations à titre gratuit. Par décès (successions)	181,524,000 00	190,327,059 50	190,273,965 45	53,094 05	8,803,059 50	"	190,327,059 50	
Mutations. Taxe représentative du droit d'accroissement	266,500 00	732,654 26	726,184 28	6,469 98	466,154 26	"	732,654 26	
Autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil	73,794,000 00	79,111,187 55	79,074,909 06	36,278 49	5,317,187 55	"	79,111,187 55	
Actes judiciaires et extrajudiciaires	23,133,600 00	24,013,842 96	24,012,818 96	1,024 00	880,242 96	"	24,013,842 96	
Hypothèques	3,286,900 00	3,334,073 24	3,334,073 24	"	47,173 24	"	3,334,073 24	
Pénalités (droits et demi-droits en sus, amendes)	4,102,100 00	3,629,014 57	3,453,910 85	175,103 72	"	473,085f 43c	3,629,014 57	
Recettes diverses	2,197,000 00	4,172,783 43	1,879,814 31	2,292,969 12	1,975,783 43	"	4,172,783 43	
TOTAL	508,656,100 00	535,711,587 01	532,939,011 10	2,772,575 91	27,528,572 44	473,085 43	535,711,587 01	
					27,055,487f 01c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

PRODUITS ET REVENUS. 1	ÉVALUATION des RECETTES. 2	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État. 3	RECOUVREMENTS effectués. 4	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'Etat. 5	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer. 6	Excédent des évaluations. 7	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898. 8	OBSERVATIONS. 9
Suite du § 1er. — IMPÔTS REVENUS.								
4° PRODUIT DU TIMBRE.								
Actes et écrits sujets au timbre de dimension	49,762,000f 00c	51,041,495f 43c	51,041,487f 03c	8f 40c	1,279,495f 43c	"	51,041,495f 43c	
Affiches sur papier	3,251,000 00	3,433,366 98	3,433,366 98	"	182,366 98	"	3,433,366 98	
Affiches peintes	113,400 00	93,966 69	93,966 69	"	"	19,433f 31c	93,966 69	
Bordereaux des courtiers et agents de change	400 00	10,911 60	10,911 60	"	10,511 60	"	10,911 60	
Contrats d'assurances	8,157,000 00	8,764,261 06	8,764,261 06	"	607,261 06	"	8,764,261 06	
Contrats de transports	38,588,222 00	36,540,422 95	36,540,422 95	"	"	2,047,799 05	36,540,422 95	
Contrôle des marques de fabrique	15,500 00	11,692 20	11,692 20	"	"	3,807 80	11,692 20	
Passeports	6,500 00	6,915 60	6,915 60	"	415 60	"	6,915 60	
Permis de chasse	7,684,000 00	7,581,348 00	7,581,348 00	"	"	102,652 00	7,581,348 00	
Quittances et chèques	19,611,000 00	20,527,402 29	20,527,402 29	"	916,402 29	"	20,527,402 29	
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc.	15,320,000 00	16,240,692 79	16,240,692 79	"	920,692 79	"	16,240,692 79	
Valeurs mobilières	34,710,600 00	46,464,529 52	46,464,529 52	"	11,753,929 52	"	46,464,529 52	
Pénalités (amendes de contravention)	686,000 00	674,933 88	674,002 63	931 25	"	11,066 12	674,933 88	
Recettes diverses	"	2,047 38	2,047 38	"	2,047 38	"	2,047 38	
TOTAL	177,905,622 00	191,393,986 37	191,393,046 72	939 65	15,673,122 65	2,184,758 28	191,393,986 37	
					13,488,364f 37c			
5° IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.								
Impôt sur les opérations de bourse et pénalités	5,053,000f 00c	7,887,505f 44c	5,101,144f 80c	2,786,360f 64c	2,834,505f 44c	"	7,887,505f 44c	
					2,834,505f 44c			
6° TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.								
Revenus des valeurs mobilières	68,145,400 00	69,134,381 86	69,134,381f 86c	"	988,981f 86c	"	69,134,381f 86c	
Revenus de certaines associations	967,100 00	1,019,294 68	1,019,134 68	160f 00c	52,194 68	"	1,019,294 68	
Pénalités	13,500 00	27,284 23	26,831 73	452 50	13,784 23	"	27,284 23	
Recettes diverses	"	5,715 42	5,662 92	52 50	5,715 42	"	5,715 42	
TOTAL	69,126,000 00	70,186,676 19	70,186,011 19	665 00	1,060,676 19	"	70,186,676 19	
					1,060,676f 19c			
7° PRODUIT DES DOUANES.								
Droits à l'importation (*marchandises diverses*)	416,506,500f 00c	449,026,931f 07c	449,026,931f 07c	"	32,520,431f 07c	"	449,026,931f 07c	
Droits de statistique	6,779,000 00	7,209,121 00	7,209,121 00	"	430,121 00	"	7,209,121 00	
Droits de navigation	7,667,000 00	7,897,063 16	7,897,063 16	"	230,063 16	"	7,897,063 16	
Autres droits et recettes accessoires	4,605,100 00	4,441,106 09	4,441,106 09	"	"	163,993f 91c	4,441,106 09	
Amendes et confiscations	1,320,000 00	7,703,853 83	1,216,728 37	6,487,125f 46c	6,383,853 83	"	7,703,853 83	
Taxe de consommation des sels de douane	24,968,000 00	22,440,321 02	22,440,321 02	"	"	2,527,678 98	22,440,321 02	
TOTAL	461,845,600 00	498,718,396 17	492,231,270 71	6,487,125 46	39,564,469 06	2,691,672 89	498,718,396 17	
					36,872,796f 17c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
8e PRODUITS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.								
Droits sur les boissons. — Vins, cidres, poirés et hydromels	170,484,000f 00c	167,787,817f 38c	167,311,736f 77	476,080f 61c	"	2,696,182f 62c	167,787,817f 38c	
Droits sur les boissons. — Bières	23,723,500 00	25,186,138 90	25,080,606 63	105,532 27	1,462,638f 90c	"	25,186,138 90	
Droits sur les boissons. — Alcools. — Surtaxe des vins alcoolisés	273,089,720 00	310,542,544 84	304,765,282 01	5,777,262 83	37,452,824 84	"	310,542,544 84	
Droits sur les boissons. — Taxe de consommation sur les alcools, perçue par la douane en Corse	468,000 00	313,555 94	313,555 94	"	"	154,444 06	313,555 94	
Droit de 40 centimes par expédition	5,565,500 00	5,959,780 40	5,959,780 40	"	394,280 40	"	5,959,780 40	
Taxe de consommation sur les sels perçue en dehors du rayon des douanes	9,667,000 00	11,227,150 59	11,218,841 19	8,309 40	1,560,150 59	"	11,227,150 59	
Droit d'entrée sur les huiles végétales et animales	1,977,500 00	1,787,598 80	1,787,331 10	267 70	"	189,901 20	1,787,598 80	
Droit de fabrication des stéarines et bougies	8,294,000 00	8,284,018 49	8,271,428 90	12,589 59	"	9,981 51	8,284,018 49	
Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques	2,811,500 00	2,858,321 92	2,853,789 79	4,532 13	46,821 92	"	2,858,321 92	
Impôt sur le prix des places et des transports par chemins de fer	54,083,500 00	53,295,975 14	52,135,198 06	1,160,777 08	"	787,524 86	53,295,975 14	
Droit de transport par autres voitures que les chemins de fer	5,221,000 00	5,235,149 84	5,208,177 88	26,971 96	14,149 84	"	5,235,149 84	
Droits divers et recettes à différents titres. — Licences aux débitants de boissons, distillateurs, etc	13,693,000 00	14,032,702 90	14,011,838 50	20,864 40	339,702 90	"	14,032,702 90	
Droits divers et recettes à différents titres. — Licences aux entrepreneurs de voitures publiques	220,000 00	243,671 25	243,671 25	"	23,671 25	"	243,671 25	
Droits divers et recettes à différents titres. — Bacs, passage d'eau, pêche, francs-bords, etc	3,033,000 00	3,418,265 80	2,681,132 67	737,133 13	385,265 80	"	3,418,265 80	
Droits divers et recettes à différents titres. — Garantie des matières d'or et d'argent	5,369,500 00	5,736,322 04	5,730,552 45	5,769 59	366,822 04	"	5,736,322 04	
Droits divers et recettes à différents titres. — Droit de dénaturation des alcools	1,377,500 00	540,414 80	500,734 07	39,680 73	"	837,085 20	540,414 80	
Droits divers et recettes à différents titres. — Timbres de toute espèce	11,220,000 00	12,032,443 70	12,032,443 70	"	812,443 70	"	12,032,443 70	
Droits divers et recettes à différents titres. — Cartes à jouer	2,647,000 00	2,944,026 75	2,698,940 75	245,086 00	297,026 75	"	2,944,026 75	
Droits divers et recettes à différents titres. — Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	2,581,000 00	2,964,981 43	2,004,376 14	960,605 29	383,981 43	"	2,964,981 43	
Droits divers et recettes à différents titres. — Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis	4,175,000 00	5,674,077 12	3,316,100 10	2,357,977 02	1,499,077 12	"	5,674,077 12	
Droits divers et recettes à différents titres. — Autres droits et recettes à différents titres	6,476,000 00	7,898,185 18	7,053,072 28	845,112 90	1,422,185 18	"	7,898,185 18	
TOTAL	606,177,220 00	647,963,143 21	635,178,590 58	12,784,552 63	46,461,042 66	4,675,119 45	647,963,143 21	
					41,785,923f 21c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'Etat.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS. (Suite.)								
9° SUCRES.								
Douanes..... Sucres coloniaux	192,663,500f 00c	26,328,655f 41c	26,328,655f 41c	"	"	11,177,481f 97c	26,328,655f 41c	
Douanes..... Sucres étrangers		447,563 99	447,563 99	"			447,563 99	
Contributions indirectes. — Sucres indigènes		154,709,798 63	151,102,690 48	3,607,108f 15c			154,709,798 63	
TOTAL	192,663,500 00	181,486,018 03	177,878,909 88	3,607,108 15	"	11,177,481 97	181,486,018 03	
					11,177,481f 97c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
1° PRODUITS RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.								
Produit de la vente des allumettes chimiques	28,546,500f 00c	29,605,897f 00c	29,185,833f 50c	420,063f 50c	1,059,397f 00c	"	29,605,897f 00c	
Produit de la vente des tabacs	392,885,900 00	405,100,584 19	405,097,182 [illegible]	3,401 79	12,214,684 19	"	405,100,584 19	
Produit de la vente des poudres à feu	11,494,100 00	11,527,277 21	11,500,283 71	26,993 45	33,177 21	"	11,527,277 21	
TOTAL	432,926,500 00	446,233,758 40	445,783,299 [illegible]	450,458 74	13,307,258 40	"	446,233,758 40	
					13,307,258f 40c			
2° PRODUITS DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.								
POSTES.								
Produit net des taxes des correspondances postales. — Soldes des comptes avec les Offices étrangers	172,164,200f 00c	184,492,865f 46c	184,492,865f 46c	"	12,328,665f 46c	"	184,492,865f 46c	
Droits perçus sur les mandats français et internationaux	7,795,200 00	8,000,128 89	7,991,672 50	8,456f 39c	204,928 89	"	8,000,128 89	
Droits perçus sur les bons de poste	330,400 00	341,916 50	341,916 50	"	11,516 50	"	341,916 50	
Recettes diverses et accidentelles	458,600 00	374,050 88	308,063 47	65,987 41	"	84,549 12	374,050 88	
TOTAL	180,748,400 00	193,208,961 73	193,134,517 93	74,443 80	12,545,110 85	84,549 12	193,208,961 73	
					12,460,561f 73c			
TÉLÉGRAPHES.								
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques. — Solde des comptes avec les Offices étrangers	34,735,700f 00c	36,373,932f 83c	35,695,761f [illegible]	678,171f 59c	1,638,232f 83c	"	36,373,932f 83c	
Remboursement par divers établissements de traitements d'agents du service postal et télégraphique et frais de surveillance	664,300 00	651,563 74	116,380 34	535,183 40	"	12,736f 26c	651,563 74	
Contribution pour frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	997,500 00	1,039,585 45	1,015,933 77	23,651 68	42,085 45	"	1,039,585 45	
Recettes diverses et accidentelles	1,808,700 00	1,009,696 37	715,501 50	294,194 87	"	799,003 63	1,009,696 37	
TOTAL	38,206,200 00	39,074,778 39	37,543,576 85	1,531,201 54	1,680,318 28	811,739 89	39,074,778 39	
					868,578f 39c			
TÉLÉPHONES.								
Produit de la taxe des conversations téléphoniques. — Solde des comptes avec les Offices étrangers	2,159,400f 00c	1,659,329f 77c	1,659,329f 77c	"	"	500,070f 23c	1,659,329f 77c	
Produit des abonnements téléphoniques urbains et interurbains	9,581,700 00	10,766,409 70	10,766,409 70	"	1,184,709f 70c	"	10,766,409 70	
Produit des abonnements supplémentaires pour transmission de télégrammes par téléphone	19,500 00	14,693 74	14,693 74	"	"	4,806 26	14,693 74	
Recettes diverses et accidentelles	81,000 00	82,187 87	62,509 05	19,678f 82c	1,187 87	"	82,187 87	
TOTAL	11,841,600 00	12,522,621 08	12,502,942 26	19,678 82	1,185,897 57	504,876 49	12,522,621 08	
					681,021f 08c			

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS AVEC LES DROITS recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
			3° PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS.					
FRANCE.								
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et de l'émission des monnaies de bronze	2,266,150f 00c	3,154,378f 22c	"	3,154,378f 22c	888,228f 22c	"	3,154,378f 22c	
Prélèvement sur l'excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale	246,450 00	545,000 00	"	545,000 00	298,550 00	"	545,000 00	
Bénéfice de l'exploitation des chemins de fer de l'État	12,414,400 00	13,867,959 49	"	13,867,959 49	1,453,559 49	"	13,867,959 49	
Produits bruts de l'exploitation en régie des *journaux officiels*	1,006,500 00	950,321 53	870,321f 53	80,000 00	"	56,178f 47c	950,321 53	
	15,933,500 00	18,517,659 24	870,321 53	17,647,337 71	2,640,337 71	56,178 47	18,517,659 24	
					2,584,159f 24c			
COLONIES.								
Produit des télégraphes. (Câble du Tonkin.)	213,000f 00c	166,067f 26c	46,067f 26c	120,000f 00c	32,075f 63c	"	166,067f 26c	
Produit de l'exploitation du câble télégraphique sous-marin de Mozambique à Majunga		79,008 37	61,045 94	17,962 43		"	79,008 37	
	213,000 00	245,075 63	107,113 20	137,962 43	32,075 63	"	245,075 63	
					32,075f 63c			
TOTAL	16,146,500 00	18,762,734 87	977,434 73	17,797,337 71	2,672,413 34	56,178 47	18,762,734 87	
					2,616,234f 87c			
			§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.					
			1° PRODUITS DU DOMAINE AUTRE QUE LE DOMAINE FORESTIER.					
Revenus du domaine autre que les forêts	2,720,530f 00c	2,853,854f 13c	2,660,051f 00c	193,803f 13c	133,324f 13c	"	2,853,854f 13c	
Recouvrement de rentes et créances	61,300 00	255,686 00	243,386 02	12,299 98	194,386 00	"	255,686 00	
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	2,127,680 00	1,913,080 76	1,899,643 90	13,436 86	"	214,599f 24c	1,913,080 76	
Redevances pour frais d'analyse et d'essais dans les laboratoires de l'État	4,200 00	5,989 50	5,989 50	"	1,789 50	"	5,989 50	
Produit des ventes effectuées à la Manufacture de Sèvres	40,740 00	54,405 25	42,406 00	11,999 25	13,665 25	"	54,405 25	
Aliénation d'objets mobiliers	9,870,610 00	8,322,081 88	8,228,579 53	93,502 35	"	1,548,528 12	8,322,081 88	
Aliénation d'immeubles	9,840,916 00	7,149,956 19	6,064,037 36	1,085,918 83	"	2,690,959 81	7,149,956 19	
Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Lyon	600,000 00	42,570 00	42,570 00	"	"	557,430 00	42,570 00	
Produit de l'ancien pénitencier de Casabianda (Corse)	50,100 00	80,015 38	80,015 38	"	29,915 38	"	80,015 38	
Successions en déshérence	1,502,270 00	2,364,305 93	1,712,523 25	651,782 68	862,035 93	"	2,364,305 93	
Épaves et biens vacants	93,920 00	203,308 61	202,982 49	326 12	109,388 61	"	203,308 61	
Produit de l'aliénation d'immeubles remis au domaine par le département de la guerre	60,000 00	60,000 00	"	60,000 00	"	"	60,000 00	
Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place (loi du 26 août 1890)	10,500 00	10,500 00	"	10,500 00	"	"	10,500 00	
Versements effectués par la ville de Douai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place (loi du 19 janvier 1891)	44,055 01	44,055 01	"	44,055 01	"	"	44,055 01	
Versements effectués par la ville de Cambrai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place (loi du 3 août 1893.)	27,627 82	27,627 82	"	27,627 82	"	"	27,627 82	
Versements effectués par la ville d'Auxonne en exécution de la convention du 15 novembre 1895 approuvée par la loi du 31 juillet 1896)	49,000 00	49,000 00	"	49,000 00	"	"	49,000 00	
Versements effectués par la ville de Belfort du prix de terrains cédés en vertu de la convention du 9 octobre 1897	"	603,416 68	303,416 68	300,000 00	603,416 68	"	603,416 68	
TOTAL	27,103,448 83	24,039,853 14	21,485,601 11	2,554,252 03	1,947,921 48	5,011,517 17	24,039,853 14	
					3,063,595f 69c			
			2° PRODUITS DES FORÊTS.					
Produits des coupes de bois	25,961,300f 00c	26,637,716f 96c	26,491,097f 61c	146,619f 32c	676,416f 96c	"	26,637,716f 96c	
Produits accessoires	3,117,560 00	3,340,899 30	3,096,095 61	244,803 69	223,339 30	"	3,340,899 30	
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois	1,102,840 00	1,062,410 19	922,790 45	139,619 74	"	40,429f 81c	1,062,410 19	
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la Guerre et de la Marine	16,920 00	"	"	"	"	16,920 00	"	
TOTAL	30,198 620 00	31,041,026 45	30,509,983 70	531,042 75	899,756 26	57,349 81	31,041,026 45	
					842,406f 45c			

§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,200,000f 00c	1,639,099f 96c	1,540,099f 96c	99,000f 00c	439,099f 96c	"	1,639,099f 96c	
Taxes des brevets d'invention	2,912,010 00	3,390,210 00	3,389,510 00	700 00	478,200 00	"	3,390,210 00	
Produit de la rente de l'Inde	668,800 00	709,290 00	176,487 37	532,802 63	40,490 00	"	709,290 00	
Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations	5,400,000 00	6,307,568 10	"	6,307,568 10	907,568 10	"	6,307,568 10	
Sommes acquises à l'État en exécution de l'article 43 de la loi du 16 avril 1895	800,000 00	544,112 00	"	544,112 00	"	255,888f 00c	544,112 00	
Produit de la vente des publications du Gouvernement	210,180 00	219,743 84	163,743 84	56,000 00	9,563 84	"	219,743 84	
Produit du concours général d'animaux de boucherie	83,500 00	99,490 85	99,490 85	"	15,990 85	"	99,490 85	
Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome	7,840 00	4,260 00	"	4,260 00	"	3,580 00	4,260 00	
Produits des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies	63,400 00	49,871 57	9,871 57	40,000 00	"	13,528 43	49,871 57	
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires	350,600 00	255,652 93	220,652 93	35,000 00	"	94,947 07	255,652 93	
Produit du travail des sections d'exclus	36,000 00	"	"	"	"	36,000 00	"	
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés	3,777,700 00	3,487,694 02	2,737,694 02	750,000 00	"	290,005 98	3,487,694 02	
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie	600,000 00	602,552 26	70,052 26	532,500 00	2,552 26	"	602,552 26	
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan	250,000 00	250,000 00	125,000 00	125,000 00	"	"	250,000 00	
Restitutions au Trésor	35,400 00	10,124 07	10,124 07	"	"	25,275 93	10,124 07	
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes	345,000 00	289,265 52	289,265 52	"	"	55,734 48	289,265 52	
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans	239,800 00	255,396 68	243,396 68	12,000 00	15,596 68	"	255,396 68	
Versement au Trésor du boni des écoles normales primaires	"	80,000 00	64,000 00	16,000 00	80,000 00	"	80,000 00	
Redevance de la vallée d'Andorre	960 00	960 00	"	960 00	"	"	960 00	
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères	2,181,900 00	4,189,500 01	4,189,500 01	"	2,007,600 01	"	4,189,500 01	
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'Administration des finances	313,000 00	574,684 12	572,584 12	2,100 00	261,684 12	"	574,684 12	
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Intérêts et frais provenant de prêts faits à l'industrie	1,500 00	8,991 77	8,991 77	"	7,491 77	"	8,991 77	
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recouvrements sur les prêts à l'industrie	10,000 00	19,227 14	19,227 14	"	9,227 14	"	19,227 14	
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Remboursements de prêts aux associations ouvrières	"	1,346 00	1,346 00	"	1,346 00	"	1,346 00	
Recettes accidentelles à différents titres	1,202,500 00	4,594,417 08	4,322,517 08	271,900 00	3,391,917 08	"	4,594,417 08	
Produit des expéditions des archives de la République	1,531 10	1,531 10	1,531 10	"	"	"	1,531 10	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France	4,414,520 00	4,433,590 83	4,429,790 83	3,800 00	19,070 83	"	4,433,590 83	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer aux colonies	26,400 00	26,400 00	13,200 00	13,200 00	"	"	26,400 00	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways	"	1,670 00	"	1,670 00	1,670 00	"	1,670 00	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères. — de l'intérieur	11,700 00	10,400 00	9,200 00	1,200 00	"	1,300 00	10,400 00	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères. — de la guerre	13,440 00	13,276 10	10,426 10	2,850 00	"	163 90	13,276 10	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères. — du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	36,500 00	32,710 95	22,010 95	10,700 00	"	3,789 05	32,710 95	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères. — de l'agriculture	17,400 00	16,500 00	16,500 00	"	"	900 00	16,500 00	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères. — des travaux publics	14,500 00	16,500 00	6,289 05	10,210 95	2,000 00	"	16,500 00	
Prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole	7,000 00	3,810 00	3,810 00	"	"	3,190 00	3,810 00	
Valeur des fers confectionnés par l'école de maréchalerie de Saumur	16,000 00	18,684 94	17,334 94	1,350 00	2,684 94	"	18,684 94	
Produit de location et d'aliénation de domaines de l'État à la Nouvelle-Calédonie	40,000 00	40,000 00	6,757 15	33,242 85	"	"	40,000 00	
Droit d'inscription des courtiers de commerce	25,000 00	22,500 00	22,500 00	"	"	2,500 00	22,500 00	
Annuité payée par le Gouvernement grec pour le remboursement de la portion garantie par la France dans l'emprunt de 1833	200,000 00	200,000 00	200,000 00	"	"	"	200,000 00	
Remboursement par le gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	655,000 00	675,000 00	381,154 35	293,845 65	20,000 00	"	675,000 00	
Remboursement par la colonie de la Martinique d'une avance faite par l'État en 1892	300,000 00	"	"	"	"	300,000 00	"	
Remboursement par les départements et les communes des avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction et l'amélioration des établissements scolaires	29,322,159 00	29,366,619 20	29,292,537 31	74,081 79	44,460 20	"	29,366,619 20	
Redevance pour certificats généalogiques d'animaux (loi du 25 novembre 1887)	435 00	435 00	435 00	"	"	"	435 00	
Droits de protection à l'étranger des marques de fabrique et de commerce	5,350 00	9,800 00	6,850 00	2,950 00	4,450 00	"	9,800 00	
Produit de la rétribution facultative perçue pour le dépôt des cannes et parapluies au musée de Cluny	"	2,620 30	2,620 30	"	2,620 30	"	2,620 30	
Excédent des recettes revenant à l'État pour l'exploitation du chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à La Mure	"	154,571 30	154,571 30	"	154,571 30	"	154,571 30	
Part revenant à l'État dans les bénéfices des chemins de fer d'intérêt local	"	39,164 67	39,164 67	"	39,164 67	"	39,164 67	
Premier versement par la ville de Paris sur la part de l'État dans les dépenses de construction des lycées Voltaire et Buffon	1,200,000 00	"	"	"	"	1,200,000 00	"	
TOTAL	56,997,025 10	62,669,242 31	52,890,238 34	9,779,003 97	7,959,020 05	2,286,802 84	62,669,242 31	
					5,672,217f 21c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Versement au Trésor de la valeur des billets à impression noire de la Banque de France	6,800,000f 00c	6,774,730f 00c	6,774,730f 00c	"	"	25,270f 00c	6,774,730f 00c	
Versement de West-African-Company	500,000 00	500,000 00	"	500,000f 00c	"	"	500,000 00	
Produits de la vente des cotons azotiques afférents aux exercices antérieurs à 1898	300,000 00	"	"	"	"	300,000 00	"	
TOTAL	7,600,000 00	7,274,730 00	6,774,730 00	500,000 00	"	325,270 00	7,274,730 00	
					325,270f 00c			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.								
Produits universitaires	5,228,970f 00c	5,365,454f 79c	4,800,454f 79c	565,000f 00c	136,484f 79c	"	5,365,454f 79c	
Taxe sur les diplômes délivrés par les écoles supérieures de commerce reconnues par l'État	33,000 00	41,400 00	41,400 00	"	8,400 00	"	41,400 00	
Produit des amendes et condamnations pécuniaires	6,922,000 00	6,511,941 93	5,661,941 93	850,000 00	"	410,058f 07c	6,511,941 93	
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	26,682,310 00	28,094,514 06	25,159,826 06	2,934,688 00	1,412,204 06	"	28,094,514 06	
Retenues sur la solde des officiers de l'armée de terre	5,300,000 00	5,376,796 73	416 73	5,376,380 00	76,796 73	"	5,376,796 73	
Retenues sur la solde des officiers de sapeurs-pompiers de la ville de Paris	8,870 00	8,870 00	"	8,870 00	"	"	8,870 00	
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	3,093,000 00	3,009,029 01	1,529,029 01	1,480,000 00	"	83,970 99	3,009,029 01	
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	859,400 00	1,352,424 84	369,424 84	983,000 00	493,024 84	"	1,352,424 84	
Retenue de 3 p. o/o sur le traitement des anciens employés de la Cie du canal du Midi (Loi du 27 novembre 1897)	"	1,196 91	1,196 91	"	1,196 91	"	1,196 91	
Contingents coloniaux (article 6 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866)	688,090 00	688,090 00	244,912 50	443,177 50	"	"	688,090 00	
Part de la Cochinchine dans les dépenses du câble du Tonkin	60,000 00	50,888 03	50,888 03	"	"	9,111 97	50,888 03	
Contingent de la Cochinchine	4,450,000 00	4,450,000 00	2,225,000 00	2,225,000 00	"	"	4,450,000 00	
Contributions des colonies aux dépenses civiles et militaires qu'elles occasionnent à l'État et aux charges générales de l'État	469,572 00	469,572 00	67,395 25	402,176 75	"	"	469,572 00	
Bénéfices provenant des gestions intérimaires des trésoreries générales et des recettes des finances	20,000 00	28,043 72	26,043 72	2,000 00	8,043 72	"	28,043 72	
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	2,084,710 00	1,976,153 41	1,773,968 80	202,184 61	"	108,556 59	1,976,153 41	
Remboursement des frais de scolarité par les officiers qui se retirent prématurément du service	20,210 00	"	"	"	"	20,210 00	"	
Frais de scolarité des médecins-élèves du service de santé démissionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires	8,940 00	"	"	"	"	8,940 00	"	
Rembours^t des frais de pension des élèves des écoles normales primaires qui ont rompu leur engagement décennal	4,555 58	4,555 58	4,555 58	"	"	"	4,555 58	
Remboursement des frais de traitement dans les hôpitaux des colonies	1,171,000 00	139,380 87	139,380 87	"	"	1,031,619 13	139,380 87	
Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés	66,790 00	83,150 03	81,650 03	1,500 00	16,360 03	"	83,150 03	
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	3,519,500 00	3,501,336 04	3,351,336 04	150,000 00	"	18,163 96	3,501,336 04	
Versements des officiers remontés à titre onéreux	1,035,500 00	893,083 96	893,083 96	"	"	142,416 04	893,083 96	
TOTAL des recettes en atténuation de dépenses (à reporter)	61,726,417 58	62,045,881 91	46,421,905 05	15,623,976 86	2,152,511 08	1,833,046 75	62,045,881 91	
					319,464f 33c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS. avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
Suite du § 6. — RECETTES D'ORDRE.								
Report des recettes en atténuation de dépenses	61,726,417f 58c	62,045,881f 91c	46,421,905f 05c	15,623,976f 86c	2,152,511f 08c	1,883,046f 75c	62,045,881f 91c	
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.								
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris	2,624,500f 00c	2,381,717f 68c	1,171,717f 68c	1,210,000f 00c	"	242,782f 32c	2,381,717f 68c	
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise	440,780 00	440,779 74	"	440,779 74	"	0 26	440,779 74	
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale	989,600 00	1,007,504 00	977,504 00	30,000 00	17,904f 00c	"	1,007,504 00	
Remboursement par le gouvernement beylical des frais du personnel et des frais de justice criminelle de la justice française en Tunisie	446,884 44	383,306 49	154 35	383,152 14	"	63,577 95	383,306 49	
Remboursement par le gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie	331,334 00	299,823 23	"	299,823 23	"	31,510 77	299,823 23	
Remboursement par le gouvernement khédivial et par le gouvernement beylical des frais de confection et d'expédition des papiers timbrés égyptiens et tunisiens	10,400 00	4,688 50	4,688 50	"	"	5,711 50	4,688 50	
Prélèvement sur les fonds de réserve des caisses d'épargne pour frais de contrôle des caisses d'épargne privées	200,000 00	200,000 00	200,000 00	"	"	"	200,000 00	
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	22,244,890 95	22,244,890 95	22,244,890 95	"	"	"	22,244,890 95	
Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	8,000,000 00	8,000,000 00	8,000,000 00	"	"	"	8,000,000 00	
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,373,896 24	2,373,896 24	2,373,896 24	"	"	"	2,373,896 24	
Remboursement de la garantie d'intérêts et fonds de concours versés par les Compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883	14,715,000 00	17,440,000 00	17,440,000 00	"	2,725,000 00	"	17,440,000 00	
Produits accessoires du service de trésorerie	110 36	110 36	110 36	"	"	"	110 36	
Reversement par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garanties d'intérêts	"	"	"	"	"	"	"	
Reversement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités payées par l'État	171,148 14	171,148 14	171,148 14	"	"	"	171,148 14	
Reversement par les compagnies de chemins de fer de provisions perçues en trop pour pose de doubles voies	"	"	"	"	"	"	"	
Reversement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités dues par l'État pour avances faites en exécution de la convention du 8 mars 1886. (Suppression du passage à niveau du chemin de fer de ceinture de Paris. Rive droite.)	"	1,100 25	1,100 25	"	1,100 25	"	1,100 25	
Reversement par la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis sur les sommes payées au titre de la garantie d'intérêts	"	"	"	"	"	"	"	
Recettes en atténuation des frais de trésorerie	"	255,025 93	215,025 93	40,000 00	255,025 93	"	255,025 93	
TOTAL des recettes d'ordre proprement dites	52,548,544 13	55,203,991 51	52,800,236 40	2,403,755 11	2,999,030 18	343,582 80	55,203,991 51	
					2,655,447f 38c			
TOTAL GÉNÉRAL des recettes d'ordre	114,274,961 71	117,249,873 42	99,222,141 45	18,027,731 97	5,151,541 26	2,176,629 55	117,249,873 42	
					2,974,911f 71c			

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Compte provisoire des Recettes. (Algérie.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS. 1	EVALUATIONS des RECETTES. 2	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État. 3	RECOUVREMENTS effectués. 4	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État. 5	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer. 6	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des évaluations. 7	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898. 8	OBSERVATIONS. 9
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
1° CONTRIBUTIONS DIRECTES, TAXES Y ASSIMILÉES ET CONTRIBUTIONS ARABES.								
CONTRIBUTIONS DIRECTES.								
Contribution foncière sur les propriétés bâties	1,867,347f	1,903,844f 69c	1,679,345f 40c	224,499f 29c	36,497f 69c	"	1,903,844f 69c	
Contribution des patentes	1,798,860	1,820,761 19	1,454,401 41	366,359 78	21,901f 19c	"	1,820,761 19	
	3,666,207	3,724,605 88	3,133,746 81	590,859 07	58,398 88	"	3,724,605 88	
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.								
Redevances des mines	10,686	37,537 54	18,317 09	19,220 45	26,851 54	"	37,537 54	
Droits de vérification des poids et mesures	163,200	138,174 10	137,110 80	1,063 30	"	25,025f 90c	138,174 10	
Droits de visite des pharmacies et magasins de droguerie	16,604	19,664 00	14,504 12	5,159 88	3,060 00	"	19,664 00	
Taxe militaire	31,755	1,330 44	831 65	498 79	"	30,424 56	1,330 44	
	222,245	196,706 08	170,763 66	25,942 42	29,911 54	55,450 46	196,706 08	
CONTRIBUTIONS ARABES.								
Principal et centimes d'État	8,027,055	8,301,914 61	7,494,794 43	807,120 18	274,859 61	"	8,301,914 61	
TOTAL du § 1er	11,915,507	12,223,226 57	10,799,304 90	1,423,921 67	363,170 03	55,450 46	12,223,226 57	
					307,719f 57c			
2° PRODUITS DE L'ENREGISTREMENT.								
Mutations — Mutations à titre onéreux — Meubles — Valeurs mobilières	57,400f	52,029f 93c	52,029f 93c	"	"	5,370f 07c	52,029f 93c	
Mutations — Mutations à titre onéreux — Meubles — Créances, rentes, prix d'offices	29,900	42,090 31	42,090 31	"	12,190f 31c	"	42,090 31	
Mutations — Mutations à titre onéreux — Meubles — Fonds de commerce	37,400	45,068 31	45,068 31	"	7,668 31	"	45,068 31	
Mutations — Mutations à titre onéreux — Meubles — Meubles corporels	116,800	103,090 51	103,090 51	"	"	13,709 49	103,090 51	
Mutations — Mutations à titre onéreux — Immeubles et droits immobiliers	1,635,900	2,015,822 74	2,015,641 84	180f 90c	379,922 74	"	2,015,822 74	
Mutations — Mutations à titre gratuit. — Entre vifs (donations)	58,300	88,730 22	87,807 32	922 90	30 430 22	"	88,730 22	
Autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil	768,100	920,403 65	920,403 65	"	152,303 65	"	920,403 65	
Actes judiciaires et extra-judiciaires	546,800	522,702 27	522,702 27	"	"	24,097 73	522,702 27	
Hypothèques	49,900	59,100 34	59,100 34	"	9.200 34	"	59,100 34	
Pénalités (droits et demi-droits en sus, amendes)	61,800	64,026 60	56,736 91	7,289 69	2,226 60	"	64,026 60	
Recettes diverses	33,800	92,774 80	37,738 23	55 036 57	58,974 80	"	92,774 80	
TOTAL	3.396.100	4,005,839 68	3,942,409 62	63,430 06	652,916 97	43,177 29	4,005,839 68	
					609,739f 68c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (Algérie.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
3° PRODUITS DU TIMBRE.								
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	2,261,900f 00c	2,316,334f 53c	2,316,334f 53c	"	54,434f 53c	"	2,316,334f 53c	
Affiches sur papier	43,900 00	39,864 54	39,864 54	"	"	4,035f 46c	39,864 54	
Affiches peintes	1,800 00	2,341 85	2,341 85	"	541 85	"	2,341 85	
Bordereaux des courtiers et agents de change	"	"	"	"	"	"	"	
Contrats d'assurances	3,600 00	3,713 35	3,713 35	"	113 35	"	3,713 35	
Contrats de transports	542,800 00	562,909 59	562,909 59	"	20,109 59	"	562,909 59	
Contrôle des marques de fabrique	"	"	"	"	"	"	"	
Passeports	500 00	522 00	522 00	"	22 00	"	522 00	
Permis de chasse	166,600 00	169,326 00	169,326 00	"	2,726 00	"	169,326 00	
Quittances et chèques	489,500 00	523,034 72	523,034 72	"	33,534 72	"	523,034 72	
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc.	550,000 00	517,331 44	517,331 44	"	"	32,668 56	517,331 44	
Valeurs mobilières	71,300 00	85,534 30	85,534 30	"	14,234 30	"	85,534 30	
Pénalités (amendes de contravention)	23,200 00	23,837 52	23,837 52	"	637 52	"	23,837 52	
Recettes diverses	"	9 61	9 61	"	9 61	"	9 61	
TOTAL	4,155,100 00	4,244,759 45	4,244,759 45	"	126,363 47	36,704 02	4,244,759 45	
					89,659f 45c			
4° TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.								
Revenus des valeurs mobilières	201,500f 00c	189,158f 74c	189,158f 74c	"	"	12,341f 26c	189,158f 74c	
Revenus de certaines associations	11,000 00	14,320 89	14,320 89	"	3,320f 89c	"	14,320 89	
Pénalités	100 00	1,420 39	1,420 39	"	1,320 39	"	1,420 39	
Recettes diverses	"	465 44	465 44	"	465 44	"	465 44	
TOTAL	212,600 00	205,365 46	205,365 46	"	5,106 72	12,341 26	205,365 46	
					7,234f 54c			
5° DROITS DOUANES.								
Droits de douane	6,044,800f 00c	6,668,601f 55c	6,668,601f 55c	"	623,801f 55c	"	6,668,601f 55c	
Sucres de toute nature	4,890,600 00	5,751,024 93	5,751,024 93	"	860,424 93	"	5,751,024 93	
Droits de statistique	151,600 00	184,063 70	184,063 70	"	32,463 70	"	184,063 70	
Droits de navigation	313,200 00	230,252 39	230,252 39	"	"	82,947f 61c	230,252 39	
Autres droits et recettes accessoires	564,800 00	458,453 15	458,453 15	"	"	106,346 85	458,453 15	
Amendes et confiscations	34,000 00	74,130 04	74,130 04	4,550f 00c	40,130 04	"	74,130 04	
TOTAL	11,999,000 00	13,366,525 76	13,361,975 76	4,550 00	1,556,820 22	189,294 46	13,366,525 76	
					1,367,525f 76c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (Algérie.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
6° CONTRIBUTIONS DIVERSES.								
CONTRIBUTIONS DIVERSES.								
Droits sur les alcools	4,811,000f 00c	5,368,016f 82c	4,589,595f [illegible]	778,421f 00c	557,016f 82c	"	5,368,016f 82c	
Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons	1,536,000 00	1,475,445 00	1,444,277 [illegible]	31,167 50	"	60,555f 00c	1,475,445 00	
Droits de licence sur la fabrication et la vente des tabacs	216,100 00	227,362 50	224,135 [illegible]	3,227 50	11,262 50	"	227,362 50	
Droits divers et recettes à différents titres. — Droits de garantie des matières d'or et d'argent	100,900 00	80,537 66	80,537 [illegible]	"	"	20,362 34	80,537 66	
Timbres des expéditions et quittances	12,500 00	21,262 60	21,262 [illegible]	"	8,762 60	"	21,262 60	
Frais de poursuites	57,500 00	59,265 57	44,109 [illegible]	15,156 21	1,765 57	"	59,265 57	
Prélèvement pour remboursement des frais de perception des taxes intérieures de l'octroi de mer	94,900 00	56,812 46	56,812 [illegible]	"	"	38,087 54	56,812 46	
Intérêts pour crédits de droits	"	27,574 91	27,574 [illegible]	"	27,574 91	"	27,574 91	
Amendes et confiscations (produits à répartir)	63,200 00	71,687 62	71,379 [illegible]	308 42	8,487 62	"	71,687 62	
Redevance de 0 fr. 80 par hectolitre sur les alcools dénaturés	"	166 15	122 [illegible]	43 20	166 15	"	166 15	
Recettes diverses non dénommées ci-dessus	4,900 00	362 70	362 [illegible]	"	"	4,537 30	362 70	
TOTAL	6,897,000 00	7,388,493 99	6,560,170 [illegible]	828,323 83	615,036 17	123,542 18	7,388,493 99	
					491,493f 99c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
1° PRODUITS RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES.								
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France	308,800f 00c	255,623f 87c	255,623f [illegible]	"	"	53,176f 13c	255,623f 87c	
Produit de la vente des poudres à feu	654,600 00	542,268 50	542,268 [illegible]	"	"	112,331 50	542,268 50	
TOTAL	963,400 00	797,892 37	797,892 [illegible]	"	"	165,507 63	797,892 37	
					165,507f 63c			
2° PRODUITS DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.								
POSTES.								
Produit net des taxes des correspondances postales	2,656,900f 00c	2,773,956f 67c	2,773,956f [illegible]	"	117,056f 67c	"	2,773,956f 67c	
Droits perçus sur les mandats français et internationaux	357,800 00	348,857 15	348,857 [illegible]	"	"	8,942f 85c	348,857 15	
Droits perçus sur les bons de poste	2,300 00	3,392 50	3,392 [illegible]	"	1,092 50	"	3,392 50	
Recettes diverses et accidentelles	4,100 00	4,031 26	3,347 [illegible]	683f 71c	"	68 74	4,031 26	
TOTAL	3,021,100 00	3,130,237 58	3,129,553 [illegible]	683 71	118,149 17	9,011 59	3,130,237 58	
					109,137f 58c			
TÉLÉGRAPHES.								
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques	1,308,700f 00c	1,407,357f 45c	1,407,357f [illegible]	"	98,657f 45c	"	1,407,357f 45c	
Remboursement par divers établissements du traitement d'agents du service postal et télégraphique	300 00	"	"	"	"	300f 00c	"	
Contributions pour droits d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	18,520 00	15,571 91	15,106 [illegible]	465f 79c	"	2,948 09	15,571 91	
Recettes diverses et accidentelles	11,000 00	39,922 50	35,676 [illegible]	4,245 84	28,922 50	"	39,922 50	
TOTAL	1,338,520 00	1,462,851 86	1,458,140 [illegible]	4,711 63	127,579 95	3,248 09	1,462,851 86	
					124,331f 86c			
TÉLÉPHONES.								
Produit des conversations téléphoniques	13,300f 00c	7,480f 03c	7,480f [illegible]	"	"	5,819f 97c	7,480f 03c	
Produit des abonnements urbains et interurbains	97,900 00	100,545 75	100,545 [illegible]	"	2,645f 75c	"	100,545 75	
Produit des abonnements pour la transmission des télégrammes par le téléphone	200 00	"	"	"	"	200 00	"	
Recettes diverses et accidentelles	700 00	645 78	638 [illegible]	7f 43c	"	54 22	645 78	
	112,100 00	108,671 56	108,664 [illegible]	7 43	2,645 75	6,074 19	108,671 56	
					3,428f 44c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (Algérie).

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
1° PRODUITS DU DOMAINE AUTRE QUE LE DOMAINE FORESTIER.								
Produit du domaine autre que ceux des forêts	1,052,300f 00c	1,124,920f 82c	874,966f 55c	249,954f 27c	72,620f 82c	"	1,124,920f 82c	
Produit des biens des corporations	8,500 00	6,334 00	4,761 75	1,572 25	"	2,166f 00c	6,334 00	
Recouvrement de rentes et créances	94,200 00	68,544 19	60,972 23	7,571 96	"	25,655 81	68,544 19	
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	2,400 00	6,023 75	5,271 78	751 97	3,623 75	"	6,023 75	
Redevances pour concessions de chutes d'eau	29,700 00	43,613 98	31,829 31	11,784 67	13,913 98	"	43,613 98	
Aliénations d'objets mobiliers	229,600 00	252,612 61	251,502 27	1,110 34	23,012 61	"	252,612 61	
Aliénations d'immeubles	643,500 00	1,797,812 32	728,648 86	1,069,163 46	1,154,312 32	"	1,797,812 32	
Successions en déshérence	43,000 00	86,925 83	86,908 33	17 50	43,925 83	"	86,925 83	
Épaves et biens vacants	3,000 00	36 051 12	36,030 62	20 50	33,051 12	"	36,051 12	
Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 23 mars 1893	755,317 96	755,317 96	"	755,317 96	"	"	755,317 96	
Produit de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie	340,000 00	340,000 00	"	340,000 00	"	"	340,000 00	
TOTAL	3,201,517 96	4,518,156 58	2,080,891 70	2,437,264 88	1,344,460 43	27,821 81	4,518,156 58	
					1,316,638f 62c			
2° PRODUITS DES FORÊTS.								
Prix principal et charges additionnelles pour frais d'adjudication à 1 fr. 60 p. 0/0	1,914,700f 00c	1,536,739f 32c	1,455,204f 96c	81,534f 36c	"	377,960f 68c	1,536,739f 32c	
Produits accessoires	132,200 00	352,111 49	218,271 78	133,839 71	219,[illegible]11f 49c	"	352,111 49	
Vente des anciennes concessions de chênes-lièges. (Annuité à recouvrer en 1898.)	"	13,993 01	"	13,993 01	13,993 01	"	13,993 01	
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois	"	3,279 04	3,155 54	123 50	3,279 04	"	3,279 04	
TOTAL	2,046,900 00	1,906,122 86	1,676,632 28	229,490 58	237,183 54	377,960 68	1,906,122 86	
					140,777f 14c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (Algérie.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS les RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produit de la taxe des brevets d'invention en Algérie	6,200f 00c	5,740f 00c	5,740f 00c	"	"	460f 00c	5,740f 00c	
Revenus et produits accidentels spéciaux à l'Algérie	91,100 00	69,256 06	65,256 06	4,000f 00c	"	21,843 94	69,256 06	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie	285,860 00	189,780 00	148,385 00	41,395 00	"	96,080 00	189,780 00	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways en Algérie	"	1,095 00	"	1,095 00	1,095f 00c	"	1,095 00	
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie	309,400 00	178,464 81	163,464 81	15,000 00	"	130,935 19	178,464 81	
Produit des maisons centrales de force et de correction en Algérie	561,960 00	372,307 33	250,307 33	122,000 00	10,347 33	"	372,307 33	
Droit d'extraction des phosphates	570,800 00	126,430 77	126,430 77	"	"	444,369 23	126,430 77	
TOTAL	1,625,320 00	943,073 97	759,583 97	183,490 00	11,442 33	693,688 36	943,073 97	
					682,246f 03c			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.								
Produits universitaires en Algérie	128,865f 00c	133,330f 00c	133,330f 00c	"	4,465f 00c	"	133,330f 00c	
Produit des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	688,100 00	606,547 10	546,547 10	60,000f 00c	"	81,552f 90c	606,547 10	
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles en Algérie	1,021,070 00	1,084,631 16	1,026,631 16	58,000 00	63,561 16	"	1,084,631 16	
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — École d'arts et métiers de Dellys	4,000 00	4,325 00	1,708 [illegible]	2,616 67	325 00	"	4,325 00	
Prélèvement du sixième du produit de l'octroi de mer en Algérie	1,395,290 00	1,080,202 88	995,202 88	85,000 00	.	315,087 12	1,080,202 88	
Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation	91,570 00	68,629 28	63,629 28	5,000 00	"	22,940 72	68,629 28	
Remboursement par les communes des frais de traitement des malades dans les hôpitaux militaires	312,300 00	560,364 89	520,364 89	40,000 00	248,064 89	"	560,364 89	
Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux en Algérie	50,110 00	53,955 39	49,155 39	4,800 00	3,845 39	"	53,955 39	
Remboursement d'avances par les hospices civils	7,000 00	8,500 00	8,500 00	"	1,500 00	"	8,500 00	
TOTAL	3,698,305 00	3,600,485 70	3,345,069 [illegible]	255,416 67	321,761 44	419,580 74	3,600,485 70	
					97,819f 30c			
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.								
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	3,337,510f 50c	3,337,510f 50c	3,337,510f 50c	"	"		3,337,510f 50c	
					"			
TOTAL GÉNÉRAL des recettes d'ordre	7,035,815 50	6,937,996 20	6,682,579 [illegible]	255,416 67	321,761 44	419,580 74	6,937,996 20	
					97,819f 30c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes et centimes d'État	456,327,386f 00c	467,376,683f	456,690,907f 44c	10,685,776f 37c	11,049,297f 81c	"	467,376,683f 81c	
Taxes assimilées aux contributions directes	37,089,832 00	38,018,024	34,778,421 81	3,239,602 22	928,192 03	"	38,018,024 03	
Enregistrement	508,656,100 00	535,711,587	532,939,011 10	2,772,575 91	27,055,487 01	"	535,711,587 01	
Timbre	177,905,622 00	191,393,986	191,393,046 72	939 65	13,488,364 37	"	191,393,986 37	
Impôt sur les opérations de bourse	5,053,000 00	7,887,505	5,101,144 80	2,786,360 64	2,834,505 44	"	7,887,505 44	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	69,126,000 00	70,186,676	70,186,011 19	665 00	1,060,676 19	"	70,186,676 19	
Douanes	461,845,600 00	498,718,396	492,231,270 71	6,487,125 46	36,872,796 17	"	498,718,396 17	
Contributions indirectes	606,177,220 00	647,963,143	635,178,590 58	12,784,552 63	41,785,923 21	"	647,963,143 21	
Sucres	192,663,500 00	181,486,018	177,878,909 88	3,607,108 15	"	11,177,481f 97c	181,486,018 03	
TOTAL des impôts et revenus	2,514,844,260 00	2,638,742,020	2,596,377,314 23	42,364,706 03	135,075,242 23	11,177,481 97	2,638,742,020 26	
					123,897,760f 26c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
FRANCE.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	432,926,500 00	446,233,758	445,783,299 66	450,458 74	13,307,258 40	"	446,233,758 40	
Postes	180,748,400 00	193,208,961	193,134,517 93	74,443 80	12,460,561 73	"	193,208,961 73	
Télégraphes	38,206,200 00	39,074,778	37,543,576 85	1,531,201 54	868,578 39	"	39,074,778 39	
Téléphones	11,841,600 00	12,522,621	12,502,942 26	19,678 82	681,021 08	"	12,522,621 08	
Produits de diverses exploitations	15,933,500 00	18,517,659	870,321 53	17,647,337 71	2,584,159 24	"	18,517,659 24	
TOTAL	679,656,200 00	709,557,778	689,834,658 23	19,723,120 61	29,901,578 84	"	709,557,778 84	
COLONIES.								
Produits de diverses exploitations	213,000 00	245,075	107,113 20	137,962 43	32,075 63	"	245,075 63	
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	679,869,200 00	709,802,854	689,941,771 43	19,861,083 04	29,933,654 47	"	709,802,854 47	
					29,933,654f 47c			
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	27,103,448 83	24,039,853	21,485,601 11	2,554,252 03	"	3,063,595 69	24,039,853 14	
Produits des forêts	30,198,620 00	31,041,026	30,509,983 70	531,042 75	842,406 45	"	31,041,026 45	
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État.	57,302,068 83	55,080,879	51,995,584 81	3,085,294 78	842,406 45	3,063,595 69	55,080,879 59	
					2,221,189f 24c			
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	56,997,025 10	62,669,242	52,890,238 34	9,779,003 97	5,672,217 21	"	62,669,242 31	
					5,672,217f 21c			
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	7,600,000 00	7,274,730	6,774,730 00	500,000 00	"	325,270 00	7,274,730 00	
					325,270f 00c			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	61,726,417 58	62,045,881	46,421,905 05	15,623,976 86	319,464 33	"	62,045,881 91	
Recettes d'ordre proprement dites	52,548,544 13	55,203,991	52,800,236 40	2,403,755 11	2,655,447 38	"	55,203,991 51	
TOTAL des recettes d'ordre	114,274,961 71	117,249,873	99,222,141 45	18,027,731 97	2,974,911 71	"	117,249,873 42	
					2,974,911f 71c			
TOTAL des recettes du Budget général. (France.)	3,430,887,515 64	3,590,819,600	3,497,201,780 26	93,617,819 79	174,498,432 07	14,566,347 66	3,590,819,600 05	
					159,932,084f 41c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (Algérie

PRODUITS ET REVENUS.	EVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)								
§ 1er. IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes	11,915,507f 00c	12,223,226	10,799,304f 90c	1,423,921f 67c	307,719f 57c	"	12,223,226f 57c	
Enregistrement	3,396,100 00	4,005,839	3,942,409 62	63,430 06	609,739 68	"	4,005,839 68	
Timbre	4,155,100 00	4,244,759	4,244,759 45	"	89,659 45	"	4,244,759 45	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	212,600 00	205,365	205,365 46	"	"	7,234f 54c	205,365 46	
Douanes	11,999,000 00	13,366,525	13,361,975 76	4,550 00	1,367,525 76	"	13,366,525 76	
Contributions diverses	6,897,000 00	7,388,493	6,560,170 16	828,323 83	491,493 99	"	7,388,493 99	
Total des impôts et revenus	38,575,307 00	41,434,210	39,113,985 35	2,320,225 56	2,866,138 45	7,234 54	41,434,210 91	
					2,858,903f 91c			
§ 2. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	963,400 00	797,892	797,892 37	"	"	165,507 63	797,892 37	
Postes	3,021,100 00	3,130,237	3,129,553 87	683 71	109,137 58	"	3,130,237 58	
Télégraphes	1,338,520 00	1,462,851	1,458,140 23	4,711 63	124,331 86	"	1,462,851 86	
Téléphones	112,100 00	108,671	108,664 13	7 43	"	3,428 44	108,671 56	
Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,435,120 00	5,499,653	5,494,250 60	5,402 77	233,469 44	168,936 07	5,499,653 37	
					64,533f 37c			
§ 3. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	3,201,517 96	4,518,156	2,080,891 70	2,437,264 88	1,316,638 62	"	4,518,156 58	
Produits des forêts	2,046,900 00	1,906,122	1,676,632 28	229,490 58	"	140,777 14	1,906,122 86	
Total des produits et revenus du domaine de l'État	5,248,417 96	6,424,279	3,757,523 98	2,666,755 46	1,316,638 62	140,777 14	6,424,279 44	
					1,175,861f 48c			
§ 4. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	1,625,320 00	943,073	759,583 97	183,490 00	"	682,246 03	943,073 97	
					682,246f 03c			
§ 5. RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"	"	"	"	
					"			
§ 6. RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	3,698,305 00	3,600,485	3,345,069 03	255,416 67	"	97,819 30	3,600,485 70	
Recettes d'ordre proprement dites	3,337,510 50	3,337,510	3,337,510 50	"	"	"	3,337,510 50	
Total des recettes d'ordre	7,035,815 50	6,937,996	6,682,579 53	255,416 67	"	97,819 30	6,937,996 20	
					97,819f 30c			
Total des recettes du Budget général. (Algérie.)	57,919,980 46	61,239,213	55,807,923 43	5,431,290 46	4,416,246 51	1,097,013 08	61,239,213 89	
					3,319,233f 43c			
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.								
France	3,430,887,515f 64c	3,590,819,600	3,497,201,780f 26c	93,617,819f 79c	174,498432f 07c	14,566,347f 66c	3,590,819,600f 05c	
Algérie	57,919,980 46	61,239,213	55,807,923 43	5,431,290 46	4,416,246 51	1,097,013 08	61,239,213 89	
Total	3,488,807,496 10	3,652,058,813	3,553,009,703 69	99,049,110 25	178,914,678 58	15,663,360 74	3,652,058,813 94	
					163,251,317f 84c			

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

COMPTE PROVISOIRE DES DÉPENSES

DE L'EXERCICE 1898.

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Compte provisoire des Dépenses. (France)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
					1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.						
					MINISTÈRE DES FINANCES.						
	DETTE CONSOLIDÉE.										
1	Rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi et décret du 17 janvier 1894.)	237,638,399f 00c	237,461,541f 75c	176,857f 25c	237,638,399 00	203,899,446f50c	33,738,952f50c	"	"	237,638,399f00c	
2	Rentes 3 p. o/o. (Loi et ordonnance du 1er mai 1825.)	456,041,915 00	454,920,069 50	1,121,845 50	456,041,915 00	441,273,484 00	14,768,431 00	"	"	456,041,915 00	
	TOTAL	693,680,314 00	692,381,611 25	1,298,702 75	693,680,314 00	645,172,930 50	48,507,383 50	"	"	693,680,314 00	
	DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.										
3	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités. (Loi du 11 juin 1878, décret du 16 juillet 1878.)	141,140,643f 00c	141,128,867f 50c	11,775f 50c	141,140,643 00	139,069,052f50c	2,071,590f50c	"	"	141,140,643f00c	
4	Annuité de conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, loi des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	15,792,409 00	15,792,405 76	"	15,792,405 76	15,792,405 76	"	"	3f24c	15,792,405 76	
5	Remboursement de partie des obligations sexennaires échéant en 1898	30,000,000 00	30,000,000 00	"	30,000,000 00	30,000,000 00	"	"	"	30,000,000 00	
6	Intérêts des obligations du Trésor à court terme émises pour garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer	4,729,546 00	4,729,536 61	"	4,729,536 61	4,729,536 61	"	"	9 39	4,729,536 61	
7	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	2,482,500 00	2,482,302 73	"	2,482,302 73	2,482,302 73	"	"	197 27	2,482,302 73	
8	Annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	20,500,000 00	20,500,000 00	"	20,500,000 00	20,500,000 00	"	"	"	20,500,000 00	
8 *bis*	Annuité à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (Loi du 18 février 1898.)	2,546,000 00	2,546,000 00	"	2,546,000 00	"	2,546,000 00	"	"	2,546,000 00	
9	Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires	31,386,349 00	31,386,347 70	"	31,386,347 70	31,386,347 70	"	"	1 30	31,386,347 70	
10	Remboursement par annuités des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam	5,191,290 00	5,191,290 00	"	5,191,290 00	5,191,290 00	"	"	"	5,191,290 00	
11	Intérêts et amortissement du capital affecté au remboursement de l'avance de la Société générale algérienne. (Lois des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	4,075,000 00	4,069,520 47	"	4,069,520 47	4,069,520 47	"	"	5,479 53	4,069,520 47	
12	Remboursement par annuités aux hospices civils. (Dépenses des hôpitaux militaires.)	6,737 00	3,409 00	"	3,409 00	"	3,409 00	"	3,328 00	3,409 00	
13	Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	24 250 00	24,250 00	"	24,250 00	12,125 00	12,125 00	"	"	24,250 00	
14	Redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées	16,000 00	"	16,407 24	16,407 24	"	16,407 24	407f 24c	"	16,407 24	
15	Annuités aux compagnies de chemins de fer	41,139,400 00	41,139,245 54	"	41,139,245 54	41,139,245 54	"	"	154 46	41,139,245 54	
16	Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	321,977 00	283,064 78	38,912 22	321,977 00	234,205 88	87,771 12	"	"	321,977 00	
17	Intérêts de la dette flottante du Trésor	19,066,560 00	"	19,066,560 00	19,066,560 00	14,906,156 59	4,160,403 41	"	"	19,066,560 00	
18	Intérêts de capitaux de cautionnements. (Loi du 4 août 1844, art. 7.)	7,994,265 00	7,677,078 40	317,186 60	7,994,265 00	352,591 40	7,641,673 60	"	"	7,994,265 00	
	TOTAL	326,412,926 00	306,953,318 49	19,450,841 56	326,404,160 05	309,864,780 18	16,539,379 87	407 24	9,173 19	326,404,160 05	
	A reporter	1,020,093,240 00	999,334,929 74	20,749,544 31	1,020,084,474 05	955,037,710 68	65,046,763 37	407 24	9,173 19	1,020,084,474 05	

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898		Budget primitif		1,255,748,884f
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
		1° CRÉDITS OUVERTS :		
Loi du 23 déc. 1898	18	Intérêts de capitaux de cautionnement	80,000f	
	29	Pensions civiles (1853)	275,000	
		TOTAL	355,000	
		2° CRÉDITS ANNULÉS :		
Loi du 23 déc. 1898	21	Pensions de la pairie et de l'ancien sénat	7,000	
	24	Pensions militaires de la marine	150,000	
	34	Indemnités aux victimes du coup d'État	100,000	
	35	Pensions d'indemnités de réforme de la magistrature	18,000	
		TOTAL (*à déd.*)	275,000	
		RESTE pour crédits ouverts	80,000	80,000
		TOTAL		1,255,828,884

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.										
	Suite du MINISTÈRE DES FINANCES.										
	Report.....	1,020,093,240f 00c	999,334,929f 74c	20,749,544f 31c	1,020,084,474f 05c	955,037,710f 68c	65,046,763f 37c	407f 24c	9,173f 19c	1,020,084,474f 05c	(A) Voir note page 479.
	DETTE VIAGÈRE.										
19	Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, etc.).....	736,000 00	666,788 00	15,711 00	682,499 00	612,039 03	70,459 97	"	53,501 00	682,499 00	
20	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.)..	990 00	990 00	"	990 00	"	990 00	"	"	990 00	
21	Pensions de la Pairie et de l'ancien Sénat. (Loi du 4 juin 1814.)	5,000 00	4,266 66	"	4,266 66	4,266 66	"	"	733 34	4,266 66	
22	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)..	265,000 00	254,327 00	305 00	254,632 00	206,033 23	48,598 77	"	10,368 00	254,632 00	
23	Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, etc.)..	94,400,000 00	94,170,500 00	161,500 00	94,332,000 00	91,093,848 55	3,238,151 45	"	68,000 00	94,332,000 00	
24	Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, etc.).	36,399,000 00	35,936,700 00	131,500 00	36,068,200 00	34,461,240 58	1,606,959 42	"	330,800 00	36,068,200 00	
25	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.).....	3,900 00	2,150 00	"	2,150 00	2,150 00	"	"	1,750 00	2,150 00	
26	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.).....	12,751 00	9,817 00	"	9,817 00	5,775 29	4,041 71	"	2,934 00	9,817 00	
27	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 17 juin 1850.)	63,325 00	58,070 00	"	58,070 00	51,331 51	6,738 49	"	5,255 00	58,070 00	
28	Traitements viagers des membres de la Légion d'honneur et des médaillés militaires.....	10,998,820 00	10,998,820 00	"	10,998,820 00	10,998,820 00	"	"	"	10,998,820 00	
29	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	73,900,000 00	72,138,000 00	883,250 00	73,021,250 00	69,413,477 18	3,607,772 82	"	878,750 00	73,021,250 00	
30	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)..	93,000 00	87,000 00	2,850 00	89,850 00	86,700 00	3,150 00	"	3,150 00	89,850 00	
31	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.).....	12,764 00	10,269 00	54 00	10,323 00	9,342 89	980 11	"	2,441 00	10,323 00	
32	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 déc. 1861)	212,300 00	206,770 00	361 00	207,131 00	153,129 54	54,001 46	"	5,169 00	207,131 00	
33	Annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.).....	8,842,000 00	8,842,000 00	"	8,842,000 00	8,842,000 00	"	"	"	8,842,000 00	
34	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 déc. 1851. (Loi du 30 juillet 1881.).....	4,435,600 00	4,386,485 00	2,490 00	4,388,975 00	4,076,411 61	312,563 39	"	46,625 00	4,388,975 00	
35	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.).....	888,570 00	860,057 00	907 00	860,964 00	768,236 12	92,727 88	"	27,606 00	860,964 00	
36	Indemnité aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885).....	44,924 00	37,233 00	"	37,233 00	34,914 79	2,318 21	"	7,691 00	37,233 00	
37	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins (Loi du 18 avril 1888.).	130,160 00	124,260 00	"	124,260 00	102,596 76	21,663 24	"	5,900 00	124,260 00	
38	Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police en raison des services militaires des anciens sous-officiers. (Décret du 11 juin 1881.).....	5,000 00	125 92	1,297 79	1,423 71	125 92	1,297 79	"	3,576 29	1,423 71	
39	Allocations supplémentaires : 1° aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 18 juillet 1881 et 8 août 1883; 2° aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887; 3° aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi; 4° aux gardes d'artillerie contrôleurs d'armes, adjoints du génie, chefs et sous-chefs ouvriers d'État, archivistes d'état-major, retraités sous les régimes antérieurs à la loi du 10 novembre 1890.....	4,286,540 00	4,286,540 00	"	4,286,540 00	2,956,623 53	1,329,916 47	"	"	4,286,540 00	
"	Rappels d'arrérages... { Rentes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	Rappels d'arrérages... { Pensions.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	TOTAL de la dette viagère.....	235,735,644 00	233,081,168 58	1,200,225 79	234,281,394 37	223,879,063 19	10,402,331 18	"	1,454,249 63	234,281,394 37	
	TOTAL de la Dette publique.....	1,255,828,884 00	1,232,416,098 32	21,949,770 10	1,254,365,868 42	1,178,916,773 87	75,449,094 55	407 24	1,463,422 82	1,254,365,868 42	
								1,463,015f 58c			

Suite du *Compte provisoire des dépenses.* (France.)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.										
	MINISTÈRE DES FINANCES.										
40	Dotation du Président de la République	600,000f 00c	600,000f 00c	"	600,000f 00c	600,000f 00c	"	"	"	600,000f 00c	
41	Frais de maison du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	300,000 00	300,000 00	"	"	"	300,000 00	
42	Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	300,000 00	300,000 00	"	"	"	300,000 00	
43	Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs	4,600,000 00	4,600,000 00	"	4,600,000 00	4,600,000 00	"	"	"	4,600,000 00	
44	Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés	7,471,175 00	7,350,000 00	215,764f 00c	7,565,764 00	7,350,000 00	215,764f 00c	94,589 00	"	7,565,764 00	
44 *bis*	Installation de l'électricité au Palais-Bourbon	350,000 00	350,000 00	"	350,000 00	350,000 00	"	"	"	350,000 00	
44 *ter*	Dépenses de reconstruction et d'aménagement de la salle des séances de la Chambre des députés	150,000 00	80,000 00	70,000 00	150,000 00	80,000 00	70,000 00	"	"	150,000 00	
	TOTAL des Pouvoirs publics	13,771,175 00	13,580,000 00	285,764 00	13,865,764 00	13,580,000 00	285,764 00	94,589 00	"	13,865,764 00	Loi du 19 avril 1898. 150,000 francs.
								94,589f 00c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES FINANCES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
45	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale du Ministère	3,490,900f 00c	3,441,071f 27c	48,391f 26c	3,489,462f 53c	3,350,110f [illegible]	139,352f 10c	"	1,437f 47c	3,489,462f 53c
46	Inspection générale des finances	855,600 00	836,510 63	3,317 15	839,827 78	759,703 [illegible]	80,123 94	"	15,772 22	839,827 78
47	Personnel central des administrations financières	1,576,530 00	1,564,441 80	7,795 00	1,572,236 80	1,560,526 [illegible]	11,710 55	"	4,293 20	1,572,236 80
48	Indemnités diverses	47,650 00	45,141 75	2,008 25	47,150 00	44,167 [illegible]	2,982 99	"	500 00	47,150 00
49	Matériel de l'Administration centrale	611,850 00	472,817 08	137,714 17	610,531 25	452,022 [illegible]	158,508 53	"	1,318 75	610,531 25
49 *bis*	Frais de déménagement et de réinstallation du magasin central des impressions et du dépôt du mobilier	290,000 00	160,804 18	47,573 38	208,377 56	150,404 [illegible]	57,973 04	"	81,622 44	208,377 56
50	Impressions	2,153,400 00	735,787 54	1,378,697 26	2,114,484 80	531,660 [illegible]	1,582,824 32	"	38,915 20	2,114,484 80
50 *bis*	Impressions extraordinaires pour l'application de l'article 1er de la loi du 21 juillet 1897. (Remises sur la contribution foncière des propriétés non bâties.)	91,012 30	6,414 71	31,270 62	37,685 33	6,362 [illegible]	31,323 12	"	53,326 97	37,685 33
51	Dépenses diverses de l'Administration centrale	202,540 00	77,131 11	117,137 97	194,269 08	70,779 [illegible]	123,489 16	"	8,270 92	194,269 08
52	Frais de trésorerie	38,000 00	"	38,000 00	38,000 00	"	38,000 00	"	"	38,000 00
53	Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine	1,405,000 00	1,404,878 96	121 00	1,404,999 96	1,403,545 [illegible]	1,454 34	"	0 04	1,404,999 96
54	Fonds d'abonnement alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine pour les frais de personnel et de matériel à leur charge	3,990,000 00	3,989,999 96	*A déd. 0 08*	3,989,999 88	3,986,166 [illegible]	3,833 26	"	0 12	3,989,999 88
55	Traitements fixes des receveurs particuliers des finances	655,200 00	640,126 65	740 00	640,866 65	624,726 [illegible]	16,140 00	"	14,333 35	640,866 65
56	Commissions aux receveurs particuliers des finances comprenant les frais de personnel et de matériel à leur charge	2,463,500 00	2,103,505 93	146,629 99	2,250,135 92	2,056,046 [illegible]	194,089 42	"	213,364 08	2,250,135 92
57	Personnel de la Cour des comptes	1,515,100 00	1,420,839 39	94,250 00	1,515,089 39	1,416,439 [illegible]	98,650 00	"	10 61	1,515,089 39
58	Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes	53,440 00	34,921 35	17,187 78	52,109 13	25,876 [illegible]	26,232 83	"	1,330 87	52,109 13
59	Laboratoires. — Personnel	348,500 00	331,704 92	12,149 00	343,853 92	323,921 [illegible]	19,932 26	"	4,646 08	343,853 92
60	Laboratoires. — Matériel et dépenses diverses	167,700 00	112,386 99	50,453 88	162,840 87	97,175 [illegible]	65,665 22	"	4,859 13	162,840 87
61	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	211,950 80	205,999 00	*A déd. 2,655 74*	203,343 26	184,409 [illegible]	18,934 25	"	8,607 54	203,343 26
		20,167,873 10	17,584,483 22	2,130,780 89	19,715,264 11	17,044,044 [illegible]	2,671,219 33	"	452,608 99	19,715,264 11
62	Dépenses des exercices clos	9,389,503 45	9,389,503 45	"	9,389,503 45	9,389,503 [illegible]	"	"	"	9,389,503 45
	TOTAL	29,557,376 55	26,973,986 67	2,130,780 89	29,104,767 56	26,433,548 [illegible]	2,671,219 33	"	452,608 99	29,104,767 56
								452,608f 99c		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898.	"	Crédits ouverts par le budget poimitif		19,692,910f 00c
		Crédits ouverts par des lois.		
Loi du 30 mars 1898	61	Dépenses des exercices périmés	950f 80	
Loi du 20 avril 1898.	49	Matériel de l'Administration centrale	43,000 00	
	49 *bis*	Frais de déménagement et de réinstallation du magasin central des impressions et du dépôt du mobilier	290,000 00	
Loi du 22 juillet 1898	50 *bis*	Impressions extraordinaires pour l'application de l'article 1er de la loi du 21 juillet 1897	91,012 30	
Loi du 23 déc. 1898.	50	Impressions	50,000 00	
			474,963 10	474,963 10
		Dépenses des exercices clos		9,389,503 45
		TOTAL GÉNÉRAL		29,557,376 55

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
	3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.									
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	517,000f 00c	516,452f 71c	500f 00c	516,952f 71c	516,156	795f 83c	"	47f 29c	516,952f 71c
2	Matériel de l'Administration centrale	80,000 00	38,521 50	41,471 31	79,992 81	35,669	44,323 16	"	7 19	79,992 81
3	Personnel du Conseil d'État	1,048,000 00	1,040,062 00	293 50	1,040,355 50	1,033,027	7,328 50	"	7,644 50	1,040,355 50
4	Matériel du Conseil d'État	64,000 00	47,500 23	16,498 86	63,999 09	47,500	16,498 86	"	0 91	63,999 09
5	Personnel de la Cour de cassation	1,147,000 00	1,137,226 58	730 00	1,137,956 58	1,136,976	980 00	"	9,043 42	1,137,956 58
6	Menues dépenses de la Cour de cassation	32,300 00	32,299 92	"	32,299 92	32,299	"	"	0 08	32,299 92
7	Cours d'appel	6,167,060 00	6,158,839 53	468 00	6,159,307 53	6,104,970	54,337 38	"	7,752 47	6,159,307 53
8	Cours d'assises	38,000 00	30,680 00	3,340 00	34,020 00	28,460	5,560 00	"	3,980 00	34,020 00
9	Tribunaux de première instance	11,546,242 00	11,542,040 05	2,057 43	11,544,097 48	11,227,358	316,738 62	"	2,144 52	11,544,097 48
10	Tribunaux de commerce	184,600 00	184,537 00	63 00	184,600 00	164,587	20,012 56	"	"	184,600 00
11	Tribunaux de police	94,700 00	93,299 80	"	93,299 80	86,398	6,901 77	"	1,400 20	93,299 80
12	Justices de paix	8,413,000 00	8,407,383 30	661 30	8,408,044 60	7,597,265	810,779 31	"	4,955 40	8,408,044 60
13	Juge des appellations d'Andorre	3,000 00	3,000 00	"	3,000 00	2,750	250 00	"	"	3,000 00
14	Frais de justice criminelle en France	5,076,000 00	5,300,614 40	2,177 90	5,302,792 30	5,300,614	2,177 90	226,792f 30c	"	5,302,792 30
15	Frais des statistiques et impression des bulletins officiels.	128,500 00	124,536 09	3,963 91	128,500 00	94,867	33,632 11	"	"	128,500 00
16	Secours et dépenses imprévues	75,000 00	75,000 00	"	75,000 00	72,525	2,475 00	"	"	75,000 00
16 *bis.*	Bonifications de pensions de retraites des employés du Secrétariat de la Présidence et du Parquet du Tribunal de 1re instance de la Seine	2,700 00	1,898 75	"	1,898 75	1,898	"	"	801 25	1,898 75
17	Collection des lois étrangères. — Personnel	7,000 00	6,999 95	"	6,999 95	6,749	250 00	"	0 05	6,999 95
18	Collection des lois étrangères. — Matériel	13,000 00	1,807 10	11,192 90	13,000 00	1,807	11,192 90	"	"	13,000 00
19	Reconstitution des actes de l'état civil	1,000 00	"	2,252 26	2,252 26	"	2,252 26	1,252 26	"	2,252 26
20	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	1,255 03	216 66	1,005 03	1,221 69	"	1,221 69	"	33 34	1,221 69
	Dépenses remboursables par le gouvernement beylical.									
22	Personnel de la justice française en Tunisie	356,884 44	347,543 52	715 75	348,259 27	293,194	55,065 27	"	8,625 17	348,259 27
23	Frais de justice criminelle en Tunisie	90,000 00	90,623 81	"	90,623 81	90,623	"	623 81	"	90,623 81
		35,086,241 47	35,181,082 90	87,391 15	35,268,474 05	33,875,700	1,392,773 12	228,668 37	46,435 79	35,268,474 05
21	Dépenses des exercices clos	23,177 88	23,177 88	"	23,177 88	23,177	"	"	"	23,177 88
	TOTAL	35,109,419 35	35,204,260 78	87,391 15	35,291,651 93	33,898,878	1,392,773 12	228,668 37	46,435 79	35,291,651 93
								182,232f 58c		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

OBSERVATIONS.			
DATES. des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Loi du 13 avril 1898.	–	Budget primitif	35,028,033 00
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.	
		CRÉDITS OUVERTS.	
Loi du 23 déc. 1898.	7	Cours d'appel 14,277f 00c	
	9	Tribunaux de première instance. 12,242 00	
	22	Personnel de la justice française en Tunisie 484 44	
	23	Frais de justice criminelle en Tunisie 30,000 00	
	20	Dépenses des exercices périmés. 250 00	
Loi du 24 déc. 1898.	20	Dépenses des exercices périmés. 1,005 03	
		TOTAL des crédits ouverts. 58,208 47	58,208 47
		Dépenses des exercices clos	23,177 88
		TOTAL GÉNÉRAL	35,109,419 35

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGERES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	808,000f 00c	807,999f 44c	0f 56c	808,000f 00c	784,750	23,243f 05c	"	"	808,000f 00c
2	Matériel de l'administration centrale	198,000 00	136,424 56	61,575 44	198,000 00	132,317	65,682 12	"	"	198,000 00
2 *bis*.	Installation de l'électricité	70,000 00	30,000 00	40,000 00	70,000 00	"	70,000 00	"	"	70,000 00
3	Archives, bibliothèque, publication de documents diplomatiques	37,000 00	31,557 08	5,442 92	37,000 00	31,557	5,442 92	"	"	37,000 00
4	Traitements des agents diplomatiques et consulaires	5,441,400 00	5,323,471 63	117,928 37	5,441,400 00	4,928,407	512,992 54	"	"	5,441,400 00
5	Traitements des chanceliers, drogmans, interprètes, élèves chanceliers, commis et auxiliaires	1,933,900 00	1,853,260 39	80,639 61	1,933,900 00	1,732,407	201,492 25	"	"	1,933,900 00
6	Traitements des agents à la disposition du Ministre et des agents en disponibilité	150,000 00	140,000 85	9,999 15	150,000 00	130,304	19,695 77	"	"	150,000 00
7	Frais de représentation des agents diplomatiques	1,645,000 00	1,616,096 72	28,903 28	1,645,000 00	1,504,812	140,187 84	"	"	1,645,000 00
8	Entretien des hôtels appartenant à la France. — Achat de mobilier	250,000 00	86,320 84	163,679 16	250,000 00	78,320	171,679 91	"	"	250,000 00
9	Allocations aux établissements français en Orient; secours aux écoles; frais divers de culte	800,000 00	317,533 88	482,466 12	800,000 00	138,083	661,916 80	"	"	800,000 00
10	Frais de correspondance télégraphique	743,000 00	155,272 02	587,727 98	743,000 00	155,228	587,771 68	"	"	743,000 00
11	Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement	1,150,000 00	1,023,664 68	126,335 32	1,150,000 00	1,022,171	127,828 64	"	"	1,150,000 00
12	Frais d'établissemt des agents diplomatiques et consulaires	345,000 00	279,287 54	65,712 46	345,000 00	236,537	108,462 46	"	"	345,000 00
13	Frais de voyages et de courriers	830,000 00	481,778 31	348,221 69	830,000 00	459,149	370,850 43	"	"	830,000 00
14	Primes d'ancienneté de séjour	80,000 00	80,000 00	"	80,000 00	59,625	20,375 00	"	"	80,000 00
15	Présents diplomatiques	35,000 00	27,210 51	7,789 49	35,000 00	24,273	10,727 26	"	"	35,000 00
16	Missions	100,000 00	92,431 51	7,568 49	100,000 00	83,826	16,173 43	"	"	100,000 00
16 *bis*.	Dépenses afférentes à l'exécution de la convention franco-brésilienne d'arbitrage du 10 avril 1897 et du protocole en date du même jour	282,432 00	17,613 81	264,818 19	282,432 00	17,403	265,028 19	"	"	282,432 00
16 *ter*.	Frais de réception des personnages étrangers et d'ambassades extraordinaires auprès de divers souverains	180,000 00	83,217 40	96,782 60	180,000 00	7,990	172,009 95	"	"	180,000 00
17	Secours	180,000 00	177,269 04	2,730 96	180,000 00	134,687	45,312 21	"	"	180,000 00
18	Dépenses secrètes	1,000,000 00	1,000,000 00	"	1,000,000 00	1,000,000	"	"	"	1,000,000 00
19	Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la Résidence de l'ambassade ottomane	63,500 00	61,529 68	1,970 32	63,500 00	48,254	15,245 32	"	"	63,500 00
20	Allocation à la famille d'Abd-el-Kader	60,000 00	53,989 88	6,010 12	60,000 00	52,109	7,890 12	"	"	60,000 00
21	Construction et grosses réparations d'hôtels à l'étranger.	150,000 00	30,458 25	119,541 75	150,000 00	30,458	119,541 75	"	"	150,000 00
22	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	17,627 27	11,886 43	5,740 84	17,627 27	11,886	5,740 84	"	"	17,627 27
23 *bis*.	Assistance à des indigents victimes de la guerre et de la famine, indemnités aux agents consulaires	100,000 00	60,645 25	39,354 75	100,000 00	56,345	43,654 75	"	"	100,000 00
		16,649,859 27	13,978,919 70	2,670,939 57	16,649,859 27	12,860,914	3,788,945 23	"	"	16,649,859 27
23	Dépenses des exercices clos	838,092 19	838,092 19	"	838,092 19	838,092	"	"	"	838,092 19
	TOTAL	17,487,951 46	14,817,011 89	2,670,939 57	17,487,951 46	13,699,006	3,788,945 23	"	"	17,487,951 46
								"		

OBSERVATIONS.

DATES des lois et décrets.	Chapitres.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif		15,299,800f 00c
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
		CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 30 mars 1898.	22	Dépenses des exercices périmés	15,973 65	
Loi du 22 juillet 1898.	22	*Idem*	1,653 62	
Loi du 13 août 1898.	16 *bis*	Dépenses afférentes à l'exécution de la Convention brésilienne	282,432 00	
Loi du 23 déc. 1898.	2 *bis*	Installation de l'électricité	70,000 00	
	10	Frais de correspondance télégraphique	350,000 00	
	12	Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires	100,000 00	
	13	Frais de voyages et de courriers	250,000 00	
	23 *bis*	Frais de réception de personnages étrangers	180,000 00	
	16 *ter*	Assistance à des indigents victimes de la guerre et de la famine	100,000 00	
		TOTAL	1,350,059 27	1,350,059 27
		Dépenses des exercices clos		838,092 19
		TOTAL GÉNÉRAL		17,487,951 46

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.

1re Section. — SERVICES DE L'INTÉRIEUR.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses présumées.	Dépenses résultant des services faits. — Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Situation des crédits. — Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1898.
1	Traitement du Ministre, traitements et indemnités du personnel de l'administration centrale	1,443,535f 00c	1,442,484f 58c	1,050f 42c	1,443,535f 00c	1,418,081	25,453f 23c	"	"	1,443,535f 00c
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	290,000 00	253,044 97	36,955 03	290,000 00	247,292	42,707 69	"	"	290,000 00
3	Inspections générales administratives	225,000 00	210,133 45	14,866 55	225,000 00	187,981	37,018 12	"	"	225,000 00
4	Secours personnels à divers titres	429,220 00	380,905 00	48,315 00	429,220 00	325,200	104,020 00	"	"	429,220 00
5	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements	5,026,000 00	5,015,096 91	10,903 09	5,026,000 00	4,939,118	86,881 51	"	"	5,026,000 00
6	Frais des élections sénatoriales	320,000 00	273,804 27	46,195 73	320,000 00	273,447	46,552 99	"	"	320,000 00
7	Dépenses fixes du personnel d'administration des *Journaux officiels*	80,000 00	76,658 03	3,341 97	80,000 00	76,658	3,341 97	"	"	80,000 00
8	Dépenses variables du personnel d'exploitation et d'administration des *Journaux officiels*	727,300 00	654,263 00	73,037 00	727,300 00	619,263	108,037 00	"	"	727,300 00
9	Dépenses du matériel des *Journaux officiels*	403,000 00	312,501 20	90,498 80	403,000 00	305,347	97,652 76	"	"	403,000 00
10	Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)	21,523 26	6,008 55	15,514 71	21,523 26	4,534	16,988 86	"	"	21,523 26
11	Subventions aux sociétés de secours mutuels	810,000 00	810,000 00	"	810,000 00	810,000	"	"	"	810,000 00
12	Majoration des pensions de retraites des membres des sociétés de secours mutuels	900,000 00	900,000 00	"	900,000 00	900,000	"	"	"	900,000 00
12 *bis*	Bonification d'intérêts aux sociétés de secours mutuels. (Loi du 1er avril 1898.)	900,000 00	900,000 00	"	900,000 00	900,000	"	"	"	900,000 00
13	Personnel des bureaux des préfectures	3,808,600 00	3,782,492 06	26,107 94	3,808,600 00	3,749,792	58,807 92	"	"	3,808,600 00
14	Personnel des bureaux des sous-préfectures	1,073,000 00	1,065,628 30	7,371 70	1,073,000 00	1,035,689	37,310 02	"	"	1,073,000 00
15	Frais matériels d'administration des préfectures	770,900 00	770,369 90	530 10	770,900 00	764,770	6,129 52	"	"	770,900 00
16	Frais matériels d'administration des sous-préfectures	582,900 00	582,369 06	530 94	582,900 00	563,494	19,405 40	"	"	582,900 00
17	Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français	5,000 00	5,000 00	"	5,000 00	4,250	750 00	"	"	5,000 00
18	Matériel des cours d'appel	430,000 00	261,580 29	168,419 71	430,000 00	229,015	200,984 20	"	"	430,000 00
19	Reconstruction de la Cour d'appel de Paris	225,000 00	163,410 68	61,589 32	225,000 00	163,410	61,589 32	"	"	225,000 00
20	Reconstruction du palais de justice de Besançon	38,000 00	"	38,000 00	38,000 00	"	38,000 00	"	"	38,000 00
21	Subvention pour l'organisation et l'entretien des corps de sapeurs-pompiers	10,000 00	7,937 46	2,062 54	10,000 00	7,337	2,662 54	"	"	10,000 00
21 *bis*	Subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie	800,000 00	14,015 00	785,985 00	800,000 00	"	800,000 00	"	"	800,000 00
21 *ter*	Secours aux réservistes	"	"	"	"	"	"	"	"	"
22	Subventions aux Sociétés de tir et de gymnastique	90,000 00	84,633 97	5,366 03	90,000 00	84,483	5,516 03	"	"	90,000 00
23	Délimitation des frontières	5,000 00	1,414 45	3,585 55	5,000 00	1,414	3,585 55	"	"	5,000 00
24	Célébration de la Fête nationale du 14 juillet	130,000 00	103,184 03	26,815 97	130,000 00	95,544	34,455 18	"	"	130,000 00
25	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880.)	70,000 00	23,921 49	46,078 51	70,000 00	23,921	46,078 51	"	"	70,000 00
26	Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871.)	3,695,000 00	3,690,890 84	4,109 16	3,695,000 00	3,689,610	5,389 45	"	"	3,695,000 00
27	Annuités à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887	163,454 42	162,694 31	760 11	163,454 42	162,694	760 11	"	"	163,454 42
27 *bis*	Frais de consultation relative à l'exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887	300 00	300 00	"	300 00	300	"	"	"	300 00
28	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.)	150,000 00	63,321 00	86,679 00	150,000 00	48,321	101,679 00	"	"	150,000 00
29	Subvention aux départements pour l'achèvement des chemins vicinaux	7,400,000 00	4,981,781 25	2,418,218 75	7,400,000 00	4,315,264	3,084,735 11	"	"	7,400,000 00
30	Carte de France au 1/100,000e	86,000 00	80,281 14	5,718 86	86,000 00	77,181	8,818 86	"	"	86,000 00
31	Dépenses du Conseil supérieur de l'Assistance publique	10,000 00	6,954 98	3,045 02	10,000 00	6,654	3,345 02	"	"	10,000 00
	A reporter	31,118,732 68	27,087,080 17	4,031,652 51	31,118,732 68	26,030,076	5,088,655 87	"	"	31,118,732 68

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.	Sommes.
Loi du 13 avril 1898	"	Budget primitif	75,314,545f 00c
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.	
Lois des : 22 juillet 1897	22	Subvention aux sociétés de tir	50,000f 00c
	22 *bis*	Frais de consultation, etc.	300 00
	58 *bis*	Construction d'un hôtel de police à Lyon	451,000 00
	78	Dépenses des exercices périmés	499 50
21 juillet 1897	1	Traitement du ministre, etc.	18,350 00
	2	Matériel de l'administration centrale	10,000 00
	27	Annuité à payer au Crédit foncier	30,139 42
23 décembre 1898	54	Matériel du service sanitaire	44,490 00
	78	Dépenses des exercices périmés	6,435 00
23 décembre 1898	45	Subventions à des institutions de bienfaisance, etc.	10,000 00
	8	Dépenses variables des journaux officiels	108,000 00
	12 *bis*	Bonification d'intérêts aux sociétés de secours mutuels	900,000 00
24 décembre 1898	56	Traitement des commissaires de police	20,000 00
	57	Subvention à la ville de Paris pour la police	33,428 00
		Total	1,682,731 92
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.	
		Crédits reportés de l'exercice 1897.	
Décret du 21 mai 1898	10	Entretien des tombes militaires	2,023 26
		Dépenses des exercices clos	901,746 36
		Total général	77,901,046 54

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.										
	1re SECTION. — SERVICES DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)										
	Report	31,118,732f 68c	27,087,080f 17c	4,031,652f 51c	31,118,732f 68c	26,030,076	5,088,655f 87c	"	"	31,118,732f 68c	(A) Voir note page 491.
32	Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts	335,000 00	335,000 00	"	335,000 00	335,000	"	"	"	335,000 00	
33	Subvention à la maison nationale de Charenton	50,000 00	50,000 00	"	50,000 00	50,000	"	"	"	50,000 00	
34	Subvention aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet	30,000 00	30,000 00	"	30,000 00	30,000	"	"	"	30,000 00	
35	Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles	196,000 00	196,000 00	"	196,000 00	179,674	16,326 00	"	"	196,000 00	
36	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris	226,000 00	226,000 00	"	226,000 00	207,174	18,826 00	"	"	226,000 00	
37	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry	71,000 00	71,000 00	"	71,000 00	65,083	5,916 74	"	"	71,000 00	
38	Subvention à l'institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux	95,000 00	95,000 00	"	95,000 00	87,084	7,916 00	"	"	95,000 00	
39	Remboursement des frais d'assistance occasionnés par des individus sans domicile de secours autres que ceux qui bénéficient de la loi du 15 juillet 1893	150,000 00	69,054 13	80,945 87	150,000 00	60,150	89,849 04	"	"	150,000 00	
40	Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	4,900,000 00	2,532,500 00	2,367,500 00	4,900,000 00	2,532,500	2,367,500 00	"	"	4,900,000 00	
41	Frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	985,000 00	890,444 19	94,555 81	985,000 00	862,697	122,302 63	"	"	985,000 00	
42	Frais de protection des enfants du premier âge	840,000 00	2,465 20	837,534 80	840,000 00	2,465	837,534 80	"	"	840,000 00	
43	Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches	156,000 00	2,000 00	154,000 00	156,000 00	2,000	154,000 00	"	"	156,000 00	
44	Contribution de l'État aux pensions constituées par les départements ou par les communes en faveur des vieillards ou des incurables	590,955 00	178 32	590,776 68	590,955 00	178	590,776 68	"	"	590,955 00	
45	Subvention à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail, et secours d'extrême urgence	210,000 00	72,633 00	137,367 00	210,000 00	68,676	141,323 85	"	"	210,000 00	
46	Assistance médicale gratuite	1,450,000 00	"	1,450,000 00	1,450,000 00	"	1,450,000 00	"	"	1,450,000 00	
47	Académie de médecine et institut Pasteur	106,800 00	101,154 65	5,645 35	106,800 00	100,094	6,705 35	"	"	106,800 00	
48	Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	70,000 00	69,363 88	636 12	70,000 00	67,122	2,877 90	"	"	70,000 00	
49	Matériel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	44,000 00	37,379 27	6,620 73	44,000 00	34,288	9,711 11	"	"	44,000 00	
50	Travaux d'agrandissement et améliorations de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	200,000 00	164,630 13	35,369 87	200,000 00	164,606	35,393 57	"	"	200,000 00	
51	Personnel des établissements thermaux affermés	14,700 00	14,699 96	0 04	14,700 00	13,516	1,183 37	"	"	14,700 00	
52	Matériel des établissements thermaux affermés	8,200 00	6,595 46	1,604 54	8,200 00	4,819	3,380 31	"	"	8,200 00	
53	Personnel du service sanitaire; Comité consultatif d'hygiène publique de France	297,000 00	284,594 54	12,405 46	297,000 00	263,845	33,154 39	"	"	297,000 00	
54	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire	159,490 00	63,569 88	95,920 12	159,490 00	60,914	98,575 40	"	"	159,490 00	
55	Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries, fabriques et dépôts d'eaux minérales	250,000 00	41,610 65	208,389 35	250,000 00	25,172	224,827 62	"	"	250,000 00	
56	Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres	3,275,990 00	2,995,361 89	280,628 11	3,275,990 00	2,841,695	434,294 48	"	"	3,275,990 00	
57	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	10,523,378 00	10,523,378 00	"	10,523,378 00	9,615,787	907,591 00	"	"	10,523,378 00	
58	Frais de police de l'agglomération lyonnaise	1,469,266 00	1,461,003 55	8,262 45	1,469,266 00	1,387,051	82,214 47	"	"	1,469,266 00	
58 *bis*	Construction d'un hôtel de police à Lyon	451,000 00	250,000 00	201,000 00	451,000 00	250,000	201,000 00	"	"	451,000 00	
59	Agents secrets de sûreté générale	1,200,000 00	1,200,000 00	"	1,200,000 00	1,200,000	"	"	"	1,200,000 00	
60	Secours aux étrangers réfugiés	117,600 00	108,638 50	8,961 50	117,600 00	57,495	60,104 30	"	"	117,600 00	
61	Secours aux anciens commissaires de police	216,780 00	168,435 50	48,344 50	216,780 00	158,382	58,397 50	"	"	216,780 00	
62	Dépenses du service de l'émigration	8,000 00	7,328 25	671 75	8,000 00	7,153	846 75	"	"	8,000 00	
	A reporter	59,815,891 68	49,157,099 12	10,658,792 56	59,815,891 68	46,764,706	13,051,185 13	"	"	59,815,891 68	

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.

1re Section. — SERVICES DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses présumées.	Dépenses résultant des services faits. — Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Situation des crédits. — Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1898.	Observations.
	Report	59,815,891f 68c	49,157,099f 12c	10,658,792f 56c	59,815,891f 68c	46,764,70[illegible]	13,051,185f 13c	"	"	59,815,891f 68c	(A) Voir note page 491.
63	Frais de rapatriement	150,000 00	63,888 59	86,111 41	150,000 00	38,74[illegible]	111,251 76	"	"	150,000 00	
64	Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	5,750 00	"	5,750 00	5,750 00	"	5,750 00	"	"	5,750 00	
65	Personnel du service pénitentiaire	4,953,824 00	4,832,910 96	120,913 04	4,953,824 00	4,598,79[illegible]	355,028 90	"	"	4,953,824 00	
66	Entretien des détenus	9,933,000 00	8,410,821 53	1,522,178 47	9,933,000 00	8,038,53[illegible]	1,894,465 41	"	"	9,933,000 00	
67	Substitution de la régie à l'entreprise dans les maisons pénitentiaires	110,000 00	10,764 32	99,235 68	110,000 00	10,64[illegible]	99,359 18	"	"	110,000 00	
68	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires	32,000 00	15,462 47	16,537 53	32,000 00	13,028	18,971 01	"	"	32,000 00	
69	Transport des détenus et des libérés	360,000 00	315,258 31	44,741 69	360,000 00	303,016	56,983 74	"	"	360,000 00	
70	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (services à l'entreprise)	6,000 00	1,816 00	4,184 00	6,000 00	66	5,934 00	"	"	6,000 00	
71	Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise)	37,500 00	18,902 32	18,597 68	37,500 00	16,788	20,711 15	"	"	37,500 00	
72	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier (services en régie)	561,500 00	362 877 37	198,622 63	561,500 00	297,531	263,968 55	"	"	561,500 00	
73	Exploitations agricoles	201,800 00	166,268 36	35,531 64	201,800 00	143,793	58,006 89	"	"	201,800 00	
74	Dépenses accessoires du service pénitentiaire	86,600 00	39,231 76	47,368 24	86,600 00	32,861	53,738 46	"	"	86,600 00	
75	Subventions aux institutions de patronage	140,000 00	84,589 00	55,411 00	140,000 00	82,000	58,000 00	"	"	140,000 00	
76	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire	75,000 00	42,331 97	32,668 03	75,000 00	25,467	49,532 77	"	"	75,000 00	
77	Participation de l'État aux dépenses de construction et d'aménagement des prisons cellulaires dans les conditions déterminées par les lois du 5 juin 1875 et du 4 février 1893	523,500 00	340,579 01	182,920 99	523,500 00	340,579	182,920 99	"	"	523,500 00	
78	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	6,934 50	499 50	6,435 00	6,934 50	499	6,435 00	"	"	6,934 50	
		76,999,300 18	63,863,300 59	13,135,999 59	76,999,300 18	60,707,057	16,292,242 94	"	"	76,999,300 18	
79	Dépenses des exercices clos	901,746 36	901,746 36	"	901,746 36	901,746	"	"	"	901,746 36	
	Total	77,901,046 54	64,765,046 95	13,135,999 59	77,901,046 54	61,608,803	16,292,242 94	"	"	77,901,046 54	

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.

2e SECTION. — SERVICE DES CULTES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
1	Personnel des bureaux des cultes	220,000f 00c	219,626f 67c	370f 00c	219,996f 67c	219,29[illegible]	703f 33c	"	3f 33c	219,996f 67c
2	Matériel des bureaux des cultes	25,000 00	20,619 31	4,380 27	24,999 58	20,32[illegible]	4,669 62	"	0 42	24,999 58
3	Impressions	8,000 00	3,974 22	4,023 37	7,997 59	3,97[illegible]	4,023 37	"	2 41	7,997 59
4	Secours et dépenses diverses	4,000 00	3,855 00	145 00	4,000 00	3,85[illegible]	145 00	"	"	4,000 00
5	Traitements des archevêques et évêques	915,000 00	869,722 19	3,222 22	872,944 41	662,38[illegible]	210,555 55	"	42,055 59	872,944 41
6	Traitements des curés	4,421,500 00	4,413,977 87	1,876 00	4,415,853 87	3,284,18[illegible]	1,131,670 67	"	5,646 13	4,415,853 87
7	Allocations aux vicaires généraux	482,500 00	467,444 24	"	467,444 24	344,41[illegible]	123,029 18	"	15,055 76	467,444 24
8	Allocations aux chanoines	371,900 00	311,493 28	266 67	311,759 95	229,92[illegible]	81,838 37	"	60,140 05	311,759 95
9	Allocations aux desservants et vicaires. — Binage	30,650,000 00	30,393,600 00	16,200 00	30,409,800 00	22,574,6[illegible]	7,835,163 01	"	240,200 00	30,409,800 00
10	Pensions et secours ecclésiastiques	675,000 00	672,853 32	2,004 17	674,857 49	638,75[illegible]	36,099 99	"	142 51	674,857 49
11	Mobilier des archevêchés et évêchés	19,000 00	18,508 11	490 00	18,998 11	9,55[illegible]	9,447 76	"	1 89	18,998 11
12	Loyers et rentes pour évêchés	11,023 00	11,023 00	"	11,023 00	9,54[illegible]	1,480 00	"	"	11,023 00
13	Entretien des édifices diocésains	533,000 00	11,437 61	505,591 80	517,029 41	8,05[illegible]	508,974 58	"	15,970 59	517,029 41
14	Grosses réparations des édifices diocésains	893,391 40	90,999 54	794,775 04	885,774 58	68,88[illegible]	816,891 91	"	7,616 82	885,774 58
15	Crédits spéciaux pour diverses cathédrales	325,000 00	130,617 64	182,292 34	312,909 98	98,4[illegible]	214,463 39	"	12,090 02	312,909 98
16	Inspection et direction des travaux diocésains	86,000 00	70,784 97	12,896 98	83,681 95	54,1[illegible]	29,527 53	"	2,318 05	83,681 95
17	Secours pour églises et presbytères	1,742,000 00	1,740,898 00	1,100 00	1,741,998 00	1,697,72[illegible]	44,270 00	"	2 00	1,741,998 00
18	Personnel des cultes protestants	1,285,600 00	1,284,515 91	103 88	1,284,619 79	958,80[illegible]	325,752 05	"	980 21	1,284,619 79
19	Indemnités et secours aux deux Églises protestantes	188,000 00	101,125 00	86,850 00	187,975 00	93,77[illegible]	94,200 00	"	25 00	187,975 00
20	Dépenses des séminaires protestants	26,500 00	26,500 00	"	26,500 00	19,56[illegible]	6,938 58	"	"	26,500 00
21	Personnel du culte israélite	133,530 00	129,825 00	3,700 00	133,525 00	98,85[illegible]	34,675 00	"	5 00	133,525 00
22	Dépenses du séminaire israélite	22,000 00	22,000 00	"	22,000 00	8,75[illegible]	13,250 00	"	"	22,000 00
23	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	51,000 00	13,135 00	37,865 00	51,000 00	10,2[illegible]	40,765 00	"	"	51,000 00
24	Dépenses des services périmés non frappées de déchéance	6,009 15	47 20	5,961 95	6,009 15	1[illegible]	5,995 55	"	"	6,009 15
		43,094,953 55	41,028,583 08	1,664,114 69	42,692,697 77	31,118,16[illegible]	11,574,529 44	"	402,255 78	42,692,697 77
25	Dépenses des exercices clos	287,849 42	287,849 42	"	287,849 42	287,84[illegible]	"	"	"	287,849 42
	TOTAL	43,382,802 97	41,316,432 50	1,664,114 69	42,980,547 19	31,406,01[illegible]	11,574,529 44	"	402,255 78	42,980,547 19
								402,255f 78c		

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'Intérieur	77,901,046 54	64,765,046 95	13,135,999 59	77,901,046 54	61,608,8[illegible]	16,292,242 94	"	"	77,901,046 54
2e SECTION. — Service des Cultes	43,382,802 97	41,316,432 50	1,664,114 69	42,980,547 19	31,406,01[illegible]	11,574,529 44	"	402,255f 78c	42,980,547f 19
TOTAL GÉNÉRAL	121,283,849 51	106,081,479 45	14,800,114 28	120,881,593 73	93,014,8[illegible]	27,866,772 38	"	402,255 78	120,881,593 73
								402,255f 78c	

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898	"	Budget primitif		53f 00c
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
		CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 30 mars 1898	24	Dépenses des exercices périmés	47f 20c	
Loi du 23 décembre 1898	24	*Idem*	5,961 95	
Loi du 24 décembre 1898	18	Personnel des cultes protestants	5,000 00	
		TOTAL	11,009 15	11,009 15
		Crédits de fonds de concours reportés de l'exercice 1898.		
Décret du 18 juin 1898	14	Grosses réparations des édifices diocésains		18,391 40
		Dépenses des exercices clos		287,849 42
		TOTAL GÉNÉRAL		43,382,802 97

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1re SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTERES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits. (B)	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale et salaire des hommes de peine	2,430,000f 00c	2,424,703f 98c	5,296f 02c	2,430,000f 00c	2,415,43[illegible]	14,568f 16c	"	"	2,430,000f 00c
2	Officiers détachés à l'Administration centrale	1,179,779 00	1,146,000 00	33,779 00	1,179,779 00	1,096,67[illegible]	83,103 84	"	"	1,179,779 00
3	Matériel de l'Administration centrale	261,620 00	252,601 30	9,018 70	261,620 00	194,69[illegible]	66,924 72	"	"	261,620 00
3*bis*	Médaille coloniale	10,500 00	"	10,500 00	10,500 00	"	10,500 00	"	"	10,500 00
4	Frais généraux d'impressions	553,352 00	366,673 00	172,179 00	538,852 00	215,53[illegible]	323,320 50	"	14,500f 00c	538,852 00
5	Service géographique. (Personnel.)	744,200 00	597,151 68	147,048 32	744,200 00	584,38[illegible]	159,819 96	"	"	744,200 00
6	Service géographique. (Matériel.)	229,100 00	211,624 29	17,475 71	229,100 00	152,83[illegible]	76,265 73	"	"	229,100 00
7	État-major de l'armée. — Archives et bibliothèques et musée historique	129,400 00	123,249 85	6,150 15	129,400 00	99,10[illegible]	30,299 57	"	"	129,400 00
8	Télégraphie militaire (Personnel.)	165,250 00	146,865 00	12,085 00	158,950 00	125,51[illegible]	33,437 73	"	6,300 00	158,950 00
9	Télégraphie militaire. (Matériel.)	310,950 00	276,463 42	34,486 58	310,950 00	223,54[illegible]	87,403 79	"	"	310,950 00
10	Service des chemins de fer. (Matériel.)	66,500 00	32,548 07	33,951 93	66,500 00	9,69[illegible]	56,801 05	"	"	66,500 00
11	État-major général et service d'état-major	11,676,327 00	11,209,277 83	433,749 17	11,643,027 00	11,125,66[illegible]	517,358 19	"	33,300 00	11,643,027 00
12	Services divers et états-majors particuliers	14,190,194 00	13,546,420 31	1,057,173 69	14,603,594 00	13,539,22[illegible]	1,064,365 55	413,400f 00c	"	14,603,594 00
13	Écoles militaires. (Personnel.)	9,042,369 00	8,398,762 41	"	8,398,762 41	8,398,76[illegible]	"	"	643,606 59	8,398,762 41
14	Écoles militaires. (Matériel.)	3,164,322 00	2,900,815 95	263,506 05	3,164,322 00	2,441,46[illegible]	722,858 68	"	"	3,164,322 00
15	Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupe.	10,932,147 00	10,486,180 90	291,066 10	10,777,247 00	10,127,65[illegible]	649,596 75	"	154,900 00	10,777,247 00
16	Solde de l'infanterie	112,274,378 00	125,481,378 05	"	125,481,378 05	125,481,37[illegible]	"	13,207,000 05	"	125,481,378 05
17	Solde des troupes d'administration	4,133,169 00	3,567,223 92	"	3,567,223 92	3,567,22[illegible]	"	"	565,945 08	3,567,223 92
18	Solde de la cavalerie	29,851,383 00	29,758,883 00	"	29,758,883 00	29,490,80[illegible]	268,077 97	"	92,500 00	29,758,883 00
19	Solde de l'artillerie	29,656,383 00	29,329,324 03	"	29,329,324 03	29,329,32[illegible]	"	"	327,058 97	29,329,324 03
20	Solde du génie	4,398,267 00	4,498,590 06	"	4,498,590 06	4,498,59[illegible]	"	100,323 06	"	4,498,590 06
21	Solde du train des équipages militaires	3,843,772 00	3,780,775 36	"	3,780,775 36	3,780,77[illegible]	"	"	62,996 64	3,780,775 36
22	Gendarmerie départementale et gendarmerie d'Afrique	35,358,649 00	39,079,433 87	"	39,079,433 87	39,079,43[illegible]	"	3,720,784 87	"	39,079,433 87
23	Garde républicaine	4,705,960 00	4,772,460 00	"	4,772,460 00	4,741,66[illegible]	30,797 64	66,500 00	"	4,772,460 00
24	Vivres. (Personnel.)	226,010 00	165,636 33	60,373 67	226,010 00	164,69[illegible]	61,311 53	"	"	226,010 00
25	Vivres. (Matériel.)	46,442,712 00	40,442,712 00	"	40,442,712 00	37,256,04[illegible]	3,186,664 74	"	6,000,000 00	40,442,712 00
26	Viande, conserves et salaisons	60,575,970 00	55,575,970 00	"	55,575,970 00	55,107,93[illegible]	468,037 05	"	5,000,000 00	55,575,970 00
27	Fourrages	75,174,054 00	67,177,664 67	2,996,389 33	70,174,054 00	62,303,96[illegible]	7,870,086 56	"	5,000,000 00	70,174,054 00
28	Service de santé. (Personnel d'exploitation.)	379,489 00	361,330 12	9,158 88	370,489 00	346,48[illegible]	23,999 64	"	9,000 00	370,489 00
29	Service de santé. (Matériel d'exploitation.)	8,783,631 00	8,315,940 84	427,690 16	8,743,631 00	7,050,31[illegible]	1,693,311 56	"	40,000 00	8,743,631 00
30	Service des convois militaires	3,263,000 00	3,129,497 33	133,502 67	3,263,000 00	2,224,11[illegible]	1,038,881 60	"	"	3,263,000 00
31	Service de l'indemnité de route	11,320,047 00	12,133,026 58	"	12,133,026 58	12,133,02[illegible]	"	812,979 58	"	12,133,026 58
32	Service des indemnités extraordinaires de voyages et de missions extraordinaires	800,900 00	785,191 76	15,708 24	800,900 00	679,28[illegible]	121,612 67	"	"	800,900 00
33	Habillement et campement. (Personnel d'exploitation.)	1,490,590 00	1,354,987 78	135,602 22	1,490,590 00	1,316,59[illegible]	173,998 37	"	"	1,490,590 00
34	Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.)	53,210,911 00	53,127,938 05	82,972 95	53,210,911 00	47,248,97[illegible]	5,961,939 85	"	"	53,210,911 00
35	Lits militaires	11,259,871 00	10,708,832 04	549,638 96	11,258,471 00	9,534,55[illegible]	1,723,914 47	"	1,400 00	11,258,471 00
36	Transports spéciaux	1,170,400 00	771,337 64	399,062 36	1,170,400 00	585,38[illegible]	585,013 48	"	"	1,170,400 00
37	Recrutement	395,910 00	383,950 00	11,960 00	395,910 00	368,48[illegible]	27,427 90	"	"	395,910 00
38	Réserve et armée territoriale	276,300 00	179,643 90	96,656 10	276,300 00	139,26[illegible]	137,031 78	"	"	276,300 00
39	Justice militaire (Frais généraux) et prisons	1,108,770 00	1,057,420 18	31,349 82	1,088,770 00	831,22[illegible]	257,543 69	"	20,000 00	1,088,770 00
40	Ateliers et pénitenciers militaires	132,770 00	112,770 00	"	112,770 00	90,83[illegible]	27,937 57	"	20,000 00	112,770 00
41	Remonte générale	15,984,051 90	15,925,716 28	54,335 62	15,980,051 90	15,353,69[illegible]	626,356 75	"	4,000 00	15,980,051 90
	A reporter	571,303,357 90	564,096,971 78	7,531,866 40	571,628,838 18	543,454,26[illegible]	28,174,569 04	18,320,987 56	17,995,507 28	571,628,838 18

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES DES LOIS et décrets.	CHAPITRES	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
L. du 13 avril 1898	*	Budget primitif		615,554,237f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.		
		1° *Crédits ouverts.*		
Lois des : 30 mars 1898	52	Dépenses des exercices périmés	2,133f 58c	
	64	Réorganisation des établissements militaires en Algérie	30,000 00	
	66	Dérasement des fortifications d'Alger	129,766 34	
20 avril 1898	67	Démantèlement de Valenciennes	10,500 00	
	68	Démantèlement de Douai	44,055 01	
	69	Démantèlement de Cambrai	27,627 82	
	2	Officiers détachés à l'Administration centrale	5,000 00	
	34	Habillement et campement (matériel)	413,415 00	
	44	Établissements de l'artillerie (matériel)	649,800 00	
22 juillet 1898	57	Dépenses des exercices périmés	109,137 50	
	63	Réinstallation des lits militaires à Angoulême	13,226 35	
	65	Acquisition d'un champ de manœuvres à Dieppe	80,000 00	
	71	Déplacement des arsenaux de Grenoble	35,326 75	
	60	Travaux imputables sur la vente d'immeubles	60,000 00	
	64	Réorganisation des établissements militaires en Algérie	310,000 00	
Idem.	66	Dérasement des fortifications d'Alger	625,551 62	
	70	Démantèlement d'Auxonne	49,000 00	
	16	Solde de l'infanterie	1,874,500 00	
	17	Solde des troupes d'administration	34,000 00	
	18	Solde de la cavalerie	312,700 00	
	19	Solde de l'artillerie	460,800 00	
	20	Solde du génie	36,000 00	
	21	Solde du train des équipages	31,000 00	
	25	Vivres. (Matériel.)	2,250,000 00	
23 décembre 1898	27	Fourrages	3,700,000 00	
	30	Service des convois militaires	125,000 00	
	31	Service de l'indemnité de route	1,499,000 00	
	35	Lits militaires	11,000 00	
	36	Transports spéciaux	399,000 00	
	39	Justice militaire	62,000 00	
	45	Établissements de l'artillerie	72,000 00	
	57	Dépenses des exercices périmés	1,640 94	
		TOTAL des crédits ouverts	13,463,180 91	
		2° *Crédits annulés.*		
23 décembre 1898	3 *bis*	Médaille coloniale	40,000f 00c	
	26	Viande, conserves, salaisons	1,000,000 00	
		TOTAL (à déduire)	1,040,000 00	1,040,000 00
		RESTE pour crédits ouverts	12,423,180 91	12,423,180 91
		A reporter		627,977,417 91

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1re SECTION. — SERVICE ORDINAIRE. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits (B).	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
	Report	571,303,357f 90c	564,096,971f 78c	7,531,866f 40c	571,628,838f 18c	543,454,269	28,174,569f 04c	18,320,987f 56c	17,995,507f 28c	571,628,838f 18c
42	Recensement des chevaux et mulets	93,500 00	67,231 05	26,268 95	93,500 00	34,329	59,170 96	"	"	93,500 00
43	Masse du harnachement	4,072,929 00	3,969,337 36	73,591 64	4,042,929 00	3,535,637	507,291 52	"	30,000 00	4,042,929 00
44	Établissements de l'artillerie. (Personnel d'exploitation.)	1,952,500 00	1,783,577 99	50,922 01	1,834,500 00	1,632,302	202,197 57	"	118,000 00	1,834,500 00
45	Établissements de l'artillerie. (Matériel d'exploitation.)	19,395,382 63	19,073,190 52	254,192 11	19,327,382 63	13,515,458	5,811,924 62	"	68,000 00	19,327,382 63
46	Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation.)	964,075 00	954,537 86	9,537 14	964,075 00	881,375	82,699 45	"	"	964,075 00
47	Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.)	2,915,249 00	2,865,249 00	"	2,865,249 00	2,050,256	814,992 52	"	50,000 00	2,865,249 00
48	Établissements du génie. (Personnel)	1,182,333 00	1,145,559 71	36,773 29	1,182,333 00	1,012,854	169,478 54	"	"	1,182,333 00
49	Établissements du génie. (Matériel)	14,399,295 18	13,475,382 55	923,912 63	14,399,295 18	9,495,602	4,903,692 43	"	"	14,399,295 18
50	Chauffage et éclairage	340,400 00	336,746 31	3,653 69	340,400 00	177,023	163,376 41	"	"	340,400 00
51	Invalides de la guerre. (Personnel.)	107,341 00	98,000 00	9,341 00	107,341 00	92,538	14,802 15	"	"	107,341 00
52	Invalides de la guerre. (Matériel.)	219,404 00	216,173 67	3,230 33	219,404 00	164,609	54,794 16	"	"	219,404 00
53	Solde de non-activité, solde et gratifications de réforme.	839,458 00	838,548 66	909 34	839,458 00	749,963	89,494 24	"	"	839,458 00
54	Secours	5,505,500 00	5,487,008 00	18,492 00	5,505,500 00	5,325,345	180,154 14	"	"	5,505,500 00
54 *bis*	Secours aux anciens militaires ayant accompli quatorze années de service antérieurement à la loi du 23 juillet 1881	550,000 00	549,760 00	240 00	550,000 00	447,395	102,605 00	"	"	550,000 00
55	Dépenses secrètes	530,000 00	530,000 00	"	530,000 00	530,000	"	"	"	530,000 00
56	Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve	2,228,700 00	2,445,403 56	"	2,445,403 56	2,445,403	"	216,703 56	"	2,445,403 56
57	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	17,000 87	15,359 93	1,640 94	17,000 87	15,359	1,640 94	"	"	17,000 87
60	Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles	60,000 00	"	60,000 00	60,000 00	"	60,000 00	"	"	60,000 00
63	Réinstallation du service des lits militaires à Angoulême	109,137 50	40,000 00	69,137 50	109,137 50	660	108,476 80	"	"	109,137 50
64	Réorganisation des établissements militaires en Algérie.	340,000 00	308,100 00	31,900 00	340,000 00	177,246	162,753 12	"	"	340,000 00
65	Acquisition d'un nouveau champ de manœuvres à Dieppe	80,000 00	"	80,000 00	80,000 00	"	80,000 00	"	"	80,000 00
66	Dérasement partiel des fortifications d'Alger	755,317 96	715,303 60	40,014 36	755,317 96	463,453	291,864 82	"	"	755,317 96
67	Démantèlement de la place de Valenciennes	10,500 00	5,000 00	5,500 00	10,500 00	"	10,500 00	"	"	10,500 00
68	Démantèlement de la place de Douai	44,055 01	"	44,055 01	44,055 01	"	44,055 01	"	"	44,055 01
69	Démantèlement de la place de Cambrai	27,627 82	27,627 82	"	27,627 82	13,899	13,728 62	"	"	27,627 82
70	Démantèlement de la place d'Auxonne	49,000 00	49,000 00	"	49,000 00	31,610	17,390 00	"	"	49,000 00
71	Déplacement des arsenaux de Grenoble	35,326 75	35,326 75	"	35,326 75	34,685	641 69	"	"	35,326 75
	DÉPENSES REMBOURSABLES.									
61	Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.)	298,983 00	263,091 47	"	263,091 47	263,091	"	"	35,891 53	263,091 47
62	Gendarmerie de Tunisie. (Matériel.)	32,351 00	"	37,751 00	37,751 00	"	37,751 00	5,400 00	"	37,751 00
		628,458,724 62	619,391,487 59	9,312,929 34	628,704,416 93	586,544,372	42,160,044 75	18,543,091 12	18,297,398 81	628,704,416 93
58	Dépenses des exercices clos	4,100,256 56	4,100,256 56	"	4,100,256 56	4,100,256	"	"	"	4,100,256 56
58 *bis.*	Dépenses de l'expédition de Madagascar restant à payer à la clôture du compte spécial institué par la loi du 7 décembre 1894	214,973 84	214,973 84	"	214,973 84	214,973	"	"	"	214,973 84
59	RAPPELS de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1898 et non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	TOTAL de la 1re section	632,773,955 02	623,706,717 99	9,312,929 34	633,019,647 33	590,859,602	42,160,044 75	18,543,091 12	18,297,398 81	633,019,647 33
								245,692f 31c		

OBSERVATIONS.

Suite de la note (A) de la page précédente.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		Report		627,977,417f 91c
		Crédits de fonds de concours.		
Décrets des :		1° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1897.		
20 juin 1898.	45	Établissements de l'artillerie. (Matériel.)	2,729f 23c	
	49	Établissements du génie. (Matériel.)	165,999 32	
		2° CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1898.		
25 mai 1898	49	Établissements du génie. (Matériel.)	116,700 00	
23 nov. 1898.	5	Service géographique. (Personnel.)	64,000 00	
	34	Habillement et campement. (Matériel.)	7,500 00	
	41	Remonte générale	1,381 90	
	45	Établissements de l'artillerie. (Matériel.)	48 40	
	49	Établissements du génie. (Matériel.)	7,880 00	
11 août 1898	14	Écoles militaires. (Matériel.)	2,600 00	
	49	Établissements du génie. (Matériel.)	112,467 86	
		TOTAL des crédits ouverts	481,306 71	481,306 71
		Dépenses d'exercices clos		4,100,256 56
		Dépenses d'exercices clos. (Madagascar.)		214,973 84
		TOTAL GÉNÉRAL (1re section)		632,773,955 02

Suite du BUDGET GÉNÉR

Suite du *Compte provis*

Suite de la 3e Partie. — SERVIC

Suite du MINIST

2e SECTION. — DÉPEN

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENT EFFECTU sur les ordonnan des minist
17	Équipages de siège	500,000f 00c	304,759f 56c	186,940f 44c	491,700f 00c	234,580
18	Armes portatives	5,830,000 00	5,392,632 52	379,767 48	5,772,400 00	4,775,079
19	Munitions	748,650 00	746,650 00	"	746,650 00	598,569
25	Magasins à poudre	50,000 00	34,200 00	15,800 00	50,000 00	33,153
27	Bâtiments militaires	72,423 65	"	72,423 65	72,423 65	"
34	Équipages de campagne	2,302,500 00	2,250,310 12	49,189 88	2,299,500 00	1,608,700
35	Armement des places	425,000 00	394,800 00	27,200 00	422,000 00	311,571
36	Armement des côtes	1,300,000 00	1,299,469 55	530 45	1,300,000 00	1,041,095
37	Munitions	3,300,000 00	3,080,000 00	"	3,080,000 00	2,057,195
38	Expériences. (Artillerie.)	350,000 00	269,260 00	76,740 00	346,000 00	157,889
39	Bâtiments et machines. (Artillerie.)	1,000,446 50	845,444 15	152,002 35	997,446 50	546,796
40	Défenses de Cherbourg	700,000 00	602,654 83	97,345 17	700,000 00	555,677
41	Casernements	1,796,070 03	1,554,910 00	241,160 03	1,796,070 03	1,142,860
42	Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges	2,341,491 61	1,639,379 90	702,111 71	2,341,491 61	706,187
	À reporter	20,716,581 79	18,414,470 63	2,001,211 16	20,415,681 79	13,769,356

DE L'EXERCICE 1898.

des Dépenses. (France.)

RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
DE LA GUERRE.			
EXTRAORDINAIRES.			
257,119f 96	"	8,300f 00c	491,700f 00c
997,320 13	"	57,600 00	5,772,400 00
148,080 73	"	2,000 00	746,650 00
16,846 96	"	"	50,000 00
72,423 65	"	"	72,423 65
690,799 94	"	3,000 00	2,299,500 00
110,428 64	"	3,000 00	422,000 00
258,904 37	"	"	1,300,000 00
1,022,804 25	"	"	3,080,000 00
188,110 86	"	220,000 00	346,000 00
450,649 52	"	4,000 00	997,446 50
144,322 08	"	3,000 00	700,000 00
653,209 51	"	"	1,796,070 03
1,635,304 59	"	"	2,341,491 61
6,646,325 19	"	300,900 00	20,415,681 79

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif		24,433,750f 00c
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.		
Loi du 30 mars 1898.	55	Dépenses des exercices périmés	462f 46c	
Loi du 22 juill. 1898.	46	Télégraphie et aérostation	250,000 00	
	47	Fortifications (frontières et côtes)	1,000,000 00	
	48	Réserve (procès, transports, etc.), génie	850,000 00	
	55	Dépenses des exercices périmés	39,694 38	
	57	Réorganisation des défenses de Bizerte	1,196,000 00	
Loi du 23 déc. 1898.	48	Réserve, etc.	420,000 00	
	55	Dépenses des exercices périmés	9,230 71	
		TOTAL des crédits ouverts	3,765,387 55	3,765,387 55
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.		
		1° *Crédits reportés de l'exercice 1897* :		
Déc. du 20 juin 1898.	27	Bâtiments militaires	72,423f 65c	
	41	Casernements	156,070 03	
	42	Champs de manœuvres	39,991 61	
	57	Amélioration des hospices civils	20,000 00	
		TOTAL	288,485 29	
		2° *Crédits ouverts à l'exercice 1898* :		
Déc. du 23 nov. 1898.	39	Bâtiments et machines	446 50	
	41	Casernements	200,000 00	
	42	Champs de manœuvres	1,500 00	
Déc. du 11 août 1898.	57	Réorganisation des défenses de Bizerte	120,000 00	
			321,946 50	
		TOTAL des crédits de fonds de concours	610,431 79	610,431 79
		Dépenses des exercices clos		805,752 79
		TOTAL GÉNÉRAL (2e section)		29,615,322 13

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTERE DE LA GUERRE.										
	2e Section. — Dépenses extraordinaires. (Suite.)										
	Report	20,716,581f 79c	18,414,470f 63c	2,001,211f 16c	20,415,681f 79c	13,769,356	6,646,325f 19c	"	300,900f 00c	20,415,681f 79c	(A) Voir note page 503.
43	Construction de tourelles cuirassées dans les forts	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
44	Construction de chemins de fer stratégiques	150,000 00	149,652 00	348 00	150,000 00	139,626	10,373 26	"	"	150,000 00	
45	Améliorations aux forts isolés	700,000 00	663,300 00	36,700 00	700,000 00	455,155	244,844 89	"	"	700,000 00	
46	Télégraphie et aérostation militaires	400,000 00	349,828 29	50,171 71	400,000 00	191,864	208,135 40	"	"	400,000 00	
47	Fortifications. (Frontières et côtes.)	2,030,000 00	1,720,142 38	305,857 62	2,026,000 00	1,089,498	936,501 98	"	4,000 00	2,026,000 00	
48	Réserve (Procès, transports, etc.), génie	1,440,000 00	981,194 94	458,805 06	1,440,000 00	957,646	482,353 28	"	"	1,440,000 00	
49	Subsistances	150,000 00	10,452 38	139,547 62	150,000 00	38	149,961 00	"	"	150,000 00	
50	Habillement	242,000 00	117,063 14	124,936 86	242,000 00	33,550	208,449 39	"	"	242,000 00	
51	Service de santé	100,000 00	100,000 00	"	100,000 00	22,175	77,825 00	"	"	100,000 00	
52	Améliorations aux hospices civils des départements	475,600 00	450,541 96	20,058 04	470,600 00	352,634	117,965 89	"	5,000 00	470,600 00	
53	Harnachement	40,000 00	26,239 58	12,760 42	39,000 00	6,974	32,025 70	"	1,000 00	39,000 00	
54	Chemins de fer	1,000,000 00	375,969 48	622,530 52	998,500 00	311,732	686,767 51	"	1,500 00	998,500 00	
55	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	49,387 55	40,156 84	9,230 71	49,387 55	40,156	9,230 71	"	"	49,387 55	
57	Réorganisation des défenses de Bizerte	1,316,000 00	952,402 00	357,598 00	1,310,000 00	686,818	623,181 66	"	6,000 00	1,310,000 00	
		28,809,569 34	24,351,413 62	4,139,755 72	28,491,169 34	18,057,228	10,433,940 86	"	318,400 00	28,491,169 34	
56	Dépenses des exercices clos	805,752 79	805,752 79	"	805,752 79	805,752	"	"	"	805,752 79	
	Total de la 2e Section	29,615,322 13	25,157,166 41	4,139,755 72	29,296,922 13	18,862,980	10,433,940 86	"	318,400 00	29,296,922 13	
								318,400f 00c			
	RÉCAPITULATION.										
	1re Section. — Service ordinaire	632,773,955f 02c	623,706,717f 99c	9,312,929f 34c	633,019,647f 33c	590,859,068	42,160,044f 75c	18,543,091f 12c	18,297,398f 81c	633,019,647f 33c	
	2e Section. — Dépenses extraordinaires	29,615,322 13	25,157,166 41	4,139,755 72	29,296,922 13	18,862,980	10,433,940 86	"	318,400 00	29,296,922 13	
	Total général	662,389,277 15	648,863,884 40	13,452,685 06	662,316,569 46	609,722,583	52,593,985 61	18,543,091 12	18,615,798 81	662,316,569 46	
								72,707f 69c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE LA MARINE.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1898.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,169,100 00	1,165,404 15	3,693 65	1,169,097 80	1,164,8[illegible]	4,235 31	"	2 20	1,169,097 80
2	Officiers et agents en service à Paris	2,110,400 00	2,007,414 16	90,201 07	2 097,615 23	2,004,4[illegible]	93,122 05	"	12,784 77	2,097,615 23
3	Officiers de marine et officiers mécaniciens	10,184,800 00	9,044,643 55	897,810 39	9,942,453 94	8.444,0[illegible]	1,498,434 61	"	242,346 06	9,942,453 94
4	Équipages de la flotte	33,700,400 00	33,654,122 93	1,717,378 68	35,371,501 61	31,044,0[illegible]	4,327,413 18	1,671,101 61	"	35,371,501 61
5	Troupes de la marine	13,545,800 00	11,345,364 27	2,008.502 17	13,353,866 44	11,271,5[illegible]	2,082,299 47	"	191,933 56	13,353,866 44
6	Gendarmerie maritime	769,800 00	750,627 83	2,908 17	753.536 00	749,8[illegible]	3,654 63	"	16,264 00	753,536 00
7	Inspection des services administratifs	254,300 00	236,681 36	13,408 73	250,090 09	235,9[illegible]	14,128 59	"	4,209 91	250,090 09
8	Personnel technique	1,888,948 00	1,726,136 46	115,982 87	1,842.119 33	1,708,7[illegible]	133,398 15	"	46,828 67	1,842,119 33
9	Commissariat de la marine	1,629,610 00	1,471,202 46	155,421 58	1,626,624 04	1,433,6[illegible]	193,023 31	"	2,985 96	1,626,624 04
10	Personnel administratif. (Corps secondaires.)	3,306,000 00	3,077,756 57	213,670 44	3,291,427 01	3,077,5[illegible]	213,862 59	"	14,572 99	3,291,427 01
11	Personnel et agents divers. (Écoles, justice, police, surveillance)	1,732,500 00	1,562,181 56	135,714 04	1,697,895 60	1,554,8[illegible]	143,002 93	"	34,604 40	1,697,895 60
12	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes	2,193,560 00	2,016,142 72	184,019 29	2,200,162 01	1,942,6[illegible]	257,495 76	6,602 01	"	2,200,162 01
13	Surveillance des pêches et de la navigation	713,800 00	580,490 81	121,019 83	701,510 64	571,3[illegible]	130,141 54	"	12,289 36	701,510 64
14	Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	14,139,150 00	13,430,183 32	701,846 12	14,132,029 44	13,402,3[illegible]	729,680 25	"	7,120 56	14,132,029 44
15	Constructions navales. — Salaires pour l'approvisionnement l'entretien et les réparations de la flotte	8,157,975 00	7,727,729 77	416,216 67	8,143,946 44	7,670,1[illegible]	473,842 08	"	14,028 56	8,143,946 44
16	Artillerie. — Salaires. — Constructions neuves. — Réfections. — Transformations	2,960,650 00	2,987,502 11	"	2,987,502 11	2,987,5[illegible]	"	26,852 11	"	2,987,502 11
17	Artillerie. — Salaires. — Entretien et tirs annuels	652,050 00	466,762 28	184,628 02	651,390 30	474,4[illegible]	176,913 09	"	659 70	651,390 30
18	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires	946,675 00	910,686 65	39,138 54	949,825 19	902,3[illegible]	47,463 53	3,150 19	"	949,825 19
19	Vivres. — Salaires	880,900 90	824,250 50	39,584 54	863,835 04	824,2[illegible]	39,624 54	"	17,064 96	863,835 04
20	Service général. — Salaires. — Constructions navales	4,738,550 00	4,683,273 20	20,390 70	4,703,663 90	4,606,0[illegible]	97,625 51	"	34,886 10	4,703,663 90
21	Service général. — Salaires. — Artillerie	999,250 00	960,231 22	28,146 10	988,377 32	949,0[illegible]	39,334 41	"	10,872 68	988,377 32
22	Hôpitaux. — Dépenses diverses de main-d'œuvre	368,400 00	356,034 57	10,631 99	366,666 56	355,7[illegible]	10,937 55	"	1,733 44	366,666 56
23	Matériel de l'Administration centrale	237,000 00	168,980 91	68,018 97	236,999 88	166,8[illegible]	70,168 46	"	0 12	236,999 88
24	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	41,663,600 00	29,082,398 46	9,148,055 63	38,230,454 09	28,218,5[illegible]	10,011,871 40	"	3,433,145 91	38,230,454 09
25	Constructions navales.—Achat de bâtiments neufs à l'industrie	31,120,800 00	13,712,175 20	13,928,572 79	27,640,747 99	13,052,1[illegible]	14,588,572 79	"	3,480,052 01	27,640,747 99
26	Constructions navales. — Achat et construction des bâtiments de servitude	1,212,000 00	1,997,092 67	567,292 44	2,564,385 11	728,7[illegible]	1,836,026 72	1,352,385 11	"	2,564,385 11
27	Constructions navales. — Réparations des navires de la flotte.	9,505,000 00	6,440,204 49	2,074,311 72	8,514,516 21	6,119,1[illegible]	2,395,328 38	"	990,483 79	8,514,516 21
28	Constructions navales. — Modifications et réparations des bâtiments de la flotte par l'industrie	416,000 00	12,203 54	239,510 13	251,713 67	12,1[illegible]	239,530 83	"	164,286 33	251,713 67
29	Approvisionnement de la flotte. — Achats pour l'entretien de la flotte et le service courant	8,528,600 00	5,709,591 91	2,148,731 49	7,858,323 40	4,361,6[illegible]	3,496,656 08	"	670,276 60	7,858,323 40
	A reporter	199,725,618 00	158,107,469 63	35,274,806 76	193,382,276 39	150,034,4[illegible]	43,347,787 74	3,060,091 03	9,403,432 64	193,382,276 39

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.	Sommes.
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif	286,956,946f 00c
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.	
		1° CRÉDITS OUVERTS.	
Lois des : 30 mars 1898	56	Dépenses des exercices périmés	1,561f 51c
	2	Officiers et agents en service à Paris	1,000 00
	3	Officiers de marine et officiers mécaniciens	41,400 00
	4	Équipages de la flotte	992,300 00
	5	Troupes de la marine	35,500 00
	9	Commissariat de la marine	3,000 00
	10	Personnel administratif (corps secondaire)	17,000 00
	12	Personnel médical et hospitalier	2,000 00
22 juillet 1898	15	Constructions navales, etc	415,000 00
	17	Artillerie. Salaires, etc	200,000 00
	20	Service général, Salaires	49,000 00
	26	Constructions navales, etc	212,000 00
	27	Constructions navales, etc	25,000 00
	29	Approvisionnement de la flotte	500,400 00
	34	Travaux hydrauliques et bâtiments civils	2,048,200 00
	38	Habillement	128,400 00
	39	Casernement	100,000 00
	40	Vivres	1,083,800 00
	41	Hôpitaux	10,000 00
	49	Transports de personnel	264,500 00
	50	Transports de matériel	122,400 00
	55	Reconstruction du magasin de Toulon	296,000 20
	56	Dépenses des exercices périmés	1,616 29
2 août 1898	15	Constructions navales, etc	655,000 00
	20	Service général. Salaires, etc	70,000 00
	1	Traitement du Ministre, etc	11,200 00
	5	Troupes de la marine	200,000 00
	17	Artillerie. Salaires, etc	245,800 00
	21	Service général. Salaires, etc	98,700 00
	31	Artillerie. Constructions neuves	4,000,000 00
23 décembre 1898	38	Habillement	77,000 00
	39	Casernement	20,000 00
	40	Vivres	150,000 00
	43	Outillage. Artillerie	100,000 00
	49	Transports de personnel	68,000 00
	56	Dépenses des exercices périmés	8,960 32
		Total des crédits ouverts à reporter	12,254,738 12 — 286,956,946 00

Suite du BUDGET GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
	MINISTÈRE DE LA MARINE.									
	Report	199,725,618f 00c	158,107,469f 63c	35,274,806f 76	193,382,276f 39c	150,034,48[illegible]	43,347,787f 74	3,060,091f 03c	9,403,432f 64c	193,382,276f 39c
30	Service général. — Achats pour l'entretien et le service courant des bâtiments de servitude	1,702,000 00	574,624 96	726,512 69	1,301,137 65	535,0[illegible]	766,090 02	"	400,862 35	1,301,137 65
31	Artillerie. — Constructions neuves. — Réfections. — Transformations. — Armement des troupes	19,992,000 00	16,806,117 02	6,675,320 34	23,481,437 36	16,531,6[illegible]	6,949,835 51	3,489,437 36	"	23,481,437 36
32	Artillerie. Entretien et tirs annuels	710,000 00	521,972 59	153,656 30	675,628 89	498,37[illegible]	177,251 82	"	34,371 11	675,628 89
33	Matériel de torpillerie	3,430,000 00	1,845,359 39	1,581,486 94	3,426,846 33	1,793,17[illegible]	1,633,673 81	"	3,153 67	3,426,846 33
34	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations	7,965,916 00	4,973,100 29	2,131,795 84	7,104,896 13	4,819,11[illegible]	2,285,779 13	"	861,019 87	7,104,896 13
35	Travaux d'approfondissement de la Charente	829,168 00	412,573 27	99,980 71	512,553 98	412,37[illegible]	100,274 33	"	316,614 02	512,553 98
36	Travaux extraordinaires de défense des ports militaires	1,250,000 00	1,023,047 48	225,398 29	1,248,445 77	1,023,03[illegible]	225,410 29	"	1,554 23	1,248,445 77
37	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant	1,423,000 00	1 101,854 59	330,839 54	1,432,694 13	1,037,4[illegible]	395,229 42	9,694 13	"	1,432,694 13
38	Habillement	4,921,900 00	4,268,046 10	354,013 52	4,622,059 62	4,025,53[illegible]	596,522 58	"	299,840 38	4,622,059 62
39	Casernement	847,000 00	598,332 06	181,148 30	779,480 36	544,0[illegible]	235,472 97	"	67,519 64	779,480 36
40	Vivres	22,160,200 00	19,293,725 74	2,863,112 89	22,156,838 63	16,479,61[illegible]	5,677,223 44	"	3,361 37	22,156,838 63
41	Hôpitaux	2,704,500 00	1,775,307 26	880,998 49	2,656,305 75	1,671,0[illegible]	985,213 63	"	48,194 25	2,656,305 75
42	Outillage et service général. — Constructions navales	3,435,000 00	2.446,632 43	879,534 81	3,326,167 24	2,280,63[illegible]	1,045,534 56	"	108,832 76	3,326,167 24
43	Outillage et service général. — Artillerie	1,359,000 00	1,058,017 33	292,263 75	1,350,281 08	1,006,5[illegible]	343,763 57	"	8,718 92	1,350,281 08
44	Outillage et service général. — Torpilles	250,600 00	193,320 74	49,807 26	243,128 00	171,97[illegible]	71,149 58	"	7,472 00	243,128 00
45	Outillage et service général. — Travaux hydrauliques	182,300 00	123,354 76	17,863 72	141,218 48	116,27[illegible]	24,942 55	"	41,081 52	141,218 48
46	Outillage et service général. — Vivres	92,000 00	56,447 58	29,373 56	85,821 14	55,13[illegible]	30,686 19	"	6,178 86	85,821 14
47	Chauffage. — Éclairage. — Fournitures et mobilier d'administration	774,000 00	601,629 90	170,349 50	771,979 40	580,70[illegible]	191,212 45	"	2,020 60	771,979 40
48	Impressions. — Livres et reliures. — Matériel et frais divers du service hydrographique	1,142,900 00	694,536 34	430,251 51	1,124 787 85	597,84[illegible]	526,947 27	"	18,112 15	1,124,787 85
49	Transports de personnel. — Frais de route et de séjour. — Frais de mission	4,129,500 00	3,251,671 94	851,900 52	4,103,572 46	2,986,81[illegible]	1,116,753 59	"	25,927 54	4,103,572 46
50	Transports de matériel. — Affrètements et frais accessoires	2,362,400 00	1,727,428 78	645,816 48	2,373,245 26	1,670,55[illegible]	702,694 17	10,845 26	"	2,373,245 26
51	Gratifications, secours, subventions et dépenses diverses	1,301,500 00	1,141,170 35	265,253 68	1,406,424 03	992,88[illegible]	413,541 02	104,924 03	"	1,406,424 03
52	Pêches et navigation commerciale. (Matériel et frais divers)	212,700 00	152,600 22	43,559 27	196,159 49	134,88[illegible]	61,290 72	"	16,540 51	196,159 49
53	Subvention à la Caisse des invalides de la marine	11,019,388 00	11,019,388 00	"	11,019,388 00	11,019,38[illegible]	"	"	"	11,019,388 00
54	Dépenses secrètes	80,000 00	80,000 00	"	80,000 00	80,00[illegible]	"	"	"	80,000 00
55	Reconstruction du magasin du montage et du magasin des machines à Toulon	300,000 00	157,482 16	99,900 85	257,383 01	124,58[illegible]	132,800 85	"	42,616 99	257,383 01
56	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	16,475 79	2,699 11	13,776 68	16,475 79	2,69[illegible]	13,776 68	"	"	16,475 79
		294,319,065 79	234,007,910 02	55,268,722 20	289,276,632 22	221,225,77[illegible]	68,050,857 89	6,674,991 81	11,717,425 38	289,276,632 22
57	Dépenses des exercices clos	366,495 07	366,495 07	"	366,495 07	366,49[illegible]	"	"	"	366,495 07
57 *bis*	Dépenses de l'expédition de Madagascar restant à payer à la clôture du compte spécial institué par la loi du 7 décembre 1894	327,384 71	327,384 71	"	327,384 71	327,38[illegible]	"	"	"	327,384 71
58	Rappel de dépenses payables sur revues antérieures à 1898.	"	"	"	"		"	"	"	"
	TOTAL	295,012,945 57	234,701,789 80	55,268,722 20	289,970,512 00	221,919,65[illegible]	68,050,857 89	6,674,991 81	11,717,425 38	289,970,512 00
								5,042,433f 57c		

OBSERVATIONS.

Suite de la note A de la page précédente :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		Report	12,254,738f 12c	286,956,946f 00c
	3	Officiers de marine, etc.	4,000 00	
	4	Équipages de la flotte	95,000 00	
	15	Constructions navales	144,500 00	
	16	Artillerie. — Salaires	65,000 00	
	18	Travaux hydrauliques	25,600 00	
	20	Service général. — Salaires	71,500 00	
	22	Hôpitaux. — Dépenses de main-d'œuvre	2,000 00	
Loi du 24 décembre 1898.	29	Approvisionnements de la flotte	28,000 00	
	39	Casernement	80,000 00	
	40	Vivres	15,000 00	
	47	Chauffage, éclairage	31,000 00	
	48	Impressions, etc.	45,000 00	
	51	Gratifications, secours, etc.	35,000 00	
	56	Dépenses des exercices périmés	4,337 67	
Décret du 22 avril 1898.	22	Personnel médical	3,060 00	
		TOTAL des crédits ouverts	12,903,735 79	
		2e Crédits annulés.		
Décret du 25 mai 1898	12	Personnel médical	1,500f	
	18	Impressions	3,500	
	28	Constructions navales	400,000	
Loi du 22 juillet 1898	31	Artillerie. — Constructions navales	200,000	
	14	Constructions navales	425,000	
Loi du 2 août 1898	28	Constructions navales	300,000	
	16	Artillerie — Salaires	346,100	
Loi du 23 décembre 1898.	25	Constructions navales	3,000,000	
	32	Artillerie. — Entretien	1,100,000	
	14	Constructions navales	4,600	
	19	Vivres, salaires	2,000	
	34	Travaux hydrauliques	50,000	
	55	Reconstruction, etc.	31,000	
		TOTAL. (A déduire)	5,863,700	5,863,700 00
		RESTE pour crédits ouverts	7,040,035 79	7,040,035 79
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1897.		
	34	Travaux hydrauliques	85,216f 00c	
Décret du 17 juin 1898	35	Travaux d'approfondissement de la Charente	67,468 00	
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1898.		
Décret du 12 mars 1898	35	Travaux d'approfondissement de la Charente	161,700 00	
Décret du 6 avril 1898	34	Travaux hydrauliques	6,500 00	
Décret du 13 déc. 1898	34	*Idem*	1,200 00	
		TOTAL des crédits de fonds de concours	322,084 00	322,084 00
		Dépenses des exercices clos		366,495 07
		Dépenses des exercices clos. (Madagascar.)		327,384 71
		TOTAL GÉNÉRAL		295,012,945 57

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.									
	1re SECTION. — SERVICES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.									
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	968,560f 00c	965,463f 35c	3,096f 65c	968,560f 00c	953,621f 7[illegible]	14,938f 30c	"	"	968,560f 00
2	Matériel de l'Administration centrale	270,500 00	213,211 23	57,288 77	270,500 00	200,786 9[illegible]	69,713 09	"	"	270,500 00
3	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique	290,500 00	281,014 03	9,485 97	290,500 00	275,847 1[illegible]	14,652 85	"	"	290,500 00
4	Services généraux de l'instruction publique	115,650 00	111,382 10	4.267 90	115,650 00	86,511 8[illegible]	29,138 13	"	"	115,650 00
5	Administration académique. (Personnel.)	1,698,200 00	1,696,622 91	1,577 09	1,698,200 00	1,660,437 8[illegible]	37,762 19	"	"	1,698,200 00
6	Administration académique. (Matériel.)	163,870 00	145,910 98	17,959 02	163,870 00	92.080 2[illegible]	71,789 77	"	"	163,870 00
7	Facultés. (Personnel.)	9,465,178 00	9,446,651 21	18,526 79	9,465,178 00	9,384,772 8[illegible]	80,405 11	"	"	9,465,178 00
8	Facultés. (Matériel.)	2,320,000 00	2,233,364 00	86,636 00	2,320,000 00	2,189,742 3[illegible]	130,257 48	"	"	2,320,000 00
9	Bourses de l'enseignement supérieur	484,000 00	483,999 87	0 13	484,000 00	477,899 8[illegible]	6,100 13	"	"	484,000 00
10	Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes	293,300 00	293,300 00	"	293,300 00	250,413 1[illegible]	42,886 88	"	"	293,300 00
11	École des hautes études	318,000 00	275,211 46	42,788 54	318,000 00	262,697 9[illegible]	55,302 02	"	"	318,000 00
12	École normale supérieure	515,600 00	482,305 43	33,294 57	515,600 00	481,763 7[illegible]	33,836 27	"	"	515,600 00
13	Collège de France	523,000 00	495,600 70	27,399 30	523,000 00	491,270 1[illegible]	31,729 90	"	"	523,000 00
14	École des langues orientales vivantes	159,000 00	140,518 64	18,481 36	159,000 00	134,870 [illegible]	24,129 07	"	"	159,000 00
15	École des chartes	74,950 00	73,528 61	1,421 39	74,950 00	73,528 6[illegible]	1,421 39	"	"	74,950 00
16	École française d'Athènes	108,000 00	66,895 35	41,104 65	108,000 00	66,895 3[illegible]	41,104 65	"	"	108,000 00
17	École française de Rome	72,000 00	65,897 36	6,102 64	72,000 00	65,597 1[illegible]	6,402 59	"	"	72,000 00
18	Muséum d'histoire naturelle. (Personnel.)	398,600 00	398,506 89	93 11	398,600 00	394,690 2[illegible]	3,909 79	"	"	398,600 00
19	Muséum d'histoire naturelle. (Matériel.)	568,900 00	462,528 16	106,371 84	568,900 00	449,202 [illegible]	119,697 04	"	"	568,900 00
20	Observatoire de Paris	253,500 00	217,836 13	35,663 87	253,500 00	211,046 7[illegible]	42,453 22	"	"	253,500 00
21	Bureau central météorologique	182,800 00	161,789 43	21,010 57	182,800 00	160,348 7[illegible]	22,451 28	"	"	182,800 00
22	Observatoire d'astronomie physique de Meudon	71,000 00	53,145 65	17,854 35	71,000 00	51,572 8[illegible]	19,427 20	"	"	71,000 00
23	Observatoires des départements	237,200 00	231,514 30	5,685 70	237,200 00	190,194 9[illegible]	47,005 05	"	"	237,200 00
24	Subvention d'entretien à l'observatoire du Mont-Blanc	12,000 00	12,000 00	"	12,000 00	6,000 0[illegible]	6,000 00	"	"	12,000 00
25	Bureau des longitudes	151,000 00	137,930 83	13,069 17	151,000 00	134,019 3[illegible]	16,980 67	"	"	151,000 00
26	Institut national de France	687,000 00	622,229 57	64,770 43	687,000 00	613,288 1[illegible]	73,711 56	"	"	687,000 00
27	Académie de médecine	75,500 00	63,132 98	12,367 02	75,500 00	50,216 8[illegible]	25,283 12	"	"	75,500 00
28	Bibliothèque nationale. (Personnel.)	436,000 00	434,344 42	1,655 58	436,000 00	434,169 [illegible]	1,830 60	"	"	436,000 00
29	Bibliothèque nationale. (Matériel.)	272,000 00	232,213 57	39,786 43	272,000 00	216,637 5[illegible]	55,362 43	"	"	272,000 00
30	Bibliothèque nationale. (Catalogues.)	80,000 00	55,883 55	24.116 45	80,000 00	52,635 [illegible]	27,364 95	"	"	80,000 00
31	Bibliothèques publiques	217,600 00	184,638 96	32,961 04	217,600 00	176,805 2[illegible]	40,794 80	"	"	217,600 00
32	Catalogue des manuscrits et incunables	20,000 00	8,652 50	11,347 50	20,000 00	7,402 5[illegible]	12,597 50	"	"	20,000 00
33	Archives nationales	212,000 00	198,489 48	13,510 52	212,000 00	196,512 3[illegible]	15,487 61	"	"	212,000 00
34	Services généraux des bibliothèques	39,000 00	36,163 85	2,836 15	39,000 00	35,330 5[illegible]	3,669 48	"	"	39,000 00
35	Sociétés savantes	95,000 00	83,183 01	11,816 99	95,000 00	65,663 0[illegible]	29,336 99	"	"	95,000 00
36	Souscriptions scientifiques et littéraires. — Impressions gratuites d'ouvrages de haute érudition. — Bibliothèques municipales et populaires. — Échanges internationaux	186,000 00	98,108 22	87,891 78	186,000 00	62,651 3[illegible]	123,348 65	"	"	186,000 00
37	Encouragements aux savants et gens de lettres	175,000 00	169,180 00	5,820 00	175,000 00	130,680 0[illegible]	44,320 00	"	"	175,000 00
38	Voyages et missions scientifiques et littéraires	325,500 00	303,270 05	25,189 95	328,460 00	279,270 3[illegible]	49,189 70	2,960f 00c	"	328,460 00
39	Musée ethnographique. — Musée Guimet	72,000 00	65,315 88	6,684 12	72,000 00	65,127 5[illegible]	6,872 47	"	"	72,000 00
40	Institut français d'archéologie orientale au Caire	222,860 00	222,860 00	"	222,860 00	222,860 0[illegible]	"	"	"	222,860 00
	A reporter	22,830.768 00	21,923,794 66	909,933 34	22,833,728 00	21,355,064 0[illegible]	1,478,663 93	2,960 00	"	22,833.728 00

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898.	1	Budget primitif		198,878,079f 00c
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
Lois des :		1° CRÉDITS OUVERTS.		
30 mars 1898	64	Dépenses des exercices périmés	1,183f 26c	
22 juillet 1898	66	Réinstallation de l'Académie de médecine	663,500 00	
	67	Imposition du collège Sainte-Barbe	7,360 01	
	68	Dépenses des exercices périmés	30,000 00	
23 décembre 1898	47	Frais généraux de l'enseignement primaire	104,000 00	
	50	Écoles nationales d'enseignement primaire supérieur	105,000 00	
	51	Enseignement primaire supérieur	43,000 00	
	56	Allocations diverses	140,000 00	
		TOTAL	1,094,143 27	
		2° CRÉDITS ANNULÉS.		
21 juillet 1897	43	Lycées nationaux	50,000f 00c	
	44	Collèges communaux de garçons	50,000 00	
	45	Enseignement secondaire de jeunes filles	14,000 00	
	53	Enseignement primaire élémentaire	140,000 00	
24 décembre 1897	54	Création d'écoles et d'emplois	148,000 00	
		Transport au Ministère du commerce :		
Décret du 12 mai 1898.	51	Enseignement primaire supérieur	13,456 00	
	52	Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur	1,600 00	
	59	Services de l'enseignement primaire	100 00	
	51	Enseignement primaire supérieur	12,025 00	
	52	Bourses nationales	1,800 00	
		TOTAL des crédits annulés. (A déduire)	420,981 00	420,981 00
		RESTE pour crédits ouverts	673 162 27	673,162 27
		A reporter		199,551,241 27

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

1re SECTION. — SERVICES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
	Report	22,830,768f 00c	21,923,794f 66c	909,933f 34c	22,833,728f 00c	21,355,064f [illegible]	1,478,663f 93c	2,960f 00c	"	22,833,728f 00c
41	Publications diverses. — *Journal des Savants*	169,000 00	92,607 73	76,392 27	169,000 00	84,857 [illegible]	84,142 27	"	"	169,000 00
42	Frais généraux de l'instruction secondaire	140,800 00	131,053 42	9,746 58	140,800 00	128,603 [illegible]	12,196 97	"	"	140,800 00
43	Lycées nationaux	11,441,760 00	11,116,833 94	324,926 06	11,441,760 00	10,823,684 [illegible]	618,075 12	"	"	11,441,760 00
44	Collèges communaux de garçons	3,759,184 00	3,646,310 31	112,873 69	3,759,184 00	3,641,720 [illegible]	117,463 78	"	"	3,759,184 00
45	Enseignement secondaire des jeunes filles	2,049,202 00	1,961,532 26	87,669 74	2,049,202 00	1,953,050 [illegible]	96,151 35	"	"	2,049,202 00
46	Bourses nationales, exemptions et dégrèvements dans les lycées et collèges	3,300,000 00	2,261,883 98	1,038,116 02	3,300,000 00	2,210,989 [illegible]	1,089,010 52	"	"	3,300,000 00
47	Services généraux de l'enseignement secondaire	370,900 00	326,155 59	44,744 41	370,900 00	264,091 [illegible]	106,808 15	"	"	370,900 00
48	Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales des écoles maternelles	2,325,275 00	2,320,021 95	5,253 05	2,325,275 00	2,113,523 [illegible]	211,751 33	"	"	2,325,275 00
49	Écoles normales supérieures d'enseignement primaire. — Écoles normales primaires	8,110,000 00	8,013,556 11	96,443 89	8,110,000 00	7,872,724 [illegible]	237,275 21	"	"	8,110,000 00
50	Écoles nationales d'enseignement primaire supérieur et professionnel	394,700 00	224,179 68	170,520 32	394,700 00	128,000 [illegible]	266,700 00	"	"	394,700 00
50 *bis*	Acquisition de l'institution Livet, à Nantes	440,390 00	439,528 70	861 30	440,390 00	435,860 [illegible]	4,520 65	"	"	440,390 00
51	Enseignement primaire supérieur	2,357,051 00	2,348,675 19	16,159 14	2,364,834 33	2,108,378 [illegible]	256,456 06	7,783 33	"	2,364,834 33
52	Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur	773,200 00	738,390 60	34,809 40	773,200 00	551,872 [illegible]	221,327 32	"	"	773,200 00
53	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes	120,560,220 00	120,425,128 33	248,719 15	120,673,847 48	109,682,739 [illegible]	10,991,108 37	113,627 48	"	120,673,847 48
54	Créations d'écoles et d'emplois	452,000 00	256,190 00	195,810 00	452,000 00	168,956 [illegible]	283,043 19	"	"	452,000 00
55	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire, élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes	4,404,219 00	4,404,219 00	"	4,404,219 00	4,404,219 [illegible]	"	"	"	4,404,219 00
56	Allocations diverses	754,800 00	543,707 62	211,092 38	754,800 00	478,283 [illegible]	276,516 66	"	"	754,800 00
57	Enseignement primaire. — Caisse des écoles. — Inspection médicale. — Subventions facultatives	145,000 00	144,072 33	927 67	145,000 00	124,796 [illegible]	20,203 67	"	"	145,000 00
58	Enseignement primaire. — Examens. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires. Annuaire des instituteurs	845,000 00	772,255 09	72,744 91	845,000 00	678,266 [illegible]	166,733 75	"	"	845,000 00
59	Services généraux de l'enseignement primaire. — Secours et allocations	2,032,700 00	1,900,001 21	132,698 79	2,032,700 00	1,678,638 [illegible]	354,061 16	"	"	2,032,700 00
60	Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	5,793,519 00	5,367,480 84	426,038 16	5,793,519 00	3,922,514 [illegible]	1,871,004 43	"	"	5,793,519 00
61	Services des constructions scolaires. (Enseignement primaire.)	3,500,000 00	2,781,350 00	718,650 00	3,500,000 00	2,228,070 [illegible]	1,271,930 00	"	"	3,500,000 00
62	Services des constructions scolaires. (Enseignement secondaire.)	1,806,000 00	1,734,071 96	71,928 04	1,806,000 00	1,589,162 [illegible]	216,837 37	"	"	1,806,000 00
63	Création de deux lycées de jeunes filles	350,000 00	153,797 69	196,202 31	350,000 00	152,571 [illegible]	197,428 54	"	"	350,000 00
64	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,183 26	1,183 26	"	1,183 26	1,183 [illegible]	"	"	"	1,183 26
66	Réinstallation de l'Académie de médecine. — Acquisition d'un immeuble	663,500 00	663,500 00	"	663,500 00	663,500 [illegible]	"	"	"	663,500 00
67	Impositions et charges résultant de l'acquisition du collège Sainte-Barbe	7,460 01	7,460 01	"	7,460 01	7,460 [illegible]	"	"	"	7,460 01
68	Célébration du centenaire de Michelet	30,000 00	19,993 63	10,006 37	30,000 00	3,370 [illegible]	26,629 20	"	"	30,000 00
69	Exposition de 1900	"	"	"	"	"	"	"	"	"
		199,807,831 27	194,718,935 09	5,213,266 99	199,932,202 08	179,456,163 [illegible]	20,476,039 00	124,370 81	"	199,932,202 08
65	Dépenses des exercices clos	263,589 84	263,589 84	"	263,589 84	263,589 [illegible]	"	"	"	263,589 84
	TOTAL le la 1re section	200,071,421 11	194,982,524 93	5,213,266 99	200,195,791 92	179,719,752 [illegible]	20,476,039 00	124,370 81	"	200,195,791 92
								124,370f 81c		

Suite de la note A de la page précédente :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
		Report	199,551,241f 27c
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.	
		Crédits ouverts à l'exercice 1898.	
Décrets des :			
12 février 1898	41	Publications diverses, etc.	6,000f 00c
4 mars 1898	23	Observatoires des départements	1,000 00
21 mai 1898	23	*Idem*	10,000 00
31 mai 1898	23	*Idem*	1,000 00
11 juin 1898	58	Enseignement primaire. — Examens	25,000 00
11 août 1898	48	Enseignement primaire. — Inspecteurs	3,000 00
Idem	10	Facultés, etc.	300 00
11 septembre 1898	25	Observatoires des départements	5,000 00
Idem	23	*Idem*	1,000 00
Idem	10	Facultés, etc.	3,000 00
11 octobre 1898	50 *bis*	Acquisition de l'institution Livet	154,390 00
22 novembre 1898	38	Voyages et missions	50,000 00
Idem	51	Enseignement primaire supérieur	2,525 00
Idem	48	Enseignement primaire. — Inspecteurs	1,125 00
Idem	51	Enseignement primaire supérieur	5,400 00
10 décembre 1898	23	Observatoires	5,000 00
14 décembre 1898	23	*Idem*	1,000 00
30 décembre 1898	51	Enseignement primaire supérieur	1,850 00
	50	*Idem*	"
		TOTAL des crédits ouverts	256,590 00 256,590 00
		DÉPENSES des exercices clos	263,589 84
		TOTAL GÉNÉRAL	200,071,421 11

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

2e SECTION. — SERVICES DES BEAUX-ARTS.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
1	Personnel de l'Administration centrale des beaux-arts	315,000f00c	314,999f99c	"	314,999f99c	314,074f99c	925f00c	"	0f01c	314,999f99c
2	Matériel de l'Administration centrale des beaux-arts	52,000 00	34,604 31	17,395f69c	52,000 00	31,890 63	20,109 37	"	"	52,000 00
3	Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts	113,900 00	113,893 21	"	113,893 21	103,851 54	10,041 67	"	6 79	113,893 21
4	Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des musées	42,000 00	42 000 00	"	42,000 00	33,150 00	8,850 00	"	"	42,000 00
5	Frais divers des inspections et frais de mission	29,000 00	27,341 95	1,563 95	28,905 90	26,097 45	2,808 45	"	94 10	28,905 90
6	Académie de France à Rome. (Personnel.)	12,900 00	12,900 00	"	12,900 00	12,900 00	"	"	"	12,900 00
7	Académie de France à Rome. (Matériel.)	138,300 00	130,000 00	8,300 00	138,300 00	129,000 00	9,300 00	"	"	138,300 00
8	École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Personnel.)	280,760 00	279,271 63	1,485 00	280,756 63	279,271 63	1,485 00	"	3 37	280,756 63
9	École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Matériel.)	125,500 00	83,235 21	42,264 77	125,499 98	74,922 69	50,577 29	"	0 02	125,499 98
10	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Personnel.)	114,575 00	114,408 25	166 00	114,574 25	114,408 25	166 00	"	0 75	114,574 25
11	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Matériel.)	33,625 00	23,368 30	10,256 66	33,624 96	21,229 75	12,395 21	"	0 04	33,624 96
12	Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris	15,000 00	15,000 00	"	15,000 00	15,000 00	"	"	"	15,000 00
13	Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	299,780 00	255,060 43	44,711 94	299,772 37	224,189 55	75,582 82	"	7 63	299,772 37
14	Écoles départementales et municipales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel	181,450 00	131,275 85	50,170 50	181,446 35	130,764 35	50,682 00	"	3 65	181,446 35
15	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Personnel.)	193,200 00	187,366 66	5,750 00	193,116 66	187,280 00	5,836 66	"	83 34	193,116 66
16	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Matériel.)	63,500 00	38,860 15	24,586 66	63,446 81	38,364 05	25,082 76	"	53 19	63,446 81
17	Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements	197,500 00	179,413 64	18,075 00	197,488 64	153,998 64	43,490 00	"	11 36	197,488 64
18	Théâtres nationaux	1,471,000 00	1,469,466 69	1,532 10	1,470,998 79	1,281,133 19	189,865 60	"	1 21	1,470,998 79
19	Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements	60,000 00	47,770 00	12,230 00	60,000 00	43,670 00	16,330 00	"	"	60,000 00
20	Palais du Trocadéro	13,000 00	12,097 53	902 05	12,999 58	11,293 76	1,705 82	"	0 42	12,999 58
21	Indemnités et secours. (Théâtres.)	95,000 00	95,000 00	"	95,000 00	76,770 00	18,230 00	"	"	95,000 00
22	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	772,000 00	738,900 59	44,799 24	783,699 83	717,128 27	66,571 56	11,699f83c	"	783,699 83
23	Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Prix national et bourses de voyage	246,000 00	238,850 00	7,150 00	246,000 00	233,550 00	12,450 00	"	"	246,000 00
24	Indemnités et secours. (Beaux-Arts.)	110,000 00	109,006 09	990 00	109,996 09	91,731 09	18,265 00	"	3 91	109,996 09
25	Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	462,450 00	406,657 06	55,783 74	462,440 80	405,337 06	57,103 74	"	9 20	462,440 80
26	Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	122,000 00	96,794 72	25,190 88	121,985 60	82,583 06	39,402 54	"	14 40	121,985 60
27	Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	197,200 00	191,232 89	5,953 00	197,185 89	191,007 89	6,178 00	"	14 11	197,185 89
28	Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.)	28,320 00	25,874 73	2,442 57	28,317 30	25,874 73	2,442 57	"	2 70	28,317 30
29	Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)	103,730 00	99,626 66	4,101 67	103,728 33	99,626 66	4,101 67	"	1 67	103,728 33
30	Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	11,620 00	7,643 98	3,975 42	11,619 40	7,315 73	4,303 67	"	0 60	11,619 40
31	Musées nationaux. (Personnel.)	614,140 00	605,659 55	8,480 30	614,139 85	605,526 21	8,613 64	"	0 15	614,139 85
32	Subventions de l'État aux musées nationaux pour acquisition d'objets ayant une valeur artistique, archéologique ou historique	160,000 00	160,000 00	"	160,000 00	160,000 00	"	"	"	160,000 00
33	Musées nationaux. (Matériel.)	155,735 00	136,572 36	19,162 18	155,734 54	133,354 10	22,380 44	"	0 46	155,734 54
34	Musées départementaux et municipaux	15,000 00	10,510 00	4,481 45	14,991 45	9,510 00	5,481 45	"	8 55	14,991 45
35	Publications et souscriptions aux ouvrages d'art	65,000 00	52,527 32	12,462 24	64,989 56	44,952 32	20,037 24	"	10 44	64,989 56
36	Expositions à Paris et dans les départements	12,500 00	11,928 96	568 40	12,497 36	11,833 11	664 25	"	2 64	12,497 36
37	Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de moulage pour les musées de Cluny et de sculpture comparée	1,103,300 00	851,608 97	231,691 03	1,083,300 00	743,700 63	339,599 37	"	20,000 00	1,083,300 00
38	Musée de Cluny	60,200 00	50,898 81	9,301 19	60,200 00	50,577 03	9,622 97	"	"	60,200 00
39	Musée de sculpture comparée du Trocadéro	49,000 00	34,629 21	14,370 79	49,000 00	33,720 36	15,279 64	"	"	49,000 00
40	Location d'une salle pour l'Opéra-Comique	40,000 00	40,000 00	"	40,000 00	40,000 00	"	"	"	40,000 00
41	Personnel des bâtiments civils	104,000 00	100,303 93	3,696 07	104,000 00	99,935 60	4,064 40	"	"	104,000 00
42	Entretien des bâtiments civils	798,800 00	215,471 73	583,328 27	798,800 00	163,195 58	635,604 42	"	"	798,800 00
	A reporter	9,077,985 00	7,792,031 36	1,277,318 76	9,069,350 12	7,253,719 90	1,815,630 22	11,699 83	20,334 71	9,069,350 12

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du : 13 avril 1898	"	Budget primitif		15,481,385f00c
		Crédits ouverts par des lois :		
Lois des : 20 avril 1898	48	Service des eaux de Versailles et de Marly	75,536 78	
	67	Réinstallation des services du double du Grand-Livre	140,525 00	
	68	Travaux de défense contre l'incendie à l'Opéra	64,000 00	
	69	Muséum (achèvement des nouvelles galeries)	80,000 00	
22 juillet 1898	37	Conservation des monuments historiques	20,000 00	
	61	Reconstruction de l'Opéra-Comique	1,351,249 06	
	71	Réinstallation de l'académie de médecine	296,500 00	
	74	Restauration des façades du ministère de la marine	50,000 00	
17 novembre 1898	64	Dégagement du musée de Cluny et de la Sorbonne	600,000 00	
25 décembre 1898	77	Souscription du monument à Puvis de Chavannes	10,000 00	
		TOTAL	2,687,810 84	2,687,810 84
		Crédits de fonds de concours :		
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1898.		
Décrets des : 23 mars 1898	45	Entretien des palais nationaux	667 90	
1er avril 1898	13	Écoles nationales des Beaux-Arts, etc.	35,350 00	
3 avril 1897	37	Conservation des monuments historiques	6,000 00	
6 juin 1898	13	Écoles nationales des Beaux-Arts	16,050 00	
29 juillet 1898	48	Service des eaux de Versailles et de Marly	26,972 00	
8 septembre 1898	37	Conservation des monuments historiques	300 00	
Idem	22	Travaux d'art, etc.	3,000 00	
Idem	22	*Idem*	1,000 00	
11 septembre 1898	13	Écoles nationales des Beaux-Arts	31,700 00	
27 octobre 1898	22	Travaux d'art, etc.	3,000 00	
16 octobre 1898	22	*Idem*	9,000 80	
	22	*Idem*	2,000 00	
12 décembre 1898	13	Écoles nationales des Beaux-Arts	26,200 00	
	48	Service des eaux de Versailles et de Marly	28,965 00	
		CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1897.		
1er mai 1898	70	Domaine de Versailles, curage de la pièce d'eau des Suisses	10,000 00	
17 mai 1898	63	Travaux d'agrandissement dans divers haras	115,373 06	
		TOTAL des crédits de fonds de concours	315,577 96	315,577 96
		Dépenses des exercices clos		815,405 50
		TOTAL GÉNÉRAL		19,300,179 30

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										(A) Voir Note, page 515.
	Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.										
	2e Section. — Services des beaux-arts. (Suite.)										
	Report	9,077,985f00c	7,792,031f36c	1,277,318f76c	9,069,350f12c	7,253,719f90c	1,815,630f22c	11,699f83c	20,334f71c	9,069,350f12c	
43	Grosses réparations des bâtiments civils	593,000 00	146,141 46	446,858 54	593,000 00	140,856 27	452,143 73	"	"	593,000 00	
44	Personnel des palais nationaux	130,000 00	126,348 88	3,651 12	130,000 00	123,140 58	6,859 42	"	"	130,000 00	
45	Entretien des palais nationaux	700,667 90	346,014 91	354,652 99	700,667 90	332,355 39	368,312 51	"	"	700,667 90	
46	Grosses réparations des palais nationaux	300,000 00	56,090 11	243,909 89	300,000 00	50,654 30	249,345 70	"	"	300,000 00	
47	Loyer du terrain du palais de l'Industrie	15,000 00	15,000 00	"	15,000 00	"	15,000 00	"	"	15,000 00	
48	Service des eaux de Versailles et de Marly	471,473 78	310,000 57	159,192 21	469,192 78	297,068 67	172,124 11	"	2,281 00	469,192 78	
49	Personnel des régies des palais nationaux	281,000 00	266,244 59	14,743 34	280,987 93	264,401 15	16,586 78	"	12 07	280,987 93	
50	Matériel des régies des palais nationaux	255,000 00	175,469 07	85,852 87	261,321 94	164,675 40	96,646 54	6,321 94	"	261,321 94	
51	Administration du garde-meuble	247,000 00	189,263 92	57,732 14	246,996 06	170,643 07	76,352 99	"	3 94	246,996 06	
52	École des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction	500,000 00	306,752 09	193,247 91	500,000 00	306,741 09	193,258 91	"	"	500,000 00	
53	Conservatoire des arts et métiers. — Continuation des grands travaux	100,000 00	1,800 00	60,625 00	62,425 00	1,800 00	60,625 00	"	37,575 00	62,425 00	
54	Palais de Versailles et de Trianon. — Continuation des travaux de restauration	150,000 00	30,329 61	119,670 39	150,000 00	27,919 61	122,080 39	"	"	150,000 00	
55	Réparation et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles	100,000 00	17,698 76	82,301 24	100,000 00	17,698 76	82,301 24	"	"	100,000 00	
56	Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection	200,000 00	45,032 71	154,967 29	200,000 00	3,387 50	196,612 50	"	"	200,000 00	
57	Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparation	50,000 00	13,139 49	36,860 51	50,000 00	13,117 56	36,882 44	"	"	50,000 00	
58	Reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien-Dubouché	150,000 00	96,393 21	53,606 79	150,000 00	95,593 21	54,406 79	"	"	150,000 00	
59	Arc de triomphe de l'Étoile. — Travaux de restauration	53,000 00	4,924 05	48,075 95	53,000 00	3,233 12	49,766 88	"	"	53,000 00	
60	École vétérinaire de Lyon. — Construction d'un bâtiment pour les services de la médecine opératoire	60,000 00	34,983 81	25,016 19	60,000 00	"	60,000 00	"	"	60,000 00	
60 *bis*	Construction d'un laboratoire d'électricité et des salles d'étude à l'École nationale des mines de Saint-Étienne	25,000 00	30 00	2,589 72	2,619 72	30 00	2,589 72	"	22,380 28	2,619 72	
61	Reconstruction de l'Opéra-Comique	2,089,249 06	598,762 04	1,490,487 02	2,089,249 06	460,523 38	1,628,725 68	"	"	2,089,249 06	
62	Bibliothèque nationale. — Travaux d'agrandissement et d'isolement	400,000 00	5,947 45	84,052 55	90,000 00	5,947 45	84,052 55	"	310,000 00	90,000 00	
63	Travaux d'agrandissement dans divers haras	285,373 06	110,538 91	120,313 73	230,852 64	109,756 03	121,096 61	"	54,520 42	230,852 64	
64	Reconstruction de la Cour des comptes	1,000,000 00	3,707 01	1,366 82	5,073 83	3,037 35	2,036 48	"	994,926 17	5,073 83	
64 *bis*	Dégagement des musées de Cluny et de la Sorbonne	600,000 00	"	600,000 00	600,000 00	"	600,000 00	"	"	600,000 00	
67	Réinstallation des services du double du Grand-Livre	140,525 00	119,872 15	20,652 85	140,525 00	119,791 25	20,733 75		"	140,525 00	
68	Travaux de défense contre l'incendie au théâtre national de l'Opéra	64,000 00	1,008 98	56,915 16	57,924 14	1,008 98	56,915 16	"	6,075 86	57,924 14	
69	Musée d'histoire naturelle. — Achèvement des nouvelles galeries	80,000 00	4,257 00	28,647 11	32,904 11	4,257 00	28,647 11	"	47,095 89	32,904 11	
70	Domaine de Versailles. — Curage de la pièce d'eau des Suisses	10,000 00	9,991 15	8 85	10,000 00	9,917 46	82 54	"	"	10,000 00	
71	Réinstallation de l'Académie de médecine. — Travaux	296,500 00	675 00	"	675 00	675 00	"	"	295,825 00	675 00	
74	Restauration des façades du Ministère de la Marine	50,000 00	"	1,408 67	1,408 67	"	1,408 67	"	48,591 33	1,408 67	
77	Souscription au monument à élever à la mémoire de Puvis de Chavannes	10,000 00	"	10,000 00	10,000 00	"	10,000 00	"	"	10,000 00	
		18,484,773 80	10,828,448 29	5,834,725 61	16,663,173 90	9,981,949 48	6,681,224 42	18,021 77	1,839,621 67	16,663,173 90	
66	Dépenses des exercices clos	815,405 50	815,405 50	"	815,405 50	815,405 50	"	"	"	815,405 50	
	Total	19,300,179 30	11,643,853 79	5,834,725 61	17,478,579 40	10,797,354 98	6,681,224 42	18,021 77	1,839,621 67	17,478,579 40	
								1,821,599 90			

RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

1re Section. — Service de l'instruction publique	200,071,421f11c	194,982,524f03	5,213,266f99c	200,195,791f02c	179,719,752f92	20,476,039f00c	124,370f81c	"	200,195,791f92c
2e Section. — Service des beaux-arts	19,300,179 30	11,643,853 79	5,834,725 61	17,478,579 40	10,797,354 98	6,681,224 42	18,021 77	1,839,621f67c	17,478,579 40
Total	219,371,600 41	206,626,378 72	11,047,992 60	217,674,371 32	190,517,107 90	27,157,263 42	142 392 58	1,839,621 67	217,674,371 32
							1,697,229f 09c		

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

1re SECTION. — SERVICES COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale.	585,000f00c	580,504f75c	4,359f00c	584,863f75c	580,188	4,675f32c	"	136f25c	584,863f75c
2	Personnel du service de l'Administration centrale	72,400 00	67,933 72	4,460 00	72,393 72	66,121	6,271 98	"	6 28	72,393 72
3	Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	88,400 00	69,390 84	18,831 79	88,222 63	65,412	22,809 79	"	177 37	88,222 63
4	Achat de livres. — Abonnements aux revues et journaux	18,000 00	12,275 88	5,693 29	17,969 17	12,158	5,810 84	"	30 83	17,969 17
5	Impressions	33,500 00	25,199 55	8,280 93	33,480 48	22,652	10,827 68	"	19 52	33,480 48
6	Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel	299,150 00	284,500 66	5,625 00	290,125 66	284,466	5,659 45	"	9,024 34	290,125 66
7	Conservatoire national des arts et métiers. — Matériel	180,000 00	146,114 28	33,879 02	179,993 30	131,967	48,025 98	"	6 70	179,993 30
8	Écoles nationales d'arts et métiers. — Personnel	591,029 00	580,315 35	10,551 58	590,866 93	580,315	10,551 58	"	162 07	590,866 93
9	Écoles nationales d'arts et métiers. — Matériel	704,671 00	576,082 65	128,225 62	704,308 27	546,590	157,717 68	"	362 73	704,308 27
10	École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Personnel	128,000 00	126,618 10	1,335 15	127,953 25	125,566	2,387 00	"	46 75	127,953 25
11	École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Matériel	171,400 00	166,339 20	5,056 10	171,395 30	139,606	31,788 94	"	4 70	171,395 30
12	École nationale d'horlogerie de Cluses	74,155 00	68,594 59	7,200 41	75,795 00	63,869	11,925 22	1,640f00c	"	75,795 00
13	Bourses aux élèves des écoles d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement	30,000 00	22,500 00	7,431 25	29,931 25	22,500	7,431 25	"	68 75	29,931 25
14	Bourses à l'École centrale des arts et manufactures	50,000 00	37,200 00	12,800 00	50,000 00	37,200	12,800 00	"	"	50,000 00
15	Écoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel	502,701 00	499,358 54	2,299 53	501,658 07	456,151	45,506 11	"	1,042 93	501,658 07
16	Encouragements à l'enseignement industriel	348,200 00	285,183 39	62,992 91	348,176 30	269,091	79,084 89	"	23 70	348,176 30
17	Encouragements à l'enseignement commercial	190,000 00	137,804 05	52,147 71	189,951 76	129,264	60,687 71	"	48 24	189,951 76
18	Enseignement industriel et commercial. — Inspection, conseils et commissions	45,000 00	40,652 43	4,227 61	44,880 04	35,417	9,462 14	"	119 96	44,880 04
19	Comité consultatif des arts et manufactures	28,500 00	26,265 00	1,695 00	27,960 00	24,060	3,900 00	"	540 00	27,960 00
20	Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers	41,000 00	31,686 45	9,182 66	40,869 11	22,380	18,489 00	"	130 89	40,869 11
21	Conseil supérieur du travail	15,000 00	10,339 23	1,144 96	11,484 19	10,299	1,184 40	"	3,515 81	11,484 19
22	Inspection du travail dans l'industrie	640,000 00	581,293 33	57,844 41	639,137 74	552,847	86,290 21	"	862 26	639,137 74
23	Personnel des poids et mesures	1,082,000 00	1,058,273 80	22,559 32	1,080,833 12	1,017,937	62,895 68	"	1,166 88	1,080,833 12
24	Matériel et dépenses diverses des poids et mesures	96,000 00	87,136 81	8,795 94	95,932 75	73,347	22,584 95	"	67 25	95,932 75
25	Dépenses de la Commission internationale du mètre et du Bureau national des poids et mesures. — Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international des poids et mesures	11,000 00	9,938 75	942 93	10,881 68	9,638	1,242 93	"	118 32	10,881 68
26	Personnel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	19,400 00	18,007 80	1,386 00	19,393 80	17,695	1,698 00	"	6 20	19,393 80
27	Matériel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	6,600 00	5,146 93	1,407 88	6,554 81	4,135	2,419 13	"	45 19	6,554 81
28	Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et du Bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale. — Bibliothèque publique de la propriété industrielle	30,000 00	8,238 90	12,390 75	20,629 65	7,972	12,657 41	"	9,370 35	20,629 65
29	Frais d'impression du recueil des brevets d'invention et du Bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale	153,934 00	15,633 85	38,763 60	54,397 45	15,633	38,763 60	"	99,536 55	54,397 45
30	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Berne, pour la protection de la propriété industrielle.	4,390 00	"	"	"	"	"	"	4,390 00	"
31	Encouragements aux Syndicats professionnels	15,000 00	10,346 20	4,388 95	14,735 15	10,100	4,635 05	"	264 85	14,735 15
32	Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit	140,000 00	35,300 00	77,500 00	112,800 00	34,050	78,750 00	"	27,200 00	112,800 00
	A reporter	6,394,430 00	5,624,175 03	613,399 30	6,237,574 33	5,368,640	868,933 92	1,640 00	158,495 67	6,237,574 33

OBSERVATIONS.

a) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	NUMÉRO DES CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898	"	Budget primitif		33,734,794f00
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
		1re CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 20 avril 1898	52	Exposition internationale de Bruxelles. — Commissariat.	54,839f62c	
	53	Exposition internationale de Bruxelles. — Envoi de délégations	1,914 55	
Loi du 22 juillet 1898	50	Dépenses des exercices périmes	6,000 00	
	36	Rédaction du *Moniteur officiel du commerce*	5,142 92	
	54	Frais accessoires pour l'application de la la loi du 24 avril 1898	12,250 00	
Loi du 23 décembre 1898	19	Comité consultatif des arts et métiers	1,500 00	
	40	Encouragement aux pêches maritimes	1,125,000 00	
	41	Subvention à la marine marchande	3,025,000 00	
	48	Exposition universelle de 1900	5,550,000 00	
		TOTAL des crédits ouverts	9,781,647 09	9,781,647 09
		Crédits reportés du Ministère de l'Instruction publique.		
Décrets des : 12 mai 1898	15	Écoles pratiques de commerce. Personnel	13,556 00	
	16	Encouragements à l'enseignement industriel	1,600 00	
28 déc. 1898	15	Écoles pratiques de commerce. Personnel	12,025 00	
	16	Encouragements à l'enseignement industriel	1,800 00	
		TOTAL des crédits reportés	28,981 00	28,981 00
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1898.		
3 mai 1898	48	Exposition universelle de 1900	8,000,000 00	
6 sept. 1898	12	École de Cluses (matériel)	14,055 00	
		TOTAL des crédits de fonds de concours	8,014,055 00	8,014,055 00
		DÉPENSES des exercices clos		601,500 09
		TOTAL GÉNÉRAL		52,160,977 18

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. (Suite.)										
	1re SECTION. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. (Suite.)										
	Report	6,394,430f00c	5,624,175f03c	613,399f30c	6,237,574f33c	5,368,6[illegible]	868,933f92c	1,640f00	158,495f67	6,237,574f33c	(A) Voir note page 519.
33	Caisse nationale de retraites pour la vieillesse	15,000 00	13,374 58	1,625 42	15,000 00	13,37[illegible]	1,625 42	"	"	15,000 00	
34	Bonifications aux pensions de retraites	1,200,000 00	1,200,000 00	"	1,200,000 00	1,200,00[illegible]	"	"	"	1,200,000 00	
35	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers	36,500 00	32,124 51	1,840 33	33,964 84	31,42[illegible]	2,541 93	"	2,535 16	33,964 84	
36	Direction du Moniteur officiel du commerce et impressions du commerce extérieur	44,642 92	18,790 61	18,953 49	37,744 10	18,47[illegible]	19,265 99	"	6,898 82	37,744 10	
37	Expertise, valeurs de douanes, etc.	41,000 00	28,328 23	11,247 71	39,575 94	27,22[illegible]	12,347 71	"	1,424 06	39,575 94	
38	Encouragements aux manufactures et au commerce. — Subventions, missions commerciales. — Office du commerce	181,000 00	178,711 21	339 13	179,050 34	84,58[illegible]	94,469 21	"	1,949 66	179,050 34	
39	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles, pour la publication des tarifs douaniers et dépenses d'abonnement au Bulletin international des douanes	6,900 00	6,833 00	"	6,833 00	6,83[illegible]	"	"	67 00	6,833 00	
40	Encouragements aux pêches maritimes	5,000,000 00	3,042,524 25	1,691,598 85	4,734,123 10	3,004,58[illegible]	1,729,533 95	"	265,876 90	4,734,123 10	
41	Subvention à la marine marchande	14,600,000 00	11,103,712 53	5,911,284 43	17,014,996 96	10,867,14[illegible]	6,147,855 37	2,414,996 96	"	17,014,996 96	
42	Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande	10,000 00	1,085 37	8,875 70	9,961 07	1,08[illegible]	8,875 70	"	38 93	9,961 07	
43	Primes à la filature de la soie	3,800,000 00	2,296,440 42	2,172,802 92	4,469,243 34	2,277,80[illegible]	2,191,436 20	669,243 34	"	4,469,243 34	
44	Subvention à l'industrie des huiles de schiste	300,000 00	"	300,000 00	300,000 00		300,000 00	"	"	300,000 00	
45	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada	10,000 00	4,442 00	895 00	5,337 00	4,33[illegible]	985 00	"	4,663 00	5,337 00	
46	Office du travail et statistique générale	95,000 00	62,215 70	32,755 53	94,971 23	61,27[illegible]	33,697 08	"	28 77	94,971 23	
47	Recensement quinquennal des professions	150,000 00	134,143 05	15,856 95	150,000 00	133,98[illegible]	16,013 85	"	"	150,000 00	
48	Exposition universelle de 1900	19,550,000 00	10,889,942 15	2,826,175 30	13,716,117 45	10,348,9[illegible]	3,367,127 23	"	5,833,882 55	13,716,117 45	
49	Construction d'une infirmerie et de salle d'isolement à l'école nationale des arts et métiers d'Aix	50,000 00	3,976 06	46,023 94	50,000 00	3,97[illegible]	46,023 94	"	"	50,000 00	
50	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	6,000 00	6,000 00	"	6,000 00	6,00[illegible]	"	"	"	6,000 00	
52	Exposition internationale de Bruxelles : Commissariat général et installation générale de la section française	54,839 62	21,505 10	352 40	21,857 50	21,50[illegible]	352 40	"	32,982 12	21,857 50	
53	Exposition internat. de Bruxelles : Envoi de délégations ouvrières.	1,914 55	542 27	"	542 27	54[illegible]	"	"	1,372 28	542 27	
54	Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 2 avril 1898 sur les primes à la filature de la soie	12,250 00	5,125 10	3,794 82	8,919 92	5,02[illegible]	3,892 47	"	3,330 08	8,919 92	
		51,559,477 09	34,673,991 17	13,657,821 22	48,331,812 39	33,486,8[illegible]	14,844,977 37	3,085,880 30	6,313,545 00	48,331,812 39	
51	Dépenses des exercices clos	601,500 09	601,500 09	"	601,500 09	601,50[illegible]	"	"	"	601,500 09	
	TOTAL de la 1re section	52,160,977 18	35,275,491 26	13,657,821 22	48,933,312 48	34,088,33[illegible]	14,844,977 37	3,085,880 30	6,313,545 00	48,933,312 48	
								3,227,664f 70c			
	2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.										
1	Traitem. du Directeur gén. et personnel de l'Administration centrale	1,901,253f00c	1,870,043f76c	29,104f45c	1,899,148f21c	1,696,97[illegible]	202,170f77c	"	2,104f79c	1,899,148f21c	
2	Matériel de l'Administration centrale	265,000 00	223,814 93	41,037 01	264,851 94	197,42[illegible]	67,424 51	"	148 06	264,851 94	
3	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	2,482 48	1,027 93	1,454 55	2,482 48	1,02[illegible]	1,454 55	"	"	2,482 48	
		2,168,735 48	2,094,886 62	71,596 01	2,166,482 63	1,895,4[illegible]	271,049 83	"	2,252 85	2,166,482 63	
4	Dépenses des exercices clos	406,754 92	406,754 92	"	406,754 92	406,75[illegible]	"	"	"	406,754 92	
	TOTAL de la 2e section	2,575,490 40	2,501,641 54	71,596 01	2,573,237 55	2,302,18[illegible]	271,049 83	"	2,252 85	2,573,237 55	
								2,252f 85c			
	RÉCAPITULATION.										
	1re SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	52,160,977f18c	35,275,491f26c	13,657,821 22	48,933,312f48c	34,088,33[illegible]	14,844,977f37c	3,185,880f30	6,313,545f00	48,933,312f48c	
	2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	2,575,490 40	2,501,641 54	71,596 01	2,573,237 55	2,302,18[illegible]	271,049 83	"	2,252 85	2,573,237 55	
	TOTAL GÉNÉRAL	54,736,467 58	37,777,132 80	13,729,417 23	51,506,550 03	36,390,52[illegible]	15,116,027 20	3,085,880 30	6,315,797 85	51,506,550 03	
								3,229,917f 55c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898.	»	Budget général		2,166,253f00c
		Crédits ouverts par des lois.		
Loi du 30 mars 1898.	3	Dépenses des exercices périmés	570f32c	
Loi du 22 juil. 1898.	3	Dépenses des exercices périmés	457 61	
Loi du 23 déc. 1898.	3	Dépenses des exercices périmés	1,454 55	
		TOTAL	2,482f 48c	2,482 48
		Dépenses des exercices clos		406,754 92
		TOTAL GÉNÉRAL		2,575,490 40

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES COLONIES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
	1° DÉPENSES COMMUNES.									
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	695,000f 00c	685,024f 86c	9,975f 14c	695,000f 00c	683,436	11,563f 35c	"	"	695,000f 00c
2	Matériel de l'Administration centrale	137,000 00	128,817 74	8,182 26	137,000 00	121,856	15,143 40	"	"	137,000 00
3	Frais d'impression, publication de documents et abonnements	113,000 00	57,533 45	55,466 55	113,000 00	48,203	64,796 12	"	"	113,000 00
4	Frais de dépêches télégraphiques	161,000 00	84,152 85	76,847 15	161,000 00	84,152	76,847 15	"	"	161,000 00
5	Service central des marchés	120,000 00	106,693 25	13,306 75	120,000 00	104,502	15,497 38	"	"	120,000 00
6	Service administratif dans les ports de commerce de la métropole	182,100 00	182,072 78	27 22	182,100 00	169,121	12,978 85	"	"	182,100 00
7	Inspection des colonies	311,000 00	295,593 52	15,406 48	311,000 00	209,364	101,635 73	"	"	311,000 00
8	Secours et subventions	44,500 00	36,650 80	7,849 20	44,500 00	28,659	15,840 54	"	"	44,500 00
9	Subventions à diverses compagnies pour les câbles sous-marins	707,500 00	404,934 28	302,565 72	707,500 00	308,919	398,581 93	"	"	707,500 00
	2° DÉPENSES CIVILES.									
10	Personnel des services civils	489,561 00	464,810 73	24,750 27	489,561 00	242,094	247,466 31	"	"	489,561 00
11	Personnel de la justice	1,470,000 00	1,395,960 57	74,039 43	1,470,000 00	684,122	785,877 47	"	"	1,470,000 00
12	Personnel des cultes	602,000 00	584,064 38	17,935 62	602,000 00	229,942	372,057 44	"	"	602,000 00
13	Service des travaux publics	57,000 00	55,296 62	1,703 38	57,000 00	55,096	1,903 38	"	"	57,000 00
14	Matériel des services civils	17,100 00	17,100 00	"	17,100 00	408	16,691 37	"	"	17,100 00
15	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires	325,000 00	192,189 26	132,810 74	325,000 00	121,951	203,048 58	"	"	325,000 00
16	Exposition permanente des colonies et renseignements commerciaux. Service géographique	43,400 00	18,383 60	25,016 40	43,400 00	17,759	25,640 40	"	"	43,400 00
17	Participation à l'Exposition universelle de 1900	40,174 73	16,153 30	"	16,153 30	14,655	1,497 85	"	24,021 43	16,153 30
18	Missions dans les colonies	210,000 00	175,305 43	34,694 57	210,000 00	154,908	55,091 65	"	"	210,000 00
19	Bourses coloniales	28,000 00	26,700 50	1,299 50	28,000 00	26,250	1,749 15	"	"	28,000 00
20	Études coloniales	10,000 00	5,233 00	4,767 00	10,000 00	5,033	4,967 00	"	"	10,000 00
21	Émigration des travailleurs aux colonies	100,000 00	49,364 00	50,636 00	100,000 00	31,837	68,162 60	"	"	100,000 00
22	Quatrième des quatorze annuités à payer à des exploitations agricoles pour la mise en valeur d'établissements français	360,000 00	360,000 00	"	360,000 00	360,000	"	"	"	360,000 00
23	Subvention au budget local du Congo français	2,353,000 00	2,353,000 00	600,000 00	2,953,000 00	1,176,500	1,776,500 00	600,000f 00c	"	2,953,000 00
24	Subvention au budget local de Madagascar	1,800,000 00	"	1,800,000 00	1,800,000 00	1,800,000	"	"	"	1,800,000 00
25	Subvention au service local de certaines colonies	815,307 00	492,307 00	1,063,000 00	1,155,307 00	53,000	1,502,307 00	740,000 00	"	1,555,307 00
26	Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion	2,508,500 00	2,508,500 00	"	2,508,500 00	2,508,500	"	"	"	2,508,500 00
27	Subvention au budget annexe du chemin de fer du Soudan français	768,000 00	1,013,000 00	"	1,013,000 00	1,013,000	"	245,000 00	"	1,013,000 00
28	Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis	1,270,000 00	1,177,876 80	92,123 20	1,270,000 00	1,171,962	98,037 38	"	"	1,270,000 00
	A reporter	15,738,142 73	12,886,718 72	4,412,402 58	17,299,121 30	11,425,239	5,873,882 03	1,585,000 00	24,021 43	17,299,121 30

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi qu'il suit :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898	"	Budget général		91,633,540f 00c
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.		
Loi du 30 mars 1898	49	Dépenses des exercices périmés	6,325 85	
	6	Service administratif dans les ports	19,600 00	
	29	Troupes aux colonies	262,000 00	
	25	Service de santé (matériel)	25,000 00	
	26	Vivres et fourrages	700,000 00	
	37	Frais de voyage par terre et par mer	135,000 00	
	38	Matériel de casernement, etc.	60,000 00	
Loi du 22 juillet 1898	39	Matériel des services militaires	4,000 00	
	40	Défense des colonies	2,166,000 00	
	44	Dépenses militaires à Madagascar	2,440,000 00	
	49	Dépenses des exercices périmés	2,592 85	
	52	Remboursement au budget de la Nouvelle-Calédonie, etc.	453,014 57	
	53	Part contributive de la Métropole, etc.	125,000 00	
	4	Frais de dépêches télégraphiques	50,000 00	
	21	Émigration de travailleurs aux colonies	25,000 00	
Loi du 23 déc. 1898	25	Subvention au service local de certaines colonies	50,000 00	
	38	Matériel de casernement, etc.	35,000 00	
	49	Dépenses des exercices périmés	98 00	
Loi du 24 déc. 1898	13	Service des travaux publics	4,000 00	
		TOTAL des crédits ouverts	6,571,631 27	6,571,631 27
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DÉCRETS.		
		1° Crédits ouverts.		
Décrets des :	3	Frais d'impression, etc.	5,000 00	
		2° Crédits annulés.		
25 mai 1898	29	Troupes aux colonies	908 68	
	43	Dépenses militaires en Annam et au Tonkin	337 80	
	11	Dépenses militaires à Madagascar	1,813 52	
		TOTAL à déduire	3,060 00	3,060 00
		RESTE pour crédits ouverts	1,940 00	1,940 00
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.		
		1° Crédits ouverts à l'exercice 1898.		
16 février 1898	17	Participation à l'Exposition de 1900	5,500 00	
21 juin 1898	"	*Idem*	31,000 00	
		2° Crédits reportés de l'exercice 1897.		
21 juin 1898	17	Participation à l'exposition de 1900	1,674 73	
		TOTAL des crédits de fonds de concours	38,174 73	38,174 73
		Dépenses des exercices clos		10,157,899 15
		TOTAL GÉNÉRAL		108,403,185 15

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* [France.]

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE COLONIES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Report	15,738,142f 73	12,886,718f 72	4,412,402f 58	17,299,121f 30	11,425,2[illegible]	5,873,882 03	1,585,000f	24,021f 43c	17,299,121f 30	(A) Voir note page 523.
	3e DÉPENSES MILITAIRES.										
29	Troupes aux colonies et comité technique	6,060,463 32	5,888,495 39	171,967 93	6,060,463 32	2,821,8[illegible]	3,238,625 35	"	"	6,060,463 32	
30	Gendarmerie nationale	1,630,000 00	1,584,932 22	58,067 78	1,643,000 00	770,3[illegible]	872,608 56	13,000	"	1,643,000 00	
31	Commissariat colonial	871,500 00	807,429 52	64,070 48	871,500 00	477,5[illegible]	393,961 05	"	"	871,500 00	
32	Inscription maritime	60,000 00	59,830 24	169 76	60,000 00	25,7[illegible]	34,202 75	"	"	60,000 00	
33	Comptables coloniaux	346,000 00	324,929 48	21,070 52	346,000 00	163,41[illegible]	182,587 87	"	"	346,000 00	
34	Service de santé. (Personnel.)	1,092,000 00	949,888 34	142,111 66	1,092,000 00	547,1[illegible]	544,533 02	"	"	1,092,000 00	
35	Service de santé. (Matériel.)	1,499,000 00	1,460,617 90	145,382 10	1,606,000 00	843,4[illegible]	762,593 78	107,000	"	1,606,000 00	
36	Vivres et fourrages	4,010,000 00	3,704,461 83	305,538 17	4,010,000 00	2,407,64[illegible]	1,602,350 36	"	"	4,010,000 00	
37	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires	1,535,000 00	1,125,590 48	644,409 52	1,770,000 00	719,68[illegible]	1,050,318 73	235,000	"	1,770,000 00	
38	Matériel de casernement, de campement et de couchage	369,000 00	333,443 01	35,556 99	369,000 00	216,38[illegible]	152,610 26	"	"	369,000 00	
39	Matériel des services militaires	1,448,000 00	1,334,479 84	113,520 16	1,448,000 00	635,62[illegible]	812,370 27	"	"	1,448,000 00	
40	Défense des colonies	3,366,000 00	2,372,867 68	993,132 32	3,366,000 00	1,671,03[illegible]	1,694,968 23	"	"	3,366,000 00	
41	Frais d'occupation du Soudan français	6,180,000 00	5,852,653 41	2,487,346 59	8,340,000 00	5,296,42[illegible]	3,043,574 91	2,160,000	"	8,340,000 00	
42	Route de Konakri au désert	100,000 00	100,000 00	"	100,000 00	95,15[illegible]	4,845 00	"	"	100,000 00	
43	Dépenses des services militaires et maritimes en Annam et au Tonkin	23,249,662 20	22,892,650 61	357,011 59	23,249,662 20	11,134,96[illegible]	12,114,701 44	"	"	23,249,662 20	
44	Dépenses militaires à Madagascar	20,714,186 48	20,121,131 05	5,592,055 43	25,713,186 48	12,288,58[illegible]	13,424,616 49	4,999,000	"	25,713,186 48	
	4e DÉPENSEES PÉNITENTIAIRES.										
45	Administration pénitentiaire. (Personnel.)	2,649,500 00	2,567,655 99	81,844 01	2,649,500 00	1,172,57[illegible]	1,476,929 54	"	"	2,649,500 00	
46	Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.)	4,129,900 00	4,090,728 30	39,171 70	4,129,900 00	2,562,87[illegible]	1,567,025 19	"	"	4,129,900 00	
47	Administration pénitentiaire. (Frais de transport.)	1,170,000 00	802,641 28	367,358 72	1,170,000 00	642,57[illegible]	527,421 86	"	"	1,170,000 00	
48	Administration pénitentiaire. (Matériel.)	1,439,900 00	1,252,272 57	187,627 43	1,439,900 00	608,13[illegible]	831,768 09	"	"	1,439,900 00	
52	Remboursement au budget local de la Nouvelle-Calédonie des frais de transport effectués pour le compte de l'État	453,014 57	453,014 57	"	453,014 57	453,01[illegible]	"	"	"	453,014 57	
53	Part contributive de la métropole dans les dépenses de la mission technique chargée de l'étude des voies de communication entre le Tonkin et la Chine	125,000 00	125,000 00	"	125,000 00	125,00[illegible]	"	"	"	125,000 00	
	5e DÉPENSES DES EXERCICES CLOS ET PÉRIMÉS.										
49	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	9,016 70	8,918 70	98 00	9,016 70	8,18[illegible]	831 20	"	"	9,016 70	
		98,245,286 00	91,100,351 13	16,219,913 44	107,320,264 57	57,112,93[illegible]	50,207,325 98	"	"	107,320,264 57	
50	Dépenses des exercices clos	10,157,899 15	10,157,899 15	"	10,157,899 15	10,157,89[illegible]	"	"	"	10,157,899 15	
51	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1898	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	TOTAL	108,403,185 15	101,258,250 28	16,219,913 44	117,478,163 72	67,270,83[illegible]	50,207,325 98	9,099,000	24,021 43	117,478,163 72	
								9,074,978f 57c			

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale..	780,400f00c	779,977f01c	400f00c	780,377f01c	776,677	3,700f00c	"	22f99c	780,377f01c
2	Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale.....	100,000 00	94,730 32	5,230 34	99,960 66	93,517	6,443 39	"	39 34	99,960 66
3	Impressions, souscriptions aux publications, etc.....	206,818 00	194,586 66	11,448 82	206,035 48	186,745	19,290 28	"	782 52	206,035 48
4	Mérite agricole et médailles agricoles.....	17,000 00	13,033 35	3.958 38	16,991 73	13,033	3.958 38	"	8 27	16,991 73
5	Inspection de l'agriculture.....	85,750 00	83,499 60	"	83,499 60	83,499	"	"	2,250 40	83,499 60
6	Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	1,264,490 00	1,240,215 70	9,716 34	1,249,932 04	1,173,550	76,381 89	"	14,557 96	1,249,932 04
7	Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	667,876 00	639,023 25	25,095 79	664,119 04	526,146	137,972 61	"	3,756 96	664,119 04
8	Subventions à diverses institutions agricoles.....	1,913,915 35	1,723,682 67	184,324 51	1,908,007 18	1,590,314	317,693 14	"	5,908 17	1,908,007 18
9	Encouragements à l'agriculture et au drainage. — Délégués à l'étranger et bourses de voyage. — Dépenses diverses.....	2,042,296 00	2,013,394 33	25,991 89	2,039,386 22	1,893,997	145,388 57	"	2,909 78	2,039,386 22
9 *bis*	Primes à la sériciculture.....	4,500,000 00	4,163,443 96	26,768 89	4,190,212 85	2,013,720	2.176,492 36	"	309,787 15	4,190,212 85
9 *ter*	Primes à la culture du lin et du chanvre.....	2,500,000 00	2,465,481 54	15,498 29	2,480,979 83	41,503	2,439,476 72	"	19,020 17	2,480,979 83
10	Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles de France.....	583,919 00	444,487 04	124,226 90	568,713 94	332,808	235,905 92	"	15,205 06	568,713 94
11	Vérification des beurres et des engrais. (Lois des 14 mars 1887 et 4 février 1888.).....	29,000 00	6,771 15	3,453 85	10,225 00	5,351	4,873 85	"	18,775 00	10,225 00
11 *bis*	Frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine.....	86,000 00	45,500 00	"	45,500 00	"	45.500 00	"	40.500 00	45,500 00
12	Personnel des écoles vétérinaires.....	482,950 00	455,365 07	17,520 36	472,885 43	450,787	22,098 07	"	10,064 57	472,885 43
13	Matériel des écoles vétérinaires.....	494,390 00	422,044 61	72,345 13	494,389 74	404,444	89,945 13	"	0 26	494,389 74
14	Service des hôpitaux et de la clinique dans les écoles vétérinaires.	120,000 00	86,000 00	3,000 00	89,000 00	65,851	23,148 35	"	31,000 00	89,000 00
15	Service des épizooties.....	1,000,000 00	265,201 18	73,141 13	338,342 31	229,017	109,324 61	"	661,657 69	338,342 31
16	Consommations en nature. (Établissements agricoles.).....	75,900 00	"	"	"	"	"	"	75,900 00	"
17	Indemnités pour abatage d'animaux.....	180,000 00	45,797 50	31,938 56	77,736 06	35,014	42,721 56	"	102,263 94	77,736 06
18	Traitements du personnel des haras.....	349,700 00	334,598 64	8,400 00	342,998 64	318,282	24,715 80	"	6,701 36	342,998 64
19	Frais de tournées du personnel des haras.....	145,000 00	137,955 13	7,028 50	144,983 63	124,370	20,613 48	"	16 37	144,983 63
20	Gages des sous-agents des haras.....	1,151,600 00	1,145,572 29	5,673 66	1,151,245 95	1,099,127	52,118 00	"	354 05	1,151,245 95
21	Secours et gratifications de monte. — Médicaments aux hommes...	92,330 00	61,928 85	28,757 13	90,685 98	53,561	37,124 01	"	1,644 02	90,685 98
	A reporter.....	18,869,334 35	16,862,289 85	683,918 47	17,546,208 32	11,511,322	6,034,886 12	"	1,323,126 03	17,546,208 32

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget général.....		29,861,358f06c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.		
		1e Crédits ouverts.		
Loi du 30 mars 1898.	39	Dépenses des exercices périmés.....	522f00c	
	7	Matériel de l'enseignement agricole.....	10,000 00	
Loi du 22 juill. 1898.	8	Subventions à diverses institutions agricoles.....	43,782 02	
	9 *ter.*	Primes à la culture du lin et du chanvre.....	500,000 00	
	11 *bis*	Frais de surveillance des fabriques de margarine..	86,000 00	
Loi du 28 déc. 1898.	30	Personnel de l'hydraulique agricole.....	14,000 00	
		Total des crédits ouverts.....	654,204 02	
		2e Crédits annulés.		
Idem.....	34	Garantie d'intérêts, etc. (à déduire).....	14,000 00	
		Reste pour crédits ouverts.....	640,204 02	640,204 02
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS OUVERTS À L'EXERCICE 1898.		
Décrets des :				
18 mai 1898.....	8	Subventions à diverses institutions.....	6,000f00c	
Idem.....	32	Études et travaux.....	8,000 00	
Idem.....	32	*Idem*.....	800 00	
24 juin 1898.....	33	Subventions pour travaux de l'hydraulique agricole.	5,000 00	
	8	Subventions à diverses institutions.....	2,800 00	
9 août 1898.....	28	Remonte des haras.....	536,612 85	
	37	Dépenses de surveillance, etc.....	11,000 00	
3 octobre 1898.....	29	Encouragements à l'industrie chevaline.....	100,326 10	
11 octobre 1898.....	9	Encouragements à l'agriculture.....	1,200 00	
19 novembre 1898..	28	Remonte des haras.....	901,008 34	
	30	Personnel de l'hydraulique agricole.....	2,000 00	
8 décembre 1898...	32	Études et travaux, etc.....	4,000 00	
	8	Subventions à diverses institutions.....	3,333 33	
28 décembre 1898...	29	Encouragements à l'industrie chevaline.....	654,999 25	
		Total des crédits de fonds de concours...	2,236,179 87	2,236,179 87
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS PROVENANT DU PRÉLÈVEMENT EFFECTUÉ SUR LE PARI MUTUEL.		
		Crédits reportés de l'exercice 1897.		
30 juin 1898.....	28	Remonte des haras.....	168,440f45c	
Idem.....	24	Encouragements à l'industrie chevaline.....	1,027 35	
		Total des crédits de fonds de concours.	169,467 80	169,467 80
		Dépenses des exercices clos.....		240,481 79
		Total général.....		33,147,691 48

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Report	18,869,334f35c	16,862,289f85c	683,918f47c	17,546,208f32c	11,511,32[illegible]	6,034,886f12c	"	1,323,126f03c	17,546,208f32c	(A) Voir note page 527.
22	Habillement des gagistes des haras	133,625 00	127,805 25	2,245 75	130,051 00	118,13[illegible]	11,912 25	"	3,574 00	130,051 00	
23	Bâtiments, constructions, réparations, etc., dépenses diverses des haras	211,750 00	198,431 50	11,899 60	210,331 10	176,92[illegible]	33,405 77	"	1,418 90	210,331 10	
24	Frais de conduite, frais de monte, salaires	302,000 00	265,424 20	30,364 72	295,788 92	231,10[illegible]	64,626 51	"	6,211 08	295,788 92	
25	Ferrure, soins aux chevaux, sellerie, carrosserie, etc.	208,540 00	178,799 25	23,383 39	202,182 64	138,70[illegible]	63,476 35	"	6,357 36	202,182 64	
26	Nourriture des chevaux et juments et de leurs produits	2,041,100 00	1,974,246 53	3,620 70	1,977,867 23	1,791,48[illegible]	186,383 30	"	63,232 77	1,977,867 23	
27	Consommation en nature dans les établissements des haras	35,000 00	"	"	"		"	"	35,000 00	"	
28	Remonte des haras	2,856,061 64	2,374,176 60	454,430 90	2,828,607 50	1,040,87[illegible]	1,787,730 90	"	27,454 14	2,828,607 50	
29	Encouragements à l'industrie chevaline en France	2,304,618 70	1,651,177 71	640,052 25	2,291,229 96	1,515,80[illegible]	775,424 55	"	13,388 74	2,291,229 96	
30	Personnel de l'hydraulique agricole	372,000 00	351,167 18	20,804 45	371,971 63	326,83[illegible]	45,136 85	"	28 37	371,971 63	
31	Police et surveillance de l'aménagement des eaux	260,000 00	257,814 43	1,844 73	259,659 16	178,67[illegible]	80,986 20	"	340 84	259,659 16	
32	Études et travaux exécutés par l'État	1,142,150 00	981,230 86	61,252 62	1,042,483 48	605,53[illegible]	436,946 58	"	99,666 52	1,042,483 48	
33	Subventions pour travaux de l'hydraulique agricole	535,608 00	535,558 69	"	535,558 69	500,50[illegible]	35,048 85	"	49 31	535,558 69	
34	Garantie d'intérêts aux compagnies concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole	1,086,000 00	831,047 30	254,952 70	1,086,000 00	831,04[illegible]	254,952 70	"	"	1,086,000 00	
35	Surveillance de sociétés et établissements divers	17,400 00	17,000 00	"	17,000 00	11,19[illegible]	5,807 50	"	400 00	17,000 00	
36	Assainissement des marais communaux	2,000 00	"	"	"		"	"	2,000 00	"	
37	Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses	29,600 00	29,250 03	327 00	29,577 03	27,15[illegible]	2,427 00	"	22 97	29,577 03	
38	Secours aux agriculteurs pour pertes matérielles et événements malheureux et subventions aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle et la mortalité du bétail	2,500,000 00	1,463,584 85	839,301 10	2,302,885 95	1,145,30[illegible]	1,157,583 75	"	197,114 05	2,302,885 95	
39	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	422 00	422 00	"	422 00	42[illegible]	"	"	"	422 00	
		32,907,209 69	28,099,426 23	3,028,398 38	31,127,824 61	20,151,08[illegible]	10,976,735 18	"	1,779,385 08	31,127,824 61	
40	Dépenses des exercices clos	240,481 79	240,481 79	"	240,481 79	240,48[illegible]	"	"	"	240,481 79	
	TOTAL	33,147,691 48	28,339,908 02	3,028,398 38	31,368,306 40	20,391,57[illegible]	10,976,735 18	"	1,779,385 08	31,368,306 40	
								1,779,385f08c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale.	1,235,000f00c	1,220,678f98c	14,148f97c	1,234,827f95	1,219,88[illegible]	14,943f97c	"	172f05c	1,234,827f95c
2	Frais de voyage et de mission	10,000 00	5,466 49	2,645 75	8,112 24	4,55[illegible]	3,560 75	"	1,887 76	8,112 24
3	Personnel du corps des ponts et chaussées	3,932,000 00	3,871,882 98	"	3,871,882 98	3,770,88[illegible]	101,002 95	"	60,117 02	3,871,882 98
4	Enseignement et école des ponts et chaussées	238,500 00	222,999 77	3,032 12	226,031 89	221,2[illegible]	4,810 73	"	12,468 11	226,031 89
5	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées	272,000 00	256,030 14	"	256,030 14	242,55[illegible]	13,475 01	"	15,969 86	256,030 14
5 *bis*	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées faisant fonctions d'ingénieurs	105,500 00	103,412 15	"	103,412 15	97,93[illegible]	5,478 64	"	2,087 85	103,412 15
6	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées	7,895,000 00	7,741,108 90	136,187 58	7,877,296 48	7,266,71[illegible]	610,578 06	"	17,703 52	7,877,296 48
7	Personnel du corps des mines	707,000 00	692,491 05	"	692,491 05	672,8[illegible]	19,681 50	"	14,508 95	692,491 05
8	Enseignement et école des mines	253,000 00	250,047 78	2,172 19	252,219 97	243,1[illegible]	9,071 14	"	780 03	252,219 97
9	Personnel des contrôleurs des mines	468,000 00	462,928 48	1,805 32	464,733 80	435,91[illegible]	28,814 21	"	3,266 20	464,733 80
10	Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées et des mines	3,750,500 00	3,746,434 63	3,799 33	3,750,233 96	3,654,94[illegible]	95,292 67	"	266 04	3,750,233 96
11	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime	327,680 00	321,471 44	5,639 71	327,111 15	299,67[illegible]	27 431 56	"	568 85	327,111 15
12	Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce	2,290,714 33	2,217,735 90	66,289 01	2,284,024 91	2,032,93[illegible]	251,070 99	"	6,689 42	2,284,024 91
12 *bis*	Indemnités aux inspecteurs et gardes-port du bassin de la Seine, sortis de fonctions	6,000 00	"	"	"	[illegible]	"	"	6,000 00	"
13	Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux	500,120 00	492,215 02	"	492,215 02	440,24[illegible]	51,966 43	"	7,904 98	492,215 02
14	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale	58,340 00	51,970 30	298 02	52,268 32	47,28[illegible]	4,981 67	"	6,071 68	52,268 32
15	Personnel des contrôleurs généraux, inspecteurs principaux et inspecteurs particuliers de l'exploitation commerciale des chemins de fer	249,000 00	247,278 86	"	247,278 86	237,73[illegible]	9,541 72	"	1,721 14	247,278 86
16	Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer	872,000 00	849,613 17	828 07	850,441 24	781,09[illegible]	69,345 36	"	21,558 76	850,441 24
17	Personnel des contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail	282,000 00	271,495 86	1,800 00	273,295 86	260,56[illegible]	12,730 02	"	8,704 14	273,295 86
18	Frais de tournées des contrôleurs comptables et des contrôleurs du travail	55,000 00	52,295 10	"	52,295 10	45,04[illegible]	7,251 10	"	2,704 90	52,295 10
19	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer et canaux concédés et participation de la France au Congrès international des chemins de fer	428,000 00	415,960 84	5,309 42	421,270 26	345,3[illegible]	76,034 09	"	6,729 74	421,270 26
	A reporter	23,935,354 33	23,493,517 84	243,955 49	23,737,473 33	22,320,4[illegible]	1,417,062 57	"	197,881 00	23,737,473 33

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif		77,773,000f00c
		Crédits ouverts par des lois.		
Lois des :				
30 mars 1898	37	Dépenses des exercices périmés	125,001f62c	
22 juillet 1898	32	Navigation intérieure	435,500 00	
	12*bis*	Indemnités aux inspecteurs et gardes-postes	6,000 00	
22 juillet 1898	37	Dépenses des exercices périmés	175,172 03	
23 décembre 1898	37	*Idem*	3,827 17	
		TOTAL des crédits ouverts	745,500 82	745,500 82
		Crédits de fonds de concours.		
Décrets des :		1° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1897.		
7 juin 1898	29	Routes et ponts	250 00	
6 juin 1898	33	Ports maritimes, etc.	73,128 37	
13 juin 1898	31	Navigation intérieure. (Rivières)	118,550 00	
		2° CRÉDITS OUVERTS A L'EXERCICE 1898.		
10 octobre 1898	11	Personnel des officiers et maîtres de port	1,180 00	
Idem	12	Personnel des gardes de navigation	1,743 33	
Idem	12	*Idem*	1,496 00	
Idem	12	*Idem*	2,625 00	
Idem	12	*Idem*	750 00	
Idem	13	Personnel des maîtres et gardiens de phares	120 00	
	14	Personnel des agents de la pêche fluviale	340 00	
	32	Navigation intérieure. (Canaux)	250 00	
Idem	12	Personnel des gardes de navigation	1,100 00	
	32	Navigation intérieure. (Canaux)	759 14	
16 octobre 1898	35	Matériel des mines	1,000 00	
29 octobre 1898	29	Routes et ponts	87,418 63	
	33	Ports maritimes	287,345 90	
13 décembre 1898	31	Navigation intérieure. (Rivières)	104 13	
	32	Navigation intérieure. (Canaux)	55 89	
		TOTAL des fonds de concours	578,214 39	578,214 39
		Dépenses des exercices clos		665,198 35
		TOTAL GÉNÉRAL		79,761,913 56

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)										
	1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES. (Suite.)										
	Report	23,935,354f 33c	23,493,517f 84c	243,955f 49c	23,737,473f 33c	22,320,410	1,417,062f 57c	"	197,881f 00c	23,737,473f 33c	(A) Voir note page 531.
20	Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur	293,000 00	292,408 76	203 50	292,612 26	244,721	47,890 31	"	387 74	292,612 26	
21	Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	215,000 00	185,296 38	"	185,296 38	158,569	26,726 85	"	29,703 62	185,296 38	
22	Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et aux règlements des travaux	67,000 00	49,597 56	11,041 26	60,638 82	45,821	14,817 13	"	6,361 18	60,638 82	
23	Secours	503,500 00	502,865 00	425 00	503,290 00	494,185	9,105 00	"	210 00	503,290 00	
24	Bonification des pensions de retraite des cantonniers de l'État	500,000 00	465,622 61	32,629 99	498,252 60	465,567	32,684 74	"	1,747 40	498,252 60	
25	Médailles aux cantonniers comptant plus de 30 ans de services ou s'étant distingués d'une manière exceptionnelle	3,000 00	2,720 00	278 75	2,998 75	2,720	278 75	"	1 25	2,998 75	
26	Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale, des conseils généraux, des ponts et chaussées et des mines, de comités et concessions, des écoles des ponts et chaussées et des mines et des services annexes de ces écoles	197,200 00	107,367 64	89,755 45	197,123 09	104,067	93,056 06	"	76 91	197,123 09	
27	Matériel et dépenses diverses des Écoles des ponts et chaussées et des mines	167,000 00	119,912 81	47,087 19	167,000 00	96,177	70,822 69	"	"	167,000 00	
27 *bis.*	Reconstruction et réinstallation des laboratoires des ponts et chaussées	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
28	Publications de l'Administration des Travaux publics. — Annales des ponts et chaussées. — Annales des mines. — Documents financiers. — Comptes rendus. — Statistique et publications diverses. — Abonnements. — Achats d'ouvrages et de cartes	200,000 00	58,664 08	128,539 01	187,203 09	49,442	137,761 03	"	12,796 91	187,203 09	
29	Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires	28,587,668 63	28,060,850 71	524,431 07	28,585,281 78	24,050,512	4,534,768 83	"	2,386 85	28,585,281 78	
30	Entretien des chaussées de Paris	3,000,000 00	2,250,000 00	750,000 00	3,000,000 00	2,250,000	750,000 00	"	"	3,000,000 00	
31	Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	6,063,654 13	5,828,110 52	70,476 35	5,898,586 87	4,678,600	1,219,986 58	"	165,067 26	5,898,586 87	
32	Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	6,091,565 03	5,893,147 63	188,132 07	6,081,279 70	4,931,650	1,149,628 97	"	10,285 33	6,081,279 70	
33	Ports maritimes. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	7,110,472 27	6,855,616 63	219,776 72	7,075,393 35	5,851,409	1,223,983 39	"	35,078 92	7,075,393 35	
34	Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.)	1,800,000 00	1,719,565 70	85,378 07	1,804,943 77	1,433,531	371,412 53	4,943 77	"	1,804,943 77	
35	Matériel des mines	33,300 00	11,982 78	19,268 16	31,250 94	11,874	19,376 23	"	2,049 06	31,250 94	
36	Participation de la France dans les dépenses de l'office central des transports internationaux par chemin de fer	25,000 00	"	18,094 90	18,094 90	"	18,094 90	"	6,905 10	18,094 90	
37	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	304,000 82	300,173 65	3,827 17	304,000 82	299,776	4,224 10	"	"	304,000 82	
		79,096,715 21	76,197,420 30	2,433,300 15	78,630,720 45	67,489,039	11,141,680 66	4,943 77	470,938 53	78,630,720 45	
38	Dépenses des exercices clos	665,198 35	665,198 35	"	665,198 35	665,198	"	"	"	665,198 35	
	TOTAL de la 1re section	79,761,913 56	76,862,618 65	2,433,300 15	79,295,918 80	68,154,238	11,141,680 66	4,943 77	470,938 53	79,295,918 80	
								465,994 76			

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)

2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
39	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France	5,171,694f 00c	5,095,441f 04c	"	5,095,441f 04c	4,825,617	269,824f 00c	"	76,252f 96c	5,095,441f 04c
40	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	7,600,000 00	7,403,409 86	196,590 14	7,600,000 00	5,213,330	2,386,669 99	"	"	7,600,000 00
41	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	37,000,000 00	33,920,957 17	3,079,042 83	37,000,000 00	27,300,389	9,699,610 08	"	"	37,000,000 00
42	Annuités à la Compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État. (Art. 5 de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.)	2,000,000 00	2,000,000 00	"	2,000,000 00	2,000,000	"	"	"	2,000,000 00
43	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État, des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives. — Dépenses diverses relatives aux lignes dont la déchéance a été prononcée	650,000 00	644,399 72	"	644,399 72	640,676	3,723 25	"	5,600 28	644,399 72
44	Subventions pour chemins de fer d'intérêt local	25,000 00	19,899 75	"	19,899 75	19,899	"	"	5,100 25	19,899 75
45	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français	24,454,000 00	22,911,741 64	403,022 67		17,276,525	6,038,238 47	"	1,139,235 69	23,314,764 31
46	Garanties d'intérêts aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local	3,270,000 00	2,596,682 94	673,317 06	3,270,000 00	2,596,682	673,317 06	"	"	3,270,000 00
47	Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways	1,100,000 00	777,933 31	322,066 69	1,100,000 00	772,008	327,991 10	"	"	1,100,000 00
48	Garanties d'intérêts aux compagnies des chemins de fer tunisiens	2,200,000 00	1,981 625 07	218,374 93	2,200,000 00	1,981,625	218,374 93	"	"	2,200,000 00
	§ 2. — *Travaux.*									
49	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales	584,024 02	573,206 20	41,318 72	614,524 92	481,865	132,659 56	30,500f 90c	"	614,524 92
50	Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés	423,628 85	411,267 23	9,175 27	420,442 50	349,988	70,454 38	"	3,186 35	420,442 50
51	Routes nationales. — Réparations et travaux neufs	1,739,588 04	1,618,610 59	110,236 87	1,728,847 46	1,191,869	536,978 05	"	10,740 58	1,728,847 46
52	Constructions de routes forestières de la Corse	100,000 00	99,411 00	"	99,411 00	75,281	24,129 84	"	589 00	99,411 00
53	Construction de ponts	675,000 00	508,258 03	130,147 43	638,405 46		350,256 86	"	36,594 54	638,405 46
54	Participation du Ministère des travaux publics à la dépense de la construction du pont Alexandre III	200,000 00	200,000 00	"	200,000 00	288,148 200,000	"	"	"	200,000 00
55	Ponts à péage dépendant des routes nationales. (Loi du 30 juillet 1880.)	1,000 00	"	"	"	"	"	"	1,000 00	"
56	Amélioration des rivières	7,219,217 71	5,505,469 52	178,609 07	5,684,078 59	4,025,515	1,658,563 45	"	1,535,139 12	5,684,078 59
57	Établissement et amélioration de canaux de navigation	8,000,000 00	6,743,166 44	274,801 94	7,017,968 38	4,802,818	2,215,149 99	"	982,031 62	7,017,968 38
58	Travaux de défense contre les inondations	503,800 00	202,558 29	"	202,558 29	135,783	66,776 15	"	301,241 71	202,558 29
	A reporter	102,916,952 62	93,214,037 80	5,636 703 62	98,850,741 42	74,178,024	24,672,717 16	30,500 90	4,096,712 10	98,850,741 42

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898	"	Budget primitif		105,711,494 00
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
		1re CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.		
Lois des :				
22 juillet 1898	47	Lacunes des routes nationales	164,024f 02c	
23 décembre 1898	41	Annuités aux Compagnies de chemins de fer	9,000,000 00	
			9,164,024 02	9,164,024 02
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1897.		
		(A) *Crédits reportés par des lois.*		
20 avril 1898	56	Amélioration des rivières	219,517f 71c	
	59	Amélioration des ports maritimes	69,672 60	
22 juillet 1898	59	Amélioration des ports maritimes	200,000 00	
		(B) *Crédits reportés par des décrets.*		
Décrets des :				
9 juin 1898	51	Routes nationales	3,306f 25c	
9 juin 1898	53	Construction de ponts	45,000 00	
9 juin 1898	59	Amélioration de ports maritimes	590,083 06	
13 juin 1898	50	Rectification des routes nationales	11,328 85	
13 juin 1898	63	Études et travaux	1,000,000 00	
17 juin 1898	56	Amélioration des rivières	820,000 00	
		Total (à reporter)	2,958,908 47	14,875,518 02

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)

2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de L'EXERCICE 1898
	Report	102,916,952f 62c	93,214,037f 80c	5,636,703f 62c	98,850,741f 42c	74,178,02[illegible]	24,672,717f 16c	30,500f 90c	4,096,712f 10c	98,850,741f 42c
59	Amélioration et extension des ports maritimes	14,211,019 75	13,504,747 75	55,447 62	13,560,195 37	11,551,72[illegible]	2,008,469 32	"	650,824 38	13,560,195 37
60	Phares, éclairage électrique et installation de signaux divers	150,000 00	145,321 23	"	145,321 23	139,62[illegible]	5,701 16	"	4,678 77	145,321 23
61	Nivellement général de la France. (Opérations et représentation graphique)	70,766 00	62,010 52	8,464 32	70,474 84	58,54[illegible]	11,928 40	"	291 16	70,474 84
62	Carte géologique détaillée de la France	93,000 00	54,249 82	38,748 15	92,997 97	52,84[illegible]	40,148 01	"	2 03	92,997 97
63	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	21,581,265 68	19,092,925 15	1,322,458 57	20,415,383 72	14,108,66[illegible]	6,306,714 04	"	1,165,881 96	20,415,383 72
64	Réseau de l'État. — Dépenses d'établissement sur les lignes en exploitation et acquisition de matériel roulant	4,600,000 00	4,000,000 00	617,166 73	4,617,166 73	2,547,74[illegible]	2,069,424 59	17,166 73	"	4,617,166 73
	TOTAL de la 2e section	143,623,004 05	130,073,292 27	7,678,989 01	137,752,281 28	102,637,17[illegible]	35,115,102 68	47,667 63	5,918,390 40	137,752,281 28
								5,870,722f 77c		

RÉCAPITULATION.

	1re SECTION. — Dépenses ordinaires	79,761,913f 56c	76,862,618f 65c	2,433,300f 15c	79,295,918f 80c	68,154,29[illegible]	11,141,680f 66c	4,943f 77c	470,938f 53c	79,295,918f 80c
	2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	143,623,004 05	130,073,292 27	7,678,989 01	137,752,281 28	102,637,17[illegible]	35,115,102 68	47,667 63	5,918,390 40	137,752,281 28
	TOTAL	223,384,917 64	206,935,910 92	10,112,289 16	217,048,200 08	170,791,4[illegible]	46,256,783 34	52,611 40	6,389,328 93	217,048,200 08
								6,336,717f 53c		

OBSERVATIONS.

Suite de la note A de la page précédente.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS		SOMMES.
		Report	2,958,908f 47c	114,875,518f 02c
		Crédits de fonds de concours. (Suite.)		
		Crédits ouverts à l'exercice 1898.		
Décrets des :				
12 février 1898	56	Amélioration des rivières	291,200 00	
Idem	63	Études et travaux	300,000 00	
Idem	56	Amélioration des navires	735,500 00	
2 avril 1898	59	*Idem.* des ports maritimes	550,000 00	
15 avril 1898	59	*Idem.* —	300,000 00	
19 mai 1898	63	Études et travaux	1,133,229 36	
23 mai 1898	58	Travaux de défense contre les inondations	3,800 00	
Idem	59	Amélioration des ports maritimes	600,000 00	
10 octobre 1898	50	Rectification des routes nationales	62,300 00	
	56	Amélioration des rivières	1,650,000 00	
	59	Amélioration des ports maritimes	810,000 00	
	61	Nivellement général de la France	466 00	
	63	Études et travaux	1,056,536 32	
16 octobre 1898	53	Construction de ponts	30,000 00	
	59	Amélioration des ports maritimes	2,142,504 78	
13 décembre 1898	51	Routes nationales	136,281 79	
14 décembre 1898	59	Amélioration des ports maritimes	1,248,759 31	
27 décembre 1898	49	Lacunes des routes nationales	20,000 00	
		TOTAL	14,032,486 03	14,032,486 03
		Crédits de fonds de concours (Conventions de 1883.)		
		Crédits reportés de l'exercice 1897.		
Loi du 20 août 1898	63	Études et travaux	2,500,000 00	
22 juillet 1898	63	*Idem*	2,000,000 00	
		Crédits ouverts à l'exercice 1897.		
Décrets des :				
2 avril 1898	63	Études et travaux	500,000 00	
12 mai 1898	63	*Idem*	500,000 00	
6 juin 1898	63	*Idem*	500,000 00	
13 juin 1898	63	*Idem*	3,200,000 00	
9 octobre 1898	63	*Idem*	3,165,000 00	
19 octobre 1898	63	*Idem*	1,175,000 00	
16 décembre 1898	63	*Idem*	1,175,000 00	
		TOTAL	14,715,000 00	14,715,000 00
		TOTAL GÉNÉRAL		143,623,004 05

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
	4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.									
	MINISTÈRE DES FINANCES.									
63	Personnel de l'Administration des contributions directes...	4,102,900f 00c	4,071,682f 67c	"	4,071,682f 67c	3,827,441f	244,240f 80c	"	31,217f 33c	4,071,682f 67c
64	Dépenses diverses de l'Administration des contributions directes	1,606,700 00	1,487,476 55	30,506 69	1,517,983 24	1,386,01	131,970 74	"	88,716 76	1,517,983 24
65	Frais relatifs aux rôles des contributions directes	1,314,200 00	364,899 75	941,236 53	1,306,136 28	281,247	1,024,889 05	"	8,063 72	1,306,136 28
65 *bis*	Frais relatifs à l'application de l'article 1er de la loi du 21 juillet 1897. (Remises sur la contribution foncière des propriétés non bâties.)	900,000 00	619,855 14	231,583 45	851,438 59	616,172	235,266 55	"	48,561 41	851,438 59
66	Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	797,640 00	749,347 39	37,621 34	786,968 73	735,857	51,111 24	"	10,671 27	786,968 73
67	Frais de distribution des avertissements	467,188 00	413,957 85	45,641 70	459,599 55	413,882	45,716 90	"	7,588 45	459,599 55
68	Frais d'arpentage et d'expertise (cadastre primitif)	834,552 86	253,427 31	230,058 08	483,485 39	243,555	239,950 31	"	351,067 47	483,485 39
68 *bis*	Frais de triangulation. (Renouvellemet du cadastre.)	50,000 00	20,000 00	29,956 26	49,956 26	"	49,956 26	"	43 74	49,956 26
69	Frais d'arpentage et d'expertise (renouvellement du cadastre)	20,000 00	10,047 67	3,791 95	13,839 62	10,047	3,791 95	"	6,160 38	13,839 62
70	Mutations cadastrales	600,000 00	583,694 40	324 13	584,018 53	582,932	1,085 81	"	15,981 47	584,018 53
71	Dépenses relatives à l'évaluation du revenu net des propriétés non bâties	1,450,000 00	105 75	"	105 75	105	"	"	1,449,894 25	105 75
72	Part contributive de l'État dans la revision et la conservation du cadastre	20,000 00	6,416 64	13,136 90	19,553 54	6,416	13,136 90	"	446 46	19,553 54
73	Remises proportionnelles des percepteurs, indemnités aux percepteurs surnuméraires et frais divers	11,128,000 00	8,990,986 97	1,831,923 61	10,822,910 58	8,973,202	1,849,708 36	"	305,089 42	10,822,910 58
74	Indemnités et secours aux porteurs de contraintes	450,000 00	385,214 95	49,108 46	434,323 41	342,207	92,116 04	"	15,676 59	434,323 41
75	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France	275,000 00	31,089 77	165,123 71	196,213 48	29,726	166,486 49	"	78,786 52	196,213 48
76	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs	200,000 00	169,850 00	28,100 00	197,950 00	168,650	29,300 00	"	2,050 00	197,950 00
77	Personnel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	15,679,400 00	15,599,664 14	101,557 27	15,701,221 41	15,592,647	108,573 76	21,821f 41c	"	15,701,221 41
78	Personnel de l'atelier général du timbre	256,900 00	220,783 44	29,800 69	250,584 13	220,528	30,055 67	"	6,315 87	250,584 13
79	Matériel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	177,490 00	89,337 40	19,421 40	108,758 80	83,460	25,298 32	"	68,731 20	108,758 80
80	Matériel de l'atelier général du timbre	690,600 00	599,644 34	45,362 29	636,006 63	584,828	51,178 55	"	54,593 37	636,006 63
81	Dépenses diverses de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,815,300 00	1,734,837 84	52,272 90	1,787,110 74	1,704,248	82,862 36	"	28,189 26	1,787,110 74
82	Personnel de l'Administration des douanes	30,440,233 00	30,392,852 74	30,559 17	30,423,411 91	30,289,967	133,444 01	"	16,821 09	30,423,411 91
83	Matériel de l'Administration des douanes	452,580 00	392,620 42	50,414 45	443,034 87	363,810	79,224 08	"	9,545 13	443,034 87
84	Dépenses diverses de l'Administration des douanes	1,360,522 00	1,343,619 69	727 90	1,344,347 59	1,222,609	121,738 21	"	16,174 41	1,344,347 59
85	Personnel de l'Administration des contributions indirectes	32,148,920 00	31,128,096 16	960,848 90	32,088,945 06	31,011,538	1,077,406 09	"	59,974 94	32,088,945 06
86	Matériel de l'Administration des contributions indirectes	407,980 00	379,976 27	32,618 70	412,594 97	369,429	43,165 85	4,614 97	"	412,594 97
87	Frais de loyer et indemnités de l'Administration des contributions indirectes	5,744,500 00	5,629,133 12	32,508 23	5,661,641 35	5,407,051	254,589 78	"	82,858 65	5,661,641 35
87 *bis*	Frais de déménagement et de réinstallation de l'entrepôt spécial des tabacs de la rue Cambon	18,308 07	3,199 87	"	3,199 87	499	2,700 51	"	15,108 20	3,199 87
88	Dépenses diverses de l'Administration des contributions indirectes	563,400 00	555,593 27	*A déd. 151 14*	555,442 13	529,838	25 603 71	"	7,957 87	555,442 13
89	Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports de l'Administration des contributions indirectes	1,205,000 00	1,159,042 75	16,245 23	1,175,287 98	1,149,149	26,138 34	"	29,712 02	1,175,287 98
90	Avances recouvrables par l'Administration des contributions indirectes	613,000 00	520,376 08	90,871 79	611,247 87	397,130	214,117 60	"	1,752 13	611,247 87
	A reporter	115,790,313 93	107,897,830 34	5,101,170 59	112,999,000 93	106,544,176	6,454,824 24	26,436 38	2,817,749 38	112,999,000 93

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif		194,107,918 00
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
		1° CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 20 avril 1898.	87 *bis*	Frais de déménagement de l'entrepôt de la rue Cambon	18,308 07	
	65 *bis*	Frais relatifs à l'application de l'article 1er de la loi du 21 juillet 1897	900,000 00	
Loi du 22 juill. 1897.	88	Dépenses diverses des contr. indirectes	20,000 00	
	97 *bis*	Entrepôt des tabacs de Reuilly	45,000 00	
	100	Achats et transports	2,500,000 00	
23 décembre 1898	85	Personnel des contributions indirectes	372,000 00	
	89	Achat de tabacs	40,000 00	
	90	Avances recouvrables, etc.	53,000 00	
	92	Gages de l'administration des manufactures	1,000,000 00	
	93	Pensions de retraite	40,000 00	
	96 *bis*	Payements à la ville de Paris, etc	283,445 20	
	100	Achats et transports	500,000 00	
		TOTAL	5,771,753 27	5,771,753 27
		Crédits de fonds de concours.		
		Crédits reportés de l'exercice 1897.		
Déc. du 4 juill. 1898.	68	Frais d'arpentage	494,098f 09	
	68	*Idem*	66,021 36	
	68	*Idem*	13,379 88	
		Crédits ouverts à l'exercice 1898.		
Déc. du 20 janv. 1898.	71	Frais d'arpentage	46,250 10	
Déc. du 7 fév. 1898	71	*Idem*	85,041 74	
Déc. du 10 mai 1898.	71	*Idem*	5,200 00	
	71	*Idem*	21,221 53	
Déc. du 23 août 1898.	71	*Idem*	583 84	
Déc. du 27 oct. 1898.	71	*Idem*	1,006 32	
		TOTAL	732,802 86	732,802 86
		TOTAL		200,612,474 13

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.										(1) Voir la note A, page précédente.
	Suite du MINISTÈRE DES FINANCES.										
	Report	115,790,313f 93c	107,897,830f 34c	5,101,170f 59c	112,999,000f 93c	106,544,176f [illegible]	6,454,824f 24c	26,436f 38c	2,817,749f 38c	112,999,000f 93c	
91	Personnel de l'Administration des manufactures de l'État	2,195,165 00	2,192,012 66	"	2,192,012 66	2,160,655 [illegible]	31,357 66	"	3,152 34	2,192,012 66	
92	Gages et salaires de l'Administration des manufactures de l'État	19,235,000 00	19,037,288 64	*A déd.* 5f 37c	19,037,283 27	18,791,913 [illegible]	245,370 68	"	197,716 73	19,037,283 27	
93	Pensions de retraite des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État	1,395,400 00	1,092,203 66	225,941 20	1,318,144 86	778,949 [illegible]	539,195 72	"	77,255 14	1,318,144 86	
94	Institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État	670,000 00	507,467 47	65,193 00	572,660 47	478,173 [illegible]	94,486 88	"	97,339 53	572,660 47	
95	Matériel de l'Administration des manufactures de l'État	5,258,000 00	3,934,070 06	354,842 84	4,288,912 90	3,453,745 [illegible]	835,167 54	"	969,087 10	4,288,912 90	
96	Bâtiments des manufactures de l'État	402,400 00	317,900 63	42,939 07	360,839 70	279,446 [illegible]	81,393 19	"	41,560 30	360,839 70	
96 *bis*	Payement à la ville de Paris du prix d'achat de terrains au Gros-Caillou	283,445 20	"	283,412 15	283,412 15	"	283,412 15	"	33 05	283,412 15	
97	Constructions nouvelles des manufactures de l'État	170,500 00	151,836 86	11,632 60	163,469 46	147,827 [illegible]	15,641 84	"	7,030 54	163,469 46	
97 *bis*	Entrepôt des tabacs de Reuilly	45,000 00	14,859 67	30,140 33	45,000 00	"	45,000 00	"	"	45,000 00	
98	Dépenses diverses de l'Administration des manufactures de l'État	385,250 00	344,354 63	21,891 50	366,246 13	319,583 [illegible]	46,662 54	"	19,003 87	366,246 13	
99	Avances recouvrables par l'Administration des manufactures de l'État	255,000 00	238,355 68	15,950 67	254,306 35	238,162 [illegible]	16,144 03	"	693 65	254,306 35	
100	Achats et transports	54,527,000 00	53,907,102 74	540,325 12	54,447,427 86	52,281,801 [illegible]	2,165,625 88	"	79,572 14	54,447,427 86	
	Total	200,612,474 13	189,635,283 04	6,693,433 70	196,328,716 74	185,474,434 [illegible]	10,854,282 35	26,436 38	4,310,193 77	196,328,716 74	
								4,283,757f 39c			
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.										
Unique.	Remise de 5 p. o/o sur le produit des chancelleries diplomatiques et consulaires	60,000f 00c	"	60,000f 00c	60,000f 00c	"	60,000f 00c	"	"	60,000f 00c	
								"			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du Compte provisoire des Dépenses. (France.)

Suite de la 4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
5	Personnel des postes et des télégraphes. (Agents.)...	50,161,141f 00c	49,372,816f 41c	434,485f 29c	49,807,301f 70c	49,242,53[illegible]	564,763f 36c	"	353,839f 30c	49,807,301f 70c
6	Personnel des postes et des télégraphes. (Sous-agents.)	41,789,445 00	41,578,901 15	288,447 47	41,867,348 62	41,459,14[illegible]	408,202 07	77,903f 62c	"	41,867,348 62
7	Remises au personnel des postes et des télégraphes .	1,904,212 00	1,908,891 87	360,411 17	2,269,303 04	1,863,79[illegible]	405,511 29	365,091 04	"	2,269,303 04
8	Indemnités diverses et secours.....	11,670,995 93	10,197,369 37	1,381,798 42	11,579,167 79	10,067,35[illegible]	1,511,808 27	"	91,828 14	11,579,167 79
9	Chaussure et habillement.....	3,505,652 00	3,124,482 63	311,984 75	3,436,467 38	3,099,87[illegible]	336,592 64	"	69,184 62	3,436,467 38
10	Matériel des bureaux	8,705,060 62	7,700,275 99	807,744 04	8,508,020 03	6,603,02[illegible]	1,904,991 53	"	197,040 59	8,508,020 03
11	Impressions et publications.....	2,393,535 00	1,126,972 39	988,034 30	2,115,006 69	976,81[illegible]	1,138,157 15	"	278,528 31	2,115,006 69
12	Transport des dépêches postales.....	10,992,000 00	9,035,506 85	1 837,967 15	10,873,474 00	8,925,27[illegible]	1,948,198 97	"	118,526 00	10,873,474 00
13	Appareils et matériel technique d'exploitation.....	1,682,757 49	1,569,287 33	346,409 18	1,915,696 51	1,437,29[illegible]	478,399 06	232,939 02	"	1,915,696 51
14	Construction des lignes télégraphiques et entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques.....	8,483,667 03	6,763,330 13	1,696,614 37	8,459,944 50	6,286,69[illegible]	2,173,246 00	"	23,722 53	8,459,944 50
15	Construction de réseaux et de lignes interurbaines téléphoniques. — Dépenses de premier établissement.	6,440,535 64	3,093,843 63	2,268,174 49	5,362,018 12	2,999,65[illegible]	2,362,361 96	"	1,078,517 52	5,362,018 12
16	Annuité à la Caisse des dépôts et consignations.....	1,146,829 00	1,146,829 00	"	1,146,829 00	1,146,829	"	"	"	1,146,829 00
17	Dépenses diverses.....	2,235,025 00	1,991,948 35	207,574 94	2,199,523 29	1,962,40[illegible]	237,118 98	"	35,501 71	2,199,523 29
18	Subvention au service maritime entre la France et la Corse.....	355,000 00	325,416 63	29,583 33	354,999 96	325,41[illegible]	29,583 33	"	0 04	354,999 96
19	Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée	1,351,666 00	1,239,026 25	112,638 75	1,351,665 00	1,239,02[illegible]	112,638 75	"	1 00	1,351,665 00
20	Subvention au service maritime entre Calais et Douvres.....	250,000 00	186,986 28	62,566 66	249,552 94	186,986	62,566 66	"	447 06	249,552 94
21	Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse.....	11,258,000 00	9,951,399 84	1,103,665 08	11,055,064 92	9,121,56[illegible]	1,933,498 40	"	202,935 08	11,055,064 92
22	Subvention au service maritime de l'Indo-Chine et du Japon	6,083,688 00	5,576,714 00	506,974 00	6,083,688 00	5,576,71[illegible]	506,974 00	"	"	6,083,688 00
23	Rémunération du service maritime postal entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et allocations de primes de vitesse.....	1,692,055 00	1,207,874 57	173,572 11	1,381,446 68	1,074,54[illegible]	306,905 44	"	310,608 32	1,381,446 68
24	Subvention au service maritime de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie.....	3,107,936 00	2,848,941 26	258,994 66	3,107,935 92	2,848,94[illegible]	258,994 66	"	0 08	3,107,935 92
25	Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'océan Indien.....	1,924,640 00	1,764,253 26	160,386 66	1,924,639 92	1,764,25[illegible]	160,386 66	"	0 08	1,924,639 92
26	Subvention aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique.....	500,850 00	437,077 92	56,531 25	493,609 17	421,38[illegible]	72,228 21	"	7,240 83	493,609 17
27	Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant à Saint-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunez, Grand-Bassam, Porto-Novo et le Gabon.....	300,000 00	"	300,000 00	300,000 00	"	300,000 00	"	"	300,000 00
28	Subvention à la Compagnie française concessionnaire du câble reliant la France à l'Amérique et aux Antilles.	400,000 00	"	"	"	"	"	"	400,000 00	"
28 *bis*	Dépenses de construction d'hôtels des postes et des télégraphes à Orléans et à Trévaux.....	417,275 78	"	"	"	"	"	"	417,275 78	"
28 *ter*	Construction et aménagement d'un bureau téléphonique dans la région sud-ouest de Paris.....	700,000 00	"	"	"	"	"	"	700,000 00	"
	TOTAL.....	179,451,966 49	162,148,145 11	13,694,558 07	175,842,703 18	158,629,57[illegible]	17,213,127 39	675,933 68	4,285,196 99	175,842,703 18

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	Chapitres.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
				fr. c.
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif.....		171,452,034 00
		Crédits ouverts par des lois.		
Loi du 23 déc. 1898.	6	Personnel (sous-agents).....	85,645f 00c	
	8	Indemnités et secours.....	693,249 00	
	11	Impressions.....	225,000 00	
	15	Construction de réseaux.....	1,079,200 00	
	28 *bis*	Hôtels des postes d'Orléans et de Trévoux.....	417,275 78	
	28 *ter*	Construction d'un bureau téléphonique.....	700,000 00	
		TOTAL.....	3,200,369 78	3,200,369 78
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1897.		
Décret du 23 juin 1898.	8	Indemnités et secours.....	69,480 00	
	10	Matériel des bureaux.....	34,510 00	
	13	Appareils, etc.....	35,000 00	
	14	Construction de lignes.....	1,098,000 00	
	15	Construction de réseaux.....	950,000 00	
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1897.		
Décret du 7 juin 1898.	15	Construction de réseaux.....	324,315 00	
Décret du 13 oct. 1898.	15	*Idem*.....	185,700 00	
Décret du 18 oct. 1898.	15	*Idem*.....	55,704 52	
	15	*Idem*.....	104,755 51	
	15	*Idem*.....	48,460 61	
Décret du 27 octobre 1898.	8	Indemnités diverses.....	5,160 93	
	10	Matériel des bureaux.....	3,440 62	
	13	Appareils.....	13,762 49	
	14	Construction de lignes.....	149,667 03	
Décret du 14 déc. 1898.	15	Construction de réseaux.....	521,600 00	
		TOTAL des crédits ouverts...	4,799,562 71	4,799,562 71
		TOTAL GÉNÉRAL.....		179,451,966 49

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte général des Dépenses* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.										
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.										
41	Personnel des agents des forêts dans les départements..	2,505,000f 00c	2,476,511f 71c	25,445f 00c	2,501,956f 71c	2,310,5[illegible]	191,403f 26c	"	3,043f 29c	2,501,956f 71c	
42	Personnel des préposés dans les départements.....	2,820,000 00	2,725,822 00	92,980 00	2,818,802 00	2,505,4[illegible]	313,373 02	"	1,198 00	2,818,802 00	
43	Bonification des pensions de retraites des brigadiers et gardes forestiers communaux.....	200,000 00	56,656 00	143,162 00	199,818 00	56,6[illegible]	143,202 00	"	182 00	199,818 00	
44	Indemnités et secours au personnel.....	734,000 00	705,946 78	27,802 48	733,749 26	570,5[illegible]	163,208 45	"	250 74	733,749 26	
45	Personnel de l'enseignement forestier.....	145,000 00	143,998 67	1,001 00	144,999 67	136,8[illegible]	8,198 05	"	0 33	144,999 67	
46	Matériel de l'enseignement forestier.....	30,000 00	28,400 00	1,600 00	30,000 00	22,9[illegible]	7,054 27	"	"	30,000 00	
47	Amélioration et entretien des forêts et entretien des dunes et cours d'eau.....	1,407,055 50	1,226,634 44	127,711 27	1,354,345 71	903,9[illegible]	450,433 19	"	52,709 79	1,354,345 71	
48	Restauration et conservation des terrains en montagne.	3,509,966 18	2,768,104 96	616,674 00	3,384,778 96	2,023,1[illegible]	1,361,583 54	"	125,187 22	3,384,778 96	
49	Aménagements et exploitations.....	480,000 00	355,793 47	31,919 42	387,712 89	270,2[illegible]	117,495 67	"	92,287 11	387,712 89	
50	Entretien des chasses non affermées.....	50,000 00	50,000 00	"	50,000 00	36,7[illegible]	13,281 53	"	"	50,000 00	
51	Primes pour la destruction des loups.....	15,000 00	9,900 00	5,060 00	14,960 00	9,8[illegible]	5,160 00	"	40 00	14,960 00	
52	Impositions sur les forêts domaniales.....	1,840,000 00	1,838,031 00	1,882 00	1,839,913 00	1,837,6[illegible]	2,246 07	"	87 00	1,839,913 00	
53	Droits d'usage. — Frais d'instance. — Matériel et dépenses diverses du service des forêts.....	260,000 00	215,721 09	37,031 93	252,753 02	187,0[illegible]	65,664 50	"	7,246 98	252,753 02	
	TOTAL.....	13,996,021 68	12,601,520 12	1,112,269 10	13,713,789 22	10,871,3[illegible]	2,842,303 55	"	282,232 46	13,713,789 22	
								282,232f 46c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des LOIS ET DÉCRETS.	CHAPITRES.	OBJETS DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif.....		13,949,583f 00c
		Crédits ouverts par des lois :		
Loi du 22 juil. 1898.	52	Impositions sur les forêts domaniales..	30,000f	
Loi du 23 déc. 1898.	51	Primes pour la destruction des loups..	5,000	
		TOTAL des crédits ouverts....	35,000	35,000 00
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1897.		
Décrets des :				
14 mai 1898.....	48	Restauration et conservation des forêt.	200f 00c	
Idem.....	48	*Idem*.....	642 06	
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1898.		
18 mai 1898.....	47	Amélioration des forêts.....	60 00	
21 mai 1898.....	48	Restauration, etc.....	3,000 00	
9 juin 1898.....	47	Amélioration des forêts.....	600 00	
16 juin 1898.....	47	*Idem*.....	600 00	
30 juillet 1898.....	47	*Idem*.....	440 00	
Idem.....	48	Restauration, etc.....	1,284 12	
9 août 1898.....	48	*Idem*.....	360 00	
11 décembre 1898...	48	*Idem*.....	30 00	
3 décembre 1898....	47	Amélioration des forêts.....	972 50	
8 décembre 1898....	48	Restauration, etc.....	2,250 00	
28 décembre 1898...	48	*Idem*.....	1,600 00	
		TOTAL des crédits de fonds de concours.	11,438 68	11,438 68
		TOTAL GÉNÉRAL.....		13,996,021 68

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.										
	MINISTÈRE DES FINANCES.										
101	Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées	19,910,000f00c	19,901,270f12c	105f08c	19,901,375f20c	18,132,51[illegible]	1,768,863f98c	"	8,624f 80c	19,901,375f20c	
102	Remboursements sur produits indirects et divers en France. — Art. 1er. Enregistrem[t] et domaines	4,950,000 00	4,462,063 41	A déd. 2,463 74	4,459,599 67	3,925,67[illegible]	533,923 92	"	490,400 33	4,459,599 67	
	Art. 2. Douanes	200,000 00	187,789 05	"	187,789 05	175,03[illegible]	12,753 62	"	12,210 95	187,789 05	
	Art. 3. Contributions indirectes	373,600 00	375,393 77	A déd. 8,385 10	367,008 67	323,86[illegible]	43,143 21	"	6,591 33	367,008 67	
	Art. 4. Manufactures de l'État	6,000 00	76 60	"	76 60	76	"	"	5,923 40	76 60	
	Art. 5. Produits divers	491,400 00	409,710 32	2,534 05	407,176 27	340,36[illegible]	66,812 67	"	84,223 73	407,176 27	
	TOTAL du Chapitre 102	6,021,000 00	5,435,033 15	A déd. 13,382 89	5,421,650 26	4,765,01[illegible]	656,633 42	"	599,349 74	5,421,650 26	
103	Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie.	50,000 00	41,652 59	"	41,652 59	41,65[illegible]	"	"	8,347 41	41,652 59	
104	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France. — Art. 1er. Enregistrem[t] et domaines	15,000 00	13,384 86	A déd. 11 87	13,372 99	12,81[illegible]	558 40	"	1,627 01	13,372 99	
	Art. 2. Douanes	1,375,000 00	1,292,165 08	96 50	1,292,068 58	1,157,78[illegible]	134,285 07	"	82,931 42	1,292,068 58	
	Art. 3. Contributions indirectes	2,325,000 00	2,313,039 17	292 03	2,312,747 14	2,302,70[illegible]	10,000 00	"	12,252 86	2,312,747 14	
	Art. 4. Manufactures de l'État	29,000 00	7,217 42	"	7,217 42	7,21[illegible]	"	"	21,782 58	7,217 42	
	Art. 5. Produits divers	2,174,000 00	2,034,947 34	14,010 21	2,048,957 55	2,034,80[illegible]	14,148 98	"	125,042 45	2,048,957 55	
	TOTAL du Chapitre 104	5,918,000 00	5,660,753 87	13,609 81	5,674,363 68	5,515,37[illegible]	158,992 45	"	243,636 32	5,674,363 68	
105	Primes à l'exportation de marchandises	120,000 00	65,601 42	"	65,601 42	60,82[illegible]	4,779 70	"	54,398 58	65,601 42	
106	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	775,000 00	745,349 19	"	745,349 19	540,06[illegible]	205,288 61	"	29,650 81	745,349 19	
	TOTAL	32,794,000 00	31,849,660 34	332 00	31,849,992 34	29,055,43[illegible]	2,794,558 16	"	944,007 66	31,849,992 34	
								944,007f 66c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES DES LOIS.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
13 avril 1898	"	Budget primitif		32,219,000f
		Crédits ouverts par des lois :		
23 décembre 1898	104	Répartition de produits d'amende	275,000f	
	106	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	300,000	
		TOTAL	575,000	575,000
		TOTAL GÉNÉRAL		32,794,000

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 5e Partie. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.										
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.										
Unique	Remboursements sur le produit du travail des détenus...	1,438,000f 00c	1,002,641f 81c	435,358f 19c	1,438,000f 00c	967,475f [illegible]	470,524f 54c	"	"	1,438,000f 00c	(A) Crédits ouverts par le budget primitif.
								"			
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.										
	2e Section. — Service des postes et des télégraphes.										
29	Remboursements sur produits des postes et des télégraphes	7,236,000f 00c	7,203,548f 29c	6,721f 04c	7,210,269f 33c	6,282,136f [illegible]	928,132f 56c	"	25,730f 67c	7,210,269f 33c	
30	Répartition de produits d'amendes.....	3,000 00	73 32	"	73 32	69 [illegible]	4 00	"	2,926 68	73 32	
	Total.....	7,239,000 00	7,203,621 61	6,721 04	7,210,342 65	6,282,206f [illegible]	928,136 56	"	28,657 35	7,210,342 65	(B) Crédits ouverts par le budget primitif..... 6,469,000f Crédits ouverts par la loi du 23 décembre 1898 (chap. 29)..... 770,000 Total..... 7,239,000
								28,657 35			
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.										
54	Remboursements sur produits divers des forêts.....	28,162f 00c	10,975f 00c	285f 00c	11,260f 00c	9,935f [illegible]	1,324f 49c	"	16,902f 00c	11,260f 00c	(A) Crédits ouverts par le budget primitif.
								16,902f 00c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DES FINANCES.										
Dette publique. (Voir page 480.)	1,255,828,884f 00c	1,232,416,098f 32c	21,949,770f 10c	1,254,365,868f 42c	1,178,916,7[illegible]	75,449,094f 55c	407f 24c	1,463,422f 82c	1,254,365,868f 42c	
Pouvoirs publics. (Voir page 482.)	13,771,175 00	13,580,000 00	285,764 00	13,865,764 00	13,580,[illegible]	285,764 00	94,589 00	"	13,865,764 00	
Service général. (Voir page 484.)	29,557,376 55	26,973,986 67	2,130,780 89	29,104,767 56	26,433,5[illegible]	2,671,219 33	"	452,608 99	29,104,767 56	
Frais de régie et de perception. (Voir page 540.)	200,612,474 13	189,635,283 04	6,693 433 70	196,328,716 74	185,474,[illegible]	10,854,282 35	26,436 38	4,310,193 77	196,328,716 74	
Remboursements et restitutions. (Voir page 546.)	32,794,000 00	31,849,660 34	332 00	31,849,992 34	29,055,[illegible]	2,794,558 16	"	944,007 66	31,849,992 34	
TOTAL	1,532,563,909 68	1,494,455,028 37	31,060,080 69	1,525,515,109 06	1,433,460,[illegible]	92,054,918 39	121,432 62	7,170,233 24	1,525,515 109 06	
							7,048,800f 62c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.										
Service général. (Voir page 488.)	17,487,951f 46c	14,817,011f 89c	2,670,939f 57c	17,487,951f 46c	13,699,00[illegible]	3,788,945f 23c	"	"	17,487,951f 46c	
Frais de régie et de perception. (Voir page 540.)	60,000 00	"	60,000 00	60,000 00		60,000 00	"	"	60,000 00	
TOTAL	17,547,951 46	14,817,011 89	2,730,939 57	17,547,951 46	13,699,00[illegible]	3,848,945 23	"	"	17,547,951 46	
							"			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.										
Service général. (Voir page 494.)	121,283,849f 51c	106,081,479f 45c	14,800,114f 28c	120,881,593f 73c	93,014,8[illegible]	27,866,772f 38c	"	402,255f 78c	120,881,593f 73c	
Remboursements et restitutions. (Voir page 548)	1,438,000 00	1,002,641 81	435,358 19	1,438,000 00	967,[illegible]	470,524 54	"	"	1,438,000 00	
TOTAL	122,721,849 51	107,084,121 26	15,235,472 47	122,319,593 73	93,982,[illegible]	28,337,296 92	"	402,255 78	122,319 593 73	
							402,255f 78c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DU COMMERCE, L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.										
Service général. (Voir page 520.)	54,736,467f 58c	37,777,132f 80c	13,729,417f 23c	51,506,550f 03c	36,390,[illegible]	15,116,027f 20c	3,085,880 30	6,315,797f 85	51,506,550f 03c	
Frais de régie et de perception. (Voir page 542.)	179,451,966 49	162,148,145 11	13,694,558 07	175,842,703 18	158,629,[illegible]	17,213,127 39	675,933 68	4,285,196 99	175,842,703 18	
Remboursements et restitutions. (Voir page 548.)	7,239,000 00	7,203,621 61	6,721 04	7,210,342 65	6,282,[illegible]	928,136 56	"	28,657 35	7,210,342 65	
TOTAL	241,427,434 07	207,128,899 52	27,430,696 34	234,559,595 86	201,302,[illegible]	33,257,291 15	3,761,813 98	10,629,652 19	234,559,595 86	
							6,867,838f 21c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.										
Service général. (Voir page 528.)	33,147,691f 48c	28,339,908f 02c	3,028,398f 38c	31,368,306f 40c	20,391,[illegible]	10,976,735f 18c	"	1,779,385f 08c	31,368,306f 40c	
Frais de régie et de perception. (Voir page 544.)	13,996,021 68	12,601,520 12	1,112,269 10	13,713,789 22	10,871,[illegible]	2,842,303 55	"	282,232 46	13,713,789 22	
Remboursements et restitutions. (Voir page 548.)	28,162 00	10,975 00	285 00	11,260 00	9,[illegible]	1,324 49	"	16,902 00	11,260 00	
TOTAL	47,171,875 16	40,952,403 14	4,140,952 48	45,093,355 62	31,272,[illegible]	13,820,363 22	"	2 078,519 54	45,093,355 62	
							2,078,519f 54c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Compte provisoire des Dépenses. (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
	3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
	MINISTÈRE DES FINANCES.									
1	Frais de la Trésorerie d'Algérie	544,250f 00c	536,623f 32c	4,781f 49c	541,404f 81c	485,38[illegible]	56,018f 66c	"	2,845f 19c	541,404f 81c
2	Laboratoires en Algérie	15,200 00	8,893 74	1,144 15	10,037 89	7,19[illegible]	2,841 06	"	5,162 11	10,037 89
3	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	338 01	338 01	"	338 01	"	338 01	"	"	338 01
	.....	559,788 01	545,855 07	5,925 64	551,780 71	492,58[illegible]	59,197 73	"	8,007 30	551,780 71
4	Dépenses des exercices clos	32,581 20	32,581 20	"	32,581 20	32,58[illegible]	"	"	"	32,581 20
	TOTAL	592,369 21	578,436 27	5,925 64	584,361 91	525,14[illegible]	59,197 73	"	8,007 30	584,361 91
								8,007f 30c		
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.									
1	Personnel de la justice française en Algérie	1,910,772f 00c	1,899,410f 00c	243f 15c	1,899,653f 15c	1,806,88[illegible]	92,771f 71c	"	11,118f 85c	1,899,653f 15c
2	Matériel et menues dépenses de la Cour d'appel et frais de passage gratuit	22,000 00	16,474 50	2,672 18	19,146 68	10,11[illegible]	9,031 15	"	2,853 32	19,146 68
3	Frais de justice criminelle en Algérie	775,000 00	793,725 79	"	793,725 79	793,72[illegible]	"	18,725 79	"	793,725 79
4	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	.....	2,707,772 00	2,709,610 29	2,915 33	2,712,525 62	2,610,72[illegible]	101,802 86	18,725 79	13,972 17	2,712,525 62
5	Dépenses des exercices clos	237 50	237 50	"	237 50	23[illegible]	"	"	"	237 50
	TOTAL	2,708,009 50	2,709,847 79	2,915 33	2,712,763 12	2,610,96[illegible]	101,802 86	18,725 79	13,972 17	2,712,763 12
								4,753f 62c		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		MINISTÈRE DES FINANCES.		
Loi du 13 avril 1898	"	Budget primitif		559,450f 00c
		Crédits ouverts par des lois.		
Loi du 22 juill. 1898.	2	Dépenses des exercices périmés		338 01
		Dépenses des exercices clos		32,581 20
		TOTAL GÉNÉRAL		592,369 21
		MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif		2,622,250 00
		Crédits ouverts par des lois.		
Loi du 23 déc. 1898.	1	Personnel de la justice française	10,522f	
	3	Personnel de la justice criminelle en Algérie.	75,000	
		TOTAL des crédits ouverts	85,522	85,522 00
		Dépenses des exercices clos		237 50
		TOTAL GÉNÉRAL		2,708,009 50

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.										
	1re SECTION DE L'INTÉRIEUR.										
	1re SECTION. — SERVICE DE LA JUSTICE MUSULMANE.										
1	Personnel de la justice musulmane en Algérie	93,000f 00c	92,604f 00c	396 00c	93,000f 00c	83,52[illegible]	9,479f 31c	"	"	93,000f 00c	
2	Matériel de la justice musulmane en Algérie	8,050 00	7,225 50	824 50	8,050 00	7,0[illegible]	999 50	"	"	8,050 00	
3	Constitution de l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie	25,000 00	20,871 95	4,128 05	25,000 00	20,35[illegible]	4,645 60	"	"	25,000 00	
4	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
		126,050 00	120,701 45	5,348 55	126,050 00	110,9[illegible]	15,124 41	"	"	126,050 00	
5	Dépenses des exercices clos	250 00	250 00	"	250 00	25[illegible]	"	"	"	250 00	
	Total de la 1re section	126,300 00	120,951 45	5,348 55	126,300 00	111,1[illegible]	15,124 41	"	"	126,300 00	
	2e SECTION. — SERVICE DU CULTE MUSULMAN.										
1	Personnel du culte musulman	222,430f 00c	219,287 41	3,142 59	222,430f 00c	198,62[illegible]	23,807f 18c	"	"	222,430f 00c	
2	Matériel du culte musulman	75,000 00	50,729 32	24,270 68	75,000 00	40,58[illegible]	34,410 89	"	"	75,000 00	
		297,430 00	270,016 73	27,413 27	297,430 00	239,21[illegible]	58,218 07	"	"	297,430 00	
3	Dépenses des exercices clos	1,300 00	1,300 00	"	1,300 00	1,30[illegible]	"	"	"	1,300 00	
	Total de la 2e section	298,730 00	271,316 73	27,413 27	298,730 00	240,51[illegible]	58,218 07	"	"	298,730 00	
	3e SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.										
1	Personnel de l'Administration centrale en Algérie	553,275f 00c	550,244f 94c	3,030f 06c	553,275f 00c	549,5[illegible]	3,721f 72c	"	"	553,275, 00c	
2	Matériel de l'Administration centrale en Algérie	40,000 00	31,775 66	8,224 34	40,000 00	30,1[illegible]	9,822 11	"	"	40,000 00	
3	Publications et impressions diverses en Algérie	52,000 00	39,828 36	12,171 64	52,000 00	39,8[illegible]	12,171 64	"	"	52,000 00	
4	Subsides, secours et récompenses en Algérie	175,000 00	165,281 30	9,718 70	175,000 00	138,7[illegible]	36,248 77	"	"	175,000 00	
5	Personnel de l'Administration civile en Algérie	1,544,500 00	1,525,318 07	19,181 93	1,544,500 00	1,458,1[illegible]	86,308 96	"	"	1,544,500 00	
6	Matériel de l'Administration civile en Algérie	475,300 00	473,782 98	1,517 02	475,300 00	439,7[illegible]	35,584 75	"	"	475,300 00	
7	Personnel du service de la sûreté générale et force publique en Algérie	650,737 00	541,584 00	109,153 00	650,737 00	517,[illegible]	133,515 30	"	"	650,737 00	
8	Matériel du service de la Sûreté en Algérie	24,100 00	20,456 27	3,643 73	24,100 00	19,0[illegible]	5,019 05	"	"	24,100 00	
9	Assistance publique en Algérie	2,781,900 00	2,164,740 67	617,159 33	2,781,900 00	2,043,8[illegible]	738,028 46	"	"	2,781,900 00	
9 *bis*	Secours aux victimes de la disette en Algérie	1,200,000 00	1,190,020 15	9,979 85	1,200,000 00	1,189,7[illegible]	10,219 85	"	"	1,200,000 00	
10	Personnel de l'Administration militaire en Algérie	323,508 00	303,433 99	20,074 01	323,508 00	275,0[illegible]	48,463 82	"	"	323,508 00	
11	Matériel de l'Administration militaire en Algérie	62,470 00	54,726 22	7,743 78	62,470 00	45,8[illegible]	16,643 98	"	"	62,470 00	
12	Dépenses de colonisation en Algérie	2,327,565 84	1,704,420 15	623,145 69	2,327,565 84	1,511,[illegible]	815,925 16	"	"	2,327,565 84	
13	Dépenses secrètes en Algérie	120,000 00	119,999 70	0 30	120,000 00	119,9[illegible]	0 30	"	"	120,000 00	
14	Service sanitaire en Algérie	111,040 00	49,224 19	61,815 81	111,040 00	47,3[illegible]	63,732 50	"	"	111,040 00	
15	Visite des pharmacies en Algérie	11,500 00	6,015 80	5,484 20	11,500 00	1,0[illegible]	10,455 20	"	"	11,500 00	
	A reporter	10,452,895 84	8,940,852 45	1,512,043 39	10,452,895 84	8,427,0[illegible]	2,025,861 57	"	"	10,452,895 84	

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES DES LOIS et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		1re SECTION.		
Loi du 13 avril 1898.	"	Crédits ouverts par le budget primitif		126,050f 00c
	"	Dépenses des exercices clos		250 00
		Total général		126,300 00
		2e SECTION.		
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif		297,430 00
	"	Dépenses des exercices clos		1,300 00
		Total		298,730 00
		3e SECTION.		
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif		12,347,519 00
		Crédits ouverts par des lois.		
Loi du 23 déc. 1898.	52	Matériel de l'Administration coloniale	10,000	
	24 *bis.*	Colonie de Bukadem	35,360	45,360 00
		Total	45,360	
		Crédits de fonds de concours.		
		Crédits reportés de l'exercice 1897.		
Décrets des : 16 juin 1898	12	Dépenses de colonisation	52,949f 20c	
		Crédits ouverts à l'exercice 1898.		
23 février 1898	12	Dépenses de colonisation	6,870 89	
5 avril 1898	9	Assistance publique	3,550 00	
14 mai 1898	12	Dépenses de colonisation	5,000 00	
11 juin 1898	12	Dépenses de colonisation	40,000 00	
27 juin 1898	12	Dépenses de colonisation	1,445 75	
19 novembre 1898	12	Dépenses de colonisation	1,300 00	
		Total	110,915 84	110,915 84
		Exercices clos		543,931 19
		Total général		13,047,726 03

Suite du BUDGET GÉNÉ DE L'EXERCICE 1898.

Suite *du Compte prov des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEM EFFEC sur les ordo des Mi	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVI GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINIST DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES (Suite.)										
	1e S DE L'INTÉRIEUR (Suite).										
	3e SECTION. — S DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)										
	Report	10,452,895f 84c	8,940,852f 45c	1,512,043f 39c	10,452,895f 84c	8,427,0	2,025,861f 57c	"	"	10,452,895f 84c	
16	Personnel du service pénitentiaire en Algérie	671,375 00	656,631 50	14,743 50	671,375 00	610,5	60,812 86	"	"	671,375 00	
17	Entretien des détenus en Algérie	1,204,564 00	1,199,670 36	4,893 64	1,204,564 00	1,094,8	109,674 40	"	"	1,204,564 00	
18	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires. (Algérie.)	5,000 00	244 35	4,755 65	5,000 00	2	4,755 65	"	"	5,000 00	
19	Transport des détenus et des libérés. (Algérie.)	62,000 00	10,840 79	51,159 21	62,000 00	9,7	52,244 16	"	"	62,000 00	
20	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.)	10,000 00	3,124 52	6,875 48	10,000 00	1,6	8,324 91	"	"	10,000 00	
21	Mobiliers des services pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.)	5,500 00	1,462 40	4,037 60	5,500 00	1,4	4,039 15	"	"	5,500 00	
22	Travaux ordinaires aux bâtiments et mobiliers pénitentiaires en Algérie. (Services en régie.)	21,500 00	16,832 97	4,667 03	21,500 00	14,2	7,275 03	"	"	21,500 00	
23	Exploitations agricoles en Algérie	30,000 00	25,042 80	4,957 20	30,000 00	12,8	17,158 00	"	"	30,000 00	
24	Dépenses accessoires du service pénitentiaire en Algérie	5,600 00	1,509 43	4,090 57	5,600 00	1,1	4,475 22	"	"	5,600 00	
24 *bis*	Colonie publique de jeunes détenus de Birkadem	35,360 00	35,360 00	"	35,360 00	10,4	24,880 47	"	"	35,360 00	
25	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (Algérie).	"	"	"	"		"	"	"	"	
		12 503,794 84	10,891,571 57	1,612,223 27	12,503,794 84	10,184,2	2,319,501 42	"	"	12,503,794 84	
26	Dépenses des exercices clos (Algérie)	543,931 19	543,931 19	"	543,931 19	543,9	"	"	"	543,931 19	
	Total de la 3e section	13,047,726 03	11,435,502 76	1,612,223 27	13,047,726 03	10,728,1	2,319,501 42	"	"	13,047,726 03	
								"			
	4e SECTION. — SERVI L'INSTRUCTION PUBLIQUE INDIGÈNE.										
1	Instruction publique musulmane	102,970f 00c	92,812f 67c	10,157f 33c	102,970f 00c	91,1	11,857f 33c	"	"	102,970f 00c	
2	Dépenses des exercicee périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"		"	"	"	"	
		102,970 00	92,812 67	10,157 33	102,970 00	91,1	11,857 33	"	"	102,970 00	
3	Dépenses des exercices clos	"	"	"	"		"	"	"	"	
	Total de la 4e section	102,970 00	92,812 67	10,157 33	102,970 00	91,1	11,857 33	"	"	102,970 00	
								"			
	5e SECTION. — S DES BEAUX-ARTS.										
1	Travaux ordinaires en Algérie (Bâtiments civils et palais nationaux)	135,000f 00c	89,408f 55c	45,591f 45c	135,000f 00c	82,0	52,966f 47c	"	"	135,000f 00c	
2	Travaux ordinaires en Algérie (Construction et entretien des édifices du culte musulman)	101,000 00	74,726 71	26,273 29	101,000 00	64,9	36,021 29	"	"	101,000 00	
3	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"		"	"	"	"	
		236,000 00	164,135 26	71,864 74	236,000 00	147,0	88,987 76	"	"	236,000 00	
4	Dépenses des exercices clos	4,757 20	4,707 20	"	4,707 20	4,7	"	"	"	4,707 20	
	Total de la 5e section	240,707 20	168,842 46	71,864 74	240,707 20	151,7	88,987 76	"	"	240,707 20	
								"			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
		4e SECTION.	
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif 102,970f	102,970 00
		5e SECTION.	
Idem	"	Budget primitif	135,000f 00c
		Crédits de fonds de concours ouverts à l'exercice 1898.	
Décret du 3 avril 1898	"	Travaux ordinaires, etc	1,000 00
	2	Dépenses des exercices clos	4,707 20
		Total général	240,707 20

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite.)										
	1re SECTION. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (Suite).										
	6e SECTION. — MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.										
1	Personnel des poids et mesures	42,650f 00c	40,130f 40c	2,519f 60c	42,650f 00c	39,496	3,154f 99c	"	"	42,650f 00c	
2	Matériel des poids et mesures	27,125 00	25,611 53	1,513 47	27,125 00	25,229	1,896 79	"	"	27,125 00	
3	Enseignement technique	18,000 00	17,800 00	200 00	18,000 00	17,800	200 00	"	"	18,000 00	
							"	"	"	"	
		87,775 00	83,541 93	4,233 07	87,775 00	82,525	5,251 78	"	"	87,775 00	
5	Dépenses des exercices clos	737 10	737 10	"	737 10	737	"	"	"	737 10	
	Total de la 6e Section	88,512 10	84,279 03	4,233 07	88,512 10	83,260	5,251 78	"	"	88,512 10	
								"			
	7e SECTION. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.										
1	Inspection de l'agriculture	10,250f 00c	10,250f 00c	"	10,250f 00c	9,209	1,041f 80c	"	"	10,250f 00c	
2	Personnel de l'enseignement agricole et de l'inspection des bergeries communales	25,000 00	23,166 63	1,833f 37c	25,000 00	21,216	3,750 11	"	"	25,000 00	
3	Encouragements à l'amélioration des troupeaux et aux bergeries communales	30,000 00	22,288 05	7,711 95	30,000 00	21,860	8,140 00	"	"	30,000 00	
4	Subventions à diverses institutions agricoles	56,500 00	26,083 04	30,416 96	56,500 00	23,774	32,725 27	"	"	56,500 00	
5	Concours en Algérie et en Tunisie	45,000 00	35,054 75	9,945 25	45,000 00	34,409	10,591 61	"	"	45,000 00	
6	Défenses contre le phylloxéra et contre les invasions de sauterelles	718,000 00	210,351 85	507,648 15	718,000 00	193,103	524,896 79	"	"	718,000 00	
7	Encouragements à l'agriculture	130,000 00	116,968 09	13,031 91	130,000 00	110,466	19,533 71	"	"	130,000 00	
8	Encouragements à l'industrie chevaline	50,000 00	49,600 00	400 00	50,000 00	39,700	10,300 00	"	"	50,000 00	
9	Travaux hydrauliques	690,400 00	608,751 91	81,648 09	690,400 00	457,632	232,767 60	"	"	690,400 00	
12	Liquidation de l'instance Lavie	1,390,124 11	1,390,124 11	"	1,390,124 11	1,390,124	"	"	"	1,390,124 11	
		3,145,274 11	2,492,638 43	652,635 68	3,145,274 11	2,301,528	843,746 89	"	"	3,145,274 11	
14	Dépenses des exercices clos	14,844 24	14,844 24	"	14,844 24	14,844	"	"	"	14,844 24	
	Total de la 7e Section	3,160,118 35	2,507,482 67	652,635 68	3,160,118 35	2,316,372	843,746 89	"	"	3,160,118 35	
								"			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		6e SECTION.		
Loi du 13 avril 1898.	2	Budget primitif		73,775f 00c
		Crédits ouverts par des lois.		
Loi du 22 juil. 1898.	3	Enseignement technique		14,000 00
		Dépenses des exercices clos		737 10
		Total général		88,512 10
		7e SECTION.		
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif		1,724,750 00
		Crédits ouverts par des lois.		
Loi du 22 juillet 1898.	12	Instance Lavie		1,390,124 11
Décrets des :		*Crédits de fonds de concours ouverts à l'exercice 1898.*		
4 avril 1898	9	Travaux hydrauliques	9,100f	
15 mai 1898	9	*Idem*	1,500	
17 juin 1898	9	*Idem*	14,800	
9 août 1898	9	*Idem*	2,500	
4 septembre 1898	9	*Idem*	2,500	
		Total	30,400	30,400 00
		Dépenses d'exercices clos		14,844 24
		Total général		3,160,118 35

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite.)										
	1re SECTION. — DE L'INTÉRIEUR.										
	8e SECTION. — DES TRAVAUX PUBLICS.										
	§ 1er. — Dépenses ordinaires.										
1	Personnel des travaux publics en Algérie	1,483,021f 70c	1,458,407f 37c	24,614f 33c	1,483,021f 70c	1,369,70[illegible]	113,318f 65c	"	"	1,483,021f 70c	
2	Entretien des routes en Algérie	3,533,990 75	3,153,240 04	380,750 71	3,533,990 75	2,744,29[illegible]	789,690 79	"	"	3,533,990 75	
3	Travaux ordinaires en Algérie (ports maritimes, phares, fanaux et balises)	560,000 00	507,497 02	52,502 98	560,000 00	401,76[illegible]	158,238 26	"	"	560,000 00	
4	Travaux ordinaires en Algérie (études et dépenses relatives aux Ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer	44,000 00	36,184 49	7,815 51	44,000 00	31,08[illegible]	12,914 71	"	"	44,000 00	
5	Travaux ordinaires en Algérie (mines et forages, matériel et travaux)	210,898 96	140,269 04	70,629 92	210,898 96	118,2[illegible]	92,630 78	"	"	210,898 96	
	§ 2. — Dépenses extraordinaires.										
6	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie	117,000 00	58,333 34	58,666 66	117,000 00	58,33[illegible]	58,666 66	"	"	117,000 00	
7	Travaux neufs de routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie	1,093,000 00	775,994 90	317,015 10	1,093,000 00	626,4[illegible]	466,530 39	"	"	1,093,000 00	
8	Amélioration des ports en Algérie	1,893,184 04	1,659,643 25	233,540 79	1,893,184 04	1,126,7[illegible]	766,439 35	"	"	1,893,184 04	
9	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État en Algérie	1,200,000 00	674,398 32	525,601 68	1,200,000 00	624,2[illegible]	575,783 37	"	"	1,200,000 00	
	§ 3.										
10	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	"	"	"	"		"	"	"	"	
		10,135,095 45	8,463,957 77	1,671,137 68	10,135,095 45	7,100,8[illegible]	3,034,212 96	"	"	10,135,095 45	
11	Dépenses des exercices clos	3,040 09	3,040 09	"	3,040 09	3,0[illegible]	"	"	"	3,040 09	
	TOTAL de la 8e Section	10,138,135 54	8,466,997 86	1,671,137 68	10,138,135 54	7,103,9[illegible]	3,034,212 96	"	"	10,138,135 54	
								"			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		8e SECTION.		
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif		9,465,000f 00c
		Crédits ouverts par lois.		
Loi du 23 décembre 1898	5	Travaux ordinaires		30,898 96
		Fonds de concours ouverts à l'Exercice 1898.		
Décrets des :				
2 avril 1898	2	Entretien des routes	4,664f 30c	
16 mai 1898	1	Personnel des travaux publics	1,921 70	
17 mai 1898	2	Entretien des routes	3,500 00	
26 mai 1898	1	Personnel	45,100 00	
27 mai 1898	8	Amélioration des forts	115,000 00	
28 juin 1898	8	*Idem*	100,000 00	
25 juillet 1898	8	*Idem*	18,466 25	
30 juillet 1898	8	*Idem*	50,000 00	
5 septembre 1898	2	Entretien des routes	2,926 45	
6 septembre 1898	1	Personnel	40,000 00	
11 octobre 1898	8	Amélioration des ports	170,000 00	
12 octobre 1898	8	*Idem*	33,717 79	
28 novembre 1898	8	*Idem*	50,000 00	
9 décembre 1898	3	Travaux ordinaires	1,000 00	
7 septembre 1898	2	Entretien des routes	2,900 00	
		TOTAL	639,196 49	639,196 49
		Dépenses d'exercices clos		3,040 09
		TOTAL GÉNÉRAL		10,138,135 54

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de la justice musulmane	126,300f 00c	120,951f 45c	5,348f 55c	126,300f 00c	111,1[illegible]	15,124f 41c	"	"	126,300f 00c	
2e — — Service du culte musulman	298,730 00	271,316 73	27,413 27	298,730 00	240,3[illegible]	58,218 07	"	"	298,730 00	
3e — — Service de l'intérieur	13,047,726 03	11,435,502 76	1,612,223 27	13,047,726 03	10,728,2[illegible]	2,319,501 42	"	"	13,047,726 03	
4e — — Service de l'instruction publique indigène	102,970 00	92,812 67	10,157 33	102,970 00	91,1[illegible]	11,857 33	"	"	102,970 00	
5e — — Service des beaux-arts	240,707 20	168,842 46	71,864 74	240,707 20	151,7[illegible]	88,987 76	"	"	240,707 20	
6e — — Service du commerce et de l'industrie	88,512 10	84,279 03	4,233 07	88,512 10	83,2[illegible]	5,251 78	"	"	88,512 10	
7e — — Service de l'agriculture	3,160,118 35	2,507,482 67	652,635 68	3,160,118 35	2,316,7[illegible]	843,746 89	"	"	3,160,118 35	
8e — — Service des travaux publics	10,138,135 54	8,466,997 86	1,671,137 68	10,138,135 54	7,103,9[illegible]	3,034,212 96	"	"	10,138,135 54	
TOTAL du service général (Algérie)	27,203,199 22	23,148,185 63	4,055,013 59	27,203,199 22	20,836,[illegible]	6,376,900 62	"	"	27,203,199 22	
							"			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du Compte provisoire des Dépenses (Algérie).

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
	3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.									
	2e — SERVICE DES CULTES.									
1	Traitement des archevêques et évêques	35,000f 00c	20,000f 00c	"	20,000f 00c	18,[illegible]	1,666f 68c	"	15,000f 00c	20,000f 00c
2	Allocations aux vicaires généraux	25,200 00	25,200 00	"	25,200 00	18,[illegible]	6,300 00	"	"	25,200 00
3	Allocations aux chanoines	16,800 00	13,460 00	"	13,460 00	9,[illegible]	3,540 00	"	3,340 00	13,460 00
4	Allocations aux desservants	689,500 00	669,184 00	1,200f 00c	670,384 00	493,[illegible]	177,196 82	"	19,116 00	670,384 00
5	Secours ecclésiastiques	4,000 00	2,600 00	"	2,600 00	2,[illegible]	"	"	1,400 00	2,600 00
6	Mobilier des archevêché et évêchés	1,000 00	1,000 00	"	1,000 00		1,000 00	"	"	1,000 00
7	Entretien des édifices diocésains	10,000 00	2,100 00	7,096 00	9,196 00	1,[illegible]	7,221 00	"	804 00	9,196 00
8	Grosses réparations des édifices diocésains	10,000 00	531 80	8,605 75	9,137 55	[illegible]	8,605 75	"	862 45	9,137 55
9	Secours pour églises et presbytères	30,000 00	8,800 00	1,150 00	9,950 00	8[illegible]	1,150 00	"	20,050 00	9,950 00
10	Personnel des cultes protestants	97,000 00	81,957 00	9,700 00	91,657 00	71,[illegible]	20,116 77	"	5,343 00	91,657 00
11	Personnel du culte israélite	28,370 00	25,000 00	970 00	25,970 00	20,[illegible]	5,886 66	"	2,400 00	25,970 00
12	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	1,200 00	"	"	"		"	"	1,200 00	"
13	Frais de passage	13,000 00	9,806 75	70 45	9,877 20	6,[illegible]	3,758 80	"	3,122 80	9,877 20
		961,070 00	859,639 55	28,792 20	888,431 75	651,[illegible]	236,442 48	"	72,638 25	888,431 75
14	Dépenses des exercices clos	2,035 00	2,035 00	"	2,035 00	2,[illegible]	"	"	"	2,035 00
	TOTAL	963,105 00	861,674 55	28,792 20	890,466 75	654,[illegible]	236,442 48	"	72,638 25	890,466 75
								72,638f 25c		
	RÉCAPITULATION.									
	1e — Service de l'Intérieur	27,203,199 22	23,148,185 63	4,055,013 59	27,203,199 22	20,826,[illegible]	6,376,900 62	"	"	27,203,199 22
	2e — Service des Cultes	963,105 00	861,674 55	28,792 20	890,466 75	654,[illegible]	236,442 48	"	72,638 25	890,466 75
	TOTAL	28,166,304 22	24,009,860 18	4,083,805 79	28,093,665 97	21,480,[illegible]	6,613,343 10	"	72,638 25	28,093,665 97
								72,638 25		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif	961,070f 00c
		Dépenses des exercices clos	2,035 00
		TOTAL GÉNÉRAL	963,105 00

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.									
	1re SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE.									
1	Frais de passage	65,000f 00c	44,618f 45c	20,381f 55c	65,000f 00c	11,462	53,537f 74c	"	"	65,000f 00c
2	Administration académique. — Personnel	87,625 00	87,407 46	217 54	87,625 00	85,369	2,256 51	"	"	87,625 00
3	Administration académique. — Matériel	8,430 00	7,915 30	514 70	8,430 00	4,565	3,864 95	"	"	8,430 00
4	École d'enseignement supérieur à Alger. — Personnel	497,200 00	487,906 17	9,293 83	497,200 00	483,676	13,523 10	"	"	497,200 00
5	École d'enseignement supérieur à Alger. — Matériel	91,163 00	88,902 34	2,260 66	91,163 00	82,240	8 922 73	"	"	91,163 00
6	Bibliothèque nationale d'Alger. — Musée des antiquités algériennes	22,975 00	21,875 00	1,100 00	22,975 00	19,424	3,550 58	"	"	22,975 00
7	Lycées nationaux	433,625 00	411,198 00	22,427 00	433,625 00	411,173	22,452 00	"	"	433,625 00
8	Remises et exemptions dans les lycées de garçons. — Bourses nationales et dégrèvements	98,521 00	61,817 10	36,703 90	98,521 00	61,817	36,703 90	"	"	98,521 00
9	Collèges communaux de garçons	110,077 00	108,786 55	1,290 45	110,077 00	87,233	22,843 84	"	"	110,077 00
10	Enseignement secondaire des jeunes filles	41,600 00	35,422 08	6,177 92	41,600 00	31,042	10,557 90	"	"	41,600 00
11	Enseignement primaire. — Inspecteurs	77,075 00	77,033 17	41 83	77,075 00	70,078	6,996 77	"	"	77,075 00
12	Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel	342,740 00	279,832 91	62,907 09	342,740 00	268,552	74,187 60	"	"	342,740 00
13	Enseignement primaire. — Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes	2,974,900 00	2,966,932 95	7,967 05	2,974,900 00	2,751,903	222,996 38	"	"	2,974,900 00
13 *bis*	Création d'écoles et d'emplois	62,000 00	11,000 00	51,000 00	62,000 00	6,399	55,600 68	"	"	62,000 00
14	Subventions aux départements, villes ou communes de l'Algérie, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	70,137 00	67,691 18	2,445 82	70,137 00	49,804	20,332 55	"	"	70,137 00
15	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement primaire	150,000 00	"	150,000 00	150,000 00	"	150,000 00	"	"	150,000 00
	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement secondaire	95,000 00	4,000 00	91,000 00	95,000 00	4,000	91,000 00	"	"	95,000 00
17	Enseignement primaire des indigènes	807,420 00	766,295 27	41,124 73	807,420 00	674,097	133,322 23	"	"	807,420 00
18	Subventions aux communes algériennes pour constructions d'écoles ou de classes destinées aux indigènes	265,000 00	46,870 00	218,130 00	265,000 00	44,870	220,130 00	"	"	265,000 00
19	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"
		6,300,488 00	5,575,503 93	724,984 07	6,300,488 00	5,147,708	1,152,779 46	"	"	6,300,488 00
20	Dépenses des exercices clos	9,817 93	9,817 93	"	9,817 93	9,817	"	"	"	9,817 93
	TOTAL	6,310,305 93	5,585,321 86	724,984 07	6,310,305 93	5,157,526	1,152,779 46	"	"	6,310,305 93
								"		

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif		6,200,488 00
		Crédits de fonds de concours.		
Décrets des :		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1898.		
1er décembre 1898	4	École d'enseignement supérieur à Alger (personnel)	30,000	
7 septembre 1898	4	*Idem*	20,000	
1er octobre 1898	4	*Idem*	50,000	
		TOTAL	100,000	100,000 00
		Dépenses des exercices clos		9,817 93
		TOTAL GÉNÉRAL		6,310,305 93

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)										
	2e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.										
1	Subvention à l'École des Beaux-Arts d'Alger	31,200f 00c	31,200f 00c	"	31,200	29,019f 76c	2,180f 24c	"	"	31,200f 00c	
2	Monuments historiques en Algérie	75,000 00	51,831 16	23,168f 66c	74,999	48,120 21	26,879 61	"	0f 18c	74,999 82	
3	Travaux ordinaires en Algérie. — Bâtiments civils et palais nationaux	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
4	Travaux ordinaires en Algérie. — Construction et entretien des édifices du culte musulman	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
5	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
		106,200 00	83,031 16	23,168 66	106,199	77,139 97	29,059 85	"	0 18	106,199 82	
6	Dépenses des exercices clos	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	TOTAL	106,200 00	83,031 16	23,168 66	106,199	77,139 97	29,059 85	"	0 18	106,199 82	
								0f 18c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1897.	"	Budget primitif		88,400f 00c
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS *ouverts à l'exercice 1898.*		
Décrets des				
6 avril 1898	1	Subvention à l'École des Beaux-Arts	4,450f 00c	
10 mai 1898	1	*Idem*	4,450 00	
18 septembre 1898	1	*Idem*	4,450 00	
16 octobre 1897	1	*Idem*	4,450 00	
		TOTAL	17,800 00	17,800 00
		Dépenses des exercices clos		"
		TOTAL GÉNÉRAL		106,200 00

RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

1re SECTION. — Service de l'Instruction publique	6,310,305f 93c	5,585,321f 86c	724,984f 07c	6,310,305	5,157,526f 47c	1,152,779f 46c	"	"	6,310,305f 93c
2e SECTION. — Service des Beaux-Arts	106,200 00	83,031 16	23,168 66	106,199	77,139 97	29,059 85	"	0f 18c	106,199 82
TOTAL GÉNÉRAL	6,416,505 93	5,668,353 02	748,152 73	6,416,505	5,234,666 44	1,181,839 31	"	0 18	6,416,505 75
							0f 18c		

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordres des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.									
	1re SECTION. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.									
1	École nationale d'apprentissage de Dellys	120,000f 00c	114,209f 50c	5,790f 50c	120,000f 00c	102,17[illegible]	17,821f 63c	"	"	120,000f 00c
2	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	117 10	117 10	"	117 10		117 10	"	"	117 10
		120,117 10	114,326 60	5,790 50	120,117 10	102,17[illegible]	17,938 73	"	"	120,117 10
3	Dépenses des exercices clos	"	"	"	"		"	"	"	"
	TOTAL	120,117 10	114,326 60	5,790 50	120,117 10	102,17[illegible]	17,938 73	"	"	120,117 10
								"		
	2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.									
1	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2	Dépenses des exercices clos	523f 32c	523f 32c	"	523f 32c	52[illegible]	"	"	"	523f 32c
	TOTAL	523 32	523 32	"	523 32	52[illegible]	"	"	"	523 32
								"		
	RÉCAPITULATION.									
	1re SECTION. — Service du Commerce et de l'Industrie	120,117f 10c	114,326f 60c	5,790f 50c	120,117f 10c	102,17[illegible]	17,938f 73c	"	"	120,117f 10c
	2e SECTION. — Service des Postes et des Télégraphes	523 32	523 32	"	523 32	52[illegible]	"	"	"	523 32
	TOTAL	120,640 42	114,849 92	5,790 50	120,640 42	102,7[illegible]	17,938 73	"	"	120,640 42
								"		
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.									
1	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2	Dépenses des exercices clos	6,487f 49c	6,487f 49c	"	6,487f 49c	6,48[illegible]	"	"	"	6,487f 49c
	TOTAL	6,487 49	6,487 49	"	6,487 49	6,48[illegible]	"	"	"	6,487 49
								"		
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.									
	1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.									
1	Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens	22,000,000f 00c	21,293,702f 45c	706,297f 55c	22,000,000f 00c	21,293,7[illegible]	706,297f 55c	"	"	22,000,000f 00c
2	Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways	41,000 00	"	"	"		"	"	41,000f 00c	"
	TOTAL	22,041,000 00	21,293,702 45	706,297 55	22,000,000 00	21,293,7[illegible]	706,297 55	"	41,000 00	22,000,000 00
								41,000f		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
		MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.	
		1re SECTION.	
Loi du 13 avril 1898		Budget primitif	120,000f 00c
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.	
Loi du 22 juil. 1898	2	Dépenses des exercices périmés	117 10
		Dépenses des exercices clos	"
		TOTAL GÉNÉRAL	120,117 10
		2e SECTION.	
		Dépenses des exercices clos	523f 32c
		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.	
		Budget primitif	
		Dépenses des exercices clos	6,487f 49c
		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.	
Loi du 13 avril 1898.		Budget primitif	22,041,000f

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYÉ EFFECTIF sur ordonnances du Ministre	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
	4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.									
	MINISTÈRE DES FINANCES.									
5	Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie	382,975f 00c	378,852f 44c	3,927f 15c	382,779f 59c	358,[illegible]	24,601f 71c	"	195f 41c	382,779f 59c
6	Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie	367,685 00	308,672 44	20,370 83	329,043 27	293,[illegible]	35,158 60	"	38,641 73	329,043 27
7	Personnel de la topographie en Algérie	350,000 00	347,633 51	1,845 00	349,478 51	330,[illegible]	18,899 16	"	521 49	349,478 51
8	Matériel de la topographie en Algérie	126,500 00	120,170 75	5,631 77	125,802 52	108,[illegible]	17,175 75	"	697 48	125,802 52
8 *bis*	Liquidation des suites de l'apposition des séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie	6,150 28	5,192 06	26 34	5,218 40	4,[illegible]	274 34	"	931 88	5,218 40
8 *ter*	Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie	35,752 30	28,845 87	60 26	28,906 13	28,[illegible]	311 49	"	6,846 17	28,906 13
9	Allocation pour le recouvrement des droits universitaires	3,000 00	3,000 00	"	3,000 00	3,[illegible]	"	"	"	3,000 00
10	Part des chefs collecteurs sur le principal des impôts arabes	1,332,000 00	468,859 51	810,238 64	1,279,098 15	311,[illegible]	967,464 30	"	52,901 85	1,279,098 15
11	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	29,000 00	9,836 40	9,958 83	19,795 23	2[illegible]	17,685 44	"	9,204 77	19,795 23
12	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	723,400 00	714,220 20	593 32	714,813 52	685,[illegible]	29,726 53	"	8,586 48	714,813 52
13	Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	402,580 00	386,709 45	15,014 13	401,723 58	358,[illegible]	42,843 61	"	856 42	401,723 58
14	Dépenses à la charge du domaine de l'État pour le service de la propriété individuelle indigène en Algérie	3,000 00	"	5,986 13	5,986 13		5,986 13	2,986 13	"	5,986 13
15	Personnel des douanes en Algérie	1,361,230 00	1,307,974 26	32,292 02	1,340,266 28	1,305,[illegible]	34,699 35	"	20,963 72	1,340,266 28
16	Matériel des douanes en Algérie	89,737 00	62,887 84	20,037 46	82,925 30	41,[illegible]	41,843 57	"	6,811 70	82,925 30
17	Dépenses diverses des douanes en Algérie	101,645 00	93,506 63	1,317 46	94,824 09	91,[illegible]	3,529 75	"	6,820 91	94,824 09
18	Personnel des contributions diverses en Algérie	1,117,606 00	1,100,785 73	15,718 44	1,116,504 17	1,025,[illegible]	91,331 14	"	1,101 83	1,116,504 17
19	Matériel des contributions diverses en Algérie	336,050 00	244 021 94	88,460 77	332,482 71	223,[illegible]	108,790 80	"	4,167 29	332,482 71
	TOTAL	6,768,910 58	5,581,169 03	1,031,478 55	6,612,647 58	5,172,[illegible]	1,440,321 67	2,986 13	159,249 13	6,612,647 58
								156,263f 00c		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif		6,727,008f 00c
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1897.		
Décrets du 28 juillet 1898.	8 *bis.*	Liquidation des suites, etc	375f 28c	
	8 *ter.*	Liquidation des suites, etc	11,099 27	
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1898.		
Décrets du 4 mars 1898.	8 *bis.*	Liquidation des suites, etc	5,775 00	
	8 *ter.*	Liquidation des suites, etc	24,653 03	
		TOTAL des crédits de f. de c.	41,902 58	41,902 58
		TOTAL GÉNÉRAL		6,768,910 58

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.
	Suite de la 4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.									
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.									
	2e Section. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.									
3	Personnel de l'Administration des Postes et des Télégraphes	3,682,747f 05c	3,656,635f 46c	14,320f 48c	3,670,955f 94c	3,615,7[illegible]	55,212f 63c	"	11,791f 11c	3,670,955f 94c
4	Matériel de l'Administration des Postes et des Télégraphes	2,285,578 05	1,595,367 74	154,384 01	1,749,751 75	1,497,[illegible]	252,192 96	"	535,826 30	1,749,751 75
5	Dépenses diverses de l'Administration des Postes et des Télégraphes	91,110 00	54,216 44	1,694 11	55,910 55	53,[illegible]	2,568 35	"	35,199 45	55,910 55
	Total	6,059,435 10	5,306,219 64	170,398 60	5,476,618 24	5,166,[illegible]	309,973 94	"	582,816 86	5,476,618 24
								582,816f 86c		
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.									
3	Personnel des agents des forêts et des préposés	1,087,031f 00c	1,074,000f 00c	13,031f 00c	1,087,031f 00c	991,1[illegible]	95,882f 99c	"	"	1,087,031f 00c
4	Personnel des préposés indigènes et chaouchs	108,600 00	108,600 00	"	108,600 00	99,[illegible]	9,116 21	"	"	108,600 00
5	Indemnités au personnel des forêts	710,959 00	700,700 00	10,259 00	710,959 00	627,7[illegible]	83,187 85	"	"	710,959 00
6	Travaux des forêts	1,111,000 00	1,072,637 70	38,362 30	1,111,000 00	841,[illegible]	269,735 26	"	"	1,111,000 00
7	Dépenses diverses du service des forêts	91,000 00	8[illegible]	2,380 00	91,000 00	79,[illegible]	11,703 43	"	"	91,000 00
	Total	3,108,590 00	3,044,557 70	64,032 30	3,108,590 00	2,638,[illegible]	469,625 74	"	"	3,108,590 00
								"		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES.		
Loi du 13 avril 1898	»	Budget primitif		5,847,412f 00c
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS REPORTÉS DE 1897.		
Décrets des :				
23 juin 1898	3	Personnel	2,240f 00c	
	4	Matériel	184,170 00	
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1898.		
7 juin 1898	4	Matériel	13,800 00	
18 octobre 1898	3	Personnel	192 05	
	4	Matériel	3,649 45	
Idem	4	*Idem*	7,971 60	
			212,023 10	212,023 10
		Total général		6,059,435 10
		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		
Loi du 13 avril 1898	»	Budget primitif		3,108,590f 00c

Suite du **BUDGET GÉNÉRAL**

Suite du *Compte provisoire*

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des Ministres.
	5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS					
	MINISTÈRE					
20	Remboursements sur produits des douanes	19,000f 00c	10,935f 45c	"	10,935f 45c	10,935
21	Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie	103,100 00	98,477 60	"	98,477 60	75,275
22	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes	38,700 00	38,518 37	*A déd.* : 0f 44c	38,517 93	38,517
23	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers	310,000 00	305,879 57	3,041 92	308,921 49	301,408
24	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	10,000 00	"	"	"	"
25	Dégrèvements, non-valeurs et secours	370,000 00	221,330 69	"	221,330 69	187,914
26	Payements des indemnités dues aux victimes des incendies de forêts de 1881 en Algérie	2,184,272 49	1,718,261 09	"	1,718,261 09	284,191
	TOTAL	3,035,072 49	2,393,402 77	3,041 48	2,396,444 25	898,242
	MINISTÈRE					
Unique	Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie	240,000f 00c	201,457f 90c	38,542f 10c	240,000f 00c	177,241

DE L'EXERCICE 1898.

des Dépenses. (Algérie.)

RESTES à payer pour solder les dépenses.	SITUATION des crédits. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES probables de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.				
FINANCES.				
"	"	8,064f 55c	10,935f 45c	
23,202f 23c	"	4,622 40	98,477 60	
"	"	182 07	38,517 93	
7,513 09	"	1,078 51	308,921 49	
"	"	10,000 00	"	
33,416 61	"	148,669 31	221,330 69	
1,434,069 35	"	466,011 40	1,718,261 09	
1,498,201 28	"	638,628 24	2,396,444 25	
	638,628f 24c			
MINISTÈRE L'INTÉRIEUR.				
62,758f 95c	"	"	240,000f 00c	
	"			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJETS DES CRÉDITS.		SOMMES.
		MINISTÈRE DES FINANCES.		
Loi du 13 avril 1898.	"	Budget primitif		850,800f 00
		Crédits de fonds de concours. REPORTÉS DE L'EXERCICE 1897.		
Déc. du 28 juill. 1898.	26	Payement des indemnités, etc	14,628f 98c	
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1898.		
Déc. du 4 mars 1898.	26	Payement, etc	83,572f 28c	
Déc. du 1er juin 1898.	26	*Idem*	328,953 31	
Déc. du 18 juill. 1898.	26	*Idem*	102,234 86	
Déc. du 7 déc. 1898	26	*Idem*	1,654,883 06	
		TOTAL	2,184,272 49	2,184,272 49
		TOTAL GÉNÉRAL		3,035,072 49
		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
Loi du 29 mars 1897.	"	Budget primitif		240,000 00

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DES FINANCES.										
Service général. (Voir page 552.)	592,369f 21c	578,436f 27c	5,925f 64c	584,361f 91c	525,164f [illegible]	59,197f 73c	"	8,007f 30c	584,361f 91c	
Frais de régie et de perception. (Voir page 570.)	6,768,910 58	5,581,169 03	1,031,478 55	6,612,647 58	5,172,325 [illegible]	1,440,321 67	2,986f 13c	159,249 13	6,612,647 58	
Remboursements et restitutions. (Voir page 574.)	3,035,072 49	2,393,402 77	3,041 48	2,396,444 25	898,242 [illegible]	1,498,201 28	"	638,628 24	2,396,444 25	
TOTAL	10,396,352 28	8,553,008 07	1,040,445 67	9,593,453 74	6,595,733 [illegible]	2,997,720 68	2,986 13	805,884 67	9,593,453 74	
							802,898f 54c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.										
Service général. (Voir page 560.)	28,166,304f 22c	24,009,860f 18c	4,083,805f 79c	28,093,665f 97c	21,480,322f [illegible]	6,613,343f 10c	"	72,638f 25c	28,093,665f 97c	
Remboursements et restitutions. (Voir page 574.)	240,000 00	201,457 90	38,542 10	240,000 00	177,241 [illegible]	62,758 95	"	"	240,000 00	
TOTAL	28,406,304 22	24,211,318 08	4,122,347 89	28,333,665 97	21,657,563 [illegible]	6,676102, 05	"	72,638 25	28,333,665 97	
							72,638f 25c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.										
Service général. (Voir page 568.)	120,640f 42c	114,849f 92c	5,790f 50c	120,640f 42c	102,701f [illegible]	17,938f 73c	"	"	120,640f 42c	
Frais de régie et de perception. (Voir page 572.)	6,059,435 10	5,306,219 64	170,398 60	5,476,618 24	5,166,644 [illegible]	309,973 94	"	582,816f 86c	5,476,618 24	
TOTAL	6,180,075 52	5,421,069 56	176,189 10	5,597,258 66	5,269,345 [illegible]	327,912 67	"	582,816 86	5,597,258 66	
							582,816f 86c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.										
Service général. (Voir page 568.)	6,487f 49c	6,487f 49c	"	6,487f 49c	6,487f [illegible]	"	"	"	6,487f 49c	
Frais de régie et de perception. (Voir page 572.)	3,108,590 00	3,044,557 70	64,032f 30c	3,108,590 00	2,638,964 [illegible]	469,625f 74c	"	"	3,108,590 00	
TOTAL	3,115,077 49	3,051,045 19	64,032 30	3,115,077 49	2,645,451 [illegible]	469,625 74	"	"	3,115,077 49	
							"			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Compte provisoire des Dépenses. (France.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	Pour les dépenses propres à l'exercice 1898.	PAIEMENTS EFFECTUÉS EN VERTU DES ORDONNANCES DES MINISTRES. Pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)												
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.												
Ministère des finances	1,255,828,884f00c	1,232,416,098f32c	21,949,770f10c	1,254,365,868f42c	1,178,916,77	"	1,178,916,773f87c	75,449,094f55c	407f24c	1,463,422f82c	1,254,365,868f42c	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.												
Ministère des finances	13,771,175 00	13,580,000 00	285,764 00	13,865,764 00	13,580,00	"	13,580,000 00	285,764 00	94,589 00	"	13,865,764 00	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.												
Ministère des finances	29,557,376 55	26,973,986 67	2,130,780 89	29,104,767 56	17,044,0	9,389,503f45c	26,433,548 23	2,671,219 33	"	452,608 99	29,104,767 56	
Ministère de la justice. — 1re SECTION. — Service de la justice	35,109,419 35	35,204,260 78	87,391 15	35,291,651 93	33,875,7	23,177 88	33,898,878 81	1,392,773 12	228,668 37	46,435 79	35,291,651 93	
Ministère des affaires étrangères	17,487,951 46	14,817,011 89	2,670,939 57	17,487,951 46	12,860,9	838,092 19	13,699,006 23	3,788,945 23	"	"	17,487,951 46	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re SECTION. — Service de l'intérieur	77,901,046 54	64,765,046 95	13,135,999 59	77,901,046 54	60,707,6	901,746 36	61,608,803 60	16,292,242 94	"	"	77,901,046 54	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e SECTION. — Service des cultes	43,382,802 97	41,316,432 50	1,664,114 69	42,980,547 19	31,118,1	287,849 42	31,406,017 75	11,574,529 44	"	402,255 78	42,980,547 19	
Ministère de la guerre. — 1re SECTION. — Service ordinaire	632,773,955 02	623,706,717 99	9,312,929 34	633,019,647 33	586,544,5	4,315,230 40	590,859,602 58	42,160,044 75	18,543,091 12	18,297,398 81	633,019,647 33	
Ministère de la guerre. — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires.	29,615,322 13	25,157,166 41	4,139,755 72	29,296,922 13	18,057,2	805,752 79	18,862,981 27	10,433,940 86	"	318,400 00	29,296,922 13	
Ministère de la marine	295,012,945 57	234,701,789 80	55,268,722 20	289,970,512 00	221,225,7	693,879 78	221,919,654 11	68,050,857 89	6,674,991 81	11,717,425 38	289,970,512 00	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re SECTION. — Service de l'instruction publique	200,071,421 11	194,982,524 93	5,213,266 99	200,195,791 92	179,456,1	263,589 84	179,719,752 92	20,476,039 00	124,370 81	"	200,195,791 92	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e SECTION. — Service des beaux-arts	19,300,179 30	11,643,853 79	5,834,725 61	17,478,579 40	9,981,9	815,405 50	10,797,354 98	6,681,224 42	18,021 77	1,839,621 67	17,478,579 40	
Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes. — 1re SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	52,160,977 18	35,275,491 26	13,657,821 22	48,933,312 48	33,486,8	601,500 09	34,088,335 11	14,844,977 37	3,085,880 30	6,313,545 00	48,933,312 48	
Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	2,575,490 40	2,501,641 54	71,596 01	2,573,237 55	1,895,4	406,754 92	2,302,187 72	271,049 83	"	2,252 85	2,573,237 55	
Ministère des colonies	108,403,185 15	101,258,250 28	16,219,913 44	117,478,163 72	57,112,9	10,157,899 15	67,270,837 74	50,207,325 98	9,099,000 00	24,021 43	117,478,163 72	
Ministère de l'agriculture	33,147,691 48	28,339,908 02	3,028,398 38	31,368,306 40	20,151,8	240,481 79	20,391,571 22	10,976,735 18	"	1,779,385 08	31,368,306 40	
Ministère des travaux publics. — 1re SECTION. — Dépenses ordinaires	79,761,913 56	76,862,618 65	2,433,300 15	79,295,918 80	67,489,0	665,198 35	68,154,238 14	11,141,680 66	4,943 77	470,938 53	79,295,918 80	
Ministère des travaux publics. — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires.	143,623,004 05	130,073,292 27	7,678,989 01	137,752,281,28	102,657,3	"	102,637,178 60	35,115,102 68	47,667 63	5,918,390 40	137,752,281 28	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	1,799,884,681 82	1,647,579,993 73	142,548,643 96	1,790,128,637 69	1,453,643,9	30,406,061 91	1,484,049,949 01	306,078,688 68	37,826,635 58	47,582,679 71	1,790,128,637 69	
Ministère des finances	200,612,474 13	189,635,283 04	6,693,433 70	196,328,716 74	185,474,4	"	185,474,434 39	10,854,282 35	26,436 38	4,310,193 77	196,328,716 74	
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	60,000 00	60,000 00		"	"	60,000 00	"	"	60,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	179,451,966 49	162,148,145 11	13,694,558 07	175,842,703 18	158,629,5	"	158,629,575 79	17,213,127 39	675,933 68	4,285,196 99	175,842,703 18	
Ministère de l'agriculture	13,996,021 68	12,601,520 12	1,112,269 10	13,713,789 22	10,871,4	"	10,871,485 67	2,842,303 55	"	282,232 46	13,713,789 22	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	394,120,462 30	364,384,948 27	21,560,260 87	385,945,209 14	354,975,9	"	354,975,495 85	30,969,713 29	702,370 06	8,877,623 22	385,945,209 14	
Ministère des finances	32,794,000 00	31,849,660 34	332 00	31,849,992 34	29,055,4	"	29,055,434 18	2,794,558 16	"	944,007 66	31,849,992 34	
Ministère de l'intérieur	1,438,000 00	1,002,641 81	435,358 19	1,438,000 00	967,4	"	967,475 46	470,524 54	"	"	1,438,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	7,239,000 00	7,203,621 61	6,721 04	7,210,342 65	6,282,2	"	6,282,206 09	928,136 56	"	28,657 35	7,210,342 65	
Ministère de l'agriculture	28,162 00	10,975 00	285 00	11,260 00	9,9	"	9,935 51	1,324 49	"	16,902 00	11,260 00	
	41,499,162 00	40,066,898 76	442,696 23	40,509,594 99	36,315,0	"	36,315,051 24	4,194,543 75	"	989,567 01	40,509,594 99	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,505,104,365 12	3,298,027,939 08	186,787,135 16	3,484,815,074 24	3,037,431,3	30,406,061 91	3,067,837,269 97	416,977,804 27	38,624,001 88	58,913,292 76	3,484,815,074 24	
									20,289,290f 88c			

Suite du BUDGET GÉNÉ DE L'EXERCICE 1898.

Compte prov des Dépenses. (Algérie.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	pour les dépe propr à l'exe 189	MENTS EFFECTUÉS. ORDONNANCES DES MINISTRES, pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
RECAPITULATION DES DÉPE DU BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)												
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.												
Ministère des finances	592,369f 21c	578,436f 27c	5,925f 64c	584,361f 91c	492,5	32,581f 20c	525,164f 18c	59,197f 73c	"	8,007f 30c	584,361f 91c	
Ministère de la justice	2,708,009 50	2,709,847 79	2,915 33	2,712,763 12	2,610,7	237 50	2,610,960 26	101,802 86	18,725f 79c	13,972 17	2,712,763 12	
Ministère de l'intérieur — Service de l'intérieur — 1re SECTION. — Justice musulmane	126,300 00	120,951 45	5,348 55	126,300 00	110,9	250 00	111,175 59	15,124 41	"	"	126,300 00	
2e SECTION. — Culte musulman	298,730 00	271,316 73	27,413 27	298,730 00	239,2	1,300 00	240,511 93	58,218 07	"	"	298,730 00	
3e SECTION. — Intérieur	13,047,726 03	11,435,502 76	1,612,223 27	13,047,726 03	10,184,3	543,931 19	10,728,224 61	2,319,501 42	"	"	13,047,726 03	
4e SECTION. — Instruction publique indigène	102,970 00	92,812 67	10,157 33	102,970 00	91,1	"	91,112 67	11,857 33	"	"	102,970 00	
5e SECTION. — Beaux-Arts	240,707 20	168,842 46	71,864 74	240,707 20	147,0	4,707 20	151,719 44	88,987 76	"	"	240,707 20	
6e SECTION. — Commerce et industrie	88,512 10	84,279 03	4,233 07	88,512 10	82,2	737 10	83,260 32	5,251 78	"	"	88,512 10	
7e SECTION. — Agriculture	3,160,118 35	2,507,482 67	652,635 68	3,160,118 35	2,301,3	14,844 24	2,316,371 46	843,746 89	"	"	3,160,118 35	
8e SECTION. — Travaux publics	10,138,135 54	8,466,997 86	1,671,137 68	10,138,135 54	7,100,8	3,040 09	7,103,922 58	3,034,212 96	"	"	10,138,135 54	
Service des cultes	963,105 00	861,674 55	28,792 20	890,466 75	651,9	2,035 00	654,024 27	236,442 48	"	72,638 25	890,466 75	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 1re SECTION. — Service de l'instruction publique	6,310,305 93	5,585,321 86	724,984 07	6,310,305 93	5,147,7	9,817 93	5,157,526 47	1,152,779 46	"	"	6,310,305 93	
2e SECTION. — Service des beaux-arts	106,200 00	83,031 16	23,168 66	106,199 82	77,1	"	77,139 97	29,059 85	"	0 18	106,199 82	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — 1re SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	120,117 10	114,326 60	5,790 50	120,117 10	102,1	"	102,178 37	17,938 73	"	"	120,117 10	
2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	523 32	523 32	"	523 32		523 32	523 32	"	"	"	523 32	
Ministère de l'agriculture	6,487 49	6,487 49	"	6,487 49		6,487 49	6,487 49	"	"	"	6,487 49	
Ministère des travaux publics	22,041,000 00	21,293,702 45	706,297 55	22,000,000 00	21,293,7	"	21,293,702 45	706,297 55	"	41,000 00	22,000,000 00	
	60,051,316 77	54,381,537 12	5,552,887 54	59,934,424 66	50,633,5	620,492 26	51,254,005 38	8,680,419 28	18,725 79	135,617 90	59,934,424 66	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.												
Ministère des finances	6,768,910 58	5,581,169 03	1,031,478 55	6,612,647 58	5,172,3	"	5,172,325 91	1,440,321 67	2,986 13	159,249 13	6,612,647 58	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	6,059,435 10	5,306,219 64	170,398 60	5,476,618 24	5,166,6	"	5,166,644 30	309,973 94	"	582,816 86	5,476,618 24	
Ministère de l'agriculture	3,108,590 00	3,044,557 70	64,032 30	3,108,590 00	2,638,9	"	2,638,964 26	469,625 74	"	"	3,108,590 00	
	15,936,935 68	13,931,946 37	1,265,909 45	15,197,855 82	12,977,9	"	12,977,934 47	2,219,921 35	2,986 13	742,065 99	15,197,855 82	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.												
Ministère des finances	3,035,072 49	2,393,402 77	3,041 48	2,396,444 25	898,2	"	898,242 97	1,498,201 28	"	638,628 24	2,396,444 25	
Ministère de l'intérieur	240,000 00	201,457 90	38,542 10	240,000 00	177,2	"	177,241 05	62,758 95	"	"	240,000 00	
	3,275,072 49	2,594,860 67	41,583 58	2,636,444 25	1,075,4	"	1,075,484 02	1,560,960 23	"	638,628 24	2,636,444 25	
TOTAUX GÉNÉRAUX	79,263,324 94	70,908,344 16	6,860,380 57	77,768,724 73	64,686,9	620,492 26	65,307,423 87	12,461,300 86	21,711 92	1,516,312 13	77,768,724 73	
									1,494,600f 21c			
RÉCAPITULA GÉNÉRALE.												
FRANCE	3,505,104,365f12	3,298,027,939f08	186,787,135f16c	3,484,815,074f24	3,037,431	30,406,061f 91c	3,067,837,269f97	416,977,804f 27c	38,624,001f 88c	58,913,292f 76c	3,484,815,074f24	
ALGÉRIE	79,263,324 94	70,908,344 16	6,860,380 57	77,768,724 73	64,686	620,492 26	65,307,423 87	12,461,300 86	21,711 92	1,516,312 13	77,768,724 73	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,584,367,690 06	3,368,936,283 24	193,647,515 73	3,562,583,798 97	3,102,118	31,026,554 17	3,133,144,693 84	429,439,105 13	38,645,713 80	60,429,604 89	3,562,583,798 97	
									21,783,891f 09c			

BUDGET DE L'EXERCICE 1899.

OPÉRATIONS

CONSTATÉES AU 31 DÉCEMBRE 1898.

BUDGET L'EXERCICE 1899.

État des Recettes et des Payem faits à l'époque du 31 décembre 1898.

RECETTES.

NATURE DES RECETTES.			DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués.	RESTE À RECOU
BUDGET GÉNÉRAL.					
FRANCE.					
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.					
1° Recettes en atténuation de dépenses.					
Pensions, trousseaux et revenus divers des Écoles du Gouvernement.	Écoles d'arts et métiers		112f 50c	112f 50c	"
	Écoles militaires	École polytechnique	3,979 00	3,979 00	"
		École de Saint-Cyr	15,173 58	15,173 58	"
		École de la Flèche	3,748 83	3,748 83	"
	École navale de Brest		3,500 00	3,500 00	"
	Écoles vétérinaires		610 00	610 00	"
	École des haras du Pin		1,000 00	1,000 00	"
	Écoles d'agriculture		1,670 00	1,670 00	"
	École du service de santé de la marine		175 00	175 00	"
	TOTAL de l'exercice 1899. (France.)		29,968 91	29,968 91	"

DÉPENSES.

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES CONSTATÉES.	PAYEMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À PAYER sur les dépenses constatées.
	BUDGET GÉNÉRAL.			
	FRANCE.			
	MINISTÈRE DES FINANCES.			
	PREMIÈRE PARTIE.			
	DETTE PUBLIQUE.			
	Dette viagère.			
22	Pensions militaires de la guerre	36f 29c	36f 29c	"
28	Pensions civiles (Loi du 9 juin 1853)	3 61	3 61	"
		39 90	39 90	"

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1899.

Résultat général des opérations constatées sur le budget de l'exercice 1899 au 31 décembre 1898.

FRANCE.

RECETTES.

Budget général	29,968f 91c

DÉPENSES.

Budget général	39 90
EXCÉDENT de recette pour lequel le budget de l'exercice 1899 est employé dans la situation générale des finances (voir page 674.)	29,929f 01c

ALGÉRIE.

Néant.

EXCÉDENT final de recette pour lequel le budget de l'exercice 1899 est employé dans la situation générale des finances (voir page 674)	29,929 01

RÉSULTATS GÉNÉRAUX

SUR

LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

NOTE

SUR

LES RÉSULTATS GÉNÉRAUX DES BUDGETS DE 1887 À 1897.

La présente partie du Compte général des finances résume les résultats généraux et définitifs des budgets depuis 1887, en considérant chacun de ces budgets sous le double rapport de sa *situation financière* et de son *règlement législatif*.

La *situation financière* est formée des ressources et des besoins exclusivement propres à l'exercice.

La situation en *règlement législatif* comprend non seulement ces ressources et ces besoins, mais encore les fonds disponibles qui ont été reportés des exercices précédents et ceux que l'exercice expiré a pu lui-même laisser au profit des exercices suivants.

Le tableau général inséré ci-après, fait connaître la situation des exercices 1887 et suivants sous les deux aspects qui viennent d'être indiqués. La situation provisoire de l'exercice en cours d'exécution n'y est pas comprise, parce qu'elle ne se forme encore que de recettes et de dépenses présumées, qui seront remplacées l'année suivante par les résultats constatés définitivement en clôture d'exercice.

Ce tableau général est lui-même accompagné de tableaux de développements des recettes et des dépenses qui s'y trouvent comprises.

Les recettes et les dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets que présentent ces développements sont celles qui ont été portées dans les lois de règlement de comptes, et d'où est ressorti le résultat final propre à chaque exercice, en y rattachant, comme il va être dit, les termes fixés par ces mêmes lois relativement au service départemental.

Les *fonds de report du service départemental*, lequel était classé jusqu'en 1893, ainsi que divers autres services de même nature, dans le budget des dépenses sur ressources spéciales, sont réunis aux recettes ordinaires des budgets; en conséquence, les recettes propres à chaque exercice se trouvent modifiées de la différence existant entre les fonds départementaux et spéciaux reportés des budgets précédents et ceux qui sont transportés aux budgets suivants. Le budget des dépenses sur ressources spéciales étant supprimé à partir de l'exercice 1893, les recettes de l'exercice 1892 comprennent les fonds de l'espèce reportés des exercices précédents et l'intégralité de ceux qui lui sont propres.

Enfin il a paru utile de compléter cette partie du Compte général des finances par un *Résumé analytique de la situation des budgets* qui compare, depuis 1887, les budgets votés avec les budgets réglés définitivement, en faisant ainsi ressortir les résultats de l'exécution des services tant en recette qu'en dépense. Les développements dont il est accompagné présentent des renseignements statistiques souvent recherchés avec intérêt, c'est-à-dire les plus-values annuellement réalisées sur chacune des branches principales de revenus et les suppléments ou annulations de crédits auxquels a successivement donné lieu chaque département ministériel.

Les exercices 1814 à 1886 forment quatre périodes entièrement accomplies dont les résultats généraux sont invariables. Il a été jugé inutile de continuer à reproduire leur situation dans le Compte général des finances. Celle des exercices 1814 à 1869 est insérée, avec les détails qu'elle comporte, dans le Compte général de l'année 1885, page 707 à 747; celle des exercices 1870 à 1886 a figuré pour la dernière fois dans le Compte général de l'année 1897, pages 579 à 607.

BUDGETS DE 1887 A 1897.

Résumé de la situation financière des budgets de 1887 à 1897.

Les recettes ordinaires et extraordinaires de toute nature des budgets de 1887 à 1897 se sont élevées ensemble à	40,021,956,410f
Les dépenses de toute nature, à	39,912,125,669
Les recettes sont donc supérieures aux dépenses de	109,830,741

Ce dernier résultat est d'accord avec ceux qu'ont fixés les projets de loi de règlement des exercices 1887 à 1897.

Il s'établit comme suit :

Exercice 1888. Excédent de recettes à employer, en exécution de l'article 23 de la loi du 30 mars 1888, au remboursement des obligations du Trésor à court terme échéant en 1888		47,196,616f
Exercice 1889. Excédent de recette à affecter, en exécution de l'article 46 de la loi du 26 décembre 1890, au protectorat de l'Annam et du Tonkin et au service local de la Cochinchine jusqu'à concurrence de	18,000,000f	
en exécution de l'article 7 du projet de loi de règlement définitif de cet exercice, à l'atténuation des découverts du Trésor, pour le surplus, soit	6,193,792	
		24,193,792
Exercice 1890. Excédent de recette à employer conformément aux lois des 26 décembre 1890 et 28 avril 1893 et à la décision ministérielle du 27 février 1894		87,852,455
Exercice 1891. Excédent de recettes à employer conformément aux lois du 26 décembre 1890 et 28 avril 1893 et à la décision ministérielle du 27 février 1894		105,843,654
Exercice 1897. Excédent de recettes dont l'emploi a été déterminé par l'article 93 de la loi de finances du 13 avril 1898		4,561,359
Ensemble (à reporter)		269,647,876

Report.....		269,647,876f
A DÉDUIRE :		
Exercice 1887. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	17,081,074f	
Exercice 1892. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	9,939,759	
Exercice 1893. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	84,511,096	
Exercice 1894. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	21,654,616	
Exercice 1895. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	17,903,459	
Exercice 1896. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	8,727,131	
ENSEMBLE.....	159,817,135	159,817,135
SOMME ÉGALE.....		109,830,741

Ce résultat est extrait du tableau général publié ci-après et dans lequel on a rapproché les ressources et les besoins de chaque exercice, d'abord sous le rapport du règlement financier, ensuite sous le rapport du règlement législatif, tel qu'il ressort de la loi des comptes. Le tableau général dont il s'agit est lui-même accompagné d'états de développement des recettes et des dépenses dans la forme analogue à ceux qui sont produits pour les périodes précédentes, en tenant compte toutefois des différences que la loi du budget a apportées dans la nomenclature des recettes et des dépenses.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 A 1897.

Tableau général, par exercice, de la situation financière et du règlement législatif des budgets de 1887 à 1897.

1° SITUATION FINANCIÈRE D'APRÈS LES RÉSULTATS PROPRES À CHAQUE EXERCICE.

EXERCICES.	RECETTES.					DÉPENSES.			RÉSULTATS PAR EXERCICE.		OBSERVATIONS.
	RECETTES ordinaires.	RESSOURCES exceptionnelles.	TOTAL des ressources ordinaires et exceptionnelles.	BUDGET extraordinaire.	TOTAL général. (Voir ci-après le tableau de développement.)	DÉPENSES ordinaires.	BUDGET extraordinaire.	TOTAL général.	Excédents de recettes.	Excédents de dépenses.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	3,449,173,688	9,360,278	3,458,533,966	275,405,732	3,733,939,[illegible]	3,475,615,040	275,405,732	3,751,020,772	"	17,081,074	
1888	3,566,793,775	13,515,531	3,580,309,306	160,256,077	3,740,565,[illegible]	3,533,112,690	160,256,077	3,693,368,767	47,196,616	"	
1889	3,595,805,489	4,661,340	3,600,466,829	163,253,131	3,763,719,[illegible]	3,576,273,037	163,253,131	3,739,526,168	24,193,792	"	
1890	3,678,499,229	7,635,888	3,686,135,117	146,389,175	3,832,524,[illegible]	3,598,282,662	146,389,175	3,744,671,837	87,852,455	"	
1891	3,773,641,893	60,542,686	3,834,184,579	"	3,834,184,[illegible]	3,728,340,925	"	3,728,340,925	105,843,654	"	
1892	3,890,989,221	20,979,856	3,911,969,077	"	3,911,969,[illegible]	3,921,908,836	"	3,921,908,836	"	9,939,759	
1893	3,358,221,640	8,187,859	3,366,409,499	"	3,366,409,[illegible]	3,450,920,595	"	3,450,920,595	"	84,511,096	
1894	3,419,821,246	38,499,329	3,458,320,575	"	3,458,320,[illegible]	3,479,975,191	"	3,479,975,191	"	21,654,616	
1895	3,383,153,452	32,963,566	3,416,117,018	"	3,416,117,[illegible]	3,434,020,477	"	3,434,020,477	"	17,903,459	
1896	3,431,276,695	4,851,685	3,436,128,380	"	3,436,128,[illegible]	3,444,855,511	"	3,444,855,511	"	8,727,131	
1897	3,525,861,598	2,216,351	3,528,077,949	"	3,528,077,[illegible]	3,523,516,590	"	3,523,516,590	4,561,359	"	
TOTAUX	39,073,237,926	203,414,369	39,276,652,295	745,304,115	40,021,956,[illegible]	39,166,821,554	745,304,115	39,912,125,669	269,647,876	159,817,135	

EXCÉDENT de recettes sur l'ensemble des budgets de 1887 à 1897 réellement propres à chaque exercice... 109,830,741f

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du *Tableau général, par exercice, de la situation financière et du règlement législatif des budgets de 1887 à 1897.*

2° RÈGLEMENT LÉGISLATIF DE CHAQUE EXERCICE.

EXERCICES.	RECETTES.							DÉPENSES.			SITUATION DÉFINITIVE EN RÈGLEMENT D'EXERCICE.			
	FONDS disponibles reportés des exercices précédents.	RECETTES ORDINAIRES. RECETTES ordinaires.	RECETTES ORDINAIRES. TOTAL des recettes ordinaires.	RESSOURCES exceptionnelles.	TOTAL des recettes ordinaires et des ressources exceptionnelles.	BUDGET extraordinaire.	TOTAL GÉNÉRAL des recettes.	DÉPENSES ordinaires.	DÉPENSES du budget extraordinaire.	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses.	EXCÉDENTS DE RECETTES formant ressources pour d'autres exercices auxquels ils ont été transportés dans le présent tableau.	EXCÉDENTS DE RECETTES formant ressources pour d'autres exercices auxquels ils n'ont pu encore être transportés dans le présent tableau.	EXCÉDENTS DE RECETTES formant ressources pour d'autres services.	EXCÉDENTS de dépenses formant découverts pour le Trésor.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	"	3,449,173,688	3,449,173,688	9,360,278	3,458,533,966	275,405,732	3,733,939	3,475,615,040	275,405,732	3,751,020,772	"	"	"	17,081,074
1888	"	3,566,793,775	3,566,793,775	13,515,531	3,580,309,306	160,256,077	3,740,565	3,533,112,690	160,256,077	3,693,368,767	"	"	(A) 47,196,616	"
1889	"	3,595,805,489	3,595,805,489	4,661,340	3,600,466,829	163,253,131	3,763,719	3,576,273,037	163,253,131	3,739,526,168	"	"	(B) 24,193,792	"
1890	"	3,678,499,229	3,678,499,229	7,635,888	3,686,135,117	146,389,175	3,832,524	3,598,282,662	146,389,175	3,744,671,837	"	"	(C) 87,852,455	"
1891	"	3,773,641,893	3,773,641,893	60,542,686	3,834,184,579	"	3,834,18	3,728,340,925	"	3,728,340,925	"	"	(C) 105,843,654	"
1892	"	3,890,989,221	3,890,989,221	20,979,856	3,911,969,077	"	3,911,96	3,921,908,836	"	3,921,908,836	"	"	"	9,939,759
1893	"	3,358,221,640	3,358,221,640	8,187,859	3,366,409,499	"	3,366,40	3,450,920,595	"	3,450,920,595	"	"	"	84,511,096
1894	"	3,419,821,246	3,419,821,246	38,499,329	3,458,320,575	"	3,458,32	3,479,975,191	"	3,479,975,191	"	"	"	21,654,616
1895	"	3,383,153,452	3,383,153,452	32,963,566	3,416,117,018	"	3,416,11	3,434,020,477	"	3,434,020,477	"	"	"	17,903,459
1896	"	3,431,276,695	3,431,276,695	4,851,685	3,436,128,380	"	3,436,12	3,444,855,511	"	3,444,855,511	"	"	"	8,727,131
1897	"	3,525,861,598	3,525,861,598	2,216,351	3,528,077,949	"	3,528,07	3,523,516,590	"	3,523,516,590	"	"	(D) 4,561,359	"
TOTAUX	"	39,073,237,926	39,073,237,926	203,414,369	39,276,652,295	745,304,115	40,021,95	39,166,821,554	745,304,115	39,912,125,669	"	"	269,647,876	159,817 135

RÉSULTATS DÉFINITIFS DES BUDGETS DE 1887 À 1897 EN RÈGLEMENT LÉGISLATIF.....	Excédents de recettes formant ressources pour les exercices ou les services auxquels ils ont été ou seront transportés.....	269,647,876f
	Excédents de recettes, page 593.....	109,830,741f

(A) La somme de 47,196,616 francs a servi au remboursement des obligations à court terme échéant en 1888. (Art. 23 de la loi du 30 mars 1888.)

(B) La somme de 24,193,792 francs a été affectée : 1° pour 13,100,000f au compte courant de l'Annam et du Tonkin ; 2° pour 4,900,000 au budget local de la Cochinchine..... } Art. 46 de la loi du 26 décembre 1890. ; 3° pour 6,193,792f à l'atténuation des découverts du Trésor. (Art. 7 du projet de loi de règlement de l'exercice 1889.)

TOTAL ÉGAL 24,193,792

(C) Ces excédents de recettes ont été employés conformément aux dispositions de l'article 61 de la loi de finances du 26 décembre 1890, de l'article 56 de la loi de finances du 28 avril 1893 et de la décision ministérielle du 27 février 1894, au payement direct des garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer françaises et algériennes et au remboursement des obligations émises à cet effet.

(D) Cet excédent a été employé conformément à l'article 93 de la loi de finances du 13 avril 1898 au remboursement, avec les intérêts courus au jour du payement et les frais accessoires, des capitaux compris dans les annuités visées à l'article 13 de la loi du 29 juin 1897 et qui n'ont pu être remboursés sur les excédents budgétaires de l'exercice 1896.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Développement sur les recettes ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1897.

EXERCICES.	RECETTES ORDINAIRES. § 1er. IMPÔTS DIRECTS. Contributions directes. Fonds généraux.	Contributions directes. Fonds spéciaux.	Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. Fonds généraux.	Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. Fonds spéciaux.	Contributions et taxes spéciales en Algérie. Fonds généraux.	Contributions et taxes spéciales en Algérie. Fonds spéciaux.	TOTAL.	§ 2. IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS. (Voir développement, pages 600 à 603.) France.	Algérie. Fonds généraux.	Algérie. Fonds spéciaux.	TOTAL.	§ 3. PRODUITS DE MONOPOLES et exploitations industrielles de l'État. (Voir développement, pages 604 à 609.) France et colonies.	Algérie.	TOTAL.	TOTAL à reporter.	OBSERVATIONS.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	401,632,893	378,457,345	27,314,724	1,298,708	9,515,605	4,609,148	822,8[illegible]	1,769,862,883	19,193,393	370,900	1,789,427,176	579,360,794	5,109,869	584,470,663	3,196,726,262	
1888	406,326,039	381,771,026	27,771,081	1,292,020	8,794,735	3,632,798	829,58[illegible]	1,836,441,361	20,220,977	370,831	1,857,033,169	587,743,033	5,241,034	592,984,067	3,279,605,835	
1889	409,166,587	386,456,743	27,924,200	1,337,244	8,958,146	3,729,868	837,57[illegible]	1,827,268,675	19,283,980	340,534	1,846,893,189	603,036,474	5,088,245	608,124,719	3,292,590,696	
1890	442,516,169	366,529,275	28,251,004	1,367,153	8,853,180	3,706,978	851,22[illegible]	1,913,396,514	19,949,510	352,458	1,933,698,482	605,566,187	5,108,633	610,674,820	3,395,597,061	
1891	435,662,669	370,824,959	30,283,628	1,434,560	8,466,593	3,574,513	850,24[illegible]	2,003,669,371	21,203,092	372,597	2,025,245,060	614,820,674	5,175,051	619,995,725	3,495,487,707	
1892	437,200,127	374,803,054	31,336,541	1,545,506	9,987,392	4,011,157	858,88[illegible]	2,027,857,456	21,510,860	348,060	2,049,716,376	623,988,943	5,236,850	629,225,793	3,537,825,946	
1893	463,923,006	"	32 941,879	"	12,580,366	"	509,44[illegible]	1,999,737,161	23,093,202	"	2,022,830,363	631,239,486	5,168,217	636,407 703	3,168,683,317	
1894	467,454,087	"	34,027,889	"	12,559,094	"	514,04[illegible]	2,018,068,958	22,405,393	"	2,040,474,351	641,679,548	5,264,714	646,944,262	3,201,459,683	
1895	470,621,473	"	35,644,881	"	11,897,227	"	518,16[illegible]	1,965,174,252	23,209,177	"	1,988,383,429	657,376,553	5,457,413	662,833,966	3,169,380,976	
1896	474,671,705	"	37,569,840	"	11,661,688	"	523,90[illegible]	1,980,537,363	26,062,795	"	2,006,600,158	677,315,888	5,469,334	682,785,222	3,213,288,613	
1897	478,403,491	"	39,332,790	"	11,256,040	"	528,99[illegible]	2,029,649,349	27,680,280	"	2,057,329,629	686,712,304	5,447,635	692,159,939	3,278,481,889	
TOTAUX	4,887,578,246	2,258,842,402	352,399,357	8,275,191	114,530,066	23,264,462	7,644,8[illegible]	21,371,663,343	243,812,659	2,155,380	21,617,631,382	6,908,839,884	57,766,995	6,966,606,879	36,229,127,985	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du *Développement sur les recettes ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1897.*

EXERCICES.	RECETTES. REPORT D'AUTRE PART.	§ 4. PRODUITS ET REVENUS DES DOMAINES DE L'ÉTAT. Domaine. France.	Domaine. Algérie.	Forêts. France.	Forêts. Algérie.	TOTAL.	§ 5. PRODUITS DU BUDGET. Fonds généraux.	Fonds spéciaux.	TOTAL.	§ 7. RECETTES D'ORDRE. France.	Algérie.	TOTAL.	TOTAL des RECETTES ordinaires.	RECETTES EXCEPTIONNELLES et extraordinaires. Recettes exceptionnelles. (Voir développement, page 644.)	Budget extraordinaire. (Voir développement, page 645.)	TOTAL GÉNÉRAL.	OBSERVATIONS.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	3,196,726,262	18,650,260	2,829,059	24,753,015	770,574	47,002,908	29,705,369	105,35[illegible]	135,025,400	69,493,198	925,920	70,419,118	3,449,173,688	9,360,278	275,405,732	3,733,939,698	
1888	3,279,605,835	15,694,197	2,249,030	25,565,699	532,737	44,041,663	30,113,106	85,70[illegible]	115,821,015	126,519,873	805,389	127,325,262	3,566,793,775	13,515,531	160,256,077	3,740,565,383	
1889	3,292,590,696	16,674,635	2,491,146	25,213,384	708,885	45,088,050	29,278,447	100,53[illegible]	129,808,346	127,895,271	423,126	128,318,397	3,595,805,489	4,661,340	163,253,131	3,763,719,960	
1890	3,395,597,061	14,506,209	2,568,153	26,018,487	700,488	43,793,337	25,399,605	84,80[illegible]	110,206,605	128,271,296	630,930	128,902,226	3,678,499,229	7,635,888	146,389,175	3,832,524,292	
1891	3,495,487,707	16,906,017	2,227,514	27,747,573	676,582	47,557,686	23,040,786	93,9[illegible]	117,004,058	112,928,879	663,563	113,592,442	3,773,641,893	60,542,686	"	3,834,184,579	
1892	3,537,825,946	17,826,905	2,504,759	28,143,093	675,054	49,149,811	23,321,212	160,84[illegible]	184,167,096	116,824,965	3,021,403	119,846,368	3,890,989,221	20,979,856	"	3,911,969,077	
1893	3,168,683,317	14,719,492	2,580,394	27,455,530	871,006	45,626,422	25,917,991	"	25,917,991	112,542,860	5,451,050	117,993,910	3,358,221,640	8,187,859	"	3,366,409,499	
1894	3,201,459,683	16,771,575	4,104,793	26,918,620	738,487	48,533,475	56,570,803	"	56,570,803	108,609,401	4,647,884	113,257,285	3,419,821,246	38,499,329	"	3,458,320,575	
1895	3,169,380,976	19,050,040	2,811,019	28,579,756	923,706	51,364,521	59,339,024	"	59,339,024	98,915,578	4,153,353	103,068,931	3,383,153,452	32,963,566	"	3,416,117,018	
1896	3,213,288,613	17,121,834	4,193,515	30,056,169	1,091,198	52,462,716	59 927,632	"	59,927,632	101,215,903	4,381,831	105,597,734	3,431,276,695	4,851,685	"	3,436,128,380	
1897	3,278,481,889	27,914,945	9,041,589	30,681,881	1,388,938	69,027,353	63,260,952	"	63,260,952	110,719,064	4,372,340	115,091,404	3,525,861,598	2,216,351	"	3,528,077,949	
TOTAUX	36,229,127,985	195,836,109	37,600,971	301,133,207	9,077,655	543,647,942	425,874,927	631,1[illegible]	1,057,048,922	1,213,936,288	29,476,789	1,243,413,077	39,073,379 26	203,414,369	745,304,115	40,021,956,410	

(A) Cette catégorie de revenus comprend le résultat, soit au profit, soit à la charge du budget, de la différence entre les fonds départementaux reportés d'exercices précédents ou transportés à exercices suivants.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1897.

EXERCICES.	PRODUITS DES IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.																			OBSERVATIONS.
					Douanes.				Contributions indirectes.				Sucres				TOTAL à reporter.			
	Enregistrement.	Timbre.	Impôt sur les opérations de bourse. (A)	Taxe de 3 p. o/o sur les valeurs mobilières portée à 4 p. o/o à partir de l'exercice 1891.	Marchandises diverses.	Droits divers.	Taxe sur les sels.	TOTAL.	Boissons.	Taxe des sels hors du rayon des douanes.	Droits divers	TOTAL.	coloniaux.	étrangers.	indigènes.	TOTAL.				
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.			
1887	513,484,703	157,531,678	"	48,878,548	295,695,302	20,060 177	21,985,851	337,7[illegible]	412,651,585	10,406,006	157,698,129	580,755,720	26,444,765	12,380,903	92,645,236	131,470,904	1,769,862,883			
1888	510,481,502	160,175,201	"	50,423,918	330 944,301	20,435,743	21,592,997	372,9[illegible]	417,547,308	11,189,864	155,015,542	583,752,714	30,675,517	19,667,329	108,292,139	158,634,985	1,836,441,361			
1889	502,502,742	160,469,011	"	49,161,320	320,722,028	20,190,792	20,686,011	361,5[illegible]	425,016,601	12,163,128	172,395,223	609,574,952	28,252,940	6,618,506	109,090,373	143,961,819	1,827,268,675			
1890	537,792,117	165,831,296	"	50,800,431	322,985,571	21,266,814	20,749,214	365,0[illegible]	444,173,462	11,660,465	166,542,679	622,376,606	27,157,260	11,328,382	133,108,823	171,594,465	1,913,396,514			
1891	541,284,553	166,609,286	"	70,392,975	351,333,988	22,936,526	21,426,897	395,[illegible]	451,927,528	11,476,647	169,945,001	633,349,176	27,386,721	14,902,095	154,047,154	196,335,970	2,003,669,371			
1892	550,969,204	159,055,055	"	70,002,309	388,903,603	20,685,714	22,299,292	431,8[illegible]	470,591,596	10,968,204	130,409,138	611,968,938	27,427,555	14,447,062	162,098,724	203,973,341	2,027,857,456			
1893	521,651,526	166,604,236	"	67,049,420	410,697,700	20,552,428	22,099,906	453,3[illegible]	462,268,448	10,254,895	123,682,273	596,205,616	32,220,602	9,573,522	153,082,205	194,876,329	1,999,737,161			
1894	528,743,742	173,351,349	"	66,207,776	424,796,163	21,318,097	22,342,682	468,[illegible]	449,320,394	9,906,520	126,097,425	585 324,339	25,424,407	16,097,923	154,462,480	195,984,810	2,018,068,958			
1895	529,055,345	173,515,718	"	65,592,121	365,819,676	20,963,250	23,249,388	410,[illegible]	459,148,629	9,671,125	128,878,385	597,698,139	24,851,488	9,197,070	155,232,057	189,280,615	1,965,174,252			
1896	508,142,329	178,725,027	"	62,922,077	386,430,768	20,350,610	25,046,766	431,3[illegible]	463,658,375	9,694,315	132,849,400	606,202,090	31,276,067	6.212,139	155,229,490	192,717,696	1,980,537,363			
1897	522,072,399	175,761,494	5,526,253	68,496,598	405,292,099	20,557,129	24,049,049	449,8[illegible]	474,156,201	10,748,086	137,469,564	622,373,851	27,261,480	221,267	(A) 158,037,730	185,520,477	2,029,649,349			
TOTAUX	5,766,180,162	1,837,629,351	5,526,253	669,927,493	4,003,621,199	229,317,280	245,528,053	4,478,[illegible]	4,930,460,127	118,139,255	1,600,982,759	6,649,582,141	308,378,802	120,646,198	1,535,326,411	1,964,351,411	21,371,663,343			

(A) Antérieurement à l'exercice 1897, le produit de l'impôt sur les opérations de bourse était compris parmi les produits du timbre.

(A) Dans cette somme sont compris 107,750 francs, reliquat du produit des taxes de raffinage et de fabrication, non employé au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées par la loi du 7 avril 1897.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du *Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1897.*

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.	Suite des PRODUITS DES IMPÔTS REVENUS INDIRECTS.													TOTAL DES IMPÔTS et revenus indirects.	OBSERVATIONS.
		Enregistrement.			Timbre.	Taxe de 3 p. o/o sur les valeurs mobilières, portée à 4 o/o à partir de l'exercice 1891.	Marchandises diverses.	Droits divers.	Sucres de toutes origines.	TOTAL.	Contributions diverses.			TOTAL des impôts et revenus indirects en Algérie.		
		Fonds généraux.	Fonds spéciaux.	TOTAL.							Boissons.	Droits divers.	TOTAL.			
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	1,769,862,883	3,869,439	370,900	4,240,339	4,135,308	204,440	4,432,921	646,[illegible]	4,268,545	9,348,335	1,325,904	309,967	1,635,871	19,564,293	1,789,427,176	
1888	1,836,441,361	3,854,758	370,831	4,225,589	4,143,584	197,522	5,600,488	601,[illegible]	4,235,086	10,437,382	1,295,998	291,733	1,587,731	20,591,808	1,857,033,169	
1889	1,827,268,675	3,546,306	340,534	3,886,840	4,098,274	197,634	5,061,147	615,[illegible]	4,154,616	9,831,162	1,316,534	294,070	1,610,604	19,624,514	1,846,893,189	
1890	1,913,396,514	3,645,348	352,458	3,997,806	4,182,215	209,823	5,039,700	662,[illegible]	4,595,078	10,296,778	1,317,986	297,360	1,615,346	20,301,968	1,933,698,482	
1891	2,003,669,371	3,852,876	372,597	4,225,473	4,307,095	257,668	5,828,856	761,[illegible]	4,552,809	11,143,263	1,333,687	308,503	1,642,190	21,575,689	2,025,245,060	
1892	2,027,857,456	3,586,853	348,060	3,934,913	4,279,344	234,707	5,526,690	737,[illegible]	4,526,067	10,789,781	1,376,895	1,243,280	2,620,175	21,858,920	2,049,716,376	
1893	1,999,737,161	3,799,585	"	3,799,585	4,176,173	227,179	6,590,977	663,[illegible]	4,184,759	11,441,101	1,519,976	1,929,188	3,449,164	23,093,202	2,022,830,363	
1894	2,018,068,958	3,588,599	"	3,588,599	4,227,774	193,533	6,422,018	689,[illegible]	4,115,940	11,220,450	1,665,743	1,509,294	3,175,037	22,405,393	2,040,474,351	
1895	1,965,174,252	3,579,636	"	3,579,636	4,189,719	207,123	5,681,259	797,[illegible]	4,644,686	11,053,448	1,594,340	2,584,911	4,179,251	23,209,177	1,988,383,429	
1896	1,980,537,363	3,437,975	"	3,437,975	4,144,288	212,471	5,456,589	1,061,[illegible]	4,903,986	11,422,020	1,535,845	5,310,196	6,846,041	26,062,795	2,006,600,158	
1897	2,029,649,349	3,683,315	"	3,683,315	4,228,386	162,551	6,066,381	970,[illegible]	5,550,738	12,587,514	1,500,990	5,517,524	7,018,514	27,680,280	2,057,329,629	
	21,371,663,343	40,444,690	2,155,380	42,600,070	46,112,160	2,304,651	61,707,026	8,131,[illegible]	49,732,310	119,571,234	15,783,898	19,596,026	35,379,924	245,968,039	21,617,631,382	

Suite des **RÉSULTATS GÉNÉR SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.**

Suite du *Développement sur les impôts et revenus indirects, les mono et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1897.*

EXERCICES.	PRODUITS MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
			ET COLONIES.						
	Allumettes chimiques.	Tabacs.	Poudres.	Postes. Taxe des lettres.	Postes. Envois d'argent.	Postes. Recettes diverses.	Postes. Total.	Total à reporter.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	17,016,000	369,135,72	11,837,236	135,938,781	6,540,660	57,736	142,537,177	540,526,141
1888	17,016,000	369,492,90	11,371,752	141,564,282	6,651,208	152,997	148,368,487	546,249,205
1889	17,065,824	372,829,04	10,901,303	149,276,790	6,970,419	268,904	156,516,113	557,312,288
1890	14,914 023	372,164,89	10,450,401	151,356,862	7,180,451	329,893	158,867,206	556,396,499
1891	25,457,766	371,622,20	9,533,813	154,270,115	7,374,268	305,747	161,950,130	568,563,912
1892	25,219,306	376,851,00	9,759,879	157,819,257	7,509,137	294,974	165,623,368	577,453,554
1893	26,543,540	374,090,22	10,772,866	158,625,608	7,629,252	382,978	166,637,838	578,644,470
1894	27.226,200	375,805,41	10,943,256	161,791,000	7,763,686	378,947	169,933,633	583,908,501
1895	27,411,154	381,131,91	11,528,570	169,599,301	7,962,749	366,142	177,928,192	597,999,835
1896	28,730,517	393,940,31	11,469,847	171,221,245	8,116,686	383,233	179,721,164	613,861,847
1897	29,253,363	395,510,18	11,873,769	177,164,883	8,225,776	394,747	185,785,406	622,422,731
TOTAUX	255,853,693	4,152,573,88	120,442,692	1,728,628,124	81,924,292	3,316,298	1,813,868,714	6,342,738,983

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du *Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1897.*

EXERCICES.	PRODUITS DES MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.													OBSERVATIONS.
		FRANCE ET COLONIES.												
	Report	Télégraphes.					TOTAL.	Téléphones.				Produits de diverses exploitations.	TOTAL des produits des monopoles France et colonies à reporter.	
		Bureaux de France.	Offices étrangers.	Surveillance des chemins de fer.	Recettes diverses.	Colonies.		Taxes des conversations.	Abonnements.	Recettes diverses.	TOTAL.			
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	540,526,141	26,391,440	1,302,356	469,940	2,356,627	329	30,849,820	"	"	"	"	7,984,833	579,360,794	
1888	546,249,205	27,991,175	1,484,501	415,773	2,676,110	"	32,567,559	"	"	"	"	8,926,269	587,743,033	
1889	557,312,288	29,926,375	2,305,895	634,671	2,809,121	"	35,676,062	"	"	"	"	10,048,124	603,036,474	
1890	556,396,499	29,689,824	2,057,959	403,046	7,068,382	"	39,219,211	"	"	"	"	9,950,477	605,566,187	
1891	568,563,912	30,928,302	2,002,722	406,283	2,550,169	"	35,887,476	"	"	"	"	10,369,286	614,820,674	
1892	577,453,554	30,163,002	2,106,214	132,515	3,008,056	"	35,409,787	"	"	"	"	11,125,602	623,988,943	
1893	578,044,470	30,598,879	2,105,987	24,250	2,464,605	"	35,193,721	988,679	6,546,189	75,941	7,610,809	10,390,486	631,239,486	
1894	583,908,501	30,349,680	2,781,352	24,500	3,211,153	"	36,366,685	1,144,575	7,319,857	65,509	8,529,941	12,874,421	641,679,548	
1895	597,999,835	32,443,672	2,576,035	24,050	2,677,238	"	37,720,995	1,297,284	8,199,492	64,572	9,561,348	12,094,375	657,376,553	
1896	613,861,847	(A) 33,904,611	"	24,963	3,603,841	"	37,533,415	1,320,825	10,421,722	75,652	11,818,199	14,102,427	677,315,888	
1897	622,422,731	(A) 34,811,905	"	"	2,866,691	"	37,678,596	1,498,983	9,502,230	73,266	11,074,479	15,536,498	686,712,304	
TOTAUX	6,342,738,983	337,198,865	18,723,021	2,559,991	35,291,993	329	394,103,327	6,250,346	41,989,490	354,940	48,594,776	123,402,798	6,908,839,884	

(A) Y compris les recettes des Offices étrangers.

Suite des **RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.**

Suite du *Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1897.*

EXERCICES.	REPORT.	PRODUITS DES MONOPOLES				EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT. ALGÉRIE.							TOTAL DES PRODUITS des monopoles et exploitations industrielles de l'État.	OBSERVATIONS.
		Tabacs.	Poudres.	Taxe des lettres.	Envois d'argent.	Recettes diverses.	TOTAL.	Télégraphes. Bureaux d'Algérie.	Télégraphes. Recettes diverses.	Télégraphes. TOTAL.	Téléphones.	TOTAL du produit des monopoles en Algérie.		
	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	579,360,794	495,444	1,036,993	2,009,867	29[illegible]	589	2,307,290	1,263,825	6,317	1,270,142	"	5,109,869	584,470,663	
1888	587,743,033	469,192	1,001,313	2,182,565	30[illegible]	1,256	2,493,534	1,270,102	6,893	1,276,995	"	5,241,034	592,984,067	
1889	603,036,474	439,534	812,111	2,244,920	31[illegible]	8,286	2,571,605	1,255,151	9,844	1,264,995	"	5,088,245	608,124,719	
1890	605,566,187	421,550	737,989	2,307,918	32[illegible]	9,106	2,644,224	1,267,488	37,382	1,304,870	"	5,108,633	610,674,820	
1891	614,820,674	377,812	775,169	2,363,415	32[illegible]	9,834	2,701,849	1,311,519	8,702	1,320,221	"	5,175,051	619,995,725	
1892	623,988,943	393,487	702,610	2,459,015	33[illegible]	8,706	2,805,351	1,320,727	14,675	1,335,402	"	5,236,850	629,225,793	
1893	631,239,486	381,793	642,275	2,455,210	33[illegible]	5,575	2,795,542	1,281,472	12,792	1,294,264	54,343	5,168,217	636,407,703	
1894	641,679,548	361,711	637,156	2,540,824	34[illegible]	4,218	2,890,547	1,297,851	14,627	1,312,478	62,822	5,264,714	646,944,262	
1895	657,376,553	333,917	671,984	2,654,363	34[illegible]	6,105	3,007,762	1,356,417	14,986	1,371,403	72,347	5,457,413	662,833,966	
1896	677,315,888	309,718	656,359	2,691,030	35[illegible]	4,400	3,054,303	1,312,208	26,148	1,338,356	110,598	5,469,334	682,785,222	
1897	686,712,304	258,127	608,489	2,774,978	35[illegible]	5,254	3,138,182	1,320,569	29,199	1,349,768	93,069	5,447,635	692,159,939	
TOTAUX	6,908,839,884	4,242,285	8,282,448	26,684,105	3,68[illegible]	63,329	30,410,189	14,257,329	181,565	14,438,894	393,179	57,766,995	6,966,606,879	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1897.

EXERCICES.	DÉPENSES ORDINAIRES.																	MINISTÈRE de LA GUERRE.	TOTAL à REPORTER.	OBSERVATIONS.
	MINISTÈRE de la justice.	MINISTÈRE des affaires étrangères.				MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						MINISTÈRE DES FINANCES.								
		Service ordinaire.	Service des protectorats.	Frais de régie, de perception et d'exploit^on des impôts et revenus.	TOTAL.	Service général.	Service pénitentiaire.	Remboursements et restitutions.	TOTAL.	Service de l'Algérie.	TOTAL.	Dette publique.	Pouvoirs publics.	Service général.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.			
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887.....	37,851,254	14,690,788	40,747,038	56,008	55,493,834	318,149,129	"	3,680,494	321,829,623	11,029,144	332,8[illegible]	1,274,021,644	13,076,667	24,332,981	316,364,884	221,891,415	1,849,687,591	555,787,119	2,831,678,565	(A) La différence importante qui existe avec l'année précédente provient du transport du service des postes au Ministère du commerce.
1888.....	37,353,495	15,351,462	(B) 2,984,695	58,706	18,394,863	310,474,992	"	3,353,938	313,828,930	11,171,162	325,0[illegible]	1,274,370,716	13,345,083	23,404,786	(A) 173,074,278	216,715,556	1,700,910,419	547,539,530	2,629,198,399	
1889.....	37,590,032	15,103,769	1,059,725	59,801	16,223,295	293,204,971	17,542,534	3,086,222	313,833,727	11,273,666	325,1[illegible]	1,270,256,562	13,590,179	26,854,678	174,755,189	226,974,557	1,712,431,165	565,840,137	2,657,192,022	(B) Les services du Protectorat de l'Annam et du Tonkin sont à la charge de la colonie.
1890.....	37,127,988	15,946,706	1,285,504	59,230	17,291,440	315,962,433	"	3,037,043	318,999,476	11,169,403	330,1[illegible]	1,270,948,026	13,094,048	25,519,110	175,944,776	215,639,351	1,701,145,911	580,236,437	2,665,970,655	
1891.....	37,295,291	15,391,982	1,083,560	59,415	16,534,957	330,606,936	"	2,644,341	333,251,277	12,284,086	345,5[illegible]	1,241,084,455	13,179,940	25,811,826	178,762,864	218,034,434	1,676,873,519	(C) 708,966,562	2,785,205,692	(C) Cette colonne comprend, à partir de l'exercice 1891, les dépenses ordinaires et extraordinaires.
1892. France.	34,933,889	15,184,530	1,128,995	51,177	16,364,702	387,338,619	"	2,255,738	389,594,357	"	389,5[illegible]	1,268,877,380	13,094,440	39,164,344	179,890,083	220,303,139	1,721,329,386	677,887,152	2,840,109,486	
1892. Algérie.	2,830,843	"	"	"	"	2,061,159	"	189,823	2,250,982	12,116,973	14,3[illegible]	"	"	496,424	4,981,845	2,057,751	7,536,020	"	24,734,818	(D) La différence importante qui existe avec l'année précédente provient de la suppression, à partir de 1893, du budget sur ressources spéciales.
1892. Total.	37,764,732	15,184,530	1,128,995	51,177	16,364,702	389,399,778 (*)	"	2,445,561	391,845,339	12,116,973	403,9[illegible]	1,268,877,380	13,094,440	39,660,768	184,871,928	222,360,890	1,728,865,406	677,887,152	2,864,844,304	
1893. France.	35,290,987	15,985,409	678,558	59,678	16,723,645	71,647,742	"	2,020,804	73,668,546	"	73,6[illegible]	1,256,109,524	13,207,529	27,999,582	188,294,483	(D) 39,461,458	1,525,072,567	649,533,657	2,300,289,402	
1893. Algérie.	2,848,173	"	"	"	"	2,211,366	"	216,851	2,428,217	9,511,563	11,9[illegible]	"	"	498,406	6,413,316	1,125,567	8,037,289	"	22,825,242	
1893. Total.	38,139,160	15,985,409	678,558	59,678	16,723,645	73,859,108 (*)	"	2,237,655	76,096,763	9,511,563	85,6[illegible]	1,256,109,524	13,207,520	28,497,988	194,707,799	40,587,025	1,533,109,856	649,533,657	2,323,114,644	
1894. France.	35,242,648	16,109,263	783,036	49,902	16,942,201	73,656,663	"	1,847,507	75,504,170	"	75,5[illegible]	1,221,308,963	13,226,885	31,825,807	192,531,594	40,548,483	1,499,441,732	647,635,535	2,274,766,286	
1894. Algérie.	2,768,910	"	"	"	"	2,178,703	"	212,961	2,391,664	9,369,573	11,7[illegible]	"	"	489,048	6,434,377	591,072	7,514,497	"	22,044,644	
1894. Total.	38,011,558	16,109,263	783,036	49,902	16,942,201	75,835,366	"	2,060,468	77,895,834	9,369,573	87,2[illegible]	1,221,308,963	13,226,885	32,314,855	198,965,971	41,139,555	1,506,956,229	647,635,535	2,296,810,930	
1895. France.	34,811,510	15,753,102	576,939	55,880	16,385,921	73,253,357	"	1,715,352	74,968,709	"	74,9[illegible]	1,204,754,111	13,171,720	28,481,873	191,012,068	32,443,079	1,469,862,851	637,032,921	2,233,061,912	
1895. Algérie.	2,656,020	"	"	"	"	1,930,677	"	228,686	2,159,363	9,534,966	11,6[illegible]	"	"	552,461	6,861,438	575,976	7,989,875	"	22,340,224	
1895. Total.	37,467,530	15,753,102	576,939	55,880	16,385,921	75,184,034	"	1,944,038	77,128,072	9,534,966	86,6[illegible]	1,204,154,111	13,171,720	29,034,334	197,873,506	33,019,055	1,477,852,726	637,032,921	2,255,402,136	
1896. France.	34,842,697	19,335,766	113,600	55,992	19,505,358	72,888,610	"	1,674,170	74,562,780	"	74,5[illegible]	1,201,994,109	13,171,720	28,650,295	191,447,877	34,106,760	1,469,370,761	645,639,312	2,243,920,908	
1896. Algérie.	2,689,108	"	"	"	"	1,929,873	"	225,998	2,155,871	9,174,439	11,3[illegible]	"	"	603,282	6,624,556	986,776	8,214,614	"	22,234,032	
1896. Total.	37,531,805	19,335,766	113,600	55,992	19,505,358	74,818,483	"	1,900,168	76,718,651	9,174,439	85,8[illegible]	1,201,994,109	13,171,720	29,253,577	198,072,433	35,093,536	1,477,585,375	645,639,312	2,266,154,940	
À reporter.	376,132,845	158,852,777	50,441,650	565,789	209,860,216	2,257,495,230	17,542,534	26,389,928	2,301,427,692	106,634,975	2,408,[illegible]	12,483,726,090	132,158,202	284,684,903	1,993,393,628	1,471,455,374	16,365,418,197	6,216,098,362	25,575,572,287	

(*) La suppression du budget sur ressources spéciales a fait disparaître du service général du Ministère de l'Intérieur les dépenses relatives aux [illegible] départementaux.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1897.

EXERCICES.	DÉPENSES ORDINAIRES.																			
	MINISTÈRE de la justice.	MINISTÈRE des affaires étrangères.				MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						MINISTÈRE DES FINANCES.						MINISTÈRE de LA GUERRE.	TOTAL à REPORTER.	OBSERVATIONS.
		Service ordinaire.	Service des protectorats.	Frais de régie, de perception et d'exploit^on des impôts et revenus.	TOTAL.	Service général.	Service péni-tentiaire.	Rem-boursements et restitutions.	TOTAL.	Service de l'Algérie.	TOTAL.	Dette publique.	Pouvoirs publics.	Service général.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	Rembourse-ments et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.			
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
Report...	376,132.845	158,852,777	50,441 650	565,789	209,860.216	2,257,495,230	17,542,534	26,389,928	2,301,427,692	106,634,975	2,408,[illegible]	12,483,726,090	132,158,202	284,684,903	1,993,393,628	1,471,455,374	16,365,418,197	6,216,098,362	25,575,572,287	
1897. France.	34,916,866	168,10,534	"	59,239	16,869,773	73.587.490	"	1,551.204	75.138,694	"	75,13[illegible]	1,237,366,083	13,183,720	29,763,897	192,933,207	35,807,630	1,509,054,537	683,615,139	2,319,595,009	
1897. Algérie.	2,768,397	"	"	"	"	2,069,462	"	193,508	2,262,970	9,275,821	11,53[illegible]	"	"	544,673	6,492,269	677,961	7,714,903	"	22,022.091	
1897. TOTAL.	37.685,263	16,810,534	"	59,239	16,869,773	75,656,952	"	1,744,712	77,401,664	9,275,821	86,67[illegible]	1,237,366,083	13,183,720	30,308,570	199,425,476	36,485,591	1,516,769,440	683,615,139	2,341,617,100	
TOTAUX..	413,818,108	175,663,311	504,41,650	625,028	226,729,989	2,333,152,182	17,542,534	28,134,640	2,378,829,356	115,910,796	2,494,3[illegible]	13,721,092,173	145,341,922	314,993,473	2,192,819,104	1,507,940,965	17,882,187,637	6,899,713,501	27,917,189,387	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du *Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1897.*

Suite des DÉPENSES ORDINAIRES.

EXERCICES.	REPORT d'autre part.	MINISTÈRE de la marine et des colonies. Service marine.	Service colonial.	TOTAL.	MINISTÈRE de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. Service de l'instruction publique.	Service des beaux-arts.	Service des cultes.	TOTAL.	MINISTÈRE du commerce et de l'industrie.	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. Service général.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. Service ordinaire.	Travaux extraordinaires.	Bâtiments civils.	TOTAL.	TOTAL des dépenses ordinaires. (A reporter.)
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887.....	2,831,678,565	199,838,716	43,338,552	243,177,268	152,348,036	19,969,916	45,218,574	217,536,526	24,464,216	23,825,437	15,498,620	16,242	39,340,299	102,090,772	17,327,394	"	119,418,166	3,475,615,040
1888.....	2,629,198,399	180,993,752	(A)	180,993,752	152,140,312	14,010,554	44,730,078	210,880,944	(A)237,443,916	23,521,557	19,675,000	18,463	43,215,020	106,817,952	124,562,707	"	231,380,659	3,533,112,690
1889.....	2,657,192,022	199,027,165	"	199,027,165	159,549,718	15,895,127	44,651,420	220,096,265	245,679,426	23,838,886	16,856,370	18,696	40,713,952	110,110,613	103,453,594	"	213,564,207	3,576,273,037
1890.....	2,665,970,655	201,389,215	"	201,389,215	182,645,344	(C)8,359,135	44,470,836	235,475,315	240,993,211	22,503,132	16,017,961	21,637	38,542,730	112,687,778	98,919,516	(C) 4,304,242	215,911,536	3,598,282,662
1891.....	2,785,205,092	229,986,529	68,991,419	298,977,948	177,377,842	8,254,471	44,258,030	229,890,343	(B)171,398,764	23,172,113	14,750,562	17,033	37,939,708	115,878,850	89,049,620	"	204,928,470	3,728,340,925
1892. France.	2,840,109,486	251,977,119	"	251,977,119	168,630,099	8,268,341	43,006,433	219,904,873	(D)258,345,459	31,760,427	12,460,929	15,691	44,237,047	81,210,029	159,156,720	"	240,366,749	3,854,940,733
1892. Algérie.	24,734,818	"	"	"	4,633,883	77,099	1,204,254	5,915,236	(E) 4,446,314	1,400,721	2,789,569	"	4,190,290	5,815,339	21,866,106	"	27,681,445	66,968,103
1892. TOTAL.	2,864,844,304	251,977,119	"	251,977,119	173,263,982	8,345,440	44,210,687	225,820,109	262,791,773	33,161,148	15,250,498	15,691	48,427,337	87,025,368	181,022,826	"	268,048,194	3,921,908,836
1893. France.	2,300,289,402	253,303,046	"	253,303,046	173,003,330	9,009,518	43,240,004	225,252,852	(F)199,741,983	78,[illegible]37,441,767	12,381,108	16,077	49,838,952	84,640,324	187,897,658	"	272,537,982	3,379,257,874
1893. Algérie.	22,825,242	"	"	"	5,330,316	68,899	1,199,135	6,598,350	(G) 4,727,892	1,655,607	2,997,625	"	4,653,232	6,208,492	26,649,513	"	32,858,005	71,662,721
1893. TOTAL.	2,323,114,644	253,303,046	"	253,303,046	178,333,646	9,078,417	44,439,139	231,851,202	204,469,875	78,[illegible]39,097,374	15,378,733	16,077	54,492,184	90,848,816	214,547,171	"	305,395,987	3,450,920,595
1894. France.	2,274,766,286	274,185,521	"	274,185,521	191,576,759	8,479,230	43,332,083	243,388,072	(H)197,488,391	81,[illegible]31,946,376	13,099,865	15,816	45,062,057	86,467,216	204,125,666	"	290,592,882	3,407,433,090
1894. Algérie.	22,044,644	"	"	"	5,373,886	105,208	1,178,025	6,657,119	(I) 5,129,378	1,626,211	3,114,135	"	4,740,346	6,267,115	27,703,499	"	33,970,614	72,542,101
1894. TOTAL.	2,296,810,930	274,185,521	"	274,185,521	196,950,645	8,584,438	44,510,108	250,045,191	202,617,769	81,[illegible]33,572,587	16,214,000	15,816	49,802,403	92,734,331	231,829,165	"	324,563,496	3,479,975,191
1895. France.	2,233,061,912	268,101,046	"	268,101,046	190,554,003	14,359,025	43,179,602	248,092,630	(J) 203,571,943	78,[illegible]30,523,723	12,572,706	21,538	43,117,967	80,713,806	205,752,195	"	286,466,001	3,361,310,245
1895. Algérie.	22,340,224	"	"	"	5,773,814	342,876	1,185,275	7,301,965	(K) 5,572,352	1,352,866	3,032,835	"	4,385,701	6,079,973	27,030,017	"	33,109,990	72,710,232
1895. TOTAL.	2,255,402,136	268,101,046	"	268,101,046	196,327,817	14,701,901	44,364,877	255,394,595	209,144,295	78,[illegible]31,876,589	15,605,541	21,538	47,503,668	86,793,779	232,782,212	"	319,575,991	3,434,020,477
1896. France.	2,243,920,908	264,931,406	"	264,931,406	193,706,642	14,972,297	42,827,597	251,506,536	(L)217,110,608	83,[illegible]31,131,007	12,719,396	14,819	43,865,222	78,478,248	185,990,006	"	264,468,254	3,371,115,452
1896. Algérie.	22,234,032	"	"	"	6,067,076	341,167	1,184,593	7,592,836	(M) 5,558,606	1,288,502	2,819,328	"	4,107,830	6,953,390	27,293,365	"	34,246,755	73,740,059
1896. TOTAL.	2,266,154,940	264,931,406	"	264,931,406	199,773,718	15,313,464	44,012,190	259,099,372	222,669,214	83,[illegible]32,419,509	15,538,724	14,819	47,973,052	85,431,638	213,283,371	"	298,715,009	3,444,855,511
TOTAUX à reporter. . . .	25,575,572,287	2,323,733,515	112,329,971	2.436,063,486	1,768,711,060	122,512,863	444,865,939	2,336,089,862	2,021,672,459	32[illegible]36,988,332	160,786,009	176,012	447,950,353	990,419,897	1,506,777,576	4,304,242	2,501,501,715	35,643,304,964

OBSERVATIONS.

(A) Les décrets des 12 janvier et 23 mars 1889 ont rattaché au Ministère du commerce pour l'exercice 1888 le service des postes et des télégraphes et le service colonial, qui appartenaient autrefois aux Ministères des finances et de la marine.

(B) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 22,792,486f
Postes et télégraphes..... 148,606,278
SOMME ÉGALE..... 171,398,764

(C) Les décrets des 5 juillet et 28 août 1890 ont rattaché au Ministère des travaux publics le service des bâtiments civils, qui appartenait autrefois au service des beaux-arts.

(D) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 23,714,690f
Postes et télégraphes..... 153,027,623
Colonies..... 81,603,146
258,345,459

(E) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 171,285
Postes et télégraphes..... 4,275,029
4,446,314

(F) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 26,303,294
Postes et télégraphes..... 160,935,941
Téléphones..... 12,502,748
199,741,983

(G) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 185,595
Postes et télégraphes..... 4,453,144
Téléphones..... 89,153
4,727,892

(H) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 26,322,947
Postes et télégraphes..... 159,980,339
Téléphones..... 11,185,105
197,488,391

(I) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 187,128
Postes et télégraphes..... 4,828,063
Téléphones..... 114,187
5,129,378

(J) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 28,622,705
Postes et télégraphes..... 163,292,860
Téléphones..... 11,656,378
203,571,943

(K) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 193,319
Postes et télégraphes..... 5,280,306
Téléphones..... 98,727
5,572,352

(L) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 54,747,684
Postes et télégraphes..... 163,387,828
Téléphones..... 18,975,096
217,110,608

(M) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 192,992
Postes et télégraphes..... 5,268,441
Téléphones..... 97,173
5,558,606

Suite des **RÉSULTATS GÉNÉRAU**

Suite du *Développement sur les Dépenses ordinai*

EXERCICES.		Suite des DÉPE										
		REPORT d'autre part.	MINISTÈRE de la marine et des colonies.			MINISTÈRE de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes.				MINISTÈRE du commerce et de l'industrie.	MINIS des Colon
			Service marine.	Service colonial.	TOTAL.	Service de l'instruction publique.	Service des beaux-arts.	Service des cultes.	TOTAL.		
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
Report...		25,575,572,287	2,323,733,515	112,329,971	2,436,063,486	1,768,711,060	122,512,863	444,865,939	2,336,089,862	2,021,672,459	324,4
1897.	France.	2,319,595,009	260,775,833	"	260,775,833	201,405,012	15,433,998	42,620,423	259,459,433	(A)221,991,250	106,7
	Algérie.	22,022,091	"	"	"	6,043,838	355,419	1,223,936	7,623,193	(B) 5,752,259	
	TOTAL.	2,341,617,100	260,775,833	"	260,775,833	207,448,850	15,789,417	43,844,359	267,082,626	227,743,509	106,7
TOTAUX.		27,917,189,387	2,584,509,348	112,329,971	2,696,839,319	1,976,159,910	138,302,280	488,710,298	2,603,172,488	2,249,415,968	431,3

SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

et extraordinaires des budgets de 1887 à 1897.

ORDINAIRES.										OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.				MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.				TOTAL des dépenses ordinaires. (A reporter.)		
Service général.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.	Service ordinaire.	Travaux extraordinaires.	Bâtiments civils.	TOTAL.			
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		
286,988,332	160,786,009	176,012	447,950,353	990,419,897	1,506,777,576	4,304,242	2,501,501,715	35,643,304,964		(A) Cette somme se décompose comme suit : Commerce..... 40,910,944 Postes et télégraphes..... 181,080,306 Somme égale..... 221,991,250
36,260,724	13,210,239	12,001	49,482,964	79,642,507	153,280,995	"	232,923,502	3,451,009,616		
2,484,302	2,800,316	"	5,284,618	5,636,211	26,188,602	"	31,824,813	72,506,974		Les dépenses du service téléphonique sont réunies, à partir de 1897, aux dépenses des Postes et télégraphes.
38,745,026	16,010,555	12,001	54,767,582	85,278,718	179,469,597	"	264,748,315	3,523,516,590		(B) Cette somme se décompose comme suit : Commerce..... 190,143 Postes et télégraphes..... 5,562,116 Somme égale..... 5,752,259
325,733,358	176,796,564	188,013	502,717,935	1,075,698,615	1,686,247,173	4,304,242	2,766,250,030	39,166,821,554		

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du *Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1897.*

EXERCICES.		REPORT des DÉPENSES ORDINAIRES d'autre part.	BUDGET EXTRAORDINAIRE. MINISTÈRE de la guerre.	MINISTÈRE de la marine.	MINISTÈRE des beaux-arts.	MINISTÈRE des travaux publics.	TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL.	OBSERVATIONS.
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887		3,475,615	128,818,218	11,473,826	514,606	134,599,082	275,405,732	3,751,020,772	
1888		3,533,111	146,687,542	13,331,613	236,922	"	160,256,077	3,693,368,767	
1889		3,576,27[illegible]	163,055,151	"	197,980	"	163,253,131	3,739,526,168	
1890		3,598,282	146,389,175	"	"	"	146,389,175	3,744,671,837	(A) Le budget extraordinaire a été supprimé à partir de l'exercice 1891.
1891		3,728,340	"	"	"	"	A	3,728,340,925	
1892	France	3,854,940	"	"	"	"	"	3,854,940,733	
	Algérie	66,968	"	"	"	"	"	66,968,103	
	Total	3,921,908	"	"	"	"	"	3,921,908,836	
1893	France	3,379,257	"	"	"	"	"	3,379,257,874	
	Algérie	71,662	"	"	"	"	"	71,662,721	
	Total	3,450,920	"	"	"	"	"	3,450,920,595	
1894	France	3,407,433	"	"	"	"	"	3,407,433,090	
	Algérie	72,542	"	"	"	"	"	72,542,101	
	Total	3,479,975	"	"	"	"	"	3,479,975,191	
1895	France	3,361,310	"	"	"	"	"	3,361,310,245	
	Algérie	72,710	"	"	"	"	"	72,710,232	
	Total	3,434,020	"	"	"	"	"	3,434,020,477	
1896	France	3,371,115	"	"	"	"	"	3,371,115,452	
	Algérie	73,740	"	"	"	"	"	73,740,059	
	Total	3,444,855	"	"	"	"	"	3,444,855,511	
Totaux à reporter		35,643,304	584,950,086	24,805,439	949,508	134,599,082	745,304,115	36,388,609,079	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du *Développement sur les dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1897.*

EXERCICES.		REPORT des DÉPENSES ORDINAIRES d'autre part.	BUDGET EXTRAORDINAIRE. MINISTÈRE de la guerre.	MINISTÈRE de la marine.	MINISTÈRE des beaux-arts.	MINISTÈRE des travaux publics.	TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL.	OBSERVATIONS.
		francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
Report		35,643,30[illegible]	584,950,086	24,805,439	949,508	134,599,082	745,304,115	36,388,609,079	
1897	France	3,451,009[illegible]	"	"	"	"	"	3,451,009,616	
	Algérie	72,506[illegible]	"	"	"	"	"	72,506,974	
	Total	3,523,516[illegible]	"	"	"	"	"	3,523,516,590	
Totaux		39,166,83[illegible]	584,950,086	24,805,439	949,508	134,599,082	745,304,115	39,912,125,669	

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA SITUATION DES BUDGETS.

Tableau comparatif, par exercice, des recettes et des dépenses du budget voté et du budget réglé définitivement (A).

1° Modifications apportées législativement aux recettes et aux dépenses du budget voté.

EXERCICES.	EXCÉDENTS RÉSULTANT de la loi du budget		RECETTES.									DÉPENSES.								
				MODIFICATIONS LÉGISLATIVES AU BUDGET VOTÉ.									MODIFICATIONS LÉGISLATIVES AU BUDGET VOTÉ.							
				Fonds départementaux et spéciaux.									Fonds départementaux et spéciaux.				Dépenses spéciales rattachées aux budgets.			
				Augmentations.		Réductions.							Augmentations.		Réductions					
	en recette.	en dépense.	ÉVALUATIONS adoptées dans la loi du budget.	Plus-value des recettes.	Fonds reportés des exercices précédents.	Moins-value des recettes.	Fonds transportés aux exercices suivants.	Crédits annulés.	Ressources spéciales rattachées aux budgets *. Augmentations.	Réductions.	MONTANT RÉEL du budget voté. (Voir le tableau suivant.)	CRÉDITS ouverts par la loi du budget.	Crédits égaux aux plus-values des recettes.	Crédits égaux aux fonds reportés des exercices précédents.	provenant des moins-values de recettes.	Fonds transportés aux exercices suivants.	Augmentations.	Réductions.	MONTANT RÉEL du budget voté. (Voir le tableau suivant.)
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	605,126	"	3,701,526,942	20,988,038	61,418,735	"	59,465,755	"	64,97[illegible]	"	3,789,446,365	3,700,921,816	20,988,038	61,418,735	"	59,465,755	"	"	3,723,862,834
1888	567,934	"	3,543,030,861	789,749	59,465,755	"	60,446,158	"	165,2[illegible]	"	3,708,097,796	3,542,462,927	789,749	59,465,755	"	60,446,158	"	"	3,542,272,273
1889	204,230	"	3,614,897,062	20,484,126	60,446,158	"	52,643,252	"	114,9[illegible]	"	3,758,098,877	3,614,692,832	20,484,126	60,446,158	"	52,643,252	"	"	3,642,979,864
1890	396,246	"	3,677,286,628	8,153,018	52,643,252	"	50,046,177	"	93,9[illegible]	"	3,781,998,072	3,676,890,382	8,153,018	52,643,252	"	50,046,177	"	"	3,687,640,475
1891	416,078	"	3,612,997,818	23,054,186	50,046,177	"	50,546,880	"	85,7[illegible]	"	3,721,310,855	3,612,581,740	23,054,186	50,046,177	"	50,546,880	"	"	3,635,135,223
1892	337,778	"	3,706,268,438	36,659,290	50,546,880	"	"	"	78,7[illegible]	"	3,872,243,976	3,705,930,660	36,659,290	50,546,880	"	"	"	"	3,793,136,830
1893	153,272	"	3,357,350,404	"	"	12,949	"	"	50,9[illegible]	"	3,407,619,436	3,357,197,132	"	"	12,949	"	"	"	3,357,184,183
1894	10,409	"	3,439,031,032	59,343	"	"	"	"	48,5[illegible]	"	3,487,672,402	3,439,020,623	32,382	"	"	"	"	"	3,439,053,005
1895	166,220	"	3,424,174,256	445,619	"	"	"	"	28,4[illegible]	"	3,453,073,102	3,424,008,036	27,819	"	"	"	"	"	3,424,035,855
1896	322,760	"	3,393,511,841	201,107	"	"	"	"	38,7[illegible]	"	3,432,458,573	3,393,189,081	51,043	"	"	"	"	"	3,393,240,124
1897	337,661	"	3,385,705,145	351,304	"	"	"	"	71,4[illegible]	"	3,457,522,221	3,385,367,484	168,657	"	"	"	"	"	3,385,536,141
TOTAUX	3,517,714	"	38,855,780,427	111,185,780	334,566,957	12,949	273,148,222	"	841,1[illegible]	"	39,869,541,675	38,852,262,713	110,408,308	334,566,957	12,949	273,148,222	"	"	39,024,076,807

* Produits d'emprunts de toute nature non évalués au budget et montant des évaluations supplémentaires égales aux recettes réalisées sur divers produits dont la nomenclature est pour mémoire ou pour ordre au budget primitif.

(A) Ce développement résume les modifications législatives ou administratives apportées aux prévisions du budget primitif lors du règlement de chaque exercice.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Tableau comparatif, par exercice, des recettes et des dépenses du budget voté et du budget réglé définitivement.*

2° Modifications apportées par l'exécution des lois aux recettes et aux dépenses du budget voté

EXERCICES.	RECETTES.				DÉPENSES.				EXCÉDENT, POUR CHAQUE EXERCICE,		FONDS DISPONIBLES provenant des exercices précédents.	SITUATION DÉFINITIVE EN RÈGLEMENT D'EXERCICE.	
	BUDGET PRIMITIF (y compris les modifications développées dans le tableau qui précède).	RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. Augmentations.	RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. Diminutions.	TOTAL des recettes définitives.	BUDGET PRIMITIF (y compris les modifications développées dans le tableau qui précède).	RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. Augmentations.	RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. Diminutions.	TOTAL des dépenses définitives.	des recettes sur les dépenses.	des dépenses sur les recettes.		EXCÉDENTS de recettes formant ressources pour d'autres exercices et d'autres services.	EXCÉDENTS de dépenses formant découverts pour le Trésor.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	3,789,446,365	"	(a) 55,506,667	3,733,939,698	3,723,8[illegible]	27,157,938	"	3,751,020,772	"	17,081,074	"	"	17,081,074
1888	3,708,097,796	(b) 32,467,587	"	3,740,565,383	3,542,2[illegible]	151,096,494	"	3,693,368,767	47,196,616	"	"	47,196,616	"
1889	3,758,098,877	(c) 5,621,083	"	3,763,719,960	3,642,9[illegible]	96,546,304	"	3,739,526,168	24,193,792	"	"	24,193,792	"
1890	3,781,998,072	(d) 50,526,220	"	3 832,524,292	3,687,6[illegible]	57,031,362	"	3,744,671,837	87,852,455	"	"	87,852,455	"
1891	3,721,310,855	112,873,724	"	3,834,184,579	3,635,1[illegible]	93,205,702	"	3,728,340,925	105,843,654	"	"	105,843,654	"
1892	3,872,243,976	39,725,101	"	3,911,969,077	3,793,1[illegible]	128,772,006	"	3,921,908,836	"	9,939,759	"	"	9,939,759
1893	3,407,619,436	"	(e) 41,209,937	3,366,409,499	3,357,1[illegible]	93,736,412	"	3,450,920,595	"	84,511,096	"	"	84,511,096
1894	3,487,672,402	"	29,351,827	3,458,320,575	3,439,0[illegible]	40,922,186	"	3,479,975,191	"	21,654,616	"	"	21,654,616
1895	3,453,073,102	"	36,956,084	3,416,117,018	3,424,0[illegible]	9,984,622	"	3,434,020,477	"	17,903,459	"	"	17,903,459
1896	3,432,458,573	3,669,807	"	3,436,128,380	3,393,2[illegible]	51,615,387	"	3,444,855,511	"	8,727,131	"	"	8,727,131
1897	3,457,522,221	70,555,728	"	3,528,077,949	3,385,5[illegible]	137,980,449	"	3,523,516,590	4,561,359	"	"	4,561,359	"
TOTAUX	39,869,541,675	315,439,250	163,024,515	40,021,956,410	39,024,[illegible]	888,048,862	"	39,912,125,669	269,647,876	159,817,135	"	269,647,876	159,817,135

(a) Y compris une somme de 33,352,096 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1887.
(b) Défalcation faite d'une somme de 7,768,314 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1888.
(c) Défalcation faite d'une somme de 7,421,853 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1889.
(d) Défalcation faite d'une somme de 15,091,773 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1890.
(e) Le budget sur ressources spéciales est supprimé à partir de l'exercice 1893.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Développement, par catégories principales des augmentations et des diminutions de recettes.

EXERCICES.	IMPÔTS DIRECTS.		IMPÔTS ET REVENUS indirects.		PRODUITS DES MONOPOLES et exploitations industrielles de l'État.		PRODUITS ET REVENUS du domaine de l'État.		PRODUITS DIVERS du budget.		RECETTES D'ORDRE.		RECETTES EXCEPTIONNELLES.		RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services.		OBSERVATIONS.
	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations. (Recouvrements excédant les évaluations.)	Diminutions. (Évaluations excédant les recouvrements.)	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	"	1,807,468	"	13,794,025	2,194,541	"	"	6,5[illegible]	"	1,246,261	"	618,366	53,263	"	"	(a)22,154,571	
1888	1,557,108	"	31,353,238	"	10,206,773	"	"	[illegible]	"	1,553,015	"	1,043,287	343,817	"	(b) 40,235,901	"	
1889	1,189,072	"	3,176,255	"	22,806,065	"	637,511		619,110	"	"	2,927,819	"	12,457,257	(c) 13,042,937	"	
1890	1,436,513	"	58,556,724	"	9,857,137	"	954,425		"	4,645,926	"	183,040	"	357,840	(d) 65,617,993	"	
1891	5,524,224	"	102,017,885	"	4,682,791	"	2,454,897		"	3,524,608	1,249,564	"	468,971	"	(e)112,873,724	"	
1892	4,218,352	"	35,777,191	"	10,449,863	"	"	9,[illegible]	"	3,235,117	1,902,022	"	"	"	39,725,101	"	
1893	776,763	"	"	38,718,887	5,417,465	"	"	6,[illegible]	"	1,090,768	2,290,232	"	"	3,205,078	"	(f)41,209,937	
1894	50,671	"	"	32,406,236	10,610,355	"	"	3,[illegible]	"	3,011,785	2,778,213	"	"	3,773,346	"	29,351,827	
1895	115,058	"	"	55,244,815	22,954,664	"	186,259		"	837,729	814,673	"	"	4,944,194	"	36,956,084	
1896	229,401	"	"	37,466,683	33,583,480	"	2,351,397		1,223,427	"	3,748,785	"	"	"	3,669,807	"	
1897	2,012,857	"	44,189,344	"	28,133,105	"	"	5,[illegible]	911,120	"	1,445,334	"	"	265,000	70,555,728	"	
TOTAUX	17,110,019	1,807,468	275,070,637	177,630,646	160,896,239	"	6,584,489	33,[illegible]	2,753,657	19,145,209	14,228,823	4,772,512	866,051	25,002,715	345,721,191	129,672,419	

(a) Non compris une somme de 33,352,096 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1887.
(b) Non compris une somme de 7,768,314 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1888.
(c) Non compris une somme de 7,421,854 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1889.
(d) Non compris une somme de 15,091,773 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1890.
(e) Le budget extraordinaire est supprimé à partir de l'exercice 1891.
(f) Le budget sur ressources spéciales est supprimé à partir de l'exercice 1893.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés [A].

EXERCICES.	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. SERVICE ORDINAIRE.		MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. SERVICE DES PROTECTORATS.		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. SERVICE DE L'INTÉRIEUR.		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. SERVICE PÉNITENTIAIRE.		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. GOUVERNEMENT GÉNÉRAL de l'Algérie.		MINISTÈRE DES FINANCES.		TOTAL (À REPORTER).		OBSERVATIONS.
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	674,933	127,681	2,104,290	1,096,093	15,291,411	5,105,673	2,360,572	9[illegible]	"	"	267,985	321,837	19,990,638	26,066,287	40,689,829	33,655,349	(A) La colonne des *crédits accordés* comprend ceux qui ont été ouverts pour dépenses d'exercices clos. Conséquemment, celle des *crédits annulés* présente non seulement le montant des annulations définitives, mais aussi les crédits annulés pour dépenses restant à payer à la clôture de chaque exercice. Les suppléments de crédits se présentent en annulation chaque fois que les crédits transportés aux exercices suivants, en vertu d'autorisations législatives, sont supérieurs aux crédits ouverts.
1888	153,511	307,066	2,521,089	771,320	5,087,000	2,696,605	1,311,384	2,7[illegible]	"	"	929,625	181,127	14,650,176	30,490,133	24,652,785	37,169,496	
1889	515,247	432,264	2,423,866	945,195	535,000	54,575	3,959,347	4,0[illegible]	510,000	584,988	507,391	132,021	15,432,002	37,057,300	23,882,853	43,250,469	
1890	129,165	469,628	2,685,537	331,500	726,783	17,879	9,762,642	2,0[illegible]	"	"	310,326	69,940	7,186,859	52,851,510	20,801,312	55,837,018	
1891	77,316	275,275	1,561,415	275,217	1,673,500	1,166,540	7,930,088	1,4[illegible]	"	"	1,585,888	97,716	8,755,843	39,177,685	21,584,050	42,488,980	
1892 France	277,112	164,123	542,963	338,456	1,110,000	574,605	4,485,799	2,7[illegible]	"	"	"	"	27,587,426	25,198,027	34,003,300	28,994,362	
1892 Algérie	127,616	45,923	"	"	"	"	80,959	[illegible]	"	"	695,742	555,852	159,081	204,939	1,063,398	880,266	
1892 Total	404,728	210,046	542,963	338,456	1,110,000	574,605	4,566,758	2,7[illegible]	"	"	695,742	555,852	27,746,507	25,402,966	35,066,698	29,874,628	
1893 France	414,089	122,703	853,578	239,691	"	225,042	4,342,084	1,7[illegible]	"	"	"	"	23,526,770	21,946,387	29,136,521	24,303,059	
1893 Algérie	186,606	95,983	"	"	"	"	233,500	[illegible]	"	"	326,601	405,433	661,266	363,116	1,407,973	933,037	
1893 Total	600,695	218,686	853,578	239,691	"	225,042	4,575,584	1,8[illegible]	"	"	326,601	405,433	24,188,036	22,309,503	30,544,494	25,236,096	
1894 France	365,066	133,518	1,868,391	1,190,426	74,500	214,064	4,045,473	2,0[illegible]	"	"	"	"	A déd. *18,235,807*	19,824,754	A déd. *11,882,377*	23,430,195	
1894 Algérie	173,200	151.740	"	"	"	"	243,626	[illegible]	"	"	418,979	594,832	32,350	304,250	868,155	1,116,005	
1894 Total	538,266	285,258	1,868,391	1,190,426	74,500	214,064	4,289,099	2,1[illegible]	"	"	418,979	594,832	A déd. *18,203,457*	20,129,004	A déd. *11,014,222*	24,546 200	
1895 France	14,658	256,249	1,060,090	373,307	"	345,661	1,658,970	4,2[illegible]	"	"	"	"	11,065,456	18,043,392	13,799,174	23,311,820	
1895 Algérie	69,771	58,202	"	"	"	"	30,953	1[illegible]	"	"	327,761	450,250	438,428	315,754	866,913	957,018	
1895 Total	84,429	314,451	1,060,090	373,307	"	345,661	1,689,923	4,4[illegible]	"	"	327,761	450,250	11,503,884	18,359,146	14,666,087	24,268,838	
1896 France	*A déd:* 250,396	119,940	4,954,915	847,357	"	"	2,478,085	4,2[illegible]	"	"	"	"	13,784,137	17,540,737	20,966,741	22,904,955	
1896 Algérie	*A déd:* 60,688	21,654	"	"	"	"	40,624	1[illegible]	"	"	574,828	722,934	554,756	249,870	1,109,520	1,138,704	
1896 Total	*A déd:* 311,084	141,594	4,954,915	847,357	"	"	2,518,709	4,5[illegible]	"	"	574,828	722,934	14,338,893	17,790,607	22,076,261	24,043,659	
A reporter	2,867,206	2,781,949	20,576,134	6,408,562	24,498,194	10,400,644	42,964,106	27,[illegible]	510,000	584,988	5,945,126	3,531,942	125,589,381	289,634,141	222,950,147	340,370,733	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DU BUDGET.

Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés [A].

EXERCICES.	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. SERVICE ORDINAIRE.		MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. SERVICE DES PROTECTORATS.		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. SERVICE DE L'INTÉRIEUR.	
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Report.....	2,867,206	2,781,949	20,576,134	6,408,562	24,498,194	10,400,644	42,964,106	27,028
1897 France.....	112,857	158,523	2,791,095	971,122	"	"	3,040,919	4,531
1897 Algérie.....	56,023	13,877	"	"	"	"	70,690	83
1897 Total.....	168,880	172,400	2,791,095	971,122	"	"	3,111,609	4,614
Totaux.....	3,036,086	2,954,349	23,367,229	7,379,684	24,498,194	10,400,644	46,075,715	31,643

EXERCICES.	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. SERVICE PÉNITENTIAIRE.		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. GOUVERNEMENT GÉNÉRAL de l'Algérie.		MINISTÈRE DES FINANCES.		TOTAL (À REPORTER).		OBSERVATIONS.
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppressions de crédits.	Crédits annulés.	Suppressions de crédits.	Crédits annulés.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
Report.....	510,000	584,988	5,945,126	3,531,942	125,589,381	289,634,141	222,950,147	340,370,733	(A) Voir la note (A), page 629.
1897 France.....	"	"	"	"	19,249,867	18,843,139	25,194,738	24,504,271	
1897 Algérie.....	"	"	430,622	186,782	49,712	345,232	607,047	631,278	
1897 Total.....	"	"	430,622	186,782	19,299,579	19,188,371	25,801,785	25,135,549	
Totaux.....	510,000	584,988	6,375,748	3,718,724	144,888,960	308,822,512	248,751,932	365,506,282	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés* (A).

EXERCICES.		REPORT D'AUTRE PART. Suppléments de crédits.	REPORT D'AUTRE PART. Crédits annulés.	MINISTÈRE DE LA GUERRE. 1re SECTION. Service ordinaire. Suppléments de crédits.	MINISTÈRE DE LA GUERRE. 1re SECTION. Service ordinaire. Crédits annulés.	MINISTÈRE DE LA GUERRE. 2e SECTION. Dépenses extraordinaires. Suppléments de crédits.	MINISTÈRE DE LA GUERRE. 2e SECTION. Dépenses extraordinaires. Crédits annulés.	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. Service marine. Suppléments de crédits.	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. Service marine. Crédits annulés.	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. Service colonial. Suppléments de crédits.	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. Service colonial. Crédits annulés.	MINISTÈRE DES COLONIES. Suppléments de crédits.	MINISTÈRE DES COLONIES. Crédits annulés.
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887		40,689,829	33,655,349	12,326,845	12,474,255	"	"	15,568,897	4,307,996	3,244,326	1,289,681	"	
1888		24,652,785	37,169,496	18,299,935	7,660,235	"	"	570,060	2,478,009	"	"	"	
1889		23,882,853	43,250,469	18,638,687	3,450,955	"	"	3,740,851	9,672,790	"	"	"	
1890		20,801,312	55,837,018	30,607,046	6,704,158	"	"	2,978,857	1,492,708	"	"	"	
1891		21,584,050	42,488,980	25,735,298	7,764,925	33,991,718	18,724,569	22,548,417	2,123,605	18,248,980	3,119,195	"	
1892	France	34,003,300	28,994,362	22,130,374	6,639,892	21,908,113	5,327,242	36,566,666	2,984,502	"	"	"	
	Algérie	1,063,398	880,266	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	TOTAL	35,066,698	29,874,628	22,130,374	6,639,892	21,908,113	5,327,242	36,566,666	2,984,502	"	"	"	
1893	France	29,136,521	24,303,059	24,298,347	14,281,394	8,685,705	3,779,132	562,755	2,717,242	"	"	(a) 10,787,539	5,[illegible]
	Algérie	1,407,973	933,037	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	TOTAL	30,544,494	25,236,096	24,298,347	14,281,394	8,685,705	3,779,132	562,755	2,717,242	"	"	10,787,539	5,[illegible]
1894	France	A déd. 11,882,377	23,430,195	24,362,974	11,804,575	4,870,497	3,446,453	15,658,226	8,485,337	"	"	14,280,433	6,[illegible]
	Algérie	868,155	1,116,005	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	TOTAL	A déd. 11,014,222	24,546,200	24,362,974	11,804,575	4,870,497	3,446,453	15,658,226	8,485,337	"	"	14,280,433	6,[illegible]
1895	France	13,799,174	23,311,820	10,046,240	9,955,272	3,658,891	4,491,757	4,754,057	7,395,494	"	"	5,762,010	6,[illegible]
	Algérie	866,913	957,018	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	TOTAL	14,666,087	24,268,838	10,046,240	9,955,272	3,658,891	4,491,757	4,754,057	7,395,494	"	"	5,762,010	6,[illegible]
1896	France	20,966,741	22,904,955	14,006,203	1,491,325	863,958	1,496,530	4,003,439	4,999,423	"	"	8,992,962	2,[illegible]
	Algérie	1,109,520	1,138,704	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	TOTAL	22,076,261	24,043,659	14,006,203	1,491,325	863,958	1,496,530	4,003,439	4,999,423	"	"	8,992,962	2,[illegible]
TOTAUX (à reporter)		222,950,147	340,370,733	200,451,949	82,226,986	73,978,882	37,265,683	106,952,225	46,657,106	21,493,306	4,408,876	39,822,944	19,[illegible]

EXERCICES.		MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. Instruction publique. Suppléments de crédits.	Instruction publique. Crédits annulés.	Beaux-arts. Suppléments de crédits.	Beaux-arts. Crédits annulés.	SERVICE DES CULTES. Suppléments de crédits.	SERVICE DES CULTES. Crédits annulés.	MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. Suppléments de crédits.	MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. Crédits annulés.	TOTAL (À REPORTER). Augmentations.	TOTAL (À REPORTER). Diminutions.	OBSERVATIONS.
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887		3,967,838	2,940,813	8,229,244	945,332	294,316	721,305	6,095,655	1,861,467	90,416,950	58,196,198	
1888		6,079,262	5,573,351	2,215,416	661,766	247,820	887,287	(a) 25,465,827	(a) 5,379,901	77,531,105	59,810,045	(A) Voir la note (A), page 629.
1889		5,847,769	5,362,265	4,563,138	1,428,617	312,404	998,129	(a) 36,165,758	(a) 6,786,467	93,151,460	70,949,692	(a) Y compris les crédits afférents aux services des colonies et des postes et des télégraphes rattachés au Ministère du commerce par les décrets des 12 janvier et 23 mars 1889.
1890		13,882,783	2,021,310	418,199	22,826	436,568	1,051,236	(a) 26,281,542	4,802,020	95,406,307	71,931,276	
1891		5,968,263	1,962,946	168,471	20,455	254,768	1,063,741	(b) 9,060,113	(b) 3,534,632	137,560,078	80,803,048	(b) Y compris les crédits afférents au service des postes et télégraphes.
1892	France	1,882,938	1,684,200	262,523	80,237	244,112	1,027,312	29,674,706	11,823,105	146,672,732	58,560,852	
	Algérie	A déd. 211,455	349,101	17,800	4,101	"	34,341	70,181	254,097	939,924	1,521,906	
	TOTAL	1,671,483	2,033,301	280,323	84,338	244,112	1,061,653	(b) 29,744,887	(b) 12,077,202	147,612,656	60,082,758	
1893	France	838,476	1,898,760	779,657	150,844	369,055	1,398,608	17,007,374	5,924,228	92,465,429	59,533,784	
	Algérie	502,823	768,046	23,000	17,501	86,930	48,961	35,595	143,953	2,056,321	1,911,498	
	TOTAL	1,341,299	2,666,806	802,657	168,345	455,985	1,447,569	(b) 17,042,969	6,068,181	94,521,750	61,445,282	
1894	France	5,754,813	4,553,595	422,233	62,148	439,198	1,331,155	10,124,212	3,162,267	64,030,209	62,303,527	
	Algérie	150,900	428,807	17,800	992	"	59,588	112,226	246,786	1,149,081	1,852,178	
	TOTAL	5,905,713	4,982,402	440,033	63,140	439,198	1,390,743	(b) 10,236,438	(b) 3,409,053	65,179,290	64,155,705	
1895	France	581,881	1,269,161	2,023,391	2,267,371	402,077	1,398,428	7,942,734	5 105,159	48,970,455	61,196,275	
	Algérie	105,336	493,423	24,028	4,552	15,701	68,127	109,690	319,667	1,121,668	1,842,787	
	TOTAL	687,217	1,762,584	2,047,419	2,271,923	417,778	1,466,555	(b) 8,052,424	(b) 5,424,826	50,092,123	63,039,062	
1896	France	764,033	1,098,026	2,159,051	1,747,999	68,313	1,135,869	18,006,721	5,362,074	69,831,421	42,397,366	
	Algérie	97,676	146,067	28,576	10,809	15,499	68,605	11,443	343,810	1,262,714	1,707,995	
	TOTAL	861,709	1,244,093	2,187,627	1,758,808	83,812	1,204,474	(b) 18,018,164	(b) 5,705,884	71,094,135	44,105,361	
TOTAUX (à reporter)		46,213,336	30,549,871	21,352,527	7,425,550	3,186,761	11,292,692	186,163,777	55,049,633	922,565,854	634,518,427	

(a) Le Ministère des colonies a été créé par la loi du 20 mars 1894.

Suite des RÉSULLATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés* (A).

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART		MINISTÈRE DE LA GUERRE. 1er SECTION. Service ordinaire.		MINISTÈRE DE LA GUERRE. 2e SECTION. Dépenses extraordinaires.		MINISTÈRE DE LA MARINE. Service marine.		MINISTÈRE DE LA MARINE. Service colonial.		MINISTÈRE DES COLONIES.	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Instruction publique.		MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Beaux-arts.		SERVICE DES CULTES.		MINISTÈRE DU COMMERCE et DE L'INDUSTRIE.		TOTAL (À REPORTER).		OBSERVATIONS.
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Augmentations.	Diminutions.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
Report..	222,950,147	340,370,733	200,451,949	82,226,986	73,978,882	37,265,683	106,952,225	46,657,106	21,493,306	4,408,876	39,822,944	16,213,336	30,549,871	21,352,527	7,425,550	3,186,761	11,292,692	186,163,777	55,049,633	922,565,854	634,518,427	(A) Voir la note (A), page 639.
1897 France.	25,194,738	24,504,271	34,129,505	3,269,085	32,286,661	2,083,340	7,806,206	5,197,646	"	"	24,888,011	4,449,297	1,303,348	3,471,702	1,400,803	308,516	780,646	21,756,232	2,392,941	154,290,868	42,913,306	(B) Y compris les crédits afférents au service des postes et des télégraphes.
1897 Algérie.	607,047	631,278	"	"	"	"	"	"	"	"	"	174,761	210,715	34,112	2,094	24,637	35,900	86,830	313,071	927,387	1,193,058	
1897 Total.	25,801,785	25,135,549	34,129,505	3,269,085	32,286,661	2,083,340	7,806,206	5,197,646	"	"	24,888,011	4,624,058	1,514,063	3,505,814	1,402,897	333,153	816,546	21,843,062	2,706,012	155,218,255	44,106,364	
Totaux.	248,751,932	365,506,282	234,581,454	85,496,071	106,265,543	39,349,023	114,758,431	51,854,752	21,493,306	4,408,876	64,710,955	20,837,394	32,063,934	24,858,341	8,828,447	3,519,914	12,109,238 (B)	208,006,839 (B)	57,755,645	1,077,784,109	678,624,791	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et des crédits annulés* (A).

EXERCICES.		REPORT D'AUTRE PART.		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. SERVICE ORDINAIRE.		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. BÂTIMENTS CIVILS.		TOTAL DU BUDGET ORDINAIRE (à reporter).		OBSERVATIONS.
		Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	
1887		90,416,950	58,196,198	1,881,231	4,353,745	1,552,123	3,818,598	1,910,713	1,38[illegible]	"	"	95,761,017	67,750 872	
1888		77,531,105	59,810,045	8,307,758	3,711,635	3,469,306	1,220,368	63,077,661	4,0[illegible]	"	"	152.385,830	68,802,552	
1889		93,151,460	70,949,692	3,764,349	2,129,209	35,312,574	5,439,687	26,503,931	8,3[illegible]	"	"	158,732,314	86,884,782	
1890		95,406,307	71,931,276	2,017,741	1,918,653	5,143,574	5,797,680	45,649,823	4,3[illegible]	605,202	136,610	148,822,647	84,107,460	(A) Voir la note (A), page 629.
1891		137,560,078	80,803,048	1,220,809	2,240,127	4,459,944	4,317,101	45,161,545	7,8[illegible]	"	"	188,402,376	95,196,674	
1892	France	146,672,732	58,560,852	3,457,451	2,578,311	3,703,971	563,166	42,755,518	6,3[illegible]	"	"	196,589,672	68,088,478	
	Algérie	939,924	1,521,906	24,265	336,916	96,408	80,069	1,348 624	1[illegible]	"	"	2,409,221	2,138,409	
	TOTAL	147,612,656	60,082,758	3,481,716	2,915,227	3,800,379	643,235	44,104,142	6,5[illegible]	"	"	198,998,893	70,226,887	
1893	France	92,465,429	59,533,784	11,837,561	4,841,538	6,130,282	4,145,458	49,931,434	3,8[illegible]	"	"	160,364,706	72,419,731	
	Algérie	2,056,321	1,911,498	75,740	405,131	93,103	48,612	6,217,817	2[illegible]	"	"	8,442,981	2,651,544	
	TOTAL	94,521,750	61,445,282	11,913,301	5,246,669	6,223,385	4,194,070	56,149,251	4,1[illegible]	"	"	168,807,687	75,071,275	
1894	France	64,030,209	62,303,527	4,778,611	1,971,291	5,416,502	941,401	36,423,274	6,9[illegible]	"	"	110.648,596	72,149,177	
	Algérie	1,149,081	1,852,178	7,468	251,219	157,216	54,100	3,306,423	[illegible]	"	"	4,620,188	2.197,421	
	TOTAL	65,179,290	64,155,705	4,786,079	2,222,510	5,573,718	995,501	39,729,697	6,9[illegible]	"	"	115,268,784	74,346,598	
1895	France	48,970,455	61,196,275	2,151,055	1,770,597	3,119,050	577,198	24,135,890	4,0[illegible]	"	"	78,376,450	67,635,115	
	Algérie	1,121,668	1,842,787	33,297	248,906	113,502	35,504	165,000	[illegible]	"	"	1,433,467	2,190,180	
	TOTAL	50,092,123	63,039,062	2,184,352	2,019,503	3,232,552	612,702	24,300,890	4,1[illegible]	"	"	79,809,917	69,825,295	
1896	France	69,831,421	42,397,366	2,547,782	1,251,308	2,140,436	428,616	23,344,279	3,7[illegible]	"	"	97,863,918	47,835,663	
	Algérie	1,262,714	1,707,995	75,913	307,081	1,284,678	50,463	1,114,077	[illegible]	"	"	3,737,382	2,150,250	
	TOTAL	71,094,135	44,105,361	2,623,695	1,558,389	3,425,114	479,079	24,458,356	3,8[illegible]	"	"	101,601,300	49,985,913	
TOTAUX (à reporter)		922,565,854	634,518,427	42,181,031	28,315,667	72,192,669	27,518,021	371,046,009	51,7[illegible]	605,202	136,610	1,408,590 765	742,198,308	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et des crédits annulés* (A).

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.						TOTAL DU BUDGET ORDINAIRE (à reporter).		OBSERVATIONS.
					SERVICE ORDINAIRE.		TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		BÂTIMENTS CIVILS.				
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	
Report....	922,565,854	634,518,427	42,181,031	28,315.667	72,192,669	27,518,021	371,046,009	51,70[illegible]	605,202	136,610	1,408,590,765	742,198,308	
1897. France.....	154,290,868	42,913,306	8,346,344	1,616,098	3,200,723	448,666	27,088,450	11,4[illegible]	"	"	192,926,385	56,427,325	
1897. Algérie.....	927,387	1,193,058	1,263,051	197,630	174,641	56,429	867,817	30[illegible]	"	"	3,232,896	1,751,507	(A) Voir la note (A), page 629.
1897. TOTAL.....	155,218,255	44,106,364	9,609,395	1,813,728	3,375,364	505,095	27,956,267	11,75[illegible]	"	"	196,159,281	58,178,832	
TOTAUX.....	1,077,784,109	678,624,791	51,790,426	30,129,395	75,568,033	28,023,116	399,002,276	63,4[illegible]	605,202	136,610	1,604,750,046	800,377,140	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés* (*).

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.		BUDGET EXTRAORDINAIRE.										BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.						TOTAUX		RÉSULTAT DÉFINITIF DE L'EXÉCUTION des services.	
			MINISTÈRE de la guerre.		MINISTÈRE de la marine.		MINISTÈRE de l'instruction publique et des beaux-arts.		MINISTÈRE des travaux publics.		TOTAL du budget extraordinaire.		MINISTÈRE des finances.		MINISTÈRE de l'agriculture.		TOTAL DU BUDGET sur ressources spéciales.					
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	des SUPPLÉMENTS de crédits.	DES CRÉDITS annulés.	Augmentations.	Diminutions.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	95,761,017	67,750,872	*A déduire.* 54,910,555	7,271,227	"	19,231,173	954,804	440,199	86,304,179	6,[illegible]	32,348,428	33,352,096	"	"	151,461	"	151,461	"	128,260,906	101,102,968	27,157,938	"
1888	152,385,830	68,802,552	76,052,587	6,615,045	*A déduire.* 1,518,000	1,150,386	239,804	2,883	"		74,774,391	7,768,314	507,139	"	"	"	507,139	"	227,667,360	76,570,866	151,096,494	"
1889	158,732,314	86,884,782	31,920,625	7,419,834	"	"	200,000	2,019	"		32,120,625	7,421,853	"	"	"	"	"	"	190,852,939	94,306,635	96,546,304	"
1890	148,822,647	84,107,460	7,407,948	15,091,773	"	"	"	"	"		7,407,948	15,091,773	"	"	"	"	"	"	156,230,595	99,199,233	57,031,362	"
1891	188,402,376	95,196,674	"	"	"	"	"	"	"		(A)	(A)	"	"	"	"	"	"	188,402,376	95,196,674	93,205,702	"
1892 France	196,589,672	68,088,478	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	196,589,672	68,088,478	128,501,194	"
1892 Algérie	2,409,221	2,138,409	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	2,409,221	2,138,409	270,812	"
1892 Total	198,998,893	70,226,887	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	198,998,893	70,226,887	128,772,006	"
1893 France	160,364,706	72,419,731	"	"	"	"	"	"	"		"	"	(B) "	"	"	"	"	"	160,364,706	72,419,731	87,944,975	"
1893 Algérie	8,442,981	2,651,544	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	8,442,981	2,651,544	5,791,437	"
1893 Total	168,807,687	75,071,275	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	168,807,687	75,071,275	93,736,412	"
1894 France	110,648,596	72,149,177	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	110,648,596	72,149,177	38,499,419	"
1894 Algérie	4,620,188	2,197,421	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	4,620,188	2,197,421	2,422,767	"
1894 Total	115,268,784	74,346,598	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	115,268,784	74,346,598	40,922,186	"
1895 France	78,376,450	67,635,115	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	78,376,450	67,635,115	10,741,335	"
1895 Algérie	1,433,467	2,190,180	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	1,433,467	2,190,180	"	756,713
1895 Total	79,809,917	69,825,295	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	79,809,917	69,825,295	10,741,335	756,713
1896 France	97,863,918	47,835,663	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	97,863,918	47,835,663	50,028,255	"
1896 Algérie	3,737,382	2,150,250	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	3,737,382	2,150,250	1,587,132	"
1896 Total	101,601,300	49,985,913	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	101,601,300	49,985,913	51,615,387	"
TOTAUX (à reporter)	1,408,590,765	742,198,308	60,470,605	36,397,879	*A déduire:* 1,518,000	20,381,559	1,394,608	445,101	86,304,179	6,[illegible]	46,651,392	63,634,036	507,139	"	151,461	"	658,600	"	1,555,900,757	805,832,344	750,825,126	756,713

(*) Voir la note (A), page 629.

Les suppléments de crédits se présentent en annulation chaque fois que les crédits transportés aux exercices suivants, en vertu d'autorisations législatives, sont supérieurs aux crédits ouverts.

(A) Le budget extraordinaire est supprimé à partir de l'exercice 1891.

(B) Le budget sur ressources spéciales est supprimé à partir de l'exercice 1893.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés* (*).

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.		BUDGET EXTRAORDINAIRE.										BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.						TOTAUX		RÉSULTAT DÉFINITIF DE L'EXÉCUTION des services.	
			MINISTÈRE de la guerre.		MINISTÈRE de la marine.		MINISTÈRE de l'instruction publique et des beaux-arts.		MINISTÈRE des travaux publics.		TOTAL du budget extraordinaire.		MINISTÈRE des finances.		MINISTÈRE de l'agriculture.		TOTAL DU BUDGET sur ressources spéciales.					
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	des SUPPLÉMENTS de crédits.	DES CRÉDITS annulés.	Augmentations.	Diminutions.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Report....	1,408,590,765	742,198,308	60,470,605	36,397,879	*A déduire :* 1,518,000	20,381,559	1,394,608	445,101	86,304,179	6,[illegible]	146,651,392	63,634,036	507,139	"	151,461	"	658,600	"	1,555,900,757	805,832,344	750,825,126	756,713
1897 France....	192,926,385	56,427,325	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	192,926,385	56,427,325	136,499,060	"
1897 Algérie....	3,232,896	1,751,507	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	3,232,896	1,751,507	1,481,389	"
1897 TOTAL....	196,159,281	58,178,832	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	196,159,281	58,178,832	137,980,449	"
TOTAUX...	1,604,750,046	800,377,140	60,470,605	36,397,879	*A déduire :* 1,518,000	20,381,559	1,394,608	445,101	86,304,179	6,[illegible]	146,651,392	63,634,036	507,139	"	151,461	"	658,600	"	1,752,060,038	864,011,176	888,805,575	756,713

(*) Voir la note (A), page 629.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

Développement sur les ressources exceptionnelles et extraordinaires attribuées aux budgets de 1887 à 1897.

EXERCICES.	NATURE DES RESSOURCES	MONTANT DES RESSOURCES par nature.	MONTANT DES RESSOURCES par exercice.
		fr.	
	RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.		
1887	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	880,207	9,38[illegible]
	Reliquat du produit de l'emprunt de 350 millions. (Émission de 1884.)	255,521	
	Prélèvement sur le prêt de la Banque de France pour faire face à une partie des dépenses de l'Exposition universelle de 1889	3,311,550	
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	4,913,000	
1888	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	1,150,762	13,31[illegible]
	Prélèvement sur le produit de l'emprunt de 500 millions. (Émission de 1886.)	730,171	
	Prélèvement sur le prêt de 80 millions de la Banque de France pour faire face à une partie des dépenses de l'Exposition universelle de 1889. (Loi du 1er mai 1886.)	9,131,295	
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	2,422,000	
	Part contributive du Gouvernement des États-Unis dans les dépenses de la commission franco-américaine	81,303	
1889	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	829,688	4,66[illegible]
	Prélèvement sur le prêt de la Banque de France pour faire face à une partie des dépenses de l'Exposition universelle de 1889	13,450	
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	508,217	
	Prélèvement sur le produit de l'emprunt de 500 millions. (Émission de 1886.)	638,506	
	Produit de la conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o	1,515,000	
	Produit de l'émission des obligations du Trésor à court terme. (Émission de 1887.)	699,888	
1890	Avances de la Caisse des dépôts et consignations pour le rachat et la mise en état de bon fonctionnement des réseaux téléphoniques	456,591	7,6[illegible]
	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	409,105	
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	726,783	
	Avances de la caisse des dépôts et consignations pour le rachat et la mise en état de bon fonctionnement des réseaux téléphoniques	6,500,000	
1891	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	1,215,915	60,54[illegible]
	Reliquat disponible de l'emprunt de 500 millions	2,840,087	
	Reliquat disponible sur le produit des obligations du Trésor à court terme. (Exercice 1885.)	148,549	
	Reliquat disponible sur le produit des obligations du Trésor à court terme. (Exercice 1887.)	23,439,401	
	Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o. (Émission de 1891.)	28,150,000	
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	4,218,734	
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	530,000	
1892	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	1,533,782	20,97[illegible]
	Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o. (Émission de 1891.)	18,546,074	
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	900,000	
	Reliquat de la subvention extraordinaire allouée par la loi du 3 juillet 1880 pour les constructions scolaires. (Enseignement secondaire.)	1,798,357	
1893	Excédent des recettes de l'ancien budget des dépenses sur ressources spéciales	1,149,628	8,18[illegible]
	Reliquat du produit de l'émission de rentes 3 p. o/o. (Émission de 1891.)	4,145,295	
	Excédent des recettes sur les dépenses du budget annexe des téléphones pour l'exercice 1892	662,691	
	Versement des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	31,888	
	Prélèvement sur le reliquat du produit de la tombola de l'Exposition universelle de 1889	400,000	
1894	Excédent de ressources du c/ : Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	24,434,891	38,49[illegible]
	Reliquat du produit de l'emprunt en rentes 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	2,232,115	
	Excédent disponible des ressources affectées à l'Exposition de 1889	1,106,192	
	Versement des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	103,273	
	Produit de l'émission des bons du Trésor à court terme pour le service des études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État. (Loi du 25 juillet 1894.)	10,622,858	
1895	Versement par la Caisse des dépôts et consignations d'intérêts arriérés et de capitaux acquis à l'État	26,954,353	39,96[illegible]
	Bénéfice de la frappe des monnaies divisionnaires d'argent	3,816,453	
	Indemnité payée par la Chine en réparation du meurtre de M. Dutreuil de Rhins	192,760	
	Reversement par le Ministère de la guerre du reliquat des fonds de dépenses secrètes	2,000,000	
1896	Versements des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	6,338	4,85[illegible]
	Indemnité payée par la Chine en réparation du meurtre de M. Dutreuil de Rhins	45,347	
	Produit de l'émission d'obligations du Trésor pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam	4,800,000	
1897	Versements des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'opéra-comique	931,779	2,2[illegible]
	Excédent des recettes sur les dépenses du compte spécial de Madagascar	1,284,572	
	TOTAL	.....	203,4[illegible]

EXERCICES.	NATURE DES RESSOURCES.	MONTANT DES RESSOURCES par nature.	MONTANT DES RESSOURCES par exercice.
		fr.	fr.
	RESSOURCES DU BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
1887	Produit d'émissions d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1885.)	12 517,210	275,405,732
	Produit d'émissions d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1887.)	100,963,748	
	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	514,606	
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rente 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	74,155,858	
	Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rente 3 p. o/o	6,750,000	
	Produit de fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883	41,009,081	
	Produit des fonds de concours versés par divers pour travaux publics extraordinaires	39,495,229	
1888	Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1887)	43,540,000	160,256,077
	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	236,921	
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	47,440,067	
	Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	67,885,633	
	Produits des fonds de concours versés par divers pour travaux publics extraordinaires	1,153,456	
1889	Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1887.)	2,766,363	163,253,131
	Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1889.)	45,713,628	
	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	197,980	
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	15,123,554	
	Versement de la ville de Paris	846,000	
	Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	96,977,298	
	Produit des fonds de concours versés par divers pour travaux extraordinaires	1,628,308	
1890	Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1889.)	36,894,414	146,389,175
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	2,437,521	
	Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o. (Loi du 24 décembre 1890.)	103,713,459	
	Produit des fonds de concours versés par divers pour travaux extraordinaires	3,343,781	
1891	Le budget extraordinaire est supprimé à partir de l'exercice 1891	"	"
	TOTAL	.....	745,304,115

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE

DE

L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

NOTE

SUR

LE BILAN ET LA SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES.

La situation générale de l'Administration des finances présente, par branche de service, le résultat des opérations développées dans les comptes des *Revenus*, des *Dépenses* et de *Trésorerie*, qui ont produit l'*actif* et le *passif* de l'Administration des finances au 1er janvier 1899.

Les termes d'*actif* et de *passif* sont employés ici dans l'acception spéciale qu'ils ont en comptabilité. L'*actif* se compose des soldes des comptes *débiteurs*, soit qu'il s'agisse de comptes de correspondants dont le montant constitue une véritable créance de l'État, soit qu'il s'agisse de comptes de budgets réglés en excédent de dépense ou de tout autre compte débiteur. Le *passif* représente les soldes des comptes *créditeurs*, aussi bien des comptes dont le montant représente une dette de l'État, que des comptes de budgets réglés en excédent de recettes ou de tout autre compte créditeur.

Le premier tableau (pages 652 et 653) est un bilan dans la forme d'une balance commerciale et fait ressortir en résumé : d'une part, les soldes débiteurs (actif); d'autre part, les soldes créditeurs (passif) des comptes ouverts au grand-livre de la Direction de la comptabilité publique. Ce bilan fait connaître les excédents de dépenses ou de recettes au 1er janvier 1898, tels qu'ils ressortent du compte général de 1897, les opérations de recettes et de dépenses de l'année 1898 et la situation au 1er janvier 1899.

Les résultats du bilan sont ensuite présentés avec plus de détails dans un second tableau (pages 654 et 655).

Suite de la *Note sur le bilan et la situation générale de l'Administration des finances.*

A la suite de cette situation du Trésor, *telle qu'elle résulte des écritures des comptables*, il en a été établi une seconde faisant connaître l'actif et le passif *réels* du Trésor, c'est-à-dire la situation ramenée à ce qu'elle serait effectivement si les opérations constatées à des comptes provisoires étaient régularisées, si les opérations portées à la fois pour ordre à un compte créditeur et à un compte débiteur étaient compensées, si enfin le vote des lois de règlement des budgets déjà réglés administrativement avait permis de reporter dans les écritures les résultats définitifs des exercices terminés (pages 660 et 661).

Toutes les modifications apportées aux chiffres du tableau présentant la *Situation résultant des écritures des comptables* pour établir la *Situation réelle*, ainsi que les motifs de ces modifications, sont indiquées pages 664 à 682, et récapitulées page 683.

Des développements sur les principaux comptes qui figurent soit à l'actif, soit au passif du Trésor, notamment sur les services spéciaux, sont donnés aux pages 687 à 779.

Enfin, un dernier tableau (pages 780 et 781) présente, par nature de créances, les résultats des mouvements de la dette flottante du Trésor, pendant l'année 1898, qui ressortent de la comparaison de cette dette au 31 décembre 1897 avec celle existant au 31 décembre 1898.

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE

DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

TELS QU'ILS RÉSULTENT

DES ÉCRITURES DES COMPTABLES.

BILAN DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES,

PRÉSENTANT LA SITUATION AU 1er JANVIER 1898, LES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898 ET LA SITUATION AU 1er JANVIER 1899.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	ACTIF.			PASSIF.			SITUATION AU 1er JANVIER 1899.		OBSERVATIONS.
	EXCÉDENTS de dépenses au 1er janvier 1898.	DÉPENSES de l'année 1898.	TOTAL des dépenses.	EXCÉDENTS de recettes au 1er janvier 1898.	RECETTES de l'année 1898.	TOTAL des recettes.	ACTIF.	PASSIF.	
	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
SERVICE DES BUDGETS	142,736,060 99	3,544,785,073 12	3,687,521,13[illegible]	334,052,213 97	3,636,821,590 44	3,970,873,804 41	142.736,060 99	426,088,731 29	
							283,352,670f 30c		
SERVICES DE TRÉSORERIE.									
Services spéciaux du Trésor	5,256,028,856 16	754,364,170 50	6,010,393,0[illegible]	587,292,551 55	845,673,406 08	1,432,965,957 63	5,203,954,941 95	626,527,872 92	
							4,577,427,069f 03c		
DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR SUR LE SERVICE DES BUDGETS	837,179,279 81	"	837,179,27[illegible]	"	"	"	837,179,279 81	"	
							837,179,279f 81c		
CRÉANCES PASSIVES.									
Effets à payer	"	792,027,362 99	792,027,36[illegible]	5,358,925,947 76	629,488,593 63	5,988,414,541 39	"	5,196,387,178 40	
Correspondants du Trésor	137,067,633 22	8,238,644,484 19	8,375,712,11[illegible]	1,907,697,092 10	8,301,302,951 70	10,209,000,043 80	142,176,964 15	1,975,464,890 54	
Correspondants des comptables des finances	159,756,445 39	10,818,093,414 94	10,977,849,86[illegible]	607,987,219 15	10,784,935,233 12	11,392,922,452 27	167,106,742 05	582,179,333 99	
Fonds particuliers des comptables des finances	35,559 17	812,151,102 54	812,186,66[illegible]	61,178,173 10	812,582,170 35	873,760,343 45	66,694 02	61,640,375 76	
TOTAUX des créances passives	296,859,637 78	20,660,916,364 66	20,957,776,00[illegible]	7,935,788,432 11	20,528,308,948 80	28,464,097,380 91	309,350,400 22	7,815,671,778 69	
							7,506,321,378f 47c		
CRÉANCES ACTIVES.									
Avances pour divers services	424,801,522 05	568,662,661 80	993,464,18[illegible]	"	512,653,329 59	512,653,329 59	480,810,854 26	"	
Débets de comptables	917,208 30	60,942 26	978,15[illegible]	"	61,104 68	61,104 68	917,045 88	"	
Créances litigieuses	9,857 53	"	9,85[illegible]	"	"	"	9,857 53	"	
TOTAUX des créances actives	425,728,587 88	568,723,604 06	994,452,19[illegible]	"	512,714,434 27	512,714,434 27	481,737,757 67	"	
							481,737,757f 67c		
MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES	33,314,658 53	8,802,175,752 76	8,835,490,41[illegible]	15,674,973 06	8,808,351,096 99	8,824,026,070 05	26,452,305 24	14,987,964 00	
							11,464,341f 24c		
TOTAUX des services de trésorerie	6,849,111,020 16	30,786,179,891 98	37,635,290,91[illegible]	8,538,755,956 72	30,695,047,886 14	39,233,803,842 86	6,858,674,684 89	8,457,187,615 61	
							1,598,512,930f 72c		
TOTAUX GÉNÉRAUX	6,991,847,081 15	34,330,964,965 10	41,322,812,04[illegible]	8,872,808,170 69	34,331,869 476 58	43,204,677,647 27	7,001,410,745 88	8,883,276,346 90	
							1,881,865,601f 02c		
VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE	1,880,961,089 54	.....	.....	"	.....	.....	1,881,865,601 02	"	
	8,872,808,170 69			8,872,808,170 69			8,883,276,346 90	8,883,276,346 90	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

Tableau de l'Actif et du Passif du Trésor public tels qu'ils résultent des opérations des Comptables des finances.

ACTIF.

BUDGETS EN EXCÉDENT DE DÉPENSES			142,736,000
SERVICES SPÉCIAUX DÉBITEURS			5,203,954,941
DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR			837,179,270
CRÉANCES ACTIVES.			
Avances pour divers services	480,810,854f 26c		
Débets de comptables	917,045 88	481,737,757	
Créances litigieuses	9,857 53		
ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.			
Correspondants du Trésor. (Soldes momentanément débiteurs.)			
Divers services publics	70,748,717f 36c		
Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	37,317,679 23	142,176,964 15	
Divers correspondants	34,110,567 56		
Correspondants des comptables des finances.			
Trésoriers-payeurs généraux	117,479,791f 26c		
Caissier-payeur central du Trésor public	1,190,178 05		309,350,406
Payeurs des armées	"	167,106,742 05	
Agents comptables du Trésor	2,084,793 24		
Trésoriers-payeurs en Algérie	5,897,798 42		
Trésoriers-payeurs des colonies	40,454,181 08		
Soldes momentanément débiteurs des fonds particuliers des comptables des finances		66,694 02	
Soldes débiteurs des mouvements de fonds entre les comptables des finances			26,452,305
VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE.			
Receveurs des impôts et revenus indirects		72,021,358f 90c	
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne		841,777,574 85	
Trésoriers-payeurs généraux		22,490,569 62	
Caissier-payeur central du Trésor public		859,502,893 47	1,881,865,660
Agents comptables du Trésor		340,481 25	
Comptables des finances en Algérie		28,918,771 29	
Trésoriers-payeurs des colonies		56,813,951 64	
Total de l'actif			8,883,276,346

PASSIF.

BUDGETS EN EXCÉDENT DE RECETTES			426,088,731f 29c
SERVICES SPÉCIAUX CREDITEURS			626,527,872 92
CRÉANCES PASSIVES.			
Effets à payer.			
Bons du Trésor	259,413,530f 20c		
Annuités, bons et obligations	4,903,256,031 94	5,196,387,178f 40c	
Traites	19,895,147 59		
Mandats	13,822,468 67		
Correspondants du Trésor.			
Divers services publics	906,837,384f 87c		
Établissements particuliers	6,765,351 74		
Fonds à rembourser à divers	1,278,951 81	1,975,464,890 54	
Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	78,759,650 39		
Divers correspondants	981,823,551 73		7,815,671,778 69
Correspondants des comptables des finances.			
Trésoriers-payeurs généraux	68,541,583f 38c		
Caissier-payeur central du Trésor public	463,725,273 42		
Agents comptables du Trésor	5,475,608 26	582,179,333 99	
Trésoriers-payeurs en Algérie	531,609 90		
Trésoriers-payeurs des colonies	43,905,259 03		
Fonds particuliers des comptables des finances		61,640,375 76	
Soldes créditeurs des mouvements de fonds entre les comptables des finances			14,987,964 00
Total du passif			8,883,276,346 90

Suite de la SITUATION DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

Développement des VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE *existant chez les Comptables au 1er janvier 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	DÉSIGNATION DES VALEURS.		CAISSE.	PORTEFEUILLE	TOTAUX PAR CLASSE de comptables.
Receveurs des revenus indirects. — Receveurs de l'enregistrement du timbre et des domaines.	Numéraire		504,342f 66c	"	504,342
Receveurs des douanes	Numéraire		921,858 08	"	4,765,[illegible]
	Traites de douane sur Paris	340,753 11			
	Traites de douane sur les départements	532,337 33			
	Effets divers représentant des valeurs réelles	221,377 42	"	3,843,450f 91c	
	Quittances de droits garantis par des soumissions cautionnées ou des consignations	2,565,775 90			
	Traites en souffrance	183,207 15			
Receveurs des contributions indirectes	Numéraire		1,377,308 58	"	1,970,[illegible]
	Obligations des redevables des contributions indirectes		"	593,471 31	
Receveurs des postes des télégraphes et des téléphones	Numéraire		14,355,717 32	"	64,788,[illegible]
	Valeurs diverses		"	50,425,210 04	
	TOTAL		17,159,226 64	54,862,132 26	72,021,[illegible]
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	Valeurs françaises appartenant à la Caisse nationale d'épargne		"	838,988,311 92	841,777,[illegible]
	Rentes achetées pour le compte des déposants		"	2,789,262 93	
Trésoriers-payeurs généraux des finances. — Numéraire — en caisse		1,775,746f 88c	"	1,775 746f 88c	3,589,182 76
Numéraire — déposé à la Banque		"	1,813,435f 88c	1,813,435 88	
Caisse de réserve (Corse)		"	1,813,435f 88c	1,813,435 88	
Traites d'adjudicataires de bois de l'État en souffrance		66,608 50	"	66,608 50	
Bordereaux et titres de valeurs françaises achetées ou échangées		2,739,361 69	"	2,739,361 69	
Titres du Crédit foncier à remettre à divers		1,557,271 05	"	1,557,271 05	
Bons du trésor remis par le caissier central		"	148,000 00	148,000 00	22,400,[illegible]
Effets sur la place de Marseille		"	109 50	109 50	
Obligations des redevables des contributions indirectes remises par le caissier central		"	139,623 00	139,623 00	
Valeurs représentatives		"	206,257 32	206,257 32	
Traites d'adjudicataires de coupes de bois remises par le caissier central		"	62,182 33	62,182 33	
Traites de coupes ordinaires de bois des communes et des établissements publics		"	4,847,221 30	4,847,221 30	" 18,901,386 86
Traites de coupes extraordinaires de bois des communes et des établissements publics		"	6,862,799 35	6,862,799 35	
Traites de douane remises par le caissier central		"	6,685 19	6,685 19	
Titres de rentes remis par le caissier du Trésor et la Chambre syndicale		"	1,675,613 63	1,675,613 63	
Titres de rentes sur l'État à échanger		"	1,330 00	1,330 00	
Titres de rentes remis par la Dette inscrite		"	71,407 00	71,407 00	
Inscriptions de rentes appartenant aux communes		"	507,417 00	507,417 00	
Traites appartenant au département de l'Ain		"	9,500 00	9,500 00	
		6,138,988 12	16,351,581 50	22,490,569 62	
	A reporter		20,748,409 40	915,541,093 97	936,289,[illegible]

DÉSIGNATION des COMPTABLES.	DÉSIGNATION DES VALEURS.		CAISSE.	PORTEFEUILLE	TOTAUX PAR CLASSE de comptables.
	Report		20,748,409f 40c	915,541,093f 97c	936,289,503f 37c
Caissier-payeur central du Trésor public. — Valeurs existant au Trésor		11,413,569f 68c			
Numéraire en dépôt à la Banque de France		321,539,112 39	347,983,811 73	"	
Numéraire en dépôt à la Banque d'Algérie		15,031,129 66			
Valeurs diverses de portefeuille.	Effets de commerce sur Paris	120,286 86			
	Traites de douane sur Paris	3,545,492 71			
	Mandats sur la Caisse des dépôts et consignations	134,865 33			
	Obligat. des redevables des contrib. ind. (Paris)	4,580,754 00			
	Effets en souffrance	100,230 00			
	Obligations concernant les alcools	938,347 08			
	Traites de douane sur les départements	6,901,511 49			
	Traites d'octroi de mer	206,362 19			
	Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État	22,730,067 54			
	Obligations des redevables des contributions indirectes (départements)	6,431,914 00			
	Traites concernant les alcools	2,807 80			
	Valeurs appartenant au Trésor	4,904 78	"	47,820,192 77	
	Quittances d'arrérages de rentes départementales à payer à Paris	2,614 25			
	Valeurs à recouvrer dans les départements ou les colonies p/c de divers	294,612 89			
	Valeurs représentatives des payements faits p/c du Trésor	1,020,382 33			
	Arrérages de la Dette publique. (Quittances de rentes.)	6,325 25			
	Suppléments de pensions	183 25			859,502,893 47
	Valeurs diverses	798,531 02			
	Inscriptions de rentes provenant de la tranformation des cautionnements (1898). [Achats.]	10,212 00			
	Inscriptions de rentes au porteur. (Achats.)	28 564 00			
	Inscriptions de rentes 3 p. o/o provenant de la conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o	4 00			
	Valeurs déposées pour différents motifs — Inscriptions de rentes	4,879,465 55			
	Valeurs déposées pour différents motifs — Titres et effets divers	19,183,402 53			
	Valeurs affectées à des cautionnements — Rentes au porteur	104 00			
	Valeurs affectées à des cautionnements — Titres et effets divers	400 00			
	Valeurs au porteur de diverses origines — Inscriptions de rentes	94,105 39			
	Valeurs au porteur de diverses origines — Titres et effets divers	4,468,738 00			
	Certificats de l'émission de rentes 3 p. o/o (1891). — à émettre	111 00			
	Rentes 3 p. o/o à émettre. — Émission de 1886	134 00			
	Rentes 3 p. o/o à émettre. — Émission de 1887. (Conversion.)	273 00			
	Rentes 3 p. o/o à émettre. — Émission de 1891	64 00			
	Valeurs du Trésor déposées en échange de certificats nominatifs	393,200,000 00			
Valeurs inactives.	Obligations départementales déposées en échange de certificats nominatifs	3,155,000 00	"	463,698,888 97	
	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités à émettre — Émission de 1881	30 00			
	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités à émettre — Émission de 1884	90 00			
	Certificats de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o 1886 — à émettre	117 00			
	Legs Giffard, s/c d'inscriptions de rentes	42,505 00			
	Certificats de l'emprunt de 1 million en rentes 3 p. o/o amortissables liquidés et non échangés	285 00			
	Inscriptions de rentes (achats) déposées pour réunion	1,183,680 00			
	Inscriptions de rentes en dépôt	37,422,704 50			
	Obligations provisoires de l'emprunt de 80 millions. (Annam et Tonkin.) — à émettre	1,000 00			
	Obligations définitives de l'Emprunt de 80 millions à émettre. (Annam et Tonkin)	27,900 00			
	À reporter		368,732,221 13	1,427,060,175 71	1,795,792,396 84

Suite de la SITUATION DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

Suite du *Développement des* VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE *existant chez les Comptables au 1er janvier 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	DÉSIGNATION DES VALEURS.		CAISSE.	PORTEFEUILLE	TOTAUX PAR CLASSE de comptables.
	Report		368,732,221f 13c	1,427,060,175f 71c	1,795,792,396f 84c
Agents comptables du Trésor	Numéraire		238,219 47	"	340,481 25
	Valeurs diverses		"	16,085 92	
	Traites de chancelleries		"	86,175 86	
Trésoriers-payeurs en Algérie	Numéraire en caisse	5,852,684f 92c	7,637,684 92	"	7,949,510 98
	Numéraire à la Banque d'Algérie	1,785,000 00			
	Valeurs diverses	2,128 75			
	Traites du caissier-payeur central du Trésor sur lui-même	309,697 31	"	311,826 06	
Receveurs de l'enregistrement et des domaines en Algérie	Numéraire		7,457 01	"	7,457 01
Receveurs des douanes en Algérie	Numéraire		64,800 65	"	193,339 62
	Traites et obligations de crédit payables dans les départements	115,176f 36c			
	Traites d'octroi de mer payables dans les départements	"			
	Quittances de droits garantis par des soumissions cautionnées ou des consignations	13,362 61	"	128,538 97	
	Traites des taxes sur les alcools payables dans les départements	"			
Receveurs des contributions diverses en Algérie	Numéraire		7,285,718 30	"	19,239,146 10
	Portefeuille		"	11,953,427 80	
Recev. des postes, des télégr. et des téléph. en Algérie	Numéraire		500,902 28	"	1,529,317 58
	Valeurs diverses		"	1,028,415 30	
Trésoriers-payeurs des colonies	Numéraire chez les trésoriers-payeurs	30,958,434f 43c	39,243,739 69	"	56,813,951 64
	Numéraire chez le receveur spécial du service local de la Cochinchine	5,177,174 76			
	Numéraire déposé en garantie d'émission de bons de caisse	3,108,130 50			
	Bons de caisse	133,700 00			
	Traites du caissier-payeur central sur lui-même	10,737,400 00			
	Timbres-poste, r/c de dépôt	4,236,555 81			
	Bons de douane	365,850 19			
	Inscriptions de rentes déposées au Trésor appartenant au service local	1,059,928 70	"	17,570,211 95	
	Appartenant à divers établissements	601,265 32			
	Titres de rentes remis par le caissier central	9,286 73			
	Titres de rentes déposés comme cautionnements	279,978 50			
	Effets divers	106,294 50			
	Feuilles de rôles d'équipages	14,952 20			
	Jetons de nickel	25,000 00			
	TOTAL des valeurs de caisse et de portefeuille		423,710,743 45	1,458,154,857 57	1,881,865,601 02

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE

DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES.

ACTIF ET PASSIF RÉELS DU TRÉSOR.

Ainsi qu'il a été exposé dans la note (page 650), il faut, pour avoir la situation réelle de l'actif et du passif du Trésor, faire subir aux chiffres ressortant des écritures des comptables certaines modifications.

Le tableau ci-après (pages 660 et 661) donne la situation rectifiée.

On trouvera aux développements qui suivent (pages 664 à 682) les motifs les changements apportés aux divers chiffres du tableau qui précède.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

Tableau synoptique présentant le résumé de l'actif et du Passif réels du Trésor public.

ACTIF.

PAGES DE RENVOI aux modifications de l'actif résultant des écritures des comptables.		DÉCOUVERTS et AVANCES du Trésor.	CRÉANCES dont LA RÉGULARISATION est ajournée.	AVANCES À REMBOURSER par les budgets ultérieurs.	AUTRES SERVICES débiteurs.	TOTAL.
664 et 665	Découverts et avances du Trésor	979,252,418f 85c	"	"	"	979,252,418f 85c
	Budgets débiteurs	"	"	"	"	"
665	Services spéciaux débiteurs	"	134,756f 00c	4,857,711,866f 45c	345,216,750f 45c	5,203,063,372f 90c
666	Avances pour divers services	"	180,837,259 59	"	95,321,468 23	276,158,727 82
667	Débets de comptables	"	"	"	917,045 88	917,045 88
	Correspondants du Trésor	"	"	"	2,405,604 62	2,405,604 62
668 et 669	Correspondants administratifs	"	"	"	152,329,025 66	152,329,025 66
	Fonds particuliers des comptables	"	"	"	66,694 02	66,694 02
	Mouvements de fonds entre les comptables des finances	"	"	"	11,464,341 24	11,464,341 24
		979,252,418 85	180,972,015 59	4,857,711,866 45	607,720,930 30	6,625,657,231 19
671	Valeurs de caisse et de portefeuille	"	"	"	545,188,749 36	545,188,749 36
	TOTAUX GÉNÉRAUX DE L'ACTIF	979,252,418 85	180,972,015 59	4,857,711,866 45	1,152,909,679 66	7,170,845,980 55
		1,160,224,434f 44c				

PASSIF.

PAGES DE RENVOI aux modifications de passif résultant des écritures des comptables.			DETTE FLOTTANTE. (Voir page .)	AUTRES SERVICES créanciers.	TOTAL.
674	Budgets créanciers	Budget de l'exercice 1898 .... 387,367,992 87 Budget de l'exercice 1899 .... 29,929 01	"	387,397,921f 88c	387,397,921f 88c
675	Services spéciaux créditeurs		"	458,082,347 24	458,082,347 24
676	Effets à payer		87,148,530f 78c	5,098,501,247 62	5,185,649,778 40
677	Correspondants du Trésor		874,198,174 33	123,101,609 44	997,299,783 77
679	Correspondants administratifs		"	87,854,864 65	87,854,864 65
681	Fonds particuliers des comptables		54,146 029 36	415,255 25	54,561,284 61
	TOTAUX GÉNÉRAUX DU PASSIF		1,015,492,734 47	6,155,353,246 08	7,170,845,980 55

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES**

AU 1ER JANVIER 1899.

DÉVELOPPEMENT

des modifications apportées aux chiffres qui figurent au tableau de l'actif et du passif d'après les écritures des comptables (pages 654 et 655), *afin d'établir les chiffres qui sont inscrits au tableau de l'actif et du passif* réels *du Trésor* (pages 660 et 661).

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI**

Tableau servant à déterminer l'A

TIF.

DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

Découverts et avances du Trésor, d'après les écritures. (Voir page 295.)		837,179,27
A ajouter :		
1°. — *Budgets réglés administrativement.*		
Découvert de l'exercice 1892	9,939,759f 11c	
Découvert de l'exercice 1893	84,511,095 82	
Découvert de l'exercice 1894	21,654,615 90	
Découvert de l'exercice 1895	17,903,459 50	
Découvert de l'exercice 1896	8,727,130 66	
TOTAL des découverts des budgets réglés. (Voir page 291.)	142,736,060 99	
2° Succession H. Giffard. Régularisation d'avances. (Projet de loi de règlement de l'exercice 1892.) [V. actif, p. 666]	4,786,830 23	
Bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire. (Loi du 30 décembre 1895. — Projet de loi de règlement de l'exercice 1894, art. 16.) [Voir actif, page 665]	891,569 05	
Faillite Fontaine et Cie, fabricants de sucre à Neceville-Saint-Rémy (Nord). — Projet de loi de règlement de l'exercice 1897, article 16. (Voir actif, page 666.)	160,523 62	
TOTAL	148,574,983 89	148,574,98
		985,754,20
A déduire :		
Transport en atténuation des découverts des excédents de recettes des budgets réglés administrativement :		
Exercice 1889. (Voir au passif, page 674.)	6,193,792f 43c	
Reliquats disponibles constatés sur les ressources destinées à faire face aux dépenses des anciens budgets extraordinaires de la marine, des beaux-arts et des travaux publics (Voir au passif, page 675) pour 177,841f 37c et page 678 pour 130,211f 05c.)		
Prêt de la Banque de France. (Loi du 13 juin 1878.) — 5,388f 03c		
Produit de l'emprunt de 500 millions en rente 3 p. o/o. (Loi du 1er mars 1886.) — 16,493 69		
Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rente 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.) — 3,000 00		
(Projet de loi de règlement de l'exercice 1889.)		
	24,881f 72c	
Reliquat disponible au 31 décembre 1892 sur le compte spécial :		
Produit de la vente des matières remises par le service de la Marine. (Projet de loi de règlement de l'exercice 1892.)	63,942 30	
Reliquats disponibles au 31 décembre 1896 sur les comptes de trésorerie ci-après. (Projet de loi de règlement de l'exercice 1896, art. 16.) :		
Comptes spéciaux du Trésor :		
a. Fonds versés par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï — 669f 05c		
b. Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o 1891 — 88,348 30		
	89,017 35	177,841 37
Divers correspondants du Trésor. (Voir au passif, page 678.)		
3° Rentes de la dotation de l'armée, *s/c* de liquidation		130,211 05
TOTAL		6,501,844 85 — 6,501,84
CHIFFRE RECTIFIÉ des découverts et avances du Trésor		979,252,41

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

et le Passif réels du Trésor public.

SERVICE DES BUDGETS.

Budgets débiteurs d'après les écritures. (Voir page 291.)		142,736,060f 99c
A déduire :		
Le solde débiteur des budgets ci-après qui n'en présenteront plus lorsque leur règlement, effectué administrativement, aura reçu la sanction légale par le vote de la loi de règlement.		
Budget de l'exercice 1892	9,939,759f 11c	
Budget de l'exercice 1893	84,511,095 82	
Budget de l'exercice 1894	21,654,615 90	
Budget de l'exercice 1895	17,903,459 50	
Budget de l'exercice 1896	8,727,130 66	
TOTAL. (Voir à l'actif, page 664.)	142,736,060 99	142,736,060 99
CHIFFRE RECTIFIÉ des budgets		//

SERVICES SPÉCIAUX DÉBITEURS.

Solde d'après les écritures des comptables. (Voir page 295.)		5,203,954,941f 95
A déduire :		
Annulation du solde débiteur du compte : N° 35 Trésor public, *s/c* de bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire, transporté aux découverts du Trésor par l'article 16 du projet de loi de règlement de l'exercice 1894 (voir à l'actif, page 664).		891,569 05
Ce solde se répartit comme suit :		5,203,063,372 90
1° AVANCES À REMBOURSER PAR LES BUDGETS ULTÉRIEURS.		
Services spéciaux compensés par le service des effets à payer :		
N° 36. Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	252,678,492f 16c	
N° 38. Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	3,861,747,500 00	
N° 39. Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Lois des 26 juillet 1893, art. 56, et 28 décembre 1895, art. 47.)	233,709,135 00	
N° 40. Trésor public, *s/c* d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Loi des 7 et 27 déc. 1894.)	381,750,000 00	
N° 41. Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	59,920,000 00	4,789,805,127f 16c
Autres services spéciaux non compensés :		
N° 12. Réorganisation des défenses de Calais	7,562,721 60	
N° 17. Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	2,640,945 70	
N° 30. Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement de primes et de détaxes. (Loi du 7 avril 1897.)	2,911,086 24	
N° 7. Avance au budget local de la colonie de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone des 27 et 28 février 1898	107,622 08	
N° 6. Avance au budget local de la colonie de la Guadeloupe pour réparer les dégâts causés par le tremblement de terre du 29 avril 1897. (Loi du 15 juillet 1897.)	1,000,000 00	
N° 33. Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires. (Loi du 17 février 1898.)	53,684,363 67	67,906,739 29
		4,857,711,866 45
2° AVANCES DONT LA RÉGULARISATION EST AJOURNÉE.		
N° 10. Liquidation de la dernière liste civile et du domaine privé, *s/c* provisoire		134,756 00
3° SERVICES DÉBITEURS À SOLDER PAR LE TRÉSOR.		
N° 4. Avances faites par l'État au service local des colonies	100,907f 33c	
N° 8. Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)	1,582,737 12	
N° 11. Trésor public, *s/c* d'opérations faites par la liste civile impériale pour le compte de l'État	843,684 88	
N° 16. Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts	250,782,650 35	
N° 25. Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	91,900,770 77	345,216,750 45
CHIFFRE RECTIFIÉ des services spéciaux		5,203,063,372 90

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public.*

ACTIF (Suite.)

AVANCES POUR DIVERS SERVICES.

Solde débiteur d'après les écritures des comptables. (Voir page 357.)			480,810,8[illegible]
A déduire :			
Annulation d'une partie du solde débiteur du compte « Avances pour le service des contributions indirectes a raison du transport aux découverts du Trésor prescrit par l'article 16 du projet de loi de règlement de l'exercice 1897 ». (Voir l'actif, page 664.)		160,523f 62c	
Annulation du solde débiteur du compte « Avances des receveurs de l'enregistrement (France) à raison du transport aux découverts du Trésor prescrit par l'article 17 du projet de loi de règlement de l'exercice 1892 ». (Voir à l'actif, pages 664 et 348.)		4,786,830 23	
Annulation d'une partie du solde débiteur du compte d'avances : *Trésor, s/c de suppléments de pensions aux militaires et aux marins* (Voir au passif, page 675.)	85,559,033f 67c		
Annulation du solde débiteur du compte ci-après compensé au passif avec une portion du solde créditeur du compte spécial « Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rente 3 p. o/o ». (Voir au passif, page 675.)		165,921,254 82	
Remboursement des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o non converties	80,362,221 15		
Transport au budget général de l'exercice 1898 du montant des dépenses à régulariser et qui font l'objet des soldes débiteurs ci-après (Voir au passif, page 674) :			
Divers, *l/c* de coupons au porteur	15,384,503f 50c		
Divers, *l/c* d'arrérages de rentes, pensions et de valeurs du Trésor	10,336,939 03	33,783,517 77	
Trésoriers coloniaux, *l/c* de payements divers	8,062,075 24		
Administration des manufactures de l'État, *s/c* de traites de tabacs à régulariser	"		
			204,652,1[illegible]
CHIFFRE RECTIFIÉ des avances pour divers services. (Voir page 660.)			276,158,7[illegible]

A répartir comme suit :

1° CRÉANCES DONT LA RÉGULARISATION EST AJOURNÉE.				
Prêt de la Banque de France (convention de 1857) ayant profité au budget de 1871	60,000,000f 00c			
Prêt de la Banque de France (convention de 1878) ayant profité aux budgets extraordinaires des exercices 1880 et suivants	80,000,000 00	180,000,000f 00c		
Prêt de la Banque de France (convention de 1896)	40,000,000 00		180,837,259f 59c	
Faits antérieurs au 28 mars 1871		837,259 59		276,158,7[illegible]
2° SERVICES DÉBITEURS À SOLDER PAR LE TRÉSOR.				
Autres avances des divers comptables			95,321,468 23	
TOTAL ÉGAL				276,158,7[illegible]

DÉBETS DE COMPTABLES.

Solde débiteur d'après les écritures des comptables. (Voir page 359.)			917,045f 88c
(Service débiteur à solder par le Trésor.)			

CRÉANCES LITIGIEUSES.

Solde débiteur d'après les écritures des comptables. (Voir page 359.)			9,857 53
Compensation de créances inscrites pour ordre (Prêts faits à divers en vertu de la loi du 8 septembre 1830) par le crédit des *Budgets, l/c de recouvrements à faire ultérieurement*, qui profiteront de la rentrée de ces créances au titre des exercices courants. (Voir au passif, page 678.)			9,857 53
CHIFFRE RECTIFIÉ des créances litigieuses			"

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.

Soldes momentanément débiteurs d'après les écritures des comptables. (Voir page 317.)				142,176,964 15
A déduire par catégorie :				
1° DIVERS SERVICES PUBLICS. (Écritures.) (Voir page 299.)			70,748,717f 36c	
A déduire :				
Compensation des comptes d'ordre présentant des soldes débiteurs avec les soldes créditeurs correspondants (Voir au passif, pages 677 et 678.) :				
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de la dotation de la Caisse nationale d'épargne (pour partie)	10,402,862f 94c	48,122,731f 22c		
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	37,719,868 28			
Soldes des comptes avec les Offices étrangers (partie)	"	20,644,380 09		
Divers Offices étrangers, *l/c* de valeurs payées par les receveurs des postes et des télégraphes (partie) compensés au passif avec le solde créditeur du *c/* Divers, *l/c* de dépôts de valeurs payables à l'étranger.	20,644,380 09			
Trésorier général des invalides de la Marine, *s/c* chez les trésoriers-payeurs en Algérie, compensé avec le passif		78,459 72		
Trésorier général des invalides de la Marine, *s/c* chez les trésoriers payeurs des colonies, compensé avec le passif		99,841 08		
TOTAL À DÉDUIRE DES DIVERS SERVICES PUBLICS			68,945,412 11	
Chiffre rectifié			1,803,305 25	
2° COMPTES DE DIVERS AVEC LES RECEVEURS DES REVENUS INDIRECTS. (Écritures.) [Voir page 307.]			37,317,679 23	
A déduire :				
Soldes débiteurs des comptes d'ordre de l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne, compensés au passif avec les soldes créditeurs correspondants. (Voir au passif, page 678.)		30,560,162f 71c	37,317,679 23	
Soldes débiteurs des comptes d'ordre de l'agent comptable des téléphones, compensés au passif avec les soldes créditeurs correspondants. (Voir au passif, page 678.)		6,757,516 52		
Chiffre rectifié			"	
3° DIVERS CORRESPONDANTS. (Écritures.) [Voir page 317.]			34,110,567 56	
A déduire :				
Solde débiteur des comptes d'ordre de l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne compensé au passif avec les soldes créditeurs correspondants. (Voir au passif, page 678.)			33,508,268 19	
Chiffre rectifié			602,299 37	
représentant des services débiteurs à solder par le Trésor.				
Récapitulation des déductions opérées sur les correspondants du Trésor.				
Divers services publics			68,945,412 11	
Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects			37,317,679 23	
Divers correspondants			33,508,268 19	
TOTAL DES DÉDUCTIONS				139,771,359 53
CHIFFRE RECTIFIÉ des correspondants du Trésor				2,405,604 62
représentant des services débiteurs à solder par le Trésor. (Voir page 660.)				

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public.*

(Suite.)

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS.

Solde débiteur d'après les écritures des comptables (page 345)			167,106,742f 05c
1° Trésoriers-Payeurs généraux.			
A déduire par catégories :			
Solde débiteur d'après les écritures. (Voir page 323.)		117,479,791f 26c	
Opérations d'ordre se balançant à l'actif et au passif :			
1° Comptes de correspondants administratifs. (Voir page 679.)			
Enfants assistés, *l/c* d'avances	1,651,217f 97c		
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de versements pour le service des enfants assistés.*			
Inscriptions nominatives de titres de rentes à échanger	1,619,919 00		
Compensé au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c d'inscriptions nominatives déposées pour échange.*			
Bordereaux d'achats de rentes remis par la Caisse centrale. 5,183,459f 72c	7,447,165 43		
Receveurs particuliers, *l/c* de titres de rentes achetés... 2,263,705 71			
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c d'achats de rentes.*			
Receveurs particuliers et percepteurs de chefs-lieux d'arrondissement. *l/c* de certificats provisoires de rente 3 p. 0/0 (émission de 1891)	"		
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Caisse centrale, s/c de certificats provisoires de rentes 3 p. 0/0. Émission de 1891.*			
Divers, *l/c* d'arbitrages de rentes	367,835 36	11,457,452f 23c	
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de ventes de rentes.*			
Trésor, *s/c* de titres de rentes au porteur et mixtes..... 321,798f 47c	368,314 47		
Receveurs particuliers, *l/c* de titres de rentes au porteur et mixtes..... 45,245 00			
Percepteurs, *l/c* de titres mixtes de rentes sur l'État à renouveler..... 372 00			
Divers, *l/c* de payements à régulariser (pour partie)..... 899 00			
Compenses au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de titres de rentes au porteur et mixtes déposés pour échange.*			
Caisse centrale du trésor public, *s/c* de rentes 3 p. 0/0 amortissables	3,000 00		
Compensé au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de rentes 3 p. 0/0 amortissables en dépôt.*			
Receveurs particuliers, *l/c* courant (pour partie)	"		
Compensé au passif avec une partie des soldes créditeurs des correspondants administratifs : *Divers, l/c de coupes extraordinaires de bois.*			
2° Comptes de fonds particuliers :			
Receveurs particuliers, *l/c* de titres du Crédit foncier et autres valeurs françaises		2,782,458 41	
Compensé au passif avec une partie du compte *Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.* (Voir page 681.)			
Total à déduire des correspondants de trésoriers-payeurs généraux		"	*14,239,910 64*
Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs généraux représentant des services débiteurs à solder par le Trésor			103,239,880 62
A reporter			103,239,880 62 167,106,742

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS. (Suite.)

Report		103,239,880f 62c	167,106,742f 05c
Caissier-payeur central du Trésor public, solde d'après les écritures. (Voir page 325.)		1,190,178 05	
Agents comptables du Trésor, solde d'après les écritures. (Voir page 331.)		2,084,793 24	
Trésoriers-payeurs en Algérie, solde d'après les écritures. (Voir page 333.)	5,897,798f 42c		
A déduire : Opérations d'ordre :			
Bordereaux d'achats de rentes remis par le caissier central	*428,973 13*		
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c d'achats de rentes sur l'État.* (Voir page 679.)			
Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie représentant des services débiteurs à solder par le Trésor		5,468,825 29	
Trésoriers-payeurs des colonies. (Voir page 345.) Solde d'après les écritures	40,454,181 08		
A déduire : Opération d'ordre :			
Trésor, *s/c* de titres de rentes	*108,832 42*		
Compensé au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de titres de rentes déposés pour échange.* (Voir page 680.)			
Chiffre rectifié représentant des services débiteurs à solder par le Trésor		40,345,348 66	
Total des correspondants administratifs. (Voir page 660.)		152,329,025 86	
Récapitulation des déductions opérées sur les correspondants administratifs.			
Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	14,239,910f 64c		
Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	428,973 13		
Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	108,832 42		
Total des déductions	14,777,716 19		14,777,716 19
Chiffre rectifié des correspondants administratifs. (Voir page 660.) représentant des services débiteurs à solder par le Trésor et répartis comme ci-dessus.			152,329,025 86

FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES DES FINANCES.

Solde momentanément débiteur résultant des écritures des comptables. (Voir page 347.) représentant des services débiteurs à solder par le Trésor.		66,694f 02c

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Solde débiteur résultant des écritures des comptables. (Voir page 367.)		26,452,305f 24c
A déduire :		
1° Annulation du solde débiteur des mouvements de fonds des trésoriers-payeurs généraux résultant des remises de service au 31 décembre 1898. (Voir au compte des mouvements de fonds, page 683.)	"	14,987,964 00
2° Annulation à l'actif et au passif des soldes créditeurs des comptes de mouvements de fonds qui ne doivent pas affecter la situation de la dette flottante. (Voir page 683.)	14,987,964f 00c	
Chiffre rectifié des mouvements de fonds représentant des services débiteurs à solder par le Trésor et qui se décomposent comme suit (Voir page 660) :		11,464,341 24

	EXCÉDENTS	
	DES FONDS ENVOYÉS.	DES FONDS REÇUS.
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	"	22,507f 76c
Receveurs des postes et des télégraphes en France	306,444f 33c	"
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	217,791 52
Trésoriers-payeurs généraux	"	295,079 47
Caissier-payeur central du Trésor public	"	10,548,908 49
Payeur central de la Dette publique	364 50	"
Agent comptable du Trésor français à Tunis	"	1,882 13
Agents comptables des chancelleries diplomatiques et consulaires	4,340 74	4,460 44
Comptables en Algérie	"	3,588,554 81
Trésoriers-payeurs des colonies	25,845,047 30	"
Agent comptable des virements de comptes	"	12,671 01
	26,156,196 87	14,691,855 63
Excédent des fonds envoyés	11,464,341f 24c	

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Ac*

ACT

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE.	SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER (1).	À DÉDUIRE.	SOLDES NETS À L'ACTIF DU TRÉSOR.	
TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX. (Voir page 656).					
I. — *Valeurs réelles.*					
Numéraire en caisse	1,775,746f 88c	"	"	1,775,746f88c	
Numéraire déposé à la Banque	"	"	"	"	3,589,182
Caisses de réserve	1,813,435 88	"	"	1,813,435 88	
Traites d'adjudicataires de coupes de bois remises par le caissier du Trésor	62,182 33	"	"	62,182 33	
Traites de douane remises par le caissier du Trésor	6,685 19	"	"	6,685 19	
Obligations des redevables des contributions indirectes remises par le caissier du Trésor	139,623 00	"	"	139,623 00	
Traites de douane et obligations des redevables des contributions indirectes en souffrance	"	"	"	"	
Valeurs représentatives	206,257 32	"	"	206,257 32	490,965
Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État	"	"	"	"	
Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État, en souffrance	66,608 50	"	"	66,608 50	
Traites appartenant au département de l'Ain	9,500 00	"	"	9,500 00	
Traites sur la ville de Paris	"	"	"	"	
Effets souscrits sur la place de Marseille	109 50	"	"	109 50	
Total (à reporter)	4,080,148 60	"	"	4,080,148 60	4,080,148

(1) Les sommes indiquées dans cette colonne représentent les valeurs de caisse et de portefeuille des trésoriers généraux hors de fonctions au 31 décembre 1898, comprises dans le solde des mouvements de fonds et qui n'apparaîtront que pendant l'année suivante dans les écritures de leurs successeurs.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

et le Passif réels du Trésor public.

(Suite.)

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. (Suite.)	SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER (1).	À DÉDUIRE.	SOLDES NETS à l'actif du Trésor.
TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX. (Suite.)				
Report des valeurs réelles	4,080,148f60c	"	"	4,080,148f 60c
II. — *Valeurs d'ordre se balançant à l'actif et au passif.*				
1° Avec les comptes de correspondants administratifs (voir page 679) :				
Titres de rentes remis par le caissier du Trésor et la chambre syndicale	1,675,613 63	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, t/c d'achats de rentes*	"	"	1,675,613f63c	
Bons du Trésor remis par le caissier-payeur central	148,000 00	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, t/c de placements en bons du Trésor*	"	"	148,000 00	
Traites de coupes ordinaires de bois des communes et établissements publics	4,847,221 30	"	"	
Compensation au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Receveurs des communes et établissements publics, t/c d'obligations de coupes ordinaires de bois en dépôt.*	"	"	4,847,221 30	
Traites de coupes extraordinaires de bois des communes et établissements publics	6,862,799 35	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Communes et établissements publics, t/c de produits de coupes extraordinaires de bois*	"	"	6,862,799 35	
Titres de rentes remis par la direction de la Dette inscrite	71,407 00	"	"	
Titres de rentes sur l'État à échanger	1,330 00	"	"	
Compensation avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, t/c de titres de rentes au porteur et mixtes déposés pour échange*	"	"	72,737 00	
Obligations provisoires de l'Annam et du Tonkin	"	"	"	
Compensation avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Caisse centrale, s/c d'obligations provisoires de l'Emprunt* de l'Annam et du Tonkin	"	"	"	"
Inscriptions de rentes appartenant aux communes	507,417 00	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur du compte *Divers comptables, t/c de fonds en dépôt*	"	"	507,417 00	
Bons de liquidation remis par le caissier du Trésor	"	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur du compte *Divers, t/c de placements en bons du Trésor*	"	"	"	
Titres de rentes 3 1/2 p. 0/0 provenant de la conversion	"	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Agent comptable des reconversions et renouvellements, s/c de titres de rentes 3 1/2 p. 0/0.*	"	"	"	
2° Avec les fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux :			14,113,788 28	
Bordereaux et titres de valeurs françaises achetées ou échangées	2,739,361 69	"	"	
Titres du Crédit foncier à remettre à divers	1,557,271 05	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des *Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.* (Voir page 681.)	"	"	4,296,632 74	
A reporter (valeurs de caisse et de portefeuille)	22,490,569 62	"	18,410,421 02	4,080,148 60

(1) Les sommes indiquées dans cette colonne représentent les valeurs de caisse et de portefeuille des trésoriers généraux hors de fonctions au 31 décembre 1898, comprises dans le solde des mouvements de fonds et qui n'apparaîtront que pendant l'année suivante dans les écritures de leurs successeurs.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'A*

ACT

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. (Suite.)		SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER.	À DÉDUIRE.	SOLDES À L'ACTIF du Trés
Report		22,490,569f 62c	"	18,410,421f 02c	4,080,14
CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC. (Voir page 657.)		859,502,893 47	"	"	395,804,004
Annulation des valeurs inactives qui figurent à la fois au crédit des comptes administratifs du caissier-payeur central et dans le portefeuille de ce comptable. (Voir page 679.)		"	"	463,698,888 97	
RECEVEURS DES IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS. (Voir page 656.)		72,021,358 90	"	"	72,021,358
AGENT COMPTABLE DE LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. (Voir page 656.)		841,777,574 85	"	"	
Annulation d'une portion du solde en caisse compensée au passif avec une partie des soldes créditeurs des comptes de divers correspondants de l'*Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne*. (Voir page 678.) La différence de 3,523,896 fr. 19 représente l'excédent réel des recettes sur les dépenses faites par ce comptable à titre de mouvements de fonds		"	"	838,253,678 66	3,523,896
COMPTABLES EN ALGÉRIE. (Voir page 658.)					
Trésoriers-payeurs	7,949,510f 98c				
Receveurs de l'enregistrement et des domaines	7,457 01				
Receveurs des douanes	193,339 62	28,918,771 29	"	"	28,918,771
Receveurs des contributions diverses	19,239,146 10				
Receveurs des postes et des télégraphes et des téléphones	1,529,317 58				
A reporter. (Valeurs de caisse et de portefeuille.)		1,824,711,168 13	"	1,320,362,988 65	504,348,179

RÉCAPITULATION DES VALE

(DÉDUCTION

Trésoriers-payeurs généraux

Caissier-payeur central du Trésor public.
- Valeurs existant au Trésor
- Numéraire en dépôt à la Banque de France
- Numéraire en dépôt à la Banque d'Algérie

Receveurs des impôts et revenus indirects

Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne

Comptables des finances en Algérie

Agents comptables du Trésor

Trésoriers-payeurs des colonies

TOTAL (Voir pages

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

et le Passif réels du Trésor public.

(Suite.)

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. (Suite.)		SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER.	À DÉDUIRE.	SOLDES EN CAISSE réels à l'actif du Trésor.
Report		1,824,711,168f 13c	"	1,320,362,988f 65c	504,348,179f 48c
AGENTS COMPTABLES DU TRÉSOR. (Voir page 658.)		340,481 25	"	"	340,481 25
TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES. (Voir page 658.)		56,813,951 64	"	"	"
Traites émises par le caissier-payeur central du Trésor pour les besoins du service qui sont restées sans emploi dans les caisses des trésoriers-payeurs des colonies. (Voir page 676.)	10,737,400f 00c	"	"	10,737,400 00	
Inscriptions de rentes déposées au Trésor compensées au passif avec une partie du solde créditeur des services spéciaux : *Caisse de réserve du service local des colonies*. (Voir page 675.)	1,059,928 70	"	"	1,059,928 70	40,500,088 63
Timbres-poste, L/C de dépôt compensés au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Timbres-poste coloniaux, L/C de distribution*. (Voir page 680.)	4,236,555 81	"	"	4,516,534 31	
Titres de rentes déposés en cautionnements compensés au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Dépôts administratifs*	279,978 50				
TOTAUX des valeurs de caisse et de portefeuille		1,881,865,601 02	"	1,336,676,851 66	545,188,749 36

DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE

DES VALEURS D'ORDRE).

	VALEURS DE CAISSE.	VALEURS DE PORTEFEUILLE.	TOTAL.
	3,589,182f 76c	490,965f 84c	4,080,148f 60c
	11,413,569 68		
	321,539,112 59	47,820,192 77	395,804,004 50
	15,031,129 66		
	17,159,226 64	54,862,132 26	72,021,358 90
	"	3,523,896 19	3,523,896 19
	15,496,563 16	13,422,208 13	28,918,771 29
	238,219 47	102,261 78	340,481 25
	39,243,739 69	1,256,348 94	40,500,088 63
	423,710,743 45	121,478,005 91	545,188,749 36

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public.*

PASSIF.

EXCÉDENTS DE RECETTES DES BUDGETS.

Soldes créditeurs d'après les écritures. (Voir page 291.) Se décomposant de la manière suivante :			426,088,731f 25c
1° Budgets réglés administrativement.			
Soldes créditeurs d'après les écritures. (Voir page 291.)		6,193,792f 43c	
Budget de l'exercice 1889. (Voir à l'actif, page 664.)	6,193,792f 43c		
Montant des sommes à déduire des budgets réglés administrativement pour transport aux découverts.	6,193,792 43	6,193,792 43	
Chiffre rectifié des budgets réglés administrativement	"	"	
2° Budgets courants.			
BUDGET DE L'EXERCICE 1898.			
Solde résultant des écritures. (Voir la note c, page 291.)		419,865,009f 85c	
Diminution de l'excédent de recette par suite du transport au budget général de l'exercice 1898 du montant des dépenses qui seront régularisées en 1899 et qui font l'objet de soldes débiteurs au compte d'avances pour divers services (voir à l'actif, page 666), savoir :			
Avances du caissier-payeur central du Trésor public.			
Trésoriers coloniaux, *l/c* de payements divers	8,062,075f 24c	33,783,517f 77c	
Administration des manufactures de l'État, *s/c* de traites de tabac à régulariser.	"		
Divers, *l/c* d'arrérages de rentes, pensions et valeurs du Trésor	10,336,939 03		
Divers, *l/c* de coupons au porteur	15,384,503 50		
A AJOUTER : Ressources classées provisoirem' parmi les services spéciaux du Trésor (voir page 675) :			
Produit de l'aliénation d'immeubles affectés à des travaux exécutés par le Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	400,000 00	1,286,500 79	
Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications de places déclassées.	886,500 79		
NET À DÉDUIRE	*32,497,016 98*	*32,497,016 98*	
Chiffre rectifié du budget général de 1898		387,367,992 87	
3° Budget de l'Exercice 1899.			
Excédent de recettes d'après les écritures		29,929 01	

RÉCAPITULATION.

	AUGMENTATIONS.	DIMINUTIONS.	
Budgets réglés administrativement	"	6,193,792f 43c	
Budget de l'exercice 1898	"	32,497,016 98	
	"	38,690,809 41	
NET à déduire	38,690,809f 41c		*38,690,809*
CHIFFRE RECTIFIÉ des excédents de recettes des budgets. (Voir page 661.)			387,397,921

Cette somme est destinée à faire face :

1° Aux dépenses de l'exercice 1898, pour	387,367,992f 87c	387,397,921f 88c
2° Aux dépenses de l'année 1899, pour	29,929 01	

SERVICES SPÉCIAUX CRÉDITEURS.

Soldes créditeurs d'après les écritures. (Voir page 295.)		626,527,872f 92c
A DÉDUIRE :		
Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions, de la totalité de son solde créditeur qui représente une portion des avances faites au Trésor par la Caisse des dépôts pour les suppléments de pensions restant à rembourser et qui sont décrites contradictoirement à un compte d'avances. (Voir à l'actif, page 666)	85,559,033f 67c	
Annulation d'une partie du solde créditeur soit : 1,059,928 fr. 70 applicable à la *Caisse de réserve du service local des colonies* et qui représente une opération d'ordre compensée par le montant des *Inscriptions de rentes déposées au Trésor* et figurant dans le portefeuille des trésoriers-payeurs des colonies. (Voir à l'actif, page 673.)	1,059,928 70	
Annulation d'une partie du solde créditeur du compte « Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0 », qui représente des opérations d'ordre compensées par le compte d'avances ci-après. (Voir à l'actif, page 666.)		
Remboursement des rentes 4 1/2 et 4 p. 0/0 non converties	80,302,221 15	
Annulation, pour application au budget de l'exercice 1898 (voir au passif, page 674) des ressources y relatives qui ont été provisoirement classées parmi les services spéciaux	1,280,500 79	
Annulation pour application ultérieure en atténuation des avances et découverts du Trésor. (Voir à l'actif, page 664.)	177,841 37	
TOTAL des déductions	168,445,525 68	*168,445,525 68*
Chiffre rectifié des services spéciaux créditeurs. (Voir page 661.)		458,082,347 24

constituant le passif réel du Trésor non compris dans la dette flottante et se décomposant de la manière suivante :

N° 1. Capitaux de cautionnement en numéraire	301,638,710f 60c
N° 2. Services départementaux de l'Algérie	5,140,434 31
N° 3. Service local des colonies	17,893,527 86
N° 5. Caisse de réserve du service local des colonies	3,386,057 07
N° 9. Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	7,874,476 58
N° 19. Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0	5,864 85
N° 20. Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	192,139 00
N° 21. Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées	707,158
N° 24. Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	15,573,792 20
N° 26. Remboursement des rentes 4 1/2 p. 0/0 non converties	447 10
N° 27. Produit du prélèvement sur le Pari mutuel en faveur de l'élevage	578,541 35
N° 28. Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	933,975 89
N° 31. Avances de 40 millions au Trésor par la Banque de France	40,000,000 00
N° 32. Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)	4,237,221 52
N° 34. Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	59,920,000 00
TOTAL ÉGAL	458,082,347 24

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Acti*

PAS

EFFETS À PAYER.

Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 297.)		5,196,387,178f [illegible]
A DÉDUIRE de l'actif (Voir page 673) et du passif :		
Traites émises par le caissier-payeur central du Trésor pour les besoins du service, mais qui sont restées sans emploi :		
Dans les caisses des trésoriers-payeurs des colonies	10,737,400f 00c	10,737,400 [illegible]
Chiffre rectifié des effets à payer (Voir page 661.)		5,185,649,778 [illegible]

constituant le passif réel du Trésor, se décomposant comme suit :

Dette flottante. (Voir page 781.	Bons du Trésor remis à divers particuliers	78,273,100f 58c
	Mandats tirés sur le Trésor par les trésoriers-payeurs généraux et autres comptables	8,875,430 20
	TOTAL	87,148,530 78
Autres services créanciers. (Voir page 661.)		5,098,501,247 62
	TOTAL ÉGAL	5,185,649,778 40

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.

Solde créditeur d'après les écritures (page 317.)			1,975,464,890f 54c
A DÉDUIRE par catégorie :			
1° Divers services publics.			
Écritures. (Voir page 299.)		906,837,384f 87c	
A DÉDUIRE :			
1° Solde créditeur du compte « DIVERS, *L/C* de dépôt de valeurs payables à l'étranger » compensé avec les soldes débiteurs des comptes ci-après. (Voir page 667.)			
Solde des comptes avec les offices étrangers (partie)	"	20,644,380f 09c	
Divers offices étrangers, *L/C* de valeurs payées par les receveurs des postes et des télégraphes (partie)	20,644,380f 09c		
2° Solde créditeur du compte courant avec le Trésor du trésorier général des invalides de la marine compensé pour partie à l'actif avec le solde débiteur du compte de ce comptable			
Chez les trésoriers-payeurs en Algérie		78,459 72	
Chez les trésoriers-payeurs des colonies		99,841 08	
TOTAL des annulations		20,822,680 89	20,822,680 89
Chiffre rectifié des divers services publics formant le passif réel du Trésor			886,014,703 98
A reporter			1,975,464,890f 54c

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

et le Passif réels du Trésor public.

SIF.

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR. (Suite.)

Report		1,975,464,890f 54c
1° Divers services publics. (Suite.)		
Dette flottante. (Voir page 781.) — Communes et établissements publics, *L/C* de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Ville de Paris	24,470,326f 07c	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Communes et établissements publics, *L/C* de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Départements	301,909,725 74	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Service départemental — Budget de l'exercice 1897	"	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Service départemental — Budget de l'exercice 1898	76,674,370 29	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Service départemental — Opérations hors budget	673,947 67	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Divers établissements publics, *L/C* de fonds déposés au Trésor sans intérêts	933,958 11	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Caisse des dépôts et consignations, *S/C* courant avec le Trésor	213,008,266 52	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Caisse des dépôts et consignations, *S/C* de fonds non employés des caisses d'épargne	97,048,259 30	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Caisse des dépôts et consignations, *S/C* de fonds non employés de la Caisse nationale d'épargne	48,122,731 22	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Caisse des dépôts et consignations, *S/C* de fonds non employés de la Caisse de retraites pour la vieillesse	47,950,562 76	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Gouvernement beylical, *S/C* de fonds déposés au Trésor	4,151,972 96	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Imprimerie nationale	350,000 00	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Divers corps de troupes de la Guerre et de la Marine, *L/C* de fonds déposés au Trésor	14,106,593 00	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Trésorier général des invalides de la marine, *S/C* courant avec le Trésor et divers comptables	4,483,499 05	
Dette flottante. (Voir page 781.) — TOTAL	833,889,212 69	
Autres services créanciers. (Voir page 298.)	52,125,491 29	
TOTAL	886,014,703 98	
2° Fonds déposés au Trésor par des établissements particuliers.		
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 301.)		6,765,351f 74c
se décomposant comme suit :		
Dette flottante. (Voir page 781.) — Crédit foncier, *S/C* courant n° 2	5,285,347f 28c	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Ministère de l'instruction publique, *S/C* de fondations anglaises, écossaises et irlandaises	158,875 14	
Dette flottante. (Voir page 781.) — Service des Pompes funèbres	1,321,129 32	
Dette flottante. (Voir page 781.) — TOTAL	6,765,351 74	
3° Fonds à rembourser à divers.		
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 301.)		1,278,951f 81c
formant le passif réel du Trésor non compris dans la dette flottante.		
A reporter		1,975,464,890 54

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'A*

PASS

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR. (Suite.)

Report				1,975,464,80[illegible]
4° Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.				
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 307.)			78,759,650f 39c	
A déduire :				
Les soldes débiteurs des comptes d'ordre de la Caisse nationale d'épargne, compensés à l'actif. (Voir page 667.)				
Receveurs des postes et des télégraphes — en France	29,925,091f 56c	30,560,162f 71c		
Receveurs des postes et des télégraphes — en Algérie	635,071 15			
Soldes débiteurs du compte d'ordre de l'agent comptable des téléphones compensés à l'actif. (Voir page 667.)			37,317,679 23	
Receveurs des postes et des télégraphes — en France	6,679,020f 35c	6,757,516 52		
Receveurs des postes et des télégraphes — en Algérie	78,496 17			
Chiffre rectifié des comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects formant le passif réel du Trésor ne faisant pas partie de la Dette flottante			41,441,971 16	
5° Divers correspondants.				
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 317.)			981,823,551 73c	
A déduire :				
1° Solde créditeur du compte *Budgets, 1/c de recouvrements à faire ultérieurement* compensé avec le compte ouvert à l'actif parmi les créances litigieuses sous le titre de *Prêts faits à divers sur le crédit de 5 millions ouvert par la loi du 8 septembre 1830.* (Voir à l'actif, page 667.)		9,857f 53c		
2° Solde débiteur des comptes : Caisse des dépôts, s/c de la dotation de la Caisse nationale d'épargne. (Voir à l'actif, page 667.)	10,402,862f 94c	48,122,731f 22c		
Caisse des dépôts, s/c chez l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne. (Voir à l'actif, page 667.)	37,719,868 28			
3° Soldes débiteurs de divers comptes contradictoires. (V. à l'actif, p. 667.)		33,508,268 19	919,884,678 07	
4° Une portion du solde en caisse et en portefeuille de l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne. (Voir à l'actif, page 672.)		838,253,678 66		
5° Solde créditeur du compte « Rentes de la dotation de l'armée, s/c de liquidation ». (Voir à l'actif page 664.)			130,211 05	
TOTAL des annulations			920,024,746 65	920,024,746 65
Chiffre rectifié des divers correspondants formant le passif réel du Trésor et se décomposant comme suit :				61,798,805 08
Dette flottante — Divers correspondants du Trésor chez les trésoriers-payeurs généraux		11,837,139f 82c	33,543,609f 90c	
Dette flottante — Divers correspondants du caissier. — Protectorat de l'Annam et du Tonkin		21,706,470 08		
Autres services créanciers			28,255,195 18	
TOTAL ÉGAL			61,798,805 08	

RÉCAPITULATION DES ANNULATIONS.

1° Divers services publics	20,822,680f 89c	
4° Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	37,317,679 23	
5° Divers correspondants	920,024,746 65	
	978,165,106 77	978,165,106 [illegible]
CHIFFRE RECTIFIÉ des correspondants du Trésor. (Voir page 661.) formant le passif réel du Trésor et se décomposant comme suit, conformément aux indications ci-dessus :		997,299,783 [illegible]
Dette flottante	874,198,174f 33c	
Autres services créanciers	123,101,609 44	
TOTAL ÉGAL	997,299,783 77	

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

et le Passif réels du Trésor public.

(Suite.)

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS.

Solde créditeur d'après les écritures des comptables. (Voir page 345.)			582,179,333f 99c
A déduire par catégorie :			
1° Correspondants des trésoriers payeurs-généraux.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 323.)		68,541,583f 38c	
A déduire :			
1° Pour rétablissement aux mouvements de fonds (passif) du solde créditeur du compte « Divers, 1/c de soldes de gestion »		"	
Pour opérations d'ordre se balançant au passif et à l'actif : 1° Compte de correspondants administratifs. (Voir à l'actif, page 668.)	11,457,452f 23c	25,571,240f 51c	25,571,240 51
2° Comptes de valeurs de portefeuille. (Voir à l'actif, page 671.)	14,113,788 28		
Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs généraux formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante			42,970,342 87
2° Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 325.)		463,725,273f 42c	
A déduire :			
Les valeurs inactives qui figurent à la fois au crédit des correspondants administratifs du caissier-payeur central et dans le portefeuille de ce comptable. (Voir à l'actif, page 672.)		463,698,888 97	
Chiffre rectifié des correspondants du caissier-payeur central formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante			26,384 45
3° Correspondants des agents comptables du Trésor.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 331.) formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante.		5,475,608f 26c	
5° Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 333.)		531,609f 90c	
A déduire :			
Opérations d'ordre se balançant à l'actif et au passif. (Voir à l'actif, page 669.)		428,973 13	
Chiffre rectifié formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante		102,636 77	
A reporter			582,179,333 99

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Act*

PASS

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS. (Suite.)

Report		582,179,33
6° Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies.		
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 345.)		43,905,259f 03c
A DÉDUIRE :		
1° Opérations d'ordre se balançant à l'actif et au passif. (Voir à l'actif, page 669.)	108,832f 42c	4,625,366 73
2° Opérations d'ordre se balançant avec les valeurs de portefeuille. (Voir à l'actif, page 673.)	4,516,534 31	
Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs des colonies formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante		39,279,892 30

RÉCAPITULATION DES ANNULATIONS.

1° Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	25,571,240f 51c	
2° Correspondants du caissier-payeur central	463,698,888 97	
5° Correspondants des trésoriers-payeurs d'Algérie	428,973 13	
6° Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	4,625,366 73	
TOTAL des annulations	494,324,469 34	494 324,4
Chiffre rectifié des correspondants administratifs formant passif du Trésor et non compris dans la Dette flottante. (Voir page 661.		87,854,8

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

et le Passif réels du Trésor public.

(Suite.)

FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES DES FINANCES.

Soldes créditeurs d'après les écritures des comptables. (Voir page 347.)		61,640,375f 76c
A répartir par catégorie comme suit :		
1° Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.		
Soldes créditeurs d'après les écritures. (Voir page)	61,225,120f 51c	
A AJOUTER:		
Pour rétablissement au compte des fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux des opérations de mouvement de fonds effectuées par les comptables hors fonctions au 31 décembre 1898. (Voir au passif, page .)	"	
A DÉDUIRE :		
1° Opérations balancées à l'actif et au passif « Correspondants administratifs ». (Voir à l'actif, page 658.)	2,782,458f 41c	
2° Valeurs de caisse et de portefeuille. (Voir à l'actif, page 671.)	4,296,632 74	
	7,079,091f 15c	
NET A DÉDUIRE	7,079,091 15	
Chiffre rectifié des fonds particuliers des trésoriers généraux formant passif réel du Trésor et imputable sur la dette flottante	54,146,029 36	
2° Fonds particuliers des autres comptables.		
Soldes créditeurs d'après les écritures des comptables	415,255f 25c	
formant passif réel du Trésor et ne faisant pas partie de la Dette flottante.		
RÉSUMÉ DES MODIFICATIONS À OPÉRER SUR LES FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES.		
Augmentations	"	
Annulations	7,079,091f 15c	
NET À DÉDUIRE	7,079,091 15	7,079,091 15
Chiffre rectifié des fonds particuliers des comptables des finances. (Voir page 661).		54,561,284 61
formant passif réel du Trésor et se décomposant comme suit :		
Dette flottante	54,146,029f 36c	
Autres services créanciers	415,255 25	
TOTAL ÉGAL	54,561,284 61	

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'act*

PASSIF. (Suite.)

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Solde créditeur d'après les écritures des comptables. (Voir page 367.)	14,987,964f 00c
A DÉDUIRE :	
Annulation au passif et à l'actif des soldes créditeurs des compte de mouvements de fonds qui ne doivent avoir aucune influence sur la situation générale du Trésor. (Voir page 669)	14,987,964 00
CHIFFRE RECTIFIÉ des mouvements de fonds entre les comptables des finances	"

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

et le Passif réels du Trésor public.

RÉCAPITULATION DES RECTIFICATIONS APPORTÉES POUR ÉTABLIR L'ACTIF ET LE PASSIF RÉELS DU TRÉSOR AUX CHIFFRES DE L'ACTIF ET DU PASSIF RÉSULTANT DES ÉCRITURES DES COMPTABLES.

	ACTIF.		PASSIF.	
	AUGMENTATIONS.	DIMINUTIONS.	AUGMENTATIONS.	DIMINUTIONS.
Découverts et avances du Trésor	148,574,983f 89c	6,501,844f 85c	"	"
Budgets débiteurs	"	142,736,060 99	"	38,690,809f 41c
Services spéciaux	"	891,569 05	"	168,445,525 68
Effets à payer	"	"	"	10,737,400 00
Avances pour divers services	"	204,652,126 44	"	"
Créances litigieuses	"	9,857 53	"	"
Correspondants du Trésor	"	139,771,359 53	"	978,165,106 77
Correspondants administratifs	"	14,777,716 19	"	494,324,469 34
Fonds particuliers des comptables	"	"	"	7,079,091 15
Mouvements de fonds entre les comptables des finances	"	14,987,964 00	"	14,987,964 00
Valeurs de caisse et de portefeuille	"	1,336,676,851 66	"	"
TOTAUX GÉNÉRAUX	148,574,983 89	1,861,005,350 24	"	1,712,430,366 35
NET à déduire	1,712,430,366f 35c		1,712,430,366f 35c	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 1er JANVIER 1899.

DÉVELOPPEMENTS

SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, LES CRÉANCES ADMINISTRATIVES, LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR.

1° Développements sur les services spéciaux affectant la situation de la Dette flottante.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 1.

Capitaux de cautionnements en numéraire.

Au 31 décembre 1897, le compte des *Capitaux de cautionnements en numéraire* présentait un solde créditeur de.....		314,644,720f 55c
Dans ce solde figurent, depuis l'année 1878, en exécution de la décision ministérielle du 21 décembre 1880 :		
1° Les cautionnements restant inscrits au 1er avril 1814 dont les fonds ont été employés aux dépenses générales de l'État.....	152,975,907f 62c	
2° Ceux qui ont été versés au Trésor, en exécution des lois des 28 avril 1816 et 23 juillet 1820, dont les budgets ont profité à titre de ressources extraordinaires.....	65,122,000 00	
(Voir aux Découverts, etc., page 774).....	218,097,907 62	
Les cautionnements versés en 1898 s'élèvent à.....		21,099,982 27
		335,744,702 82
Les cautionnements remboursés pendant la même année étant de.....		34,105,992 22
il ressort un solde créditeur de (voir page 293).....		301,638,710 60

représentant le montant total des cautionnements inscrits sur les livres du Trésor à la date du 31 décembre 1898.

On trouvera d'ailleurs (dans le 2e volume) le détail, par ministère et par classe de titulaires de cautionnements, des capitaux versés et remboursés pendant l'année 1898, avec l'indication du nombre des parties, ainsi que le montant des capitaux restant dus au 31 décembre de la même année.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 2.

Services départementaux de l'Algérie.

Le compte spécial des services départementaux de l'Algérie comprend : 1° Le *service départemental* proprement dit des départements d'Alger, Constantine et Oran, 2° Le *service des recettes à charge de remboursement.* On trouvera, aux pages 901 à 909, le détail, par exercice et par nature de recettes et de dépenses des opérations effectuées dans chaque département. Ces opérations se résument comme suit :

	SERVICE DÉPARTEMENTAL.				SERVICE DES RECETTES À CHARGE DE REMBOURSEMENT.				RÉUNION DES DEUX SERVICES.			
	ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.	ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.	ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.
Soldes au 31 décembre 1897. Débiteurs	"	"	"	3,861,670	"	"	"	1,042,767f 81c	"	"	"	4,904,447f 78c
Soldes au 31 décembre 1897. Créditeurs	1,098,527f 16c	1,824,981f 18c	938,171f 63c		419,451f 43c	286,688f 74c	336,627f 64c		1,517,978 59	2,111,669f 92c	1,274,799f 27c	
Recettes de l'année 1898	4,599,467 88	10,783,436 80	3,281,874 18	18,664,778	4,504,820 10	2,123,495 24	3,071,734 43	9,700,049 77	9,104,287 98	12,906,932 04	6,353,608 61	28,364,828 63
	5,697,995 04	12,608,417 98	4,220,045 81	22,526,448	4,924,271 53	2,410,183 98	3,408,362 07	10,742,817 58	10,622,266 57	15,018,601 96	7,628,407 88	33,269,276 41
Dépenses de l'année 1898	4,322,865 71	11,265,568 21	2,880,883 68	18,469,317	4,464,634 73	2,129,243 17	3,065,646 60	9,659,524 50	8,787,500 44	13,394,811 38	5,946,530 28	28,128,842 10
Soldes créditeurs au 31 décembre 1898	1,375,129 33	1,342,849 77	1,339,162 13	4,057,141	459,636 80	280 940 81	342,715 47	1,083,293 08	1,834,766 13	1,623,790 58	1,681,877 60	5,140,434 31

en somme égale au solde qui ressort à la page 293.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 3.

Service local des colonies.

La création de *budgets coloniaux* distincts du budget général de l'État résulte de l'application du principe adopté par l'Assemblée constituante et consacré par le décret du 10 juin 1791, d'après lequel les colonies, si elles n'ont pas à concourir aux dépenses de la métropole, doivent au moins suffire à leurs propres dépenses. L'ordonnance du 26 janvier 1825 a également abandonné aux colonies tous leurs revenus et mis à leur charge toutes les dépenses les concernant.

La loi du 25 juin 1841 rattacha, au contraire, au budget de l'État les recettes et les dépenses de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane. Mais le sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui a réglé la constitution des trois premières de ces colonies, revint au système inauguré par l'Assemblée constituante de 1791. Il décida qu'elles supporteraient toutes les dépenses, à l'exception de celles dans lesquelles l'intérêt général de l'État se trouverait engagé, et il ne réserva au profit du Trésor aucune recette provenant du recouvrement des contributions, soit directes, soit indirectes. Toutefois des contingents à fournir au Trésor public peuvent être imposés aux colonies, et, d'un autre côté, l'article 15 prévoit que des subventions peuvent être accordées au service local, en cas d'insuffisance des ressources. Le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, également spécial aux mêmes colonies, a encore réduit le nombre des dépenses imputables sur les fonds du budget métropolitain.

Tout en ne statuant que pour la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, le sénatus-consulte de 1854 portait que les autres colonies seraient régies par des décrets jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte. Par suite, le décret du 26 septembre 1855 a applique à tous les établissements coloniaux les principes du sénatus-consulte de 1854; il a institué dans chaque colonie un trésorier-payeur, comptable direct du Trésor, auquel incombe, entre autres attributions, le soin d'effectuer ou de centraliser toutes les recettes et dépenses intéressant le service local, qui se trouvent ainsi soumises au contrôle de la Cour des comptes. Ces opérations figurent, dans les écritures de l'Administration des finances, au compte *Service local des colonies*.

Ce compte, à raison des opérations effectuées pendant la gestion 1897-1898 (1er juillet 1897 au 30 juin 1898), présente la situation suivante :

Solde créditeur au commencement de la gestion 1897-1898	19,582,935f 77c
Recettes	113,526,980 94
TOTAL	133,109,916 71
Dépenses	115,216,388 85
Solde créditeur au 30 juin 1898	17,893,527 86

Ce solde, qui représente l'excédent des recettes sur les dépenses locales, dont le Trésor est dépositaire, se décompose comme suit :

Martinique	258,891f 33c
Guadeloupe	240,490 12
Réunion	1,366,221 62
Guyane	247,800 38
Sénégal	1,187,077 96
Soudan	57,978 10
Guinée	*A déd.: 131,429 82*
Dahomey	*430,767 43*
Saint-Pierre et Miquelon	124,056 90
Diego-Suarez	34,577 97
Nossi-Bé	756 24
Mayotte	45,129 96
Taïti	330,028 06
Nouvelle-Calédonie	423,815 81
Inde	101,649 51
Cochinchine	9,811,968 24
Obock	*A déd.: 59,188 82*
Sainte-Marie de Madagascar	3,522 58
Côte d'Ivoire	64,515 99
Madagascar	2,980,527 29
Congo	1,235,905 87
	17,893,527 86

égal au solde créditeur qui ressort à la page 293.

(A) Solde débiteur qui sera régularisé dans le compte des finances de l'année 1899.

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 4.

Avances faites par l'État au service local des colonies.

Le compte général de l'Administration des finances publié pour l'année 1877 (page 617) donne des explications sur l'origine de dettes contractées par diverses colonies envers l'État par suite d'avances faites par le Trésor, soit pour parer aux insuffisances accidentelles des recettes du service local, soit pour le remboursement, en excédent de ressources ordinaires d'un exercice, de dépenses opérées en France pour le compte du service local conformément aux dispositions de l'article 77 du décret du 26 septembre 1855 sur le régime financier des colonies, dispositions reproduites par l'article 87 du décret du 20 novembre 1882.

Jusqu'en 1878, l'existence de ces dettes n'avait pas été constatée d'une manière uniforme dans les écritures centrales de la comptabilité publique. La diversité de ces imputations ne permettant pas de faire connaître facilement la situation des colonies débitrices, il y avait intérêt à faire figurer à un compte unique les sommes dont l'État est créancier. Pour atteindre ce résultat, et, d'autre part, afin de présenter dans la même catégorie de comptes toutes les recettes et les dépenses intéressant le service local des colonies, une décision ministérielle, en date du 18 novembre 1880, a prescrit d'ouvrir, à partir de l'année 1878, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte intitulé *Avances faites par l'État au service local des colonies*, destiné à la description des opérations relatives aux dettes des colonies envers l'État.

Le solde débiteur de ce compte, au commencement de la gestion 1897-1898, était de	150,907f 33c
Les dépenses de la gestion 1898 ont été de	"
TOTAL	150,907 33
Les recettes opérées pendant la même période pour remboursements effectués par les colonies, suivant les dispositions concertées pour chaque établissement colonial entre le Département des finances et l'Administration centrale des colonies, s'étant élevées à	50,000 00
il en résulte un solde débiteur, à la fin de la gestion 1898, de (voir page 293)	100,907 33

Ce solde, qui représente le montant des sommes dues à l'État par la colonie de la Guadeloupe, se répartit ainsi qu'il suit :

	SOLDE au commencement de la gestion.	DÉPENSES.	TOTAUX.	RECETTES.	SOLDE à la fin de la gestion.
Guadeloupe	150,907f 33c	"	150,907f 33c	50,000f 00c	100,907f 33c

La dette de la Guadeloupe, qui représente le remboursement de payements faits en France pour le compte des exercices 1858 à 1860 et 1865 à 1869, s'élevait primitivement à 1,710,484 fr. 76; ce remboursement s'effectue au moyen d'annuités de 50,000 francs, inscrites au budget local de chaque exercice parmi les dépenses obligatoires de la colonie.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.**

Suite des **DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.**

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 5.

Caisse de réserve du service local des colonies.

Jusqu'en 1878, les dépôts au Trésor des excédents de recettes des budgets locaux des colonies, que fait ressortir le règlement de chaque exercice et qui constituent un fonds de réserve et de prévoyance dont l'État est détenteur, étaient représentés par le solde du compte *Caisse de réserve du service local des colonies*, compte classé parmi les correspondants des trésoriers coloniaux, tandis que les recettes et les dépenses du service local sont centralisées à un compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor. Afin de grouper dans une même catégorie de comptes toutes les opérations relatives au service local des colonies, une décision ministérielle du 18 novembre 1880 a statué que le compte *Caisse de réserve du service local des colonies*, ci-dessus mentionné, serait transporté parmi les services spéciaux à partir de 1878.

Le solde créditeur de ce compte, au commencement de la gestion 1897-1898, était de	4,106,763f 52c
Les versements du fonds de réserve qui ont été effectués, pendant l'année 1897, par diverses colonies se sont élevés à	2,629,169 71
TOTAL de la recette	6,735,933 23
Si de cette somme on retranche les remboursements faits aux colonies par l'État pendant la même année	2,289,947 46
il ressort, à la fin de la gestion 1897-1898, un solde créditeur de	4,445,985 77

Ce solde représente ce qui est dû par l'État aux diverses colonies ci-après :

Dahomey	"
Côte d'Ivoire	124,595f 65
Martinique	525,617 68
Guadeloupe	532,398 32
Réunion	1,387,138 28
Guyane	967,634 60
Sénégal	480,406 69
Congo	"
Saint-Pierre et Miquelon	117,454 27
Diego-Suarez	"
Guinée française	4,225 18
Sainte-Marie de Madagascar	34,625 49
Mayotte	"
Taïti	106,188 54
Nouvelle-Calédonie	449 67
Inde	31,444 88
Obock	5,354 00
Soudan	66,296 50
Nossi-Bé	62,156 02
TOTAL égal au solde qui ressort à la page 293	4,445,985 77

DEVELOPPEMENT DU COMPTE N° 6.

Avance au budget local de la colonie de la Guadeloupe pour réparer les dégâts causés par le tremblement de terre du 29 avril 1897.

Aux termes de la loi du 15 juillet 1897 (art. 2), le Ministre des finances a été autorisé à faire au budget local de la colonie de la Guadeloupe sur les fonds du Trésor une avance de 1,000,000 de francs, qui doit être remboursée, sans intérêts, à partir de 1903, au moyen de dix annuités égales.

Pour retracer ces opérations dans les écritures de l'Administration centrale, la même loi a prescrit d'ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor un compte intitulé: Avance au budget local de la colonie de la Guadeloupe pour réparer les dégâts causés par le tremblement de terre du 29 avril 1897.

Ce compte doit présenter à son débit le montant de l'avance effectuée par le Trésor, et, à son crédit, les annuités successives de remboursement.

Pendant l'année 1898, l'avance de 1,000,000 de francs a été portée en dépense à ce compte, et constitue un solde débiteur au 31 décembre de ladite année.

Ce solde est égal à celui qui ressort à la page 293

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LE

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 7.

Avance au budget local de la colonie de Mayotte pour réparer les dégats causés par le cyclone des 27 et 28 février 1898.

Aux termes de la loi du 5 avril 1898, le Ministre des finances a été autorisé à faire au budget local de la colonie de Mayotte, sur les fonds du Trésor, une avance de 500,000 francs qui doit être remboursée, sans intérêts, à partir de 1903, au moyen de vingt annuités de 25,000 francs chacune.

Pour retracer ces opérations dans les écritures de l'Administration centrale, la même loi a prescrit d'ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte intitulé : Avance au budget local de la colonie de Mayotte pour réparer les dégats causés par le cyclone des 27 et 28 février 1898.

Le compte doit présenter, à son débit, le montant de l'avance faite par le Trésor, et, à son crédit, les annuités successives de remboursement.

Pendant l'année 1898, il a été porté en dépense à ce compte une somme de 107,622 fr. 08 qui constitue son solde débiteur au 31 décembre de ladite année.

Ce solde est égal à celui qui ressort page 293.

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 8.

Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)

Les *prêts faits à l'industrie*, en exécution de la loi du 1er août 1860, ont été constatés au débit d'un compte ouvert sous ce titre parmi les *Services spéciaux* du Trésor. Ils doivent, jusqu'à leur entière liquidation, être imputés sur les ressources de la Dette flottante. Quant aux intérêts qui en proviennent, ils sont portés en recette aux *Produits divers du budget* de l'exercice courant.

Au 31 décembre 1897, les avances du Trésor s'élevaient à	1,635,702f 56c
Les remboursements effectués pendant l'année 1898 sont de	52,965 44
Les avances au 31 décembre 1898 ne sont plus que de	1,582,737 12

Somme égale au solde débiteur qui ressort à la page 293.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LE

DÉVELOPPEMEN

Fonds de concours p

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, de l'article 52 du décret du 31 mai 1862 et de la loi de finances du 27 février 1887, les fonds v par les départements, communes ou particuliers, pour concourir avec ceux de l'État à des dépenses d'intérêt public, sont portés en recette aux Rec d'ordre du budget (Recettes d'ordre proprement dites); un crédit de pareille somme est ouvert par décrets au Ministre compétent, additionnellement à qui ont été accordés par la loi pour les mêmes dépenses, et la portion desdits fonds qui n'a pas été employée pendant le cours d'un exercice peut être réimpo avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu de décrets qui prononcent l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exer expiré.

Pour l'exécution de cette disposition, un arrêté ministériel du 6 juin 1863 a prescrit de centraliser les recettes de cette origine à un compte ouvert par les services spéciaux du Trésor, sous le titre : *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public*, et de transporter aux budgets qui supportent la dépense, p prélèvement sur le compte spécial, une ressource égale aux crédits ouverts par décrets pour payer les dépenses correspondantes. Ce prélèvement est effe par les soins de l'agent comptable des virements de comptes.

A l'époque du 31 décembre 1897 (voir compte des finances de 1897, page 698), le compte *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public* présentait un excédent de recettes de				10,858,711
Les recettes effectuées pendant l'année 1898 par les comptables (voir page ci-après) s'élèvent à			21,170,379 71	
Mais, par suite de rectifications d'imputation opérées par voie de virements dans les écritures centrales du Trésor (art. 231, 244, 285, 311, 312, 313 et 314 du *Journal général*), il convient d'en déduire une somme de			40,781 13	
Reste, chiffre conforme à celui des situations produites par les départements ministériels			21,129,598 58	
En outre, l'agent comptable des virements a transporté du compte *fonds de concours* au compte *recettes accidentelles* :				
1° une somme de (art. 115 du journal général), annulation de somme égale au montant de versements faits par des Compagnies de chemins de fer, des villes ou des communes en remboursement du prix de travaux exécutés pour leur compte par le service des Ponts et Chaussés.	101,287 35			
2° une somme de (art. 220 du journal général), annulation au compte des fonds de concours du montant de la majoration dont a été affecté le prix de travaux exécutés par l'Administration des Postes et Télégraphes pour le compte de Compagnies de chemins de fer.	15,445 13			
Total à déduire	116,732 48	ci	116,732 48	
Le chiffre définitif des recettes de l'année 1898 doit donc être arrêté (voir page 293) à			21,012,866 10	ci 21,012,866
Total				31,871,578
Les prélèvement opérés pendant la même année et imputés au budget des recettes de l'exercice 1897, pour faire face à des crédits d'égale somme sont de			6,240,877 64	
Savoir : France (voir page 132)	6,224,711 72			
Algérie (voir page 154)	16,165 92			
Les prélèvements opérés pendant la même année pour faire face aux crédits ouverts sur l'exercice 1898 sont de			17,747,404 20	
Savoir : France (voir page 436)	14,675,356 43			
Algérie (voir page 442)	3,072,047 77			
En outre, des prélèvements en somme égale au montant des recettes ayant plus de cinq ans au 31 décembre 1897 ont été appliqués aux produits divers du budget de l'exercice 1898 pour une somme de			8,819 67	
Total des prélèvements opérés (voir page 293)			23,997,101 51	23,997,101
Il reste, au 31 décembre 1898, un excédent de recettes de				7,874,476

égal au solde créditeur qui ressort à la page 293 du présent compte.

Ce solde provient des causes ci-après :

1° Recettes ayant plus de cinq ans de date au 31 décembre 1898	9,386
Aux termes de la décision ministérielle du 11 juillet 1870, concernant les valeurs et excédents de recettes non réclamés dans le délai de cinq ans, cette somme sera appliquée en 1899 aux produits divers du budget de l'exercice 1898.	
2° Recettes de 1894 à 1898	7,865,090
Cette somme est destinée à faire l'objet de décrets d'ouverture de crédits de fonds de concours pendant les années 1899 et suivantes.	
Total égal au solde créditeur ci-dessus	7,874,476

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 9.

dépenses d'intérêt public.

La commission de vérification des comptes des Ministres pour l'exercice 1875, considérant que les *fonds de concours pour dépenses publiques* prennent une extension chaque jour plus considérable, en raison des travaux exécutés par l'État avec le concours des départements, des communes, des chambres de commerce, des compagnies de chemins de fer et des particuliers, a demandé la publication d'un tableau justificatif des droits acquis au Trésor ainsi que la situation des recettes et des restes à recouvrer à titre de fonds de concours. En conséquence, les comptables des finances ont été invités à fournir des états détaillés présentant, d'une part, le détail des versements effectués pendant l'année courante; d'autre part, la comparaison des versements réalisés avec les engagements souscrits pendant la même année ou restant à réaliser sur les années antérieures.

Un tableau récapitulatif de ces états a été inséré chaque année dans le compte général des finances à partir de 1882.

Mais la Cour des comptes et les commissions de vérification pour les années 1883, 1884 et 1885 ont fait remarquer que, les comptables des finances ne connaissant les engagements de fonds de concours que par l'émission des titres de perception, leurs écritures ne permettent pas de saisir la trace des engagements qui n'ont pas encore été mis en recouvrement; et que, par conséquent, les chiffres indiqués au compte des finances ne présentaient pas des éléments suffisants de contrôle.

A la suite de ces observations, les Ministres se sont engagés à fournir annuellement, à partir de 1888, une situation détaillée de tous les engagements existant à la date du 31 décembre de chaque année et dont il leur appartient d'assurer l'exécution. La loi du 26 janvier 1892 a rendu cette publication obligatoire. Le résumé de ces situations pour l'année 1897 figure parmi les annexes du présent compte : *Compte de divers services publics*, page 938.

En dehors de ces situations, on continue à demander aux comptables des finances de fournir des états détaillés des opérations qu'ils ont accomplies *dans le courant de l'année*, afin de pouvoir rapprocher, au point de vue des *versements* et des *restes à recouvrer*, le résultat de leurs écritures avec les chiffres des situations établies par les ministères. Pour l'année 1898, les opérations des comptables sont résumées dans le tableau ci-après :

MINISTÈRES ET SERVICES.	RESTES à RECOUVRER au 1er janvier 1898.	TITRES DE PERCEPTION de l'année 1898.	TOTAL à RECOUVRER.	VERSEMENTS EFFECTUÉS en 1898.	RESTES À RECOUVRER au 31 décembre 1898.
1	2	3	4	5	6
Finances	47f 76c	(a)2,393,947 74	2,393 995 50	2,378,029 50	15,966 00
Justice	535 84	"	535 84	"	535 84
Cultes	32,669 93	192,212 84	224,882 77	223,560 67	1,322 10
Affaires étrangères	"	"	"	"	"
Intérieur	"	155,500 00	155,500 00	155,500 00	"
Algérie	"	1,253,844 08	1,253,844 08	1,253,844 08	"
Guerre	128,825 00	760,148 56	888,973 56	683,473 56	205,500 00
Marine	"	1,200 00	1,200 00	1,200 00	"
Instruction publique	10,174 72	506,098 31	516,273 03	499,719 72	16,553 31
Beaux-Arts	"	248,327 79	248,327 79	248,327 79	"
Commerce	"	15,080 00	15,080 00	15,080 00	"
Postes et Télégraphes	93,615 12	3,641,760 25	3,735,375 37	3,685,435 32	49,940 05
Colonies	"	37,000 00	37,000 00	37,000 00	"
Agriculture	947 50	54,510 79	55,458 29	55,458 29	"
Travaux publics	724,176 58	11,630,051 83	12,354,228 41	11,933,750 78	420,477 63
Totaux	990,992 45	(a) 20,889,682 19	21,880,674 64	21,170,379 71	710,294 93

(a) Par suite d'un virement de 743 fr. 64 opéré sous le n° 177 dans les écritures centrales du Trésor, l'excédent de versement de 695 fr. 88 constaté au compte général des finances pour l'année 1898 a été transformé en un excédent de titres de perception de 47 fr. 76.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DES COMPTES :

N° 10. — *Liquidation de la dernière Liste civile et du domaine privé, s/c provisoire.*

N° 11. — *Trésor public, s/c d'opérations faites par la Liste civile impériale pour le compte de l'État.*

Aux termes d'un décret du Gouvernement de la Défense nationale du 6 septembre 1870 et d'un arrêté du Ministre des finances du 16 du même mois, une commission spéciale a été chargée de la liquidation et de l'administration des biens meubles et immeubles de la dernière Liste civile et du Domaine privé.

Une instruction du 21 septembre 1870, émanée de la Délégation de Tours, a prescrit, d'une part, à l'administration de l'enregistrement et des domaines d'effectuer les recouvrements et les payements concernant la Liste civile et le Domaine privé, et, d'autre part, cette même instruction a chargé les trésoriers-payeurs généraux de centraliser les recettes versées par les receveurs des domaines ou encaissées directement par les receveurs des finances, et de payer les dépenses autorisées par la commission de liquidation.

Un arrêté ministériel du 23 août 1871 a décidé que les sommes recouvrées par l'administration des domaines supporteraient au profit du Trésor la retenue de 5 p. o/o pour frais de régie, établie par la loi de finances du 5 mai 1855.

Ultérieurement, la caisse centrale du Trésor a été également appelée à opérer des recettes et des dépenses pour le compte de la Liste civile, et de plus à rembourser à la liquidation le montant des dépenses que celle-ci avait été autorisée à payer pour le compte de l'État.

Pour retracer ces opérations, deux comptes ont été ouverts dans les écritures de l'Administration des finances, savoir :

1° *Liquidation de la dernière Liste civile et du Domaine privé, s/c provisoire*, lequel présente : en dépense, le montant des payements faits par le Trésor pour le compte de la commission de liquidation, ainsi que les sommes remises par lui à cette commission ; en recette, le montant des sommes recouvrées par le Trésor pour le compte de la liquidation ;

2° *Trésor public, s/c d'opérations faites par la Liste civile impériale pour le compte de l'État*, lequel présente : en dépense, les payements faits par la Liste civile pour le compte de l'État ; en recette, les recouvrements effectués pour le compte de l'État par la Liste civile.

A la date du 31 octobre 1874, le liquidateur de la Liste civile a publié le compte rendu de ses opérations, et les résultats de ce compte rendu ont été confirmés par une décision, en date du 20 février 1877, de la commission instituée par decret du 26 mai 1853, à l'effet de vérifier et de juger les comptes de la Liste civile et du Domaine privé de l'Empereur.

On a procédé ultérieurement au règlement de diverses réclamations ou revendications présentées tant par l'État que par la Liste civile, et les chiffres définitifs des opérations ont été arrêtés par deux décisions du Ministre des finances en date des 8 septembre et 25 octobre 1879.

A l'époque du 31 décembre 1898, les écritures de l'Administration des finances présentent les résultats suivants :

1° *Liquidation de la dernière Liste civile et du Domaine privé, s/c provisoire :*

Dépenses	995,546f 70c
Recettes	860,790 70
EXCÉDENT de dépenses. (Voir page 293.)	134,756 00

à rembourser à l'État par les ayants droit de l'ancienne Liste civile.

2° *Trésor public, s/c d'opérations faites par la Liste civile impériale pour le compte de l'État :*

Dépenses	1,463,346f 56c
Recettes	619,661 68
EXCÉDENT de dépenses. (Voir page 293)	843,684 88

qui représente une avance faite à l'Etat par l'ancienne liste civile et restant à régulariser.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 12.

Réorganisation des défenses de Calais.

Aux termes de l'article 1er de la loi du 21 avril 1879, il devait être construit, pour remplacer l'enceinte actuelle de la ville de Calais, une nouvelle enceinte s'appuyant sur la citadelle et précédée de forts détachés.

Cette nouvelle enceinte engloberait les villes de Calais et de Saint-Pierre, ainsi que les principaux ouvrages à établir, en vertu de la loi du 14 décembre 1875, pour l'amélioration du port.

L'article 5 a pourvu aux frais de toute nature relatifs à cette nouvelle enceinte au moyen d'un crédit de 14 millions de francs réparti sur les cinq exercices ci-après :

Exercice 1879	2,000,000f 00c
Exercice 1880	3,000,000 00
Exercice 1881	3,000,000 00
Exercice 1882	3,000,000 00
Exercice 1883	3,000,000 00
TOTAL	14,000,000 00

Les crédits ou portions de crédits disponibles en fin d'exercice peuvent être reportés par décrets à l'exercice suivant (art. 6).

La même loi stipulait (art. 7) que les terrains rendus disponibles par la construction de la nouvelle enceinte de Calais, déduction faite de ceux que le Ministre de la guerre est autorisé à conserver pour ses besoins, seraient remis à l'Administration des domaines au fur et à mesure de la démolition des anciennes fortifications, pour être aliénés au mieux des intérêts de l'État, dans un délai maximum de vingt années.

Un crédit de 14 millions de francs a été ouvert au Ministre de la guerre au titre d'un compte créé, en vertu de l'article 4, parmi les services spéciaux, sous la rubrique : *Réorganisation des défenses de Calais*, auxquels sont imputés :

D'une part : en dépense, les frais d'expropriation et de construction inhérents aux travaux autorisés par la loi du 21 avril 1879 ;

D'autre part : en recette, le produit de la vente des terrains militaires devenus disponibles par la suppression de l'ancienne enceinte de Calais.

Sur les crédits accordés ou reportés aux exercices antérieurs ou en cours au 31 décembre 1897, lesquels s'élèvent à 14 millions de francs,

Il a été payé :

Pendant l'année 1880	sur l'exercice 1879		159,176f 70c
Pendant l'année 1880	sur l'exercice 1879	162,132f 45c	2,784,519 99
	sur l'exercice 1880	2,622,387 54	
Pendant l'année 1881	sur l'exercice 1880	946,473 00	1,646,444 16
	sur l'exercice 1881	699,971 16	
Pendant l'année 1882	sur l'exercice 1881	178,512 03	658,542 63
	sur l'exercice 1882	480,030 60	
Pendant l'année 1883	sur l'exercice 1882	69,978 03	533,768 01
	sur l'exercice 1883	463,789 98	
Pendant l'année 1884	sur l'exercice 1883	260,210 02	800,227 94
	sur l'exercice 1884	540,017 92	
Pendant l'année 1885	sur l'exercice 1884		253,881 98
Pendant l'année 1886 (néant)			"
Pendant l'année 1887	sur l'exercice 1887		8,200 00
Pendant l'année 1888	sur l'exercice 1887	38,800f 00c	169,790 86
	sur l'exercice 1888	130,990 86	
Pendant l'année 1889	sur l'exercice 1888	170,963 64	676,229 08
	sur l'exercice 1889	505,265 44	
Pendant l'année 1890	sur l'exercice 1889	98,884 32	140,999 58
	sur l'exercice 1890	42,115 26	
Pendant l'année 1891	sur l'exercice 1890	5,609 66	128,499 47
	sur l'exercice 1891	122,889 81	
Pendant l'année 1892	sur l'exercice 1891	139,210 19	223,245 66
	sur l'exercice 1892	84,035 47	
Pendant l'année 1893	sur l'exercice 1892		43,731 37
	TOTAL au 31 décembre 1898		8,227,257 43

Les opérations de recette constatées à ce compte depuis sa création jusqu'en 1898 ont été de	206,658f 05c	
pendant l'année 1891 de	57,580 60	
pendant l'année 1892 de	224,759 17	
pendant l'année 1893 de	26,567 60	
pendant l'année 1894 de	16,600 00	664,535 83
pendant l'année 1895 de	19,173 50	
pendant l'année 1896 de	36,497 93	
pendant l'année 1897 de	23,431 42	
pendant l'année 1898 de	53,207 56	
Il en résulte au 31 décembre 1898 un solde débiteur de		7,562,721 60

Ce solde ressort aussi page 293.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN

Suite des DÉVELOPPEMENTS SU

DÉVELOPPEMEN

Produit de l'emprunt de 500 milli

Aux termes de l'article 2 de la loi du 1er mai 1886, le Ministre des finances a été autorisé à négocier au mieux des intérêts du Trésor et à inscrire au Grand-Livre de la Dette publique, avec jouissance du 1er avril 1886, la somme de rentes 3 p. o/o nécessaire pour produire un capital effectif de 500 millions de francs, augmenté des dépenses matérielles et de tous les frais quelconques de l'émission de rentes autorisée, ces frais et dépenses ne devant pas excéder un capital de 4 millions de francs.

Un décret de la même date a fixé le taux d'émission de cet emprunt à 79 fr. 80 par 3 francs de rente, et un arrêté ministériel a déterminé les conditions dans lesquelles l'émission devait s'effectuer. Enfin, conformément à l'article 6 de la loi précitée, le Ministre des finances a rendu compte des opérations autorisées par cette loi, au moyen d'un rapport adressé à la date du 24 mai 1886 au Président de la République et distribué au Sénat et à la Chambre des députés.

Il résulte de ce rapport :

1° Qu'il a été émis par voie de souscription publique une somme de 18,947,368 francs de rentes 3 p. o/o, représentant, au taux de 79 fr. 80 par 3 francs de rente, un capital effectif de 503,999,988 fr. 80;

2° Que ce capital devait être appliqué, en exécution des articles 2 et 3 de la loi du 1er mai 1886 :

Au budget extraordinaire des exercices 1886 et 1887, pour		257 828,200f 00c
A l'atténuation des découverts du Trésor, pour		242,171,800 00
		500,000,000 00
Aux frais matériels de l'opération, pour		3,999,988 80
TOTAL ÉGAL		503,999,988 80
L'ensemble des dépenses des budgets des exercices 1886 et suivants s'élevait, ainsi qu'il vient d'être dit, à la somme de		257,828,200f 00c
Il convient d'y ajouter celle de montant d'un crédit ouvert au même budget de l'exercice 1886 par la loi du 26 mai 1885. La ressource destinée à faire face à ce crédit devait être prélevée sur le contingent à fournir par la ville de Paris pour sa part contributive dans les dépenses d'installation et de reconstruction du nouvel Hôtel des postes. Mais la Ville ayant contesté le chiffre auquel la dette devait être fixée, une décision ministérielle du 26 mars 1888 a ordonné, pour ne pas retarder la publication du projet de loi de règlement de l'exercice 1886, de prendre la ressource nécessaire sur le produit de l'emprunt de 500 millions (émission de 1886), à la charge de lui substituer ultérieurement, jusqu'à due concurrence, le versement à faire par la ville de Paris.	846,000f 00c	Mémoire.
Pendant l'année 1889, le versement dont il s'agit a été effectué par la ville de Paris et imputé directement parmi les ressources du budget extraordinaire de l'exercice 1889. Il en est résulté un disponible d'égale somme sur le produit de l'emprunt de 500 millions	846,000 00	
TOTAL		257,828,200 00
Les dépenses du budget extraordinaire, auxquelles diverses lois spéciales ont pourvu au moyen de cette ressource d'emprunt, devaient s'élever à la somme de		275,518,759f 00c
Mais les projets de règlement des exercices 1886 à 1889 ont demandé l'annulation définitive, ou à charge de réouverture par des lois spéciales aux budgets des exercices suivants, de crédits montant à la somme de		29,900,449 08
Savoir :		
Projet de loi de règlement de l'exercice 1886	19,332,888f 36c	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1887	4,504,864 07	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1888	2,394,064 44	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1889	2,286,400 08	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1890	1,382,232 13	
TOTAL ÉGAL	29,900,449 08	
En sorte que les dépenses extraordinaires auxquelles il a été pourvu sur le produit de l'emprunt de 500 millions ont été de		245,618,310 91
A reporter		245,618,310 91

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 13.

en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)

Report		245,618,310f 91c
Ces dépenses ont été réparties comme suit entre les exercices 1886 et suivants :		
Exercice 1886	106,461,311f 64c	
Exercice 1887	74,155,857 89	
Exercice 1888	47,440,066 81	
Exercice 1889	15,123,553 70	
Exercice 1890	2,437,520 87	
TOTAL ÉGAL	245,618,310 91	
En outre, diverses dispositions législatives ont pourvu à des crédits du budget ordinaire au moyen des ressources de l'emprunt de 500 millions savoir :		
Exercice 1888	730,170f 63c	
Exercice 1889	638,506 31	
Exercice 1891	4,218,734 04	9,353,308 50
Exercice 1892	1,533,782 29	
Reliquats disponibles à employer ultérieurement	2,232,115 23	
La loi du budget de l'exercice 1891 a attribué comme ressource audit exercice une somme de		2,840,086 90
et le projet de loi de règlement de l'exercice 1889 a proposé d'appliquer le reliquat disponible, soit à l'atténuation des découverts et avances du Trésor.		16,493 69
ENSEMBLE des prélèvements		257,828,200 00
Enfin le produit de cet emprunt a été encore affecté :		
1° A l'atténuation des découverts pour (Y compris 2,287,681 fr. 36, représentant la portion restée sans emploi des ressources allouées pour les frais de l'emprunt, qui a été portée en atténuation des découverts conformément à la décision ministérielle en date du 13 novembre 1888, prise en exécution de la loi du 1er mai 1886.)		244,459,481 36
2° Aux frais matériels de l'opération, pour (Sur la somme de 3,999,988 fr. 80 allouée primitivement, il est resté un disponible de 2,287,681 fr. 36 qui a été, comme il vient d'être dit, transporté en atténuation des découverts.)		1,712,307 44
Les dépenses à la charge de l'emprunt de 500 millions se sont donc élevées à		503,999,988 80

Ces chiffres sont justifiés par les détails contenus dans un tableau indiquant, outre les lois portant ouverture des crédits originaires, les crédits reportés d'exercice en exercice par des lois spéciales.

Ce tableau figure pour la dernière fois dans le Compte des finances de l'année 1894, pages 712 à 715.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR L

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 13.

Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)

Les opérations de recette et de dépense de l'emprunt de 500 millions ont été centralisées à un compte ouvert parmi les services spéciaux sous le titre : *Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0* (émission de 1886). Il retrace à son crédit le montant des versements effectués par les souscripteurs, et à son débit les prélèvements à faire sur les ressources de l'emprunt conformément aux lois susmentionnées.

Les recouvrements se sont élevés :

Pour l'année 1886, à	465,412,654f 40c
Pour l'année 1887, à	38,484,712 80
Pour l'année 1888, à	28,836 00
Pour l'année 1889, à	8,006 40
Pour l'année 1890, à	15,235 20
Pour l'année 1891, à	14,997 60
Pour l'année 1892, à	35,546 40
TOTAL	503,999,988 80

Sur cette somme il a été prélevé :

Pendant l'année 1886. — Transport en atténuation des découverts du Trésor	242,171,800f 00c	244,459,481f 36c	503,983,495 11
Pendant l'année 1888. — Transport en atténuation des découverts du Trésor. (Portion sans emploi des ressources allouées pour les frais de l'emprunt.)	2,287,681 36		
Pendant l'année 1887. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1886. (Décision ministérielle du 30 avril 1888.)		106,461,311 64	
Pendant l'année 1888. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1887. (Décision ministérielle du 28 février 1889.)		74,155,857 89	
Pendant l'année 1888. — Application du montant des frais à un compte de trésorerie		1,712,307 44	
Pendant l'année 1889. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1888	47,440,066f 81c	48,170,237 44	
Pendant l'année 1889. — Application au budget ordinaire de l'exercice 1888. (Décision ministérielle du 16 décembre 1889.)	730,170 63		
Pendant l'année 1890. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1889	15,123,553 70	15,762,060 01	
Pendant l'année 1890. — Application au budget ordinaire de l'exercice 1889. (Décision ministérielle du 20 décembre 1890.)	638,506 31		
Pendant l'année 1891. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1890. (Décision ministérielle du 28 décembre 1891.)	2,437,520f 87c	5,277,607 77	
Pendant l'année 1891. — Application au budget ordinaire de l'exercice 1891	2,840,086 90		
Pendant l'année 1892. — Application au budget ordinaire de l'exercice 1891		4,218,734 04	
Pendant l'année 1893. — Application au budget général de l'exercice 1892		1,533,782 29	
Pendant l'année 1894. — Application au budget général de l'exercice 1894. (Loi du 26 juillet 1893.)		2,232,115 23	
Il en résulte, au 31 décembre 1898, un solde créditeur de			16,493 69

égal à celui qui ressort à la page 293, et doit être appliqué aux découverts et avances du Trésor en exécution du projet de loi de règlement de l'exercice 1889.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 14.

Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions.

Aux termes de l'article 4 de la loi du 18 août 1881, relative aux pensions des anciens militaires et marins et de leurs veuves, le Ministre des finances a été autorisé à payer les suppléments alloués par la présente loi, à partir du 1er janvier 1881, au moyen d'avances qui pourraient être faites au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations. Ce même article stipulait que, pour le remboursement de ces avances en capital et en intérêts calculés au taux de 4 p. 0/0, la Caisse des dépôts et consignations recevra jusqu'à complet remboursement une annuité de 9,325,000 francs, qui sera inscrite chaque année à partir de 1881 au budget du Ministère des finances. (Dette viagère.)

Deux décisions en date du 28 août et du 5 septembre 1881, rendues pour l'exécution de la loi du 18 août de la même année, ont prescrit que les avances faites par la Caisse des dépôts et consignations relativement aux suppléments de pensions seraient retracées dans les écritures de l'administration centrale, au moyen de deux comptes, l'un débiteur classé parmi les avances à régulariser sous le titre : *Trésor, s/c de suppléments de pensions aux militaires et marins et à leurs veuves ;* l'autre créditeur ouvert parmi les services spéciaux et intitulé : *Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions.*

Dans les premiers jours de chaque trimestre, le caissier payeur central remet à la Caisse des dépôts et consignations chargée de faire l'avance au Trésor des suppléments de pensions, un état sommaire des payements faits dans le trimestre précédent.

Le compte d'avances présente à son débit :

1° Tous les payements de l'espèce que le caissier payeur central a faits directement et ceux qui ont été effectués pour son compte par les comptables du Trésor;

2° Le montant des intérêts liquidés au profit de la Caisse des dépôts et consignations;

Et à son crédit :

1° Les annuités budgétaires destinées à rembourser les avances de la Caisse des dépôts et consignations;

2° Les reversements des sommes payées à tort.

Le présent compte spécial, qui joue contradictoirement avec le précédent, comprend à son débit les annuités remboursées à la Caisse des dépôts et consignations,

Et à son crédit :

1° Les avances faites en principal au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations;

2° Le montant des intérêts payés à la Caisse des dépôts et consignations.

L'administration des finances présente ainsi à la fin de chaque année la situation réciproque du Trésor et de la Caisse des dépôts, tant au point de vue des capitaux avancés et des intérêts y relatifs que de l'amortissement de la dette de l'État.

A partir de l'année 1883, on trouve récapitulées, par années, dans le tableau inséré ci-après, avec la distinction en capital et en intérêts, les avances faites par la Caisse des dépôts et constatées au crédit du compte spécial, ainsi que les sommes remboursées au débit du même compte sur ces avances au moyen de l'annuité votée annuellement au budget. Aux termes de l'article 48 de la loi portant fixation du budget général de l'exercice 1896, cette annuité qui, en vertu de l'article 4 de la loi précitée du 18 août 1881, devait être payée à la Caisse des dépôts et consignations, en capital et en intérêts à 4 p. 0/0, jusqu'à complet remboursement de ses avances, a été, à partir du 1er janvier 1896, calculée à 3 p. 0/0 et réduite à 8,700,000 francs.

Le premier tableau qui suit comprend les résultats du compte spécial consignés dans les écritures des comptables au 31 décembre 1898. Il est accompagné, pour ordre, d'explications sur des opérations relatives à l'année en cours qui ne figureront que dans le compte de l'année suivante, soit à cause du mode de comptabilité adopté, soit par suite de retards dans l'ordonnancement de l'annuité prévue au budget.

On trouve dans le second tableau les opérations décrites contradictoirement au compte d'avances à régulariser, avec l'explication des différences qui ressortent entre les chiffres de ces deux comptes.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR L

Suite du DÉVELOPPEMEN

Caisse des dépôts et consignatio

Les opérations du compte spécial sont les suivantes :

DÉSIGNATION DES ANNÉES PENDANT LESQUELLES ont été constatées les opérations.	DÉBIT. ANNUITÉS remboursées à la Caisse des dépôts et consignations.	CRÉDIT. AVANCES de la Caisse des dépôts et consignations en principal.	CRÉDIT. INTÉRÊTS DES AVANCES dues à la Caisse des dépôts et consignations. Années auxquelles se rapportent les intérêts payés.	CRÉDIT. INTÉRÊTS DES AVANCES dues à la Caisse des dépôts et consignations. Montant des intérêts payés.	CRÉDIT. TOTAL du crédit.
Année 1882 (annuités de 1881)	9,325,000f00c	23,677,079f 44c	"	"	23,677,079
Année 1883	"	19,135,262 28	"	"	19,135,262
Années 1884 (annuités de 1882, 1883 et 1884.)	27,975,000 00	18,873,082 50	Intérêts des années 1882.. 174,714f 38c... 1883.. 444,618 80... payés en 1884.	619,333f 18c	19,492,415
Année 1885	9,325,000 00	16,189,842 64	Intérêts de 1884	822,045 11	17,011,887
Année 1886	9,325,000 00	14,358,663 69	Intérêts de 1885	1,235,044 16	15,593,707
Année 1887 (3 trimestres de l'annuité de 1887). (Voir page 256.)	6,993,750 00	15,915,208 86	Intérêts de 1886	1,489,353 94	17,404,562
Année 1888 (dernier trimestre de 1887 et 3 trimestres de l'annuité de 1888)	9,325,000 00	13,638,196 29	Intérêts de 1887	1,747,043 78	15,385,240
Année 1889 (dernier trimestre de 1888 et annuité de 1889)	11,656,250 00	13,094,129 26	Intérêts de 1888	2,105,201 91	15,199,331
Année 1890	9,325,000 00	11,558,804 00	Intérêts de 1889	2,300,340 39	13,859,144
Année 1891	9,325,000 00	11,327,117 40	Intérêts de 1890	2,573,908 05	13,901,025
Année 1892	9,325,000 00	9,570,688 17	Intérêts de 1891	2,765,761 41	12,336,449
Année 1893	9,325,000 00	6,274 214 30	Intérêts de 1892	2,898,026 06	9,172,240
Année 1894	9,325,000 00	14,567,496 11	Intérêts de 1893	3,005,699 47	17,573,195
Année 1895	9,325,000 00	6,722,951 67	Intérêts de 1894	3,211,458 49	9,934,410
Année 1896	8,700,000 00	7,250,283 88	Intérêts de 1895	3,324,001 74	10,574,285
Année 1897	8,700,000 00	9,416,894 22	Intérêts de 1896	2,567,171 67	11,984,065
Année 1898	8,842,000 00	6,816,139 82	Intérêts de 1897	2,625,589 78	9,441,729
	166,117,000 00	218,386,054 53		33,289,979 14	251,676,033
Solde créditeur au 31 décembre 1898, égal à celui qui ressort à la page 293	85,559,033f 67c				

Si au solde créditeur résultant du tableau ci-dessus et s'élevant à 85,559,033f
on ajoute dès à présent les intérêts afférents à l'année 1898, dont le montant ne sera constaté au crédit du présent compte par le Caissier payeur central que pendant l'année 1899, ce solde se trouve augmenté de 2,683,274

De sorte que les avances à rembourser au 31 décembre 1898 s'élèvent, en réalité, à 88,242,308

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 14.

s/c d'avances pour les suppléments de pensions.

Le compte d'avances pour divers services : *Trésor, s/c de suppléments de pensions aux militaires et aux marins et à leurs veuves*, présente la situation suivante à la même date du 31 décembre 1898, dans les écritures du Caissier payeur central du Trésor public :

DÉSIGNATION DES ANNÉES pendant lesquelles ont été constatées les opérations,	DÉBIT. PAYEMENTS effectués par le Trésor pour suppléments de pensions.	DÉBIT. INTÉRÊTS DES AVANCES de la Caisse des depôts et consignations. Années auxquelles se rapportent les intérêts payés.	DÉBIT. INTÉRÊTS DES AVANCES de la Caisse des depôts et consignations. MONTANT des intérêts payés.	DÉBIT. TOTAL du DÉBIT.	CRÉDIT. REVERSEMENTS des sommes payées à tort.	CRÉDIT. ANNUITÉS remboursées à la Caisse des dépôts et consignations.	CRÉDIT. TOTAL du crédit.
Année 1881	3,202.501f40c	"	"	3,202,501f40c	"	"	"
Année 1882 (annuité de 1881)	27,510,529 17	"	"	27,510,529 17	942f 90c	9,325,000f 00c	9,325,942f90c
Année 1883	18,479,126 67	"	"	18,479,126 67	54,300 38	"	54,300 38
Année 1884 (annuités de 1882, 1883 et 1884).	17,057,833 76	Intérêts des années 1882.. 174,714f 38c.. 1883.. 444,618 80... payés en 1884.	619,333f 18c	17,677,166 94	91,833 88	27,975,000 00	28,066,833 88
Année 1885	16,384,908 84	Intérêts de 1884	822,045 11	17,206,953 95	139,067 59	9,325,000 00	9,464 067 59
Année 1886	15,169,289 57	Intérêts de 1885	1,235,044 16	16,404,333 73	48,594 61	9,325,000 00	9,373,594 61
Année 1887 (3 trimestres de l'annuité de 1887).	14,630,582 09	Intérêts de 1886	1,489,353 94	16,119,936 03	13,681 76	6,993,750 00	7,007,431 76
Année 1888 (1 trimestre de 1887 et 3 trimestres de l'annuité de 1888).	13,529,734 05	Intérêts de 1887	1,747,043 78	15,276,777 83	32,944 73	9,325,000 00	9,357,944 73
Année 1889 (1 trimestre de 1888 et l'annuité de 1889)	12,850,611 52	Intérêts de 1888	2,105,201 91	14,955,813 43	22,371 55	11,656,250 00	11,678,621 55
Année 1890	12,060,989 60	Intérêts de 1889	2,300,340 39	14,361,329 99	28,901 21	9,325,000 00	9,353,901 21
Année 1891	11,144,797 48	Intérêts de 1890	2,573,908 05	13,718,705 53	27,902 68	9,325,000 00	9,352,902 68
Année 1892	8,632,527 73	Intérêts de 1891	2,765,761 41	11,398,289 14	25,403 97	9,325,000 00	9,350,403 97
Année 1893	11.610,372 25	Intérêts de 1892	2,898,026 06	14,508,398 31	32,666 86	9,325,000 00	9,357,666 86
Année 1894	9,112,882 36	Intérêts de 1893	3,005,699 47	12,118,581 83	106,311 79	9,325,000 00	9,431,311 79
Année 1895	8,319,302 89	Intérêts de 1894	3,211,458 49	11,530,761 38	20,219 30	9,325,000 00	9,345,219 30
Année 1896	7,684,656 38	Intérêts de 1895	3,324,001 74	(a)11,008,658 12	14,367 30	8,700,000 00	8,714,367 30(a)
Année 1897	7,196,472 45	Intérêts de 1896	2,567,171 67	9,763,644 12	22,451 75	8,700,000 00	8,722,451 75
Année 1898	6,618,286 96	Intérêts de 1897	2,625,589 78	9,243,876 74	7,576 73	8,842,000 00	8,849,576 73
	221,195,405 17		33,289,979 14	254,485,384 31	689,538 99	166,117,000 00	166,806,538 99
	254,485,384f 31c				166,806,538f 99c		
Solde débiteur égal à celui qui ressort à la page 353.	87,678,845f 32c						

(a) Déduction faite, au débit et au crédit, d'une opération d'ordre s'élevant à 86,992,490 fr. 26 cent. qui figure en recette aux avances du Payeur central de la Dette publique et en dépense aux avances du Caissier payeur central, page 345 du Compte des Finances de l'année 1896.

Le solde du présent compte, s'élevant à 87,678,845f 32
doit, comme celui du compte spécial contradictoire, pour présenter la situation réelle, être augmenté du montant des intérêts dus à la Caisse des dépôts et consignations pour l'année 1898, ci 2,683,274 63

D'où un excédent d'avances de 90,362,119 95
qui, comparé à celui du compte spécial (page ci-contre) 88,242,308 30
fait ressortir au 31 décembre 1898 une différence en plus au solde du compte d'avances de 2,119,811 65

Cette différence tient à ce que des payements effectués par le Trésor pendant les derniers mois de 1898, apparaissent dès cette année au compte d'avances pour divers services, et ne seront décrits au compte spécial que dans les premiers jours de 1899.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINI

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LE

DÉVELOPPEMEN

Avances faites au Tré

Par une convention du 29 mars 1878, ratifiée par la loi du 13 juin suivant, la Banque de France s'est engagée à fournir au Trésor, au fur et à mesu de ses besoins, des avances qui pourront s'élever à 80 millions, indépendamment des 60 millions déjà avancés par elle en exécution du traité du 10 jui 1857.

Des bons du Trésor, renouvelables de trois mois en trois mois, doivent être délivrés à la Banque en garantie de ses avances, qui ne portent intérêts qu lorsque le solde créditeur du Trésor, tant à Paris que dans les succursales, descend à un chiffre inférieur au montant de ces avances.

Aux termes d'une décision ministérielle, en date du 27 décembre 1879, qui règle le mode de comptabilité à suivre pour décrire les opérations relatives l'avance dont on vient de parler, il a été créé parmi les services spéciaux un compte intitulé : *Avances faites au Trésor par la Banque de France*, au crédi duquel doivent être portés les fonds remis par la Banque au fur et à mesure des versements. Le débit du même compte servira à retracer l'emploi de l'avan de 80 millions de francs, dont il sera fait recette soit aux budgets, soit aux services auxquels cette avance sera attribuée par des lois.

Les dépenses auxquelles il devait être pourvu au moyen de cette ressource exceptionnelle se sont élevées à la somme de 79,994,611 fr. 97, répartie comm suit :

1° Les dépenses du budget extraordinaire à imputer sur le prêt de la Banque de France, en exécution des diverses lois, s'élevaient à la somm totale de 44,515,426f 9

Mais les projets de lois de règlement des exercices 1886 à 1888 ont prescrit l'annulation définitive ou à charge de réouverture par des lois spéciales, à des exercices ultérieurs, de crédits montant à 584,909 7

Savoir :

Projet de loi de règlement de l'exercice 1886	139,808f 97c	
——— 1887	440,198 19	
——— 1888	2,882 81	
——— 1889	2,019 77	
TOTAL ÉGAL	584,909 74	

En sorte que les dépenses extraordinaires auxquelles il devait être pourvu par imputation sur le prêt de la Banque de France ont été de 43,930,517 2

2° Celles du budget ordinaire auxquelles il a été fait face par prélèvement sur le même produit ont été de 36,064,094 7

ENSEMBLE 79,994,611

Une partie des crédits gagés sur cette ressource a été successivement reportée d'exercice en exercice, soit jusqu'à l'exercice 1881 inclusivement, en v de la faculté de report par décret dont le Gouvernement était investi, soit à partir de l'exercice 1882, en exécution de lois spéciales.

Il est résulté que les crédits ci-dessus mentionnés se trouvent répartis entre les exercices 1880 à 1889 de la manière suivante :

1° Budget extraordinaire.

Exercice 1880	8,398,187f 66c	43,930,517
Exercice 1881	8,670,467 60	
Exercice 1882	9,787,063 97	
Exercice 1883	4,600,237 70	
Exercice 1884	7,378,649 68	
Exercice 1885	2,677,669 08	
Exercice 1886	1,468,733 64	
Exercice 1887	514,606 02	
Exercice 1888	236,921 63	
Exercice 1889	197,980 23	

2° Budget ordinaire.

Exercice 1884	1,665,695f 00c	36,064,094 7
Exercice 1885	21,704,764 76	
Exercice 1886	12,693,635 00	
TOTAL ÉGAL		79,994,611

Ces chiffres étaient justifiés par les détails contenus dans un tableau, indiquant, outre les lois portant ouverture des crédits, les crédits repo d'exercice à exercice soit par des décrets, soit par des lois.

Ce tableau a été inséré pour la dernière fois au Compte des finances de l'année 1894, pages 721 à 723.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 15.

par la Banque de France.

La Banque de France a versé dans les caisses de l'État :

Pendant l'année 1880	60,000,000f 00c
Pendant l'année 1881	20,000,000 00

De sorte qu'au 31 décembre 1881 le Trésor se trouvait avoir encaissé l'intégralité de l'avance que la Banque s'est engagée à faire, soit 80,000,000 00

Il y a lieu de remarquer que le Trésor, à cause de l'importance de son encaisse, avait restitué à la Banque pendant la même année la somme de 40,397,000 francs, et que cette somme a été de nouveau mise à la disposition de l'État dans le courant de l'année 1884.

Ainsi qu'il a été expliqué dans le compte général des finances de 1881 (page 804), on a prélevé sur le présent compte spécial, en exécution de la décision ministérielle du 27 décembre 1879, modifiée par celle du 8 février 1883, la ressource nécessaire pour faire face aux paiements restés à la charge du budget extraordinaire de l'exercice 1880 avec imputation sur le prêt de la Banque de France, ci 8,398,187f 66c

Des prélèvements de même nature ont eu lieu sur le compte, en vue de pourvoir aux dépenses définitives du budget extraordinaire et du budget ordinaire des exercices suivants, savoir :

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Exercice 1881 (décision ministérielle du 11 janvier 1884)	8,670,467f 60c	
Exercice 1882 (décision ministérielle du 31 mars 1884)	9,787,063 97	
Exercice 1883 (décision ministérielle du 7 mai 1885)	4,600,237 70	
Exercice 1884 (décision ministérielle du 24 juillet 1886)	7,378,649 68	
Exercice 1885 (décision ministérielle du 16 décembre 1887)	2,677,669 08	
Exercice 1886 (décision ministérielle du 30 avril 1888)	1,468,733 64	
Exercice 1887 (décision ministérielle du 28 février 1889)	514,606 02	
Exercice 1888 (décision ministérielle du 16 décembre 1889)	236,921 63	
Exercice 1889 (décision ministérielle du 20 décembre 1890)	197,980 23	
	43,930,517 21	

BUDGET ORDINAIRE.

Exercice 1884 (décision ministérielle du 24 juillet 1886)	1,665,695f 00c	36,064,094 76
Exercice 1885 (décision ministérielle du 16 décembre 1887)	21,704,764 76	
Exercice 1886 (décision ministérielle du 30 avril 1888)	12,693,635 00	
	79,994,611 97	

Le montant des dépenses portées au debit de ce compte s'élevait donc au 31 décembre 1890 à 79,994,611 97

si on le retranche du total des avances arrêté ci-dessus, on fait ressortir un solde créditeur de 5,388 03

égal à celui qui figure à la page 293.

En exécution de l'article 23 du projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1889, ce reliquat disponible sera porté en atténuation des avances et découverts du Trésor.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 16.

Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts.

L'article 12 de la loi du 8 août 1885 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1886 a créé, à partir de l'année 1886, parmi les services spéciaux du Trésor deux comptes intitulés (A) :

Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts;

Avances aux compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts,

qui doivent présenter :

En dépense le montant, en capital et intérêts (A) à 4 p. o/o l'an, des sommes avancées par l'État, conformément aux conventions ratifiées par la loi du 20 novembre 1883 et par les lois antérieures;

En recette les sommes remboursées par les compagnies de chemins de fer conformément aux mêmes conventions.

Les crédits ouverts au Ministère des travaux publics au titre de ces deux comptes spéciaux, à partir de l'exercice 1886, sont constatés dans le tableau suivant, avec l'indication de l'exercice qu'ils concernent, de la loi qui les a accordés et du compte auquel ils sont affectés :

DÉSIGNATION des exercices auxquels les crédits ont été ouverts par les lois de finances.		CRÉDITS ACCORDÉS AUX COMPTES : AVANCES aux compagnies de chemins de fer *français* pour garantie d'intérêt.	AVANCES aux compagnies de chemins de fer *algériens* pour garantie d'intérêt.	TOTAL des crédits ouverts par exercice.
Exercice 1886.	(Loi du 3 avril 1885, art. 15.)	50,000,000f 00c	13,000,000f 00c	63,000,000f 00c
Exercice 1887.	(Loi du 26 février 1887, art. 18.)	89,000,000 00	15,000,000 00	104,000,000 00
Exercice 1888.	(Loi du 30 mars 1888, art. 17.)	67,000,000 00	18,000,000 00	85,000,000 00
Exercice 1889.	(Loi du 29 décembre 1888, art. 11.)	54,000,000f 00c	26,506,375 19	21,000,000 00	47,506,375 19
	(Loi du 27 novembre 1890.) Annulation	27,493,624 81			
Exercice 1890.	(Loi du 17 juill. 1889, art. 35.) 34,000,000f00c (Loi du 27 nov. 1890.) Report de 1889	61,493,624 81	27,810,461 07	24,000,000 00	51,810,461 07
	(Loi du 24 juillet 1891.) Annulation	33,683,163 74			
	Crédits non employés et non reportés (annulés)		"	Addl. 6,640,359 07	Addl. 6,640,359 07
Exercice 1891.	(Loi du 26 décembre 1890.)	58,000,000 00	67,683,163 74	24,000,000 00	91,683,163 74
	(Loi du 24 juillet 1891.) Report de 1890	33,683,163 74			
Exercice 1893.	(Loi du 28 avril 1893, art. 76.)		25,000,000 00	"	25,000,000 00
Exercice 1894.	(Loi du 26 juillet 1893, art. 71 et décision ministérielle du 27 février 1894.) Crédits imputés sur les ressources disponibles de la Dette flottante		54,109,102 67	"	(c) 54,109,102 67
	TOTAL des crédits ouverts au 31 décembre 1898		407,109,102 67	(B)108,359,640 93	515,468,743 60

Pour les budgets antérieurs à celui de 1891, il était stipulé par chacune des lois de finances portant ouverture des crédits de l'espèce que la portion des crédits non employés à la fin de l'exercice auquel ils avaient été accordés ne pourrait être reportée aux exercices suivants qu'en vertu d'une loi, et qu'il devait être pourvu aux avances autorisées au moyen du produit de l'émission d'obligations du Trésor à court terme.

A partir de l'exercice 1891, aux termes de l'article 23 de la loi du 26 décembre 1890 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de cet exercice, la portion des crédits restée sans emploi à la clôture d'un exercice sera reportée de plein droit aux exercices suivants.

En outre, diverses lois ont prescrit de pourvoir aux avances de garanties d'intérêts : 1° au moyen de versements effectués par les compagnies de chemins de fer dans le courant des années 1891 et 1892 ainsi que dans les années antérieures (loi du 26 décembre 1890, art. 24 et loi du 26 janvier 1892, art. 43); 2° au moyen d'un prélèvement sur les excédents de recettes des exercices 1890 et 1891 (art. 61 de la loi du 26 décembre 1890); 3° au moyen de primes d'émission réalisées sur des obligations du Trésor à court terme.

Le tableau inséré ci-après présente, par année, d'une part le montant des avances du Trésor faites depuis 1886 aux compagnies de chemins de fer français, et d'autre part les versements effectués par les compagnies et les diverses ressources destinées à pourvoir aux avances de garanties.

En cas de reversements de sommes payées en trop, le montant en est constaté en recette à une colonne distincte du crédit de ce compte pour permettre de reconstituer, par voie de déduction, le montant des avances réelles. — Comme ces intérêts remboursés par les compagnies tant qu'ils ne sont qu'à l'état de dette ne peuvent être constatés au débit du présent compte spécial, l'administration des finances, sous l'empire de la loi du 8 août 1885, avait pris des dispositions pour les appliquer aux produits des budgets, en exécution de décisions ministérielles. Mais ce mode d'imputation ne peut pas être suivi désormais, puisque, en vertu des lois nouvelles, on doit affecter au payement des garanties les sommes versées par les compagnies à quelque titre que ce soit.

(A) Ce compte, affectant directement la situation générale des Finances, ne peut être débité que des avances dont la caisse *et le portefeuille* du Trésor ont fourni le montant. Quant aux intérêts dont le chiffre du capital prêté devra être augmenté annuellement, ils seront suivis par compagnie au moyen du compte courant de la garantie d'intérêt aux compagnies de chemins de fer, qui fait partie des comptes d'ordre (Voir pages 804 et suivantes du présent compte des Finances.)

(B) Le compte Avances aux compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts a été soldé pendant l'année 1893.

(c) Cette somme représente les crédits imputés sur les ressources disponibles de la Dette flottante qui ont servi à payer, pendant l'année 1894, à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, les garanties d'intérêts à elles dues pour les années d'exploitation antérieures à l'année 1893. (Loi du 26 juillet 1893, art. 71, et décision ministérielle du 27 février 1894.)

Au 31 décembre 1897, ce compte présentait un solde débiteur de 280,801,080f 66c

Pendant l'année 1898, le caissier-payeur central a imputé à son crédit :

1° Le montant des ordonnances émises sur les crédits du chapitre 5 du Ministère des Finances, exercice 1898, Remboursement de partie des obligations sexennaires échéant en 1898 ..... 30,000,000 00

(De 1893 à 1896 inclus, les remboursements effectués par les compagnies de chemins de fer ont été appliqués directement au budget) ;

2° Une recette de 18,430f 31c, représentant pour : 18,410f 14c le capital et 20f 17c les intérêts d'une somme payée en trop à la compagnie du Midi, à titre d'excédent de provision sur la garantie de 1894, et reversée au Trésor par ladite Compagnie 18,430 31

ENSEMBLE ..... 30,018,430 31 — 30,018,430 31

Il en résulte, au 31 décembre 1898, un solde débiteur de 250,782,650 35

Ces avances, ainsi que les diverses ressources destinées à y pourvoir, font l'objet du tableau ci-après, qui présente la situation de ce compte à la fin de l'année 1898.

ANNÉES ET EXERCICES.		DÉBIT. MONTANT des avances en capital.	CRÉDIT. Remboursements sur le capital.	Remboursements sur les intérêts.	Reversements de trop payé.	Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1891. Lois des 26 déc. 1890 et 28 avril 1893.	Remboursement d'une partie des obligations sexennaires sur les crédits du Mrs des Finances Exercice 1898.	Primes d'émission des obligations du Trésor à court terme.	TOTAL.
Année 1886.	Exercice 1886	49,995,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"
Année 1887.	Exercice 1886 ..... 5,000f 00c	77,523,410 77	"	"	"	"	"	"	"
	Exercice 1887 ..... 77,518,410 77								
Année 1888.	Exercice 1887 ..... 11,481,589 23	52,208,689 56	"	"	"	"	"	"	"
	Exercice 1888 ..... 40,727,100 33								
Année 1889.	Exercice 1888 ..... 26,272,899 67	47,459,677 25	249,621f 73c	1,027,929f 74c	"	"	"	"	1,277,551f 47c
	Exercice 1889 ..... 21,186,777 58								
Année 1890.	Exercice 1889 ..... 5,319,597 61	28,440,058 68	3,754,023 17	3,203,997 27	"	"	"	"	6,958,020 44
	Exercice 1890 ..... 23,120,461 07								
Année 1891.	Exercice 1890 ..... 4,690,000 00	50,923,511 41	271,893 17	50,594 48	"	"	"	"	322,487 65
	Exercice 1891 ..... 46,233,511 41								
Année 1892.	Exercice 1891 ..... 891,126 19	20,495,681 40	368,938 07	78,244 64	"	"	"	"	447,182 71
	Exercice 1892 ..... 19,604,555 21								
Année 1893.	Exercice 1892 ..... 953,970 93	19,023,143 06	"	"	"	87,358,543f 59c	"	"	87,358,543 59
	Exercice 1893 ..... 18,069,172 13								
Année 1894.	Exercice 1893 ..... 1,188,205 85	59,031,024 14	"	"	"	"	"	"	"
	Exercice 1894 ..... 3,734,315 62								
	Crédits imputables sur la Dette flottante 54,109,102 67								
Année 1895.	Exercice 1895 ..... 2,008,306 40	2,008,306 40	"	"	"	"	"	"	"
Année 1896		"	"	"	"	"	"	"	"
Année 1897		"	"	"	"	"	27,000,000f 00c	2,044,236f 15c	29,044,236 15
Année 1898		"	"	"	18,430 31	"	30,000,000 00	"	30,018,430 31
		407,109,102 67	4,644,476 14	4,360,766 13	18,430 31	87,358,543 59	57,000,000 00	2,044,236 15	156,326,452 32
			156,326,452f 32c						

Solde débiteur au 31 décembre 1898 : 250,782,650f 35c.

Ce solde est le même que celui qui ressort, page 293.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN**

Suite des **DÉVELOPPEMENTS SUR LE**

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 17.

Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie.

La loi du 26 juillet 1873, relative à la constitution de la propriété individuelle indigène en Algérie, disposait (article 24) que les dépenses de toute nature nécessitées par la constatation et la constitution de la propriété individuelle indigene seraient, dans chaque département, à la charge du budget des centimes additionnels des tribus.

En vue de couvrir les dépenses classées, à partir de l'année 1874, au budget sur ressources spéciales, un décret du 13 juillet 1874 a autorisé la perception de centimes extraordinaires additionnels au principal de l'impôt. Mais une expérience de plusieurs années donna lieu de reconnaître que les ressources créées par la loi étaient insuffisantes; de sorte qu'à la fin de l'année 1882 les dépenses engagées dépassaient notablement les recettes, en faisant ressortir un excédent que les exercices suivants ne pourraient pas couvrir.

Dans cet état de choses, la loi du 28 décembre 1884 a autorisé sur les ressources du Trésor une avance de 1,560,000 francs à affecter au budget sur ressources spéciales de l'exercice 1884 pour le service de la propriété indigène en Algérie et a prescrit l'ouverture sur les livres de l'Administration des finances d'un compte spécial intitulé : *Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie*, qui constatera à son débit le montant de ladite avance, laissant à une loi ultérieure le soin de réorganiser le service de la propriété indigène et de créer les ressources suffisantes tant pour le remboursement de la somme avancée par le Trésor que pour les autres dépenses nécessitées par le service.

Tel a été l'objet des lois des 28 avril 1887, 17 décembre 1890 et 26 décembre 1892 qui prescrivent :

Les frais occasionnés par les opérations de délimitation et de répartition des territoires des tribus seront portés en dépense au compte spécial *Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie*, ouvert par l'article 1er de la loi du 28 décembre 1884.

Il sera pourvu au remboursement de l'avance de 1,560,000 francs autorisée par cette dernière loi, ainsi qu'au remboursement des frais de délimitation et de répartition autorisés par la loi du 17 décembre 1890, au moyen, savoir :

1° Des centimes additionnels de l'impôt arabe établis par le décret du 27 juillet 1875 et par les lois citées plus haut.

2° Des sommes respectivement imposées par voie de centimes additionnels à l'impôt, et proportionnellement aux superficies constatées ou constituées en douars ou fractions de douars dans lesquels les opérations ont été ou seront accomplies;

3° Des sommes également imposées à l'État et aux communes pour les superficies dont la propriété leur a déjà été ou leur sera attribuée par suite de ces opérations;

4° Du recouvrement qui sera fait à l'avenir, sur les communes intéressées, des frais de levé des communaux indigènes déjà constitués qui se trouveront pris dans les circonscriptions soumises aux opérations.

Ces diverses natures de ressources seront portées en recettes au compte d'avances ci-dessus mentionné.

Un décret fixera le taux par hectare ainsi que le mode et les termes de payement des sommes prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

En outre, les articles 6 et 8 de la loi du 28 avril 1887, prévoyant le cas de transmission d'immeubles pour lesquels il n'existe pas encore de titre de propriété, stipulent que l'acquéreur devra consigner le montant des frais présumés des opérations relatives à la constatation de la propriété.

Pour l'exécution de ces dispositions, deux décrets ont été rendus à la date du 31 octobre 1887; l'un détermine le taux, par hectare, des diverses redevances spécifiées à l'article 21, applique aux années 1888 à 1890 la disposition concernant la perception pendant 3 ans des centimes additionnels à l'impôt arabe et fixe au 1er janvier 1888 la date à partir de laquelle commencera l'exécution du nouveau service. L'autre règle le taux, par hectare, des consignations à verser par les acquéreurs d'immeubles dont la propriété n'est pas encore constituée.

Enfin la décision ministérielle du 6 décembre 1887 établit les mesures de comptabilité qui devront être appliquées à ce nouveau service. Il centralise dans les écritures du trésorier-payeur d'Alger toutes les opérations de recette et de dépense relatives au service de la propriété individuelle indigène et prescrit de porter au crédit du présent compte spécial l'excédent des recettes sur les dépenses ressortant, à la clôture des opérations de l'année 1887, au chapitre 6 du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1887.

Au 31 décembre 1897, le compte spécial ci-dessus présentait un solde débiteur de..	2,297,599f [illegible]
Les dépenses effectuées pendant l'année 1898 se sont élevées à la somme de	697,551 [illegible]
TOTAL du débit	2,995,150 [illegible]
Les recettes réalisées montant à la somme de	354,204 [illegible]
il en résulte au 1er janvier 1899 un solde débiteur de	2,640,945 [illegible]

égal à celui qui ressort à la page 293.

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 18.

Fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï.

La caserne Nicolaï, située à Bercy, précédemment affectée au logement de deux escadrons de cavalerie, a été expropriée en 1877 par la Ville de Paris en vue de la création d'un entrepôt réel de boissons.

Mais c'est seulement au mois de juillet 1884 que le jury d'expropriation a été appelé à statuer sur l'indemnité due par la Ville.

Fixée à 2,125,000 francs, cette indemnité a été encaissée, pendant l'année 1885, par les receveurs de l'Enregistrement, du Timbre et des Domaines, et le montant en a été imputé au crédit du compte ouvert parmi les services spéciaux sous le titre : *Fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï.*

Des prélèvements portés au débit de ce compte ont été effectués jusqu'à due concurrence pour doter, par exercice, les budgets successifs (Produit du Domaine autre que le Domaine forestier), des ressources égales aux crédits législativement ouverts au Ministère de la guerre.

Tableau des crédits imputables sur les fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï ouverts ou reportés aux exercices 1890 et suivants.

DATES des LOIS ET DÉCRETS.	EXERCICE 1890.		EXERCICE 1891.		EXERCICE 1892.		EXERCICE 1893.		EXERCICE 1894.		TOTAL.	
	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.
Loi du 22 juillet 1890.	1,500,000f	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,500,000f 00c	»
—— 24 juillet 1891.	»	1,442,300f 00c	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,442,300f 00c
—— 24 juillet 1891.	»	»	1,000,000f	»	»	»	»	»	»	»	1,000,000 00	»
—— 23 juillet 1892.	»	»	»	200,000f 00c	»	»	»	»	»	»	»	200,000 00
—— 23 juillet 1892.	»	»	»	»	1,200,000	»	»	»	»	»	1,200,000 00	»
—— 28 juillet 1893.	»	»	»	»	»	»	248,700f 01c	»	»	»	248,700 01	»
—— 19 mars 1894.	»	»	»	»	»	»	»	168,700f 01c	»	»	»	168,700 01
—— 19 mars 1894.	»	»	»	»	»	»	»	»	168,700f 01c	»	168,700 01	»
	1,500,000	1,442,300 00	1,000,000	200,000 00	1,200,000	»	248,700 01	168,700 01	168,700 01	»	4,117,400 02	1,811,000 01
Projet de loi de règlement de l'exercice 1890	»	34 60	»	»	»	»	»	»	»	»	»	34 60
Projet de loi de règlement de l'exercice 1891	»	»	»	631 42	»	»	»	»	»	»	»	631 42
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	»	»	»	»	»	181,400f 01c	»	»	»	»	»	181,400 01
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	»	»	»	»	»	»	»	0 20	»	»	»	0 20
Projet de loi de règlement de l'exercice 1894	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 83	»	2 83
	1,500,000	1,442,334 60	1,000,000	200,631 42	1,200,000	181,400 01	248,700 01	168,700 21	168,700 01	2 83	4,117,400 02	1,993,069 07
	57,665f 40c		799,368f 58c		1,018,599f 99c		79,999f 80c		168,697f 18c		2,124,330f 95c	

La recette encaissée s'élève, comme il a été dit plus haut, à		2,125,000f 00c
Sur cette somme il a été prélevé :		
Pendant l'année 1891	57,665f 40c	2,124,330 95
Pendant l'année 1892	799,368 58	
Pendant l'année 1893	1,018,599 99	
Pendant l'année 1894	79,999 80	
Pendant l'année 1895	168,697 18	
D'où résulte au 31 décembre 1898 un solde créditeur de		669 05

que le projet de loi de règlement de l'exercice 1896 (art. 16) a proposé de porter en atténuation de découverts et avances du Trésor.

Ce solde est égal à celui qui ressort page 293.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

DÉVELOPPEMEN

Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0

La loi du 7 novembre 1887 a autorisé la conversion des 37,632,997 francs de rente 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) et 4 p. o/o existant encore à cette époque en 37,632,997 francs de rente 3 p. o/o.

Pour constater les résultats de cette opération dont les conditions ont été fixées par un décret présidentiel et un arrêté ministériel du 7 novembre 1887, une décision du Ministre des finances, en date du 31 décembre 1887, a prescrit de les centraliser à un compte à ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, sous le titre : *Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 (ancien fonds) et 4 p. 0/0.*

Ce compte doit être crédité :

1° Du produit de la souscription par droit de préférence à l'émission de rente 3 p. o/o accordé aux détenteurs des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o par l'article 2 de la loi du 7 novembre 1887 (versements de garantie et versements des termes au 1er avril et au 1er juillet 1888);

2° Du produit de l'aliénation des rentes 3 p. o/o qui, n'ayant pas été souscrites par les détenteurs des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o, sont restées à émettre ultérieurement en exécution de l'article 1er de la loi.

Le même compte doit être débité :

1° Du montant des remboursements effectués aux propriétaires des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o à raison de 100 francs par 4 fr. 50 ou par 4 francs de rente, en exécution de l'article 1er de la loi;

2° Des frais de la conversion dans les limites autorisées par l'article 12 de la loi du 7 novembre 1887;

3° De l'application par voie législative du produit net de la conversion.

L'article 13 de la loi du 7 novembre 1887 a imposé au Ministre des finances l'obligation de rendre compte des opérations autorisées par ces dispositions au moyen d'un rapport adressé au Président de la République et distribué au Sénat et à la Chambre des députés. Ce rapport a été inséré pour la dernière fois dans le Compte général des finances de l'année 1894, pages 731 à 734.

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 19.

anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0.

De ce rapport, il est résulté :

1° Que, sur 37,186,901 francs de rente 4 1/2 à convertir, on a dû rembourser (sauf négociation de rente 3 p. o/o en somme égale).....	3,503,750f 000m	à raison de 100 francs par 4 fr. 50 formant un capital de.....	77 861,111f 00c
Que, sur 446,096 francs de rente 4 p. o/o à convertir, on a dû rembourser (sauf négociation de rente 3 p. o/o en somme égale).....	100,279 000	à raison de 100 francs par 4 francs formant un capital de.....	2,506,975 00
Montant des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o remboursées devant donner lieu à une négociation de rente 3 p. o/o, égale.....	3,604,029 000		
TOTAL du capital remboursé aux propriétaires qui ont refusé la conversion.....			80,368,086 00
2° Que les 33,683,151 francs de rente 4 1/2 p. o/o dont le remboursement n'a pas été demandé ont, à raison de 833 millimes par franc de rente 4 1/2, donné lieu à une attribution de rente 3 p. o/o de 28,058,064 fr. 783 et laissé à négocier en 3 p. o/o un disponible de..	5,625,086 217		
3° Que les 345,817 francs de rente 4 p. o/o dont le remboursement n'a pas été demandé ont, à raison de 937 millimes par franc de rente 4 p. o/o, donné lieu à une attribution de rente 3 p. o/o de 324,030 fr. 529 et laissé à négocier en 3 p. o/o un disponible de.....	21,786 471		
D'où un total de rente 3 p. o/o à négocier de.....	9,250,901 688		

Ces 9,250,901 fr. 688 de rente 3 p. o/o ont été émis dans les conditions suivantes :

Souscription privilégiée à raison de 80 fr. 10 par 3 francs de rente 3 p. o/o	1,792,886f 000m	produisant un capital de	47,870,056f 20c
Cession à la Caisse des dépôts et consigns (cours divers indiqués au rapport).	6,000,000 000		165,782,708 35
Négociation à la Bourse (cours divers indiqués au rapport).....	1,458,015 688		40,816,578 30
TOTAL ÉGAL des rentes 3 p. o/o négociées.....	9,250,901 688		

Montant du produit brut de la négociation des rentes 3 p. o/o à retracer dans les écritures du Caissier-Payeur central.....	254,469,342 85	
4° Que les frais de la conversion, évalués à 1,500,000 francs par l'article 12 de la loi du 7 novembre 1887 et dont un rapport spécial, en date du 13 novembre 1888, transmis à la Commission du budget, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 de la même loi, fait connaître le détail, ne se sont élevés qu'à.....		970,325 54
TOTAL des remboursements aux propriétaires qui ont refusé la conversion et des frais de la conversion à déduire du produit brut de la négociation des rentes 3 p. o/o à décrire par le Caissier-Payeur central.....	81,338,411 54	81,338,411 54
PRODUIT NET de la conversion à affecter législativement.....	173,130,931 31	

En vertu de diverses lois de finances énumérées dans le tableau ci-après, le montant des dépenses imputables sur le produit de la conversion s'élève à la somme de 173,127,931 fr. 31 et se répartit comme suit entre les ministères de la guerre et de la marine :

Budget ordinaire :	
Ministère de la marine.....	1,518,000f 00c
Budget extraordinaire :	
Ministère de la guerre.....	157,130,931 31
Ministère de la marine.....	14,482,000 00
	173,130,931 31
Le projet de loi de règlement de l'exercice 1888 a demandé l'annulation d'une somme de crédits de 5,371,366 fr. 52, que les lois des 30 décembre 1888 et 31 mai 1890 ont réouverts à l'exercice 1889.....	Mémoire.
Le projet de loi de règlement de l'exercice 1889 propose l'annulation définitive d'une somme de.....	3,000 00
En sorte que les dépenses auxquelles il devait être pourvu par prélèvement sur ce produit s'élèvent à.....	173,127,931 31

et se répartissent ainsi par exercice :

1° *Budget extraordinaire.*		
Exercice 1887.....	6,750,000f 00c	
Exercice 1888.....	67,885,633 48	
Exercice 1889.....	96,977,297 83	171,612,931 31
2° *Budget ordinaire.*		
Exercice 1889.....		1,515,000 00
SOMME ÉGALE.....		173,127,931 31

Ces chiffres sont justifiés par les détails contenus dans le tableau ci-après, indiquant, outre les lois portant ouverture des crédits originaires les crédits reportés d'exercice en exercice par des lois spéciales.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 19.

Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0.

CRÉDITS REPORTÉS D'EXERCICE A EXERCICE PAR DES LOIS SPÉCIALES.

TABLEAU des crédits imputables sur le produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0 primitivement ouverts ou reportés aux exercices 1887 à 1890.

DATES DES LOIS.	BUDGET EXTRAORDINAIRE. Exercice 1887. Crédits ouverts.	Exercice 1887. Crédits annulés.	Exercice 1888. Crédits ouverts.	Exercice 1888. Crédits annulés.	Exercice 1889. Crédits ouverts.	BUDGET ORDINAIRE. Exercice 1889. Crédits ouverts.	Exercice 1889. Crédits annulés.	APPLICATION ultérieure aux découverts et avances du Trésor (Projet de loi de règlement de l'exercice 1889).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Loi du 15 avril 1888.....	6,750,000 00	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 30 mars 1888. (Budget primitif.).....	"	"	93,250,000 00	"	"	"	"	"
Loi du 26 juillet 1888.....	"	"	18,335,000 00	"	"	"	"	"
Loi du 30 décembre 1888....	"	"	620,000 00	620,000 00	54,795,931 31	"	"	"
Loi du 30 décembre 1888....	"	"	"	"	1,150,386 45	"	"	"
Loi du 29 mai 1889.....	"	"	"	38,328,000 00	36,810,000 00	"	"	"
Loi du 29 mai 1889.....	"	"	"	"	"	1,518,000 00	"	"
Loi du 31 mai 1890.....	"	"	"	"	4,220,980 07	"	"	"
	6,750,000 00	"	112,205,000 00	38,948,000 00	96,977,297 83	1,518,000 00	"	"
Projet de loi de règlement de l'exercice 1888.....	"	"	"	5,371,366 52	"	"	"	"
Projet de loi de règlement de l'exercice 1889.....	"	"	"	"	"	"	3.000 00	3,000 00
	6,750,000 00	"	112,205,000 00	44,319,366 52	96,977,297 83	1,518,000 00	3,000 00	3,000 00
	6,750,000f 00c		67,885,633f 48c			1,515,000f 00c		

Donc, sur le bénéfice net de la conversion..... 173,130,931f 31c

Il a été prélevé:

Pour faire face aux dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1887..... 6,750,000f 00c

Pour faire face aux dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1888..... 67,885,633 48 } 173,127,931 31

Pour faire face aux dépenses de l'exercice 1889.... { Budget ordinaire..... 1,515,000f 00c; Budget extraordinaire..... 96,977,297 83 } 98,492,297 83

RESTE disponible..... 3,000 00

que le projet de loi de règlement de l'exercice 1889 propose de porter en atténuation des découverts et avances du Trésor.

En définitive, les recettes imputées au présent compte et provenant tant des négociations à la Caisse des dépôts que des ventes à la Bourse ayant été de..... 206,599,286 65

et les dépenses de..... 173,127,931 31

Il en résultait au 31 décembre 1891 un solde créditeur de..... 33,471,355 34

Pendant l'année 1892, le Caissier-Payeur central du Trésor public a imputé au crédit du présent compte, par le débit d'un compte de correspondants du Trésor, le montant des 1,792,386 francs de rentes inscrites par privilège, soit..... 47,870,056 20

D'où un solde créditeur de..... 81,341,411 54

Pendant l'année 1896, le Caissier-Payeur central a soldé son compte d'avances : Frais pour le remboursement ou la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 et 4 p. 0/0 (1887), par le débit du présent compte, pour..... 970,325 54

Il reste, au 31 décembre 1898, un solde créditeur de..... 80,371,086 00

Si l'on en retranche la somme de..... 3,000 00

qui sera ultérieurement portée en atténuation des découverts du Trésor, on obtient le chiffre de..... 80,368,086 00

représentant la ressource destinée à faire face aux remboursements des rentes non converties.

Au 31 décembre 1898, les remboursements de l'espèce provisoirement imputés à un compte d'avances du Caissier-Payeur central, s'élevaient à la somme de 80,362,221 fr. 15, ne laissant plus apparaître qu'un reliquat de 5,864 fr. 85. En fin d'opération, ce compte d'avances sera soldé par le débit du présent compte, conformément à la décision ministérielle du 31 décembre 1887.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN

DÉVELOPPEMENTS SUR L

DÉVELOPPEMEN

Produit de l'aliénati

affecté à divers travaux exécutés par les soi

La loi du 2 janvier 1890 a ordonné l'imputation à un compte à ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor du produit de l'aliénation des i meubles militaires appartenant à des places déclassées dont la désignation est donnée dans un tableau annexé à cette loi.

Ce compte, intitulé : *Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre* présente à crédit les ressources provenant du produit des ventes réalisées par l'administration des Domaines et à son débit les prélèvements effectués par l'a comptable des virements de comptes, en somme égale aux dépenses supportées par chaque exercice. Ces prélèvements sont appliqués en recette *Produits des domaines* (*France*) à un compte intitulé : *Produit de l'aliénation d'immeubles remis aux Domaines par le Département de la guerre* (L 2 janvier 1890).

Les payements, auxquels il est fait face au moyen des ressources centralisées au présent compte spécial, figurent à un chapitre distinct du Mini de la guerre, sous le titre : *Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles.*

Tableau des crédits du budget général du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation d'immeubles militaires,

DATES des DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICE 1892 à 1896. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1892 à 1896. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1897. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1897. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1898. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1898. CRÉDITS annulés.	TOTAUX. CRÉDITS ouverts.	TOTAUX. CRÉDITS annulés.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
FRANCE.								
Loi du 26 janvier 1892	675,000 00	"	"	"	"	"	675,000 00	"
Loi du 28 juillet 1893	318,083 47	"	"	"	"	"	318,083 47	"
Loi du 21 mars 1894	"	10,421 11	"	"	"	"	"	10,421
Loi du 19 mars 1894	578,518 00	"	"	"	"	"	578,518 00	"
Loi du 29 juin 1895	"	130,934 20	"	"	"	"	"	130,93
Loi du 29 juin 1895	198,000 00	"	"	"	"	"	198,000 00	"
Loi du 26 juillet 1895	85,000 00	"	"	"	"	"	85,000 00	"
Loi du 28 mai 1896	92,735 09	147,022 13	"	"	"	"	92,735 09	147,022
Loi du 29 juin 1896	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 13 juillet 1896	52,713 39	"	"	"	"	"	52,713 39	"
Loi du 29 juin 1897	"	"	210,000 00	"	"	"	210,000 00	"
Loi du 22 juillet 1898	"	"	"	"	60,000 00	"	60,000 00	"
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	79,080 75	"	"	"	"	"	79,08
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	2,488 50	"	"	"	"	"	2,48
Projet de loi de règlement de l'exercice 1894	"	115 75	"	"	"	"	"	115
Projet de loi de règlement de l'exercice 1895	"	4,713 39	"	"	"	"	"	4,713
Projet de loi de règlement de l'exercice 1897	"	"	"	101 71	"	"	"	101
Total de la France à reporter	2,000,049 95	374,775 83	210,000 00	101 71	60,000 00	"	2,270,049 95	374,877
	1,625,274f 12c		209,898f 29c		60,000f 00c		1,895,172f 41c	

Les sommes indiquées ci-dessus comme afférentes à l'exercice 1898 pourront subir des modifications dont il sera rendu compte dans les publicatio ultérieures. (France et Algérie.)

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 20.

d'immeubles militaires

du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)

Postérieurement, la décision ministérielle du 19 mars 1891, prise en conformité de la loi du 14 janvier 1890, a étendu ces dispositions aux produits de l'aliénation des immeubles militaires en Algérie. Elle prescrit que le produit net de ces aliénations sera transitoirement appliqué au compte spécial ouvert par la loi du 2 janvier 1890 et que les prélèvements opérés par l'agent comptable des virements seront également imputés au débit de ce compte et portés en recette aux produits domaniaux de l'Algérie, au compte ouvert sous le titre : *Produits de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie.*

Les dépenses autorisées sur les crédits gagés par ces ressources sont imputées au chapitre du budget du Ministère de la guerre, intitulé : *Réorganisation des établissements militaires en Algérie.*

Enfin la loi du 20 juin 1897 a prescrit 1° (art. 33) de réduire d'une somme de 5,000,000 de francs les dépenses autorisées par l'article 1er de la loi du 2 janvier 1890 pour l'exécution des travaux inscrits sous les nos 5, 6, 7 et 8 de l'État B annexé à ladite loi.

2° (art. 34) d'augmenter de 5,000,000 de francs les évaluations de recettes du budget de l'exercice 1897 (France). *Produits du domaine autre que le domaine forestier. — Produit de l'aliénation d'immeubles militaires devenus inutiles.* Mais les ressources disponibles à prélever sur le présent compte spécial à l'époque de la clôture de l'exercice 1897 ne s'étant élevées qu'à la somme de 241,570f 89c, il n'a été appliqué aux produits des Domaines de cet exercice (France) qu'une ressource équivalente.

Le tableau suivant indique par exercice le détail des crédits employés par le Ministère de la guerre, auxquels il est pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte. Il développe, outre les lois et décrets portant ouverture des crédits originaires, les crédits reportés par des actes législatifs spéciaux.

affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (*Lois des 2 et 14 janvier 1890.*)

Suite du Tableau des crédits du budget général du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation d'immeubles militaires.

DATES des DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICES 1892 à 1896. CRÉDITS ouverts.	EXERCICES 1892 à 1896. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1897. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1897. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1898. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1898. CRÉDITS annulés.	TOTAUX. CRÉDITS ouverts.	TOTAUX. CRÉDITS annulés.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report (France)	2,000,049 95	374,775 83	210,000 00	101 71	60,000 00	"	2,270,049 95	374,877 54
ALGÉRIE.								
Loi du 28 juillet 1893	96,900 00	"	"	"	"	"	96,900 00	"
Loi du 21 mars 1894	"	12,000 00	"	"	"	"	"	12,000 00
Loi du 19 mars 1894	84,274 99	"	"	"	"	"	84,274 99	"
Loi du 29 juin 1895	"	9 43	"	"	"	"	"	9 43
Loi du 29 juin 1895	31,557 64	"	"	"	"	"	31,557 64	"
Loi du 13 juillet 1896	78,000 00	"	"	"	"	"	78,000 00	"
Loi du 29 juin 1897	"	6 74	160,000 00	"	"	"	160,000 00	6 74
Loi du 20 avril 1898	"	"	"	30,000 00	"	"	"	30,000 00
Loi du 20 avril 1898	"	"	"	"	30,000 00	"	30,000 00	"
Loi du 22 juillet 1898	"	"	"	"	310,000 00	"	310,000 00	"
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	3,890 37	"	"	"	"	"	3,890 37
Projet de loi de règlement de l'exercice 1897	"	"	"	0 76	"	"	"	0 76
	290,732 63	15,906 54	160,000 00	30,000 76	340,000 00	"	790,732 63	45,907 30
	274,826f 09c		129,999f 24c		340,000f 00c		744,825f 33c	
Total	2,290,782 58	390,682 37	370,000 00	30,102 47	400,000 00	"	3,060,782 58	420,784 84
	1,900,100f 21c		339,897f 53c		400,000f 00c		2,639,997f 74c	

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINI**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LE

Suite du DÉVELOPPEMEN

Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux

(Lois des 2

Les recettes portées au présent compte spécial ont été effectuées dans les villes ci-après :

FRANCE.		ANNÉES 1890 à 1894.	ANNÉE 1895.	ANNÉE 1896.	ANNÉE 1897.	ANNÉE 1898.	TOTAL
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.
Aisne	Soissons	20,957 30	"	"	"	"	20,957
Alpes-Maritimes	Antibes	10,347 08	"	"	"	"	10,347
Charente-Inférieure	La Rochelle	10,887 67	"	23,344 50	"	"	34,232
	Le Château	19,961 40	"	"	"	"	19,961
	Rochefort	51,960 91	357f59c	"	"	"	52,318
	Ars-en-Ré	675 45	"	"	"	"	675
	St-Martin	3,932 45	106 05	"	"	"	4,038
Corse	Ajaccio	1,127 00	273 00	"	"	"	1,400
	Vico	690 00	"	"	"	"	690
Dordogne	Périgueux	1 20	"	"	"	"	1
Finistère	Brest	39,794 34	330,000 00	"	"	"	369,794
Isère	Vienne	1,456 00	"	"	"	"	1,456
Loire	Montbrison	10,206 00	"	"	"	"	10,206
Meurthe-et-Moselle	Lunéville	70,646 90	"	"	"	"	70,646
Meuse	Bar-le-Duc	11,966 15	"	"	"	"	11,966
	Montmédy	10,554 00	"	"	"	"	10,554
	Stenay	813 10	"	"	"	"	813
Morbihan	Lorient	7,000 50	1,653 75	"	"	"	8,654
	Belle-Isle	12,068 85	"	"	"	"	12,068
Nord	Bergues	21,828 25	"	"	"	"	21,828
	Condé	40,003 78	2,615 07	"	"	"	42,618
	Dunkerque	134,885 03	83,500 00	75,579 00	"	"	293,964
	Gravelines	13,964 00	"	"	"	"	13,964
	Le Quesnoy	"	(A) "	9,500 00	"	"	9,500
	Lille	501,206 00	A déd. 500,000 00	"	"	"	1,206
Oise	Beauvais	5,980 15	"	"	"	"	5,980
Pas-de-Calais	Boulogne	2,543 87	"	33,000 00	130,000 00	"	165,543
	Saint-Omer	14,955 30	"	"	"	"	14,955
Seine	Pantin	474,283 60	"	"	"	"	474,283
Seine-Inférieure	Dieppe	200,295 12	31,661 03	38,704 85	51,486 37	128,280 19	450,427
Seine-et-Oise	St-Germain	"	40,651 80	"	"	"	40,651
Haute-Vienne	Limoges	29,420 60	"	"	"	"	29,420
Total de la France. — A reporter		1,724,412 00	A déd. 9,181 71	180,128 35	181,486 37	128,280 19	2,205,125

(A) Par virements de comptes.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

SERVICES SPECIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 20.

exécutés par les soins du Ministère de la guerre.

14 janvier 1890.)

ALGÉRIE.		ANNÉES 1890 à 1894.	ANNÉE 1895.	ANNÉE 1896.	ANNÉE 1897.	ANNÉE 1898.	TOTAL.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report (France)		1,724,412 00	A déd. 9,181 71	180,128 35	181,486 37	128,280 19	2,205,125 20
Alger	Alger	"	9,453 60	"	"	"	9,453 60
	Blidah	"	1,275 00	17,985 77	1,334 33	"	20,595 10
	Aumale	3,592 67	"	"	"	"	3,592 67
	Médéa	41,404 32	2,315 22	76,277 11	2,555 48	2,277 06	124,829 19
	Miliana	3,337 97	3,319 60	8,137 65	9,447 75	11,782 77	36,025 74
	Tenès	767 43	94 29	"	2,323 65	1,046 67	4,232 04
	Tizi-Ouzou	"	505 00	"	"	"	505 00
	Orléansville	"	"	677 19	198 34	"	875 53
	Cherchell	"	"	"	"	173 85	173 85
Constantine	Constantine	31,051 73	"	"	61,829 70	576 48	93,457 91
	Bône	"	"	17,975 81	5,109 75	"	23,085 56
	La Calle	"	"	"	75 90	"	75 90
	Philippeville	"	"	"	2,054 68	2,209 17	4,263 85
	Sétif	"	"	"	15,072 30	"	15,072 30
Oran	Mascara	"	10,000 00	69,892 61	41,420 75	60,651 48	181,964 84
	Mostaganem	"	23,877 88	4,154 10	1,376 29	7,306 72	36,714 99
	Oran	"	30,365 95	"	"	"	30,365 95
	Tlemcen	6,025 00	"	"	"	"	6,025 00
	Nemours	"	"	"	6,000 00	6,606 48	12,606 48
	Sidi-bel-Abbès	110,653 71 A déd. : 3 19	"	"	128,932 95	25,084 36	264,667 83
Total de l'Algérie		196,829 64	81,206 54	195,100 24	277,731 87	117,715 04	868,583 33
Total général		1,921,241 64	72,024 83	375,228 59	459,218 24	245,995 23	3,073,708 53

Il résulte du tableau ci-dessus que les recouvrements portés au crédit du présent compte s'élèvent à..... 3,073,708 53

Les prélèvements effectués en somme égale aux crédits employés pour gager des dépenses du Ministère de la guerre et pour doter le budget de l'exercice 1897, en exécution de la loi du 29 juin 1897, ont été de :

		FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	
Exercice 1892		595,919 25	"	595,919 25	
— 1893		305,173 86	81,009 63	386,183 49	
— 1894		447,468 05	84,265 56	531,733 61	
— 1895		223,999 57	31,557 64	255,557 21	
— 1896		52,713 39	77,993 26	130,706 65	
— 1897	France. Ressources égales aux crédits 209,898f29c; Loi du 29 juin 1897, art. 34. 241,570 89	451,469f 18c		451,469 18	
	Algérie. — Ressources égales aux crédits		129,999 24	129,999 24	
Total		2,076,743 30	404,825 33	2,481,568 63	2,481,568 63

d'où, au 31 décembre 1898, un solde créditeur de..... 592,139 90

égal à celui qui ressort page 293.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 21.

Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Diverses lois ont ratifié des conventions passées entre l'État, des villes et des particuliers concernant la cession d'immeubles domaniaux provenant d'anciennes fortifications aujourd'hui déclassées. Aux termes de ces conventions, les travaux de démantèlement des places doivent rester à la charge de l'État et les dépenses, évaluées au montant du prix d'adjudication, doivent être réparties entre les exercices 1891 et suivants.

Il est pourvu aux crédits législativement ouverts à ces exercices au moyen des ressources provenant de l'aliénation desdits immeubles.

Ces lois ont également ordonné que les versements à faire par les villes et les particuliers cessionnaires seraient portés en recette à un compte de trésorerie pour être appliqués aux produits domaniaux de l'exercice 1891 et des exercices suivants dans la proportion des crédits ouverts ou à ouvrir à chacun de ces exercices à des chapitres spéciaux du Ministère de la guerre.

Des décisions du directeur général de la comptabilité publique, prises en exécution des lois susvisées, ont prescrit aux receveurs des domaines d'imputer les sommes versées sur les prix de cessions à un compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor sous le titre : *Produit de l'aliénation de terrains provenant de fortifications des places déclassées.*

L'imputation définitive au compte du Produit des domaines (France et Algérie) est effectuée à la fin de chaque exercice par l'agent comptable des virements de comptes, en somme égale aux crédits employés.

Le tableau suivant indique par exercice le détail des crédits du Ministère de la guerre auxquels il doit être pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte. Il développe, outre les lois et décrets portant ouverture des crédits originaires, les crédits reportés d'exercice en exercice par des actes législatifs spéciaux.

Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées, primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.

DATES DES DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICES 1891 À 1895. CRÉDITS ouverts.	EXERCICES 1891 À 1895. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1896. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1896. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1897. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1897. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1898. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1898. CRÉDITS annulés.	TOTAL. CRÉDITS ouverts.	TOTAL. CRÉDITS annulés.	OBSERVATIONS.
						FRANCS					
VALENCIENNES.											
Loi du 26 décembre 1890	250,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	250,000f 00c	"	
Loi du 26 janvier 1892	115,000 00	"	"	"	"	"	"	"	115,000 00	"	
Loi du 23 juillet 1892	"	25,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	25,000f 00c	
Loi du 23 juillet 1892	25,000 00	"	"	"	"	"	"	"	25,000 00	"	
Loi du 28 juillet 1893	120,000 00	"	"	"	"	"	"	"	120,000 00	"	
Loi du 21 mars 1894	"	95,995 00	"	"	"	"	"	"	"	95,995 00	
Loi du 19 mars 1894	82,000 00	"	"	"	"	"	"	"	82,000 00	"	
Loi du 28 avril 1895	"	39,989 24	"	"	"	"	"	"	"	39,989 24	
Loi du 28 avril 1895	43,500 00	"	"	"	"	"	"	"	43,500 00	"	
Loi du 29 juin 1896	"	38,500 01	"	"	"	"	"	"	"	38,500 01	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	45,900f 00c	"	"	"	"	"	45,900 00	"	
Loi du 29 juin 1897	"	"	"	38,500f 14c	10,500f 00c	"	"	"	10,500 00	38,500 14	
Loi du 20 avril 1898	"	"	"	"	"	10,500	10,500f 00c	"	10,500 00	10,500 00	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1891	"	214,300 30	"	"	"	"	"	"	"	214,300 30	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	127,522 10	"	"	"	"	"	"	"	127,522 10	
	635,500 00	541,306 65	45,900 00	38,500 14	10,500 00	10,500	10,500 00	"	702,400 00	590,306 79	
	94,193f 35c		7,399f 86c		"		10,500f 00c		112,093f 21c		
GIVET.											
Loi du 26 décembre 1890	100,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	100,000f 00c	"	
	100,000f 00c		"		"		"		100,000f 00c		
A reporter	735,500f 00c	541,306f 65c	45,900f 00c	38,500f 14c	10,500f 00c	10,500	10,500f 00c	"	802,400f 00c	590,306f 79c	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 21.

Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées, primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.

DATES DES DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICES 1891 À 1895. CRÉDITS ouverts.	EXERCICES 1891 À 1895. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1896. CRÉDITS ouverts	EXERCICE 1896. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1897. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1897. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1898. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1898. CRÉDITS annulés.	TOTAL. CRÉDITS ouverts.	TOTAL. CRÉDITS annulés.	OBSERVATIONS.
						FRANCS					
Report.....	735,500f 00c	541,306f 65c	45,900f 00c	38,500f 14c	10,500f 00c	10,500	10,500f 00c	"	802,400f 00c	590,306f 79c	
ARRAS.											
Loi du 24 juillet 1891.....	300,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	300,000f 00c	"	
Loi du 23 juillet 1892.....	"	50,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	50,000f 00c	
Loi du 23 juillet 1892.....	500,000 00	"	"	"	"	"	"	"	500,000 00	"	
Loi du 28 juillet 1893.....	50,400 00	"	"	"	"	"	"	"	50,400 00	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1891.....	"	1 92	"	"	"	"	"	"	"	1 92	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892.....	"	0 01	"	"	"	"	"	"	"	0 01	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893.....	"	0 04	"	"	"	"	"	"	"	0 04	
	850,400 00	50,001 97	"	"	"	"	"	"	850,400 00	50,001 97	
	800,398f 03c		"		"		"		800,398f 03c		
DOUAI.											
Loi du 24 juillet 1891.....	500,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	500,000f 00c	"	
Loi du 23 juillet 1892.....	"	298,500f 04c	"	"	"	"	"	"	"	298,500f 04c	
Loi du 23 juillet 1892.....	750,000 00	"	"	"	"	"	"	"	750,000 00	"	
Loi du 28 juillet 1893.....	95,000 00	"	"	"	"	"	"	"	95,000 00	"	
Loi du 28 juillet 1894.....	47,700 05	"	"	"	"	"	"	"	47,700 05	"	
Loi du 28 avril 1895.....	"	44,100 05	"	"	"	"	"	"	"	44,100 05	
Loi du 28 avril 1895.....	44,114 60	"	"	"	"	"	"	"	44,114 60	"	
Loi du 29 juin 1896.....	"	44,055 01	"	"	"	"	"	"	"	44,055 01	
Loi du 13 juillet 1896.....	"	"	44,055f 01c	"	"	"	"	"	44,055 01	"	
Loi du 29 juin 1897.....	"	"	"	44,055f 01c	44,055f 01c	"	"	"	44,055 01	44,055 01	
Loi du 20 avril 1898.....	"	"	"	"	"	44,055	44,055f 01c	"	44,055 01	44,055 01	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892.....	"	75,000 01	"	"	"	"	"	"	"	75,000 01	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893.....	"	14 55	"	"	"	"	"	"	"	14 55	
	1,436,814 65	461,669 66	44,055 01	44,055 01	44,055 01	44,055	44,055 01	"	1,568,979 68	549,779 68	
	975,144f 99c		"		"		44,055f 01c		1,019,200f 00c		
A reporter.....	3,022,714f 65c	1,052,978f 28c	89,955f 01c	82,555f 15c	54,555f 01c	54,555	54,555f 01c	"	3,221,779f 68c	1,190 088f 44c	

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 21.

Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Suite du *Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'alienation de terrains provenant des fortifications des places déclassées, primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.*

DATES DES DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICES 1891 À 1895. CRÉDITS ouverts.	EXERCICES 1891 À 1895. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1896. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1896. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1897. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1897. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1898. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1898. CRÉDITS annulés.	TOTAL. CRÉDITS ouverts.	TOTAL. CRÉDITS annulés.	OBSERVATIONS.
						FRA	(Suite.)				
Report	3,022,714f 65c	1,052,978f 28c	89,955f 01c	82,555f 15c	54,555f 01c	54,555f	54,555f 01c	"	3,221,779f 68c	1,190,088f 44c	
SAINT-OMER.											
Loi du 23 juillet 1892	47,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	47,000f 00c	"	
Loi du 28 juillet 1893	38,000 00	"	"	"	"	"	"	"	38,000 00	"	
Loi du 28 juillet 1894	26,000 00	"	"	"	"	"	"	"	26,000 00	"	
Loi du 28 avril 1895	"	0f 18c	"	"	"	"	"	"	"	0f 18c	
Loi du 28 avril 1895	10,981 09	"	"	"	"	"	"	"	10,981 09	"	
Loi du 29 juin 1896	"	8,981 09	"	"	"	"	"	"	"	8,981 09	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	8,981f 09c	"	"	"	"	"	8,981 09	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	41,980 91	"	"	"	"	"	"	"	41,980 91	
	121,981 09	50,962 18	8,981 09	"	"		"	"	130,962 18	50,962 18	
	71,018f 91c		8,981f 09c		"		"		80,000f 00c		
AIRE-SUR-LA-LYS.											
Loi du 28 juillet 1893	100,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	100,000f 00c	"	
Loi du 21 mars 1894	"	55,030f 00c	"	"	"	"	"	"	"	55,030f 00c	
Loi du 19 mars 1894	66,500f 00c	"	"	"	"	"	"	"	66,500 00	"	
Loi du 28 avril 1895	"	0 04	"	"	"	"	"	"	"	0 04	
Loi du 28 avril 1895	31,530 04	"	"	"	"	"	"	"	31,530 04	"	
Loi du 29 juin 1897	"	"	"	"	30,000f 00c	"	"	"	30,000 00	"	
	198,030 04	55,030 04	"	"	30,000 00	"	"	"	228,030 04	55,030 04	
	143,000f 00c		"		30,000f 00c		"		173,000f 00c		
BOUCHAIN (NORD).											
Loi du 28 juillet 1893	50,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	50,000f 00c	"	
Loi du 21 mars 1894	"	49,680f 00c	"	"	"	"	"	"	"	49,680f 00c	
Loi du 19 mars 1894	99,680 00	"	"	"	"	"	"	"	99,680 00	"	
Loi du 28 avril 1895	52,993 92	"	"	"	"	"	"	"	52,993 92	"	
Loi du 28 avril 1895	"	52,993 48	"	"	"	"	"	"	"	52,993 48	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	0 44	"	"	"	"	"	"	"	0 44	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1894	"	403 46	"	"	"	"	"	"	"	403 46	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1895	"	2 63	"	"	"	"	"	"	"	2 63	
	202,673 92	103,080 01	"	"	"	"	"	"	202,673 92	103,080 01	
	99,593f 91c		"		"		"		99,593f 91c		
A reporter	3,545,399f 70c	1,262,050f 51c	98,936f 10c	82,555f 15c	84,555f 01c	54,555f	54,555f 01c	"	3,783,445f 82c	1,399,160f 67c	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 21.

Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Suite du *Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées, primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.*

DATES DES DÉCRETS ET LOIS.	EXERCICES 1891 À 1895. CRÉDITS ouverts.	EXERCICES 1891 À 1895. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1896. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1896. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1897. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1897. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1898. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1898. CRÉDITS annulés.	TOTAUX CRÉDITS ouverts.	TOTAUX CRÉDITS annulés.	OBSERVATIONS.
						FRAN	(Suite.)				
Report	3,545,399f 70c	1,262,050f 51c	98,936f 10c	82,555f 15c	84,555f 01c	54,555	54,555f 01c	"	3,783,445f 82c	1,399,160f 67c	
CAMBRAI.											
Loi du 28 juillet 1894	230,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	230,000f 00c	"	
Loi du 28 avril 1895	"	194,757f 26c	"	"	"	"	"	"	"	194,757f 26c	
Loi du 28 avril 1895	220,000 00	"	"	"	"	"	"	"	220,000 00	"	
Loi du 29 juin 1896	"	79,070 47	"	"	"	"	"	"	"	79,070 47	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	163,000f 00c	"	"	"	"	"	163,000 00	"	
Loi du 29 juin 1897	"	"	"	29,000f 09c	63,827f 82c	"	"	"	63,827 82	29,000 09	
Loi du 20 avril 1898	"	"	"	"	"	27,627	"	"	"	27,627 82	
Loi du 20 avril 1898	"	"	"	"	"	"	27,627f 82c	"	27,627 82	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1894	"	19 49	"	"	"	"	"	"	"	19 49	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1897	"	"	"	"	"	10,049	"	"	"	10,049 04	
	450,000 00	273,847 22	163,000 00	29,000 09	63,827 82	37,67	27,627 82	"	704,455 64	340,524 17	
	176,152f 78c		133,999f 91c		26,150f 96		27,627f 82c		363,931f 47c		
LANDRECIES.											
Loi du 28 avril 1895	116,000f 00c	"	"	"	"		"	"	116,000f 00c	"	
Loi du 29 juin 1896	"	31,000f 00c	"	"	"		"	"	"	31,000f 00c	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	50,000f 00c	"	"		"	"	50,000 00	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1896	"	"	"	0f 15c	"		"	"	"	0 15	
	116,000 00	31,000 00	50,000 00	0 15	"		"	"	166,000 00	31,000 15	
	85,000f 00c		49,999f 85c		"		"		134,999f 85c		
VITRY-LE-FRANÇOIS.											
Loi du 28 avril 1895	40,000f 00c	"	"	"	"		"	"	40,000f 00c	"	
Loi du 10 juin 1896	"	10f 15c	"	"	"		"	"	"	10f 15c	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	40,010f 15c	"	"		"	"	40,010 15	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1896	"	"	"	35f 41c	"		"	"	"	35 41	
	40,000 00	10 15	40,010 15	35 41	"		"	"	80,010 15	45 56	
	39,989f 85c		39,974f 74c		"		"		79,964f 59c		
LILLE.											
Loi du 8 août 1893	450,000f 00c	"	"	"	"		"	"	450,000f 00c	"	
Loi du 21 mars 1894	"	428,000f 00c	"	"	"		"	"	"	428,000f 00c	
Loi du 19 mars 1894	200,000 00	"	"	"	"		"	"	200,000 00	"	
Loi du 28 avril 1895	198,000 00	"	"	"	"		"	"	198,000 00	"	
Loi du 29 juin 1896	"	53,253 08	"	"	"		"	"	"	53,253 08	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	83,391f 88c	"	"		"	"	83,391 88	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	2 54	"	"	"		"	"	"	2 54	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1894	"	136 26	"	"	"		"	"	"	136 26	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1896	"	"	"	4f 33c	"		"	"	"	4 33	
	848,000 00	481,391 88	83,391 88	4 33	"		"	"	931,391 88	481,396 21	
	366,608f 12c		83,387f 55c		"		"		449,995f 67c		
A reporter	4,999,399f 70c	2,048,299f 76c	435,338f 13c	111,595f 13c	148,382f 83c	92,231	82,182f 83c	"	5,665,303f 49c	2,252,126f 76c	

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 21

Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Suite du *Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées, primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.*

DATES DES DÉCRETS ET LOIS.	EXERCICE 1891 À 1895. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1891 À 1895. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1896. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1896. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1897. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1897. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1898. (Suite.) CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1898. (Suite.) CRÉDITS annulés.	TOTAUX. CRÉDITS ouverts.	TOTAUX. CRÉDITS annulés.	OBSERVATIONS.
					FRANCE.						
Report	4,999,399f 70c	2,048,299f 76c	435,338f 13c	111,595f 13c	148,382f 83c	92,23[illegible]	82,182f 83c	"	5,665,303f 49c	2,252,126f 76c	
ANTIBES.											
Loi du 29 juin 1897	"	"	"	"	30,000f 00c	"	"	"	30,000f 00c	"	
	"		"		30,000f 00c		"		30,000f 00c		
AUXONNE.											
Loi du 29 juin 1897	"	"	"	"	51,000f 00c	"	"	"	51,000f 00c	"	
Loi du 22 juillet 1898	"	"	"	"	"	"	49,000f 00c	"	49,000f 00	"	
	"		"		51,000f 00c		49,000f 00c		100,000f 00c		
TOTAUX (France)	4,999,399f 70c	2,048,299f 76c	435,338f 13c	111,595f 13c	229,382f 83c	92,3[illegible]	131,182f 83c	"	5,795,303f 49c	2,252,126f 76c	
	2,951,099f 94c		323,743f 00c		137,150f 96c		131,182f 83c		3,543,176f 73c		
					ALGÉRIE.						
ALGER.											
Loi du 28 juillet 1893	1,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	1,000,000f 00c	"	
Loi du 21 mars 1894	"	727,300 00	"	"	"	"	"	"	"	727,300f 00c	
Loi du 19 mars 1894	1,727,300 00	"	"	"	"	"	"	"	1,727,300 00	"	
Loi du 28 avril 1895	"	1,308,140 41	"	"	"	"	"	"	"	1,308,140 41	
Loi du 28 avril 1895	2,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	2,000,000 00	"	
Loi du 29 juin 1896	"	1,300,865 05	"	"	"	"	"	"	"	1,300,865 05	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	2,100,000 00	"	"	"	"	"	2,100,000 00	"	
Loi du 29 juin 1897	"	"	"	545,894 05	1,900,000f 00c	"	"	"	1,900,000 00	545,894 05	
Loi du 20 avril 1898	"	"	"	"	"	129,7[illegible]	"	"	"	129,766 34	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	625 27	"	"	"	"	"	"	"	625 27	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1895	"	26 84	"	"	"	"	"	"	"	26 84	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1897	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3 35	
Loi du 20 avril 1898	"	"	"	"	"	"	129,766f 34c	"	129,766 34	"	
Loi du 22 juillet 1898	"	"	"	"	"	"	625,551 62	"	625,551 62	"	
	4,727,300 00	3,336,957 57	2,100,000 00	545,894 05	1,900,000 00	129,7[illegible]	755,317 96	"	9,482,617 96	4,012,621 31	
TOTAUX (Algérie)	1,390,342 43		1,554,105 95		1,770,230f 31c		755,317 96		5,469,996 65		
TOTAL GÉNÉRAL	9,726,699f 70c	5,385,257f 33c	2,535,338f 13c	657,489f 18c	2,129,382f 83c	222,00[illegible]	886,500 79	"	15,277,921f 45c	6,264,748f 07c	
	4,341,442f 37c		1,877,848f 95c		1,907,381f 27c		886,500 79		9,013,173 38		

Les sommes indiquées ci-dessus comme afférentes à l'exercice 1898 pourront subir des modifications dont il sera rendu compte dans les publications ultérieures.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

Suite du DÉVELOPPEMENT

Produit de l'aliénation de terrains provenan

Tableau présentant, par année et par place, pour la France et pour l'Algérie, le montant des aliénation

PLACES.	ÉVALUATIONS législatives des aliénations autorisées.	RECOUVREMENTS. ANNÉES 1890 à 1894.	ANNÉE 1895.	ANNÉE 1896.	ANNÉE 1897.	ANNÉE 1898.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
FRANCE.								
Valenciennes (Loi du 26 août 1890).	365,000f 00c	365,000f 00c	"	"	"	"	365,000f 00c	
Givet (Loi du 4 décembre 1890). .	100,000 00	100,000 00	"	"	"	"	100,000 00	
Arras (Loi du 23 décembre 1890) . .	1,200,000 00	800,400 00	"	"	"	"	800,400 00	
Douai (Loi du 19 janvier 1891).	1,300,000 00	1,053,338 89	(A) A déd. 34,000	"	"	"	1,019,338 89	(A) Par virement de comptes.
St-Omer (Loi du 18 décembre 1891)..	80,000 00	80,000 00	"	"	"	"	80,000 00	
Aire-sur-la-Lys (Loi du 18 avril 1893 31 mars et 29 juin 1897).	40,000 00	13,688 27	"	"	30,098f 65c	"	43,786 92	
Bouchain (Nord) (Loi du 12 mai 1893).	100,000 00	101,805 58	"	"	"	"	101,805 58	
Cambrai (Loi du 3 août 1893). . .	414,000 00	414,000 00	"	"	"	"	414,000 00	
Lille (Loi du 8 août 1893).	500,000 00	"	(A) 500,000	"	"	"	500,000 00	
Landrecies (Loi du 20 avril 1894). .	116,000 00	116,000 00	"	"	"	"	116,000 00	
Vitry-le-François (Loi du 21 janvier 1895).	80,000 00	"	"	"	(A) 80,000 00	"	80,000 00	
Auxonne (Loi du 31 juillet 1896).	100,000 00	"	"	100,000f	"	"	100,000 00	
Antibes (Loi du 31 juillet 1896.)	30,000 00	"	"	"	(A) 30,000 00	"	30,000 00	
	4,425,000 00	3,044,232 74	466,000	100,000	140,098 65	"	3,750,331 39	
A reporter. . . .	4,425,000 00	3,044,232 74	466,000	100,000	140,098 65	"	3,750,331 39	

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 21.

des fortifications des places déclassées.

autorisées par des lois et le chiffre des recouvrements effectués sur le produit des cessions consenties.

PLACES.	ÉVALUATIONS législatives des aliénations autorisées.	RECOUVREMENTS. ANNÉES 1890 à 1894.	ANNÉE 1895.	ANNÉE 1896.	ANNÉE 1897.	ANNÉE 1898.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
Report.	4,425,000c	3,044,232f 74c	466,000f	100,000f	140,098f 65c	"	3,750,331f 39c	
ALGÉRIE.								
Alger (Loi du 29 mars 1893). . . .	11,470,000	4,000,000 00	3,470,000	2,000,000	1,000,000 00	500,000	10,970,000 00	
	15,895,000	7,044,232 74	3,936,000	2,100,000	1,140,098 65	500,000	14,720,331 39	

Il résulte du tableau ci-dessus que les recouvrements portés au crédit du présent compte se sont élevés à. 14,720,331f 39c

Le tableau ci-après présente par exercice les prélèvements successifs portés au débit du présent compte, savoir :

			FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	
Pour l'exercice 1891.			562,197f 74c	"	562,197f 74c	
Pour l'exercice 1892.			1,192,496 97	"	1,192,496 97	
Pour l'exercice 1893.			274,677 43	272,074f 73c	546,752 16	
Pour l'exercice 1894.			419,480 59	419,159 59	838,640 18	
Pour l'exercice 1895.			502,247 21	699,108 11	1,201,355 32	
Pour l'exercice 1896.			323,743 00	1,554,105 95	1,877,848 95	
Pour l'exercice 1897.	France. — Ressources égales aux crédits.	137,150f 96c	137,150 96	6,770,230 31	6,907,381 27 (A)	
	Algérie. Ressources égales aux crédits.	1,770,230f 31c				
	Algérie. Loi du 29 juin 1897, Art. 34 § 3.	5,000,000 00				
		6,770,230 31				
ENSEMBLE.			3,411,993 90	9,714,678 69	13,126,672 59	13,126,672 59
d'où, au 31 décembre 1898, un solde créditeur de.						1,593,658 80

égal à celui qui ressort page 293.

(A) Pendant l'année 1898, les prélèvements effectués en somme égale aux crédits employés pour gager des dépenses du Ministère de la guerre ont été de (France et Algérie). 1,907,381f 27c
auxquels il y a lieu d'ajouter une somme de. 5,000,000 00
imputée en recette au budget de l'exercice 1897 (Algérie) en exécution de l'article 32 de la loi du 29 juin 1897, qui a réduit de 5,000,000 fr. les dépenses autorisées par la loi du 29 mars 1893 pour le dérasement partiel de l'enceinte d'Alger, et de l'article 34 § 3 de la loi précitée de 1897, qui a augmenté d'autant les évaluations de recette du budget de l'exercice 1897. . . . . 6,907,381 27

ENSEMBLE. 6,907,381 27

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 22.

Produit de la vente des matières remises par le service de la Marine.

La loi du 26 décembre 1890 portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 dispose, article 39 :

« Les produits de la vente des matières qui seront remises à l'Administration des Domaines par les services de la Marine, à partir de l'ouverture « de l'exercice 1891, feront l'objet, dans les écritures de l'Administration des Finances, d'un compte spécial du Trésor, sur lequel des crédits pourront, « dans la mesure des réalisations et après que les Domaines auront réalisé le produit de 809,100 francs inscrit au budget des recettes, être ouverts « par décrets du Président de la République, au profit des chapitres 18 (approvisionnements des constructions navales), 19 (rachat des bâtiments), « 20 (matières pour constructions neuves) et 30 (outillage) du budget du Ministère de la Marine.

« Ces ouvertures de crédit ne pourront dépasser au profit de l'exercice 1891 la limite de :

	2,000,000f	sur le chapitre 18.
	500,000	sur le chapitre 19.
	500,000	sur le chapitre 20.
	500,000	sur le chapitre 30.
ENSEMBLE.....	3,500,000	

En exécution de cette loi, il a été ouvert, dans les écritures de l'Administration des Finances, un compte spécial sous le titre *Produit de la vente des matières remises par le service de la Marine.* Ce compte doit être crédité, par les receveurs des Domaines, du produit des ventes effectuées par leurs soins, des matières remises par les services de la Marine, et débité :

1° D'un prélèvement de 809,100 francs, qui doit servir de ressources au budget de l'exercice 1891 et qui figure parmi les évaluations dudit budget, au compte classé parmi les produits du Domaine autre que le Domaine forestier (*Aliénations d'objets mobiliers.* — Ministère de la Marine) ;

2° Des prélèvements à effectuer, au profit des budgets des exercices 1891 ou suivants, en somme égale aux crédits ouverts par décrets, aux chapitres ci-dessus désignés du ministère de la Marine.

Les recettes de l'espèce centralisées par les receveurs des Domaines se sont élevées, pour l'année 1891, à.....		2,773,042f 30c
Il a été prélevé sur le présent compte :		
Pendant l'année 1892 une somme de.....	809,100f 00c	
qui a été appliquée conformément à la loi au budget de l'exercice 1891.		2,709,100 00
Pendant l'année 1892 une somme de.....	1,900,000 00	
SAVOIR :		
Décret du 3 octobre 1891.....	950,000f 00	
Décret du 8 décembre 1891.....	400,000 00	
Décret du 19 février 1892.....	550,000 00	
TOTAL ÉGAL.....	1,900,000 00	
D'où un solde créditeur de		63,942 30

égal à celui qui ressort page 293 et que le projet de loi de règlement de l'exercice 1892 art. 18, propose de porter en atténuation des découverts et avances du Trésor.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 23.

Produit de l'émission de rente 3 p. 0/0 (1891).

La loi du 24 décembre 1890, comportant émission de rentes 3 p. 0/0 et remboursement de diverses obligations du Trésor, dispose :

ART. 1er. — Le Ministre des finances est autorisé à aliéner au mieux des intérêts du Trésor et à inscrire au grand-livre de la Dette publique, avec jouissance du 1er janvier 1891, la somme de rentes trois pour cent (3 p. 0/0) nécessaire :

1° Pour produire un capital effectif de trois cent quatre-vingt-onze millions huit cent soixante-trois mille francs (391,863,000f) augmenté des dépenses matérielles et des frais quelconques de l'opération autorisée par la présente loi, lesquels ne pourront excéder un capital de deux millions neuf cent soixante-quinze mille francs (2,975,000f).

2° Pour le remboursement à l'échéance des obligations à court terme, aux échéances des 1er mars et 1er septembre 1891 et 1er mars et 1er septembre 1892, s'élevant ensemble à la somme de trois cent trois millions cent mille francs (303,100,000f).

L'article 41 de la loi du 17 juillet 1889 est abrogé.

ART. 2. — Le produit de l'émission de trois cent quatre-vingt-onze millions huit cent soixante-trois mille francs (391,863,000f) mentionné à l'article précédent sera affecté :

1° A parfaire, jusqu'à concurrence de cent trente-sept millions sept cent quatre-vingt-neuf mille huit cent vingt-neuf francs quatre-vingt-onze centimes (137,789,829f 91c), les ressources destinées au remboursement du capital des obligations venues à échéance en 1888 et en 1889, pour suppléer tant aux émissions d'obligations du Trésor à court terme autorisées par l'article 23 de la loi du 30 mars 1888 et par l'article 16 de la loi du 29 décembre suivant, qu'à l'affectation donnée par cette dernière loi à l'excédent de recette qui serait constaté en clôture de l'exercice 1889 ;

2° Au remboursement des obligations venues à échéance les 1er mars et 1er septembre 1890, jusqu'à concurrence de la somme de cent millions de francs (100,000,000f).

3° Au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1890, jusqu'à concurrence de cent cinquante-quatre millions soixante-treize mille francs (154,073,000f), pour suppléer à l'émission d'obligations du Trésor à court terme autorisée par l'article 16 de la loi du 17 juillet 1889.

ART. 3. — Les obligations du Trésor à court terme émises jusqu'à concurrence de trois cent soixante-dix millions neuf cent soixante-quinze mille trois cent quatre-vingt-douze francs soixante-douze centimes (370,975,392f 72c), à l'échéance des années 1893 à 1895 inclusivement sont affectées au payement des garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer, à effectuer en exécution des lois de finances des 8 août 1885, 26 février 1887, 30 mars 1888, 29 décembre 1888 et 17 juillet 1889.

ART. 4. — Le Ministre des finances est autorisé à prélever sur le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations la somme de rentes 3 p. 0/0 nécessaire pour procéder au remboursement des obligations du Trésor et des bons de liquidation émis en vertu des lois des 7 avril et 26 juillet 1873 et 29 décembre 1876 restant en circulation au 31 décembre 1890 et non remboursables sur des crédits ouverts aux budgets des exercices antérieurs à 1891.

Il est autorisé à inscrire au grand-livre de la Dette publique, avec jouissance du 16 janvier 1891, et à remettre à la Caisse des dépôts et consignations la somme de rente 3 p. 0/0 amortissable nécessaire pour remplacer dans son portefeuille les rentes 3 p. 0/0 mentionnées au paragraphe 1er du présent article.

ART. 5. — Les rentes 3 p. 0/0 mentionnées à l'article précédent seront annulées.

Le Ministre des finances est autorisé à aliéner au mieux des intérêts du Trésor et à inscrire au grand-livre de la Dette publique une somme de rentes 3 p. 0/0 égale à celle qui aura été annulée, les deux opérations d'annulation et d'inscription devant avoir la même date de jouissance.

ART. 6. — Les intérêts courus au jour du remboursement sur les obligations du Trésor et les bons de liquidation mentionnés à l'article 4 seront, sous réserve de leur imputation ultérieure sur un crédit budgétaire, imputés provisoirement à un compte de trésorerie.

ART. 7. — Le Ministre des finances pourra passer avec la Banque de France des conventions destinées à faciliter les opérations prévues aux articles ci-dessus. Les avances qui pourraient être faites en vertu de cette disposition devront être remboursées au plus tard le 1er février 1892.

ART. 8. — Les conditions dans lesquelles s'effectueront les opérations autorisées par la présente loi seront déterminées par décret du Président de la République.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 décembre 1890.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances,

Signé : ROUVIER.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR L

DÉVELOPPEME

Produit de l'émission de rente 3 p. 0/0. (1891.)

Le décret du 2 janvier 1891, rendu en exécution de cette loi, a autorisé, par voie de souscription publique, au taux de 92 fr. 55 par 3 francs de rente, l'émission de rente 3 p. 0/0 nécessaire à la réalisation d'un capital de huit cent soixante-neuf millions quatre cent quatre-vingt-huit mille francs (869,488,000f).

Il résulte des dispositions qui précèdent que ce capital, qui s'élèvera en réalité à 869,487,999 fr. 60, est destiné :

Au remboursement des obligations à court terme en circulation autres que celles qui sont affectées au payement des garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer;

A la réalisation de ressources budgétaires à provenir d'obligations à court terme non encore émises ;

Au remboursement d'obligations du Trésor à long terme pour travaux publics et des bons de liquidation créés pour indemnités accordées dans les départements ou à la ville de Paris pour dommages causés pendant la guerre de 1870-1871 ;

A l'acquittement des frais divers de l'émission des rentes ;

Enfin, la décision ministérielle du 20 avril 1891 a déterminé les opérations de comptabilité qui sont la conséquence de la loi précitée :

Cette décision a prescrit l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte intitulé *Produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0 1891*, qui sera crédité au fur et à mesure des recouvrements du montant intégral des versements effectués par les souscripteurs, soit, en fin d'opérations, 869,487,999 fr. 60. Son débit comprendra les prélèvements opérés, tant pour doter les budgets en somme égale aux crédits votés de ressources qui devaient primitivement être fournies par une émission d'obligations à court terme, que pour solder des comptes de trésorerie, constatant la charge du Trésor, que devaient éteindre des annuités à payer par des budgets ultérieurs.

Ce compte sera donc débité dans les écritures des comptables :

1° Au crédit du compte *Trésor public, s/c d'obligations du Trésor à court terme, compte de liquidation* de la somme de..... qui représente au 31 décembre 1891 le montant de son solde débiteur préalablement atténué en exécution d'une décision du directeur général de la Comptabilité publique de 1,239,777 fr. 48, représentant des primes d'émissions réalisées sur diverses obligations à court terme.		48.046.699f
2° Au crédit du compte *Trésor public, s/c d'obligations du Trésor à court terme pour le service des budgets*, savoir :		
Obligations remboursées en 1888 et 1889.....	89,743,130f 44c	
Obligations remboursées en 1890.....	100,000,000 00	
Obligations à rembourser en 1891.....	100,000,000 00	492,843,130
Obligations à rembourser en 1892.....	203,100,000 00	
3° Au crédit des budgets des exercices 1890 et suivants, pour faire face à des crédits législativement ouverts ou reportés, dont la ressource correspondante devait être fournie par des obligations à court terme, non émises.....		154,073,000
4° Au crédit du compte *Trésor public, s/c de bons de liquidation (départements)* pour faire face au remboursement de ces bons.		52,350,000
5° Au crédit du compte *Correspondants du Trésor : Bons de liquidation, Paris, l/c d'annuités*, pour faire face au remboursement du capital de ces bons.....		63,150,000
6° Au crédit du compte *Trésor public, s/c d'obligations à long terme émises pour exécution de travaux publics*, pour faire face au remboursement de ces obligations.....		56,050,000
7° A la fin de l'opération au crédit du compte *Frais divers de l'émission des rentes 3 p. 0/0*, ouvert dans les écritures du caissier-payeur central du Trésor pour le montant des dépenses autorisées par l'article 1er de la loi du 24 décembre 1890.....		2,975,000
8° Enfin par l'application qu'il y aura lieu de faire ultérieurement du solde disponible évalué présentement à.....		169
TOTAL ÉGAL.....		869,487,999

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 23.

Produit de l'émission de rente 3 p. 0/0 (1891.)

Ces diverses opérations ont été effectuées au fur et à mesure des versements faits par les souscripteurs, en commençant par celles qui étaient relatives au service des budgets et au remboursement des obligations les plus anciennement émises.

Le présent compte spécial a été crédité :

Pendant l'année 1891, de.....	563,291,750f 00c
Pendant l'année 1892, de.....	305,805,279 80
Pendant l'année 1893, de.....	272,861 65
Pendant l'année 1894, de.....	39,513 60
Pendant l'année 1895, de.....	14,680 10
Pendant l'année 1896, de.....	63,914 45
TOTAL du crédit.....	869,487,999 60

Il a été débité :

Pendant l'année 1891.	1° D'une somme de..... nécessaire pour solder les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1890.	103,713,458f 93c	512,932,208f 93c	
	2° De la somme de..... nécessaire pour solder le compte *Trésor public, s/c d'obligations à court terme, compte de liquidation.*	48,046,699 47		
	3° D'une somme de..... pour atténuer jusqu'à due concurrence le solde débiteur du compte *Trésor public, s/c d'obligations à court terme pour le service des budgets.*	361,172,050 53		
Pendant l'année 1892.	1° D'une somme de..... appliquée au budget général de l'exercice 1891 pour faire face à des crédits ouverts au Ministère de la guerre. (Loi du 24 juillet 1891.)	28,150,000 00	331,371,079 91	
	2° D'une somme de..... nécessaire pour solder le compte *Trésor public, s/c d'obligations à court terme pour le service des budgets.*	131,671,079 91		
	3° D'une somme de..... nécessaire pour solder le compte *Trésor public, s/c de bons de liquidation, Départements.*	52,350,000 00		
	4° D'une somme de..... nécessaire pour solder le compte *Trésor public, s/c d'obligations à court terme créées pour l'exécution de travaux publics.*	56,050,000 00		
	5° D'une somme de..... nécessaire pour solder le compte de correspondants du Trésor (*Bons de liquidation, Paris, l/c d'annuités*).	63,150,000 00		
Pendant l'année 1893.	D'une somme de..... nécessaire pour solder les dépenses du budget général de l'exercice 1892. (Dépenses extraordinaires du Ministère de la guerre.)		18,546,073 44	
Pendant l'année 1894.	D'une somme de..... représentant, déduction faite des frais de l'émission s'élevant à 2,404,994 fr. 17, le reliquat du présent compte au 31 juillet 1894, appliqué au budget de l'exercice 1893, en exécution de la loi du 28 avril 1893.		4,145,294 85	
Pendant l'année 1896.	Du montant des frais de l'émission centralisés à un compte d'avances du Caissier payeur central qui se trouve ainsi soldé, soit.....		2,404,994 17	
	TOTAL du débit.....		869,399,651 30	869,399,651 30
d'où au 31 décembre 1897 un solde créditeur de.....				88,348 30

que le projet de loi de règlement de l'exercice 1896 a proposé de porter en atténuation des découverts et avances du Trésor.

Ce solde est égal à celui qui ressort page 293.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR

DÉVELOPPEM

Contributions directes et taxes assimilées reco

La loi de finances du 18 juillet 1892 (art. 18 à 27) a supprimé le budget des dépenses sur ressources spéciales à partir de l'exercice 1893. Par su les opérations relatives au recouvrement des centimes départementaux et communaux ont cessé d'être comprises dans le budget de l'État. Néanmoins comptables du Trésor continuent à assurer le recouvrement de ces contributions pour le compte des départements et des communes et les opéra qu'ils effectuent à titre intermédiaire sont constatées dans leurs écritures. Dans le but de les faire apparaître dans les comptes généraux de l'Admi tration des finances, la décision ministérielle du 21 avril 1894 a prescrit l'ouverture d'un compte classé parmi les services spéciaux sous le tit *Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.*

Le crédit de ce compte exprime les recouvrements effectués sur les contribuables et son débit la restitution aux intéressés des centimes perçus à profit.

EXERCICE 1897.

CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES RECOUVRÉES POUR LE COMPTE DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUN

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables. (*Voir le détail à la page 739 du compte des finances de l'année 1897.*)	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RES A RECOUVRER sur les droits
CONTRIBUTIONS DIRECTES.					
Contribution foncière. — Propriétés non bâties..... 131,499,474f 55c	206,581,480f 40c	371,209,535f 38c	13,039,956f 65c	384,249,492f 03c	
Contribution foncière. — Propriétés bâties..... 75,082,005 85					
Contribution personnelle-mobilière.....	74,698,382 80				
Contribution des portes et fenêtres.....	34,782,545 02				
Contribution des patentes.....	68,187,083 81				
	384 249,492 03	371,209,535 38	13,039,956 65	384,249,492 03	
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.					
Fonds pour dépenses communales. — Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Loi du 23 juillet 1872.).....	638,887f 22c	595,572f 44c	43,314f 78c	638,887f 22c	
Fonds du quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes. (Loi du 28 avril 1893.).....	938,345 33	843,397 43	94,947 90	938,345 33	
	1,577,232 55	1,438,969 87	138,262 68	1,577,232 55	
TOTAL des contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.....	385,826,724f 58c	372,648,505f 25c	13,178,219f 33c	385,826,724f 58c	

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 24.

pour le compte des départements et des communes.

Il est tenu par exercice et chaque exercice doit présenter, en recette et en dépense, les divisions suivantes :

Centimes départementaux.

Centimes communaux.

Vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets.

Quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes.

Ce compte ne présentera, en principe, que deux exercices, le plus ancien devant toujours être soldé. En effet, au 30 avril de la seconde année de l'exercice, les rôles des contributions non encore recouvrés sont soldés pour ordre, de telle sorte qu'à cette époque la dépense doit être exactement égale à la recette et que le compte de l'exercice se trouve définitivement balancé.

Pour permettre de contrôler d'une manière plus effective les recouvrements de l'espèce, on a cru utile de les faire précéder du détail des rôles mis en recouvrement pour chaque exercice.

EXERCICE 1898.

CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES RECOUVRÉES POUR LE COMPTE DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables. (*Voir le détail qui suit.*)	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1898.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL	RESTES A RECOUVRER sur les droits constatés.
CONTRIBUTIONS DIRECTES.					
Contribution foncière. — Propriétés non bâties..... 132,918,303f 20c	209,373,558f 72c				
Contribution foncière. — Propriétés bâties..... 76,455,255 52					
Contribution personnelle-mobilière.....	76,357,214 85	"	373,301,916f 57c	373,301,916f 57c	18,414,790f 93c
Contribution des portes et fenêtres.....	35,799,774 66				
Contribution des patentes.....	70,186,159 27				
	391,716,707 50	"	373,301,916 57	373,301,916 57	18,414,790 93
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.					
Fonds pour dépenses communales. — Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Loi du 23 juillet 1872.).....	648,548f 25c	"	601,328f 14c	601,328f 14c	47,220f 11c
Fonds du quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes. (Loi du 28 avril 1893.).....	1,122,889 98	"	1,028,854 79	1,028,854 79	94,035 19
	1,771,438 23	"	1,630,182 93	1,630,182 93	141,255 30
TOTAL des contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.....	393,488,145f 73c	"	374,932,099f 50c	374,932,099f 50c	18,556,046f 23c

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR L SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMEN DU COMPTE N° 24.

Contributions directes et taxes assimilées recouv pour le compte des départements et des communes.

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT POUR L'EXERCICE 1898.

				CONTRIBUTION FONCIÈRE. PROPRIÉTÉS non bâties.	PROPRIÉTÉS bâties.	TOTAUX par contributions.	
CONTRIBUTION FONCIÈRE.							
Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les contributions foncière et personnelle-mobilière pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871)		30,055,090f 00c	17,135,422f 58c	47,190,512f 58c	
		Centimes additionnels sur les quatre contributions	pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871.)	1,202,203 60	685,416 83	1,887,620 43	
			pour dépenses de service vicinal. (Loi du 21 mai 1836)	8,415,425 20	4,797,918 33	13,213,343 53	
		Centimes additionnels sur la contribution foncière pour dépenses du cadastre. (Loi du 2 août 1829.)		21,126 27	5,430 17	26,556 44	105,303,32
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales		28,489,394 12	14,495,895 48	42,985,289 60	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels pour	Dépenses ordinaires (maximum 5 centimes) et pour frais d'experts sur les contributions foncière et personnelle-mobilière. (Loi du 5 avril 1884.)		6,010,517 49	3,426,974 35	9,437,491 84	
		Dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)		50,822,317 27	32,347,125 00	83,169,442 27	
		Dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)		5,970,914 15	2,382,035 45	8,352,949 60	104,070,236
	Frais de perception des impositions communales. (Loi du 20 juillet 1837.)			1,931,315 10	1,179,037 33	3,110,352 43	
	TOTAL de la contribution foncière			132,918,303 20	76,455,255 52	209,373,558 72	209,373,558

A reporter 209,373,558 7

Suite du DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT POUR L'EXERCICE 1898.

Report 209,373,558f 72c

CONTRIBUTION PERSONNELLE-MOBILIÈRE.

Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les contributions foncière et personnelle-mobilière, pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871.)		17,680,803f 97c	
		Centimes additionnels sur les quatre contributions directes	pour dépenses ordinaires (Loi du 10 août 1871).	707,232 16	
			pour dépenses du service vicinal. (Loi du 21 mai 1836.)	4,950,625 07	38,852,496f 41c
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 avril 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales		15,513,835 21	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels pour	dépenses ordinaires (maximum 5 centimes) et pour frais d'experts sur les contributions foncière et personnelle-mobilière. (Loi du 5 avril 1884.)		3,537,926 96	
		dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)		30,176,927 12	37,504,718 44
		dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)		2,719,171 67	
	Frais de perception des impositions communales. (Loi du 20 juillet 1837.)			1,070,692 60	
	TOTAL de la contribution personnelle-mobilière				76,357,214 85

CONTRIBUTION DES PORTES ET FENÊTRES.

Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les quatre contributions directes	pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871.)	463,526f 91c	
			pour dépenses du service vicinal. (Loi du 21 mai 1836.)	3,244,688 13	13,883,685 46
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes, à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales		10,175,470 42	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels.	Pour dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)		19,391,998 66	
		Pour dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)		1,867,170 00	21,916,089 20
	Frais de perception des impositions communales. (Loi du 20 juillet 1837.)			656,920 54	
	TOTAL de la contribution des portes et fenêtres				35,799,774 66

A reporter 321,530,548 23

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 24.

Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.

Suite du DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT POUR L'EXERCICE 1888.

Report					321,530,548 23
CONTRIBUTION DES PATENTES.					
Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les quatre contributions directes	pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871.)	898,286f 79c	25,926,781 84
			pour dépenses du service vicinal. (Loi du 21 mai 1836.)	6,288,007 20	
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes, à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales		18,740,487 85	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels.	Pour dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)		31,213,124 72	44,259,377 43
		Pour frais de bourses et de chambres de commerce, y compris 5 centimes par franc pour non-valeurs et frais de confection. (Lois du 23 juillet 1820 et du 13 juillet 1880.)		1,838,201 82	
		Pour dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)		2,892,291 44	
	Fonds de 8 centimes sur le principal des patentes attribué aux communes			7,186,293 90	
	Frais de perception des impositions communales. (Loi du 20 juillet 1837.)			1,129,465 55	
TOTAL de la contribution des patentes					70,186,159 27
TOTAL des contributions directes					391,716,707 50
Taxes assimilées aux contributions directes.	Fonds pour dépenses communales.	Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Loi du 23 juillet 1872.)		648,548f 25c	1,771,438 23
		Fonds du quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes. (Loi du 28 avril 1893.)		1,122,889 98	
TOTAL des taxes assimilées					1,771,438 23
TOTAL des fonds pour dépenses départementales et communales de l'exercice 1898					393,488,145 73

Pendant l'année 1898, les recettes portées au crédit du présent compte s'élevant à la somme de 388,110,318 fr. 83 se décomposent comme suit :

	EXERCICE 1897.	EXERCICE 1898.	TOTAL.
Centimes départementaux	5,907,589f 88c	175,787,632f 52c	181,695,222f 40c
Centimes communaux	7,132,366 77	197,514,284 05	204,646,650 82
Vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets	43,314 78	601,328 14	644,642 92
Quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes	94,947 90	1,028,854 79	1,123,802 69
TOTAL	13,178,219 33	374,932,099 50	388,110,318 83
Le solde créditeur au 31 décembre 1897 était de			18,183,183 08
ENSEMBLE			406,293,501 91

Les dépenses corrélatives aux attributions des contributions directes et des taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes se sont élevées :

Pour l'exercice 1897, à	31,361,402f 41c	
Pour l'exercice 1898, à	359,358,307 30	
TOTAL	390,719,709 71	390,719,709 71
D'où un solde créditeur au 31 décembre 1898 de égal à celui qui ressort page 293.		15,573,792 20

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 189

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 25.

Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires.

L'article 53 de la loi de finances du 26 juillet 1893 dispose :

« A partir du 1er janvier 1894, les caisses instituées par les lois du 11 juillet 1868, du 1er juin 1878, du 3 juillet 1880 et du 2 août 1881, sont et demeurent supprimées.

« Toutefois, les payements correspondant aux engagements pris antérieurement au 31 décembre 1893 pourront continuer d'être effectués pendant l'année 1894.

« A cette date, les comptes destinés à retracer les opérations de ces caisses dans les écritures du Trésor sont définitivement clos.

« Le Ministre des finances est autorisé à ouvrir, à partir du 1er janvier 1894, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte unique de liquidation qui sera débité des avances faites par le Trésor restant à amortir et crédité des sommes inscrites au budget pour leur remboursement. »

La décision ministérielle du 4 mai 1894, rendue en exécution de cette loi, a prescrit l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte intitulé *Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires*, qui comprendra, à son débit, la totalité des soldes débiteurs des comptes destinés à décrire les opérations relatives aux subventions et avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires, et, à son crédit, la portion des annuités inscrites au budget du Ministère des finances de chaque exercice représentant l'amortissement des avances du Trésor. En outre, la décision ministérielle du 5 février 1895, prise en exécution des lois des 7 décembre (art. 3) et 27 décembre 189 (art. 13), a prescrit l'application au crédit du présent compte du produit des obligations, remboursables par annuités terminables en 1923, émises en vertu des lois précitées et destinées à pourvoir au remboursement des avances faites par la Dette flottante aux caisses vicinales et scolaires.

Conformément à ces dispositions législatives, l'agent comptable des virements de comptes a, en fin d'année 1893, débité le présent compte de la somme de		350,892,110f 90c
représentant les soldes débiteurs des comptes ci-après au 31 décembre de ladite année. (Voir pages 726, 731 et 738 du compte des finances de l'année 1893.)		
Avances à la caisse des chemins vicinaux		199,178,057f 87c
Caisse des lycées, collèges et écoles, s/c de subventions imputables sur les ressources de la Dette flottante		47,575,309 92
Avances à la caisse des lycées, collèges et écoles (avances remboursables)		104,138,743 11
ENSEMBLE		350,892,110 90
En fin d'année 1894, l'agent des virements a transporté, en exécution du 2e alinéa de l'article 53 de la loi du 26 juillet 1893, au débit du présent compte, le solde débiteur du compte *Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires*, ci		77,216,075 39
TOTAL représentant l'avance de la Dette flottante		428,108,186 29
Les opérations relatives à l'amortissement de ces avances sont successivement portées au crédit du présent compte et réparties par années dans les proportions suivantes :		
Année 1894 : Application des Ordonnances du Ministère des finances, représentant les annuités de remboursement, ci		8,633,519f 32c
Année 1895 : 1° Application des Ordonnances du Ministère des finances, ci.	3,016,488f 46c	251,016,488 46
2° Cession à la Caisse des dépôts et consignations de 496,000 obligations de 500 francs remboursables par annuités terminables en 1923, au taux de 3 p. o/o (loi du 27 décembre 1894, art. 13), ci	248,000,000 00	
Année 1896 : 1° Application des Ordonnances du Ministère des finances, ci.	653,832 49	71,919,011 00
2° Application d'un complément d'Ordonnances émises sur le chapitre 9 du Ministère des finances [exercice 1896] (décision ministérielle du 2 août 1896), ci	8,178 51	
3° Cession à la Caisse des dépôts et consignations du solde des obligations de l'espèce, soit 142,514 obligations de 500 francs, remboursables par annuités terminables en 1923, au taux de 3 p. o/o (loi du 27 décembre 1894, art. 13), ci	71,257,000 00	
Année 1897 : Application des Ordonnances du Ministère des finances, chap. 9, ci		2,278,865 92
Année 1898 : Application des Ordonnances du Ministère des finances, chap. 9, ci		2,353,530 82
		336,201,415 52
d'où un solde débiteur, au 31 décembre 1898, de		91,906,770 77

égal à celui qui ressort page 293.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 26.

Remboursement des rentes 4 1/2 p. 0/0 non converties.

La décision du 13 février 1894, prise en exécution du décret du 5 février 1894, relatif au remboursement des rentes 4 1/2 p. o/o non converties, a prescrit l'ouverture dans les écritures de la Caisse centrale du Trésor d'un compte spécial intitulé *Remboursement des rentes 4 1/2 p. 0/0 non converties.* Ce compte est destiné à centraliser à son débit le montant des sommes payées par le Trésor en remboursement du capital au pair des rentes 4 1/2 p. o/o dont la conversion n'a pas été acceptée par les détenteurs de ces rentes, et à son crédit le produit de la négociation des rentes 3 1/2 p. o/o créées par décisions des 22 mars et 19 août 1894, en représentation des rentes 4 1/2 p. o/o dont le remboursement a été demandé, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 17 janvier 1894.

La négociation des rentes 3 1/2 p. o/o (nouveau fonds) opérée pour faire face aux remboursements des rentes 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) demandés en France et aux colonies, a produit un capital de		1,393,155f 55c
sur lequel le Caissier-Payeur central a effectué des remboursements au pair sur les rentes 4 1/2 p. o/o non converties pendant l'année 1894, pour	1,378,686f 25c	
Pendant l'année 1895, pour	14,022 20	
ENSEMBLE		1,392,708 45
Aucune opération n'ayant affecté le présent compte depuis l'année 1895, il reste, au 31 décembre 1898, un solde créditeur de représentant le reliquat du capital à rembourser.		447 10

Ce solde est égal à celui qui ressort page 293.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LE

DÉVELOPPEMEN

Produits du prélèvement sur le p

La loi du 2 juin 1891 dispose :

Art. 5. — .....Les sociétés de courses dûment autorisées peuvent, en vertu d'une autorisation spéciale et toujours révocable du Ministre de l'agri-culture et moyennant un prélèvement fixe en faveur des œuvres locales de bienfaisance et de l'élevage, organiser le pari mutuel sur leurs champs de courses exclusivement.

Le décret du 7 juillet 1891 rendu en exécution de la loi précitée réglemente l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux en France et prescrit :

Art. 3. — Il sera prélevé sur la masse des sommes versées au pari mutuel de chaque hippodrome et avant tout prélèvement :

1° Deux pour cent (2 p. o/o) en faveur des œuvres locales de bienfaisance;

2° Un pour cent (1 p. o/o) en faveur de l'élevage.

Le montant de ce dernier prélèvement devra être versé dans un délai de huit jours : à Paris, à la Recette centrale des finances; et dans les dépar-tements, à la Trésorerie générale.

Art. 4. Les fonds recueillis au profit de l'élevage seront centralisés et mentionnés dans les écritures du Trésor à un compte distinct intitulé *Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage*, pour être rattachés au budget du Ministère de l'agriculture dans la forme usitée en matière de fonds de concours.

Pendant les années 1891, 1892 et 1893, en exécution d'une circulaire du 1er septembre 1891, § 1er, les comptables des finances ont imputé les ver-sements effectués dans leurs caisses par les sociétés de courses au compte *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public*, classé parmi les services spéciaux du Trésor, et ont fait figurer à son débit les prélèvements destinés à faire face aux crédits de l'espèce ouverts au Ministère de l'Agriculture.

Pendant l'année 1894, la circulaire du 10 mai, s'appuyant sur les termes du décret du 7 juillet précité, a enjoint aux comptables des finances d'ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, le compte *Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage*, destiné à retracer à son crédit l'ensemble des prélèvements effectués en faveur de l'élevage sur les versements des sociétés de courses et à son débit les sommes ayant servi à doter le budget de ressources correspondant aux crédits employés.

Postérieurement, le décret du 11 novembre 1896 qui se réfère à la loi du 2 juin 1891, prescrit, article 3 :

« Les articles 1, 2, 3, 4, 6 et 7 du décret du 7 juillet 1891 sont rendus applicables à l'Algérie. Toutefois, le dernier paragraphe de l'article 4 est « ainsi modifié : Les fonds recueillis en Algérie au profit de l'élevage seront centralisés et mentionnés dans les écritures du Trésor à un compte distinct « intitulé : *Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage*, pour être rattachés au budget du Ministère de la guerre (service des « remontes) dans la forme usitée en matière de fonds de concours. Les fonds dont il s'agit devront être exclusivement employés à l'achat d'étalons de « choix ou en encouragements donnés à la production chevaline.

« Le Gouverneur général exerce les attributions conférées par ce décret aux Ministres de l'intérieur, des finances et de l'agriculture.

« Les trésoriers-payeurs de l'Algérie et les payeurs particuliers exercent, dans la colonie, les attributions dévolues par ce décret aux trésoriers-payeurs « généraux et aux receveurs particuliers. »

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 27.

mutuel en faveur de l'élevage.

Les recouvrements portés au crédit du présent compte sont détaillés dans le tableau suivant :

ANNÉES.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
Versements antérieurs à l'année 1894 imputés provisoirement au compte spécial : Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	486,368 75	"	486,368 75	
Année 1894	1,836,369 41	"	1,836,369 41	
— 1895	1,630,284 51	"	1,630,284 51	
— 1896	1,968,088 74	"	1,968,088 74	
— 1897	2,136,980 02	1,927 70	2,138,907 72	
— 1898	2,213,982 04	2,699 00	2,216,681 04	
	10,272,073 47	4,626 70	10,276,700 17	

D'autre part, les prélèvements correspondant à des crédits ouverts par des lois sont indiqués ci-après :

ANNÉES ET EXERCICES.		MONTANT DES PRÉLÈVEMENTS. FRANCE. Guerre.	Agriculture.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
Année 1894	Exercice 1893	"	"	2,129,900 01	
	Exercice 1894	"	2,129,900 01		
Année 1895	Exercice 1894	"	"	1,509,458 26	
	Exercice 1895	"	1,509,458 26		
Année 1896	Exercice 1895	"	"	1,620,701 21	
	Exercice 1896	"	1,620,701 21		
Année 1897	Exercice 1896	"	20,084 35	2,223,429 45	
	Exercice 1897	"	2,203,345 10		
Année 1898	Exercice 1897	2,219 05	8,022 40	2,214,669 89	
	Exercice 1898	1,381 90	2,203,046 54		
		3,600 95	9,694,557 87	9,698,158 82	

Ainsi qu'il ressort des états précédents, les recouvrements ont été de 10,276,700f 17c
et les prélèvements de 9,698,158 82

il en résulte un solde créditeur au 31 décembre 1898, de 578,541 35
égal à celui qui ressort page 293.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS-

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

DÉVELOPPEMENT

Avances de la Banque de France à tit

La loi du 13 juin 1896, relative à l'Exposition universelle de 1900, dispose :

Art. 4. En cas d'insuffisance des annuités de subvention de la ville et des crédits budgétaires annuels pour couvrir les dépenses des exercices correspondants, le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à demander à la Banque de France les avances consenties par la lettre du Gouverneur de la Banque de France, en date du 16 novembre 1895, annexée à la présente loi.

Ces avances faites au taux annuel de un et quart pour cent (1 1/4 p. 0/0) seront garanties par la remise à la Banque de France des récépissés de la Caisse des dépôts et consignations, remise qui vaudra nantissement au profit de la Banque. Elles ne dépasseront pas le chiffre total de trente millions de francs (30,000,000f) et seront remboursables au plus tard le 31 décembre 1900.

Art. 5. Les dépenses de l'Exposition, y compris les intérêts des avances qui seraient demandées à la Banque de France, sont limitées aux ressources fournies par la subvention de la Ville, le produit de l'émission, la participation financière de l'État et les recettes accessoires, telles que produit des concessions, des locations et de la revente des matériaux.

Art. 6. La subvention de la ville de Paris, le produit de l'émission lors de son retrait de la Caisse des dépôts et consignations, les avances de la Banque de France et généralement toutes les recettes de l'Exposition seront versées au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, conformément à l'article 13 de la loi du 6 juin 1843.

En exécution de la loi précitée, et pour présenter isolément dans les écritures centrales du Trésor les opérations relatives aux avances consenties par la Banque de France, la décision ministérielle du 14 décembre 1896 a prescrit d'ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor un compte intitulé : Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours (Exposition de 1900). Ces avances, garanties par la remise à la Banque de France des récépissés d'égales sommes délivrés par la Caisse des dépôts et consignations ne devront pas dépasser 30 millions. Elles figureront au crédit du présent compte jusqu'à l'époque de leur remboursement par l'État, dans le courant de l'année 1900, lorsque le produit de l'émission des bons déposés à la Caisse des dépôts et consignations aura été imputé en recette au compte de même catégorie : Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900.

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 28.

de fonds de concours. (Exposition de 1900.)

A son débit sont portés les prélèvements opérés par l'agent comptable des virements pour doter, dans la forme usitée en matière de fonds de concours, et jusqu'à concurrence de 30 millions, les divers budgets des ressources égales aux crédits ouverts par décrets au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le tableau suivant présente, par exercice, le détail des crédits ouverts ou reportés par des lois ou par des décrets. Ces crédits sont destinés à faire face aux dépenses du ministère du commerce auxquelles il doit être pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte.

Tableau des crédits du budget général du ministère du commerce, de l'industrie des postes et télégraphes ouverts ou reportés aux exercices 1896 et suivants, et imputables sur le produit des avances de la Banque de France à titre de fonds de concours (Exposition de 1900).

DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	EXERCICE 1896.		OBSERVATIONS.
	CRÉDITS OUVERTS.	CRÉDITS ANNULÉS.	
Décret du 13 novembre 1896	700,000f	"	
	700,000	"	
	700,000f		

Pendant l'année 1896, le Receveur central de la Seine a reçu de la Banque de France et imputé au crédit du présent compte une avance de 700,000f 00c

qui a fait l'objet d'un prélèvement d'égale somme pour gager des crédits ouverts au ministère du commerce sur l'exercice 1896, ci 700,000 00

Pendant les années 1897 et 1898, aucune opération n'a été constatée au présent compte ..... "

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 29.

Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900.

Par un décret en date du 13 juillet 1892, rendu sur le rapport du Ministre du commerce et de l'industrie, il a été prescrit qu'une exposition universelle des œuvres d'art et des produits industriels et agricoles, s'ouvrirait à Paris le 5 mai 1900 et serait close le 31 octobre suivant.

La loi du 13 juin 1896, qui règle le régime financier de cette exposition dispose :

Art 1er. — Est approuvée la convention passée, le 18 novembre 1895, entre le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, représentant l'Etat, d'une part, et le préfet de la Seine, représentant la ville de Paris, autorisé par délibération du conseil municipal du 13 juillet 1894, d'autre part; ladite convention ayant pour objet la participation financière de la ville à l'Exposition universelle de 1900.

Art 2. — Est approuvée la convention passée, le 18 novembre 1895, entre le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, représentant l'Etat, d'une part, le Crédit foncier, le Crédit lyonnais, le Comptoir national d'escompte, la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, la Société générale du crédit industriel et commercial, d'autre part; ladite convention ayant pour objet l'émission de 3,250,000 bons de 20 francs munis chacun de 20 billets d'entrée à l'Exposition.

Ces bons seront dispensés de tout impôt à l'exception de la taxe établie sur les lots et participeront à 29 tirages de lots, suivant le détail porté à la convention.

Art. 3. — La part contributive de l'État aux dépenses de l'Exposition est fixée à 20,000,000 de francs.

Les crédits nécessaires seront ouverts par les lois annuelles de finances dans la limite de la dotation ci-dessus fixée.

Pendant la prorogation des Chambres, ces crédits pourront être ouverts, conformément à la loi du 14 décembre 1879, par des décrets rendus en Conseil d'Etat, après avoir été délibérés et approuvés en Conseil des ministres. Ces décrets devront être soumis à la sanction des chambres dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion.

Art. 4. — En cas d'insuffisance des annuités de subvention de la ville et des crédits budgétaires annuels pour couvrir les dépenses des exercices correspondants, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à demander à la Banque de France les avances consenties par lettre du gouverneur de la Banque de France, en date du 16 novembre 1895, annexée à la présente loi.

Ces avances faites au taux annuel de 1 1/4 o/o, seront garanties par la remise à la Banque de France des récépissés de la Caisse des dépôts et consignations, remise qui vaudra nantissement au profit de la Banque. Elles ne dépasseront pas le chiffre total de 30 millions de francs et seront remboursables au plus tard le 31 décembre 1900.

Tableau des crédits du budget général du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ouverts ou reportés aux exercices 1896 et suivants, et imputables sur le produit des concours de l'Exposition universelle de 1900.

DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	EXERCICE 1896. CRÉDITS OUVERTS.	EXERCICE 1896. CRÉDITS ANNULÉS.	EXERCICE 1897. CRÉDITS OUVERTS.	EXERCICE 1897. CRÉDITS ANNULÉS.	EXERCICE 1898. CRÉDITS OUVERTS.	EXERCICE 1898. CRÉDITS ANNULÉS.	TOTAUX. CRÉDITS OUVERTS.	TOTAUX. CRÉDITS ANNULÉS.
Décret du 16 janvier 1897	180,000f	"	3,820,000f 00	"	"	"	4,000,000f 00	"
Décret du 29 novembre 1897	"	"	1,396,128 83	"	"	"	1,396,128 83	"
Décret du 26 février 1898	"	"	157,126 96	"	"	"	157,126 96	"
Projet de loi de règlement de l'exercice 1897	"	"	"	53,418f 78	"	"	"	53,418f 78
Décret du 3 mai 1898	"	"	"	"	8,000,000 00	"	8,000,000 00	"
TOTAUX	180,000	"	5,373,255 79	53,418 78	8,000,000 00	"	13,553,255 79	53,418 78
	180,000f		5,319,837f 01		8,000,000f 00c		13,499,837f 01c	

Les sommes indiquées ci-dessus, comme afférentes à l'exercice 1898 pourront subir des modifications dont il sera rendu compte dans les publications ultérieures;

Les recouvrements effectués sur les Produits de l'exposition au 31 décembre 1898 sont résumés par année dans le tableau ci-après :

	ANNÉE 1897.	ANNÉE 1898.	TOTAL.	
§ 1er. Annuité versée par la ville de Paris à titre de subvention	4,000,000f 00	8,000,000f 00	12,000,000f 00	
§ 2. Versement de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest	750,000 00	20,000 00	770,000 00	
§ 3. Frais de vente de matériaux et objets hors d'usage	646,751 55	50,003 05	696,754 60	
§ 4. Imprimerie nationale	304 24	16 86	321 10	
§ 5. Location de terrains	"	941,990 55	941,990 55	
§ 6. Expédition d'actes et frais d'impressions relatifs aux adjudications de matériaux	"	24,546 65	24,546 65	
§ 7. Recettes diverses	"	200 00	200 00	
	5,397,055 79	9,036,757 11	14,433,812 90	14,433,812f 90c

Les prélèvements effectués en somme égale aux crédits ouverts pour dépenses du ministère du commerce et de l'industrie ont été :

Pendant l'année 1897, de 5,396,128 83
Pendant l'année 1898, de ..... 8,103,708 18 } 13,499,837 01

Il en résulte un solde créditeur au 31 décembre 1898, de 933,975 89
égal à celui qui ressort page 293.

Art. 5. — Les dépenses de l'Exposition, y compris les intérêts des avances qui seraient demandées à la Banque de France, sont limitées aux ressources fournies par la subvention de la ville, le produit de l'émission, la participation financière de l'État et les recettes accessoires, telles que le produit des concessions, des locations, et de la revente des matériaux.

Art. 6. — La subvention de la ville de Paris, le produit de l'émission lors de son retrait de la Caisse des dépôts et consignations, les avances de la Banque de France et généralement toutes les recettes de l'Exposition seront versées au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, conformément à l'article 13 de la loi du 6 juin 1843.

Art. 7. — Les opérations de recettes et de dépenses de l'Exposition seront soumises à toutes les règles sur la comptabilité publique, elles seront effectuées par les agents du Trésor et soumises au contrôle de la Cour des comptes.

En exécution de cette loi et pour retracer d'une manière distincte dans les écritures centrales les opérations relatives à l'Exposition, la décision ministérielle du 14 décembre 1896 a prescrit d'ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor un compte intitulé : *Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900.*

Ce compte qui centralise à son crédit les recettes réelles effectuées dans les caisses des comptables du Trésor comprend :

1° La subvention versée par la ville de Paris;

2° Le produit de l'émission des 60 millions de bons versés à la Caisse des dépôts et consignations;

3° Et généralement toutes les recettes de l'Exposition encaissées par le Trésor.

A son débit figurent les prélèvements opérés par l'agent comptable des virements, pour doter dans la forme usitée en matière de fonds de concours, les divers budgets, des ressources égales aux crédits ouverts par décrets au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

1° Pour les dépenses de l'Exposition :

2° Pour le remboursement des avances faites par la Banque de France;

3° Pour les intérêts de ces mêmes avances calculés au taux annuel de 1 1/4 o/o (art. 4 de la loi du 13 juin 1896).

Le tableau suivant présente, par exercice, le détail des crédits ouverts ou reportés par des lois ou des décrets. Ces crédits sont destinés à faire face aux dépenses du Ministère du commerce auxquelles il doit être pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.**

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 30.

Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897.

La loi du 7 avril 1897, relative au régime des sucres accorde, sous certaines conditions et d'après un tarif déterminé :

1° Des primes pour l'exportation des sucres en pays étrangers et dans les colonies françaises non soumises au régime douanier métropolitain.

2° Des détaxes de distance dans les trois cas suivants :

Importation en France de sucres provenant directement des colonies et possessions françaises;

Expédition, des ports français de la mer du Nord et de la Manche à ceux de l'Atlantique et de la Méditerranée, de quantités qui doivent y être mises œuvre en vue de l'exportation;

Transport des fabriques de la métropole au port où se trouve la raffinerie lorsque la distance excède un nombre prévu de kilomètres.

La même loi établit d'autre part un droit de raffinage et un droit de fabrication — 4 francs et 1 franc par 100 kilogrammes — sur les produits ma portés, modifie les droits de douane des dérivés du sucre et convertit en loi le décret du 20 juillet 1896, portant relèvement des surtaxes afférentes aux sucres étrangers. Des amendes sont prévues en cas de non déclaration.

Une disposition particulière introduite dans la loi du 29 juin 1897 prescrit l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte dont elle dique le fonctionnement de la manière suivante : il doit comprendre à son crédit les produits des taxes de raffinage et de fabrication et les supplément droits prévus par la loi précédente; à son débit le montant des primes d'exportation et des détaxes constatées en application de la même loi, son solde diteur doit être transporté en fin d'année à un compte budgétaire.

Enfin, une décision ministérielle du 18 avril 1898 a rappelé les prescriptions de la loi du 29 juin 1897, et a spécifié, s'appuyant sur les termes de l'ar de celle du 7 avril de la même année qui ont réglé le mode d'allocation des primes au moyen de bons de droits à recevoir comme numéraire en ap ment des obligations d'admission temporaire, que le montant de ces bons serait porté en dépense au présent compte spécial dont elle a déterminé le m L'imputation du solde est précisée en ces termes : « A la fin de chaque année, l'Agent comptable des virements de comptes soldera ce compte par un re « port aux recettes du budget de l'exercice courant si l'excédent est créditeur, et, dans le cas contraire, par une dépense imputée sur des crédits budgétai « demandés à cet effet au Parlement. »

Pendant l'année 1898, les opérations effectuées ont été les suivantes :

Les recouvrements ont été de :

Receveurs des douanes	France	300,351f 00c	14,793,528f
	Algérie	20 17	
Receveurs des contributions indirectes		14,493,157 49	

Les payements de :

Receveurs des douanes	5,912,750f 78c	17,704,614
Receveurs des contributions indirectes	11,791,864 12	
Il en est résulté, au 31 décembre 1898, un solde débiteur de		2,911,086

qui sera régularisé en 1899.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 31.

Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France.

Par une convention en date du 31 octobre 1896, ratifiée par la loi du 17 novembre 1897 portant prorogation du privilège de la banque de France, cet établissement s'est engagé à fournir au Trésor public, indépendamment de l'avance de 140 millions résultant des traités des 10 juin 1857 et 29 mars 1878, et au fur et à mesure des autorisations législatives à intervenir, une nouvelle avance qui pourra s'élever à 40 millions de francs. Cette avance, consentie pour la durée du privilège de la Banque ne portera pas intérêt.

Des bons du Trésor seront remis à la banque de France, en garantie des sommes précitées et à l'échéance du 31 décembre 1920.

Aux termes de la décision ministérielle du 27 décembre 1897 qui règle le mode de comptabilité à suivre pour décrire les opérations relatives à cette avance, il a été créé, parmi les services spéciaux, un compte intitulé : Avance de 40 millions, faite au Trésor par la banque de France, au crédit duquel doivent être portés les fonds remis par la banque. Son débit retracera l'emploi de l'avance de 40 millions dont l'application doit être faite au crédit des budgets ou services auxquels cette somme aura été législativement attribuée.

Pendant l'année 1897, le Caissier-Payeur central a perçu la somme de..... 40,000,000f 00c

dont il a été fait recette au présent compte.

Aucune dépense n'ayant été imputée à son débit, il ressort au 31 décembre 1898 un solde créditeur de..... 40,000,000f 00c

égal à celui qui figure page 293.

Situation de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR

DÉVELOPPEM

Redevances annuelles versées par la Ba

La loi du 17 novembre 1897, portant prorogation du privilège de la Banque de France, dispose :

Art. 5. — A partir du 1er janvier 1897, et jusques et y compris l'année 1920, la Banque versera à l'État, chaque année, et par semestre, une redevance égale au produit du huitième du taux de l'escompte par le chiffre de la circulation productive, sans qu'elle puisse jamais être inférieure à deux millions (2,000,000f).

Pour la fixation de cette redevance, la moyenne annuelle de la circulation productive sera calculée telle qu'elle est déterminée pour l'application de la loi du 13 juin 1878.

Le premier payement semestriel sera exigible quinze jours après l'expiration du semestre dans lequel la loi aura été promulguée. Les autres payements s'effectueront le 15 janvier et le 15 juillet de chaque année, le dernier devant avoir lieu le 15 janvier 1921.

Art. 7. — Est approuvée la convention du 31 octobre 1896, en vertu de laquelle, indépendamment des cent quarante millions (140,000,000) spécifiés à l'article 7, la Banque s'engage à mettre à la disposition de l'État, sans intérêt et pour toute la durée de son privilège, une nouvelle avance de quarante millions de francs (40,000,000f).

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 32.

de France. (Loi du 17 novembre 1897.)

Art. 18. — Les sommes versées par la Banque, par application des articles 3 et 7, seront réservées et portées à un compte spécial du Trésor jusqu'à ce qu'une loi ait établi les conditions de création et de fonctionnement d'un ou de plusieurs établissements de crédit agricole.

Postérieurement, la décision ministérielle en date du 27 décembre 1897, qui règle le mode de comptabilité à suivre pour décrire les opérations relatives tant à l'avance de 40 millions faite par la Banque qu'aux redevances annuelles versées par cet établissement, mentionne que, bien que l'article 18 de la loi précitée ne prévoie que l'ouverture d'un seul compte, il paraît indispensable de distinguer entre ces deux natures de versements qui diffèrent par leur caractère et pourraient ultérieurement ne pas recevoir la même affectation. Elle prescrit, en conséquence, d'ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor et concurremment avec le compte de même catégorie : Avance de 40 millions, faite au Trésor par la Banque de France (loi du 17 novembre 1897), un second compte spécial intitulé : Redevances annuelles versées par la Banque de France (loi du 17 novembre 1897). Au crédit de ce compte figureront les versements de redevances effectués annuellement par la Banque, et son débit retracera l'emploi de ces ressources par leur application au crédit des budgets ou services auxquels elles auront été législativement attribuées.

Pendant l'année 1897, aucune opération n'a été constatée à ce compte.

Pendant l'année 1898, le Caissier payeur central a porté à son crédit un versement de 4.237.221 fr. 52, qui constitue le solde créditeur du présent compte au 31 décembre 1898.

Ce solde est égal à celui qui ressort page 293.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINI

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LE

DÉVELOPPEMENT D

Perfectionnement du matériel d'armeme

La loi du 17 février 1898, dispose :

Art. 1er. — Le Ministre des finances est autorisé à ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte intitulé : « *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires* ».

Art. 2. — Seront portés en recette à ce compte, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement décidé par la loi, les produits d'aliénations d'immeubles militaires désaffectés ou de fortifications déclassées à partir de la promulgation de la présente loi, et spécialement le produit des aliénations des terrains provenant du déclassement des fronts Ouest et Nord de l'enceinte de Paris.

Y seront imputés en dépense:

A une première section, les dépenses de perfectionnement du matériel d'armement;

A une deuxième section, les dépenses nécessitées par la réinstallation des services et par les frais de construction de la nouvelle enceinte de Paris;

A une troisième section, les intérêts des obligations émises en exécution de l'article 3 ci-après.

Art. 3. — Pour subvenir provisoirement aux dépenses, le Ministre des finances est autorisé à émettre ou à négocier, dans la limite des crédits ouverts en exécution de l'article 4 ci-après et de l'insuffisance temporaire des ressources inscrites au crédit du compte, des obligations du Trésor à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser six ans.

Art. 4. — Des crédits seront ouverts chaque année, par la loi, au titre du compte spécial : *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires.*

Les crédits ou portions de crédits restés disponibles en fin d'année pourront être reportés par décrets à l'année suivante.

Art. 5. — Un tableau détaillé des opérations relatives au compte spécial, effectuées du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, sera inséré dans le compte général de l'Administration des finances.

Art. 6. — Les conditions du déclassement et de l'aliénation des fronts Ouest et Nord de l'enceinte de Paris seront déterminées par une loi.

Conformément aux termes de la loi précitée, il a été ouvert, pendant l'année 1898, un compte spécial sous le titre : *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires.*

Les tableaux ci-après présentent, par année : 1° les crédits ouverts aux ministères de la guerre et des finances avec l'indication des lois qui les ont accordés; 2° les recettes effectuées par les receveurs des domaines et centralisées dans les écritures du Caissier payeur central et des Trésoriers-payeurs généraux, ainsi que les diverses natures de dépenses distinguées par section, comme il est spécifié dans la loi.

Bien que ces opérations ne soient pas développées par exercice, les dépenses demeurent soumises aux prescriptions de la loi du 29 janvier 1831, relativement à la prescription quinquennale. Les crédits disponibles au 31 décembre de chaque année sont considérés comme annulés et font l'objet d'un décret qui les reporte à l'année suivante.

D'autre part, la décision ministérielle en date du 28 juin 1898, prise en exécution de l'article 3 de la loi du 17 février 1898, fixe le mode de comptabilité à suivre pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives à l'émission et au remboursement des obligations à court terme destinées à servir de ressources pour faire face provisoirement au payement des dépenses de l'espèce.

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

COMPTE N° 33.

et réinstallation de services militaires.

Ces dernières opérations sont développées dans les trois comptes suivants : 1° le compte spécial : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme (loi du 17 février 1898)*; 2° le compte d'effets à payer : *Obligations du Trésor à court terme (loi du 17 février 1898)*, dont le crédit joue contradictoirement avec le débit du compte précédent; 3° le compte classé parmi les services spéciaux du Trésor sous la rubrique : *Produit de l'émission d'obligations à court terme (loi du 17 février 1898)* sur lequel seront prélevées les ressources nécessaires du payement des obligations arrivées à échéance.

1° Tableau des crédits du budget général des ministères de la guerre et des finances imputables sur les produits d'aliénations d'immeubles, primitivement ouverts ou reportés à l'année 1898 et aux années suivantes.

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES ET DATES DES LOIS OU DÉCRETS.	ANNÉE 1898.		ANNÉE 1899.		TOTAL		OBSERVATIONS.
	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	
Loi du 17 février 1898. Guerre 1re section.....	66,000,000f	"	"	"	66,000,000f	"	
Loi du 29 décembre 1898. Guerre 1re section..	"	"	66,000,000f	"	66,000,000	"	
Loi du 29 décembre 1898. Guerre 2e section...	"	"	310,050	"	310,050	"	
Loi du 29 décembre 1898. Finances 2e section...	"	"	1,279,500	"	1,279,500	"	
Décret du 29 décembre 1898.....	"	5,500,000f	5,500,000	"	5,500,000	5,500,000f	
	66,000,000	5,500,000	73,089,550	"	139,089,550	5,500,000	
Net des crédits ouverts au 31 décembre 1898.	60,500,000f		73,089,550		133,589,550f		

2° Tableau des recouvrements effectués et des dépenses acquittées.

DÉSIGNATION DES ANNÉES.	DÉBIT.				CRÉDIT.
	1re SECTION. — Perfectionnement de l'armement.	2e SECTION. — Réinstallation de services.	3e SECTION. — Intérêts des obligations.	TOTAL.	
Année 1898.....	53,827,172f 64c	"	"	53,827,172f 64c	142,808f 97c
	53,827,172 64	"	"	53,827,172 64	142,808 97
	53,827,172f 64c				
Solde débiteur au 31 décembre 1898.....	53,684,363f 67c				

Ce solde est égal à celui qui ressort page 293.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DEVELOPPEMENT DU COMPTE N° 34.

Produit de l'émission d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898).

Aux termes de l'article 3 de la loi du 17 février 1898, le Ministre des finances est autorisé, pour subvenir provisoirement aux dépenses de perfectionnement du matériel d'armement et de réinstallation des services militaires, à émettre ou à négocier dans la mesure des crédits ouverts et de l'insuffisance temporaire des ressources inscrites au crédit du compte spécial : *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires*, des obligations du Trésor à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser six ans.

La décision ministérielle du 28 juin 1898, prise en exécution de la loi précitée a fixé le mode de comptabilité à suivre pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives à l'émission et au remboursement de ces obligations. Elle a prescrit l'ouverture du compte spécial : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898)* et du présent compte de même catégorie intitulé : *Produit de l'émission d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898)*.

Au crédit de ce compte est porté le produit des obligations négociées au fur et à mesure des versements effectués, et, à son débit est imputé le montant des obligations à rembourser à chaque échéance.

Le compte similaire : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898)* est crédité du montant de ces prélèvements.

Pendant l'année 1898, le caissier-payeur central a crédité le présent compte de la somme de 59,920,000 francs.

Aucun prélèvement n'ayant eu lieu, le solde de ce compte au 31 décembre 1898 est créditeur de 59,920 000 francs.

Ce solde est égal à celui qui ressort page 293.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 1er JANVIER 1899.

Suite des DÉVELOPPEMENTS

SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, LES CRÉANCES ADMINISTRATIVES, LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR.

2° Développements sur les Services spéciaux d'ordre compensés par le Service des Effets à payer.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR L

DÉVELOPPEMENT I

Trésor public, s/c de Bons de liquidation créés pour dédommagem

La loi du 28 juillet 1874 dispose :

« Art. 1er. Par dérogation à la législation existante et à titre exceptionnel, il sera alloué un *dédommagement* à tous ceux qui justifieront avoir.... souf pendant la guerre de 1870-1871..... un préjudice matériel et direct résultant des mesures de défense qui ont été prises par l'autorité militaire française.

« Art. 7. Les liquidations... donneront lieu à l'établissement, au profit des indemnitaires, de certificats qui seront payés, soit en bons de liquidation au porteur, 5 p. o/o au pair, soit en espèces, soit partie en bons, partie en espèces, dans des conditions et dans des proportions à déterminer par le Ministre des finances.

« Art. 8. Le Ministre des finances est autorisé à créer et à négocier, au maximum, 52,000 bons de liquidation au porteur, de 500 francs chacun, portant 25 francs d'intérêt, jouissance du 1er janvier 1875, et remboursables au pair en 25 ans à partir de cette dernière date. »

En vertu de ces dispositions, un décret rendu le 19 novembre 1874 a fixé au 15 janvier et au 15 juillet de chaque année : 1° le payement semestriel des intérêts; 2° le remboursement des bons sortis aux tirages, effectués tous les six mois, à partir du 15 mai 1875 jusqu'au 15 novembre 1899.

La remise des bons a été constatée, pour leur valeur nominale de 500 francs, dans les écritures de la caisse centrale du Trésor, à deux comptes contradictoires qui devront se solder par le remboursement successif des obligations :

1° Aux effets à payer sous le titre de *Bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire*, crédité du montant de l'émission et débité du payement des obligations sorties aux tirages;

2° Aux services spéciaux sous le titre de *Trésor public, s/c de bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire*, débité de la remise des bons et crédité du montant des ordonnances délivrées par le Ministre des finances pour leur amortissement.

Les intérêts annuels sont inscrits à un compte de correspondants du Trésor.

Les frais matériels de l'opération figurent au titre des frais de trésorerie.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

COMPTE N° 35.

à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire.

Les écritures au 31 décembre 1893 font ressortir les résultats suivants :

Dépense. — Remise de..... 52,000 bons au capital de 500 francs..... 26,000,000f 00c

Recette. — Application des ordonnances du Ministre des finances pour le remboursement des bons sortis :

Au 1er tirage du 15 mai 1875.....	500 bons		
Aux 2e et 3e tirages des 15 mai et 15 novembre 1876..	1,200 bons		
Aux 4e et 5e tirages des 15 mai et 15 novembre 1877..	1,200 bons		
Aux 6e et 7e tirages des 15 mai et 15 novembre 1878..	1,200 bons		
Aux 8e et 9e tirages des 15 mai et 15 novembre 1879..	1,200 bons		
Aux 10e et 11e tirages des 15 mai et 15 novembre 1880..	1,400 bons		
Aux 12e et 13e tirages des 15 mai et 15 novembre 1881..	1,400 bons		
Aux 14e et 15e tirages des 15 mai et 15 novembre 1882..	1,400 bons		
Aux 16e et 17e tirages des 15 mai et 15 novembre 1883..	1,600 bons	26,900 bons au capital de 500 francs..	13,450,000f 00c
Aux 18e et 19e tirages des 15 mai et 15 novembre 1884..	1,600 bons		
Aux 20e et 21e tirages des 15 mai et 15 novembre 1885..	1,800 bons		
Aux 22e et 23e tirages des 15 mai et 15 novembre 1886..	1,800 bons		
Aux 24e et 25e tirages des 15 mai et 15 novembre 1887..	1,900 bons		
Aux 26e et 27e tirages des 15 mai et 15 novembre 1888..	2,000 bons		
Aux 28e et 29e tirages des 15 mai et 15 novembre 1889..	2,100 bons		25,108,430 95
Aux 30e et 31e tirages des 15 mai et 15 novembre 1890..	2,200 bons		
Aux 32e et 33e tirages des 15 mai et 15 novembre 1891..	2,400 bons		

La loi du 30 décembre 1891 a autorisé le remboursement des bons de liquidation émis en vertu de la loi du 28 juillet 1874, et a prescrit qu'il serait fait face à ce remboursement au moyen des fonds et valeurs formant l'actif de la caisse de la Dotation de l'armée supprimée à partir du 1er janvier 1892.

La réalisation de cet actif a produit une somme de..... 11,658,430 95
que l'agent des virements de comptes a imputée pendant l'année 1892 au crédit du présent compte spécial.

Au 31 décembre 1891, il restait à rembourser 25,100 bons à 500 francs présentant un total de 12,550,000 francs dont le remboursement a été complètement effectué pendant l'année 1892. Il en résulte, un solde débiteur de 891,569 05

représentant une insuffisance de ressources que le projet de loi de règlement de l'exercice 1894 (art. 6) a proposé de porter en augmentation des découverts et avances du Trésor.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIST**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR L

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 36.

Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 187 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)

La loi du 31 mai 1875 a autorisé le Ministre des finances à affecter à la conversion ou au remboursement de l'emprunt de 250 millions, dit *Emprun Morgan*, contracté en vertu du décret du 25 octobre 1870, une somme de rente 3 p. o/o montant à 14,541,780 francs empruntée au portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations. (Compte d'emploi des fonds des caisses d'épargne.)

Cette même loi a décidé, en outre, qu'une annuité de 17,300,000 francs, représentée par 78 obligations du Trésor, serait inscrite au budget pendan une période de 39 ans, à partir de 1876, pour servir à l'amortissement du capital représenté par la rente de 14,541,780 francs et au payement des intérêts à 4 p. o/o, par termes semestriels égaux.

Les obligations émises en représentation des 39 annuités de 17,300,000 francs s'élèvent au chiffre de 674,700,000 francs (soit 340,206,153 fr. 1 pour le capital des obligations et 334,493,846 fr. 88 pour les intérêts), qui a été inscrit, d'une part, au crédit d'un compte d'effets à paye intitulé *Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations*, et, d'autre part, au débit du compte spécial ci-dessus. L'application des ordonnances du Minist des finances et le remboursement successif des annuités solderont les deux comptes contradictoires créés dans les écritures du Trésor.

Au 31 décembre 1875, le montant des engagements du Trésor envers la Caisse des dépôts et consignations était de.....	674,700,000f 00
Les annuités portées au crédit de ce compte pendant les années 1876 à 1892 (voir le compte des finances de l'année 1892, page 764) ont atténué cette somme de.....	294,100,000 00
Il restait à rembourser au 31 décembre 1892.....	380,600,000 00

représentant 44 obligations.

La loi du 26 décembre 1892 (art. 12) a prescrit la conversion des 44 obligations ci-dessus rapportant 4 p. o/o d'intérêt en 44 nouvelles obligation au taux de 3.50 p. o/o.

Dans le but de retracer dans les écritures du Trésor l'échange de ces obligations, le caissier-payeur central du Trésor public a dû, pendant l'année 189 1° créditer le présent compte de la somme de 380,600,000 francs, qui l'a provisoirement soldé; 2° porter à son débit le montant des obligation converties formant, en capital et intérêts, la nouvelle créance de la Caisse des dépôts et consignations représentée par 44 obligations rembou sables en 22 annuités de 16,490,117 fr. 12.

Cette créance, calculée d'après le nouveau taux d'intérêt, s'élève à.....	363,201,812f 7

et forme le débit du présent compte.

Les annuités portées à son crédit sont :

Annuité de 1893, y compris une somme de 419,236 fr. 11 montant des intérêts à 0 fr. 50 p. o/o courus du 1er septembre au 31 décembre 1892 sur le capital restant dû à la Caisse des dépôts et consignations.....	16,909,353f 23c	49,889,587
Annuité de 1894.....	16,490,116 00	
Annuité de 1895. (Y compris une ordonnance complémentaire de 1 fr. 12 relative à 1894.).....	16,490,118 24	
Il restait à rembourser au 31 décembre 1895, 19 annuités représentant une somme de.....		313,312,225

Postérieurement, la loi du 28 décembre 1895 (art. 47) a prescrit la conversion des obligations du Trésor, créées en exécution de la loi précitée du 26 décembre 1892 (art. 12) et rapportant 3.50 p. o/o d'intérêt, en obligations du même type au taux de 3 p. o/o, en spécifiant que cette disposition serait applicable à partir du 1er janvier 1896.

Pour constater dans les écritures du Trésor la conversion de ces obligations, le Caissier-payeur central a dû, pendant l'année 1896, solder provisoirement le présent compte par un crédit de 313,312,225 fr. 28, égal à son solde débiteur au 31 décembre 1895, et porter à son débit le montant des obligations converties représentant, en capital et intérêts, la nouvelle créance de la Caisse des dépôts remboursable par annuités de : 15,792,405 fr. 76

Cette créance, calculée d'après le nouveau taux, s'élève à.....	300,055,709f 4

et forme le débit de ce compte;

Il a été crédité d'autre part :

Pendant l'année 1896 : du montant des ordonnances émises sur le chapitre 4 du Ministère des finances et représentant l'annuité de conversion, ci.....	15,792,405f 76c	
Pendant l'année 1897. — Ordonnances du Ministre des finances.....	15,792,405 76	
Pendant l'année 1898. — Ordonnances du Ministre des finances.....	15,792,405 76	
		47,377,217
Il reste donc à rembourser, au 31 décembre 1898, seize annuités présentant un total de.....		252,678,492

égal au solde débiteur qui ressort page 295.

Cette somme est égale au solde créditeur du compte contradictoire des *effets à payer* (page 297), et aux valeurs de caisse et de portefeuille de la Caisse des dépôts (page 772), savoir :

32 obligations du Trésor (Lois des 31 mai 1875 et 26 décembre 1892).....	199,514,453
Intérêts desdites obligations.....	53,164,038
TOTAL ÉGAL.....	252,678,492

TION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 37.

Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale algérienne. (Lois des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)

La loi du 26 décembre 1892 (art. 15), a autorisé le Ministre des finances à emprunter à la Caisse des dépôts et consignations les sommes nécessaires pour rembourser par anticipation, avec les intérêts courus au jour du payement, le capital de 67,750,434 francs restant dû au 1er octobre 1892 sur les annuités que l'État s'est engagé à verser à la Société générale algérienne en vertu de la Convention du 18 mai 1865 approuvée par la loi du 12 juillet suivant. Elle dispose en outre que le remboursement de cette avance sera effectué au moyen de 48 demi-annuités, calculées au taux d'intérêt de 3.50 p. o/o, à inscrire aux budgets de 1893 à 1916 inclus. Ces demi-annuités seront payables par semestre et représentées par des obligations du Trésor.

Le 31 décembre 1892, le caissier-payeur central a payé au liquidateur de l'ancienne société générale algérienne une somme de 68,646,967 fr. 15, représentant en capital et intérêts courus à cette date, le montant de la dette du Trésor envers ladite société. Pour régulariser cette opération effectuée sur les ressources de la Dette flottante, le Ministre des finances, au cours de l'année 1893, fit appel à la Caisse des dépôts, qui versa au Trésor la somme de 64,396,018 fr. 15. Cette avance, jointe à la dotation budgétaire afférente à l'exercice 1893, soit 4,250,949 francs, permit de désintéresser la Dette flottante.

Pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives au remboursement de l'avance de la Caisse des dépôts, la décision ministérielle du 7 septembre 1893 prescrivit l'ouverture de deux comptes : l'un classé parmi les services spéciaux sous le titre : *Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale algérienne* (loi du 26 décembre 1892); l'autre, parmi les effets à payer sous le titre : *Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations* (Loi du 26 décembre 1892), jouant contradictoirement avec le premier.

En exécution de la loi précitée du 26 décembre 1892, il a été émis 1,150 obligations en représentation des 46 demi-annuités destinées, à raison de 4,099,506 francs les deux, à amortir pour 64,396,018 fr. 15 le capital et pour 29,892,631 fr. 55 les intérêts de la dette globale du Trésor envers la Caisse des dépôts, soit 94,288,649 fr. 70. Cette somme a été inscrite au crédit du compte d'effets à payer précité et au débit du présent compte; l'application des ordonnances délivrées sur les crédits inscrits chaque année au budget du Ministère des Finances et le remboursement successif des obligations devaient solder les deux comptes contradictoires.

Le présent compte a été débité :

Pendant l'année 1893, par le caissier-payeur central, du montant en capital et intérêts des engagements du Trésor envers la Caisse des Dépôts et Consignations, ci.....		94,288,649f 70c
Il a été crédité :		
Pendant l'année 1894. — Application des ordonnances du Ministère des finances pour le remboursement de 2 demi-annuités.....	4,099,506f 00c	
Pendant l'année 1895. — Application des ordonnances du Ministre des finances pour le remboursement de 2 demi-annuités.....	4,099,506 00	
ENSEMBLE.....		8,199,012 00
Il restait à rembourser, au 31 décembre 1895, 42 demi-annuités s'élevant à la somme de.....		86,089,637 70

La loi du 28 décembre 1895 portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 a disposé :

« 1° (Art. 47.) Les obligations du Trésor, créées en exécution des lois des 26 décembre 1892 (art. 12 et 15) et 26 juillet 1893 (art. 56) et existant dans le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations, des caisses d'épargne privées, de la Caisse nationale d'épargne et de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, seront converties en obligations du même type rapportant un intérêt de 3 p. o/o. La présente disposition sera applicable aux intérêts échus à partir du 1er janvier 1896.

« 2° (Art. 50.) Le Ministre des finances est autorisé à emprunter à la Caisse des dépôts et consignations, à un taux qui ne pourra excéder 3 p. o/o, les sommes nécessaires pour rembourser, en exécution de l'arrêt du Conseil d'État du 7 décembre 1894, au liquidateur de la Société algérienne, avec les intérêts courus au jour du payement et les frais accessoires, la créance supplémentaire de ladite Société s'élevant en principal et intérêts à 2,405,101f 61.

« Le remboursement de l'avance consentie par la Caisse des dépôts et consignations sera effectué au moyen de demi-annuités semestrielles terminables en 1916 et représentées par des obligations du Trésor d'un type analogue à celles prévues par la loi du 26 décembre 1892, art. 15.

Pendant l'année 1896, en exécution de cette loi et pour retracer dans les écritures du Trésor la conversion de ces obligations, le Caissier payeur central a dû solder provisoirement le présent compte par un crédit de 86,089,637 fr. 70, égal à son solde débiteur au 31 décembre 1895 et porter à son débit le montant des obligations converties, représentant, en capital et intérêts, l'intégralité de la nouvelle créance de la Caisse des dépôts remboursable par deux demi-annuités de 4,066,057 fr. 64.

Cette créance, calculée d'après le nouveau taux, s'élevait au 31 décembre 1896, à.....		85,387,210f 44c
elle s'est accrue pendant l'année 1897, des frais accessoires prévus par la loi du 28 décembre 1895, pour.....		53,134 77
Le débit du présent compte, représentant, en capital et en intérêts, les obligations du Trésor remises à la Caisse des dépôts et consignations, se trouve ainsi porté à.....		85,440,345 21
Il a été crédité d'autre part :		
Pendant l'année 1896 : Application des ordonnances du Ministère des finances pour le remboursement de deux demi-annuités ci.....	4,066,057 64	
Pendant l'année 1897 : Application des ordonnances du Ministère des finances majorées de 1,362 fr. 43 par suite de l'augmentation de la créance, ci.....	4,067,420 07	
ENSEMBLE.....		8,133,477 71
Il restait donc à rembourser, au 31 décembre 1897, 38 demi-annuités s'élevant à la somme de.....		77,306,867 50

Pendant l'année 1898, aux termes de la loi du 3 décembre 1898, le Ministre des finances a été autorisé à rembourser les capitaux compris dans l'annuité inscrite au budget de son département, sous la rubrique « *Intérêts et amortissement du capital affecté au remboursement de l'avance de la Société générale algérienne* » et le caissier-payeur central a remboursé à la Caisse des dépôts et consignations, le reliquat, en capital et en intérêts, des obligations représentatives de l'avance consentie par cet établissement.

En conséquence, ce comptable a crédité le présent compte d'une somme de.....	77,306,867 50
qui l'a définitivement soldé.....	»

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

Suite des DEVELOPPEMENTS SUR SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT COMPTE N° 38.

Trésor public, s/c de rentes 3 p. 0/0 amortissables.

Les rentes 3 p. o/o amortissables ont été créées par le titre Ier de la loi du 11 juin 1878.

Un décret du 16 juillet suivant, rendu en exécution de ladite loi, a déterminé les conditions d'émission de ces rentes pour un emprunt de 439,878,547 francs contracté en 1878. Un autre décret du 7 mars 1881, rendu en exécution de la même loi, a également fixé les conditions d'émission d'un nouvel emprunt de 999,967,365 francs fait en 1881. La loi du 30 décembre 1882, portant fixation des dépenses du budget extraordinaire de 1883, a autorisé la consolidation en rentes 3 p. o/o amortissables des capitaux de la Dette flottante. Cette opération, dont le décret et l'arrêté ministériel du 14 mars 1883 ont fixé les conditions, a produit la somme de 1,199,986,880 fr. 50. Un nouvel emprunt en rentes 3 p. o/o amortissables, dont le montant s'est élevé à 349,978,889 francs, a été autorisé par la loi du 30 janvier 1884. La loi du 30 janvier 1884 a autorisé, pour la dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, l'inscription de rentes 3 p. o/o amortissables correspondant, d'après les cours moyens de 1883, au capital des rentes perpétuelles dont l'annulation a été opérée en échange de rentes viagères. Le capital des rentes 3 p. o/o amortissables, inscrites pour cette cause, s'est élevé à 367,737,500 francs. Enfin, la loi du 24 décembre 1890 a autorisé le Ministre des finances à prélever sur le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations la somme de rente 3 p. o/o nécessaire pour procéder au remboursement des obligations du Trésor et des bons de liquidation émis en vertu des lois des 7 avril, 26 juillet 1873 et 29 décembre 1876 et à inscrire au grand-livre de la Dette publique pour remise à la Caisse des dépôts et consignations la somme de rente 3 p. o/o amortissable pour remplacer dans son portefeuille les rentes 3 p. o/o prélevées. Le capital de rente 3 p. o/o amortissable émise de ce chef s'est élevé à 183,456,500 francs.

Pour retracer dans les écritures de la Direction de la comptabilité publique les diverses opérations auxquelles ont donné lieu l'émission et la négociation de cette valeur, trois comptes ont été nécessaires :

Le premier, intitulé : *Produit de l'emprunt en rentes 3 p. 0/0 amortissables* (avec indication de l'année d'émission), sert à constater, d'une part, le montant des réalisations opérées, d'autre part, l'application qui a été faite au profit des budgets ou des services de trésorerie auxquels le produit de ces emprunts est destiné à pourvoir.

Le second compte, classé parmi les *effets à payer*, sous le titre de *Rentes 3 p. 0/0 amortissables* (décision ministérielle du 8 août 1878), présente au crédit le montant du capital, *au pair*, des rentes émises; au débit, le montant des remboursements de capitaux effectués par suite des tirages au sort.

Le troisième compte, ouvert parmi les services spéciaux, sous le titre de : *Trésor public, s/c de rentes 3 p. 0/0 amortissables*, présente au débit le montant du capital au pair, en corrélation avec le crédit du compte d'effets à payer susmentionné, et au crédit le montant des ordonnances délivrées en imputation sur le budget du Ministère des finances.

Les opérations constatées à ce dernier compte sont les suivantes :

Il a été débité :

Pendant l'année 1878, par suite de l'émission de		16,495,500f 00c de rentes 3 p. o/o (capital au pair).		549,850,000
Pendant l'année 1881, par suite de l'émission de		36,034,860 00 de rentes 3 p. o/o (capital au pair).		1,201,162,000
Pendant l'année 1883, par suite de l'émission resultant de la consolidation des fonds disponibles des caisses d'épargne, de		37,265,700 00 de rentes 3 p. o/o (capital au pair).		1,242,190,000
Pendant l'année 1884 :				
1° Par suite du complément de l'émission résultant de la consolidation des fonds disponibles des caisses d'épargne et de la caisse de la dotation de l'armée	7,585,770f 00c	21,292,515 00 de rentes 3 p. o/o (capital au pair).	252,859,000f	709,750,500
2° Par suite de l'émission provenant de l'emprunt de 350 millions	13,706,745 00		456,891,500	
Pendant l'année 1885, pour la dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse		11,032,125 00 de rentes 3 p. o/o (capital au pair).		367,737,500
Pendant l'année 1891, pour remplacer dans le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations les rentes 3 p. o/o prélevées pour servir au remboursement d'obligations du Trésor et de bons de liquidation. (Loi du 24 décembre 1890.)		5,503,695 00 de rentes 3 p. oo (capital au pair).		183,456,500
Ensemble à reporter		127,624,395 00 de rentes 3 p. o/o (capital au pair).		4,254,146,500

Report		127,624,395f 00c de rentes 3 p. o/o (capital au pair).	4,254,146,500f 00c
Il a été crédité :			
En 1879 — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1879, ci	94,260f 00c		3,142,000f 00c
En 1880. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1880	94,260 00		3,142,000 00
En 1881. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1881	94,260 00		3,142,000 00
En 1882. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1882	303,765 00		10,125,500 00
En 1883. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1883	303,765 00		10,125,500 00
En 1884. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1884	620,160 00		20,672,000 00
En 1885. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1885	713,670 00		23,789,000 00
En 1886. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1886	713,670 00		23,789,000 00
En 1887. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1887	713,670 00		23,789,000 00
En 1888. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1888	713,670 00		23,789,000 00
En 1889. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1889	713,670 00		23,789,000 00
En 1890. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1890.	713,670 00		23,789,000 00
En 1891. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1891	747,435 00		24,914,500 00
En 1892. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1892	747,435 00		24,914,500 00
En 1893. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1893.	747,435 00		24,914,500 00
En 1894. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1894.	747,435 00		24,914,500 00
En 1895. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1895	747,435 00		24,914,500 00
En 1896. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1896	747,435 00		24,914,500 00
En 1897. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1897.	747,435 00		24,914,500 00
En 1898. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1898.	747,435 00		24,914,500 00
Total des rentes amorties	11,771,970 00	11,771,970f 00c représentant un capital nominal de	392,399,000 00	392,399,000 00
Reste à amortir au 1er janvier 1899		115,852,425 00 représentant un capital nominal de		3,861,747,500 00
égal au solde débiteur qui ressort à la page 295.				
A l'époque du 31 décembre 1898, le compte d'*Effets à payer* (voir page 297) présente un solde créditeur de				3,862,107,500 00
Soit un excédent de				360,000 00

montant de 10,800 francs de rentes sorties aux tirages susmentionnés et restant à rembourser.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS SU

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 39.

Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obli gations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaire (Lois des 26 juillet 1893, art. 56 et 28 décembre 1895, art. 47.)

La loi du 26 juillet 1893 portant fixation du budget de l'exercice 1894 (art. 56) a autorisé le Ministre des finances à rembourser le capital des obligations précédemment émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires restant dans le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1894, au moyen de 60 demi-annuités calculées au taux de 3 fr. 25 p. o/o.

La décision ministérielle du 16 juin 1894, prise en exécution de la loi précitée, a prescrit le remboursement dès leur première échéance en 1894 de ces obligations et leur remplacement par des demi-annuités, dont la création a été législativement autorisée. Elle a ordonné, en outre, dans le but de retracer ces opérations dans les écritures centrales du Trésor, l'ouverture de deux comptes contradictoires, dont l'un figurerait dans les services spéciaux et serait intitulé : *Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires (Loi du 26 juillet 1893, art. 56)*; et l'autre serait classé parmi les effets à payer sous le titre : *Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 26 juillet 1893, art. 56.)*

Le compte spécial devrait être débité du montant des demi-annuités émises et crédité du montant des ordonnances délivrées sur les crédits ouverts annuellement au budget du Ministère des finances.

Le compte d'effets à payer prenait à son crédit le montant des mêmes demi-annuités par le débit du compte spécial contradictoire, et à son débit les payements matériels des demi-annuités, de sorte que son solde créditeur représente exactement les demi-annuités restant à payer.

Ce compte a été débité :

Pendant l'année 1894, par le Caissier-Payeur central, du montant de l'émission des 60 demi-annuités s'élevant à la somme de...		289,036,309f 00
et crédité :		
Pendant l'année 1894 : Application des ordonnances du Ministère des finances pour le remboursement de deux demi-annuités, ci...	9,634,543f 66	
Pendant l'année 1895 : Application des ordonnances du Ministère des finances pour le remboursement de deux demi-annuités, ci...	9,634,543 66	
Ensemble...		19,269,087 32
Il restait, au 31 décembre 1895, un solde débiteur de...		269,767,222 48

représentant 56 demi-annuités à rembourser.

La loi du 28 décembre 1895 portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896, dispose (art. 47) :

« Les obligations du Trésor créées en exécution des lois des 26 décembre 1892 (art. 12 et 15) et 26 juillet 1893 (article 56) et existant dans le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations, des caisses d'épargne privées, de la Caisse nationale d'épargne et de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, seront converties en obligations du même type, rapportant un intérêt de 3 p. o/o.

« La présente disposition sera applicable aux intérêts échus à partir du 1er janvier 1896. »

En exécution de cette loi, et pour retracer, dans les écritures du Trésor, la conversion de ces obligations, le Caissier-Payeur central a dû, pendant l'année 1896, solder provisoirement le présent compte par un crédit de 269,767,222 fr. 48 égal à son solde débiteur au 31 décembre 1895, et porter à son débit le montant des obligations converties, représentant en capital et en intérêts la nouvelle créance de la Caisse des dépôts remboursable par deux demi-annuités de 9,348,365f 40.

Cette créance, calculée d'après le nouveau taux, s'élève à...		261,754,231 20
et forme le débit de ce compte.		
Il a été crédité d'autre part :		
Pendant l'année 1896 : Application des ordonnances du ministère des finances pour le remboursement de deux demi-annuités, ci...	9,348,365 40	
Pendant l'année 1897 : Application des ordonnances du même ministère...	9,348,365 40	
Pendant l'année 1898 : Application des ordonnances du même ministère...	9,348,365 40	
Ensemble...	28,045,096 20	28,045,096 20
D'où, au 31 décembre 1898, un solde débiteur de...		233,709,135 00

représentant 50 demi-annuités restant à rembourser.

Le compte des effets à payer (voir page 297) fait ressortir un solde créditeur égal.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 40.

Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)

La loi du 7 décembre 1894 (art. 3) a autorisé le Ministre des finances, pour pourvoir aux dépenses de l'expédition de Madagascar, à remettre à la Caisse des dépôts et consignations, jusqu'à concurrence d'une somme de 65 millions de francs, des obligations amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923.

Par une loi du 27 du même mois (art. 13), le Ministre des finances est autorisé à remettre à la Caisse des dépôts et consignations, ou à négocier, au fur et à mesure des besoins du Trésor et à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser 3 fr. 25 p. o/o, des obligations amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923 et représentant le montant des avances et des subventions restant à la charge de la Dette flottante pour le service des chemins vicinaux et des établissements scolaires.

Ces annuités sont payées sur le crédit ouvert au budget du Ministère des finances pour le remboursement des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires.

En exécution des lois précitées, les décisions ministérielles des 26 et 31 décembre 1894 et 5 février 1895 ont prescrit l'ouverture dans les écritures de l'Administration centrale, de trois comptes destinés à constater l'émission, le remboursement, l'emploi et l'amortissement de ces obligations :

1° Un compte d'effets à payer intitulé : *Obligations amortissables par annuités terminables en 1923 (Lois des 7 et 27 décembre 1894)*, qui comprend à son crédit le montant de l'émission des obligations et à son débit les payements successifs des obligations remboursées à l'échéance;

2° Un compte classé, parmi les services spéciaux du Trésor, sous la rubrique : *Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923 (Lois des 7 et 27 décembre 1894)*, qui retrace à son débit le montant des obligations émises, contradictoirement avec le compte d'effets à payer précité, et à son crédit, les sommes ordonnancées sur les crédits ouverts au Ministère des finances;

Ces deux premiers comptes comprennent toutes les obligations émises, tant pour subvenir aux dépenses de l'expédition de Madagascar que pour pourvoir au remboursement des avances faites par la Dette flottante aux caisses vicinale et scolaire;

3° Enfin un compte qui a figuré jusqu'en 1897 parmi les services spéciaux sous le titre : *Dépenses de l'expédition de Madagascar*, et qui comprenait à son crédit le produit des émissions d'obligations créées dans le but de subvenir aux dépenses de l'expédition, et à son débit les payements effectués sur les crédits ouverts aux Ministères de la guerre et de la marine.

D'autre part, le compte spécial, créé en vertu de la décision ministérielle du 4 mai 1894 : Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires, présente, à son crédit, le produit des obligations de l'espèce émises en vue de désintéresser la Dette flottante.

Il a été procédé :

Pendant l'année 1894, à la négociation de	20,000	obligations affectées aux dépenses de l'expédition de Madagascar, qui ont produit, au capital de 500 francs la somme de...	10,000,000f 00c
Pendant l'année 1895, à la négociation de		606,000 obligations réparties comme suit :	
pour les dépenses de l'expédition de Madagascar	110,000	qui ont produit un capital de...	55,000,000 00
pour la liquidation des caisses vicinale et scolaire...	496,000	qui ont produit un capital de...	248,000,000 00
Pendant l'année 1896, à la négociation de		206,900 obligations réparties comme suit :	
pour les dépenses de l'expédition de Madagascar	54,786	qui ont produit un capital de...	27,393,000 00
pour la liquidation des caisses vicinale et scolaire...	142,514	qui ont produit un capital de...	71,257,000 00
pour les dépenses de l'expédition de Siam...	9,600	qui ont produit un capital de...	4,800,000 00
Le nombre des obligations actuellement émises s'élève donc à...	832,900	représentant, à 500 francs, un capital de...	416,450,000 00

Aux termes des décisions ministérielles en date des 10 et 23 janvier, 10 février, 6 et 11 mars, 22 avril 4 mai, 19 juin, 10 juillet et 2 août 1896, le nombre des obligations remises à la Caisse des dépôts et consignations a été porté au chiffre maximum de 832,900 pour un capital nominal de 416,450,000 francs, réparti comme suit :

	OBLIGATIONS.	CAPITAL.
Madagascar...	184,786	92,393,000f
Caisse vicinale et scolaire...	638,514	319,257,000
Siam...	9,600	4,800,000
Total égal...	832,900	416,450,000

Au 31 décembre 1896, la dette du Trésor résultant des émissions successives d'obligations s'élevait au chiffre de...		416,450,000 00
formant le débit du présent compte.		
A son crédit figurent les atténuations effectuées :		
Pendant l'année 1895 : Par application des crédits ouverts au Ministère des finances pour l'amortissement de 11,800 obligations, ci...	5,900,000	
Pendant l'année 1896 : Par application des crédits ouverts au même Ministère pour l'amortissement de 17,600 obligations, ci...	8,800,000	
Pendant l'année 1897 : Par application des crédits ouverts aux chapitres 9 et 10 du même Ministère, pour l'amortissement de 19,700 obligations, ci...	9,850,000	
Pendant l'année 1898 : Par application des crédits ouverts aux chapitres 9 et 10 du même Ministère, pour l'amortissement de 20,300 obligations, ci...	10,150,000	
Ensemble...	34,700,000	34,700,000 00
Au 31 décembre 1898, 69,400 obligations ont été amorties et il ressort un solde débiteur de...		381,750,000 00

représentant 763,500 obligations restant à rembourser.

Ce solde est lui-même égal à celui qui ressort page 295 et au solde créditeur du compte des effets à payer. (Voir page 297.)

Suite de la **DE LA SITUATION GÉNÉRALE**

DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 41.

Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (*Loi du 17 février 1898.*)

Aux termes de l'article 3 de la loi du 17 février 1898, le Ministre des finances est autorisé, pour subvenir provisoirement aux dépenses de perfectionnement du matériel d'armement et de réinstallation de services militaires, à émettre ou à négocier dans la limite des crédits ouverts et de l'insuffisance temporaire des ressources inscrites au crédit du compte spécial : Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires, des obligations du Trésor à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser six ans. La décision ministérielle, en date du 28 juin 1898, prise en exécution de la loi précitée, a fixé le mode de comptabilité à suivre pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives à l'émission et au remboursement de ces obligations et a prescrit la création des trois comptes suivants :

1° Un compte à ouvrir parmi les services spéciaux sous la rubrique : *Produit de l'émission d'obligations à court terme* (*Loi du 17 février 1898*) qui est crédité du produit des obligations négociées et débité du montant des obligations à rembourser à chaque échéance ;

2° Un compte d'effets à payer : *Obligations du Trésor à court terme* (*Loi du 17 février 1898*) qui présente, à son crédit, le montant des obligations émises et, à son débit, les payements effectifs d'obligations remboursées aux échéances ;

3° Enfin le présent compte classé parmi les services spéciaux sous le titre : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme* (*Loi du 17 février 1898*), qui comprend, à son débit, le montant des obligations négociées, contradictoirement avec le crédit du compte d'effets à payer précité, et, à son crédit le montant des obligations à rembourser à chaque échéance.

Les opérations constatées à ce compte sont les suivantes :

Il a été débité :

Pendant l'année 1898, par suite de l'émission de 119,840 obligations (capital au pair), de..... 59,920,000f

Aucun remboursement n'ayant été effectué, le solde du présent compte au 31 décembre 1898 est débiteur de..... 59,920,000

(Voir page 295).

A la même date, le compte d'effets à payer présente un solde créditeur égal de..... 59,920,000

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

Suite des DÉVELOPPEMENTS

SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS LES CRÉANCES ADMINISTRATIVES, LES DECOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR

3° Développements sur les opérations de la Caisse des dépôts et consignations, les créances administratives, les découverts et avances du Trésor et la Dette flottante du Trésor.

Suite de la SITUATION GÉNERALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES PASSIVES.

Développement sur les fonds déposés au Trésor par la CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS *et compris dans le passif de la situation générale des finances au 1er janvier 1899.*

Les fonds déposés au Trésor public par la Caisse des dépôts et consignations sont de différentes origines :

1° Fonds placés en compte courant et dont l'intérêt est bonifié à la Caisse des dépôts et consignations, en vertu de décisions annuelles du Ministre des finances. — Voir ci-après (page 771, n° 28) ..... 213,008,266f 52.

somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor* (page 299);

2° Fonds appartenant aux caisses d'épargne, dont l'administration a été confiée par la loi du 31 mai 1837 à la Caisse des dépôts et consignations, qui a la faculté de les placer au Trésor à l'intérêt de 2 fr. p. o/o par an. — Voir ci-après (page 771, n° 29) 97,048,259 30

somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne* (page 299);

3° Fonds appartenant à la Caisse nationale d'épargne, dont l'administration a été confiée par la loi du 9 avril 1881 à la Caisse des dépôts et consignations, qui a la faculté de les placer au Trésor. Voir ci-après (page 771, n° 30) 48,122,731 22

somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale d'épargne* (page 299);

4° Fonds appartenant à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dont la gestion est attribuée par la loi du 30 janvier 1884 à la Caisse des dépôts et consignations, qui les place en compte courant au Trésor à l'intérêt, provisoirement fixé, de 3 fr. 50 p. o/o l'an. — Voir ci-après (page 771, n° 34) ..... 47,950,446f 93c — 47,950,446 93

auquel il convient d'ajouter une somme de 115 83
représentant le montant net des timbres-poste affectés aux bulletins de retraite qui ne figureront qu'en 1899 dans les écritures de la Caisse des dépôts et consignations.

ENSEMBLE 47,950,562 76

somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse* (page 299).

Les fonds désignés ci-dessus montant à 406,129,703 97

se réunissent à l'ensemble de la situation de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1899 résumée dans le tableau suivant :

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite du DÉVELOPPEMENT

Situation de la CAISSE DES DÉP

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. ACTIF.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. PASSIF.	OBSERVATIONS.
1. Consignations judiciaires et administratives	"	330,518,914f 18c	(A) Composition des fonds des caisses d'épargne, savoir.
2. Fonds provenant de successions de militaires et de successions recueillies aux colonies et à l'étranger	"	3,689,645 07	Fonds en compte courant au Trésor (voir page 771, n° 29) 97,048,259f 30
3. Caisses d'épargne et de prévoyance	"	(A) 3,473,897,864 16	Rentes et valeurs en portefeuille (voir page 773) 3,334,849,601 86
4. Caisse nationale d'épargne	"	48,122,731 22	ENSEMBLE 3,431,897,861 16
5. Cautionnements de soumissionnaires de travaux et fournitures	"	1,483,720 14	A ajouter :
6. Dépôts divers	"	34,492,133 18	Banque de France : s/c de fonds non employés des caisses d'épargne n° 31 ..... 42,000,000 00
7. Produit du prélèvement effectué sur le pari mutuel en faveur des œuvres locales de bienfaisance	"	11,012,161 42	TOTAL des fonds des caisses d'épargne. 3,473,897,861 16
8. Fonds affectés au règlement de la double dette du Gouvernement d'Haïti	"	585,292 03	(B) Y compris 63,906,323 fr. 79 en rentes sur l'État et en obligations du Trésor.
9. Exposition universelle de 1900, s/c de dépôts 63,733,539f 00c	"	(B) 64,487,291 16	(C) Y compris 50,619,624 fr. 02 en rentes sur l'État.
10. Exposition universelle de 1900, s/c d'intérêts 753,752 16			(D) Y compris 85,879,226 fr. 46 en rentes sur l'État et obligations.
11. Legs et fondations	"	2,723,470 17	
12. Notaires, c/c de dépôts	"	63,973,779 78	
13. Pensions de retraites sur fonds spéciaux	"	7,166,196 81	
14. Séquestres et autres mandataires de justice, c/c de dépôts	"	20,624,013 80	
15. Sociétés de secours mutuels	"	(C) 118,375,223 34	
16. Caisse des offrandes nationales	"	199,013 69	
17. Caisse nationale de retraites pour la vieillesse	"	47,950,661 93	
18. Caisse d'assurance en cas de décès	"	70,025 72	
19. Caisse d'assurance en cas d'accidents	"	19,953 97	
20. Remboursements d'avances faites pour l'achèvement des chemins vicinaux et des établissements scolaires	"	2,259,583 22	
21. Remises et traites des préposés	"	3,157,834 78	
22. Fonds en réserve	"	(D) 138,976,122 14	
23. Recouvrements de valeurs souscrites en garantie de prêts de la Caisse des dépôts et consignations	"	740,020 60	
24. Profits et pertes	"	6,851,680 10	
25. Recettes à régulariser	"	525 75	
26. Excédents sur prêts	"	136 78	
27. Divers comptables, c/c d'opérations réciproques	21,618f 22c	"	
À reporter	21,618 22	4,381,377,995 14	

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

SUR LES CRÉANCES PASSIVES.

ET CONSIGNATIONS au 1er janvier 1899.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. ACTIF.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. PASSIF.	OBSERVATIONS.
Report	21,618f 22c	4,381,377,995f 14c	
28. Trésor public, s/c courant à 3 p. o/o	213,008,266 52	"	
29. Trésor public, s/c de fonds des caisses d'épargne	97,048,259 30	"	
30. Trésor public, s/c de fonds de la Caisse nationale d'épargne	48,122,731 22	"	
31. Banque de France, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne	42,000,000 00	"	
32. Avances à la Société de crédit des habitations à bon marché	150,000 00	"	
33. Caisse de retraite pour la vieillesse, s/c de timbres-poste affectés aux bulletins — retraite	215 00	"	(E) Cette somme se décompose comme suit :
34. Trésor public, s/c de fonds de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse	47,950,446 93	"	Solde créditeur du compte courant 1° des trésoriers payeurs généraux (page 299). 182,327f 64c
35. Avances aux caisses d'épargne	2,887,555 29	"	2° des trésoriers d'Algérie 158,920 37
36. Avances au Trésor pour supplément de pensions aux anciens militaires et marins et à leurs veuves	88,242,308 30	"	3° de l'agent comptable du Trésor à Tunis 7,432 42
37. Comptes d'attentes	7,042,809 13	"	TOTAL ÉGAL 348,680f 43c
38. Compte de la différence d'intérêts résultant de la consolidation des fonds des caisses d'épargne en rentes 3 p. o/o amortissables	"	"	
39. Prêts aux départements, communes et établissemts publics	90,267,863 12	"	(F) Le solde du compte courant des trésoriers coloniaux résultant des écritures des comptables est de 123,616 07
40. Trésoriers généraux, c/c courant, trésoriers d'Algérie et payeurs d'armée	(E) 348,680 43	"	Tandis que celui de la Caisse des dépôts est de 76,533 21
41. Trésoriers coloniaux, c/c courant	(F) 76,533 21	"	LA DIFFÉRENCE 47,082 86
	637,167,286 67	4,381,377,995 14	représente l'écart entre les opérations du 2e semestre 1897 et celles du 2e semestre 1898, passées en 1897 et en 1898, par la Caisse des Dépôts, tandis qu'elles n'ont été comprises qu'en 1898 ou ne seront passées qu'en 1899, dans les écritures de l'Administration centrale des finances.
Valeurs de caisse et de portefeuille	3,744,210,708 47	"	
TOTAUX	4,381,377,995 14	4,381,377,995 14	(G) Voir le tableau page suivante.
VALEURS ACTIVES ET INACTIVES. (Loi du 28 juillet 1875.)			
42. Caissier général, s/c de valeurs et rentes diverses	1,334,802,210 94	"	
43. Divers, c/c d'envois de titres	452,334 46	"	
44. Consignations, c/c de rentes et valeurs mobilières	"	23,642,461 64	
45. Divers, c/c de rentes et valeurs inactives	"	444,190,589 53	
46. Divers, c/c de rentes et valeurs actives	"	866,752,783 84	
47. Comptes d'ordre	"	668,710 39	
TOTAUX	1,335,254,545 40	1,335,254,545 40	
TOTAUX GÉNÉRAUX	5,716,632,540 54	5,716,632,540 54	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

Suite du DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES PASSIVES.

Développement des valeurs de caisse et de portefeuille existant à la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1899.

NATURE DES VALEURS.	VALEURS APPARTENANT À LA CAISSE des dépôts et consignations.	VALEURS APPARTENANT AUX CAISSES D'ÉPARGNE et de prévoyance privées. Rentes de la réserve.	VALEURS APPARTENANT AUX CAISSES D'ÉPARGNE et de prévoyance privées. Provenant des fonds déposés.	VALEURS APPARTENANT AUX SOCIÉTÉS de secours mutuels (fonds de retraites).	VALEURS APPARTENANT EXPOSITION UNIVERSELLE de 1900.	TOTAL.
Numéraire	755,545f 48c	"	"	"	"	755,545f 48c
Effets à recevoir	62,165 54	"	"	"	"	62,165 54
Rentes 3 p. o/o	193,033,395 80	61,130,865f 87c	1,107,508,378f 24c	49,451,975f 87c	"	1,411,124,615 78
Rentes 3 p. o/o déposées à la Banque de France en garantie d'avances	"	"	109,986,666 65	"	"	109,986,666 65
Rentes 3 p. o/o amortissables	"	20,290,304 59	1,479,441,896 29	1,167,648 15	"	1,500,899,849 03
Rentes 3 1/2 p. o/o	"	4,458,056 00	46,613,370 19	"	6,422,462f 74c	57,493,888 93
Emprunt 2 1/2 p. o/o. Protectorat de l'Annam et du Tonkin	"	"	9,698,436 27	"	1,133,861 05	10,832,297 32
Bons du Trésor	"	"	10,000,000 00	"	"	10,000,000 00
Emprunt hellénique 2 1/2 p. o/o en 1898	"	"	6,905,358 26	"	"	6,905,358 26
Obligations du Trésor à court terme	"	"	15,810,000 00	"	"	15,810,000 00
Obligations du Trésor. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	"	"	199,514,453 73	"	"	199,514,453 73
Obligations du Trésor représentatives d'annuités terminables en 1923. (Loi du 26 juillet 1893, art. 56, et 28 décembre 1895, art. 47.)	"	"	102,074,337 10	"	"	102,074,337 10
Obligations des compagnies de chemins de fer	7,451,287 92	"	23,044,245 13	"	"	30,495,533 05
Obligations du Crédit foncier de France	"	"	19,652,463 00	"	"	19,652,463 00
Obligations souscrites en garantie de prêts	7,653,534 60	"	"	"	"	7,653,534 60
Obligations du Trésor représentatives d'annuités terminables en 1916. (Loi du 26 décembre 1892, art. 15 et 28 décembre 1895, art. 50.)	"	"	"	"	"	"
Obligations du Trésor amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	"	"	204,600,000 00	"	56,350,000 00	260,950,000 00
Obligations des Sociétés de constructions d'habitations à bon marché	"	"	"	"	"	"
TOTAUX ÉGAUX. (Voir d'autre part.)	208,955,929 34	85,879,226 46	3,334,849,604 86	50,619,624 02	63,906,323 79	3,744,210,708 47

DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES ACTIVES.

Créances administratives.

Au 31 décembre 1898, il n'existe aucune créance administrative à constater dans le compte général de l'Administration des finances.

Mais on continue à mentionner pour mémoire les répétitions à exercer par la France :

Auprès du Gouvernement belge, en raison des deux armements faits en 1831 et en 1832 pour la défense de la Belgique et la garantie de son territoire : le règlement provisoire des réclamations à faire les avait portées à 15,294,530 francs ;

Auprès du Gouvernement russe, relativement à l'emprunt négocié en 1812 entre la France et la Saxe, et pour sûreté duquel le roi de Saxe, alors grand-duc de Varsovie, affecta le produit des mines de Wielicska : somme non réglée ;

Auprès de la Régence de Tunis, pour remboursement des frais d'un armement extraordinaire destiné à la défense du bey : somme non réglée ;

Auprès du Gouvernement italien substitué à l'Autriche, pour le remboursement d'une somme de 5 millions mise à la charge de cette dernière puissance par le traité de Zurich, dans l'indemnité aux dotataires du Mont-de-Venise ; les intérêts de cette somme, payés à partir de 1865, ont été portés jusqu'en 1872 au budget extraordinaire de chaque exercice et classés, à partir de 1872, parmi les produits divers du budget.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

DÉVELOPPEMENT SUR LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET LES RESSOURCES RÉALISÉES EN ATTÉNUATION DE CES DÉCOUVERTS.

DÉCOUVERTS CONSTATÉS. — BUDGETS ANTÉRIEURS À 1852.

				DÉCOUVERTS CONSTATÉS dans les écritures de l'Administration des finances.	DÉCOUVERTS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL DES DÉCOUVERTS
	1° Découverts à l'extinction desquels aucune ressource n'a été primitivement affectée.					
Période antérieure au 1er avril 1814.	Déficit sur le service antérieur au 1er avril 1814...	67,304,366f 56c	87,440,148f 51c	504,753,034f 32c	"	504,753,034f 32c
	Débets et créances provenant du service antérieur au 1er avril 1814, non recouvrés au 1er janvier 1836.	567,228 12				
	Déficit sur le service des cautionnements remboursés à des titulaires des départements séparés de la France.	6,404,248 73				
	Avance du Trésor pour la régularisation des crédits relatifs à la dette viagère et aux intérêts de cautionnements. (Loi du 9 juillet 1836.).....	13,164,305 10				
Budgets de 1815 à 1830.	Portion des dépenses de la guerre d'Espagne. (Voir compte des finances de 1862, page 427.).....	47,567,047 00	361,414,527 98			
	Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1827. (Loi du 26 juillet 1829.).....	32,016,283 00				
	Distrons d'argent faites aux troupes pendant les journées de juillet 1830. (Dépense non allouée sur l'ex. 1830)	371,051 00				
	Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1830. (Loi du 24 avril 1833.).....	63,346,061 00				
	Créances litigieuses (art. 21 de la loi du 20 mai 1874). Tiler père et fils.....	16,178 36				
	Prélèvements effectués sur les fonds des capitaux de cautionnements au profit des budgets de 1814, 1816 et 1820. (Art. 26 de la loi du 30 mars 1888.).....	218,097,907 62				
Budgets des exercices 1832 à 1840.	Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1832. (Loi du 14 juin 1835.).....	25,009,993 00	55,898,357 83			
	Payements pour l'arriéré de la Guerre. (Dépense non allouée sur l'exercice 1832.).....	270,560 00				
	Payements de créances d'exercices périmés concernant le Ministère de la guerre non alloués en dépense sur l'exercice 1838.....	16,150 00				
	Dépense du Ministère des affaires étrangères non allouée dans le règlement de l'exercice 1840...	5,900 00				
	Solde du compte entre le Trésor public et l'ancien Trésor de la Couronne. (Loi du 2 mars 1832 et décret-loi du 22 janvier 1852.).....	3,498,847 52				
	Avances restant à rembourser à la fin de l'exercice 1886 sur la portion de l'Emprunt grec de 1833 garantie par la France. (Art. 4 de la loi du 16 février 1887.)..	27,097,807 31				
	2° Découverts du service ordinaire des budgets à l'extinction desquels ont été affectés les fonds disponibles de la réserve de l'amortissement.					
	Budget de l'exercice 1840. (Découvert fixé par la loi de règlement de cet exercice).		138,004,529f 64c	456,009,951 93	"	456,009,951 93
	Budget de l'exercice 1841. (*Idem.*).....		18,694,405 42			
	Budget de l'exercice 1842. (*Idem.*).....		108,612,172 30			
	Budget de l'exercice 1843. (*Idem.*).....		39,826,738 40			
	Budget de l'exercice 1844. (*Idem.*).....		181,530 77			
	Budget de l'exercice 1845. (Décret pour le règlement de cet exercice, en date du 20 juillet 1848.) Excédent de recettes de 4,335,329 fr. 84. (*Mémoire.*).....		"			
	Budget de l'exercice 1846. (Découvert fixé par la loi de règlement de cet exercice.).		41,273,264 48			
	Budget de l'exercice 1847. (*Idem.*).....		109,417,310 92			
	3° Avances du Trésor pour l'établissement des grandes lignes de chemins de fer et autres travaux régis par la loi du 11 juin 1842.					
	Exercice 1842. (Avance constatée par la loi de règlement du budget.).....		1,368,091 28	441,901,957 90	"	441,901,957 90
	Exercice 1843. (*Idem.*).....		27,214,800 94			
	Exercice 1844. (*Idem.*).....		43,190,895 22			
	Exercice 1845. (*Idem.*).....		100,480,587 57			
	Exercice 1846. (*Idem.*).....		121,626,442 50			
	Exercice 1847. (*Idem.*).....		147,873,328 08			
	Obligations cautionnées souscrites en 1847 et 1848 par des fabricants de sucre du département du Nord et devenues irrécouvrables. (Art. 16 du projet de loi de règlement de l'exercice 1876.).....		145,404 99			
	Obligations cautionnées souscrites en 1847 et 1848 par le sieur Lefèvre, fabricant de sucre à Montescourt (Aisne), devenues irrécouvrables. (Art. 14 du projet de loi de règlement de l'exercice 1877.).....		2,407 32			
	4° Découverts des exercices 1848 à 1851.					
	Exercice 1848. (Découvert fixé par la loi de règlement de cet exercice.).....		3,005,050 51	376,545,056 48	"	376,545,056 48
	Exercice 1849. (*Idem.*).....		214,625,477 32			
	Exercice 1850. (*Idem.*).....		41,014,767 28			
	Exercice 1851. (*Idem.*).....		100,728,868 78			
	Avances pour le service de l'Emprunt de la famille d'Orléans. (Loi du 21 décembre 1872 et décision du 24 septembre 1873.).....		16,322,691 81			
	Créances litigieuses (Art. 21 de la loi du 20 mai 1873.)	Ville de Lille..... 628,200f 78c Ville de Limoges..... 220,000 00	848,200 78			
	TOTAL (*à reporter*).....			1,779,210,000 63	"	1,779,210,000 63

ATTÉNUATION DE DÉCOUVERTS.

BUDGETS ANTÉRIEURS À 1852.

			ATTÉNUATIONS DES DÉCOUVERTS constatées dans les écritures de l'Administration des finances.	ATTÉNUATIONS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL des ATTÉNUATIONS de découverts.
1° Fonds disponibles de l'amortissement appliqués à l'extinction des découverts du service ordinaire des budgets, au fur et à mesure des consolidations, conformément à l'article 36 de la loi du 25 juin 1841.					
Réserve de l'année 1842.....		67,111,792f 57c	442,247,114f 58c	"	442,247,114f 58c
Réserve de l'année 1843.....		69,876,633 52			
Réserve de l'année 1844.....		72,505,042 27			
Réserve de l'année 1845.....		75,117,373 04			
Réserve de l'année 1846.....		77,878,714 32			
Réserve de l'année 1847.....		79,757,558 86			
2° Ressources affectées par les lois des 3 juillet 1846 et 8 août 1847 aux travaux extraordinaires autorisés sous le régime de la loi du 11 juin 1842.					
Sommes versées par des compagnies adjudicataires de chemins de fer en remboursement de dépenses effectuées par le Trésor public. (Art. 16 de la loi du 3 juillet 1846.)					
Compagnie du chemin de fer du Nord.	Année 1845. 20,000,000f 00c Année 1846. 9,000,000 00 Année 1847. 8,358,750 00	37,358,750f 00c	45,958,750f 00f		
Compagnie du chemin de fer de Lyon.	Année 1845.....	8,000,000 00			
Recette par virement de comptes en 1845, de la créance mise en même temps à la charge de la ville de Lille pour sa part contributive dans la construction de la station du Chemin de fer du Nord. (Loi d'intérêt local du 19 juillet 1845.)....		600,000 00		130,171,110 50	"	130,171,110 50
Portion réalisée de l'emprunt de 250 millions négocié le 10 novembre 1847. 4° § de la loi spéciale du 8 août 1847):					
Versement des adjudicataires en 1847.....		42,234,298f 50c	84,212,360 50		
Versement des adjudicataires en 1848.....		41,978,062 00			
3° Ressources provenant des consolidation en rentes décrétées en 1848 et qui ont été appliquées à l'ensemble des découverts du Trésor.					
Bons du Trésor convertis en emprunt national. (Décret du 16 mars 1848.).....		26,182,213f 29c	288,845,162 77	"	288 845,162 77
Bons du Trésor créés antérieurement au 24 février 1848. (Décret du 7 juillet 1848.).....		242,747,800 60			
Fonds des sociétés et agences tontinières. (Décret du 29 juillet 1848.)..		2,734,020 13			
Fonds des communes et établissements publics. (Même décret.).....		3,606,456 84			
Consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Décret du 7 juillet 1848.) (Voir le compte général des finances de 1857, page 424.).....		13,549,039 91			
Consolidation des bons du Trésor émis en remboursement de dépôts aux caisses d'épargne. (Décret du 7 juillet 1848.).....		25,632 00			
TOTAL (*à reporter*).....				861,263,387 85	"	861,263,387 85

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

Suite du DÉVELOPPEMENT SUR LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET SUR LES RESSOURCES RÉALISÉES EN ATTÉNUATION DE CES DÉCOUVERTS.

DÉCOUVERTS CONSTATÉS. (Suite.)			DÉCOUVERTS constatés dans les écritures de l'Administration des finances.	DÉCOUVERTS à constater ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL des découverts.
Report des budgets antérieurs à 1852.....			1,779,210,000f 63c	"	1,779,210,000
BUDGETS DE 1852 à 1870.					
Découvert du budget de l'exercice 1852.....	25,759,013f 54c	234,940,881f 81c			
Découvert du budget de l'exercice 1853.....	23,148,545 53				
Découvert du budget de l'exercice 1854.....	186,033,322 74				
Remboursements de capitaux de rentes 5 p. o/o. (Décret du 14 mars 1852.).....		78,706,849 76			
(*Les budgets des exercices 1855 à 1859, qui ont profité du produit des emprunts nationaux, ont été réglés en excédent de recette successivement transporté, d'exercice en exercice, par les lois de règlement.*)					
Résultat des stipulations financières du traité de Zurich avec l'Autriche et le Piémont.....(A)		39,880,055 64			
Capital des obligations mexicaines appartenant à l'État.....		28,510,500 00			
Découvert du budget de l'exercice 1860.....		119,008,884 37			
Découvert du budget de l'exercice 1861.....		164,903,163 93	816,584,990 45	"	816,584,990 45
Découvert du budget de l'exercice 1862.....		34,953,625 98			
Découvert du budget de l'exercice 1863.....		22,131,099 90			
Découvert du budget de l'exercice 1864.....		51,765,610 71			
Fonds spécial des dotations accordées sur le produit des aliénations de bois. (Loi du 21 décembre 1872, décision du 24 septembre 1873 et art. 16 du projet de loi portant règlement de l'exercice 1879, pour 5,717 fr. 36).....		1,106,333 41			
Solde débiteur à la fin de l'exercice 1886 du compte *Indemnités payées aux courtiers de marchandises.* (Art. 2 de la loi du 19 juillet 1886.)..		30,961,106 58			
Créances irrécouvrables sur les prêts faits à l'industrie en 1860. (Art. 27 de la loi du 30 mars 1888.).....		9,716,878 36			
A reporter.....			2,595,794,991 08	"	2,595,794,991 08

(A) Ce découvert s'atténuera ultérieurement des 5 millions à la charge de l'Italie substituée à l'Autriche dans l'indemnité aux dotataires du Mont-de-Venise lorsque l'Italie se sera acquittée de sa dette. A cette époque, la somme de 250,000 francs, portée annuellement au budget à titre d'intérêts de cette créance, cessera de figurer parmi les évaluations de recettes.

ATTÉNUATIONS DE DÉCOUVERTS. (Suite.)		ATTÉNUATIONS des découverts constatées dans les écritures de l'Administration des finances.	ATTÉNUATIONS à constater ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL des atténuations de découverts.
Report des budgets antérieurs à 1852.....		861,263,387f 85c	"	861,263,387f 85c
BUDGETS DE 1852 à 1870.				
Produit de la consolidation en rentes 3 p. o/o de fonds disponibles de la dotation de l'armée. (Art. 1er de la loi du 19 juin 1857.).....	115,947,704f 32c			
Produit de la consolidation en rentes de l'augmentation du capital de la Banque de France.....	100,000,000 00			
Montant des quatre annuités remboursées à la Banque de France sur son prêt de 75 millions.....	20,000,000 00			
Produit net de la soulte provenant de la conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o.....	157,760,896 80	722,662,992 61	"	722,662,992 61
Recouvrements effectués sur l'emprunt de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.).....	299,910,391 90			
Portion de l'excédent de recettes de 1865 qui n'a point été attribuée au budget extraordinaire de 1866.....	9,737,530 02			
Primes afférentes à des obligations mexicaines appartenant à l'État.....	321,400 00			
Excédent de recettes de l'exercice 1868. (Loi du 16 novembre 1875, art. 14.).....	18,985,069 57			
A reporter.....		1,583,926,380 46	"	1,583,926,380 46

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

Suite du DÉVELOPPEMENT SUR LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET SUR LES RESSOURCES RÉALISÉES EN ATTÉNUATION DE CES DÉCOUVERTS.

DÉCOUVERTS CONSTATÉS. (Suite.)	DÉCOUVERTS CONSTATÉS dans les écritures de l'Administration des finances.	DÉCOUVERTS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL des DÉCOUVERTS
Report	2,595,794,991f 08c	"	2,595,794,991
BUDGETS DE 1871 à 1897. (Suite.)			
Découvert du budget de l'exercice 1872. (Loi du 1er août 1885.)	81,917,283 31	"	81,917,283
Découvert du budget de l'exercice 1873. (Loi du 11 août 1885.)	44,932,564 64	"	44,932,564
Découvert du budget de l'exercice 1874. (Loi du 14 août 1885.)	64,414,280 23	"	64,414,280
Découvert du budget de l'exercice 1882	42,547,475 31	"	42,547,475
Avances faites par le Trésor, en 1870, à la Commission d'armement national. (Loi du 22 juillet 1887, art. 19.)	16,689,839 50	"	16,689,839
Droits de douanes dus par divers départements ministériels pour des marchandises livrées en 1870-1871 avec suspension d'impôts. (Loi du 22 juillet 1887, art 20.)	105,406 65	"	105,406
Versements effectués, en 1870-1871, par les comptables de la régie des contributions indirectes à diverses communes des départements de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, pour obtempérer à des réquisitions de l'armée allemande. (Art. 14 du projet de loi de règlement de l'exercice 1876.)	217,655 40	"	217,655
Prix de tabacs livrés sans factures à des débitants lors de l'invasion allemande, en 1870. (Art. 13 du projet de loi du règlement de 1878.)	351 00	"	
Découvert du budget de l'exercice 1883	62,427,893 02	"	62,427,893
Découvert du budget de l'exercice 1884	89,918,295 34	"	89,918,295
Découvert du budget de l'exercice 1885	146,660,445 38	"	146,660,445
Découvert du budget de l'exercice 1886	124,136,327 46	"	124,136,327
Montant de la faillite liquidée de la banque de la Nouvelle-Calédonie. (Loi du 2 juin 1887, art. 8).	291,993 75	"	291,993
Découvert du budget de l'exercice 1887	17,081,073 59	"	17,081,073
Découvert du budget de l'exercice 1892	"	9,939,759f 11c	9,939,759
Succession Giffard. Régularisation d'avances. (Projet de loi de règlem^t de l'exercice 1892, art. 17.)	"	4,786,830 23	4,786,830
Découvert du budget de l'exercice 1893	"	84,511,095 82	84,511,095
Découvert du budget de l'exercice 1894	"	21,654,615 90	21,654,615
Bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire. (Loi du 30 décembre 1891. — Projet de loi de règlement de l'exercice 1894, art. 16.)	"	891,569 05	891,569
Découvert du budget de l'exercice 1895	"	17,903,459 50	17,903,459
Découvert du budget et exercice 1896	"	8,727,130 66	8,727,130
Faillite Fontaine et Cie, fabricants de sucre à Neuville-Saint-Rémy (Nord). (Projet de loi de règlement de l'exercice 1897, art. 16)	"	160,523 62	160,523
	3,287,135,875 66	148,574,983 89	3,435,710,859
A DÉDUIRE : Atténuation de découverts. (Voir ci-contre.)	2,449,956,595 85	6,501,844 85	2,456,458,440
RESTE pour total des découverts au 1er janvier 1899	837,179,279 81	142,073,139 04	979,252,418

ATTÉNUATIONS DE DÉCOUVERTS. (Suite.)	ATTÉNUATIONS DES DÉCOUVERTS constatées dans les écritures de l'Administration des finances.	ATTÉNUATIONS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL DES ATTÉNUATIONS de découverts.
Report	1,583,926,380f 46c	"	1,583,926,380f 46c
BUDGETS DE 1871 à 1897. (Suite.)			
Rentes 5 p. o/o à remettre aux déposants des caisses d'épargne. (Loi du 20 juin 1871 et décision ministérielle du 24 septembre 1873.)	67,098,322 50	"	67,098,322 50
Portion du produit de l'emprunt de 500 millions. (Loi du 1er mai 1886.)	242,171,800 00	"	242,171,800 00
Capital de rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations en exécution de la loi du 1er mai 1886	399,999,973 80	"	399,999,973 80
Portion sans emploi des ressources allouées pour les frais de l'emprunt de 500 millions [émission de 1886]. (Loi du 1er mai 1886 et décision ministérielle du 13 novembre 1888.)	2,287,681 36	"	2,287,681 36
Excédent de recettes de l'exercice 1875	57,959,444 14	"	57,959,444 14
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1879	20,697,180 49	"	20,697,180 49
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1880	1,302,819 51	"	1,302,819 51
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1881	74,512,993 59	"	74,512,993 59
	2,449,956,595 85	"	2,449,956,595 85
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1889	"	6,193,792f 43c	6,193,792 43
Reliquats disponibles constatés sur les ressources destinées à faire face aux dépenses des anciens budgets extraordinaires de la Marine, des Beaux-arts et des Travaux publics :			
Prêt de la Banque de France. (Loi du 13 juin 1878.) 5,388f 03c			
Produit de l'emprunt de 500 millions en rente 3 p. o/o. (Loi du 1er mars 1886.) 16,493 69	"	24,881 72	24,881 72
Produit de la conversion de rentes 4 1/2 p. o/o anciennes 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.) 3,000 00			
Reliquat disponible au 31 décembre 1892 sur le compte spécial *Produit de la vente des matières versées par le service de la Marine.* (Projet de loi de règlement de l'exercice 1892, art. 18.)	"	63,942 30	63,942 30
Reliquat disponible au 31 décembre 1896 sur les comptes de trésorerie ci-après : (Projet de loi de règlement de l'exercice 1896, art. 16)	"	"	"
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.			
1° Fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï	"	669 05	669 05
2° Produit de l'émission de rente 3 p. o/o 1891	"	88,348 30	88,348 30
DIVERS CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.			
3° Rente de la dotation de l'armée s/c de liquidation	"	130,211 05	130,211 05
TOTAL des atténuations de découverts au 1er janvier 1899	2,449,956,595 85	6,501,844 85	2,456,458,440 70

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

DÉVELOPPEMENT, PAR NATURE DE CRÉANCES, DES MOUVEMENTS DE LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR, PENDANT L'ANNÉE 1898, ET DE LA SITUATION DE CETTE DETTE AU 1er JANVIER 1899.

NATURE DES CRÉANCES COMPOSANT LA DETTE FLOTTANTE.	DETTE FLOTTANTE au 1er janvier 1898. — CRÉANCES passibles d'intérêts.	DETTE FLOTTANTE au 1er janvier 1898. — CRÉANCES sans intérêts.	RÉSULTAT DES MOUVEMENTS DE LA DETTE FLOTTANTE pendant l'année 1898. — AUGMENTATIONS.	RÉSULTAT DES MOUVEMENTS DE LA DETTE FLOTTANTE pendant l'année 1898. — DIMINUTIONS.	DETTE FLOTTANTE au 1er janvier 1899. — CRÉANCES passibles d'intérêts.	DETTE FLOTTANTE au 1er janvier 1899. — CRÉANCES sans intérêts.
EFFETS À PAYER.						
Bons du Trésor remis à divers particuliers. — Bons ordinaires	95,663,300f 00c	1,920,67[illegible]	"	19,310,876f 60c	(A) 77,139,300f 00c	(B) 1,133,800f 58c
Mandats sur le Trésor tirés par les trésoriers-payeurs généraux et les autres comptables	"	11,963,5[illegible]	"	3,088,089 60	"	8,875,430 20
	95,663,300 00	13,884,1[illegible]	"	22,398,966 20	77,139,300 00	10,009,230 78
	109,547,496f 98c		Diminution : 22,398,966f 20c		87,148,530f 78c	
CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.						
Communes et établissements publics, t/c de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Ville de Paris	56,043,851f 23c		"	31,573,525f 16c	(C) 24,470,326f 07c	"
Communes et établissements publics, t/c de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Départements	305,525,119 66		"	3,615,393 92	(D) 301,909,725 74	"
Service départemental — Budget de l'exercice 1897	"		"	76,321,224 11	"	"
Service départemental — Budget de l'exercice 1898	"	76,321,[illegible]	76,674,370f 29c	"	"	76,674,370f 29c
Service départemental — Opérations hors budget	"	99,[illegible]	579,338 04	"	"	678,947 67
Divers établissements, t/c de fonds placés au Trésor sans intérêts	"	939,[illegible]	"	5,421 89	"	933,958 11
Caisse des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor	163,457,227 19		49,551,039 33	"	213,008,266 52	"
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne	84,111,312 15		12,936,947 15	"	97,048,259 30	"
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale d'épargne	48,768,822 83		"	646,091 61	48,122,731 22	"
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	49,053,554 15		"	1,102,991 39	47,950,562 76	"
Gouvernement beylical, s/c de fonds déposés au Trésor	1,976,051 63		2,175,921 33	"	4,151,972 96	"
Imprimerie nationale	"	900,[illegible]	"	550,000 00	"	350,000 00
Divers corps de troupes de la Guerre et de la Marine, t/c de fonds déposés au Trésor	"	14,867,[illegible]	"	761,011 48	"	14,106,593 00
Trésorier général des Invalides de la marine, s/c courant avec le Trésor et chez divers comptables	"	4,634,[illegible]	"	150,943 86	"	4,483,499 05
Crédit foncier, s/c courant n° 2	8,174,110 62		"	2,888,763 34	5,285,347 28	"
Ministère de l'Instruction publique, s/c de fondations anglaises, écossaises et irlandaises	151,705 53		7,169 61	"	158,875 14	"
Service des pompes funèbres	1,219,782 31		101,347 01	"	1,321,129 32	"
Divers correspondants des trésoriers-payeurs généraux	"	11,198,[illegible]	638,522 06	"	"	11,837,139 82
Divers correspondants du Caissier-Payeur central	"		21,706,470 08	"	21,706,470 08	"
	718,481,537 30	108,960,[illegible]	164,371,124 90	117,615,366 76	765,133,666 39	109,064,507 94
	827,442,416f 19c		Augmentation : 46,755,758f 14c		874,198,174f 33c	
FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES.						
Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux	54,930,860f 43c		"	784,831f 07c	(E) 54,146,029f 36c	"
TOTAL GÉNÉRAL	869,075,697 73	122,845,[illegible]	164,371,124f 90c	140,799,164 03	896,418,995 75	119,073,738f 72c
	991,920,773f 60c		Augmentation : 23,571,960f 87c		1,015,492,734f 47c	

OBSERVATIONS.	
(A) Bons à échoir en 1899 (capital)	77,139,300f 00c
(B) Bons échus au 31 décembre 1898 (capital)	1,133,800 58
ENSEMBLE (voir page 676)	78,273,100 58
(C) Cette somme se répartit comme suit :	
Communes — Ville de Paris, s/c n° 1	19,000,000f 00c
Communes — *Idem*, s/c n° 2	"
Établissements — Monts-de-piété	3,500,000 00
Établissements — Institution des Jeunes Aveugles	18,696 11
Établissements — Hospice des Quinze-Vingts	100,321 31
Établissements — Institution des Sourds-Muets	35,873 45
Établissements — Assistance publique	500,000 00
Établissements — Asile de la Providence	13,611 32
Établissements — Asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet	593,895 43
Établissements — Asile Vacassy	30,164 81
Intérêts afférents à l'exercice 1898 liquidés au profit des comptes ci-dessus	677,763 64
TOTAL	24,470,326 07
(D) Cette somme se répartit comme suit :	
Communes — Communes	228,922,111f 83c
Communes — Fonds de réserve de l'octroi de la banlieue de Paris	1,763,611 75
Communes — Fonds communs des divisions en Algérie	75,000 00
Établissements — Hospices, asiles d'aliénés, dépôts de mendicité	32,792,912 82
Établissements — Bureaux de bienfaisance et d'assistance médicale	16,555,578 26
Établissements — Associations syndicales autorisées	4,462,137 39
Établissements — Fabriques d'églises	5,011,243 30
Établissements — Monts-de-piété	3,636,688 14
Établissements — Sociétés de charité maternelle, crèches approuvées	46,163 14
Établissements — Caisses des écoles	338,960 64
Établissements — Facultés	4,031,677 22
Établissements — Orphelinats	182,490 16
Établissements — Chambres de commerce	21,526 68
Établissements — Divers	173,960 50
Intérêts afférents à l'exercice 1898 liquidés au profit des comptes ci-dessus (France)	3,895,663 91
TOTAL ÉGAL	301,909,725 74
(E) Voir page 681.	

RÉSUMÉ

DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES,

DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1899.

NOTE SUR LE RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES,

DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1899.

Il a paru utile de faire suivre l'Exposé de la situation générale de l'Administration des finances, à l'époque du 1er janvier 1899, d'un travail d'ensemble qui résume d'abord et développe ensuite les quatre principaux termes de la situation du Trésor publiée à la fin de chacune des années précédentes à partir du 1er janvier 1871. Les mêmes résultats concernant les années 1814 à 1870 ont été publiés pour la dernière fois dans le compte de 1885.

Ce travail se compose des six tableaux suivants :

Tableau récapitulatif de l'Actif et du Passif réels du Trésor public.

Développements...
- *Actif du Trésor.*
- *Découverts et avances du Trésor*
- *Dette flottante du Trésor.*
- *Passif du Trésor sur les budgets et les services spéciaux.*

Tableau résumé des causes *et de la* composition *de la Dette flottante du Trésor.*

Les résultats de ce travail d'ensemble sont extraits des comptes généraux de l'Administration des finances depuis 1870, en présentant la situation générale des finances, non pas telle qu'elle résulte des opérations des comptables, mais modifiée par les rectifications qui permettent d'établir l'*actif* et le *passif réels* du Trésor public.

Suite de la *Note sur le résumé de la situation générale des Finances.*

Les résultats afférents à l'année 1870 n'ont pu être inscrits dans les tableaux dont il s'agit pour les motifs exprimés dans la Note sur la situation générale des finances (page 546 du compte de 1870).

En établissant une moyenne par période depuis 1871 jusqu'au 1er janvier 1899, ainsi que le fait connaître l'un des tableaux placés à la suite de la présente Note, *les Causes* et *la Composition* de la Dette flottante du Trésor se résument comme on va l'établir :

1° CAUSES DE LA DETTE FLOTTANTE (EN MOYENNE).

SITUATION AU 1er JANVIER.	DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR sur le service des budgets.	INSUFFISANCE DE L'EXCÉDENT DE RECETTES DES BUDGETS EN COURS D'EXÉCUTION et des services spéciaux suivis en dehors des budgets, comparativement à la réserve habituelle de caisse et aux créances actives du Trésor.	TOTAL DES BESOINS DE TRÉSORERIE qui ont dû être couverts par la Dette flottante (en moyenne).
1871 à 1884..	785,465,844f 77c	602,231,280f 14c	1,387,697,124f 91c
1885 à 1899..	842,908,583 54	227,560,686 03	1,070,409,269 57

2° COMPOSITION DE LA DETTE FLOTTANTE (EN MOYENNE).

SITUATION AU 1er JANVIER.	EFFETS À PAYER.	COMPTES COURANTS et FONDS EN DÉPÔT.	FONDS PARTICULIERS des TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.	MONTANT DE LA DETTE FLOTTANTE (en moyenne).
1871 à 1884..	222,081,527f 90c	1,021,906,654f 32c	143,708,942f 69c	1,387,697,124f 91c
1885 à 1899..	107,252,063 98	902,965,980 62	60,191,224 97	1,070,409,269 57

RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES,

DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1884.

Tableau récapitulatif de l'Actif et du Passif réels du Trésor public.

ÉPOQUES auxquelles LES SITUATIONS sont arrêtées.	ACTIF			PASSIF.		
	RÉALISABLE (encaisse des comptables, fonds en dépôt à la Banque de France; créances actives).	DÉCOUVERTS et avances du Trésor.	TOTAL ÉGAL au passif.	DETTE FLOTTANTE du Trésor.	BUDGETS et services spéciaux.	TOTAL du passif.
Au 1er janvier 1871..	"	"	"	"	"	"
Au 1er janvier 1872..	1,383,994,379f 85c	659,290,569f 19c	2,043,284,949f 04c	1,090,763,177f 13c	952,521,771f 91c	2,043,284,949f 04c
Au 1er janvier 1873..	2,070,372,101 79	659,201,225 54	2,729,573,327 33	1,326,512,188 40	1,403,061,138 93	2,729,573,327 33
Au 1er janvier 1874..	956,029,850 98	741,076,182 65	1,697,106,033 63	1,157 785,382 98	539,320,650 65	1,697,106,033 63
Au 1er janvier 1875..	884,868,056 17	785,591,771 93	1,670,459,828 10	1,021,691,739 26	648,768,088 84	1,670,459,828 10
Au 1er janvier 1876..	1,136,809,322 12	850,006,052 16	1,986,815,374 28	1,359,307,724 53	627,507,649 75	1,986,815,374 28
Au 1er janvier 1877..	1,041,688,995 38	808,843,145 97	1,850,532,141 35	1,084,891,386 20	765,640,755 15	1,850,532,141 35
Au 1er janvier 1878..	980,745,136 65	809,211,923 72	1,789,957,060 37	1,101,878,682 60	688,078,377 77	1,789,957,060 37
Au 1er janvier 1879..	1,519,749,045 96	809,214,319 04	2,328,963,365 00	1,191,901,474 10	1,137,061,890 90	2,328,963,365 00
Au 1er janvier 1880..	1,618,461,012 28	809,214,670 04	2,427,675,682 32	1,206,499,193 21	1,221,176,489 11	2,427,675,682 32
Au 1er janvier 1881..	1,646,032,606 99	809,214,661 64	2,455,247,268 63	1,529,584,617 18	925,662,651 45	2,455,247,268 63
Au 1er janvier 1882..	1,712,358,747 47	809,214,661 64	2,521,573,409 11	1,736,344,567 48	785,228,841 63	2,521,573,409 11
Au 1er janvier 1883..	2,129,325,770 04	809,214,661 64	2,938,540,431 68	2,336,835,384 21	601,705,047 47	2,938,540,431 68
Au 1er janvier 1884...	1,706,113,296 06	851,762,136 95	2,557,875,433 01	1,896,067,106 65	661,808,326 36	2,557,875,433 01

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1884.

ACTIF. *Développement de l'Actif réalisable du Trésor.*

ÉPOQUES auxquelles les SITUATIONS sont arrêtées.	VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. — CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC. — Numéraire — au Trésor.	à la Banque de France.	en dépôt à la banque d'Algérie.	en dépôt aux banques dépositaires de Londres.	Portefeuille.	COMPTABLES extérieurs.	TOTAL.	SOLDE DÉBITEUR du compte des mouvements de fonds.	BUDGETS EN COURS d'exécution présentant des excédents de dépenses.	CRÉAN[illegible] actif[illegible]
Au 1er janvier 1871.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
1872.	24,226,783f 51c	170,573,995f 26c	»	»	295,122,190f 25	131,458,378f 37c	621,381,347f 39c	30,995,284f 52c	»	25,88[illegible]
1873.	29,485,364 72	279,938,978 83	»	»	845,813,059 11	131,272,166 70	1,286,510,469 36	37,804,330 08	»	28,30[illegible]
1874.	16,804,635 88	164,183,256 75	»	»	135,258,530 06	143,732,023 85	459,978,446 54	16,943,604 57	»	18,37[illegible]
1875.	23,017,665 34	173,545,272 82	»	»	132,259,670 13	147,440,864 35	476,263,472 64	11,475,124 13	»	6,74[illegible]
1876.	27,771,178 63	178,075,275 24	»	»	194,877,023 20	138,370,120 36	539,093,597 43	14,981,740 04	»	6,02[illegible]
1877.	24,792,622 62	100,118,141 22	»	»	159,851,634 83	135,018,305 96	419,780,704 63	11,609,074 79	»	6,081,[illegible]
1878.	19,025,286 11	198,032,794 71	»	»	112,931,668 77	124,538,598 68	455,428,348 27	3,989,175 40	»	107,88[illegible]
1879.	18,141,835 93	197,469,901 92	12,409,924f 93c	»	323,549,532 30	117 755,325 43	669,326,520 51	1,058,356 26	»	197,452,[illegible]
1880.	28,239,991 08	282,007,318 85	11,313,661 86	»	225,900,227 17	144,291,968 66	691,753,167 62	4,168,750 04	»	108,369,[illegible]
1881.	29,760,513 28	145,438,202 45	14,229,612 22	»	122,387,947 93	117,905,747 55	429,722,023 43	37,556,501 47	»	171,60[illegible]
1882.	22,262,591 27	366,777,503 84	30,491,264 33	»	244,067,569 43	162,080,399 85	825,679,328 72	4,648,777 72	70,668,301f 02c	147,521,[illegible]
1883.	19,200,673 85	269,721,278 15	27,205,166 26	32,551,540f 99c	169,587,555 06	167,385,672 66	685,651,886 97	7,667,638 15	122,253,511 58	151,402,[illegible]
1884.	13,116,364 31	67,307,255 00	30,427,319 48	28,411,505 64	148,798,666 81	179,422,825 85	467,483,937 09	7,280,114 62	46,930,440 13	187,792,[illegible]

ÉPOQUES auxquelles les SITUATIONS sont arrêtées.	CRÉANCES À RECOUVRER. — ATTÉNUATION des créances passives.	SERVICES SPÉCIAUX. — Divers.	Emprunt grec.	TOTAL.	TOTAL DE L'ACTIF réalisable du Trésor.
Au 1er janvier 1871.	»	»	»	»	»
1872.	572,929,841f 43c	104,097,117f 14c	29,610,024f 91c	731,617,747f 94c	1,383,994,379f 85c
1873.	565,502,256 91	122,382,611 69	29,871,900 11	746,057,302 35	2,070,372,101 79
1874.	297,380,261 61	133,660,144 63	29,691,663 31	479,107,799 87	956,029,850 98
1875.	177,502,847 73	183,389,997 71	29,494,735 31	397,129,459 40	884,868,056 17
1876.	330,357,882 21	217,221,981 67	29,294,735 31	582,733,984 65	1,136,809,322 12
1877.	300,357,132 85	184,265,426 97	29,094,735 31	610,299,215 96	1,041,688,995 38
1878.	130,653,547 54	244,885,374 13	28,894,735 31	521,327,612 98	980,745,136 65
1879.	125,636,007 88	497,581,175 43	28,694,735 31	849,364,169 19	1,519,749,045 96
1880.	126,483,410 11	658,791,295 11	28,494,735 31	922,539,094 62	1,618,461,012 28
1881.	154,317,696 71	824,037,504 15	28,294,735 31	1,178,754,082 09	1,646,032,606 99
1882.	209,044,245 02	366,701,750 79	28,094,735 31	811,362,339 11	1,712,358,747 47
1883.	333,345,578 78	801,109,689 98	27,894,735 31	1,313,752,733 34	2,129,325,770 04
1884.	353,925,826 63	615,005,403 73	27,694,735 31	1,184,418,804 22	1,706,113,296 06

ACTIF. *Développement des Découverts et Avances du Trésor.*

ÉPOQUES auxquelles les SITUATIONS sont arrêtées.	DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR. — DÉCOUVERTS antérieurs à 1852.	DÉCOUVERTS et avances de 1852 à 1869.	DÉCOUVERTS et avances de 1870 à 1884.	TOTAL.
Au 1er janvier 1871.	»	»	»	»
1872.	655,416,014f 59c	52,178,978f 09c	A déduire : *48,304,423f 49c*	659,290,569f 19c
1873.	655,416,014 59	52,178,918 09	A déduire : *48,393,707 14*	659,201,225 54
1874.	655,416,014 59	52,136,591 92	33,523,576 14	741,076,182 65
1875.	655,416,014 59	52,136,544 89	78,039,212 45	785,591,771 93
1876.	655,416,014 59	52,136,544 89	142,453,492 68	850,006,052 16
1877.	655,416,014 59	68,933,082 84	84,494,048 54	808,843,145 97
1878.	672,748,490 53	53,244,170 10	83,219,263 09	809,211,923 72
1879.	672,750,897 85	53,244,158 10	83,219,263 09	809,214,319 04
1880.	672,750,897 85	53,244,158 10	83,219,614 09	809,214,670 04
1881.	672,750,897 85	53,244,149 70	83,219,614 09	809,214,661 64
1882.	672,750,897 85	53,244,149 70	83,219,614 09	809,214,661 64
1883.	672,750,897 85	53,244,149 70	83,219,614 09	809,214,661 64
1884.	672,750,897 85	53,244,149 70	125,767,089 40	851,762,136 95

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1ER JANVIER 1871 AU 1ER JANVIER 1884.

Développement de la Dette flottante du Trésor.

PASSIF.

ÉPOQUES auxquelles les SITUATIONS sont arrêtées.	EFFETS À PAYER. — BONS DU TRÉSOR — remis à la Banque de France.	Bons 2-10, 3-10. et 5-10 ans.	remis à divers. — Bons ordinaires.	Bons à 5 ans.	TOTAL des bons du Trésor.	TRAITES du caissier-payeur central du Trésor sur lui-même.	EFFETS DIVERS. (Annuités, obligations et mandats des comptables.)	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1871.	"	"	"	"	"	"	"	"
1872.	(A) 8,000,000 00 68,137,500 00	23 736,000 00	112,344,116 11	"	212,218,216 11	43,006,200 00	48,412,147 41	303,636,563
1873.	63,062,500 00	24,264,350 00	156,542,182 59	"	243,869,032 59	41,862,350 00	14,446,149 80	300,177,532
1874.	190,562,500 00	24,366,800 00	305,118,061 47	"	520,047,361 47	33,479,050 00	9,060,689 46	562,587,10[illegible]
1875.	62,062,500 00	24,367,800 00	298,232,672 52	"	384,662,972 52	17,086,350 00	8,111,600 60	409,860,9[illegible]
1876.	61,387,500 00	24,367,800 00	224,952,932 08	108,011,500 00	418,719,732 08	26,297,732 27	10,090,571 18	455,108,[illegible]
1877.	60,845,000 00	24,367,800 00	90,440,357 22	"	175,653,157 22	11,060,003 69	6,227,750 33	192,940,[illegible]
1878.	60,750,000 00	2,640,000 00	36,614,390 33	"	100,004,390 33	20,429,453 66	5,168,617 74	125,602,4[illegible]
1879.	60,161,750 00	151,100 00	48,754,079 30	"	109,066,929 30	9,258,400 00	5,880,579 37	124,205,9[illegible]
1880.	60,000,000 00	81,600 00	3,620,954 87	"	63,702,554 87	12,353,617 32	13,094,715 36	89,150,8[illegible]
1881.	120,000,000 00	19,800 00	3,006,607 47	"	123,026,407 47	18,391,750 00	12,818,190 76	154,236,3[illegible]
1882.	99,603,000 00	18,600 00	58,513,373 72	"	158,134,973 72	16,458,924 36	16,113,545 28	190,707,4[illegible]
1883.	99,603,000 00	17,800 00	3,423,131 75	"	103,043,931 75	17,542,300 00	17,615,805 91	138,202,0[illegible]
1884.	140,000,000 00	"	134,910,203 25	"	274,910,203 25	16,828,700 00	78,831,447 84	370,570,3[illegible]

(A) Bons remis à la Banque d'Algérie en 1871.

ÉPOQUES	COMPTES COURANTS ET FONDS EN DÉPÔT. — COMMUNES et établissements publics.	CAISSE des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor.	CAISSE des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne.	CAISSE des dépôts, s/c de la caisse de la dotation de l'armée.	CAISSE des dépôts, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.	DIVERS CORPS de troupes de la guerre et de la marine.	CRÉDIT FONCIER de France.	DIVERS correspondants.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1871.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1872.	264,322,890 06	58,342,530 76	31,583,840 66	20,205,165 10	"	6,037,264 96	5,775,346 18	323,146,191 73	709,413,229 45
1873.	244,204,953 67	13,792,054 18	2,705,188 38	21,133,829 76	"	4,031,398 48	5,864,639 86	652,084,233 66	943,816,307 99
1874.	234,700,841 37	93,999,459 13	827,759 52	4,705,563 71	"	2,957,317 19	5,066,768 89	171,569,049 37	513,826,759 18
1875.	272,066,868 25	82,401,909 95	30,544,533 45	3,866,823 35	"	2,869,481 32	16,067,770 42	68,153,084 03	475,970,470 77
1876.	364,512,210 75	127,510,693 83	106,097,434 06	8,088,415 65	"	4,279,406 35	17,068,786 97	148,444,943 26	776,001,890 87
1877.	393,355,455 29	114,792,479 66	110,107,407 98	4,859,464 79	"	5,724,700 00	14,869,818 76	141,304,473 68	785,013,800 16
1878.	394,752,665 05	81,946,237 61	246,268,678 81	5,072,313 44	"	7,831,000 00	4,470,866 04	129,896,849 61	870,238,610 56
1879.	403,048,328 81	145,557,711 93	187,816,338 69	5,408,402 02	"	6,404,500 06	441,014 03	185,410,209 17	934,086,504 65
1880.	414,151,633 05	156,878,643 02	249,376,655 21	5,676,073 04	"	6,576,500 00	"	159,779,667 47	992,439,171 79
1881.	340,465,256 93	205,107,781 98	377,309,588 19	5,941,896 36	"	6,886,000 00	2,256 01	256,811,118 61	1,192,523,898 08
1882.	300,231,408 56	195,572,981 66	508,960,360 67	6,104,719 44	"	8,049,000 00	"	318,674,057 37	1,337,592,527 70
1883.	349,449,475 13	265,305,155 86	(A) 968,439,902 76	6,248,875 70	"	9,758,500 00	"	336,679,206 64	1,935,881,116 09
1884.	338,476,662 22	316,649,273 09	(B) 166,866,008 73	"	"	9,154,817 68	20,000,000 00	436,908,814 87	1,288,055,576 59

(A) Y compris 9,231,612 fr. 90 à la Caisse nationale d'épargne.

(B) Y compris 14,853,031 fr. 17 à la Caisse nationale d'épargne.

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1ER JANVIER 1871 AU 1ER JANVIER 1884.

Suite du *Développement de la Dette flottante.* PASSIF.

Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Avances des comptables. — Trésoriers-payeurs généraux.	Avances des comptables. — Divers comptables.	Avances des comptables. — Total.	Total de la dette flottante du Trésor.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1871.	"	"	"	"
1872.	77,560,054 55	153,329 61	77,713,384 16	1,090,763,177 13
1873.	82,402,314 65	116,033 37	82,518,348 02	1,326,512,188 40
1874.	81,226,691 53	144,831 34	81,371,522 87	1,157,785,382 98
1875.	135,753,141 84	107,203 53	135,860,345 37	1,021,691,739 26
1876.	128,074,374 73	123,423 40	128,197,798 13	1,359,307,724 53
1877.	106,850,971 68	85,703 12	106,936 674 80	1,084,891,386 20
1878.	105,918,726 74	118,883 57	106,037,610 31	1,101,878,682 60
1879.	133,586,397 72	22,663 06	133,609,060 78	1,191,901,474 10
1880.	124,883,387 75	25,746 12	124,909,133 87	1,206,499,193 21
1881.	182,811,370 79	13,000 08	182,824,370 87	1,529,584,617 18
1882.	208,032,649 85	11,946 57	208,044,596 42	1,736,344,567 48
1883.	262,708,518 88	43,711 58	262,752,230 46	2,336,835,384 21
1884.	237,421,370 79	19,808 18	237,441,178 97	1,896,067,106 65

Développt sur les Budgets et les Services spéciaux. PASSIF.

Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Budgets en cours d'exécution présentant des excédents de recette.	Services spéciaux. — Capitaux de cautionnements en numéraire.	Services spéciaux. — Divers.	Excédents de recette sur les budgets et les services spéciaux.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1871.	"	"	"	"
1872.	465,611,913 43	79,207,105 11	407,702,753 37	952,521,771 91
1873.	477,140,312 26	77,137,100 17	848,783,726 50	1,403,061,138 93
1874.	65,939,381 31	78,647,555 77	394,733,713 57	539,320,650 65
1875.	250,837,699 82	80,383,358 76	317,547,030 26	648,768,088 84
1876.	389,029,279 59	82,534,859 68	155,943,510 48	627,507,649 75
1877.	480,803,813 45	85,424,205 93	199,412,735 77	765,640,755 15
1878.	475,875,101 61	90,433,944 01	121,769,332 15	688,078,377 77
1879.	635,814,285 67	315,211,028 50	186,036,576 73	1,137,061,890 90
1880.	684,717,282 62	98,184,897 39	438,274,309 10	1,221,176,489 11
1881.	368,073,019 99	107,313,812 74	450,275,818 72	925,662,651 45
1882.	221,625,990 66	97,865,720 27	465,737,130 70	785,228,841 63
1883.	264,981,493 59	94,681,469 63	242,042,084 25	601,705,047 47
1884.	159,807,660 26	92,526,413 69	409,474,252 41	661,808,326 36

Tableau résumé des Causes *et de la* Composition *de la Dette flottante du Trésor.*

Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Causes de la dette flottante. — Découverts et avances du Trésor.	Différence entre l'actif réalisable du Trésor et l'excédent de recette des budgets et des services spéciaux. (*Voir le développement spécial à la page suivante.*) — Excédent de l'actif réalisable du Trésor. — A ajouter.	Différence entre l'actif réalisable du Trésor et l'excédent de recette des budgets et des services spéciaux. — Excédent des budgets et des services spéciaux. — A déduire.	Total des besoins de trésorerie à couvrir par la Dette flottante.	Composition de la dette flottante. — Bons du Trésor.	Composition de la dette flottante. — Effets divers à payer, comptes courants et fonds en dépôt.	Composition de la dette flottante. — Avances des comptables.	Composition de la dette flottante. — Montant de la Dette flottante.
	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1871.	"	"	"	"	"	"	"	"
1872.	659 290,569 19	431,472,607 94	"	1,090,763,177 13	212,218,216 11	800,831,576 86	77,713,384 16	1,090,763,177 13
1873.	659,201,225 54	667,310,962 86	"	1,326,512,188 40	243,869,032 59	1,000,124,807 79	82,518,348 02	1,326,512,188 40
1874.	741,076,182 65	416,709,200 33	"	1,157,785,382 98	520,047,361 47	556,366,498 64	81,371,522 87	1,157,785,382 98
1875.	785,591,771 93	236,099,967 33	"	1,021,691,739 26	384,662,972 52	501,168,421 37	135,860,345 37	1,021,691,739 26
1876.	850,006,052 16	509,301,672 37	"	1,359,307,724 53	418,719,732 08	812,390,194 32	128,197,798 13	1,359,307,724 53
1877.	808,843,145 97	276,048,240 23	"	1,084,891,386 20	175,653,157 22	802,301,554 18	106,936,674 80	1,084,891,386 20
1878.	809,211,923 72	292,666,758 88	"	1,101,878,682 60	100,004,390 33	895,836,681 96	106,037,610 31	1,101,878,682 60
1879.	809,214,319 04	382,687,155 06	"	1,191,901,474 10	109,066,929 30	949,225,484 02	133,609,060 78	1,191,901,474 10
1880.	809,214,670 04	397,284,523 17	"	1,206,499,193 21	63,702,554 87	1,017,887,504 47	124,909,133 87	1,206,499,193 21
1881.	809,214,661 64	720,369,955 54	"	1,529,584,617 18	123,026,407 47	1,223,733,838 84	182,824,370 87	1,529,584,617 18
1882.	809,214,661 64	927,129,905 84	"	1,736,344,567 48	158,134,973 72	1,370,164,997 34	208,044,596 42	1,736,344,567 48
1883.	809,214,661 64	1,527,620,722 57	"	2,336,835,384 21	103,043,931 75	1,971,039,222 00	262,752,230 46	2,336,835,384 21
1884.	851,762,136 95	1,044,304,969 70	"	1,896,067,106 65	274,910,203 25	1,383,715,724 43	237,441,178 97	1,896,067,106 65
Totaux.	10,211,055,982 11	7,829,006,641 82	"	18,040,062,623 93	2,887,059,862 68	13,284,786,506 22	1,868,216,255 03	18,040,062,623 93
		7,829,006,641f 82c						
Moyenne sur 13 années.	785,465,844 77	602,231,280 14	"	1,387,697,124 91	222,081,527 90	1,021,906,654 32	143,708,942 69	1,387,697,124 91

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES.

(PÉRIODE DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1884.)

Développement justificatif du résultat exprimant, dans le Tableau résumé des causes et de la composition de la Dette flottante du Trésor (page précédente), *la différence entre l'actif réalisable du Trésor et l'excédent de recette des budgets et des services spéciaux.*

ÉPOQUES auxquelles les situations sont arrêtées.	ACTIF réalisable du Trésor.	EXCÉDENT de recette des budgets et des services spéciaux.	DIFFÉRENCES entre les deux termes ci-contre. Excédent de l'actif réalisable du Trésor.	DIFFÉRENCES entre les deux termes ci-contre. Excédent des budgets et des services spéciaux.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Au 1er janvier 1871	"	"	"	"
Au 1er janvier 1872	1,383,994,379 85	952,521,771 91	431,472,607 94	"
Au 1er janvier 1873	2,070,372,101 79	1,403,061,138 93	667,310,962 86	"
Au 1er janvier 1874	956,029,850 98	539,320,650 65	416,709,200 33	"
Au 1er janvier 1875	884,868,056 17	648,768,088 84	236,099,967 33	"
Au 1er janvier 1876	1,136,809,322 12	627,507,649 75	509,301,672 37	"
Au 1er janvier 1877	1,041,688.995 38	765,640,755 15	276,048,240 23	"
Au 1er janvier 1878	980,745,136 65	688,078,377 77	292,666,758 88	"
Au 1er janvier 1879	1,519,749,045 96	1,137,061.890 90	382,687,155 06	"
Au 1er janvier 1880	1,618,461,012 28	1,221,176,489 11	397,284,523 17	"
Au 1er janvier 1881	1,646,032,606 99	925,662,651 45	720,369,955 54	"
Au 1er janvier 1882	1,712,358,747 47	785,228,841 63	927,129,905 84	"
Au 1er janvier 1883	2,129,325,770 04	601,705,047 47	1,527,620,722 57	"
Au 1er janvier 1884	1,706,113,296 06	661,808,326 36	1,044,304,969 70	"
TOTAUX	18,786,548,321 74	10,957,541,679 92	7,829,006,641 82	"
			7,829,006,641f 82c	
MOYENNE sur 13 années	1,445,119,101 67	842,887,821 53	602,231,280 14	

RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES.

(PÉRIODE DU 1er JANVIER 1884 AU 1er JANVIER 1899.)

Tableau récapitulatif de l'Actif et du Passif réels du Trésor public.

ÉPOQUES auxquelles les situations sont arrêtées.	ACTIF. Découverts et créances dont la régularisation est ajournée.	ACTIF. Avances à rembourser par les budgets ultérieurs ou sur des fonds d'emprunt.	ACTIF. Services débiteurs.	ACTIF. Total de l'actif.	PASSIF. Dette flottante du Trésor.	PASSIF. Services créanciers.	PASSIF. Total du passif.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1885.	1,348,737,889 31	4,718,819 665 32	961,344,514 04	7,028,902,068 67	1,189,351,097 87	5,839,550,970 80	7,028,902,068 67
Au 1er janvier 1886.	1,432,831,892 67	5,175,239,863 92	961,230 567 18	7,569,302,323 77	1,294,408,939 08	6,274,893,384 69	7,569,302,323 77
Au 1er janvier 1887.	931,317,810 86	5,052,754,844 78	1,210,849,932 67	7,194,922,588 31	1,009,775,455 10	6,185,147,133 21	7,194,922,588 31
Au 1er janvier 1888.	1,050,361,248 45	5,207,355,213 21	1,132,774,929 10	7,390,491,390 76	955,095,447 84	6,435,395,942 92	7,390,491,390 76
Au 1er janvier 1889.	988,843,762 76	5,282,600,222 92	1,369,085,850 58	7,640,529,836 26	914,843,196 04	6,725,686,640 22	7,640,529,836 26
Au 1er janvier 1890.	988,844,992 76	5,296,558,826 77	1,392,140,146 90	7,677,543,966 43	998,645,170 41	6,678,898,796 02	7,677,543,966 43
Au 1er janvier 1891.	972,626,518 61	5,237,503,263 90	1,324,957,388 24	7,535,087,170 75	1,098,652,786 40	6,436,434 384 35	7,535,087,170 75
Au 1er janvier 1892.	972,639,587 36	4,953,520,072 53	1,582,069,167 24	7,508,228,827 13	977,790,919 82	6,530,437,907 31	7,508,228,827 13
Au 1er janvier 1893.	972,641,438 89	4,645,768,453 28	1,529,829,743 70	7,148,239,635 87	957,556,556 50	6,190,683,079 37	7,148,239,635 87
Au 1er janvier 1894.	987,304,197 17	4,621,218,944 84	1,251,292,782 45	6,859,815,924 46	1,146,889,546 63	5,712,926,377 83	6,859,815,924 46
Au 1er janvier 1895.	1,071,815,292 99	4,692,770,182 22	1,345,774,702 04	7,110,360,177 25	1,291,341,804 45	5,819,018,372 80	7,110,360,177 25
Au 1er janvier 1896.	1,093,652,549 06	4,933,760,500 21	1,163,175,078 08	7,190,588,127 35	1,143,607,550 65	6,046,980,576 70	7,190,588,127 35
Au 1er janvier 1897.	1,111,556,008 56	4,941,170,918 09	1,165,024,684 49	7,217,751,611 14	1,070,767,064 76	6,146,984,546 38	7,217,751,611 14
Au 1er janvier 1898.	1,160,063,910 82	4,877,310,854 09	1,143,865,603 63	7,181,240,368 54	991,920,773 60	6,189,319,594 94	7,181,240,368 54
Au 1er janvier 1899.	1,160,224,434 44	4,857,711,866 45	1,152,909,679 66	7,170,845,980 55	1,015,492,734 47	6,155,353,246 08	7,170,845,980 55

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1ER JANVIER 1884 AU 1ER JANVIER 1899.

ACTIF. *Développement de l'Actif réalisable du Trésor.*

ÉPOQUES auxquelles les SITUATIONS sont arrêtées.	VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. — CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC. — Numéraire au Trésor.	Numéraire à la Banque de France.	Numéraire en dépôt à la Banque d'Algérie.	Portefeuille.	COMPTABLES extérieurs. — Payeur de la Dette jusqu'en 1895 inclus.	TOTAL.	AVANCES À REMBOURSER par les budgets ultérieurs ou sur des fonds d'emprunt.	SERVICES DÉBITEURS.	TOTAL DE L'ACTIF réalisable du Trésor.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1885....	8,691,345 45	150,775,418 51	34,731,400 09	56,207,804 47	127,307,660 38	377,713,628 90	4,718,819,[illegible]	583,630,885 14	5,680,164,179 36
Au 1er janvier 1886...	11,971,375 60	131,630,223 50	30,083,059 10	49,781,261 71	129,181,825 05	352,647,744 96	5,175,239,[illegible]	608,582,822 22	6,136,470,431 10
Au 1er janvier 1887..	12,732,837 60	274,377,733 49	26,426,479 18	72,308,896 12	126,158,767 82	512,004,714 21	5,052,754,[illegible]	698,845,218 46	6,263,604,777 45
Au 1er janvier 1888...	11,651,332 77	158,584,077 35	16,978,747 30	81,720,116 58	106,043,783 60	374,978,057 60	5,207,355,[illegible]	757,796,911 50	6,340,130,182 31
Au 1er janvier 1889...	10,940,046 24	264,891,556 19	21,289,060 15	55,130,437 34	115,121,534 48	467,372,634 40	5,282,600,[illegible]	901,713,216 18	6,651,686,073 50
Au 1er janvier 1890...	13,543,284 59	296,627,294 28	32,853,136 15	52,512,298 82	108,908,760 07	504,444,773 91	5,296,558,[illegible]	887,695,372 99	6,688,698,973 67
Au 1er janvier 1891...	13,037,482 25	176,966,749 26	18,687,488 60	56,112,345 78	103,628,494 97	368,432,560 86	5,237,503,[illegible]	956,524,827 38	6,562,460,652 14
Au 1er janvier 1892...	14,051,887 01	293,518,461 13	31,027,896 19	55,227,054 19	123,738,811 73	517,564,110 25	4,953,520,[illegible]	1,064,505,056 99	6,535,589,239 77
Au 1er janvier 1893...	10,777,325 36	230,222 874 07	43,051,168 36	86,477,368 87	119,209,746 55	489,738,483 21	4,645,768,[illegible]	1 040,091,260 49	6,175,598,196 98
Au 1er janvier 1894...	9,059,788 37	158,191,748 12	59,369,238 52	52,125,549 31	107,779,272 69	386,525,597 01	4,621,218,[illegible]	864,767,185 44	5,872,511,727 29
Au 1er janvier 1895...	12,353,292 79	169,598,196 65	54,874,824 65	53,384,157 11	122,612,922 34	412,823,393 54	4,692,770,[illegible]	932,951,308 50	6,038,544,884 26
Au 1er janvier 1896...	15,037,730 16	231,195,921 56	34 899,434 19	67,333,945 16	133,575,075 93	482,042,107 00	4,933,760,[illegible]	681,132,971 08	6,096,935,578 29
Au 1er janvier 1897...	9,364,911 19	281,625,465 01	44,131,529 70	52,058,052 51	128,250,519 23	515,730,477 64	4,941,170,[illegible]	649,294,206 85	6,106,195 602 58
Au 1er janvier 1898...	8,096,071 50	321,518,528 65	34,698,513 79	53,102,952 08	143,532,931 78	560,948,997 80	4,877,310,[illegible]	582,916,605 83	6,021,176,457 72
Au 1er janvier 1899...	11,413,569 68	321,539,112 39	15,031,129 66	47,820,192 77	149,384,744 86	545,188,749 36	4,857,711,[illegible]	607,720,930 30	6 010,621,546 11

ACTIF. *Développement des Découverts et Avances du Trésor et des créances irrécouvrables.*

ÉPOQUES auxquelles LES SITUATIONS sont arrêtées.	DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR — DÉCOUVERTS des régimes antérieurs à 1871.	DÉCOUVERTS et avances de 1871 à 1898.	TOTAL.	AVANCES et créances dont la régularisation est ajournée.	TOTAL DES DÉCOUVERTS et créances dont la régularisation est ajournée.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1885....	725,995,047 55	101,681,988 83	827,677,036 38	521,060,852 93	1,348,737,889 31
Au 1er janvier 1886....	725,994,910 75	191,600,284 17	917,595,194 92	515,236,697 75	1,432,831,892 67
Au 1er janvier 1887...	753,089,646 06	A déduire : *303,911,044 25*	449,178,601 81	482,139,209 05	931,317,810 86
Au 1er janvier 1888...	784,053,824 64	A déduire : *179,482,723 04*	604,571,101 60	445,790,146 85	1,050,361,248 45
Au 1er janvier 1889...	1,011,868,610 62	A déduire : *164,689,330 81*	847,179,279 81	141,664,482 95	988,843,762 76
Au 1er janvier 1890...	1,011,868,610 62	A déduire : *164,689,330 81*	847,179,279 81	141,665,712 95	988,844,992 76
Au 1er janvier 1891...	1,011,868,610 62	A déduire : *180,908,004 96*	830,960,605 66	141,665,912 95	972,626,518 61
Au 1er janvier 1892...	1,011,868,610 62	A déduire : *180,908,004 96*	830,960,605 66	141,678,981 70	972,639,587 36
Au 1er janvier 1893...	1,011,868,610 62	A déduire : *180,908,004 96*	830,960,605 66	141,680,833 23	972,641,438 89
Au 1er janvier 1894...	1,011,868,610 62	A déduire : *166,245,357 92*	845,623,252 70	141,680,944 47	987,304,197 17
Au 1er janvier 1895...	1,011,868,610 62	A déduire : *81,734,262 10*	930,134,348 52	141,680,944 47	1,071,815,292 99
Au 1er janvier 1896...	1,011,868,610 62	A déduire : *59,188,077 15*	952,680,533 47	140,972,015 59	1,093,652,549 06
Au 1er janvier 1897...	1,011,868,610 62	A déduire : *44,284,617 65*	970,583,992 97	140,972,015 59	1,111,556,008 56
Au 1er janvier 1898...	1,011,868,610 62	A déduire : *32,776,715 39*	979,091,895 23	180,972,015 59	1,160,063,910 82
Au 1er janvier 1899...	1,011,868,610 62	A déduire : *32,616,191 77*	979,252,418 85	180,972,015 59	1,160,224,434 44

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1er JANVIER 1884 AU 1er JANVIER 1899.

PASSIF.

Développement de la Dette flottante du Trésor.

ÉPOQUES auxquelles LES SITUATIONS sont arrêtées.	EFFETS À PAYER.			COMPTES COURANTS ET FONDS EN DÉPOT.												
	BONS du Trésor remis à divers particuliers. (Bons ordinaires.)	MANDATS sur le Trésor tirés par les trésoriers généraux et les autres comptables.	TOTAL des effets à payer.	COMMUNES et établissements publics.	SERVICE DÉPARTEMENTAL.	CAISSE des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor.	CAISSE DES DÉPÔTS et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne privées et de la Caisse nationale d'épargne.	CAISSE des dépôts, s/c de fonds non employés de la Caisse des retraites de la vieillesse.	TRÉSORIER général des Invalides de la marine.	DIVERS CORPS de troupes de la Guerre et de la Marine.	CRÉDIT FONCIER de France.	GOUVERNEMENT beylical.	CORRESPONDANTS du Trésor. (Trésoriers-payeurs généraux et caissier central.)	AUTRES correspondants.	TOTAL.	FONDS particuliers des trésoriers-payeurs généraux.	TOTAL DE LA DETTE flottante du Trésor.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1885.	113,813,804 05	15,710,201 21	129,524,005 26	346,017,623 34	"	234,684,576 83	281,001,983 81	35,505,722	9,653,212 66	9,837,424 97	"	12,121,329 17	50,021,673 18	636,410 67	979,479,957 29	80,347,135 32	1,189,351,097 87
Au 1er janvier 1886.	47,435,060 50	14,766,891 58	62,201,952 08	321,298,650 15	"	230,424,414 32	443,461,474 59	70,614,080	10,884,163 53	8,982,169 66	"	4,503,142 90	47,603,487 25	685,545 88	1,138,457,129 23	93,749,857 77	1,294,408,939 08
Au 1er janvier 1887.	31,791,787 40	8,814,518 18	40,606,305 58	337,963,758 37	"	234,589,129 08	197,787,340 80	62,026,898	4,508,485 20	10,216,361 93	"	6,607,393 46	36,429,794 54	1,080,528 73	891,209,690 14	77,959,459 38	1,009,775,455 10
Au 1er janvier 1888.	17,160,867 20	9,291,251 90	26,452,119 10	342,116,372 25	"	236,893,574 52	183,594,488 15	41,530,848	4,747,015 29	11,233,663 49	"	9,404,261 09	29,736,189 18	1,893,325 84	861,149,743 72	67,493,585 02	955,095,447 84
Au 1er janvier 1889.	53,353,487 70	15,125,065 08	68,478,552 78	341,859,429 98	"	231,695,646 49	128,087 147 40	47,330,034	"	12,425,994 34	"	8,979,444 07	21,012,516 51	1,262,708 24	792,652,921 44	53,711,721 82	914,843,196 04
Au 1er janvier 1890.	28,274,821 86	11,762,329 37	40,037,151 23	371,568,628 65	"	300,229,534 53	144,394,470 24	46,543,358	"	13,738,331 72	"	2,704,876 20	23,402,711 29	1,206 092 82	903,788,004 89	54,820,014 29	998,645,170 41
Au 1er janvier 1891.	109,395,160 90	12,416,922 54	121,812,083 44	364,245,514 69	"	329,853,033 07	142,292,322 10	49,021,440	5,327,659 59	14,803,062 95	"	5,320,319 31	16,049,839 79	1,067,531 07	927,980,676 07	48,860,026 89	1,098,652,786 40
Au 1er janvier 1892.	44,269,189 05	15,848,344 32	60,117,533 37	364,091,565 41	"	274,571,191 84	146,041,567 78	46,111,90	6,215,268 61	14,592,661 30	"	4,329,561 84	14,821,096 00	1,145,044 19	871,919,901 31	45,753,485 14	977,790,919 82
Au 1er janvier 1893.	43,518,317 05	1 925 674 15	45,443,991 20	369,832,472 96	"	290,064,041 76	140,778,942 37	17,674,80	6,123,517 40	13,457,247 09	"	6,614,750 95	14,908,853 80	887,180 71	860,341,807 79	51,770,757 51	957,556,556 50
Au 1er janvier 1894.	204,364,860 65	13,180,523 60	217,545,384 25	375,074,459 21	87,703,301 24	196,050,814 24	139,721,600 59	29,764,14	5,379,345 07	14,410,450 00	5,000,000 00	7,644,872 49	14,221,025 76	747,099 70	875,717,115 23	53,627,047 15	1,146,889,546 63
Au 1er janvier 1895.	216,883,275 80	446,318 55	217,329,594 35	405,657,025 48	85,657,260 86	288,694,999 56	125,441,424 14	45,635,036	5,375,543 03	15,893,100 00	22,392,973 60	4,797,322 34	13,160,935 08	1,460,599 94	1,014,166,220 13	59,845,989 97	1,291,341,804 45
Au 1er janvier 1896.	199,876,777 18	5,663,249 51	205,540,026 69	381,372,916 23	83,129,320 65	197,085,027 74	120,157,782 78	47,558,08	6,709,094 68	12,878,537 36	18,834,610 85	3,168,582 05	12,689,479 71	2,051,509 81	885,634,948 45	52,432,575 51	1,143,607,550 65
Au 1er janvier 1897.	164,726,277 18	12,269,955 46	176,996,232 64	354,299,010 91	82,657,280 72	167,414,181 44	142,442,789 58	46,617,60	5,736,463 22	13,342,222 00	11,758,608 62	2,042,888 17	11,485,747 13	2,854,208 67	840,351,003 08	53,419,829 04	1,070,767,064 76
Au 1er janvier 1898.	97,583,977 18	11,963,519 80	109,547,496 98	362,508,350 89	76,420,833 74	163,457,227 19	132,880,134 98	49,053,55	4,634,442 91	14,867,604 48	8,174,110 62	1,976,051 63	11,198,617 76	2,271,487 84	827,442,416 19	54,930,860 43	991,920,773 60
Au 1er janvier 1899.	78,273,100 58	8,875,430 20	87,148,530 78	327,314,009 92	77,353,317 96	213,008,266 52	145,170,990 52	47,950,562	4,483,499 05	14,106,593 00	5,285,347 28	4,151,972 96	33,543,609 90	1,830,004 46	874,198,174 33	54,146,029 36	1,015,492,734 47

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1er JANVIER 1884 AU 1er JANVIER 1899.

Tableau résumé des Causes *et de la* Composition *de la Dette flottante du Trésor.*

Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Causes de la dette flottante. — Découverts et avances du Trésor.	Avances et créances dont la régularisation est ajournée.	Avances à rembourser par les budgets ultérieurs ou sur des fonds d'emprunt.	Différence entre l'excédent des services créanciers sur les services débiteurs. (Voir le développement spécial à la page suivante.) *A déduire.*	Total des besoins de trésorerie à couvrir par la Dette flottante.	Composition de la dette flottante. — Effets à payer. (Bons du Trésor et mandats sur le Trésor.)	Comptes courants et fonds en dépôt.	Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.	Montant de la Dette flottante.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1885.	827,677,036 38	521,060,852 93	4,718,819,665 32	4,878,206,456 76	1,189,351,097 87	129,524,005 26	979,479,957 29	80,347,135 32	1,189,351,097 87
1886.	917,595,193 92	515,236,607 75	5,175,239,863 92	5,313,662,817 51	1,294,408,939 08	62,201,952 08	1,138,457,129 23	93,749,857 77	1,294,408,939 08
1887.	449,178,601 81	482,139,209 05	5,052,754,844 78	4,974,297,200 54	1,009,775,455 10	40,606,305 58	891,209,690 14	77,959,459 38	1,009,775,455 10
1888.	604,571,101 60	445,790,146 87	5,207,355,213 21	5,302,621,013 82	955,095,447 84	26,452,119 10	861,149,743 72	67,493,585 02	955,095,447 84
1889.	847,179,279 81	141,664,182 95	5,282,600,222 92	5,356,600,789 64	914,843,196 04	68,478,552 78	792,652,921 44	53,711,721 82	914,843,196 04
1890.	847,179,279 81	141,665,712 95	5,296,558,826 77	5,286,758,649 12	998,645,170 41	40,037,151 23	903,788,004 89	54,820,014 29	998,645,170 41
1891.	830,960,605 66	141,665,912 95	5,237,503,263 90	5,111,476,996 11	1,098,652,786 40	121,812,083 44	927,980,676 07	48,860,026 89	1,098,652,786 40
1892.	830,960,605 66	141,678,981 70	4,953,520,072 53	4,948,368,740 07	977,790,919 82	60,117,533 37	871,919,901 31	45,753,485 14	977,790,919 82
1893.	830,960,605 66	141,680,833 23	4,645,768,453 28	4,660,853,335 67	957,556,556 5	45 443,991 20	860,341,807 79	51,770,757 51	957,556,556 5
1894.	845,623,252 70	141,680,944 47	4,621,218,944 84	4,461,633,595 38	1,146,889,546 63	217,545,384 25	875,717,115 23	53,627,047 15	1,146,889,546 63
1895.	930,134,348 52	141,680,944 47	4,692,770,182 22	4,473,243,670 76	1,291,341,804 45	217,329,594 35	1,014,166,220 13	59,845,989 97	1,291,341,804 45
1896.	952,680,533 47	140,972,015 59	4,933,760,500 21	4,883,805,498 62	1,143,607,550 65	205,540,026 69	885,634,948 45	52,432,575 51	1,143,607,550 65
1897.	970,583,992 97	140,972,015 59	4,941,170,918 09	4,981,959,861 89	1,070,767,064 76	176,996,232 64	840,351,003 08	53,419,829 04	1,070,767,064 76
1898.	979,091,895 23	180,972,015 59	4,877,310,854 09	5,045,453,991 31	991,920,773 60	109,547,496 98	827,442,416 19	54,930,860 43	991,920,773 60
1899.	979,252,418 85	180,972,015 59	4,857,711,866 45	5,002,443,566 42	1,015,492,734 47	87,148,530 78	874,198,174 33	54,146,029 36	1,015,492,734 47
Totaux.	12,643,628,753 05	3,599,832,781 66	74,494,063,692 53	74,681,386,183 62	16,056,139,043 62	1,608,780,959 73	13,544,489,709 29	902,868,374 60	16,056,139,043 62
	90,737,525,227f 24c								
Moyenne sur 15 années	812,908,583 54	239,988,852 11	4,966,270,912 83	4,978,759,078 91	1,070,409,269 57	107,252,063 98	902,965,980 62	60,191,224 97	1,070,409,269 57
	6,049,168,348 48c								

Développement justificatif du résultat exprimant, dans le Tableau résumé des causes et de la composition de la Dette flottante du Trésor (page précédente), *la différence entre l'excédent des services créanciers sur les services débiteurs.*

Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Actif. — Services débiteurs. (Page 793) Pour les opérations du présent compte.	Passif. — Services créanciers. (Page 793) Pour les opérations du présent compte.	Différences entre les deux termes ci-contre. — Excédent des services créanciers (*à déduire de l'actif*).	Différences entre les deux termes ci-contre. — Excédent des services débiteurs (*à ajouter à l'actif*).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Au 1er janvier 1885	961,344,514 04	5,839,550,970 80	4,878,206,456 76	"
Au 1er janvier 1886	961,230,567 18	6,274,893,384 69	5,313,662,817 51	"
Au 1er janvier 1887	1,210,849,932 67	6,185,147,133 21	4,974,297,200 54	"
Au 1er janvier 1888	1,132,774,929 10	6,435,395,942 92	5,302,621,013 82	"
Au 1er janvier 1889	1,369,085,850 58	6,725,686,640 22	5,356,600,789 64	"
Au 1er janvier 1890	1,392,140,146 90	6,678,898,796 02	5,286,758,649 12	"
Au 1er janvier 1891	1,324,957,388 24	6,436,434,384 35	5,111,476,996 11	"
Au 1er janvier 1892	1,582,069,167 24	6,530,437,907 31	4,948,368,740 07	"
Au 1er janvier 1893	1,529,829,743 70	6,190,683,079 37	4,660,853,335 67	"
Au 1er janvier 1894	1,251,292,782 45	5,712,926,377 83	4,461,633,595 38	"
Au 1er janvier 1895	1,345,774,702 04	5,819,018,372 80	4,473,243,670 76	"
Au 1er janvier 1896	1,163,175,078 08	6,046,980,576 70	4,883,805,498 62	"
Au 1er janvier 1897	1,165,024,684 49	6,146,984,546 38	4,981,959,861 89	"
Au 1er janvier 1898	1,143,865,603 63	6,189,319,594 94	5,045,453,991 31	"
Au 1er janvier 1899	1,152,909,679 66	6,155,353,246 08	5,002,443,566 42	"
Totaux	18,686,324,770 00	93,367,710,953 62	74,681,386,183 62	"
			74,681,386,183f 62c	
Moyennes sur 15 années	1,245,754,984 66	6,224,514,063 57	4,978,759,078 91	"

COMPTES

DE DIVERS SERVICES PUBLICS.

GARANTIES D'INTÉRÊTS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER
ET AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.
APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.
SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.
ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE.
EMPRUNT GREC.
DÉBETS ET CRÉANCES.
FONDS DE CONCOURS.

COMPTE

DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT

AU 31 DÉCEMBRE 1898

1° AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS, ALGÉRIENS ET TUNISIENS;

2° À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS;

3° AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

1° NOTE

SUR LE COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT

AUX COMPAGNIES

DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS, ALGÉRIENS ET TUNISIENS.

Aux termes des conventions passées avec les compagnies de chemins de fer, les payements que l'État fait à ces compagnies, à titre de garantie d'intérêt, sont des *avances* dont il doit être remboursé avec les intérêts simples à 4 p. o/o sur les produits nets des lignes auxquelles s'applique la garantie, dès que ces produits nets dépassent l'intérêt garanti.

Il convient dès lors de tenir un compte courant présentant, d'une part, le montant des avances faites par l'État provisoirement ou définitivement, augmentées des intérêts ; de l'autre, le montant des sommes versées par les compagnies, soit à titre de remboursements quand les produits nets ont dépassé le revenu garanti, soit à titre de reversements quand les avances provisoirement faites par l'État ont été reconnues trop fortes.

Mais il convient de séparer des diverses avances faites par l'État aux compagnies de chemins de fer celles qui ont été allouées aux Compagnies de l'Est, de l'Ouest, d'Orléans et du Midi, antérieurement aux conventions de 1883. Des conditions particulières ont été en effet insérées dans les conventions de 1883, en ce qui concerne le remboursement de ces dernières avances. On en présentera le montant dans un tableau spécial dont la dernière colonne rappelle les clauses inscrites dans les conventions et fait connaître la situation actuelle du remboursement. Quant aux autres avances, la situation en est donnée en capital et intérêts au 31 décembre 1898, d'après les comptes établis par le Ministère des Travaux publics, de concert avec la Direction du Mouvement général des fonds et après communication aux compagnies.

Le compte de la garantie d'intérêt se divise donc en deux parties :

1re Partie. — Ancienne dette des compagnies soumises au régime des conventions de 1883.

2e Partie. — Compte courant de la garantie d'intérêt au 31 décembre 1898.

Ce dernier compte embrasse l'ensemble des réseaux français, algérien et tunisien. Il fait ressortir :

En ce qui concerne les compagnies signataires des conventions de 1883, le montant des avances

faites par l'État pour les exercices postérieurs à la mise en application des conventions, sauf pour la Compagnie P.-L.-M. qui, aux termes d'une convention spéciale du 17 mai 1897, approuvée par la loi du 24 janvier 1898, a compensé le montant de sa dette envers l'Etat, pour son réseau principal, avec les annuités représentatives d'avances faites par elle en vertu de la convention de 1883.

En ce qui concerne les compagnies non soumises au régime des conventions de 1883, le montant des avances de l'État depuis l'origine sauf : 1° pour la Compagnie P.-L.-M., ligne du Rhône au Mont-Cenis, incorporée dans le réseau principal, et pour la Compagnie de chemins de fer départementaux (réseau du Vivarais); ces deux compagnies ont obtenu remise de leurs dettes de garantie. (Conventions des 14 juin 1897 et 6 février 1898, approuvées par les lois des 18 février et 25 mars 1898); 2° pour la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France qui est soumise à un régime spécial. Voir au Compte général des finances de l'année 1895 la note de la page 940.

Il convient de remarquer, en outre, que le taux d'intérêt des avances faites ou à faire par l'État à la Compagnie du Midi, à partir du 1er juillet 1898, à titre de garantie d'intérêt, a été abaissé à 3 p. 0/0. (Art. 3 de la convention du 3 novembre 1896, approuvée par la loi du 27 novembre 1897. — Rachat par l'État du canal du Midi et du canal latéral à la Garonne.)

Les opérations effectuées pendant l'année 1898 sont développées dans une série de tableaux annexes.

OBSERVATIONS.

Sauf pour les exercices 1871 et 1872, la garantie a toujours été payée en capital; chaque compte est *débité* de tous les payements faits par le Trésor et *crédité* de tous les reversements et remboursements faits par les compagnies, valeur à la date à laquelle ces opérations ont été effectuées.

Les intérêts sont calculés en prenant l'année pour le nombre exact des jours.

Les garanties dues pour les années 1871 et 1872 aux compagnies de l'Est, d'Orléans et du Midi [1] ont été converties en annuités à la charge de l'État. Le compte a été débité du montant de la garantie pour chacun de ces deux exercices avec valeur à la date à laquelle correspond le point de départ des annuités.

---

(1) Pour l'Ouest, les garanties de 1871 et 1872 ont été payées en capital le 7 avril 1879.

1re Partie. — ANCIENNE DETTE DES COMPAGNIES SOUMIS AU RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883.

Situation, en capital et intérêts, des sommes avancées par l'État aux Compa de l'Est, d'Orléans, de l'Ouest et du Midi, à titre de garantie d'intérêt, pour les années d'exploitation antéri à l'application des conventions de 1883.

Compagnies.		Situation au 31 décembre 1882 (voir pages 944 et 945 du Compte général de 1892). Avances de l'État.	Reversements et remboursements des Compagnies.	Solde.	Opérations effectuées du 31 décembre 1882 jusqu'à la signature des conventions (voir les développements pages 968 et 969.) Avances de l'État.	Reversements et remboursements des Compagnies.	Situati au mome de la signatu des conven	Opérations postérieures à la signature des conventions (voir les développements, pages 968 et 969). Avances de l'État.	Reversements et remboursements des Compagnies.	Situation définitive de l'ancienne dette des Compagnies.	Situation actuelle du remboursement de l'ancienne dette. Pour les développements, voir le compte général des opérations se rattachant à l'exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883, présenté en conformité de l'article 76 de la loi de finances du 26 janvier 1892.)
Est	Capital	115,239,292f 10c	307,390f 49c								Est. — Aux termes de l'article 8 de la convention du 11 juin 1883, cette dette doit être compensée avec les dépenses de premier établissement incombant à l'État pour les travaux de superstructure des lignes concédées à la Compagnie et pour divers travaux d'agrandissement et de modification des gares de jonction. L'État a fait abandon de cette dette à la Compagnie, qui a accepté cet abandon, comme représentant *à forfait* la part contributive de l'État dans lesdits travaux. La dette de la Compagnie ayant été ainsi remplacée par une *obligation de faire*, il n'y a plus lieu d'en suivre le compte en argent.
	Intérêts	41,190,224 19	4,378,756 89								
	Total	156,429,516 29	4,686,147 38	151,743,368f 91c	"	1,106,817f 44c	150,636,551	"	"	150,636,551f 47c	
Orléans	Capital	173,212,168 03	6,558,640 93		158,683f 19c	122,499 96		"	2,393,058f 74c		Orléans. — Conformément à l'article 7 de la convention du 28 juin 1883, la dette contractée par la Compagnie envers l'État par suite des avances reçues à titre de garantie d'intérêt a cessé de porter intérêt à partir du 1er janvier 1884. Aux termes du même article, modifié ultérieurement par l'article 2 de la convention du 17 mai 1886, cette dette doit être remboursée et éteinte par compensation avec les dépenses de toute nature faites par la Compagnie au compte de l'État sur les nouvelles lignes. D'après les écritures de la Compagnie, lesdites dépenses ont atteint, au cours de l'année 1888, le total de 209,670,402 fr. 46.
	Intérêts	63,817,811 93	16,587,129 00		"	8,521,512 01		6,664,579f 95c	"		
	Total	237,029,979 96	23,145,769 93	213,884,210 03	158,683 19	8,644,011 97	205,398,88	6,664,579 95	2,393,058 74	209,670,402 46	
Ouest	Capital	186,061,401 66	2,652,113 52								Ouest. — Aux termes de l'article 8 de la convention du 17 juillet 1883, la dette indiquée comme s'élevant à 189,809,288 fr. 14 en capital et à 50,886,187 fr. 43 en intérêts, doit être compensée avec diverses dépenses à la charge de l'État que la Compagnie s'est engagée à prendre à son compte jusqu'à concurrence de 160 millions. Moyennant les dépenses à faire ainsi par la Compagnie et qui doivent comprendre les frais généraux, les frais de personnel et l'intérêt des capitaux pendant la construction, l'État a fait abandon de sa dette à la Compagnie. D'après les écritures de la Compagnie, les dépenses inscrites au compte dit des 160 millions atteignaient, au 31 décembre 1898, 110,162,247 fr. 02.
	Intérêts	51,544,473 12	658,285 68								
	Total	238,205,874 78	3,310,399 20	234,895,475 58	5,871,456 80	"	240,766,93			240,766,932 38	
Midi	Capital	40,403,449 02	3,824,582 53		8,565 34	3,942,853 82		"	"		Midi. — Aux termes de l'article 11 de la convention du 9 juin 1883, la Compagnie devait payer à l'État, en 1884, 8,600,000 francs par trimestre, soit 34,400,000 francs pour l'année entière. La partie représentant, en capital et intérêts, le solde de la dette contractée par la Compagnie envers l'État, du chef de la garantie d'intérêt stipulée dans les conventions antérieures, a été fixée, par l'arrêté ministériel du 1er mars 1887, à 34,387,322 fr. 40. Moyennant ce versement, la Compagnie a été dûment libérée de sa dette au 31 décembre 1884. Le reliquat de 12,677 fr. 60 a été considéré, aux termes du même article 11, comme une avance en argent, remboursable au moyen d'annuités.
	Intérêts	11,832,645 78	10,936,838 84		487,060 23	1,382,867 17		2,745,802 61	1,003,058 22		
	Total	52,236,094 80	14,761,421 37	37,474,673 43	495,625 57	5,325,720 99	32,644,57	2,745,802 61	1,003,058 22	34,387,322 40	
Ensemble	Capital	515,516,310 81	13,342,727 47		"	"		"	"		
	Intérêts	168,385,155 02	32,561,010 41		"	"		"	"		
	Total	683,901,465 83	45,903 737 88	637,997,727 95	6,525,765 56	15,076,550 40	629,446,93	9,410,382 56	3,396,116 96	635,461,208 71	

DÉVELOPPEMENTS À L'APPUI DU COMPTE PRÉCÉDENT.

Opérations postérieures au 31 décembre 1882.

EST. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à....		151,743,368f 91c
Le 4 mai 1883, la Compagnie a effectué un remboursement de..... représentant, d'après ses écritures, l'excédent de recettes de l'Exercice 1882.		1,106,817 44
Le solde du compte courant a été ainsi ramené à.....		150,636,551 47
chiffre indiqué à l'article 8 de la convention du 8 juin 1883.		
ORLÉANS. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à.		213,884,210 03
Il a été successivement modifié par deux séries d'opérations, les unes antérieures, les autres postérieures à la convention du 28 juin 1883.		
Opérations antérieures à la convention. — L'État a versé à la Compagnie, le 22 juin 1883, le solde de la garantie de 1879, s'élevant à.....		158,683 19
soit ensemble.....		214,042,893 22
De son côté, la Compagnie a reversé, le 8 février 1883, une somme de.....	122,499f 96c	
qu'elle avait reçue en trop sur la garantie de 1878, plus les intérêts de cette somme, calculés du 8 mai 1879, date du versement de l'État, au 7 février 1883, soit.....	18,405 20	
Elle a, en outre, effectué, le 25 avril 1883, un remboursement de.....	8,503,106 81	
représentant, d'après ses écritures, l'excédent de recettes de l'Exercice 1882.		
ENSEMBLE.....	8,644,011 97	8,644,011 97
Le solde du compte courant a été ainsi ramené au chiffre de.....		205,398,881 25
concordant, à un centime près, avec le solde mentionné par l'article 7 de la convention du 28 juin 1883.		
Opérations postérieures à la convention. — Les intérêts en compte courant pendant l'année 1883 se sont balancés au profit de l'État par un solde de.....		(1) 6,664,579 95
et ont porté la dette de la Compagnie à.....		212,063,461 20
Mais un remboursement de.....		2,393,058 74
effectué le 30 avril 1884 et représentant, d'après les écritures de la Compagnie, l'excédent de recettes de l'Exercice 1883 a finalement réduit le solde à.....		209,670,402 46

(1) Chiffre provisoire : le décompte des intérêts sera revisé lors du règlement définitif des opérations relatives au remboursement de la dette de la Compagnie d'Orléans.

OUEST. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à...		234,895,475f 58c
L'État a versé à la Compagnie :		
1° A titre de provisions sur la garantie de 1882,		
le 19 mars 1883	5,000,000f	
le 16 juillet 1883	800,000	
ENSEMBLE	5,800,000	5,800,000 00
2° Par suite de rectifications prescrites par un arrêt du Conseil d'État en date du 26 janvier 1883 (payements du 21 mai),		
Supplément de garantie pour l'exercice 1875	26,499f 84c	
Intérêts de ladite somme	6,014 37	
Supplément de garantie pour l'exercice 1877	35,043 67	
Intérêts de ladite somme	2,223 59	
Intérêts sur une somme de 49,314 fr. 12 indûment rejetée du compte d'exploitation de 1877 et rétablie au compte de 1878	1,675 33	
ENSEMBLE	71,456 80	71,456 80
Le solde du compte courant a été ainsi porté au chiffre de		240,766,932 38

MIDI. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à...		37,474,673 43
Depuis cette époque, l'État a versé à la Compagnie :		
le 12 avril 1883, à titre de complément de garantie pour 1877		4,676 92
le 18 avril 1883, à titre de complément de garantie pour 1878		3,888 42
De plus, les intérêts en compte courant du 1er janvier au 20 avril 1883 ont été :		
au débit, de	487,060f 23c	
au crédit, de	64,853 64	
et se sont balancés au profit de l'État par un solde de	422,206 59	422,206 59
SOIT, au total		37,905,445 36
De son côté, la Compagnie a remboursé :		
le 20 février 1883, à titre d'acompte sur l'excédent de recettes de 1882	(1) 4,000,000f 00c	
le 20 avril 1883, à titre de solde provisoire de cet excédent de recettes	(2) 1,260,867 35	
ENSEMBLE	5,260,867 35	5,260,867 35
Le solde au 30 avril 1883 était ainsi de		32,644,578 01
Les intérêts en compte courant depuis cette époque jusqu'au 31 décembre 1884, date de l'extinction de la dette de la Compagnie, ont été :		
au débit, de	2,745,802f 61c	
au crédit, de	1,003,058 22	
et se sont balancés au profit de l'État par un solde de	1,742,744 39	1,742,744 39
La dette de la Compagnie a été ainsi fixée par l'arrêté ministériel du 1er mars 1887 à		34,387,322 40

(1) Ce payement a été imputé pour 1,100,247 fr. 73 cent. au compte intérêts et pour le surplus, soit 2,899,752 fr. 27 c. au compte capital.

(2) Ce payement a été imputé pour 217,765 fr. 80 cent. au compte intérêts et pour le surplus, soit 1,043,101 fr. 55 c., au compte capital.

2e Partie. — COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT AU 31 DÉCEMBRE 1898.

1° Nouvelle dette des compagnies signataires des conventions de 1883.
2° Dette des compagnies non soumises au régime des conventions de 1883.

COMPAGNIES.	LIGNES.	AVANCES FAITES AUX COMPAGNIES.					REVERSEMENTS OU REMBOURSEMENTS DES COMPAGNIES.					DIFFÉRENCE DUE PAR LES COMPAGNIES.			OBSERVATIONS.
		COMPTE CAPITAL au 31 décembre 1897.	PAYEMENTS en capital effectués en 1898.	COMPTE CAPITAL au 31 décembre 1898.	COMPTE INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	COMPTE CAPITAL au 31 décembre 1897.	REVERSEMENTS en capital effectués en 1898.	COMPTE CAPITAL au 31 décembre 1898.	COMPTE INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	COMPTE CAPITAL.	COMPTE INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
FRANCE.															
Régime des conventions de 1883	Est	139,319,744f 41c	13,939,573f 49c	153,259,317f 90c	40,085,328f 33c	193,344,646f 23	644,707f 74c	"	644,707f 74c	286,827f 84c	931,535f 58c	152,614,610f 16c	39,798,500f 49c	192,413,110f 65c	
	Ouest	180,897,230 86	17,125,728 73	198,022,959 59	48,462,834 09	246,485,793 68	"	"	"	"	"	198,022,959 59	48,462,834 09	246,485,793 68	
	Orléans	142,524,891 42	2,062,733 27	144,587,624 69	45,778,939 04	190,366,563 73	146,774 99	"	146,774 99	69,004 35	215,779 34	144,440,849 70	45,709,934 69	190,150,784 39	
	Midi	164,428,281 77	2,419,125 21	166,847,406 98	44,804,158 29	211,651,565 27	"	18,410f 14c	18,410 14	417 63	18,827 77	166,828,996 84	44,803,740 66	211,632,737 50	
	Total	627,170,148 46	35,547,160 70	662,717,309 16	179,131,259 75	841,848,568 91	791,482 73	18,410 14	809,892 87	356,249 82	1,166,142 69	661,907,416 29	178,775,009 93	840,682,426 22	
Sud de la France		2,166,986 52	74,961 60	2,241,948 12	"	2,241,948 12	"	"	"	"	"	2,241,948 12	"	2,241,948 12	
Départementaux	Réseau des Charentes et des Deux-Sèvres	203,000 00	120,000 00	323,000 00	11,745 43	334,745 43	"	"	"	"	"	323,000 00	11,745 43	334,745 43	
Économiques		4,881,360 22	1,180,000 00	6,061,360 22	725,751 05	6,787,111 27	"	"	"	"	"	6,061,360 22	725,751 05	6,787,111 27	
	Ensemble pour la France	634,421,495 20	36,922,122 30	671,343,617 50	179,868,756 23	851,212,373 73	791,482 73	18,410 14	809,892 87	356,249 82	1,166,142 69	670,533,724 63	179,512,506 41	850,046,231 04	
ALGÉRIE.															
Paris-Lyon-Méditerranée	Oran à Alger et Constantine à Philippeville	32,919,422 51	800,000 00	33,719,422 51	23,477,584 02	57,197,006 53	218,426 72	"	218,426 72	1,042,864 63	1,261,291 35	33,500,995 79	22,434,719 39	55,935,715 18	
Bône-Guelma et prolongements.	Bône à Guelma	8,020,579 69	297,324 15	8,317,903 84	"	8,317,903 84	93,526 28	17,000 00	110,526 28	"	110,526 28	8,207,377 56	"	8,207,377 56	
	Prolongements en Algérie	79,883,937 93	5,212,646 11	85,096,584 04	28,546,567 49	113,643,151 53	"	"	"	"	"	85,096,584 04	28,546,567 49	113,643,151 53	
	Total	87,904,517 62	5,509,970 26	93,414,487 88	28,546,567 49	121,961,055 37	93,526 28	17,000 00	110,526 28	"	110,526 28	93,303,961 60	28,546,567 49	121,850,529 09	Arrêtés du Ministre des travaux publics.
Est-Algérien	Constantine à Sétif (compte spécial de la période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886)	6,367,558 36	"	6,367,558 36	"	6,367,558 36	67,245 28	"	67,245 28	"	67,245 28	6,300,313 08	"	6,300,313 08	
	Alger à Constantine, El-Guerrah à Batna, Ménerville à Tizi-Ouzou, Batna à Biskra, Bougie à Beni-Mansour, les Ouled-Ramoun à Aïn-Beïda	106,883,566 93	10,315,336 09	117,198,903 02	30,462,852 94	147,661,755 96	48,597 58	"	48,597 58	23,876 39	72,473 97	117,150,305 44	30,438,976 55	147,589,281 99	
	Total	113,251,125 29	10,315,336 09	123,566,461 38	30,462,852 94	154,029,314 32	115,842 86	"	115,842 86	23,876 39	139,719 25	123,450,618 52	30,438,976 55	153,889,595 07	
Ouest-Algérien		29,551,708 71	4,493,725 48	34,045,434 19	7,405,643 14	41,451,077 33	264,863 07	"	264,863 07	89,742 13	354,605 20	33,780,571 12	7,315,901 01	41,096,472 13	
Franco-Algérienne	Kralfallah à Méchéria, Aïn-Thizy à Mascara, Méchéria à Aïn-Sefra et Mostaganem à Tiaret	22,596,256 11	2,949,195 27	25,545,451 38	5,312,304 21	30,857,755 59	"	"	"	"	"	25,545,451 38	5,312,304 21	30,857,755 59	
	Ensemble pour l'Algérie	286,223,030 24	24,068,227 10	310,291,257 34	95,204,951 80	405,496,209 14	692,658 93	17,000 00	709,658 93	1,156,483 15	1,866,142 08	309,581,598 41	94,048,468 65	403,630,067 06	
TUNISIE.															
Bône-Guelma et prolongements	Tunis à la frontière algérienne et embranchements	47,011,614 03	2,229,272 23	49,240,886 26	19,818,227 19	69,059,113 45	4 95	"	4 95	3 37	8 32	49,240,881 31	19,818,223 82	69,059,105 13	
Totaux généraux (France, Algérie et Tunisie)		967,656,139 47	63,219,621 63	1,030,875,761 10	294,891,935 22	1,325,767,696 32	1,484,146 61	35,410 14	1,519,556 75	1,512,736 34	3,032,293 09	1,029,356,204 35	293,379,198 88	1,322,735,403 23	

NOTE

au sujet du compte de la garantie d'intérêt au 31 décembre 1898 aux Compagnies de chemins de fer français, algériens et tunisiens.

Le compte courant de la garantie d'intérêt aux Compagnies de chemins de fer d'intérêt général arrêté chaque année par le Ministère des Travaux publics, après avoir été vérifié par la Direction du Mouvement général des fonds, fournit la situation de chaque compagnie à l'égard de l'État et comprend les opérations de toute nature susceptibles d'affecter cette situation.

Les payements réellement effectués en 1898 par la Caisse centrale, soit	67,973,684f 57c
présentent avec les avances en capital inscrites au compte courant de la garantie desdites compagnies de chemins de fer (page 810, colonne 4)..	63,219,621 63
une différence *en moins* de.....	4,754,062 94

qui s'explique ainsi qu'il suit :

En vertu de la convention du 1er décembre 1894 (voir à ce sujet au compte général des Finances de 1895, page 940, la note faisant suite au développement du compte courant de la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France) les seules avances à faire figurer dans le compte de la Compagnie du Sud de la France sont les avances payées pour les insuffisances de l'exploitation des exercices antérieurs à 1895 et celles faites, à partir de 1895, pour la constitution d'un fonds de réserve.

Par suite, sur les payements effectués par l'État, au titre de la garantie d'intérêt, pendant l'année 1898 à cette compagnie et s'élevant à un total de.....	3,860,024f 54c
il ne figure au compte courant de la garantie que la somme de.....	74,961 60
représentant le versement, pour l'année 1897, applicable à la constitution du fonds de réserve.	
Il en résulte une différence *en moins* à la colonne 4, de.....	3,785,062 94
A reporter.....	3,785,062 94

Report..... 3,785,062f 94c

D'autre part, la convention du 6 février 1898, approuvée par la loi du 25 mars 1898, a fait disparaître le compte courant du réseau du Vivarais, concédé à la compagnie de chemins de fer départementaux.

Il s'ensuit qu'une somme de..... 986,000 00
versée à cette compagnie, dans le courant de l'année 1898, au titre de la garantie due pour le réseau du Vivarais, s'ajoute à celle de 3,785,062 fr. 94

ci-dessus indiquée, ce qui donne un total de..... 4,771,062 94

Mais il convient de retrancher de ce total une somme de..... 17,000 00
payée en trop à la compagnie de Bône-Guelma (ligne de Bône à Guelma), en 1897, et qui a été reportée au compte courant des prolongements en Algérie, pour l'année 1898.

On obtient ainsi une différence *en moins* de..... 4,754,062 94

égale à celle constatée au début de la présente note entre le montant des payements de garantie réellement effectués, en 1898, et celui des avances en capital qui figure au compte courant des Compagnies de chemins de fer (page 810, colonne 4).

Les payements effectués en 1898 par la Caisse centrale du Trésor public pour les garanties d'intérêt se décomposent ainsi qu'il suit :

I. — *Réseau français.* — Payements effectués :

1° Sur le solde disponible des crédits budgétaires de l'exercice 1897 (Travaux publics, 2e section, chap. 43).....	24,416,659f 40c	41,693,185f 24c
2° Sur les crédits budgétaires de l'exercice 1898 (Travaux publics, 2e section, chap. 45).....	17,276,525 84	

II. — *Réseau algérien.* — Payements effectués :

1° Sur le solde disponible des crédits budgétaires de l'exercice 1897 (Algérie, Travaux publics, chap. 9).....	2,757,524f 65c	24,051,227 10
2° Sur les crédits budgétaires de l'exercice 1898 (Algérie, Travaux publics, chap. 1er).....	21,293,702 45	

A reporter..... 65,744,412 34

Report.....		65,744,412f 34c
III. — *Réseau tunisien.* — Payements effectués :		
1° Sur le solde disponible des crédits budgétaires de l'exercice 1897 (Travaux publics, 2e section, chap. 46.).....	247,647f 16c	2,229,272 23
2° Sur les crédits budgétaires de l'exercice 1898 (Travaux publics, 2e section, chap. 48.).....	1,981,625 07	
TOTAL.....		67,973,684 57
En déduisant de cette somme la différence *en moins* arrêtée ainsi qu'il a été dit plus haut à.....		4,754,062 94
on obtient le total des sommes figurant à la colonne 4 du tableau de la page 810 et s'élevant à.....		63,219,621 63

GARANTIE D'INTÉRÊT.

DÉVELOPPEMENT

DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898.

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 décembre 1898.

DÉBIT. — DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898. — CRÉDIT.

FRANCE. — § 1er. COMPAGNIES SOUMISES AU RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883.

Compagnie des chemins de fer de l'Est.

Époques des versements.	Nature des versements.	Capital. — Montant des versements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1897	139,319,744f 41c	.....	.....	34,136,[illegible]
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	5,572,789f 78c	
28 avril	Provision sur la garantie de 1894	1,806,000 00	247	48,885 70	5,948,[illegible]
29 avril	——— de 1896	6,500,000 00			
29 avril	Solde de la garantie de 1893	2,430,734 32	246	327,107 84	
29 avril	Soldes supplémentaires des garanties de 1884 à 1893	3,202,839 17			
	Situation à la fin de 1898	153,259,317 90	.....	.....	40,085,[illegible]
	Total des avances	193,344,646f 23c			

Compagnie des chemins de fer de l'Ouest.

Époques des versements.	Nature des versements.	Capital. — Montant des versements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1897	180,897,230f 86c	.....	.....	40,834,[illegible]
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	7,235,889f 23c	
30 avril	Provision sur la garantie de 1892 à 1895	7,100,228 73	245	190,636 28	7,628,[illegible]
30 juin	——— de 1897	10,000,000 00	184	201,643 84	
26 novembre	Solde de la garantie de 1892 et 1893	25,500 00	35	97 81	
	Situation à la fin de 1898	198,022,959 59	.....	.....	48,462,[illegible]
	Total des avances	246,485,793f 68c			

Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.

Époques des versements.	Nature des versements.	Capital. — Montant des versements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1897	142,524,891f 42c	.....	.....	40,016,[illegible]
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	5,700,995f 66c	
5 janvier	Solde de la garantie de 1890	282,994 85	300	11,164 73	5,762,[illegible]
7 mars	——— de 1891	315,693 55	299	10,344 37	
28 avril	Provision sur la garantie de 1892	482,443 90	247	39,629 49	
28 avril	——— de 1893	981,600 97	"		
	Situation à la fin de 1898	144,587,624 69	.....	.....	45,778,[illegible]
	Total des avances	190,366,563f 73c			

Époques des reversements.	Nature des reversements.	Capital. — Montant des reversements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1897	644,707f 74c	.....	.....	261,039f 53c
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	25,788f 31c	25,788 31
	Situation à la fin de 1898	644,707 74	.....	.....	286,827 84
	Total des reversements	931,535f 58c			

Époques des reversements.	Nature des reversements.	Capital. — Montant des reversements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1897	"	.....	.....	"
1898	Néant	"	"	"	"
	Situation à la fin de 1898	"	.....	.....	"
	Total des reversements	"			

Époques des reversements.	Nature des reversements.	Capital. — Montant des reversements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1897	146,774f 99c	.....	.....	63,133f 35c
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	5,871f 00c	5,871 00
	Situation à la fin de 1898	146,774 99	.....	.....	69,004 35
	Total des reversements	215,779f 34c			

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉ[illegible] CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 3[illegible]embre 1898.

DÉBIT. — DÉVELOPPEMENT DES OPÉR[illegible]FFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898. (Suite.) — CRÉDIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	FRANCE. — § 1er. COMPAGNIES SOU[illegible]				
	Compagnie des [illegible]				
	SITUATION à la fin de 1897	164,428,281[f] 77[c]	.....	.....	39,021[illegible]
1898	Intérêts du 1er janvier au 30 juin 1898 du capital précédent	"	181	3,261,536[f] 33[c]	3,264[illegible]
22 avril	Provision sur la garantie de 1894	419,125 21	69	3,169 28	
	SITUATION au 30 juin 1898	164,847,406 98	.....	.....	42,288[illegible]
	Intérêts du 1er juillet au 31 décembre 1898 du capital précédent	"	184	2,493,034 76	2,518[illegible]
30 juillet	Provision sur la garantie de 1898	2,000,000 00	154	25,315 07	
	SITUATION à la fin de 1898	166,847,406 98	.....	.....	44,804[illegible]
	TOTAL des avances	211,651,565[f] 27[c]			
	FRANCE. — § 2. COMPAGNIES NON SOU[illegible]				
	Compagnie des [illegible]				
	SITUATION PROVISOIRE à la fin de 1897	2,166,986[f] 52[c]	Les sommes payées au concessionnai[illegible] titre d'insuffisances d'exploitation des [illegible] antérieurs à 1895, soit pour la constitu[illegible] fonds de réserve à partir de l'exercice 189[illegible] remboursées *sans intérêts* (art. 4 et 5 de la [illegible]tion du 1er décembre 1894).			
1898. 27 mai	Versement de l'État pour l'année d'exploitation 1897 applicable à la constitution du fonds de réserve prévu par l'article 3 § 4 de la convention du 1er décembre 1894, approuvée par la loi du 26 juillet 1895	74,961 60			
	SITUATION provisoire à la fin de 1898	2,241,948 12			
	Compagnie de chemins de fer départem[illegible]				
	SITUATION à la fin de 1897	203,000[f] 00[c]	.....	.....	1[illegible]
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	8,120[f] 00[c]	10[illegible]
30 juillet	Provision sur la garantie de 1897	120,000 00	154	2,025 21	
	SITUATION à la fin de 1898	323,000 00	.....	.....	11[illegible]
	TOTAL des avances	334,745[f] 43[c]			
	Société générale des [illegible]				
	SITUATION à la fin de 1897	4,881,360[f] 22[c]	.....	.....	50[illegible]
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	195,254[f] 41[c]	
	Provision sur la garantie de 1894	100,000 00			
9 avril	——— de 1895	40,000 00	266	5,247 12	22[illegible]
	——— de 1896	40,000 00			
4 juin	——— de 1897	1,000,000 00	210	23,013 70	
	SITUATION à la fin de 1898	6,061,360 22	.....	.....	72[illegible]
	TOTAL des avances	6,787,111[f] 27[c]			

(*) A partir du 1[er] juillet 1898 le taux des intérêts dus par la Compagnie des chemins de fer du Midi sur les avances de l'État qui était fixé à [illegible] abaissé à 3 p. 0/0 (art. 3 de la convention du 3 novembre 1896 approuvée par la loi du 27 novembre 1897. Ra[illegible]at par l'État du canal du Midi et du canal latéral à la Garonne.)

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	[illegible]U RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883. (Suite.)				
	[illegible]e fer du Midi (*).				
	SITUATION à la fin de 1897	"	.....	.....	"
1898. 2 mai	Versement par la Compagnie de l'excédent de provisions payé par l'État le 22 avril 1898 pour la garantie de 1894	18,410[f] 14[c]	59	119[f] 04[c]	139[f] 21[c]
28 mai	Versement des intérêts courus du 23 avril au 2 mai	"	10	20 17	
	SITUATION au 30 juin 1898	18,410 14	.....	.....	139 21
	Intérêts du capital précédent du 1er juillet au 31 décembre 1898	"	184	278[f] 42[c]	278 42
	SITUATION à la fin de 1898	18,410 14	.....	.....	417 63
	TOTAL des reversements	18,827[f] 77[c]			
	[illegible]U RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883.				
	[illegible]de fer du Sud de la France.				
	SITUATION à la fin de 1897	"	.....	.....	"
1898	Néant	"	.....	.....	"
	TOTAL des reversements à la fin de 1898	"	.....	.....	"
	[illegible]Réseau des Charentes et des Deux-Sèvres.)				
	SITUATION à la fin de 1897	"	.....	.....	"
1898	Néant	"	.....	.....	"
	SITUATION à la fin de 1898	"	.....	.....	"
	TOTAL des reversements	"			
	[illegible]de fer économiques.				
	SITUATION à la fin de 1897	"	.....	.....	"
1898	Néant	"	"	"	"
	SITUATION à la fin de 1898	"	.....	.....	"
	TOTAL des reversements	"			

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉ (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 3 cembre 1898.

DÉBIT. DÉVELOPPEMENT DES OPÉRA EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898. (Suite.) CRÉDIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	Compagnie des chemins de fer de Lyon-Méditerranée (Réseau algérien).				
	Situation à la fin de 1897	32,919,422f 51c	.....	.....	22,151,[illegible]
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	1,316,776f 90c	1,326,[illegible]
15 septembre.	Provision sur la garantie de 1897	800,000 00	107	9,380 82	
	Situation à la fin de 1898	33,719,422 51	.....	.....	23,477,[illegible]
	Total des avances	57,197,006f 53c			
	Compagnie des chemins de Bône à Guelma et prolongements.				
	§ 1er. Li Bône à Guelma.				
	Situation à la fin de 1897	8,020,579f 69c	Les sommes payées au concessionnaire de garantie seront remboursées *sans intérêt.*		
1898, 15 juillet.	Solde provisoire de la garantie de 1892 ..... 84,082 53	155,394 15			
	Solde provisoire de la garantie de 1893 ..... 71,241 62				
1898, 27 juillet.	Provision sur la garantie de 1898 (1er semestre)	142,000 00			
	Situation des avances à la fin de 1898	8,317,903 84			
	§ 2. Prolonge en Algérie.				
	Situation à la fin de 1897	79,883,937f 93c	.....	.....	25,216,[illegible]
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	3,195,357f 52c	
	Report d'une somme de 17,000 francs du compte-courant de la ligne de Bône à Guelma	17,000 00	"	"	
	Intérêt sur cette somme du 24 juillet au 31 décembre 1897	"	160	298 08	
	——— pour l'année 1898	"	365	680 00	3,329,[illegible]
27 janvier	Provision sur la garantie de 1897	2,195,000 00	338	81,305 20	
15 juillet	Solde provisoire de la garantie de 1892 ..... 181,612f 18c	314,646 11	169	5,827 42	
	Solde provisoire de la garantie de 1893 ..... 133,033 93				
27 juillet	Provision sur la garantie de 1898 (1er semestre)	2,686,000 00	157	46,213 92	
	Situation à la fin de 1898	85,096,584 04	.....	.....	28,546,[illegible]
	Total des avances	113,643,151f 53c			

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	RIE.				
	Compagnie des chemins de fer de Lyon-Méditerranée (Réseau algérien).				
	Situation à la fin de 1897	218,426f 72c	.....	.....	1,034,127f 56c
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	"	8,737 07
	Situation à la fin de 1898	218,426 72	.....	.....	1,042,864 63
	Total des reversements	1,261,291f 35c			
	Compagnie des chemins de Bône à Guelma et prolongements.				
	§ 1er. Li Bône à Guelma.				
	Situation à la fin de 1896	93,526f 28c	(A) Dans son rapport du 18 janvier 1898, la commission de vérification a fixé à .. 2,212,000f la provision relative au 2e semestre 1897 pour les prolongements en Algérie; mais elle a déduit comme payés en trop le 24 juillet 1897 (1er semestre) pour la ligne de Bône à Guelma .. 17,000		
1898	Report d'une somme de 17,000 francs au compte-courant des prolongements en Algérie, ladite somme représentant l'excédent de la provision de 112,000 francs payée le 24 juillet 1897 pour le 1er semestre de 1897 sur la provision due pour l'année entière	(A) 17,000 00	Reste, pour le 2e semestre 1897, des prolongements en Algérie payés le 27 janvier 1898 2,195,000		
	Situation à la fin de 1898	110,526 28			
	§ 2. Prolonge en Algérie.				
	Situation à la fin de 1897	"	.....	"	.....
1898	Néant	"	"	"	"
	Situation à la fin de 1898	"	.....	"	.....
	Total des reversements	"			

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 décembre 1898.

DÉBIT. DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898. (Suite.) **CRÉDIT.**

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	ALGÉRIE. (Suite.)				
	Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien.				
	§ 1er. Ligne de Constantine à Sétif (période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886).				
	Situation à la fin de 1897	6,367,558f 36c			
1898	Néant	"			
	Total des avances à la fin de 1898	6,367,558 36			
	Les sommes payées au concessionnaire à titre de garantie seront remboursées *sans intérêts*.				
	§ 2. Réseau entier (non compris les avances afférentes à la ligne de Constantine à Sétif pour la période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886).				
	Situation à la fin de 1897	106,883,566f 93c			25,825,[illegible]
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	4,275,342f 68c	
12 février	Provision sur la garantie de 1897	9,952,000 00	322	351,182 90	4,637,7[illegible]
25 mars	Solde de la garantie de 1893 132,799f 41c	363,336 09	281	11,188 76	
	Situation à la fin de 1898	117,198,903 02			30,462,8[illegible]
	Total des avances	147,661,755f 96c			
	Compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien.				
	Réseau entier (y compris les avances afférentes à la ligne de Sainte-Barbe du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès pour la période d'exploitation antérieure au 1er janvier 1895).				
	Situation à la fin de 1897	29,551,708f 71c			6,142,7[illegible]
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	1,182,068f 35c	
5 janvier	Provision sur la garantie de 1897 (3e trimestre pour la ligne de Blidah à Berrouaghia)	252,461 35	360	9,960 11	
25 février	Provision sur la garantie de 1897 (2e semestre)	1,079,418 71	309	36,552 37	
7 juillet	Provision sur la garantie de 1898 (ligne de Blidah à Berrouaghia, 1er trimestre)	244,289 52	177	4,738 54	1,262,93[illegible]
31 août	Provision sur la garantie de 1898 (1er semestre)	1,308,086 64	122	17,488 93	
12 octobre	Solde provisoire de la garantie de 1893 688,651f 84c Solde provisoire de la garantie de 1894 672,612 79	1,361,264 63	80	11,934 37	
24 décembre	Provision sur la garantie de 1898 (ligne de Blidah à Bérouaghia, 3e semestre)	248,204 63	7	190 40	
	Situation à la fin de 1898	34,045,434 19			7,405,64[illegible]
	Total des avances	41,451,077f 33c			

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	ALGÉRIE. (Suite.)				
	Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien.				
	§ 1er. Ligne de Constantine à Sétif (période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886).				
	Situation à la fin de 1897	67,245f 28c			
1898	Néant	"	"	"	"
	Total des reversements à la fin de 1898	67,245 28			
	§ 2. Réseau entier (non compris les avances afférentes à la ligne de Constantine à Sétif pour la période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886).				
	Situation à la fin de 1897	48,597f 58c			21,932f 49c
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	"	1,943 90
	Situation à la fin de 1898	48,597 58			23,876f 39c
	Total des reversements	72,473f 97c			
	Compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien.				
	Réseau entier (y compris les avances afférentes à la ligne de Sainte-Barbe du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès pour la période d'exploitation antérieure au 1er janvier 1895).				
	Situation à la fin de 1897	264,863f 07c			79,147f 61c
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	"	10,594 52
	Situation à la fin de 1898	264,863 07			89,742 13
	Total des reversements	354,605f 20c			

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 décembre 1898.

DÉBIT. DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898. (Suite.) **CRÉDIT.**

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	ALGÉRIE. (Suite.)				
	Compagnie Franco-Algérienne.				
	SITUATION à la fin de 1897	22,596,256f 11c	.....	.....	4,352,09[illegible]
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	903,850f 24c	
6 janvier	Provision sur la garantie de 1897 (3e trimestre)	470,000 00	359	18,490 96	
25 février	Provision sur la garantie de 1897 (4e trimestre)	480,000 00	309	16,254 25	
14 mai	Complément sur la garantie de 1888 (2e semestre)	13,072 03	231	330 92	
5 juillet	Provision sur la garantie de 1898 (1er trimestre)	540,000 00	179	10,592 87	
26 août	Provision sur la garantie de 1898 (2e trimestre)	490,000 00	127	6,819 72	
	Complément sur la garantie de 1889 — 11,861f 94c				959,70[illegible]
	Complément sur la garantie de 1890 — 14,176 47				
12 octobre	Complément sur la garantie de 1891 — 12,837 61	60,544 99	80	530 80	
	Complément sur la garantie de 1892 — 16,638 11				
	Du 1er janvier au 31 mai 1893 — 5,030 86				
14 octobre	Du 1er juin au 31 décembre 1893	7,209 20	78	61 62	
15 novembre	Solde provisoire de la garantie de 1894	488,369 05	46	2,461 91	
24 décembre	Provision sur la garantie de 1898 (3e semestre)	400,000 00	7	306 85	
	SITUATION à la fin de 1898	25,545,451 38	.....	.....	5,312,30[illegible]
	TOTAL des avances	30,857,755f 59c			
	TUNISIE.				
	Compagnie des chemins de fer de Bône à Guelma et prolongements.				
	§ 3. Tunis à la frontière algérienne et embranchements.				
	SITUATION à la fin de 1897	47,011,614f 03c	.....	.....	17,885,89[illegible]
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	1,880,464f 56c	
27 janvier	Provision sur la garantie de 1897 (2e semestre)	665,000 00	338	24,632 33	
15 juillet	Solde provisoire de la garantie de 1892 — 159,258f 94c	245,272 23	169	4,542 57	1,932,33[illegible]
	Solde provisoire de la garantie de 1893 — 86,013 29				
27 juillet	Provision sur la garantie de 1898 (1er semestre)	1,319,000 00	157	22,694 03	
	SITUATION à la fin de 1898	49,240,886 26	.....	.....	19,818,22[illegible]
	TOTAL des avances	69,059,113f 45c			

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	ALGÉRIE. (Suite.)				
	Compagnie Franco-Algérienne.				
	SITUATION à la fin de 1897	"	.....	.....	"
1898	Néant	"	"	"	"
	SITUATION à la fin de 1898	"	.....	.....	"
	TOTAL des reversements	"			
	TUNISIE.				
	Compagnie des chemins de fer de Bône à Guelma et prolongements.				
	§ 3. Tunis à la frontière algérienne et embranchements.				
	SITUATION à la fin de 1897	4f 95c	.....	.....	3f 17c
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	"	0 20
	SITUATION à la fin de 1898	4 95	.....	.....	3 37
	TOTAL des reversements	8f 32c			

2° COMPTE

DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT

À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS

AU 31 DÉCEMBRE 1898.

NOTE

SUR LE COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT DU CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS.

En vertu d'une convention du 30 octobre 1880, passée avec la Société de construction des Batignolles et approuvée par la loi du 29 juin 1882, les payements que l'État fait, au titre de la garantie d'intérêt afférente à la ligne de Dakar à Saint-Louis, sont des avances qui doivent donner lieu à remboursement, avec les intérêts simples à 4 p. 0/0, sur les produits nets de l'exploitation, toutes les fois qu'ils dépasseront le montant de la garantie de mille cent cinquante-quatre francs (1,154 fr.) par kilomètre.

Il convient, dès lors, de tenir un compte courant présentant, d'une part, le montant des avances faites par l'État provisoirement ou définitivement, augmentées des intérêts; de l'autre, le montant des sommes versées par le concessionnaire, soit à titre de remboursement, quand les produits nets ont dépassé le montant de la garantie de 1,154 francs par kilomètre, soit à titre de reversements quand les avances provisoirement faites par l'État ont été reconnues trop fortes.

Le montant des avances faites par l'État, pour la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, est indiqué en capital et intérêts au 31 décembre 1898, d'après les comptes établis par le Ministère des Colonies, de concert avec la Direction du Mouvement général des fonds et après communication à la Compagnie

Le tableau ci-annexé fait connaître la situation du compte courant des avances au 31 décembre 1897 et les opérations effectuées pendant l'année 1898.

GARANTIE D'INTÉRÊT.

CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS.

DÉVELOPPEMENT

DES

OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898.

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉ(CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 cembre 1898.

CHEMIN DE FER DAKAR À SAINT-LOUIS.

DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1897	19,128,292f 30c	.....	.....	5,482,65
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	765,131f 69c	
3 février	Solde de la garantie de 1892	179,252 09	331	6,502 18	
3 février	1er Acompte sur la garantie de 1897	191,000 00	331	6,928 32	
5 mars	2e Acompte sur la garantie de 1897	896,000 00	301	29,555 72	811,E
25 juin	Solde de la garantie de 1893	53,872 64	189	1,115 82	
7 septembre	Acompte sur la garantie de 1898	208,000 00	115	2,621 36	
	SITUATION à la fin de 1898	20,656,417 03	.....	.....	6,294,39
	TOTAL des avances	26,950,897f 34c			
	Différence due par la Compagnie (Arrêté du Ministre des Colonies du 20 avril 1899.)	26,472,724f 63c			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1897	365,373f 71c	.....	.....	98,184f 05c
1898	Intérêts pour 1898 du capital précédent	"	"	14,614f 95c	14,614 95
	SITUATION à la fin de 1898	365,373 71	.....	.....	112,799 00
	TOTAL des reversements	478,172f 71c			

3e COMPTE

DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT

AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE

AU 31 DÉCEMBRE 1898.

NOTE

SUR LE COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT

AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

Les quatre entreprises d'hydraulique agricole ci-après désignées reçoivent des avances de l'État, sous forme de garantie d'intérêt, en vertu de conventions spéciales qui ont été passées avec chacune d'elles:

1° *La Compagnie de la Crau et des Marais de Fos* — (Conventions des 7 mai 1881 et 29 décembre 1888 approuvées par les lois des 9 août 1881 et 26 avril 1889);

2° *Le Syndicat du Canal de Gignac* (*Hérault*). (Loi du 13 juillet 1882);

3° *La Société Canal de la Bourne* (*Drôme*) — (Convention du 3 décembre 1879, approuvée par la loi du 19 juillet 1880);

4° *La Société du Canal de Pierrelatte* (*Drôme et Vaucluse*) — (Convention du 18 juin 1880, approuvée par la loi du 2 août 1880).

Les avances faites aux deux premières entreprises, celles de la Crau et du Canal de Gignac sont productives d'intérêts à 4 p. o/o par an. En ce qui concerne les sommes avancées, à titre de garantie d'intérêt, aux sociétés des Canaux de la Bourne et de Pierrelatte, le solde débiteur, à l'expiration de la période de garantie dont la durée est de 50 ans, sera seul productif envers l'État d'intérêts calculés au taux de 4 p. o/o par an.

Le tableau ci-annexé fait connaître, pour ces quatre entreprises, la situation des comptes courants au 1er janvier 1898, les opérations effectuées en 1898, ainsi que la situation des comptes au 1er janvier 1899.

GARANTIE D'INTÉRÊT

AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

DÉVELOPPEMENT

DES

OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898.

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE.

DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS A 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	Compagnie agricole de la Crau et des marais de Fos.				
1898.....	SITUATION au 1er janvier 1898....	4,613,057f 40c	.....	.....	850,27[illegible]
	Intérêts pour 1898 du capital précédent.....	.....	365	184,522f 30c	
29 avril.....	Solde de la garantie de 1896.....	111,308 91	246	3,000 77	
1er avril.....	Acompte de la garantie de 1897 (2e semestre).....	184,000 00	274	5,525 04	196,90[illegible]
7 avril.....	— — de 1897 (2e semestre).....	43,095 87	268	1,265 72	
17 septembre..	— — de 1898 (1er semestre).....	230,079 64	105	2,647 49	
	SITUATION au 1er janvier 1899.....	5,181,541 82	.....	.....	1,047,32[illegible]
	TOTAL des avances.....	6,228,774f 34c			
	(Arrêté du Ministre de l'agriculture du 9 juin 1899.)				
	Syndicat du [illegible] de Gignac (Hérault).				
1898.....	SITUATION au 1er janvier 1898.....	629,264f 51c	.....	.....	91,[illegible]
	Intérêts pour 1898 du capital précédent.....	.....	365	25,170f 58c	
6 avril 1898..	Acompte sur la garantie de 1898.....	43,450 01	269	1,280 88	
21 septembre..	— — de 1898.....	43,637 78	101	483 00	26,3[illegible]
13 décembre..	— — de 1898.....	550 00	18	1 08	
	SITUATION au 1er janvier 1899.....	716,902 30	.....	.....	118,58[illegible]
	TOTAL des avances.....	835,484f 40c			
	(Arrêté du Ministre de l'agriculture du 22 juin 1899.)				
	Société du [illegible] de la Bourne (Drôme).				
1898.....	SITUATION au 1er janvier 1898....	4,118,752f 29c	"	"	"
20 décembre..	Solde de la garantie de 1897.....	10,459 13	"	"	"
31 décembre..	Acompte sur la garantie de 1898.....	224,000 00	"	"	"
	SITUATION au 1er janvier 1899.....	4,353,211 42	"	"	"
	Société du [illegible] de Pierrelatte (Drôme et Vaucluse).				
1898.....	SITUATION au 1er janvier 1898.....	925,566f 16c	"	"	"
18 mai.....	Solde de la garantie de 1896.....	907 07	"	"	"
6 avril.....	— — de 1897.....	62,558 89	"	"	"
21 septembre..	Acompte sur la garantie de 1898.....	61,000 00	"	"	"
	SITUATION au 1er janvier 1899.....	1,050,032 12	"	"	"

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS A 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	Compagnie agricole de la Crau et des marais de Fos.				
	SITUATION au 1er janvier 1898.....	"	"	"	"
1898.....	Néant.....	"	"	"	"
	SITUATION au 1er janvier 1899.....	"	"	"	"
	TOTAL des reversements.....	"			
	Syndicat du [illegible] de Gignac (Hérault).				
	SITUATION au 1er janvier 1898.....	"	"	"	"
1898.....	Néant.....	"	"	"	"
	SITUATION au 1er janvier 1899.....	"	"	"	"
	TOTAL des reversements.....	"			
	Société du [illegible] de la Bourne (Drôme).				
	SITUATION au 1er janvier 1898.....	"	"	"	"
1898.....	Néant.....	"	"	"	"
	SITUATION au 1er janvier 1899.....	"	"	"	"
	Société du [illegible] de Pierrelatte (Drôme et Vaucluse).				
	SITUATION au 1er janvier 1898.....	"	"	"	"
1898.....	Néant.....	"	"	"	"
	SITUATION au 1er janvier 1899.....	"	"	"	"

COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS.

COMPTE D'APUREMENT

DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS

AU 1er JANVIER 1899.

NOTE

SUR

LE COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

Objet du compte.

Les comptes des finances rendus depuis l'année 1829 ont expliqué les mesures successivement prises par l'Administration et les Assemblées législatives pour assurer l'apurement régulier des dépenses restant à payer sur le budget de chaque exercice à l'époque de son règlement définitif. Le régime qui est suivi pour cet apurement a été consacré par les articles 9 et 10 de la loi du 29 janvier 1831 et par les articles 8, 9 et 10 de celle du 23 mai 1834. On croit inutile de reproduire l'ensemble de ces dispositions, dont le texte se trouve d'ailleurs page 387 du compte des finances de l'année 1838, dispositions qui ont été complétées depuis par le paragraphe 6 du chapitre IX du décret du 31 mai 1862, portant règlement sur la comptabilité publique.

On se borne, en conséquence, à résumer dans la présente note les opérations relatives aux exercices dont l'apurement a dû faire l'objet du compte a établir pour l'année 1898, c'est-à-dire ceux de 1894 à 1897.

Les tableaux de la présente section du compte des finances sont divisés par exercices et par ministères.

On les fait précéder d'un état général qui présente l'ensemble des opérations constatées pendant l'année 1898, et qui sert de base au compte spécial à produire à la Cour des comptes, en exécution de l'article 135 du décret du 31 mai 1862.

Toutefois, avant d'exposer le détail de ces opérations, il importe de rappeler que, pour l'Algérie, la loi de finances du 13 avril 1898 a détaché certains services de la plupart des ministères, pour en former des sections distinctes du ministère de l'Intérieur, et ouvert, dans chaque section, un chapitre spécial des exercices clos. En conséquence, afin d'établir la situation exacte, au 1er janvier 1899, des restes à payer de chacun des nouveaux services de l'Algérie, on a, dans le présent compte, mis en regard des créances constatées et des payements effectués pendant l'année 1898, les créances et les payements des années antérieures distraits du chapitre des exercices clos figurant à l'ancien service correspondant, en conservant aux ministères autres que celui de l'Intérieur les opérations qui leur sont propres.

Ces opérations sont celles qui suivent :

Résumé des opérations de l'année 1898.

1° Nouvelles créances dont l'admission a été autorisée par des crédits additionnels aux restes a payer des exercices ci-après :

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Exercice 1894	239,950f33c	989f18c	240,939f51c
Exercice 1895	530,937 66	12,684 32	543,621 98
Exercice 1896	1,965,360 25	41,110 93	2,006,471 18
Exercice 1897	179,190 67	"	179,190 67
	2,915,438 91	54,784 43	2,970,223 34

2° Créances de l'exercice 1897 restant à payer à la clôture de cet exercice, savoir :

France	16,358,004f87c	16,640,524f38c
Algérie	282,519 51	

Suite de la *Note sur le Compte d'apurement des dépenses des exercices clos.*

3° Payements effectués, sur le budget de l'exercice 1898, pour solder les créances des exercices antérieurs, savoir :

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Exercice 1893. (Payements faits aux colonies.)	3,097,931f88c	"	3,097,931f88c
Exercice 1894	6,950,177 99	16,108f58c	6,966,286 57
Exercice 1895	4,087,929 96	42,568 30	4,130,498 26
Exercice 1896	5,846,954 01	556,232 88	6,403,186 89
Exercice 1897	9,880,709 52	5,582 50	9,886,292 02
	29,863,703 36	620,492 26	30,484,195 62

4° Créances de l'exercice 1894 éteintes pour cause de déchéance, ou qui ne peuvent plus être soldées qu'en vertu de crédits spéciaux extraordinaires, savoir :

France	2,145,075f 27c	2,214,688f 09c
Algérie	69,612 82	

Situation des exercices au 1er janvier 1899.

Le tableau expositif des opérations constatées pendant l'année 1898 est suivi de ceux qui résument et rapprochent les différents termes de la situation, au 1er janvier 1899, des exercices 1894, 1895, 1896 et 1897, dont l'apurement fait l'objet du présent compte. Ces derniers tableaux présentent les résultats ci-après :

Exercice 1894.

Exercice 1894. — Cet exercice a atteint, le 31 décembre 1898, le terme de sa prescription quinquennale. Le compte en est publié pour la dernière fois, et les créances qui pourraient être encore à solder jusqu'au 31 décembre 1899, époque à laquelle il se trouvera définitivement forclos, seront ordonnancées en vertu de crédits spéciaux et classées dans les écritures des Ministres comme *dépenses des exercices périmés.*

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Les dépenses qui restaient à payer à l'époque de la clôture dudit exercice s'élevaient à	28,880,606f11c	707,856f34c	29,588,462f45c
De nouvelles créances liquidées depuis et admises en vertu de crédits additionnels régulièrement ouverts aux Ministres ont augmenté ce reste à payer de	9,187,004 67	175,101 39	9,362,106 06
et l'ont ainsi porté à	38,067,610 78	882,957 73	38,950,568 51
Les payements effectués en atténuation de ces créances, et qui ont eu lieu sur les fonds des budgets des exercices 1895, 1896, 1897 et 1898, se sont élevés à	35,922,535 51	813,344 91	36,735,880 42
Le surplus représente les créances qui demeurent éteintes pour cause de déchéance, ci	2,145,075 27	69,612 82	2,214,688 09

Ce chiffre devra toutefois être diminué du montant des payements qui auront été faits aux colonies en 1898, et qui ne seront notifiés en France que pendant l'année 1899.

Suite de la *Note sur le Compte d'apurement des dépenses des exercices clos.*

Exercice 1895. — L'apurement de cet exercice doit encore se prolonger pendant une année, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1899. Exercice 1895.

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Lors de son règlement définitif, il présentait un reste à payer de	25,223,120f28c	543,755f74c	23,766,876f02c
qui s'est accru, pour de nouvelles créances constatées à la charge du Trésor, de	4,247,451 72	98,711 15	4,346,162 87
Ensemble	29,470,572 00	642,466 89	30,113,038 89
Sur ce reliquat, il a été payé par imputation sur les budgets des exercices 1896, 1897 et 1898	24,872,878 79	525,142 54	25,398,021 33
De sorte qu'au 1er janvier 1899, les créances restant à solder ne sont plus que de	4,597,693 21	117,324 35	4,715,017 56

Exercice 1896. — Deux années sont encore nécessaires pour compléter l'apurement de cet exercice, qui ne cessera de figurer dans la comptabilité des Ministères qu'au 1er janvier 1901. Exercice 1896.

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
A l'époque où le compte définitif en a été rendu, le reste à payer était de	18,402,134f20c	854,737f43c	19,256,871f63c
Mais de nouvelles créances, tardivement réclamées, ont ajouté à la dette du Trésor une somme de	2,368,135 38	80,382 44	2,448,517 82
En sorte que les payements à faire pour solder les dépenses de l'exercice montaient réellement à	20,770,269 58	935,119 87	21,705,389 45
Ceux que les Ministres ont ordonnancés sur les budgets des exercices 1897 et 1898 ne s'élevant qu'à	17,243,412 06	613,133 38	17,856,545 44
il ne restera plus à imputer sur les ressources des budgets des exercices suivants, sauf la portion de ces créances dont le Trésor pourra demeurer exonéré pour cause de forclosion définitive, que	3,526,857 52	321,986 49	3,848,844 01

Suite de la *Note sur le Compte d'apurement des dépenses des exercices clos.*

Exercice 1897.

Exercice 1897. — Cet exercice a atteint le terme de sa clôture législative le 30 avril 1898, et le Trésor restait alors débiteur, envers les créanciers des services constatés, d'une somme

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
de	16,358,004f87c	282,519f51c	16,640,524f38c
De nouvelles créances liquidées depuis et admises en vertu de crédits additionnels régulièrement ouverts aux Ministres ont augmenté ce reste à payer de	179,190 67	"	179,190 67
et l'ont ainsi porté à	16,537,195 54	282,519 51	16,819,715 05
Les payements sur les voies et moyens du budget de l'exercice 1898 s'élevant à	9,880,709 52	5,582 50	9,886,292 02
les créances restant à solder au 31 décembre 1898 ne sont plus que de	6,656,486 02	276,937 01	6,933,423 03

La prescription de cinq ans n'expirera, pour cet exercice, qu'à la fin de l'année 1901.

Créances restant à solder au 1er janvier 1899.

Les créances restant à solder au 31 décembre 1898, sur les exercices qui se trouvaient en cours d'apurement à cette époque, s'élèvent, savoir :

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Exercice 1895, à	4,597,693f21c	117,324f35c	4,715,017f56c
Exercice 1896, à	3,526,857 52	321,986 49	3,848,844 01
Exercice 1897, à	6,656,486 02	276,937 01	6,933,423 03
	14,781,036 75	716,247 85	15,497,284 60

Nota. *Exercice 1893.* — Les comptes de cet exercice ont été publiés pour la dernière fois pendant l'année 1897, comme ayant atteint le terme de sa prescription quinquennale, et il ne devrait plus en être question dans cette note. Cependant, sans en faire reparaître le tableau, il est nécessaire de mentionner ici les modifications qu'il a subies.

Suite de la *Note sur le Compte d'apurement des dépenses des exercices clos.*

Le chiffre total des payements sur exercices clos effectués à la fin de l'année 1897 (voir le compte des finances, de ladite année, page 1,043), ci	29,648,713f 83c	
doit être augmenté du montant des payements faits aux colonies en 1897 et notifiés trop tard en France pour figurer dans le compte de ladite année, soit	3,097,931 88	
TOTAL	32,746,645 71	
Par suite, le montant des créances éteintes pour cause de déchéance, qui s'élevait à		5,453,631f 85c
doit être diminué dans la même proportion de		3,097,931 88
et il s'élève définitivement à		2,355,699 97

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

État général des opérations constatées pendant l'année 1 pour les exercices clos qui étaient en cours d'apurement.

MINISTÈRES.		NOUVELLES CRÉANCES ADMISES EN VERTU DE CRÉDITS ADDITIONNELS AUX RESTES À PAYER ouverts par des lois ou décrets rendus pendant l'année 1898.					CRÉANCES DE L'EXERCICE 1897 restées à payer à l'époque de la clôture de l'exercice	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR L'EXERCICE 1898. (Chapitre spécial des exercices clos.)						CRÉANCES de l'exercice 1894 ÉTEINTES pour cause de déchéance, ou qui ne pourront plus être soldées qu'en vertu de crédits spéciaux extraordinaires.	OBSERVATIONS.
		Exercice 1894.	Exercice 1895.	Exercice 1896.	Exercice 1897.	TOTAL.		Exercice 1893.	Exercice 1894.	Exercice 1895.	Exercice 1896.	Exercice 1897.	TOTAL.		
FRANCE.															
Finances		75f 00c	33f 00c	619f 84c	"	727f 84c	10,614,7[illegible]	135f 00c	307,633f 47c	624,931f 31c	1,800,254f 25c	6,656,549f 42c	9,389,503f 45c	1,813,158f 96c	
Justice		11 81	"	1,628 33	1,220f 48c	2,860 62	15,[illegible]	"	11 81	1,300 06	18,662 98	3,203 03	23,177 88	7,395 36	
Affaires étrangères		16,234 10	44,559 49	39,468 94	51,300 11	151,562 64	913,[illegible]	"	216,603 04	89,214 02	513,889 05	18,386 08	838,092 19	25,831 26	
Intérieur et cultes	Service de l'intérieur	12,310 82	121,120 54	764,469 46	2,953 41	900,854 23	122,[illegible]	"	4,803 11	119,879 57	777,063 68	"	901,746 36	14,527 77	
	Service des cultes	"	152 50	878 55	"	1,031 05	222,[illegible]	"	2,744 15	4,029 99	99,194 21	181,881 07	287,849 42	20,242 46	
Guerre	Service ordinaire	9,020 85	32,588 47	237,555 01	60,585 27	339,749 60	598,[illegible]	312 50	2,351,790 30	1,000,385 29	178,421 92	569,346 55	4,100,256 56	45,800 50	
	Dépenses extraordinaires	6,247 83	16,986 10	26,371 07	12,991 94	62,596 94	719,[illegible]	"	14,337 65	28,304 53	44,829 73	718,280 88	805,752 79	1,737 82	
Marine		4,726 89	96,836 09	111,089 75	602 51	213,255 24	409,[illegible]	34 45	10,763 54	96,655 00	257,563 15	1,478 93	366,495 07	3,124 10	
Instruction publique et beaux-arts.	Service de l'instruction publique	5,756 31	14,293 85	57,711 14	27,598 74	105,360 04	218,[illegible]	"	13,912 51	17,957 96	75,504 61	156,214 76	263,589 84	22,771 51	
	Service des beaux-arts	"	10,387 05	58,710 90	"	69,097 95	1,014,[illegible]	"	7 50	10,809 23	63,848 08	740,740 69	815,405 50	1,343 60	
Commerce, industrie, postes et télégraphes.	Service du commerce et de l'industrie	4,641 93	665 55	48,163 05	"	53,470 53	242,8[illegible]	"	4,641 93	904 62	369,457 77	226,495 77	601,500 09	75,222 66	
	Service des postes et des télégraphes	123 42	38,327 13	141,423 31	"	179,873 86	549,6[illegible]	"	1,205 71	47,264 88	156,162 74	202,121 59	406,754 92	15,368 26	
Colonies		9,258 38	28,457 15	325,787 46	"	363,502 99	231,1[illegible]	3,097,449 93	3,824,130 28	1,910,583 41	1,284,415 56	41,319 97	10,157,899 15	2,062 15	
Agriculture		325 40	7,027 55	11,641 07	2,886 68	21,880 70	247,9[illegible]	"	10,253 48	8,850 90	17,828 44	203,548 97	240,481 79	15,256 74	
Travaux publics		171,217 59	119,503 19	139,842 37	19,051 53	449,614 68	238,6[illegible]	"	187,339 51	126,859 19	189,857 84	161,141 81	665,198 35	81,232 12	
TOTAL (France) à reporter		239,950 33	530,937 66	1,965,360 25	179,190 67	2,915,438 91	16,358,0[illegible]	3,097,931 88	6,950,177 99	4,087,929 96	5,846,954 01	9,880,709 52	29,863,703 36	2,145,075 27	

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

Suite de l'*État général des opérations constatées pendant l'année 18*[illegible] *pour les exercices clos qui étaient en cours d'apurement.*

MINISTÈRES.		NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels aux restes à payer ouverts par des lois ou décrets rendus pendant l'année 1898. Exercice 1894.	Exercice 1895.	Exercice 1896.	Exercice 1897.	TOTAL.	CRÉANCES de l'exercice 1897 restées à payer à l'époque de la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur l'exercice 1898. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1893.	Exercice 1894.	Exercice 1895.	Exercice 1896.	Exercice 1897.	TOTAL.	CRÉANCES de l'exercice 1894 éteintes pour cause de déchéance, ou qui ne pourront plus être soldées qu'en vertu de crédits spéciaux extraordinaires.	OBSERVATIONS.
Report (France)		239,950f 33c	530,937f 66c	1,965,360f 25c	179,190f 67c	2,915,438f 91c	16,358,00[illegible]	3,097,931f 88c	6,950,177f 99c	4,087,929f 96c	5,846,954f 01c	9 880,709f 52c	29,863,703f 36c	2,145,075f 27c	
ALGÉRIE.															
Finances		"	"	160f 00c	"	160f 00c	10,965[illegible]	"	378 31	912 36	31,290 53	"	32,581 20	2,283 19	
Justice		"	"	"	"	"	1,855[illegible]	"	"	"	237 50	"	237 50	97 22	
Intérieur et cultes	Justice musulmane	"	"	"	"	"	"	"	"	250 00	"	"	250 00	739 61	
	Culte musulman	"	"	15 86	"	15 86	1,00[illegible]	"	"	"	1,300 00	"	1,300 00	150 00	
	Intérieur	181f 50c	8,978f 00c	34,116 63	"	43,276 13	107,[illegible]	"	13,477 62	34,620 54	495,833 03	"	543,931 19	7,727 55	
	Instruction publique indigène	"	"	"	"	"	[illegible]	"	"	"	"	"	"	"	
	Beaux-arts	"	960 00	"	"	960 00	62[illegible]	"	"	960 00	3,747 20	"	4,707 20	500 00	
	Commerce et industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	737 10	"	"	737 10	"	
	Agriculture	"	2,076 10	122 95	"	2,199 05	102,71[illegible]	"	"	888 41	13,955 83	"	14,844 24	55,732 56	
	Travaux publics	"	"	5,257 57	"	"	9,47[illegible]	"	700 00	1,784 67	555 42	"	3,040 09	1,080 79	
	Service des cultes	"	"	"	"	"	15[illegible]	"	445 00	1,590 00	"	"	2,035 00	111 66	
Instruction publique et beaux-arts.	Service de l'instruction publique	807 68	670 22	"	"	6,735 47	38,815[illegible]	"	991 01	751 22	2,493 20	5,582 50	9,817 93	380 80	
	Service des beaux-arts	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes.	Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	Service des postes et des télégraphes	"	"	120 00	"	120 00	3,651[illegible]	"	"	"	523 32	"	523 32	586 34	
Agriculture		"	"	1,317 92	"	1,317 92	5,969[illegible]	"	116 64	74 00	6,296 85	"	6,487 49	223 10	
	TOTAL (Algérie)	989 18	12,684 32	41,110 93	"	54,784 43	282,519[illegible]	"	16,108 58	42,568 30	556,232 88	5,582 50	630,492 26	69,612 82	
	TOTAL GÉNÉRAL	240 939f 51c	543,621f 98c	2,006,471f 18c	179,190f 67c	2,970,223f 34c	16,640,5[illegible]	3,097,931 88	6,966,286 57	4,130,498 26	6,403,186 89	9,886,292 02	30,484,195 62	2,214,688 09	

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 18 (Loi de règlement.)

Situation définitive au 1er janvier 1899, époque à partir de laquelle cet exercice, ayant atteint sa période quinquennale, cessera de figurer dans la comptabilité des Ministères.

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient À PAYER à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES ADMISES EN VERTU DE CRÉDITS ADDITIONNELS aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1895.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1896.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1897.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1898.	CRÉANCES QUI RESTENT réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES EXERCICES COURANTS. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1895.	Exercice 1896.	Exercice 1897.	Exercice 1898.	TOTAL.	CRÉANCES ÉTEINTES pour cause de déchéance, ou qui ne pourront plus être soldées qu'en vertu de crédits spéciaux extraordinaires.
FRANCE.												
Finances	11,572,014f 58c	"	8,709f 14c	145f 49c	(A) 75f 00c	11,580,94[illegible]	6,976,268f 14c	1,744,781f 70c	739,101f 94c	307,633f 47c	9,767,785f 25c	1,813,158f 96c
Justice	35,026 01	"	19,288 67	70 83	(B) 11 81	54,39[illegible]	1,487 78	43,978 02	1,524 35	11 81	47,001 96	7,395 36
Affaires étrangères	1,300,608 48	"	58,667 00	3,997 65	(C) 16,234 10	1,379,50[illegible]	9,251 08	724,668 63	403,153 22	216,603 04	1,353,675 97	25,831 26
Intérieur et cultes. — Service de l'intérieur	114,889 91	1,413f 10c	461,916 11	374 50	(D) 12,310 82	590,90[illegible]	11,218 00	531,285 18	29,070 38	4,803 11	576,376 67	14,527 77
Intérieur et cultes. — Service des cultes	242,807 81	"	8,868 14	2,297 81	"	253,97[illegible]	127,636 23	99,125 24	4,225 68	2,744 15	233,731 30	20,242 46
Guerre. — Service ordinaire	10,684,756 44	"	311,037 61	44,567 04	(E) 9,020 85	11,049,38[illegible]	3,415,655 71	2,757,451 53	2,478,683 90	2,351,790 30	11,003,581 44	45,800 50
Guerre. — Dépenses extraordinaires	2,044,418 91	"	674,039 53	72,044 22	(F) 6,247 83	2,796,75[illegible]	1,943,975 50	634,526 10	202,173 42	14,337 65	2,795,012 67	1,737 82
Marine	242,362 84	"	104,900 89	5,529 32	(G) 4,726 89	357,51[illegible]	"	336,193 55	7,438 75	10,763 54	354,395 84	3,124 10
Instruction publique et beaux-arts. — Service de l'instruction publique	157,457 98	"	136,979 53	25,708 25	(H) 5,756 31	325,90[illegible]	67,832 34	191,653 69	29,732 02	13,912 51	303,130 56	22,771 51
Instruction publique et beaux-arts. — Service des beaux-arts	406,217 19	"	198,096 77	112,687 67	"	717,00[illegible]	396,143 16	206,335 24	113,172 13	7 50	715,658 03	1,343 60
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	387,957 96	"	17,573 51	27,831 50	(I) 4,641 93	438,00[illegible]	294,937 58	34,902 37	28,300 36	4,641 93	362,782 24	75,222 66
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	298,613 48	292 89	52,783 12	3,290 70	(J) 123 42	355,10[illegible]	273,114 10	60,859 10	4,556 44	1,205 71	339,735 35	15,368 26
Colonies	597,617 10	"	1,650,502 35	3,886,360 41	(K) 9,258 38	6,143,73[illegible]	32,766 09	584,508 48	1,700,271 24	3,824,130 28	6,141,676 09	2,062 15
Agriculture	380,313 59	"	62,764 29	4,459 38	(L) 325 40	447,86[illegible]	6,103 75	405,172 61	11,076 08	10,253 48	432,605 92	15,256 74
Travaux publics	415,543 83	6,011 81	751 748 34	232,096 77	(M) 171,217 59	1,576,61[illegible]	267,348 09	419,620 18	621,078 44	187,339 51	1,495,386 22	81,232 12
TOTAL (France) à reporter	28,880,606 11	7,717 80	4,517,875 00	4,421,461 54	239,950 33	38,067,61[illegible]	13,823,737 55	8,775,061 62	6,373,558 35	6,950,177 99	35,922,535 51	2,145,075 27
		9,187,004f 67c										

OBSERVATIONS.

(A) Décret du 5 novembre 1898.
(B) Décret du 28 janvier 1898.

(C) Loi du 30 mars 1898	9,859f 12c
Loi du 22 juillet 1898	360 34
Décret du 26 mai 1898	4,014 64
Décret du 17 décembre 1898	2,000 00
	16,234 10
(D) Loi du 22 juillet 1898	122 36
Décret du 12 janvier 1898	4,510 46
Décret du 3 décembre 1898	7,678 00
	12,310 82
(E) Décret du 12 janvier 1898	1,506 66
Décret du 19 avril 1898	1,437 78
Décret du 23 juin 1898	4,537 33
Décret du 5 septembre 1898	1,488 33
Décret du 7 décembre 1898	50 75
	9,020 85
(F) Loi du 30 mars 1898	4,630 02
Loi du 22 juillet 1898	1,336 99
Décret du 19 avril 1898	70 50
Décret du 23 juin 1898	79 25
Décret du 7 décembre 1898	131 07
	6,247 83
(G) Loi du 30 mars 1898	670 35
Loi du 22 juillet 1898	204 00
Décret du 30 mars 1898	3,676 60
Décret du 18 octobre 1898	175 94
	4,726 89
(H) Décret du 4 février 1898	1,850 00
Décret du 19 avril 1898	720 00
Décret du 1er août 1898	1,894 50
Décret du 19 août 1898	483 33
Décret du 7 décembre 1898	808 48
	5,756 31
(I) Décret du 18 août 1898	3,188 16
Décret du 21 octobre 1898	48 82
Décret du 28 novembre 1898	1,404 95
	4,641 93
(J) Décret du 24 mars 1898	31 92
Décret du 9 juin 1898	20 00
Décret du 11 septembre 1898	71 50
	123 42
(K) Loi du 22 juillet 1898	3,600 00
Décret du 16 juin 1898	1,935 52
Décret du 24 novembre 1898	3,722 86
	9,258 38
(L) Décret du 5 mars 1898	314 90
Décret du 1er décembre 1898	10 50
	325 40
(M) Loi du 30 mars 1898	17,861 67
Décret du 12 février 1898	3,684 56
Décret du 24 février 1898	139,923 96
Décret du 21 juillet 1898	995 78
Décret du 16 septembre 1898	8,637 27
Décret du 19 novembre 1898	114 35
	171,217 59

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 1899. (Loi de règlement.)

Suite de la *Situation définitive au 1er janvier 1899, époque à partir de laquelle cet exercice, ayant atteint sa période quinquennale, cessera de figurer dans la comptabilité des Ministères.*

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient à payer à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1895.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1896.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1897.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1898.	CRÉANCES qui restaient réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les exercices courants. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1895.	Exercice 1896.	Exercice 1897.	Exercice 1898.	TOTAL.	CRÉANCES ÉTEINTES pour cause de déchéance, ou qui ne pourront plus être soldées qu'en vertu de crédits spéciaux extraordinaires.	OBSERVATIONS.
Report (France)	28,880,606f 11c	7,717f 80c	4,517,875f 00c	4,421,461f 54c	239,950f 33c	38,067,610f 79c	13,823,737f 55c	8,775,061f 62c	6,373,558f 35c	6,950,177f 99c	35,922,535f 51c	2,145,075f 27c	
ALGÉRIE.													
Finances	5,284 00	"	96,791 49	47 00	"	102,122 49	150 00	99,108 99	202 00	378 31	99,839 30	2,283 19	(A) Décret du 3 décembre 1898.
Justice	855 95	"	300 00	"	"	1,155 95	"	1,058 73	"	"	1,058 73	97 22	(B) Décret du 7 décembre 1898.
Intérieur et cultes. — Justice musulmane	739 61	"	"	"	"	739 61	"	"	"	"	"	739 61	
Culte musulman	275 00	"	"	"	"	275 00	"	125 00	"	"	125 00	150 00	
Intérieur	535,663 68	7,895 66	39,343 88	13,470 72	(A) 181 50	596,555 44	5,350 00	500,317 27	69,683 00	13,477 62	588,827 89	7,727 55	
Instruction publique indigène	477 78	"	"	"	"	477 78	"	477 78	"	"	477 78	"	
Beaux-arts	7,432 48	"	200 00	"	"	7,632 48	"	7,132 48	"	"	7,132 48	500 00	
Commerce et industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Agriculture	92,641 13	"	31 28	"	"	92,672 41	"	21,558 05	15,381 80	"	36,939 85	55,732 56	
Travaux publics	12,340 59	"	540 30	"	"	12,880 89	"	10,815 10	285 00	700 00	11,800 10	1,080 79	
Service des cultes	20,457 73	"	"	"	"	20,457 73	8,000 00	11,901 07	"	445 00	20,346 07	111 66	
Instruction publique et beaux-arts. — Service de l'instruction publique	4,602 99	"	800 00	13,558 95	(B) 807 68	19,769 62	"	4,720 53	13,677 28	991 01	19,388 82	380 80	
Service des beaux-arts	"	"	982 80	"	"	982 80	"	982 80	"	"	982 80	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Service des postes et des télégraphes	5,348 18	"	12 49	"	"	5,360 67	3,865 52	808 81	100 00	"	4,774 33	586 34	
Agriculture	21,737 22	"	21 00	116 64	"	21,874 86	"	21,535 12	"	116 64	21,651 76	223 10	
TOTAL (Algérie)	707,856 34	7,895 66	139,023 24	27,193 31	989 18	882,957 73	17,365 52	680,541 73	99,329 08	16,108 58	813,344 91	69,612 82	
		175,101f 39c											
TOTAL GÉNÉRAL	29,588,462f 45c	15,613f 46c	4,656,898f 24c	4,448,654f 85c	240,939f 51c	38,950,568f 97c	13,841,103f 07c	9,455,603f 35c	6,472,887f 43c	6,966,286f 57c	36,735,880f 42c	2,214,688f 09c	
		9,362,106f 06c											

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 18 (Loi de règlement.)

Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1899.

MINISTÈRES	CRÉANCES qui restaient à payer à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1896.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1897.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1898.	CRÉANCES qui restent réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les exercices courants. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1896.	Exercice 1897.	Exercice 1898.	TOTAL.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1899.
FRANCE.										
Finances	11,502,582f 08c	"	4,121f 43c	(A) 33f 00c	11,506,7[illegible]	6,819,681f 01c	2,085,126f 66c	624,931f 31c	9,529,738f 98c	1,976,997f 53c
Justice	41,928 23	"	85 00	"	42,0[illegible]	"	34,072 95	1,300 06	35,373 01	6,640 22
Affaires étrangères	342,911 67	5,232f 32c	13,530 70	(B) 44,559 49	406,2[illegible]	14,705 40	246,372 43	89,214 02	350,291 85	55,942 33
Intérieur et cultes. — Service de l'intérieur	101,445 29	433,140 69	20,921 68	(C) 121,120 54	676,6[illegible]	2,866 80	545,422 88	119,879 57	668,169 25	8,458 95
Intérieur et cultes. — Service des cultes	189,004 26	"	804 17	(D) 152 50	189,9[illegible]	89,536 82	76,169 60	4,029 99	169,736 41	20,224 52
Guerre — Service ordinaire	5,526,630 92	"	116,971 40	(E) 32,588 47	5,676,1[illegible]	388,627 06	2,054,746 72	1,000,385 29	3,443,759 07	2,232,431 72
Guerre — Dépenses extraordinaires	1,331,326 41	"	54,366 93	(F) 16,986 10	1,402,6[illegible]	1,317,042 62	51,238 85	28,304 53	1,396,586 00	6,093 44
Marine	187,118 03	"	31,997 34	(G) 96,836 09	315,9[illegible]	30,911 25	186,030 59	96,655 00	313,596 84	2,354 62
Instruction publique et beaux-arts. — Service de l'instruction publique	420,538 54	"	70,877 36	(H) 14,293 85	505,7[illegible]	301,577 77	156,266 76	17,957 96	475,802 49	29,907 26
Instruction publique et beaux-arts. — Service des beaux-arts	1,081,183 27	"	316,178 14	(I) 10,387 05	1,407,7[illegible]	1,068,767 25	320,978 71	10,809 23	1,400,555 19	7,193 27
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	1 949,103 44	"	12,209 30	(J) 665 55	1,961,9[illegible]	1,937,747 43	19,617 46	904 62	1,958,269 51	3,708 78
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	375,893 37	"	88,594 02	(K) 38,327 13	502,8[illegible]	154,808 68	132,496 63	47,264 88	334,570 19	168,244 33
Colonies	1,068,831 96	"	2,014,218 06	(L) 28,457 15	3,111,5[illegible]	"	1,175,429 45	1,910,583 41	3,086,012 86	25,494 91
Agriculture	434,600 82	"	40,313 80	(M) 7,027 55	481,9[illegible]	329,866 63	119,951 27	8,850 90	458,668 80	23,273 37
Travaux publics	670,021 99	3,235 96	489,715 16	(N) 119,503 19	1,282,[illegible]	618,890 90	505,998 25	126,859 19	1,251,748 34	30,727 96
TOTAL (France) à reporter	25,223,120 28	441,608 97	3,274,905 09	530,937 66	29,470,[illegible]	13,075,029 62	7,709,919 21	4,087,929 96	24,872,878 79	4,597,693 21
		4,247,451f 72c								

OBSERVATIONS.

(A) Décret du 2 août 1898.

(B) Loi du 30 mars 1898 ..... 26,575f 16c
Loi du 22 juillet 1898 ..... 4,382 94
Loi du 23 décembre 1898 ..... 806 33
Décret du 26 mai 1898 ..... 12,271 64
Décret du 10 octobre 1898 ..... 520 42
..... 44,559 49

(C) Loi du 22 juillet 1898 ..... 133f 25c
Loi du 23 décembre 1898 ..... 0 20
Décret du 12 janvier 1898 ..... 119,901 17
Décret du 15 mars 1898 ..... 153 05
Décret du 3 décembre 1898 ..... 932 87
..... 121,120 54

(D) Décret du 12 mars 1898.

(E) Décret du 12 janvier 1898 ..... 5,114f 88c
Décret du 19 avril 1898 ..... 2,675 20
Décret du 23 juin 1898 ..... 20,206 30
Décret du 5 septembre 1898 ..... 2,939 01
Décret du 7 décembre 1898 ..... 1,653 05
..... 32,588 47

(F) Loi du 30 mars 1898 ..... 472f 49c
Loi du 22 juillet 1898 ..... 2,618 63
Décret du 12 janvier 1898 ..... 8,098 10
Décret du 23 juin 1898 ..... 24 95
Décret du 7 décembre 1898 ..... 5,771 93
..... 16,986 10

(G) Loi du 30 mars 1898 ..... 11,910f 04c
Décret du 30 mars 1898 ..... 84,464 55
Décret du 18 octobre 1898 ..... 461 50
..... 96,836 09

(H) Décret du 4 février 1898 ..... 1,450f 00c
Décret du 19 avril 1898 ..... 1,468 03
Décret du 1er août 1898 ..... 2,739 28
Décret du 19 août 1898 ..... 990 00
Décret du 7 décembre 1898 ..... 7,646 54
..... 14,293 85

(I) Décret du 7 juin 1898.

(J) Loi du 22 juillet 1898 ..... 10f 00c
Décret du 18 août 1898 ..... 655 55
..... 665 55

(K) Décret du 24 mars 1898 ..... 23,569f 98c
Décret du 9 juin 1898 ..... 6,651 00
Décret du 11 septembre 1898 ..... 132 00
Décret du 10 octobre 1898 ..... 7,974 15
..... 38,327 13

(L) Loi du 30 mars 1898 ..... 540f 36c
Loi du 22 juillet 1898 ..... 93 65
Décret du 16 juin 1898 ..... 5,264 97
Décret du 26 octobre 1898 ..... 594 84
Décret du 24 novembre 1898 ..... 22,053 33
..... 28,457 15

(M) Décret du 5 mars 1898 ..... 230f 20c
Décret du 22 juin 1898 ..... 6,714 85
Décret du 4 novembre 1898 ..... 42 00
Décret du 1er décembre 1898 ..... 40 50
..... 7,027 55

(N) Loi du 30 mars 1898 ..... 31,518f 04c
Loi du 22 juillet 1898 ..... 11,815 36
Décret du 12 février 1898 ..... 3,755 87
Décret du 24 février 1898 ..... 9,423 34
Décret du 24 mars 1898 ..... 1,162 91
Décret du 21 juillet 1898 ..... 59,801 26
Décret du 16 septembre 1898 ..... 1,462 46
Décret du 19 novembre 1898 ..... 560 02
..... 119,503 19

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 1898. (Loi de règlement.)

Suite de la *Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1899.*

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient à payer à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1896.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1897.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1898.	CRÉANCES qui restaient réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les exercices courants (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1896.	Exercice 1897.	Exercice 1898.	TOTAL.	RESTES à payer au 1er janvier 1899.	OBSERVATIONS.
Report (France)	25,223,120f 28	441,608f 97c	3,274,905f 09c	530,937f 66c	29,470,572f [illegible]	13,075,029f 62c	7,709,919f 21c	4,087,929f 96c	24,872,878f 79c	4,597,693f 21c	
ALGÉRIE.											
Finances	31,752f 79	"	18,258f 69c	"	50,011f [illegible]	"	47,208f 52c	912f 36c	48,120f 88c	1,890f 60c	
Justice	2,284 30	1,119 69	"	"	3,403f [illegible]	1,813f 45c	1,185 00	"	2,998 45	405 54	
Intérieur et cultes. — Justice musulmane	375 82	"	"	"	375f [illegible]	"	"	250 00	250 00	125 82	
Intérieur et cultes. — Culte musulman	318 50	"	"	"	318 50	"	"	"	"	318 50	
Intérieur et cultes. — Intérieur	308,371 99	"	35,591 67	(A) 8,978f 00c	352,941f [illegible]	"	300,789 05	34,620 54	335,409 59	17,532 07	(A) Décret du 3 décembre 1898.
Intérieur et cultes. — Instruction publique indigène	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Intérieur et cultes. — Beaux-arts	1 13	"	1,068 82	(B) 960 00	2,029f [illegible]	"	1,068 82	960 00	2,028 82	1 13	(B) Loi du 22 juillet 1898.
Intérieur et cultes. — Commerce et industrie	"	"	737 10	"	737f [illegible]	"	"	737 10	737 10	"	
Intérieur et cultes. — Agriculture	100,685 55	"	"	(C) 2,076 10	102,761f [illegible]	"	7,188 84	888 41	8,077 25	94,684 40	(C) Décret du 3 décembre 1898.
Intérieur et cultes. — Travaux publics	49,607 41	"	6,444 51	"	56,051f [illegible]	"	53,682 08	1,784 67	55,466 75	585 17	
Intérieur et cultes. — Service des cultes	4,509 26	"	"	"	4,509f [illegible]	2,476 06	"	1,590 00	4,066 06	443 20	
Instruction publique et beaux-arts. — Service de l'instruction publique	1,082 28	"	12,926 40	(D) 670 22	14,678f [illegible]	24 72	13,423 96	751 22	14,199 90	479 00	(D) Décret du 7 décembre 1898.
Instruction publique et beaux-arts. — Service des beaux-arts	2,099 62	"	"	"	2,099f [illegible]	2,099 62	"	"	2,099 62	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	2,170 03	"	"	"	2,170f [illegible]	1,069 53	249 36	"	1,318 89	851 14	
Agriculture	40,497 06	"	9,879 95	"	50,377f [illegible]	14,936 69	35,358 54	74 00	50,369 23	7 78	
TOTAL (Algérie)	543,755 74	1,119 69	84,907 14	12,684 32	642,466f [illegible]	22,420 07	460,154 17	42,568 30	525,142 54	117,324 35	
		98,711f 15c									
TOTAL GÉNÉRAL	25,766,876f 02	442,728f 66c	3,359,812f 23c	543,621f 98c	30,113,038f [illegible]	13,097,449f 69c	8,170,073f 38c	4,130,498f 26c	25,398,021f 33c	4,715,017f 56c	
		4,346,162f 87c									

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 1896. (Loi de règlement.)

Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1899.

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient à payer à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1897.		NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1898.		CRÉANCES qui restaient réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS effectués sur les exercices courants. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1897.	Exercice 1898.	TOTAL.	RESTES à payer au 1er janvier 1899
FRANCE.										
Finances	11,681,826f 04c	631f 88c	(A)	619f 84c		11,683,077f [illegible]	7,509,842f 07c	1,800,254f 25c	9,310,096f 32c	2,372,981f 44c
Justice	20,939 68	2,584 34	(B)	1,628 33		25,1[illegible]	2,584 34	18,662 98	21,247 32	3,905 03
Affaires étrangères	720,630 12	15,830 76	(C)	39,468 94		775,9[illegible]	51,323 01	513,889 05	565,212 06	210,717 76
Intérieur et cultes. — Service de l'intérieur	182,883 54	"	(D)	764,469 46		947,353 [illegible]	"	777,063 68	777,063 68	170,289 32
Intérieur et cultes. — Service des cultes	232,626 16	"	(E)	878 55		233,50[illegible]	115,758 00	99,194 21	214,952 21	18,552 50
Guerre. — Service ordinaire	518,626 74	"	(F)	237,555 01		756,181 [illegible]	460,123 75	178,421 92	638,545 67	117,636 08
Guerre. — Dépenses extraordinaires	994,780 13	4,230 00	(G)	26,371 07		1,025,381 [illegible]	904,284 52	44,829 73	949,114 25	76,266 95
Marine	222,642 65	"	(H)	111,089 75		333,732 [illegible]	64,078 73	257,563 15	321,641 88	12,090 52
Instruction publique et beaux-arts. — Service de l'instruction publique	91,649 39	52,586 58	(I)	57,711 14		201,947 [illegible]	95,563 75	75,504 61	171,068 36	30,878 75
Instruction publique et beaux-arts. — Service des beaux-arts	1,106,521 88	"	(J)	58,710 90		1,165,232 [illegible]	1,092,749 02	63,848 08	1,156,597 10	8,635 68
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	73,701 54	302,740 51	(K)	48,163 05		424,605 [illegible]	49,362 84	369,457 77	418,820 61	5,784 49
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	474,024 80	2,502 24	(L)	141,423 31		617,950 [illegible]	143,917 47	156,162 74	300,080 21	317,870 14
Colonies	1,085,659 12	3,333 33	(M)	325,787 46		1,414,779 [illegible]	"	1,284,415 56	1,284,415 56	130,364 35
Agriculture	154,786 97	"	(N)	11,641 07		166,428 [illegible]	122,238 39	17,828 44	140,066 83	26,361 21
Travaux publics	840,835 44	18,335 49	(O)	139,842 37		999,013 [illegible]	784,632 16	189,857 84	974,490 00	24,523 30
TOTAL (France) à reporter	18,402,134 20	402,775 13		1,965,360 25		20,770,269 [illegible]	11,396,458 05	5,846,954 01	17,243,412 06	3,526,857 52
		2,368,135f 38c								

OBSERVATIONS.

(A) Décret du 2 août 1898 ..... 148f57c
Décret du 5 novembre 1898 ..... 471 27
619 84

(B) Décret du 28 janvier 1898 ..... 1,608f33c
Décret du 9 juin 1898 ..... 20 00
1,628 33

(C) Loi du 30 mars 1898 ..... 5,573f53c
Loi du 22 juillet 1898 ..... 9,106 61
Loi du 23 décembre 1898 ..... 293 41
Décret du 26 mai 1898 ..... 22,513 01
Décret du 20 octobre 1898 ..... 1,659 46
Décret du 17 décembre 1898 ..... 292 89
39,468 94

(D) Loi du 30 mars 1898 ..... 2,399f83c
Loi du 22 juillet 1898 ..... 257 60
Décret du 12 janvier 1898 ..... 293,503 19
Décret du 15 mars 1898 ..... 313,293 28
Décret du 3 décembre 1898 ..... 155,015 56
764,469 46

(E) Décret du 12 mars 1898.

(F) Loi du 30 mars 1898 ..... 10,725f61c
Décret du 12 janvier 1898 ..... 91,292 84
Décret du 19 avril 1898 ..... 37,094 44
Décret du 23 juin 1898 ..... 26,307 82
Décret du 5 septembre 1898 ..... 6,958 05
Décret du 7 décembre 1898 ..... 65,176 25
237,555 01

(G) Loi du 30 mars 1898 ..... 2,779f19c
Loi du 22 juillet 1898 ..... 1,622 29
Loi du 23 décembre 1898 ..... 58 39
Décret du 12 janvier 1898 ..... 20,037 25
Décret du 18 avril 1898 ..... 88 75
Décret du 23 juin 1898 ..... 728 60
Décret du 5 septembre 1898 ..... 950 40
Décret du 7 décembre 1898 ..... 106 20
26,371 07

(H) Loi du 30 mars 1898 ..... 14,357f16c
Loi du 23 décembre 1898 ..... 4,792 88
Loi du 24 décembre 1898 ..... 508 86
Decret du 30 mars 1898 ..... 38,809 75
Décret du 18 octobre 1898 ..... 32,621 10
111,089 75

(I) Décret du 4 février 1898 ..... 28,200f60c
Décret du 19 avril 1898 ..... 2,220 79
Décret du 1er août 1898 ..... 22,802 67
Decret du 19 août 1898 ..... 2,937 86
Décret du 7 décembre 1898 ..... 1,549 22
57,711 14

(J) Décret du 11 mars 1898 ..... 53,756f10c
Décret du 10 mai 1898 ..... 1,382 59
Décret du 29 juillet 1898 ..... 3,572 15
58,710 90

(K) Loi du 30 mars 1898 ..... 39,434f00c
Loi du 22 juillet 1898 ..... 5,881 26
Loi du 25 décembre 1898 ..... 2,397 93
Décret du 18 août 1898 ..... 449 86
48,163 05

(L) Décret du 24 mars 1898 ..... 36,220f04c
Décret du 3 juin 1898 ..... 216 66
Décret du 9 juin 1898 ..... 6,065 05
Décret du 11 septembre 1898 ..... 146 00
Décret du 10 octobre 1898 ..... 98,775 56
141,423 31

(M) Loi du 30 mars 1898 ..... 110,626f53c
Loi du 22 juillet 1898 ..... 45,467 39
Loi du 24 décembre 1898 ..... 1,041 83
Décret du 16 juin 1898 ..... 108,691 56
Décret du 26 octobre 1898 ..... 51,668 57
Décret du 24 novembre 1898 ..... 8,291 78
325,787 46

(N) Décret du 5 mars 1898 ..... 3,156f60c
Décret du 22 juin 1898 ..... 8,087 32
Décret du 4 novembre 1898 ..... 50 50
Décret du 1er décembre 1898 ..... 346 65
11,641 07

(O) Loi du 30 mars 1898 ..... 5,121f10c
Décret du 12 février 1898 ..... 4,977 01
Décret du 24 février 1898 ..... 14,604 68
Décret du 24 mars 1898 ..... 53,975 06
Décret du 21 juillet 1898 ..... 55,061 61
Décret du 16 septembre 1898 ..... 4,104 57
Décret du 19 novembre 1898 ..... 1,398 34
139,842 37

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 189[illegible] (Loi de règlement.)

Suite de la *Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1899.*

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient à payer à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1897.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1898.	CRÉANCES qui restaient réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS effectués sur les exercices courants. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1897.	Exercice 1898.	TOTAL.	RESTES à payer au 1er janvier 1899.	OBSERVATIONS.
Report (France.)	18,402,134f 20c	402,775f 13c	1,965,360f 25c	20,770,269f [illegible]	11,396,458f 05c	5,846,954f 01c	17,243,412f 06c	3,526,857f 52c	
ALGÉRIE.									
Finances	31,235 29	"	(A) 160 00	31,395 [illegible]	"	31,290 53	31,290 53	104 76	(A) Décret du 1 août 1898.
Justice	237 50	"	"	237 50	"	237 50	237 50	"	
Justice musulmane	1,240 00	"	"	1,240 00	1,240 00	"	1,240 00	"	(B) Décret du 3 décembre 1898.
Culte musulman	1,356 00	"	(B) 15 86	1,371 [illegible]	"	1,300 00	1,300 00	71 86	(C) *Idem.*
Intérieur	578,291 20	16,096 36	(C) 34,116 63	628,504 [illegible]	1,861 02	495,833 03	497,694 05	130,810 14	
Instruction publique indigène	"	"	"	"	"	"	"	"	(D) Loi du 22 juillet 1898.
Intérieur et cultes. — Beaux-arts	10,031 58	"	"	10,031 [illegible]	"	3,747 20	3,747 20	6,284 38	(E) Loi du 30 mars 1898 ..... 2,206f 06c Décret du 26 février 1898 ..... 583 31 Décret du 7 décembre 1898 ..... 2,468 20 5,257 57
Commerce et industrie	20 82	"	"	20 [illegible]	"	"	"	20 82	
Agriculture	163,189 27	2,892 83	(D) 122 95	166,205 [illegible]	196 69	13,955 83	14,152 52	152,052 53	
Travaux publics	30,777 03	"	"	30,777 [illegible]	1,743 15	555 42	2,298 57	28,478 46	
Service des cultes	24,754 44	"	"	24,754 [illegible]	24,636 94	"	24,636 94	117 50	(F) Décret du 10 octobre 1898.
Instruction publique et beaux-arts. — Service de l'instruction publique	7,248 73	14,974 14	(E) 5,257 57	27,480 [illegible]	21,806 88	2,493 20	24,300 08	3,180 36	
Service des beaux-arts	"	"	"	"	"	"	"	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	(G) Loi du 30 mars 1898 ..... 455f 41c Loi du 22 juillet 1898 ..... 583 30 Décret du 5 mars 1898 ..... 792 21 1,317 92
Service des postes et des télégraphes	1,516 98	275 00	(F) 120 00	1,911 [illegible]	822 71	523 32	1,346 03	565 95	
Agriculture	4,838 59	5,033 18	(G) 1,317 92	11,189 [illegible]	4,593 11	6,296 85	10,889 96	299 73	
TOTAL (Algérie)	854,737 43	39,271 51	41,110 93	935,119 [illegible]	56,900 50	556,232 88	613,133 38	321,986 49	
		80,382f 44c							
TOTAL GÉNÉRAL	19,256,871 63	442,046 64	2,006,471 18	21,705,389 [illegible]	11,453,358 55	6,403,186 89	17,856,545 44	3,848,844 01	
		2,448,517f 82c							

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 1897. (Loi de règlement.)

Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1899.

MINISTÈRES	CRÉANCES qui restaient à payer à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels.	CRÉANCES qui restaient réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS effectués sur l'exercice 1898. (Chapitre spécial des dépenses des exercices clos.)	RESTES à payer au 1er janvier 1899.	OBSERVATIONS.
FRANCE.						
Finances	10,614,757f 30c	"	10,614,757f 30c	6,656,549f 42c	3,958,207f 88c	(A) Loi du 23 décembre 1898.
Justice	15,351 33	(A) 1,220f 48c	16,571 81	3,203 03	13,368 78	(B) Loi du 23 décembre 1898. 51,133f 33c Décret du 17 décembre 1898. 166 67 51,300 11
Affaires étrangères	913,286 93	(B) 51,300 11	964,587 04	18,386 08	946,200 96	
Intérieur et cultes. — Service de l'intérieur	122,176 48	(C) 2,953 41	125,129 89	"	125,129 89	(C) Décret du 3 décembre 1898.
Intérieur et cultes. — Service des cultes	222,927 27	"	222,927 27	181,881 07	41,046 20	(D) Loi du 23 décembre 1898. 17,065f 16c Décret du 7 octobre 1898. 37,519 11 Décret du 7 décembre 1898. 6,003 10 60,585 27
Guerre. — Service ordinaire	598,769 59	(D) 60,585 27	659,354 86	569,346 55	90,008 31	
Guerre. — Dépenses extraordinaires	719,017 86	(E) 12,991 94	732,009 80	718,280 88	13,728 92	(E) Loi du 23 décembre 1898. 12f 46c Décret du 7 octobre 1898. 7,609 61 Décret du 7 décembre 1898. 5,368 87 12,991 94
Marine	409,258 81	(F) 602 51	409,861 32	1,478 93	408,382 39	(F) Loi du 24 décembre 1898.
Instruction publique et beaux-arts. — Service de l'instruction publique	218,184 57	(G) 27,598 74	245,783 31	156,214 76	89,568 55	(G) Loi du 23 décembre 1898.
Instruction publique et beaux-arts. — Service des beaux-arts	1,014,102 16	"	1,014,102 16	740,740 69	273,361 47	(H) Loi du 23 décembre 1898. 1,011f 58c Décret du 1er décembre 1898 1,875 09 2,886 68
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	242,817 33	"	242,817 33	226,495 77	16,321 56	
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	549,613 71	"	549,613 71	202,121 59	347,492 12	
Colonies	231,154 43	"	231,154 43	41,319 97	189,834 46	
Agriculture	247,985 62	(H) 2,886 68	250,872 30	203,548 97	47,323 33	
Travaux publics	238,601 48	(I) 19,051 53	257,653 01	161,141 81	96,511 20	(I) Décret du 19 novembre 1898.
TOTAL (France) à reporter	16,358,004 87	179,190 67	16,537,195 54	9,880,709 52	6,656,486 02	

Suite de la *Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1899.*

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient à payer à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels.	CRÉANCES qui restaient réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS effectués sur l'exercice 1898. (Chapitre spécial des dépenses des exercices clos.)	RESTES à payer au 1er janvier 1899.	OBSERVATIONS.
Report (France)	16,358,004f 87c	179,190f 67c	16,537,195f 54c	9,880,709f 52c	6,656,486f 02c	
ALGÉRIE.						
Finances	10,965f 26c	"	10,965f 26c	"	10,965f 26c	
Justice	1,885 50	"	1,885 50	"	1,885 50	
Intérieur et cultes. — Justice musulmane	"	"	"	"	"	
Intérieur et cultes. — Culte musulman	1,000 00	"	1,000 00	"	1,000 00	
Intérieur et cultes. — Intérieur	107,370 53	"	107,370 53	"	107,370 53	
Intérieur et cultes. — Instruction publique indigène	50 00	"	50 00	"	50 00	
Intérieur et cultes. — Beaux-Arts	612 54	"	612 54	"	612 54	
Intérieur et cultes. — Commerce et industrie	"	"	"	"	"	
Intérieur et cultes. — Agriculture	102,710 41	"	102,710 41	"	102,710 41	
Intérieur et cultes. — Travaux publics	9,473 61	"	9,473 61	"	9,473 61	
Intérieur et cultes. — Service des cultes	15 00	"	15 00	"	15 00	
Instruction publique et beaux-arts. — Service de l'instruction publique	38,815 72	"	38,815 72	5,582f 50c	33,233 22	
Instruction publique et beaux-arts. — Service des beaux-arts	"	"	"	"	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	3,651 44	"	3,651 44	"	3,651 44	
Agriculture	5,969 50	"	5,969 50	"	5,969 50	
TOTAL (Algérie)	282,519 51	"	282,519 51	5,582 50	276,937 01	
TOTAL GÉNÉRAL	16,640,524 38	179,190 67	16,819,715 05	9,886,292 02	6,933,423 03	

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

État général des créances des exercices clos restant à solder au 1er janvier 1899 et dont le payement peut avoir lieu par imputation sur les budgets des exercices courants, selon le mode réglé par l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

MINISTÈRES.		MONTANT DES CRÉANCES RESTANT À PAYER. Exercice 1895.	Exercice 1896.	Exercice 1897.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
FRANCE.						
Finances		1,976,997f 53c	2,372,981f 44c	3,958,207f 88c	8,308,186f 85c	
Justice		6,640 22	3,905 03	13,368 78	23,914 03	
Affaires étrangères		55,942 33	210,717 76	946,200 96	1,212,861 05	
Intérieur et cultes.	Service de l'intérieur	8,458 95	170,289 32	125,129 89	303,878 16	
	Service des cultes	20,224 52	18,552 50	41,046 20	79,823 22	
Guerre	Service ordinaire	2,232,431 72	117,636 08	90,008 31	2,440,076 11	
	Dépenses extraordinaires	6,093 44	76,266 95	13,728 92	96,089 31	
Marine		2,354 62	12,090 52	408,382 39	422,827 53	
Instruction publique et beaux-arts.	Service de l'instruction publique	29,907 26	30,878 75	89,568 55	150,354 56	
	Service des beaux-arts	7,193 27	8,635 68	273,361 47	289,190 42	
Commerce, industrie, postes et télégraphes.	Service du commerce et de l'industrie	3,708 78	5,784 49	16,321 56	25,814 83	
	Service des postes et des télégraphes.	168,244 33	317,870 14	347,492 12	833,606 59	
Colonies		25,494 91	130,364 35	189,834 46	345,693 72	
Agriculture		23,273 37	26,361 21	47,323 33	96,957 91	
Travaux publics		30,727 96	24,523 30	96,511 20	151,762 46	
TOTAL (France) à reporter		4,597,693 21	3,526,857 52	6,656,486 02	14,781,036 75	

Suite de l'État général des créances des exercices clos restant à solder au 1er janvier 1899 et dont le payement peut avoir lieu par imputation sur les budgets des exercices courants, selon le mode réglé par l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

MINISTÈRES.		MONTANT DES CRÉANCES RESTANT À PAYER. Exercice 1895.	Exercice 1896.	Exercice 1897.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
Report (France)		4,597,693f 21c	3,526,857f 52c	6,656,486f 02c	14,781,036f 75c	
ALGÉRIE.						
Finances		1,890 60	104 76	10,965 26	12,960 62	
Justice		405 54	"	1,885 50	2,291 04	
Intérieur et cultes.	Justice musulmane	125 82	"	"	125 82	
	Culte musulman	318 50	71 86	1,000 00	1,390 36	
	Intérieur	17,532 07	130,810 14	107,370 53	255,712 74	
	Instruction publique indigène	"	"	50 00	50 00	
	Beaux-arts	1 13	6,284 38	612 54	6,898 05	
	Commerce et industrie	"	20 82	"	20 82	
	Agriculture	94,684 40	152,052 53	102,710 41	349,447 34	
	Travaux publics	585 17	28,478 46	9,473 61	38,537 24	
	Service des cultes	443 20	117 50	15 00	575 70	
Instruction publique et beaux-arts.	Service de l'instruction publique	479 00	3,180 36	33,233 22	36,892 58	
	Service des beaux-arts	"	"	"	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes.	Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	
	Service des postes et des télégraphes.	851 14	565 95	3,651 44	5,068 53	
Agriculture		7 78	299 73	5,969 50	6,277 01	
TOTAL (Algérie)		117,324 35	321,986 49	276,937 01	716,247 85	
TOTAL GÉNÉRAL		4,715,017 56	3,848,844 01	6,933,423 03	15,497,284 60	

COMPTE D'APUREMENT

DES DÉPENSES DE L'EXPÉDITION DE MADAGASCAR

AU 1er JANVIER 1899

NOTE

SUR

LE COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DE L'EXPÉDITION DE MADAGASCAR.

Objet du compte.

Le compte des finances rendu pour l'année 1897 a expliqué les mesures prises par l'Administration et le Parlement pour assurer l'apurement régulier des dépenses restant à payer sur le compte spécial de l'expédition de Madagascar à l'époque de son règlement définitif. Le régime qui est suivi pour cet apurement a été consacré par l'article 10 de la loi du 24 décembre 1897. On croit inutile de reproduire le détail de ces dispositions, dont le texte se trouve d'ailleurs page 1059 du compte des finances précité.

On se borne, en conséquence, à résumer dans la présente note les opérations relatives à l'apurement des dépenses de l'expédition de Madagascar constatées pendant les années 1897 et 1898, et détaillées plus loin dans un tableau rapprochant les différents termes de la situation du compte au 1er janvier 1899. Ce tableau, divisé par ministères, présente les résultats ci-après :

Situation du compte au 1er janvier 1899.

Les dépenses qui restaient à payer à l'époque de la clôture du compte spécial s'élevaient à	508,479f 39c
De nouvelles créances liquidées depuis, et admises en vertu de crédits additionnels régulièrement ouverts aux Ministres, ont augmenté ce reste à payer de	192,820 91
et l'ont ainsi porté à	701,300 30
Les payements effectués en atténuation de ces créances, et qui ont eu lieu sur les fonds des budgets des exercices 1897 et 1898, se sont élevés à	542,811 74
De sorte qu'au 1er janvier 1899, les créances restant à solder ne sont plus que de	158,488 56

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DE L'EXPÉDITION DE MADAGASCAR.

Compte spécial : Dépenses de l'expédition de Madagascar. (Loi de règlement.)

Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1899.

MINISTÈRES.	CRÉANCES QUI RESTAIENT à payer à la clôture du compte.	NOUVELLES CRÉANCES ADMISES en vertu de crédits additionnels aux restes à payer		CRÉANCES QUI RESTENT réellement à payer à la clôture du compte.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES EXERCICES COURANTS. (Chapitre spécial des dépenses de l'expédition de Madagascar.)			RESTES À PAYER au 1er janvier 1899.	OBSERVATIONS.
		par des lois votées pendant l'année 1897.	par des lois votées pendant l'année 1898.		Exercice 1897.	Exercice 1898.	TOTAL.		
Guerre	42,993f 90c	120,493f 09c	(A) 65,364f 11c	228,85[illegible]	453f 19c	214,973f 84c	215,427f 03c	13,424f 07c	(A) Loi du 30 mars 1898 ..... 27,774f 65c 22 juillet 1898 ..... 27,057 07 23 décembre 1898 ..... 10,532 39 65,364 11
Marine	465,485 49	"	(B) 6,963 71	472,4[illegible]	"	327,384 71	327,384 71	145,064 49	(B) Loi du 30 mars 1898 ..... 176 41 Loi du 22 juillet 1898 ..... 6,787 30 6,963 71
TOTAL	508,479 39	120,493 09	72,327 82	701,3[illegible]	453 19	542,358 55	542,811 74	158,488 56	
		192,820f 91c							

COMPTE

DES

SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE

POUR L'ANNÉE 1898

NOTE

SUR

LE COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE

PENDANT L'ANNÉE 1898.

Le compte des services financiers en Algérie a pour destination d'exposer, par nature de recettes et de dépenses et par classes de comptables, les opérations effectuées en Algérie pendant l'année, tant pour le compte de l'État que pour les services départementaux, et d'en résumer les résultats de manière à déterminer les besoins de trésorerie auxquels l'Administration des finances a eu à pourvoir.

Il se compose d'un tableau général qui présente l'ensemble des recettes et des payements effectués pendant l'année par les comptables des finances en Algérie, c'est-à-dire par les receveurs de l'enregistrement et des domaines, les receveurs des douanes, les receveurs des contributions diverses, les receveurs des postes et des télégraphes et enfin par les trésoriers-payeurs.

Les mêmes opérations sont ensuite développées, par classes de comptables et par nature de services, dans une série d'états placés à la suite de ce tableau général.

Un tableau, divisé par départements et par catégories de comptables, permet d'apprécier l'importance des opérations pour chacune des localités de l'Algérie.

Le décret du 27 octobre 1858 a supprimé le *service municipal* de l'Algérie, constitué par l'ordonnance du 21 août 1839, en y substituant, à partir du 1er janvier 1859, les services des *budgets provinciaux* et des *budgets des localités non érigées en communes*. Les budgets des localités non érigées en communes ont eux-mêmes été supprimés définitivement par le décret du 5 novembre 1868, et les budgets provinciaux remplacés par les budgets départementaux. Des tableaux spéciaux sont joints à ceux indiqués ci-dessus et font connaître, avec le développement qu'elles comportent, les différentes natures de recettes et de dépenses effectuées pour les services départementaux.

L'ensemble des services financiers en Algérie, pour l'année 1898, présente les résultats suivants:

		RECETTE.	DÉPENSE.	EXCÉDENT de recette.	EXCÉDENT de dépense.
Service des budgets		57,769,291f 10c	116,427,917f 77c	"	58,658,626f 67c
Services de trésorerie.	Services spéciaux du Trésor.	33,293,470 84	29,077,621 70	4,215,849f 14c	"
	Créances passives	478,801,900 70	428,591,430 59	50,210,470 11	"
	Créances actives	4,931,963 11	5,159,477 94	"	227,514 83
	Mouvements de fonds	256,744,665 26	249,016,049 07	7,728,616 19	"
Augmentation des valeurs de caisse et de portefeuille		"	3,268,793 94	"	3,268,793 94
		831,541,291 01	831,541,291 01	62,154 935 44	62,154,935 44

Suite de la *Note sur le Compte des services financiers en Algérie.*

Voici, pour chaque branche principale de service, le résultat du rapprochement des recettes et des dépenses que l'on vient de résumer :

				EXCÉDENTS DE RECETTES.	EXCÉDENTS DE PAYEMENTS.
Service des budgets :					
Budget général. (Exercice 1897.)	France.	Produits divers du budget	"		
		Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	11f 90c		
	Algérie.	Impôts et revenus	1,619,213 47		
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	6,481 28		
		Produits et revenus du domaine de l'État	297,607 15		
		Produits divers du budget	190,084 49		
		Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	250,494 29		
Budget général. (Exercice 1898.)	France.	Produits divers du budget	2,873,242 78		
		Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	40,171 35		
	Algérie.	Impôts et revenus	39,113,985 35		
		Produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,515,822 06		
		Produits et revenus du domaine de l'État	3,757,523 98		
		Produits divers du budget	759,583 97		
		Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	3,345,069 03		
		ENSEMBLE	57,769,291 10		
		Payements faits sur les ordonnances des Ministres	116,427,917 77		
			58,658,626 67	"	58,658,626f 67c
Services spéciaux du Trésor :					
Recettes			33,293,470f 84c		
Payements			29,077,621 70		
			4,215,849 14	4,215,849f 14c	"
Créances passives :					
Recettes en augmentation			478,801,900f 70c		
Payements en atténuation			428,591,430 59		
			50,210,470 11	50,210,470 11	"
Créances actives :					
Recettes en atténuation			4,931,963f 11c		
Payements en augmentation			5,159,477 94		
			227,514 83	"	227,514 83
Mouvements de fonds :					
Recettes			256,744,665f 26c		
Dépenses			249,016,049 07		
			7,728,616 19	7,728,616 19	"
				62,154,935 44	58,886,141 50
EXCÉDENT des recettes sur les payements				3,268,793f 94c	

Cet excédent de recettes justifie l'augmentation que les valeurs en caisse et en portefeuille chez des comptables en Algérie ont éprouvée pendant l'année 1898.

Ces encaisses étaient, au commencement de l'année 1898, de..... 25,649,977f 35c

Au 1er janvier 1899, elles s'élèvent à..... 28,918,771 29

DIFFÉRENCE ÉGALE..... 3,268,793 94

COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

État général des Recettes et des Payements effectués pendant l'année 1898, par les Comptables des Finances en Algérie.

SOLDE EN CAISSE ET EN PORTEFEUILLE AU 1er JANVIER 1898 :			
Receveurs de l'enregistrement et des domaines	7,326f 17c	17,939,014f 37c	25,649,977
Receveurs des douanes	91,518 03		
Receveurs des contributions diverses	16,498,174 52		
Receveurs des postes et des télégraphes	1,341,995 65		
Trésoriers-payeurs en Algérie		7,710,962 98	

RECETTE.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

		EXERCICE 1897.	EXERCICE 1898.	TOTAL.		
FRANCE.						
Produits divers du budget		"	2,873,242f 78c	2,873,242f 78c		
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	1f 00c	91 29	92 29		
	Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	10 90	207 05	217 95		
	Versements des officiers remontés à titre onéreux	"	39,873 01	39,873 01		
TOTAL à reporter		11 90	2,913,414 13	2,913,426 03		
A reporter						25,649,977

DÉPENSE.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

			1897.	1898.	1899.	TOTAL.
FRANCE.						
1re partie. — Dette publique. (Ministère des finances.)			226,158f 34c	7,117,782f 02c	"	7,343,940f 36c
2e partie. — Services généraux des ministères.	Ministère des finances		570 00	16,339 18	"	16,909 18
	Ministère de la justice		100 00	1,977 77	"	2,077 77
	Ministère des affaires étrangères		2,740 00	11,425 00	"	14,165 00
	Ministère de l'intérieur et des cultes.	Intérieur	620 00	3,898 33	"	4,518 33
		Cultes	"	"	"	"
	Ministère de la guerre	1re section. — Service ordinaire	4,125,160 82	49,563,518 51	"	53,688,679 33
		2e section. — Dépenses extraordinaires	69,543 37	110,394 58	"	179,937 95
	Ministère de la marine		81,728 22	966,626 74	"	1,048,354 96
	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.	Service de l'instruction publique	4,134 95	26,929 59	"	31,064 54
		Service des beaux-arts	475 00	12,325 00	"	12,800 00
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	Service du commerce et de l'industrie	1,717 71	1,811 77	"	3,529 48
		Service des postes et des télégraphes	"	"	"	"
	Ministère des colonies		3,435 81	12,938 16	"	16,373 97
	Ministère de l'agriculture		1,049 75	5,318 38	"	6,368 13
	Ministère des travaux publics.	Dépenses ordinaires	1,475 00	30,449 05	"	31,924 05
		Dépenses extraordinaires	"	"	"	"
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.		Finances	9,935 16	1,821,250 77	"	1,831,185 93
		Postes et télégraphes	3,355 00	"	"	3,355 00
		Agriculture	"	"	"	"
5e partie. — Remboursements, restitutions, non-valeurs et primes.		Finances	8 60	8,432 58	"	8,441 18
		Postes et télégraphes	"	"	"	"
TOTAUX à reporter			4,532,207 73	59,711,417 43	"	64,243,625 16

COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Suite de *l'État général des Recettes et des Payements effectués pendant l'année 1898, par les Comptables des Finances en Algérie.*

RECETTE.

Report				.....	25,649,977

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

		EXERCICE 1897.	EXERCICE 1898.	TOTAL.		
Report		11f 90c	2,913,414f 13c	2,913,426f 03c		
ALGÉRIE.						
Impôts et revenus		1,619,213f 47c	39,113,985f 35c	40,733,198f 82c		
Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État		6,481 28	5,515,822 06	5,522,303 34		
Produits et revenus du domaine de l'État		297,607 15	3,757,523 98	4,055,131 13		
Produits divers du budget		190,084 49	759,583 97	949,668 46		
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Produits universitaires	"	133,330 00	133,330 00		
	Produits des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	59,461 29	546,547 10	606,008 39		
	Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	59,679 15	1,026,631 16	1,086,310 31		
	Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	1,775 00	1,708 33	3,483 33		
	Prélèvement d'un sixième sur le produit de l'octroi de mer	78,131 71	995,202 88	1,073,334 59		
	Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation	5,173 44	63,629 28	68,802 72		
	Remboursement par les communes des frais de traitement des malades civils dans les hôpitaux	41,382 08	520,364 89	561,746 97		
	Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux	4,891 62	49,155 39	54,047 01		
	Remboursements d'avances par les hospices civils	"	8,500 00	8,500 00		
		2,363,880 68	52,491,984 39	54,855,865 07		
Total à reporter		2,363,892 58	55,405,398 52	57,769,291 10	57,769,291f 10c	
A reporter					57,769,291 10	25,649,977

DÉPENSE.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

			EXERCICE 1897.	EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.	TOTAL.
Report			4,532,207f 73c	59,711,417f 43c	"	64,243,625f 16c
ALGÉRIE.						
3e partie. — Services généraux des ministères.	Ministère des finances		51,424f 90c	483,593f 68c	"	535,018f 58c
	Ministère de la justice		85,619 68	2,607,866 13	"	2,693,485 81
	Ministère de l'intérieur et des cultes	Services centralisés à Paris	244,679 94	19,461,765 77	"	21,935,859 43
		Service du Gouvernement général de l'Algérie	2,229,413 72			
		Service des cultes	298,324 01	653,304 47	"	951,628 48
	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	Service de l'instruction publique	646,821 58	5,138,686 16	"	5,785,507 74
		Service des beaux-arts	133,615 97	74,777 97	"	208,393 94
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	Service du commerce	27,511 08	102,084 32	"	129,595 40
		Service des postes et des télégraphes	"	523 32	"	523 32
	Ministère de l'agriculture		911,244 26	6,487 49	"	917,731 75
	Ministère des travaux publics	Dépenses ordinaires	968,757 40	"	"	968,757 40
		Dépenses extraordinaires	2 026,460 79	"	"	2,026,460 79
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics		Finances	1,244,811 09	5,172,373 41	"	6,417,184 50
		Postes et télégraphes	326,296 42	5,088,330 28	"	5,414,626 70
		Agriculture	389,595 08	2,631,526 56	"	3,021,121 64
5e partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes		Finances	51,489 53	898,242 97	"	949,732 50
		Intérieur	51,423 58	177,241 05	"	228,664 63
			9,687,489 03	42,496,803 58	"	52,184,292 61
Total du service des budgets			14,219,696f 76c	102,208,221f 01c	"	116,427,917f 77c

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Suite de l'*État général des Recettes et des Payements effectués pendant l'année 1898, par les Comptables des Finances en Algérie.*

Suite de la RECETTE.

Report		57,769,291f 10c	25,649,977 [illegible]
SERVICES DE TRÉSORERIE.			
SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.			
Capitaux de cautionnements en numéraire	290,800f 00c		
Services départementaux de l'Algérie. — Produits départementaux. — Exercice 1897.	489,496f 47c		
Services départementaux de l'Algérie. — Produits départementaux. — Exercice 1898.	18,175,282 39		
Services départementaux de l'Algérie. — Recettes à charge de remboursement. — Exercice 1897.	214,632 41		
Services départementaux de l'Algérie. — Recettes à charge de remboursement. — Exercice 1898.	9,485,417 36		
Services départementaux de l'Algérie.	28,364,828 63		
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	3,663,203 32		
Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	354,204 68	33,293,470f 84c	831,541,291 [illegible]
Produit de l'aliénation d'immeubles militaires	117,715 04		
Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	500,000 00		
Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en vertu de la loi du 7 août 1897	20 17		
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,699 00		
RECETTES EN AUGMENTATION DES CRÉANCES PASSIVES.			
Effets à payer. — Traites et mandats	46,879,406f 11c		
Correspondants du Trésor. — Divers services publics	74,908,817 43		
Correspondants du Trésor. — Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	108,683,350 39		
Correspondants du Trésor. — Divers correspondants	794,967 52	478,801,900 70	
Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	247,531,053 63		
Fonds particuliers des comptables des finances	4,305 62		
		773,771,999 91	
RECETTES EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES ACTIVES.			
Avances pour divers services		4,931,963 11	
MOUVEMENTS DE FONDS.			
Fonds reçus par les trésoriers-payeurs en Algérie du caissier-payeur central du Trésor	73,469,030f 77c		
Fonds reçus par les trésoriers-payeurs des trésoriers-payeurs généraux	495,037 60		
Fonds reçus par les trésoriers-payeurs de leurs collègues	2,044,213 24		
Fonds reçus par les trésoriers-payeurs des receveurs de l'enregistrement (Algérie)	10,790,966 29		
Fonds reçus par les trésoriers-payeurs des receveurs des douanes (Algérie)	15,769,366 00		
Fonds reçus par les trésoriers-payeurs des receveurs des contributions diverses	56,678,137 23		
Fonds reçus par les trésoriers-payeurs des receveurs des postes et des télégraphes	7,499,312 94		
Fonds reçus des trésoriers-payeurs par les receveurs de l'enregistrement	1,607,380 00		
Fonds reçus des trésoriers-payeurs par les receveurs des contributions diverses	13,108,062 00	256,744,665 26	
Fonds reçus des trésoriers-payeurs par les receveurs des postes et des télégraphes	7,881,241 00		
Fonds que les receveurs de l'enregistrement ont reçus de leurs collègues d'Algérie et de France	2,556,115 41		
Fonds que les receveurs des douanes ont reçus de leurs collègues, et virements de fonds avec d'autres comptables	6,832,330 90		
Fonds que les receveurs des contributions diverses ont reçus de leurs collègues et d'autres comptables	44,959,500 63		
Fonds que les receveurs des postes et des télégraphes ont reçus d'autres comptables	13,053,971 25		
Total des recettes de l'année		831,541,291 01	
Total général			857,191,268 [illegible]

Suite de la DÉPENSE.

Report			116,427,917f 77c	
SERVICES DE TRÉSORERIE.				
SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.				
Capitaux de cautionnements en numéraire	251,228f 33c			
Services départementaux de l'Algérie. — Budget départemental. — Exercice 1897.	2,898,692f 69c			
Services départementaux de l'Algérie. — Budget départemental. — Exercice 1898.	15,570,624 91			
Services départementaux de l'Algérie. — Dépenses sur recettes à charge de remboursement. — Exercice 1897.	1,003,385 70			
Services départementaux de l'Algérie. — Dépenses sur recettes à charge de remboursement. — Exercice 1898.	8,656,138 80			
Services départementaux de l'Algérie.	28,128,842 10	29,077,621f 70c		
Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	697,551 27			
Dépenses de l'expédition de Madagascar	"			828,272,497f 07c
PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.				
Effets à payer. — Traites et mandats	6,125,911f 96c			
Correspondants du Trésor. — Divers services publics	66,237,019 85			
Correspondants du Trésor. — Comptes de divers avec les receveurs de revenus indirects	106,619,189 09			
Correspondants du Trésor. — Divers correspondants	443,158 93	428,591,430 59		
Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	249,161,967 55			
Fonds particuliers des comptables des finances	4,183 21			
PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES CRÉANCES ACTIVES.				
Avances pour divers services	5,159,477f 94c	5,159,477 94	711,844,579 30	
Débets de comptables	"			
MOUVEMENTS DE FONDS.				
Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs de l'Algérie au caissier-payeur central du Trésor	58,089,154f 11c			
Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs aux trésoriers-payeurs généraux	4,000,400 00			
Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs à leurs collègues	2,044,275 21			
Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs aux receveurs de l'enregistrement et des domaines en Algérie	1,607,380 00			
Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs aux receveurs des douanes	64,000 00			
Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs aux receveurs des contributions diverses	13,108,062 00			
Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs aux receveurs des postes et des télégraphes	7,881,241 00			
Fonds envoyés aux trésoriers-payeurs par les receveurs de l'enregistrement	"			
Fonds envoyés aux trésoriers-payeurs et au caissier-payeur central (traites) par les receveurs des douanes	18,615,224 82			
Fonds envoyés aux trésoriers-payeurs par les receveurs des contributions diverses	59,488,433 69	249,016,049 07		
Fonds envoyés aux trésoriers-payeurs par les receveurs des postes et des télégraphes	7,499,312 94			
Fonds envoyés par les receveurs de l'enregistrement à leurs collègues de l'Algérie et de France et à d'autres comptables	16,413,514 10			
Fonds envoyés par les receveurs des douanes à leurs collègues, et dépenses par virements avec d'autres comptables	347,672 45			
Fonds envoyés par les receveurs des contributions diverses à leurs collègues, et dépenses par virements avec d'autres comptables	38,202,116 73			
Fonds envoyés par les receveurs des postes et des télégraphes à leurs collègues et à d'autres comptables	21,655,262 02			
Total des dépenses de l'année			828,272,497 07	
SOLDE EN CAISSE ET EN PORTEFEUILLE AU 1er JANVIER 1899.				
Receveurs de l'enregistrement et des domaines		7,457f 01c		
Receveurs des douanes		193,339 62		
Receveurs des contributions diverses		19,239,146 10	20,969,260 31	
Receveurs des postes et des télégraphes		1,529,317 58		28,918,771 29
Trésoriers-payeurs en Algérie			7,949,510 98	
Total général				857,191,268 36

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT, DU TIMBRE ET DES DOMAINES EN ALGÉRIE *pendant l'année 1898.*

Solde en caisse au 1er janvier 1898 ..... 7,326f17

RECETTE.

SERVICE DES BUDGETS.

1° BUDGET GÉNÉRAL.

Exercice 1897.	Impôts et revenus.	Enregistrement, greffe, hypothèques et perceptions diverses	1,660f 08c	4,072f 48c	.....	301,709f 63c	12,506,027f 19c
		Droits de timbre	2,412 40				
	Produits et revenus du domaine de l'État.	Produits du domaine autre que le domaine forestier	234,991f 84c	297,607 15			
		Produits des forêts	62,615 31				
	Produits divers du budget			30 00			

BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)

Exercice 1898.	Impôts et revenus	Enregistrement, greffe, hypothèques et perceptions diverses	3,942,409f 62c	8,392,534f 53c	.....	12,204,317 56	
		Droits de timbre	4,244,759 45				
		Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	205,365 46				
	Produits et revenus du domaine de l'État.	Produit du domaine autre que le domaine forestier	2,080,891f 70c	3,757,523 98			
		Produits des forêts	1,676,632 28				
	Produits divers du budget			41,611 73			
	Recettes d'ordre.	Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles		12,647 32			

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Services spéciaux du Trésor.	Produits de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux par les soins de la Guerre	117,715f 04c	617,715f 04c			21,270,367 71
	Produits de l'aliénation de terrains provenant des fortifications de places déclassées	500,000 00				
Correspondants du Trésor			3,805,011 77			
Fonds particuliers. — Fonds que les receveurs ont versés dans leur caisse			2,753 65			
Avances pour divers services.	Frais de justice militaire	43,761f 30c	175,364 65	8,764,340 52		
	Frais de justice maritime	52 00				
	Avances concernant la contribution foncière de l'État	5,345 92				
	Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration de l'enregistrement et des domaines	30,033 99				
	Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration des forêts	6,025 36				
	Frais d'expropriation pour cause d'utilité publique	232 05				
	Frais de poursuites et d'instances concernant l'agence judiciaire du Trésor	9 35				
	Frais de vente d'objets mobiliers appartenant à l'État et aux départements	12,701 02				
	Frais de location de bâtiments et terrains militaires	334 10				
	Frais de vente et de location d'immeubles appartenant à l'État	23,870 93				
	Frais de transport de papiers timbrés et d'impressions	2,888 55				
	Allocation de 3 p. o/o aux distributeurs de papiers timbrés	34,523 30				
	Frais de formalités remplies en exécution de la loi du 26 juillet 1873	514 10				
	Avances diverses autorisées par l'Administration supérieure	"				
	Menues dépenses du timbre	425 85				
	Avances imprévues concernant la contribution foncière du domaine de l'État					
	Restitutions de droits. — Ventes judiciaires d'immeubles	14,646 83				
Mouvements de fonds.	Fonds de subvention reçus du trésorier-payeur ou de ses préposés	1,607,380 00	4,163,495 41			
	Recettes par virements entre les receveurs de l'enregistrement et des domaines dans le département, en Algérie	2,511,227 78				
	Recettes par virements entre les receveurs de l'enregistrement et des domaines hors du département, en Algérie	39,260 34				
	Recettes par virements entre les receveurs de la France et de l'Algérie	5,627 29				
	TOTAL des recettes de l'année				21,270,367 71	
	TOTAL GÉNÉRAL					21,277,693 88

DÉPENSE.

SERVICE DES BUDGETS.

Exercice 1898. — Ministère de la justice. (Budget général. — Algérie.)			793,725f 79c	

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Correspondants du Trésor			3,890,815f 29c		
Fonds particuliers. — Remboursements aux receveurs de fonds qu'ils avaient versés dans leur caisse			2,741 52		
Avances pour divers services.	Frais de justice militaire	42,018f 30	169,440 17	20,476,511 08	21,270,236f 87c
	Avances concernant la contribution foncière de l'État	5,692 12			
	Frais de poursuites et d'instances concernant l'enregistrement et les domaines	30,066 28			
	Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration des forêts	513 30			
	Frais d'expropriation pour cause d'utilité publique	157 80			
	Frais de poursuites et d'instances concernant l'agence judiciaire du Trésor	9 35			
	Frais de vente d'objets mobiliers appartenant à l'État et aux départements	17,733 03			
	Frais de location de bâtiments et terrains militaires	360 21			
	Frais de location et de vente d'immeubles appartenant à l'État	23,974 32			
	Frais de transport de papiers timbrés et d'impressions	2,877 45			
	Allocation de 3 p. o/o aux distributeurs de papiers timbrés	31,345 41			
	Frais de formalités remplies en exécution de la loi du 26 juillet 1873	514 10			
	Avances diverses autorisées par l'Administration supérieure	478 06			
	Menues dépenses du timbre	435 30			
	Restitution de droits. — Ventes judiciaires d'immeubles	13,265 14			
Comptables en débet.	Déficit de caisse		"		
Mouvements de fonds.	Fonds de subvention fournis à des receveurs des postes	"	16,413,514 10		
	Dépenses par virements entre les receveurs de l'enregistrement et des domaines dans le département, en Algérie	2,511,227f 78c			
	Dépenses par virements concernant les receveurs de l'enregistrement et des domaines hors du département, en Algérie	39,260 34			
	Dépenses par virements entre les receveurs de la France et de l'Algérie	56,380 69			
	Versements au trésorier-payeur ou à ses préposés sur produits de l'enregistrement	10,790,966 29			
	Versements aux receveurs des contributions diverses	3,015,679 00			
	TOTAL des dépenses de l'année			21,270,236 87	
Solde en caisse au 1er janvier 1899					7,457 01
TOTAL GÉNÉRAL					21,277,693 88

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les RECEVEURS DES DOUANES EN ALGÉRIE *pendant l'année 1898.*

Solde en caisse au 1er janvier 1899 ..... 91,51[illegible]

RECETTE.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

Exercice 1897.	Impôts et revenus et recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Produits des Douanes	75f 00c	.....	79f 89c	13,559,692f87c	
		Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	4 89				
Exercice 1898.	Impôts et revenus.	Droits de douanes à l'importation	12,603,690 18	13,361,975f76c	13,559,612 98		
		Droits de navigation	230,252 39				
		Droits divers et produits accessoires	458,453 15				
		Amendes et confiscations	69,580 04				
	Produits divers du budget. — Droit d'extraction des phosphates			126,430 77			
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles		71,206 45			

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Services spéciaux du Trésor.	Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897			20 17	20 17	20 17	
Correspondants du Trésor.	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.	Fonds de retenue pour l'habillement, l'équipement, le service de santé et le casernement des préposés de brigades		152,759 92	13,338,161 90		35,354,[illegible]
		Primes de capture. (Saisies de tabacs et arrestations de fraudeurs et de déserteurs.		480 00			
		Sommes afférentes aux préposés des douanes dans le produit des contraventions constatées à la requête des autres administrations		324 91			
		Consignations en garantie de droits de douanes et pour tenir lieu de cautionnements		2,549,177 48			
		Recouvrements faits pour des tiers		7,235,756 76			
		Fonds particuliers de divers et recettes à classer.)		3,399,662 83			
Avances pour divers services.	Avances sur le fonds de retenue pour l'habillement, l'équipement, le service de santé et le casernement des préposés de brigades			37,915 00		21,794,769 80	
	Avances pour frais de saisies et de préemptions			2,012 02			
	Avances pour frais de poursuites et d'instances			"			
	Avances pour parts de saisies à des indicateurs ou à des saisissants			"			
	Avances pour primes de captures (saisies de tabacs, arrestation de fraudeurs et de déserteurs)			"	1,624,277 00		
	Fonds remis aux receveurs subordonnés pour subvenir aux remboursements de consignations			817,259 19			
	Arrérages de pensions payés par provision aux employés, aux veuves et orphelins			2,217 53			
	Avances diverses			764,537 46			
	Remboursements de droits sur colis postaux réexpédiés			335 80			
Mouvements de fonds.	Virements de fonds entre les receveurs des douanes de l'Algérie			202,992 37	6,832,330 90		
	Virements de fonds avec les receveurs des douanes de l'intérieur de la France			50,885 74			
	Virements de fonds avec les receveurs des contributions diverses			6,512,069 64			
	Virements de fonds avec les receveurs des contributions indirectes de la métropole			2,383 15			
	Fonds de subvention reçus des trésoriers-payeurs			64,000 00			
	TOTAL des recettes de l'année					35,354,482 84	
	TOTAL GÉNÉRAL						35,446,00[illegible]

DÉPENSE.

NOTA. Les receveurs des douanes n'effectuent aucune dépense pour les services départementaux.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

Exercice 1897.	Ministère des finances. Frais de régie, de perception des impôts et revenus publics	60,309f 80c	60,369f80c	1,547,801f18c		
	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	60 00				
Exercice 1898. Algérie.	Ministère des finances. Service général. Exerc. clos et périmés	35 00	1,487,431 38		35,252,661f25c	
	Ministère des finances. Frais de régie, de perception et d'[illegible] des impôts et revenus publics	437,943 00				
	Ministère des finances. Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.)	49,453 38				

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Correspondants du Trésor. Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.	Payements sur fonds de retenue pour l'habillement, l'équipement, le service de santé et le casernement des préposés de brigades	177,384 83	13,101,912 15			
	Prime de capture. (Saisies de tabacs, arrestations de fraudeurs et de déserteurs.)	405 00				
	Sommes afférentes aux préposés des douanes dans le produit des contraventions constatées à la requête des autres administrations	309 00				
	Consignations en garantie de droits et pour tenir lieu de cautionnements	2,517,303 81				
	Recouvrements faits pour des tiers	7,008,726 22				
	Fonds particuliers de divers et recettes à classer	3,397,783 23				
Avances pour divers services.	Avances sur fonds de retenues pour l'habillement, l'équipement, le service de santé et le casernement des préposés des brigades	37,305 00	1,640,050 65	33,704,860 07		
	Avances pour frais de saisies et de préemptions	2,836 05				
	Avances pour frais de poursuites et d'instances	"				
	Avances pour parts de saisies à des indicateurs ou à des saisissants	"				
	Fonds remis aux receveurs subordonnés pour subvenir aux remboursements de consignations	830,064 06				
	Arrérages de pensions payés par provision aux employés, aux veuves et orphelins	6,571 26				
	Avances diverses	762,938 48				
	Remboursements des droits sur colis postaux réexpédiés	335 80				
Mouvements de fonds.	Versements et envois de mandats sur la Banque au caissier central du Trésor	"	18,962,897 27			
	Versements aux trésoriers-payeurs	15,769,366 00				
	Versements aux receveurs des contributions diverses	127,925 00				
	Versements au caissier-payeur central : envoi de traites — de douanes	1,983,249 13				
	Versements au caissier-payeur central : envoi de traites — d'octroi de mer	850,429 09				
	Versements au caissier-payeur central : envoi de traites — taxes sur alcools	12,180 60				
	Dépenses par virement entre les receveurs des douanes de l'Algérie	202,992 37				
	Dépenses par virement avec les receveurs des douanes de l'intérieur de la France	5,112 29				
	Dépenses par virement avec les receveurs des contributions diverses	11,297 79				
	Dépenses par virement avec les receveurs des contributions indirectes de la métropole	345 00				
	TOTAL des dépenses de l'année			35,252,661 25		
	Solde en caisse au 1er janvier 1899					193,339 62
	TOTAL GÉNÉRAL					35,446,000 87

Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES EN ALGÉRIE *pendant l'année 1898.*

Solde en caisse au 1er janvier 1898							16,498 [illegible]
RECETTE. — SERVICE DES BUDGETS. 1° BUDGET GÉNÉRAL.							
Exercice 1897.	Impôts et revenus.	Contributions directes	728,173f 24c	1,615,065f 99c	1,805,635f 89c		
		Taxes spéciales	34,482 53				
		Contributions arabes	547,021 39				
		Produits des contributions diverses	305,388 83				
	Produits divers du budget			1,529 76			
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses			189,040 14			
BUDGET GÉNÉRAL.							
Exercice 1898.	Impôts et revenus.	Contributions directes	3,133,746f 81c	17,359,475f 06c		22,170,047f 19c	
		Taxes spéciales	170,763 66				
		Contributions arabes	7,494,794 43				
		Produit des contributions diverses	6,560,170 16				
	Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État			797,892 37			
	Produits divers du budget			23,644 33			
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Produit des amendes et condamnations pecuniaires		546,547 10	20,364,411 30		
		Prélèvement d'un sixième sur le produit de l'octroi de mer		995,202 88			
		Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation		63,629 28			
		Remboursement par les communes des frais de traitement des malades civils dans les hôpitaux		520,364 89			
		Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux		49,155 39			
		Remboursement d'avances par les hospices civils		8,500 00			
SERVICES DE TRÉSORERIE.							185,014 [illegible]
Services spéciaux du Trésor.	Services départementaux de l'Algérie.	Recettes de l'exercice 1897		704,128f 88c	28,364,828 63		
		Recettes de l'exercice 1898		27,660,699 75			
Correspondants du Trésor. — Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.	Cautionnements restitués aux assujettis à la licence. (Boissons et tabacs.)			396,585 00	73,381,758 09	162,844,833 02	
	Amendes et confiscations pour contraventions aux droits du Trésor			"			
	Fonds particuliers reçus de divers.	Recouvrements pour des tiers		8,903,067 28			
		Fonds à rembourser à divers et recettes à classer		7,111,780 91			
		Services gérés		33,125,302 15			
	Contribution foncière sur les propriétés bâties.	Produits à répartir. — Recettes au titre de l'exercice précédent		617,055 09			
		Recettes au titre de l'exercice courant		3,327,264 81			
	Excédents de versements sur contributions directes.	Recettes au titre de l'exercice précédent		1,390 89			
		Recettes au titre de l'exercice courant		65,831 21			
	Patentes	Recettes au titre de l'exercice précédent		512,968 28			
		Recettes au titre de l'exercice courant		1,864,007 46			
	Impôts arabes à répartir	Recettes au titre de l'exercice précédent		1,044,281 13			
		Recettes au titre de l'exercice courant		15,227,488 50			
	Taxes relatives à la constiton de la propriété indiv. indigène	Recettes au titre de l'exercice précédent		42,711 26			
		Recettes au titre de l'exercice courant		731,504 51			
	Consignations concernant le service de la propriété individuelle indigène			64,484 61			
	Mandats sur le Trésor. — Réception des fonds			346,035 00			
Fonds particuliers. — Fonds que les comptables ont versés dans leur caisse					1,547 97		
Avances pour divers services					3,029,135 70		
Mouvements de fonds.	Fonds de subvention reçus des trésoriers-payeurs ou de leurs préposés			13,108,062f 00c	56,067,543 63		
	Fonds de subvention reçus des receveurs des contributions diverses			8,155,435 00			
	Recouvrements faits pour le compte de leurs collègues			11,559,539 21			
	Recettes en acquit de dépenses faites par des collègues			10,885,779 12			
	Recouvts faits pour le compte des receveurs des contribns indirectes de France			5,478 50			
	Recettes en acquit de dépenses faites pr le compte des recevrs des contribns indtes			22 20			
	Recouvrements faits pour le compte des receveurs des douanes en Algérie			7,002 70			
	Recettes en acquit de dépenses faites p/c des receveurs des douanes en Algérie			11,275 59			
	Versements des receveurs des postes et des télégraphes en Algérie			11,191,345 31			
	Versements des receveurs de l'enregistrement en Algérie			3,015,679 00			
	Versements des receveurs des douanes en Algérie			127,925 00			
TOTAL des recettes de l'année						185,014,880 21	
TOTAL GÉNÉRAL							201,513 [illegible]

DÉPENSE.

NOTA. Les receveurs des contributions diverses n'effectuent aucune dépense pour le service des budgets.

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Services spéciaux du Trésor.	Services départementaux de l'Algérie.	Dépenses de l'exercice 1897	1,003,385f 70c	9,659 524f 50c	
		Dépenses de l'exercice 1898	8,656,138 80		
Correspondants du Trésor. — Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.	Cautionnements des assujettis à la licence. (Boissons et tabacs.)		385,530 00		
	Valeurs des estampilles délivrées aux mêmes assujettis		"		
	Amendes et confiscations pour contraventions aux droits du Trésor		"		
	Fonds particuliers reçus de divers.	Versements des sommes recouvrées pour des tiers	8,633,321 38		
		Remboursements de fonds à divers et recettes à classer	7,218,829 61		
		Services gérés	31,665,820 56		
	Contribution foncière sur les propriétés bâties.	Répartition des recettes faites au titre de l'exercice précédent	617,055 09		
		Répartition des recettes faites au titre de l'exercice courant	3,327,264 81		
	Excédents de versements sur contributions directes.	Attribution des recettes faites au titre de l'exercice précédent	6,783 58		
		Attribution des recettes faites au titre de l'exercice courant	54,746 29	71,679,437 44	
	Patentes.	Répartition des recettes faites au titre de l'exercice précédent	512,968 28		
		Répartition des recettes faites au titre de l'exercice courant	1,864,007 46		
	Contributions arabes.	Répartition des recettes faites au titre de l'exercice précédent	1,044,281 13		
		Répartition des recettes faites au titre de l'exercice courant	15,227,488 50		182,273,908f 63c
	Taxes relatives à la constitution de la propriété individuelle indigène.	Attribution des recettes faites au titre de l'exercice précédent	345,648 34		
		Attribution des recettes faites au titre de l'exercice courant	395,570 28		
	Remboursement des consignations concernant le service de la propriété individuelle indigène		25,060 13		
	Mandats sur le Trésor. — Remises des mandats		355,062 00		
Fonds particuliers. — Remboursement aux receveurs des fonds qu'ils avaient versés dans leur caisse				1,437 69	
Avances pour divers services				3,242,958 58	
Comptables en débet				"	
Mouvements de fonds.	Versements à la caisse des trésoriers-payeurs ou de leurs préposés		56,678,137f 23c		
	Envois directs au caissier-payeur central du Trésor d'obligations de crédit		2,810,296 46		
	Fonds de subvention fournis aux receveurs des contributions diverses		8,155,435 00		
	Payements faits pour le compte des receveurs des contributions diverses		10,885,798 12		
	Dépenses des fonds reçus pour le compte des receveurs des contributions diverses par leurs collègues		11,559,539 21		
	Payements faits pour le compte des receveurs des contributions indirectes en France		3,083 13		
	Dépenses de fonds reçus pour le compte des receveurs des contributions indirectes		433 21	97,690,550 42	
	Payements faits pour le compte des receveurs des douanes en France		"		
	Payements faits pour le compte des receveurs des douanes en Algérie		165,038 84		
	Dépenses des fonds reçus pour le compte des comptables par les receveurs des douanes en Algérie		6,347,030 80		
	Fonds de subvention fournis aux receveurs des postes et des télégraphes en Algérie		1,085,758 42		
TOTAL des dépenses de l'année				182,273,908 63	
Solde en caisse au 1er janvier 1899					19,239,146 10
TOTAL GÉNÉRAL					201,513,054 73

Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les Receveurs des Postes et des Télégraphes en Algérie pendant l'année 1898.

Solde en caisse au 1er janvier 1898 ..... 1,341,999f

RECETTES.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

Exercice 1897	Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	Produits des postes	1,387f 15c	10,410f 09c	
		Produits des télégraphes	5,071 41		
		Produits des téléphones	22 72		
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles		3,928 81		
Exercice 1898 (Algérie).	Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	Produits des postes	3,134,686 03	4,867,052 26	
		Produits des télégraphes	1,458,140 23		
		Produits des téléphones	125,103 43		
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles		149,122 57		

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Correspondants du Trésor.	Divers services publics.	Articles d'argent reçus (mandats français)	39,990,927f 50c			
		Articles d'argent reçus (mandats internationaux)	1,890,092 48			
		Bons de poste reçus	481,425 00			
		Caisse des dépôts et consignations, s/c de caisse des retraites pour la vieillesse... — Versements en numéraire et en bulletins-retraite	6,001 00	42,372,256 78		
		Caisse des dépôts et consignations, s/c de caisse des retraites pour la vieillesse... — Timbres-poste affectés aux bulletins-retraite	26 00			
		Taxe de change sur les mandats de poste de 200f et au-dessus émis en Algérie à destination de la France ou de ses colonies. (Loi du 4 avril 1898.)	3,784 80			86,446,335 77
		Remises aux agents sur les recouvrements de valeurs	79,638 60			
		Consignations pour protêts, payements, remises et remboursements	1,482 10			
		Articles d'argent indûment payés	"			
		Abonnement au *Bulletin mensuel des postes et des télégraphes*	66 60			
		Abonnement au *Bulletin des lois*, au *Moniteur des communes* et au *Bulletin des arrêts de la Cour de cassation*	40 10			
	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.	*Caisse nationale d'épargne.*				
		Premiers versements	9,834,622f 18c			
		Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	4,977 00	17,981,651 33		
		Remboursements français	8,140,220 50			
		Remboursements internationaux	1,831 65		18,158,418 63	
		Service des téléphones.				
		Avances faites par les villes pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques et des lignes interurbaines	17,300f 00c			81,568,873 42
		Diverses villes, c/c pour l'instm de leurs réseaux téléphoniques	1,915 40			
		Parts contribves des abonnés aux frais de 1er établt de leurs lignes	18,313 50	37,528 90		
		Recettes téléphoniques à classer de l'exercice anticipé	"			
		Contrib. div. à titre de fonds de conc. pour les concessionnaires de lignes télégr. d'intérêt privé	760 00			
		Div. communes, c/c de surtaxes téléphoniques	251 00			
		Provisions en garantie du rembours de travaux	57,000 00			
Avances pour divers services.		Frais de poursuites et d'instances	457 70			
		Frais d'exprès et d'affranchissement de télégrammes	7,104 05			
		Frais d'encaissement à domicile des abonnements téléphoniques	"			
		Arrérages de pensions payés par provision	1,011 00		102,985 76	
		Allocations aux agents pour opérations de la Caisse nationale d'épargne	11,337 30			
		Remboursement par la Caisse nationale d'épargne des payements effectués pour son compte	83,075 71			
Mouvements de fonds.		Fonds reçus des trésoriers-payeurs en Algérie	7,881,241 00			
		Fonds reçus des receveurs des postes et des télégraphes en France	62,840 36			
		Fonds reçus des receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	2,224,415 09		20,935,212 25	
		Fonds reçus des receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre	"			
		Fonds reçus des receveurs des contributions diverses	1,085,758 42			
		Fonds reçus de l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	9,680,957 38			
		Fonds reçus de l'agent comptable des téléphones	"			
		Total des recettes de l'année				86,446,335 77
		Total général				87,788,334 [illegible]

DÉPENSES.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

Exercice 1897.	France.	Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des postes et des télégraphes (Budget général.) Frais de régie, de perception et d'exploitation	3,355 00		
	Algérie.	Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des postes et des télégraphes. (Budget général.) — Frais de régie, de perception et d'exploitation	322,126 42	325,481f 42c	
		Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des téléphones. (Budget général.) — Frais de régie, de perception et d'exploitation	"		
Exercice 1898.	France.	Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des postes et des télégraphes. (Budget général). — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	"		5,404,114f 02c
		Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des postes et télégraphes. (Budget général.) — Service général	523 32		
	Algérie.	Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des téléphones (Budget général). — Service général	"	5,078,632 60	
		Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des postes et des télégraphes. (Budget général). Frais de régie, de perception, et d'exploitation	5,078,109f 28c		
		Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des téléphones. (Budget général.) — Frais de régie, de perception et d'exploitation	"		

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Correspondants du Trésor.	Divers services publics.	Divers, c/c des dépôts des valeurs à rembourser par les receveurs des postes et des télégraphes (mandats français)	31,896,873f 61c			
		Divers, c/c de dépôts de valeurs payables à l'étranger	18,981 93			
		Divers offices étrangers, c/c de valeurs payées par les receveurs des postes et des télégraphes	1,098,864 52			
		Bons de poste payés — émis en 1897 et payés en 1898	27,606 00			
		Bons de poste payés — émis en 1898 et payés en 1898	596,248 00	33,646,472 11		
		Caisse des dépôts et consignations, s/c de caisse des retraites pour la vieillesse. — Versements en numéraire et en bulletins-retraite	6,867 00			
		Caisse des dépôts et consignations, s/c de caisse des retraites pour la vieillesse. — Timbres-poste affectés aux bulletins-retraite	26 00			
		Taxe de change sur les mandats de poste de 200 francs et au-dessus émis en Algérie à destination de la France ou de ses colonies. (Loi du 4 avril 1898.)	1,005 05			
		Remises aux agents sur les recouvrements de valeurs	79,638 60			
		Consignations pour protêts, payements, remises et remboursements.	1,469 10			
		Abonnements au *Bulletin mensuel des postes et des télégraphes*	7 20			
		Abonnements au *Bulletin des lois*, au *Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation*	91 70			
	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.	Caisse nationale d'épargne — Versements	9,680,957f 38c			
		Caisse nationale d'épargne — Timbres-postes affectés aux bulletins d'épargne	5,158 00	17,737,715 93		
		Caisse nationale d'épargne — Remboursements français	8,049,768 90			
		Caisse nationale d'épargne — Remboursements internationaux	1,831 65		17,947,024 21	
		Service des téléphones. — Avances faites par les villes pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques et des lignes sururbaines	15,728 18			80,854,899 82
		Service des téléphones. — Diverses villes, c/c pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques	17,300 00	51,341 68		
		Service des téléphones. — Parts contributives des abonnés aux frais de premier établissement de leurs lignes	18,313 50			
		Contributions diverses à titre de fonds de concours par les concessionnaires de lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé.	760 00			
		Provisions en garantie du remboursement de travaux	76,000 00			
Avances à régulariser.		Frais de poursuites et d'instances	467 85			
		Frais d'exprès et d'affranchissement de télégrammes	6,713 70			
		Frais d'encaissement à domicile des abonnements téléphoniques	"			
		Arrérages de pensions payés par provision	376 00		106,828 54	
		Allocations aux agents pour opérations de la Caisse nationale d'épargne	14,999 45			
		Réduction du droit sur les bons de poste de 10 francs et 20 francs. (Décret du 27 octobre 1896.)	"			
		Payements faits pour le compte de la Caisse nationale d'épargne	84,271 54			
Débets pour déficits de caisse constatés à la charge des receveurs des postes hors fonctions			"		"	
Mouvements de fonds.		Versements dans les caisses des trésoriers-payeurs en Algérie	7,499,312 94			
		Fonds envoyés aux receveurs des postes et des télégraphes en France	8,947 65			
		Fonds envoyés aux receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	2,224,864 20		29,154,574 96	
		Versements dans les caisses des receveurs des contributions diverses	11,191,345 31			
		Fonds envoyés à l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	8,230,104 86			
		Total des dépenses de l'année			86,259,013 84	
Solde en caisse au 1er janvier 1899						1,529,317 58
		Total général				87,788,331 42

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les Trésoriers-Payeurs en Algérie pendant l'année 1898.

Solde en caisse et en portefeuille au 1er janvier 1898.	Numéraire	en caisse		5,565,322f 45c	7,423,322f 45c		7,710,962f
		à la Banque de l'Algérie		1,858,000 00			
	Effets en portefeuille.	Traites du Caissier-payeur central du Trésor		283,741 32	287,640 53		
		Valeurs diverses		3,899 21			

RECETTES.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

FRANCE.

Exercice 1897.	Produits divers du budget	Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans			"			
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine		1f00c	11f90c	11f90c		
		Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies		10 90				
		Versements des officiers remontés à titre onéreux		"				

ALGÉRIE.

Exercice 1897.	Produits divers du budget.	Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires	12,852f 23c				246,057 08	
		Produits des maisons centrales de force et de correction et établiss. assimilés	133,182 50					
		Remboursement de frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie	41,395 00	188,524f 73c				
		Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways en Algérie	1,095 00		246,045 18			
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	55,745 45					3,159,471 21
		Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement (école d'arts et métiers de Dellys)	1,775 00	57,520 45				

BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)

Exercice 1898.	Produits divers du budget.	Produit de la vente des publications du Gouvernement		497f 10c				
		Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires		"				
		Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans		5,502 29				
		Reversements de fonds sur les dépenses des Ministères	2,726,957 73		2 873,242f 78c			
		Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor		5,681 50				
		Recettes accidentelles à différents titres		70,604 16				
		Reversements au Trésor des bons réalisés par les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices		64,000 00			2,913,414 13	
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine		91 29				
		Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies		207 05		40,171 35		
		Versements des officiers remontés à titre onéreux		39,873 01				
		À reporter					3,159,471 21	7,710,962f

DÉPENSES

SERVICE DES BUDGETS

BUDGET GÉNÉRAL.

FRANCE.	EXERCICE 1897.	EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.	TOTAL.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.				
Ministère des finances	226,158f 34c	7,117,782f 02c	"	7,343,940f 36c
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.				
Ministère des finances	570 00	16,339 18	"	16,909 18
Ministère de la justice	100 00	1,977 77	"	2,077 77
Ministère des affaires étrangères	2,740 00	11,425 00	"	14,165 00
Ministère de l'intérieur et des cultes — l'intérieur	620 00	3,898 33	"	4,518 33
Ministère de l'intérieur et des cultes — Cultes	"	"	"	"
Ministère de la guerre — 1re section. — Service ordinaire	4,125,160 82	49,563,518 51	"	53,688,679 33
Ministère de la guerre — 2e section. — Dépenses extraordinaires	69,543 37	110,394 58	"	179,937 95
Ministère de la marine	81,728 22	966,626 74	"	1,048,354 96
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 1re section. — Service de l'instruction publique	4,134 95	26,929 59	"	31,064 54
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 2e section. — Service des beaux-arts	475 00	12,325 00	"	12,800 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — 1re section. — Service du commerce et de l'industrie.	1,717 71	1,811 77	"	3,529 48
Ministère des colonies	3,435 81	12,938 16	"	16,373 97
Ministère de l'agriculture	1,049 75	5,318 38	"	6,368 13
Ministère des travaux publics — 1re section. — Dépenses ordinaires	1,475 00	30,449 05	"	31,924 05
Ministère des travaux publics — 2e section. — Dépenses extraordinaires	"	"	"	"
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.				
Ministère des finances	9,935 16	1,821,250 77	"	1,831,185 93
Ministère de l'Agriculture	"	"	"	"
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.				
Ministère des finances	8 60	8,432 58	"	8,441 18
À reporter	4,528,852 73	59,711,417 43	"	64,240,270 16

Suite du **COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.**

Suite du *Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les* TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE *pendant l'année 1898.*

Suite des RECETTES.

SERVICE DES BUDGETS.

Report					3,159,471f 21c	7,710,968f [illegible]
BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)						
Exercice 1898. — Produits divers du budget.	Produit de la taxe des brevets d'invention		5,740f 00c	567,897f 14c		
	Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires		163,464 81			
	Produits des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés		250,307 33			
	Remboursement de frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie		148,385 00			
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Produits universitaires.	Écoles préparatoires de droit	48,290f 00c			1,496,590 29	
	Écoles préparatoires de médecine	12,240 00				
	Écoles préparatoires de pharmacie	19,512 50				
	Écoles préparatoires des sciences	14,290 00				
	Écoles préparatoires des lettres	30,817 50	133,330 00			
	Certificat d'études exigé des aspirants aux titres de pharmacien de 2e classe et de chirurgien-dentiste	1,040 00				
	Enseignement primaire (brevets de capacité)	7,140 00		928,693 15		
	Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles		793,654 82			
	Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. (École d'arts et métiers de Dellys.)		1,708 33			
A reporter					4,656,061 50	7,710,968f [illegible]

Suite des DÉPENSES

SERVICE DES BUDGETS

BUDGET GÉNÉRAL.

	EXERCICE 1897.	EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.	TOTAL.
Report	4,528,852f 73c	59,711,417f 43c	"	64,240,270f 16c
ALGÉRIE.				
Ministère des finances	51,424 90	483,558 68	"	534,983 58
Ministère de la justice	85,619 68	1,814,140 34	"	1,899,760 02
Ministère de l'intérieur et des cultes — Intérieur — 1re section		111,193 14	"	
2e section		240,511 93	"	
3e section		10,751,120 24	"	
4e section		91,112 67	"	
5e section	2,474,093 66	151,719 44	"	21,935,859 43
6e section		83,260 32	"	
7e section		928,897 45	"	
8e section		7,103,950 58	"	
Cultes	298,324 01	653,304 47	"	951,628 48
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 1re section. — Service de l'instruction publique	646,821 58	5,138,686 16	"	5,785,507 74
2e section. — Service des beaux-arts	133,615 97	74,777 97	"	208,393 94
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Service du commerce et de l'industrie	27,511 08	102,084 32	"	129,595 40
Ministère de l'agriculture	911,244 26	6,487 49	"	917,731 75
Ministère des travaux publics — 1re section. — Dépenses ordinaires	968,757 40	"	"	968,757 40
2e section. — Dépenses extraordinaires	2,026,460 79	"	"	2,026,460 79
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.				
Ministère des finances	1,184,501 29	3,734,430 41	"	4,918,931 70
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	389,595 08	2,631,526 56	"	3,021,121 64
Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des postes et télégraphes	4,170 00	10,221 00	"	14,391 00
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.				
Ministère des finances	51,429 53	848,789 59	"	900,219 12
Ministère de l'intérieur	51,423 58	177,241 05	"	228,664 63
	9,304,992 81	35,137,013 81	"	44,442,006 62
TOTAL du service des budgets	13,833,845f 54c	94,848,431f 24c	"	108,682,276f 78c
A reporter				108,682,276f 78c

Suite du **COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.**

Suite du *Résumé des Recettes et des Dépenses faites par Trésoriers-Payeurs en Algérie pendant l'année 1898.*

Suite des RECETTES.

Report				4,656,061f 50c	7,710,962
SERVICES DE TRÉSORERIE.					
Services spéciaux du Trésor.	Capitaux de cautionnements en numéraire	290,800f 00c	4,310,907f 00c		
	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	3,663,203 32			
	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	354,204 68			
	Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,699 00			
Traites et mandats.	Mandats sur le caissier-payeur central du Trésor public	40,731,151 55	46,879,406 11		
	Mandats des trésoriers-payeurs et de leurs préposés sur les trésoriers-payeurs des autres départements algériens	210,321 59			
	Mandats des trésoriers-payeurs sur leurs préposés	2,190,592 43			
	Mandats des préposés sur les trésoriers-payeurs	3,747,340 54			
Correspondants du Trésor. — Divers services.	Trésorier général des invalides de la marine	347,007 53	32,536,560 65		
	Caisse des dépôts et consignations	18,078,935 87			
	Recouvrements pour le compte de la Légion d'honneur	9,108 50			
	Communes et établissements publics, *l/c* de fonds placés au Trésor avec intérêts	12,643,008 75			
	Divers établissements, *l/c* de fonds placés au Trésor sans intérêts	44,500 00			
	Divers corps de troupes, *l/c* de fonds placés au Trésor	1,414,000 00			
Correspondants du Trésor. — Divers correspondants.	Droits de permis de chasse	167,112 00	794,967 52		
	Cotisations municipales et particulières	8,020 00			
	Reliquats provenant de divers services	491,695 52			
	Consignations de droits d'examen	104,730 00			
	Excédents de versements sur produits universitaires	23,410 00			
	Excédents de versements sur contributions	"			
A reporter			84,521,841 28	4,656,061 50	7,710,962

Suite des DÉPENSES.

Report					108,682,276f 78c
SERVICES DE TRÉSORERIE.					
Services spéciaux du Trésor.	Capitaux de cautionnements en numéraire		251,228f 33c	19,418,097f 20c	
	Services départementaux de l'Algérie. — Exercice 1897	2,898,692f 69c	18,469,317 60		
	Services départementaux de l'Algérie. — Exercice 1898	15,570,624 91			
	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie		697,551 27		
	Dépenses de l'expédition de Madagascar		"		
Effets à payer.	Mandats des trésoriers-payeurs et de leurs préposés sur les trésoriers-payeurs des autres départements algériens		205,259 23	6,125,911 96	
	Mandats des trésoriers-payeurs sur leurs préposés		2,202,510 32		
	Mandats des préposés sur les trésoriers-payeurs		3,718,142 41		
Correspondants du Trésor. — Divers services publics.	Trésorier général des invalides de la marine		291,196 50	32,590,547 74	
	Caisse des dépôts et consignations		17,958,345 85		
	Payements pour le compte de la Légion d'honneur		675,523 30		
	Communes et établissements publics, *l/c* de fonds placés au Trésor avec intérêts		12,120,482 09		
	Divers établissements, *l/c* de fonds placés au Trésor sans intérêts		35,000 00		
	Divers corps de troupes, *l/c* de fonds déposés au Trésor		1,510,000 00		
Correspondants du Trésor. — Divers correspondants.	Droits de permis de chasse		169,920 00	443,158 93	
	Cotisations municipales et particulières		7,971 56		
	Reliquats provenant de divers services		137,007 37		
	Consignations de droits d'examen		104,985 00		
	Excédents des versements sur produits universitaires		23,275 00		
	Excédents de versements sur contributions		"		
A reporter				58,577,715 83	108,682,276 78

Suite du *Résumé des Recettes et des Dépenses faites par*

Suite des RECETTES.

Report			4,656,061f 50c	7,710,96

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.

Report		84,521,841f 28c		
Assistance publique, *s/c* de remboursements d'avances	113,815f 96c			
Chambres de commerce	123,179 14			
Dépôts en numéraire de soumissionnaires de fournitures et travaux	6,860 00			
Divers, *t/c* de retenues à verser à la caisse des retraites pour la vieillesse	860 18			
Divers, *t/c* de retenues sur traitements exercées à divers titres	130,631 85			
Divers, *t/c* de retenues à classer	8,932 76			
Divers, *t/c* de fournitures de l'Imprimerie nationale	12,085 54			
Divers, *t/c* de recettes à classer	86,564 60			
Divers, *t/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	7,500 00			
Divers, *t/c* d'achats de rentes sur l'État	5,344,713 41			
Divers, *t/c* de ventes de rentes sur l'État	794,900 35			
Divers, *t/c* de titres de rentes au porteur et mixtes déposés pour échange	19,681 00			
Divers, *t/c* d'inscriptions nominatives déposées pour échange	36,228 00			
Divers, *t/c* de versements en échange de mandats sur le Trésor	1,528,714 10			
Écoles du Gouvernement, *t/c* de produits à classer	20,130 41			
Facultés, *t/c* de produits à classer	63,822 50			
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	1,638 30			
Divers, *t/c* de retenues pour coupons absents. (Obligations départementales.)	168 64			
Caisse des retraites pour la vieillesse, *s/c* de versements par intermédiaire	8,427 00			
Divers, *t/c* de restitutions au Trésor	"			
Divers, *t/c* de rentes 4 1/2 p. o/o à convertir	223 00			
Divers fonctionnaires, *t/c* d'abonnement d'office au *Journal officiel*	1,100 00			
Caisse centrale du Trésor, *s/c* d'envois à vérifier	53,001,852 30			
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	675,523 30			
Trésoriers-payeurs de l'Algérie, *t/c* de payements divers	2,044,834 46			
Trésoriers coloniaux, *t/c* de payements divers	62,439 93			
Divers, *t/c* de payements à régulariser	3,009,487 42			
Divers, *t/c* de payements à présentation	99,233 77			
Allocations supplémentaires et suppléments de pensions militaires à régulariser	268,586 62			
Hospice des Quinze-Vingts, *s/c* de pensions	975 00			
Ville de Paris, *s/c* de payements divers	46,071 04	332,052,894 91		
Dépenses pour le *c/* de la Caisse des dépôts à régulariser	55,527 03			
Caisse centrale, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	7,500 00			
Bordereaux d'achats de rentes remis par le caissier central	4,977,385 26			
Trésor, *s/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	18,354 00			
Payeurs particuliers, *t/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	3,617 00			
Divers, *t/c* d'arbitrages de rentes sur l'État	"			
Divers, *t/c* d'obligations départementales 3 1/2 p. o/o	5,824,000 00			
Divers *t/c* d'arrérages des obligations départementales	217,629 70			
Divers, *t/c* de remboursement d'obligations départementales	79,994 50			
Receveurs des contributions diverses, *t/c* de demandes de mandats sur le Trésor	355,062 00			
Inscriptions nominatives de rentes à échanger	35,659 00			
Payeurs particuliers, *t/c* de titres de rentes achetés	524,624 39			
Frais de service de la Trésorerie à régulariser	69,608 87			
Caissier du Trésor, *s/c* de payements à divers correspondants	61,441 64			
Agent comptable des reconvers^ons et renouv^ts, *s/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o	173 44			
Commissions au profit du Trésor sur mandats payables à la Caisse centrale	81,672 25			
Payeurs particuliers, *t/c* de recettes à vérifier	69,066,948 72			
Payeurs particuliers, *t/c* de dépenses à vérifier	92,302,033 08			
Allocations et suppléments de pensions militaires indûment payés	335 84			
Recettes pour le *c/* de la Caisse des dépôts à régulariser	176 68			
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion	223 00			
Quittances de rentes 3 1/2 p. o/o à régulariser	135,996 75			
Divers, *t/c* de valeurs remises à l'encaissement	"			
Agents en service détaché *t/c* de retenues pour pensions civiles encaissées pour le compte du receveur central de la Seine	2,710 04			
Crédit algérien, *s/c* de l'emprunt départemental 1891	5,684,000 00			
Souscriptions en faveur du patronage de la Légion d'Honneur	"			
Crédit algérien, *s/c* courant	6,567 80			
Agent comptable des écoles supérieures, *s/c* courant	125,668 22			
Crédit algérien, *s/c* d'obligations départementales (emprunt d'un million)	308,700 00			
A reporter	247,464,789 79	84,521,841 28	4,656,061 50	7,710,96

Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie.

Trésoriers-Payeurs en Algérie pendant l'année 1898.

Suite des DÉPENSES.

Report			108,682,276f 78c

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.

Report		58,577,715f 83c	
Assistance publique, *s/c* de remboursements d'avances	109,584f 00c		
Chambres de commerce	125,956 77		
Dépôts en numéraire de soumissionnaires de fournitures et travaux	10,235 00		
Divers, *t/c* de retenues à verser à la caisse des retraites pour la vieillesse	873 85		
Divers, *t/c* de retenues sur traitements exercées à divers titres	130,328 51		
Divers, *t/c* de retenues à classer	9,470 56		
Divers, *t/c* de fournitures de l'Imprimerie nationale	12,072 62		
Divers, *t/c* de recettes à classer	173,636 05		
Divers, *t/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	7,500 00		
Divers, *t/c* d'achats de rentes sur l'État	5,000,996 57		
Divers, *t/c* de ventes de rentes sur l'État	795,155 43		
Divers, *t/c* de titres de rentes au porteur et mixtes déposés pour échange	18,447 00		
Divers, *t/c* d'inscriptions nominatives déposées pour échange	35,659 00		
Divers, *t/c* de retenues pour coupons absents (obligations départementales)	168 64		
Divers, *t/c* de versements en échange de mandats sur le Trésor	1,528,714 10		
Écoles du Gouvernement, *t/c* de produits à classer	20,130 41		
Facultés, *t/c* de produits à classer	63,822 50		
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	1,638 30		
Caisse des retraites pour la vieillesse, *s/c* de versements par intermédiaire	8,427 00		
Divers, *t/c* de payements à régulariser	4,164,826 88		
Divers fonctionnaires, *t/c* d'abonnement d'office au *Journal officiel*	1,100 00		
Agent comptable des reconversions et renouvellements, *s/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o	173 44		
Caisse centrale du Trésor, *s/c* d'envois à vérifier	53,055,885 08		
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	675,549 05		
Trésoriers-payeurs de l'Algérie, *t/c* de payements divers	1,963,939 91		
Trésoriers coloniaux, *t/c* de payements divers	91,958 62		
Commissions au profit du Trésor sur mandats payables à la Caisse centrale	81,672 25		
Divers, *t/c* de restitutions au Trésor	"		
Divers, *t/c* de payements à présentation	94,924 38		
Allocations supplémentaires et suppléments de pensions militaires à régulariser	268,077 68		
Hospice des Quinze-Vingts, *s/c* de pensions	975 00		
Ville de Paris, *s/c* de payements divers	53,304 36		
Recettes pour le *c/* de la Caisse des dépôts à régulariser	487 00		
Dépenses pour le *c/* de la Caisse des dépôts à régulariser	176,444 64		
Caisse centrale, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	7,500 00		
Bordereaux d'achats de rentes remis par le caissier central	5,322,866 06		
Trésor, *s/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	19,681 00		
Payeurs particuliers, *t/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	3,617 00		
Divers, *t/c* d'arbitrages de rentes sur l'État	"		
Divers, *t/c* d'obligations départementales 3 1/2 p. o/o	5,824,000 00		
Divers, *t/c* d'arrérages des obligations départementales	217,629 70		
Divers, *t/c* de remboursement des obligations départementales	79,994 50		
Receveurs des contributions diverses, *t/c* de demandes de mandats sur le Trésor	355,062 00		
Inscriptions nominatives de rentes à échanger	36,228 00		
Payeurs particuliers, *t/c* de titres de rentes achetés	524,624 39		
Frais de service de la Trésorerie à régulariser	68,199 17		
Allocations et suppléments de pensions militaires indûment payés	250 09		
Caissier du Trésor, *s/c* de payements à divers correspondants	60,158 40		
Payeurs particuliers, *t/c* de recettes à vérifier	69,066,948 72		
Payeurs particuliers, *t/c* de dépenses à vérifier	92,302,033 08		
Divers, *t/c* de rentes 4 1/2 p. o/o à convertir	223 00		
Divers, *t/c* de valeurs remises à l'encaissement	"		
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion	223 00		
Quittances de rentes 3 1/2 p. o/o à régulariser	135,996 75		
Agents en service détaché, *t/c* de retenues pour pensions civiles encaissées pour le compte du receveur central de la Seine	2,710 04		
Crédit algérien *s/c* de l'emprunt départemental 1891	5,684,000 00		
Souscription en faveur du patronage de la Légion d'Honneur	"		
Divers, *t/c* de payements à présentation	"		
Crédit algérien, *s/c* courant	6,567 80		
Agent comptable des écoles supérieures, *s/c* courant	126,912 80		
Crédit algérien, *s/c* d'obligations départementales (emprunt d'un million)	308,700 00		
Avances au crédit algérien	"		
Fonds particuliers des trésoriers-payeurs	.....	"	
A reporter	248,836,260 10	58,577,715 83	108,682,276 78

Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie.

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Suite du *Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les Trésoriers-Payeurs en Algérie pendant l'année 1898.*

Suite des RECETTES.

	Report				7,710,965
	Report		84,521,841f 28c	4,656,061f 50c	
Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.					
	Report	247,464,789f 79c			
Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie. (*Suite.*)	Payeurs particuliers, *1/c* de titres 3 1/2 p. 100 provenant de la conversion	3 11			503,455,224
	Bénéfice de change sur les mandats d'articles d'argent	1,005 05	247,531,053 63		
	Coupons payés et obligations remboursées de l'emprunt départemental d'un million	32,708 75			
	Trésoriers coloniaux, *1/c* de payements intérieurs à 1893	341 61			
	Avances du Crédit algérien	32,205 32			
Fonds particuliers des trésoriers-payeurs			4 00	498,799,162 98	
Avances pour divers services.	Remboursements de taxes de brevets d'invention	200 00	200 00		
	Dégrèvements sur pensions des élèves des écoles du Gouvernement. (École d'arts et métiers de Dellys.)	"			
Mouvements de fonds.	Versements des receveurs de l'enregistrement et des domaines en Algérie	10,790,966 29	166,746,064 07		
	Versements des receveurs des douanes en Algérie	15,769,366 00			
	Versements des receveurs des contributions diverses	56,678,137 23			
	Versements des receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	7,499,312 94			
	Remises du caissier-payeur central du Trésor	73,469,030 77			
	Remises du payeur central de la Dette publique	"			
	Remises des trésoriers-payeurs en Algérie	2,044,213 24			
	Fonds reçus des trésoriers-payeurs généraux	495,037 60			
	Total des recettes de l'année			503,455,224 48	
	Total général				511,166,187

Suite des DÉPENSES.

	Report			58,577,715f 83c	108,682,276f 78c
Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.					
	Report	248,836,260f 10c			
Correspondants des trésoriers-payeurs en l'Algérie. (*Suite.*)	Souscriptions en faveur des populations arabes éprouvées par la famine	245,674 49			
	Payeurs particuliers, *1/c* de titres 3 1/2 p. 100 provenant de la conversion	3 11		249,161,967 55	
	Bénéfice de change sur les mandats d'articles d'argent	478 30			
	Coupons payés et obligations remboursées de l'emprunt départemental d'un million	32,708 75			
	Avances au crédit algérien	46,842 80			394,534,399 70
Fonds particuliers des trésoriers-payeurs				4 00	
Avances pour divers services.	Remboursements de taxes de brevets d'invention	200 00		200 00	
	Dégrèvements sur pensions des élèves des écoles du Gouvernement. (École d'arts et métiers de Dellys.)	"			
Mouvements de fonds.	Subventions aux receveurs de l'enregistrement et des domaines en Algérie	1,607,380 00		86,794,512 32	
	Subventions aux receveurs des douanes	64,000 00			
	Subventions aux receveurs des contributions diverses	13,108,062 00			
	Subventions aux receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	7,881,241 00			
	Envois au caissier-payeur central du Trésor	58,089,154 11			
	Envois au payeur central de la Dette publique	"			
	Envois aux trésoriers-payeurs en Algérie	2,044,275 21			
	Fonds envoyés aux trésoriers-payeurs généraux	4,000,400 00			
	Fonds envoyés aux payeurs d'armée	"			
	Total des dépenses de l'année				503,216,676 48
Solde en caisse et en portefeuille au 1er janvier 1899. — Numéraire	en caisse	5,852,684f 92c		7,637,684f 92c	7,949,510 98
	à la Banque de l'Algérie	1,785,000 00			
— Effets en portefeuille	Traites du caissier-payeur central du Trésor	309,697 31		311,826 06	
	Valeurs diverses	2,128 75			
	Total général				511,166,187 46

Résumé des Recettes et des Dépenses faites par l'Agent comptable des virements de comptes pendant l'année 1898.

RECETTES.

NÉANT.

DÉPENSES.

NÉANT.

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Récapitulation, par classe de Comptables des opérations de l'année 1898.

DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS.	SOLDE EN CAISSE et en portefeuille au 31 décembre 1897.	RECETTES FAITES pendant l'année 1898.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1898.	SOLDE EN CAISSE et en portefeuille au 31 décembre 1898.
RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.					
Alger	1,890f 83c	6,471,285f 57c	6,473,176f 40c	6,471,802f 29c	1,374f 11c
Constantine	2,650 39	11,068,588 92	11,071,239 31	11,068,752 40	2,486 91
Oran	2,784 95	3,730,493 22	3,733,278 17	3,729,682 18	3,595 99
TOTAL	7,326 17	21,270,367 71	21,277,693 88	21,270,236 87	7,457 01
RECEVEURS DES DOUANES.					
Alger	40,363f 80c	10,953,265f 54c	10,993,629f 34c	10,883,452f 66c	110,176f 68c
Constantine	12,874 80	9,260,693 39	9,273,568 19	9,271,244 57	2,323 62
Oran	38,279 43	15,140,523 91	15,178,803 34	15,097,964 02	80,839 32
TOTAL	91,518 03	35,354,482 84	35,446,000 87	35,252,661 25	193,339 62
RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES.					
Alger	6,310,367f 58c	73,738,907f 66c	80,049,275f 24c	72,311,866f 75c	7,737,408f 49c
Constantine	5,855,432 20	59,770,794 41	65,626,226 61	58,892,864 55	6,733,362 06
Oran	4,332,374 74	51,505,178 14	55,837,552 88	51,069,177 33	4,768,375 55
TOTAL	16,498,174 52	185,014,880 21	201,513,054 73	182,273,908 63	19,239,146 10
RECEVEURS DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.					
Alger	580,028f 87c	37,825,631f 14c	38,405,660f 01c	37,731,714f 36c	673,945f 65c
Constantine	385 998 31	24,106,383 39	24,492,381 70	24,099,376 39	393,005 31
Oran	375,968 47	24,514,321 24	24,890,289 71	24,427,923 09	462,366 62
TOTAL	1,341,995 65	86,446,335 77	87,788,331 42	86,259,013 84	1,529,317 58

RÉSIDENCES DES COMPTABLES.	SOLDE EN CAISSE et en portefeuille au 31 décembre 1897.	RECETTES FAITES pendant l'année 1898.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1898.	SOLDE EN CAISSE et en portefeuille au 31 décembre 1898.
TRÉSORIERS-PAYEURS ET LEURS PRÉPOSÉS.					
DÉPARTEMENT D'ALGER.					
Trésorier-payeur à Alger	1,475,954f 27c	173,848,243f 22c	175,324,197f 49c	174,250,596f 57c	1,073,600f 92c
Préposés-payeurs à Blidah	378,149 65	8,817,960 77	9,196,110 42	8,471,242 42	724,868 00
à Tizi-Ouzou	267,824 25	4,838,150 46	5,105,974 71	4,907,957 82	198,016 89
à Médéah	198,779 72	4,136,351 49	4,335,131 21	4,206,589 87	128,541 34
à Orléansville	244,216 39	6,200,069 81	6,444,286 20	6,324,311 51	119,974 69
à Laghouat	984,279 31	6,337,950 22	7,322,229 53	6,723,723 38	598,506 15
	3,549,203 59	204,178,725 97	207,727,929 56	204,884,421 57	2,843,507 99
DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE.					
Trésorier-payeur à Constantine	1,206,286f 31c	122,232,599f 89c	123,438,886f 20c	122,835,012f 43c	603,873f 77c
Préposés-payeurs à Batna	331,132 70	6,078,764 44	6,409,897 14	5,969,132 69	440,764 45
à Bône	196,166 11	11,077,207 21	11,273,373 32	11,083,792 69	189,580 63
à Bougie	173,392 70	5,400,882 83	5,574,275 53	5,355,591 70	218,683 83
à Philippeville	176,862 17	8,324,101 34	8,500,963 51	8,301,385 56	199,577 95
à Sétif	276,722 83	7,081,251 24	7,357,974 07	7,047,387 63	310 586 44
à Biskra	161,709 14	2,298,831 93	2,460,541 07	2,133,887 95	326,653 12
à Guelma	191,052 61	2,998,915 51	3,189,968 12	2,996,015 86	193,952 26
	2,713,324 57	165,492,554 39	168,205,878 96	165,722,206 51	2,483,672 45
DÉPARTEMENT D'ORAN.					
Trésorier-payeur à Oran	442,615f 51c	95,182,538f 27c	95,625,153f 78c	94,149,965f 12c	1,475,188f 66c
Préposés-payeurs à Saïda	144,825 41	5,412,378 26	5,557,203 67	5,459,624 98	97,578 69
à Méchéria	130,133 91	2,955,345 82	3,085,479 73	2,898,178 96	187,300 77
à Mascara	157,729 58	5,972,256 92	6,129,986 50	6,041,477 85	88,508 65
à Mostaganem	171,390 75	9,319,008 99	9,490,399 74	9,204,498 50	285,901 24
à Tlemcen	109,496 12	6,887,522 88	6,997,019 60	6,878,186 19	118,832 81
à Sidi-bel-Abbès	203,079 10	5,367,212 42	5,570,291 52	5,410,512 06	159,779 46
à Tiaret	89,164 44	2,687,680 56	2,776,845 00	2,567,604 74	209,240 26
	1,448,434 82	133,783,944 12	135,232,378 94	132,610,048 40	2,622,330 54
TOTAUX	7,710,962f 98c	503,455,224f 48c	511,166,187f 46c	503,216,676f 48c	7,949,510f 98c
RÉCAPITULATION.					
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	7,326f 17c	21 270,367f 71c	21,277,693f 88c	21,270,236f 87c	7,457f 01c
Receveurs des douanes	91,518 03	35,354,482 84	35,446,000 87	35,252,661 25	193,339 62
Receveurs des contributions diverses	16,498,174 52	185,014,880 21	201,513,054 73	182,273,908 63	19,239,146 10
Receveurs des postes et des télégraphes	1,341,995 65	86,446,335 77	87,788,331 42	86,259,013 84	1,529,317 58
Trésoriers-payeurs et leurs préposés	7,710,962 98	503,455,224 48	511,166,187 46	503,216,676 48	7,949,510 98
TOTAUX GÉNÉRAUX	25,649,977 35	831,541,291 01	857,191,268 36	828,272,497 07	28,918,771 29

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Tableau comparatif des recettes et des dépenses effectuées pendant les années 1898 et 1897 pour le service des budgets.

RECETTES.	OPÉRATIONS de L'ANNÉE 1898.	OPÉRATIONS de L'ANNÉE 1897.	DIFFÉRENCES À L'ANNÉE 1898, en plus.	DIFFÉRENCES À L'ANNÉE 1898, en moins.
BUDGET GÉNÉRAL.				
FRANCE.				
Produits divers du budget	2,873,242f 78c	2,496,542f 81c	376,699f 97c	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	92 29	150 69	"	58 40
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	217 95	141 33	76 62	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Versements des officiers remontés à titre onéreux	39,873 01	41,813 44	"	1,940 43
ALGÉRIE.				
Impôts et revenus	40,733,198 82	38,851,131 92	1,882,066 90	"
Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,522,303 34	5,440,797 40	81,505 94	"
Produits et revenus du domaine de l'État	4,055,131 13	3,478,144 36	576,986 77	"
Produits divers du budget	949,668 46	1,059,726 25	"	110,057 79
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Produits universitaires	133,330 00	132,745 00	585 00	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Produits des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	606,008 39	733,161 72	"	127,153 33
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	1,086,310 31	1,056,318 39	29,991 92	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	3,483 33	5,125 00	"	1,641 67
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Prélèvement d'un sixième sur le produit de l'octroi de mer	1,073,334 59	1,072,972 30	362 29	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation	68,802 72	66,600 89	2,201 83	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Remboursement par les communes des frais de traitement des malades civils dans les hôpitaux	561,746 97	326,582 51	235,164 46	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Frais de traitement dus par les malades aisés dans les hôpitaux	54,047 01	50,050 34	3,996 67	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Remboursements d'avances par les hospices civils	8,500 00	21,500 00	"	13,000 00
TOTAUX	57,769,291 10	54,833,504 35	3,189,638 37	253,851 62
DIFFÉRENCE en plus à l'année 1898	.....	.....	2,935,786f 75c	

DÉPENSES.	OPÉRATIONS de L'ANNÉE 1898.	OPÉRATIONS de L'ANNÉE 1897.	DIFFÉRENCES À L'ANNÉE 1898, en plus.	DIFFÉRENCES À L'ANNÉE 1898, en moins.
SERVICE DES BUDGETS.				
BUDGET GÉNÉRAL.				
FRANCE.				
1re PARTIE. — *Dette publique.* — Ministère des finances	7,343,940f 36c	7,256,547f 45c	87,392f 91c	"
3e PARTIE. *Services généraux des ministères.* — Ministère des finances	16,909 18	48,663 34	"	31 754 16
Ministère de la justice	2,077 77	1,651 60	426 17	"
Ministère des affaires étrangères	14,165 00	15,594 00	"	1,429 00
Ministère de l'intérieur et des cultes — Intérieur	4,518 33	15,049 35	"	10,531 02
Ministère de la guerre — Service ordinaire	53,688,679 33	53,750,339 49	"	61,660 16
Ministère de la guerre — Dépenses extraordinaires	179,937 95	124,966 10	54,971 85	"
Ministère de la marine	1,048,354 96	1,028,215 55	20,139 41	"
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — Service de l'instruction publique	31,064 54	17,956 37	13,108 17	"
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — Service des beaux-arts	12,800 00	1,600 00	11,200 00	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Service du commerce et de l'industrie	3,529 48	3,302 16	227 32	"
Ministère des colonies	16,373 97	99,390 82	"	83,016 85
Ministère de l'agriculture	6,368 13	1,398 20	4,969 93	"
Ministère des travaux publics — Dépenses ordinaires	31,924 05	24,966 35	6,957 70	"
Ministère des travaux publics — Dépenses extraordinaires	"	1,493 00	"	1,493 00
4e PARTIE. *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.* — Finances	1,831,185 93	1,175,503 63	655,682 30	"
4e PARTIE. — Postes et télégraphes	3,355 00	6,920 00	"	3,565 00
4e PARTIE. — Agriculture	"	606 87	"	606 87
5e PARTIE. *Remboursements, restitutions, non-valeurs et primes.* — Finances	8,441 18	5,127 75	3,313 43	"
ALGÉRIE.				
3e PARTIE. *Services généraux des ministères.* — Ministère des finances	535,018 58	541 398 51	"	6,379 93
Ministère de la justice	2,693,485 81	2,791,134 99	"	97,649 18
Ministère de l'intérieur et des cultes — Service de l'intérieur	21,935,859 43	10,899,711 57	11,036,147 86	"
Ministère de l'intérieur et des cultes — Service des cultes	951,628 48	1,224,848 43	"	273,219 95
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — Service de l'instruction publique	5,785,507 74	6,188,155 30	"	402,647 56
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — Service des beaux-arts	208,393 94	340,608 71	"	132,214 77
Ministère du commerce, des postes et des télégraphes — Service du commerce	129,595 40	188,563 58	"	58,968 18
Ministère du commerce, des postes et des télégraphes — Service des postes et des télégraphes	523 32	4,761 30	"	4,237 98
Ministère de l'agriculture	917,731 75	1,936,933 49	"	1,019,201 74
Ministère des travaux publics — Dépenses ordinaires	968,757 40	5,880,141 83	"	4,911,384 43
Ministère des travaux publics — Dépenses extraordinaires	2,026,460 79	4,321,398 41	"	2,294,937 62
4e PARTIE. *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.* — Finances	6,417,184 50	6,940,810 49	"	523,625 99
4e PARTIE. — Postes et télégraphes	5,414,026 70	5,076,961 39	337,665 31	"
4e PARTIE. — Téléphones	"	4,964 08	"	4,964 08
4e PARTIE. — Agriculture	3,021,121 64	2,776,051 29	245,070 35	"
5e PARTIE. *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.* — Finances	949,732 50	785,268 14	164,464 36	"
5e PARTIE. — Intérieur	228,664 63	180,490 09	48,174 54	"
TOTAUX	116,427,917 77	113,661,493 63	12,689,911 61	9,923,487 47
DIFFÉRENCE en plus à l'année 1898	.....	.....	2,766,424 14	

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ALGÉRIE.

Développement des opérations de l'année 1898 sur les exercices 1897 et 1898, et situation au 1er janvier 1899.

	DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS.			TOTAL.
	ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	
Excédent de recettes au 1er janvier 1898 (à reporter)	1,098,527f 16c	1,824,981f 18c	938,171f 63c	3,861,679
1° RECETTES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898, SUR L'EXERCICE 1897, PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES.				
BUDGET ORDINAIRE.				
Produit des centimes additionnels au principal de la contribution foncière sur les propriétés bâties	31,685f 76c	3,873f 65c	25,247f 34c	60,806
Produit des centimes additionnels à la contribution des patentes	5,342 05	2,835 14	3,367 12	11,544
Part revenant au département sur le produit des contributions arabes	109,114 05	184,433 66	57,093 46	350,641
Taxe sur les vignobles	7,338 97	6,513 92	16,694 97	30,547
BUDGET EXTRAORDINAIRE.				
Produit des centimes additionnels à la contribution foncière	21,232 63	"	"	21,232
Produit des centimes additionnels à la contribution des patentes	14,723 75	"	"	14,723
TOTAL des recettes de l'exercice 1897 (à reporter)	189,437 21	197,656 37	102,402 89	489,496

	DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS.			TOTAL.
	ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	
1° PAYEMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1898 SUR L'EXERCICE 1897, PAR LES TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE.				
Dépenses ordinaires	636,354f 57c	1,306,688f 35c	760,902f 21c	2,703,945f 13c
Dépenses extraordinaires	130,099 17	4,494 46	60,153 93	194,747 56
TOTAL des dépenses de l'exercice 1897 (à reporter)	766,453 74	1,311,182 81	821,056 14	2,898,692 69

Suite du **COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.**

Suite des SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ALGÉRIE.

Suite du *Développement des opérations de l'année 1898 sur les exercices 1897 et 1898, et situation au 1er janvier 1899.*

	DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS.			TOTAL.
	ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	
Report des excédents de recettes au 1er janvier 1897	1,098,527f 16c	1,824,981f 18c	938,171f 63c	3,861,679f 97c
Report des recettes de l'exercice 1897	189,437 21	197,656 37	102,402 89	489,496 47
2° RECETTES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898, SUR L'EXERCICE 1898, PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES.				
BUDGET ORDINAIRE				
Produit des centimes additionnels au principal de la contribution foncière sur les propriétés bâties	354,469 66	56,581 16	196,560 81	607,611 63
Produit des centimes additionnels à la contribution des patentes	53,405 88	33,327 26	33,980 76	120,713 90
Part revenant au département sur le produit des contributions arabes	1,901,195 28	2,326,133 35	1,454,588 61	5,681,917 24
Taxe sur les vignobles	122,428 84	67,439 04	226,957 35	416,825 23
Produits éventuels.				
Revenus des propriétés départementales	33,353 20	49 35	1,210 50	34,613 05
Produit des expéditions d'anciennes pièces ou actes de la préfecture	47 25	991 50	37 25	1,076 00
Produit des droits de péage et autres concédés au département	17,738 92	10,269 03	9,233 26	37,241 21
Subventions pour les dépenses du budget ordinaire	153,359 02	59,837 31	60,977 58	274,173 91
Ressources éventuelles du service vicinal	604,547 13	2,016,154 47	853,639 21	3,674,340 81
Ressources éventuelles du service des chemins de fer d'intérêt local	6,096 00	"	"	6,096 00
Remboursement d'avances	15,927 15	5,970,339 85	25,453 59	6,011,720 59
BUDGET EXTRAORDINAIRE.				
Produit des cent. addit. extraord. au princ. de la contrib. foncière sur les prop. bâties	236,211 39	"	"	236,211 39
— — à la contribution des patentes	146,826 87	"	"	146,826 87
Produits éventuels.				
Emprunts	521,889 58	"	309,932 42	831,822 00
Produit de biens aliénés	12,639 64	42,161 95	2,133 08	56,934 67
Recettes accidentelles	29,894 86	2,496 16	4,766 87	37,157 89
TOTAL des recettes de l'exercice 1898	4,410,030 67	10,585,780 43	3,179,471 29	18,175,282 39
TOTAL des recettes effectuées par les comptables pendant l'année 1898	4,599,467 88	10,783,436 80	3,281,874 18	18,664,778 86
TOTAL GÉNÉRAL	5,697,995 04	12,608,417 98	4,220,045 81	22,526,458 83

	DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS.			TOTAL.
	ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	
Report des dépenses de l'exercice 1897	766,453f 74c	1,311,182f 81c	821,056f 14c	2,898,692f 69c
2° PAYEMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1898, SUR L'EXERCICE 1898, PAR LES TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE.				
Dépenses ordinaires	2,839,470 26	4,269,874 74	1,853,092 54	8,962,437 54
Dépenses extraordinaires	716,941 71	5,684,510 66	206,735 00	6,608,187 37
TOTAL des dépenses de l'exercice 1898	3,556,411 97	9,954,385 40	2,059,827 54	15,570,624 91
TOTAL des dépenses effectuées par les comptables en 1898	4,322,865 71	11,265,568 21	2,880,883 68	18,469,317 60
Excédent de recettes au 1er janvier 1899	1,375,129 33	1,342,849 77	1,339,162 13	4,057,141 23
TOTAL GÉNÉRAL	5,697,995 04	12,608,417 98	4,220,045 81	22,526,458 83

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Suite des SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ALGÉRIE.

RECETTES À CHARGE DE REMBOURSEMENT.

Suite du *Développement des opérations de l'année 1898 sur les exercices 1897 et 1898 et situation au 1er janvier 1899.*

	DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS.			TOTAL.
	ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	
Excédents de recettes au 1er janvier 1898	419,451f 43c	286,688f 74c	336,627f 64c	1,042,767f 81c
RECETTES EFFECTUÉES, PENDANT L'ANNÉE 1898, PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES :				
1° SUR L'EXERCICE 1897.				
Contribution spéciale destinée à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce	15,635f 13c	2,341f 65c	9,359f 05c	27,335f 83c
Honoraires et frais perçus pour le compte de divers	206 26	684 20	60 40	950 86
Cotisations municipales	77,758 57	8,173 08	240 00	86,171 65
Soultes du rachat du séquestre collectif	"	22,119 46	"	22,119 46
Taxes représentatives des indemnités dues collectivement pour payements de terrains cédés par suite de l'apposition du séquestre	"	"	"	"
Amendes spéciales frappées en vertu de la responsabilité collective des tribus	"	155 63	"	155 63
Cotisation annuelle destinée à garantir le payement du prix de forêts de chênes-lièges cédées	91 44	664 72	"	756 16
Taxes pour frais d'entretien et de surveillance des canaux d'irrigation régis administrativement	454 18	1,486 08	2,973 04	4,913 30
Produit de l'octroi de mer perçu à l'intérieur	55,803 21	6,907 93	8,637 63	71,348 77
Contraventions en matière d'octroi de mer	"	"	"	"
Frais d'extraits d'arrêts et de jugement	430 50	208 75	241 50	880 75
Fonds de secours institué par arrêté gouvernemental du 5 août 1881	"	"	"	"
Total des recettes de l'exercice 1897	150,379 29	42,741 50	21,511 62	214,632 41
2° SUR L'EXERCICE 1898.				
Contribution spéciale destinée à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce	53,583f 20c	18,518f 76c	23,830f 90c	95,932f 86c
Honoraires et frais perçus pour le compte de divers	5,933 90	16,142 62	21,019 50	43,096 02
Cotisations municipales	2,901,411 01	1,861,281 21	2,595,857 22	7,358,549 44
Soultes de rachat du séquestre collectif	"	2,430 80	"	2,430 80
Taxes représentatives des indemnités dues collectivement pour payement de terrains cédés par suite de l'apposition du séquestre	"	"	"	"
Amendes spéciales frappées en vertu du principe de la responsabilité collective des tribus	"	1,681 48	6,754 03	8,435 51
Cotisation annuelle destinée à garantir le payement du prix de forêts de chênes-lièges cédées	469 37	39,173 42	"	39,642 79
Taxes pour frais d'entretien et de surveillance de canaux d'irrigation régis administrativement	4,666 20	42,794 57	58,092 64	105,553 41
Produit de l'octroi de mer à l'intérieur	1,303,646 87	95,314 58	341,705 03	1,740,666 48
Intérêts pour crédit de droits	"	3 53	285 77	289 30
Contraventions en matière d'octroi de mer	22,482 97	1,301 77	688 47	24,473 21
Frais d'extraits d'arrêts et de jugements	3,354 45	2,111 00	1,989 25	7,454 70
Fonds de secours institué par arrêté gouvernemental du 5 août 1881	58,892 84	"	"	58,892 84
Total des recettes de l'exercice 1898	4,354,440 81	2,080,753 74	3,050,222 81	9,485,417 36
Total des recettes effectuées pendant l'année 1898	4,504,820f 10c	2,123,495f 24c	3,071,734f 43c	9,700,049f 77c
Total général	4,924,271f 53c	2,410,183f 98c	3,408,362f 07c	10,742,817f 58c

DÉPENSES SUR RECETTES À CHARGE DE REMBOURSEMENT.

PAYEMENTS EFFECTUÉS, PENDANT L'ANNÉE 1898, PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES :	DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS.			TOTAL.
	ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	
1° SUR L'EXERCICE 1897.				
Contribution spéciale destinée à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce	15,692f 69c	2,313f 82c	9,535f 12c	27,541f 63c
Remboursement d'honoraires et frais perçus pour le compte de divers	626 77	1,613 81	5,328 27	7,568 85
Dépenses applicables aux cotisations municipales	317,023 22	315,285 45	190,065 89	822,374 56
Liquidation des soultes de rachat du séquestre collectif	"	22,119 46	"	22,119 46
Remboursement individuel de la valeur de terrains aux indigènes dépossédés par le séquestre	"	"	"	"
Amendes spéciales frappées en vertu de la responsabilité collective des tribus	53 12	5,440 55	"	5,493 67
Versements à la Caisse des dépôts et consignations des cotisations provenant des cessionnaires des forêts de chênes-lièges	68 58	664 72	"	733 30
Frais d'entretien et de surveillance des canaux d'irrigation	786 11	4,538 56	13,909 74	19,234 41
Octroi de mer à l'intérieur	61,281 82	6,776 43	10,919 75	78,978 00
Intérêts pour crédit de droits	"	"	5 17	5 17
Contraventions en matière d'octroi de mer	"	"	"	"
Frais d'extraits d'arrêts et de jugements	3,957 65	2,547 50	2,517 00	9,022 15
Fonds de secours institué par arrêté gouvernemental du 5 août 1881	10,314 50	"	"	10,314 50
Total des dépenses de l'exercice 1897	409,804 46	361,300 30	232,280 94	1,003,385 70
2° SUR L'EXERCICE 1898.				
Contribution spéciale destinée à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce	53,605f 91c	18,475f 54c	23,556f 06c	95,637f 51c
Remboursement d'honoraires et frais perçus pour le compte de divers	5,516 55	8,557 14	14,181 32	28,255 01
Dépenses applicables aux cotisations municipales	2,653,036 41	1,566,682 45	2,403,416 07	6,623,134 93
Liquidation des soultes de rachat du séquestre collectif	"	2,430 80	"	2,430 80
Remboursement individuel de la valeur des terrains aux indigènes dépossédés par le séquestre	"	"	"	"
Amendes spéc. frappées en vertu du princ. de la resp^lité collective des tribus	"	264 50	737 33	1,001 83
Versement à la Caisse des dépôts et consignations des cotisations provenant des cessionnaires des forêts de chênes-lièges	492 23	39,173 42	"	39,665 65
Frais d'entretien et de surveillance des canaux d'irrigation	5,654 47	35,787 89	48,886 83	90,329 19
Octroi de mer à l'intérieur	1,283,573 10	95,265 83	341,540 20	1,720,379 13
Intérêts pour crédit de droits	"	3 53	247 63	251 16
Contraventions en matière d'octroi de mer	21,780 85	1,301 77	688 47	23,771 09
Frais d'extraits d'arrêts et de jugements	52 25	"	111 75	164 00
Fonds de secours institué par arrêté gouvernemental du 5 août 1881	31,118 50	"	"	31,118 50
Total des dépenses de l'exercice 1898	4,054,830 27	1,767,942 87	2,833,365 66	8,656,138 80
Total des dépenses effectuées pendant l'année 1898	4,464,634f 73c	2,129,243f 17c	3,065,646f 60c	9 659,524f 50
Excédent de recettes au 1er janvier 1899	459,636 80	280,940 81	342,715 47	1,083,293 08
Total général	4,924,271 53	2,410,183 98	3,408,362 07	10,742,817 58

RÉCAPITULATION DES EXCÉDENTS DE RECETTES ET DE DÉPENSES AU 1er JANVIER 1899.

		EXCÉDENTS	
		DE RECETTES.	DE DÉPENSES.
Services départementaux de l'Algérie.	Service départemental	4,057,141f 23c	"
	Recettes à charge de remboursement	1,083,293 08	"
		5,140,434 31	"
Excédent final de recettes au 1er janvier 1899, résultant des opérations des comptables en Algérie		5,140,434f 31c	

COMPTE

DE

L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE

POUR L'ANNÉE 1898

NOTE

SUR

LE COMPTE DE L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE

POUR L'ANNÉE 1898.

Le domaine extraordinaire a été réuni par la loi du 15 mai 1818 au domaine de l'État, et l'Administration de l'enregistrement a été chargée de poursuivre le recouvrement des créances qui en dépendaient, de percevoir les revenus et de mettre en vente les biens-fonds et maisons non affectés à des dotations. Le produit de ces recouvrements et de ces ventes a dû être versé à la Caisse des dépôts et consignations et employé à des achats de rentes inscrites au grand-livre.

La loi du 26 juillet 1821, après avoir accordé des pensions sur le grand-livre aux donataires dépossédés, en tout ou en partie, de leurs dotations, a statué que les rentes acquises avec les produits du domaine extraordinaire seraient et demeureraient immédiatement éteintes.

Cette même loi a affecté le solde en caisse au 31 décembre 1820 et les revenus à percevoir dans le courant de l'année 1821 au payement de ce qui restait dû sur les indemnités qui avaient été autorisées tant par la loi du 15 mai 1818, ci-dessus rappelée, que par l'ordonnance royale du 1er avril 1820, et à l'acquittement, pour l'année 1821, au profit des donataires et pensionnaires y désignés, d'une somme équivalente auxdites indemnités.

Les dispositions de la loi du 26 juillet 1821, en ce qui concerne l'affectation des fonds provenant du domaine extraordinaire, ont été ensuite modifiées par l'article 12 de la loi du 8 juillet 1837, d'après lequel les sommes recouvrées sur les créances, revenus et prix de vente de biens immeubles appartenant à l'ancien domaine extraordinaire ont dû, à partir du 1er janvier 1837, être appliquées au budget général de l'État, la disposition contraire de l'article 7 de la loi du 26 juillet 1821 étant rapportée.

Enfin, l'article 12 de la loi de règlement du budget de l'exercice 1840, en date du 6 juin 1843, porte ce qui suit : « Le solde existant à la Caisse des dépôts et consignations, à l'époque de la promul-« gation de la présente loi, des fonds affectés par l'article 8 de la loi du 26 juillet 1821 aux indemnités « autorisées par l'article 98 de la loi du 15 mai 1818, en faveur des donataires de l'ancien domaine « extraordinaire, sera versé au Trésor public et appliqué aux produits divers du budget de l'exercice « courant. Les payements qui pourront encore être effectués pour les indemnités de cette nature « auront lieu dans les formes précédemment réglées, et seront portés en dépense au budget de l'exer-« cice courant, avec imputation au chapitre des remboursements et restitutions. »

L'Administration de l'enregistrement a périodiquement rendu compte des opérations qui ont été effectuées en exécution de ces dispositions. Toutefois les comptes des années 1831 à 1854 inclusivement ayant cessé de reproduire dans leurs détails les opérations afférentes à l'ancien domaine extraordinaire, il a paru utile, pour la facilité des recherches, d'en établir de nouveau un développement complet dans le compte de l'année 1855. Il s'y trouve pages 682 à 695.

Suite de la *Note sur le Compte de l'ancien domaine extraordinaire.*

Ce compte a fait connaître, d'une part :

Le détail des capitaux, créances et revenus qui composaient le domaine extraordinaire au moment de sa réunion au domaine de l'État, avec les accroissements survenus depuis cette époque jusqu'au 31 décembre 1855 ;

Le montant des recouvrements effectués pendant le même temps;

Les créances tombées en non-valeurs et les motifs qui en ont empêché le recouvrement;

Les restes à recouvrer ou l'actif au 31 décembre 1855 ;

Et, d'autre part:

Le détail des dépenses acquittées depuis l'origine jusqu'au 31 décembre 1855, pour frais de régie et d'exploitation, contributions, frais de vente des immeubles, service de rentes foncières et restitutions de recettes indûment faites ;

Le montant des pensions et indemnités payées à des donataires ;

Celui des rentes sur le grand-livre acquises avec le produit net du domaine extraordinaire pour être annulées ;

Le montant des applications au budget de l'État des diverses recettes provenant de l'actif de l'ancien domaine extraordinaire, depuis le 1er janvier 1837 jusqu'au 31 décembre 1855 ;

Enfin, la situation, au 1er janvier 1856, des fonds affectés au payement des indemnités arriérées des donataires dépossédés, dont la Caisse des dépôts et consignations, en conformité de l'article 12 de la loi du 6 juin 1843, a versé le solde au 1er janvier 1844 à la Caisse centrale du Trésor public.

Ces diverses opérations, antérieures à l'année 1855, ne comportant plus de modifications, il a paru sans objet d'en insérer de nouveau les développements dans les comptes subséquents. Celui de la présente année 1898 se borne, en conséquence, à indiquer :

1° Les créances qui restaient à recouvrer au 31 décembre 1897 ou qui ont été constatées depuis cette époque, les recettes obtenues pendant l'année 1898, et la nouvelle situation de ces créances à la fin de la même année;

2° L'état des diverses recettes provenant de l'actif de l'ancien domaine extraordinaire, et l'emploi qui a été fait de ces recettes, conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 8 juillet 1837 ;

Les résultats présentés dans ces différents tableaux peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

1° Les créances à réaliser au 1er janvier 1898 montaient à 200,000 fr. 00 cent.; elles se sont accrues en 1898 de 5,798 fr. 40 cent., ce qui forme un total de 205,798 fr. 40 cent. Les recouvrements faits pendant ladite année sur ces créances ayant été de 5,798 fr. 40 cent., elles présentent, au 1er janvier 1899, un actif de la somme de 205,798 fr. 40 cent.

2° Le solde disponible des fonds affectés au payement des indemnités arriérées était, au 1er janvier 1898, de 173,312 fr. 18 et n'a subi aucune modification pendant ladite année.

Le long espace de temps écoulé depuis que les ayants droit ont été mis à même de présenter leurs réclamations autorise à penser qu'aucune demande de remboursement ne sera plus désormais formulée. Il a donc paru inutile de maintenir dans les écritures de l'Administration des finances le solde ci-dessus, et, par suite, l'état présentant la situation des fonds affectés par l'article 8 de la loi du 26 juillet 1821 au payement des indemnités arriérées de donataires dépossédés ne figure pas dans le compte général des finances rendu pour l'année 1898 et ne sera pas reproduit dans ceux que l'administration des finances publiera successivement pour les années suivantes.

COMPTE DE L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE.

(Lois des 15 mai 1818, 16 juillet 1821 et 8 juillet 1837.)

Situation, au 1er janvier 1899, des Créances actives restant à recouvrer.

DÉSIGNATION DES CRÉANCES.	CRÉANCES qui restaient à recouvrer au 1er janvier 1898. (Voir le compte des finances de l'année 1897, page 1103.)	CRÉANCES CONSTATÉES pendant l'année 1898.	TOTAL des CRÉANCES.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1898.	CRÉANCES TOMBÉES en non-valeurs.	CRÉANCES restant À RECOUVRER au 1er janvier 1899.	OBSERVATIONS.
Créance sur la succession de Bernadotte, roi de Suède et de Norvège	200,000f 00c	"	200,000f 00c	"	"	200,000f 00c	
Arrérages d'actions du canal du Midi pour les canaux d'embranchement	"	5,798f 40c	5,798 40	5,798f 40c	"	"	
TOTAL	200,000 00	5,798 40	205,798 40	5,798 40	"	200,000 00	

Suite du COMPTE DE L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE.

(Lois des 15 mai 1818, 26 juillet 1821 et 8 juillet 1837.)

État des recettes effectuées pendant l'année 1898 sur les fonds provenant de l'ancien domaine extraordinaire.

Recettes effectuées.....	Part de l'État dans les produits des canaux d'embranchement du canal du Midi, en raison d'actions affectées à des dotations qui ont fait retour.....	5,798f 40c
Emploi des recettes effectuées.	Application au budget de l'État du montant des recettes ci-dessus, sous le titre de *Produits et revenus du domaines de l'État.* — Recouvrements de rentes et créances. — Exercice 1898.....	5,798 40

COMPTE

DES

OPÉRATIONS RELATIVES À LA PORTION DE L'EMPRUNT GREC

GARANTIE PAR LA FRANCE

POUR L'ANNÉE 1898.

NOTE

SUR

LE COMPTE DES OPÉRATIONS RELATIVES À LA PORTION DE L'EMPRUNT GREC GARANTIE PAR LA FRANCE.

En exécution de l'article 4 de la loi du 26 février 1887, deux décisions ministérielles ont transporté aux découverts du Trésor le montant du solde débiteur du compte inscrit parmi les services spéciaux du Trésor, sous le titre de : *Avance pour la portion de l'emprunt grec garantie par la France.*

La première de ces décisions, en date du 7 mars 1887, a transporté au compte des découverts le solde débiteur du compte de services spéciaux précité, ressortant des écritures du Trésor, au 31 décembre 1886, ci..... 27,094,735f 31c

La seconde, en date du 10 mai 1887, a ajouté à ce solde le montant d'un payement effectué pendant l'année 1887, sur l'exercice 1886, ci..... 3,072 00

En sorte que le solde définitivement transporté aux découverts s'élève, à la clôture de l'exercice 1886, à..... 27,097,807 31

Mais le transport de cette somme parmi les découverts du Trésor n'a eu d'autre but que de dégager l'actif du Trésor d'une créance d'un recouvrement intégral tellement éloigné, qu'elle ne saurait être considérée comme constituant un actif réalisable. Ce n'est donc qu'une opération d'ordre qui ne modifie en rien la nature de la créance de la France sur le Gouvernement hellénique, et c'est ainsi, du reste, que le législateur l'a compris, puisqu'il a ordonné que les versements ultérieurs à faire par le Gouvernement grec, en atténuation de la créance du Trésor, seraient portés en recette au budget.

Il est donc indispensable que le compte général de l'Administration des finances continue à présenter, chaque année, la situation de la dette du Gouvernement hellénique, jusqu'à parfait versement de la dernière annuité de 200,000 francs, à verser en exécution du traité du 5 janvier 1864.

Ce résultat a été obtenu en introduisant parmi les comptes spéciaux du compte général de l'Administration des finances, à partir de 1887, un nouveau compte d'ordre, intitulé : *Compte des*

opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France et en y joignant tous les développements qui accompagnaient l'ancien compte figurant dans la situation du Trésor et dont la suppression a été la conséquence des dispositions de l'article 4 de la loi précitée du 26 février 1887.

Les développements concernant les opérations afférentes à la portion de l'emprunt grec garantie par la France, effectuées jusqu'à la clôture de l'exercice 1886 et que l'on se propose de suivre avec les mêmes détails dans cette partie du Compte général des finances, sont consignés dans la note suivante qui était jointe à l'ancien compte de trésorerie.

Les crédits successivement ouverts au Ministre des finances par plusieurs lois, ordonnances et décrets, pour le payement des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt négocié, le 12 janvier 1833, par le Gouvernement grec, jusqu'à concurrence de la partie de cet emprunt garantie par la France (voir, pour les conditions de négociation et de service de l'emprunt grec, le volume des documents divers de l'année 1850, page 779), s'élèvent définitivement à la somme de.....	31,822,536f 00c
Mais il convient de retrancher de ces crédits les portions restées sans affectation pour divers motifs énoncés dans le volume déjà cité (pages 783 et 785) et qui s'élèvent à.....	20,897 95
De sorte que la somme engagée par la France pour faire face aux intérêts et à l'amortissement de la portion de l'emprunt grec garantie par elle n'est, en réalité, que de.....	31,801,638 05
Les payements effectués en vertu des crédits ci-dessus s'élevaient, au 31 décembre 1886, à.....	31,793,277 54

Une commission instituée en 1857, composée des envoyés de France, de Russie et d'Angleterre, et assistée d'agents spéciaux des finances, a réglé, d'accord avec le Gouvernement hellénique, qu'une somme annuelle de 900,000 francs, susceptible d'être augmentée ultérieurement à des époques déterminées, serait affectée par le Gouvernement grec au service de son emprunt, et que cette somme serait partagée par tiers entre les trois puissances garantes.

Un premier crédit de 1,005,120 drachmes a été voté par les Chambres helléniques. Cette somme a produit en francs 895,626 fr. 69, dont le tiers, soit 298,542 fr. 23, a été soldé à la France en 1861, au moyen de traites sur la maison Rothschild.

Mais un nouveau traité, promulgué par décret du 5 janvier 1864, alloua au roi Georges Ier, en augmentation de sa liste civile, une somme annuelle de 12,000 liv. sterling, soit 300,000 francs, imputable sur celle de 900,000 francs que la Grèce, ainsi qu'on vient de le dire, avait contracté l'obligation de verser annuellement aux trois puissances garantes. Il en résulte que la somme à recevoir chaque année par la France se réduit actuellement à 200,000 francs.

A reporter.....	31,793,277 54

Report..... 31,793,277f 54c

Par ces motifs, il a été, jusqu'au 31 décembre 1886, fait application en recette au compte inscrit parmi les *Services spéciaux du Trésor* sous le titre : *Avance pour la portion de l'emprunt grec garantie par la France*, de la somme de 4,698,542 fr. 23, savoir :

En 1861.....	298,542f 23c	4,698,542 23
De 1865 à 1886, à raison de 200,000 francs par an...	4,400,000 00	

L'avance du Trésor, au 1er janvier 1887, transportée aux découverts en exécution de la loi du 26 février 1887, est donc de..... 27,094,735 31

Pendant la deuxième gestion de l'exercice 1886 (année 1887), un nouveau payement montant à (voir page 621)..... 3,072 00
a été également porté en augmentation des découverts du Trésor.

Ce qui élève, en clôture dudit exercice, à..... 27,097,807 31
l'avance du Trésor, soldée par les découverts.

Conformément au traité précité du 5 janvier 1864, il a été versé en atténuation de la dette hellénique :

Pendant l'année 1887, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1887 représentant la dette afférente à l'année 1886.	200,000f 00c	2,400,000 00
Pendant l'année 1888, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1888 représentant la dette afférente à l'année 1887.	200,000 00	
Pendant l'année 1889, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1889 représentant la dette afférente à l'année 1888.	200,000 00	
Pendant l'année 1890, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1890 représentant la dette afférente à l'année 1889.	200,000 00	
Pendant l'année 1891, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1891 représentant la dette afférente à l'année 1890.	200,000 00	
Pendant l'année 1892, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1892 représentant la dette afférente à l'année 1891.	200,000 00	
Pendant l'année 1893, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1893 représentant la dette afférente à l'année 1892.	200,000 00	
Pendant l'année 1894, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1894 représentant la dette afférente à l'année 1893.	200,000 00	
Pendant l'année 1895, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1895 représentant la dette afférente à l'année 1894.	200,000 00	
Pendant l'année 1896, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1896 représentant la dette afférente à l'année 1895.	200,000 00	
Pendant l'année 1897, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1897 représentant la dette afférente à l'année 1896.	200,000 00	
Pendant l'année 1898, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1898 représentant la dette afférente à l'année 1897.	200,000 00	

De sorte que la créance du Trésor au 1er janvier 1899 est de..... 24,697,807 31

La différence entre le chiffre des crédits définitifs, ci..... 31,801,638 05
et celui des payements ainsi décomposé :

Période antérieure au 1er janvier 1887.....	31,793,277f 54c	31,796,349 54
Année 1887.....	3,072 00	
Soit.....		5,288 51

représente le reliquat des crédits applicables aux obligations amorties, dont le remboursement n'a pas encore été réclamé à l'époque du 1er janvier 1899.

COMPTE

DES DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES,

DES AVANCES AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES

ET DES PRÊTS FAITS À L'INDUSTRIE (LOI DU 1er AOÛT 1860)

POUR L'ANNÉE 1898.

NOTE

SUR LE COMPTE DES DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES,

DES AVANCES AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES ET DES PRÊTS FAITS A L'INDUSTRIE

(LOI DU 1er AOÛT 1860.)

DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES.

Le compte des débets et créances litigieuses dont le recouvrement est poursuivi par l'Agent judiciaire du Trésor public se résume, pour l'année 1898, en un état qui présente :

1° La situation au 1er janvier 1898, telle qu'elle résultait du compte des finances de 1897;

2° Le mouvement, en accroissements et en atténuations, pendant l'année 1898, de tous les articles du compte des débets et créances;

3° La situation au 1er janvier 1899.

Cet état est divisé en deux parties :

Dans la première, on a compris les débets et créances litigieuses susceptibles de figurer dans l'actif du Trésor, sous le titre d'avances, débets et créances à recouvrer;

La seconde comprend les débets et créances de toute nature qui ne font pas partie de l'actif du Trésor, et dont la recette est appliquée aux produits divers du budget.

Dans le cours de l'année 1898, il est survenu 904 affaires nouvelles, s'élevant ensemble, en capital, intérêts et frais, à 21,547,418 fr. 81.

Pendant la même année, les atténuations opérées se sont élevées, savoir :

En versements effectués dans les caisses du Trésor, à	606,366f 08c
En réductions ou régularisations, à	20,736,010 55
En remises à titre gracieux, à	17,053 73
En déclaration de caducité, à	1,259,486 73
TOTAL des atténuations	22,618,917 09

En sorte que, d'une part, les débets et créances, qui au commencement de l'année 1898 présentaient un total de 12,008,748 fr. 88, ne sont plus à la fin que de 10,937,250 fr. 60.

Les *accroissements* des débets et créances sont justifiés par des arrêts de la Cour des comptes, des états de liquidation d'intérêts, des états de situation formés sur les écritures appuyées de pièces justificatives, ou par des bordereaux de débets notifiés par les Ministères.

Les *réductions* et *régularisations* sont justifiées par des arrêts de la Cour des comptes et des décisions ministérielles.

Les *créances déclarées caduques* sont celles qui ne présentent plus de ressources pour le Trésor public, soit parce que l'insolvabilité des redevables a été régulièrement établie, soit parce que leur résidence et leur actif sont demeurés inconnus, soit enfin parce que la discussion de leur actif est terminée.

Suite de la *Note sur le Compte des débets et créances litigieuses, des avances aux associations ouvrières et des prêts faits à l'industrie en 1860.*

La déclaration de caducité ne préjudicie point aux droits du Trésor public : si les débiteurs reviennent à un meilleur état de fortune, ou si la résidence de ceux qui étaient inconnus est découverte, le Trésor public reprend alors contre eux les poursuites primitivement entamées. La déclaration de caducité n'est qu'une mesure d'ordre essentielle à l'apurement de la comptabilité, en ce qu'elle fait disparaître des écritures du Trésor public une masse de créances sans valeur.

ASSOCIATIONS OUVRIÈRES.

PRÊTS FAITS EN VERTU DU DÉCRET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU 5 JUILLET 1848.

Au 1er janvier 1898, il restait à recouvrer deux prêts comportant les sommes ci après :

Capital				196,161f 25c
Intérêts		70,066f 03c		
Pendant l'année 1898, les intérêts se sont accrus de		36 16		
ENSEMBLE		70,102 19		
Il convient de déduire de ces sommes celle de				194,106 04
et celle de		69,710 18		
représentant en capital et en intérêts le montant de l'un de ces prêts admis en caducité suivant décision ministérielle du 5 mars 1898.				
RESTES		392 01		2,055 21
Pendant cette même année 1898, ces restes ont été atténués :				
1° Par des versements s'élevant :				
en capital à	953f 99c			
en intérêts à	392f 01c			
2° Par voie de réduction, d'une somme capitale de	381 82			
laquelle représente le montant d'un versement de 250 fr. 28 effectué avant 1870 et dont il n'avait pas été tenu compte jusqu'à ce jour, ainsi que les intérêts afférents à cette somme pendant le temps où elle a figuré à tort parmi les débets, comme productive d'intérêts au profit du Trésor, soit pendant 10 ans et 190 jours.				
ENSEMBLE	392 01	1,335 81	ci 392 01	1,335 81
TOTAL au 1er janvier 1899				719 40[1]

[1] La somme capitale de 719 fr. 40, accrue de celle de 32 fr. 95 pour intérêts échus au jour du payement, a été encaissée dans les premiers mois de l'année 1899.

Suite de la *Note sur le Compte des débets et créances litigieuses, des avances aux associations ouvrières et des prêts faits à l'industrie en 1860.*

PRÊTS FAITS À L'INDUSTRIE (LOI DU 1er AOÛT 1860).

Le chiffre définitif de l'avance occasionnée au Trésor par la loi du 1er août 1860 s'est élevé à la somme principale de..... 36,840,166f 65c

de laquelle il y a lieu de déduire :

1° Le montant des prêts déclarés caducs et portés en surséance indéfinie en vertu des décisions ministérielles suivantes :

21 avril 1893	2,951,518f 70c	
5 mars 1898	2,280,181 43	
5 mars 1898	118,625 90	
12 avril 1898	1,133,774 78	
24 juin 1898	1,013,331 12	
	7,497,431 93	

2° Le montant de réductions résultant de transactions homologuées :

par décrets du 19 février 1897	111,028f 31c		
par décret du 9 juin 1898	50,000 00		
		161,028 31	
ENSEMBLE			7,658,460 24
RESTE			29,181,706 41

Ce reste s'est atténué du montant des recouvrements opérés par le Trésor, savoir :

Antérieurement à 1898, de	25,529,797f 39c	
Pendant l'année 1898, de	67,092 02 (1)	
		25,596,889 41
Il reste donc à recouvrer au 1er janvier 1899, *en capital*		3,584,817 00

L'avance de ladite somme principale de 36,840,166 fr. 65 s'est augmentée pour intérêts et frais :

Antérieurement à 1898, de	15,298,226f 59c
Pendant l'année 1898, de	25,923 37
A reporter	15,324,149 96

(1) Cette somme de 67,092 fr. 02 comprend un versement de 19,227 fr. 14 non applicable au compte du capital des prêts faits à l'industrie, en vertu de la loi du 1er août 1860 (services spéciaux du Trésor), ce versement de 19,227 fr. 14 ayant été imputé sur le capital d'un prêt inscrit parmi les découverts du Trésor en exécution de la loi de finances du 30 mars 1888 (art. 27) et ne figurant plus, par conséquent, au débit du compte spécial susrelaté.

Report		15,324,149f 96c
Dont il y a lieu de déduire :		
1° Le montant des intérêts et des frais déclarés caducs en même temps que les capitaux des prêts auxquels ils étaient afférents, savoir :		
Antérieurement à 1898	236,657f 48c	
Pendant l'année 1898	253,749 30	
	490,406 78	
2° Le capital d'une rente 3 p. o/o, sur l'État de 861 francs annulée au profit du Trésor : (Voir note (1) au compte des finances de 1897, page 1112.)		
Antérieurement à 1898	23,267 50	520,694 93
3° Le montant des intérêts afférents aux prêts qui ont fait l'objet des transactions homologuées par les décrets susvisés.		
Antérieurement à 1898	3,675 65	
Pendant l'année 1898	3,345 00	
Reste		14,803,455f 03c

Ce reste s'est atténué du montant des recouvrements opérés par le Trésor, savoir :

Antérieurement à 1898, de	14,665,546f 68c	
Pendant l'année 1898, de	8,991 77	
		14,674,538f 45c
Reste dû, au 1er janvier 1899, sur les *intérêts* et les *frais*		128,916 58

Le solde à recouvrer au 1er janvier 1899 sur les prêts à l'industrie s'élève donc à 3,713,733 fr. 58, savoir :

Capital	3,584,817f 00c
Intérêts et frais	128,916 58
	3,713,733 58

Il y a lieu de remarquer que l'article 27 de la loi de finances du 30 mars 1888 a autorisé le transport aux découverts du Trésor d'une somme en capital de 9,716,878 fr. 36, représentant les prêts irrécouvrables, en spécifiant que ces créances continueront de figurer dans les écritures de l'agent judiciaire jusqu'à ce que leur caducité ait été prononcée dans les formes réglementaires.

En exécution de cette loi, il a été transporté aux découverts une somme de	9,716,878f 36c
D'autre part, les déclarations de caducité prononcées jusqu'au 1er janvier 1899 s'élevant à 7,497,431 fr. 93 applicables aux prêts en cours pour 38 fr. 90 et aux prêts inscrits aux découverts du Trésor pour	7,497,393 03
il en résulte que le montant du capital des prêts non encore admis en caducité est de (A reporter.)	2,219,485f 33c

Report	2,219,485f 33c
Si l'on retranche cette somme du capital fixé précédemment à	3,584,817 00
on trouve le chiffre restant à recouvrer, au 1er janvier 1899, sur le capital des prêts, soit	1,365,331 67
Si l'on compare enfin ce chiffre avec celui qui ressort, à la même date, au compte spécial : *Prêts faits à l'industrie* (voir page 293), soit	1,582,737 12
on constate une différence de	217,405 45

comprenant :

1° Des versements effectués comme suit :

Année 1891	371f 00c
— 1892	10,000 00
— 1893	10,000 00
— 1894	10,000 00
Années 1895-1896	6,000 00
Année 1897	5,840 66
Année 1898. (Voir note (1) au bas de la page 924.)	19,227 14
Ensemble (à reporter)	61,438 80

Ces remboursements, qui figurent parmi les atténuations constatées dans les écritures de l'Agent judiciaire du Trésor, ne peuvent être appliqués au Crédit du compte spécial, dont le solde débiteur ne comprend plus les prêts correspondant à ces versements, depuis leur transport aux découverts prescrit par la loi du 30 mars 1888.

2° Des réductions résultant de transactions homologuées par les décrets mentionnés plus haut, et s'élevant à la somme totale de 155,966 65
représentant des capitaux de prêts figurant dans les découverts du Trésor.

Somme égale	217,405 45

DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES.

ÉTAT N° 1.

DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES.

État présentant la Situation au 1er janvier 1898, les Accroissements et les Atténuations pendant l'année 1898 et la Situation au 1er janvier 1899.

SECTIONS.	DÉSIGNATION DES SECTIONS.		MONTANT DES DÉBETS AU 1er JANVIER 1898. Capital.	Intérêts.	Frais.	ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1898. Capital.	Intérêts.	Frais.	TOTAL DES DÉBETS. (A reporter à la page 930.) Capital.	Intérêts.	Frais.	OBSERVATIONS.
1	Receveurs de l'enregistrement et des domaines	Actif	230,622f30c	"	"	9,380f 62c	"	"	240,002f 92c	"	"	
		Non-actif	316,351 03	68,881f57c	51f50c	99,821 62	22,745f 79c	234f 22c	416,172 65	91,627f 36c	285f 72c	
2	Receveurs des douanes	Actif	13,470 67	"	"	"	"	"	13,470 67	"	"	
		Non-actif	1,770 45	148 59	"	"	"	"	1,770 45	148 59	"	
3	Receveurs des postes et des télégraphes	Actif	184,922 01	"	"	19,789 20	"	"	204,711 21	"	"	
		Non-actif	15,207 01	25,673 76	2 75	"	2,710 80	"	15,207 01	28,384 56	2 75	
4	Receveurs des contributions indirectes	Actif	451,288 95	"	"	31,772 44	"	"	483,061 39	"	"	
		Non-actif	19,937 29	110,024 88	123 19	"	1,924 00	5 60	19,937 29	111,948 88	128 79	
5	Agents percepteurs de droits de chancellerie dans les postes diplomatiques et consulaires	Actif	36,904 37	"	"	"	"	"	36,904 37	"	"	
		Non-Actif	8 90	"	"	"	"	"	8 90	"	"	
	TOTAL	Actif	917,208 30	"	"	60,942 26	"	"	978,150 56	"	"	
		Non-actif	353,274 68	204,728 80	177 44	99,821 62	27,380 59	239 82	453,096 30	232,109 39	417 26	
6	Prêts à divers manufacturiers. (Loi du 8 septembre 1830.)	Actif	9,857 53	"	"	"	"	"	9,857 53	"	"	
		Non-actif	140,142 47	"	"	"	"	"	140,142 47	"	"	
	TOTAL		1,420,482 98	204,728 80	177 44	160,763 88	27,380 59	239 82	1,581,246 86	232,109 39	417 26	
7	Justice		56,290 68	1,469 69	"	"	"	413 15	56,290 68	1,469 69	413 15	
8	Affaires étrangères		2,088 87	"	"	"	"	"	2,088 87	"	"	
9	Intérieur		391,989 11	304 44	465 82	22,571 79	115 27	"	414,560 90	419 71	465 82	
9 *bis*	Algérie		1,880 11	"	"	"	2 06	"	1,880 11	2 06	"	
10	Finances		385,243 94	910 23	"	148,285 36	370 94	"	533,529 30	1,281 17	"	
11	Guerre. — Fournisseurs et comptables		3,976,478 96	226,093 45	389 44	20,576,872 68	79,664 81	74 30	24,553,351 64	305,758 26	463 74	
12	Guerre. — Officiers, sous-officiers et soldats		1,097,381 71	16,275 19	214 79	79,416 89	4,292 70	7 35	1,176,798 60	20,567 89	222 14	
13	Marine. — Fournisseurs, comptables et armateurs		51,987 17	1,856 40	25 68	19,099 30	126 01	"	71,086 47	1,982 41	25 68	
14	Marine. — Marins		83,513 21	"	15 20	13,817 20	"	"	97,330 41	"	15 20	
14 *bis*	Colonies		53,647 02	1,885 32	132 60	20,533 90	155 18	"	74,180 92	2,040 50	132 60	
15	Instruction publique		489 47	"	"	6,996 43	18 80	"	7,485 90	18 80	"	
15 *bis*	Beaux-arts		20,141 69	2,244 28	"	30,000 00	560 40	"	50,141 69	2,804 68	"	
16	Travaux publics		2,499,746 91	1,376 50	40 15	43,059 64	2,026 94	491 04	2,542,806 55	3,403 44	531 19	
16 *bis*	Chemins de fer de l'État		47,565 37	1,027 31	"	5,064 17	930 91	"	52,629 54	1,958 22	"	
17	Agriculture		454,551 84	"	"	150,469 88	"	"	605,021 72	"	"	
17 *bis*	Commerce		304,353 49	43,542 98	196 95	"	1 63	"	304,353 49	43,544 61	196 95	
17 *ter*	Coupes de bois		11,990 06	"	5,667 61	"	"	"	11,990 06	"	5,667 61	
18	Postes et télégraphes		91,262 16	1,155 97	7 83	15,598 00	445 24	"	106,860 16	1,601 21	7 83	
18 *bis*	Caisse nationale d'épargne		364,933 27	45,355 98	96 85	33,157 73	135 74	64 25	398,091 00	45,491 72	161 10	
19	Écoles du Gouvernement		127,769 33	1,079 78	176 30	103,613 01	396 52	31 20	231,382 34	1,476 30	207 50	
20	Débets de l'agence judiciaire		"	"	8,048 55	"	"	154 10	"	"	8,202 65	
	TOTAL des divers débiteurs		10,023,304 37	344,577 52	15,477 77	21,268,555 98	89,243 15	1,235 39	31,291,860 35	433,820 67	16,713 16	
	REPORT des débets des comptables des finances et des divers prêts		1,420,482 98	204,728 80	177 44	160,763 88	27,380 59	239 82	1,581,246 86	232,109 39	417 26	
	TOTAL		11,443,787 35	549,306 32	15 655 21	21,429,319 86	116,623 74	1,475 21	32,873,107 21	665,930 06	17,130 42	
21	Associations ouvrières. (Décret du 5 juillet 1848.)		196,161 25	70,066 03	"	"	36 16	"	196,161 25	70,102 19	"	
22	Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)		8,247,822 25	368,153 57	925 71	"	25,923 37	"	8,247,822 25	394,076 94	925 71	
	TOTAL GÉNÉRAL		19,887,770 85	987,525 92	16,580 92	21,429,319 86	142,583 27	1,475 21	41,317,090 71	1,130,109 19	18,056 13	

ÉTAT N° 1.

Suite des **DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES.**

Suite de l'*État présentant la Situation au 1er janvier 1898, les Accroissements et Atténuations pendant l'année 1898 et la Situation au 1er janvier 1899.*

SECTIONS.	DÉSIGNATION DES SECTIONS.		REPORT DU TOTAL DES DÉBETS. (Voir page 929.) Capital.	Intérêts.	Frais.	ATTÉNUATIONS PENDANT L'ANNÉE 1898. VERSEMENTS EFFECTUÉS au c/ recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire. Capital.	Intérêts.	Frais.	à divers comptes. Capital.	Intérêts.	Frais.	RÉDUCTIONS par arrêts, jugements et décisions diverses, radiations pour ordre... Capital.	Intérêts.	Frais.	REMISES à titre gracieux. Capital.	Intérêts.	Frais.	DÉCLARATIONS de caducité. Capital.	Intérêts.	Frais.	TOTAL des atténuations. Capital.	Intérêts.	Frais.	TOTAL DES DÉBETS au 1er JANVIER 1899. Capital.	Intérêts.	Frais.
1	Receveurs de l'enregistrement et des domaines	Actif	240,002f92c	"	"	1,569f 19c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	35,174f58c	"	"	36,743f77c	"	"	203,259f15c	"	"
		Non-actif	416,172 65	91,627f 36c	285f72c	65,692 43	17,525f57	74f 52c	"	"	"	20f 80	"	"	"	"	"	52,574 87	18,362f15	51f50	118,288 10	35,887f72	126 02	297,884 55	55,739f64	159f70
2	Receveurs des douanes	Actif	13,470 67	"	"	1,232 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,311 88	"	"	2,543 88	"	"	10,926 79	"	"
		Non-actif	1,770 45	148 59	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,770 45	148 59	"	1,770 45	148 59	"	"	"	"
3	Receveurs des postes et des télégraphes	Actif	204,711 21	"	"	8,004 56	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	62,838 62	"	"	70,843 18	"	"	133,868 03	"	"
		Non-actif	15,207 01	28,384 56	2 75	"	1,932 51	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,246 65	5,376 34	"	1,246 65	7,308 85	"	13,960 36	21,075 71	2 75
4	Receveurs des contributions indirectes	Actif	483,061 39	"	"	17,056 12	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	228,809 82	"	"	245,865 94	"	"	237,195 45	"	"
		Non-actif	19,937 29	111,948 88	128 79	"	2,531 08	38 60	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14,630 30	46,140 93	90 19	14,630 30	48,672 01	128 79	5,306 99	63,276 87	"
5	Agents percepteurs de droits de chancellerie dans les postes diplomat. et consul.	Actif	36,904 37	"	"	895 06	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	9,125 95	"	"	10,021 01	"	"	26,883 36	"	"
		Non actif	8 90	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	8 90	"	"	8 90	"	"	"	"	"
	TOTAL	Actif	978,150 56	"	"	28,756 93	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	337,260 85	"	"	366,017 78	"	"	(c) 612,132 78	"	"
		Non-actif	453,096 30	232,109 39	417 26	65,692 43	21,989 16	113 12	"	"	"	20 80	"	"	"	"	"	70,231 17	70,028 01	141 69	135,944 40	92,017 17	254 81	317,151 90	140,092 22	162 45
6	Prêts à divers manufacturiers. (Loi du 8 sept. 1830.)	Actif	9,857 53	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	9,857 53	"	"
		Non-actif	140,142 47	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	140,142 47	"	"
	TOTAL		1,581,246 86	232,109 39	417 26	94,449 36	21,989 16	113 12	"	"	"	20 80	"	"	"	"	"	407,492 02	70,028 01	141 69	501,962 18	92,017 17	254 81	1,079,284 68	140,092 22	162 45
7	Justice		56,290 68	1,469 69	413 15	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	56,290 68	1,469 69	413 15
8	Affaires étrangères		2,088 87	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,088 87	"	"
9	Intérieur		414,560 90	419 71	465 82	667 08	112 66	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	43,856 55	"	"	44,523 63	112 66	"	370,037 27	307 05	465 82
9 bis	Algérie		1,880 11	2 06	"	1,140 29	2 06	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,140 29	2 06	"	739 82	"	"
10	Finances		533,529 30	1,281 17	"	17,673 13	952 42	"	20f00c	"	"	"	"	"	"	"	"	28,694 40	"	"	54,747 58	952 42	"	478,781 72	328 75	"
11	Guerre. — Fournisseurs et comptables		24,553,351 64	305,758 26	463 74	23,696 99	14,801 52	84 85	"	"	"	20,728,132 53	"	"	"	"	"	403,106 52	63,560 53	39 90	21,154,936 04	78,362 05	124 75	3,398,415 60	227,396 21	338 99
12	Guerre. — Officiers, sous-officiers et soldats		1,176,798 60	20,567 89	222 14	48,489 65	1,045 57	77 80	265 90	"	"	2,488 23	"	"	"	"	"	60,199 36	157 88	68 06	111,443 14	1,203 45	145 86	1,065,355 46	19,364 44	76 28
13	Marine. — Fournisseurs, comptables et armateurs		71,086 47	1,982 41	25 68	22,148 89	126 19	"	"	"	"	5,124 80	"	"	"	"	"	13,865 11	"	25 68	41,138 80	126 19	25 68	29,947 67	1,856 22	"
14	Marine. — Marins		97,330 41	"	15 20	4,100 92	"	"	"	"	"	31 42	"	"	"	"	"	14,270 11	"	15 20	26,438 45	"	15 20	70,891 96	"	"
14 bis	Colonies		74,180 92	2,040 50	132 60	17,997 08	155 18	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	17,997 08	155 18	"	56,183 84	1,885 32	132 60
15	Instruction publique		7,485 90	18 80	"	7,103 83	18 80	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	195 22	"	"	7,299 05	18 80	"	186 85	"	"
15 bis	Beaux-arts		50,141 69	2,804 68	"	15,000 00	560 40	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	15,000 00	560 40	"	35,141 69	2,244 28	"
16	Travaux publics		2,542,806 55	3,403 44	531 19	26,048 07	2,026 94	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	86,661 03	1,376 50	8 70	112,709 10	3,403 44	8 70	2,430,097 45	"	522 49
16 bis	Chemins de fer de l'État		52,629 54	1,958 22	"	4,141 87	511 60	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,799 55	511 60	"	47,829 99	1,446 62	"
17	Agriculture		605,021 72	"	"	158,328 78	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	158,328 78	"	"	446,692 94	"	"
17 bis	Commerce		304,353 49	43,544 61	196 95	99 80	4 70	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	99 80	4 70	"	304,253 69	43,539 91	196 95
17 ter	Coupes de bois		11,990 06	"	5,667 61	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	11,990 06	"	5,667 61
18	Postes et télégraphes		106,860 16	1,601 21	7 83	6,451 17	259 63	"	2,458 00	119 77	"	"	"	"	"	"	"	7,875 45	"	"	16,784 62	379 40	"	90,075 54	1,221 81	7 83
18 bis	Caisse nationale d'épargne		398,091 00	45,491 72	161 10	588 39	1,410 44	64 25	"	"	"	"	"	"	"	"	"	35,807 64	863 11	"	36,396 03	2,273 55	64 25	361,694 97	43,218 17	96 85
19	Écoles du Gouvernement		231,382 34	1,476 30	207 50	110,642 72	341 80	32 55	42 75	"	"	212 77	"	"	"	"	"	15,447 06	"	32 25	126,345 30	341 80	64 80	105,037 04	1,134 50	142 70
20	Débets de l'Agence judiciaire		"	"	8,202 65	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5,698 75	"	"	5,698 75	"	"	2,503 90
	TOTAL des divers débiteurs		31,291,860 35	433,820 67	16,713 16	464,318 66	22,329 91	259 45	2,786 65	119 77	"	20,735,989 75	"	"	"	"	"	709,978 45	65,958 02	5,888 54	21,930,127 24	88,407 70	6,147 99	9,361,733 11	345,412 97	10,565 17
	REPORT des débets des comptables des finances et des divers prêts		1,581,246 86	232,109 39	417 26	94,449 36	21,989 16	113 12	"	"	"	20 80	"	"	"	"	"	407,492 02	70,028 01	141 69	501,962 18	92,017 17	254 81	1,079,284 68	140,092 22	162 45
	TOTAL		32,873,107 21	665,930 06	17,130 42	558,768 02	44,319 07	372 57	2,786 65	119 77	"	20,736,010 55	"	"	"	"	"	1,117,470 47	135,986 03	6,030 23	22,432,089 42	180,424 87	6,402 80	10,441,017 79	485,505 19	10,727 62
21	Associations ouvrières. (Décret du 5 juillet 1848.)		196,161 25	70,102 19	"	953 99	392 01	"	"	"	"	381 82	"	"	"	"	"	194,106 04	69,710 18	"	195,441 85	70,102 19	"	719 40	"	"
22	Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)		8,247,822 25	394,076 94	925 71	67,092 02	8,991 77	"	"	"	"	50,000 00	3,345 00	"	"	"	"	4,545,913 23	253,198 70	550 60	4,663,005 25	265,535 47	550 60	(B) 3,584,817 00	128,541 47	375 11
	TOTAL GÉNÉRAL		41,317,090 71	1,130,109 19	18,056 13	626,814 03	53,702 85	372 57	2,786 65	119 77	"	20,786,392 37	3,345 00	"	653 73	"	"	5,857,489 74	458,894 91	6,580 83	27,290,536 52	516,062 53	6,953 40	14,026,554 19	614,046 66	11,102 73

(A) 680,889f 45c

OBSERVATIONS.

(A) Les résultats constatés à la Direction de la Comptabilité publique donnent un chiffre de 718,337 fr. 76 se décomposant ainsi qu'il suit :

1° Aux comptes des débets et créances compris dans l'actif de l'Administration des finances (voir le compte de trésorerie, page 359), pour..... 61,104f68c

2° Au compte des produits divers du budget (voir pages 124 et 125), pour 604,267 fr. 64, savoir :

Recettes sur débets de comptables et créances litigieuses non compris dans l'actif de l'Administration des finances..... 87,794f71

Recettes sur divers débets poursuivis par l'Agence judiciaire et non compris dans l'actif, savoir :
A l'exercice 1897.. 2,118f61c
A l'exercice 1898.. 484,789 41 } 486,908 02

Intérêts et frais sur prêts faits à l'industrie (loi du 1er août 1860), savoir :
Caisse centrale du Trésor public.. 375f05
Départemts 8,616 72 } 8,991 77
Colonies... "

Recouvrements sur les prêts à l'industrie :
Caisse centrale du Trésor..... 19,227 14

Remboursement de prêts aux associations ouvrières :
Caisse centrale du Trésor..... 1,346 00

} 604,267 64

3° Aux services spéciaux du Trésor (voir page 293) pour 52,965 fr. 44, savoir :

Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)
Capital..... 52,965 44

TOTAL..... 718,337 76

Cette somme, comparée avec le chiffre de l'Agence judiciaire..... 680,889 45

fait ressortir une différence en plus à la Comptabilité publique de..... 37,448 31

Cette différence se décompose ainsi qu'il suit :

1° 32,347 fr. 75 représentant des débets de comptables compris dans l'actif de l'Administration des finances, portés aux créances caduques (décision ministérielle du 5 mars 1898), et dont le remboursement au profit du Trésor a été prescrit par décision ministérielle du 29 décembre 1898 ;

2° 5,061 fr. 66 représentant le reliquat d'une créance comprise dans les services spéciaux du Trésor parmi les prêts faits à l'industrie (loi du 1er août 1860), créance éteinte à la suite d'une transaction homologuée par décret en conseil d'État du 19 février 1897, et dont le remboursement au profit du Trésor a été prescrit par décision ministérielle du 7 septembre 1898.

Ces sommes ont cessé de figurer dans les écritures de l'Agence judiciaire dès que la déclaration de caducité a été prononcée, ou que la transaction a été homologuée.

3° 38 fr. 90 représentant le capital d'un prêt à l'industrie concédé en vertu de la loi du 1er août 1860 et figurant encore dans les prêts en cours. Ladite somme a été portée aux créances caduques (décision ministérielle du 5 mars 1898) et son remboursement au profit du Trésor a été prescrit par décision ministérielle du 7 septembre 1898.

(B) Le solde débiteur du compte des *Prêts faits à l'industrie*, aux services spéciaux du Trésor (page 293), n'est que de 1,589,737 fr. 12 (voir note, page 926).

(C) Voir page 933, note (1).

ÉTAT N° 2.

Suite des DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES.

SECTIONS	DÉSIGNATION DES SECTIONS	SITUATION DANS LES ÉCRITURES de la Direction de la Comptabilité publique. — Débets compris dans l'actif de l'Administration des finances.
1	Receveurs de l'enregistrement et des domaines	222,542f 73c
2	Receveurs des douanes	12,238 67
3	Receveurs des postes	196,053 03
4	Receveurs des contributions indirectes	450,202 14
5	Agents des chancelleries diplomatiques et consulaires	36,009 31
		(A) 917,045 88
6	Prêts faits à divers manufacturiers. (Loi du 8 septembre 1830.)	9,857 53
	TOTAL	926,903 41

OBSERVATIONS

La situation des débets de comptables compris dans l'actif de l'Administration des finances au 1er janvier 1899, ressort dans les écriture de l'Agence judiciaire du Trésor 612,132f 78c

et dans celles de la Direction de la Comptabilité publique 917,045 88

Soit une différence de 304,913 10

de la Comptabilité publique.

Cette somme de 304,913 fr. 10 représente le montant de créances déclarées caduques par décisions ministérielles des 5 mars, 12 avril et 24 juin 1898. Ces créances se décomposant ainsi qu'il suit :

Caducités de	1893	68,356f 72c	somme égale	304,913f 10c
	1894	167,077 31		
	1895	69,479 07		

Les crédits ouverts chaque année par les lois de finances au chapitre du Ministère des finances « *Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie* », qui doit supporter la dépense dont il s'agit, étant insuffisants pour permettre à la Direction de la Comptabilité publique d'atténuer dans ses écritures le compte « *comptables en débets* » du montant de ces créances, et les crédits supplémentaires demandés n'ont pas encore été votés par le Parlement, il n'a pas été possible d'émettre les ordonnances de remboursement nécessaires à l'exécution des décisions précitées.

COMPTE DES FONDS DE CONCOURS

AU 31 DÉCEMBRE 1898.

NOTE

SUR LES FONDS DE CONCOURS POUR DÉPENSES D'INTÉRÊT PUBLIC.

L'examen des opérations relatives au recouvrement des sommes dues à titre de fonds de concours par des départements, des communes ou des particuliers, etc., avait attiré, dès l'année 1882, l'attention de la Commission de vérification des comptes des Ministres pour l'exercice 1875. Pour faciliter le contrôle de ces opérations, l'Administration des finances avait prescrit aux comptables, à partir de 1882, de présenter, dans des états détaillés destinés à être soumis aux commissions financières, la comparaison des versements effectués avec les engagements souscrits.

Mais la Cour des comptes, d'une part, et, d'autre part, les Commissions de vérification des comptes des Ministres pour les années 1883, 1884 et 1885, ont fait remarquer que la nature même des choses s'oppose à ce que les comptables du Trésor connaissent l'intégralité des engagements souscrits, puisque l'existence des conventions de fonds de concours ne leur est révélée le plus souvent qu'au moment où ces conventions entrent dans la période de recouvrement. En vue de compléter les éléments nécessaires au contrôle, les Ministres se sont engagés à fournir annuellement, à partir de 1888, une situation, établie sur les bases ci-après, de tous les engagements de fonds de concours dont il leur appartient d'assurer l'exécution :

La situation comprend la nomenclature de tous les engagements en vigueur au 1er janvier de l'année dont il est rendu compte ou souscrits pendant le courant de cette année, quelle que soit, d'ailleurs l'époque à partir de laquelle ils sont exigibles;

Elle indique, pour chacune des parties versantes, la date et la nature des actes constitutifs ou approbatifs des conventions, ainsi que les conditions d'après lesquelles ces conventions sont exécutoires;

Elle présente la marche du service de recouvrement depuis l'origine de chaque convention; mais, afin de faciliter le travail de vérification et d'établir des points de rapprochement avec les écritures des comptables, les versements des années antérieures sont distingués de ceux qui sont relatifs à l'année courante;

Enfin elle donne, par comparaison entre le chiffre des titres de perception mis en recouvrement et celui des versements effectués, le montant des restes à recouvrer au 31 décembre.

La loi du 26 janvier 1892 a, par son article 77, rendu obligatoire la production de cette situation qui doit être établie en deux expéditions, dont l'une est adressée à la Cour des comptes et l'autre est destinée à être mise sous les yeux de la Commission de vérification des comptes des Ministres.

Les résultats généraux des situations dressées pour 1898 sont résumés dans le tableau ci-après :

SITUATION POUR L'ANNÉE 1898

1° Des engagements contractés par des départements, des communes ou des particuliers, etc., à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT TOTAL des engagements.	TITRES DE PERCEPTION émis antérieurement au 1er janvier 1898.	TITRES DE PERCEPTION de l'année 1898.	TITRES DE PERCEPTION total.	VERSEMENTS EFFECTUÉS sur les engagements en cours. Versements antérieurs au 1er janvier 1898.	VERSEMENTS EFFECTUÉS Versements de l'année 1898.	VERSEMENTS EFFECTUÉS total.	RESTES à recouvrer exigibles au 31 décembre 1898. (Différence entre les colonnes 5 et 8.)	OBSERVATIONS.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Finances		7,235,299 90	3,229,678 15	2,393,947 74	5,623,625 89	3,229,630 39	2,378,029 50	5,607,659 89	15,966 00	(A) Le montant des titres de perception, accusé par les situations des ministères, est de ..... 20,848,901f 06c tandis que d'après les comptes des comptables, il ressort à ..... 20,889,682 19 La différence, soit ..... 40,781 13 représente des erreurs d'imputation régularisées par voie de virements (art. 231, 244, 285, 311, 312, 313 et 314 du Journal général).
Justice et Cultes	Service de la Justice	8,128 28	8,128 28	"	8,128 28	7,592 44	"	7,592 44	535 84	
	Service des Cultes	747,219 42	267,341 77	192,212 84	459,554 61	234,671 84	223,560 67	458,232 51	1,322 10	
Affaires étrangères		"	"	"	"	"	"	"	"	
Intérieur	Service de l'Intérieur	150,000 00	"	150,000 00	150,000 00	"	150,000 00	150,000 00	"	(B) Le montant des versements effectués pendant l'année 1898, accusé par les situations des ministères, est de ..... 21,129,598 58 tandis que, d'après les comptes des comptables, il ressort à ..... 21,170,379 71 La différence, soit ..... 40,781 13 égale à celle ci-dessus provient des mêmes erreurs d'imputation et a été régularisée par les mêmes écritures.
	Service de l'Algérie	12,831,963 93	2,553,423 17	1,249,160 83	3,802,584 00	2,553,423 17	1,249,160 83	3,802,584 00	"	
Guerre		3,416,779 56	1,070,050 00	760,148 56	1,830,198 56	941,225 00	683,473 56	1,624,698 56	205,500 00	
Marine		1,200 00	"	1,200 00	1,200 00	"	1,200 00	1,200 00	"	
Instruction publique et Beaux-Arts	Service de l'Instruction publique	516,273 03	10,174 72	506,098 31	516,273 03	"	499,719 72	499,719 72	16,553 31	
	Service des Beaux-Arts	324,955 47	74,122 89	248,327 79	322,450 68	74,122 89	248,327 79	322,450 68	"	
Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes	Service du Commerce	15,695 00	"	15,080 00	15,080 00	"	15,080 00	15,080 00	"	
	Service des Postes et des Télégraphes	3,804,114 50	134,756 91	3,633,241 92	3,767,998 83	41,141 79	3,676,916 99	3,718,058 78	49,940 05	
Colonies		37,000 00	"	37,000 00	37,000 00	"	37,000 00	37,000 00	"	
Agriculture		496,402 82	349,331 62	54,510 79	403,842 41	348,384 12	55,458 29	403,842 41	"	
Travaux publics		210,832,810 99	120,929,893 19	11,607,972 28	132,537,865 47	120,205,716 61	11,911,671 23	132,117,387 84	420,477 63	
Totaux		240,417,842 90	128,626,900 70	20,848,901 06	149,475,801 76	127,635,908 25	21,129,598 58	148,765,506 83	710,294 93	

2° Des fonds de concours provenant du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage.

Guerre	2,699f 00c	"	2,699f 00c	2,699f 00c	"	2,699f 00c	2,699f 00c	"
Agriculture	2,214,007 99	"	2,214,000 34	2,214,000 34	"	2,213,982 04	2,213,982 04	18 30
Totaux	2,216,706 99	"	2,216,699 34	2,216,699 34	"	2,216,681 04	2,216,681 04	18 30

Certifié le Compte rendu, pour l'année 1898,

Conforme, dans toutes ses parties, aux résultats inscrits périodiquement sur les livres de la Direction de la comptabilité publique d'après les comptabilités des divers ordonnateurs des services publics et d'après les écritures journalières de tous les préposés à la réalisation des recettes et à l'acquittement des dépenses de l'État; vu et contrôlé avec les comptes individuels établis sur pièces justificatives par les comptables, pour être soumis au jugement de la Cour des comptes.

Paris, le 15 juillet 1899

Le Directeur de la Comptabilité publique,
A. CHAPERON.

Arrête par le Ministre des Finances,
J. CAILLAUX.

RÉPERTOIRE

ALPHABÉTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

DES

DOCUMENTS SPÉCIAUX

INSÉRÉS DANS LES COMPTES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES ANTÉRIEURS À 1898.

NOTE SUR LE RÉPERTOIRE

DES

DOCUMENTS SPÉCIAUX INSÉRÉS DANS LES COMPTES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

ANTÉRIEURS À 1898.

Le compte général de l'Administration des finances retrace l'ensemble et les détails des différents services qui ont été exécutés pendant l'année dont il porte la date. Les services qui composent la gestion habituelle des finances de l'État occupent dans ce compte une place permanente, et l'on peut toujours, en se reportant d'une année à l'autre, parcourir toute la période que les opérations ont embrassée depuis leur origine. Mais d'autres services, motivés par des circonstances accidentelles et d'une durée temporaire, des opérations spéciales, des comptes rendus sur des points particuliers, cessent nécessairement de figurer dans le compte général des finances lorsque les faits qui les concernent sont terminés ou ont cessé d'offrir l'actualité qui les avait fait produire. Cette méthode est commandée à la fois par la nécessité de maintenir l'ordre et la clarté dans le compte, et de prévenir l'extension inutile de ses développements.

Toutefois, pour faciliter les recherches au sujet des documents spéciaux dont on vient de parler, il a paru convenable d'en dresser un répertoire alphabétique et un répertoire chronologique qui, insérés dans chaque compte annuel, le relient, pour ainsi dire, à tous les précédents, en présentant, à défaut du document lui-même que l'on aurait intérêt à consulter, l'indication précise du compte où il se trouve. On remarquera, à l'égard des opérations spéciales qui se sont échelonnées pendant un certain nombre d'années et dont il a toujours été rendu un compte définitif lors de leur clôture, que c'est à ce compte final qu'il a été renvoyé dans le répertoire alphabétique, afin de permettre de remonter successivement aux comptes analogues sur le même sujet.

Le compte général de l'Administration des finances a été fondé par l'article 3 de la loi du 19 nivôse an IX (9 janvier 1800), portant que « le compte général des recettes et des dépenses publiques faites pendant l'année sera rendu au Gouvernement par le Ministre des finances et présenté au Corps législatif dans le quatrième mois, au plus tard, de l'année suivante ». En conséquence, le répertoire chronologique remonte à l'année 1800, date du premier compte rendu régulièrement.

RÉPERTOIRE ALPHABÉTIQUE

DES DIVERS DOCUMENTS SPÉCIAUX

SUCCESSIVEMENT PUBLIÉS DANS LES COMPTES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES ET QU'IL N'Y A PAS EU LIEU DE REPRODUIRE DANS CELUI DE L'ANNÉE 1898.

	VOLUMES où se trouvent les documents. Années.	Pages.
A		
Agence judiciaire du Trésor (Premier compte de l')	1824.	211 à 222
Aliénations de bois de l'État — effectuées en vertu de la loi du 25 mars 1831	1835.	442 à 445
Aliénations de bois de l'État — effectuées du 1er avril 1814 au 1er janvier 1837	1837 (2e partie).	92 et 93
Allumettes chimiques (Frais d'expertise et d'expropriation des fabriques en vertu de la loi du 2 août 1872)	1883.	793 et 794
Amortissement. — Compte du régime antérieur à la loi du 11 juillet 1866	1866.	587 à 627
Amortissement. — Compte du régime de la loi du 11 juillet 1866	1871.	711 à 727
Ancien domaine extraordinaire. — Premier compte publié	1822.	210 à 220
Ancien domaine extraordinaire. — Compte des opérations effectuées de 1818 à 1831	1830.	350 à 364
Ancien domaine extraordinaire. — Situation des immeubles au 1er janvier 1848	1847.	642
Ancien domaine extraordinaire. — Compte détaillé des opérations effectuées de 1818 à 1856	1855.	684 à 695
Ancienne liste civile (de Charles X). — Avances pour dépenses d'entretien et de conservation	1830.	97
Ancienne liste civile (de Charles X). — Recettes et dépenses relatives à sa liquidation	1831.	130
Ancienne liste civile (de Charles X). — Compte définitif de sa liquidation	1844.	623 à 641
Apurement des exercices clos — Rapport au Roi	1829	7 à 13
Apurement des exercices clos — Développement du compte	1885.	1095 à 1223
Arriéré antérieur au 1er janvier 1816	1824.	92 et 93
Arriéré antérieur au 1er janvier 1816	1834.	300 à 303
Avances à la caisse des chemins vicinaux	1893.	724 et 726
Avances à la caisse des écoles (subvention extraordinaire)	1894.	702
Avances à la Compagnie générale transatlantique	1885.	839 et 840
Avance à la Société générale algérienne	1893.	793
Avances aux compagnies de chemins de fer	1856.	702 et 703
Avances aux compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts	1893.	761 à 763
Avances faites à l'État par les départements, villes, chambres de commerce et syndicats en vue de l'amélioration des rivières, canaux et ports maritimes	1881.	795
Avances pour la portion de l'emprunt ottoman de 1855 garantie par la France	1882.	815
Avances pour la portion de l'emprunt grec garantie par la France	1887.	621
Avances à la Compagnie des services maritimes des messageries nationales	1888.	656
B		
Biens nationaux (Résumé des états de consistance des)	An IX (1800).	77
Bons de la caisse d'amortissement créés pour la liquidation des exercices de l'an IX (1800) à l'an XIII (1804)	1807.	8
Bons de liquidation (Départements)	1892.	761 et 792
Bons du Trésor. (État du mouvement de cinq en cinq jours.)	1845.	172

			VOLUMES où se trouvent les documents. Années.	Pages.
Budgets	des exercices antérieurs à 1810. (Liquidation.)		1811.	7 et 8
	de 1814 à 1829.	Tableaux statistiques, situations financières et règlements législatifs	1836.	158 à 165
		Résultats généraux sur ces budgets	1845.	365 à 369
		Résumé de la situation financière de ces budgets	1885.	707 à 709
	de 1830 à 1847.	Résultats généraux sur ces budgets	1863.	426 à 447
		Résumé de la situation générale des finances		493 à 498
	de 1830 à 1847.	Résumé de la situation financière de ces budgets	1885.	710 à 719
	de 1848 à 1869.	Résumé de la situation financière de ces budgets	*Idem.*	720 et 721
		Résultats généraux sur ces budgets	*Idem.*	722 à 741
		Développement des ressources extraordinaires attribuées aux budgets de 1848 à 1869	*Idem.*	742 à 746
		Résumé de la situation générale des finances	*Idem.*	923 à 930
	des dépenses des exercices 1821 et antérieurs. (Bases de l'apurement de ces budgets.)		1823.	108 à 113
	de la Hollande		1810.	54
	des Etats Romains		*Idem.*	62 et 63
	des Provinces Illyriennes		*Idem.*	66 et 67
Budget extraordinaire			1891.	358 à 366
Budget sur ressources spéciales			1893.	794 à 797

C

Caisse des Dépôts et consignations (Capital des rentes remises à la)			1886.	646
Caisse des lycées, collèges et écoles, s/c de subventions imputables sur la dette flottante			1893.	727 à 736
Caisse des lycées, collèges et écoles. (Avances remboursables)			1893.	737
Caisse nationale d'épargne (Frais de premier établissement de la)			1885.	882
Cautionnements	Compte d'apurement de ce service, en capitaux et intérêts.		1824.	170 à 202
	Déficit du Trésor sur les cautionnements		1832.	313
	Payements faits pour les intérêts de cautionnements en excédent des crédits législatifs		1835.	211
	Explications sur l'emploi des capitaux de cautionnements réalisés depuis la loi du 28 avril 1816		1836.	408 à 411
	Mouvement des capitaux de cautionnements de 1814 à 1847		1846.	508 et 509
	Prélèvements effectués sur les capitaux de cautionnements au profit des budgets de 1814, 1816 et 1820		1888.	649
Commune de Paris	Fonds saisis chez divers comptables		1876.	650
	Liquidation de diverses charges et dépenses		1879.	753
Compte de liquidation.	1re partie		1880.	742 à 755
	2e partie		1882.	765 à 792

	VOLUMES où se trouvent les documents. Années.	Pages.
Consolidations... des bons du Trésor: remis à la Caisse d'amortissement	1838 (1re partie).	526 et 527
des bons du Trésor: remis à divers antérieurement au 24 février 1848	1849.	166 et 167
des bons du Trésor: en remboursement de dépôts aux caisses d'épargne	*Idem.*	*Idem*
des fonds des caisses d'épargne: Compte au 30 juin 1837	1837.	460 et 461
des fonds des caisses d'épargne: Rentes inscrites au 1er janvier 1852	1851.	454 et 455
des fonds des caisses d'épargne: Compte définitif de la consolidation de 1848	1857.	424
des capitaux de la Dette flottante	1885.	883 à 888
Construction du quartier général du 18e corps d'armée à Bordeaux (Cession et échange de terrains pour la)	1886.	659 et 660
Contributions directes. Dégrèvements de 1814 à 1835	1835	518
Contributions directes. Tableaux analytiques pour 1837	1838 (2e partie).	58 à 73
Contribution de guerre de 100 millions	1817.	32 et 33
Contrôle des comptes des Ministres (Création du)	1826.	7 à 20
Conversion des rentes 5 p. 0/0 en 4 1/2 p. 0/0	1883.	873 à 875
Conversion des titres mexicains	1874.	693 à 695
Créance sur l'Espagne (Règlement de la)	1862.	426 et 427
Crédits d'inscriptions accordés pour les diverses natures de rentes	1883.	868 à 871
Crédits supplémentaires de 1830 à 1836 (Éclaircissements sur les)	1838 (1re partie).	147 à 167
D		
Débets résultant de prêts concédés en vertu de la loi du 1er août 1860 (État des)	1860.	842 et 843
Déclassement de la place de Soissons (Prix de la cession des terrain smilitaires provenant du)	1887.	676
Déficit antérieur au 1er avril 1814	1832.	312
Dépenses antérieures au 1er avril 1814 (Aperçu des sommes dues pour)	1813-1814.	102
Dépenses extraordinaires de guerre imputées sur le produit de l'emprunt de 500 millions autorisé par la loi du 2 mai 1859	1861.	297 à 307
Dette consolidée.. Décomposition du mouvement dans la propriété des rentes	1849.	458 et 459
Dette consolidée.. Décomposition du mouvement dans la propriété des rentes	1851.	450 à 453
Dette consolidée.. Rentes possédées par des établissements publics ou particuliers	*Idem.*	448 et 449
Dette consolidée.. Rentes provenant des caisses d'épargne et du chemin de fer de Lyon, vendues en exécution de la loi du 18 mai 1850	1851.	458 et 459
Dette consolidée.. Dernière situation des rentes 5 p. 0/0	1852.	438 à 445
Dette viagère. — Payements effectués en excédent des crédits législatifs et qui ont constitué le Trésor en déficit	1835.	211
Droits sur les boissons imposés dans les départements où la perception des contributions indirectes a été interrompue en 1830	1832.	652 à 657
E		
Émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Loi de finances de 1885.)	1891.	686 à 688.

	VOLUMES où se trouvent les documents. Années.	Pages.
Émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Loi de finances de 1887.)	1891.	689 à 692.
Émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Loi de finances de 1889.)	1891.	693 et 694.
Emprunts en rentes négociés depuis 1816	1883.	920 et 921
Emprunts législatifs — contractés du 1er avril 1824 au 1er janvier 1838	1837 (1re partie).	423 à 429
de 1844. — Emprunt de 200 millions	1847.	462 et 463
de 1847. — Emprunt de 250 millions	1848.	472 et 473
de 1848. — Emprunt de 13,107,000 francs	1849.	460 et 461
de 1831. — Emprunt de 120 millions	1836.	458 et 459
de 1848. — Emprunt de 100 millions	1850.	454 et 455
de 1854. — Emprunt de 250 millions	1857.	482 à 488
de 1855. — Emprunt de 500 millions	*Idem.*	490 à 496
de 1855. — Emprunt de 750 millions	*Idem*	498 à 504
État général, par département, des recettes faites sur les emprunts de 1854 et 1855	*Idem.*	506 et 507
de 1859. — Emprunt de 500 millions	1861.	508 à 517
de 1864 — Emprunt de 300 millions	1866.	579 à 583
de 1868. — Emprunt de 429 millions	1874.	661 à 664
de 1870. — Emprunt de 750 millions	*Idem.*	667 à 670
de 1870. — Emprunt de 250 millions dit *Emprunt Morgan.*	1875.	677 à 680
de 1871. — Emprunt de 2 milliards	*Idem.*	683 à 687
de 1872. — Emprunt de 3 milliards	1876.	741 à 744
de 350 millions en rentes 3 p. o/o amortissables. (Émission de 1884.)	1887.	649 à 651
Emprunts spéciaux pour ponts, canaux et travaux divers	1838 (1re partie)	412 à 433
Expédition d'Alger (Produits extraordinaires provenant de l')	1830.	37
Exposition universelle internationale de 1878	1886.	636 et 637
F		
Fonds capital de l'Administration des monnaies	1887.	669
Fonds affectés à la construction des écoles supérieures d'Alger (Loi du 19 juillet 1884)	1889.	702 et 703.
Fonds versés par la ville de Nancy pour cession de la caserne Saint-Jean	1889.	706.
Fonds affectés au payement des intérêts et du remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	1894.	703 et 742.
Fonds de concours pour l'exposition universelle de 1889	1894.	737.
Obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	1894.	292 et 772 et 773.
Obligations trentenaires créées pour l'exécution de travaux de chemins de fer (1857-1861)	1894.	766.
Obligations du Trésor public à court terme émises pour le service du compte de liquidation et des budgets à échéances antérieures à 1893	1894.	375.
Forêts — Contenance des forêts au 1er janvier 1837	1837 (2e partie).	94 et 95
Forêts — Compte du fonds spécial pour dépenses d'entretien et d'amélioration	1839 (1re partie).	618

	VOLUMES où se trouvent les documents. Années.	Pages.
G		
Garanties d'intérêts avancées aux compagnies de chemins de fer	1886.	677 et 678
Gouvernement Sarde (Compte des emprunts contractés par le)	1896.	860 à 862
I		
Impôts et revenus indirects. (Résumé spécial.)	1885.	164 à 177
Indemnités allouées aux courtiers de marchandises	1887.	624 et 625
Indemnités américaines	1839 (1re partie).	616
Indemnité des émigrés. — Compte spécial de cette indemnité	1840.	474
Indemnité des émigrés. — Note sur les résultats définitifs de sa liquidation	1842.	440
Indemnité coloniale. — Note sur le compte de la liquidation de cette indemnité	1875.	668
Inondations. — Travaux de défense	1876.	626
J		
Journées de juillet 1830. — Payements faits par le Trésor pendant ces journées pour les voyages de Rambouillet et de Cherbourg	1831.	100 et 101
L		
Liquidation de l'ancienne caisse d'amortissement	1818.	240 à 253
Loterie royale. (Développement au 1er janvier 1836, époque de sa suppression.)	1835.	636 à 641
M		
Madagascar. (Dépenses de l'expédition de)	1897.	734
Monnaies. — Développement sur la démonetisation des espèces retirées de la circulation en vertu de la loi du 10 juillet 1845	1847.	621 à 636
Monnaies (Anciennes) de cuivre fabriquées depuis 1719	1858.	636
Monnaies (Compte du service des)	1885.	1281 à 1301
Moyens extraordinaires des budgets de 1831 à 1835	1837.	456 à 461
O		
Obligations royales rachetées par le Trésor du 1er avril 1814 au 20 mars 1815.	1814-1815.	45
Obligations trentenaires du Trésor	1864.	510
Obligations à court terme. Compte de liquidation	1891.	743 et 744.
Obligations à court terme pour le service des budgets	1892.	765.
Obligations à long terme créées pour l'exécution de travaux publics. (Loi du 29 décembre 1876)	1892.	766 et 767.
P		
Payements faits d'urgence en 1848 (Solde des)	1853.	409
Pensions civiles. — Pensions des anciennes caisses de retraites supprimées	1854.	556 et 557
Pensions civiles sur fonds de retenues (Compte spécial des)	1869.	704 à 719

	VOLUMES où se trouvent les documents. Années.	Pages.
Plans parcellaires des communes (Procès-verbaux de la Commission des)	1807.	120 à 153
Police générale (Dépenses du Ministère de la)	1853.	124
Ponts, canaux et travaux divers. — Développements du compte de ces travaux	1833.	360 à 375
Ponts, canaux et travaux divers. — Compte définitif de ces travaux	1840.	459
Ponts, canaux et travaux divers. — Emprunts spéciaux pour ces travaux	1838 (1re partie).	412 à 433
Prêts au commerce et à l'industrie en 1830	1831.	370 à 373
Prêts au commerce et à l'industrie effectués en 1830 (Développements des)	1855.	72 et 73
Produits budgétaires des nouveaux départements annexés	1869.	836 et 837
Produit de la tombola de l'Exposition universelle de 1889	1896.	719
Produits universitaires rattachés au budget spécial de l'enseignement supérieur	1861.	90 et 91
Produits éventuels du service départemental (Tableau présentant le mouvement des)	1867.	704 à 707
R		
Rachat du palais de l'Industrie	1875.	670
Rachat du Chemin de fer de Paris à Lyon	1849.	462 et 463
Rapport au Roi placé en tête du compte général des finances	1840.	5
Reconnaissances de liquidation (Dernier compte des)	1825.	100 et 101
Refonte générale des monnaies de cuivre. (Loi du 6 mai 1852.)	1858.	634 et 635
Régie des poudres et salpêtres (Liquidation de l'ancienne)	1841.	556
Relevé des émissions provenant de la consolidation des capitaux de la Dette flottante	1885.	992 et 993
Remboursements et restitutions (Développement sur les)	*Idem.*	266 à 269
Rente de l'Inde (Développements sur le produit de la)	1856.	72
Rentes remises à la France par le Gouvernement sarde (Développement sur les)	1863.	478 et 479
Rentes 3 p. o/o amortissables (Tableau des annuités de l'émission de 1891)	1891.	846 et 847
Rentes 4 p. o/o (Mouvement et situation des)	1887.	732
Rentes 4 1/2 p. o/o anciennes (Mouvement et situation des)	1865.	540
Rentes 4 1/2 p. o/o [1852] (Mouvement et situation des)	1887.	730
Rentes 5 p. o/o (Mouvement et situation des)	1883.	872
Rentes viagères pour la vieillesse. (Situation.)	1883.	1040 et 1041
Ressources applicables aux grands travaux d'utilité générale (Développ. sur les)	*Idem.*	476
Résultats généraux sur les budgets de 1870 à 1886	1897.	579 à 607
Résumé de la situation générale des finances. — Modifications apportées aux résultats des situations générales des finances publiées dans les comptes précédents	1847.	320 à 423
Résumé de la situation générale des finances. — Situations résumées des années 1830 à 1847	1863.	493 à 498
Résumé de la situation générale des finances. — Situations résumées des années 1848 à 1870	1885.	923 à 930
Résumé des résultats généraux des emprunts de 1854, 1855, 1859 et 1864	1871.	674 et 675
Résumé des opérations que les trésoriers-payeurs généraux ont faites pour le compte du Trésor	1884.	363 à 367
Retenues proportionnelles sur les traitements et remises	1832.	68
	1849.	234 et 235
S		
Salines et mines de sel de l'Est (Liquidation de l'ancienne compagnie des)	1843.	620
Service colonial (Liquidation définitive du compte du)	1857.	638 à 653

	VOLUMES où se trouvent les documents. Années.	Pages.
Service départemental (Compte du)	1869.	738 à 745
Service des budgets en Algérie (Développement des recettes et des payements faits pour le)	1885.	1248 à 1265
Services spéciaux rattachés aux budgets depuis 1814	1840.	194
	1885.	392 à 398
Services spéciaux (Règlement définitif des)	1843.	274 à 285
Situation générale du Trésor royal et de l'ancienne caisse d'amortissement. 1er avril 1814	1818.	226 à 237
Souscription aux 300,000 obligations trentenaires du Trésor (Situation des fonds provenant de la)	1864.	510
Subventions aux compagnies de chemins de fer (Payements, en obligations trentenaires du Trésor ou en rentes, de)	*Idem.*	512
Subventions aux compagnies de chemins de fer (Payements, en obligations de 15 ans, de). (Loi du 29 décembre 1873.)	1878.	706
Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	1894.	703 à 707
T		
Taxe annuelle sur les biens de mainmorte (Développements de la)	1856.	72
Travaux publics extraordinaires. — Lois des 27 juin 1833 et 3 juin 1834	1840 (1re partie).	391
Travaux publics extraordinaires. — Loi du 17 mars 1837	1843.	350 à 356
Travaux publics extraordinaires. — Loi du 25 juin 1841	1848.	374 à 414
	1849.	358 et 359
Travaux publics extraordinaires. — Loi du 11 juin 1842	1848.	374 à 415
Travaux publics extraordinaires. — Situation financière au 1er janvier 1858	1857.	363 à 375
Trésor de la Couronne. — Recettes et dépenses	1831.	131
Trésor de la Couronne. — Compte réglé entre le Trésor public et le Trésor de la Couronne	1839 (1re partie).	420
Trésor de la Couronne. — Note sur le compte non encore réglé définitivement avec le Trésor public	1851.	386
Troupes étrangères. — Enlèvements de fonds dans les caisses du Trésor	1814-1815.	129, 243, 275, 353
Troupes étrangères. — Payements qui leur ont été faits du 8 juillet au 31 décembre 1815	*Idem.*	299
Trésor public, *s/c* de bons de liquidation, départements	1896.	748
Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme (Loi du 25 juillet 1894.)	*Idem.*	755
V		
Valeurs créées pour le service du Trésor du 20 mars au 8 juillet 1815	1814-1815.	153
Valeurs de caisse et de portefeuille (Mouvement des)	1883.	358 et 359

RÉPERTOIRE CHRONOLOGIQUE

DES DIVERS DOCUMENTS SPÉCIAUX

SUCCESSIVEMENT PUBLIÉS DANS LES COMPTES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES DES ANNEES PRÉCÉDENTES ET QU'IL N'Y A PAS EU LIEU DE REPRODUIRE DANS CELUI DE L'ANNÉE 1898.

COMPTE DE L'AN IX (1800).

Pages.

Biens nationaux. — Résumé des états de consistance des biens nationaux dans les divers départements de la République 77

COMPTE DE L'ANNÉE 1807.

Bons de la caisse d'amortissement. — État de distribution des bons créés pour la liquidation des exercices de l'an IX (1800) à l'an XIII (1804) 8

Procès-verbaux des séances de la commission formée par le Ministre des finances pour délibérer sur le mode d'exécution des plans parcellaires des communes ..... 120 à 153

COMPTE DE L'ANNÉE 1810.

Budget de la Hollande 54

Budget des États Romains ..... 62 et 63

Budget des Provinces Illyriennes ..... 66 et 67

COMPTE DE L'ANNÉE 1811.

Liquidation des exercices antérieurs à 1810. — Note sur le mode adopté pour la liquidation des créances restées à la charge de ces exercices ..... 7 et 8

COMPTE DES ANNÉES 1813 - 1814.

Dépenses antérieures au 1er avril 1814. — Aperçu des sommes dues par les divers Ministeres pour dépenses antérieures à cette date 102

COMPTE DES ANNÉES 1814 - 1815.

Obligations royales. — Bordereau de celles qui ont été rachetées par le Trésor depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 20 mars 1815 45

Enlèvements de fonds dans les caisses du Trésor par les troupes étrangères :

Caisses des payeurs { du 1er avril 1814 au 20 mars 1815 129
du 20 mars au 8 juillet 1815 243

Caisses des receveurs généraux et des payeurs (postérieurement au 8 juillet 1815) ..... 275 à 353

Valeurs créées pour le service du Trésor du 20 mars au 8 juillet 1815 153

Payements faits aux troupes étrangères du 8 juillet au 31 décembre 1815 299

COMPTE DE L'ANNÉE 1817.

Contribution de guerre de 100 millions. — Développement par département des recouvrements faits sur cette contribution ..... 32 et 33

COMPTE DE L'ANNÉE 1818.

Pages.

Situation générale du Trésor royal et de l'ancienne caisse d'amortissement à l'époque du 1er avril 1814. (Exécution des articles 17 et 18 de la loi du 27 juin 1819.) ..... 226 à 237

Compte de la liquidation de l'ancienne caisse d'amortissement arrêté au 1er septembre 1819. (Exécution de l'article 16 de la loi du 27 juin 1819.) ..... 240 à 253

COMPTE DE L'ANNÉE 1822.

Ancien domaine extraordinaire. — Premier compte (du 1er janvier au 31 décembre 1822) rendu en exécution de l'article 99 de la loi de finances du 15 mai 1818 ..... 210 à 220

COMPTE DE L'ANNÉE 1823.

Budgets des dépenses des exercices 1821 et antérieurs. — Situation définitive qui a servi de base à l'apurement final de ces exercices par la loi du 13 juillet 1824 ..... 108 à 113

COMPTE DE L'ANNÉE 1824.

Service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1816. — Dernier compte général et définitif arrêté au 1er janvier 1825, époque à partir de laquelle les Ministres ont dû cesser d'employer les crédits spéciaux qui leur avaient été précédemment ouverts ..... 92 et 93

Service des cautionnements. — Compte d'apurement de ce service, du 1er avril 1814 au 1er janvier 1824, en capitaux et en intérêts ..... 170 à 202

Agence judiciaire du Trésor. — Premier compte publié (au 1er janvier 1825) comprenant l'appréciation des débets et créances litigieuses par la commission spéciale que le Ministre des finances avait nommée à cet effet le 6 octobre 1821 ..... 211 à 222

COMPTE DE L'ANNÉE 1825.

Reconnaissances de liquidation. — Dernier compte (au 1er janvier 1826) du remboursement des effets de cette nature ..... 100 et 101

COMPTE DE L'ANNÉE 1826.

Contrôle des comptes des Ministres. — Rapport au Roi à l'appui de l'ordonnance royale du 9 juillet 1826 qui a créé ce contrôle ..... 7 à 20

COMPTE DE L'ANNÉE 1829.

Apurement des exercices clos. — Rapport au Roi à l'appui de l'ordonnance du 23 décembre 1829 sur cette matière ..... 7 à 13

COMPTE DE L'ANNÉE 1830.

Produits extraordinaires provenant de l'expédition d'Alger en 1830 7

Ancienne liste civile. — État des avances faites pendant l'année 1830 pour dépenses d'entretien et de conservation 97

Ancien domaine extraordinaire. — Compte des opérations effectuées de 1818 à 1831 ..... 350 à 364

COMPTE DE L'ANNÉE 1831.

Payements faits par le Trésor pendant les journées de juillet 1830 et pour le voyage de Rambouillet et de Cherbourg ..... 100 et 101

Pages.

Ancienne liste civile. — Recettes et dépenses constatées pendant l'année 1831 130
Trésor de la Couronne. — Recettes et dépenses effectuées pendant l'année 1831 131
Prêts au commerce. — Développement présentant la situation des engagements et effets divers reçus par le Trésor en garantie de ces prêts ..... 370 à 373

COMPTE DE L'ANNÉE 1832.

Retenues proportionnelles sur les traitements et remises. — Développement, par Ministère et par branche de service, des retenues effectuées pendant les années 1831 et 1832 68
Déficit antérieur au 1er avril 1814. — Dernier développement publié sur ce déficit 312
Déficit du Trésor sur les cautionnements. — Dernière publication du développement sur le déficit du Trésor provenant des cautionnements versés dans les départements séparés de la France 313
Produits spéciaux mis à la disposition des Ministres. — Compte de ces produits pour les Ministères de la justice, de la guerre, de la marine et des finances 378
Développement des droits sur les boissons, imposés d'après la loi du 17 octobre 1830, dans les départements où la perception des contributions indirectes a été interrompue ..... 652 à 657

COMPTE DE L'ANNÉE 1833.

Ponts, canaux et travaux divers soumissionnés. — Compte détaillé du service spécial des ponts, canaux et autres travaux soumissionnés ..... 360 à 375

COMPTE DE L'ANNÉE 1834.

Service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1816. — Dernier compte arrêté au 1er juillet 1834, époque à partir de laquelle sont devenues applicables les nouvelles dispositions de déchéance et de clôture réglées pour ce service par la loi du 4 mai 1834 ..... 300 à 303

COMPTE DE L'ANNÉE 1835.

Tableau des payements effectués pour la dette viagère et les intérêts de cautionnements en excédent des crédits législatifs et qui ont constitué le Trésor en déficit 211
Aliénations de bois de l'État. — Compte définitif de celles qui ont été effectuées en vertu de la loi du 25 mars 1831 ..... 442 à 445
Dégrèvements sur les contributions directes. — Tableau de ceux qui ont eu lieu depuis le 1er avril 1814. (Le détail par année et par contribution de ce dégrèvement se trouve pages 532 et 533 du compte général de l'année 1832.) 518
Loterie royale. — Dernier développement publié au 1er janvier 1836, époque à partir de laquelle elle a été supprimée ..... 636 à 641

COMPTE DE L'ANNÉE 1836.

Tableaux statistiques des budgets de 1814 à 1829 :
1re période de comptabilité. Exercices 1814 à 1821. (Régime antérieur à l'ordonnance royale du 14 septembre 1822.) ..... 158 et 159
2e période de comptabilité. Exercices 1822 à 1829. (Régime postérieur à l'ordonnance précitée.) ..... 160 et 161
Situation financière et règlement législatif des mêmes budgets ..... 164 et 165
Cautionnements. — Explications sur l'emploi des capitaux de cautionnements réalisés par le Trésor depuis la loi du 28 avril 1816 ..... 408 à 411
Emprunt national de 120 millions fait en 1831. — Compte définitif de cet emprunt ..... 458 et 459

COMPTE DE L'ANNÉE 1837.

1re PARTIE.

Pages.

Emprunts législatifs. — Dernier compte des négociations de rentes et des emprunts législatifs qui ont eu lieu depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 1er janvier 1838 ..... 423 à 429

Moyens extraordinaires des budgets. — Compte définitif de ceux qui ont été attribués aux budgets de 1831 à 1835 et au budget spécial des travaux publics ..... 456 à 460

Consolidation des fonds des caisses d'épargne. — Compte du produit de la consolidation des fonds versés au Trésor jusqu'au 30 juin 1837 ..... 460 et 461

2e PARTIE.

Aliénations de bois de l'État. — Tableau de celles qui ont eu lieu depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 1er janvier 1837 ..... 92 et 93

Contenance des forêts. — Développement par département au 1er janvier 1837 ..... 94 et 95

COMPTE DE L'ANNÉE 1838.

1re PARTIE.

Crédits supplémentaires. — Éclaircissements sur ceux qui ont été demandés aux Chambres pour les budgets de 1830 à 1836 ..... 147 à 167

Emprunts spéciaux. — Tableau des emprunts contractés pour ponts, canaux et travaux divers, indiquant les conditions qui les régissent et les charges qu'ils imposent annuellement au budget ..... 412 à 433

Réserve de l'amortissement. — Tableau de la consolidation en rentes des bons du Trésor remis à la caisse d'amortissement antérieurement au 1er janvier 1839 ..... 526 et 527

2e PARTIE.

Contributions directes. — Tableaux analytiques du contingent, en principal, des contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, pour l'exercice 1837, présentant les départements dans l'ordre alphabétique et dans l'ordre d'importance des cotes ..... 58 à 73

COMPTE DE L'ANNÉE 1839.

1re PARTIE.

Trésor de la Couronne. — Compte réglé entre le Trésor public et le Trésor de la Couronne, en exécution de la loi du 2 mars 1832 et de la décision du Ministre des finances du 31 janvier 1840 420

Indemnités américaines. — Compte spécial des indemnités de cette nature dues à des Français. (Exécution de l'article 2 de la loi du 14 juin 1833.) 616

Compte du fonds spécial pour dépenses d'entretien et d'amélioration dans les forêts. (Régime antérieur à l'exercice 1838.) 618

2e PARTIE. (Néant.)

COMPTE DE L'ANNÉE 1840.

1re PARTIE.

Rapport au Roi placé en tête du compte général des finances 5

Budgets de 1830 à 1838. — Tableaux statistiques de ces budgets ..... 188 à 193

Services spéciaux. — Tableau de ceux qui ont été successivement rattachés au budget depuis 1814 194

Pages.

Budget annexe des travaux publics. — Compte définitif du service spécial créé par les lois des 27 juin 1833 et 3 juin 1834 391
Ponts et canaux soumissionnés. — Compte des travaux exécutés sur le produit des emprunts affectés à ce service spécial 459
Indemnité accordée aux émigrés. — Compte spécial de l'exécution de la loi du 27 avril 1825 474

2e PARTIE. (Néant.)

COMPTE DE L'ANNÉE 1841.

1re PARTIE.

Liquidation de l'ancienne régie des poudres et salpêtres 556

2e PARTIE. (Néant.)

COMPTE DE L'ANNÉE 1842.

Indemnité accordée aux émigrés. — Note sur les résultats définitifs de la liquidation de cette indemnité. (Loi du 27 avril 1825 440

COMPTE DE L'ANNÉE 1843.

Règlement définitif des services spéciaux portés pour ordre au budget (dernière insertion) ..... 274 à 285
Travaux extraordinaires régis par la loi du 17 mars 1837 (dernier compte de ce service) ..... 350 à 356
Salines et mines de sel de l'Est. — Compte définitif de la liquidation de l'ancienne compagnie 620

COMPTE DE L'ANNÉE 1844.

Liste civile de Charles X. — Compte définitif de la liquidation. (Loi du 8 avril 1834.) ..... 623 à 641

COMPTE DE L'ANNÉE 1845.

Bons du Trésor. — État présentant le mouvement des bons, de cinq en cinq jours 172
Budgets de 1814 à 1829. — Résultats généraux sur ces budgets ..... 65 à 369

COMPTE DE L'ANNÉE 1846.

Cautionnements. — Tableau récapitulatif des mouvements de capitaux de cautionnements depuis le 1er avril 1814, et situation analysée de ce service au 1er janvier 1847 ..... 508 et 509

COMPTE DE L'ANNÉE 1847.

Résumé de la situation générale des finances. — Tableau explicatif des modifications apportées aux résultats des situations générales des finances publiés dans les comptes des années précédentes ..... 420 à 423
Emprunt de 200 millions en rentes 3 p. o/o, négocié le 9 décembre 1844. — Situation définitive de cet emprunt ..... 462 et 463
Service des monnaies. — Compte rendu de l'exécution de la loi du 10 juillet 1845 sur la démonétisation des espèces retirées de la circulation ..... 621 à 629
Résumé de l'opération du retrait des pièces démonétisées en vertu de la loi précitée ..... 630 et 631
Développement des opérations d'affinage du billon supérieur. (Exécution du traité du 16 décembre 1846.) ..... 632 et 633

Pages.

Développement, par exercice, des dépenses autorisées sur le crédit de 5,250,000 francs ouvert par la loi précitée ..... 634 et 635
Tableau des opérations constatées dans les écritures générales de l'Administration des finances pour la démonétisation des espèces retirées de la circulation 636
Ancien domaine extraordinaire. — Situation des immeubles provenant du domaine extraordinaire qui restaient à aliéner au 1er janvier 1848 642

COMPTE DE L'ANNÉE 1848.

Situation financière du service des travaux extraordinaires. — Résumé des payements effectués et des ressources réalisées par le Trésor au 1er janvier 1849 pour le service des travaux extraordinaires régis par les lois des 25 juin 1841 et 11 juin 1842 374
Développement sur l'excédent de recette réalisé par le Trésor pour les travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841 414
Développement sur les avances du Trésor pour les grandes lignes de chemins de fer et autres travaux régis par la loi du 11 juin 1842 415
Emprunt de 250 millions en rentes 3 p. o/o, négocié le 10 novembre 1847. — Situation définitive de cet emprunt ..... 472 et 473

COMPTE DE L'ANNÉE 1849.

Consolidation des bons du Trésor antérieurs au 24 février 1848. (Décret du 7 juillet 1848.) — Tableau détaillé de cette consolidation ..... 166 et 167
Consolidation des bons du Trésor créés depuis le 1er juillet 1848 en remboursement de dépôts aux caisses d'épargne. (Décret du 7 juillet.) ..... *Ibid.*
Retenues proportionnelles sur les traitements et remises. (Le développement de ces retenues se trouve au volume du compte définitif des recettes de l'exercice 1848, pages 385 à 389.) ..... 234 et 235
Situation financière du service des travaux extraordinaires. — Tableau définitif des allocations générales et des crédits spéciaux pour les travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841 ..... 358 et 359
Décomposition du mouvement dans la propriété des rentes, par mois et par catégorie de propriétaires de rentes ..... 458 et 459
Emprunt de 13,107,000 francs en rentes 5 p. o/o, négocié le 25 juillet 1848. — Situation définitive .. 460 et 461
Rachat des actions du chemin de fer de Paris à Lyon. — Situation définitive des rentes 5 p. o/o délivrées ..... 462 et 463

COMPTE DE L'ANNÉE 1850.

Emprunt national réalisé en exécution des décrets des 9 et 16 mars 1848. — Situation définitive ..... 454 et 455

COMPTE DE L'ANNÉE 1851.

Ancien Trésor de la Couronne. — Note sur le compte non encore réglé définitivement entre le Trésor public et l'ancien Trésor de la Couronne 386
Rentes 5 p. o/o possédées par des établissements publics et particuliers, tant comme propriétaires que comme nus propriétaires, à l'époque du 1er janvier 1852 ..... 448 et 449
Tableau du mouvement dans la propriété des rentes pendant l'année 1851, avec la distinction des opérations d'ordre et des opérations réelles ..... 450 à 453
Rentes 5 p. o/o inscrites pour la consolidation des livrets de caisses d'épargne, en exécution du décret du 7 juillet 1848 ..... 454 et 455
Rentes 5 et 3 p. o/o provenant des caisses d'épargne et du chemin de fer de Lyon, vendues en exécution de la loi du 18 mai 1850 ..... 458 et 459

COMPTE DE L'ANNÉE 1852. Pages.

Rentes 5 p. o/o. — Dernière situation de ces rentes (converties en rentes 4 1/2 p. o/o par le décret du 14 mars 1852) ..... 438 à 445

COMPTE DE L'ANNÉE 1853.

Ministère de la police générale (supprimé par décret du 21 juin 1853). — Dernier développement des dépenses de ce Ministère 124

Payements faits d'urgence en 1848. — Développement sur le solde des dépenses extraordinaires de l'espèce restant à régulariser 409

COMPTE DE L'ANNÉE 1854.

Pensions des anciennes caisses de retraites supprimées. — État des pensions qui ont été inscrites au grand livre de la dette publique, à partir du 1er janvier 1854 ..... 556 et 557

COMPTE DE L'ANNÉE 1855.

Produits universitaires rattachés, à partir de 1855, au budget spécial de l'enseignement supérieur ..... 72 et 73

Ancien domaine extraordinaire. — Tableau détaillé présentant le mouvement de toutes les créances depuis le 15 mai 1818 jusqu'au 1er janvier 1856 :

Recettes ..... 684 à 691

Dépenses ..... 692 à 694

Résultat du compte au 1er janvier 1856 695

COMPTE DE L'ANNÉE 1856.

Taxe annuelle des biens de mainmorte. — Développement sur cette taxe, classée, à partir de 1827, parmi les produits divers du budget 72

Rente de l'Inde. — Développement sur ce produit, classé comme ci-dessus à partir de 1857 ..... *Ibid.*

Avances faites aux compagnies de chemins de fer. — Développement de ces avances et appréciation de celles qui restaient à recouvrer au 1er janvier 1857 ..... 702 et 703

COMPTE DE L'ANNÉE 1857.

Service des travaux extraordinaires. — Dernière situation financière publiée ..... 363 à 375

Consolidation des fonds des caisses d'épargne. — Compte définitif du produit de cette consolidation 424

Emprunt national de 250 millions. — Compte définitif ..... 482 à 488

Emprunt national de 500 millions. — *Idem* ..... 490 à 496

Emprunt national de 750 millions. — *Idem* ..... 498 à 504

État général, par département, des recettes faites sur les emprunts nationaux des années 1854 et 1855 ..... 506 et 507

Service colonial. — Compte de la liquidation définitive de ce service ..... 638 à 653

COMPTE DE L'ANNÉE 1858.

Monnaies. — Situation générale et définitive des opérations faites depuis le commencement de la refonte, relativement au retrait des anciennes pièces de cuivre et à la fabrication des nouvelles monnaies de bronze. (Loi du 6 mai 1852.) ..... 634 et 635

Dernière situation des anciennes monnaies de cuivre fabriquées depuis 1719 636

COMPTE DE L'ANNÉE 1861.

Produits budgétaires des nouveaux départements annexés ..... 90 et 91

Compte définitif de l'emprunt national de 500 millions. (Loi du 2 mai 1859.) ..... 508 à 517

Compte sommaire des dépenses extraordinaires de guerre imputées sur le produit de cet emprunt ..... 297 à 307

COMPTE DE L'ANNÉE 1862.

Pages.

Règlement de la créance sur l'Espagne..... 426 et 427

COMPTE DE L'ANNÉE 1863.

Résultats généraux sur les budgets de 1830 à 1840..... 426 à 448
Résumés de la situation générale des finances du 1er janvier 1831 au 1er janvier 1841..... 493 à 497
Développement sur les ressources applicables aux grands travaux d'utilité générale..... 476
Développement sur les rentes remises à la France par le Gouvernement sarde..... 478 et 479

COMPTE DE L'ANNÉE 1864.

Développement sur les fonds provenant de la souscription aux 300,000 obligations trentenaires..... 510
Développement sur les subventions payées aux compagnies de chemins de fer en obligations trentenaires du Trésor ou en rentes..... 511

COMPTE DE L'ANNÉE 1865.

Mouvement et situation des rentes 4 1/2 p. 0/0 (anciennes)..... 540

COMPTE DE L'ANNÉE 1866.

Emprunt national de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.)..... 579 à 583
Compte de l'amortissement antérieurement à la loi du 11 juillet 1866..... 587 à 627

COMPTE DE L'ANNÉE 1867

Tableau présentant le mouvement des produits éventuels du service départemental..... 704 à 707

COMPTE DE L'ANNÉE 1869.

Compte spécial des pensions civiles sur fonds de retenue..... 704 à 719
Compte du service départemental..... 738 à 745
Développement des prêts au commerce et à l'industrie qui ont été effectués en 1830..... 836 et 837
État des débets résultant des prêts concédés en vertu de la loi du 1er août 1860..... 842 et 843

COMPTE DE L'ANNÉE 1871

Résumé des résultats généraux des emprunts de 1854, 1855, 1859 et 1864..... 674 et 675
Compte de l'amortissement des rentes. (Régime de la loi du 11 juillet 1866.)..... 711 à 727

COMPTE DE L'ANNÉE 1874.

Compte de l'emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)..... 661 à 664
Compte de l'emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870 et décret du 19 du même mois.)..... 667 à 670
Compte de la conversion des titres mexicains..... 693 à 695

COMPTE DE L'ANNÉE 1875.

Compte de la liquidation de l'indemnité coloniale..... 668 et 669
Compte du rachat du Palais de l'Industrie..... 970
Compte de l'emprunt de 250 millions. (Décret du 25 octobre 1870.)..... 677 à 680
Compte de l'emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871 et décret du 23 du même mois.)..... 683 à 687

COMPTE DE L'ANNÉE 1876.

Pages.

Compte de l'emprunt de 3 milliards. (Loi du 15 juillet 1872 et décret du 20 du même mois.) . . . . . 741 à 744
Travaux de défense des villes contre les inondations 626
Fonds saisis chez divers comptables par la Commune de Paris. (Loi du 10 août 1876.) 650

COMPTE DE L'ANNÉE 1878.

Trésor public, s/c de subventions à payer aux compagnies de chemins de fer en obligations de 15 ans. (Loi du 29 décembre 1873.) . . . . . 706 et 707

COMPTE DE L'ANNÉE 1880.

Compte de liquidation (1re partie) . . . . . 742 à 755

COMPTE DE L'ANNÉE 1881.

Remboursement, en capital, des avances faites à l'État par les départements, villes, chambres de commerce et syndicats en vue de l'amélioration des rivières, canaux et ports maritimes. . . . . 795 à 799

COMPTE DE L'ANNÉE 1882.

Compte de liquidation (2e partie) . . . . . 785 à 792
Avances pour la portion de l'emprunt ottoman de 1855 garantie par la France 815

COMPTE DE L'ANNÉE 1883.

Mouvement des valeurs de caisse et de portefeuille . . . . . 358 et 359
Frais d'expertise et d'expropriation des fabriques d'allumettes chimiques . . . . . 793 et 794
Situation des crédits d'inscription accordés pour les diverses natures de rentes . . . . . 868 à 871
Mouvement et situation des rentes 5 p. 0/0 872
Conversion des rentes 5 p. 0/0 en 4 1/2 p. 0/0. (Dispositions législatives et réglementaires.) . . . . . 873 à 875
Tableau des emprunts en rentes négociés depuis 1816 . . . . . 920 et 921
Relevé de la situation des rentes viagères pour la vieillesse . . . . . 1040 et 1041

COMPTE DE L'ANNÉE 1884

Résumé des opérations que les trésoriers-payeurs généraux des finances ont faites pour le compte du Trésor pendant l'année . . . . . 363 à 367

COMPTE DE L'ANNÉE 1885.

Résumé spécial des impôts et revenus indirects . . . . . 164 à 177
Développement des remboursements et restitutions, non-valeurs et primes . . . . . 266 à 269
Tableau des services qui, depuis 1814, faisaient l'objet de services spéciaux ou d'opérations de trésorerie et qui ont été successivement rattachés aux budgets . . . . . 392 à 398
Résumé de la situation financière des budgets de 1814 à 1829, de 1830 à 1847 et de 1848 à 1869 . . . 707 à 721
Résultats généraux des budgets de 1848 à 1869 . . . . . 722 à 741
Développement des ressources extraordinaires attribuées aux budgets de 1848 à 1869 . . . . . 742 à 746
Avances à la Compagnie générale transatlantique . . . . . 839 et 840
Frais de premier établissement de la Caisse nationale d'épargne 882
Produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante . . . . . 883 à 888
Résumé de la situation générale des finances du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1870 . . . . . 923 à 930
Relevé des émissions provenant de la consolidation des capitaux de la dette flottante . . . . . 992 et 993
Développement, par Ministère, du compte d'apurement des exercices clos . . . . . 1095 à 1223
Développement des recettes et des payements faits pour le service des budgets en Algérie . . . . . 1248 à 1265
Compte du service des monnaies . . . . . 1281 à 1301

COMPTE DE L'ANNÉE 1886.

Pages.

Exposition universelle internationale de 1878 ..... 636 et 637
Capital des rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations 646
Cession et échange de terrains pour la construction du quartier général du 18e corps d'armée à Bordeaux. 659 et 660
Compagnies de chemins de fer, l/c de garantie d'intérêts 677
Divers budgets, l/c de garanties d'intérêts avancées aux compagnies de chemins de fer 678

COMPTE DE L'ANNÉE 1887.

Avances pour la portion de l'emprunt grec garantie par la France 621
Indemnités allouées aux courtiers de marchandises ..... 626 et 627
Produit de l'emprunt de 350 millions en rentes 3 p. 0/0 amortissables. (Émission de 1884.) ..... 649 à 651
Fonds capital de l'Administration des monnaies 669
Prix de la cession à la ville de Soissons de terrains militaires provenant du déclassement de la place 676
Mouvement et situation des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) 730
Mouvement et situation des rentes 4 p. 0/0 732

COMPTE DE L'ANNÉE 1888.

Prélèvements effectués sur les fonds des capitaux de cautionnements au profit des budgets de 1814, 1816 et 1820 649
Avances à la compagnie des services maritimes des messageries nationales 656

COMPTE DE L'ANNÉE 1889.

Fonds affectés à la construction des Écoles supérieures d'Alger. (Loi du 19 juillet 1884) ..... 702 et 703
Fonds versés par la ville de Nancy pour cession de la caserne Saint-Jean 706

COMPTE DE L'ANNÉE 1891.

Budget extraordinaire ..... 358 à 366
Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme autorisées par la loi de finances de 1885. 686 à 688
Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme autorisées par la loi de finances de 1887. 689 à 692
Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme autorisées par la loi de finances de 1889. 693 à 694
Trésor public, s/c d'obligations à court terme. Compte de liquidation ..... 743 à 744
Compte des rentes 3 p. 0/0 amortissables. — Tableau des annuités de l'émission de 1891 ..... 846 à 847

COMPTE DE L'ANNÉE 1892.

Trésor public, *s/c* de bons de liquidation (départements) ..... 761 et 792
Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme pour le service des budgets 765
Trésor public, *s/c* d'obligations à long terme créées pour l'exécution de travaux publics. (Loi du 29 décembre 1876) ..... 766 et 767

COMPTE DE L'ANNÉE 1893.

Budget sur ressources spéciales à partir de l'exercice 1893 ..... 794 à 797
Avances à la Caisse des chemins vicinaux ..... 724 à 726
Caisse des lycées, collèges et écoles, *s/c* de subventions imputables sur la dette flottante ..... 727 à 736
Avances à la Caisse des lycées, collèges et écoles. — Avances remboursables 737
Avances aux Compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts ..... 761 à 763
Remboursement de l'avance à la Société générale algérienne 793

COMPTE DE L'ANNÉE 1894.

Pages.

Avances à la caisse des écoles (subvention extraordinaire) 702

Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires ..... 703 à 707

Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires ..... 703 à 707

Fonds de concours pour l'exposition universelle de 1889 737

Trésor public, *s/c* d'obligations trentenaires créées pour l'exécution des travaux de chemins de fer (1857-1861) 766

Trésor public, *s/c* d'obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires ..... 772 et 773

Reliquat des obligations du Trésor public à court terme émises pour le service du compte de liquidation et des budgets à échéances antérieures à 1893 292

Obligations du Trésor public émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires 292

COMPTE DE L'ANNÉE 1895.

Compte des emprunts contractés par le Gouvernement Sarde ..... 860 à 862

COMPTE DE L'ANNÉE 1896.

Produit de la Tombola de l'Exposition universelle de 1889 719

Trésor public *s/c* de bons de liquidation. (Départements) 748

Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. Loi du 25 juillet 1894 755

COMPTE DE L'ANNÉE 1897.

Résultats généraux sur les budgets de 1870 à 1886 ..... 579 à 607

Compte spécial : Dépenses de l'expédition de Madagascar 744

TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES.

	Pages.
TABLE SOMMAIRE	3
NOTE PRÉLIMINAIRE	5 à 11

COMPTES GÉNÉRAUX.

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.

NOTE EXPLICATIVE	17 à 23
TABLEAU général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1898.	24 à 39
DÉVELOPPEMENT, par classe de comptables, des recettes et des payements de l'année 1898 pour servir de base aux déclarations générales de la Cour des comptes	40 à 69
RÉSUMÉ du développement, par classe de comptables, des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1898	70 et 71

COMPTE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

NOTE EXPLICATIVE	75 à 79
ÉTAT GÉNÉRAL des droits constatés, des recouvrements effectués et des restes à recouvrer sur les exercices 1897, 1898 et 1899, au 1er janvier 1899	80 à 89

		EXERCICES 1897 ET 1898.	
		FRANCE.	ALGÉRIE.
	BUDGET GÉNÉRAL	Pages.	Pages.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.	Contributions directes et centimes d'État	90 à 95	
	Taxes spéciales assimilées aux contributions directes	96 et 97	
	Contributions et taxes assimilées en Algérie		134 et 135
	Enregistrement	98 et 99	136 et 137
	Timbre, Impôt sur les opérations de bourse et taxe sur le revenu des valeurs mobilières	100 et 101	138 et 139
	Douanes	102 et 103	140 et 141
	Contributions indirectes	104 à 107	
	Sucres	106 et 107	
	Contributions diverses de l'Algérie		142 et 143

		EXERCICES 1897 ET 1898.	
		FRANCE.	ALGÉRIE.
		Pages.	Pages.
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.	Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	110 et 111	
	Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses		144 et 145
	Produits des postes, des télégraphes et des téléphones	112 et 113	146 et 147
	Produits de diverses exploitations. — France et Colonies	114 et 115	
§ 3. — PRODUITS DOMANIAUX.	Produits du domaine autre que le domaine forestier	116 à 119	148 et 149
	Produits des forêts	120 et 121	150 et 151
§ 4. — PRODUITS divers du budget		122 à 127	152 et 153
§ 5. — RESSOURCES exceptionnelles		128 et 129	
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	130 et 131	155
	Recettes d'ordre proprement dites	132 et 133	155

Pages.

ÉTAT des recettes faites, en 1898, sur les droits et produits constatés de l'exercice 1899 (France et Algérie) 156

DÉVELOPPEMENT, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1898 . . . . . 157 à 160

COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

NOTE EXPLICATIVE . . . . . 162 à 165

ÉTAT GÉNÉRAL des droits constatés, des payements effectués et des restes à payer sur les exercices 1897, 1898 et 1899, au 1er janvier 1899 . . . . . 166 à 175

			EXERCICES 1897 ET 1898.	
			FRANCE.	ALGÉRIE.
	BUDGET GÉNÉRAL.		Pages.	Pages.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.	Ministère des Finances		176 à 179	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.	Ministère des Finances		180 et 181	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	Ministère des finances		180 et 181	248 et 249
	Ministère de la Justice (Service de la Justice)		182 et 183	248 et 249
	et des Cultes (Service des Cultes)		184	
	Ministère des Affaires étrangères		186 et 187	
	Ministère de l'Intérieur et des Cultes.	Service de l'Intérieur	188 à 193	250 à 257
		Service des Cultes	195	259
	Ministère de la Guerre.	Dépenses ordinaires	196 à 199	
		Dépenses extraordinaires	200 à 203	
	Ministère de la Marine		204 à 207	
	Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.	Service de l'Instruction publique	208 à 211	260 et 261
		Service des Beaux-Arts	212 à 215	262 et 263
	Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.	Service du Commerce et de l'Industrie	216 à 219	264 et 265
		Service des Postes et des Télégraphes	218 et 219	264 et 265
	Ministère des Colonies		220 à 223	
	Ministère de l'Agriculture		224 à 227	264 et 265
	Ministère des Travaux publics.	Dépenses ordinaires	228 à 229	266 et 267
		Dépenses extraordinaires	230 à 235	266
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	Ministère des Finances		236 à 239	268 et 269
	Ministère des Affaires étrangères		238 et 239	
	Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.	Service des Postes et des Télégraphes	240 et 241	270 et 271
	Ministère de l'Agriculture		242 et 243	270 et 271
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	Ministère des Finances			272 et 273
	Ministère de l'Intérieur			272 et 273
	Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.	Service des Postes et des Télégraphes	244 et 245	
	Ministère de l'Agriculture			

		EXERCICES 1897 ET 1898.	
		FRANCE.	ALGÉRIE.
		Pages.	Pages.
RÉCAPITULATIONS DU BUDGET GÉNÉRAL.	Ministère des Finances Ministère des Affaires étrangères Ministère de l'Intérieur Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes Ministère de l'Agriculture	246 et 247	274 et 275
		Pages.	Pages.
DÉVELOPPEMENT des annulations de payements constatées, pendant l'année 1898, sur les dépenses des Ministères	Budget général	276 et 277	278 et 279

	Pages.
DÉPENSES constatées et payements effectués, pendant l'année 1898, sur l'exercice 1899	280
DÉVELOPPEMENT, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1898	281 à 284

COMPTE DE TRÉSORERIE.

NOTE EXPLICATIVE	287
ÉTAT GÉNÉRAL présentant le mouvement des opérations de recettes et de payements pendant l'année 1898	288 et 289
ÉTAT présentant le mouvement des budgets pendant l'année 1898	290 et 291
ÉTAT de développement des services spéciaux du Trésor pendant l'année 1898	292 à 295
ÉTAT de développement des découverts et avances du Trésor pendant l'année 1898	294 et 295
ÉTAT de développement des effets à payer pendant l'année 1898	296 et 297
ÉTAT de développement des correspondants du Trésor pendant l'année 1898	298 à 317
ÉTAT de développement des correspondants des comptables des finances pendant l'année 1898	318 à 345
ÉTAT de développement des fonds particuliers des comptables des finances pendant l'année 1898	346 et 347
ÉTAT de développement des avances pour divers services pendant l'année 1897	348 à 357
ÉTATS de développement des débets de comptables et des créances litigieuses pendant l'année 1898	358 et 359
ÉTAT de développement, par comptes, des mouvements de fonds entre les comptables des finances pendant l'année 1898	362 à 367
ÉTAT de développement, par comptables, des mouvements de fonds entre les comptables des finances pendant l'année 1898	370 à 377
RELEVÉ, par département, des excédents de recettes et de dépenses réalisés par les comptables des finances, pendant l'année 1898, sur les budgets et les services spéciaux, et explication de leurs effets sur les opérations de trésorerie	378 à 381
DÉVELOPPEMENT des bons du Trésor pendant l'année 1898	382

Pages.

DÉVELOPPEMENT du compte : Obligations du Trésor public à court terme pour garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer. (Renouvellement) 383

DÉVELOPPEMENT du compte : Obligations du Trésor public à court terme. (Loi du 17 février 1898) 383

DÉVELOPPEMENT du compte : Traites du caissier-payeur central sur lui-même, pour l'année 1898 384

DÉVELOPPEMENT du compte : Mandats tirés sur le Trésor par les trésoriers-payeurs généraux et autres comptables, pour l'année 1898 385

DÉTAIL, par comptables, des mandats restant à payer et composant l'excédent de recettes du compte précédent 386

COMPTES DES BUDGETS.

NOTE générale sur les comptes des budgets . . . . . 389 et 390

COMPTE DÉFINITIF DU BUDGET DE L'EXERCICE 1897.

NOTE GÉNÉRALE . . . . . 393 à 400

Budget général.

TABLEAU modificatif des évaluations de recettes qui servent de base au compte définitif du budget général de l'exercice 1897 . . . . . France . . . 402 et 403 ; Algérie . . . 404 et 405

TABLEAU modificatif des crédits qui servent de base au compte définitif du budget général de l'exercice 1897 . . . . . France . . . 406 à 409 ; Algérie . . . 410 et 411

RÈGLEMENT définitif des recettes à l'époque de la clôture de l'exercice . . . France . . . 412 et 413 ; Algérie . . . 414 et 415

RÈGLEMENT définitif des dépenses à l'époque de la clôture de l'exercice . . France . . . 416 et 417 ; Algérie . . . 418 et 419

RÉSULTAT du compte définitif du budget général de l'exercice 1897 . . . . . 420 et 421

COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1898.

NOTE sur le compte provisoire de l'exercice 1898 . . . . . 425 à 430

Pages.

Budget général.

TABLEAUX modificatifs à l'appui des prévisions de recettes et de dépenses qui servent de base au compte provisoire du budget général de l'exercice 1898 :

1° Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes. France . . . 432 et 433
Algérie . . . 434 et 435

2° Résultats généraux sur l'ensemble des crédits . . . . . France . . . 436 à 441
Algérie . . . 442 et 443

COMPTE provisoire des recettes au 1er janvier 1899 . . . . . France . . 446 à 461 et 473
Algérie . . 462 à 471 et 475

COMPTE provisoire des dépenses au 1er janvier 1899 . . . . . France . . 478 à 551 et 579
Algérie . . 552 à 577 et 581

BUDGET DE L'EXERCICE 1899.

ÉTAT des recettes et des payements faits à l'époque du 31 décembre 1898. Budget général. (France et Algérie.) . . . . . 584 et 585

RÉSULTAT général des opérations constatées sur le budget de l'exercice 1899 au 31 décembre 1898 586

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1897.

NOTE EXPLICATIVE 589

BUDGETS de 1887 à 1897.

Résumé de la situation financière des budgets de 1887 à 1897 . . 590 et 591

Tableau général, par exercice, de la situation financière et du règlement législatif des budgets de 1887 à 1897 . . . . . 592 à 595

Développement sur les recettes ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1897 . . . . . 596 à 599

Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État des budgets de 1887 à 1897 . . . . . 600 à 609

Développement sur les dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1897 . . . . . 610 à 621

Tableau comparatif, pour les exercices 1887 à 1897, des recettes et des dépenses du budget voté et du budget réglé définitivement . . . . . 622 à 625

Développement, par catégories principales, des augmentations et des diminutions de recettes des budgets de 1887 à 1897 . . . . . 626 et 627

Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et des crédits annulés de 1887 à 1897 . . . . . 628 à 643

Développement sur les ressources exceptionnelles et extraordinaires attribuées aux budgets de 1887 à 1897 . . . . . 644 et 645

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 1er JANVIER 1899.

	Pages.
NOTE EXPLICATIVE	649 et 650
BILAN de l'Administration des finances au 1er janvier 1899	652 et 653
TABLEAU de l'actif et du passif du Trésor public tels qu'ils résultent des opérations des comptables des finances au 1er janvier 1899	654 et 655
DÉVELOPPEMENT des valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables au 1er janvier 1899	656 à 658
TABLEAU synoptique présentant le résumé de l'actif et du passif réels du Trésor public	660 et 661
TABLEAU servant à déterminer l'actif et le passif réels du Trésor public au 1er janvier 1899	664 à 683
DÉVELOPPEMENTS sur les services spéciaux du Trésor.	
N° 1. Capitaux de cautionnements en numéraire	687
N° 2. Services départementaux de l'Algérie	688 et 689
N° 3. Service local des colonies	690
N° 4. Avances faites par l'État au service local des colonies	691
N° 5. Caisse de réserve du service local des colonies	692
N° 6. Avance au budget local de la colonie de la Guadeloupe pour réparer les dégâts causés par le tremblement de terre du 29 avril 1897	693
N° 7. Avance au budget local de la colonie de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone des 27 et 28 février 1898	694
N° 8. Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)	695
N° 9. Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	696 et 697
N° 10. Liquidation de la dernière liste civile et du domaine privé, s/c provisoire	698
N° 11. Trésor public, s/c d'opérations faites par la liste civile impériale pour le compte de l'État	698
N° 12. Réorganisation des défenses de Calais	699
N° 13. Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	700 à 702

Pages.

Suite des DÉVELOPPEMENTS sur les services spéciaux du Trésor.

N° 14. Caisse des dépôts et consignations, *s/c* d'avances pour les suppléments de pensions. . . . . 703 à 705

N° 15. Avances faites au Trésor par la Banque de France. . . . . 706 et 707

N° 16. Avances aux Compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts. . . . . 708 et 709

N° 17. Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie 710

N° 18. Fonds versés par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï 711

N° 19. Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rente 3 p. o/o. . . . . 712 à 715

N° 20. Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.). . . . . 716 à 719

N° 21. Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées. . . . . 720 à 731

N° 22. Produit de la vente des matières remises par le service de la marine. 732

N° 23. Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o (1891). . . . . 733 à 735

N° 24. Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes. . . . . 736 à 741

N° 25. Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires. 742

N° 26. Remboursement des rentes 4 1/2 p. o/o non converties. . . 743

N° 27. Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage. . . . . 744 et 745

N° 28. Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition de 1900.). . . . . 746 et 747

N° 29. Fonds de concours pour l'exposition universelle de 1900 748 et 749

N° 30. Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897. 750

N° 31. Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France. 751

N° 32. Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.). . . . . 752 et 753

N° 33. Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires. . . . . 754 et 755

N° 34. Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.). 756

Pages.

Suite des DÉVELOPPEMENTS sur les services spéciaux du Trésor.

N° 35. Trésor public, *s/c* de bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire..... 758 et 759

N° 36. Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895)..... 760

N° 37. Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale algérienne. (Lois des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)..... 761

N° 38. Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. 0/0 amortissables..... 762 et 763

N° 39. Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Lois des 26 juillet 1893, art. 56 et 28 décembre 1895, art. 47)... 764

N° 40. Trésor public, *s/c* d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.) 765

N° 41. Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)..... 766

DÉVELOPPEMENTS sur les créances passives.

Développement sur les fonds déposés au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations et compris dans le passif de la situation générale des finances au 1er janvier 1899..... 769 à 771

Développement des valeurs de caisse et de portefeuille existant à la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1899..... 772

DÉVELOPPEMENT sur les créances actives. — Créances administratives..... 773

DÉVELOPPEMENT sur les découverts et avances du Trésor et sur les ressources réalisées en atténuation de ces découverts..... 774 à 779

DÉVELOPPEMENT, par nature de créances, des mouvements de la dette flottante du Trésor pendant l'année 1898 et de la situation de cette dette au 1er janvier 1899. 780 et 781

RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES

DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1899.

NOTE EXPLICATIVE..... 783 et 784

PÉRIODE du 1er janvier 1871 au 1er janvier 1884.

Tableau récapitulatif de l'actif et du passif réels du Trésor public. 785

Développements.

Actif réalisable du Trésor..... 786 et 787

Découverts et avances du Trésor..... 787

Dette flottante du Trésor..... 788 à 790

Budgets et services spéciaux..... 790

Tableau résumé des *causes* et de la *composition* de la dette flottante du Trésor..... 791

Développement justificatif de la différence entre l'actif réalisable du Trésor et l'excédent de recettes des budgets et des services spéciaux..... 792

Pages.

PÉRIODE du 1er janvier 1884 au 1er janvier 1899.

Tableau récapitulatif de l'actif et du passif réels du Trésor public. 793

Développements.
- Actif réalisable du Trésor. 794 et 795
- Découverts et avances du Trésor. 795
- Dette flottante du Trésor. 796 et 797

Tableau résumé des *causes* et de la *composition* de la dette flottante du Trésor. 798

Développement justificatif du résultat exprimant la différence entre l'excédent des services créanciers sur les services débiteurs. 799

COMPTES SPÉCIAUX.

COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS.

COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

1° AUX COMPAGNIES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS, ALGÉRIENS ET TUNISIENS.

NOTE EXPLICATIVE. 804 et 805

1re Partie. — *Ancienne dette des compagnies soumises au régime des conventions de 1883.*

SITUATION en capital et intérêts des sommes avancées par l'État aux compagnies de l'Est, d'Orléans, de l'Ouest et du Midi, à titre de garantie d'intérêt pour les années d'exploitation antérieures à l'application des conventions de 1883. 806 et 807

DÉVELOPPEMENTS à l'appui du compte précédent. 808 et 809

2e Partie. — *Compte courant de la garantie d'intérêt au 31 décembre 1898.*

Nouvelle dette des compagnies signataires des conventions de 1883. — Dette des compagnies non soumises au régime des conventions de 1883. 810 et 811

NOTE au sujet du compte de la garantie d'intérêt au 31 décembre 1898 aux compagnies de chemins de fer français, algériens et tunisiens. 812 à 814

DÉVELOPPEMENT des opérations effectuées pendant l'année 1898. 816 à 825

2° A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE DAKAR A SAINT-LOUIS.

NOTE explicative. 828

DÉVELOPPEMENT des opérations effectuées pendant l'année 1898. 830 et 831

COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

NOTE EXPLICATIVE. 834

DÉVELOPPEMENT des opérations effectuées pendant l'année 1898. 836 et 837

COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS.

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

	Pages
NOTE EXPLICATIVE	841 à 845
ÉTAT GÉNÉRAL des opérations constatées, pendant l'année 1898, pour les exercices clos qui étaient en cours d'apurement	846 à 849
SITUATION définitive de l'exercice 1894, au 1er janvier 1899	850 à 853
SITUATION des dépenses restant à payer au 1er janvier 1899 sur l'exercice 1895	854 à 857
SITUATION des dépenses restant à payer au 1er janvier 1899 sur l'exercice 1896	858 à 861
SITUATION des dépenses restant à payer au 1er janvier 1899 sur l'exercice 1897	862 et 863
ÉTAT GÉNÉRAL des créances des exercices clos restant à solder au 1er janvier 1899	864 et 865

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DE L'EXPÉDITION DE MADAGASCAR.

NOTE	869
SITUATION des dépenses restant à payer au 1er janvier 1899	870 et 871

COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

NOTE EXPLICATIVE	874 et 875
ÉTAT GÉNÉRAL des recettes et des payements effectués par les comptables des finances en Algérie pendant l'année 1898	876 à 881
RÉSUMÉS des recettes et des dépenses faites pendant l'année 1898 :	
Par les receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	882 et 883
Par les receveurs des douanes en Algérie	884 et 885
Par les receveurs des contributions diverses en Algérie	886 et 887
Par les receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	888 et 889
Par les trésoriers-payeurs en Algérie	890 à 899
Par l'agent comptable des virements de comptes	898 et 899
RÉCAPITULATION, par classe de comptables, des opérations de l'année 1898	900 et 901
TABLEAU comparatif des recettes et des payements effectués pendant les années 1898 et 1897 pour le service des budgets	902 et 903
DÉVELOPPEMENT, pour les services départementaux de l'Algérie, des opérations de l'année 1898 et situation au 1er janvier 1899	904 à 909

COMPTE DE L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE.

Pages.

NOTE EXPLICATIVE..... 912 et 913
SITUATION, au 1er janvier 1899, des créances actives restant à recouvrer..... 914 et 915
ÉTAT des recettes effectuées, pendant l'année 1898, sur les fonds de l'ancien domaine extraordinaire..... 916

COMPTE DES OPÉRATIONS RELATIVES À LA PORTION DE L'EMPRUNT GREC

GARANTIE PAR LA FRANCE.

NOTE EXPLICATIVE..... 918 à 920

COMPTE DES DÉBETS, CRÉANCES LITIGIEUSES ET PRÊTS FAITS À L'INDUSTRIE.

NOTE EXPLICATIVE..... 922 à 926
ÉTAT présentant la situation des débets au 1er janvier 1898, les accroissements et les atténuations qui ont eu lieu pendant l'année 1898 et la situation au 1er janvier 1899..... 928 à 931
SITUATION des débets et créances dans les écritures de la Direction de la comptabilité publique au 1er janvier 1898..... 932 et 933

COMPTE DES FONDS DE CONCOURS POUR DÉPENSES D'INTÉRÊT PUBLIC ET DU PARI MUTUEL EN FAVEUR DE L'ÉLEVAGE.

NOTE EXPLICATIVE..... 937
SITUATION, pour l'année 1898, des engagements contractés par des départements, des communes ou des particuliers, etc., à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public et à titre de fonds de concours provenant du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage, d'après les états fournis par les divers Départements ministériels..... 938 et 939

RÉPERTOIRE alphabétique et chronologique des documents spéciaux insérés dans les comptes de l'Administration des finances antérieurs à 1898:

NOTE EXPLICATIVE..... 942
RÉPERTOIRE ALPHABÉTIQUE..... 943
RÉPERTOIRE CHRONOLOGIQUE..... 950

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1750645